

INSTITUT INTERNATIONAL D'AGRICULTURE

Redakcja
Nr. 374
BIBLIOTEKA

Roma, le 30 juin 1937.

ANNUAIRE INTERNATIONAL

DE

LÉGISLATION AGRICOLE

XXVI^{ÈME} ANNÉE — 1936

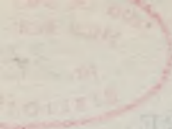
295



ROME

VILLA UMBERTO I

1937



INSTITUT INTERNATIONAL D'AGRICULTURE

ANNUAIRE INTERNATIONAL

LÉGISLATION AGRICOLE

XXVI^e ANNÉE — 1936



01645

2a 1735

ROME — IMPRIMERIE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS — CHARLES COLOMBO

Rome, le 30 juin 1937.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le XXVI^{ème} volume de l'Annuaire International de Législation Agricole contenant la législation agricole des différents pays du monde en 1936.

La tendance, déjà signalée dans les Annuaire précédents, à concentrer auprès d'organes publics ou directement contrôlés par l'Etat la fonction de l'écoulement de certains produits agricoles, a continué à se développer.

De nouveaux pays importants ont adopté ce système et, dans les pays qui l'appliquaient déjà, il s'est étendu à d'autres produits agricoles, tandis que de nouveaux bureaux et des institutions privilégiées, comprenant généralement les diverses catégories économiques intéressées à la circulation du produit, ont été créés pour exercer cette fonction.

L'Etat ne s'est pas borné à intervenir dans le domaine de la circulation. Son intervention a tendu à se manifester aussi dans le domaine de la production, en vue de garantir la productivité du sol, dans l'intérêt général et particulièrement dans l'intérêt des futures générations, en encourageant la pratique de systèmes de culture susceptibles de la conserver. Dans ce même domaine, l'Etat a cherché à limiter les cultures qui, étant donné les circonstances actuelles, ne paraissaient pas offrir un avantage économique suffisant, dans l'intérêt général et dans l'intérêt des cultivateurs.

En outre, l'examen de la législation agricole de l'année écoulée montre l'existence de dispositions importantes sur la lutte contre les maladies des plantes, sur la protection des agriculteurs endettés, sur l'organisation juridique de la propriété rurale et sur les contrats agricoles.

Grâce aux instructions du Comité Permanent, le nouvel Annuaire comporte de sérieuses modifications de forme et de fond, aussi bien dans l'introduction que dans le texte et les tables des matières, modifications qui faciliteront l'examen des matières contenues dans le volume.

Ce nouveau volume a été préparé, comme les précédents, par le Personnel de la Section de Législation agricole (1) sous la direction éclairée de son Chef, le Prof. Giovanni Carrara.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire Général

A. BRIZI.

Son Exc. M. le Prof. Giacomo ACERBO

Baron de l'ATERO

Président de l'Institut international d'Agriculture

(1) La Section de Législation agricole, dirigée par son Chef M. G. CARRARA, Docteur en Droit, Professeur de Droit agricole et de Droit Civil, comprend le personnel suivant: *Conseiller* M. G. PERRIS, Docteur en Droit, Licencié ès Langues Orientales; *Rédacteurs principaux* M. L. PAULUCCI, Docteur en Droit; M.me A. MOTZFELDT, Licenciée ès Lettres, Diplômée de Sciences Historiques et Philologiques; *Rédacteurs* M. S. ABENSOUR, Licencié ès Lettres et en Droit, Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques; M. R. C. FORTUNESCO, Docteur en Droit; *Employée principale* M.me F. DE MARTIS; *Employée* M.me C. ROCCA; *Collaborateur* M. P. MATANOVICH, Ingénieur.

INDEX

	<i>Page</i>
INTRODUCTION.	xv
I ^{re} PARTIE. — Statistique agricole et commerciale.	1
II ^{ème} PARTIE. — Commerce des produits agricoles, des engrais et du bétail	25
<i>Chapitre</i> I. — Approvisionnement en général et commerce des céréales	25
<i>Chapitre</i> II. — Commerce des produits végétaux alimentaires autres que les céréales.	176
<i>Chapitre</i> III. — Commerce des semences.	196
<i>Chapitre</i> IV. — Commerce des engrais et des aliments du bétail	207
<i>Chapitre</i> V. — Commerce des oléagineux et des huiles végétales.	208
<i>Chapitre</i> VI. — Commerce des plantes textiles, du tabac, de l'opium et du caoutchouc.	213
<i>Chapitre</i> VII. — Commerce du bétail et des produits animaux.	221
<i>Chapitre</i> VIII. — Restrictions et facilités à l'exportation ou à l'importation dans les différents pays.	274
<i>Chapitre</i> IX. — Contrôle des prix. Coalitions, monopoles, trusts, spéculations illicites et concurrence déloyale.	331
<i>Chapitre</i> X. — Fraudes dans le commerce et mesures pour les combattre	343
<i>Chapitre</i> XI. — Dispositions réglementant la formation des contrats commerciaux et, en général, le commerce au point de vue juridique.	351
<i>Chapitre</i> XII. — Poids, mesures et monnaies.	352
<i>Chapitre</i> XIII. — Mesures concernant le transport des produits végétaux, du bétail et des produits animaux	353
<i>Chapitre</i> XIV. — Traités de commerce	355
<i>Chapitre</i> XV. — Bourses, marchés et chambres de commerce.	374
<i>Chapitre</i> XVI. — Commerce des combustibles et des machines agricoles.	375

	<i>Page</i>
III ^{ème} PARTIE. — Lois financières et traitement douanier en matière agricole	377
<i>Chapitre I.</i> — Législation financière en général et des impôts directs en particulier	377
<i>Chapitre II.</i> — Législation des impôts indirects et des taxes.	385
<i>Chapitre III.</i> — Législation douanière.	415
IV ^{ème} PARTIE. — Production végétale. Industrie des produits végétaux	435
<i>Chapitre I.</i> — Législation visant le développement de l'agriculture en général.	435
<i>Chapitre II.</i> — Législation destinée à réglementer les cultures spéciales et la protection des plantes.	445
<i>Chapitre III.</i> — Législation des eaux.	480
<i>Chapitre IV.</i> — Législation forestière et des produits forestiers.	482
<i>Chapitre V.</i> — Législation des améliorations foncières	495
<i>Chapitre VI.</i> — Législation de l'industrie des produits végétaux	500
V ^{ème} PARTIE. — Production animale. Industrie des produits animaux.	541
<i>Chapitre I.</i> — Elevage des animaux.	541
<i>Chapitre II.</i> — Maladies des animaux	564
<i>Chapitre III.</i> — Protection des animaux; chasse et pêche et commerce des produits y relatifs.	573
<i>Chapitre IV.</i> — Industrie des produits animaux	577
<i>Chapitre V.</i> — Apiculture, aviculture, sériciculture	596
VI ^{ème} PARTIE. — Législation de l'organisation agraire et de l'enseignement agricole.	603
<i>Chapitre I.</i> — Législation visant les organisations publiques centrales.	603
<i>Chapitre II.</i> — Législation visant les organisations publiques locales.	610
<i>Chapitre III.</i> — Législation visant les corps consultatifs en rapport avec l'agriculture.	612
<i>Chapitre IV.</i> — Chambres et académies d'agriculture, distinctions honorifiques pour les agriculteurs, professions agricoles. Expositions et concours	634
<i>Chapitre V.</i> — Enseignement agricole	648

	<i>Page</i>
VII ^{ème} PARTIE. — Maladies des plantes. Végétaux et animaux nuisibles à l'agriculture	651
VIII ^{ème} PARTIE. — Coopération, assurance et crédit agricoles. . . .	715
<i>Chapitre I.</i> — Coopération agricole. Autres formes d'associations agricoles	715
<i>Chapitre II.</i> — Assurance agricole.	726
<i>Chapitre III.</i> — Crédit agricole. Endettement des agriculteurs. . . .	731
IX ^{ème} PARTIE. — Propriété rurale. Colonisation intérieure	769
X ^{ème} PARTIE. — Législation concernant les rapports entre capital et travail dans l'agriculture.	839
<i>Chapitre I.</i> — Législation concernant les contrats agricoles et les exploitations rurales	839
<i>Chapitre II.</i> — Législation visant les contrats de travail concernant l'agriculture et la protection des ouvriers ainsi que l'émigration et l'immigration.	848
<i>Chapitre III.</i> — Législation concernant les habitations rurales	862
XI ^{ème} PARTIE. — Législation visant l'hygiène rurale et la police des champs	863
TABLE CHRONOLOGIQUE PAR PAYS	871
TABLE ALPHABÉTIQUE PAR MATIÈRE	979

TABLE DES PAYS ET SOURCES OFFICIELLES

[Les abréviations figurant dans le texte sont indiquées ci-après
en caractères gras]

ALLEMAGNE.

Reichsgesetzblatt (**RGbl.**).
Verkündungsblatt des Reichsnähr-
standes (**V. R.**).

ARGENTINE.

Boletín Oficial (**B. O.**).

AUSTRALIE.

Commonwealth of Australia Gazette
(**C. A. G.**).
Government Gazette of Western Aus-
tralia (**G. G. W. A.**).
Acts (1^o Edw. VIII).
The South Australian Government
Gazette (**S. A. G. G.**).
Queensland Government Gazette
(**Q. G. G.**).

AUTRICHE.

Bundesgesetzblatt für den Bundes-
staat Oesterreich (**BGbl.**).
Landesgesetzblatt für das Land Nie-
derösterreich (**LGbl.**).
Landsgesetzblatt für das Burgenland
(**LGbl.**).
Landesgesetzblatt für Kärnten
(**LGbl.**).
Landesgesetzblatt für Oberösterreich
(**LGbl.**).
Landesgesetzblatt für das Land Salz-
burg (**LGbl.**).
Landesgesetzblatt für das Land Stei-
ermark (**LGbl.**).
Landesgesetz- und Verordnungsblatt
für Tirol (**LGbl.**).
Gesetzblatt der Stadt Wien (**Gbl.**).
Vorarlberger Landesgesetzblatt
(**LGbl.**).

BELGIQUE.

Moniteur Belge (**M. B.**).
Bulletin Officiel du Congo belge
(**B. O.**).

BRÉSIL.

Diário Oficial (**D. O.**).

BULGARIE.

Darjaven Viestnik (**D. V.**).

CANADA.

The Canada Gazette (**C. G.**).
Acts of the Legislature of the Pro-
vince of Manitoba (**A. M.**).
Acts of the Legislative Assembly of
New Brunswick (**A. N. B.**).
The Statutes of Nova Scotia (**S. N. S.**).
Statutes of the Province of Ontario
(**S. P. O.**).
Statuts de Québec (**S. Q.**).
Statutes of the Province of Saskat-
chewan (**S. P. S.**).

CHILI.

Diario Oficial (**D. O.**).

COLOMBIE.

Diario Oficial (**D. O.**).

COSTA-RICA.

La Gaceta (**L. G.**).

CUBA.

Boletín Oficial de la Secretaría de
Hacienda (**B. O. S. H.**).

DANEMARK.	GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD.
Lovtidenden A. (L. A.).	Statutory Rules and Orders (S. R. & O.).
EGYPTE.	Treaty Series (T. S.).
Journal Officiel (J. O.).	
EQUATEUR.	CHYPRE.
Registro Oficial (R. O.).	The Cyprus Gazette (C. G.).
ESPAGNE.	KÉNIA.
Gaceta de Madrid (G. M.).	The Official Gazette (O. G.).
ESTONIE.	MAURICE.
Riigi Teataja (R. T.).	The Official Gazette (O. G.).
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.	PROTECTORAT DE NYSSALAND.
Public Laws of 1936 (P. L.).	The Nyassaland Government Gazette (N. G. G.).
Public Resolutions of 1936 (P. R.).	
Official Gazette (O. G.).	
FINLANDE.	RHODÉSIA DU SUD.
Finlands Författningssamling (F. F.).	The Southern Rhodesia Govern- ment Gazette (S. R. G. G.).
FRANCE.	STRAITS SETTLEMENTS.
Journal Officiel (J. O.).	The Straits Settlements Government Gazette (S. S. G. G.).
Journal Officiel de l'Afrique équa- toriale française (J. O. A. E. F.).	GRÈCE.
Journal Officiel de l'Afrique occi- dentale française (J. O. A. O. F.).	Journal Officiel (J. O.).
Journal Officiel de l'Algérie (J. O. A.).	GUATÉMALA.
Journal Officiel de la Colonie du Da- homey (J. O. D.).	Diario de Centro América (D. C. A.).
Journal Officiel de la Guadeloupe (J. O. G.).	HONGRIE.
Journal Officiel de la Guinée fran- çaise (J. O. G. F.).	Országos Törvénytár (O. T.).
Journal Officiel de l'Indochine Fran- çaise (J. O. I. F.).	INDE.
Bulletin Officiel du Maroc (B. O.).	The Gazette of India (G. I.).
Journal Officiel de la République Syrienne (J. O. R. S.).	The Bihar and Orissa Gazette (B. & O. G.).
RÉGENCE DE TUNIS.	
Journal Officiel Tunisien (J. O. T.).	

The Bombay Government Gazette
(**B. G. G.**).

The Calcutta Gazette (**C. G.**).

The Fort St. George Gazette
(**F. S. G. G.**).

The Central Provinces Gazette
(**C. P. G.**).

IRLANDE (ETAT-LIBRE D').

Statutory Rules and Orders (**S. R. & O.**).

Treaty Series (**T. S.**).

ITALIE.

Gazzetta Ufficiale (**G. U.**).

Bollettino Ufficiale del Governo della
Libia (**B. U. G. L.**).

Bollettino Ufficiale del Governo del-
l'Eritrea (**B. U. G. E.**).

JAPON.

Kwampô (*Journal Officiel*) (**K.**).

LETTONIE.

Journal Officiel (**J. O.**).

LITHUANIE.

Journal Officiel (**J. O.**).

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Mémorial du Grand-Duché de Lu-
xembourg (**M. L.**).

MEXIQUE.

Diario Oficial (**D. O.**).

NICARAGUA.

La Gaceta (**L. G.**).

NORVÈGE.

Norsk Lovtidende (**N. L.**).

Overenskomster med fremmede Sta-
ter (**O. F. S.**).

NOUVELLE-ZÉLANDE.

The New Zealand Gazette (**N. Z. G.**).
Acts (1 Edw. VIII).

PARAGUAY.

Diario Oficial (**D. O.**).

PAYS-BAS.

Staatsblad van het Koninkrijk der
Nederlanden (**Stbl.**).

Nederlandsche Staatscourant (**Stc.**).
Staatsblad van Nederlandsch-Indië
(**Stbl. N. I.**).

PÉROU.

El Peruano (**E. P.**).

POLOGNE.

Dziennik Ustaw (**D. U.**).

PORTUGAL.

Diário do Governo (**D. d. G.**).

ROUMANIE.

Monitorul Oficial (**M. O.**).

SALVADOR.

Diario Oficial (**D. O.**).

SUÈDE.

Svensk Författningssamling (**S. F.**).

SUISSE.

Recueil des Lois Fédérales (**R. L. F.**).

TURQUIE.

Lois (1936).

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES.

Ssobranie Zakonoff i Rasporiadjenii
(**S. Z. R.**).

RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
FÉDÉRATIVE SOVIÉTIQUE RUSSE.
Sobranie Uzakonenii i Rasporiad-
jenii (S. U. R.).

UNION SUD-AFRICAINE.
The Union of South Africa Govern-
ment Gazette (U. S. A. G. G.).

URUGUAY.
Diario Oficial (D. O.).

VÉNÉZUÉLA.
Gaceta Oficial (G. O.).

YUGOSLAVIE.
Službene Novine (S. N.).

ABRÉVIATIONS FIGURANT DANS LES TITRES

arr. . . . = arrêté (s)
déc. . . . = décision (s)
l. = loi (s)
o. = ordonnance (s)
règl. .. = règle (s), règlement (s)

d. = décret (s)
instr. . = instruction (s)
not. . . . = notification (s)
procl. . = proclamation (s)
rés. . . . = résolution (s)

INTRODUCTION

SOMMAIRE. — 1. Statistique. — 2. Organismes de coordination économique. — 3. Directives pour la conclusion de nouveaux accords commerciaux. — 4. Contrôle des prix. — 5. Lutte contre les fraudes. — 6. Commerce des céréales. — 7. Commerce de la viande, des produits laitiers et des oeufs. — 8. Commerce des produits de l'horticulture, culture fruitière et viticulture. — 9. Commerce du coton et des graines oléagineuses. — 10. Impôts, taxes et douanes. — 11. Conservation du sol et bonification. — 12. Eaux et forêts. — 13. Culture de la vigne. — 14. Autres cultures. — 15. Production animale et maladies des animaux. — 16. Organes représentatifs de l'agriculture. — 17. Fléaux des cultures. — 18. Coopératives agricoles. — 19. Coalitions économiques. — 20. Assurances sociales en agriculture. — 21. Endettement des agriculteurs. — 22. Crédit agricole. — 23. Crédit foncier. — 24. Propriété foncière. — 25. Contrats agricoles. — 26. Congés payés pour les ouvriers agricoles. — 27. Hygiène rurale.

1. — Les caractères typiques de la législation sur la statistique ont continué à s'affirmer. Tout d'abord, des dispositions d'ordre général sur l'organisation des services de statistique traitent, à l'occasion de la réglementation de ces services, de diverses formes de statistique agricole ou commerciale (Brésil, 17 novembre 1936; Colombie, 23 décembre 1935; Guatémala, 18 mai 1936); on trouve ensuite des dispositions spéciales qui organisent et réglementent expressément les services de statistique agricole ou commerciale (Portugal, 9 mars 1936; Suisse, 1^{er} décembre 1936) et des mesures particulières qui ordonnent et disciplinent l'exécution de recensements du bétail ou des superficies cultivées (Belgique, 8 mai 1936; Suisse, 22 septembre 1936). Enfin, on constate l'existence de dispositions sur les statistiques agricoles de produits spéciaux (céréales), contenues dans des lois générales sur le commerce desdits produits (Roumanie, 1^{er} juillet 1936).

2. — *L'économie dirigée*, qui est désormais pratiquée par un grand nombre de pays, s'exerce, dans les Etats qui ont adopté le système corporatif, par des mesures spéciales s'inspirant des

principes de ce système. On a créé par suite des organismes de coordination économique ayant un caractère officiel et des fonctions de liaison entre les Départements de l'Etat et les autorités encadrées dans les corporations. Ces organismes sont chargés d'exercer le contrôle des importations, suivant les nécessités de la production, ou bien de stimuler à l'intérieur du pays le perfectionnement et la coordination des activités productrices, en vue de réaliser le développement des exportations. Ils sont aussi chargés de concentrer l'activité d'exportation en garantissant aux marchés d'importation l'origine et la qualité des produits exportés (Portugal, 8 juillet 1936).

3. — D'autre part, les mesures de restriction adoptées par plusieurs pays, sous les formes diverses des contingentements, prohibitions ou suspensions d'importation, etc., ont eu pour effet d'annuler ou de limiter pratiquement dans bien de cas l'efficacité de la clause réciproque de la Nation la plus favorisée, établie dans de nombreux accords commerciaux internationaux. Par réaction, d'autres mesures de défense ont été prises par les pays, parties de ces accords, qui estiment avoir subi un préjudice du fait de cette politique. Des lois ont réglementé ces mesures de défense sous forme de règles abstraites applicables dans les différents cas prévus et susceptibles de l'être, selon les diverses circonstances. Elles ont donné au Pouvoir Exécutif les directives à suivre pour la dénonciation des accords en vigueur et la formation de nouveaux accords dans le but d'uniformiser et d'adapter ces derniers à la nouvelle situation de la politique commerciale internationale (Brésil, 30 décembre 1935).

4. — Les prévisions du mouvement de hausse des prix, qui se sont réalisées ou qui sont en cours de développement dans plusieurs pays, ont déterminé l'adoption de mesures législatives destinées à contrôler ce mouvement afin de le contenir dans de justes limites, au besoin par des mesures obligatoires. Il a été constitué à cet effet des comités officiels comportant la participation de représentants des catégories de la production, du commerce et de la consommation, pour étudier les divers éléments susceptibles d'influer sur les prix et pour proposer de justes prix, tant en gros qu'au détail, pour les différents produits (France, 19 août 1936). Dans d'autres pays, le contrôle des prix a été direc-

tement attribué aux services publics compétents, dans le but expressément établi d'empêcher, en appliquant le cas échéant des sanctions, que les prix se forment d'une manière injuste pour le producteur, pour le commerçant et spécialement pour le consommateur (Suisse, 20 juin 1936). p. 335

5. — L'action de contrôle des Etats sur les rapports de la vie économique ne peut pas se borner à la surveillance des prix. Elle doit porter aussi, pour la réputation de la production, pour la loyauté des échanges et pour la protection de la bonne foi des consommateurs, sur les produits mêmes mis dans le commerce. A cet effet, des dispositions législatives ont été prises pour interdire d'une manière générale les fraudes, les falsifications et les imitations illicites des denrées alimentaires et pour prohiber d'une manière rigoureuse la fabrication et la circulation des denrées avariées ou dans un état susceptible de porter atteinte à la santé des consommateurs. En outre, et surtout, les pouvoirs nécessaires ont été attribués au Pouvoir Exécutif pour convertir ces règles générales en dispositions spéciales et détaillées afin d'assurer la régularité de la production et du commerce et la protection de la santé et de l'hygiène des consommateurs (Allemagne, 17 janvier 1936). p. 343

6. — Si l'on passe des mesures législatives ayant un caractère général à l'examen des dispositions spéciales relatives aux différents produits, on constate que les mesures portant sur les céréales prédominent quant à leur nombre et à leur importance juridique et économique. La tendance générale est de renforcer le contrôle, aussi bien du commerce d'exportation ou d'importation que du commerce intérieur, et de fixer d'une manière obligatoire les prix d'achat des céréales aux producteurs et des farines aux moulins. Les modalités d'application de ces principes, qui ont été adoptés dans presque tous les pays, varient d'un pays à l'autre selon les courants politiques et économiques dominants et en outre selon les législations en vigueur. Dans certains cas, la fonction de l'achat et de la vente des céréales et de leur exportation est concentrée sous forme de monopole auprès d'une institution de l'Etat, à des conditions imposées et fixées de temps à autre par le Gouvernement (Bulgarie, 4 février 1936). p. 33

Dans d'autres cas, certaines fonctions du même ordre sont attribuées à un organe central qui, sans être un organisme de l'Etat,

est cependant une institution publique, placée sous le contrôle des Ministères des finances et de l'agriculture et administrée par un Conseil central, comprenant, en plus des délégués des différents ministères intéressés, les représentants des diverses catégories de la production, du commerce et de la consommation. Ces fonctions sont notamment de concentrer, dans des conditions de monopole, les opérations d'importation et d'exportation du blé; de fixer chaque année le prix d'achat du blé au producteur, d'échelonner la date de livraison du blé par les producteurs selon les besoins; et, enfin, de diriger l'activité des comités locaux chargés de l'organisation et du contrôle locaux de la production et du commerce du blé (France, 15 août 1936).

p. 65 Dans d'autres pays, la loi a confié à des organismes coopératifs (consortiums coopératifs agricoles) l'achat et la vente du blé – aussi bien du blé indigène que du blé provenant des colonies ou importé avec un caractère d'exclusivité – à des prix imposés et fixés par le Gouvernement. Ces organismes exécutent les opérations d'après les directives d'un bureau central de stockage du blé constitué auprès du Ministère de l'agriculture et des forêts (Italie, 15 juin 1936).

p. 87 Dans d'autres cas, la réglementation complète de l'activité productrice – de la détermination des limites de la production, selon les besoins, à la fixation des prix – est confiée par l'Etat à des associations économiques par cycle de production. Celles-ci sont des institutions de droit public et elles agissent, sous le contrôle de l'Etat, de manière à créer une auto-discipline (Allemagne, 10 juillet 1936).

Parfois, les mesures législatives qui ont été prises ont essentiellement pour but et pour effet de fixer les prix des céréales. Mais les organismes qui ont été constitués à cet effet ont des fonctions de nature différente. Ainsi, on a créé dans certains cas des commissions arbitrales pour juger les différends entre les producteurs et les meuniers relativement à l'évaluation des céréales livrées (Portugal, 14 août 1936). Dans d'autres pays, au contraire, ont été constitués des organismes – où sont représentés, outre l'Etat, les producteurs et les meuniers – expressément institués pour contrôler l'application des règles législatives sur le respect des prix et sur le fonctionnement des moulins (Roumanie, 1^{er} juillet 1936). Ailleurs, la fonction de la fixation des prix des céréales est attribuée par la loi aux autorités administratives locales,

après avoir entendu l'avis de commissions spéciales des blés composées de producteurs, de meuniers et de boulangers; cependant ces avis ne lient pas lesdites autorités (Yougoslavie, 20 juillet 1936). p. 160

Il y a lieu de signaler enfin d'autres mesures en matière de commerce des céréales: la codification de toutes les dispositions en vigueur sur les blés (France, 24 avril 1936); un contrôle spécial sur les importateurs de blé étranger et sur les moulins qui écrasent du blé étranger (Finlande, 17 avril 1936); l'autorisation d'exporter librement le blé, accompagnée de la fixation du prix minimum à payer aux producteurs (Uruguay, 2 janvier 1936). p. 43 p. 42 p. 168

D'après les dispositions spéciales adoptées dans divers pays, les céréales de semence, cultivées pour être mises dans le commerce, ne sont pas assujetties aux liens établis dans les règles concernant la remise obligatoire, la livraison à des dates prescrites, etc. Toutefois, étant donné le but auquel elles sont destinées, elles sont soumises à un contrôle. Ainsi une autorisation particulière est requise pour se livrer à la vente desdites céréales et les opérations y relatives sont assujetties à l'accomplissement de formalités spéciales (France, 14 octobre 1936); enfin, on exige parfois l'inspection préalable de ces céréales par les organes techniques locaux de l'agriculture, pour vérifier, même avant la récolte, l'aptitude des blés de semences à la multiplication (Italie, 11 juin 1936). p. 81 p. 85

Une forme d'auto-discipline a été créée pour soutenir le marché du riz, en évitant des baisses de prix par excès d'offre ou des hausses excessives par la restriction de cette même offre. Le mécanisme est ingénieux et simple. Une fois que les besoins en riz du pays ont été déterminés, le montant nécessaire est réparti entre les diverses associations de producteurs de riz qui, à leur tour, distribuent le contingent à leurs membres; le reliquat reste *stocké* chez les producteurs qui peuvent obtenir des associations des avances sur le produit; en cas de tendance à la hausse, les quantités stockées sont proportionnellement débloquées pour déterminer le retour du prix à un niveau d'équilibre (Japon, 27 mai 1936 et s.). p. 94

7. — Viennent ensuite, par ordre d'importance, les dispositions sur le commerce de la viande, du lait et des produits laitiers, de la volaille et des œufs. On peut les ranger en deux

grands groupes: le premier comprend les dispositions, de nature essentiellement juridique et économique, destinées à défendre le marché de ces produits dans le but principal d'en soutenir les prix; le deuxième renferme des dispositions de caractère plus spécifiquement technique, en vue de réglementer la circulation de ces produits dans les meilleures conditions possibles quant à la qualité, pureté, *standardisation*, régularité de l'emballage, etc.

Si l'on examine les dispositions du premier groupe, on y retrouve, dans leurs lignes générales, les mêmes tendances que celles qui ont été soulignées pour les céréales relativement au contrôle officiel. En outre, si l'on approfondit la recherche, on observe, compte tenu de l'adaptation particulière requise par la diversité de la matière, la répétition des mêmes formes d'intervention constatées dans l'étude des mesures sur les céréales. Dans certains cas, l'intervention est directement exercée par l'Etat. Parfois, l'intervention dans le commerce intérieur et extérieur des produits laitiers est pratiquement réalisée par l'entremise d'un Département de l'Etat expressément institué (Nouvelle-Zélande, 15 mai 1936). Cet organisme, dans le but d'assurer la stabilisation des prix, surtout dans l'intérêt des producteurs, achète directement à ces derniers les différents produits (lait, crème, beurre, fromage) à des prix périodiquement fixés par le Gouvernement. Cette fixation a lieu en tenant compte des intérêts des consommateurs et des transformateurs, de manière que l'industrie laitière couvre son coût de production et obtienne en outre une marge raisonnable de bénéfice. Ce Département organise ensuite la vente à l'intérieur du pays et en assure les débouchés d'exportation.

Dans d'autres cas, en harmonie avec la législation créée pour les autres produits, le contrôle de la production, aussi bien du lait que du bétail, est confié, sous la surveillance de l'Etat, aux associations des entreprises intéressées, institutions de droit public. Celles-ci sont chargées d'assurer l'approvisionnement du pays et en outre de fixer les prix des produits (Allemagne, 17 avril et 9 juin 1936). Dans d'autres pays, ce sont des sociétés privilégiées, contrôlées par l'Etat, qui sont chargées d'exercer, sous un régime de monopole, le commerce d'exportation des produits laitiers, de la viande et de la volaille ou bien des œufs, après les avoir achetés aux producteurs du pays à des prix

fixés par les ministères compétents (Lettonie, 23 juillet et 8 octobre 1935). pp. 235-236-237

Ailleurs encore, on a établi un conseil des échanges, composé des représentants des principales organisations agricoles et commerciales du pays et chargé de recueillir tous les éléments nécessaires pour stimuler les échanges, à l'intérieur du pays et avec l'étranger, du lard, de la viande de mouton, du lait, du fourrage, du beurre et des œufs. En outre, ce conseil est autorisé à proposer au Gouvernement les dispositions nécessaires pour atteindre ces buts, même par l'application de mesures d'ordre fiscal et douanier (Norvège, 10 juillet 1936). Dans d'autres pays, ont été créées des commissions de contrôle des marchés du bétail, de la volaille et de la viande, chargées de déterminer les besoins du pays et de contrôler la production et le commerce (Pologne, 26 février 1936). p. 238 p. 255

Pour réglementer le marché du lait, on divise parfois le territoire du pays en zones de production et l'on crée, pour chacune d'elles, des conseils composés des producteurs et des commerçants, sous la présidence d'un représentant du Gouvernement, dans le but de contrôler la production et les échanges et de fixer les prix (Irlande, 14 août 1936). p. 233

Dans d'autres cas, pour encourager le placement du lait et son utilisation pour la fabrication du beurre, de la crème ou du fromage, l'Etat alloue des crédits destinés à être versés, sous forme de primes (Grande-Bretagne et Irlande du Nord, 19 mars 1936). p. 232

Les dispositions d'ordre technique sur le contrôle du commerce des viandes des produits laitiers et des œufs sont assez nombreuses.

Dans certains cas, des commissions de contrôle des marchés ou de l'exportation des produits laitiers et des œufs sont instituées pour garantir que les produits mis sur le marché ou destinés à l'exportation répondent aux exigences de l'économie et de l'hygiène, quant à leur qualité, emballage, marques, etc. (Bulgarie, 6 et 9 juin 1936). pp. 274-283

Dans d'autres pays, des contrôleurs ont été établis pour inspecter le beurre destiné à l'exportation. Celui-ci est classé en catégories, d'après la qualité. Ces contrôleurs surveillent en outre les emballages et plombent les envois au moment de la sortie du territoire (Lithuanie, 6 mars 1936). p. 238

Ailleurs, en ce qui concerne notamment les exportations d'œufs et de volaille, l'emploi de la marque d'origine a été prescrit. En outre pour protéger ladite marque, des inspections ont été instituées, soit dans les établissements soit dans les bureaux de douane, pour garantir le bon état de la marchandise et des emballages (Uruguay, 23 juillet 1936).

Pour protéger la pureté du beurre mis dans le commerce on recourt fréquemment au contrôle de la fabrication et du commerce, avec l'interdiction de mélanger du beurre étranger ou d'autres matières grasses au beurre indigène (Belgique, 15 et 20 février et 30 mars 1936).

8. — Les produits de l'horticulture, de la culture fruitière et de la viticulture ont également fait l'objet de nombreuses et importantes dispositions.

Le système de la concentration obligatoire du commerce, que nous avons vu appliquer, dans plusieurs pays, pour le commerce des céréales, a été étendu (Allemagne) à tous les produits des diverses catégories de l'horticulture, de la culture fruitière et de la viticulture. Ces produits sont, en règle, obligatoirement cédés par les producteurs ou par les importateurs à une Centrale. Celle-ci en fait l'acquisition dans les limites des besoins intérieurs du pays ou des exportations, fixées par les autorités gouvernementales, et à des prix fixés également par les mêmes autorités. Les produits qui ne sont pas achetés par la Centrale ne peuvent pas être mis d'une autre manière dans le commerce par le producteur ou par l'importateur (30 septembre 1936).

Les autres mesures concernent particulièrement une catégorie ou l'autre des produits de ce groupe et elles visent le contrôle technique ou économique du commerce intérieur et du commerce d'importation ou d'exportation.

Le commerce d'exportation des fruits fait l'objet dans quelques pays d'un contrôle de l'activité déployée par les maisons d'exportation pour que la qualité et les types des produits et leurs emballages soient conformes aux règles prescrites (Uruguay, 28 janvier 1936).

Plusieurs dispositions établissent le contrôle du commerce des pommes de terre de semence et des graines fourragères, en vue principalement d'en réglementer la distribution régulière

et de protéger la bonne foi des acquéreurs (Algérie, 17 décembre 1936; Argentine, 26 juin 1936; Suède, 20 mars 1936). Parfois, le commerce d'exportation et d'importation des pommes de terre de semence ou des graines de plantes fourragères est centralisé avec un caractère d'exclusivité, comme règle, dans les mains d'une société privilégiée qui est tenue de pratiquer les prix fixés par les autorités gouvernementales (Lettonie, 10 septembre 1935).

p. 182

pp. 200-203

p. 202

Les mesures législatives sur le commerce des vins ou d'autres boissons ont pour objet de prévenir les fraudes et les adultérations et d'empêcher la mise dans le commerce – sous la dénomination de vin – des boissons impures ou peu hygiéniques ou ne correspondant pas, d'une autre manière, par leur composition, aux boissons admises à circuler sous cette dénomination (Italie, 2 juillet et 16 juillet 1936).

pp. 347-348

9. — On retrouve, relativement à deux catégories de produits qui sont essentiellement destinés à des transformations industrielles, la même tendance, que l'on a remarquée à propos d'autres produits: soutenir par des règles obligatoires le marché des produits indigènes. Il s'agit du coton et des graines oléagineuses.

Pour le coton, on contraint parfois les industriels à acheter le produit indigène à des prix fixés par les autorités gouvernementales, et l'on interdit l'achat du coton importé tant que les disponibilités de produit indigène n'auront pas été épuisées (Yougoslavie, 9 septembre 1936).

p. 215

Le système adopté pour les graines oléagineuses est analogue. Il est prescrit en effet que les industries qui les utilisent doivent avoir recours en premier lieu aux produits du pays à des prix fixés par le ministère. Celui-ci cependant convoque au préalable des réunions de représentants de l'industrie et de l'agriculture pour proposer des prix à des clauses contractuelles; l'importation des graines oléagineuses de l'étranger ne peut être effectuée que par l'entremise de la société privilégiée pour les exportations de produits agricoles (Yougoslavie, 10 juin 1936). La question des exportations et des importations de graines oléagineuses est réglementée aussi dans d'autres pays, mais dans un but différent. On vise surtout à contrôler l'activité des maisons de commerce pour surveiller et diriger la régularité des opérations, relativement à la qualité desdits produits (Argentine, 25 janvier 1936).

p. 208

p. 196

10. — En matière fiscale, l'impôt foncier, qui est sans aucun doute un des plus importants parmi les différents impôts qui grèvent l'agriculture, a fait l'objet de nouvelles mesures de réorganisation, répondant aux critères les plus modernes de la doctrine juridique fiscale (Allemagne, 1^{er} décembre 1936).

Parmi les impôts de consommation relatifs aux produits qui intéressent l'agriculture, la codification en un texte unique des règles sur le régime fiscal des corps gras mérite une mention spéciale (France, 9 octobre 1936). Il y a lieu de signaler en outre les dispositions prises pour aggraver le traitement fiscal de la margarine, dans le but manifeste de protéger l'industrie de la fabrication du beurre (Belgique, 28 mars 1936).

En matière douanière, on constate de nouvelles applications du système en vertu duquel la loi accorde de vastes pouvoirs au Gouvernement, par l'établissement de tarifs douaniers élastiques qui laissent une grande marge de mouvement au Pouvoir Exécutif (Vénézuéla, 20 octobre 1936).

11. — L'action exercée par les Etats pour la protection de l'agriculture en général se manifeste par des mesures diverses suivant les exigences particulières des différents pays. La nécessité de protéger la conservation du sol contre les activités culturelles déterminant un épuisement du terrain a donné lieu à l'adoption de dispositions destinées à encourager la substitution de ces cultures par d'autres, capables au contraire de conserver le sol et d'en renforcer la fertilité. Cependant, comme cette seconde catégorie de culture est généralement moins avantageuse pour l'agriculture, l'Etat, intéressé à les encourager pour le bien de l'économie générale, actuelle et surtout future, alloue une indemnité spéciale aux agriculteurs qui les pratiquent sur leurs terres (Etats-Unis d'Amérique, 29 février 1936).

Des mesures ont été prises pour encourager les travaux de bonification foncière ou hydraulique, après l'exécution d'études préparatoires, dans l'intérêt général de l'agriculture (Colombie, 5 février 1936). Parfois des fonds importants ont été inscrits dans le budget à cette fin en considération des buts sociaux liés à l'exécution des travaux publics (France, 18 août 1936).

Parmi les travaux d'amélioration, les travaux d'électrification rurale présentent une importance particulière. Pour encourager l'application de l'électricité à l'agriculture, une Administration con-

fédérale spéciale pour l'électrification rurale a été créée (Etats-Unis d'Amérique, 20 mai 1936). Cette Administration est chargée d'accorder des prêts pour les installations électriques rurales, spécialement dans les localités qui ne sont pas desservies par des stations centrales électriques. p. 495

Les législateurs se sont préoccupés de la question des risques agricoles par l'effet des ouragans, de la grêle ou des inondations, spécialement dans les pays qui sont souvent et gravement victimes de ces fléaux. Il s'agit d'une question grave et délicate, aussi bien au point de vue économique que juridique. Une des dernières formes réalisées consiste à secourir les agriculteurs, ainsi frappés, moyennant un fonds constitué auprès du Ministère de l'agriculture et alimenté, en plus des crédits du budget, par le revenu d'un impôt spécial établi sous forme d'impôt additionnel à l'impôt foncier (Lettonie, 3 octobre 1935). p. 441

12. — Dans le système de la législation agricole, les dispositions sur les eaux et forêts occupent une place de premier plan. La codification de toutes les règles concernant les eaux et les forêts publiques et privées, par une réglementation détaillée des nombreuses questions soulevées en cette matière, est certainement une œuvre utile, car elle évite les longues et pénibles recherches des dispositions éparses dans les différents textes (Vénézuéla, 29 septembre 1936). p. 484

Le système appliqué pour les autres cycles de la production a été adopté également à tout le cycle de la production de l'industrie forestière, subdivisé dans les trois phases fondamentales de la production, de la transformation et de la circulation du bois (Allemagne, 20 octobre 1936), et formé par l'union combinée des diverses entreprises intéressées aux trois phases du cycle. p. 482

Ailleurs (Argentine, 3 juin 1936), des tâches importantes ont été confiées à une commission nationale des forêts, spécialement pour étudier tous les problèmes forestiers du pays et pour encourager et diriger l'activité du repeuplement. p. 482

13. — La culture de la vigne est une des cultures spéciales qui a fait l'objet d'une grande activité législative. Les tendances qui prédominent sont la limitation de la plantation de nouvelles vignes, l'encouragement, même avec des primes, de la destruc-

tion des vignobles, spécialement s'ils sont malades, enfin le contrôle des nouvelles plantations.

L'interdiction de la plantation de nouvelles vignes est établie sans limitation de délai (Autriche, 5 mars 1936) ou bien pour une période fixée par la règle qui sanctionne l'interdiction (Roumanie, 26 mars 1936). Ailleurs, on permet de planter de nouvelles vignes, en remplacement de ceps vieux, morts ou endommagés, sous réserve cependant de l'inspection préalable de l'état des terrains et des plantations (Bulgarie, 27 août 1936). On interdit en outre de faire de nouvelles plantations avec des hybrides producteurs directs ou bien on oblige à transformer les hybrides déjà plantés par l'application de greffes de vignes indigènes (Italie, 16 juillet 1936). Là où existent déjà des dispositions tendant à encourager la destruction des vignobles, sous réserve de l'allocation préalable d'indemnités par l'Etat, de nouvelles règles ont été établies pour perfectionner les mécanismes déjà créés à cet effet, en tenant compte de l'expérience acquise (France, 28 mars 1936).

De nouvelles dispositions ont réglé également la question de la fabrication des vins. Il s'agit parfois de dispositions techniques de caractère général destinées à réglementer dans tous leurs détails les procédés de fabrication (Hongrie, 8 février 1936) ou bien sur des points particuliers, pour encourager la production de types spéciaux de vins (France, 21 mars 1936); ou enfin pour interdire ou contrôler la production des vins provenant des hybrides producteurs directs (Italie, 16 juillet 1936; Roumanie, 26 mars 1936).

14. — D'autres cultures et d'autres produits font l'objet de mesures spéciales.

Le contrôle de la culture fruitière a été organisé par la création de bureaux spéciaux chargés essentiellement d'assurer l'exportation de produits standardisés et de bonne qualité (Uruguay, 10 septembre 1936). Dans d'autres pays, des fonds, destinés à être versés sous forme de subsides, ont été inscrits au budget pour stimuler et encourager l'utilisation industrielle des fruits (Suisse, 1^{er} septembre 1936).

La question de la production du sucre a fait l'objet également de mesures intéressantes. Celles-ci portent sur la limitation annuelle de la culture de la betterave à sucre, après détermination des besoins, et sur la concession de primes à l'industrie de la raffi-

nerie pour l'utilisation des betteraves à sucre indigènes, primes d'un montant basé sur les prix payés pour les betteraves (Grande-Bretagne et Irlande du Nord, 21 mai 1936). p. 503

La protection des Etats se manifeste aussi en ce qui concerne les cultures des textiles, en prescrivant, d'une manière temporaire il est vrai, que les industriels utilisant le coton doivent satisfaire une partie de leurs besoins avec des produits indigènes ou provenant des colonies ou bien obtenus par la cotonnisation du chanvre (Italie, 9 mars 1936). p. 449

15. — Dans le domaine de l'industrie du bétail, on peut grouper en trois catégories les mesures prises par le législateur: contrôle de l'élevage; mesures pour prévenir et combattre les maladies du bétail, ainsi que pour en régler les effets au point de vue juridique; contrôle des industries des produits animaux.

Le contrôle de l'élevage des animaux a pour but de réaliser une amélioration des races par la sélection des reproducteurs; on adopte à cet effet des systèmes divers, notamment celui de la tenue des livres généalogiques du bétail reproducteur (Allemagne, 17 mars et 26 mai 1936). Ailleurs, on constitue dans le même but des postes zootechniques officiels chargés de guider et de surveiller les agriculteurs et en outre de fournir, gratuitement ou à des conditions de faveur, aux petits éleveurs, des reproducteurs de races choisies (Mexique, 30 juillet 1936). pp. 541-542 p. 556

Dans quelques pays, l'action de l'Etat vise particulièrement à encourager ou à améliorer l'élevage de catégories spéciales d'animaux, suivant les exigences particulières du pays, par l'allocation de primes ou de subsides. Ces dispositions s'appliquent notamment à l'élevage de types spéciaux de chevaux (Suisse, 31 juillet 1936). p. 557

Les questions soulevées par les maladies ou par les vices du bétail ont une importance juridique considérable en ce qui concerne la garantie à l'acheteur au cas où la maladie ou le vice n'ont pas été déclarés par le vendeur au moment de la vente et se manifestent par la suite. Ce problème délicat et difficile, tant au point de vue juridique que technique, a été réglé d'une manière générale en déterminant soit les maladies ou les vices capables de donner lieu à une action rédhibitoire, soit le délai pendant lequel l'acheteur doit dénoncer au vendeur les vices ou les maladies après leur manifestation (Luxembourg, 27 juillet 1936); dans d'autres cas, p. 566

le problème est traité vis-à-vis de maladies déterminées et quant à leurs effets: il en est ainsi pour la tuberculose bovine qui n'est considérée comme un vice rédhibitoire qu'en présence de l'existence de conditions déterminées, à savoir le prix d'achat inférieur à un certain minimum et les fonctions de reproduction ou d'élevage du bétail acheté (Belgique, 1^{er} avril 1936).

Le contrôle sur le commerce de la viande, du lait et des produits laitiers est normalement exercé, au point de vue hygiénique, sanitaire et technique, par l'inspection des locaux de production et des produits, avant de les admettre dans le commerce intérieur ou d'en autoriser l'exportation (Etat-libre d'Irlande, 17 juillet 1936; Pologne, 17 avril 1936). Tantôt l'intervention de l'Etat a un but de protection, par l'allocation de primes aux fabricants de produits laitiers, pour qu'ils puissent payer des prix plus élevés aux producteurs de lait, spécialement dans certaines localités montagneuses (Suisse, 25 avril 1936). Tantôt cette intervention de l'Etat vise à réglementer la distribution territoriale des fabriques de produits laitiers, de manière à régler le placement du lait produit dans le pays (Bulgarie, 3 juillet 1936).

La production de la laine a fait également l'objet de dispositions spéciales, notamment par la constitution de bureaux officiels chargés de guider les éleveurs d'ovins en matière d'élevage, du choix des pâturages, des méthodes de tonte, des croisements de races, en tenant compte spécialement des exigences des pays d'importation (Argentine, 10 juin 1936; Yougoslavie, 11 novembre 1936).

Les règles concernant la sériciculture, et tendant à obliger les industriels de la soie à acheter les cocons indigènes à des prix fixés par les autorités de l'Etat, ont également un but de protection. Une application de ce système consiste à frapper d'une taxe spéciale les cocons importés, en en destinant le produit à des primes en faveur de la production indigène des cocons et de la culture des mûriers (Yougoslavie, 16 octobre 1936).

16. — Le problème de la constitution des organes représentant l'agriculture a été différemment résolu selon les pays. Généralement, les fonctions sont d'ordre consultatif et l'organisation est constituée par des organes centraux et régionaux, ces derniers normalement sous forme de chambres d'agriculture. Parfois, l'organe central, chargé de donner des avis et des con-

seils aux autorités de l'Etat, est constitué en chambre nationale d'agriculture ayant le caractère d'un organe central autonome de représentation (Lettonie, 9 janvier 1936). Dans d'autres cas, au contraire, l'organe central est composé des représentants des diverses catégories de la production; il est constitué alors sous forme de conseil supérieur de l'économie, où les intérêts spéciaux des catégories trouvent leur expression dans des sections séparées. Les questions d'ordre général pour l'économie nationale sont réglées par le collège réuni. Dans ces conseils supérieurs, l'agriculture peut être représentée par des délégués des associations agricoles (France, 19 mars 1936) ou des chambres d'agriculture, (Roumanie, 28 avril 1936). pp. 612-615

17. — On peut considérer que les problèmes soulevés par la question des maladies des plantes et des autres fléaux des champs se ramènent essentiellement à deux, et nécessitent l'adoption de mesures différentes répondant aux exigences particulières créées par ces problèmes: le contrôle de l'importation et de l'exportation des plantes et le contrôle de la production des plantes à l'intérieur du pays.

Quelquefois, tout en étant systématiquement groupées dans des chapitres différents et distincts, ces règles sont rassemblées dans un texte de loi unique qui régit toute la matière des fléaux des plantes (Turquie, 5 février 1936). p. 701

Les lois générales sont soumises à des revisions et à des modifications suivant les nouvelles circonstances; une de ces lois de modification mérite une mention particulière en raison des nouvelles dispositions qu'elle contient sur la lutte contre le phylloxera, sur les modalités à observer pour déclarer la manifestation de nouveaux fléaux, sur la constitution et le fonctionnement des consortiums de défense contre les fléaux des cultures (Italie, 11 juin 1936). Très souvent, les mesures législatives traitent séparément du contrôle de l'exportation ou de l'importation des plantes ou bien du contrôle à l'intérieur du pays; dans certains cas, les dispositions qui ont trait à l'une ou l'autre de ces questions ont également un caractère particulier car elles s'appliquent spécialement à une variété de plante déterminée. p. 689

Relativement à l'importation et à l'exportation, les mesures adoptées cherchent à perfectionner les règles sur les certificats d'origine et sur les quarantaines, de manière à les rendre plus

pp. 651-653 efficaces (Argentine, 18 février et 3 juin 1936); ou bien à modifier l'organisation et le fonctionnement des organes officiels
p. 697 de contrôle, d'après les résultats de l'expérience (Roumanie, 29 août 1936). En outre, l'importateur doit parfois présenter, en plus des certificats sanitaires du lieu d'origine, la facture au nom du destinataire effectif et non du commissionnaire ou intermédiaire. D'autre part, l'action de contrôle est confiée à des bureaux de douane, sous la direction d'un institut central spécialisé (Suède, 6 mars 1936).

p. 604 Les mesures de contrôle à l'intérieur du pays concernent généralement la surveillance des pépinières (Portugal, 29 septembre 1936). En ce qui concerne le contrôle spécialisé, à l'intérieur du pays, de catégories déterminées de plantes, les pommes de terre et les arbres fruitiers font l'objet de mesures spéciales en
p. 682 vue respectivement de la lutte contre la gale noire (Autriche,
p. 689 18 juillet 1936) et contre les différents insectes (Bulgarie, 7 mai 1936).

18. — Les mesures législatives sur les coopératives agricoles ont principalement pour objet de déterminer les obligations à la charge de leurs membres. Ces obligations sont établies dans une
p. 715 loi récente (France, 13 août 1936) spécifiant: que les sociétaires des coopératives agricoles doivent exercer effectivement l'activité d'agriculteurs; que les produits conservés ou transformés par les coopératives agricoles doivent provenir exclusivement des exploitations des sociétaires; que les sociétaires doivent s'engager à fournir, aux coopératives auxquelles ils appartiennent, tout ou partie de leurs produits ou à acheter aux coopératives tout ou partie des objets nécessaires à l'exercice de leur exploitation, tels que outils, machines, semences, plants, animaux de reproduction, etc.

En ce qui concerne les formes spéciales de coopération, on constate la tendance à encourager la transformation des sociétés anonymes pour la fabrication des produits laitiers en laiteries
p. 720 coopératives (Norvège, 25 juin 1936).

Parfois l'encadrement des éleveurs du bétail dans des associations syndicales est obligatoirement prescrit. Celles-ci sont dotées de fonctions techniques pour contrôler la production ou bien de fonctions économiques pour la régulariser, en l'intensifiant
p. 718 ou en la limitant selon les circonstances (Mexique, 7 avril 1936).

Des dispositions, réglant la constitution et le fonctionnement des cercles de jeunes paysans dans un but de formation et de technique, ont un caractère essentiellement social et éducatif p. 717 (Lithuanie, 28 mars 1936).

19. — Dans les pays qui ont adopté les principes de l'économie corporative et qui ont construit — ou sont en train de construire — leur organisation économique sur des bases corporatives, la nécessité se fait vivement sentir de coordonner les institutions existantes à cette organisation, institutions consistant en associations ou sociétés d'entrepreneurs du même genre, en vue de régler la production, la vente ou l'achat des produits. Parfois, au lieu de procéder à cette coordination, il a semblé plus opportun de recourir à des solutions plus sévères. On a autorisé la dissolution de toutes les coalitions économiques qui exercent une activité contraire aux buts de l'économie nationale corporative. En outre, on a déclaré illicites, et par suite passibles de répression pénale, les accords, les combinaisons et les coalitions ayant pour but de restreindre d'une manière abusive la production, le transport ou le commerce des biens de consommation, ainsi que ceux tendant à élever ou à abaisser d'une manière exagérée les prix des denrées d'usage commun ou à en diminuer frauduleusement la qualité (Portugal, 18 mars p. 721 1936).

20. — L'institution de l'assurance-maternité en faveur des ouvrières agricoles, si méritoire au point de vue social et moral, vient d'être renforcée par l'application obligatoire de cette forme d'assurance, non seulement en faveur des journalières adonnées à des travaux agricoles, mais encore aux femmes faisant partie des familles de colons, qui prêtent leur activité à l'occasion de l'exécution d'un contrat de métayage (Italie, 7 août 1936). p. 726

21. — L'intervention des Etats en faveur des agriculteurs endettés a continué à se manifester. Certains pays suivent encore le système de la réduction obligatoire des dettes des agriculteurs d'après des pourcentages déterminés. A cet effet des modalités délicates et complexes ont été établies, et notamment l'indication des conditions personnelles et de la situation objective des intéressés pour que les agriculteurs puissent bénéficier de la

p. 742 situation privilégiée qui leur est faite (Yougoslavie, 25 septembre 1936).

Au contraire, dans d'autres cas, la loi a uniquement pour objet de convoquer les créanciers des agriculteurs endettés et d'encourager la conclusion de concordats de réduction. Cependant, ces concordats ne lient pas les créanciers contraires, de sorte que
p. 735 la volonté de la majorité n'oblige pas la minorité (Inde, Madras, 5 avril 1936).

Parfois la sollicitude de l'Etat se manifeste par l'inscription au budget de fonds à verser sous forme de prêts à des taux de faveur exceptionnels, remboursables à très long terme pour permettre aux agriculteurs d'assainir leur situation d'endette-
p. 731 ment (Danemark, 9 avril 1936).

Tout en adoptant une méthode différente, les mesures législatives, qui autorisent les institutions de crédit agricole à fournir aux agriculteurs, avec des facilités spéciales, les prêts nécessaires pour permettre l'assainissement de leur endettement quant ils ont obtenu la suspension de l'exécution forcée, poursuivent le
p. 733 même but (France, 20 août 1936).

Dans certains cas, la situation d'endettement, par l'effet de la crise qui a frappé les agriculteurs, s'est étendue aussi aux coopératives agricoles; c'est pourquoi, l'intervention de l'Etat s'est exercée également à leur égard moyennant l'institution d'une procédure spéciale de concordat pour les coopératives agricoles dont la situation financière justifie l'opportunité d'un accord avec les créanciers. Le but recherché est l'obtention d'une suspension des paiements venus à échéance avec remboursement fractionné à long terme ou bien d'une réduction du capital et des
p. 739 intérêts selon un pourcentage déterminé (Pologne, 14 janvier 1936).

Dans d'autres cas, les nouvelles mesures législatives ont pour but de modifier les modalités de la procédure pour l'aménagement des situations d'endettement (Norvège, 25 juin 1936; Suisse, 23 décembre 1936).

pp. 738-741
22. — En matière de crédit agricole, le problème juridique qui retient le plus l'attention des législateurs est celui des garanties. Il arrive souvent que des conflits se produisent entre le créancier hypothécaire — qui étend sa garantie sur tous les meubles qui constituent la dotation du fonds et qui sont juridiquement

considérés comme immeubles par destination — et le créancier auquel l'agriculteur, pour garantir son droit, a donné, par un pacte spécial, une garantie particulière sur les fruits pendants ou bien sur tel ou tel fruit des réserves du fonds.

Pour déterminer un état de certitude à l'égard de ces formes de garantie vis-à-vis des tiers, on a coutume d'imposer la transcription des pactes y relatifs dans des registres de garanties agricoles, expressément institués, et tenus par les conservateurs de la propriété; pour éviter des conflits avec les créanciers hypothécaires, l'autorisation préalable du créancier hypothécaire est nécessaire, dans le cas où le fonds est hypothéqué, pour que ces garanties soient efficaces (Equateur, 14 août 1936). p. 732

Convient-il d'attribuer un caractère privilégié à toutes les catégories de prêts agricoles? Cela soulève un autre problème délicat. Généralement, on admet que les créances qui ont leur cause dans la fourniture de semences et de frais de récolte jouissent d'un privilège sur le produit de ladite récolte; cependant, comme les engrais et les produits anticryptogamiques contribuent également aux résultats de la récolte, les privilèges déjà attribués aux créances pour la fourniture de semences et pour les frais de récolte ont été étendus aussi aux créances pour la fourniture desdits produits (France, 20 août 1936). p. 733

23. — En ce qui concerne en particulier le crédit foncier, on constate l'accentuation de la tendance visant à renforcer les institutions autorisées à exercer cette forme de crédit, par fusion et absorption. On cherche ainsi à fournir des capitaux plus importants à cette catégorie d'opérations et des garanties plus solides aux obligations que ces institutions sont autorisées à mettre en circulation (Hongrie, 19 mai 1936). p. 734

24. — L'examen comparé des lois sur la propriété foncière rurale permet de relever et d'illustrer les tendances qui se manifestent à l'occasion de la réglementation des différentes institutions juridiques et sociales propres à cette matière.

Parmi les institutions les plus importantes relatives à la propriété foncière rurale, on trouve la constitution et la conservation d'unités foncières susceptibles d'une gestion rationnelle. La tendance traditionnelle visant à limiter cette institution aux

petites propriétés s'élargit dans certains cas pour comprendre également des unités foncières moyennes. Naturellement, les problèmes, déjà difficiles pour la petite propriété, tant en matière de succession héréditaire que d'inaliénabilité et d'insaisissabilité du domaine, présentent des caractères différents, en raison des diverses exigences juridiques, économiques et sociales y attachées, quand l'objet des dispositions n'est plus la petite unité traditionnelle, mais une unité moyenne.

p. 769 La réglementation juridique de ces problèmes exige dans la pratique des dispositions très détaillées qui, tout en ayant un caractère normatif, sont renvoyées par la loi générale à des règlements de caractère complémentaire (Allemagne, 21 décembre 1936).

p. 811 Une autre institution, qui présente une grande importance juridique et économique en matière de propriété rurale, est celle du remembrement des terres. Cependant, les problèmes dérivant de l'activité de remembrement sont si nombreux et si complexes, surtout pour la protection des intérêts des tiers, que pratiquement les principes établis dans les lois générales ne sont pas suffisants et que des règles particulières doivent être fixées par règlement (France, 1^{er} septembre 1936).

L'exigence économique générale de diriger la distribution de la propriété foncière, de manière à éviter le phénomène délétère de l'émiettement, s'impose aussi dans les mesures les plus récentes en matière de colonisation.

p. 799 D'après les nouvelles lois sur la colonisation, l'Etat stimule et encourage le transfert des terres aux cultivateurs directs, de manière à développer et à favoriser la classe des petits agriculteurs indépendants. Il est ordonné cependant que l'extension de chaque unité foncière suffise aux besoins d'une famille moyenne, suivant les conditions locales (Finlande, 6 novembre 1936). Dans d'autres cas, on fixe en hectares les dimensions normales de l'unité foncière-type et l'on établit, toujours dans le but d'éviter l'émiettement, que les fonds ruraux ne peuvent pas être divisés en parcelles d'une dimension inférieure à la moitié de l'unité foncière-type (Roumanie, 4 avril 1936).

p. 814 Les lois de pays d'outremer sur la colonisation, au vaste territoire, visant à favoriser, par l'allocation de grandes facilités, la concession des terres incultes, en vue d'en assurer la mise en culture, ont une nature différente, étant donné les buts différents

poursuivis et la structure particulière de ces pays (Vénézuëla, 19 août 1936). p. 819

25. — On retrouve parfois le but social, que nous avons remarqué en examinant les diverses dispositions législatives sur la propriété foncière, dans la réglementation du contrat de fermage des fonds ruraux. En effet, on donne, dans certains cas, au cultivateur ayant pris à ferme des terrains qui se trouvent dans des conditions spéciales — c'est-à-dire, entre autres, situés dans les territoires à population dense, ou bien dans des zones d'amélioration foncière — ou au fermier qui a construit sur le terrain une maison d'habitation, le droit de racheter tout ou partie du terrain loué, à moins qu'il n'ait été condamné à restituer le terrain au bailleur par un arrêt du tribunal (Finlande, 28 février 1936). p. 839

26. — La tendance à créer aux travailleurs, y compris ceux de l'agriculture, des conditions d'existence toujours plus confortables dans les périodes de travail et de nouvelles formes d'assistance, matériellement et moralement satisfaisantes dans les périodes de chômage, s'est notablement accentuée dans les mesures législatives les plus récentes. Certaines législations ont reconnu le droit, non seulement aux travailleurs de l'industrie mais à ceux de l'agriculture, d'une période annuelle de congé payé, naturellement d'après des modalités et des conditions adaptées aux exigences spéciales du travail agricole (France, 20 juin et 26 septembre 1936). pp. 848-849

Dans d'autres pays, il a été constitué aux frais de l'Etat, dans l'intérêt des jeunes travailleurs en chômage, des centres de travail pour la préparation à des travaux manuels faciles, de caractère industriel, artisanal ou agricole, et pour des travaux de colonisation intérieure par l'amélioration foncière des terrains dont disposent les collectivités publiques. Ces terrains sont ensuite lotis et loués à long terme aux travailleurs qui ont pris part auxdits travaux (Luxembourg, 14 mars 1936). p. 853

27. — La lutte contre le paludisme, dans les pays où sévit ce fléau, constitue un problème du plus haut intérêt, au point de vue hygiénique et social. La solution ne peut pas en être obtenue par de simples mesures sanitaires, car, tout en remédiant aux

effets, ces dernières n'en détruisent pas la cause, qui a généralement des racines plus profondes. C'est pourquoi les dispositions visent en premier lieu l'aménagement hydraulique et foncier des zones victimes de ce fléau. On complète cet aménagement par un grand nombre d'autres mesures particulières d'ordre hygiénique (Vénézuéla, 10 juillet 1936).

G. C.

I^{re} PARTIE

STATISTIQUE AGRICOLE ET COMMERCIALE

Belgique. — Arr. royal relatif au recensement des parcelles de céréales.
— 8 mai 1936. — M. B., n. 149 (28 mai 1936).

Vu l'article 1^{er} de la loi du 30 juin 1931 (1), relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises;

Vu l'article 88 de la loi communale, conçu comme suit:

« Après deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, le gouverneur ou la députation permanente du Conseil provincial peut charger un ou plusieurs commissaires de se transporter sur les lieux, aux frais personnels des autorités communales en retard de satisfaire aux avertissements à l'effet de recueillir les renseignements ou observations demandés, ou de mettre à exécution les mesures prescrites par les lois et règlements généraux, par les arrêtés et règlements du conseil provincial ou de la députation permanente du Conseil provincial.

« La rentrée de ces frais sera poursuivie, comme en matière de contributions directes, par le receveur de l'Etat, sur l'exécutoire de la députation ou du gouverneur.

« Dans tous les cas, le recours est ouvert auprès du Gouvernement ».

etc.

Art. 1^{er}. — Il sera effectué un recensement des terres cultivées en Belgique en céréales (froment, seigle, méteil, escourgeon et orge de printemps, avoine) en 1936, ainsi que de certains animaux de ferme.

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXI^{ème} Année, 1931, p. 242.

A cette fin, les administrations communales dresseront sur les formulaires mis à leur disposition, un état du modèle ci-joint, dans lequel elles inscriront tous les cultivateurs dont l'exploitation est sise dans la commune et qui sont, au 1^{er} juin 1936, propriétaires d'une emblavure d'au moins un are.

En regard de chaque nom figureront: l'étendue totale de la culture pour chacune des céréales indiquées ci-dessus, le nombre de chevaux de plus de 18 mois, le nombre de vaches laitières, ainsi que l'étendue totale de l'exploitation.

Les déclarations seront actées sur les formulaires précités et signées par les déclarants, le 15 juin au plus tard.

Art. 2. — Une copie de l'état dont il est question ci-dessus sera affichée pendant quinze jours à la maison communale.

Les cultivateurs qui, par erreur, n'auraient pas été portés sur les dits états, devront signaler immédiatement cette omission à l'administration communale.

Cette administration recevra également, pendant la durée de l'affichage et pendant les huit jours suivants, les observations auxquelles certaines déclarations pourraient donner lieu.

Les déclarations ne pourront en aucun cas être utilisées dans un but fiscal.

Art. 3. — Une Commission composée du bourgmestre de la commune ou de son délégué et de quatre cultivateurs, au moins, désignés par le Conseil communal, est chargée de prêter son concours à l'organisation du recensement.

A cette fin elle s'assurera que:

a) Les intéressés ont été prévenus en temps opportun de l'obligation qu'ils ont de faire leur déclaration;

b) Les déclarations ont été reçues dans le délai fixé;

c) Les déclarants ont eu la faculté de consulter, pendant le délai indiqué, toutes les déclarations.

Après l'accomplissement de ces formalités, la Commission contrôlera les déclarations faites par les déclarants et statuera sur les observations auxquelles elles donneraient éventuellement lieu. Elle arrêtera définitivement la liste des déclarations.

Art. 4. — Lorsque la liste des déclarations aura été arrêtée, l'administration communale totalisera les étendues qui y figurent pour chaque espèce de céréale et l'enverra, certifiée exacte par le bourgmestre et les membres de la Commission, au Ministère de l'agriculture, au plus tard le 15 juillet 1936.

Aucune addition ne pourra être accueillie après l'envoi de cette liste.

Art. 5-7. —

Brésil. — D. n. 1200 réglementant la constitution et l'activité du Conseil national de statistique. — 17 novembre 1936. — D. O., n. 268 (19 novembre 1936).

I. — CONSTITUTION ET ACTIVITÉ DU CONSEIL NATIONAL DE STATISTIQUE.

Art. 1^{er}. — Le Conseil national de statistique est l'institution (*entidad*) collégiale chargée de l'orientation et de la direction supérieure des activités de l'Institut national de statistique, conformément aux dispositions contenues dans les articles 9 et 10 du décret n. 24.609 du 6 juillet 1934, ainsi que dans l'article 10, paragraphe unique, du décret n. 946 du 7 juillet 1936.

Paragraphe unique. — Le Conseil entretiendra des relations directes, par l'intermédiaire de ses organes compétents, avec les chefs des Gouvernements des Etats dont l'autorité politico-administrative y est représentée en vertu de la Convention nationale de statistique. Le Conseil possédera la plus ample autonomie d'action technique et administrative en tout ce qui vise à rendre plus efficaces et mieux coordonnées les activités consacrées à la conception (*planejamento*) et à l'exécution des services statistiques brésiliens.

Art. 2. — En vue de l'activité du Conseil, l'Institut se composera de deux sortes d'institutions fondamentales: les organisations fédérales et les organisations régionales.

§ 1^{er}. — Le cadre central des organisations fédérales est constitué par les Directions de statistique spécifiées à l'article 3, § 1^{er}, du décret n. 24.609 du 6 juillet 1934, ainsi que par celles qui, poursuivant des buts analogues, seraient créées au Ministère des communications ou dans de nouveaux Ministères; le cadre central des organisations régionales comprend les organes centralisateurs des services de statistique de l'administration du District fédéral, des Etats et du territoire d'Acre.

§ 2. — Sont obligatoirement rattachés aux organes centraux fédéraux, tous les services ou stations de statistique existant, ou venant à exister, dans le rayon de l'administration fédérale. Seront de même rattachés aux organes centraux régionaux, dans le District fédéral, les Etats et le territoire d'Acre, tous services, ou sections de statistique, entretenus par l'administration des circonscriptions politiques respectives et faisant partie de l'Institut.

§ 3. — On pourra également faire rentrer dans la structure de l'Institut (*integrar-se*), moyennant un acte d'affiliation et pourvu que soient respectées les limites du domaine de juridiction, les organisations de statistique existant ou venant à exister dans les municipalités,

ainsi que les départements d'entreprises ou associations, institués pour effectuer des recensements d'utilité publique reconnue.

§ 4. — Les services géographiques officiels, ainsi que ceux des institutions privées et de compétence reconnue, pourront de même s'affilier à l'Institut, isolément ou collectivement, moyennant un acte spécial d'autorisation et conformément aux bases que le Conseil national de statistique aura approuvées en vue de l'établissement d'une coopération entre les services susdits et ceux de statistique.

Art. 3. — Le Conseil national de statistique est constitué:

a) par le président de l'Institut national de statistique, qui sera président de droit (*nato*) du Conseil et de sa Junte exécutive, ainsi que de l'organe collégial chargé de coordonner les services géographiques rattachés à l'Institut;

b) par les autres membres de la Junte exécutive centrale;

c) par les directeurs de section, et fonctionnaires équivalents au point de vue hiérarchique, des « bureaux (*repartições*) centraux »;

d) par les directeurs généraux des bureaux régionaux de statistique incorporés à l'Institut;

e) par les directeurs de section, et les fonctionnaires de catégorie équivalente, des bureaux dits à l'alinéa précédent;

f) par les dirigeants généraux des organisations officielles ou assimilées (*oficializados*) possédant des sections, ou services, affiliés à l'Institut, soit dans le domaine de compétence fédéral, soit dans le régional; et par les chefs ou directeurs de ces sections ou services;

g) par les directeurs ou chefs des bureaux ou services de statistique générale des municipalités des capitales des Etats et du territoire d'Acre;

h) par les représentants des organisations privées affiliées à l'Institut.

Art. 4. — Sont organes du Conseil:

a) l'Assemblée générale;

b) la Junte exécutive centrale;

c) les Junes exécutives régionales;

d) les Commissions techniques.

Art. 5. — L'Assemblée générale est constituée:

a) par les membres de la Junte exécutive centrale, représentant le Gouvernement fédéral;

b) par les présidents des Junes exécutives régionales ou leurs suppléants, représentant les pouvoirs régionaux et municipaux;

c) par un délégué des représentants, au sein du Conseil, des organisations officialisées, affiliées à l'Institut;

d) par un délégué des représentants, au Conseil, des organisations privées affiliées à l'Institut.

Art. 6. — La Junte exécutive centrale se compose:

- a) du président de l'Institut;
- b) des directeurs des bureaux centraux de statistique;
- c) d'un représentant pour chacun des Ministères suivants: Affaires Etrangères, Guerre et Marine, Communications, ou autres venant à être créés — en tant qu'ils ne posséderaient pas des bureaux centraux de statistique — conformément à l'article 10, § 1^{er}, n. III, du décret n. 24.609 du 6 juillet 1934.

Art. 7. — A moins qu'il existe dans la législation respective des dispositions analogues à celles adoptées dans la législation fédérale (art. 10, § 1^{er}, n. 1, et art. 11, §§ 1^{er} et 2, du décret numéro 24.609 du 6 juillet 1934) les Junes exécutives centrales seront présidées par les directeurs des bureaux régionaux de statistique générale. Dans l'hypothèse contraire, les dits directeurs seront de droit secrétaires des Junes respectives et, comme tels, considérés obligatoirement comme assesseurs et suppléants des présidents des Junes régionales à l'Assemblée Générale du Conseil.

Paragraphe unique. — Les dites Junes sont constituées par:

- a) les directeurs et les chefs de section, ou fonctionnaires hiérarchiquement équivalents, des bureaux régionaux faisant partie de l'Institut;
- b) les directeurs généraux des bureaux régionaux possédant seulement des sections de statistique affiliées à l'Institut;
- c) les chefs des dites sections spécialisées de statistique;
- d) les chefs ou directeurs des bureaux ou services de statistique des municipalités des capitales des Etats et du territoire d'Acree;
- e) un représentant de l'Etat-major de la Région, avec juridiction militaire dans l'Etat, et un délégué de l'Etat-major de l'armée, dûment accrédités à cet effet.

Art. 8. — L'Assemblée Générale fixera le nombre des Commissions techniques qui se composeront, dans chaque cas, de cinq membres spécialisés dans la matière (*assumpto*) respective et élus par l'Assemblée parmi tous les membres du Conseil national. Deux de ces membres devront appartenir à l'administration fédérale et exerceront respectivement les fonctions de président et rapporteur. Les autres membres seront tous de l'administration régionale ou locale, et d'unités politiques différentes; cela dans l'hypothèse où ne figure pas au Conseil un représentant de l'institution publique ou privée spécialement intéressée dans la matière traitée par la Commission; autrement ce représentant occuperait une des trois charges susdites à la Commission dont il serait membre de droit.

Art. 9. — L'Assemblée Générale se réunira annuellement le 1^{er} juillet et tiendra autant de séances qu'il sera nécessaire. Les Junes exécutives se réuniront habituellement le premier jour ouvrable de

chaque quinzaine, et tiendront les séances extraordinaires requises. Les Commissions techniques travailleront, dans tout le cours de l'année, par une correspondance dirigée par le président respectif ou le rapporteur. Leurs rapports devront être soumis à la Junte exécutive centrale jusqu'au 31 mars de chaque année.

II. — ATTRIBUTIONS DES ORGANES DU CONSEIL.

Art. 10. — L'Assemblée générale est chargée d'orienter et de diriger l'Institut, par délibération directe ou par délégation à la Junte exécutive centrale; elle exercera une ample juridiction technique en ce qui concerne tous les services affiliés, et jouira de l'autonomie administrative quant aux services dont l'organisation et le fonctionnement seraient confiés au dit Institut, de la manière prévue aux articles 7 et 8 du décret n. 24.609 du 6 juillet 1934.

Paragraphe unique. — L'Assemblée générale a les attributions expresses suivantes:

a) élaborer son règlement intérieur ainsi que celui des Juntas exécutives — centrale et régionales;

b) publier des instructions sur lesquelles devront se régler les organes de l'Institut dans leurs relations entre eux et avec le Conseil;

c) déterminer les statistiques qui doivent être considérées comme de la compétence exclusive des organisations fédérales ou des organisations régionales, en fixant en même temps les règles pour que, dans le moindre délai possible, les résultats des unes et des autres soient communiqués à tous les organes de l'Institut qu'ils peuvent intéresser;

d) suggérer les critères et procédés par lesquels les statistiques de caractère régional, actuellement livrées et élaborées par l'Union, pourraient être confiées à la responsabilité des services régionaux, aussitôt que ceux-ci posséderont l'efficience nécessaire pour leur assurer la continuité et la perfectibilité; fixer, en outre, l'action complémentaire des services nationaux, lorsqu'elle serait sollicitée ou jugée également nécessaire;

e) organiser, réglementer et administrer les délégations ou agences d'activité régionale ou locale nécessaires pour compléter le système des organes de l'Institut, ainsi que les autres organes affiliés, lorsque ceux-ci ou celles-là viendraient à se trouver sous la responsabilité du dit Institut, aux termes des articles 7 et 8 du décret n. 24.609 du 6 juillet 1934;

f) suggérer au Gouvernement de la République ainsi qu'aux pouvoirs régionaux ou locaux, selon le cas et aux fins d'examen et délibération, les modifications de règlement exigées par les services de statistique en vue de leur perfectionnement organique;

g) faire en temps opportun des représentations aux autorités compétentes afin qu'on n'adopte, ni dans la législation ni dans les plans et règles des services publics, des dispositions pouvant porter préjudice d'une manière quelconque aux sources et à l'élaboration de la statistique;

h) proposer aux organes exécutifs compétents les mesures nécessaires au développement normal des finalités de l'Institut;

i) pourvoir à la constitution des ressources financières de caractère facultatif, prévues à l'article 24 du décret n. 24.609 du 6 juillet 1934; opérer la répartition des dites recettes et en surveiller l'emploi;

j) autoriser les accords et contrats que l'Institut aura à conclure pour atteindre ses buts;

k) établir le plan d'organisation et de fonctionnement des Commissions techniques, en ayant en vue l'élaboration des projets, avis ou études de caractère spécial nécessaires aux travaux de l'Institut.

Art. 11. — La Junte exécutive centrale est chargée d'exécuter, ou de faire exécuter, les délibérations de l'Assemblée générale et de résoudre *ad referendum* les cas omis par la dite Assemblée, si la continuité et le bon ordre des services de l'Institut l'exigent.

Art. 12. — Les Juntas exécutives régionales sont chargées d'exécuter, ou de faire exécuter, les délibérations de caractère général de l'Assemblée générale et de la Junte exécutive centrale, et de prendre les mesures nécessaires pour coordonner et développer les services statistiques régionaux et municipaux placés sous leur juridiction, en résolvant d'une manière autonome ce qui constitue la matière exclusive de l'économie interne des systèmes (*systemas*) respectifs.

Art. 13. — Les Commissions techniques doivent étudier et projeter la structure technique des statistiques comprises dans les divers programmes ainsi que les améliorations progressives à y apporter; et elles exposeront les conclusions de leur travail dans des rapports annuels à la Junte exécutive centrale, qui les fera publier et les soumettra, accompagnés de son avis, à l'Assemblée générale.

Art. 14. — Les règlements spéciaux, instructions et plans de la compétence de l'Assemblée générale, seront émis par elle soit directement, soit par délégation donnée à la Junte exécutive centrale.

Art. 15. — Le Conseil possédera aussi un corps d'assesseurs de statistique, qui seront élus directement par l'assemblée générale ou — dans le cas d'une délégation de celle-ci — par les Juntas exécutives centrales et régionales, dans les conditions de nombre et autres que l'Assemblée fixera.

Paragraphe unique. — Le corps des assesseurs de statistique se composera:

- a) de représentants des principales institutions économiques, sociales, culturelles ou religieuses, d'expression nationale;
- b) de spécialistes en matière de statistique.

III. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 16-21 —

Colombie. — L. n. 82 concernant la statistique. — 23 décembre 1935.
— D. O., n. 23076 (4 janvier 1936).

Art. 1^{er}. — Tous les services de la statistique de la Nation sont centralisés auprès des bureaux du Contrôle général de la République.

Art. 2. — Les bureaux de statistique existant actuellement, auprès des différents ministères et auprès du Département national d'Hygiène sont incorporés aux bureaux du Contrôle à partir du jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 3. — *Omissis*.

Art. 4. — Le Contrôleur procédera à la constitution d'un comité (Junta) technique chargé de donner les directives nécessaires pour les travaux concernant l'exécution du recensement agricole, du bétail, de l'industrie, du travail, de la population etc., et de former les nombres-indices destinés à servir aux recherches et aux études économiques et fiscales.

Le système choisi par de Comité technique pour établir les nombres-indices devra être approuvé par le Conseil national de l'économie.

Art. 5. — *Omissis*.

Art. 6. — Les informations statistiques dont ont besoin les Ministères et le Département national de l'Hygiène, devront être fournis par les bureaux du Contrôle à la date établie par lesdits Ministères et par le Département.

Art. 7. — Les employés de l'Etat, des départements et des communes ainsi que toutes les personnes physiques et juridiques domiciliées ou résidant dans la République, sont tenus de fournir au Contrôleur, dans le délai de précaution fixé, les données requises par le bon fonctionnement du service de la statistique.

Paragraphe: *Omissis*.

Art. 8. — *Omissis*.

Art. 9. — Le Contrôleur général aura la direction technique des services départementaux et communaux de statistique.

Art. 10. — A partir du 1^{er} janvier 1936, dans les chef-lieux des départements et des Intendances et Commissariats, fonctionnera un

bureau de statistique aux frais des collectivités et institutions susdites. Ces bureaux exerceront leurs fonctions sous la direction technique des services du Contrôle général, ou d'un représentant de ce Contrôle.

Art. 11. — *Omissis*.

Art. 12. — Sont modifiés les articles 390 et 391 du Code civil, ainsi que les articles 3, 4 et 5 de la loi 51 de 1914; la loi 63 de 1914, l'article 9 de la loi 66 de 1916; les articles 18 et 24 de la loi 82 de 1916; l'article 3 de la loi 27 de 1917; les articles 6 et 9 de la loi 5 de 1918; l'article 74 de la loi 15 de 1925; les articles 22, 23 et 24 de la loi 74 de 1926 et toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Art. 13. — La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication.

Guatemala. — D. n. 1820 promulguant la l. concernant la statistique. — 18 mai 1936. — D. C. A., Tome XVI, n. 66 (21 mai 1936).

CHAPITRE I. — *Buts et organisation.*

Art. 1^{er}. — La Direction générale de Statistique représente un Bureau technique-administratif qui, se trouvant sous la dépendance du Secrétariat de l'Economie et du Crédit public, est chargé du relevement, de l'élaboration et de l'étude des données statistiques de la Nation. A cet effet, il lui appartient de coordonner méthodiquement toutes les statistiques officielles du pays et de favoriser leur développement progressif.

Art. 2. — Les recherches statistiques sont déclarées d'utilité nationale.

Par conséquent, les fonctionnaires et employés publics, les organes, corporations et fondations ayant un caractère officiel — exception faite des organes qui se rapportent à la sûreté de l'armée et à la défense nationale — ainsi que les particuliers et les personnes juridiques, aussi bien que les corporations et associations de droit privé, ont l'obligation de remettre à la Direction générale de Statistique ou à n'importe quel organe placé sous sa dépendance les données et les renseignements requis pour l'accomplissement de ses fonctions.

Les propriétaires et les directeurs des entreprises devront remettre à la Direction générale de Statistique un exemplaire de toutes les publications éditées.

Art. 3. — Toutes les opérations statistiques des administrations de l'Etat, y compris celles du service extérieur et municipal, sont directement soumises au régime d'unité technique et administrative de la Direction générale de Statistique qui représente l'organe central de concentration et coordination.

En conséquence, les agents de ladite Direction ont le droit de prendre connaissance de tous les registres publics pour en étudier le fonctionnement; d'obtenir les données y relatives; de prescrire le rassemblement et la transmission périodique et opportune des renseignements; d'organiser et de perfectionner ses systèmes d'élaboration et d'établir les formes et les méthodes de contrôle statistique les plus sûres et les plus rapides.

Art. 4. — La Direction générale de Statistique exercera sa juridiction technique sur tous les organes de l'Etat chargés d'effectuer des élaborations statistiques.

Au point de vue administratif, lesdits organes resteront toujours assujettis à la juridiction et à la hiérarchie qui leur appartiennent.

CHAPITRE II. — *Matières d'étude.*

Art. 5-6. —

1. — Territoire

2. — Démographie

3. — Décès

4. — Instruction

5. — Santé et Hygiène

6. — Assistance publique

7. — Prévoyance

8. — Justice

9. — Economie

10. — Agriculture

11. — Industrie

12. — Commerce

13. — Routes et communications

14. — Coût de la vie

15. — Finances

16. — Economie

17. — Autres questions

CHAPITRE III. — *Publicité.*

Art. 7-8. —

CHAPITRE IV. — *Recensement et cadastre.*

Art. 9-11. —

CHAPITRE V. — *Des infractions, des peines et procédure.*

Art. 12-23. —

CHAPITRE VI. — *Du Conseil national de Statistique.*

Art. 24. — Il est constitué, avec un caractère consultatif et honoraire, un Conseil national de Statistique dans le but d'utiliser la coopération de personnes qui, de par leur position sociale ou par leurs rapports avec la banque, le commerce, l'industrie, l'agriculture, sont à même de suggérer la meilleure route à suivre en matière de recherches.

Art. 25. — Ledit Conseil sera constitué par un nombre de membres établi par le Secrétariat de l'Economie et du Crédit public et tiendra ses sessions au moment et au lieu appropriés, en présence, avec voix délibérative, du Directeur Général de la Statistique.

Art. 26 à 32. — *Omissis.*

CHAPITRE VII. — *Dépendances.*

Art. 33 à 37. — *Omissis.*

Portugal. — D. n. 26408 réunissant en un texte unique toutes les dispositions relatives aux services de statistique agricole. — 9 mars 1936. — D. d. G., 1^{re} série, n. 56 (9 mars 1936).

Art. 1^{er}. — Tous les agriculteurs, quelle que soit la forme d'exploitation de la terre — exploitation directe, location ou colonage partiaire —, sont tenus de déclarer annuellement, dans un but de statistique exclusivement, les ensemencements et les plantations effectués aussi bien que les récoltes y relatives, quelle que soit leur importance, qu'elles soient destinées à la vente ou à la consommation directe.

Art. 2. — Aux effets de la disposition susdite, la déclaration sera faite au cours de quatre périodes.

a) Pendant la première période, du 1^{er} octobre au 31 décembre, les agriculteurs devront déclarer la quantité de maïs récolté dans les terrains secs et dans les terrains irrigués, celle du riz non décortiqué, des haricots, des pommes de terre d'irrigation, du raisin destiné à la vinification, du vin, des figues sèches, des châtaignes vertes et des olives destinées à la conserve.

b) Pendant la deuxième période, du 1^{er} octobre d'une année au 31 mars de l'année suivante, la déclaration se rapportera aux ensemencements de blé, de seigle, d'avoine, d'orge, de fève, de pois chiches ainsi qu'aux plantations de pommes de terre en terrain sec, d'oliviers et d'arbres fruitiers des espèces suivantes: pruniers, amandiers, noisetiers, cerisiers, abricotiers, figuiers, orangers, citronniers, noyers, poiriers, pêcheurs et orangers de Tanger.

La déclaration de la production de cette période comprendra en outre les quantités d'olives destinées à la fabrication de l'huile ainsi que les quantités d'huile.

c) Pendant la troisième période, du 1^{er} avril au 30 juin, doivent être déclarés les ensemencements de maïs en terrains secs et terrains irrigués, de riz, de haricots, ainsi que les plantations de pommes de terre en terrains secs.

d) Pendant la quatrième période, du 1^{er} juillet au 30 septembre, l'on déclarera exclusivement la production des denrées suivantes : blé, seigle, avoine, orge, fève, pois chiches, pommes de terre en terrains secs, caroubes, amandes, noisettes, noix, raisins de table et liège.

Paragraphe unique. — Pour les déclarations à effectuer pendant chaque période, on devra adopter un formulaire unique selon le modèle annexé au présent décret.

Art. 3. — Une erreur de 10 % sur les quantités déclarées sera tolérée.

Art. 4. — Les ensemencements, les plantations et les récoltes seront indiqués dans les paroisses où les opérations ont été effectuées et où les produits ont été récoltés. Celui qui aura ensemencé, planté ou récolté dans le territoire de plusieurs paroisses est tenu de déclarer séparément ce qu'il aura ensemencé, planté et récolté dans chacune des paroisses.

Art. 5. — Les agriculteurs-pépinieristes sont tenus d'envoyer avant le 30 avril de chaque année, à l'Institut national de statistique, une liste des arbres fruitiers vendus pendant la période allant du 1^{er} novembre de chaque année au 15 avril de l'année suivante.

Paragraphe unique. — La déclaration d'existence d'oliviers et d'arbres fruitiers effectuée pour la première fois au mois de mars 1932 devra être renouvelée, tous les cinq ans, du 1^{er} avril au 30 juin, conformément aux dispositions de l'article 8 du décret n. 20.224.

Art. 6. — La déclaration de fabrication d'huile doit être faite chaque quinzaine, à partir du début jusqu'à la cessation de l'activité des pressoirs.

§ 1^{er}. — Aux effets des dispositions contenues dans le présent article, les propriétaires ou les locataires d'établissements oléicoles — fabriques et pressoirs — sont tenus de déclarer, avant le 5 et le 20 de chaque mois, les quantités d'huile fabriquées pendant la quinzaine antérieure et tirées des olives de leur propre production, des olives achetées et des olives de différents producteurs, en distinguant les quantités d'huile correspondant à chacune des provenances susdites, sans déduction du droit de pressage.

§ 2. — Les déclarations en question, qui seront faites sur un formulaire exprès, conformément au modèle annexé au présent décret, seront remises, dans le délai indiqué au § 1^{er}, aux Administrations des quartiers de Lisbonne et de Porto, aux secrétariats des directions de police de sûreté publique des communes, siège de chef-lieu de district, ainsi qu'aux sections administratives des Chambres municipales des

autres communes. Ces autorités auront soin de transmettre immédiatement les déclarations à l'Institut National de Statistique.

§ 3. — Les propriétaires ou les locataires de fabriques et pressoirs sont également tenus de communiquer par écrit le commencement et la fin des opérations de pressage aux Administrations des quartiers de Lisbonne et de Porto, aux directions de police de sûreté publique des communes, siège de chef-lieu de district, ainsi qu'aux sections administratives des Chambres municipales des autres communes qui, à leur tour, en informeront l'Institut National de Statistique. Le commencement des opérations devra être signalé huit jours avant, et la fin le même jour où la fabrique ou le pressoir aura cessé de fonctionner.

§ 4. — Les Administrations des quartiers de Lisbonne et de Porto, les secrétariats des directions de police de sûreté publique et les sections administratives des Chambres municipales doivent communiquer à l'Institut National de Statistique les noms des propriétaires et des locataires n'ayant pas fait les déclarations dans les délais fixés, dans le but d'intenter les procès y relatifs pour contravention à la statistique.

Art. 7. — Tous les propriétaires de batteuses, travaillant pour leur propre compte ou pour autrui, sont tenus de déclarer, avant le 5 et le 20 de chaque mois, aux Administrations des quartiers de Lisbonne et de Porto, aux secrétariats des directions de police de sûreté publique et aux sections administratives des Chambres municipales, la quantité de céréales battues pendant la quinzaine précédente.

§ 1. — En cas de battage pour le compte d'autrui, les déclarations devront indiquer les quantités de céréales revenant à chaque producteur sans déduction du pourcentage ou droit de battage à payer pour le travail effectué.

§ 2. — Aux propriétaires de batteuses, seront appliquées les dispositions des §§ 1^{er}, 2, 3 de l'article 6 et aux Administrations des quartiers, aux directions de police de sûreté et aux sections administratives des Chambres municipales seront appliquées les dispositions du § 4 dudit article.

Art. 8. — Les déclarations de décortilage du riz seront faites mensuellement.

Tous les décortiqueurs sont tenus d'envoyer directement à l'Institut National de Statistique, avant le 10 du mois qui suit celui auquel elles se rapportent, les déclarations de décortilage, ou bien de les envoyer aux Administrations des quartiers de Lisbonne et de Porto, aux secrétariats des directions de police de sûreté publique et aux sections administratives des Chambres municipales qui, à leur tour, les transmettront immédiatement à l'Institut national de Statistique.

Paragraphe unique. — Les déclarations, dans le cas où le décortilage est effectué pour le compte d'autrui, doivent porter les noms

des institutions ou des maisons auxquelles appartient le riz, ainsi que les quantités qui reviennent à chaque propriétaire en indiquant le rendement du riz décortiqué, la quantité de balle, de la semence et les pertes.

Art. 9. — Toutes les sociétés d'assurance, exerçant une activité dans le domaine agricole, sont tenues de fournir, annuellement, à l'Institut National de Statistique, les éléments nécessaires par l'élaboration de la statistique des assurances contre les différents risques, des produits de la terre, des machines et des outils agricoles.

Paragraphe unique. — Les assurances agricoles peuvent s'appliquer:

a) aux céréales et légumineuses sur pied ou récoltées sur le terrain jusqu'à la fin du battage et de leur mise en grange.

b) aux pâturages et chaumes;

c) aux pailles et foins en meule ou en grange, aux granges, aux hangars, etc.

d) aux oliveraies, pinèdes, chênaies et autres terrains boisés;

e) au bois entassé dans les cours, aux bois taillis en meule et aux branchages secs;

f) aux bruyères sur pied;

g) aux batteuses, aux machines et aux outils agricoles.

Art. 10. — Aux effets de l'article précédent, les sociétés d'assurance doivent procéder à la transcription sur un feuillet spécial des indications devant être portées sur la police, excepté le nom ou la maison ou la dénomination des personnes et des institutions ayant contracté l'assurance. Sur un autre feuillet seront indiqués les accidents et les indemnités y relatives.

Paragraphe unique. — A partir de la publication du présent décret, les feuillets susdits seront envoyés à l'Institut National de Statistique le premier avant le 30 septembre et le second avant le 31 décembre.

Art. 11. — Tous les établissements de l'Etat ayant des exploitations agricoles sont tenus de communiquer dans les délais fixés les ensemencements et les plantations effectués ainsi que les récoltes y relatives, les ventes des olives et des fruits, la fabrication d'huile et le battage mécanique des céréales.

Paragraphe unique. — Lesdites déclarations doivent être envoyées directement à l'Institut National de Statistique.

Art. 12. — Tout acheteur de liège à l'état naturel, mâle, femelle, ou provenant des récoltes successives provenant de taille et d'émonage, est tenu de communiquer à l'Institut National de Statistique les achats effectués en indiquant le nom du domaine ou de la propriété de production, l'endroit où celle-ci est située (commune ou paroisse) ainsi que le nom du propriétaire ou du fermier.

Paragraphe unique. — Aux effets de l'exacte exécution de cette disposition, la Direction générale des services des eaux et forêts devra exiger que les acheteurs lui remettent les déclarations en trois exem-

plaires. Ladite Direction enverra, dans les journées du 5 et du 20 du mois, à l'Institut National de Statistique les trois exemplaires des déclarations qu'elle aura reçus perdant la quinzaine antérieure.

Art. 13. — Les Directeurs des écoles d'agriculture, ceux des centres agricoles ainsi que les chefs des brigades techniques pour la « Campagne de production agricole » sont tenus d'envoyer à l'Institut National de Statistique, avant le 6 de chaque mois, un rapport détaillé sur l'état de culture, sur l'exécution des services et les salaires y relatifs ainsi que sur la situation du marché des principaux produits récoltés dans la région, pendant le mois précédent.

§ 1^{er}. — La même obligation incombe aux syndicats agricoles, aux secrétariats des directions de police de sûreté publique et aux services administratifs des Chambres municipales relativement à la rédaction et à l'envoi à l'Institut National de Statistique des bulletins mensuels de statistique et de renseignements agricoles.

§ 2. — Les Directeurs d'écoles d'agriculture et ceux des centres agricoles installés dans les communes qui sont le siège de quelque brigade technique de la Campagne pour la production agricole sont dispensés de l'envoi du rapport dont il est question au présent article.

Art. 14. — Par les soins de l'Institut national de Statistique seront fournis aux Administrations des quartiers de Lisbonne et de Porto, aux secrétariats des directions de police de sûreté publique, des communes qui sont le siège du chef-lieu de district et aux sections administratives des Chambres municipales des autres communes, les imprimés conformes aux modèles annexés au présent décret, numérotés et en nombre suffisant pour les déclarations à faire, accompagnés d'un titre de dette correspondant au montant global du prix des imprimés fournis par l'Institut National de Statistique, en calculant à § 20 le prix de chaque imprimé.

§ 1^{er}. — Les Administrations des quartiers de Lisbonne et de Porto les secrétariats des directions de police et de sûreté publique et les sections administratives des Chambres municipales enverront aux directeurs des différentes paroisses de leurs propres communes les imprimés nécessaires pour les déclarations à effectuer dans les paroisses respectives accompagnés d'un récépissé où les directeurs inscriront la quantité d'imprimés reçus.

§ 2. — Ces directeurs procéderont à la distribution des imprimés aux agriculteurs existant dans le ressort de leur paroisse en exigeant de chaque agriculteur, au moment de la délivrance de chaque déclaration, la somme de § 30, c'est à-dire § 20 pour le prix de l'imprimé et § 10 à titre de rémunération du travail effectué pour la distribution et le rassemblement desdits imprimés.

§ 3. — Les directeurs devront légaliser les signatures des déclarants et remplir les imprimés avec les déclarations faites par les agri-

culteurs ne sachant pas écrire; il est interdit d'exiger une rétribution quelconque pour cette prestation.

§ 4. — Les directeurs transmettront, dans les délais fixés par le présent décret, aux Administrations des quartiers de Lisbonne et de Porto, aux secrétariats des directions de police de sûreté publique et aux sections administratives des chambres municipales, les imprimés remplis, les imprimés non utilisés ainsi que le montant perçu pour les quantités d'imprimés vendus (§ 20 pour chaque imprimé rempli).

§ 5. — Les Administrations des quartiers de Lisbonne et de Porto, les secrétariats des directions de police de sûreté publique et les sections administratives des Chambres municipales auront soin d'envoyer à l'Institut National de Statistique, dans le plus bref délai, les imprimés remplis, les sommes perçues pour la vente desdits imprimés ainsi que les imprimés inutilisés.

§ 6. — L'Institut National de Statistique, après avoir reçu les documents de chaque commune, délivrera les titres de crédit comme liquidation des quittances aux termes des dispositions établies par le présent article.

Art. 15. — Les sommes perçues pour la vente des imprimés seront versées au Trésor sous la rubrique « Revenus divers du Service de Statistique ».

Art. 16. — Les imprimés destinés à l'enregistrement des assurances agricoles et à l'enregistrement des accidents et des indemnités seront vendus par les Trésoriers de l'Administration des finances publiques, au prix de \$ 50, en tenant compte, en ce qui concerne les rapports de l'Institut National de Statistique avec les Trésoreries, des dispositions du décret n. 19.961 du 29 juin 1931.

Art. 17. — Pour toute les transgressions constatées dans l'accomplissement des dispositions du présent décret seront appliquées les dispositions du décret n. 16.943 du 7 juin 1929, article 18. Le présent décret entrera en vigueur immédiatement.

(modèles omis)

Suisse (Confédération). — Arr. du Conseil Fédéral concernant les dénombrements de bétail destinés à contrôler la limitation de la production animale. — 22 septembre 1936. — R. L. F., n. 34 (23 septembre 1936).

Vu les arrêtés fédéraux des 13 avril 1933 (1) et 5 avril 1935 (2) prolongeant l'aide aux producteurs de lait et les mesures prises pour atténuer la crise agricole;

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIII^{ème} Année, 1933, p. 663, et s.

(2) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXV^{ème} Année, 1935, p. 250, et s.

En application et en complément de son ordonnance du 6 août 1935 (1) tendant à limiter la production animale etc.

Art. 1^{er}. — Un recensement des porcs aura lieu dans chaque commune du 18 au 21 novembre 1936.

Art. 2. — Quiconque détient des porcs est tenu d'indiquer véritablement les effectifs de ceux-ci et d'accorder aux recenseurs le libre accès de ses biens-fonds, de ses étables et locaux similaires.

Art. 3. — Celui qui s'oppose au recensement des effectifs de porcs placés sous sa garde et qui empêche les recenseurs de pénétrer sur les biens-fonds, dans les étables et locaux similaires;

celui qui, intentionnellement ou par négligence, n'indique pas l'effectif de son bétail ou donne des informations inexactes;

est passible d'une amende de dix mille francs au plus ou, dans les cas graves, d'un emprisonnement de trois mois au plus. Les deux peines peuvent être cumulées.

Les dispositions générales du code pénal fédéral du 4 février 1853 sont applicables.

Art. 4. — La division de l'agriculture du département de l'économie publique et le bureau fédéral de statistique sont chargés de préparer et d'exécuter le recensement des troupeaux porcins.

Art. 5. — Le département de l'économie publique est autorisé, d'entente avec le département des finances et des douanes, à ordonner, selon les besoins, des recensements périodiques des effectifs des principales espèces de bétail, comme mesure d'application de l'ordonnance du Conseil fédéral du 6 août 1935 tendant à limiter la production animale.

Art. 6. — Le présent arrêté entre en vigueur le 25 septembre 1936. Le département de l'économie publique est chargé de son exécution.

Suisse (Confédération). — O. concernant la statistique du commerce de la Suisse avec l'étranger. — 1^{er} décembre 1936. — R. L. F., n. 46 (9 décembre 1936).

Vu l'article 18 de la loi du 10 octobre 1902 sur le tarif des douanes suisses et l'article 142, 2^e alinéa, de la loi sur les douanes du 1^{er} octobre 1925;

Vu les prescriptions de la convention internationale du 14 décembre 1928 concernant les statistiques économiques,

Article premier. — Toutes les marchandises qui franchissent la frontière du territoire douanier suisse pour l'importation, l'exportation ou le transit doivent être déclarées aux bureaux chargés des opérations douanières, conformément aux prescriptions ci-après.

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXV^eme Année, 1935, p. 519 et s.



Art. 2. — Les déclarations doivent être établies et signées:

a) A l'exportation: par l'expéditeur (exportateur). Font exception les déclarations d'exportation pour marchandises non destinées au commerce (3^e al.);

b) Dans tous les autres genres de trafic: par celui qui transporte la marchandise à travers la frontière ou qui est assujéti au contrôle douanier (art. 29 de la loi sur les douanes).

Sont réputés exportateurs les fabriques, les maisons de commerce et les commissionnaires pour la vente, mais non les maisons d'expédition ni les entreprises de transport.

Les déclarations d'exportation qui ne sont pas signées par l'expéditeur et sont afférentes à des marchandises non destinées au commerce doivent porter, outre la signature du conducteur, le nom et l'adresse exacte de l'expéditeur.

La déclaration doit être exacte et complète, et son auteur en est responsable envers l'administration des douanes. Le mandant est tenu de fournir au déclarant tous renseignements utiles.

Les déclarations dans le trafic postal sont régies par les dispositions spéciales de l'instruction concernant les opérations douanières dans le trafic postal.

Art. 3. — La déclaration doit contenir les indications suivantes:

- a) Nature de la marchandise;
- b) Quantité;
- c) Valeur;
- d) Pays de production (à l'importation) ou de consommation (à l'exportation);
- e) Emballage;
- f) Marque, numéro et nombre des colis;
- g) A l'importation: nom et adresse complète du destinataire et, si celui-ci n'est pas identique à celui qui a commandé la marchandise à l'étranger et pour le compte duquel elle est importée (importateur), nom et adresse de l'importateur;
- h) Signature et adresse exacte de l'auteur de la déclaration;
- i) Date de l'établissement de la déclaration.

Lorsque des marchandises de nature différente sont groupées en envoi, les indications mentionnées sous les lettres a-g doivent être fournies séparément pour chaque espèce de marchandise.

La direction générale des douanes peut, au besoin, demander encore d'autres indications.

Doivent être annexés à la déclaration en douane, outre les pièces justificatives prescrites par la loi, les lettres de voiture, connaissements, manifestes, déclarations en leur forme originale et autres papiers d'expédition similaires, ainsi que les certificats officiels d'analyse et les déclarations concernant le résultat de la vérification des marchandises; en

outre, tous les documents remis par l'expéditeur, en tant que susceptibles d'être soumis aux autorités, et les attestations et justifications officielles de nature à permettre ou à faciliter le dédouanement.

Art. 4. — La nature de la marchandise importée et expédiée en transit doit être déclarée, dans l'une des trois langues nationales, d'après le numéro et le texte du tarif d'usage. La déclaration indiquera aussi la dénomination usitée dans le commerce ou le nom technique de la marchandise.

Art. 5. — Pour tous les genres de trafic, hormis le transit, le poids net de la marchandise en kilogrammes doit être indiqué en sus du poids brut. Dans le transit, il suffit d'énoncer le poids brut pour toutes les marchandises, sauf les animaux, pour lesquels on mentionnera le nombre de pièces.

Dans l'intérêt de la statistique du commerce, l'indication du poids effectif de la marchandise peut être exigée pour certaines positions. La direction générale des douanes désigne les rubriques visées par cette disposition.

Pour certaines marchandises, la mention du poids net doit être complétée ou remplacée par l'indication d'autres unités de mesure (pièce, litre, paire, mètre). La direction générale des douanes désigne également ces cas exceptionnels.

Les notions de poids brut, poids net et poids effectif, sont régies par l'ordonnance du 24 août 1926 concernant l'application de la tare, la détermination du poids et le calcul des droits de douane.

Art. 6. — Doit être indiquée comme valeur de la marchandise la valeur à la frontière, c'est-à-dire le prix au lieu d'expédition (prix de facture, sous déduction de rabais, provisions, etc., qui pourraient avoir été accordés), augmenté des frais de transport, d'assurance et autres jusqu'à la frontière suisse. La valeur sera indiquée en argent suisse.

A l'importation, les droits d'entrée suisses, les impôts internes et autres droits similaires perçus en Suisse ne seront pas ajoutés à la valeur. A l'exportation, la valeur s'augmente des droits de sortie suisses qui pourraient grever la marchandise, ainsi que des impôts internes et autres droits similaires perçus en Suisse.

Le service des douanes a le droit de se faire présenter, aux fins de constatation de la valeur à la frontière, les factures, lettres de voiture, connaissements et déclarations originales; au besoin, il est autorisé à consulter les livres, papiers d'affaires et autres documents qui ont de l'importance pour la vérification des indications contenues dans la déclaration.

Art. 7. — A l'importation, la déclaration doit indiquer, d'après le répertoire officiel des pays, le pays où la marchandise a été produite, à l'exportation celui où elle sera consommée. S'il s'agit de marchandises

nationalisées qui, après acquittement des droits, sont réexportées sans avoir subi de modifications en Suisse, les déclarations de sortie mentionneront en outre le pays de production et l'année au cours de laquelle l'envoi a été importé.

Par pays de production, il faut entendre, s'il s'agit d'un produit naturel, le pays où il a été produit et, s'il s'agit d'un article manufacturé, le pays où il a reçu la forme sous laquelle il est introduit en Suisse, étant entendu que le réemballage, la réassortiment ou le mélange ne constituent pas une transformation.

Lorsque des marchandises destinées à la Suisse ont été perfectionnées dans un pays autre que le pays de production, c'est le pays où la marchandise a reçu le dernier perfectionnement qui doit être considéré comme pays de production.

Par pays de consommation, il faut entendre le pays dans lequel la marchandise doit servir à l'usage pour lequel elle a été produite, ou le pays dans lequel elle doit subir une transformation, une réparation ou un complément de main-d'œuvre.

Pour les envois en transit, il faut indiquer, au lieu du pays de production ou de consommation, le pays de provenance et celui de destination d'après le répertoire statistique des pays.

Art. 8. — Outre les marques, les numéros et le nombre des colis, la déclaration doit indiquer le genre et le conditionnement de l'emballage extérieur des marchandises.

Art. 9. — Les bureaux de douane s'assurent que les déclarations sont conformes aux exigences de la statistique du commerce.

Ils ont le droit de vérifier les marchandises pour les besoins de la statistique du commerce (art. 36 de la loi sur les douanes).

Le service des douanes peut, dans l'intérêt de la statistique du commerce, exiger du destinataire de marchandises importées et de l'importateur, comme aussi de l'expéditeur de marchandises exportées qu'ils vérifient, complètent ou rectifient leur déclaration.

Le destinataire, l'importateur et l'exportateur sont responsables des renseignements inexacts au même titre que le déclarant.

Art. 10. — Les entreprises publiques de transport et les personnes qui expédient des marchandises ne peuvent opérer les expéditions qu'après le dédouanement.

Art. 11. — Les déclarations et les pièces présentées à l'appui doivent être considérées comme confidentielles par toutes les personnes et autorités qui en ont connaissance.

Art. 12. — Le droit de statistique est perçu conformément aux dispositions de la loi du 10 octobre 1902 sur le tarif des douanes et de l'ordonnance du 19 juin 1929 sur le calcul et la perception du droit de statistique dans le trafic des marchandises entre la Suisse et l'étranger. Il doit être acquitté en espèces ou en timbres-poste,

conformément aux prescriptions établies par la direction générale des douanes.

A la fin de chaque année, les droits de statistique perçus en timbres-poste sont l'objet d'un règlement de compte avec l'administration des postes.

Les timbres-poste qui ont servi au paiement du droit de statistique doivent, une fois contrôlés, être oblitérés de façon à ne pouvoir être réemployés abusivement.

Art. 13. — La statistique officielle du commerce de la Suisse avec l'étranger est établie par la direction générale des douanes sur la base des documents douaniers. Les résultats sont publiés mensuellement, trimestriellement et annuellement.

Les publications mensuelles donnent le relevé du commerce spécial de la Suisse avec l'étranger; elles indiquent, par quantités, valeurs et pays, les chiffres des importations et exportations pour chaque numéro du tarif douanier suisse.

De plus, les résultats du commerce spécial à l'importation et à l'exportation sont publiés trimestriellement, semestriellement et pour l'ensemble des trois premiers trimestres. Les chiffres sont indiqués en quantité et en valeur pour la période écoulée de l'année, d'après les numéros du tarif et les catégories de marchandises.

Les résultats annuels sont récapitulés comme il suit pour le commerce spécial et les autres genres de trafic importants, ainsi que pour les recettes douanières.

a) Tableau du commerce spécial pour chaque numéro du tarif en quantité et en valeur, par pays de production et de consommation;

b) Tableau du commerce spécial, par quantités et valeurs et pour les positions les plus importantes, avec les pays ou groupes de pays indiqués dans le répertoire statistique des pays;

c) Tableaux du transit direct et indirect d'après les groupes de marchandises nommés dans le répertoire pour la statistique du transit, avec spécification de la provenance et de la destination;

d) Tableaux du trafic de perfectionnement, de réparation et du reste du mouvement avec passavant;

e) Tableaux du trafic de frontière en franchise et du petit trafic de marché;

f) Tableau des marchandises en retour;

g) Tableaux des recettes douanières.

La direction générale des douanes est autorisée à apporter au programme de travail les changements qui s'imposeraient.

Art. 14. — Celui qui enfreint les prescriptions de la présente ordonnance ou des instructions ou ordres de service donnés en application de la présente ordonnance sans que son acte présente le caractère d'un délit douanier, se rend coupable de contravention aux mesures

d'ordre et peut être puni de l'amende jusqu'à trois cents francs (art. 104 s. de la loi sur les douanes).

Si l'infraction constitue une falsification, destruction, etc., de documents fédéraux au sens de l'article 61 du code pénal fédéral, le cas sera déféré au tribunal.

Art. 15. — La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 1937. Elle abroge l'ordonnance du 24 août 1926, ainsi que toutes les autres dispositions contraires.

La direction générale des douanes est chargée de prendre les mesures requises par l'exécution de la présente ordonnance et d'établir les prescriptions de service nécessaires.

Argentine. — D. n. 68109 chargeant la Junte nationale du coton d'établir les statistiques concernant la production, l'industrie et le commerce du coton. — 30 septembre 1935. — B. O., n. 12460 (8 janvier 1936).

D. n. 71861 ordonnant un recensement national des plantations et de la production de maté. — 30 novembre 1935. — B. O., n. 12492 (14 février 1936).

D. n. 86662 autorisant l'adoption de mesures destinées à faciliter le recensement des vins (*l'administration des impôts pourra suspendre, pendant 30 jours, les transports de vins entre caves*). — 22 juillet 1936. — B. O., n. 12658 (11 septembre 1936).

L. n. 12318 ordonnant au Gouvernement de faire effectuer, dans les trois mois, un recensement hypothécaire national. — 9 octobre 1936. — B. O., n. 12695 (27 octobre 1936).

D. n. 92992 ordonnant à tout commerçant en grains de présenter à la Commission nationale des grains et élévateurs, dans les cinq premiers jours de chaque mois, une déclaration sous serment concernant les grains qu'il possède, leur qualité et lieu de dépôt, etc. — 24 octobre 1936. — B. O., n. 12704 (6 novembre 1936).

Brésil. — Instr. du Ministère de l'agriculture concernant le registre des agriculteurs et éleveurs, confié à la Direction de statistique de la production. — 30 janvier 1936. — D. O., n. 32 (7 février 1936).

D. n. 946 portant une réglementation relative à la conclusion de la Convention nationale de statistique, prévue par le d. n. 24609 du 6 juin 1934 (*Convention établissant un accord entre le Gouvernement fédéral et les Etats ou territoires constituant le Brésil*). — 7 juillet 1936. — D. O., n. 160 (10 juillet 1936).

p. Rectificatif v: D. O., n. 166 (20 juillet 1936).

D. n. 1022 approuvant et ratifiant la Convention nationale de statistique. — 11 août 1936. — D. O., n. 192 (19 août 1936).

L. n. 339 autorisant le Gouvernement à ouvrir au Ministère des affaires étrangères un crédit spécial de 200.000 milreis pour l'application du d. n. 24609 du 6 juillet 1934 créant l'Institut national de statistique. — 7 décembre 1936. — D. O., n. 288 (12 décembre 1936).

Egypte. — Arr. ministériel n. 23 instituant une Commission interministérielle de Statistique dans laquelle seront représentés les Ministères des Finances, de l'Agriculture, ainsi que du Commerce et de l'Industrie. — 10 juin 1936. — J. O., n. 76 (18 juin 1936).

Equateur. — D. n. 4 concernant le recensement général de la République, confié à l'Institut national de prévoyance sociale de concert avec la Direction générale de statistique, par l'art. 26 de la l. instituant l'assurance générale obligatoire. — 24 janvier 1936. — R. O., n. 103 (31 janvier 1936).

D. n. 118 spécifiant que la section de statistique agraire et des travaux agricoles appartenant au Ministère de la prévoyance sociale, sera transférée à la Direction générale du travail dépendant du Ministère de l'Intérieur. — 29 février 1936. — R. O., n. 136 (10 mars 1936).

Etats-Unis d'Amérique (Confédération). — Rés. solidaire modifiant la rés. solidaire du 27 août 1935 portant le titre: rés. solidaire autorisant la Commission fédérale du commerce à instituer une enquête concernant les revenus agricoles et la situation économique et financière des producteurs agricoles en général. — 20 juin 1936. — P. R., n. 112, 74th C., H. J. Res. 444 (1936).

L. visant le recueil et la publication des données statistiques concernant les arachides. — 24 juin 1936 — P., n. 775, 74th C., S. 81 (1936).

France. — C. et instr. relatives au dénombrement de la population en 1936. — 14 décembre 1935 et 6 janvier 1936. — J. O., n. 11 (13 et 14 janvier 1936).

France (Maroc). — Arr. du directeur des affaires économiques fixant les conditions suivant lesquelles il sera procédé aux déclarations et au recensement des porcs vivants destinés à l'exportation en France et en Algérie sur le contingent 1936-1937. — 16 juin 1936. — B. O., n. 1235 (26 juin 1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord. — Arr. concernant l'estimation préalable de la récolte du blé (1^{er} arr. concernant le blé). — 30 janvier 1936. — S. R. & O., n. 63 (1936).

Guatemala. — D. n. 1797 attribuant au Secrétariat des finances et du crédit public l'organisation et le contrôle de la Direction générale de statistique, ainsi que l'inspection des Bourses de commerce, marchés, caisses d'épargne, coopératives, etc. — 16 mars 1936. — D. C. A., Tome XVI, n. 13 (17 mars 1936).

Italie. — D. royal n. 374 approuvant le règl. pour l'exécution du huitième recensement général de la population du Royaume, des colonies et des possessions italiennes. — 27 février 1936. — G. U., n. 63 (16 mars 1936).

Grand-Duché de Luxembourg. — Arr. concernant le relèvement des blés panifiables (*froment, méteil, seigle*) en stock auprès des producteurs de blés à la date du 15 mars 1936. — 10 mars 1936. — M. L., n. 17 (12 mars 1936).

Mexique. — L. générale concernant la population (*organisation, démographie, migration, tourisme*). — 24 août 1936. — D. O., Tome XCVII, n. 52 (29 août 1936).

Portugal. — D. n. 27239 réglementant les déclarations de la production vinicole et les stocks dans les caves ou dépôts. — 23 novembre 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 275 (23 novembre 1936).

Suède. — Arr. royal n. 73 concernant le rassemblement de données statistiques, le 25 avril 1936, en vue du dénombrement des porcs. — 3 avril 1936. — S. F., n. 73 (4 avril 1936).

Arr. royal n. 499 concernant le rassemblement de données statistiques, pour le 7 octobre 1936, en vue du dénombrement des porcs. — 5 septembre 1936. — S. F., n. 499 (8 septembre 1936).

Arr. royal n. 592 concernant le relevé de données statistiques pour l'évaluation des stocks de froment et de seigle, ainsi que sur les tracteurs qui sont employés dans l'agriculture. — 4 décembre 1936 — S. F., n. 592 (9 décembre 1936).

Suisse (Confédération). — O. concernant le recensement du bétail en 1936. — 10 mars 1936. — R. L. F., n. 8 (11 mars 1936).

Arr. du Conseil fédéral ordonnant un dénombrement des arbres fruitiers cultivés dans des pépinières. — 6 novembre 1936. — R. L. F., n. 42 (11 novembre 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 2691 du C. C. P. concernant l'établissement des rapports statistiques des exploitations agricoles collectives (kolkhozy). — 17 décembre 1935. — S. Z. R., n. 1, texte 7 (14 janvier 1936).

Arr. n. 773 concernant le recensement général de la population en 1937 dans tout le territoire de l'Union. — 28 avril 1936. — S. Z. R., n. 25, texte 237 (29 mai 1936).

Instr. de la Direction générale centrale statistique économique des plans d'Etat de l'U. R. S. S., ratifiées par le C. C. P., pour remplir la feuille de recensement du recensement général de 1937. — 28 avril 1936. — S. Z. R., n. 25, texte 238 (29 mai 1936).

Arr. n. 888 du C. C. P. concernant l'exécution du recensement annuel des exploitations et du bétail. — 20 mai 1936. — S. Z. R., n. 24, texte 230 (28 mai 1936).

Vénézuéla. — Rés. établissant le règl. intérieur du Service de statistique au Ministère de la santé, de l'agriculture et de l'élevage. — 13 janvier 1936. — G. O., n. 18853 (14 janvier 1936).

L. concernant le recensement national. — 6 juillet 1936. — G. O., n. 19001 (7 juillet 1936).

Rés. créant, à la Direction de l'économie agricole du Ministère de l'agriculture, un service spécial composé d'un chef et de quatre fonctionnaires, et chargé du Département de la statistique. — 4 août 1936. — G. O., n. 19024 (4 août 1936).

D. publiant le règl. relatif à la l. concernant le recensement national. — 11 août 1936. — G. O., n. 19043 (26 août 1936).

IIÈME PARTIE

COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES, DES ENGRAIS ET DU BÉTAIL

CHAPITRE I.

APPROVISIONNEMENT EN GÉNÉRAL ET COMMERCE DES CÉRÉALES

Allemagne. — D. modifiant le d. réglementant le régime des blés. — 10 juillet 1936. — RGBl., Teil I, n. 65, p. 544 (11 juillet 1936).

Vu les lois du 27 juin 1934 (1) réglementant le régime des céréales (*Reichsgesetzblatt* I, p. 527), du 15 septembre 1933 (2) prescrivant l'union des minoteries (*Reichsgesetzblatt* I, p. 627), du 13 septembre 1933 (3) concernant la corporation de l'alimentation, articles 3, 5 et 10 (*Reichsgesetzblatt*, I, p. 626) et du 26 septembre 1933 (4) visant la stabilisation des prix des céréales, articles 1^{er} et 6 (*Reichsgesetzblatt* I, p. 667), il est disposé :

Art. 1^{er}. — Le décret réglementant le régime des céréales dans le texte adopté par l'ordonnance du 10 juillet 1935 (5) (*Reichsgesetzblatt* I, p. 1006) est modifié comme suit.

(1) L'article 1^{er}, alinéa 1, aura la forme suivante :

« Art. 1^{er}. — Afin de réglementer l'approvisionnement dans le domaine du cycle économique des céréales ainsi que la vente et l'utilisation des céréales (seigle, froment, orge, avoine), de leurs produits, du pain, des autres produits de boulangerie et des pâtes alimentaires aussi bien que les prix et les marges des prix, seront réunies en unions du cycle économique des céréales les exploitations qui :

1^o) produisent des céréales indigènes,

2^o) transforment ces céréales ou en obtiennent des produits, ou bien emmagasinent ces céréales ou produits,

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIV^{ème} Année, 1934, p. 11.

(2) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIII^{ème} Année, 1933, p. 11.

(3) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIII^{ème} Année, 1933, p. 669.

(4) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIII^{ème} Année, 1933, p. 12.

(5) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXV^{ème} Année, 1935, p. 19.

- 3^o) produisent du pain ou d'autres articles de boulangerie,
- 4^o) produisent des pâtes alimentaires,
- 5^o) distribuent des céréales, des produits de céréales, du pain ou d'autres produits de boulangerie ou des pâtes alimentaires, ou bien interviennent dans l'achat des mêmes articles en qualité d'agents, de commissionnaires ou de courtiers ».

(2) L'article 5 deviendra l'article 4 et aura la forme suivante:

« Art. 4. — Les minoteries qui transforment le seigle ou le froment feront partie d'une association. Seront exceptées les minoteries de gros qui ne traitent le seigle ou le froment que pour l'obtention de fourrage ou qui appartiennent à une exploitation agricole et ne travaillent le seigle ou le froment que pour les propres besoins de celle-ci. L'association sera dénommée « Association Économique des Minoteries de Seigle et de Froment » (Association Économique). Elle fera partie de l'Union Centrale ».

(3) L'article 4 deviendra l'article 5 et aura la forme suivante:

« Art. 5. — Les Unions du cycle économique des céréales, l'Association Économique et l'Union Centrale posséderont toutes la personnalité juridique ».

(4) A l'article 6, il sera substitué aux mots « articles 1 à 4 » les mots « articles 1 à 5 ».

(5) A l'article 9, il sera substitué aux mots « articles 1 à 4 » les mots « articles 1 à 5 ».

(6) L'article 11 aura la forme suivante:

« Art. 11. — 1^o L'ouverture d'une exploitation nouvelle du genre visé aux n^o 2 à 5 de l'article 1^{er} ou d'une exploitation qui avait été fermée d'une façon non simplement transitoire n'aura lieu qu'après autorisation. Cette autorisation devra être accordée en cas de besoin économique; elle sera accordée dès qu'il n'y aura à craindre ni un danger pour les exploitations existantes ni une surabondance d'entreprises de la branche de production visée.

2^o La décision à cet égard sera du ressort de l'Union du cycle économique des céréales compétente pour toutes les exploitations visées aux n^o 2 à 5 de l'article 1^{er} sauf pour les minoteries, et de l'Association Économique pour ces dernières. Si l'Union du cycle économique des céréales croit devoir refuser l'autorisation demandée, elle sera tenue d'obtenir au préalable l'avis de l'Union Centrale.

3^o L'intéressé auquel l'autorisation demandée a été refusée ou n'a été accordée que sous certaines conditions pourra, dans un délai de deux semaines à partir de la signification, recourir devant la commission des plaintes de l'union qui a rendu la décision dont il s'agit. La décision de cette commission sera à son tour susceptible d'appel, dans un délai de deux semaines à partir de la signification, devant la commission des plaintes de l'Union Centrale.

4° Si l'intéressé a laissé passer les délais mentionnés au précédent alinéa, il pourra demander à être rétabli dans les conditions antérieures, d'après les dispositions des articles 230 et suivants du code de procédure civile.

5° Lorsqu'une exploitation aura été ouverte ou remise en activité sans l'autorisation prévue à l'alinéa 2 du présent article, il appartiendra aux autorités compétentes du pays où le fait s'est produit d'intervenir en la matière en vertu des lois du même pays, le cas échéant par des mesures répressives de police ».

(7) A la suite de l'article 11 sera inséré l'article 11-a suivant :

« Art. 11-a. — 1° Si le gérant ou un membre de la direction d'une exploitation qui, d'après l'article 1^{er} alinéa 1, n° 2 à 5, fait partie d'une Union du cycle économique des céréales (les minoteries exceptées) ne possède pas la capacité nécessaire pour la diriger, l'Union Centrale pourra interdire à cette exploitation, pour un temps ou pour toujours, toute activité, en procédant d'entente avec les autorités compétentes à la fermeture de l'entreprise d'après le décret du 13 juillet 1923 imposant des restrictions au commerce (*Reichsgesetzblatt* I, p. 706), dans son texte modifié par l'ordonnance du 26 juin 1924 (*Reichsgesetzblatt* I, p. 661) et par les lois du 19 juillet 1926 (*Reichsgesetzblatt* I, p. 413) et du 19 décembre 1935 (*Reichsgesetzblatt* I, p. 1516) ainsi que d'après le décret du 8 décembre 1931 déterminant la compétence du Commissaire du Reich aux Prix (*Reichsgesetzblatt* I, p. 747) dans son texte modifié par l'ordonnance du 15 avril 1932 (*Reichsgesetzblatt* I, p. 180) en rapport avec le décret du 11 décembre 1934 concernant le contrôle des prix (*Reichsgesetzblatt* I, p. 1245). Un pareil manque de capacité à diriger une entreprise ne pourra être retenu que si :

a) le gérant ou un membre de la direction de l'entreprise a été l'objet d'une condamnation passée en force de loi pour avoir sciemment commis une infraction soit à une des lois réglementant le régime des céréales, prescrivant l'union des minoteries ou visant la stabilisation des prix des céréales, soit à un décret ou une ordonnance d'application, ou bien a été puni d'une amende par une association ou une autorité chargée de la surveillance des prix pour avoir sciemment commis une infraction à une ordonnance d'une association concernant les prix et les marges des prix, la durée du travail, le degré de l'utilisation des entreprises ou enfin les modalités de la livraison ou de l'expédition des marchandises;

b) l'entreprise associée a en conséquence reçu un avertissement de la part de l'association compétente;

c) le gérant ou un membre de la direction de l'entreprise a sciemment commis, dans les deux années suivantes, une nouvelle infraction aux dispositions dudit genre en vigueur.

2^o L'intéressé frappé de l'interdiction pourra, dans un délai de deux semaines à partir de la signification, interjeter appel devant la commission des plaintes de l'Union Centrale. L'appel n'aura pas d'effet suspensif; toutefois, le président de la commission des plaintes pourra ordonner, sur demande de l'intéressé, que la fermeture de l'exploitation soit, pour le moment, retardée.

3^o Les dispositions de l'article 11, alinéa 5, trouveront une application conforme dans le cas d'une interdiction pareille.

4^o La remise en activité d'une exploitation fermée d'après l'alinéa 1 du présent article devra être autorisée par l'Union centrale, dont la décision sera définitive. Les dispositions de l'article 11 ne seront pas applicables en la matière.

5^o En ce qui concerne les minoteries, la faculté d'interdire l'activité d'une exploitation d'après l'alinéa 1 du présent article sera du ressort de l'Association Économique. La décision de celle-ci sera susceptible d'appel devant la commission des plaintes de la même association. Par ailleurs seront applicables les dispositions des alinéas 1 à 4 du présent article ».

(8) Le chapitre II aura le titre suivant:

« CHAPITRE II. — LIVRAISON DES CÉRÉALES INDIGÈNES ».

(9) L'article 12 aura la forme suivante:

« Art. 12. — Le Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture déterminera, séparément, à l'égard du seigle indigène, du froment indigène, de l'orge indigène et de l'avoine indigène, les quantités totales nécessaires pour les besoins de la consommation locale. Quant au reste, les modalités de la livraison seront réglées par les associations constituées en vertu du premier chapitre du présent décret ».

(10) A l'article 13 sera adjoint l'alinéa 3 suivant:

« (3) L'Union Centrale pourra, avec l'autorisation du Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture, déterminer, pour la vente, par le producteur, d'avoine de fourrage indigène destinée aux besoins de l'Administration militaire, des prix différents de ceux qui auront été fixés d'après l'alinéa 1 du présent article ».

(11) L'article 27 aura la forme suivante:

« Art. 27. — 1^o L'Union Centrale décidera si, et le cas échéant dans quelle mesure, une minoterie pourra acheter des céréales au producteur même.

2^o Tant qu'une décision en la matière n'aura pas été prise par l'Union Centrale d'après le précédent alinéa, ne pourront acheter des céréales aux producteurs mêmes que les minoteries qui y étaient autorisées en vertu de l'article 27 du décret réglementant le régime des

céréales dans son texte en vigueur jusqu'ici ainsi que des dispositions citées à son alinéa 6 ».

(12) L'article 49 sera modifié comme suit:

a) L'alinéa 1, n. 2, aura la forme suivante:

« 2) qui, contrairement aux dispositions des articles 27 et 34 du présent décret ainsi qu'à une décision prise en vertu dudit article 27, aura acheté du seigle indigène ou du froment indigène à son producteur ou à un employé ou journalier à lui recevant une partie de son salaire en nature ».

b) L'alinéa 1, n. 5, aura la forme suivante:

« 5) qui aura contrevenu aux ordonnances des unions mentionnées aux articles 1^{er} à 5 du présent décret concernant les quantités de céréales à livrer par les producteurs ou les prix et marges des prix fixés pour les céréales, pour la transformation de celles-ci, pour leurs produits, pour le pain, pour d'autres articles de boulangerie et pâtes alimentaires, ou bien aux ordonnances de l'Association Économique relatives à l'activité des exploitations, à l'utilisation de leur capacité de production, à l'ouverture de nouvelles minoteries ou à l'augmentation de l'activité ou de la capacité de production des minoteries existantes ».

(13) Les Annexes seront modifiées comme suit:

a) Dans les Annexes I à IV, sera substituée partout à la date de l'année « 1935 » celle de l'année « 1936 », et à la date de l'année « 1936 » celle de l'année « 1937 ».

b) A l'Annexe I (Seigle), seront substitués partout aux mots « au mois d'août » les mots « du 16 juillet au 31 août ».

c) A l'Annexe IV (Avoine de fourrage), seront substitués partout aux mots « au mois de septembre » les mots « du 16 août au 30 septembre ».

d) Aux Annexes I (Seigle) et III (Orge de fourrage), seront substitués partout aux mots « du 1^{er} juin au 15 juillet » les mots « au mois de juin ».

e) Aux Annexes II (Froment) et IV (Avoine de fourrage), seront substitués partout aux mots « du 1^{er} juin au 15 août » les mots « aux mois de juin et juillet ».

f) Les Annexes V à VII seront supprimées.

g) A l'Annexe I (Seigle), sera supprimée dans la Région des Prix R XIII, et insérée au début de la Région des Prix R XIV, la partie suivante:

SAXE (PAYS).

Arrondissement: Dresde-Bautzen.

Villes: Freiberg (Saxe) – Pirna.

Districts: Dippoldiswalde – Freiberg (Saxe) – Pirna.

h) A l'Annexe II (Froment), seront omis dans la Région des Prix W VII et dans la partie relative à la Saxe (Pays), arrondisse-

ment Dresde-Bautzen, pour être insérés au début de celle W IX et de la même partie, les villes de Freiberg (Saxe) et de Pirna et les districts de Dippoldiswalde, Freiberg (Saxe) et Pirna.

i) L'Annexe II (Froment) sera en plus modifiée comme suit:

aa) Seront supprimés la Région des Prix W I et les prix y afférents.

bb) Dans la Région des Prix W II, la partie relative à la Bavière aura la forme suivante:

BAVIÈRE.

HAUTE-BAVIÈRE:

Villes ressortissant de l'arrondissement: Bad Reichengall – Traunstein.

Districts: Altötting – Berchtesgaden – Laufen – Traunstein.

BASSE-BAVIÈRE et HAUT-PALATINAT (anciennement Basse-Bavière):

Villes ressortissant de l'arrondissement: Deggendorf – Passau – Straubing.

Districts: Bogen – Deggendorf – Dingolfing – Eggenfelden – Grafenau – Griesbach – Kötzing – Landau (Isar) – Mainburg – Mellersdorf – Passau – Pfarrkirchen – Regen – Rottenburg – Straubing – Viechtach – Vilsbiburg – Vilshofen – Wegscheid – Wolfstein ».

cc) Dans la Région des Prix W III sera supprimée la partie relative à la Bavière.

dd) Dans la Région des Prix W IV, la partie relative à la Bavière aura la forme suivante:

BAVIÈRE.

HAUTE-BAVIÈRE:

Villes ressortissant de l'arrondissement: Freising.

Districts: Ebersberg – Erding – Freising – Mühldorf – Wasserburg (Inn).

BASSE-BAVIÈRE et HAUT-PALATINAT (anciennement Basse-Bavière).

a) Ancienne Basse-Bavière:

Ville ressortissant de l'arrondissement: Landshut (Bavière).

Districts: Landshut (Bavière) – Kelheim.

b) Ancien Haut-Palatinat:

Ville ressortissant de l'arrondissement: Ratisbonne.

Districts: Cham – Neunburg vorm Wald – Oberviechtach – Ratisbonne – Roding – Waldmünchen.

ee) Dans la Région des Prix W V, la partie relative à la Bavière aura la forme suivante:

BAVIÈRE.

HAUTE-BAVIÈRE:

Districts: Pfaffenhofen (Ilm) – Schrobenhausen.

SOUABE:

Ville ressortissant de l'arrondissement: Neuburg (Danube).

District: Neuburg (Danube).

ff) Dans la Région des Prix W VI, sera insérée, après « Braunschweig-Exclave Calvörde », la partie suivante:

BAVIÈRE.

HAUTE-BAVIÈRE.

Villes ressortissant de l'arrondissement: Rosenheim — Ingolstadt.

Districts: Rosenheim – Ingolstadt.

Villes ressortissant de l'arrondissement: Landsberg (Lech) – Munich.

Districts: Aibling – Aichach – Dachau – Friedberg – Fürstenfeldbruch – Landsberg (Lech) – Miesbach – Munich – Starnberg – Tölz – Weilheim – Wolfratshausen.

BASSE-BAVIÈRE et HAUT-PALATINAT (anciennement Haut-Palatinat):

District: Riedenburg.

Villes ressortissant de l'arrondissement: Schwandorf (Bavière) – Weiden.

Districts: Burglengenfeld – Nabburg – Neustadt (Waldnaab) – Parsberg – Tirschenreuth – Vohenstrauß.

SOUABE:

District: Schwabmünchen.

gg) Dans la Région des Prix W VII, seront supprimées les parties relatives à la Bavière et au Wurtemberg.

hh) Dans la Région des Prix W VIII, sera insérée, à la suite de « Braunschweig-Helmstedt, en dehors de l'exclave Calvörde », la partie suivante:

BAVIÈRE.

BASSE-BAVIÈRE et HAUT-PALATINAT (anciennement Basse-Bavière):

Villes ressortissant de l'arrondissement: Amberg – Neumarkt (Haut-Palat).

Districts: Amberg – Beilngries – Eschenbach (H-P.) – Kemnath – Neumarkt (Haut-Palat.) – Sulzbach.

HAUTE ET MOYENNE FRANCONIE:

a) Ancienne Haute Franconie:

Villes ressortissant de l'arrondissement: Hof (Saale) – Marktredwitz – Selb.

Districts: Hof (Saale) – Münchberg – Naila – Rehau – Wunsiedel.

b) Ancienne Moyenne Franconie:

Villes ressortissant de l'arrondissement: Eichstätt – Weissenburg (Bavière).

Districts: Eichstätt – Hilpoltstein – Weissenburg (Bavière).

SOUABE:

Villes ressortissant de l'arrondissement: Augsbourg – Dillingen (Danube) – Donauwörth – Günzburg – Kayfbeuren – Neu-Ulm (Danube).

Districts: Augsbourg – Bertingen – Dillingen (Danube) – Donauwörth – Günzburg – Illertissen – Kaufbeuren – Krumbach – Mindelheim – Neu-Ulm (Danube) Nörflingen.

WÜRTEMBERG.

ANCIEN ARRONDISSEMENT DE LA JAGST:

Districts: Heidenheim — Neresheim.

ANCIEN ARRONDISSEMENT DU DANUBE:

District: Ulm (Danube).

ii) Dans la Région des Prix W X, sera insérée, dans la partie relative à la Bavière, au début, la mention suivante:

HAUTE-BAVIÈRE:

Districts: Garmisch – Schongau.

kk) Dans la Région des Prix W XVI, seront supprimés, dans la partie relative à la Bavière (Basse-Franconie) la ville ressortissant de l'arrondissement d'Achaffenburg et les districts de Alzenau (Basse-Franconie), Aschaffenburg et Obernburg.

ll) Dans la Région des Prix W XVII, sera insérée, au début, la partie suivante:

BAVIÈRE.

BASSE-FRANCONIE:

Ville ressortissant de l'arrondissement: Aschaffenburg.

Districts: Alzenau (Basse-Franconie) – Achaffenburg – Obernburg.

Art. 2. — (1) Est abrogé le décret réglementant l'union des minoteries de seigle et de froment dans son texte modifié par l'ordonnance du 10 juillet 1935 (*Reichsgesetzblatt I*, p. 915).

(2) Les droits et obligations de l'Association Économique créée par le décret du 5 novembre 1933 prescrivant l'union des minoteries de seigle et de froment (*Reichsgesetzblatt* I, p. 810) passeront à l'Association Économique créée par le présent décret.

(3) Tant que l'Association Économique n'aura pas été constituée, ses fonctions seront exercées par le président de l'Union Centrale.

(4) Les contestations soumises au tribunal arbitral de l'ancienne Association Économique suivront leur cours devant le tribunal arbitral de l'Association Économique créée par le présent décret; et la même règle sera appliquée aux instances introduites devant la commission des plaintes.

(5) Le président de l'Association Économique constituée d'après le présent décret décidera des appels interjetés devant le conseil d'administration de l'ancienne Association Économique. Sa décision en la matière sera, d'après le statut, susceptible d'appel devant la commission des plaintes de l'Association Économique.

(6) Tant que le tribunal arbitral n'aura pas été constitué, ses fonctions seront exercées par le tribunal arbitral de l'ancienne Association Économique, qui continuera à fonctionner jusqu'alors. La même règle sera appliquée à l'égard de la commission des plaintes.

(7) Les ordonnances rendues par l'ancienne Association Économique resteront en vigueur aussi longtemps qu'elles n'auront pas été abrogées par l'Association Économique créée en vertu du présent décret, et elles seront réputées avoir été édictées en vertu du présent décret.

Art. 3. — Sauf ce qui est dit plus loin au présent article, le présent décret entrera en vigueur le 16 juillet 1936. En ce qui concerne les prix du froment et de l'avoine de fourrage (Annexes II et IV), il n'entrera en vigueur que le 16 août 1936.

Bulgarie. — D. l. concernant l'achat et l'exportation des céréales. — 4 février 1936. — D. V., n. 28 (7 février 1936).

CHAPITRE I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 1^{er}. — La Direction pour l'Achat et l'Exportation des Céréales est une autorité gouvernementale autonome, possédant une personnalité juridique séparée et négociant dans le sens du code de commerce. La haute surveillance sur la Direction est exercée par le Conseil des Ministres, par l'entremise du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail.

Art. 2. — La Direction a pour fonction de contribuer par son activité à l'amélioration et à la stabilisation des prix des produits

agricoles énumérés ci-dessous et d'assurer l'approvisionnement régulier du pays.

Art. 3. — La Direction négocie sur les marchés intérieurs et internationaux les produits agricoles suivants avec leurs sous-produits: froment, seigle, méteil, graines de tournesol, chanvre, haricots, riz, coton et semences de coton.

Art. 4. — La Direction achète les produits énumérés ci-dessus et leurs sous-produits aux producteurs, aux coopératives, aux négociants et aux industriels, en conformité des lois, décrets-lois, décrets de la Direction et décisions du Conseil des Ministres réglant les prix et les conditions en la matière.

Art. 5. — La Direction effectue ses achats par l'entremise de ses agents: coopératives, centrales de coopératives et négociants; dans des cas spéciaux, elle intervient aussi directement par l'organe de ses propres employés.

Art. 6. — Le commerce du froment, du seigle et du méteil est monopole de la Direction.

Art. 7. — La Direction a son siège à Sofia. La Direction pourra fonder des agences à l'intérieur et à l'étranger.

CHAPITRE II. — RESSOURCES.

Art. 8. — Les fonds indispensables pour le commerce et les frais de la Direction seront fournis directement par l'État ou obtenus moyennant des emprunts contractés par la Direction elle-même ainsi que moyennant les bénéfices réalisés dans le commerce des produits agricoles.

Art. 9. — La Direction est autorisée à contracter des emprunts garantis par des produits agricoles et leurs sous-produits, conformément au décret-loi réglant la délivrance de warrants par les Magasins Publics Bulgares, S. A.

Art. 10. — La Direction est également autorisée à contracter des emprunts garantis par des produits agricoles et leurs sous-produits conformément au code de commerce.

Le transfert du gage a lieu moyennant la prise de possession, par le créancier-gagiste, des magasins où la Direction garde ses produits agricoles gagés. Comme les magasins appartiennent à l'État, et n'ont été concédés à la Direction que pour son usage, il seront considérés comme légalement cédés au créancier-gagiste moyennant la conclusion du contrat d'emprunt.

La Direction pourra délivrer au créancier des billets à ordre au titre de l'emprunt garanti par des produits agricoles et leurs sous-produits. Dès que ces billets auront été escomptés par les banques

créancières, le gage lui-même sera réputé légalement cédé au possesseur du billet.

Art. 11. — L'article 5 du décret-loi réglant la délivrance de warrants par les Magasins Publics Bulgares, S. A. trouvera une application conforme à la Direction pour l'Achat et l'Exportation des Céréales à Sofia, à l'égard tant de celle-ci même que des créanciers-gagistes et de leurs ayants droit, et en ce qui concerne tous les documents relatifs à la conclusion de l'emprunt, tels que les contrats d'emprunt et de nantissement, les procès-verbaux de la constitution et de l'estimation des produits gagés, les contrats de remise, de prise de possession et d'assurance relatifs aux gages, les billets à ordre, les endossements et les transferts de ceux-ci et en général toute la correspondance et tous les documents concernant l'observation de l'article 10 précédent.

Art. 12. — Les entrepôts d'État, concédés à la S. A. des Magasins Publics Bulgares en conformité de l'article 2, alinéa 3^o, du décret-loi réglant la délivrance, par cette société, de warrants à la Direction pour l'Achat et l'Exportation des Céréales, sont concédés pour une époque indéterminée.

Art. 13. — La Direction pourra autoriser ses agents chargés d'acheter, avec ses fonds de roulement, des produits agricoles et leurs sous-produits de contracter, auprès des banques, des emprunts gagés par les produits agricoles achetés par eux en son nom et pour son compte.

La Direction remboursera directement au créancier l'emprunt et les intérêts accrus, d'après le contrat relatif, des sommes dues par elle aux agents en raison d'achats de céréales, à titre de commissions, d'intérêts et de magasinage, mais seulement dans leurs justes limites. Le droit du créancier de se satisfaire sur ces sommes a la préférence sur toutes autres créances envers l'agent, privilégiées ou chirographaires, d'un caractère de droit privé ou public.

Art. 14. — Le créancier assurera, pour le compte de la Direction, auprès d'une société d'assurances de premier ordre, les produits gagés à son profit par la Direction même ou ses agents.

CHAPITRE III. — ADMINISTRATION.

Art. 15. — La Direction sera exercée par un Conseil de Direction, composé du Directeur de la Direction pour l'Achat et l'Exportation des Céréales, président, et de deux conseillers.

Art. 16. — Le Directeur et les conseillers seront nommés par le Conseil des Ministres sur proposition du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail.

Art. 17. — Sous la présidence du directeur, le Conseil de Direction:

a) assurera le fonctionnement régulier des activités de la Direction;

b) rédigera des décrets réglant les conditions du marché des différentes espèces de produits agricoles et de leurs sous-produits, et les soumettra au Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail en vue de leur approbation par le Conseil des Ministres;

c) élaborera les règlements de service de la Direction et les règlements d'application des différentes lois et des décrets-lois;

d) déterminera les frais des personnes chargées de l'achat, de l'expédition, du transport, de la remise et de la vente des produits agricoles et de leurs sous-produits au nom et pour le compte de la Direction ainsi que les sommes qui leur seront dues à titre de compensation pour leurs diligences et services (commission, provisions, indemnités journalières) et enfin les intérêts sur les sommes versées pour son compte, tant que celles-ci n'auront pas été prévues dans des décrets-lois ou des décrets spéciaux de la Direction.

e) dressera, et soumettra pour approbation au Conseil des Ministres, sur rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, le budget de la Direction et l'état de ses fonctionnaires;

f) décidera de la conclusion d'emprunts auprès des banques publiques et privées ainsi que de la création et de l'ouverture de comptes-courants chez celles-ci;

g) décidera de l'enregistrement au compte des pertes subies des créances douteuses et non recouvrables;

h) décidera de la conclusion de compromis en cas de contestations entre la Direction et des tiers ainsi que de leur présentation devant les tribunaux de conciliation;

i) concédera des délais pour le remboursement des frais attribués par jugement à la Direction ainsi que des créances de celle-ci;

j) décidera des actions à introduire devant les tribunaux.

Les décisions prévues aux littéras c), g) et h) devront être approuvées par le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail.

Art. 18. — Le directeur de la Direction pour l'Achat et l'Exportation des Céréales aura les droits et les devoirs suivants:

a) il appliquera les lois, décrets-lois, décrets de la Direction, règlements, décisions du Conseil des Ministres et du Conseil de Direction;

b) il nommera et révoquera les employés de la Direction;

c) il dressera le budget de la Direction;

d) il représentera la Direction tant devant les particuliers et les sociétés que devant les administrations publiques et les autorités judiciaires, et aura le droit de déléguer ces pouvoirs à d'autres: employés de la Direction, avocats fiscaux et autres;

e) il prononcera les décisions pénales prévues dans les lois et décrets-lois, et pourra déléguer ces pouvoirs aux conseillers de Direction;

f) il prendra les mesures nécessaires en vue de la perception forcée, au profit de la Direction, des taxes et impôts dans les cas prévus par les lois, les décrets-lois et les décrets de la Direction.

Art. 19. — La Direction s'engagera par deux signatures:

a) celles du directeur et d'un conseiller ou d'un fondé de pouvoir;

b) celles des deux conseillers;

c) celles d'un conseiller et d'un fondé de pouvoir;

d) celles de deux fondés de pouvoir.

L'étendue des pouvoirs est déterminée par une ordonnance du directeur.

Art. 20. — Les employés de la Direction sont des fonctionnaires publics.

Remarque. — Les sommes prévues et non versées dans le courant de l'année au fonds « Garanties Générales » du budget de la Direction serviront au paiement des pensions aux employés de celle-ci.

Les cautions sont libérées par le Conseil de Direction après enquête sur l'activité des employés respectifs.

Art. 21. — Le Conseil de Direction établit quels sont les employés de la Direction qui doivent donner des cautions, ainsi que la valeur desdites cautions.

CHAPITRE IV. — COMPTABILITÉ, CONTRÔLE ET BILANS.

Art. 22. — La comptabilité et la gestion de la Direction devront être conformes au code de commerce et à la loi sur les livres de commerce.

Art. 23. — L'exercice annuel commencera le 1^{er} juillet et prendra fin le 30 juin.

A la fin de chaque année comptable, tous les livres seront clos, et on dressera le bilan de l'année et le compte des profits et pertes.

Art. 24. — Sur les bénéfices bruts annuels seront prélevés les frais d'administration, les traitements et salaires, les indemnités journalières, les intérêts, l'amortissement des sommes investies, les meubles, matériaux et autres dépenses, et le solde représentera soit les bénéfices nets, qui augmenteront les avoirs de la Direction, soit les pertes de celle-ci.

Art. 25. — Le Conseil de Direction présentera au Conseil des Ministres, par l'entremise du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, et au plus tard le 1^{er} octobre de chaque année, un rapport accompagné des comptes annuels relatifs aux opérations accomplies au cours de l'année écoulée. Ce rapport sera remis, avec les comp-

tes de l'année, à une commission, composée d'un conseiller de la Cour des Comptes et d'un représentant respectivement des Ministères du Commerce, de l'Industrie et du Travail et des Finances, qui l'examinera et le soumettra au Conseil des Ministres.

La même commission examinera et vérifiera le budget des dépenses de la Direction afin de constater s'il a été rédigé conformément au règlement spécial, et soumettra à la Cour des Comptes, par l'entremise du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, des rapports trimestriels sur le résultat de son examen.

Le Conseil des Ministres se prononcera, dans un délai de six mois à compter du jour de la présentation du rapport et des comptes. S'il approuve le rapport et les comptes, le Conseil de Direction sera affranchi de toute responsabilité pour les opérations faites pendant la période en question. Il sera de même affranchi de toute responsabilité lorsque le Conseil des Ministres ne se sera pas prononcé au sujet du rapport et des comptes dans le délai indiqué ci-dessus.

Art. 26. — La Direction effectue ses ventes conformément aux décrets y relatifs et, en l'absence de ceux-ci, conformément aux décisions du Conseil de Direction, moyennant des marchés ou ventes en bourse, par entente volontaire ou par libre transaction.

Art. 27. — La Direction effectuera ses livraisons moyennant des marchés par entente volontaire ou libre transaction, selon les décisions du Conseil de Direction. A cet effet sera élaboré un règlement spécial du Conseil de Direction, qui devra être approuvé par le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail. Ce règlement indiquera les conditions de l'accomplissement et de la justification des dépenses, tant en ce qui concerne le commerce qu'à l'égard du budget des dépenses de la Direction.

CHAPITRE V. — DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 28. — Les contestations relatives aux transactions conclues par la Direction et enregistrées à la bourse seront soumises au Tribunal de Conciliation de la bourse de Sofia dans le délai, et suivant les conditions, déterminés au chapitre X de la loi sur les bourses de produits.

Le conciliateur représentant la Direction sera désigné par le Conseil de Direction.

Remarque. — L'alinéa 3 de l'article 885 du code de procédure civile n'est pas applicable à la Direction pour l'Achat et l'Exportation des Céréales.

Art. 29. — Sur demande de la Direction, le président de la Cour du Département ou un juge d'arrondissement au siège du Tribunal de Conciliation de la bourse prendra, selon la valeur de l'objet de la

plainte, des mesures conservatoires pour la sauvegarde de la demande introduite devant le Tribunal de Conciliation de la bourse, en se servant d'une copie, certifiée conforme par le Secrétaire de la bourse, de la demande formulée dans la plainte, conformément au code de procédure civile.

Art. 30. — La Direction sera exempte du paiement des droits de greffe, impôts et taxes, frais et timbres dans les actions introduites, par ou contre elle, devant les tribunaux ordinaires et devant le Tribunal de Conciliation de la bourse.

Art. 31. — Seront punies d'une amende jusqu'à 10.000 leva toutes infractions au présent décret-loi, aux décrets du Conseil de Direction ainsi qu'aux lois et décrets-lois dont l'application est confiée à la Direction, sauf les pénalités spéciales prévues dans ces lois et décrets-lois.

Les articles 24 à 57 du décret-loi complétant la loi sur l'achat et l'exportation des céréales du 25 septembre 1934 seront aussi applicables à ces infractions.

Art. 32. — La Direction est exemptée de tous impôts et taxes et des dispositions contenues dans la loi sur le budget, les responsabilités et les entreprises.

Art. 33. — Au point de vue des lois fiscales, les achats effectués par des agents pour le compte de la Direction seront réputés des achats en bourse. Les centrales des coopératives qui reçoivent de la Direction des commissions pour leur travail d'organisation à l'égard des coopératives membres seront réputées des commissionnaires.

Art. 34. — L'article 43 de la loi sur la perception des impôts arriérés et l'article 17 de la loi sur les facilités concédées aux communes ne seront pas applicables aux paiements faits en raison du commerce de la Direction.

Art. 35. — Toutes transactions de la Direction ainsi que tous documents relatifs à la réception, à la remise et au paiement des produits agricoles et de leurs sous-produits seront exemptés des droits de timbre.

Art. 36. — Toutes opérations de caisse et de transfert de la Direction seront effectuées par l'entremise de la Banque Bulgare Agricole et Coopérative.

CHAPITRE VI. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Art. 37. — Le présent décret-loi abroge la loi du 25 décembre 1930 sur l'achat et l'exportation des céréales et toute disposition ultérieure le complétant, ou modifiant, excepté le décret-loi du 25 septembre 1934 complétant la loi réglant l'achat et l'exportation des céréales. Le même décret-loi modifie la loi sur le commerce des céréales

et le recouvrement des pertes encourues du fait du « Khraniznosa », promulguée au Journal Officiel, n° 77 du 8 juin 1932 et ses modifications ultérieures ainsi que le décret prolongeant l'activité de la Direction pour l'achat et l'exportation des céréales, promulgué au Journal Officiel, n° 78 du 7 juin 1934.

Restent en vigueur les décrets rendus en vertu de l'article 4 de la loi modifiée sur l'achat et l'exportation des céréales.

Art. 38. — Tant que n'aura pas été rédigé le règlement mentionné à l'article 27, restera en vigueur le décret relatif aux dépenses du budget de la Direction pour l'achat et l'exportation des céréales.

Art. 39. — La présent loi entrera en vigueur dès le jour de sa publication au Journal Officiel.

Bulgarie. — D.-l. complétant le d.-l. concernant l'achat et l'exportation des céréales. — 5 septembre 1936. — D. V., n. 208 (15 septembre 1936).

Paragraphe unique. — A l'article 32 du décret-loi sur l'achat et l'exportation des céréales (Journal Officiel n° 28 du 7 février 1936) sera jointe la remarque suivante:

« *Remarque.* — Le présent article n'est pas applicable aux taxes et contributions perçues par les bourses de produits.

La présente remarque a un caractère interprétatif ».

Espagne. — D. rétablissant la liberté d'opérations sur les blés et farines de blé dans tout le territoire de la République. — 8 avril 1936. — G. M., n. 100 (9 avril 1936).

Art. 1^{er}. — Dans tout le territoire de la République est rétabli le régime de liberté en matière d'opérations sur les blés et farines de blé. Par conséquent le régime des taux, les certificats et autres documents exigés par le décret du 16 octobre 1935 (1) et ses dispositions complémentaires, pour la circulation des blés et farines de blé, sont supprimés.

Art. 2. — Reste toutefois en vigueur l'obligation visée à l'article 12 du décret susmentionné par laquelle les fabricants de farines sont tenus de conserver un stock (de blé) équivalent à la capacité réelle de mouture de la meunerie pour une période de 30 jours de travail constant et ininterrompu.

Sont également maintenues en vigueur les dispositions visées à l'article 14 du même décret qui prescrivent aux fabricants de farines

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXV^{ème} Année, 1935, p. 55.

de tenir un registre où seront inscrites les quantités de blé achetées chaque jour et toutes les autres données requises par le décret susdit.

Art. 3. — Les Comités provinciaux régulateurs du marché du blé, et leurs représentants locaux, limiteront leur activité à l'inspection des meuneries. Ils conserveront aussi les autres attributions indiquées et imposeront les sanctions établies dans chaque cas, dans la forme et dans les limites fixées, par les articles 23 à 28 du décret du 16 octobre 1935.

Art. 4. — Les Comités Provinciaux régulateurs du marché du blé se constitueront, dans le but de fixer le prix du pain dit « pain de famille », en Commissions régulatrices du prix du pain. Ces dernières s'adjoindront des membres boulangers et les représentants municipaux visés par l'article 2 du décret du 16 octobre 1935, sans préjudice des attributions revenant, pour sa zone, au Consortium de la boulangerie de Madrid, et de celles qui reviennent aux organes dont la juridiction locale ou régionale en cette matière a été légalement reconnue.

Art. 5. — La fixation du prix du « pain de famille » sera faite conformément aux règles déterminées par le décret du 14 janvier 1934, en partant du prix moyen atteint pendant le mois antérieur par les blés et les farines habituellement consommés dans la province et en appliquant la formule établie dans le décret susdit.

Art. 6. — Le présent décret entrera en vigueur à la date de sa publication dans la Gaceta de Madrid.

Finlande. — L. n. 153 concernant le contrôle à effectuer sur l'importation de froment et sur la vente et l'utilisation dans le pays de cette céréale. — 17 avril 1936. — F. F., n. 153-158 (18 avril 1936).

Art. 1^{er}. — Toute minoterie qui broie du blé étranger et quiconque se livre à l'importation du blé ou au commerce du blé d'importation, sont tenus de faire une déclaration aux autorités compétentes concernant l'importation, l'emploi et la vente y relative, et de tenir, au surplus, des registres contenant les données sur les opérations et de les représenter, sur demande.

Art. 2. — Aucun blé non moulu de provenance étrangère ne peut être broyé comme blé indigène, ni être mélangé au blé indigène.

Art. 3. — Les autorités compétentes sont tenues de conserver le secret professionnel sur tout ce qui vient à leur connaissance à l'occasion du contrôle de l'application de la présente loi.

Art. 4. — Quiconque fait passer le blé de provenance étrangère ou le blé mélangé à ce produit, pour du blé indigène, ou qui donne des indications fausses contrairement aux dispositions de la présente

loi, ou procède d'une manière frauduleuse ou n'observe pas l'obligation mentionnée à l'article 1^{er}, est passible d'une amende ou d'un emprisonnement d'une durée maximum de trois mois, sauf les cas où des peines plus rigoureuses seraient prévues par d'autres dispositions législatives.

Le blé de provenance étrangère, ou le blé mélangé à ce produit, qui aurait été offert en vente ou vendu comme produit indigène, contrairement aux dispositions de l'article 2, ou bien la valeur équivalente de ce produit sera saisi par l'État.

Art. 5. — Des dispositions plus détaillées relatives à l'application de cette loi seront édictées par le Conseil des Ministres.

Finlande. — Rés. du Conseil d'Etat n. 154 concernant le contrôle à effectuer sur l'importation de froment et sur la vente et l'utilisation dans le pays de cette céréale. — 17 avril 1936. — F. F., n. 153-158 (18 avril 1936).

Art. 1^{er}. — Toute minoterie qui broie du blé étranger, et qui-conque importe du blé ou met en vente le blé importé de l'étranger, sont tenus d'en faire la déclaration écrite à l'Administration du dépôt des céréales de l'État, dans les 14 jours qui suivront la mise en vigueur de la présente résolution, ainsi que d'indiquer les stocks emmagasinés en spécifiant séparément la quantité de blé indigène et de blé étranger.

Art. 2. — Toute minoterie visée à l'article 1^{er} ci-dessus, et quiconque importe du blé ou exerce directement ou comme intermédiaire le commerce du blé importé, sont tenus de tenir des registres, conformément aux prescriptions édictées par l'Administration du dépôt de céréales de l'État, sur les acquisitions, les stocks, les ventes et les envois de blé étranger et indigène ainsi que sur l'emploi comme matière première, de ces produits comme produit brut. Ils devront également fournir à l'Administrations susdite des données sur ces opérations et présenter sur demande les registres et factures y relatifs.

Art. 3. — Tout importateur de blé est tenu de faire, à l'Administration du dépôt des céréales de l'État, dans les trois jours après le dédouanement des marchandises, une déclaration écrite, sur la quantité importée et le pays de provenance des marchandises; au cas où ces données ne pourraient être fournies, on devra indiquer la dénomination ou la marque habituellement employée par cette marchandise dans le commerce des céréales.

Art. 4. — Les autorités douanières devront immédiatement faire une déclaration, à l'Administration du dépôt des céréales de l'État, concernant le blé dédouané, en indiquant la quantité, la qualité et le pays de provenance, ou la dénomination ou la marque ainsi que l'importateur de la marchandise.

Art. 5. — L'Administration des chemins de fer est tenue de fournir à l'Administration du dépôt des céréales de l'État les données demandées par cette dernière concernant la surveillance de l'application de la présente loi et le contrôle à exercer sur l'importation, la vente et l'emploi du blé à l'intérieur du pays, ainsi que sur l'application des règlements et prescriptions édictés en vertu de ladite loi. Le directeur de l'Administration du dépôt des céréales de l'État, ou la personne déléguée par lui à cette fin, est autorisé à demander la présentation des lettres de voiture et des autres pièces relatives à l'expédition, au transport et à la livraison des marchandises en question.

Art. 6. — Les autorités de police sont tenues de prêter leur assistance, en cas de besoin, à l'Administration du dépôt des céréales de l'État.

France. — D. portant codification des textes législatifs relatifs à l'organisation et à la défense du marché du blé. — 24 avril 1936. — J. O., n. 109 (8 mai 1936).

Vu l'alinéa 3 de l'article 19 du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif à la suppression de la taxe à la production et à l'organisation et à la défense du marché du blé, stipulant que les diverses dispositions relatives au marché du blé seront codifiées en un seul texte, par un décret rendu sur la proposition du ministre de l'agriculture;

Vu les dispositions législatives concernant l'organisation et la défense du marché du blé;

Sur la proposition du ministre de l'agriculture,
etc.

Art. 1^{er}. — Sont codifiées, conformément au texte annexé au présent décret, les dispositions en vigueur des lois des 1^{er} et 30 avril 1930 (1), 22 avril 1932 (2), 26 janvier, 14 avril, 31 mai (art. 35), 10 juillet et 28 décembre 1933 (3), 28 février (art. 65), 17 mars, 6 juillet, 9 juillet, 13 juillet et 24 décembre 1934 (4), 6 avril et 25 juin 1935, des décrets-lois des 13 juillet (A et B), 16 juillet, 18 août, 8 octobre 16 octobre et 30 octobre 1935 (5) et de la loi du 31 décembre 1935 (articles 72, 73 et 75).

Art. 2. — Sont maintenus, jusqu'à ce qu'ils aient été modifiés, s'il y a lieu, par des décrets ou des arrêtés ministériels nouveaux, les

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXème Année, 1930, p. 42.

(2) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIIème Année, 1932, p. 43.

(3) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIIIème Année, 1933, p. 25, 30, 31 et 49.

(4) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIVème Année, 1934, p. 799 et 47.

(5) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXVème Année, 1935, p. 79 et s.

décrets et arrêtés ministériels qui se trouvent en vigueur en vertu des dispositions reproduites dans le présent texte codifié.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret.

TITRE I. — EVALUATION DES DISPONIBILITÉS.

Art. 1^{er}. — 1. — *Loi du 24 décembre 1934* (art. 3, alinéas 2 et 3). — Tout propriétaire, fermier ou métayer, produisant du blé, devra déclarer, chaque année, avant le 1^{er} avril, à la mairie de la commune où se trouve le lieu de son exploitation :

a) la superficie totale des terres labourables de son exploitation ;

b) dans le cas où l'exploitation s'étend sur plusieurs communes, la superficie des terres labourables et de cellesensemencées en blé dans chacune d'elles ;

c) la superficie des terres labourables qu'il aensemencées en blé d'hiver ;

d) celle qu'il aensemencée ou se propose d'ensemencer en blé de printemps ;

e) les quantités de blé qu'il a récoltées l'année précédente.

2. — Ces déclarations seront affichées dans chaque mairie.

3. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 3, alinéa 4). — Ces déclarations seront inscrites sous le nom du déclarant sur un registre restant à la mairie. Elles seront signées par le déclarant sur le registre même ; il en sera donné récépissé.

4. — *Loi du 24 décembre 1934* (art. 3 alinéa 5). — Un état récapitulatif des déclarations sera transmis par le maire, avant le 5 avril, au préfet du département.

5. — *Loi du 24 décembre 1934* (art. 3, alinéa 7). — Tous les intéressés qui n'auront pas fait les déclarations ci-dessus prescrites seront privés des avantages des lois codifiées par le présent texte.

Art. 2. — 1. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 7). — Au début de chaque campagne agricole, à une date choisie par le ministre de l'agriculture, entre le 15 juillet et le 15 août, tous les détenteurs de plus de 10 quintaux de blé et farine devront faire à la mairie de leur résidence, et dans les conditions fixées par le ministre, la déclaration des stocks de blé et farines restant en leur possession à cette date.

2. — Les sanctions prévues à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1929 sont applicables en cas d'omission ou de fausse déclaration.

Art. 3. — 1. — *Décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 11). — Au début de chaque campagne, entre le 15 et le 31 août, il est procédé dans chaque département à l'évaluation de la récolte de blé de l'année par une commission présidée et nommée par le préfet et comprenant :

Le directeur des services agricoles.

Le président, le vice-président et le secrétaire de la chambre d'agriculture.

Quatre producteurs de blé désignés par le préfet sur une liste de huit noms établis par la chambre d'agriculture.

Un représentant du commerce des grains, un meunier et un entrepreneur de battage présentés par leurs syndicats professionnels ou à défaut par la chambre de commerce.

2. — Le préfet transmet les résultats des travaux de la commission au ministre de l'agriculture avant le 5 septembre.

3. — Les fonctions de membre de cette commission sont gratuites.

TITRE II. — AJUSTEMENT DE LA PRODUCTION AUX BESOINS DE LA CONSOMMATION.

Art. 4. — 1. — *Loi du 24 décembre 1934 (art. 1^{er})*. — Il est interdit d'ensemencer en blé des superficies supérieures à celles consacrées par les usages locaux pour l'assolement.

2. — Il est également interdit de cultiver du blé sur une terre qui a déjà porté cette céréale l'année précédente, sauf dans les régions où cette pratique est de tradition et sous réserve d'une superficie d'un hectare pour l'alimentation familiale.

3. — Il est enfin interdit d'augmenter par exploitation les superficies ensemencées en blé par rapport à la moyenne des trois années précédentes. Toutefois, pour l'année agricole 1935-1936, cette moyenne sera calculée sur les deux campagnes précédentes.

4. — Toute infraction à ces prescriptions sera passible d'une amende de 1.000 fr. nets et sans décime par hectare; le produit de ces amendes sera affecté au compte spécial de défense du blé dans les conditions prévues à l'article 28, déduction faite d'une fraction de 50 p. 100 de l'amende qui sera versée au budget de la commune du délinquant. En outre, le délinquant sera privé des avantages des lois codifiées par le présent texte.

Art. 5. — 1. — *Loi du 24 décembre 1934 (art. 2)*. — Le Gouvernement, par décret rendu en conseil des ministres, pourra reviser et limiter la liste des variétés de blés de semence qui pourront être mises en vente.

2. — Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie d'une amende en principal de 5.000 à 20.000 fr. sans décime indépendamment de la confiscation et d'une amende fiscale de 100 fr. par quintal.

3. — Sera également puni des mêmes peines quiconque aura offert, mis en vente ou vendu du blé sous des spécifications, notamment pour l'indication du rendement, permettant de l'assimiler à un blé de semence alors même que ce blé serait offert pour la consommation.

TITRE III. — STOCKAGE DES BLÉS ET ORGANISATION
DE LA VENTE ÉCHELONNÉE.

Art. 6. — 1. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 14, alinéa 1^{er}). — Le ministre de l'agriculture peut, dans la limite des recettes prévues à l'article 28, engager les dépenses nécessaires pour assurer, par des groupements agricoles légalement constitués et agréés par le ministre de l'agriculture, la constitution de stocks de blés destinés à une vente échelonnée.

2. — *Loi du 24 décembre 1934* (art. 5). — Le ministre fixera les conditions des contrats parini lesquelles l'engagement du groupement agricole de vendre progressivement les blés stockés selon un échelonnement déterminé, les mesures de contrôle à exercer et la rémunération qui comprend, du jour du contrat à celui de la vente, l'intérêt du capital engagé calculé d'après le taux d'escompte de la Banque de France et une allocation de 5 fr. par quintal et par an, représentant les frais de toute nature et le bénéfice consenti.

3. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 14, alinéa 3). — Un décret rendu sur la proposition des ministres de l'agriculture et des finances déterminera les mesures d'application et de contrôle nécessaires pour assurer l'exécution du présent article.

Art. 7. — 1. — *Lois des 10 juillet 1933* (art. 17) et *24 décembre 1934* (art. 15, alinéa 2). — Un décret rendu sur la proposition du ministre de l'agriculture peut fixer la quantité minimum de blé indigène, stocké dans les conditions ci-dessus, que les meuniers devront obligatoirement mettre en mouture. Les infractions à ce décret seront punies des peines prévues à l'article 1^{er}, de la loi du 1^{er} décembre 1929.

2. — *Décret-loi B du 13 juillet 1935* (art. 2 et 7). — Sauf en cas de cession ordonnée par autorité de justice, les obligations d'emploi de blé en meunerie s'appliquent à l'établissement. En outre, la délivrance des titres de mouvement prévus à l'article 22 est subordonnée à la justification par l'expéditeur qu'il est en règle avec ses obligations d'emploi.

3. — Toutefois, seront dispensés de l'emploi de blés de stockage, les minotiers travaillant à façon ou par voie d'échange, soit avec les agriculteurs, soit avec les boulangers, soit avec les boulangeries coopératives agricoles.

4. — *Décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 2, alinéas 4 et 5). — Cette dispense s'appliquera exclusivement aux blés destinés à la consommation familiale dans les conditions fixées par l'article 8.

5. — Les modalités d'application de ces dispositions seront fixées par décret pris sur la proposition du ministre des finances.

Art. 8. — 1. — *Décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 2, alinéa 2). — Lorsqu'il existera des usages locaux anciennement établis, seront consi-

dérés comme blés destinés à la consommation familiale des producteurs, dans la limite de trois quintaux par an et par personne vivant ou travaillant à demeure sur l'exploitation, les blés récoltés par les producteurs qui les livreront aux minotiers ou feront avec le boulanger ou la coopérative agricole l'échange de ces blés ou de leurs farines contre du pain, dans les conditions déterminées par arrêté préfectoral.

2. — *Lois du 17 mars 1934* (art. 5, alinéa 5) *et du 24 décembre 1934* (art. 15, alinéa 8). — Le comité départemental d'organisation et de contrôle de la production et du commerce des céréales consulté, le préfet, par arrêté, déterminera toutes les conditions de l'échange en nature consacré par les usages locaux et dans les communes dont la liste sera arrêtée par lui.

TITRE IV. — RÉSORPTION DES EXCÉDENTS.

Art. 9. — 1. — *Loi du 24 décembre 1934* (art. 4). — Lorsque, en vertu de la loi du 1^{er} décembre 1929, le pourcentage du blé indigène à mettre en mouture sera porté à 100 p. 100, les quantités de blé que chaque producteur ayant récolté plus de 100 quintaux l'année précédente pourra livrer à la vente pourront être fixées par décret contre-signé par le ministre de l'agriculture.

2. — Dans ce cas, tous les blés ne pourront circuler qu'avec un titre de mouvement ou permis.

3. — Les mesures d'application du présent article seront fixées par décret rendu sur la proposition du ministre de l'agriculture et du ministre des finances.

Art. 10. — 1. — *Décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 12 et 13). — Lorsque, en vertu de la loi du 1^{er} décembre 1929, le pourcentage d'emploi des blés indigènes est porté à 100 p. 100, le ministre de l'agriculture est autorisé à résorber les excédents dans les conditions fixées ci-dessous.

2. — Après avis des présidents des chambres d'agriculture recueilli par l'assemblée permanente instituée par décret-loi du 30 octobre 1935, et du comité interprofessionnel visé à l'article 11, un décret rendu en conseil des ministres avant le 30 septembre déterminera les excédents à éliminer du marché sous forme de blé ou de farine, par exportation, dénaturation ou constitution d'un stock de réserve.

3. — Les blés et farines à éliminer seront obligatoirement prélevés dans les moulins. Ces prélèvements ne donneront pas lieu à paiement.

4. — Les meuniers devront justifier qu'ils se sont acquittés de l'obligation précédente qui, sauf en cas de cession ordonnée par autorité de justice, est attachée à l'établissement.

5. — Tout retard dans l'accomplissement de cette obligation ou toute infraction aux dispositions qui précèdent, ainsi qu'aux décrets rendus pour leur application, entraînera immédiatement la suspension

de la délivrance des titres de mouvement prévus à l'article 22, qui ne pourra être reprise qu'après apurement de la situation.

6. — Ces infractions seront passibles en outre des pénalités prévues par l'article 22 et l'alinéa 8 de l'article 33.

7. — Les ministres de l'agriculture et des finances fixeront par décret les mesures à prendre pour assurer l'application des dispositions du présent article.

Art. 11. — 1. — *Décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 14). — Le ministre de l'agriculture pourra charger un comité interprofessionnel de l'exécution matérielle des mesures de résorption qui auront été fixées dans les conditions prévues à l'article 10.

2. — Ce comité qui devra avoir la personnalité civile comprendra un nombre égal de représentants des producteurs, d'une part, et du commerce des grains et de la meunerie, d'autre part.

3. — Un commissaire du Gouvernement nommé par le ministre de l'agriculture ainsi qu'un contrôleur financier nommé par le ministre des finances assisteront à ces délibérations avec voix consultative. En cas de veto opposé par eux aux décisions du comité, celles-ci ne seront exécutoires qu'après approbation du ministre de l'agriculture.

4. — Toutes les opérations du comité interprofessionnel seront soumises au contrôle du ministre de l'agriculture. Sa gestion financière sera placée sous le contrôle de l'inspection générale des finances et de l'inspection générale des associations agricoles et des institutions de crédit.

5. — La comptabilité de ce comité sera assurée par un agent qui devra être agréé par le ministre des finances et le ministre de l'agriculture et dans des conditions qui seront fixées par arrêté interministériel.

6. — Le budget du comité interprofessionnel établi, contrôlé, et arrêté chaque année dans les conditions qui seront fixées par un décret rendu sur la proposition des ministres de l'agriculture et des finances sera alimenté par des prélèvements effectués sur le compte spécial prévu par l'article 31, dans la limite des recettes versées à ce compte par application de l'article 17, et, en cas d'insuffisance, d'une partie du produit net des ventes des blés ou farines prélevés en meunerie dans les conditions fixées par l'article 10.

7. — Un décret rendu sur la proposition du ministre de l'agriculture et du ministre des finances règlera les conditions d'application du présent article.

Art. 12. — 1. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 18, alinéa 1^{er}) et *décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 19). — Les blés et les farines basses doivent être dénaturés préalablement à leur emploi sous le contrôle des fonctionnaires habilités à cet effet par le ministre de l'agriculture.

2. — *Décret-loi B du 13 juillet 1935* (art. 5, alinéa 2). — Les personnes ou sociétés qui se livrent à la vente de blé dénaturé doivent

tenir un registre spécial d'entrées et de sorties, qui sera représenté à toute réquisition des agents des contributions indirectes ou des fonctionnaires du ministère de l'agriculture.

3. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 18, alinéa 2). — L'utilisation des blés dénaturés, ainsi que des farines qui proviennent en tout ou partie de leur mouture, pour l'alimentation humaine ou pour la fabrication de l'alcool est passible des sanctions édictées par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1929, sans préjudice des peines susceptibles d'être encourues pour infraction à la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes.

4. — *Décret-loi B du 13 juillet 1935* (art. 5, alinéa 3). — Indépendamment des peines de droit commun prévues à l'alinéa précédent, toutes les infractions aux dispositions du présent article et des décrets et arrêtés rendus pour son exécution seront punies d'une amende en principal de 50 fr. par quintal de blé, soit dénaturé dans des conditions irrégulières, soit détourné de sa destination au moment de la dénaturation. Les mêmes peines seront applicables dans les cas de fausse inscription au registre spécial, visé à l'alinéa 1^{er}, des quantités reçues ou expédiées. Toute autre irrégularité constatée dans la tenue du dit registre sera punie d'une amende de 250 fr. en principal.

TITRE V. — COTATION DE BLÉS ET FARINES — PRIX DU PAIN.

Art. 13. — 1. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 12). — Les cotations du blé et de la farine au marché libre s'établissent par régions commerciales et naturelles déterminées par le comité institué par l'article 36. Par dérogation aux dispositions de la loi du 18 juillet 1866, ces cotations sont établies par les soins du comité de cote régionale comprenant, en nombre égal, des représentants de chambre d'agriculture et de chambre de commerce. Parmi ces derniers figurera un représentant des courtiers assermentés de ladite région.

2. — Un décret pris sur la proposition du Ministre de l'agriculture et du Ministre du commerce et de l'industrie fixera, en application du présent article, les conditions dans lesquelles les opérations en blé et en farine devront être conclues pour permettre aux comités de cote d'établir la moyenne la plus exacte des prix pratiqués.

Art. 14. — 1. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 13). — A dater du 1^{er} janvier 1934, dans les bourses de commerce et marchés réglementés, la cote des farines devra être accompagnée de l'indication du taux d'extraction de ces farines et du résultat de leur examen à l'extensimètre ou tout autre appareil agréé par le Ministre de l'agriculture, destiné à déterminer leur valeur boulangère.

Art. 15. — 1. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 3). — Pour assurer le jeu normal des dispositions des lois codifiées par le présent texte et pour éviter que soit troublé le ravitaillement régulier de la popu-

lation en blé et en farine, le Gouvernement pourra, à l'encontre des meuniers et boulangers qui compromettraient ce ravitaillement, appliquer les mesures suivantes:

a) Réquisition des blés et farines nécessaires à l'approvisionnement qui correspond aux besoins de la population;

b) Réquisition des établissements industriels et commerciaux de transformation, de production et de conservation desdites denrées.

2. — Ces réquisitions seront opérées suivant la procédure instituée par les lois des 16 octobre 1915 et 3 août 1917.

Art. 16. — 1. — *Décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 6). — Lorsque le prix de vente au détail du kilogramme de pain de consommation courante aura été taxé par les maires conformément aux pouvoirs attribués à ceux-ci par la loi du 19-22 juillet 1791 ou par le préfet, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 31 août 1924, celui-ci pourra déterminer, après consultation de la commission instituée par l'article 3 de cette loi et en tenant compte des usages locaux, le type de farine permettant d'obtenir la qualité du pain ainsi taxé.

2. — Tout emploi par les boulangers de farines de qualité inférieure à ce type sera puni des peines prévues à l'article 10 de la loi du 31 août 1924.

TITRE VI. — UTILISATION DES BLÉS PAR LA MEUNERIE.

Art. 17. — 1. — *Décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 7, alinéas 2, 3 et 4). — Quiconque voudra se livrer, à partir du 1^{er} janvier 1936, à la mouture du blé, devra en faire la déclaration un mois au moins à l'avance à la recette ruraliste du lieu de l'exploitation.

2. — Il devra acquitter une licence annuelle valable pour un seul établissement dont le tarif est ainsi fixé par exploitation:

Moulins écrasant jusqu'à concurrence de 3.000 quintaux, 100 francs;

Moulins écrasant annuellement de 3.001 à 12.000 quintaux, 500 francs;

Moulins écrasant annuellement de 22.001 à 50.000 quintaux, 1.000 francs;

Moulins écrasant annuellement au-delà de 50.000 quintaux, 5.000 francs.

3. — Ces droits sont exigibles au moment où est souscrite la déclaration. Pour les usines déjà installées, ils sont payables d'avance le 1^{er} janvier de chaque année.

Art. 18. — 1. — *Décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 8). — En aucun cas, l'écrasement effectif de chaque moulin ne pourra dépasser l'écrasement maximum constaté pour l'une des années 1932, 1934 ou 1935. Un arrêté du Ministre de l'agriculture et du Ministre des

finances déterminera les conditions dans lesquelles ce maximum sera constaté.

2. — Pour les moulins ouverts pendant l'année 1935 ou en cours de construction, ce maximum sera fixé par le Ministre de l'agriculture, après avis du comité professionnel de la meunerie prévu par l'article 20.

3. — Toutefois, par dérogation à l'alinéa 1^{er} du présent article, le maximum sera fixé par le Ministre de l'agriculture après avis du comité professionnel de la meunerie pour les moulins qui auraient été fermés au cours de l'une des trois campagnes 1932, 1934 et 1935, compte tenu de leur puissance d'écrasement et de leur production pendant les années 1930 et 1931.

4. — A partir du 1^{er} janvier 1936, le taux de la taxe à la mouture sera quintuplé pour les quantités écrasées en sus du maximum prévu ci-dessus.

Art. 19 — 1. — *Décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 9.) — A dater du 1^{er} novembre 1935, la création de nouveaux moulins servant à la fabrication des farines destinées à l'alimentation humaine, et la réouverture des moulins fermés avant le 1^{er} janvier 1930, sont interdites. La réouverture des moulins fermés depuis le 1^{er} janvier 1930 n'est autorisée qu'à la condition qu'ils n'aient pas été démunis de leur outillage.

2. — L'extension de la capacité d'écrasement des moulins en activité, soit par l'augmentation de puissance de l'outillage, soit par la réunion de plusieurs moulins, est interdite.

3. — A titre exceptionnel, pour les besoins de la défense nationale et après avis du comité professionnel de la meunerie, le Ministre de l'agriculture peut, par arrêté publié au *Journal officiel*, apporter des dérogations aux dispositions ci-dessus ainsi qu'à celles de l'article 18.

4. — Toute infraction aux dispositions de l'article 17 et du présent article sera punie d'une amende en principal de 100 francs à 500 francs et du quintuple des droits fraudés ou compromis.

Art. 20. — 1. — *Décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 10). — Un comité professionnel de la meunerie présidé par un conseiller d'Etat ou un maître des requêtes du conseil d'Etat et comprenant au maximum cinq membres représentant l'ensemble des intérêts de la meunerie, sera constitué par décret rendu sur la proposition du Ministre de l'agriculture dont un représentant assistera aux séances avec voix consultative.

2. — Ce comité formulera chaque année des propositions en vue de fixer la quantité de blé indigène que chaque moulin sera autorisé à broyer annuellement. Toutefois, les moulins dont la capacité d'écrasement ne dépasse pas 3.000 quintaux par an, ne seront l'objet d'aucun contingentement.

3. — Ces propositions ne seront sanctionnées par le Ministre de l'agriculture et ne deviendront exécutoires que si elles réunissent l'adhésion des trois quarts des meuniers intéressés et à condition que ceux-ci mettent en mouture les deux tiers de la quantité de blé soumise à contingentement.

4. — Le taux de la taxe à la mouture sera quintuplé pour les quantités écrasées par un moulin en sus du contingent qui lui sera alloué.

Art. 21. — 1. — *Décret-loi B du 13 juillet 1935* (art. 6). — Sont soumis au contrôle du service des contributions indirectes, les exploitants de minoterie et les personnes ou sociétés qui reçoivent, utilisent ou expédient, pour les besoins de leur profession, des blés ou des produits provenant de leur mouture. Tout refus de vérification sera puni d'une amende de 500 francs en principal.

2. — Le Ministre des finances pourra, à tout moment, soit en vue de vérifier l'exactitude des mentions portées sur le registre prévu à l'article 23, soit en vue de recueillir les renseignements complémentaires, charger ses agents de procéder à un examen des livres de comptabilité, contrats, marchés et correspondance commerciale des personnes ou sociétés visées à l'alinéa précédent. Ces investigations auront pour objet de faciliter la découverte, tant des infractions aux lois et règlements sur l'utilisation des blés et des farines que des délits prévus par les articles 419 et 420 du code pénal.

3. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 2, alinéa 5). — Un décret fixera les conditions d'application des dispositions contenues dans le présent article.

Art. 22. — 1. — *Loi du 24 décembre 1934* (art. 15, alinéa 11). — Toutes les farines panifiables seront accompagnées pour leur circulation d'un titre de mouvement délivré par le service local des contributions indirectes.

2. — *Décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 3). — Ce titre sera obligatoirement un acquit à caution quand l'expédition sera faite par un meunier ou un négociant en farine à destination d'un boulanger, d'un négociant ou d'un industriel.

3. — Toute introduction de farine en meunerie doit être effectué sous le lien d'un acquit à caution.

4. — *Loi du 9 juillet 1934* (art. 5, alinéa 5). — Les infractions aux prescriptions du présent article ainsi qu'aux décrets rendus pour son application seront constatées, poursuivies et jugées comme en matière de contributions indirectes. Elles seront punies d'une amende fiscale égale à dix fois la valeur des marchandises sur lesquelles elles porteront, sans que cette amende, à l'égard de laquelle le directeur général des contributions indirectes aura pouvoir de transaction, puisse être inférieure à 500 francs.

5. — *Loi du 24 décembre 1934* (art. 15, alinéa 13). — Ces infractions seront constatées par tous les agents énumérés à l'alinéa 5 de l'article 33.

6. — *Loi du 31 décembre 1935* (art. 73, alinéas 1 et 3). — Les titres de mouvement nécessaires à la circulation des farines provenant de la mouture des blés broyés dans les moulins écrasant annuellement moins de 3.000 quintaux sont exempts de tout droit de timbre.

7. — Un décret contresigné par les Ministres des finances et de l'agriculture fixera les modalités d'application de l'alinéa précédent.

Art. 23. — 1. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 4, alinéa 3). — Les transports et la détention des farines panifiables ne pourront avoir lieu qu'en sacs plombés avec l'indication du taux d'extraction, du nom et de l'adresse du minotier. Ces indications devront être mentionnées sur les factures relatives auxdites farines qui seront remises à leurs acheteurs. Afin de permettre cette justification, il sera tenu dans chaque moulin ou minoterie un registre des entrées de blé et des sorties de farine panifiables, sons et farines basses et tous autres produits de la mouture, ainsi qu'un registre des stocks existants en magasin.

2. — *Décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 5). — Un décret contresigné par les Ministres des finances et de l'agriculture fixera les conditions dans lesquelles seront tenus les registres dont la représentation est prescrite en vertu des dispositions du présent article.

3. — *Loi du 28 décembre 1933* (art. 2, alinéa 4). — Il est interdit à tout meunier de vendre pour l'alimentation humaine et à tout boulanger de vendre ou de détenir des farines non panifiables.

4. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 4, alinéa 5). — Tout sac de farine livré en boulangerie devra porter une étiquette de garantie dont le libellé sera fixé par décret.

Art. 24. — 1. — *Loi du 9 juillet 1934* (art. 7). — La quantité de farine de fève qui peut être incorporée dans la farine panifiable ne peut dépasser 1 %. Cette farine de fève devra provenir de la métropole, des colonies, des pays de protectorat ou des territoires sous mandat. Les farines panifiables qui contiendront de la farine de fève porteront sur l'étiquette de garantie l'indication de cette incorporation.

2. — Les infractions à cette disposition seront punies des peines prévues par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905.

Art. 25. — 1. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 28 et 29). — Le Ministre de l'agriculture est autorisé à fixer par arrêté la quantité d'amidon provenant de la mouture que les sons et autres issues, vendus par les meuniers et les négociants, doivent contenir.

2. — Toute infraction au présent article sera passible des peines prévues par la loi du 1^{er} août 1905.

Art. 26. — 1. — *Loi du 24 décembre 1934* (art. 15, alinéas 9 et 10). — Il est créé, en vue de permettre la consommation d'un pain renfermant l'intégralité des éléments nutritifs de l'amande du blé, un type de farine dit « farine française » conforme à la définition des deux premiers alinéas de l'article 1^{er} du décret du 20 novembre 1927.

2. — Le pain obtenu avec cette farine sera vendu sous le nom de pain « de farine française ».

Art. 27. — 1. — *Loi du 24 décembre 1934* (art. 45, alinéa 18). — Les pains de régime seront vendus sous un emballage portant en lettres apparentes :

- 1) La désignation du produit;
- 2) Le taux d'extraction des farines employées pour leur fabrication;
- 3) Toutes additions ou soustractions en qualité et quantité faites à la farine au cours de la fabrication du produit.

TITRE VII. — MOYENS FINANCIERS.

TAXE À LA MOUTURE — RESSOURCES DIVERSES.

Art. 28. — 1. — *Loi du 24 décembre 1934* (art. 15, alinéa 21). — Les ressources nécessaires à l'exécution des mesures de défense du marché du blé, par application des dispositions qui précèdent, sont constituées par:

a) *Loi du 10 juillet 1933* (art. 21, alinéa 2). — Le tiers des produits nets des droits de douane perçus à l'importation des blés de toute origine;

b) *Lois du 28 décembre 1933* (art. 4, alinéa 11, et art. 6, alinéa 2), *du 17 mars 1934* (art. 14), et *décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 17, alinéa 2). — Le produit des amendes prévues en cas d'infractions aux prescriptions de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1929, des articles 1^{er}, 2, 7, 8, 10, 16, 17, 18, 19, 20, 23 (alinéa 1^{er}), et 29 du présent texte, ainsi que le produit des amendes prévues aux articles 21, 22 et 33;

c) *Loi du 10 juillet 1933* (art. 21, alinéas 4, 5 et 6). — Le produit d'une taxe de 2 francs par quintal sur les riz et les céréales secondaires importés des pays étrangers autres que les pays sous protectorat et sous mandat;

d) Le produit d'une taxe à la mouture recouvrée dans les conditions fixées à l'article 29;

e) Le produit d'une surtaxe de 0 franc 05 pour 1.000 perçue en addition du droit prévu par l'article 9 de la loi du 27 février 1912 et de l'article 40 de la loi du 4 avril 1926 sur les opérations concernant les céréales;

f) *Décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 7, alinéas 7 et 8). — Le produit des licences établies à la charge des exploitants de moulins dans les conditions fixées à l'article 17;

g) Le produit net de la vente des blés et farines prélevés en meunerie;

h) *Loi du 28 février 1934* (art. 65, alinéa 1^{er}). — Les contributions fournies par des organismes privés pour favoriser la politique de soutien des cours du blé.

Art. 29. — 1. — *Loi du 9 juillet 1934* (art. 9, alinéas 1^{er} et 2). — La taxe à la mouture prévue par l'article 28 est due par tous les exploitants de moulins.

2. — Elle est établie, contrôlée, recouvrée et poursuivie comme en matière de contributions indirectes.

3. — *Loi du 31 décembre 1935* (art. 72, alinéas 2 et 3). — Elle est perçue à raison de 5 francs sur chaque quintal de farine livrée à la consommation humaine, sous déduction d'une exonération à la base de 2.000 quintaux par an pour chaque moulin produisant moins de 8.000 quintaux de farines.

4. — Cette taxe est également perçue sur les farines provenant des blés bénéficiant de l'admission temporaire.

5. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 22, alinéas 11 et 14). — La taxe à la mouture est acquittée mensuellement au vu de déclarations souscrites par le contribuable dans les dix premiers jours du mois pour le mois qui précède.

6. — Toute infraction aux dispositions du présent article et à celles des décrets rendus pour son exécution sera punie d'une amende en principal de 250 francs, indépendamment du quintuple des droits fraudés ou compromis.

7. — *Loi du 31 décembre 1935* (art. 73, alinéa 4). — Un décret contresigné par les Ministres des finances et de l'agriculture fixera les modalités d'application du présent article et les conditions dans lesquelles seront soumis à la taxe les blés transformés directement en pain.

Art. 30. — 1. — *Loi du 28 décembre 1933* (art. 11). — Les taxes prévues dans les lois codifiées par le présent texte sont applicables dans les départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin.

Art. 31. — 1. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 24, alinéas 1^{er}, 2 et 4). — Les recettes effectuées en exécution de l'article 28 sont centralisées à un compte ouvert dans les écritures du Trésor.

2. — Des prélèvements seront effectués au profit du budget sur l'actif de ce compte à concurrence des sommes nécessaires pour le payement des dépenses prévues au titre III.

3. — Des décrets rendus sur la proposition des Ministres de l'agriculture et des finances ouvriront des crédits au budget du Ministère

de l'agriculture pour une somme égale au montant desdits prélèvements.

4. — *Décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 4, alinéa 1^{er}). — Sur le produit de la taxe à la mouture, le Ministre de l'agriculture est autorisé à prélever, dans une proportion qui ne pourra dépasser 10 % des sommes encaissées, les frais nécessaires pour l'application et le contrôle des lois codifiées concernant l'organisation et la défense du marché du blé.

Art. 32. — 1. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 26, alinéa 1^{er}) et *décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 4, alinéa 2). — Si, au cours des deux premières années d'application des lois codifiées par le présent texte, les ressources du compte spécial prévu à l'article 31 ne permettent pas d'assurer le fonctionnement efficace des mesures prises au titre III, il pourra être fait appel à des emprunts émis par la caisse nationale de crédit agricole. Des décrets rendus sur la proposition des Ministres de l'agriculture et des finances fixeront les conditions de ces emprunts.

2. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 26, alinéas 2 et 3). — Le produit de ces émissions sera versé à un compte spécial ouvert dans les écritures du Trésor; les dépenses nécessitées par les opérations prévues au titre III y seront inscrites, sans qu'il puisse être fait appel aux disponibilités du compte prévu à l'article 31, avant épuisement du compte spécial prévu au présent article.

3. — Le Ministre de l'agriculture procédera à l'engagement de ces dépenses, à la liquidation des droits des créanciers et à la délivrance des ordres de paiement. L'engagement de ces dépenses sera soumis au contrôle institué par la loi du 10 août 1922.

4. — *Décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 4, alinéas 4 et 5). — Le compte spécial prévu au présent article devra être clos au plus tard le 31 décembre 1936. Le solde en sera affecté par priorité au remboursement des emprunts émis par la caisse nationale de crédit agricole en application du présent article. Ce remboursement effectué, le reliquat en sera, s'il y a lieu, versé en dotation à la caisse nationale de crédit agricole.

5. — Les frais d'émission, le service et le remboursement des emprunts prévus au présent article seront assurés, par priorité, au moyen des disponibilités du compte prévu à l'article 31.

TITRE VIII. — INFRACTIONS ET CONTRÔLE.

Art. 33. — 1. — *Loi du 24 décembre 1934* (art. 15, alinéa 35). — Sera puni des peines prévues à l'article 420 du code pénal quiconque aura, par des faits faux, calomnieux, semés à dessein dans le public, ou par des voies et moyens frauduleux quelconques, provoqué ou tenté de provoquer une baisse ou une hausse injustifiée du cours des blés.

2. — *Lois des 28 décembre 1933* (art. 4), *17 mars 1934* (art. 10), *24 décembre 1934* (art. 15, alinéas 35, 36 et 38), *décret-loi B du 13 juillet 1935* (art. 1^{er}) et *décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 17, alinéa 1^{er}). — Les infractions aux dispositions des lois codifiées par le présent texte, indépendamment des sanctions prévues par elles et par les lois des 1^{er} août 1905 et 1^{er} décembre 1929, seront punies d'une amende fiscale de 100 francs en principal qui ne pourra en aucun cas faire double emploi avec les peines fiscales déjà prévues par les articles 21 et 29.

3. — Toutefois, les infractions concernant soit l'emploi de blés dont l'utilisation est rendue obligatoire pour les meuniers par décret, soit l'emploi de blés dénaturés pour usage autre que celui figurant sur l'autorisation de dénaturation, seront punies des amendes fiscales suivantes:

20 francs par quintal non employé de blé dont l'utilisation est rendue obligatoire pour les meuniers par décret.

50 francs par quintal de blé dénaturé utilisé pour un usage autre que celui précisé sur l'autorisation de dénaturation.

4. — Cette dernière amende pourra être recouvrée sur tous les délinquants qui, à quelque titre que ce soit, auront contribué à l'emploi illicite de blés dénaturés sans préjudice du remboursement par l'intéressé de la prime de dénaturation qui aurait été accordée.

5. — Les infractions aux lois codifiées par le présent texte seront constatées et poursuivies, par les agents des contributions indirectes, ou par les contrôleurs agréés à cet effet par le Ministre de l'agriculture et qui auront, dans l'exercice de leur mandat, les mêmes pouvoirs que ces agents ou, en général, par tout agent assermenté, y compris les militaires de la gendarmerie.

6. — Les poursuites seront exercées devant les tribunaux correctionnels suivant la procédure propre à l'administration des contributions indirectes, au vu des procès-verbaux dressés par les agents précités, à la requête du directeur général des contributions indirectes, qui aura le pouvoir de transaction.

7. — Un décret rendu sur la proposition des Ministres des finances et de l'agriculture fixera les conditions d'application des dispositions qui précèdent.

8. — *Décret-loi B du 13 juillet 1935* (art. 3) et *décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 17, alinéa 1^{er}). — Toutes les infractions aux dispositions du présent texte et à celles des décrets ou arrêtés rendus pour son application sont passibles, indépendamment des pénalités en vigueur, de la confiscation des marchandises trouvées en fraude, ainsi que, le cas échéant, des moyens de transport.

Art. 34. — 1. — *Loi du 17 mars 1934* (art. 7) et *décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 17, alinéa 1^{er}). — En vue d'assurer efficacement le contrôle de l'application des lois relatives à l'organisation et à la

défense du marché du blé, les préfets pourront, sur la proposition du comité départemental institué par l'article 35, faire assermenter les agents de surveillance.

2. — *Lois des 28 décembre 1933* (art. 11, alinéa 3), *28 février 1934* (art. 65, alinéa 3), *9 juillet 1934* (art. 15, alinéa 2), *et décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 17, alinéa 1^{er}). — Ne pourront être présentés à l'agrément du Ministre de l'agriculture pour concourir, à côté du cadre administratif, à la recherche et à la constatation des infractions à la législation en vigueur sur l'organisation et la défense du marché du blé, que les agents proposés par les comités départementaux institués par l'article 35 et agréés par les préfets.

TITRE IX. — COMITÉS D'ORGANISATION ET DE CONTRÔLE DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE DES CÉRÉALES.

Art. 35. — 1. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 8) *et décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 19, alinéa 2). — Il est constitué dans chaque département producteur de céréales un comité d'organisation et de contrôle de la production et du commerce des céréales, chargé d'émettre, à titre consultatif, tous avis utiles sur les mesures à mettre ou déjà mises en œuvre par le Gouvernement pour régulariser la production, assainir et défendre le marché de ces produits.

2. — Chaque comité départemental est composé comme suit :

Le directeur départemental des services agricoles, président;

Six cultivateurs exploitants (propriétaires, fermiers ou métayers) dont trois désignés par les chambres d'agriculture et trois par le préfet;

Trois représentants des consommateurs désignés par le préfet sur des listes établies par les coopératives de consommation ou par les boulangeries ou les minoteries coopératives agricoles ou désignés directement par le préfet là où n'existeraient pas d'organismes coopératifs;

Un représentant de la meunerie;

Un représentant de la boulangerie;

Un représentant du commerce des grains;

Un chimiste spécialiste.

3. — Les comités départementaux sont convoqués sur initiative du Ministre de l'agriculture et selon les nécessités de la campagne céréalière, mais obligatoirement entre le 1^{er} et le 10 juin, aux fins de première consultation sur l'état des cultures.

4. — Tous documents statistiques et informations résultant de l'application des articles 1^{er} et 2 seront, en temps utile, transmis par le préfet au comité départemental.

5. — Les fonctions de membre du comité sont gratuites.

Art. 36. — 1. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 9) *et décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 19, alinéa 2). — Il est institué au Ministère de

l'agriculture un comité national d'organisation et de contrôle du marché des céréales.

2. — *Décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 16). — Ce comité est chargé d'émettre, à titre consultatif et à la demande du Ministre de l'agriculture, tous avis utiles sur les mesures à prendre concernant l'organisation et la défense du marché de ces produits.

3. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 10). — Le comité national est composé de 50 membres:

Le directeur de l'agriculture, président;

Un représentant du Ministre de l'agriculture;

Deux représentants du Ministre des finances;

Un représentant du Ministre du commerce;

Un représentant du Ministre de l'intérieur;

Un représentant du sous-secrétaire d'Etat à l'économie nationale;

Un représentant nommé par le Ministre de la santé publique;

Vingt représentants de producteurs de blé, dont deux sont désignés par le Ministre de l'agriculture, huit par les coopératives agricoles de production ou d'achat, cinq par les syndicats agricoles et sociétés d'agriculture, cinq par les chambres d'agriculture;

Douze délégués des consommateurs, désignés un quart par les coopératives de consommation, un quart par les associations syndicales ouvrières, la moitié par les meuneries et boulangeries coopératives agricoles;

Huit membres nommés par le Ministre de l'agriculture dont trois représentant respectivement la grande, la moyenne et la petite meunerie, trois représentant le commerce des grains (dont un représentant le petit commerce, un représentant des négociants importateurs ou exportateurs, un délégué des courtiers proposés par la fédération des syndicats de courtiers en grains), un représentant la boulangerie, un représentant la caisse nationale de crédit agricole;

Un représentant des producteurs de blé dur;

Un représentant des semouliers.

4. — Les coopératives, syndicats et chambres d'agriculture devront obligatoirement choisir parmi les propriétaires exploitants fermiers ou métayers, dont la profession de cultivateur est depuis cinq ans l'occupation principale et habituelle.

5. — Les fonctions de membre du comité national sont gratuites.

TITRE X. — SERVICE DES CÉRÉALES.

Art. 37. — 1. — *Loi du 24 décembre 1934* (art. 15, alinéa 41). — Est autorisée jusqu'au 31 décembre 1936 la création d'un service des céréales. Le personnel en sera exclusivement constitué par le per-

sonnel visé au présent article, qui sera mis hors cadre, ou en service détaché dans son administration d'origine, où il sera réintégré à la suppression dudit service.

2. — *Lois des 28 décembre 1933* (art. 11, alinéa 3), *28 février 1934* (art. 65, alinéa 3), *et 9 juillet 1934* (art. 15, alinéa 1^{er}). — En vue de l'application des lois codifiées par le présent texte, est autorisé le détachement à l'administration centrale du Ministère de l'agriculture, d'un inspecteur général ou régional de l'agriculture, de deux directeurs des services agricoles et de douze professeurs d'agriculture et, à défaut, de fonctionnaires des services extérieurs du Ministère de l'agriculture de grade équivalent. Pendant la durée de leur détachement, l'inspecteur général ou régional de l'agriculture et les directeurs des services agricoles recevront l'indemnité prévue en faveur de l'inspecteur général ou de l'ingénieur du service du génie rural chargé de diriger les études techniques et de contrôler les travaux exécutés par application des lois des 2 août 1918, 5 août 1920, 13 juillet 1925 et 19 mars 1928. Les professeurs d'agriculture recevront la moitié de cette indemnité.

3. — *Loi du 24 décembre 1934* (art. 15, alinéas 40 et 43). — Dans les mêmes conditions est autorisée la mise à la disposition du Ministère de l'agriculture d'un intendant général, de sept intendants militaires, de douze officiers d'administration, de sept agents supérieurs du Ministère des finances, ainsi que la mise hors cadre de deux rédacteurs ou agents techniques du service économique du Ministère de l'agriculture.

4. — Le Ministre de la guerre est, en outre, autorisé à mettre à la disposition du Ministre de l'agriculture, dans les services d'exécution, des officiers d'administration du cadre actif ou du cadre auxiliaire de l'intendance, dont le nombre est fixé par accord entre le Ministre de la guerre et le Ministre de l'agriculture.

5. — *Décret-loi du 8 octobre 1935* (art. 1^{er}). — Pour l'application des dispositions ci-dessus, le Ministre de la guerre pourra mettre un certain nombre de fonctionnaires et officiers d'administration du cadre auxiliaire dans la situation d'activité, dans les conditions fixées par l'article 42 de la loi du 8 janvier 1925 pour des périodes renouvelables.

6. — La durée de chaque période sera comprise entre un et six mois et fixée d'avance par la décision concernant chaque officier.

7. — *Loi du 24 décembre 1934* (art. 15, alinéas 45 et 46). — Toutes les dépenses résultant de l'application des dispositions ci-dessus seront à la charge du compte spécial du blé.

8. — Le temps accompli par le personnel de complément en situation d'activité dans les conditions ci-dessus pourra entrer en ligne de compte dans le stage imposé par la loi du 4 janvier 1929.

TITRE XI. — APPLICATION DE LA LOI À L'ALGÉRIE
ET AUX COLONIES.

Art. 38. — 1. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 31, alinéa 1^{er}) et *décret-loi du 18 août 1935* (art. 1^{er}, alinéa 1^{er}). — Les lois codifiées par le présent texte seront applicables à l'Algérie, à la charge de son budget spécial.

2. — *Loi du 17 mars 1934* (art. 8). — Les conditions dans lesquelles les lois codifiées par le présent texte seront applicables à l'Algérie seront déterminées par un décret pris sur la proposition du Ministre de l'agriculture après avis des chambres d'agriculture algériennes.

3. — Ledit décret pourra étendre aux blés durs les dispositions des lois codifiées par le présent texte.

4. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 31, alinéa 3). — Ce décret déterminera aussi les modalités d'application à l'Algérie des mesures prévues par les lois codifiées par le présent texte et les assemblées algériennes, indépendamment des ressources prévues aux paragraphes *a* et *b* de l'article 28, seront appelées à fixer, conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi du 19 décembre 1900, les recettes à centraliser au compte spécial à ouvrir dans les écritures du Trésor.

5. — *Décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 18). — Les conditions dans lesquelles l'article 3, les alinéas 4 et 5 de l'article 7, les articles 8, 10, 11, 16, 17, 18, 19, 20, les alinéas 2 et 3 de l'article 22, l'alinéa 2 de l'article 23, les paragraphes *b*, *f* et *g* de l'article 28, l'alinéa 4 de l'article 31, les alinéas 4 et 5 de l'article 32, l'alinéa 1^{er} de l'article 36, seront applicables en Algérie seront déterminées par un décret rendu sur la proposition du président du conseil et des Ministres de l'intérieur, de l'agriculture et des finances.

Art. 39. — 1. — *Loi du 24 décembre 1934* (art. 10) et *décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 17, alinéa 1^{er}). — Toutes les dispositions relatives à la constatation et à la répression, tant au point de vue pénal qu'au point de vue fiscal, des infractions au présent texte sont immédiatement et de plein droit applicables à l'Algérie, par dérogation à la loi du 19 décembre 1900.

Art. 40. — 1. — *Loi du 24 décembre 1934* (art. 15, alinéa 49). — Un arrêté des Ministres de l'intérieur et de l'agriculture, pris sur la proposition du gouverneur général, fixera les conditions d'application aux trois départements algériens des dispositions du présent texte.

2. — *Décret-loi du 18 août 1935* (art. 1^{er}, alinéa 2). — Des arrêtés du gouverneur général détermineront les modalités d'application à l'Algérie des alinéas 2 et 3 de l'article 7, des alinéas 2 et 4 de l'article 12, des alinéas 1 et 2 de l'article 21, de l'alinéa 8 de l'article 33, de l'alinéa 4 de l'article 45 et de l'article 46, ainsi que des décrets pris en application de ces articles.

TITRE XII. — DISPOSITIONS RELATIVES À L'ADMISSION TEMPORAIRE ET DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 41. — 1. — *Loi du 9 juillet 1934* (art. 6). — Le Gouvernement pourra, par décret rendu en conseil des Ministres, subordonner l'importation des blés tendres et des blés durs pour l'admission temporaire à l'exportation compensatrice préalable de produits équivalents admis à l'apurement des acquits permettant l'entrée de ces blés étrangers.

2. — *Loi du 6 avril 1935* (art. 1 et 2). — Les dispositions prévues au premier alinéa du présent article sont applicables aux importations de maïs en grains d'origine étrangère effectuées conformément à la loi du 31 juillet 1933.

3. — Les conditions d'application de l'alinéa 2 du présent article seront fixées par décrets.

4. — *Loi du 25 juin 1935* (art. 1 et 2). — La mise en entrepôt, en vue de leur exportation, des biscuits admis à la compensation des blés tendres importés temporairement, apure les titres de perception afférents à ces blés.

5. — Les biscuits, constitués en entrepôt dans les conditions prévues par l'alinéa 4 du présent article, doivent obligatoirement être exportés pour l'une des destinations donnant lieu à l'apurement des acquits. Leur mise à la consommation intérieure, ou leur expédition pour une destination ne donnant pas lieu à la décharge des comptes, est interdite.

6. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 27, alinéa 2). — Un décret contresigné par les Ministres de l'agriculture, du commerce et des finances fixera les conditions dans lesquelles sera obligatoirement réexportée, dans un délai qui ne pourra pas excéder deux mois, l'intégralité des produits de la mouture.

7. — *Loi du 17 mars 1934* (art. 6). — Les sons et issues devront, dans des conditions fixées par décret, être réexportés comme tous les autres produits de la mouture des blés placés sous le régime de l'admission temporaire.

8. — Le Ministre de l'agriculture pourra autoriser l'exportation des farines basses en remplacement des sons et issues visés ci-dessus.

9. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 27, alinéa 3). — Le recours à l'expertise légale en matière de farine est supprimé; en cas de contestation, les résultats constatés par les laboratoires du Ministère des finances seront tenus pour définitifs.

10. — *Décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 15). — Il sera constitué au sein de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture, une commission consultative chargée de donner son avis sur toutes

les questions intéressant le régime de l'admission temporaire des céréales.

Art. 42. — 1. — *Loi du 9 juillet 1934* (art. 17). — L'emploi pour la fabrication de la bière de produits autres que le malt d'orge et de houblon est toléré jusqu'à concurrence de 15 %.

TITRE XIII. — MESURES TRANSITOIRES.

Art. 43. — 1. — *Lois des 22 avril 1932* (art. 1^{er} et 2) et 31 décembre 1935, (art. 75). — A titre exceptionnel et jusqu'au 31 décembre 1936, lorsque le prix du pain en France sera supérieur de plus de 25 % à celui pratiqué dans les pays limitrophes, les boulangers qui livrent du pain aux riverains pourront recevoir les bons de droit dont le montant sera calculé en fonction des quantités de pain vendues auxdits riverains.

2. — Ces bons de droit, transmissibles par voie d'endossement, seront remis comme numéraire en payement des droits d'entrée sur les blés et les farines.

3. — La valeur des bons de droit et les conditions d'application du présent article seront fixées par arrêté des Ministres de l'agriculture et des finances.

Art. 44. — 1. — *Loi du 24 décembre 1934* (art. 6, alinéas 5 et 7). — Le stock de sécurité constitué en application de l'article 6 de la loi du 24 décembre 1934, ne pourra en aucun cas, être mis sur le marché tant que le pourcentage d'emploi de blé indigène imposé aux meuniers, en vertu de la loi du 1^{er} décembre 1929, sera fixé à 100 %.

2. — Les modalités de toutes ces opérations et, notamment, des ventes, seront fixées par décret contresigné par le Ministre des finances et le Ministre de l'agriculture. Le produit de ces ventes sera directement porté en recettes au compte spécial du blé.

Art. 45. — 1. — *Décret-loi A du 13 juillet 1935* (art. 1^{er} et 2). — Le prix au-dessous duquel ne pourront être vendus les blés des récoltes 1933 et 1934 ayant fait l'objet de contrats de prise en charge est fixé à 88 francs le quintal.

2. — Les infractions aux dispositions du présent article seront punies des peines prévues à l'article 21, à l'alinéa 8 de l'article 33 et au quatrième alinéa du présent article.

3. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 4, alinéa 5). — Il est également interdit d'acheter, de vendre, d'offrir ou d'utiliser pour la fabrication du pain, des farines panifiables à un prix qui ne correspond pas au prix légal du blé, et qui sera fixé dans chaque département par le préfet dans les conditions prévues par la loi du 31 août 1924. Cette interdiction s'applique à toutes conventions ayant pour l'objet d'abaisser le prix légal, soit en stipulant des livraisons inexactes en quantité,

soit en donnant de fausses indications sur le poids spécifique du blé ou sa teneur en impureté, soit en accordant indirectement des ristournes sur le prix, soit par tout autre procédé.

4. — *Décret-loi B du 13 juillet 1935* (art. 1^{er}). — Les infractions aux dispositions des décrets rendus en exécution des alinéas 1 et 2 du présent article, et notamment des décrets du 29 juin 1935, sont punies de l'amende fiscale de 100 francs en principal, prévue à l'alinéa 2 de l'article 33. A cette peine s'ajoute le quintuple de la diminution de prix.

Art. 46. — 1. — *Décret-loi du 18 août 1935* (art. 2, alinéa 2, et article 3). — Le prix au-dessous duquel ne pourront être vendus les blés durs de la récolte 1934 compris dans les contrats de stockage approuvés par le gouverneur général de l'Algérie antérieurement à la publication du présent décret-loi, ainsi que les blés durs ayant fait l'objet de contrats de prise en charge, est fixé à 86 francs le quintal.

2. — A dater de la publication du décret-loi du 18 août 1935, les semouliers métropolitains d'une part, et les semouliers algériens devront obligatoirement mettre en œuvre un pourcentage de blé dur algérien de 25 % de la récolte de 1934 ayant fait l'objet d'un contrat de stockage ou d'un contrat de prise en charge.

3. — Pendant toute la durée d'application de ces mesures, les semoules de blé dur en provenance des colonies, pays de protectorat et pays sous mandat pourront être frappées à leur entrée dans la métropole et en Algérie d'une taxe compensatrice de l'obligation d'emploi des blés visés ci-dessus, à moins qu'elles ne soient déjà frappées à la sortie de leur pays d'origine d'une taxe de sortie correspondante.

4. — Le montant de cette taxe et ses modalités de perception seront déterminés par arrêté du Ministre des finances et du Ministre de l'agriculture.

5. — Dans le cas où une entente interprofessionnelle des groupements métropolitains et algériens réunissant l'adhésion des trois quarts des assujettis et représentant les trois quarts de l'écrasement moyen serait réalisée en vue de la répartition des blés à mettre en œuvre entre tous les fabricants, un arrêté du Ministre de l'agriculture et un arrêté du gouverneur général de l'Algérie pourraient, en ce qui concerne la métropole d'une part et l'Algérie d'autre part, sanctionner ledit accord et le substituer à l'obligation prévue à l'alinéa précédent.

TITRE XIV. — MESURES D'APPLICATION.

Art. 47. — 1. — *Loi du 10 juillet 1933* (art. 30). — Des décrets contresignés par les Ministres de l'agriculture et des finances détermineront les conditions d'application des lois codifiées par le présent texte.

Art. 48. — 1. — *Décret-loi du 30 octobre 1935* (art. 19, alinéa 2). — Toutes les dispositions contraires aux lois codifiées par le présent texte sont abrogées.

France. — L. tendant à l'institution d'un office national interprofessionnel du blé. — 15 août 1936. — J. O., n. 192 (16, 17 et 18 août 1936).

Art. 1^{er}. — Il est créé un office national interprofessionnel du blé.

Cet office constitue un établissement public, jouissant de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est placé, pour ses opérations financières, sous le contrôle du ministère des finances et, pour sa gestion technique, sous le contrôle du ministère de l'agriculture.

Le directeur de l'office est nommé et révoqué par décret pris sur la proposition du ministre de l'agriculture.

Art. 2. — Le budget de l'office est soumis à l'approbation du ministre de l'agriculture et du ministre des finances.

L'agent comptable de l'office est nommé par décret pris sur la proposition du ministre de l'agriculture et du ministre des finances.

Il est justiciable de la cour des comptes et soumis aux vérifications de l'inspection générale des finances.

Un contrôleur financier, placé sous l'autorité du ministre des finances, exercera le contrôle du fonctionnement financier de l'office. Sa compétence s'étendra à toutes les opérations susceptibles d'avoir une répercussion financière directe et indirecte.

Art. 3. — L'office national du blé est administré par un conseil central de cinquante et un membres composé comme suit:

29 représentants des producteurs de blé dont la profession de cultivateur est l'occupation principale et habituelle; 11 désignés par l'assemblée permanente des présidents des chambres d'agriculture et 18 par les coopératives de blé dont les statuts ont été approuvés dans les conditions fixées par l'article 2 du décret-loi du 8 août 1935, 6 d'entre ces derniers devront être pris dans les départements de petite production.

9 représentants des consommateurs: dont 3 seront désignés par la fédération nationale des coopératives de consommation, 1 par la fédération nationale des associations de familles nombreuses, 3 par la confédération générale du travail, 1 par la confédération française des travailleurs chrétiens, 1 par la confédération nationale de l'artisanat français.

9 représentants de la meunerie, des industries mettant en œuvre les blés durs, de la boulangerie et du commerce, dont 3 pour la meunerie petite, moyenne et grande, 2 pour la boulangerie rurale et urbaine, 1 pour les pâtes alimentaires, 1 pour la semoulerie, 2 pour les

négociants en grains, tous désignés par leurs organisations professionnelles respectives.

Tous ces membres sont nommés pour trois ans et renouvelables; chaque renouvellement aura lieu avant le 15 juin.

- 1 représentant du ministre de l'agriculture.
- 1 représentant du ministre des finances.
- 1 représentant du ministre de l'économie nationale.
- 1 représentant du ministre de l'intérieur.

Par mesure transitoire et pour la campagne 1936-1937, les représentants des producteurs, des industries de transformation et du commerce des blés seront nommés par le ministre de l'agriculture sur désignation des organisations professionnelles à circonscription nationale les plus qualifiées.

Le directeur de l'office assiste aux séances du conseil central avec voix consultative.

Art. 4. — Il est institué dans chaque département un comité d'organisation et de contrôle de la production et du commerce des céréales, chargé de répartir la vente des blés à la meunerie, d'émettre tous avis utiles sur les mesures intéressant la régularisation des cours et l'organisation de la production des céréales et de fournir à l'office national du blé toutes les indications qui lui seront nécessaires.

Le comité départemental est composé de représentants des producteurs de blé, de représentants des consommateurs, de la meunerie, de la boulangerie, du commerce, de représentants de l'administration désignés par le préfet dans les mêmes proportions et dans les mêmes conditions que les membres du conseil central.

Par mesure transitoire et pour la campagne 1936-1937, les représentants des producteurs de blé, des consommateurs, de la meunerie, de la boulangerie et du commerce, seront nommés par le préfet, sur désignation des organisations professionnelles à circonscription départementale les plus qualifiées.

Dans les comités départementaux algériens, les producteurs de blés durs et les industriels mettant en œuvre ces blés pour la fabrication de pâtes alimentaires seront respectivement représentés par un délégué.

Le président de la caisse régionale de crédit agricole ou son représentant fera partie du comité départemental à titre consultatif.

Les comités départementaux jouiront de la personnalité civile.

Leur budget, approuvé par arrêté ministériel, comprendra, en dehors de leurs recettes propres, les subventions des départements et communes, ainsi que celles qui pourraient leur être allouées par l'office national interprofessionnel du blé. Un décret contresigné par les ministres de l'agriculture et des finances déterminera les conditions de fonctionnement et de contrôle administratif et financier des comités départementaux.

Art. 5. — Les comités départementaux décideront, s'il y a lieu, de provoquer et de faciliter la création de nouvelles coopératives de blé partout où le besoin s'en fera sentir et interviendront pour régler les différends pouvant se produire au sujet de la zone d'action des coopératives de blé. Les coopératives créées après le 1^{er} janvier 1936 devront être agréées par le comité départemental. Le conseil central arbitrera les désaccords qui se produiraient.

Les comités départementaux pourront également et dans les mêmes conditions agréer des organismes constitués en conformité de l'article 22 de la loi du 5 août 1920.

Les coopératives pourront modifier leurs statuts et accepter comme usagers tous producteurs de blé, propriétaires exploitant eux-mêmes ou à mi-fruits, fermiers ou métayers qui ne seraient pas membres de la coopérative, ainsi que tout détenteur de blé reçu en paiement de fermage ou de service, sans perdre pour cela le bénéfice du décret-loi du 8 août 1935.

Les usagers participeront aux charges de gestion de la coopérative proportionnellement aux quantités livrées par eux.

Les cultivateurs, non encore coopérateurs, auront la possibilité de le devenir pourvu qu'ils s'engagent à remplir les obligations statutaires.

Chaque producteur aura la faculté de s'adresser à la coopérative de blé de son choix, mais il ne pourra appartenir qu'à une seule coopérative par exploitation. Toutefois, les membres d'une coopérative de stockage auront la faculté d'adhérer également à une coopérative de semences.

Les gérants des coopératives ne pourront directement ou indirectement, par personnes interposées, se livrer à aucune exploitation commerciale.

Toutes les coopératives de blé pourront recevoir de l'office national des subventions leur permettant de faire face à leurs frais de gestion.

Dans les communes mixtes des départements algériens où n'existerait pas de coopérative, les sociétés indigènes de prévoyance créées par la loi du 14 avril 1893 seront éventuellement habilitées par le comité départemental à remplir le rôle dévolu aux coopératives.

Art. 6. — Sans pouvoir prétendre aux avantages fiscaux et aux subventions accordées aux coopératives de blé, les négociants en grains français et patentés — à l'exclusion des meuniers et boulangers — pourront, après en avoir fait la déclaration préalable au comité départemental et sous son contrôle, acheter, stocker et livrer le blé, aux mêmes conditions et prix que les coopératives et en respectant l'échelonnement des ventes prévu à l'article 15.

Toutefois, le comité départemental devra rayer du registre des déclarations les négociants qui auront été condamnés à des peines

correctionnelles pour vols, escroqueries, abus de confiance ou tous autres faits contraires à la probité, ou encore qui auront été condamnés pour des infractions à la législation sur les blés, ou qui se trouvent en état de faillite ou de liquidation judiciaire.

Cette radiation, qui comportera de droit l'interdiction de pratiquer les opérations prévues au premier paragraphe du présent article, pourra donner lieu, de la part des intéressés, à un recours devant le comité central qui devra statuer dans le mois.

Cerécours aura le caractère suspensif.

Les négociants en grains seront tenus d'acheter la récolte entière de blé d'un même producteur.

A partir de la promulgation de la présente loi, la création de tout fonds de commerce pour achat, stockage et livraison de blé devra être autorisée par le comité départemental ainsi que l'adjonction de ces opérations à un fonds de commerce déjà existant, sous réserve du droit d'appel devant le conseil central.

Les prix officiels et les barèmes à appliquer seront affichés à la porte de la mairie dans chaque commune ainsi que dans les magasins des négociants et au siège des coopératives à une place où il seront facilement lus.

Les achats de blés effectués par les négociants en grains seront obligatoirement payés par l'intermédiaire de la caisse régionale de crédit agricole mutuel dans la circonscription de laquelle se trouve l'exploitation agricole ou le domicile du vendeur s'il n'est pas agriculteur. En cas de chevauchement de circonscription de deux caisses régionales, le vendeur devra opter pour l'une d'entre elles et cette option sera irrévocable pour toute la campagne en cours. Les caisses régionales qui sont autorisées par la présente loi à recevoir les versements et dépôts en espèces des négociants en grains pourront, sous leur responsabilité, accréditer une caisse locale à recevoir et effectuer ces paiements. A titre de rémunération, une retenue de 50 centimes p. 1.000 pourra être exercée par les caisses de crédit agricole sur ces paiements.

Les coopératives et les négociants en grains adresseront régulièrement au comité départemental des bordereaux mensuels portant détail et total de toutes leurs opérations d'entrée et de sortie des blés avec désignation des vendeurs et acheteurs.

En cas de désaccord entre les vendeurs et les acheteurs sur la qualité du blé, le comité départemental arbitrera sans appel.

Sans préjudice des pénalités édictées à l'article 31, toute infraction aux décisions du comité départemental entraînera, pour le négociant, une sanction pouvant aller, selon le caractère de l'infraction, de la suspension temporaire à la suppression de la faculté d'acheter, de stocker et de livrer du blé. Cette sanction, prononcée par le comité

départemental, sera susceptible d'appel devant le conseil central dans les conditions fixées au présent article.

Art. 7. — Sous approbation du comité départemental, les coopératives de blé et les organismes désignés à cet effet par le comité départemental et contrôlés par l'office national, pourront confier au commerce local, si celui-ci n'opère pas pour son propre compte, réception, logement, stockage, conservation des blés ou autres opérations (ces dispositions ne pouvant en aucun cas s'appliquer aux minotiers et boulangers), ou laisser en dépôt chez les cultivateurs tout ou partie des blés qu'ils auront pris en charge.

Le contrôle de l'office national s'exercera effectivement sur les comités départementaux, les coopératives de blé, moulins coopératifs, négociants et organismes prévus ci-dessus pour assurer la stricte application des dispositions de la présente loi, et notamment le respect de l'échelonnement des ventes, la régularité des prix et des qualités de blé.

Une somme de 15 centimes sera prélevée sur chaque quintal de blé vendu par les coopératives et les négociants. Elle sera perçue, pour une moitié au profit des comités départementaux et pour l'autre au profit de l'office national du blé, par les soins des comités départementaux auprès des coopératives dans les conditions prévues à l'article 25 et par l'administration des contributions indirectes auprès des négociants en grains.

Les dispositions de l'article 21 du décret de codification du 24 avril 1936 sont applicables aux opérations des coopératives de blé et des organismes prévus ci-dessus.

Art. 8. — Dans la deuxième quinzaine de juin, le conseil central établira une prévision du rendement de la récolte nationale. Sur la proposition des comités départementaux, il fixera les quantités de blé que chaque producteur, propriétaire exploitant lui-même ou à mi-fruit, fermier ou métayer ayant vendu plus de 100 quintaux de blé l'année précédente, pourra livrer à la vente, en attendant la fixation de l'échelonnement des ventes prévu à l'article 15 ci-après.

Ces dispositions s'appliqueront aux propriétaires affermant leur propriété et dont le fermage est payable en blé et, en général, à tous les détenteurs de blé.

Art. 9. — Dans la deuxième quinzaine d'août, le conseil central examinera les propositions des comités départementaux et fixera le prix du blé à la production, compte tenu de l'importance de la récolte, par application au prix moyen des récoltes 1911, 1912, 1913, tel qu'il résulte de la cote officielle du marché de Paris, d'un coefficient qui ne pourra, en aucun cas, être inférieur au coefficient de majoration moyen, par rapport à 1914, de l'indice pondéré du prix de la vie, des salaires, des produits ou objets d'utilisation courante dans les exploitations rurales, et de l'ensemble des charges pesant sur la production.

Le prix du blé ainsi fixé sera majoré, à dater du 1^{er} septembre de chaque année, d'une prime mensuelle de magasinage, d'entretien et de gestion qui sera fixée par le conseil central.

Le conseil central fixera également, s'il y a lieu, le taux du blutage. La fixation du prix des farines et du prix du pain demeurera au pouvoir des préfets et des maires, conformément aux dispositions des lois du 31 août 1924 et des 19-22 juillet 1791, auxquelles il n'est pas dérogé.

Toutes les décisions du conseil central et des comités départementaux sont prises à la majorité absolue de leurs membres.

Toutefois, les décisions concernant la fixation du prix du blé ne sont prises que si les quatre cinquièmes des membres du conseil central sont présents. Elles ne sont exécutoires que si elles ont réuni les trois quarts des suffrages exprimés.

Les règles relatives aux décisions concernant la fixation du prix du blé sont applicables aux décisions visées aux articles 14 et 16 et au deuxième alinéa de l'article 21 de la présente loi.

Au cas où ces deux conditions ne seraient pas réalisées, la décision sera prise en conseil des ministres, par le Gouvernement, qui devra tenir compte des éléments déterminés au premier alinéa du présent article.

Le prix fixé dans les conditions prévues ci-dessus s'applique à du blé de qualité loyale et marchande. [Un barème établi par le conseil central fixera les réfections ou bonifications qui seront appliquées suivant la qualité des blés livrés.

La réception en qualité des blés livrés aux minotiers et semouliers devra être effectuée obligatoirement au départ des magasins des coopératives ou des négociants en grains ou, d'une manière générale, des centres de stockage.

Art. 10. — Tous les marchés, de quelque nature qu'ils soient, de blé, de farine, de produits dérivés, comportant livraison après le 15 juin 1936 et jusqu'à la date de fixation du prix en application des dispositions de l'article 9 seront, si la livraison n'a pas encore été faite, résiliés sans indemnité à la demande de l'une quelconque des parties.

La demande initiale en résiliation devra être formulée dans les quinze jours qui suivront la fixation du prix, conformément aux dispositions de l'article 9.

Cet article ne s'applique pas aux marchés qui ont été traités aux marchés réglementés.

Dans la semaine qui suivra la date de la fixation du prix, les meuniers, les négociants en grains et tous autres détenteurs de blé autres que les cultivateurs et que les coopératives, seront tenus de déclarer les stocks de blé existant dans leurs magasins à la date de la fixation du prix, en les répartissant, s'il y a lieu, en trois catégories, d'après leur origine: blés libres, blés stockés et blés améliorants. Ces déclara-

tions préciseront les quantités de blé détenues par eux dont le prix n'a pas été définitivement réglé.

Les meuniers, les boulangers et tous autres détenteurs de farine seront tenus de déclarer dans les mêmes conditions les stocks de farine existant dans leurs magasins.

Les déclarants seront astreints à verser, au profit de l'office national du blé et sur la base de leurs déclarations, une somme égale, par quintal, à la différence existant entre ce prix et le cours moyen du blé du 1^{er} août au jour de la fixation du prix par l'office, tel qu'il résulte pour la région parisienne de la cote officielle du marché de Paris; pour les départements métropolitains, de la cote officielle départementale; et pour l'Algérie, des cotes officielles fixées par les chambres de commerce ou les compagnies de courtiers assermentés. Un décret pris sur la proposition du ministre de l'agriculture déterminera les conditions d'application des dispositions du présent alinéa aux blés stockés, aux blés améliorants et aux diverses farines. Toutefois, pour les blés dont le prix n'aura pas été définitivement réglé, les détenteurs ne seront tenus de verser à l'office que la différence réelle entre le prix fixé par l'office et le prix auquel ils doivent effectuer le règlement à leur vendeur.

Le contrôle de ces déclarations et le recouvrement de cette taxe seront assurés par l'administration des contributions indirectes.

Toute fausse déclaration sera punie d'une amende fiscale égale au quintuple de la dissimulation.

Art. 11. — Du 15 avril au 1^{er} mai, les cultivateurs devront déclarer la superficie des terres labourables qu'ils ont ensemencées en blé à la mairie de la commune où se trouve le siège de leur exploitation.

Avant le 30 septembre, les cultivateurs devront déclarer leur récolte de blé dans les mêmes conditions.

Les déclarations ci-dessus seront affichées à la mairie.

Au cas où leurs battages ne seraient pas effectués, les producteurs feront une déclaration de récolte provisoire, qui sera rectifiée lorsque leurs battages auront été terminés et au plus tard le 15 juin.

Un récépissé de ses déclarations sera délivré à chaque producteur.

Art. 12. — En cas de métayage, le bailleur et le métayer feront chacun une déclaration séparée correspondant à leur part dans l'exploitation.

Le bailleur et le métayer seront, au regard de la loi, considérés comme récoltants distincts et assujettis, chacun en ce qui le concerne, à la présente loi, pour leur part respective seulement, calculée indépendamment de celle de l'autre partie.

Art. 13. — Au cas où le propriétaire posséderait plusieurs propriétés exploitées par métayage, fermage ou autre mode d'exploitation, il serait considéré comme récoltant, au regard de la présente loi, pour

le total du blé destiné à la vente qu'il retire de l'ensemble de ses propriétés.

Art. 14. — Avant le 1^{er} février, le conseil central se réunira pour déterminer, s'il y a lieu, étant donné les résultats de la récolte, la quantité de blé qui pourra être importée, pour faire face aux besoins de l'année en cours jusqu'au 1^{er} septembre, ainsi qu'aux besoins des industries spéciales importatrices de blés durs.

En cas de récolte déficitaire, le stock de sécurité, constitué en application de l'article 6 de la loi du 24 décembre 1934, pourra, après avis du conseil central de l'office national du blé, être mis sur le marché.

En cas d'excédent de récolte, le conseil central déterminera la quantité de blé excédentaire dont il devra assurer l'exportation ou le stockage et les dates à partir desquelles auront lieu ces opérations, ces excédents étant fournis aux coopératives et, par leur intermédiaire, à l'office national du blé, à un prix d'achat différentiel qui sera fixé par le conseil central de l'office.

A titre transitoire, au cas où la campagne 1937 serait excédentaire, les excédents seront fournis par les producteurs vendant plus de 50 quintaux au prorata de la moyenne de leurs trois dernières récoltes, et à un cours d'achat qui ne pourra être inférieur de plus de 20 % au prix fixé pour la récolte nationale.

Dans la fixation de la quantité de blé que le producteur devra fournir pour l'exportation ou le stockage, il sera tenu compte de la réduction qu'aura pu subir sa récolte de l'année du fait de circonstances exceptionnelles telles que, par exemple, calamités agricoles, destruction totale ou partielle par parasites.

A partir de la campagne 1938, il sera établi par producteur vendant plus de 50 quintaux un contingent de production de blé correspondant à son assolement normal et les excédents seront fournis, selon un barème progressif établi par le conseil central de l'office, par les producteurs qui auront dépassé le contingent assigné. Toutefois, ce contingent, au cas de métayage, ne saurait affecter d'aucune manière l'assolement du ou des métayers dont le bailleur vendrait plus de 50 quintaux.

En cours d'exercice annuel, suivant les indications nouvelles qui lui seront données sur le rendement de la dernière récolte, ou la perspective de la prochaine récolte, l'office national pourra décider une augmentation ou une diminution des quantités à exporter, à stocker ou à importer.

Art. 15. — Avant le 1^{er} novembre, le conseil central déterminera l'échelonnement des ventes de blé appartenant aux producteurs ayant vendu l'année précédente plus de 100 quintaux de blé y compris les blés de semence et de multiplication, ainsi qu'à tous les détenteurs de blé définis à l'article 8. En tout état de cause, cet échelonnement ne

pourra s'étendre au-delà du 30 juin de l'année suivante. Le conseil central facilitera, en outre, la répartition des blés des régions excédentaires vers les régions déficitaires.

Art. 16. — L'office national aura le monopole de l'importation et de l'exportation des blés, des farines et des céréales panifiables, des semoules et des sous-produits de trituration. Il ne recourra à l'importation des blés étrangers qu'en cas d'insuffisance quantitative ou qualitative des blés français dûment reconnue par le conseil central. En particulier, pour l'obtention des farines de coupage et pour les besoins de la semoulerie ou de la fabrication des pâtes alimentaires, il utilisera les blés tendres de force et les blés durs nord-africains.

Pour ces opérations d'importation et d'exportation, l'office national pourra utiliser tels organismes administratifs ou intermédiaires, agents commerciaux, courtiers, qu'il jugera nécessaires à ces opérations.

Le régime de l'admission temporaire des blés tendres et des blés durs est supprimé à partir de la promulgation de la présente loi. Y seront toutefois admises, à titre transitoire, les marchandises que l'on justifiera, dans les conditions prévues par l'article 11 du code des douanes, avoir été expédiées directement pour la France avant le 30 juin 1936 et qui auront été déclarées pour l'admission temporaire sans avoir été placées en entrepôt ou constituées en dépôt.

Le conseil central décidera les achats et marchés à passer, leur quantité, les conditions de prix, l'échelonnement des livraisons.

Il fixera le prix de rétrocession des blés importés pour la consommation.

Il fixera également le prix des blés importés qui seront rétrocédés en compensation d'exportations préalables, soit de blés en grains indigènes, soit de farines et de produits farineux alimentaires de blés. Des décrets, pris sur la proposition de l'office, détermineront les conditions dans lesquelles s'effectueront ces exportations préalables, la qualité des produits qui pourront y être admis, ainsi que le rapport à établir entre les produits exportés et la quantité de blé dont la rétrocession pourrait être obtenue postérieurement du fait de ces exportations.

Jusqu'à concurrence de 400 millions de francs, la totalité des droits de douane perçus sur les blés importés sera attribuée à l'office national interprofessionnel du blé, compte tenu du prélèvement déjà établi au bénéfice du compte spécial du blé ouvert par l'article 24 de la loi du 10 juillet 1933. Cette limite atteinte, la loi de finances fixera chaque année la proportion dans laquelle sera attribué à l'office du blé le produit des droits de douane, compte tenu du prélèvement visé à l'alinéa précédent. Toutefois, en ce qui concerne les blés importés dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, la totalité des droits de douane perçus à l'importation sera attribuée à l'office.

Toutes les décisions prises par le conseil central, en vertu des articles 14 et 16, le seront dans les conditions fixées aux cinquième, sixième et septième alinéas de l'article 9, et publiées au *Journal officiel* de la République française.

Art. 17. — Les coopératives de blé et les organismes visés à l'article 5 seront tenus de se porter acquéreurs au prix et dans les conditions fixés par l'office national, sous réserve de respecter l'échelonnement prévu par l'article 15, de tous les blés qui leur seront offerts. Les coopératives seront tenues de régler en espèces ou par chèque le prix des blés à leur livraison jusqu'à concurrence de 50 quintaux au minimum; pour le surplus, un acompte des deux tiers de leur valeur devra être accordé.

Dans le cas de livraison différée, le prix de règlement applicable sera celui du mois de la livraison effective. Le vendeur, qui demeurera dépositaire de la marchandise non livrée, pourra exiger un acompte pouvant atteindre les deux tiers de la valeur actuelle du blé vendu. Cet acompte ne comportera pas de paiement d'intérêt.

D'autre part, la partie de la récolte qui n'a pas été immédiatement vendue ou qui a été retenue par application de l'échelonnement pourra faire l'objet d'un warrant, souscrit par l'emprunteur à l'ordre de la coopérative dont il relève, et qui, après aval du conseil d'administration de la coopérative et de l'office national du blé, sera escompté par la banque de France ou la banque de l'Algérie.

Cette avance sera égale aux deux tiers de la valeur de la quantité warrantée.

L'article 11 de la loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles est complété comme suit:

« Pour les blés warrantés, la vente publique est remplacée par une opposition auprès de la coopérative chargée d'en assurer l'écoulement et ce, par simple pli recommandé avec accusé de réception. Cette coopérative sera désignée dès la création du warrant et dans son libellé même ».

Pour couvrir les frais de contrôle de l'existence et de l'état de conservation des blés à livraison différée, ou ayant fait l'objet d'acomptes ou d'avances, la coopérative pourra retenir, lors du règlement définitif de ces blés, le montant d'une taxe dont la quotité par quintal sera fixée par le comité départemental.

Les conditions dans lesquelles pourra s'exercer le commerce des blés de semence seront fixées par le conseil central, avec le concours des organisations professionnelles, de sélectionneurs et de producteurs de ces blés. La multiplication des blés de semences reste libre, conformément aux lois et décrets en vigueur.

Art. 18. — Le conseil central réglera le rythme des livraisons des différents organismes vendeurs de manière à assurer un écoulement proportionnel des blés détenus par chacun d'eux.

Le comité départemental devra, en accord avec l'administration des contributions indirectes, subordonner la délivrance des titres de mouvement prévus à l'article 22 au respect des dispositions arrêtées par le conseil central pour l'écoulement des blés.

Les minotiers et les semouliers devront, en se conformant strictement aux prescriptions du comité départemental, s'approvisionner exclusivement auprès des coopératives de blé, des organismes visés à l'article 5 et des négociants en grains.

Toutefois, au cas où, pour éviter des frais de transport et de manipulation, il y aurait avantage à faire livrer directement à la minoterie les blés du cultivateur, les livraisons directes pourront être autorisées par la coopérative et sous son contrôle, dans les conditions fixées par le comité départemental. En cas de livraison directe, le paiement sera effectué par la coopérative de blé qui aura autorisé la livraison directe.

Art. 19. — Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les producteurs, propriétaires exploitant eux-mêmes ou à mi-fruit, les propriétaires affermant leur propriété et dont le fermage est payable en blé, à condition que leur domicile légal soit situé dans la commune où se trouve leur exploitation ou dans une commune limitrophe, les fermiers et métayers, les ouvriers agricoles et les artisans payés habituellement en blé pourront, dans la limite de 4 quintaux par an et par personne vivant sous leur toit, pratiquer l'échange du blé contre de la farine ou du pain et de farine contre du pain dans les départements et dans les conditions où ces pratiques existent déjà sous forme d'usages locaux. Cette même faculté sera accordée aux père et mère qui auront abandonné leur propriété à leurs enfants, sous réserve qu'ils en recevront annuellement le blé nécessaire à leur consommation.

Pour bénéficier de cette mesure, les intéressés devront déclarer à la mairie la quantité de blé qu'ils entendent échanger, ainsi que le moulin qui effectuera la mouture ou le boulanger qui fournira le pain, et ce à l'exclusion de toute autre formalité.

Les boulangers et les meuniers sont tenus de justifier les quantités de blé d'échange ou de mouture à façon reçues ou mises en œuvre par eux, ainsi que des quantités correspondantes de farine.

Art. 20. — Les producteurs de blé, membres d'une coopérative de meunerie ayant pour seul objet d'écraser le blé provenant de leur récolte, seront autorisés à livrer directement la totalité de leurs blés au moulin coopératif auquel ils adhèrent.

Les moulins coopératifs créés et fonctionnant actuellement sous le régime de la loi du 5 août 1920 seront considérés comme coopératives de blé au regard de la présente loi.

Art. 21. — Pour la vente de leurs blés aux minoteries, les coopératives ou, en Algérie, à défaut de celles-ci, les sociétés de prévoyance indigènes pourront, en se conformant strictement aux prescriptions

du comité départemental et sous leur responsabilité, utiliser tels organismes administratifs ou intermédiaires, agents commerciaux, courtiers, qu'elles jugeront nécessaires à cette répartition.

Le prix de rétrocession à la meunerie est fixé par le conseil central.

Les coopératives situées sur le territoire algérien et les sociétés indigènes de prévoyance pourront vendre directement aux populations indigènes le blé nécessaire à leur consommation familiale.

Art. 22. — En vue d'assurer le contrôle des opérations prévues à la présente loi, tous les blés seront accompagnés dans leur circulation depuis les magasins des coopératives, des négociants en grains ou, d'une manière générale, depuis les centres de stockage jusqu'aux moulins, d'un titre de mouvement délivré par l'administration des contributions indirectes, en se conformant aux prescriptions du comité départemental prévues par l'article 18. La même formalité est obligatoire pour tous les blés importés.

Les blés des cultivateurs, autres que ceux destinés à l'échange, livrés directement au meunier en vertu des dispositions de l'article 18, seront accompagnés dans leur circulation d'un titre de mouvement obtenu par la coopérative qui aura autorisé cette livraison.

Art. 23. — Les coopératives de blé et à titre transitoire les organismes agréés par les comités départementaux, en Algérie, à défaut de celles-ci, les sociétés de prévoyance indigènes, pourront créer, en contre-partie des blés qu'elles détiennent effectivement ou qui sont détenus par leurs mandataires, des effets avalisés par l'office national du blé et escomptés par les caisses de crédit agricole mutuel fonctionnant sous le régime de la loi du 5 août 1920 et placés sous le contrôle de la caisse nationale de crédit agricole. Ces effets seront réescomptés par la Banque de France ou la Banque de l'Algérie à la demande desdites caisses ou de la caisse nationale de crédit agricole ou de la caisse algérienne de crédit agricole.

En cas de livraison différée, le vendeur remettra à la coopérative un effet ou un reçu pour une somme égale à l'acompte touché par lui.

Les reçus des vendeurs devront être, s'il y a lieu, annexés aux effets créés par les coopératives, avalisés par l'office national du blé et escomptés dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

Art. 24. — Il est créé, entre les coopératives de vente de blé et les organismes, prévus à l'article 5, de la métropole et de l'Algérie et les sociétés indigènes de prévoyance, une caisse de garantie destinée à couvrir les pertes éventuelles jusqu'à concurrence d'un maximum de 70 %, ce pourcentage pouvant toutefois être porté à 90 % pour le cas de pertes résultant de cas fortuits ou de force majeure.

Il est en outre formé un fonds spécial dont les ressources seront affectées à l'attribution de primes spéciales aux coopératives de blé ayant à supporter les charges d'intérêts et d'amortissement des capi-

taux investis dans l'acquisition ou la construction de silos ou magasins collectifs.

Les recettes de la caisse de garantie et du fonds spécial seront assurées par une cotisation fixée par le conseil central, proportionnelle au nombre de quintaux vendus par chaque coopérative et chaque organisme prévu à l'article 5. Les négociants en grains seront également assujettis au paiement de cette cotisation, qui sera recouvrée, pour le compte et au profit de l'office national, par les comités départementaux auprès des coopératives dans les conditions prévues à l'article 25 et par l'administration des contributions indirectes auprès des négociants en grains. Le conseil central gère la caisse de garantie et le fonds spécial.

En outre, la signature de chaque coopérative et des organismes prévus à l'article 5 pourra être garantie moyennant le versement d'une redevance dont le montant sera déterminé par le conseil central.

Art. 25. — Il est établi une taxe à la charge des producteurs sur les quantités récoltées par eux, déduction faite des besoins de l'exploitation prévus par l'article 19 de la présente loi.

Cette taxe sera perçue par les soins du comité départemental, pour le compte et au profit de l'office national du blé, auprès des coopératives ou des caisses régionales de crédit mutuel agricole par l'intermédiaire desquelles les paiements aux producteurs doivent être faits sur la base des déclarations de récolte, celles-ci ne pouvant être en aucun cas inférieures au total des quantités vendues. Les comités départementaux pourront exercer, à cet effet, la procédure prévue en matière de contributions indirectes.

Toutefois, le recouvrement devra être effectué en trois fractions au minimum au fur et à mesure de l'écoulement des blés.

Cette taxe se calculera comme suit:

Pour la fraction comprise entre 0 et 100 quintaux, exonération.

Pour la fraction comprise entre 101 et 200 quintaux, 1 fr. par quintal.

Pour la fraction comprise entre 201 et 400 quintaux, 2 fr. par quintal.

Pour la fraction comprise entre 401 et 600 quintaux, 3 fr. par quintal.

Pour la fraction comprise entre 601 et 800 quintaux, 4 fr. par quintal.

Pour la fraction comprise entre 801 et 1.000 quintaux, 5 fr. par quintal.

Pour la fraction au-dessus de 1.000 quintaux, 6 fr. par quintal.

Dans le cas où un fermage sera stipulé payable en argent, à la parité du cours du blé, le fermier pourra déduire de son fermage total une somme égale au montant de la taxe exigible sur la quantité totale

de blé ayant servi de base au calcul du fermage, étant entendu que le prix du quintal de blé prévu dans le bail ne pourra jamais excéder le prix de vente moyen des blés, nonobstant toute clause contraire insérée dans le bail.

Dans le cas où un fermage sera stipulé payable en blé, le fermier pourra déduire de son fermage une quantité de blé d'une valeur égale à la taxe exigible sur ce fermage par application du présent article.

Art. 26. — L'alinéa 3 de l'article 29 du décret de codification du 24 avril 1936 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Elle est perçue, à raison de 4 fr. sur chaque quintal de farine destinée à la consommation humaine sous déduction d'une exonération à la base de 8.000 quintaux par an pour chaque exploitant.

« Ce taux est porté à 4 fr. 50 pour les meuniers produisant plus de 70.000 quintaux de farine par an et à 5 fr. pour ceux produisant plus de 100.000 quintaux.

« Les farines et semoules introduites sur le territoire métropolitain acquitteront la taxe sur la base de 4 fr. par 100 kilogr. Pour les produits dérivés des farines et semoules, un décret, contresigné par les ministres de l'agriculture et des finances, fixera le taux de la taxe en fonction des quantités de farines et de semoule qu'ils contiennent ».

Les dispositions qui précèdent entreront en vigueur à compter du premier jour du mois qui suivra la publication de la loi.

La délivrance des titres de mouvement prévus par l'article 22 du décret de codification du 24 avril 1936 pourra être refusée aux redevables qui n'effectueront pas régulièrement le versement de la taxe à la mouture.

Le deuxième paragraphe de l'alinéa 2 de l'article 17 du décret de codification du 24 avril 1936 est abrogé.

Nonobstant les dispositions de l'article 10 de la loi du 19 décembre 1900, le gouverneur général de l'Algérie est autorisé à modifier l'assiette et le tarif des différentes taxes instituées par les assemblées algériennes pour la défense du marché du blé.

Art. 27. — Est abrogé, à partir du 1^{er} janvier 1937, le prélèvement de 10 % sur le produit de la taxe à la mouture opéré au bénéfice du service des céréales du ministère de l'agriculture, en vertu de l'article 31 du décret de codification du 24 avril 1936.

A partir du 1^{er} janvier 1937, il sera opéré, au profit de l'office national interprofessionnel du blé, un prélèvement de 15 % sur le produit de la taxe à la mouture établie par l'article 29 du décret de codification du 24 avril 1936.

Art. 28. — Pour assurer le fonctionnement de l'office national interprofessionnel du blé une avance remboursable dans un délai maximum de deux ans pourra lui être consentie à concurrence de 20

millions de francs par prélèvement sur le compte spécial ouvert à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1933.

Art. 29. — Le code du timbre et le code de l'enregistrement sont complétés respectivement par des articles 377-bis et 617-bis ainsi conçus:

Office national interprofessionnel du blé, comités départementaux et coopératives de blé.

Art. 377-bis. — Sont exempts de tous droits de timbre autres que celui des quittances, les actes, pièces et écrits de toute nature concernant l'office national interprofessionnel du blé, les comités départementaux et les coopératives de blé.

Art. 617-bis. — Sont exempts de tous droits d'enregistrement les actes, pièces et écrits de toute nature concernant l'office national interprofessionnel du blé, les comités départementaux et les coopératives de blé.

Les mêmes exceptions sont applicables en Algérie; à défaut de coopératives de blé, elles profitent aux sociétés de prévoyance indigènes pour les actes et pièces relatives à l'exécution de la présente loi.

Art. 30. — Les conditions d'application de la présente loi seront réglées, nonobstant toutes dispositions réglementaires contraires, par décrets rendus sur la proposition du ministre de l'agriculture, du ministre des finances, du ministre de l'économie nationale, du ministre de l'intérieur en ce qui concerne l'Algérie, et du ministre des affaires étrangères en ce qui concerne les blés importés des protectorats de la Tunisie et du Maroc.

En Algérie, un arrêté du gouverneur général, pris en application du décret visé à l'alinéa précédent, fixera les conditions spéciales d'application de la présente loi.

Un représentant du conseil central de l'office sera délégué d'une façon permanente auprès de chacun des gouvernements de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc, pour assurer la liaison entre l'administration centrale de l'office national du blé et les organismes locaux créés dans le même objet.

Ce fonctionnaire sera désigné avec l'agrément du gouverneur général de l'Algérie et de chacun des résidents généraux de la Tunisie et du Maroc.

Art. 31. — Toutes infractions à la présente loi et aux décrets prévus par l'article 30 ci-dessous seront punies d'une amende fiscale de 50 à 100 fr., majorée du quintuple des droits fraudés ou compromis.

La première phrase de l'alinéa 4 de l'article 4 du décret du 24 avril 1936 portant codification des textes législatifs concernant l'organisation et la défense du marché du blé est modifiée ainsi qu'il suit:

« Toute infraction à ces prescriptions sera passible d'une amende de 2.000 fr. nets et sans décime par hectare ».

En outre, toute vente ou tout achat de blé ou de farine, effectué en violation des dispositions des articles 6, 17 et 19 sera puni d'une amende fiscale égale au double du prix du blé ou de la farine achetés dans ces conditions, sans que cette pénalité puisse s'ajouter à celles fixées par le premier alinéa du présent article.

Si le délinquant est un minotier ou un négociant en grains, déjà condamné depuis moins de cinq ans pour la même infraction la condamnation entraînera de plein droit contre lui l'interdiction d'exploiter soit un moulin, soit un commerce de grains pendant un délai dont le tribunal fixera la durée. Pendant ce délai, le condamné ne pourra, à peine d'une amende de 500 à 5.000 fr., être employé à quelque titre que ce soit, dans l'établissement qu'il exploitait, même s'il l'a vendu, loué ou mis en gérance.

Toutes les amendes infligées en vertu de la présente loi seront perçues au bénéfice de l'office du blé, déduction faite d'une fraction de 50 % de l'amende qui sera versée au budget de la commune sur le territoire de laquelle est situé le principal établissement du délinquant. Ce dernier sera, en outre, privé des avantages des lois codifiées par le décret du 24 avril 1936 et des avantages stipulés dans la présente loi.

Les contrevenants seront, en outre, passibles, s'il y a lieu, des pénalités édictées par la législation douanière.

Les dispositions des alinéas 5, 6, 7 et 8 de l'article 33 du décret de codification du 24 avril 1936 sont applicables aux infractions à la présente loi et aux décrets et arrêtés ministériels pris pour son application.

L'article 463 du code pénal ainsi que la loi du 26 mars 1891 sont applicables aux infractions et délits visés au présent article.

Art. 32. — A partir de la promulgation de la présente loi, est interdite la cotation des blés dans les bourses de commerce.

Art. 33. — Le ministre de l'agriculture présente chaque année au Président de la République un rapport sur les opérations de l'office national interprofessionnel du blé. Ce rapport est publié au *Journal officiel*.

Art. 34. — En vue d'assurer sans délai le fonctionnement de l'office du blé, le ministre de l'agriculture est autorisé à employer un personnel provenant d'une part de fonctionnaires et agents détachés par application des articles 33 de la loi du 30 décembre 1913 et 15 de la loi du 14 avril 1924, ainsi que du décret-loi du 30 juin 1934, et, d'autre part, d'agents auxiliaires. Les dépenses engagées à ce titre sur le budget de l'office ne devront pas dépasser jusqu'au 31 décembre 1936 la somme de 5 millions de francs.

Les effectifs de ce personnel et sa rémunération seront fixés par décrets contresignés du ministre des finances et du ministre de l'agriculture.

Toutefois, les décrets portant fixation des effectifs définitifs de l'office devront être soumis à la ratification législative avant le 1^{er} janvier 1937.

Art. 35. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi qui est applicable aux départements de la Moselle, du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et à l'Algérie.

France. — D. relatif au commerce des blés de semence. — 14 octobre 1936. — J. O., n. 243 (16 octobre 1936).

Vu la loi du 15 août 1936 instituant un office national interprofessionnel du blé et, notamment, les articles 7, 15, 17, 24, 25, 31;

Vu le décret du 26 août 1936 portant organisation administrative de l'office national interprofessionnel du blé;

Vu le décret du 23 septembre 1934 (1) et, notamment, les titres I^{er} et IV, concernant le commerce des blés de semence;

Vu la décision conforme en date du 9 septembre 1936 du Comité d'administration de l'Office national interprofessionnel du blé;

Sur la proposition du Ministre de l'agriculture, du Ministre des finances et du Ministre de l'économie nationale;

Art. 1^{er}. — Les livraisons de blé de semence faites par des agriculteurs, soit à d'autres agriculteurs, soit à des sélectionneurs ou négociants en grains en vertu d'un contrat, soit à un groupement de producteurs de semence en conformité avec ses statuts, ne sont pas soumises aux règles de l'échelonnement prévues pour la vente des blés destinés à la meunerie.

Les blés destinés à la meunerie, détenus par les agriculteurs ayant vendu des blés de semence dans les conditions stipulées au paragraphe précédent, ne pourront être mis en vente tant que la quantité totale de ces semences sera supérieure à celle qui résulterait de l'application, à toute la récolte de l'intéressé, des règles normales de l'échelonnement.

Les blés de semence vendus par les entreprises privées et les groupements agricoles de sélection et de multiplication cultivant ou faisant cultiver par contrat, ne seront pas soumis aux dispositions en vigueur concernant le rythme des livraisons des blés destinés à la meunerie.

Toutefois, les blés destinés à la meunerie provenant du triage des blés de semence, ou des blés de semence invendus, ne pourront être mis en vente que dans les limites résultant de l'application des règles fixées pour l'échelonnement des ventes des producteurs de blé.

Il sera pris, pour base de calcul des quantités pouvant être vendues, le total des blés provenant du triage, sans que ce total puisse

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIV^{ème} Année, 1934, p. 306 et s.

excéder 40 % des blés de semence reçus. Les quantités excédant cette proportion ne pourraient être mises en vente qu'au moment de l'écoulement de la dernière tranche prévue pour l'échelonnement.

Art. 2. — Les blés livrés par les agriculteurs aux maisons et groupements agricoles de sélection ou de multiplication, seront achetés, par ces derniers, au prix correspondant à leur poids spécifique, tel qu'il résulte des décisions prises par le Conseil central de l'Office national interprofessionnel du blé. Ce prix sera, par ailleurs, majoré de la prime de multiplication.

Le prix de vente, par les sélectionneurs, des blés de semence récoltés par eux ou par un tiers ayant passé avec eux un contrat de culture, pourra être augmenté, le cas échéant, du montant de la prime de sélection.

Art. 3. — Les achats de blé de semence effectués, par les sélectionneurs ou les négociants, aux producteurs, seront obligatoirement payés par l'intermédiaire de la caisse régionale de crédit agricole dans la circonscription de laquelle se trouve l'exploitation du vendeur.

Il en sera de même pour le règlement des achats effectués, par les minoteries, des blés de semence invendus ou des blés provenant du triage des blés de semence.

Art. 4. — Toutes les livraisons de blés de semence devront, notamment en ce qui concerne l'étiquetage des emballages, être faites dans les conditions prévues par le décret du 23 septembre 1934.

Les blés de semence ne sont pas soumis à la formalité du titre de mouvement.

Sauf en ce qui concerne les stocks visés au dernier paragraphe de l'article 6, les livraisons de blés de semence en meunerie sont interdites.

Art. 5. — Les négociants en grains qui désirent pratiquer le triage des blés de semence devront demander, au préalable, l'autorisation du Comité départemental, et seront assujettis aux dispositions relatives à l'échelonnement visées à l'article 1^{er} du présent décret.

Art. 6. — Les négociants pratiquant le commerce des blés de semence, les entreprises privées et les groupements agricoles de sélection et de multiplication, et, en général, toute personne ou société se livrant à des opérations d'achat et de vente de blés de semence, sont astreints à tenir un registre mentionnant les entrées et les sorties de blé. Ce registre mentionnera, pour chacune des opérations d'entrée et de sortie:

Le numéro d'ordre.

La date de l'opération.

La quantité et le prix de la marchandise reçue ou expédiée.

Le nom et adresse du vendeur ou de l'acheteur.

En outre, les quantités de blé vendues comme semence, les quantités vendues comme blé de meunerie, les quantités vendues comme

blés non loyaux et marchands, devront figurer dans trois colonnes distinctes.

Pour assurer l'application des dispositions qui précèdent, les opérations d'achat ou de vente effectuées, au titre de la campagne en cours, avant la publication du présent décret, devront être portées sur le registre des entrées et des sorties.

Chaque année, dans la deuxième quinzaine de mars, les personnes visées au premier paragraphe du présent article devront adresser au Comité départemental un relevé des opérations effectuées au cours de l'année précédente, tel qu'il résulte du registre des entrées et des sorties. Ce relevé mentionnera, en outre, pour chacune des catégories prévues pour l'indication des ventes, les stocks en magasin ou en dépôt chez les tiers.

Art. 7. — Pour la perception et le reversement de la taxe à la production et des redevances et cotisations visées aux articles 7 et 24 de la loi du 15 août 1936, les groupements agricoles et négociants effectuant le commerce des blés de semence sont soumis aux formalités et obligations prévues par les titres II et III du décret du 8 septembre 1936.

Art. 8. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 9. — Le Ministre de l'agriculture et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Italie. — D. l. royal n. 392 réglementant le marché des céréales. — 16 mars 1936. — G. U., n. 65 (18 mars 1936).

Art. 1^{er}. — A partir de la date d'entrée en vigueur du présent décret, le blé soumis au recensement du 15 février 1936 est conféré aux organisations collectives de stockage provinciales compétentes et ne peut être aliéné que par l'intermédiaire des dites organisations en exécution des dispositions du Ministère de l'agriculture et des forêts.

Sont exceptées les quantités déclarées et reconnues nécessaires aux besoins du détenteur, de ses colons et autres dépendants. Elles ne peuvent être l'objet d'actes d'aliénation.

Il est interdit aux moulins de moudre du blé ne provenant pas des organisations de stockage, exception faite pour les quantités visées à l'alinéa précédent.

Dans les trente jours qui suivent la publication du présent décret, il est donné faculté aux détenteurs de blé de rectifier les déclarations faites dans le recensement précité, en signalant les quantités plus grandes éventuellement possédées.

Art. 2. — Les contrats d'achat et de vente de blé qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, n'ont pas encore été exécutés par la livraison matérielle de la marchandise, cessent d'être valables, et ne donnent lieu ni à des remboursements de frais ni à des indemnités d'aucune sorte entre les parties contractantes.

La présente disposition s'applique également aux contrats exécutés seulement en partie à la date susdite, pour la partie du contrat non encore exécutée.

Le blé, objet des contrats qui cessent d'être en vigueur, est remis lui aussi aux organisations de stockage et l'on ne peut en disposer qu'avec les modalités établies par l'article 1^{er} du présent décret.

Art. 3. — Tant que le centre de stockage provincial n'en aura pas ordonné la vente d'après l'article 1^{er}, le blé continuera à être conservé chez les détenteurs actuels qui en répondront comme consignataires.

Art. 4. — Quiconque soustrait le blé à la destination établie par les dispositions des articles précédents, ou bien prend part à des opérations non conformes à ces dispositions, sera puni d'une amende qui, dans les cas les plus graves, pourra s'étendre jusqu'à la valeur du blé qui est l'objet de la contravention, à moins que le fait ne constitue un délit plus grave.

Les contrats qui ne sont pas conclus conformément aux articles précédents sont nuls de plein droit.

Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazzetta Ufficiale* et sera présenté au Parlement pour sa conversion en loi.

Italie. — D. l. royal n. 748 concernant la protection de la production céréalière contre l'accaparement et les obligations visant ses produits en herbe. — 14 avril 1936. — G. U., n. 107 (8 mai 1936).

Vu la nécessité urgente et absolue de protéger la production de blé contre des accaparements et des engagements qui peuvent avoir pour objet le produit en herbe, etc.

Art. 1^{er}. — La vente du blé en herbe est interdite. Sont également interdits les concessions, les avances et les prêts garantis de quelque manière que ce soit, en ligne principale et accessoire, du blé en herbe sauf pour les prêts agricoles pour travaux de printemps, de récolte et de battage, accordés par les Instituts qui y sont autorisés, selon l'article 2 du décret-loi royal du 29 juillet 1927, n. 1509 (1).

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XVII^{ème} Année, 1927, p. 248.

Les actes juridiques non conforme aux dispositions du présent décret et qui n'ont pas acquis une date certaine avant la publication de ce même décret sont nuls de plein droit.

Art. 2. — Les dispositions du présent décret, qui s'appliquent au blé cultivé dans l'année courante agricole 1935-36, entrent en vigueur le jour de la publication du décret dans la *Gazzetta Ufficiale* du Royaume.

Le présent décret sera présenté au Parlement pour sa conversion en loi. Le Ministre proposant est autorisé à présenter le projet de loi y relatif.

Italie. — D. l. royal n. 1272, portant les dispositions réglementant le régime du blé de semence sélectionné en relation avec les avances sur le blé en herbe et les stocks collectifs. — 11 juin 1936. — G. U., n. 155 (7 juillet 1936).

Art. 1^{er}. — Les dispositions du décret-loi royal n° 748 du 14 avril 1936, concernant la protection de la production du blé contre les engagements et les accaparements du produit en herbe, ne s'appliquent pas au cas de lots de blé engagés ou à engager en vue de la préparation de semences sélectionnées de la part de maisons autorisées en vertu de la loi n. 987 du 18 juin 1931 (1) portant des dispositions pour la protection des plantes cultivées et des produits agricoles contre des causes ennemies.

Art. 2. — Aux effets du présent décret, les lots de blé engagés ou à engager en herbe, en vue de la préparation de semences, devront être reconnus aptes à leur destination spéciale lors d'un examen sur les lieux qui sera effectué avant la moisson, par les soins des Inspectorats royaux provinciaux de l'agriculture, selon les directives et sous la surveillance de l'Institut national de génétique pour la culture céréalière (Istituto nazionale di genetica par la cerealicoltura).

Les frais de ladite descente sur les lieux seront supportés par les établissements de sélection intéressés.

Art. 3. — Les Inspectorats royaux provinciaux de l'agriculture prendront note, dans un registre institué à cet effet, des lots inspectés et approuvés pour les buts du présent décret et ils en communiqueront le mouvement, tous les quinze jours jusqu'au 30 septembre, à l'Institut national de génétique pour la culture céréalière et au Ministère de l'agriculture et des forêts.

Pour chaque lot reconnu apte, l'Inspectorat royal, qui a effectué la vérification, délivrera un certificat indiquant l'exploitation de production et le fonds, la maison de sélection qui engage le lot, le lieu où

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIème Année, 1931, p. 745.

sont situées ses installations de préparation, la variété et la quantité des blés engagés en herbe. Ledit certificat accompagnera le lot du lieu de production à l'établissement de sélection et constituera un titre pour prouver l'applicabilité des dispositions du présent décret au lot en question.

En ce qui concerne les lots produits par les institutions qui auront été chargées par le Ministre de l'agriculture et des forêts de recherches expérimentales en matière de culture céréalière, ainsi que les lots produits par des particuliers avec des semences originales et cultivées sous leur contrôle, le certificat sera délivré par les institutions elles-mêmes qui seront tenues d'en donner communication à l'Inspectorat royal provincial aux fins de l'enregistrement prescrit par le premier alinéa du présent article.

Art. 4. — Les lots de blé engagés en herbe, qui auront été ensuite achetés et utilisés avec les modalités et pour les buts visés au présent décret, seront exemptés de toute obligation éventuelle de dévolution aux stocks collectifs.

Les maisons de sélection devront tenir un relevé exact, dans un registre destiné à cet effet et dont les pages auront été numérotées et timbrées par le Tribunal compétent, du chargement et du déchargement des lots engagés en herbe puis achetés. Ce registre, avec le certificat dont il est question à l'article 3, devra être représenté à toute requisition des officiers, agents et fonctionnaires habilités au contrôle de l'exécution des dispositions du présent décret.

Les maisons de sélection devront remettre aux centres de stockage collectifs, au prix normal en vigueur pour les qualités de consommation, les sous-produits de fabrication et les résidus éventuels des lots sélectionnés qui n'auront pas été employés pour la nouvelle production, et il leur est défendu d'utiliser pour la vente le blé engagé en herbe et acheté de la façon et pour les buts dont il est question au présent décret.

Art. 5. — En dehors du contrôle qui peut être effectué par les officiers et par les agents de la force publique, le Ministère de l'agriculture et des forêts pourra commander et faire effectuer par ses agents des contrôles et des inspections dont le but sera de surveiller l'exécution régulière du présent décret.

Tout contrevenant aux dispositions du présent décret sera puni d'amende dont le montant pourra varier d'un cinquième à la totalité de la valeur du lot qui fait l'objet de la contravention, sur la base des prix du blé de semence.

Le présent décret, qui entrera en vigueur le jour même de sa publication dans la « Gazzetta Ufficiale » du Royaume, sera présenté au Parlement pour sa conversion en loi. Le Ministre proposant est autorisé à présenter le projet de loi y relatif.

Italie. — D. l. royal n. 1273 réglementant le marché du blé. — 15 juin 1936. — G. U., n. 155 (7 juillet 1936).

Art. 1^{er}. — A partir du 1^{er} juin 1936, tout le blé de production indigène ainsi que le blé produit dans les colonies et importé dans le Royaume, et le blé éventuellement importé de l'étranger, même à titre d'importation temporaire, doit être transféré (*conferito*) aux organisations de stockage pour la vente collective en vertu des dispositions du présent décret-loi.

Le blé importé de l'étranger à titre d'importation temporaire pourra toutefois être administré séparément.

L'obligation de remettre (*conferire*) le blé aux organisations de stockage incombe au producteur et à quiconque a le droit de disposer du blé.

Toutefois les détenteurs de blé sont autorisés à ne pas remettre à l'organisation de stockage les quantités nécessaires à leurs propres besoins et aux besoins des personnes placées sous leur dépendance pour un montant de trois quintaux par tête, au maximum.

La même faculté est accordée relativement aux quantités nécessaires à l'ensemencement pour un montant maximum de deux quintaux par hectare de terrain cultivable.

Les quantités de blé qui ne sont pas remises aux organisations de stockage ne peuvent pas faire l'objet de transactions commerciales.

Art. 2. — Le blé sera stocké selon les directives données et sous la surveillance d'un Bureau central de stockage du blé, constitué auprès du Ministère de l'agriculture et des forêts au sein de la Direction générale pour les plans de la production agricole et de son financement.

Le Bureau central de stockage du blé a pour but d'assurer, en plein accord avec les Ministères intéressés, l'approvisionnement en blé du Pays et la distribution rationnelle de ce produit à l'intérieur, en cherchant à réaliser la stabilisation du prix du blé à un niveau équitable.

La compétence du Bureau de stockage du blé s'applique au blé de production indigène ainsi qu'au blé importé des colonies et de l'étranger, même dans le cas où le blé serait destiné à la réexportation sous forme de dérivés.

Art. 3. — Pour l'examen des questions de principe dérivant du fonctionnement du stockage du blé, il est constitué, auprès du Bureau précité, une Commission composée de la manière suivante:

Le Ministre de l'agriculture et des forêts, Président;

Un représentant du Parti National Fasciste;

Un représentant de la Corporation des céréales;

Un représentant du Ministère de l'intérieur;
Un représentant du Ministère des finances;
Un représentant du Ministère des corporations;
Un représentant du Sous-Secretariat d'Etat pour les échanges et les devises;

Un représentant de la Confédération fasciste des agriculteurs;
Un représentant de la Confédération fasciste des travailleurs agricoles;

Un représentant de la Fédération nationale fasciste des commerçants en céréales, légumes et fourrages;

Un représentant de la Fédération nationale fasciste des travailleurs de l'alimentation;

Un représentant de la Fédération nationale fasciste des mineurs des fabricants de pâtes, des transformateurs industriels du riz (*risieri*) et des entrepreneurs de battage (*trebbiatori*);

Un représentant de la Fédération nationale fasciste des travailleurs employés dans le commerce d'alimentation;

Un représentant de l'Institut national de la coopération;

Un représentant de la Fédération italienne des Consortiums agricoles;

Un représentant du Gouverneur de la Banque d'Italie;

Le Directeur général pour les plans de la production agricole et de son financement, Chef du Bureau central du stockage du blé;

Le Directeur général de l'agriculture.

Art. 4. — Toute importation de blé de l'étranger de la part des particuliers est interdite, même dans le cas où la marchandise serait destinée à la réexportation sous forme de produits dérivés.

Le Ministre des finances, de concert avec le Ministre de l'agriculture et des forêts, est autorisé à accorder à la Fédération italienne des Consortiums agricoles des permis d'importation de blé étranger, soit sous forme d'importation définitive, soit sous forme d'importation temporaire, à la condition que les dispositions en vigueur au sujet desdites importations soient observées.

Art. 5. — Dans le but de diriger et de contrôler, selon les directives données par le Bureau central de stockage du blé, l'activité déployée en la matière par les organisations de stockage dans chaque province, il est constitué au chef-lieu un « Centre de stockage provincial ». Le « Centre de stockage provincial » est présidé par le Président de l'Union provinciale fasciste des agriculteurs et il est composé d'un représentant de l'Union susdite choisi parmi les cultivateurs directs, d'un représentant de l'Union provinciale fasciste des industriels, d'un représentant des Institutions de financement, désigné par le Ministre de l'agriculture et des forêts et d'un représentant de l'Union provinciale fasciste des commerçants.

Art. 6. — Les Centres provinciaux de stockage sont placés sous la dépendance du Ministère de l'agriculture et des forêts qui, en cas de fonctionnement irrégulier, pourra les dissoudre en nommant à leur place un Commissaire ministériel, qui en exercera les fonctions.

Le Ministère de l'agriculture peut ordonner la substitution des membres des Centres provinciaux.

Art. 7. — Les consortiums agricoles coopératifs, les associations et les institutions agricoles légalement constitués sont, de règle, les organisations de stockage.

Les Centres provinciaux de stockage sont autorisés à reconnaître et à certifier la qualité d'organisation de stockage en faveur d'autres entreprises et institutions qui le demandent.

Contre le refus du Centre provincial de stockage est admis un recours devant le Ministère de l'agriculture et des forêts qui décide en dernière instance.

Les organisations de stockage devront tenir, pour les stocks de blé, une comptabilité et une administration rigoureusement distinctes de toute comptabilité et administration particulières.

Art. 8. — Le blé, dévolu au stockage en vertu de l'article 1^{er} du présent décret, doit être remis à une organisation de stockage 30 jours au plus tard après le battage.

L'organisation de stockage peut accorder que le blé soit conservé temporairement ou définitivement par le détenteur.

Dans ce cas, le détenteur devra répondre en qualité de dépositaire du blé conservé.

Les quantités non remises aux organisations de stockage en tant que produits destinés à consommation directe ou à l'ensemencement et qui dépassent les besoins prévus, peuvent être à tout moment remises aux dites organisations.

Art. 9. — Le blé dévolu aux organisations de stockage reste la propriété du déposant.

Le stockeur, par la dévolution du blé, donne à l'organisation de stockage un mandat irrévocable pour la vente aux conditions et de la manière prévues par le présent décret.

Les droits de créance éventuels des tiers sur le blé dévolu à l'organisation de stockage peuvent porter seulement sur le prix. Dans ce but, les tiers créanciers pourront notifier à l'organisation de stockage leurs droits de créance éventuels.

Art. 10. — Au moment de la dévolution du blé, l'organisation de stockage délivrera à l'intéressé un bulletin de livraison portant l'indication des quantités, de la qualité et du caractère du blé dévolu et notamment de son poids par hectolitre et de ses impuretés.

L'organisation de stockage devra répondre des quantités de blé reçues, de leur bonne conservation et de leur protection contre les

dégâts d'incendie sur la base d'un contrat d'assurance approprié et devra répondre en outre du versement, au moment de la liquidation finale, du prix de vente réalisé.

Art. 11. — Le prix de base pour la vente du blé « d'une bonne qualité marchande » soit tendre soit dur, sera établi avant le 15 juin de chaque année par le Ministre de l'agriculture et des forêts, l'avis du Comité permanent pour le blé entendu, et restera en vigueur pour toute la durée de la campagne.

Le prix susdit se rapporte au blé en vrac situé dans le magasin du producteur; il sera majoré tous les mois, à partir du 1^{er} juillet de chaque année, d'une lire par quintal, pour les blés tendres, et d'une lire vingt par quintal, pour les blés durs.

Art. 12. — Le prix de base dont il est question à l'article précédent s'applique au blé tendre ayant un poids de 78 kilos par hectolitre avec 1 % d'impuretés au maximum, et au blé dur ayant un poids de 80 kilos par hectolitre avec 1 % d'impuretés au maximum et une teneur maximum de 5 % de blé tendre.

Les blés de qualité supérieure ou inférieure aux qualités susindiquées devront avoir un prix proportionnellement supérieur ou inférieur.

Il appartient aux Centres provinciaux de stockage d'établir la classification des blés de la province par rapport à la qualité et de proposer les prix y relatifs en tenant compte du prix de base; ils devront veiller également à ce qu'ils soient rigoureusement observés tant en ce qui concerne les prix de vente qu'aux effets de la répartition finale, dont il est question à l'article 19.

Ladite classification et les prix y relatifs devront être communiqués en vue de leur approbation au Ministère de l'agriculture et des forêts avant le 30 juin de chaque année et devront être portés à la connaissance du public dès que l'approbation ministérielle aura été obtenue.

Art. 13. — Le blé de semence sélectionné pourra être soumis à un régime spécial relativement à l'obligation établie à l'article 1^{er} du présent décret et pourra être vendu, avec l'autorisation du Ministère de l'agriculture et des forêts, à un prix supérieur à celui de base établi par l'article 12 pour le blé destiné à l'alimentation humaine.

L'autorisation susdite sera accordée sur demande des producteurs de semences sélectionnées, qui devra être remise au Ministère par l'entremise et avec l'avis du Centre compétent. Le Ministère, en donnant son autorisation, devra préciser les quantités admises à la majoration ainsi que le prix auquel elles pourront être vendues.

Art. 14. — Les organisations de stockage, dans le but exclusif de se procurer les moyens éventuellement nécessaires pour accorder des avances aux déposants, ont la faculté de céder en garantie à des tiers le blé stocké.

Ces opérations donnent un privilège sur le blé transféré à l'organisation de stockage et sur l'argent réalisé par la vente du blé.

Ce privilège a un rang immédiatement inférieur à celui qui est accordé pour le prêt agricole d'exercice prévu à l'alinéa premier de l'article 8 de la loi du 29 juillet 1927, n. 1509 (1), sur l'exercice du crédit agricole.

Si les lettres de change qui représentent le droit de créance privilégié pour les avances dont il est question à l'article précédent, sont endossées, cet endos détermine aussi le transfert du privilège.

Les dispositions du décret-loi royal n. 748 du 14 avril 1936 concernant la défense de financement du blé en herbe, restent en vigueur, sauf les dérogations prévues par l'article 13 concernant le blé de semence.

Art. 15. — Les avances prévues par l'article 14 précédent en faveur des déposants seront données par les organisations de stockage sous forme d'un chèque remis au déposant et tiré par l'organisation de stockage sur son institution de financement à la charge du crédit global accordé à l'organisation de stockage sur la base des dispositions de l'article 14.

Le montant de l'avance et les modalités de son versement seront déterminés par le Comité des Ministres pour la défense de l'épargne et l'exercice du crédit, sur la proposition du Ministre de l'agriculture et des forêts, de concert avec le Comité permanent du blé.

Art. 16. — Les institutions autorisées à pratiquer le crédit agricole, les Caisses d'épargne et les monts de piété de première catégorie, sont seuls admis à effectuer les opérations de financement prévues par l'article 14 en faveur des organisations de stockage.

Seuls les autres établissements de crédit peuvent effectuer les opérations de financement en faveur des acheteurs du blé stocké.

Art. 17. — Sous la responsabilité personnelle de ses propres administrateurs et sous le contrôle du Centre provincial, les organisations de stockage sont tenues de verser à l'institution de financement le produit des ventes au fur et à mesure qu'elles auront été effectuées, en vue de l'extinction totale ou partielle de la dette contractée.

Au cas où l'institution de financement aurait reçu des avances de la part de l'Institut d'émission contre des avances accordées aux organisations de stockage, elle devra réduire ou éteindre lesdites avances au fur et à mesure qu'elle reçoit des organisations de stockage le produit des ventes de blé effectuées.

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XVIIème Année, 1927, p. 243.

Art. 18. — Il appartient au Ministère de l'agriculture et des forêts de donner des instructions en ce qui concerne le moment et le lieu où les ventes devront avoir lieu.

L'exécution des ventes est confiée à la Fédération italienne des Consortiums agricoles qui devra agir au nom et pour le compte des organisations de stockage sous la direction et le contrôle du Ministère de l'agriculture et des forêts.

Les ventes devront être rapportées au lieu où se trouve le blé. Les acheteurs devront pourvoir, directement ou par l'entremise de leurs représentants, au prélèvement et au transport du blé acheté, à moins qu'ils ne préfèrent confier ce soin à la Fédération susdite.

Art. 19. — La répartition finale du prix entre les déposants aura lieu au moment de l'épuisement des stocks de la province, sur la base des prix moyens réalisés par rapport aux différentes qualités de blé dévolu, déduction faite des frais.

Dans le cas où le stock n'est pas encore épuisé au 30 juin de chaque année, on procédera, comme il est dit ci-dessus, à la répartition des sommes encaissées pour les quantités de blé vendu jusqu'à cette date. Cette répartition sera effectuée avant le 30 juillet de chaque année.

Le blé excédentaire fera partie du stock de l'année suivante.

Art. 20. — Il appartient aux Centres provinciaux d'exercer, par l'entremise d'un délégué choisi, même en dehors de ses membres, un contrôle continu sur la gestion du blé de la part des organisations de stockage en veillant particulièrement au remboursement régulier des avances et à l'examen des comptes relatifs à la répartition finale.

Les Centres provinciaux devront signaler immédiatement au Ministère de l'agriculture et des forêts toute observation faite sur la gestion susdite. Ils devront en outre présenter trimestriellement au Ministère un rapport sur la comptabilité de la gestion.

Le Ministère de l'agriculture et des forêts est autorisé à inspecter à tout moment la gestion du blé de la part des organisations de stockage.

Art. 21. — Dès que les stocks de la province auront été épuisés, comme conséquence des ventes et en tout cas avant le 15 juillet de chaque année, l'organisation ou les organisations de stockage devront établir un compte-rendu final destiné à servir de base à la répartition visée à l'article 19.

Ce compte-rendu ne deviendra exécutoire qu'après avoir été approuvé par le Centre provincial.

En cas de divergence, il appartient au Ministère de l'agriculture et des forêts de décider.

Art. 22. — Dans le but d'assurer à temps l'approvisionnement en blé de chaque province, les moulins de première et de seconde catégorie sont tenus de constituer et de conserver par devers eux un stock de blé suffisant pour un mois de mouture.

Ce stock ne pourra être inférieur à la moitié de la puissance théorique de mouture de chaque moulin.

Art. 23. — Les documents, les actes et les quittances relatifs aux opérations de stockage délivrés dans les rapports entre les déposants d'un côté et les organisations de stockage ou instituts de financement d'autre part sont exemptés des taxes de timbre, d'enregistrement, sur les échanges et de toute autre taxe sur les affaires, sauf pour les lettres de change qui restent assujetties à la taxe de timbre normale.

Art. 24. — Le premier et le quinze de chaque mois, les Centres provinciaux communiqueront au Ministère de l'agriculture et des forêts les mouvements globaux d'entrée et de sortie du blé intervenus pendant la quinzaine ainsi que le reliquat de blé à la fin de la quinzaine.

Ces données devront être fournies pour chaque organisation de stockage existant dans la province.

Les magasins généraux sont tenus eux aussi de communiquer aux mêmes dates au Bureau central de stockage du blé, les mouvements d'entrée et de sortie ainsi que la quantités restantes de blé emmagasiné.

Art. 25. — Il est interdit aux moulins de moudre le blé qui ne provient pas des stocks; exception faite pour les quantités conservées par les producteurs pour leur propre consommation et pour la consommation des personnes placées sous leur dépendance.

Quiconque soustrait du blé aux destinations établies par les dispositions du présent décret, et quiconque prend part à ces transactions conclues contrairement aux dispositions susdites, est puni d'une amende qui, dans les cas les plus graves, peut s'élever jusqu'à la valeur globale du blé qui a fait l'objet de la contravention, à moins que le fait délictueux ne constitue une infraction plus grave.

Les contrats conclus contrairement aux dispositions du présent décret sont nuls de plein droit.

Art. 26. — Pour chaque quintal de blé livré, ou autrement dévolu aux stocks collectifs, sera prélevée, au moment de la vente, la somme de L. 0.50 à titre de remboursement des frais.

Cette somme sera destinée à contribuer aux frais d'organisation et de fonctionnement des services de stockage du blé. Elle sera perçue par la Fédération italienne des Consortiums agricoles et sera destinée, avec les modalités à établir par décret du Ministre de l'agriculture et des forêts de concert avec le Ministre des finances, à faire face aux frais provenant de l'application du présent décret et pour des buts qui se rapportent à la réglementation du marché du blé.

Les frais d'emmagasinage, de garde, de conservation et d'assurance contre l'incendie ainsi que les intérêts sur les avances prévues à l'article 14 en faveur des déposants, sont à la charge de ces derniers.

Art. 27. — Le décret-loi royal du 24 juin 1935, n. 1049 (1), concernant la réglementation et le fonctionnement des organisations de stockage de blé et le décret-loi royal du 16 mars 1936, n. 392, concernant la réglementation du marché du blé, sont abrogés.

Le présent décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans la « Gazzetta Ufficiale » du Royaume et sera présenté au Parlement pour sa conversion en loi. Le Ministre proposant est autorisé à présenter le projet de loi y relatif.

Japon. — L. n. 22 concernant l'administration autonome du riz. — 27 mai 1936. — K., n. 2819 (28 mai 1936).

Art. 1^{er}. — La présente loi a pour but de réaliser l'administration autonome du riz dans le Japon proprement dit, dans la Corée et à Formose en vue d'assurer le contrôle sur le riz excédentaire se trouvant dans le Japon proprement dit, dans la Corée et à Formose.

Art. 2. — Les producteurs de riz, les personnes ayant des droits afférant aux terrains qui reçoivent du riz au titre de fermage ainsi que les personnes y assimilées qui seront désignées par ordonnance, pourront établir des associations pour le contrôle du riz (*beikoku tōsei kumiai*).

Art. 3. — Les associations pour le contrôle du riz sont des personnes juridiques. Elles ont pour but de réaliser l'administration autonome dont il est question à l'article 1^{er}.

Art. 4. — Les associations pour le contrôle du riz, en vue de réaliser leur but, n'effectueront que les opérations ci-après énumérées:

1) répartir entre leurs membres la quantité de riz que l'association doit contrôler d'après les dispositions de l'article 43 (y compris le cas d'application par analogie visé par l'alinéa 2 de l'article 56);

2) stocker le riz que l'association doit contrôler;

3) fournir des capitaux à leurs membres ou bien faire œuvre d'intermédiaire, pour les leur procurer, sur le riz stocké d'après les dispositions du numéro précédent;

4) procéder à la vente du riz d'après les dispositions de l'article 49, de l'article 50 (y compris le cas d'application par analogie visé par l'alinéa 2 de l'article 56) ou bien de l'article 57;

5) émettre les warrants ayant trait au riz stocké;

6) procéder sur mandat à la vente ou à l'entretien ou bien effectuer toute autre opération nécessaire relative à l'administration autonome du riz en ce qui concerne le riz qui, ayant été stocké d'après

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXV^{ème} Année, 1935, p. 87.

les dispositions du numéro 2, a été ensuite libéré de l'obligation de stockage.

Seront réglés par Ordonnance Impériale les points nécessaires relatifs aux warrants visés par le numéro 5 de l'alinéa précédent et leur émission.

Art. 5. — La sphère d'action d'une association pour le contrôle du riz correspond, s'il s'agit du Japon proprement dit, à la circonscription territoriale d'une ville, d'un bourg ou d'un village, s'il s'agit de la Corée à celle d'une préfecture, d'un arrondissement ou d'un district insulaire, s'il s'agit de Formose à la circonscription d'une préfecture, d'un arrondissement ou d'une ville.

S'il existe des raisons spéciales, la sphère d'action d'une association pour le contrôle du riz peut ne pas correspondre aux circonscriptions territoriales administratives visées par l'alinéa précédent.

Sauf les cas spécialement établis par arrêté, lorsque les circonscriptions territoriales administratives d'une ville, d'un bourg, d'un village, etc., sont amplifiées ou réduites, de même la sphère d'action d'une association pour le contrôle du riz, qui a pour ressort une desdites circonscriptions, s'entend amplifiée ou réduite d'une manière correspondante.

Art. 6. — Dans la dénomination d'une association pour le contrôle du riz on devra employer les mots « association pour le contrôle du riz (*beikoku tōsei kumiai*) ».

On ne pourra pas employer pour la dénomination les mots « association pour le contrôle du riz » quand il ne s'agit pas d'une association pour le contrôle du riz constituée en conformité des prescriptions de la présente loi.

Art. 7. — Sont membres d'une association pour le contrôle du riz les personnes envisagées par l'article 2 exerçant leur activité dans la sphère d'action de l'association, conformément à ce qui sera établi par arrêté.

Art. 8. — Lorsqu'on voudra constituer une association pour le contrôle du riz, on devra obtenir l'assentiment des deux tiers au moins des personnes qualifiées pour en être membres dans le ressort de sa sphère d'action, conformément aux règles qui seront établies par arrêté, convoquer une assemblée générale constitutive (*sōritsu sōkwai*), qui devra arrêter les statuts et établir tout autre point nécessaire, et obtenir l'autorisation des autorités administratives.

Art. 9. — L'autorité administrative pourra ordonner la constitution d'une association pour le contrôle du riz aux personnes qualifiées pour en être membres dans un ressort déterminé, toutes les fois qu'elle estime nécessaire de procéder de la sorte.

Les personnes auxquelles il est fait injonction de constituer une association d'après les dispositions de l'alinéa précédent, sont tenues de convoquer l'assemblée générale constitutive, d'après les règles qui seront

établies par arrêté, d'y faire arrêter les statuts, d'établir tout autre point nécessaire et d'obtenir l'autorisation de l'autorité administrative.

Si les personnes auxquelles est faite l'injonction de la constitution n'auront pas présenté la demande d'autorisation de création dans un délai qui sera établi par arrêté, l'autorité administrative établira elle-même les statuts et adoptera toutes autres mesures nécessaires pour la constitution de l'association.

Art. 10. — Toute association pour le contrôle du riz sera censée constituée quand elle aura obtenu l'autorisation administrative de sa constitution ou bien quand ses statuts auront été établis d'office d'après les dispositions de l'alinéa 3 de l'article précédent.

Dans les cas visés par l'alinéa précédent, l'autorité administrative est tenue de notifier publiquement sans retard la constitution de l'association ainsi que le domicile et le nom et prénom de son président et vice-président.

Art. 11. — Lorsqu'une association pour le contrôle du riz aura été constituée, toutes les personnes qualifiées pour en être membres dans le ressort de sa sphère d'action seront considérées comme ses membres.

Pourront être admises dans une association pour le contrôle du riz, si ses statuts l'établissent aussi, les personnes qui, tout en se trouvant comprises dans les catégories visés par l'article 2, n'ont pas qualité pour en être membres d'après les règles qui seront établies par l'arrêté dont il est question à l'article 7.

Art. 12. — Toute association de contrôle du riz aura un comité de représentants (*sôdai-kwai*).

Le comité de représentants sera formé par le président de l'association, les vice-présidents et des représentants.

Art. 13. — Les membres d'une association pour le contrôle du riz devront élire des représentants parmi les membres d'après les règles qui seront établies par arrêté.

Art. 14. — Les questions ci-après énumérées devront faire l'objet d'une délibération du comité des représentants:

- 1) état de prévision des recettes et des dépenses;
- 2) système de répartition et de recouvrement des dépenses;
- 3) compte rendu des opérations et état définitif des recettes et des dépenses;

- 4) emprunts à contracter;

- 5) modifications des statuts sociaux;

- 6) l'assentiment dont il est question à l'article 8 à appliquer par analogie en vertu de l'article 37;

- 7) la répartition visée par l'article 43 (y compris le cas de son application par analogie dont il est question à l'alinéa 2 de l'article 56).

Les délibérations visant les points indiqués par les numéros 1, 2, 4 et 5 ne produisent pas d'effet légal si elles ne sont pas homologuées par l'autorité administrative.

Art. 15. — Toute modification des statuts devra être délibérée avec un *quorum* atteignant au moins la moitié du nombre des personnes constituant l'association et à une majorité des $\frac{2}{3}$ au moins des votants.

Si la modification des statuts porte sur l'extension ou la diminution du ressort de la sphère d'action, en dehors de la délibération à prendre conformément aux dispositions de l'alinéa précédent, l'assentiment est exigé des deux tiers au moins des personnes qualifiées pour être membres de l'association ou des membres compris dans le ressort de la sphère d'action de l'association qui va être incorporé ou qui devra être détaché.

Art. 16. — En dehors de ce qui est établi dans la présente loi, seront réglés par arrêté les autres points nécessaires concernant le comité des représentants et son bureau.

Art. 17. — Dans les associations pour le contrôle du riz qui présentent des conditions particulières, on pourra ne pas établir le comité des représentants en le remplaçant par l'assemblée générale des membres, conformément aux dispositions qui seront édictées par arrêté.

Art. 18. — Toute association pour le contrôle du riz aura les administrateurs suivants:

1 président;

1 vice-président;

des conseillers.

Les administrateurs seront élus parmi les membres. Toutefois il n'est pas interdit de choisir le président et le vice-président parmi d'autres personnes.

L'élection et le renvoi des administrateurs seront faits par le comité des représentants.

Le renvoi des administrateurs ainsi que l'élection du président et du vice-président faite d'après l'exception de l'alinéa 2 ne produiront pas d'effet légal s'ils ne sont pas homologués par l'autorité administrative.

S'il n'y a pas de personne pour remplir la charge de président, l'autorité administrative pourra désigner un des représentants pour exercer les fonctions du président.

L'élection et la démission du président et du vice-président doivent être notifiées à l'autorité administrative, sauf les cas visés par l'alinéa 4 et par l'article 26.

Aussitôt que l'autorité administrative aura accordé l'homologation visée par l'alinéa 4, fait la désignation visée par l'alinéa 5, procéda au renvoi dont il est question à l'article 26, ou reçu la communication

prescrite par l'alinéa précédent, elle devra sans retard en donner notification publique.

Art. 19. — Le président représente l'association et dirige les affaires sociales.

Le vice-président aide le président et, en cas d'empêchement de celui-ci, le remplace dans ses fonctions.

Les conseillers répondent aux questions posées par le président et surveillent l'exécution des affaires sociales et la situation financière de l'association.

Art. 20. — Pour les affaires devant être approuvées par une délibération de l'assemblée générale, dans le cas où il y a urgence *pro re nata*, le président de l'association pourra prendre lui-même la décision, sauf les cas qui seront envisagés par arrêté, lorsque le Comité des représentants n'est pas constitué ou bien lorsque le temps manque pour le convoquer.

Toutes les fois que le président prend une décision lui-même en vertu des dispositions de l'alinéa précédent, il doit en rendre compte à la prochaine assemblée générale.

Art. 21. — Toute association pour le contrôle du riz pourra engager du personnel, en dehors des administrateurs visés par l'article 18, conformément aux dispositions insérées dans le statut.

Seront réglés par arrêté les points nécessaires concernant le personnel dont il est question à l'alinéa précédent.

Art. 22. — Toute association pour le contrôle du riz pourra répartir entre ses sociétaires ses dépenses et leur imposer des amendes pour négligence, conformément aux règles insérées dans son statut.

Dans le cas où des personnes négligent de verser les contributions aux dépenses ou les amendes pour négligence, afférentes aux associations pour le contrôle du riz, les communes prendront, sur requête de leur président, des mesures pour leur recouvrement suivant les règles établies pour les taxes communales. Dans ce cas l'association pour le contrôle du riz devra payer aux communes un pourcentage de 4 % sur les sommes ainsi recouvrées.

Si les communes dans les trente jours après la réception de la requête dont il est question à l'alinéa précédent n'ont pas commencé la procédure de recouvrement ou bien dans les 90 jours à partir de la même date ne l'ont pas portée à bonne fin, le président de l'association pourra y pourvoir directement après avoir obtenu une autorisation *ad hoc* de l'autorité administrative. Dans ce cas, on appliquera par analogie les dispositions des alinéas 1^{er} et 4 de l'article 111 du statut des communes (bourgs et villages).

L'ordre de préférence des recouvrements visés par les dispositions des deux alinéas précédents vient immédiatement après les recouvrements des communes et des autres administrations y assimilées et,

pour ce qui concerne leur prescription, on se conformera aux règles établies pour les taxes communales.

Il sera réglé par arrêté tout ce qui concerne la répartition et le recouvrement, la procédure coercitive, l'ordre de préférence et la prescription des dépenses et des amendes pour les négligences des associations pour le contrôle du riz en Corée et à Formose.

On pourra, d'après les règles qui seront établies par ordonnance impériale, présenter une protestation, un recours ou porter plainte par voie administrative (s'il s'agit de la Corée, on ne pourra présenter qu'une protestation et s'il s'agit de Formose, on ne pourra présenter qu'une protestation ou un recours) relativement à l'assiette de la répartition des dépenses ou du recouvrement des amendes pour négligence.

Art. 23. — Toute association pour le contrôle du riz pourra imposer des droits d'usage et des droits de commission d'après les règles qui sont établies dans le statut social.

Art. 24. — En ce qui concerne le recouvrement des droits d'usage et des droits de commission, le dépôt du riz et les autres droits et obligations entre l'association pour le contrôle du riz et ses sociétaires, des poursuites au civil peuvent être intentées.

Art. 25. — Les autorités administratives pourront exiger des associations pour le contrôle du riz la présentation de rapports sur leur activité, pourront contrôler l'exécution des affaires sociales ou la situation financière, pourront ordonner la modification des statuts sociaux, de l'état de prévision des recettes et des dépenses ou même les modalités pour la répartition et le recouvrement des dépenses et enfin elles pourront adopter ou édicter toutes autres mesures de contrôle nécessaires.

Art. 26. — Lorsque les autorités administratives estiment que des délibérations ou des élections ou bien des actes des administrateurs d'une association pour le contrôle du riz contreviennent aux lois et aux arrêtés ou bien aux statuts sociaux ou encore portent préjudice ou menacent de porter préjudice au bien public, elles pourront annuler les délibérations, les élections ou les résultats des élections, renvoyer les administrateurs procéder à de nouvelles élections des représentants, ordonner la suspension des opérations sociales ou enfin la dissolution de l'association.

Art. 27. — Lorsqu'on entend dissoudre une association pour le contrôle du riz ou la fusionner avec une autre association, on devra obtenir une délibération *ad hoc* du Comité des représentants et l'assentiment des deux tiers au moins de ses sociétaires. En outre, s'il s'agit de fusion, on devra arrêter les statuts sociaux et les autres points nécessaires, et en obtenir l'approbation des autorités administratives.

Lorsqu'on entend scinder une association pour le contrôle du riz, on devra obtenir en plus de la délibération et de l'assentiment conformément aux dispositions de l'alinéa précédent, l'approbation des deux tiers au moins des sociétaires de chacune des associations dérivant de la fusion ou bien des personnes qualifiées pour en être les sociétaires, et arrêter les statuts sociaux et les autres points nécessaires, en obtenant l'approbation des autorités administratives.

Les dispositions de l'article 10 et du 1^{er} alinéa de l'article 15 seront appliquées par analogie aux cas envisagés par les deux alinéas précédents.

Seront réglés par arrêté les points nécessaires concernant la dissolution, la fusion ou la scission, en dehors de ce qui est prescrit par les trois alinéas précédents.

Art. 28. — Lorsqu'il y a des circonstances spéciales dans les communes (villes, bourgs ou villages) où existent des coopératives de vente se livrant au commerce du riz (indiquées ci-après dans le texte comme coopératives de vente de riz), les opérations de l'association pour le contrôle du riz pourront, conformément aux règles qui seront établies par Ordonnance Impériale, être exercées par des coopératives de vente de riz sur autorisation préalable des autorités administratives.

Dans les communes où il n'existe pas d'associations pour le contrôle du riz ni de coopératives de vente de riz, les associations agricoles (*nôkwai*) pourront, conformément aux règles qui seront établies par Ordonnance Impériale, exercer les opérations de l'association pour le contrôle du riz sur autorisation préalable des autorités administratives.

Dans la Corée et à Formose, les coopératives qui font le commerce du riz ou les associations agricoles pourront, conformément aux règles qui seront édictées par Ordonnance Impériale, exercer les opérations d'une association pour le contrôle du riz, sur autorisation préalable des autorités administratives.

Art. 29. — Tout groupement (*dantai*) qui exerce les opérations d'une association pour le contrôle du riz pourra effectuer les opérations indiquées dans le 1^{er} alinéa de l'article 4 même en faveur des personnes, qui, tout en n'étant pas membres du groupement, possèdent les qualifications nécessaires pour être sociétaires de l'association pour le contrôle du riz dans le ressort de sa sphère d'action, en les considérant à cet effet comme ses propres membres et sur autorisation préalable de l'autorité administrative.

Dans le cas envisagé par l'alinéa précédent, tout groupement qui effectue les opérations indiquées dans le 1^{er} alinéa de l'article 4 pourra imposer aux personnes envisagées par l'alinéa précédent le paiement des droits d'usage et des droits de commission au même titre qu'à ses membres.

Art. 30. — Dans le cas où un groupement exerçant les opérations d'une association pour le contrôle du riz procède à la répartition envisagée par les dispositions de l'article 43 (y compris le cas de son application par analogie visée par le 2^{ème} alinéa de l'article 56), celle-ci devra être approuvée par son assemblée générale ou son comité de représentants.

Pourront être établies des dérogations par Ordonnance Impériale en ce qui concerne la surveillance et l'assemblée générale ou le comité des représentants des groupements dont il est question à l'alinéa précédent dans le cas où il exercent les opérations d'une association pour le contrôle du riz.

Art. 31. — Les associations pour le contrôle du riz et les groupements qui en exercent les opérations pourront constituer des fédérations locales d'associations pour le contrôle du riz (*chihô beikoku tôsei kumiai rengôkwaï*) dans le but d'assurer l'administration autonome du riz en réalisant la liaison mutuelle entre les groupements.

Art. 32. — Les fédérations locales des associations pour le contrôle du riz sont des personnes juridiques.

Art. 33. — Le ressort d'une fédération locale des associations pour le contrôle du riz sera conforme au territoire d'une préfecture (*dô, fu, ken*), s'il s'agit du Japon proprement dit, d'une province (*dô*), s'il s'agit de la Corée, d'un district (*shû*) s'il s'agit de Formose.

Art. 34. — Chaque fédération locale des associations pour le contrôle du riz aura une assemblée générale.

L'assemblée générale sera composée du président, des vice-présidents et de délégués (*gin*).

Art. 35. — Les délégués d'une fédération locale des associations pour le contrôle du riz sont nommés parmi les représentants des associations pour le contrôle du riz ou des groupements qui en exercent les opérations conformément aux règles qui seront établies par arrêté.

Art. 36. — Toute fédération locale des associations pour le contrôle du riz aura les administrateurs suivants:

- 1 président;
- 1 ou 2 vice-présidents;
- un certain nombre de délégués.

Les administrateurs seront élus parmi les délégués. Toutefois, il n'est pas interdit de choisir le président et les vice-présidents parmi d'autres personnes.

L'élection du président et des vice-présidents faite en vertu des dispositions de l'exception de l'alinéa précédent ne produit pas d'effet légal si elle n'est pas approuvée par l'autorité administrative.

Art. 37. — Seront appliquées par analogie aux fédérations locales des associations pour le contrôle du riz les dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 4, de l'article 6, des articles 8 à 10, du 1^{er} alinéa de

l'article 11, des articles 14 à 16, des alinéas 3 à 7 de l'article 18, des articles 19 à 21, de l'alinéa 1^{er} de l'article 22 et des articles 23 à 26, ainsi que les dispositions concernant la dissolution de l'article 27.

Art. 38. — Les fédérations des coopératives de vente qui se livrent aux opérations sur le riz, ayant comme sphère d'action le ressort d'une préfecture (indiquées ci-après dans le texte comme fédérations provinciales des coopératives de vente de riz) pourront exercer les opérations d'une fédération locale des associations pour le contrôle du riz, conformément aux règles qui seront édictées par Ordonnance Impériale et sur autorisation préalable des autorités administratives.

Art. 39. — Les fédérations provinciales des coopératives de vente de riz qui exercent les opérations d'une fédération locale des associations pour le contrôle du riz pourront effectuer les opérations énumérées dans le 1^{er} alinéa de l'article 4 appliqué par analogie en vertu de l'article 37, en faveur des associations pour le contrôle du riz et des groupements exerçant les opérations d'une association pour le contrôle du riz qui se trouvent dans le ressort de leur sphère d'action, lesquels ne rentrent pas parmi ses membres, en les considérant au même titre que les groupements affiliés.

Art. 40. — Toutes les fois que les fédérations provinciales des coopératives de vente de riz qui exercent les opérations d'une fédération locale des associations pour le contrôle du riz procèdent à la répartition envisagée par les dispositions de l'article 43 (y compris son application par analogie envisagée par l'alinéa 2 de l'art. 56), elles doivent en faire approuver la délibération par l'assemblée générale ou par le comité des représentants.

Seront appliquées par analogie aux groupements dont il est question à l'alinéa précédent les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 30.

Les associations pour le contrôle du riz et les groupements qui en exercent les opérations, visés par l'article précédent, pourront intervenir à l'assemblée générale ou au comité des représentants, dont il est question à l'alinéa premier, et y faire exercer le droit de vote par un représentant, conformément aux règles qui seront édictées par arrêté.

Art. 41. — Le Gouvernement accomplira chaque année une évaluation de la demande et de l'offre de riz (*beikoku jukyû suisan*) pour l'ensemble du Japon, de la Corée et de Formose, et s'il reconnaît qu'il y a un excès d'offre (*kyôkyû kajô*) de riz, il pourra soumettre à son contrôle au Japon proprement dit, en Corée et à Formose, une quantité déterminée de riz à fixer dans les limites de la quantité de riz en excès.

Le mode d'évaluation de la demande et de l'offre de riz dont il est question à l'alinéa précédent sera établi par Ordonnance Impériale.

Le pourcentage de la répartition entre le Japon proprement dit, la Corée et Formose de la quantité déterminée de riz dont il est question à l'alinéa 1^{er} sera établi, conformément aux règles édictées par Ordonnance Impériale, en prenant en ligne de compte en dehors de la tendance à l'augmentation du volume des exportations intérieures de riz du Japon sur la Corée et Formose et de la Corée et Formose sur le Japon, aussi le volume des exportations intérieures de riz du Japon sur la Corée et Formose et de la Corée et Formose sur le Japon, de la bonne ou mauvaise récolte du riz, etc.

Art. 42. — L'évaluation de la demande et de l'offre de riz ainsi que la fixation de la quantité de riz devant être soumise au contrôle, dont il est question à l'alinéa 1^{er} de l'article précédent, de même que la détermination du pourcentage de la répartition dont il est question à l'alinéa 3 du même article, seront établies sur avis de la Commission pour l'administration autonome du riz (*Beikoku jiji kwasiri inkwai*).

La constitution et les attributions de la Commission pour l'administration autonome du riz seront établies par Ordonnance Impériale.

Art. 43. — Le Gouvernement répartira la quantité qui a été établie pour le Japon proprement dit, pour la Corée et pour Formose d'après les dispositions de l'article 41, entre les fédérations locales des associations pour le contrôle du riz ou bien entre les fédérations provinciales des associations pour la vente du riz qui en accomplissent les opérations respectivement dans le Japon proprement dit, dans la Corée et à Formose, et ordonnera que ce riz soit soumis au contrôle. Les Fédérations locales des associations pour le contrôle du riz ou bien les Fédérations provinciales des associations pour la vente du riz qui en accomplissent les opérations devront à leur tour répartir la quantité qui a été assignée à chacune d'elles entre les associations pour le contrôle du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations.

Les associations pour le contrôle du riz ou bien les groupements qui en accomplissent les opérations devront répartir la quantité, qui a été assignée à chacun d'eux, entre leurs membres et entre les personnes envisagées par les dispositions de l'article 19.

Pour la répartition du contingent de riz devant être assujéti au contrôle dans la Corée et à Formose, pourront être établies par Ordonnance Impériale des dérogations aux dispositions des deux alinéas précédents.

Art. 44. — Dans le cas où les fédérations locales des associations pour le contrôle du riz ou bien les groupements qui en accomplissent les opérations ou les associations pour le contrôle du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations n'effectuent pas la répartition envisagée par l'article précédent, le Gouvernement pourra y procéder au lieu d'elles.

Art. 45. — Toutes questions nécessaires concernant la répartition envisagée par les deux articles précédents seront réglées par arrêté.

Art. 46. — Les associations pour le contrôle du riz ou bien les groupements qui en accomplissent les opérations devront stocker le riz pour la quantité qui a été assignée à chacun d'eux. Toutefois, cette limitation ne s'applique pas au riz stocké qui a été délivré et au riz que le Gouvernement leur achète en vertu des dispositions de l'article 49 ou 50.

Art. 47. — Les membres d'une association pour le contrôle du riz ou bien d'un groupement qui en accomplit les opérations sont tenus de remettre (*itaku*) à l'association pour le contrôle du riz ou au groupement qui en accomplit les opérations la quantité de riz qui leur a été assignée en vertu des dispositions de l'article 43 ou de l'article 44. Il en sera de même pour les personnes envisagées par les dispositions des articles 29 et 30.

Art. 48. — Les associations pour le contrôle du riz ou bien les groupements qui en accomplissent les opérations ne pourront pas libérer du stockage le riz qui a été stocké en vertu des dispositions de l'article 46, en dehors du cas visé par l'alinéa 2 et des cas établis par Ordonnance Impériale.

Lorsque le Gouvernement le reconnaît nécessaire, il pourra ordonner que le riz, stocké en vertu des dispositions de l'article 46, soit libéré du stockage, d'après les règles qui seront édictées par Ordonnance Impériale.

Art. 49. — Lorsque le Gouvernement reconnaît que des associations pour le contrôle du riz ou bien des groupements qui en accomplissent les opérations rencontrent des difficultés pour le stockage, étant donné leur capacité de stockage à l'égard du riz devant être stocké ou d'autres circonstances, il pourra procéder à l'achat, s'il y a une demande à cet effet de la part de l'association intéressée.

Le prix d'achat envisagé par l'alinéa précédent sera le prix minimum établi conformément à l'article 2 de la loi sur le contrôle du riz, s'il s'agit du Japon proprement dit, mais s'il s'agit de la Corée et de Formose, ce sera le prix établi en prenant en ligne de compte le coût de production du riz, les prix en général des articles et les autres circonstances économiques, d'après les règles qui seront établies par Ordonnance Impériale.

Art. 50. — Lorsque le Gouvernement le reconnaît nécessaire, il procédera à l'achat du riz qui a été stocké d'après les dispositions de l'article 46 par les associations de contrôle du riz ou par les groupements qui en accomplissent les opérations, mais qui, même après l'année rizicole en question, n'a été pas libéré du stockage.

Le prix d'achat visé par l'alinéa précédent sera établi par Ordonnance Impériale.

Art. 51. — Dans des localités qui seront désignées par arrêté, les marchands de riz (*beikoku toriazukai-gyô mono*) pourront instituer des associations pour le contrôle du commerce du riz (*Beikoku shô tôsei kumiai*).

La définition des marchands de riz dont il est question dans l'alinéa précédent sera établie par Ordonnance Impériale.

Art. 52. — Les associations pour le contrôle du commerce du riz sont des personnes juridiques et ont pour but d'exercer l'administration autonome visée par l'article 1^{er}.

Art. 53. — Les dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 4, de l'article 6 et des articles 8 à 27 seront appliquées par analogie aux associations pour le contrôle du commerce du riz.

Art. 54. — Les coopératives de commerce (*shô gyôkumiai*) constituées par des marchands de riz ou bien les guildes (*dô gyô kumiai*) constituées en vertu de la loi sur les guildes de produits principaux ou de l'ordonnance sur les guildes de produits principaux en Corée, pourront, conformément aux règles qui seront établies par Ordonnance Impériale, exercer les opérations des associations pour le contrôle du commerce du riz, en obtenant l'autorisation préalable à cet effet de l'autorité administrative.

Les dispositions de l'article 29 et de l'article 30 seront appliquées par analogie dans le cas visé par l'alinéa précédent.

Art. 55. — Conformément aux règles qui seront établies par Ordonnance Impériale, lorsque le Gouvernement reconnaît qu'il est à craindre que le prix du riz excédentaire eu égard au mouvement de l'offre et de la demande, même en réalisant le contrôle visé par l'article 41, puisse tomber au-dessous du prix standard minimum établi par l'arrêté édicté en vertu de la loi sur le contrôle du riz, il peut soumettre au contrôle dans le Japon proprement dit, en Corée et à Formose une quantité déterminée de riz, après avoir entendu l'avis du Comité pour l'administration autonome du riz.

Art. 56. — Dans le cas envisagé par l'article précédent, le Gouvernement procédera à la répartition du contingent dont il est question à l'article précédent entre les fédérations locales des associations pour le contrôle du riz ou bien les groupements qui en exercent les opérations ou bien entre les associations pour le contrôle du commerce du riz ou bien les groupements qui en exercent les opérations, en ordonnant que le riz en question soit soumis au régime de contrôle.

Les dispositions des articles 43 à 48 et de l'article 50 seront appliquées par analogie dans le cas où le régime de contrôle a été ordonné en vertu des dispositions de l'alinéa précédent.

Art. 57. — Lorsque le Gouvernement reconnaît que des associations pour le contrôle du riz ou bien des groupements qui en accomplissent les opérations ou des associations pour le contrôle du com-

merce du riz ou bien des groupements qui en accomplissent les opérations trouvent des difficultés pour le stockage du riz, étant donné leur capacité de stockage à l'égard du riz devant être stocké d'après les dispositions de l'article précédent ou pour d'autres circonstances, il pourra procéder à l'achat s'il y a une demande à cet effet de la part de l'association intéressée.

Le prix d'achat envisagé par l'alinéa précédent sera le prix minimum établi conformément à l'article 2 de la loi sur le contrôle du riz, s'il s'agit du Japon proprement dit, mais s'il s'agit de la Corée et de Formose, ce sera le prix à établir en se basant sur le prix courant dans les limites du prix fixe à établir par Ordonnance Impériale.

Art. 58. — Pour la Corée et pour Formose pourront être établies par arrêté des dérogations à l'application des articles 12, 18, 19 et 36 (y compris l'application par analogie visée par les articles 37 ou 53).

Art. 59. — Les administrateurs (*yakuin*) des Fédérations locales des associations pour le contrôle du riz, ou bien des groupements qui en accomplissent les opérations, seront passibles d'une amende de 500 yens au plus, lorsqu'ils n'effectuent pas les opérations nécessaires qui sont établies par arrêté, pour procéder à la répartition d'après les dispositions de l'article 43 (y compris l'application par analogie visée par l'alinéa 2 de l'art. 56). Il en sera de même pour les administrateurs des associations pour le contrôle du riz ou bien des groupements qui en accomplissent les opérations ainsi que des associations pour le contrôle du commerce du riz ou des groupements qui en accomplissent les opérations, toutes les fois que ceux-ci n'effectuent pas les opérations nécessaires qui sont établies par arrêté pour procéder au partage prévu par les dispositions de l'article 43 (y compris l'application par analogie visée par l'alinéa 2 de l'art. 56).

Art. 60. — Les dispositions des articles 206 à 208 de la loi de procédure en matière de juridiction gracieuse (*Hishô jiken tetsuzuki hô*) seront appliquées par analogie aux amendes dont il est question à l'article précédent.

Art. 61. — Lorsqu'une association pour le contrôle du riz ou bien un groupement qui en accomplit les opérations ainsi qu'une association pour le contrôle du commerce du riz ou un groupement qui en accomplit les opérations auront contrevenu aux dispositions de l'article 46 (y compris l'application par analogie de cet article visée par l'alinéa 2 de l'art. 56), l'administrateur chargé de l'exécution des opérations de la personne juridique en question sera passible d'une amende de 500 yens au plus.

Il en sera de même lorsque l'association ou le groupement dont il est question à l'alinéa précédent aura contrevenu aux dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 48 (y compris l'application par analogie de cet article visée par l'alinéa 2 de l'art. 56).

Art. 62. — Si les administrateurs, les membres du personnel visés par l'article 21, les représentants, les délégués, les membres ou les suppléants d'une association pour le contrôle du riz ou d'un groupement qui en accomplit les opérations ou bien d'une fédération locale des associations pour le contrôle du riz ou bien d'un groupement qui en accomplit les opérations ou encore d'une association pour le contrôle du commerce du riz ou d'un groupement qui en accomplit les opérations, acceptent ou bien demandent ou s'engagent à se laisser corrompre pour ce qui concerne la répartition ou le stockage visés par la présente loi, ils sont passibles de réclusion jusqu'à 2 ans au plus. S'ils accomplissent un acte illégal ou bien omettent d'accomplir les actes auxquels ils sont tenus, ils seront passibles de réclusion jusqu'à 5 ans au plus.

Le prix de corruption (*wairo*) accepté dans le cas visé par l'alinéa précédent sera confisqué et, s'il n'est pas possible de le confisquer en tout ou en partie, sa valeur sera recouvrée.

Art. 63. — Les personnes qui remettent, offrent ou promettent un prix de corruption aux personnes envisagées par l'alinéa 1^{er} de l'article précédent seront passibles de réclusion jusqu'à 2 ans ou d'une amende fiscale jusqu'à 300 *yens*.

Si les personnes, qui ont commis l'infraction visée par l'alinéa précédent, dénoncent aux autorités leur délit, elles pourront obtenir une réduction de peine ou bien en être exemptées.

Art. 64. — Toutes les recettes et les dépenses annuelles se rapportant à l'achat du riz en vertu des dispositions de l'article 49, de l'article 50 (y compris son application par analogie visée par l'alinéa 2 de l'art. 56) et de l'article 57 seront inscrites dans le compte spécial pour la régularisation de l'offre et de la demande du riz. (*Beikoku jukyû chôsetsu tokubetsu kwaitai*).

DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES.

La date de l'entrée en vigueur de la présente loi sera établie par Ordonnance Impériale.

Le pourcentage de la répartition du contingent envisagé par les dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 41 entre le Japon proprement dit, la Corée et Formose sera pour le moment, nonobstant les dispositions de l'alinéa 3 du même article, le suivant: 35 pour cent pour le Japon proprement dit, 43 pour cent pour la Corée et 22 pour cent pour Formose. Toutefois, le Gouvernement est libre de modifier le pourcentage, après avoir entendu l'avis du Comité pour l'administration autonome du riz, en considération de la bonne ou de la mauvaise récolte du riz dans le Japon proprement dit, dans la Corée et à Formose.

Japon. — L. n. 23 amendant la l. concernant le contrôle du riz. — 27 mai 1936. — K., n. 2819 (28 mai 1936).

La loi n° 24 du 28 mars 1933 (1) sur le contrôle du riz est amendée comme suit:

A l'alinéa 3 de l'article 2, les mots « d'après les dispositions de l'alinéa précédent » sont substitués par les mots « d'après les dispositions des deux alinéas précédents », et, après l'alinéa 2 du même article, il est ajouté l'alinéa suivant:

« Le Gouvernement pourra, pour l'établissement du prix minimum dont il est question à l'alinéa 1^{er}, y ajouter l'intérêt de l'argent et les charges d'entreposage (*hokan-ryô*), d'après les règles qui seront établies par Ordonnance Impériale ».

Est ajouté l'article nouveau suivant:

« Art. 4-*bis*. — Le Gouvernement pourra, toutes les fois qu'il l'estime nécessaire, pour la distribution du riz dans des cas de calamités naturelles, d'événements extraordinaires (*jihen*) ou bien pour des motifs de force majeure et d'après les règles qui seront édictées par Ordonnance Impériale, vendre du riz aux préfectures (*dô, fu, ken*) dans les limites d'une quantité à prélever sur le stock général de riz entre ses mains dans une mesure nécessaire en vue de soutenir le prix maximum et seulement dans le cas où la vente ne produit pas une mauvaise influence sur le prix de marché du riz.

Le prix de vente visé par l'alinéa précédent sera établi en se basant sur le prix courant ».

Dans les articles 8 et 9, les mots « du kaoliang ou du sorgho » seront substitués par les mots « du kaoliang, du sorgho, du froment ou de la farine de froment ».

Dans l'article 12 les mots « du kaoliang ou du sorgho » seront substitués par les mots « du kaoliang, du sorgho, du froment ou de la farine de froment ».

DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES.

La date de l'entrée en vigueur de la présente loi sera fixée par Ordonnance Impériale.

Toutes les recettes et les dépenses annuelles se rapportant à la vente du riz en vertu des dispositions de l'article 4-*bis* seront inscrites dans le compte spécial pour la régularisation de l'offre et de la demande de riz.

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIII^{ème} Année, 1933, p. 60 et s.

Japon. — L. n. 24 pour encourager le stockage collectif du paddy. — 27 mai 1936. — K., n. 2819 (28 mai 1936).

Art. 1^{er}. — Lorsque des sociétés coopératives, des associations agricoles ou d'autres groupements qui seront désignés par Ordonnance Impériale, stockent du paddy dans le but de contrôler la quantité sortante de riz ou bien de constituer une réserve pour le cas de famine (*bikôchochiku*), le Gouvernement est autorisé à titre d'encouragement à livrer, aux groupements de stockage, du riz appartenant au compte spécial pour la régularisation de l'offre et de la demande de riz.

Tous les points nécessaires concernant la livraison dont il est question à l'alinéa précédent seront réglés par arrêté.

La quantité de riz à livrer à titre d'encouragement d'après les dispositions de l'alinéa 1^{er} ne pourra pas dépasser chaque année 300.000 *koku*.

Art. 2. — Aux groupements qui auront violé les dispositions des arrêtés édictés en vertu de la présente loi, le Gouvernement pourra ordonner la restitution totale ou partielle de la somme correspondant à la valeur du riz dont ils ont obtenu la livraison.

Art. 3. — Toutes les recettes et les dépenses annuelles se rapportant à la livraison de riz à titre d'encouragement d'après la présente loi seront inscrites dans le compte spécial pour la régularisation de l'offre et de la demande de riz.

DISPOSITION COMPLÉMENTAIRE.

La date de l'entrée en vigueur de la présente loi sera fixée par Ordonnance Impériale.

Japon. — O. impériale n. 324 fixant la date de l'entrée en vigueur de la l. n. 22 concernant l'administration autonome du riz. — 15 septembre 1936. — K., n. 2914 (16 septembre 1936).

La loi n. 23 du 27 mai 1936 concernant l'administration autonome du riz entrera en vigueur le 20 septembre 1936.

Japon. — O. impériale n. 325 concernant l'application de la l. n. 22 sur l'administration autonome du riz. — 15 septembre 1936. — K., n. 2914 (16 septembre 1936).

Art. 1^{er}. — Lorsque les associations pour le contrôle du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations ou bien les associations pour le contrôle du commerce du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations entendent procéder à l'émission des

récépissés-warrants (*sokôshôken*) dont il est question au n° 5 de l'alinéa 1^{er} de l'article 4 de la loi sur l'administration autonome du riz (warrants de l'administration autonome), ils devront obtenir au préalable une autorisation *ad hoc* de l'autorité locale.

Art. 2. — Les associations pour le contrôle du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations ou bien les associations pour le contrôle du commerce du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations, qui ont obtenu l'autorisation visée par l'article précédent, sont tenus, sur demande du déposant, de remettre le récépissé-warrant de l'administration autonome pour le riz déposé.

Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 383-*bis* et de l'article 383-*ter* du Code de commerce seront appliquées par analogie aux récépissés-warrants de l'administration autonome.

Art. 3. — Les récépissés-warrants de l'administration autonome devront être numérotés et munis du seing personnel (*kimei natuïn*) de la personne qui les émet. Sur le récépissé-warrant doivent être insérées les indications suivantes:

- 1) les mots « récépissé-warrant de l'administration autonome »;
- 2) l'espèce, la dénomination marchande (*meigara*), la catégorie, la quantité de riz qui a été déposée ainsi que son mode d'emballage, le nombre des lots et la marque;
- 3) le nom et prénom ou la dénomination du déposant;
- 4) le lieu de garde;
- 5) si le riz déposé a fait l'objet de restockage d'après les dispositions de l'article 21, le nom et prénom ou bien la dénomination de la personne qui effectue le restockage;
- 6) si l'on perçoit des droits de garde, leur montant;
- 7) si le riz déposé est couvert par une assurance, la somme assurée, la durée de l'assurance et la dénomination commerciale de l'assureur;
- 8) le lieu et la date de rédaction du récépissé-warrant.

Art. 4. — Les récépissés-warrants de l'administration autonome devront être nominatifs.

Le possesseur d'un récépissé-warrant de l'administration autonome ne pourra le céder ni le mettre en gage sans le consentement préalable de son tireur.

Le tireur qui aura accordé le consentement visé par l'alinéa précédent devra en apposer la mention sur le titre.

Art. 5. — Les dispositions des articles 375, alinéa 1^{er}, 376, et 381 à 383 du Code de commerce seront appliquées par analogie aux cas où les associations pour le contrôle du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations ou bien les associations pour le contrôle du commerce du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations auront procédé à l'émission de récépissés-warrants de l'administration autonome.

Art. 6. — Le possesseur d'un récépissé-warrant de l'administration autonome, lorsque son riz a été libéré du stockage en vertu des dispositions de l'article 48 de la loi sur l'administration autonome du riz (y compris le cas de son application par analogie en vertu de l'alinéa 2 de l'article 56 de la même loi), pourra demander au tireur du titre qu'il fasse mention sur le titre de la mainlevée du stockage.

Lorsque le possesseur d'un récépissé-warrant de l'administration autonome a obtenu la mention sur le titre dont il est question à l'alinéa précédent, il pourra le céder ou le mettre en gage sans avoir besoin du consentement prescrit par l'alinéa 2 de l'article 4.

Art. 7. — L'autorité locale ne pourra accorder l'autorisation visée par les dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 28 de la loi sur l'administration autonome du riz qu'aux coopératives de vente du riz ayant comme sociétaires plus de la moitié des personnes qualifiées pour être membres d'une association pour le contrôle du riz dans leurs districts respectifs.

L'autorisation visée par l'alinéa précédent devra être accordée en tenant compte des circonstances locales et de la situation, etc. des affaires de l'association en question.

L'autorité locale pourra accorder l'autorisation prescrite par l'article 28, alinéa 2 de la loi sur l'administration autonome du riz seulement aux associations agricoles de ville ou aux associations agricoles de bourg ou de village qui exercent leur activité dans une commune (ville, bourg ou village) où il n'y a pas d'association pour le contrôle du riz ou de coopérative de vente du riz qui en accomplit les opérations.

Les dispositions de l'alinéa 2 sont applicables par analogie dans le cas envisagé par l'alinéa précédent.

Art. 8. — Les groupements qui ont obtenu l'autorisation visée par l'article précédent ne pourront pas suspendre ou cesser les opérations des associations pour le contrôle du riz sans avoir obtenu au préalable une autorisation *ad hoc* de l'autorité locale.

Art. 9. — Lorsque l'autorité locale estime qu'une délibération ou un acte d'un administrateur concernant l'activité d'un groupement qui accomplit les opérations d'une association pour le contrôle du riz ou bien l'élection des représentants dont il est question à l'article 13 (y compris son application par analogie visée par l'article 30) ont violé les dispositions de loi ou des statuts ou des règles sociales, ou même sont préjudiciables ou menacent d'être préjudiciables au bien public, elle pourra annuler la délibération ou la votation et l'élection des représentants ou bien ordonner une nouvelle élection ou suspendre l'activité du groupement en question.

Lorsque l'autorité locale l'estime nécessaire pour le bien public, elle pourra annuler l'autorisation accordée en vertu de l'article 7.

Art. 10. — Les points ci-après énumérés, concernant l'activité des groupements qui accomplissent les opérations d'une association pour le contrôle du riz, devront être approuvés par délibération de l'assemblée générale ou du comité des représentants:

- 1) l'état de prévision des recettes et des dépenses;
- 2) le mode de répartition et de recouvrement des dépenses;
- 3) le compte rendu des opérations et l'état définitif des recettes et des dépenses;
- 4) les emprunts à contracter (à l'exception des emprunts temporaires);
- 5) le consentement visé par l'article 8 de la loi sur l'administration autonome du riz à appliquer par analogie dans le cas visé par l'article 37 de la même loi.

Les délibérations portant sur les points indiqués par les numéros 1^{er}, 2 et 4 de l'alinéa précédent n'auront d'effet légal qu'après autorisation de l'autorité locale.

Dans le cas où il est nécessaire de prendre une mesure d'urgence en ce qui concerne un quelconque des points indiqués à chacun des numéros de l'alinéa 1^{er}, l'administrateur ou bien le président pourra prendre une décision lui-même si l'assemblée générale ou le comité des représentants ne sont pas encore constitués ou bien si le temps manque pour les convoquer.

Lorsqu'une mesure d'urgence est adoptée en vertu des dispositions de l'alinéa précédent, l'administrateur ou le président devra en référer à la prochaine assemblée générale ou au comité des représentants.

Art. 11. — Les recettes et les dépenses d'un groupement qui accomplit les opérations d'une association pour le contrôle du riz se rapportant à cette activité, devront être tenues distinctes des comptes relatifs aux autres activités du groupement.

Art. 12. — L'assemblée générale visée par l'alinéa 1^{er} de l'article 30 de la loi sur l'administration autonome du riz est constituée par les personnes ci-après indiquées:

- 1) par les personnes, qui sont membres du groupement et qui possèdent les qualifications nécessaires pour être membres d'une association pour le contrôle du riz;
- 2) par les personnes envisagées par les dispositions de l'article 29 de la loi sur l'administration autonome du riz;
- 3) par les délégués spéciaux désignés par l'autorité locale.

Art. 13. — Le comité des représentants dont il est question à l'alinéa 1^{er} de l'article 30 de la loi sur l'administration autonome du riz sera constitué par les personnes ci-après indiquées:

- 1) par les représentants élus parmi les personnes qui sont qualifiées pour être membres d'une association pour le contrôle du riz et qui sont membres du groupement;

2) par les représentants élus parmi les personnes envisagées par les dispositions de l'article 29 de la loi sur l'administration autonome du riz;

3) par les délégués spéciaux désignés par l'autorité locale.

Art. 14. — S'il s'agit de coopératives se livrant au commerce du riz ou d'associations agricoles dans la Corée ou à Formose qui accomplissent les opérations d'une association pour le contrôle du riz, on appliquera par analogie les dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article 7 et des articles 8 à 13 et on se conformera aux règles qui seront édictées par le Gouverneur Général de la Corée et par le Gouverneur Général de Formose.

Art. 15. — L'autorité locale ne pourra accorder l'autorisation visée par les dispositions de l'article 38 de la loi sur l'administration autonome du riz qu'aux fédérations provinciales des coopératives de vente de riz qui comptent parmi les coopératives affiliées un nombre de coopératives accomplissant les opérations des associations pour le contrôle du riz atteignant au moins 50 % de l'ensemble des associations pour le contrôle du riz et des groupements qui en accomplissent les opérations dans son ressort.

S'il y a des circonstances spéciales, l'autorité locale pourra accorder, nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, l'autorisation visée par les dispositions de l'article 38 de la loi sur l'administration autonome du riz, après en avoir obtenu l'agrément du Ministère de l'agriculture et des forêts.

Seront appliquées par analogie aux cas visés par les deux alinéas précédents les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 7.

Art. 16. — Les dispositions de l'article 8 et de l'article 9 seront appliquées par analogie aux groupements qui accomplissent les opérations des fédérations locales des associations pour le contrôle du riz.

Art. 17. — L'assemblée générale dont il est question à l'alinéa 1^{er} de l'article 40 de la loi sur l'administration autonome du riz sera constituée par les personnes ci-après indiquées:

1) par les représentants des coopératives de vente de riz accomplissant les opérations d'une association pour le contrôle du riz qui sont affiliées à la fédération;

2) par les représentants des associations pour le contrôle du riz existant dans le ressort de la fédération et par les représentants des groupements existant dans le même ressort, qui exercent les opérations d'une association pour le contrôle du riz et qui ne sont pas affiliés à la fédération;

3) par les délégués spéciaux désignés par le Ministre de l'agriculture et des forêts.

Art. 18. — Le Comité des représentants dont il est question à l'alinéa premier de l'article 40 de la loi sur l'administration autonome du riz sera constitué par les personnes ci-après indiquées:

1) par les députés (*sôdai*) élus parmi les représentants des coopératives de vente de riz, accomplissant les opérations d'une association pour le contrôle du riz, qui sont affiliées à la fédération en question;

2) par les députés élus parmi les représentants des associations pour le contrôle du riz existant dans le ressort de la fédération en question et des groupements qui accomplissent les opérations d'une association pour le contrôle du riz et qui ne sont pas affiliés à la fédération dans le même ressort;

3) par les délégués spéciaux désignés par le ministre de l'agriculture et des forêts.

Art. 19. — L'évaluation de l'offre et de la demande de riz dont il est question à l'alinéa 1^{er} de l'article 41 de la loi sur l'administration autonome du riz sera faite chaque année pour l'ensemble du Japon proprement dit, de la Corée et de Formose en se basant sur le montant de la récolte prévue de riz (sur le montant évalué s'il s'agit de la première récolte de riz de Formose), sur le montant des stocks de riz au 1^{er} novembre, sur le montant prévu de la consommation de riz à calculer en prenant en considération la situation de la consommation de l'année écoulée et sur la quantité de riz que l'on estime convenable de reporter à l'année rizicole suivante.

Art. 20. — Le Gouvernement général de la Corée ou bien le Gouvernement général de Formose pourra, lorsqu'il n'y a pas de fédérations locales des associations pour le contrôle du riz, procéder à la répartition de la quantité de riz devant être assujettie au contrôle directement entre les associations pour le contrôle du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations.

Art. 21. — Les associations pour le contrôle du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations ou bien les associations pour le contrôle du commerce de riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations peuvent restocker sous leur responsabilité le riz devant être stocké qu'ils ont reçu en dépôt d'après les dispositions de l'article 47 de la loi sur l'administration autonome du riz (y compris son application par analogie dont il est question à l'alinéa 2 de l'article 56 de la même loi).

Les personnes qui peuvent effectuer le restockage d'après les dispositions de l'alinéa précédent seront exclusivement celles désignées par arrêté.

Dans le cas où l'on aura émis des récépissés-warrants, pour le riz qui est l'objet de restockage, on ne pourra pas émettre de récépissés-warrants de l'administration autonome sans avoir auparavant restitué les récépissés-warrants de restockage aux personnes qui les ont émis.

Art. 22. — Le riz devant être stocké, dont le dépôt a été effectué en vertu des dispositions de l'article 47 de la loi sur l'administration autonome du riz (y compris son application par analogie dont il est question à l'article 56), devra être gardé en le distinguant de l'autre riz.

Art. 23. — Les associations pour le contrôle du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations ou bien les associations pour le contrôle du commerce du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations pourront libérer du stockage le riz qui a été stocké en vertu des dispositions de l'article 46 de la loi sur l'administration autonome du riz (y compris son application par analogie dont il est question à l'alinéa 2 de l'art. 56 de la même loi), seulement dans les cas envisagés par l'un quelconque des numéros suivants et cela en obtenant au préalable l'autorisation du Ministre de l'agriculture et des forêts, du Gouverneur général de la Corée ou du Gouverneur général de Formose, s'il s'agit des cas envisagés par les numéros 1 à 3, ou de l'autorité locale s'il s'agit du cas envisagé par le numéro 4:

1) Lorsque le prix moyen visé par l'exception de l'article 12 de l'Ordonnance Impériale concernant l'application de la loi sur le contrôle du riz est au-dessus du prix minimum standard, visé par l'article 2 de la même ordonnance, majoré de 10 %.

2) Lorsque l'année rizicole pendant laquelle a commencé le stockage est écoulée.

3) Lorsque la nécessité se fait particulièrement sentir dans le cas de calamités, d'événements extraordinaires ou pour d'autres cas de force majeure.

4) Lorsqu'il est nécessaire d'en disposer, du fait que le riz a subi des dégâts.

Art. 24. — Lorsque le Ministre de l'agriculture et des forêts, le Gouverneur général de la Corée ou le Gouverneur général de Formose estiment que la nécessité envisagée par les cas dont il est question aux numéros 1 ou 2 de l'article précédent existe, ils peuvent enjoindre aux associations pour le contrôle du riz ou aux groupements qui en accomplissent les opérations ou bien aux associations pour le contrôle du commerce du riz ou aux groupements qui en accomplissent les opérations, de libérer du stockage le riz qui y a été stocké en vertu des dispositions de l'article 46 de la loi sur l'administration autonome du riz (y compris son application par analogie dans le cas visé par l'alinéa 2 de l'article 56 de la même loi).

Art. 25. — Le prix d'achat dans la Corée et à Formose d'après les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 49 de la loi sur l'administration autonome du riz sera établi en prenant en considération le coût de production du riz de la Corée ou du riz de Formose, les frais de

transport et la valeur calculée d'après le rapport entre l'indice du prix du riz et l'indice des prix en général. Toutefois, le prix en question ne pourra pas être supérieur au montant obtenu en soustrayant du prix minimum standard visé par l'article 2 de l'Ordonnance Impériale concernant l'application de la loi sur le contrôle du riz une somme correspondant à la différence de qualité avec le riz du Japon proprement dit et aux frais de transport.

Art. 26. — Le prix d'achat dont il est question à l'alinéa 1^{er} de l'article 50 de la loi sur l'administration autonome du riz (y compris son application par analogie dans le cas visé par l'alinéa 2 de l'art. 56 de la même loi), sera le montant obtenu en soustrayant du prix d'achat visé par l'alinéa 2 de l'article 49 de la même loi (y compris son application par analogie dans le cas visé par l'alinéa 1^{er} de l'art. 50 de la même loi) ou bien par l'alinéa 2 de l'article 57 de la même loi (y compris son application par analogie dans le cas visé par l'alinéa 1^{er} de l'art. 50 de la même loi) les indemnités accordées pour le riz ancien. Toutefois, dans le cas où le riz ancien n'a pas bénéficié d'indemnités, le prix d'achat sera le prix d'achat visé par l'alinéa 2 de l'article 49 ou par l'alinéa 2 de l'article 57 de la loi sur l'administration autonome du riz.

Art. 27. — Les négociants en riz qui sont visés par les dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 51 de la loi sur l'administration autonome du riz seront exclusivement les marchands en gros (y compris les commissionnaires) qui traitent du riz pour une quantité déterminée, d'après ce qui sera établi par arrêté.

Art. 28. — La faculté d'ordonner le contrôle du riz dans le Japon proprement dit, dans la Corée et à Formose en vertu des dispositions de l'article 55 de la loi sur l'administration autonome du riz est limitée exclusivement au cas où l'on estime qu'il est à craindre que le prix moyen, visé par l'exception de l'alinéa 1^{er} de l'article 12 de l'Ordonnance Impériale pour l'application de la loi sur le contrôle du riz, tombe au-dessous du prix minimum standard visé par l'article 2 de la même ordonnance.

Le pourcentage de la répartition entre le Japon proprement dit, la Corée et Formose, dans le cas visé par l'alinéa précédent, sera établi après avoir entendu l'avis du Comité pour l'administration autonome du riz en prenant en ligne de compte le pourcentage établi dans l'alinéa 2 des dispositions complémentaires de la loi sur l'administration autonome du riz, le coût de production du riz, le montant de l'exportation interterritoriale du riz, le montant de la consommation prévue de riz et d'autres circonstances concernant le riz.

Art. 29. — Le prix d'achat du riz de la Corée ou du riz de Formose envisagé par les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 57 de

la loi sur l'administration autonome du riz sera établi en se basant sur le prix courant dans les limites du prix que le Ministre de l'agriculture et des forêts établira en prenant en considération le prix minimum standard visé par l'article 2 de l'Ordonnance Impériale concernant l'application de la loi sur le contrôle du riz, la différence de qualité avec le riz du Japon proprement dit, les frais de transport, etc.

Art. 30. — Les dispositions des articles 7 à 14 seront appliquées par analogie aux groupements qui accomplissent les opérations des associations pour le contrôle du commerce du riz.

Art. 31 à 36. — [*Dispositions concernant les réclamations, les recours et les plaintes par voie administrative contres les mesures de répartition des contingents de stockage, de répartition des dépenses et d'imposition d'amendes pour négligence, droits d'usage et droits de commission, etc.*].

DISPOSITION COMPLÉMENTAIRE.

La présente Ordonnance Impériale entre en vigueur le même jour que la loi sur l'administration autonome du riz.

Japon. — O. impériale n. 326 portant la date de l'entrée en vigueur de la l. n. 23 de 1936 amendant la l. sur le contrôle du riz. — 15 septembre 1936. — K., n. 2914 (16 septembre 1936).

La loi n° 33 du 27 mai 1936 amendant la loi n° 24 de 1933 sur le contrôle du riz entre en vigueur le 20 septembre 1936.

Japon. — O. impériale n. 327 amendant l'ordonnance impériale n. 280 de 1933 concernant l'application de la l. sur le contrôle du riz. — 15 septembre 1936. — K., n. 2914 (16 septembre 1936).

Ajouter les trois alinéas suivants à l'article 2:

« Dans la période allant de janvier à mars le prix minimum sera le prix minimum visé à l'alinéa 1^{er} majoré chaque mois d'une somme correspondant à l'intérêt de l'argent et au droit de garde à établir par le Ministre de l'agriculture et des forêts.

Dans la période allant du mois d'avril à octobre, le prix minimum sera le prix minimum en vigueur au mois de mars.

L'intérêt de l'argent dont il est question à l'alinéa 4 sera établi en prenant en considération le taux pour l'escompte des récépissés-warrants, et le droit de garde visé par le même alinéa sera établi en prenant en considération le tarif des droits de magasinage des magasins agricoles ».

Dans l'alinéa 1^{er} de l'article 3, substituer aux mots « article précédent » les mots « 1^{er} alinéa de l'article précédent ».

Dans l'alinéa 1^{er} de l'article 7, substituer aux mots « 3^{ème} alinéa de l'article 2 » les mots « 4^{ème} alinéa de l'article 2 ».

Ajouter l'article suivant nouveau:

« Art. 13-bis. — La vente du riz en vertu des dispositions de l'article 4-bis de la loi sur le contrôle du riz, sera effectuée, dans les cas où les préfectures se proposent de céder ou de prêter le riz, à des conditions reconnues convenables par le Ministre de l'agriculture et des forêts, aux communes (*shi-chô-son*), aux coopératives, aux associations agricoles, etc.

DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES.

La présente Ordonnance entrera en vigueur le même jour que la loi n. 23 de 1936.

Les amendements portés par les alinéas 4 à 6 de l'article 2 seront appliqués à partir de l'établissement en décembre 1936 du prix minimum.

Japon. — O. impériale n. 328 fixant la date de l'entrée en vigueur de la l. pour encourager le stockage collectif du paddy. — 15 septembre 1936. — K., n. 2914 (16 septembre 1936).

La loi n. 24 de 1936 pour encourager le stockage collectif du paddy entrera en vigueur le 20 septembre 1936.

Japon. — O. impériale n. 329 concernant l'application de la l. pour encourager le stockage collectif du paddy. — 15 septembre 1936. — K., n. 2914 (16 septembre 1936).

Art. 1^{er}. — Sont ci-après désignés les groupements visés par les dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi pour encourager le stockage collectif du paddy:

- 1) les communes et les collectivités y assimilées;
- 2) les associations primaires agricoles (*nôji jikkô kumiai*);
- 3) les associations pour l'entretien d'un magasin de village.

Art. 2. — Toutes les fois que le Ministre de l'agriculture et des forêts se propose de livrer du riz en vertu des dispositions de l'article 1^{er} de la loi pour encourager le stockage collectif du paddy, il devra à cet effet en donner notification publique en spécifiant les limites de la quantité de riz pouvant être livrée, les conditions pour la livraison de riz à titre d'encouragement et les autres points nécessaires concernant la livraison.

Art. 3. — La quantité de riz qui est livrée à titre d'encouragement aux groupements de stockage en vertu des dispositions de l'article 1^{er} de la loi pour encourager le stockage collectif du paddy ne pourra pas dépasser 5 % (dans le cas où l'on livre du paddy, 10 %), de la quantité de paddy que le groupement en question emmagasine.

DISPOSITION COMPLÉMENTAIRE.

La présente ordonnance entrera en vigueur le même jour que la loi pour encourager le stockage du paddy.

Japon. — Arr. n. 25 du Ministère de l'agriculture et des forêts portant le régl. pour l'application de la l. concernant l'administration autonome du riz. — 16 septembre 1936. — K., n. 2914 (16 septembre 1936).

Art. 1^{er}. — Les associations pour le contrôle du riz, ou les groupements qui en accomplissent les opérations, devront établir des règlements concernant la garde du riz stocké et en obtenir l'approbation de l'autorité locale. Il en sera de même pour toute modification y apportée.

Dans les règlements visés par l'alinéa précédent devront être réglés les points ci-après énumérés:

- 1) les frais de magasinage;
- 2) la durée du magasinage;
- 3) l'entrée en magasin et la sortie du magasin;
- 4) dans le cas où des récépissés-warrants sont émis, les points concernant l'émission des warrants;
- 5) l'assurance.

Art. 2. — A la demande pour l'autorisation de l'émission de récépissés-warrants de l'administration autonome, on devra joindre, en dehors des statuts ou des articles sociaux et des règlements concernant la garde dont il est question à l'article précédent, les documents indiquant les points suivants:

- 1) les motifs de la demande;
- 2) l'emplacement du magasin;
- 3) le nombre des locaux, la superficie, la construction et la capacité du magasin;
- 4) les droits afférant à l'usage du magasin et de son emplacement;
- 5) les installations accessoires.

Lorsque l'on apportera des modifications aux points visés par les numéros 2 et 3 de l'alinéa précédent, on devra obtenir de même l'autorisation de l'autorité locale.

Art. 3. — Dans le cas de suppression ou de constitution, ou de fractionnement ou de fusion de communes (villes, bourgs ou villages)

ou de changements modifiant leurs limites territoriales, la sphère d'action de l'association pour le contrôle du riz qui a comme domaine d'activité le territoire d'une commune, nonobstant l'augmentation ou la diminution du territoire visé par l'alinéa 1^{er} de l'article 5 de la loi sur l'administration autonome du riz, ne sera pas augmenté ou réduit en conformité.

Art. 4. — Les associations pour le contrôle du riz auront pour membres les personnes ci-après indiquées. Toutefois, lorsque l'autorité locale l'estime nécessaire en raison de circonstances locales particulières, elle pourra, après avoir obtenu l'autorisation *ad hoc* du Ministre de l'agriculture et des forêts, modifier les qualifications requises pour être membres, énumérées aux numéros 1 à 5, dans un district déterminé :

1) les personnes qui, dans le ressort de l'association en question, cultivent, à titre de propriétaires-cultivateurs, une étendue de 5 *tan* au moins de rizière;

2) les personnes qui, dans le ressort de l'association, cultivent à titre de fermiers une étendue d'1 *chô* au moins de rizière;

3) les personnes qui, dans le ressort de l'association, ont des droits sur une étendue d'1 *chô* au moins de rizière et en perçoivent du riz à titre de fermage;

4) les personnes qui disposent de rizières, dans le ressort de l'association, à titre de propriétaires-cultivateurs et en même temps de fermiers de rizières d'une étendue totale de rizières de 1 *chô* au moins, formée par une superficie affermée ayant deux fois l'étendue cultivée à titre de propriétaire.

5) les personnes qui, dans le ressort de l'association, disposent de rizières à titre de propriétaires-cultivateurs ou de fermiers ou bien de propriétaires-cultivateurs et de fermiers à la fois et qui, ayant des droits sur des rizières sises dans le dit ressort, en obtiennent des fermages en riz, atteignent dans l'ensemble une étendue de rizières d'1 *chô* au moins. Toutefois, la surface qui est cultivée par elles à titre de propriétaires-cultivateurs sera calculée comme superficie double;

b) les personnes désignées par l'autorité locale, sur autorisation du Ministre de l'agriculture et des forêts comme assimilables aux personnes indiquées dans chacun des numéros précédents.

Lorsque l'autorité locale apporte des modifications en vertu de la disposition exceptionnelle visée par l'alinéa précédent ou bien fait les désignations dont il est question au numéro 6 de l'alinéa précédent, elle devra en donner notification publique.

Art. 5. — Toute association pour le contrôle du riz peut, si cela est établi dans ses statuts, admettre que les membres, qui ne résident pas dans son ressort, se fassent représenter par des délégués.

L'association pour le contrôle du riz remplacera ses communications à l'intéressé par des communications à son délégué nommé d'après les dispositions de l'alinéa précédent.

Art. 6. — Lorsqu'on entend fonder une association pour le contrôle du riz, les personnes qualifiées pour en être membres, qui s'en font les promoteurs, devront notifier aux autres personnes qui ont les qualifications nécessaires pour en être membres, le ressort, les dépenses à supporter pour la fondation, l'état de prévision approximatif des recettes et des dépenses et l'aperçu sommaire du mode de répartition et de recouvrement des dépenses, en demandant leur assentiment à la fondation.

Art. 7. — L'assemblée générale constitutive sera formée par les personnes qualifiées pour être membres de l'association pour le contrôle du riz.

Art. 8. — Lorsque les promoteurs entendent convoquer l'assemblée générale constitutive, ils devront donner communication aux personnes qualifiées pour en être membres, au moins deux semaines à l'avance, de l'ordre du jour de l'assemblée, de la date et du lieu de la réunion, et en même temps il devront en donner notification publique.

Art. 9. — Les délibérations de l'assemblée générale constitutive ne pourront être décidées que par l'approbation des deux tiers au moins des membres présents lesquels doivent représenter au moins les deux tiers des personnes qualifiées pour sa constitution.

Les personnes qualifiées pour être membres de l'assemblée générale constitutive pourront déléguer l'exercice de leur droit de vote à d'autres personnes pareillement qualifiées. Dans ce cas, elles seront considérées comme présentes.

Les personnes qui ont été déléguées en vertu des dispositions de l'alinéa précédent sont tenues de présenter un acte certifiant leur mandat.

Le président de l'assemblée générale constitutive sera élu parmi les membres présents à l'assemblée.

Les dispositions de l'article 32 seront appliquées par analogie à l'assemblée générale constitutive.

Art. 10. — Les dépenses de fondation revenant à la charge de l'association pour le contrôle du riz ainsi que le mode de recouvrement devront être approuvés par l'assemblée générale constitutive.

Art. 11. — Aussitôt close l'assemblée générale constitutive, les promoteurs devront immédiatement présenter à l'autorité locale la demande d'autorisation de la fondation.

A la demande d'autorisation de fondation visée par l'alinéa précédent on devra joindre les statuts, l'acte attestant que le consentement prescrit par la loi pour la fondation a été dûment obtenu, un devis détaillé des dépenses de fondation et la copie des procès-verbaux.

Dans les cas visés par l'alinéa 2 de l'article 5 de la loi sur l'administration autonome du riz, on devra joindre, en dehors des documents indiqués dans l'alinéa précédent, un exposé des motifs s'y référant.

Art. 12. — Lorsque l'autorité locale enjoint la fondation d'une association pour le contrôle du riz, elle devra en donner notification publique en indiquant les points suivants:

1) ressort territorial;

2) nom, prénoms et domicile des fondateurs.

Art. 13. — Les fondateurs sont tenus de faire parvenir aux personnes qualifiées pour être membres de l'association un devis des dépenses pour la fondation, l'état de prévision des recettes et des dépenses et un aperçu sur le système à adopter pour la répartition et le recouvrement des dépenses sociales, et ils devront convoquer l'assemblée générale constitutive et demander à l'autorité locale l'autorisation de la fondation dans les trente jours après la notification dont il est question à l'article précédent.

Seront appliquées par analogie au cas visé par l'alinéa précédent les dispositions des articles 7 à 11.

Art. 14 à 32. — [*Dispositions concernant les statuts, les administrateurs, les représentants, les élections, les délégués, etc.*].

Art. 33. — L'année d'exercice d'une association pour le contrôle du riz va du 1^{er} novembre au 31 octobre de l'année suivante.

Art. 34. — L'imposition des dépenses de l'association pour le contrôle du riz devra se faire conformément à ce qui est établi dans le statut, proportionnellement aux sociétaires et proportionnellement au nombre de *koku* de riz stocké. Toutefois, les années où l'association ne fait pas de stockage, la répartition ne sera faite que proportionnellement aux sociétaires.

La part des dépenses revenant à chaque sociétaire, d'après les dispositions de l'alinéa précédent, ne devra pas dépasser 50 *sen* par personne. Toutefois, on pourra ne pas tenir compte de cette limitation, sur autorisation préalable de l'autorité locale.

Art. 35. — La demande d'approbation de l'état de prévision des recettes et des dépenses ainsi que du mode de répartition et de recouvrement des dépenses de l'association pour le contrôle du riz devra être présentée par celle-ci à l'autorité locale, au plus tard le 20 octobre de chaque année. Toutefois, dans l'année sociale au cours de laquelle a été obtenue l'autorisation de la fondation, la demande devra être présentée immédiatement après la délibération du comité des représentants.

Art. 36 à 61. — [*Modification des statuts, nomination du personnel, mesures d'urgence prises par le président, fusionnement, scission ou liquidation des associations pour le contrôle du riz; emprunts*

temporaires à contracter; assemblée générale et comité de représentants, etc.].

Art. 62. — Sont ci-après indiquées les personnes qui peuvent être déléguées aux fédérations locales des associations pour le contrôle du riz, d'après les dispositions de l'article 35 de la loi sur l'administration autonome du riz:

1) les présidents des associations pour le contrôle du riz;
2) les administrateurs des groupements qui accomplissent les opérations d'une association pour le contrôle du riz. Toutefois, si un groupement a plusieurs administrateurs, la personne est élue parmi les administrateurs;

3) les présidents des associations agricoles de ville ou des associations agricoles de bourg ou de village qui accomplissent les opérations d'une association pour le contrôle du riz.

Art. 63. — Seront appliquées par analogie aux fédérations locales des associations pour le contrôle du riz les dispositions, concernant la dissolution, des articles 6 à 16, 25 à 43 et 46 et les dispositions des articles 48 à 52.

Art. 64. — Seront appliquées par analogie, aux groupements qui accomplissent les opérations d'une fédération locale des associations pour le contrôle du riz, les dispositions des articles 53 à 57.

Art. 65. — Par représentants des associations pour le contrôle du riz ou bien des groupements qui en accomplissent les opérations, dont il est question aux articles 17 et 18 de l'Ordonnance Impériale concernant l'application de la loi sur l'administration autonome du riz, on devra entendre les personnes ci-après indiquées:

1) les présidents des associations pour le contrôle du riz;
2) les administrateurs des coopératives de vente du riz qui accomplissent les opérations des associations pour le contrôle du riz. Toutefois, si une coopérative a plusieurs administrateurs, on entendra la personne élue parmi ses administrateurs;

3) les présidents des associations agricoles de ville ou des associations agricoles de bourg ou de village, qui accomplissent les opérations d'une association pour le contrôle du riz.

Art. 66. — Seront appliquées par analogie aux représentants du comité des représentants dont il est question à l'article 40, alinéa 1^{er} de la loi sur l'administration autonome du riz, les dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 61.

Seront appliquées par analogie à l'assemblée générale ou au comité des représentants dont il est question à l'alinéa 1^{er} de l'article 40 de la loi sur l'administration autonome du riz, les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 61.

Art. 67. — La répartition envisagée par les dispositions de l'article 43 de la loi sur l'administration autonome du riz (y compris

son application par analogie visée par l'alinéa 2 de l'article 56 de la même loi), faite par des groupements qui accomplissent les opérations d'une fédération locale des associations pour le contrôle du riz, devra être délibérée par le Comité des représentants. Toutefois, la délibération s'y référant pourra être adoptée par l'Assemblée générale au lieu du Comité des représentants dans le cas où les associations pour le contrôle du riz, ou les groupements qui en accomplissent les opérations et qui se trouvent dans son ressort, n'atteignent pas le nombre de 30 ou bien lorsqu'il y a des circonstances spéciales.

Art. 68. — Dans le cas où le Ministre de l'agriculture et des forêts procède à la répartition dont il est question à l'article 43 ou 56 de la loi sur l'administration autonome du riz, il devra tenir compte du montant de la vente, du montant de la production et du montant de l'exportation hors du district du riz, dans le ressort qui est sphère d'action de la fédération locale des associations pour le contrôle du riz ou du groupement qui en accomplit les opérations.

Aux fins de l'alinéa précédent, on entend par montant de la vente le montant constaté pendant l'année de récolte moyenne entre les cinq dernières années, par montant de la production le montant de la récolte de la 2^{ème} prévision du riz, et par montant de l'exportation hors du district la moyenne des cinq dernières années.

Dans le cas visé par l'alinéa 1^{er}, le Ministre de l'agriculture et des forêts est tenu de consulter la fédération des coopératives de vente de riz ayant juridiction sur le Japon proprement dit.

Art. 69. — Dans le cas où une fédération locale des associations pour le contrôle du riz ou bien un groupement qui en accomplit les opérations procède à la répartition visée par l'article 43 de la loi sur l'administration autonome du riz (y compris son application par analogie dont il est question à l'alinéa 2 de l'article 56 de la même loi), elle devra tenir compte du montant de la vente de riz, du montant de la production de riz, etc. dans le ressort de chaque association pour le contrôle du riz ou de chaque groupement qui en accomplit les opérations.

Seront appliquées par analogie au montant de la vente et au montant de la production de riz, les dispositions de l'alinéa 2 de l'article précédent.

Art. 70. — Tout groupement qui accomplit les opérations d'une association pour le contrôle du riz est tenu de répartir la quantité de riz qui lui a été assignée entre ses sociétaires qui ont les qualifications nécessaires pour être membres d'une association pour le contrôle du riz ainsi que parmi les personnes dont il est question à l'article 29 de la loi sur l'administration autonome du riz, lorsque, dans ce dernier cas, il a obtenu l'autorisation préalable de l'autorité locale en vertu des dispositions du même article de la même loi.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, dans le cas où il y a des dispositions spéciales dans les statuts ou dans les articles sociaux, on pourra procéder à la répartition, sur leur demande, parmi les personnes qui sont membres du groupement et qui sont visées par l'article 2 de la loi sur l'administration autonome du riz.

Art. 71. — Dans le cas où l'association pour le contrôle du riz ou bien le groupement qui en accomplit les opérations procèdent à la répartition d'après les dispositions de l'article 43 de la loi sur l'administration autonome du riz (y compris son application par analogie dont il est question à l'alinéa 2 de l'article 56 de la même loi), ils devront tenir compte du montant de la vente de riz etc. des personnes qui font l'objet de la répartition.

Dans ce cas, s'il y a des personnes qui ont demandé la répartition de préférence, on pourra effectuer d'abord la répartition entre ces personnes.

La répartition dont il est question à l'alinéa précédent, ne pourra pas dépasser 40 *koku* de paddy par personne, à moins qu'il n'y ait des circonstances spéciales.

Art. 72. — Dans le cas où le Ministre de l'agriculture et des forêts procède à la répartition entre les associations pour le contrôle du commerce du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations en vertu des dispositions de l'article 56 de la loi sur l'administration autonome du riz, il devra tenir compte du montant traité de riz, du montant de riz détenu, etc. des sociétaires du groupement et des personnes envisagées par les dispositions de l'article 29 de la loi sur l'administration autonome du riz à appliquer par analogie en vertu de l'alinéa 2 de l'article 54 de la même loi.

Dans le cas visé par l'alinéa précédent, le Ministre de l'agriculture et des forêts est tenu de recueillir l'avis de l'association pour le contrôle du commerce du riz ou du groupement qui en accomplit les opérations.

Art. 73. — Dans le cas où l'association pour le contrôle du commerce du riz ou bien le groupement qui en accomplit les opérations procèdent à la répartition conformément aux dispositions de l'article 43 de la loi sur l'administration autonome du riz à appliquer par analogie en vertu de l'alinéa 2 de l'article 56 de la même loi, ils doivent tenir compte du montant traité de riz, du montant de riz détenu etc. des personnes devant faire l'objet de la répartition.

Seront appliquées par analogie au cas visé par l'alinéa précédent les dispositions de la dernière partie de l'alinéa 1^{er} de l'article 71.

Art. 74. — La répartition en vertu des dispositions de l'article 44 de la loi sur l'administration autonome du riz (y compris son application par analogie dont il est question à l'alinéa 3 de l'article 56 de la même loi) sera faite par l'autorité locale.

Seront appliquées par analogie au cas visé par l'alinéa précédent les dispositions des articles 69 à 71, 73 et 77.

Art. 75. — Lorsqu'une fédération locale des associations pour le contrôle du riz ou un groupement qui en accomplit les opérations ou même une association pour le contrôle du riz ou un groupement qui en accomplit les opérations aura procédé à la répartition conformément aux dispositions de l'article 43 de la loi sur l'administration autonome du riz (y compris son application par analogie dont il est question à l'alinéa 2 de l'article 56 de la même loi), notification immédiate devra en être faite à l'autorité locale.

Art. 76. — La remise (*itaku*) dont il est question à l'article 47 de la loi sur l'administration autonome du riz (y compris son application par analogie envisagée par l'alinéa 2 de l'article 56 de la même loi) devra être faite en paddy aquatique non glutineux (*suitô uruchi momi*) de la production de l'année, en conformité des conditions établies par le Ministre de l'agriculture et des forêts et d'après ce qui sera indiqué par les associations pour le contrôle du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations ou bien les coopératives pour le contrôle du commerce du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations. Toutefois, s'il y a des circonstances spéciales, on pourra remplacer le paddy par du riz non décortiqué (*genmai*) de l'année dans une mesure correspondant à 50 % du paddy, des qualités et des types notifiés par le Ministre de l'agriculture et des forêts en vertu de l'alinéa 2 de l'article 1^{er} de l'Ordonnance Impériale concernant l'application de la loi sur le contrôle du riz, et d'après ce qui sera établi par l'autorité locale sur autorisation préalable du Ministre de l'agriculture et des forêts.

Art. 77. — Si les personnes auxquelles les associations pour le contrôle du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations ou bien les associations pour le contrôle du commerce du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations ont assigné la part à remettre en vertu des dispositions de l'article 43 de la loi sur l'administration autonome du riz (y compris son application par analogie dont il est question à l'alinéa 2 de l'article 56 de la même loi), n'ont pas effectué la remise visée par l'article précédent, l'autorité locale pourra leur enjoindre d'effectuer ladite remise dans un délai déterminé.

Art. 78. — Lorsque les associations pour le contrôle du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations entendent libérer du stockage le riz, en vertu des dispositions de l'article 23 de l'Ordon-

nance Impériale concernant l'application de la loi sur l'administration autonome du riz, ils devront demander l'autorisation de la mainlevée du stockage au Ministre de l'agriculture et des forêts, par le canal de l'autorité locale, s'il s'agit des cas envisagés par les numéros 1 à 3 du même article, et à l'autorité locale s'il s'agit du cas envisagé par le numéro 4.

Art. 79. — Seront appliquées par analogie les dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 2 de l'Ordonnance Impériale concernant l'application de la loi sur le contrôle du riz lorsqu'il s'agit d'établir le prix devant servir de standard pour le prix d'achat dont il est question à l'article 25 de l'Ordonnance Impériale concernant l'application de la loi sur l'administration autonome du riz.

Art. 80. — Par marchands en gros (y compris les commissionnaires), dont il est question à l'article 27 de l'Ordonnance Impériale concernant l'administration autonome de riz, on devra entendre les personnes qui sans interruption ont traité une quantité déterminée de riz pendant les trois dernières années au moins.

La quantité, dont il est question à l'alinéa précédent, sera établie et notifiée publiquement par le Ministre de l'agriculture et des forêts dans chacune des localités désignées d'après les dispositions de l'article 51 de la loi sur l'administration autonome du riz,

Art. 81. — Seront appliquées par analogie aux associations pour le contrôle du commerce du riz ou aux groupements qui en accomplissent les opérations, les dispositions du présent règlement qui concernent les associations pour le contrôle du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations, à l'exception des cas pour lesquels il y a des dispositions spéciales. Toutefois, les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 71 ne seront pas appliquées.

Art. 82. — Dans les cas suivants, l'autorité locale est tenue de soumettre des rapports au Ministre de l'agriculture et des forêts:

1) lorsqu'elle aura octroyé son autorisation à la fondation, à la dissolution, à la fusion ou à la scission d'associations pour le contrôle du riz ou bien d'associations pour le contrôle du commerce du riz;

2) lorsqu'elle aura octroyé son autorisation à la fondation ou à la dissolution d'une fédération locale des associations pour le contrôle du riz;

3) lorsqu'elle aura pris une des mesures envisagées par les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 9 de la loi sur l'administration autonome du riz (y compris son application par analogie dont il est question aux art. 37 et 53 de la même loi);

4) lorsqu'elle aura ordonné d'apporter des modifications aux statuts, à l'état de prévision des recettes et des dépenses ou au système

pour la répartition et le recouvrement des dépenses en vertu des dispositions de l'article 25 de la loi sur l'administration autonome du riz (y compris son application par analogie dont il est question aux art. 37 et 53 de la même loi), ainsi que lorsqu'elle aura pris une des mesures envisagées par les dispositions de l'article 26 de la même loi (y compris son application par analogie dont il est question aux articles 37 et 53 de la même loi);

5) lorsqu'elle aura octroyé l'autorisation envisagée par l'article 7 de l'Ordonnance Impériale concernant l'application de la loi sur l'administration autonome du riz (y compris son application par analogie dont il est question à l'art. 30 de la même Ordonnance) et par l'article 15 de la même Ordonnance;

6) lorsqu'elle aura autorisé la suspension ou la cessation des opérations d'un groupement qui accomplit les opérations d'une association pour le contrôle du riz ou d'une association pour le contrôle du commerce du riz ou bien d'une fédération locale des associations pour le contrôle du riz ou lorsqu'elle aura pris une des mesures envisagées par l'article 9 de l'Ordonnance concernant l'application de la loi sur l'administration autonome du riz (y compris son application par analogie dont il est question aux articles 16 et 30 de la même Ordonnance);

7) lorsqu'elle aura nommé des délégués spéciaux, dont il est question au numéro 3 de l'article 12 ou bien au numéro 3 de l'article 13 de l'Ordonnance Impériale concernant l'application par analogie de la loi sur l'administration autonome du riz (y compris son application par analogie visée par l'art. 30 de la même Ordonnance);

8) lorsqu'elle aura procédé à la répartition visée par les dispositions de l'article 74 vis-à-vis des associations pour le contrôle du riz ou des groupements qui en accomplissent les opérations ou bien des associations pour le contrôle du commerce du riz ou des groupements qui en accomplissent les opérations;

9) lorsqu'elle aura reçu la notification d'après les dispositions de l'article 75 de la part d'une fédération locale des associations pour le contrôle du riz;

10) lorsqu'elle aura autorisé la mainlevée du stockage dans le cas envisagé par le numéro 4 de l'article 23 de l'Ordonnance concernant l'application de la loi sur l'administration autonome du riz.

DISPOSITION COMPLÉMENTAIRE.

Le présent arrêté entrera en vigueur le même jour que la loi sur l'administration autonome du riz.

Japon. — Arr. n. 26 du Ministère de l'agriculture et des forêts portant désignation des localités aux fins des dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'art. 51 de la l. sur l'administration autonome du riz. — 16 septembre 1936. — K., n. 2914 (16 septembre 1936).

Sont ici désignées les localités suivantes aux fins des dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 51 de la loi sur l'administration autonome du riz:

Les villes de Otaru, Sakata, Niigata, Tokio, Yokohama, Nagoya, Osaka, Kyoto, Kôbé, Hiroshima, Shimonoseki, Môji et Kumamoto.

DISPOSITION COMPLÉMENTAIRE.

Le présent arrêté entre en vigueur le même jour que la loi sur l'administration autonome du riz.

Japon. — Arr. n. 29 du Ministère de l'agriculture et des forêts concernant l'Assemblée générale des associations pour le contrôle du commerce du riz. — 13 octobre 1936. — K., n. 2936 (13 octobre 1936).

Toute association pour le contrôle du commerce du riz, dont les membres n'atteignent pas le nombre de 30, pourra ne pas établir le comité des représentants, en le remplaçant par l'assemblée générale des sociétaires.

DISPOSITION COMPLÉMENTAIRE.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.

Japon. — Arr. n. 34 du Ministère de l'agriculture et des forêts concernant le restockage visé par l'art. 21 de l'ordonnance impériale n. 21 concernant l'application de la l. sur l'administration autonome du riz. — 19 novembre 1936. — K., n. 2966 (19 novembre 1936).

Art. 1^{er}. — Les personnes, qui peuvent faire le restockage visé par l'article 21 de l'Ordonnance Impériale concernant l'application de la loi sur l'administration autonome du riz, seront exclusivement celles qui sont indiquées dans l'un quelconque des numéros suivants:

1) les gérants de magasins agricoles, les gérants de magasins agricoles fédérés ou les personnes autorisées par l'article 1^{er} de la loi sur l'entreposage, qui ont notifié à l'autorité locale leur intention de réaliser les opérations de restockage, d'après les dispositions de l'article 21 de l'Ordonnance Impériale concernant l'application de la loi sur l'administration autonome du riz;

2) les personnes dûment autorisées par l'autorité locale à exercer les opérations de restockage, d'après les dispositions de l'article 21 de l'Ordonnance Impériale concernant l'application de la loi sur l'administration autonome du riz.

Art. 2. — Lorsque les associations pour le contrôle du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations ont émis des récépissés-warrants de l'administration autonome du riz pour le riz qu'ils ont restocké d'après les dispositions de l'article 21 de l'Ordonnance Impériale concernant l'application de la loi sur l'administration autonome, ils ne pourront pas pour le même riz demander la délivrance de récépissés-warrants aux personnes qui ont effectué le restockage du riz en question.

Art. 3. — Lorsque l'obligation du stockage portant sur le riz qui fait l'objet de restockage a été levée, les associations pour le contrôle du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations ou bien les associations pour le contrôle du commerce du riz ou les groupements qui en accomplissent les opérations sont tenus d'en donner communication immédiate à la personne qui en a effectué le restockage et au déposant ou bien au détenteur du récépissé-warrant de l'administration autonome du riz, en indiquant la marque de commerce, la qualité, et la quantité du riz qui a été libéré du stockage et la date de la mainlevée.

Dans le cas où le riz qui a fait l'objet du restockage a été libéré de l'obligation du stockage, les groupements visés par l'alinéa précédent devront, si une demande à cet effet a été présentée par le déposant ou par le détenteur du récépissé-warrant de l'administration autonome du riz, leur remettre l'ordre de livraison vis-à-vis du gérant du dépôt de restockage. Toutefois, si des récépissés-warrants de l'administration autonome du riz ont été émis, l'ordre de livraison ne sera remis que contre échange des récépissés-warrants.

Art. 4. — Lorsque les gérants des dépôts de restockage ont reçu notification de la mainlevée du stockage conformément aux dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 3, ils pourront livrer le riz qui a fait l'objet du restockage sur requête de la personne à laquelle a été remis l'ordre de livraison d'après les dispositions de l'alinéa 2 du même article. Dans ce cas, le gérant du dépôt de restockage peut exiger la présentation de l'ordre de livraison.

Art. 5. — Sera passible d'une amende jusqu'à 100 yens tout gérant du dépôt de restockage qui aura laissé sortir du magasin le riz qui fait l'objet de restockage sans requête conforme de la personne qui a effectué le restockage et à l'exception des cas où il aura reçu la notification de la levée de l'obligation visée par les dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 3.

DISPOSITION COMPLÉMENTAIRE.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.

Japon. — O. impériale n. 407 portant organisation du comité pour l'administration autonome du riz. — 20 novembre 1936. — K., n. 2968 (21 novembre 1936).

Art. 1^{er}. — Le comité pour l'administration autonome du riz (*beikoku jiji kwanri iinkwai*) est placé sous la dépendance du Premier Ministre. Il répond aux questionnaires qui lui sont soumis par les Ministres intéressés, accomplit les recherches nécessaires et discute les points les plus importants ayant trait à l'application de la loi sur l'administration autonome du riz.

Art. 2. — Le comité est composé d'1 président, de 2 vice-présidents et de 21 membres au maximum.

En cas de nécessité, en vue de l'étude et de la discussion de questions particulières, on pourra désigner des membres spéciaux.

Art. 13. — Le poste de Président est rempli par le Premier Ministre.

Les postes de vice-présidents sont remplis par le Ministre de l'agriculture et des forêts et par le Ministre des colonies.

Les postes de membres sont remplis par les personnes ci-après indiquées:

- 1) le secrétaire général du Cabinet;
- 2) le chef de la Direction Générale de législation;
- 3) le chef de la Direction Générale des enquêtes du Cabinet;
- 4) le vice-ministre des finances;
- 5) le vice-ministre de l'agriculture et des forêts;
- 6) le vice-ministre du commerce et de l'industrie;
- 7) le vice-ministre des colonies;
- 8) le chef de l'administration civile du Gouvernement général de la Corée;
- 9) le Directeur des affaires générales du Gouvernement général de Formose;
- 10) les conseillers de l'office du riz du Ministère de l'agriculture et des forêts;
- 11) des hommes de science et d'expérience.

Les membres envisagés par les dispositions des numéros 10 et 11 de l'alinéa précédent seront nommés par le Cabinet sur proposition du premier Ministre.

Art. 4. — Les membres extraordinaires seront nommés par le Cabinet, sur proposition du premier Ministre, parmi les hauts fonctionnaires des différentes administrations intéressées et parmi les hommes de science et d'expérience.

Art. 5 à 7. — [*Dispositions concernant le fonctionnement du comité*].

DISPOSITION COMPLÉMENTAIRE.

La présente Ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication.

Japon (Corée). — Arr. n. 89 du Gouvernement général de la Corée portant le régl. d'application de la l. sur l'administration autonome du riz. — 19 septembre 1936. — K., n. 2947 (27 octobre 1936).

Art. 1^{er} à 87. — [*La traduction est omise*].

Japon (Formose). — Arr. n. 86 du Gouvernement général de Formose portant le régl. d'application de la l. sur l'administration autonome du riz. — 20 septembre 1936. — K., n. 2961 (13 novembre 1936).

Art. 1^{er} à 82. — [*La traduction est omise*].

Grand-Duché de Luxembourg. — Arr. portant modification des taux de mouture et de mélange du froment resp. des farines de froment, du seigle, resp. des farines de seigle, fixés par l'arr. du 31 janvier 1936. — 13 mars 1936. — M. L., n. 18 (14 mars 1936).

Vu l'arrêté grand-ducal du 31 janvier 1930, (1) concernant la mouture obligatoire des blés indigènes;

Vu l'arrêté du 8 février 1930, pris en exécution de l'arrêté grand-ducal du 31 janvier 1930, concernant la mouture obligatoire des blés indigènes, modifié par l'arrêté du 4 octobre 1932 (2);

Revu l'arrêté du 31 janvier 1936, portant fixation des taux de mouture et de mélange etc.

Art. 1^{er}. — L'arrêté du 31 janvier 1936 est rapporté.

Art. 2. — Le pourcentage minimum des blés indigènes que les meuniers devront obligatoirement employer à la fabrication des farines destinées à la panification et aux divers usages alimentaires dans le pays est fixé à 60 %, soit 50 % pour le froment, et 10 % pour le seigle.

60 % de farine indigène, soit 50 % de farine de froment indigène et 10 % de farine de seigle indigène, devront être incorporés à la farine importée destinée à la fabrication de pain et à d'autres usages alimentaires dans le pays.

Le pain et les autres produits de la boulangerie fabriqués dans le pays pour la consommation indigène, ainsi que ceux mis en vente, vendus ou transportés dans le pays, devront être fabriqués avec de la farine produite ou mélangée selon les prescriptions qui précèdent.

Art. 3. — Cet arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Mémorial*.

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XX^{ème} Année, 1930, pp. 169 et 170.

(2) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXII^{ème} Année, 1932, p. 107 et s.

Portugal. — D. l. n. 26889 établissant le régime des céréales de la récolte de 1936. — 14 août 1936. — D. d. G., 1^{re} série, n. 190 (14 août 1936).

CHAPITRE I. — DU BLÉ ET DE SON PAYEMENT.

Art. 1^{er} — Le tableau réglant les prix du blé de la récolte de 1936, conformément aux dispositions de l'article 30, § 1^{er} du décret-loi n. 25732 du 12 août 1935 (1), est le suivant:

Poids par bl. exprimé en kilogrammes	Prix en <i>escudos</i> par kilogramme blé tendre blé dur	
81	1 \$ 41 (53)	1 \$ 36 (53)
80	1 \$ 40 (06)	1 \$ 35 (06)
79	1 \$ 38 (59)	1 \$ 33 (59)
78	1 \$ 37 (12)	1 \$ 32 (12)
77	1 \$ 35 (65)	1 \$ 30 (65)
76	1 \$ 34 (18)	1 \$ 29 (18)
75	1 \$ 32 (71)	1 \$ 27 (71)
74	1 \$ 31 (24)	1 \$ 26 (24)
73	1 \$ 29 (77)	1 \$ 24 (77)

§ unique. — Les prix du tableau ci-dessus se rapportent aux mois d'août et de septembre et seront augmentés de \$ 01 (3) dans chacun des mois suivants jusqu'au mois de juin de l'année prochaine; les prix établis pour le mois de juillet seront égaux aux prix du mois précédent.

Art. 2. — En cas de vente du blé sur le marché libre, l'Inspection technique des industries et du commerce agricoles (I. T. I. C. A.), dans les cas où elle doit porter son jugement sur les actes d'achat et vente, devra décider aussi sur l'omission ou sur l'inexactitude des déclarations faites.

Art. 3. — La dépréciation du blé, dans les cas où elle se vérifie, sera établie par une Commission arbitrale sur la base des instructions réglementaires en vigueur ou de celles qui seront approuvées par arrêté du Ministère de l'agriculture, sur proposition de l'Institut National du Pain (I. N. P.).

§ 1^{er}. — La Commission arbitrale sera composée de trois experts, dont un sera nommé par la Fédération nationale des producteurs de blé (F. N. P. T.) le second par la Fédération nationale de l'industrie de mouture (F. N. I. M.) et le troisième par l'Inspection technique des Industries et du Commerce agricoles (I. T. I. C. A.) avec l'appro-

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXV^{ème} Année, 1935, p. 89.

bation du Ministre de l'agriculture, et elle exercera ses fonctions en collaboration avec la F. N. P. T.

§ 2. — La présentation de n'importe quelle réclamation ne dispense pas le plaignant de livrer ou de recevoir le blé; elle ne le libère pas non plus du paiement de son prix dans le délai légal.

Art. 4. — Le défaut de paiement du blé dans le délai établi par l'article 4 du décret-loi n. 24:688, du 27 novembre 1934, sera puni d'une amende à la charge de l'entreprise, équivalant à un *milavo* par kilo et par jour, pendant les dix jours suivant l'échéance du délai établi, et ensuite par la fermeture de la minoterie pendant un temps égal à celui du défaut de paiement et avec la perte du droit de recevoir une quantité de blé équivalente, outre les intérêts du capital.

§ unique. — Le montant de l'amende revient à la F. N. P. T.

Art. 5. — Tout refus de recevoir le blé, ou bien tout retard de livraison des sacs au-delà de 10 jours, entraîne la cessation immédiate du travail de la minoterie tant que dure la faute; la minoterie est en outre responsable du paiement de dommages-intérêts pour les frais et le préjudice causés par sa faute.

Art. 6. — Toute faute commise par les entreprises, avant la date de promulgation du présent décret, sera punie selon les dispositions prévues par les articles précédents.

Art. 7. — La limite d'escompte des titres dont il est question aux articles 12 et suivants du décret n. 25732 du 12 août 1935 (1) peut être augmentée par décision de la F. N. P. T. dans le cas où les blés déposés comme gage de ces titres se trouvent dans les magasins généraux de ladite institution.

CHAPITRE II. — DES FARINES ET DU PAIN.

Art. 8. — Les farines ressassées appartiendront aux marques et types suivants: de « type unique », de 1^{re} et de 2^{ème} qualité, avec les caractères indiqués à l'article 38 du décret-loi n. 25732, sans préjudice des dispositions de l'article 2 du même article.

Art. 9. — La production de farines de « type unique » doit être effectuée séparément, en tirant de chaque lot de blé un pourcentage proportionnel à son poids par hectolitre.

Art. 10. — La production de farines de 1^{re} et 2^{ème} qualité doit être effectuée simultanément à raison d'une partie de 1^{re} pour deux parties de 2^{ème}; ou bien d'une partie de 1^{re} pour trois parties de 2^{ème}, comme il est indiqué aux numéros suivants:

(1) V. *Annuaire Internationale de Législation Agricole*, XXV^{ème} Année, 1935, p. 89.

1^o les minoteries situées sur le territoire de la Corporation de Lisbonne ne peuvent produire de la farine qu'à raison d'une partie de 1^{re} pour deux parties de 2^{me} qualité, en vue exclusivement de la consommation de la ville de Lisbonne et des communes de Oeiras et de Cascais;

2^o Les minoteries situées sur le territoire de la Corporation de Coimbra, exception faite pour le district de Castelo Branco, pourront seulement produire des farines à raison d'une partie de 1^{re} pour trois, parties de 2^{me} qualité.

3^o Les minoteries situées sur le territoire de la Corporation de Porto pourront produire, normalement, des farines de 1^{re} et de 2^{me} qualité, à raison d'une partie de 1^{re} pour deux parties de 2^{me} qualité, mais elles pourront aussi produire des farines, à raison de 1 pour 3 sous réserve d'autorisation, en vue de la consommation dans le territoire de la Corporation de Coimbra.

4^o Les minoteries du district de Castelo Branco et des autres Corporations (Santarém, Setúbal, Portalegre, Évora et Beja) peuvent produire des farines de 1^{re} et 2^{me} qualité à raison de 1 pour 2 ou de 1 pour 3, conformément aux dispositions établies par la F. N. I. M. en tenant compte des exigences de la consommation.

§ unique. — Les farines de 2^{me} qualité, visées au numéro 4 du présent article, seront placées par l'intermédiaire de la F. N. I. M.

Art. 11. — Tout traitement des farines, avec n'importe quel agent chimique ou physique, ainsi que tout mélange, avec n'importe quelle substance pouvant modifier leur couleur ou leur composition naturelle sont interdits.

Art. 12. — Les minoteries sont tenues de garder pendant dix jours un échantillon, d'un poids d'un kilogramme de chaque marque ou type de farine, prélevé journellement par les agents de contrôle de la F. N. I. M. et scellé, daté et enregistré par eux.

§ 1^{er}. — Par l'intermédiaire des mêmes agents, les minoteries remettront à l'Inspection technique des industries et du commerce agricoles, ou bien à l'Institut national du pain, les échantillons qui pourront leur être demandés aux fins d'analyse.

§ 2. — Les autorités qui auront constaté l'existence d'une infraction en dresseront procès-verbal qui sera transmis au tribunal compétent.

Art. 13. — Les farines destinées à la consommation du public seront conditionnées dans des sacs propres et hygiéniques, scellés à l'aide d'un timbre métallique et munis de la marque correspondant à la qualité de la farine; une étiquette y sera également apposée portant le nom ou la signature du fabricant et la date de fabrication.

§ unique. — Le timbre et l'étiquette ne pourront être enlevés que par le possesseur de la farine, pour l'utilisation de cette dernière.

Art. 14. — Les prix maxima de vente des farines adoptés par les minoteries seront les suivants:

1^o 2 \$ 85 (1) par kg. de farine de 1^{ère} qualité et 1 \$ 97 par kg. de farine de « type unique ».

2^o 1 \$ 70 (4) par kg. de farine de 2^{ème} qualité pour les minoteries situées sur le territoire de la Corporation de Porto: 1 \$ 75 pour la même farine, pour les minoteries situées sur le territoire de la Corporation de Coimbra; 1 \$ 57 pour les minoteries situées sur le territoire de la Corporation de Lisbonne.

§ 1. — Les farines de 2^{ème} qualité, visées au § unique de l'article 10, seront payées aux minoteries aux prix de 1 \$ 57 ou de 1 \$ 70 (3), selon que l'extraction aura été faite à raison de 1 pour 2 ou bien de 1 pour 3.

§ 2. — Les farines de 2^{ème} qualité produites sur le territoire de la Corporation de Porto à raison de 1 pour 3 etc., dans les cas où cette production aura été autorisée, seront vendues par les minoteries au prix de 1 \$ 75.

Art. 15. — La F. N. I. M. percevra sur les entreprises la différence entre le coût de production des farines, calculé sur la base des dispositions du décret n. 25732 du 12 août 1935, et les prix de vente maxima établis par le présent décret.

§ 1^{er} — Ces sommes seront versées au fonds de compensation de la taxe meunière en faisant bénéficier les minoteries d'une réfaction par kilo de blé, jusqu'à un maximum de \$ 03 (02).

§ 2. — Le surplus sera déposé à la Caisse Générale des dépôts, du crédit et de la prévoyance et aura la destination qui lui sera donnée par disposition de loi.

Art. 16. — Avec les farines indiquées aux articles précédents seront fabriqués, respectivement, trois types de pain destinés à la consommation publique des différentes régions, dans la forme qui suit:

1^o Pain fin ou de 1^{ère} et pain de 2^{ème} qualité dans les districts de Viana do Castelo, Braga, Vila Real, Bragança, Porto Aveiro, Coimbra, Viseu et Guarda.

2^o Pain fin, de « type unique » et de 2^{ème} qualité, dans la ville de Lisbonne et dans les communes de Oeiras et de Cascais.

3^o Pain fin et de « type unique » dans les autres communes du district de Lisbonne et dans les autres districts.

Art. 17. — Les prix maxima du pain seront les suivants:

1^o 3 \$ 10 par kilo pour le pain fin de petite dimension ayant un poids de: 1 \$, \$ 45, \$ 20 et \$ 15.

2^o 1 \$ 70 pour le pain de 2^{ème} qualité dans les districts indiqués au 1^o de l'article précédent.

3^o 1 \$ 90 pour le pain de « type unique » et 1 \$ 60 pour celui de 2^{ème} qualité dans la ville de Lisbonne et dans les communes de Oeiras et Cascais.

4^e 1 \$ 80 pour le pain de « type unique » dans les autres communes du district de Lisbonne et dans les autres districts.

§ 1. — Le pain fin de 500 grammes sera vendu au prix de 1 \$ 40.

§ 2. — Il est également permis de fabriquer et de vendre du pain fin appelé « de forma » de n'importe quel poids.

§ 3. — Dans les boulangeries et autres lieux de vente de pain fin, sera exposé un tableau des prix avec les poids correspondants.

§ 4. — Dans la ville de Lisbonne et dans les communes de Oeiras et Cascais, le pain de 2^{ème} qualité, aura un poids de 500 ou de 1000 grammes.

Art. 18. — Le prix du pain dont il est question au n. 4 de l'article précédent pourra être élevé, jusqu'à la limite fixée pour la ville de Lisbonne, avec l'autorisation des Gouverneurs civils, quand il sera prouvé, d'une manière irréfutable, que la taxe de panification est insuffisante.

§ 1. — Les réclamations doivent être présentées au Gouverneur civil compétent, en spécifiant tous les frais, comme ceux de transport des farines et de fabrication de pain; en outre elles devront être accompagnées autant que possible des preuves y afférentes.

§ 2. — En cas de doute, le Gouverneur civil pourra demander au Ministre de mettre à sa disposition un fonctionnaire ou un technicien spécialisé, pour procéder à une enquête dans la région ou dans la commune d'où provient la réclamation.

§ 3. — L'Inspection technique des industries et du commerce agricoles, enverra aux autorités compétentes la formule pour le calcul de la taxe de panification.

Art. 19. — Il est permis de fabriquer du pain de farine brute, en conformité de l'article 47 du décret n. 25732 et dans les régions où cette coutume est traditionnelle.

§ unique. — En dehors de ces régions, l'Inspection technique des industries et du commerce agricoles pourra, dans les lieux où cette habitude est invétérée, et même ailleurs, autoriser la fabrication du pain de type régional avec lesdites farines, sur proposition de l'autorité administrative, la C. R. M. R. entendue.

Art. 20. — Est autorisée, dans tout le territoire du pays, la fabrication de pain de maïs et de seigle pour la vente au public dans des boulangeries autorisées à cet effet ou dans celles qui sont autorisées seulement à la fabrication du pain de maïs.

§ 1. — De même est autorisée la fabrication de « pain de mélange » avec les farines de céréales panifiables dans les boulangeries mentionnées dans le présent article.

§ 2. — L'O. I. N. P. devra établir les tableaux de mélange en conformité des qualités de farine à employer et des coutumes des populations, tableaux qui seront obligatoires pour les boulangeries susdites.

Art. 21. — Le pain de toute qualité pourra être vendu dans les boulangeries de pain de farine ressassée et dans les autres lieux de vente au public.

§ unique. — Dans le cas où le pain de seigle, ou celui de farine mélangée ou brute doit être exposé en vente dans une boulangerie où l'on vend aussi du pain de farine ressassée, il est obligatoire de séparer les différentes qualités en appliquant une affiche bien visible indiquant la qualité de chaque produit.

CHAPITRE III. — MOULINS ET BOULANGERIES.

Art. 22. — Toute entreprise doit tenir sa minoterie en bon état au point de vue de la propreté et de l'hygiène; la minoterie doit être pourvue d'une bascule automatique, dûment contrôlée et scellée, au moment de la mise en marche et en outre d'une balance pour la détermination du poids spécifique du blé.

Art. 23. — Les boulangeries qui fabriquent du pain de farine ressassée ne peuvent pas fabriquer du pain de maïs, de seigle ou de mélange, excepté dans les agglomérations où la population est inférieure à 10.000 habitants dans le cas où il n'existe pas d'autres boulangeries pouvant pourvoir aux besoins du public.

§ unique. — L'autorisation y relative, accordée par l'I. T. I. C. A. aux termes du présent article, cesse d'être valable dès qu'une boulangerie capable de suffire aux besoins de la consommation aura été installée.

Art. 24. — Les inspecteurs sanitaires de Lisbonne et de Porto sont tenus de contrôler l'hygiène des boulangeries desdites villes et l'état sanitaire du personnel, au moins une fois par mois. La même obligation incombe aux délégués sanitaires en ce qui concerne les boulangeries existant dans les villes et dans les bourgs ainsi que relativement au personnel de ces boulangeries.

§ 1. — Le résultat des inspections sera consigné sur un bulletin dont le modèle doit être approuvé par la Direction Générale de la Santé et qui doit être remis à ladite Direction avant le dix du mois suivant.

§ 2. — Les médecins municipaux sont tenus de transmettre aux délégués sanitaires le résultat des inspections faites dans les boulangeries existant dans le territoire de leur compétence ainsi que relativement au personnel qui y est employé.

Art. 25. — L'ouverture de nouvelles boulangeries dépend des conditions suivantes:

- a) de leur capacité de production;
- b) de leur outillage technique;
- c) de leurs conditions d'hygiène;
- d) du paiement de la taxe de licence.

§ unique. — Les conditions dont il est question dans le présent article seront établies en détail par un règlement des boulangeries fabriquant du pain de farine ressassée ou d'autre qualité dans les agglomérations ayant une population maximum de 5000 habitants, de 5000 à 20.000 et de plus de 20.000 habitants.

Art. 26. — Les fours à fonctionnement mécanique existant à la date de publication du décret n° 18820 du 5 septembre 1930 (1) qui omettront et qui ne fixeraient pas la participation visée à l'article 14 dudit décret, seront tenus de le faire dans un délai de 60 jours.

CHAPITRE IV. — PÉNALITÉS.

Art. 27. — Toute entreprise est responsable des caractéristiques et de l'état des farines pendant le délai de 60 jours à partir de la date de fabrication de ces dernières, à la condition que les sacs ne présentent aucune trace d'ouverture sous réserve de cas occasionnels ou de force majeure qui ne leur soient nullement imputables ou des cas où l'on prouve que la détérioration est due à un fait ou à un acte de son possesseur.

Art. 28. — Les farines jugées impropres à la consommation humaine seront saisies et dénaturées au bleu de méthylène dans le cas où il est possible de les utiliser pour l'alimentation du bétail; dans le cas contraire, elles seront détruites.

Art. 29. — Les farines additionnées de substances étrangères, ou celles qui auront été traitées contrairement aux dispositions de l'article 11, seront également saisies et dénaturées ou détruites selon leur état, sans préjudice de la responsabilité pénale du délinquant.

Art. 30. — Dans les cas prévus à l'article précédent, tout fabricant ou possesseur de farines déposera préalablement à l'I. T. I. C. A. le montant des frais de dénaturation ou de destruction des farines selon le tableau établi par le Ministre de l'agriculture.

Art. 31. — Si les échantillons ne sont pas remis dans les délais prévus par le paragraphe unique de l'article 12, cette circonstance donnera lieu à une présomption légale d'altération de la marchandise aux effets de l'application des pénalités prévues par l'article 61 du décret n. 25732.

§ unique. — Ladite pénalité sera appliquée par le Tribunal compétent avec la participation de l'Inspection technique des industries et du commerce agricoles ainsi que de l'Institut national du pain.

Art. 32. — Les levains qui ne seraient pas préparés conformément aux dispositions de loi et aux instructions de l'I. N. P. ainsi

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXème Année, 1930, p. 214.

que les levains impropres à la fabrication du pain devront être détruits.

Art. 33. — La fabrication du pain de farine ressassée, dans les boulangeries confectionnant du pain de maïs, de seigle, ou de mélange, est punie d'une amende de 100 \$ et, en cas de récidive, de la fermeture de la boulangerie pendant une période de 30 jours.

Art. 34. — Les propriétaires de boulangeries qui n'exécuteront pas les instructions et décisions de la Direction générale de la Santé publique seront passibles des peines prévues par l'article 28 du décret-loi n. 13166 du 28 janvier 1927.

Art. 35. — La farine ressassée, qui sera trouvée dans les régions et les lieux indiqués par l'article 16, et qui ne correspondra pas à la qualité du pain consommé dans ces régions, sera saisie et remise à l'F. N. I. M.

§ 1. — Les dispositions des articles 27 et 28 du présent décret seront appliquées aux farines trouvées dans les conditions susdites.

§ 2. — Le produit de la vente, si celle-ci se vérifie, sera versé au Fonds de compensation de la taxe de mouture, dont il est question au paragraphe 1 de l'article 15.

Art. 36. — Les sons impropres à l'alimentation du bétail et qui ne sont pas susceptibles d'amélioration seront saisis et détruits aux frais du fabricant ou du possesseur, aux termes de l'article 30.

CHAPITRE V. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 37. — Les sommes visées à l'article 13 du décret n°. 26695 du 16 juin 1936 seront déposées à la Caisse générale des dépôts, crédit et prévoyance ou dans les filiales, les agences et les délégations de cette Caisse à l'ordre de la *Comissão Reguladora das Moagens de Ramas*. Ces sommes seront employées conformément aux dispositions du même décret, et les certificats de dépôt seront exemptés du paiement des droits de timbre.

Art. 38. — Est autorisée l'entrée dans les gares et quais d'embarquement, pendant l'horaire de service, des membres de la Commission régulatrice susindiquée et des agents du contrôle y relatif.

Art. 39. — L'ouverture des dépôts par les « trocas » du blé pour farine brute pourra être autorisée uniquement par la I. T. I. C. A., après avoir entendu l'avis de la Commission régulatrice des minoteries de farines brutes.

Art. 40. — Le recouvrement des sommes dues à la F. N. P. T., sur la base des dispositions des articles 4 et 5, sera effectué dans la forme prévue par l'article 81 du décret n° 25732.

Art. 41. — L'année d'exercice de la F. N. P. T. et des Corporations correspond à l'année civile.

Art. 42. — La période d'exercice dont il est question au paragraphe 2 de l'article 71 du décret n° 24949 du 10 janvier 1935, est prorogée jusqu'au 31 décembre 1937.

Art. 43. — Le Ministre de l'agriculture a la faculté de révoquer la direction élue, soit dans sa totalité soit à l'égard d'un ou de plusieurs des membres, conformément à la loi n° 1936 du 18 mars 1936. Dans ce dernier cas, on procédera à une nouvelle élection pour remplir les places vacantes jusqu'à la fin de l'exercice en cours.

Art. 44. — Il appartient au Délégué gouvernemental de la F. N. I. M.:

1° d'assister les assesseurs de la Direction et du Conseil général, de prendre connaissance de tous documents et comptes, de veiller à l'application des lois, des règlements et des instructions de l'I. N. P. et de contrôler l'emploi des recettes;

2° de suspendre les délibérations de la Direction et du conseil général qu'il juge contraires à la loi, à l'intérêt public et à l'intérêt général de l'industrie, dans le cas où elles n'ont pas été homologuées par l'I. N. P.

§ unique. — La nomination, le tranfert et les démissions des agents de contrôle de la F. N. I. M. ne sont pas soumis à l'approbation du Délégué gouvernemental.

Art. 45. — La réglementation et la surveillance de l'horaire, ainsi que la discipline du travail, dans l'industrie et le commerce du pain, appartiennent à l'Institut national du travail, sans préjudice des dispositions du décret n° 25732 du 12 août 1935 en ce qui concerne le régime de fabrication.

Art. 46. — Les fermages, ainsi que toute autre prestation en argent ayant pour base la valeur du blé, seront liquidés et payés avant la fin de l'année céréalière courante aux prix fixés dans le tableau avec les déductions suivantes:

a) taxe de \$ 12 (5) par kilo prévue par l'article 9 du décret n° 26276 du 27 janvier 1936;

b) valeur des taxes destinées par la loi au fonds social de la F. N. P. T. ainsi qu'au Fonds de prévoyance sociale.

§ 1. — Ces déductions sont effectuées dans les cas où les fonds ruraux seraient destinés à la culture du blé.

§ 2. — Dans le cas où les fonds ruraux seraient destinés, par contrat, à d'autres cultures, le fermage sera liquidé et payé au prix du tableau.

§ 3. — La législation spéciale sur les « foros » et autres prestations reste en vigueur.

Art. 47. — Les blés seront cédés à l'industrie aux prix établis dans le tableau.

§ unique. — Dans le cas où, à cause des distributions effectuées pendant l'année, quelque écart se vérifie par rapport à ces prix, la F. N. P. T. recevra ou payera au comptant aux entreprises la différence y relative.

Art. 48. — Les agents de contrôle de la F. N. I. M. et de la C. R. M. R. sont autorisés à relever toute infraction aux dispositions de l'article 9 du décret n. 25732 et à en dresser procès-verbal.

Art. 49. — La taxe de \$ 00 (1) par kilo de blé, visée à l'article 1^{er} du décret n. 18947 du 21 octobre 1930, est supprimée.

Art. 50. — Les minoteries qui auront à vendre de la farine de 1^{re} qualité à la date de publication du présent décret seront frappées de la taxe de \$ 08 (1) par kilo qui reviendra au fonds de compensation de la taxe de mouture.

Art. 51. — Le présent décret entre immédiatement en vigueur sous réserve des dispositions contenues dans les paragraphes suivants:

§ 1. — Les minoteries situées dans les ressort des Corporations de Porto et de Coimbra continueront à fournir les farines de 2^{ème} qualité ou de « type unique » et de 3^{ème} qualité dans la proportion et aux prix établis, jusqu'à épuisement de l'excédent existant de farines de 1^{re} qualité.

§ 2. — La date où les minoteries devront commencer à fournir les farines, sur la base des dispositions du présent décret, sera établie par le Ministre de l'agriculture, sur proposition de la F. N. I. M.

Art. 52. — Les articles 5, 6, 8, 9 et 12 du décret-loi, n. 24688 du 27 novembre 1934 (2) et le paragraphe unique de l'article 7 du même décret sont abrogés.

Roumanie. — D. royal n. 1553 concernant la valorisation du blé. — 1^{er} juillet 1936. — M. O., n. 151 (2 juillet 1936).

CHAPITRE I^{er}. — PRIX MINIMUM DU BLÉ.

Art. 1^{er}. — A partir de la mise en vigueur du présent décret, le prix minimum du blé vendu, à l'intérieur du pays et ayant un poids hectolitrique de 77 kilogrammes et 3 % de corps étrangers, sera de 35.000 lei franco-gare du producteur, pour les mois de juillet, août, septembre et octobre et de 36.000 lei par wagon, pour les mois suivants.

Le prix sera augmenté de 1 % pour chaque kilogramme de poids hectolitrique de plus et pour chaque pourcent de corps étrangers de

(1) *V. Annuaire International de Législation Agricole*, XX^{ème} Année, 1930, p. 214.

(2) *V. Annuaire International de Législation Agricole*, XXIV^{ème} Année, 1934, p. 76.

moins et baissera dans la même proportion, pour chaque kilogramme de poids en moins et chaque pourcent de corps étrangers en plus.

Le seigle est considéré comme moitié corps étranger.

Personne ne pourra acheter du blé à un prix inférieur au prix minimum.

CHAPITRE II. — PRIMES.

Art. 2. — En vue de maintenir ce prix et pour activer l'exportation, chaque exportateur de blé ou de farine recevra la prime en lei, fixée sur la base et dans les conditions de l'arrêté du Conseil des Ministres n° 1.173, publié dans le *Moniteur Officiel* n° 147 du 27 juin 1936.

Cette prime sera payée par la Banque Nationale, après que les documents d'exportation auront été déposés et que les devises étrangères provenant de l'exportation auront été effectivement encaissées.

Art. 3. — En dehors de la prime prévue à l'article ci-dessus, l'exportateur recevra une prime de valorisation de 10.000 lei par wagon de blé et 13.330 par wagon de farine de 10.000 kilogrammes, pour les exportations effectuées au cours des mois de juillet et août 1936, aussi bien de la nouvelle récolte que de l'ancienne.

Après cette date, la prime sera révisée chaque mois par l'Office central de valorisation du blé, prévu à l'article 6, avec l'approbation du Ministère de l'agriculture et des domaines.

Les avantages suivants seront accordés aux exportateurs pour le dépôt anticipé des devises résultant des exportations de blé et de farine:

Au moment du dépôt anticipé des devises, il sera payé aux exportateurs leur contrevalet en lei, au cours officiel, la prime de 38 % pour les devises retenues par la Banque Nationale, ainsi que la prime de valorisation due.

Les exportateurs communiqueront à l'Office central de valorisation du blé, par l'entremise de l'Union des Exportateurs de céréales de Roumanie, les contrats conclus ayant pour objet la vente par exportation du blé et de la farine.

Sur proposition du Ministère de l'agriculture et des domaines et en vertu d'un arrêté du Conseil des Ministres, l'Office pourra être autorisé à examiner les offres ou les conclusions de vente de blé à l'étranger, en délivrant les autorisations d'exportation requises.

Pour les exportations qui ne seront effectuées que partiellement en monnaies admises, par la Banque Nationale de Roumanie, à la libre négociation, la prime de valorisation, de même que les conditions de vente, seront fixées pour chaque exportation, par l'Office central de valorisation, la cote des devises fortes et libres étant au minimum

de 40 %. Une cote plus réduite ne pourra être admise que par la Délégation économique du Gouvernement.

Art. 4. — Pour subvenir au paiement des primes de valorisation, on institue une taxe spéciale de 0,90 lei par kilogramme sur la farine de blé et de seigle, y compris la semoule et la farine fourragère, produite dans les moulins systématiques, classés comme moulins commerciaux.

Cette taxe sera encaissée et administrée conformément à la loi sur la création de certaines taxes de consommation, etc., deuxième partie, publiée au *Moniteur Officiel* n° 77 du 1^{er} avril 1935, avec les exceptions prévues par le présent décret.

Le produit de cette taxe sera versé à la Banque Nationale, y constituant un fonds spécial, réservé au paiement des primes prévues ci-dessus, qui seront acquittées simultanément avec celles prévues à l'article 2.

Pour assurer le paiement de ces primes, l'Etat se portera garant, ou mettra à la disposition de la Banque Nationale, une avance de 200.000.000 de lei.

Cette avance sera remboursée par échelonnements au fur et à mesure que le produit de la taxe prévue à l'article 4 dépassera les demandes de paiement des primes.

Pour les achats directs effectués en vue de maintenir les prix, la Banque Nationale de Roumanie est autorisée à avancer une somme de 200.000.000 de lei au Ministère de l'agriculture et des domaines, directement ou par l'une des Centrales Coopératives, avec la garantie du Ministère.

La somme avancée par la Banque Nationale de Roumanie sera remboursée, jusqu'au 1^{er} janvier 1937, par le Ministère de l'agriculture et des domaines ou par les Centrales Coopératives, bénéficiaires de la somme, ou bien sur le rendement de la taxe prévue à l'article 4, dans la mesure où elle dépassera les besoins de paiement de la prime.

CHAPITRE III. — CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DES MOULINS ET DES ENTREPRISES QUI FONT LE COMMERCE DE LA FARINE.

Art. 5. — Seuls les moulins systématiques déclarés moulins commerciaux pourront moudre la farine destinée à être mise dans le commerce; les entreprises de toute nature qui font le commerce de farine, soit sous sa forme primitive, soit transformée (travaillée) ne pourront s'approvisionner qu'à ces moulins.

Il leur est complètement interdit de moudre l'orge.

Les moulins commerciaux systématiques seront établis comme tels, soit d'office, soit sur la demande de leurs propriétaires, par l'Office central de valorisation.

Pour fixer ces classifications, l'Office central de valorisation aura en vue la capacité de mouture et le genre d'installation des moulins examinés, de même que les besoins locaux.

L'Office peut, aux fins de l'application du présent décret, revenir sur ses conclusions, même après leur publication, conformément aux dispositions indiquées plus haut.

Les décisions prises en vue du classement des moulins commerciaux, publiées dans le *Moniteur Officiel*, dans l'intervalle de temps qui court du 11 juillet 1935 jusqu'à la mise en application du présent décret, restent en vigueur, sous réserve du droit, accordé à l'Office, de les modifier suivant les dispositions du présent décret.

Les moulins à installations systématiques (cylindres) qui ne figureraient pas au tableau paru dans le *Moniteur Officiel* n° 149-bis du 3 juillet 1935 et n° 162 du 18 juillet 1935, aussi bien que les moulins, qui ont commencé à fonctionner après le 11 juillet 1935, mais qui n'ont pas été examinés en vue du classement, seront classés d'après les mêmes normes prévues à l'article 5, 3^{ème} alinéa.

Du jour de la publication du présent décret, aucun nouveau moulin ne pourra être mis en fonctionnement sans avoir, à part toute autre autorisation exigée par les lois en vigueur, l'autorisation de l'Office central de valorisation qui statuera sur son classement.

Les moulins non maintenus parmi les moulins commerciaux systématiques sont exempts de la taxe de valorisation et seront soumis au régime pour eux établi par le Ministère des finances.

Ils ne pourront moudre que pour les agriculteurs habitant dans les villages, et seulement dans les limites de leurs besoins directs de nourriture et des besoins de leur famille, et ne pourront produire qu'une seule qualité de farine: de la farine intégrale et du son.

Exceptionnellement, pendant un intervalle de 20 jours, avant les fêtes de Pâques et de Noël, ces moulins sont autorisés à fabriquer une farine de qualité supérieure pour les paysans laboureurs, mais seulement à raison de 50 kilogrammes par famille.

La remise en nature reçue par ces moulins comme prix de la mouture ne sera mise dans le commerce que sous forme de blé, de seigle ou d'orge.

Une même entreprise ou des entreprises différentes ne peuvent exploiter, sous le même toit ou dans des locaux communiquant de n'importe quelle manière, des moulins commerciaux systématiques et des moulins exempts de la taxe de valorisation, l'Office ayant, dans ce cas, la faculté de déclarer commerciaux même ces derniers.

CHAPITRE IV. — L'OFFICE CENTRAL DE VALORISATION DU BLÉ.

Art. 6. — Un Office central de valorisation du blé est créé auprès du Ministère de l'agriculture et des domaines.

L'Office sera présidé par le Ministre de l'agriculture et des domaines, ou par un sous-secrétaire d'Etat de ce Ministère et sera composé comme suit:

- a) un délégué du Ministère des finances et un suppléant;
- b) un délégué du Ministère de l'industrie et du commerce;
- c) un délégué de la Banque Nationale;
- d) le président ou un délégué de l'Union des exportateurs de céréales;
- e) le président ou un délégué de l'Union des Chambres d'agriculture;
- f) le président ou un délégué de l'Union des Syndicats agricoles;
- g) un propriétaire, un minotier et un boulanger avec leurs suppléants, désignés par le Ministère de l'agriculture et des domaines;
- h) un délégué de la Banque Centrale Coopérative et de la Centrale de production, d'organisation et de valorisation agricoles, élus parmi les membres de leurs Conseils d'Administration.

Les décisions de l'Office central de valorisation seront prises à la moitié au moins de ses membres présents. Elles seront publiées dans le *Moniteur Officiel* lorsqu'elles établiront des dispositions opposables aux tiers.

Art. 7. — Cet Office surveillera toutes les opérations de valorisation du blé, savoir:

- a) il décidera du quantum de la prime de valorisation accordée aux exportateurs de blé et de farine conformément à l'article 3;
- b) il organisera et surveillera, directement ou par les Offices départementaux, le contrôle de l'application du présent décret tant en ce qui concerne le respect des prix minima, qu'en ce qui concerne le fonctionnement des moulins et des entreprises qui mettent la farine dans le commerce, de même que l'encaissement des taxes de valorisation; il aura le droit d'établir des normes obligatoires qui assurent la réalisation, dans de bonnes conditions, de ce contrôle;
- c) il détermine les moulins commerciaux systématiques;
- d) il examine les procès-verbaux de contravention et prend des décisions conformément aux dispositions de l'article 33 du présent décret;
- e) il veillera à ce que la récolte de blé provenant des champs d'expérience de l'Institut de recherches agronomiques ou des propriétaires agricoles, à qui l'on a distribué des semences sélectionnées, ne soit pas employée pour les besoins de la consommation, mais qu'elle soit mise à la disposition du Ministère de l'agriculture et des domaines, pour être achetée et distribuée, le Ministre étant obligé d'acquitter au producteur le blé sélectionné offert, dans un délai de dix jours de la réception de l'offre; à défaut, le propriétaire du blé est libre de le vendre à qui il voudra;

f) il encouragera toute association constituée en vue de la production standard de blé ayant des propriétés supérieures pour la panification;

g) il veillera à ce que, dans les cas prévus par les articles 59-69 de la loi du 14 juin 1913 sur les bourses de commerce, les petits producteurs ne vendent leur blé que dans les marchés aux céréales et prendra des mesures pour que la publicité des prix minima dans ces lieux de vente soit aussi étendue que possible;

h) dans le cas où les organes de contrôle, auront constaté des infractions répétées à l'obligation de respecter les prix minima, il proposera les mesures nécessaires que le Ministère de l'agriculture et des domaines pourra prendre, en vertu d'un arrêté du Conseil des Ministres, pour que l'approvisionnement en blé des moulins systématiques ne soit fait que par les coopératives et les syndicats agricoles, et, là où ceux-ci feraient défaut, par les Chambres d'agriculture de concert avec les Offices départementaux de valorisation;

i) il organisera le contrôle du blé destiné à l'exportation pour qu'il ait un poids hectolitrique d'au moins 77 kilogrammes et au plus 3 % de corps étrangers; dans le cas où l'on sentirait le besoin d'exporter du blé d'une qualité inférieure à celle établie par le décret, l'Union des exportateurs de céréales saisira l'Office central de valorisation pour obtenir une autorisation spéciale, approuvée par le Ministère de l'agriculture;

j) il pourra établir, comme instance d'appel et obligatoirement pour toutes les communes, le prix et le poids du pain aussi bien que le prix de la farine vendue aux boulangers, par les moulins systématiques; il aura aussi le droit d'établir les types de farine; l'Office se prononcera sur les appels dans un délai de 7 jours francs à partir de leur introduction.

Toutes les attributions de la Commission spéciale du Ministère de l'industrie et du commerce pour la répression de la spéculation illicite concernant la farine et le pain passent sous les attributions de l'Office central de valorisation;

k) il veillera, par les offices départementaux, à ce que le blé, destiné à l'ensemencement, soit conditionné et de la meilleure qualité, et pourra autoriser éventuellement l'échange avec les producteurs, de quantités acquises par les coopératives, contre des quantités de valeur égale, dans des conditions à fixer ultérieurement.

Art. 8. — L'Office central pour la valorisation du blé sera aidé dans son action par des offices départementaux composés comme suit:

a) le Préfet du département, président;

b) les Présidents des Chambres d'agriculture et des Chambres de commerce et de l'industrie ou de leurs sections;

c) l'inspecteur du Ministère de l'industrie et du commerce;

- d) le directeur de la succursale de la Banque Nationale;
- e) le receveur des impôts et contributions;
- f) le Président ou un délégué de la Fédérale Coopérative, et, là où il n'y en a pas, ou bien là où il y a plusieurs fédérales départementales, un délégué de la Centrale de production, d'organisation et de valorisation agricoles pris parmi les membres-coopérateurs du département respectif;
- g) le directeur du Service agricole.

CHAPITRE V. — CONTRÔLE.

Art. 9. — En plus des registres nécessaires à toute entreprise commerciale et des livres requis par le Ministère des finances, ceux qui exploitent des moulins qui produisent de la farine de froment et de seigle, ainsi que les entreprises qui, sous n'importe quelle dénomination, font le commerce de la farine sous sa forme primitive ou transformée (dépôts, boulangeries, pâtisseries, etc.), sont obligés de tenir un livre spécial, paraphé et scellé par l'Administration financière respective, confectionné d'après les modèles établis pour chaque genre d'entreprise, par l'Office Central de valorisation du blé, dans lequel ils inscriront, personnellement, à l'encre, sans rature ou correction, les données nécessaires pour mettre en évidence les quantités de matières premières stockées et leur provenance, les matières premières en voie de transformation, les produits en résultant et ceux qui sont mis dans le commerce, de même que le paiement des taxes légales.

Toutes les données passées dans ces livres doivent être justifiées par des actes ou des livres de commerce des entreprises respectives.

Les maisons de commerce ayant plusieurs entreprises ou locaux dans lesquels elles produisent, transforment ou vendent la farine, tiendront des livres distincts au siège de chaque entreprise.

La comptabilité des taxes de valorisation des moulins systématiques commerciaux se fera dans des livres tenus conformément à la loi sur la création de certaines taxes de consommation, etc., 2^{ème} partie, publiée dans le *Moniteur Officiel* n° 77 du 1^{er} avril 1935.

Art. 10. — Les boulangers des municipalités sont obligés d'appliquer sur chaque pain, dans des conditions à établir par voie d'instructions, un timbre de contrôle numéroté, émis par l'Office Central de valorisation, qui sera mis à leur disposition en nombre suffisant et gratuitement par les organes de perception des impôts de la circonscription du domicile de l'entreprise. En vertu d'un arrêté du Conseil des Ministres, la même mesure pourra être étendue aux boulangeries des autres villes.

Pour les pains pesant plus d'un kilogramme, on appliquera encore un timbre pour chaque kilogramme ou fraction de kilogramme en sus.

Art. 11. — Aucune quantité de farine ne peut être transportée hors du moulin, que sous les conditions suivantes:

a) La farine sortie des moulins commerciaux doit être accompagnée d'un billet de libre circulation et d'une facture de vente et doit être emballée dans des sacs sur lesquels on collera des billets spéciaux numérotés, pour leur identification.

Le billet de libre circulation est délivré par le bureau de contrôle du moulin. Il doit contenir, écrits visiblement: la quantité et l'espèce du produit, le nombre des sacs et leur poids, le jour et l'heure en lettres, les taxes de valorisation, consommation et le chiffre d'affaires acquittés, le numéro des récépissés de paiement desdites taxes, le numéro et la date de la facture de vente, de même que les numéros des billets collés sur les sacs qu'on transporte.

Il est écrit au papier-carbone en trois exemplaires, dont l'original et un duplicata détachables accompagnent le transport et sont remis au destinataire en même temps que la farine; le troisième exemplaire reste fixé à la souche du registre.

Le destinataire de la farine remettra l'original aux autorités fiscales pour le contrôle et gardera le duplicata, qu'il est obligé de présenter au contrôle.

Les factures de vente sont délivrées par le moulin en les détachant d'un registre à souche et sont contrôlées et visées par l'agent de contrôle qui signera et apposera son sceau. Le numéro du billet de libre circulation sera obligatoirement mentionné dans la facture.

Sur chaque sac de farine on appliquera, collé à la dextrine sur la couture qui ferme le sac, un billet rouge délivré par le bureau de contrôle, dans lequel seront mentionnés le nom du moulin, le numéro du billet de libre circulation et le contenu en kilogrammes.

La taxation des produits et leur sortie du moulin auront lieu seulement pendant le jour, entre 5 heures et 20 heures, dans la période 1^{er} avril-31 octobre, et entre 7 et 18 heures, dans la période 1^{er} novembre-31 mars;

b) La farine sortie des moulins exemptés de la taxe de valorisation mais soumise à la taxe de consommation de 0,25 lei, sera également accompagnée de billets de libre circulation émis par le bureau de contrôle, dans lesquels ne sera mentionné que le paiement des taxes de consommation;

c) Les transports de farine sortis des moulins soumis à la taxe sur les cylindres, ou exemptés de toute taxe, seront accompagnés de billets de mouture délivrés par le propriétaire du moulin selon les normes établies par l'Office central de valorisation, dans lesquels seront mentionnés le nom et l'adresse du paysan, propriétaire du blé moulu, l'espèce et la quantité des produits transportés, l'heure et le jour où le bon a été délivré;

d) La farine sortie des dépôts de gros sera accompagnée de certificats de transport, délivrés par les offices fiscaux respectifs, dans lesquels seront mentionnés le numéro du billet de libre circulation qui a accompagné la farine à sa sortie du moulin, et la date à laquelle le certificat a été délivré.

Le certificat de transport sera accompagné de factures, délivrées de carnets à souche visés par l'Administration financière, où seront indiqués le nom et l'adresse de l'acheteur, la quantité et la nature de la marchandise, le numéro du billet de libre circulation qui a accompagné la farine à sa sortie du moulin et le numéro des billets rouges collés sur les sacs qu'on transporte;

e) Les transports de farine ne peuvent entrer en ville que par les points de barrière existants, et seulement entre 5 et 20 heures.

Le charretier qui transporte la farine est obligé de demander les formalités nécessaires pour la circulation de la farine.

L'inexécution de ces formalités le rend complice de la contravention et passible des sanctions prévues par l'article 24 du présent décret;

f) Toute quantité de blé entrée dans un moulin commercial doit être pesée en présence de l'agent de contrôle, qui est obligé de rédiger une fiche de pesage;

g) Les moulins doivent être clôturés, avoir, excepté la porte de garage, une seule porte pour l'entrée et la sortie des produits, des ouvriers et du personnel de bureau et avoir des bascules. Le Ministère des finances peut leur imposer, au besoin, dans l'intérêt du contrôle, l'obligation d'avoir des bascules automatiques.

Ils sont également obligés de mettre à la disposition des agents de contrôle une salle de bureau et l'habitation convenable.

Art. 12. — La Direction des chemins de fer roumains (C. F. R.) et l'Administration commerciale des ports et voies de communication par eau (P. C. A.) n'accepteront pas de transporter des quantités de farine sans billets de libre circulation prouvant le paiement de la taxe de valorisation, consommation et sur le chiffre d'affaires. Ces billets seront attachés aux documents de transport qui devront indiquer le numéro et la valeur du récépissé, ainsi que la quantité de farine.

Art. 13. — Le contrôle dans les moulins de toutes les catégories, ainsi que dans les entreprises qui mettent la farine dans le commerce (boulangeries, pâtisseries, dépôts, etc.) sera fait par des agents chargés spécialement de ce contrôle, ou bien par les contrôleurs techniques et financiers, les administrateurs et les inspecteurs financiers, les inspecteurs du Ministère de l'agriculture, les gardes financiers, de même que par tout représentant des Ministères de l'agriculture, des finances, de l'industrie et du commerce et par les membres de l'Office central et des Offices départementaux de valorisation.

Art. 14. — Le contrôle des ventes et des achats de blé sera fait par tous les organes auxiliaires de la police judiciaire, les membres de l'Office central et des Offices départementaux de valorisation, les membres et les secrétaires des Chambres d'agriculture, des Chambres et des sections d'industrie et de commerce, les membres et les secrétaires de la Commission du marché aux céréales, les inspecteurs du Ministère de l'agriculture et des domaines, les inspecteurs de toute catégorie du Ministère de l'industrie et du commerce, la garde financière et tout représentant de l'Office central de valorisation.

Art. 15. — Le contrôle des transports de farine sera fait par tous les organes prévus aux articles 13 et 14, ainsi que par tout organe de police urbaine et rurale, par les préteurs, notaires et maires.

Art. 16. — Le contrôle de l'application des timbres sera fait par n'importe lequel des organes prévus aux articles 13, 14 et 15.

Art. 17. — L'Office central de valorisation du blé pourra autoriser les représentants des associations professionnelles d'agriculteurs, meuniers et boulangers, à faire le contrôle dans les moulins, chez les commerçants et dans les marchés aux céréales.

Art. 18. — Tous les organes d'administration locale et de police urbaine et rurale sont obligés de donner, au besoin, leur concours aux agents de contrôle autorisés.

CHAPITRE VI. — STATISTIQUE AGRICOLE.

Art. 19. — Tous les cultivateurs de blé sont obligés de déclarer, dans un délai de 10 jours de l'ensemencement, l'étendue des cultures de blé qu'ils font sur leurs propres terrains ou sur des terrains affermés; ils sont, également, obligés de déclarer, dans un délai de 7 jours francs après la moisson, les quantités exactes récoltées. De même, les propriétaires de batteuses ont l'obligation de déclarer, à la fin de chaque semaine, les quantités de blé battues, et de tenir dans ce but un registre spécial.

Les déclarations des cultivateurs et des propriétaires de batteuses, prévues ci-dessus, seront faites dans les communes rurales devant le notaire, et dans les communes suburbaines, urbaines et les municipalités, devant le secrétaire de la mairie respective.

Les notaires, dans les communes rurales, et les secrétaires des mairies, dans les communes suburbaines, urbaines et les municipalités, sont obligés de centraliser et de remettre aux services agricoles départementaux, les données concernant la statistique agricole, selon les normes qui seront développées par voie d'instructions.

Les obligations imposées par le présent décret sont considérées comme services légalement dus et leur inexécution est punie comme telle, conformément aux dispositions du code pénal.

CHAPITRE VII. — SANCTIONS PÉNALES.

Art. 20. — Les meuniers et les entreprises qui font le commerce de la farine, qui ne tiendront pas les registres prévus à l'article 9, n'y inscriront pas journellement et exactement les opérations effectuées, ne compléteront pas toutes les rubriques ou ne les présenteront pas à la demande des organes de contrôle, seront punis pour la première fois, d'une amende de 10.000-50.000 lei et, en cas de récidive, d'une amende de 20.000-100.000 lei et de la fermeture de l'entreprise jusqu'à 6 mois.

Les mêmes sanctions seront appliquées, également, dans les cas suivants:

a) aux moulins et aux commerçants de farine qui ne se seront pas conformés aux dispositions prévues par l'article 11 en ce qui concerne les formalités qui doivent accompagner les transports de farine, même si une soustraction au paiement des taxes n'avait pas été constatée;

b) aux moulins commerciaux qui feront sortir et transporter des produits impossibles, pendant la nuit, après les heures fixées par l'article 11;

c) aux boulangers qui auront employé d'autres timbres de contrôle sur le pain que ceux qui leur ont été délivrés directement par les organes fiscaux.

Art. 21. — Les meuniers qui, n'ayant pas l'autorisation requise, moudront de la farine pour le commerce, de même que les entreprises faisant le commerce de la farine, qui s'approvisionneront ou feront moudre dans d'autres sortes de moulins, seront punis d'une amende de 5.000-100.000 lei, et, en cas de récidive, d'une amende de 10.000-200.000 lei, de 1-15 jours de prison et de la fermeture de l'entreprise pour six mois.

Art. 22. — Les paysans qui vendent la farine moulue pour leurs propres besoins avec exemption de taxes, ainsi que ceux qui portent aux moulins exemptés de la taxe de valorisation, comme leur appartenant, du blé ou du seigle appartenant en réalité à des boulangers, commerçants ou à d'autres personnes qui n'ont pas le droit de faire moudre sans taxe, seront punis, pour la première fois, d'une amende de 1000-5000 lei, et en cas de récidive, du double de l'amende et de 1-30 jours de prison.

Ceux qui exploiteront un nouveau moulin, sans l'autorisation de l'Office central de valorisation, prévue à l'article 5, alinéa 8, seront punis d'une amende de 50.000-100.000 lei, et le fonctionnement du moulin sera suspendu jusqu'à l'obtention de cette autorisation.

Art. 23. — Les boulangers qui n'auront pas collé sur les pains des timbres de contrôle, quel que soit leur nombre, sont punis,

pour la première fois, d'une amende de 1000-5000 lei, et, en cas de récidive, d'une amende de 5000-50.000 lei.

Les pains qui ne porteront pas de timbres seront confisqués là où ils se trouveront et seront remis aux cantines scolaires, aux sociétés de bienfaisance, ou aux indigents.

Art. 24. — La soustraction de la farine au paiement des taxes est punie d'une amende égale à dix fois la taxe de valorisation due pour la farine soustraite, et de la confiscation des produits non taxés.

Pour les quantités manquantes constatées dans les dépôts des moulins seront appliquées les dispositions de l'article 12 de la loi sur les taxes de consommation, du 1^{er} avril 1935.

Pour les quantités manquantes constatées dans les dépôts de vente et dans les boulangeries, dépassant 2 %, sera appliquée une amende de 10.000 lei.

Les surplus qui seront trouvés dans les dépôts de vente et dans les boulangeries seront taxés comme suit:

Jusqu'à 2 %, avec la taxe simple de consommation et valorisation;

De 2-5 %, avec la double des mêmes taxes.

Les surplus qui dépassent 5 % constituent la contravention indiquée dans le premier alinéa.

Si, dans l'intervalle de six mois, la contravention de soustraction au paiement de la taxe de valorisation se répète, le moulin contrevenant pourra être fermé pour six mois.

Si la contravention est découverte en cours de route, à l'extérieur du moulin, seront confisqués tous les moyens de transport, s'il s'agit de camions-automobiles.

Si le conducteur du véhicule n'en est pas le propriétaire, il sera également frappé d'une amende de 1000-5000 lei.

Le manque de justification à l'aide d'actes valables, des opérations inscrites dans les registres, constitue la preuve matérielle de la soustraction aux taxes.

Art. 25. — Le mélange dans la panification d'autres farines que les farines de blé ou de seigle est interdit et sera puni pour la première fois d'une amende de 10.000-50.000 lei, et, en cas de récidive, d'une amende de 20.000-100.000 lei et de la fermeture pour six mois de l'entreprise.

La même sanction sera également appliquée aux moulins commerciaux qui moudront de l'orge, de même qu'aux moulins de campagne qui moudront plusieurs espèces de farine.

Art. 26. — Dans les localités où il y a des marchés aux céréales, personne ne pourra acheter du blé dans la rue, sur les routes, dans les cabarets ou les auberges, sur 5 kilomètres à la ronde.

Les acheteurs contrevenants seront punis d'une amende de 2.000-50.000 lei, et, en cas de récidive, d'une amende de 5.000-100.000 lei et de 1-15 jours de prison.

Art. 27. — Tous ceux qui seront convaincus d'avoir acheté du blé à un prix inférieur au prix minimum seront punis d'une amende de 5.000-50.000 lei, et, en cas de récidive, d'une amende de 10.000-100.000 lei et de 5-30 jours de prison.

Art. 28. — Tous ceux qui exporteront, sans l'autorisation de l'Office Central de Valorisation, du blé d'un poids hectolitrique inférieur à 77 kilogrammes et contenant plus de 3 % de corps étrangers, seront empêchés d'effectuer l'exportation et exclus de plein droit de l'Union des exportateurs.

Art. 29. — Les cultivateurs et les propriétaires de batteuses qui ne feront pas, à temps, les déclarations prévues à l'article 19, seront punis d'une amende de 1.000-10.000 lei.

Art. 30. — Quand le contrevenant est une société commerciale, la peine de l'emprisonnement sera remplacée, selon l'appréciation de la gravité de la contravention, par une amende civile égale à trois jusqu'à cinq fois le montant des amendes prévues aux articles précédents.

Indépendamment de cette amende, qui sera supportée par la société commerciale contrevenante, le représentant de la société, qui aura commis la contravention, sera passible, selon le cas, des peines prévues dans les articles précédents.

Art. 31. — La constatation des contraventions prévues par le présent décret, sera faite à toute heure du jour ou de la nuit, par procès-verbaux dressés par les organes de contrôle indiqués aux articles 13-15, ainsi que par tout officier de police judiciaire et leurs auxiliaires.

Dans les cas où il y a confiscation de farine, le procès-verbal sera signé aussi par le propriétaire de la marchandise ou par son représentant et par le charretier, si la contravention est découverte en cours de route.

Si ceux-ci ne veulent pas signer, le procès-verbal sera signé par au moins un témoin, le refus y étant mentionné.

Les quantités confisquées seront confiées à la garde d'un surveillant, ou du contrevenant, ceux-ci étant responsables de la marchandise reçue, sous peine des sanctions du Code pénal.

Une copie du procès-verbal de contravention, certifiée par l'organe de constatation, sera donnée au propriétaire de la farine confisquée ou à son représentant. Si ceux-ci refusent de la recevoir ou s'ils ne sont pas présents, il en sera fait mention dans le procès-verbal de contravention.

Art. 32. — Les procès-verbaux de contravention, dressés en vertu du présent décret, font preuve jusqu'à l'inscription de faux.

Art. 33. — Les procès-verbaux de contravention, dressés en vertu du présent décret, seront remis à l'Office Central de valorisation du blé pour y être approuvés.

L'Office Central, sur la base des actes de constatation et en présence d'au moins 5 membres, approuve, modifie ou rejette les procès-verbaux d'amende et, dans des cas où ce décret prévoit aussi l'emprisonnement, envoie la cause au tribunal correctionnel du lieu où la contravention a été commise, qui jugera en première et dernière instance, sans droit d'opposition mais avec droit de recours, conformément à l'article 37 du présent décret.

Le procès-verbal revêtu de la décision d'approbation de l'Office central sera communiqué, en copie, à la partie condamnée par les soins des agents administratifs, judiciaires ou fiscaux, au siège de son entreprise, ou au domicile du contrevenant condamné.

Simultanément, le Ministère de l'Agriculture, par l'Office central de valorisation, prendra toutes les mesures de sûreté qu'il trouvera nécessaires sur tout l'avoir, quelle qu'en soit la nature, du contrevenant.

Art. 34. — Le procès-verbal, une fois approuvé par l'Office central de valorisation, est investi, de plein droit, de la force exécutoire provisoire.

Art. 35. — Le contrevenant a droit d'appel contre le procès-verbal approuvé, dans un délai de 15 jours de la communication.

L'appel sera interjeté au greffe du tribunal du lieu où a été commise la contravention.

L'appelant est obligé d'élire, dans la pétition d'appel, un domicile dans la ville de résidence du tribunal, sous peine de nullité de l'appel, d'indiquer les motifs d'appel et d'y attacher, endéans le délai d'appel, tous les actes dont il entend se servir, en original ou en copie.

Le tribunal pourra suspendre l'exécution du procès-verbal, dans le cas où le contrevenant déposerait une garantie en espèces, dont le quantum serait fixé par le tribunal.

Le tribunal ne pourra pas annuler les procès-verbaux pour vices de forme.

Art. 36. — L'Office central de valorisation sera cité dans la personne du président de l'Office départemental de valorisation (le préfet) auquel sera communiqué copie de la pétition d'appel et des actes annexés, au moins dix jours avant le jour fixé pour le jugement du procès.

L'Office central pourra être représenté en justice, sans délégation spéciale, par le président de l'Office départemental de valorisation ou par un avocat de l'Etat, et avec délégation spéciale, par n'importe quel représentant.

La présence des parties dans l'instance couvre le manque de citation. L'appelant qui s'est présenté à une comparution est censé avoir pris connaissance du terme de toutes les autres comparutions. Le tribunal prononce la sentence sans droit d'opposition.

Art. 37. — Contre la décision du Tribunal, on peut faire recours à la Cour d'Appel respective, dans un délai de 30 jours de la communication de la sentence du Tribunal. Le pourvoi en recours devra remplir les mêmes conditions que celles prévues pour le pourvoi en appel, à l'article 35 du présent décret.

Dans le cas où la décision de l'instance d'appel serait cassée, l'instance de recours évoquera le fond.

Art. 38. — Les amendes prévues par le présent décret seront encaissées conformément à la loi de perception et de poursuite des revenus publics et seront versées à la Banque Nationale de Roumanie, dans le fonds de valorisation prévu à l'article 4.

Le dénonciateur et celui qui constate la contravention ont droit chacun à 10 % de l'amende encaissée.

CHAPITRE VIII. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Art. 39. — Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication dans le Moniteur Officiel, excepté les dispositions des articles 9, 10 et 11, alinéas 4 et 5, qui entreront en vigueur le 25 juillet 1936.

Art. 40. — Les moulins commerciaux situés dans les communes rurales ne peuvent pas créer des dépôts de vente de farine en gros dans les communes où ils fonctionnent.

Dans les communes urbaines, ils pourront créer de tels dépôts, mais seulement à une distance de plus d'un kilomètre du moulin.

Les personnes étrangères aux moulins peuvent créer des dépôts dans les communes urbaines, à distance d'au moins un kilomètre de tout moulin, et dans les communes rurales, à distance d'au moins 500 mètres.

Art. 41. — Les dispositions prévues aux articles 250, 251, 256 et 257 du nouveau Code pénal, entrent en vigueur, à partir de la mise en application du présent décret, en ce qui concerne les fonctionnaires publics et les personnes qui, en vertu de délégations, sont appelées à appliquer et à contrôler l'application de ce décret, ainsi que les particuliers dans le cas des délits prévus aux articles 250 et 257.

Art. 42. — Dans les périodes où l'offre est abondante, les coopératives pourront acheter à l'aide des crédits sur effets ou warrants, ainsi que par des opérations de mandats, les quantités de blé né-

cessaires, soit pour l'exportation, la consommation interne ou l'approvisionnement des institutions, soit pour couvrir le besoin de semences sélectionnées pour les producteurs.

Une convention entre les Ministères de l'agriculture et des finances et la Banque Nationale établira les conditions d'achat et de warrantage.

Art. 43. — La taxe de 0,90 lei de valorisation sera rendue aux exportateurs de farine par la Banque Nationale de Roumanie, en même temps que les primes d'exportation.

Art. 44. — En vue de l'organisation et du contrôle des opérations de valorisation et sur la base des fonds qui proviendront de la taxe de valorisation, la Banque Nationale de Roumanie est autorisée à mettre à la disposition du Ministère de l'agriculture et des domaines, à la demande de ce dernier, 1.500.000 lei par mois, à partir du 1^{er} juillet 1936; ce fonds sera administré et employé, par dérogation aux dispositions de la loi sur la comptabilité publique, seulement en vertu d'arrêtés du Ministère de l'agriculture. Par un arrêté du Conseil des Ministres, ce fonds pourra être augmenté.

En plus de cette somme, la Banque Nationale de Roumanie mettra, mensuellement, à la disposition du Ministère de l'agriculture, la somme nécessaire à l'acquittement des timbres de contrôle.

Après avoir assuré le paiement de la prime de valorisation pour toute la quantité de blé disponible pour l'exportation, le Ministère de l'agriculture pourra employer les fonds qui resteraient du produit de la taxe prévue à l'art. 4, à des investissements et actions nécessaires au développement de l'agriculture.

Art. 45. — Les arrêtés du Conseil des Ministres n° 2221 et 2234 de 1935, article 6, alinéas *a*, *b* et *c*, publiés dans le Moniteur Officiel n° 272/1935 sont ratifiés.

Sont également ratifiées et maintenues les dispositions de l'arrêté du Conseil des Ministres n° 2447 de 1935, publié dans le Moniteur Officiel n° 295 de 1935.

Est ratifié l'arrêté du Conseil des Ministres n° 50 de 1936, publié dans le Moniteur Officiel n° 20 du 21 janvier 1936.

Art. 46. — En vue de soutenir le prix du blé sur le marché intérieur, la Banque Nationale de Roumanie est autorisée à payer, à la demande formelle du Ministère de l'agriculture et des domaines, les sommes nécessaires sur l'excédent disponible du fonds de valorisation du blé, compte T. 100, encaissé jusqu'au 15 juillet a. c. en vertu du décret n° 1740 du 28 juin 1935.

Art. 47. — Toutes les dispositions des lois et règlements contraires aux dispositions de ce décret sont et demeurent abrogées.

Art. 48. — Le Ministre de l'agriculture et des domaines est chargé de l'exécution des dispositions du présent décret.

Uruguay. — L. autorisant la libre exportation du froment de la récolte 1935-36, fixant des prix minima et portant des règles y relatives. — 2 janvier 1936. — D. O., n. 8818 (13 janvier 1936).

Art. 1^{er}. — Est autorisée la libre exportation de blé de la récolte 1935-36.

Art. 2. — Le Ministère de l'Élevage et de l'Agriculture, sur avis préalable de la Banque de la République Orientale de l'Uruguay, pourra, lorsqu'il le juge convenable, suspendre l'autorisation accordée en vertu de l'article précédent.

Art. 3. — Le prix minimum du blé sera de cinq pesos (\$ 5.00) par 100 (cent) kilogr., rendu à Montevideo, dans les entrepôts de blé publics ou les dépôts indiqués par la Banque de la République, et le dit prix restera en vigueur d'une manière uniforme, jusqu'au 15 décembre 1936, pour les blés naturels, sains, secs et sur la base du poids spécifique et des bonifications qu'établira la Banque de la République.

Art. 4. — Le prix minimum se rapportant au blé emmagasiné dans les entrepôts publics de blé régionaux, les dépôts particuliers, les établissements industriels de l'intérieur, des gares ou des ports d'embarquement les plus voisins des lieux de production, reste fixé sur la base du prix minimum à Montevideo, déduction faite des frais de transport des différents points d'embarquement jusqu'à la capitale et, lorsque le froment se trouve dans les endroits susmentionnés, le dit prix ne pourra pas être inférieur à \$ 4,50 les cent kilogr.

Art. 5. — Afin de garantir le prix minimum fixé par les articles précédents, la Banque de la République est autorisée à acheter, vendre et exporter pour le compte de l'Etat, les quantités de blé qu'elle jugera nécessaires; de même elle pourra acheter, sur les mêmes bases, les lots de blé récolté par les débiteurs du Crédito agrícola de Habitación (Crédit agricole d'assistance). Si l'on constate un déficit dans le stock, l'importation du blé pour le compte de l'Etat, pour subvenir aux besoins de la consommation, sera confiée à la Banque de la République, qui sera autorisée à en fixer le prix de vente, après avoir avisé le Ministère de l'Industrie et du Travail.

Art. 6. — Toutes les devises dérivant de l'exportation du froment devront être négociées à la Banque de la République. Les bénéfices dérivant de la vente des dites devises seront crédités au Pouvoir Exécutif, sur un compte spécial à la Banque de la République, en vue des pertes et des dépenses qui peuvent se vérifier dans les opérations sur les blés, confiées à la Banque précitée.

Si les dits bénéfices ne suffisent pas à couvrir les dites pertes et dépenses, le Pouvoir Exécutif déterminera, au moment voulu, la manière de payer le montant de ces dernières.

Art. 7. — Le contrôle du prix minimum est confié à la Banque de la République, qui jouira à cet effet de pouvoirs étendus d'inspection

de la comptabilité des commerçants et des industriels intervenant dans les achats, sans préjudice de la tenue obligatoire de liasses — numérotées suivant l'ordre d'après lequel se réalisent les opérations d'achats — des documents qui seront établis par les règlements pour le contrôle du prix minimum.

Art. 8. — Le Pouvoir Exécutif est autorisé à fixer, au moment où il le juge opportun, les prix des farines, du pain et des pâtes alimentaires par rapport aux prix du blé.

Art. 9. — La Banque de la République déterminera le montant et les conditions des prêts sur nantissement que, moyennant la garantie des céréales emmagasinées dans les dépôts ou dans les magasins particuliers, elle décidera d'accorder aux intéressés.

Art. 10. — Aux effets de l'article précédent, la Banque pourra garantir la marchandise moyennant des certificats de dépôt délivrés sur papier libre, exempts de tout impôt, et rédigés suivant un formulaire, dont le modèle devra être établi par le règlement relatif à la présente loi.

Art. 11. — Les magasins particuliers, où se déposent les céréales constituant la garantie en faveur de la Banque, seront soumis au contrôle de l'Institution de crédit, qui pourra les inspecter chaque fois qu'elle le jugera convenable, en requérant, au besoin, l'assistance de la force publique. L'inexécution des obligations de la part du dépositaire déterminera immédiatement la délivrance du gage à la Banque, qui pourra le vendre, lorsqu'elle le jugera convenable, et cela sans préjudice des sanctions pénales établies par la loi sur le gage agricole du 21 mars 1918 (articles 21 et 22).

Art. 12. — Le bailleur ne conservera un privilège sur le gage auquel se rapporte l'article précédent, constitué moyennant caution ou dépôt de céréales, que moyennant un contrat écrit et dûment inscrit sur les Registres respectifs, antérieurement au 30 juin 1936, pour une année de bail échu, restant ainsi expressément éclaircie, aux effets de l'application de la présente loi, la disposition de l'article 6 de la loi du 25 février 1933 (Crédit d'assistance).

Ce privilège s'étend de même à la Banque Hypothécaire de l'Uruguay pour le service, correspondant à l'année qui vient d'échoir, du prêt accordé par la Section de Protection Rurale et de Colonisation (lois du 22 janvier 1913, du 20 juillet 1921 et du 10 septembre 1923). Pour les baux conclus par la dite Section de la Protection Rurale et de la Colonisation, l'inscription ne sera pas nécessaire, aux effets des dispositions du présent article.

Art. 13. — La Banque de la République est autorisée à réquisitionner, pour le compte de l'État et pour raisons d'utilité publique, les dépôts et entrepôts particuliers qu'elle jugera nécessaires pour l'exécution des dispositions de la présente loi, et à utiliser, franco de magasinage, tout dépôt public.

Art. 14. — Dans toutes questions surgissant entre les producteurs et les acquéreurs par rapport à l'application de la présente loi, la Banque agira comme Tribunal arbitral tant d'elle-même que par délégation, et sa sentence sera irrévocable; toutefois, au cas où la Banque serait partie intéressée à la question, elle sera tenue de soumettre l'affaire à l'avis de la Chambre de commerce pour les produits du Pays.

Art. 15. — Tous actes et documents dérivant des opérations effectuées sous l'égide de la présente loi seront exempts de tout impôt de sceau, timbre et de tout autre droit.

Art. 16. — Il est interdit d'une manière absolue d'effectuer tout achat d'après le système couramment dénommé « *a fijar precio* » (prix à fixer).

Art. 17. — Toute personne, ou entreprise, qui contreviendra aux dispositions édictées par la présente loi, sera passible d'une amende de deux cents pesos (\$ 200.00) jusqu'à concurrence de dix mille pesos (\$ 10.000) ou bien d'emprisonnement jusqu'à deux ans, sans préjudice de l'action civile de l'État pour exiger la restitution de l'indu. Les dites peines seront appliquées à tous ceux qui auront pris part à l'exécution de l'infraction. Sont déclarées nulles toutes les négociations relatives à l'achat de blé de la récolte 1935-36, faites antérieurement à la présente loi, au cas où elles seraient contraires à ses dispositions.

Art. 18. — Sont abrogées les lois du 14 novembre 1933, (1) du 30 novembre 1933 (2) et du 18 décembre 1934.

Yougoslavie. — O. concernant la fixation des prix de rachat du blé. — 20 juillet 1936. — S. N., n. 174-XLII (31 juillet 1936).

Art. 1^{er}. — Les commerçants, meuniers, et autres acheteurs de blé sont tenus de payer aux producteurs, pour leur blé, les prix minima que l'autorité administrative compétente de première instance, après avoir entendu la Commission des grains du district (srez) visée à l'article 5, fixera pour chaque localité de son rayon où les acheteurs reçoivent le blé (magasin, moulin, au port, au chemin de fer) et qu'elle publiera dans chaque localité de la manière habituelle.

Si tous les membres de la Commission susdite s'accordent sur le prix du blé, l'autorité adoptera ce prix. Dans les autres cas, on procédera de la manière suivante:

a) si tous les membres de la Commission, ou leurs suppléants, ne se présentent pas, sur convocation de l'autorité, à la séance de la

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIII^{ème} Année, 1933, p. 121.

(2) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIII^{ème} Année, 1933, p. 121.

Commission, ou bien s'ils se réunissent tous mais s'ils n'aboutissent pas à une conclusion unanime sur le prix du blé, ce prix sera fixé par l'autorité après qu'elle aura entendu la Commission visée à l'art. 5.

b) si la Commission ne se réunit pas avec le nombre nécessaire de membres selon l'article 5 ou bien si elle ne prend pas de décision quant au prix du blé, l'autorité pourra fixer ce prix sans l'avis de la Commission.

Dans les cas a) et b), l'autorité, lors de la fixation des prix du blé, prendra en considération les prix de la Bourse de marchandises la plus proche ainsi que les circonstances locales.

Dans les districts (*srezi*) où la Société privilégiée d'exportation achète le blé, les prix seront fixés conformément à l'article 3.

Les prix du blé devront être déterminés aussitôt que commencera le battage et pourront être modifiés de la même manière si les circonstances l'exigent.

Les décisions de l'autorité administrative de première instance, concernant le prix du blé, seront communiquées à la Commission provinciale des grains prévue à l'article 6.

Les prix fixés seront valables à partir du troisième jour qui suivra leur publication.

Art. 2. — Les prix, déterminés selon l'article premier, s'appliquent à une marchandise conforme aux usages de Bourse, ou encore à une marchandise normalement saine et propre. Pour une marchandise de qualité inférieure, il sera calculé une réduction correspondante.

Les sacs seront déduits selon leur poids réel, et ceux de fabrique au plus pour 750 grammes.

Le déchargement du blé pourra être opéré par le vendeur.

En cas de différends concernant la qualité, ou le montant de la réduction, la décision appartiendra à une Commission de trois membres dont l'un sera choisi par l'acheteur, un autre par le producteur-vendeur, et le troisième par les deux membres précédents. Les décisions de cette Commission seront obligatoires et définitives pour les deux parties.

Seront valables les décisions de la Commission susdite lorsqu'elles réuniront les voix de deux membres.

Art. 3. — Dans les districts (*srezi*) (et les villes) où la Société privilégiée pour l'exportation des produits agricoles achète et reçoit le blé, les commerçants, meuniers et autres acheteurs de blé payeront aux producteurs le blé suivant les conditions de qualité de la dite, et à un prix inférieur au plus de 8 % au prix auquel la Société susdite payera le blé selon la décision du Conseil des Ministres, et qu'elle publiera en temps utile. Cette différence, ou marge, sera fixée selon l'article premier, et le prix correspondant sera ainsi calculé et publié.

Art. 4. — Tout acheteur de blé est tenu de remettre au vendeur un compte du blé acheté. Ce compte doit indiquer nettement:

- a) la firme (nom de famille et prénom) et la demeure de l'acheteur;
- b) le prénom, le nom de famille et la demeure du vendeur;
- c) la quantité de blé achetée;
- d) le prix fixé pour le lieu concerné, ainsi que le montant total calculé selon ce prix;
- e) le montant payé.

Le compte sera daté et signé, de la manière prescrite ou accoutumée, par l'acheteur ou par la personne qu'il aura mandatée pour recevoir le blé.

Les comptes prévus ci-dessus sont exemptés de taxes.

Les acheteurs ne sont pas tenus de délivrer de comptes en ce qui concerne leurs besoins domestiques et économiques, c'est-à-dire les quantités destinées à la nourriture de leurs familles et à leurs ensemcements.

Art. 5. — En vue de la fixation des prix du blé, prévue à l'article premier, il sera constitué, auprès de chaque autorité administrative de première instance dans les régions de production et d'achat du blé, une Commission de district (*sreska*) des grains, composée de sept membres. Dans cette Commission entreront: quatre producteurs de blé, un commerçant en grains, un boulanger, ainsi qu'un meunier-acheteur de blé, s'il y en a un dans le rayon du district ou de la ville; sinon on ajoutera un autre boulanger. Les membres ci-dessus seront choisis par l'autorité administrative de première instance, qui désignera encore un suppléant pour chacun d'eux. Le chef de l'autorité administrative de première instance — ou le substitut du dit — convoquera la Commission en séance, selon les besoins, et la présidera sans avoir droit de vote. La Commission pourra statuer valablement, lorsque cinq membres au moins seront présents; et on considérera comme décisions de la Commission celles pour lesquelles aura voté la majorité des membres prescrits. Sera secrétaire de la Commission le chef du service agricole du district et, en l'absence dudit, cette tâche sera remplie par une personne choisie par le chef de l'autorité susdite, parmi les fonctionnaires du bureau compétent.

La qualité de membre de la Commission est honorifique et les membres n'auront droit, pour leur activité, à aucune récompense, ni rémunération de leurs frais.

Art. 6. — Au siège de chaque province, il sera constitué une Commission provinciale des grains, composée de 11 membres à savoir: 6 représentants des producteurs de blé, 3 personnes qui représenteront les commerçants en grains, un meunier et un boulanger, tous du territoire de la province (*banovine*).

Les représentants des producteurs de blé seront désignés, sur l'invitation de l'autorité provinciale et en une conférence commune, par les unions de coopératives agricoles et les associations centrales d'agriculteurs, proportionnellement aux coopératives ou filiales possédées par les dites sur le territoire de la province.

Les représentants des producteurs devront être eux-mêmes producteurs de blé.

Dans les provinces où cela rencontrerait des difficultés, le préfet (*ban*) désignera, parmi les producteurs de blé, le nombre de producteurs nécessaire pour la Commission.

Les représentants des commerçants en grains seront choisis par l'association des commerçants du siège provincial; de même, le meunier et le boulanger seront désignés par les associations compétentes, sur l'invitation de l'autorité provinciale.

Lors de la désignation des membres de la commission, on veillera à ce que ceux-ci appartiennent, autant que possible, au siège (capitale ou chef-lieu) de la province.

Art. 7. — La commission provinciale des grains se constituera à la première séance convoquée par le préfet, et y choisira son président ainsi que son suppléant. Les séances suivantes seront fixées, selon les besoins, par le président ou par son suppléant, à l'aide d'invitations écrites.

Le préfet désignera un fonctionnaire du service agricole de la province pour servir de secrétaire de la commission. Le dit secrétaire établira un procès-verbal concernant l'activité de la Commission, procès-verbal qui devra contenir: les prénoms et noms de famille des membres présents, les matières débattues, les décisions prises, et enfin les signatures des membres présents et du secrétaire.

La commission pourra statuer lorsque six membres au moins assisteront à la séance, et les décisions seront prises à la majorité des personnes présentes.

Les membres de la Commission ne reçoivent pour leur activité aucune rémunération ni aucune indemnité pour leurs frais de déplacement.

Art. 8. — La Commission provinciale des grains statuera, valablement et définitivement, sur les plaintes motivées des personnes ou institutions intéressées, concernant la fixation des prix du blé opérée selon l'article premier, ou encore selon l'article 3. La dite Commission pourra aussi de sa propre initiative, modifier les prix si elle estime que ceux-ci ne répondent pas aux conditions du lieu envisagé.

La commission notifiera ses décisions, en tant qu'elles modifieraient des prix du blé établis selon l'article premier, à l'autorité administrative compétente de première instance, qui les publiera immédiatement dans

les lieux de son rayon. Les dits prix s'appliqueront dès le troisième jour après leur publication.

Les décisions de la Commission seront signées par le président ou son suppléant et par le secrétaire.

Art. 9. — L'autorité administrative compétente de première instance punira les acheteurs de blé, qui auront enfreint les dispositions de la présente ordonnance, d'une amende allant jusqu'à 10.000 dinars, en faveur du Fonds d'intervention de la Société privilégiée d'exportation.

L'autorité avisera, de chaque pénalité prononcée par elle, la Société privilégiée d'exportation à Belgrade.

Art. 10. — En ce qui concerne les interprétations authentiques de la présente ordonnance, sera compétent le Ministre du commerce et de l'industrie, de concert avec le Ministre de l'agriculture.

Art. 11. — La présente ordonnance entrera en vigueur dès le jour de sa publication aux *Službene Novine*.

[La première publication a eu lieu dans le n. 169 du 25 juillet 1936].

Allemagne. — D. portant des dispositions complémentaires à la l. sur le pain. — 15 janvier 1936. — RGbl., Teil I, n. 3, p. 13 (17 janvier 1936).

Arr. n. 29 de l'association centrale de l'économie allemande des céréales concernant le marquage obligatoire des produits de mouture de seigle et de froment. — 1^{er} février 1936. — V. R., n. 12 (6 février 1936).

D. modifiant la l. sur le maïs. — 28 février 1936. — RGbl., Teil I, n. 18, p. 131 (7 mars 1936).

Arr. de l'association centrale de l'économie céréalière allemande portant des dispositions pour l'année céréalière 1936-37. — 11 juillet 1936. — V. R., n. 60 (11 juillet 1936).

Not. de l'association centrale de l'économie céréalière allemande concernant la dénonciation et l'offre obligatoire des céréales destinées à l'alimentation du bétail. — 27 août 1936. — V. R., n. 80 (27 août 1936).

Not. de l'association centrale de l'économie céréalière allemande concernant le contingentement des entreprises produisant les pâtes alimentaires. — 27 août 1936. — V. R., n. 80 (27 août 1936).

Arr. n. 29 de l'association économique des moulins de froment et de seigle concernant l'admission de moulins. — 16 septembre 1936. — V. R., n. 90 (23 septembre 1936).

D. modifiant le d. réglementant le régime des blés. — 6 octobre 1936. — RGbl., Teil I, n. 93, p. 873 (8 octobre 1936).

Arr. de l'association centrale de l'économie céréalière allemande concernant la vente des céréales panifiables et de la farine. — 30 octobre 1936. — V. R., n. 102 (31 octobre 1936).

- Arr. de l'association centrale de l'économie céréalière allemande concernant l'accomplissement de la livraison obligatoire. — 10 novembre 1936. — V. R., n. 104 (11 novembre 1936).
- Arr. de l'association centrale de l'économie céréalière allemande concernant la transformation des céréales en succédanés du café. — 24 novembre 1936. — V. R., n. 110 (30 novembre 1936).
- D. modifiant le d. réglementant le régime des blés. — 25 novembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 109, p. 952 (30 novembre 1936).
- Arr. de l'association centrale de l'économie céréalière allemande concernant la taxe et la dénonciation obligatoire pour les entreprises s'occupant de la distribution des céréales. — 28 novembre 1936. — V. R., n. 110 (30 novembre 1936).
- Arr. de l'association centrale de l'économie céréalière allemande concernant la vente de la farine de froment. — 28 novembre 1936. — V. R., n. 110 (30 novembre 1936).
- Arr. de l'association centrale de l'économie céréalière allemande concernant la modification des types de farine de froment. — 19 décembre 1936. — V. R., n. 115 (21 décembre 1936).
- Arr. n. 23 de l'association centrale de l'industrie de la bière allemande et arrêté de l'association centrale de l'économie céréalière allemande réglementant le commerce et l'emploi de l'orge, du malt d'orge, du froment et du malt de froment aux fins de brasserie. — 22 décembre 1936. — V. R., n. 116 (22 décembre 1936).
- Argentine.** — D. n. 74033 approuvant les études et conclusions de la Commission nationale des élévateurs de grains. — 27 décembre 1935. — B. O., n. 12469 (18 janvier 1936).
- D. n. 82217 réglementant l'activité de la Direction (*établie par le d. n. 75982 du 30 janvier 1936*) chargée de la construction des élévateurs de grains. — 11 mai 1936 — B. O., n. 12614 (21 juillet 1936).
- D. n. 86305 fixant à 0,5 % la commission perçue par la Banque de la nation argentine pour son intervention dans les achats de céréales réalisés par la Junte régulatrice des grains. — 17 juillet 1936. — B. O., n. 12663 (17 septembre 1936).
- Australie (Victoria).** — L. n. 4379 concernant les élévateurs de blé (*financement*). — 7 septembre 1936. — I Edw. VIII (1936).
- Bulgarie.** — D. l. amendant et complétant la l. tendant à faciliter le ravitaillement et à diminuer la cherté de vie. — 12 janvier 1936. — D. V., n. 17 (24 janvier 1936).
- D.-l. amendant et complétant la l. tendant à faciliter le ravitaillement et à diminuer la cherté de vie. — 12 février 1936. — D. V., n. 37 (18 février 1936).
- D. n. 56 concernant l'achat du riz. — 21 mars 1936. — D. V., n. 75 (3 avril 1936).
- Règl. n. 60 concernant l'achat, le stockage et le transport des céréales. — 25 juin 1936. — D. V., n. 143 (30 juin 1936).
- Chili.** — D. n. 717 établissant des règl., conditions et formes relatives à la vente du pain dans les communes. — 19 novembre 1936. — D. O., n. 17649 (22 décembre 1936).

Danemark. — L. n. 87 sur le régime des blés. — 7 avril 1936. — L. A., n. 12 (8 avril 1936).

Not. n. 88 concernant le régime des blés. — 8 avril 1936. — L. A., n. 12 (8 avril 1936).

Dispositions supplémentaires, n. 216, à la not. du Ministère de l'agriculture, du 8 avril 1936, concernant le régime des blés. — 25 août 1936. — L. A., n. 29 (24 octobre 1936).

Espagne. — D. portant dissolution du Comité d'information et d'inspection du marché des blés, créé par le d. du 19 juin 1935. — 2 janvier 1936. — G. M., n. 3 (3 janvier 1936).

Arr. édictant des régl. pour l'exécution des services du Comité d'information et d'inspection du marché du blé, qui a été dissous. — 6 janvier 1936. — G. M., n. 8 (8 janvier 1936).

Arr. déclarant que seules les denrées énumérées à l'art. 2, § 2 du régl. du 29 mars 1930 pourront être qualifiées de denrées alimentaires de première nécessité, à la condition qu'elles fassent l'objet de consommation générale. — 16 janvier 1936. — G. M., n. 24 (24 janvier 1936).

D. relatif à la dénaturation du blé de l'Etat et au remplacement du blé que l'on estimera nécessaire. — 22 janvier 1936. — G. M., n. 24 (24 janvier 1936).

L. autorisant le Ministre de l'agriculture à convenir avec les fabricants de farine, individuellement ou par l'intermédiaire des associations légalement constituées, le placement du blé acheté et stocké en application de la l. du 9 juin 1935. — 30 mai 1936. — G. M., n. 152 (31 mai 1936).

Arr. disposant que l'on procède de toute urgence à la remise du blé de l'Etat, conformément aux bases ci-après indiquées. — 3 juin 1936. — G. M., n. 157 (5 juin 1936).

Arr. relatif aux contrats pour le dépôt et le remplacement du blé propriété de l'Etat. — 19 juin 1936. — G. M., n. 172 (20 juin 1936).

Etats-Unis d'Amérique (Confédération). — L. visant à mettre la « Commodity Credit Corporation » en état de fournir aux agriculteurs une assistance plus appropriée, en vue de favoriser un écoulement régulier de leurs produits, d'allouer des crédits et des facilités pour reporter les excédents d'une saison à l'autre. — 10 avril 1936. — P., n. 489, 74th Congress, S. 3998 (1936).

Rés. solidaire instituant une enquête par la Haute Cour des Comptes sur les pertes subies par les associations coopératives de commerce par le fait des opérations de stabilisation du marché du blé. — 26 juin 1936. — P. R., n. 134, 74th Congress, S. J. Res. 38 (1936).

Etats-Unis d'Amérique (Iles Philippines). — Arr. n. 872 publiant un régl. provisoire concernant l'achat, la vente et le stockage du palay et du riz. — 27 septembre 1935. — O. G., n. 34 (19 mars 1936).

Arr. n. 18 instituant une Commission du riz afin d'étudier et de proposer des mesures pour résoudre la crise actuelle du riz et d'assurer un approvisionnement permanent de riz à un prix raisonnable. — 17 février 1936. — O. G., n. 28 (5 mars 1936).

Arr. n. 21 modifiant l'arr. exécutif n. 872, du 27 septembre 1935, publiant un règl. provisoire concernant l'achat, la vente et le stockage du palay et du riz. — 5 mars 1936. — O. G., n. 34 (19 mars 1936).

Proc. n. 68 désignant la Société nationale du riz et du maïs comme organisation de secours jouissant de la franchise douanière pour l'importation du riz. — 23 avril 1936. — O. G., n. 54 (5 mai 1936).

Finlande. — Rés. du Conseil d'Etat n. 93 concernant la fixation du taux de mouture pour le seigle indigène et le taux d'immixtion pour la farine de seigle indigène. — 13 février 1936. — F. F., n. 89-95 (15 février 1936).

Rés. du Conseil d'Etat n. 143 concernant la fixation du taux de mouture pour le seigle indigène et le taux d'immixtion pour la farine de seigle indigène. — 2 avril 1936. — F. F., n. 142-143 (4 avril 1936).

Rés. du Conseil d'Etat n. 278 concernant la fixation du taux de mouture pour le seigle indigène et le taux d'immixtion pour la farine de seigle indigène. — 3 septembre 1936. — F. F., n. 278-279 (4 septembre 1936).

Rés. du Conseil d'Etat n. 301 fixant le taux de consommation pour les graines d'avoine indigène (85 %). — 1^{er} octobre 1936. — F. F., n. 299-301 (2 octobre 1936).

Rés. du Conseil d'Etat n. 325 portant fixation du taux de mouture pour le seigle indigène, le taux d'immixtion pour la farine de seigle indigène et le taux de consommation pour les graines d'avoine indigènes. — 29 octobre 1936. — F. F., n. 323-326 (31 octobre 1936).

France. — Arr. concernant la tenue du compte spécial prévu pour l'inscription des opérations de défense du marché du blé. — 31 décembre 1935. — J. O., n. 1 (1^{er} janvier 1936).

D. relatif aux blés destinés à la consommation familiale des producteurs. — 5 janvier 1936. — J. O., n. 6 (8 janvier 1936).

Arr. organisant une enquête destinée à déterminer la capacité de production de chaque moulin. — 14 février 1936. — J. O., n. 40 (16 février 1936).

D. relatif à l'écoulement des blés non stockés ayant fait l'objet d'un contrat de prise en charge. — 18 février 1936. — J. O., n. 47 (24 et 25 février 1936).

Arr. relatif au compte spécial prévu pour l'inscription des opérations de dépenses de la défense du marché du blé. — 29 février 1936. — J. O., n. 80 (3 avril 1936).

D. et cahier des charges relatifs aux opérations d'échange des blés du stock de sécurité contre des blés de la récolte 1935. — 1^{er} mars 1936. — J. O., n. 55 (5 mars 1936).

D. relatif à l'emploi des blés de la récolte de 1935 ayant fait l'objet d'un contrat de stockage et à l'emploi du reliquat des blés des récoltes de 1933 et de 1934 ayant fait l'objet d'un contrat de prise en charge. — 18 mars 1936. — J. O., n. 72 (25 mars 1936).

D. relatif à la circulation des farines panifiables de blés. — 19 mars 1936. — J. O., n. 70 (22 mars 1936).

- Arr. fixant les conditions d'écoulement des blés stockés 1935. — 20 mars 1936. — J. O., n. 72 (25 mars 1936).
- D. relatif à l'écoulement des blés des récoltes de 1933 et 1934 ayant fait l'objet de contrats de prise en charge. — 29 avril 1936. — J. O., n. 104 (2 mai 1936).
- D. et arr. relatifs au remboursement des attestations d'emploi de blé de report. — 2 mai 1936. — J. O., n. 108 (7 mai 1936).
- D. relatif au renouvellement du stock de sécurité (*blé*). — 12 mai 1936. — J. O., n. 126 (29 mai 1936).
- D. relatif à l'emploi des blés de la récolte de 1935 ayant fait l'objet d'un contrat de stockage et à l'emploi du reliquat des blés des récoltes de 1933 et de 1934 ayant fait l'objet d'un contrat de prise en charge. — 14 mai 1936. — J. O., n. 115 (15 mai 1936).
- D. relatif à la délivrance des attestations et des certificats justifiant de l'acquisition des blés de la récolte de 1935 ayant fait l'objet d'un contrat de stockage et des blés des récoltes de 1933 et 1934 ayant fait l'objet d'un contrat de prise en charge. — 14 mai 1936. — J. O., n. 115 (15 mai 1936).
- D. portant incorporation obligatoire de blé dur algérien stocké à vente échelonnée de la récolte 1935 dans les minoteries et semouleries algériennes et les semouleries métropolitaines. — 26 mai 1936. — J. O., n. 124 (27 mai 1936).
- D. relatif à l'emploi par la meunerie des blés de la récolte de 1935 ayant fait l'objet d'un contrat de stockage. — 29 mai 1936. — J. O., n. 128 (31 mai 1936).
- D. relatif à l'emploi par les meuniers des blés de la récolte de 1935 ayant fait l'objet de contrats de stockage. — 11 juin 1936. — J. O., n. 137 (12 juin 1936).
- D. relatif à l'emploi des blés de la récolte 1935 ayant fait l'objet d'un contrat de stockage. — 20 juin 1936. — J. O., n. 145 (21 juin 1936).
- D. relatif à la prise en charge et à l'emploi des blés durs des récoltes de 1933 et de 1934 détenus au 1^{er} juillet 1935 par les semouliers de la métropole. — 27 juin 1936. — J. O., n. 168 (19 juillet 1936).
- D. relatif à l'emploi par les meuniers des blés de la récolte de 1935 ayant fait l'objet de contrats de stockage. — 30 juillet 1936. — J. O., n. 178 (31 juillet 1936).
- D. relatif à la délivrance des attestations et des certificats justifiant de l'acquisition des blés de la récolte de 1935 ayant fait l'objet d'un contrat de stockage et des blés des récoltes de 1933 et 1934 ayant fait l'objet d'un contrat de prise en charge. — 4 août 1936. — J. O., n. 182 (5 août 1936).
- D. relatif à l'emploi par les meuniers des blés de la récolte de 1935 ayant fait l'objet de contrats de stockage. — 24 août 1936. — J. O., n. 199 (26 août 1936).
- Arr. constituant le conseil central de l'office national interprofessionnel du blé. — 25 août 1936. — J. O., n. 200 (27 août 1936).
- D. portant organisation administrative de l'office national interprofessionnel du blé. — 26 août 1936. — J. O., n. 200 (27 août 1936).

- D. concernant les exploitants de moulins et de minoteries et les personnes ou sociétés qui reçoivent, utilisent ou expédient des blés ou des produits provenant de leur mouture. — 26 août 1936. — J. O., n. 201 (28 août 1936).
- D. portant délégation dans les fonctions de directeur de l'office national interprofessionnel du blé. — 26 août 1936. — J. O., n. 200 (27 août 1936).
- D. concernant l'échange du blé contre de la farine ou du pain. — 26 août 1936. — J. O., n. 200 (27 août 1936).
- D. fixant le taux de la taxe à la mouture pour les produits dérivés des farines et semoules introduits sur le territoire métropolitain. — 29 août 1936. — J. O., n. 203 (30 août 1936).
- D. relatif à l'emploi par les meuniers des blés de la récolte de 1935 ayant fait l'objet de contrats de stockage. — 31 août 1936. — J. O., n. 204 (31 août et 1^{er} septembre 1936).
- D. relatif à l'emploi par les minotiers et semouliers algériens et les semouliers métropolitains des blés durs algériens de la récolte 1935 ayant fait l'objet de contrats de stockage. — 31 août 1936. — J. O., n. 204 (31 août et 1^{er} septembre 1936).
- D. relatif aux déclarations des stocks de blés et de farines prescrites par l'art. 10 de la l. du 15 août 1936 et aux sommes à payer à l'office national interprofessionnel du blé sur la base de ces déclarations. — 31 août 1936. — J. O., n. 204 (31 août et 1^{er} septembre 1936).
- D. portant organisation administrative des comités départementaux des céréales. — 7 septembre 1936. — J. O., n. 211 (9 septembre 1936).
- D. relatif aux déclarations de récoltes, à la taxe à la production et aux redevances et cotisations prévues par la l. du 15 août 1936 instituant l'office national interprofessionnel du blé. — 8 septembre 1936. — J. O., n. 211 (9 septembre 1936).
- D. autorisant le ministre de l'agriculture à émettre des o. sur le chapitre 36 du budget de l'agriculture en vue d'assurer le fonctionnement immédiat de l'office national interprofessionnel du blé. — 16 septembre 1936. — J. O., n. 218 (17 septembre 1936).
- D. fixant les cadres, traitements, conditions d'avancement et de recrutement du personnel de l'office national interprofessionnel du blé. — 18 septembre 1936. — J. O., n. 220 (19 septembre 1936).
- D. portant organisation financière de l'office national interprofessionnel du blé. — 26 septembre 1936. — J. O., n. 228 (28 et 29 septembre 1936).
- D. portant organisation financière des comités départementaux des céréales. — 7 octobre 1936. — J. O., n. 239 (11 octobre 1936).
- D. fixant les conditions d'achat, de vente et de circulation des blés non loyaux et marchands. — 12 octobre 1936. — J. O., n. 240 (12 et 13 octobre 1936).
- D. déterminant les conditions dans lesquelles les institutions de crédit agricole mutuel libres pourront participer à l'application de la l. sur l'office national interprofessionnel du blé. — 1^{er} novembre 1936. — J. O., n. 260 (5 novembre 1936).
- D. relatif à l'exercice du monopole d'importation et d'exportation par l'office du blé. — 3 novembre 1936. — J. O., n. 260 (5 novembre 1936).

France (Afrique occidentale française). — Arr. fixant la liste des denrées, objets et marchandises de première nécessité en Afrique occidentale française. — 17 octobre 1936. — J. O. A. O. F., n. 1690 (31 octobre 1936).

France (Algérie). — D. portant application à l'Algérie de certaines dispositions du d. du 31 octobre 1935 sur l'organisation et la défense du marché du blé. — 23 mars 1936. — J. O., n. 74 (27 mars 1936).

D. complétant le d. du 21 septembre 1936 relatif à l'application à l'Algérie de la l. du 15 août 1936 créant un office national interprofessionnel du blé. — 27 octobre 1936. — J. O., n. 255 (30 octobre 1936).

France (Dahomey). — Arr. n. 631 portant réglementation de la production et du conditionnement du tapioca. — 14 mai 1936. — J. O. D., n. 20 (1^{er} août 1936).

France (Maroc). — Dahir modifiant le dahir du 5 juin 1935 sur le warrantage des blés tendres et durs, des céréales secondaires et des autres produits de la récolte 1935. — 18 août 1936. — B. O., n. 1248 (25 septembre 1936).

Régence de Tunis. — Arr. du Directeur général des Finances et du Directeur des Affaires Economiques fixant les conditions de vente des blés durs stockés. — 2 mars 1936. — J. O. T., n. 23 (20 mars 1936).

D. relatif au warrantage des blés de la récolte 1936. — 30 mai 1936. — J. O. T., n. 46 (9 juin 1936).

D. relatif au stockage des blés tendres et durs de la récolte 1936. — 30 mai 1936. — J. O. T., n. 46 (9 juin 1936).

D. relatif au warrantage des blés. — 13 août 1936. — J. O. T., n. 65 (14 août 1936).

D. rendant applicables en Tunisie les dispositions de la l. française du 15 août 1936, instituant un office interprofessionnel du blé. — 3 septembre 1936. — J. O. T., n. 73 (11 septembre 1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord. — Arr. n. 116 concernant le blé (*subventions*) (1^{er} arrêté). — 19 février 1936. — S. R. & O., n. 116 (1936).

Règl. concernant le marquage et le classement des extraits de malt et des farines maltées. — 20 mars 1936. — S. R. & O., n. 309 (1936).

Règl. concernant le fonds de contingentement des meuniers (*formulaires de comptes*). — 28 avril 1936. — S. R. & O., n. 512 (1936).

Arr. concernant le froment (2^{ème} arr. portant l'estimation de la récolte de 1936). — 7 août 1936. — S. R. & O., n. 789 (1936).

Arr. concernant le froment (2^{ème} arr. fixant le paiement des contingents). — 7 août 1936. — S. R. & O., n. 790 (1936).

Arr. concernant le froment (*constatation du prix moyen*). — 13 août 1936. — S. R. & O., n. 826 (1936).

Irlande (Etat-Libre d'). — L. concernant les céréales (*modifiant les l. de 1933 et 1934 concernant les céréales, réglementant la vente et l'emploi du blé produit en Irlande et visant d'autres buts y relatifs, connexes et subordonnés*). — 29 juillet 1935. — Act, n. 26, 1935.

Arr. concernant le blé de production indigène (*pourcentage indigène pour l'année céréalière 1936-37*). — 30 décembre 1935. — S. R. & O., n. 19 (1936).

Arr. concernant le blé indigène (*modification du pourcentage indigène pour l'année céréalière 1935-36*). — 31 janvier 1936. — S. R. & O., n. 131 (1936).

Règl. concernant la vente de la farine de maïs. — 18 février 1936. — S. R. & O., n. 55 (1936).

Arr. concernant la détermination du classement du blé indigène. — 6 mai 1936. — S. R. & O., n. 266 (1936).

Arr. concernant les installations de séchage et d'emmagasiner du blé indigène pour l'année céréalière 1936-37. — 22 juillet 1936. — S. R. & O., n. 263 (1936).

Règl. concernant le mélange de farine de maïs. — 12 août 1936. — S. R. & O., n. 243 (1936).

Arr. d'application de la l. de 1936 concernant les céréales (*date fixée au sens de la 4^{ème} partie*). — 12 août 1936. — S. R. & O., n. 244 (1936).

Arr. fixant le pourcentage d'achat pour le blé indigène pour l'année céréalière 1936-37. — 12 août 1936. — S. R. & O., n. 262 (1936).

Arr. concernant les céréales (*aliments enregistrés du bétail*). — 1^{er} septembre 1936. — S. R. & O., n. 257 (1936).

Italie. — D. l. royal n. 2419 réglementant la consommation des produits alimentaires. — 19 décembre 1935. — G. U., n. 24 (30 janvier 1936).

D. du Chef du gouvernement instituant auprès du Ministère des corporations le Comité technique corporatif pour la réglementation de la consommation intérieure des produits horticoles, des fleurs et des fruits. — 28 janvier 1936. — G. U., n. 27 (3 février 1936).

D. ministériel réglementant provisoirement la production et la vente des pâtes alimentaires et interdisant l'emploi des farines de blé dur pour la panification. — 24 février 1936. — G. U., n. 49 (28 février 1936).

D. l. royal n. 1830 approuvant l'accord du 4 juillet 1936 avec la Hongrie pour l'achat de blé hongrois. — 17 septembre 1936. — G. U., n. 245 (21 octobre 1936).

D. royal n. 2022 portant obligation de dénoncer les blés moulus et les stocks de blé et de farine existant dans les moulins du Royaume. — 17 septembre 1936. — G. U., n. 277 (30 novembre 1936).

D. ministériel concernant les centres d'échantillonnage pour le riz usiné à destination de l'étranger. — 27 octobre 1936. — G. U., n. 253 (31 octobre 1936).

Japon. — O. impériale n. 22 portant suppression de l'organisation de la Commission d'enquête sur la politique du riz. (O. impériale n. 256 du 31 août 1934). — 5 mars 1936. — K., n. 2751 (6 mars 1936).

Not. n. 321 du Ministère de l'agriculture et des forêts concernant la vente de riz appartenant au Gouvernement en vue du remplacement des stocks d'après la l. sur le contrôle du riz. — 19 septembre 1936. — K., n. 2917 (19 septembre 1936).

Arr. n. 29 Ministère de l'agriculture et des forêts concernant l'Assemblée générale des associations pour le contrôle du commerce du riz. — 13 octobre 1936. — K., n. 2914 (16 septembre 1936).

Not. n. 377 du Ministère de l'agriculture et des forêts concernant l'achat de riz indigène aux fins du remplacement des stocks en vertu de la l. sur le contrôle du riz. — 29 octobre 1936. — K., n. 2949 (29 octobre 1936).

Not. n. 454 du Ministère de l'agriculture et des forêts concernant l'achat de riz indigène à effectuer par le Gouvernement en vertu de la l. sur le contrôle du riz. — 22 décembre 1936. — K., n. 2993 (22 décembre 1936).

Not. n. 455 du Ministère de l'agriculture et des forêts établissant les différences de qualité du riz indigène à acheter par le Gouvernement en vertu de la not. n. 454 du même ministère en date du 22 décembre 1936. — 23 décembre 1936. — K., n. 2994 (23 décembre 1936).

Not. n. 467 du Ministère de l'agriculture et des forêts concernant les qualités de paddy etc., à acheter par le Gouvernement en vertu des dispositions de l'art. 49 et de l'art. 57 de la l. sur l'administration autonome du riz. — 29 décembre 1936. — K., n. 2998 (29 décembre 1936).

Grand-Duché de Luxembourg. — Arr. portant modification des taux de mouture et de mélange du froment resp. des farines de froment, du seigle, resp. des farines de seigle, fixés par l'arr. du 29 juin 1935. — 31 janvier 1936. — M. L., n. 8 (1^{er} février 1936).

Arr. portant modification des taux de mouture et de mélange du froment resp. des farines de froment, du seigle, resp. des farines de seigle, fixés par l'arr. du 30 juillet 1936. — 21 août 1936. — M. L., n. 65 (22 août 1936).

Mexique. — Règl. concernant l'industrie du pain dans le District fédéral. — 15 mai 1936. — D. O., Tome XCVI, n. 22 (6 juin 1936).

Nouvelle-Zélande. — Modification du règl. du 23 juin 1924, d'application de la l. de 1908 réglementant la vente des denrées alimentaires et des produits pharmaceutiques (*farine*). — 1^{er} avril 1936. — N. Z. G., n. 28 (9 avril 1936).

Pays-Bas. — Arr. n. 16801 concernant les subsides payables, sur le fonds de crise agricole et par quintal, aux importateurs et commerçants de farine de froment B pour leurs stocks à la date du 1^{er} février 1936. Arr. n. 16802 concernant les subsides payables, dans les mêmes conditions, aux fabricants de ladite farine. — 17 juin 1936. — Stc., n. 116 (17 juin 1936).

Arr. concernant la dénaturation des céréales et des pommes de terre. (*t. a. Arr. de crise 1936-I concernant la dénaturation*). — 4 août 1936. — Stc., n. 150 (4 août 1936).

D. n. 38 établissant une exemption relative à l'art. 10 du d. de crise de 1936-I concernant le froment. (*Les organisations provinciales du froment pourront transporter librement, dans l'étendue de leur domaine d'activité, des déchets de froment non dénaturés ainsi que du froment ne satisfaisant pas aux conditions exigées par la Centrale néerlandaise des cultures des champs, etc. cela contrairement audit art. 10*). — 22 août 1936. — Stc., n. 173 (7 septembre 1936).

Arr. approuvant le régl. d'estimation de 1936, élaboré par l'organisation provinciale du froment pour la Hollande septentrionale et méridionale. (*Fixe la composition et l'activité des commissions - et de la commission supérieure - prévues par le régl. de 1935 concernant la livraison et le paiement du froment, et chargées de classer les échantillons des producteurs, et de les comparer aux standards, en vue de la détermination des prix*). — 3 novembre 1936. — Stc., n. 214 (3 novembre 1936).

Indes Néerlandaises. — Arr. déclarant qu'il convient d'établir à l'égard de la farine des dispositions conformes à l'art. 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'o. concernant les emballages (*Staatsblad n. 161 de 1935*), et établissant lesdites dispositions. (*Désignations, emballages, poids. Ne s'applique pas à l'exportation. Entre en vigueur le 1^{er} mai 1937. — t. a. Arr. concernant l'emballage de la farine*). — 26 octobre 1936. — Stbl. N. I., n. 574 (3 novembre 1936).

Pérou. — Deux d. visant l'application du d. du 27 août 1934 prescrivant l'emploi d'un minimum de blé indigène dans les moulins (*Valeur de la farine servant à calculer le prix du blé, obligation d'acheter les blés indigènes dans les régions mêmes de production. Déclarations et relevés à présenter par les moulins utilisant des blés importés*). — 31 décembre 1935. — 3 janvier 1936. — E. P., 1^{er} trimestre, n. 5 (8 janvier 1936).

Rés. concernant l'achat, par les minoteries, du volume déclaré de blé indigène dans le département du Junin. — 21 février 1936. — E. P., 1^{er} trimestre, n. 72 (30 mars 1936).

Pologne. — Arr. du Ministre de l'intérieur, pris de concert avec les Ministres de l'industrie et du commerce, de l'agriculture et des réformes agraires et des finances, sur la mouture du froment et du seigle. — 20 janvier 1936. — D. U., n. 6, texte 63 (30 janvier 1936).

Portugal. — D. l. n. 26422 autorisant la Fédération nationale des producteurs de blé à fournir des blés aux minoteries, aux prix des marchés extérieurs, destinés à la production de farine pour les marchés extérieurs ou les colonies portugaises. — 17 mars 1936. — D. d. G., 1^{re} série, n. 63 (17 mars 1936).

D.-l. n. 26493 déterminant les peines mentionnées à l'art. 7 du d. n. 13444 qui seront appliquées aux personnes se livrant à la vente et à la fabrication du pain, sans les licences prévues par les articles 17 et 18 du d. n. 18820. — 2 avril 1936. — D. d. G., 1^{re} série, n. 77 (2 avril 1936).

Arr. n. 8408 ne permettant pas l'emploi d'appareils pour blanchir les farines, fonctionnant à l'électricité, et ordonnant la mise immédiate sous scellés de tous les appareils qui se trouvent dans les minoteries. — 6 avril 1936. — D. d. G., 1^{re} série, n. 80 (6 avril 1936).

D. l. n. 26695 instituant la Commission régulatrice des industries de mouture de farines brutes (*C. R. M. R.*), organe de coordination économique, avec fonctionnement et administration autonomes. — 16 juin 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 139 (16 juin 1936).

D. l. n. 26890 portant création de l'Institut National du Pain (*I. N. P.*) avec siège à Lisbonne. — 14 août 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 190 (14 août 1936).

D. l. n. 26891 portant création des corporations des industriels de panification de Lisbonne et de Porto. — 14 août 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 190 (14 août 1936).

D. n. 27129 étendant à tout le maïs colonial, quelle que soit la destination de ladite céréale, les dispositions de l'art. 11 du d. n. 26576 (*spécifiant que les envois destinés au Portugal ou à Madère ne pourront être faits que par le syndicat du maïs colonial portugais*). — 19 octobre 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 245 (19 octobre 1936).

D. n. 27148 réorganisant la Commission régulatrice du commerce du riz. — 30 octobre 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 255 (30 octobre 1936).

D. l. n. 27149 promulguant le régl. du commerce du riz. — 30 octobre 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 255 (30 octobre 1936).

Arr. n. 8554 réglementant la dénaturation et l'emploi des farines impropres à la consommation humaine. — 18 novembre 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 271 (18 novembre 1936).

D. l. n. 27283 établissant que les minoteries ou entreprises de minoterie seront tenues de payer ponctuellement à la Fédération Nationale des industriels de mouture les sommes destinées aux fonds autorisés ou créés par la l. et toutes autres sommes qui leur seraient dues. Autorisant ladite Fédération à exercer un contrôle sur les boulangeries pour éviter l'affectation de farines à des buts différents de ceux qui sont prévus dans la l. — 24 novembre 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 276 (24 novembre 1936).

Roumanie. — Instr. concernant l'application du timbre de contrôle sur le pain. — M. O., n. 170 (24 juillet 1936).

Arr. n. 1238 du Conseil des ministres portant des dispositions pour la mise en valeur du blé. — 26 juin 1936. — M. O., n. 147 (27 juin 1936).

Suède. — Arr. royal n. 39 fixant le taux de mouture, etc., pour la période allant du 1^{er} mars au 30 avril 1936. — 28 février 1936. — S. F., n. 39-44 (29 février 1936).

Arr. royal n. 109 fixant le taux de mouture, etc., pour la période allant du 1^{er} mai au 30 juin 1936. — 24 avril 1936. — S. F., n. 108-110 (24 avril 1936).

Arr. royal n. 110 fixant le taux de production de l'avoine, pour la période allant du 1^{er} mai au 30 juin 1936. — 24 avril 1936. — S. F., n. 108-110 (24 avril 1936).

Instr. royale n. 141 pour la commission chargée d'établir les différents types de farine. — 8 mai 1936. — S. F., n. 139-141 (13 mai 1936).

Arr. royal n. 404 fixant le taux de mouture, etc., pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 août 1936. — 30 juin 1936. — S. F., n. 404 et 405 (30 juin 1936).

Arr. royal n. 405 fixant le taux de production de l'avoine, pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 1936. — 30 juin 1936. — S. F., n. 404 et 405 (30 juin 1936).

Arr. royal n. 492 fixant le taux de mouture pour la période allant du 1^{er} septembre au 31 octobre 1936. — 29 août 1936. — S. F., n. 490-492 (31 août 1936).

Arr. royal n. 618 portant fixation du taux de mouture pour la période allant du 1^{er} janvier au 28 février 1937. — 18 décembre 1936. — S. F., n. 617-619 (24 décembre 1936).

Arr. royal n. 619 fixant le taux de production de l'avoine pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 1937. — 18 décembre 1936. — S. F., n. 617-619 (23 décembre 1936).

Suisse (Confédération). — Arr. du Conseil fédéral concernant l'achat du froment, du seigle, du méteil et de l'épeautre indigènes de la récolte de 1936. — 16 octobre 1936. — R. L. F., n. 39 (21 octobre 1936).

Union de Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. du C. C. P. et du C. C. P. C. P. (b) autorisant la vente libre de blé (*farine, grains et pain*) dans certaines régions de l'U. R. S. S. — 21 décembre 1935. — S. Z. R., n. 1, texte 7 (14 janvier 1936).

Arr. du C. C. P. et du C. C. P. C. P. (b) autorisant la vente libre de blé (*farine, grains, pain*) dans certaines régions de l'U. R. S. S. — 14 janvier 1936. — S. Z. R., n. 3, texte 22 (26 janvier 1936).

Arr. du C. C. P. et du C. C. P. C. P. (b) autorisant la vente libre de blé (*farine, grains, pain*) dans certaines régions. — 20 janvier 1936. — S. Z. R., n. 6, texte 46 (16 février 1936).

Arr. du C. C. P. et du C. C. P. C. P. (b) concernant les livraisons obligatoires de blé, riz, tournesol et pommes de terre au Gouvernement et portant réduction des taux de livraison de blé et de tournesol en faveur des kolkhozy. — 27 février 1936. — S. Z. R., n. 13, texte 108 (23 mars 1936).

Arr. n. 397 du C. C. P. concernant l'organisation, dans le cadre du Commissariat du peuple pour l'industrie alimentaire, de la Direction générale de l'industrie boulangère. — 28 février 1936. — S. Z. R., n. 13, texte 118 (23 mars 1936).

Arr. n. 573 du C. C. P. portant des dispositions complémentaires en 1936 aux instructions du Comité des approvisionnements en produits agricoles auprès du C. C. P. de l'U. R. S. S. « sur les modalités d'exécution des livraisons de blé de la récolte 1935 ». — 28 mars 1936. — S. Z. R., n. 18, texte 156 (25 avril 1936).

Arr. du C. C. P. (b) et du C. C. P. exonérant des livraisons au Gouvernement de blé, tournesol, riz, pommes de terre, viande et lait les exploitations de kolkhoziens et les exploitations paysannes des individus incapables de travailler à cause de leur âge avancé (*60 ans et plus*). — 20 juillet 1936. — S. Z. R., n. 40, texte 336 (15 août 1936).

Vénézuéla. — Rés. accordant sous certaines conditions une prime de 5 bolívares par quintal de farine, ou de tout autre dérivé du blé, transporté à Caracas (*de manière à encourager le ravitaillement de la capitale ainsi que la production*). — 28 mars 1936. — G. O., n. 18917 (28 mars 1936).

CHAPITRE II.

COMMERCE DES PRODUITS VÉGÉTAUX
ALIMENTAIRES AUTRES QUE LES CÉRÉALES

Allemagne. — L. réglementant le commerce des produits horticoles et viticoles. — 30 septembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 90, p. 854 (3 octobre 1936).

Art. 1^{er}. — (1) Les produits horticoles et viticoles des espèces indiquées à l'article 2, alinéa 1, de la présente loi, soit nationaux soit importés de l'étranger ou d'une enclave douanière, ne pourront être mis dans le commerce à l'intérieur du pays que par une Centrale, désignée par le Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture.

(2) Une fois mis dans le commerce par la Centrale, les produits horticoles et viticoles ne seront plus assujettis aux restrictions imposées par la présente loi.

Art. 2. — (1) Seront considérés comme produits horticoles et viticoles aux effets de la présente loi:

1) les semences mentionnées au N^o 21 du tarif douanier, sauf celles de différentes qualités de trèfles;

2) le cumin, frais ou séché (N^o 22 du tarif douanier);

3) les pommes de terre fraîches (N^o 23 du tarif douanier), du 1^{er} avril au 31 août;

4) les herbes potagères (légumes et herbages comestibles, champignons, racines et similaires), mentionnées aux numéros suivants du tarif douanier: 33 et 34, sauf le maté (thé du Paraguay) et le thé apalache; 35 et 36; 37, sauf les haricots, pois, pommes de terre et graines comestibles qui y sont compris;

5) les plantes vivantes et les plantes ornementales mentionnées aux N^{os} 38 à 44 du tarif douanier;

6) les fruits mentionnés aux N^{os} 45 à 49 du tarif douanier;

7) les fruits du Midi et leurs écorces dont il est question aux numéros suivants du tarif douanier: 50 et 51, sauf les amandes fraîches; 52; 53 et 54, sauf les amandes sèches; 55, sauf les caroubes, les noyaux de pignon et les châtaignes; 56 et 57, sauf les noix de cocotier; 58;

8) les jus de fruits (N^o 59 du tarif douanier);

9) les lichens de renne (N^o 72 du tarif douanier);

10) les jus de rave (N^o 176 du tarif douanier);

11) les vins et les moûts de raisin frais, même stérilisés (N^o 180 du tarif douanier); les moûts de raisin, avec ou sans addition de sucre,

bouillis ou concentrés d'une autre manière, même stérilisés; l'extrait de raisin sec; le champagne grec (N° 181 du tarif douanier); les vins médicaux et autres boissons comestibles à base de vin, y compris celles avec addition d'épices ou de sucre (N° 182 du tarif douanier); les vins de fruits, moûts de fruits fermentés et autres boissons fermentées produites avec des jus de fruits et ressemblant au vin (N° 183 du tarif douanier); les vins mousseux (N° 184 du tarif douanier);

12) la pectine (pectine sèche), y compris celle mélangée à d'autres produits, en tant qu'elle est délivrée en franchise douanière aux fins industrielles conformément à la note du n. 212 du tarif douanier. (N° 212 du tarif douanier);

13) les jus de fruits, y compris les marmelades et les gelées (N°s 213 et 214 du tarif douanier);

14) les fruits préparés avec de l'alcool ou confits dans l'alcool (N° 215 du tarif douanier);

15) les fruits (sauf les olives), herbes potagères, graines et écorces de fruits du Midi à l'usage de la table, préparés avec des produits mentionnés ci-dessus aux N°s 1, 2, 4, 6 ou 7 (N° 216 du tarif douanier);

16) les produits alimentaires en conserve contenant des éléments mentionnés ci-dessus aux N°s 1, 2, 4, 6, 7, 8, 10 ou 13 (N°s 219 du tarif douanier).

(2) Le Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture pourra décider que les restrictions imposées par la présente loi ne seront pas applicables, définitivement ou pour un certain temps, et entièrement ou en partie, à certaines espèces de produits horticoles et viticoles, mentionnés au premier alinéa du présent article. Il pourra en outre disposer que les restrictions imposées par la présente loi ne seront pas applicables au commerce dans les limites de certaines quantités maxima ou à certains genres de ce commerce.

Art. 3. — (1) Quiconque désire mettre dans le commerce des produits horticoles ou viticoles tombant sous l'application de la présente loi et provenant de l'intérieur, ou présente dans le même but à la douane des produits similaires provenant de l'étranger ou d'une enclave douanière, devra les offrir pour achat à la Centrale. La même obligation incombera à quiconque, à l'intérieur, soumet à une transformation industrielle, dans son propre commerce, ses propres produits horticoles ou viticoles. Toutefois, le Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture pourra concéder des exceptions à la disposition de la 2^{ème} phrase.

(2) Le dédouanement des produits horticoles et viticoles ne pourra avoir lieu qu'après qu'ils auront été acquis par la Centrale.

(3) Est considérée comme importateur aux effets des présentes dispositions toute personne qui, une fois introduites les marchandises

à l'intérieur, a le droit d'en disposer, en son propre nom ou au nom d'un autre, et pour son propre compte ou pour celui d'un autre. Lorsque la personne ayant ce droit ne se trouve pas à l'intérieur du pays, elle sera remplacée par le destinataire y résidant.

Art. 4. — (1) La Centrale ne sera pas tenue d'acquérir les produits qui lui auront été offerts. Le Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture fixera des quantités maxima jusqu'à concurrence desquelles la Centrale sera autorisée à acquérir ces produits.

(2) Lorsque la Centrale aura refusé de les acquérir, ces produits ne pourront être mis dans le commerce à l'intérieur, ni transformés industriellement, ni employés d'une autre manière par la personne qui les avait offerts. En cas d'infraction, la Centrale pourra, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10 de la présente loi, exiger le paiement de la somme qu'elle eût encaissée en acquérant et en revendant la marchandise.

Art. 5. — Le Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture fixera les prix d'achat et de vente.

Art. 6. — La Centrale dépendra du Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture; celui-ci l'organisera et la contrôlera.

Art. 7. — Les bénéfices réalisés par la Centrale, avec l'achat et la vente des produits horticoles et viticoles importés de l'étranger ou d'une enclave douanière, seront versés au Trésor. L'emploi des autres bénéfices réalisés par la Centrale sera réglé par le Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture, d'accord avec le Ministre des Finances du Reich.

Art. 8. — Le Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture ainsi que, dans la mesure nécessaire, le Ministre des Finances du Reich rendront les ordonnances et les règlements d'administration publique requis en vue d'assurer l'application de la présente loi et d'en compléter les dispositions.

Art. 9. — Nul n'aura droit à des dommages-intérêts pour avoir été lésé par des mesures prises en vue de l'application de la présente loi.

Art. 10. — (1) Quiconque enfreint, avec ou sans intention, les dispositions des articles 1, 3 (al. 1) et 4 (al. 1, première phrase) de la présente loi, sera passible de détention jusqu'à un an ou d'une amende.

(2) En dehors de ladite peine, il pourra être ordonné la confiscation des articles qui ont été l'objet de l'infraction, même si ceux-ci ne sont pas la propriété du coupable. Si aucune personne déterminée n'a pu être poursuivie et condamnée à raison de faits semblables, la confiscation pourra être prononcée indépendamment de toute condamnation, dès que les circonstances le justifient.

(3) Le Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture pourra ordonner, d'accord avec le Ministre de la Justice du Reich,

que quiconque enfreint, avec ou sans intention, les règlements d'administration publique rendus en vertu de l'article 8 sera passible de détention jusqu'à un an ou d'une amende et qu'en dehors de cette peine sera prononcée la confiscation des articles qui ont fait l'objet de l'infraction, même s'ils ne sont pas la propriété du coupable.

Art. 11. — Le Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture déterminera la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Allemagne. — D. d'application de la 1. réglementant le commerce des produits horticoles et viticoles. — 30 septembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 90, p. 857 (3 octobre 1936).

En vertu de la loi du 30 septembre 1936 sur le commerce des produits horticoles et viticoles (*Reichsgesetzblatt* I, p. 854), il est arrêté:

Organisation d'une Centrale pour les produits horticoles et viticoles.

Art. 1^{er}. — Il est constitué une Centrale pour les produits horticoles et viticoles avec siège à Berlin. Le Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture en nommera le président et réglera les questions concernant son personnel.

Art. 2. — La Centrale possédera la personnalité juridique. Elle sera représentée par son président ou par deux fonctionnaires le remplaçant.

Art. 3. — Le fonctionnement de la Centrale sera dirigé par son président, qui suivra les instructions du Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture. L'organisation et le fonctionnement de la Centrale seront définis dans un règlement rendu par le Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture.

Art. 4. — Dans le cas de la suppression de la Centrale, son patrimoine appartiendra au Reich. La liquidation sera réglée par le Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture.

Art. 5. — La Centrale est autorisée à inviter toute personne ou société mettant dans le commerce des produits horticoles ou viticoles à lui fournir les renseignements dont il est question dans l'ordonnance du 13 juillet 1923 sur l'obligation de fournir des renseignements (*Reichsgesetzblatt* I, p. 723).

Produits nationaux horticoles et viticoles.

A l'article 2, alinéa 2, de la loi:

Art. 6. — Les restrictions imposées par la loi ne seront pas applicables, jusqu'à nouvel ordre, aux produits mis dans le commerce

par des producteurs nationaux. Ces produits resteront assujettis aux dispositions du marché en vigueur et tomberont en outre sous l'application conforme de celles de l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi.

Facilités à l'importation.

Art. 7. — Les marchandises mentionnées à l'article 14, alinéa 1, de la présente ordonnance, importées de l'étranger ou des enclaves douanières, pourront être mises dans le commerce à l'intérieur, sans avoir été acquises par la Centrale, dans les cas suivants:

1) si elles entrent en franchise conformément à l'article 6, alinéa 1, Nos 1, 7 ou 8 du tarif douanier;

2) si la même franchise a été stipulée à leur égard, pour le petit trafic frontalier, par des traités internationaux;

3) si elles sont importées en petites quantités et pour l'usage personnel, domestique, agricole ou artisanal des personnes habitant ou résidant dans le voisinage de la frontière, et si elles ne sont pas assujetties aux dispositions réglant le contrôle des devises à l'importation des marchandises;

4) si elles sont importées pour être vendues sur des marchés dans le voisinage de la frontière, et si leur prix de vente ne dépasse pas 50 marks;

5) si, d'après les règlements de la douane, elles jouissent de la franchise concédée aux objets importés par des agents diplomatiques et consulaires étrangers;

6) si la franchise leur est concédée pour des raisons d'équité.

Produits étrangers horticoles et viticoles.

A l'article 3 de la loi:

Art. 8. — (1) La preuve de l'acquisition par la Centrale, requise par l'article 3, alinéa 2, de la loi, sera fournie par la présentation d'un récépissé, dont le Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture prescrira la forme, d'accord avec le Ministre des Finances du Reich. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 2 du présent article, le récépissé pourra limiter à une région déterminée la faculté de mettre dans le commerce les marchandises qui y sont indiquées.

(2) Le récépissé prévu à l'alinéa précédent autorisera son propriétaire à présenter à tout bureau de douane compétent, pour le dédouanement, dans le délai indiqué, la quantité de marchandises également indiquée, et de mettre celles-ci dans le commerce à l'intérieur, après avoir versé une somme correspondant à la différence, indiquée de même dans le récépissé, entre le prix d'achat et celui de vente. Ce montant sera déterminé, dans le cas des marchandises entrant en franchise ou assujetties à un droit ne dépassant pas 6 marks par quintal, d'après

le poids brut, et dans tous les autres cas, d'après le poids net, à calculer en conformité des règlements de la douane.

(3) Le montant de la différence pourra être transmis par la procédure dite de la lettre de douane N° II, et devra être indiqué dans cette dernière. Le paiement du montant en question sera garanti d'après les dispositions réglant les garanties à fournir dans la procédure dite de la lettre de douane N° II.

Art. 9. — (1) Le récépissé dont il est question à l'article 8, alinéa 1, de la présente ordonnance devra être présenté à l'occasion du dédouanement. Seront dédouanés les produits horticoles et viticoles provenant, sans plomb de contrôle officiel, d'un magasin privé; dans leur cas, le versement du montant correspondant à la différence entre les prix d'achat et de vente ne pourra être retardé jusqu'à la clôture des comptes, comme cela est prévu à l'article 16, alinéa 1, du règlement concernant les magasins privés.

(2) Le bureau de douane notera à l'encre sur le récépissé, sous signature et sceau, la quantité de marchandise dédouanée, en indiquant le poids ainsi que la catégorie et le numéro du certificat de dédouanement, le lieu et le jour du dédouanement et le montant de la différence encaissé ou transmis par lettre de douane N° II. Après quoi, le bureau de douane rendra le récépissé à qui de droit, à condition que le poids qui y est indiqué dépasse de plus de 25 kg. la quantité totale de la marchandise dédouanée. Le bureau de douane biffera en croix à l'encre noire les récépissés annulés, et les remettra à la fin du mois à la Centrale.

Art. 10. — Le montant de la différence entre les prix d'achat et de vente à payer par l'importateur en conformité de l'article 8, alinéa 2, devra être versé à la caisse du bureau de douane où le dédouanement a eu lieu ou du bureau destinataire de la lettre de douane N° II.

Art. 11. — Dans la demande de délivrance d'un récépissé, il sera énoncé dans quelle région économique les marchandises devront être mises dans le commerce. Sous réserve de la disposition de l'article 8, les récépissés ne seront valables que dans la région pour laquelle ils auront été délivrés.

Art. 12. — Les récépissés seront, par la Centrale, munis de numéros d'ordre et transcrits sur un registre de contrôle.

A l'article 5 de la loi:

Art. 13. — (1) Le prix d'achat est le prix du jour à la frontière allemande des marchandises à acquérir par la Centrale, augmenté du droit de douane. Sera considéré comme prix du jour le prix qui aura été constaté dans les transactions concernant des marchandises de la même sorte, qualité et origine, ou ceux qui, au moment de l'acquisition, correspondent aux usages du commerce.

(2) Le prix de vente est le prix calculé pour la marchandise de la même sorte et qualité (ou semblable), augmenté du montant d'une taxe qui sera déterminée par le Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture.

(3) Le Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture pourra, en cas de nécessité spéciale, régler d'une manière différente la procédure relative.

A l'article 11 de la loi:

Art. 14. — (1) La loi entrera en vigueur à partir du 1^{er} novembre 1936 pour les marchandises suivantes:

1) les pommes de terre fraîches (N^o 23 du tarif douanier) importées entre le 1^{er} avril et le 31 août;

2) les choux rouges, choux blancs, choux de Milan, choux-fleurs, tomates, salades, oignons, frais (N^o 33 du tarif douanier);

3) les tomates, coupées en morceaux, pelées, pressées, séchées au four, rôties ou préparées simplement d'une autre manière (N^o 36 du tarif douanier);

4) les choux rouges, choux blancs, choux de Milan, choux-fleurs, salades, oignons, morcelés, pelés, pressés, séchés au four, rôtis ou préparés simplement d'une autre manière (N^o 37 du tarif douanier);

5) les bananes (N^o 50 du tarif douanier);

6) les oranges, citrons et cédrats, frais (N^o 51 du tarif douanier);

7) les ananas (N^o 55 du tarif douanier);

8) les herbes potagères des sortes énumérées au n^o 2 et les fruits du Midi mentionnés aux n^{os} 5 et 6, en conserve (N^o 219 du tarif douanier).

(2) La date de l'entrée en vigueur de la loi en ce qui concerne les autres sortes de produits horticoles et viticoles sera déterminée par une ordonnance ultérieure.

Dispositions transitoires.

Art. 15. — Les produits assujettis aux restrictions de la loi et présentés à la douane, mais non encore dédouanés avant le 1^{er} novembre 1936, seront considérés comme ayant été mis dans le commerce par la Centrale.

France. (Algérie). — D. réglementant en Algérie l'importation et le commerce des semences de pommes de terre. — 17 décembre 1936. — J. O., n. 299 (21-22 décembre 1936).

Art. 1^{er}. — Il est interdit à tout commerçant d'importer, de transporter en Algérie en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre du plant de pommes de terre autrement que dans des emballages pourvus d'une étiquette retenue dans le système de fermeture et por-

tant, à l'exclusion de toutes autres, les indications suivantes inscrites sans abréviation:

- 1) Le nom et l'adresse du vendeur;
- 2) Le nom de la variété sous lequel le plant de pommes de terre est mis en vente;
- 3) La pureté de la variété. Cette pureté doit être exprimée par le nombre de tubercules appartenant à la variété indiquée sur l'étiquette pour 1.000 tubercules de la marchandise; elle ne devra, en aucun cas, être inférieure à 990 pour 1.000.

Le nom de la variété de la pomme de terre peut être accompagné de l'un des qualificatifs suivants, à l'exclusion de tous autres:

Sélectionnée, lorsque le plant est accompagné d'un certificat de contrôle établi par un organisme de contrôle sur pied des cultures productrices, agréé par le Ministre de l'agriculture.

Sélectionnée originale, s'il s'agit, en outre, d'une variété créée par le vendeur et de plant obtenu par lui ou sous son contrôle;

- 4) L'indication de calibrage ou de l'absence de calibrage.

Le calibrage doit être exprimé par les poids minimum et maximum des tubercules livrés ainsi que par leur poids moyen, étant entendu que poids minimum et poids maximum ne devront pas différer du poids moyen de plus de 20 % pour les tubercules ronds, de plus de 30 % pour les tubercules longs, ces tolérances étant toutefois portées à 25 % et 35 % lorsque le poids moyen des tubercules est inférieur à 65 grammes.

Aux termes du présent décret, on entend par tubercules ronds des tubercules dont le diamètre maximum est au moins égal aux trois quarts de leur longueur, c'est-à-dire à la distance comprise entre l'ombilic et le sommet de la couronne.

Par tubercules longs, les tubercules dont le diamètre maximum est inférieur aux trois quarts de leur longueur;

- 5) La provenance du plant; la provenance est indiquée par le nom du département dans lequel le plant a été récolté ou, s'il s'agit de plant importé, par le nom du pays et la région dudit pays où il a été récolté.

Les inscriptions prévues ci-dessus doivent être reproduites dans le contrat de vente, dans le double de commission, dans la confirmation de commande s'il en est délivré à l'acheteur au moment de la vente, ainsi que dans la facture qui devra être remise obligatoirement à l'acheteur; ces inscriptions devront concorder avec celles qui figurent sur l'étiquette.

Art. 2. — Sans préjudice des dispositions de la loi du 1^{er} août 1905 applicable à tout vendeur de marchandises, il est interdit à tout commerçant de vendre en Algérie, comme plant de pommes de terre, des tubercules impropres à la semence.

Sont considérés comme impropres à la semence:

1) Les tubercules atteints de gale verruqueuse et de tout autre parasite ou de maladie faisant l'objet d'une réglementation officielle particulière;

2) Les tubercules atteints de pourriture sèche ou de pourriture humide ou de phytophthora ou de meurtrissures graves dans une proportion supérieure à:

3 % s'il s'agit de tubercules d'un poids moyen supérieur à 100 grammes;

4 % s'il s'agit de tubercules d'un poids moyen compris entre 65 et 100 grammes;

5 % s'il s'agit de tubercules d'un poids moyen inférieur à 65 grammes.

Art. 3. — Il est interdit d'employer pour désigner une variété de pomme de terre de semence une dénomination autre que celle sous laquelle la variété est inscrite au catalogue des espèces et variétés, dont la publication, prévue à l'article 1^{er} du décret du 16 novembre 1932, (1) sera faite au *Journal Officiel* de la République française.

En conséquence, les variétés nouvelles importées ou non ne peuvent être vendues comme pommes de terre de semence qu'après inscription au catalogue des espèces et variétés.

Art. 4. — L'emploi de toute indication ou signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature, la provenance, la pureté, la faculté germinative ou l'état sanitaire d'une semence de pomme de terre est interdit en toute circonstance et sous quelque forme que ce soit, notamment:

1) Sur les récipients et emballages;

2) Sur les étiquettes;

3) Sur les papiers de commerce, enseignes, affiches, tableaux-réclames, annonces ou de tout autre moyen de publicité.

Toute personne qui fait le commerce des semences de pommes de terre est tenue d'adresser au Ministre de l'agriculture (service de la répression des fraudes), avant toute publicité, un double exemplaire de ses catalogues, prospectus et prix courants concernant la vente desdites semences.

Elle pourra être obligée de fournir toutes justifications utiles aux agents dûment qualifiés pour établir la sincérité de ses déclarations.

Art. 5. — Les dispositions du décret du 4 août 1920, complétées par celles des décrets des 21 avril 1921 et 17 février 1925, sont appli-

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXII^{ème} Année, 1932, p. 483.

cables pour la recherche et la constatation des fraudes et falsifications dans le commerce des semences de pommes de terre et des infractions aux dispositions du présent décret.

Le service administratif de la préfecture qui a reçu les échantillons prélevés, à l'exception de celui que l'intéressé a pu conserver en dépôt, les transmet à la station d'essai de semences désignée à cet effet par le gouverneur général de l'Algérie, où des semences sont prises pour leur conservation. Conformément aux dispositions prévues par le dernier paragraphe de l'article 16 du décret du 4 août 1920, complété par les décrets des 21 avril 1921 et 17 février 1925, les volants sont préalablement détachés des talons et annexés au procès-verbal. La station d'essai de semences examine l'un des échantillons et effectue, en ce qui le concerne, tous les essais qui lui paraissent nécessaires, avant de dresser un rapport où sont consignés les résultats desdits essais. Ce rapport est adressé au préfet du département intéressé suivant la procédure ordinaire.

Art. 6. — Lorsque le rapport conclut à une présomption de fraude, le préfet en saisit le procureur de la République en lui transmettant le procès-verbal auquel sont annexés les volants des étiquettes, et l'informe que les échantillons réservés aux fins d'expertise sont conservés par la station d'essais de semences. Ces échantillons sont mis à la disposition des experts au cas où l'expertise contradictoire est demandée, et ceux-ci, après avoir pris connaissance du rapport de la station d'essais de semences et en avoir discuté les conclusions, peuvent déposer leur propre rapport sans être tenus de procéder eux-mêmes à de nouveaux essais sur les échantillons ainsi mis à leur disposition.

Art. 7. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux associations, syndicats et coopératives agricoles pour leurs ventes de pommes de terre de semence soit à des agriculteurs, soit à des associations, syndicats et sociétés coopératives agricoles.

Art. 8. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux semences de pommes de terre en provenance des pays étrangers importées en Algérie sous le régime des autorisations ministérielles. Toutefois, les envois qui ne rempliraient pas les conditions prescrites par le présent décret seront refoulés ou détruits au gré des intéressés et à leurs frais par les soins du service des douanes.

Art. 9. — Le Ministre de l'intérieur, le garde des sceaux, Ministre de la justice, le Ministre des finances, le Ministre de l'agriculture et le Ministre du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Suisse (Confédération). — Arr. du Conseil fédéral relatif à l'utilisation des pommes de terre récoltées en Suisse en 1936 et à l'approvisionnement du pays en pommes de terre. — 1^{er} septembre 1936. — R. L. F., n. 31 (2 septembre 1936).

Vu l'article 24 de la loi sur l'alcool du 21 juin 1932 (1).

Art. 1^{er}. — Pour permettre l'utilisation de la récolte indigène de pommes de terre sans distillation, la régie des alcools, d'entente avec les associations de distillerie, les syndicats et coopératives de producteurs et de consommateurs et avec le négoce, organise l'achat des pommes de terre indigènes et leur transport des régions de production vers les centres de consommation.

Art. 2. — La régie des alcools alloue des subsides pour le transport des pommes de terre indigènes aux conditions fixées par elle.

Art. 3-7. —

Art. 8. — Le présent arrêté entre en vigueur le 10 septembre 1936. Le département des finances et des douanes est chargé de son exécution.

Uruguay. — D. établissant des dispositions réglementant le commerce du miel et instituant une Commission consultative d'apiculture. — 23 juillet 1936. — D. O., n. 8983 (4 août 1936).

Art. 1^{er}. — A partir de la date d'entrée en vigueur du présent décret, pourra faire seulement l'objet de commerce sous le nom de « miel d'abeilles » le miel qui est le produit pur des abeilles.

Art. 2. — A cet effet sera considéré comme miel pur, le miel dont les qualités et la composition chimique répondent à celles du miel obtenu directement des ruches du pays, en se basant sur les analyses pratiquées par les Laboratoires de Recherches de la Direction de l'Elevage, les laboratoires d'analyse chimique de la Municipalité de Montevideo ou les Laboratoires d'agronomie et les Instituts technologiques des Facultés d'Agronomie et d'art vétérinaire.

Art. 3. — Tout miel confectionné dans des vases et destiné à la vente devra porter une étiquette imprimée contenant, outre le nom du produit, le nom du producteur ou du vendeur.

Pourra être désigné sous le nom de miel, le miel pur d'abeilles. La qualification de tout autre produit tombant sous la dénomination générique de miel sera faite en faisant suivre ce mot par un autre mot qui indique la nature du produit. Les caractères des deux mots devront avoir les mêmes dimensions.

Art. 4. — Il est créé une Commission composée des délégués de la Société d'Apiculture, de l'Association d'Apiculture, de la Di-

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXII^{ème} Année, 1932, p. 677 et s.

rection de l'Elevage, de la Direction de l'Agronomie et de la Municipalité de Montevideo. Cette Commission est chargée de donner son avis au Ministère de l'Elevage et de l'Agriculture, sur tout ce qui concerne l'encouragement et la défense de l'apiculture et de collaborer à la parfaite exécution du présent décret.

Art. 5. — Les propriétaires des locaux où l'on vend, ou emmagasine, le miel seront tenus de permettre l'entrée aux inspecteurs chargés de cette fonction et aux membres de la Commission. Ils devront permettre également le prélèvement d'échantillons destinés à être analysés.

Allemagne. — Arr. n. 23 de l'association centrale de l'industrie sucrière allemande réglementant le marché du sucre brut. — 20 janvier 1936. — V. R., n. 7 (20 janvier 1936).

Arr. n. 12 de l'association centrale de l'industrie allemande de la bière concernant l'approvisionnement en houblon de la récolte 1935. — 3 mars 1936. — V. R., n. 21 (3 mars 1936).

Arr. n. 63 de l'association centrale de l'industrie horticole et viticole allemande réglementant le marché du vin. — 4 mars 1936. — V. R., n. 24 (10 mars 1936).

Arr. n. 65 de l'association centrale de l'industrie horticole et viticole allemande concernant les tâches, droits et devoirs des offices de vente de district. — 23 mars 1936. — V. R., n. 31 (30 mars 1936).

D. modifiant le d. portant concentration des branches d'activité intéressées au cycle économique de la pomme de terre. — 9 avril 1936. — RGBl., Teil I, n. 40, p. 372 (20 avril 1936).

Arr. n. 72 de l'association centrale de l'industrie horticole et viticole allemande réglementant le commerce des asperges. — 21 avril 1936. — V. R., n. 38 (22 avril 1936).

Not. de l'association centrale de l'industrie horticole et viticole allemande concernant les conditions commerciales établies par ladite association centrale. — 27 mai 1936. — V. R., n. 47 (29 mai 1936).

Arr. n. 79 de l'association centrale de l'industrie horticole et viticole allemande concernant la déclaration des ventes de conserves de légumes et de fruits. — 8 juin 1936. — V. R., n. 50 (9 juin 1936).

Arr. de l'office d'administration concernant la reconnaissance définitive de lupins exempts d'alcaloïdes. — 15 juin 1936. — V. R., n. 53 (19 juin 1936).

Arr. n. 84 de l'association centrale de l'industrie horticole et viticole allemande réglementant le commerce des baies et champignons sauvages. — 19 juin 1936. — V. R., n. 53 (19 juin 1936).

Arr. n. 22 de l'association économique de l'industrie allemande des denrées sucrées concernant la fourniture et l'emploi du glucose et du sucre d'amidon de toute espèce. — 27 juin 1936. — V. R., n. 56 (29 juin 1936).

Arr. n. 17 de l'association centrale de l'industrie allemande de la bière réglementant la vente du houblon de la récolte 1936. — 23 juillet 1936. — V. R., n. 65 (23 juillet 1936).

Arr. n. 18 de l'association centrale de l'industrie allemande de la bière concernant la répartition d'orge de brasserie et du malt d'orge de la récolte 1936 aux brasseries et malteries. — 23 juillet 1936. — V. R., n. 65 (23 juillet 1936).

Arr. de l'office d'administration concernant la vente des marcottes de houblon. — 10 août 1936. — V. R., n. 71 (10 août 1936).

Arr. n. 29 de l'association économique de l'industrie allemande des denrées sucrées concernant la fourniture et l'emploi de sirop d'amidon, de sucre de raisin et de sucre d'amidon de toute espèce. — 11 novembre 1936. — V. R., n. 104 (11 novembre 1936).

Arr. n. 29 de l'association centrale de l'industrie sucrière allemande portant des dispositions visant l'accomplissement des buts de l'industrie sucrière allemande. — 23 décembre 1936. — R. V., n. 117 (23 décembre 1936).

Argentine. — D. n. 77473 portant réglementation relative à la l. n. 12236 établissant le régime de production, industrie et commerce du maté en ce qui concerne le taux de l'impôt variable interne prévu, auquel se rapporte l'alinéa 1), art. 3, de ladite l. (*impôt destiné à des indemnités éventuelles aux producteurs, ainsi qu'à un fonds de propagande*). — 28 février 1936. — B. O., n. 12507 (5 mars 1936).

D. n. 80817 complétant le d. du 30 janvier 1925 concernant l'emballage des marchandises (*tout emballage non spécifié dans ledit d. pourra être employé pour les produits alimentaires, pourvu qu'il soit convenable et autorisé comme tel par la Direction des offices chimiques nationaux*). — 22 avril 1936. — B. O., n. 12547 (25 avril 1936).

Australie (Australie du Sud). — Règl. d'application de la l. de 1934 concernant les fruits secs (*emballages*). — 30 janvier 1936. — S. A. G. G., n. 8 (30 janvier 1936).

Australie (Queensland). — Arr. en Conseil prorogeant pour une période de 5 ans, à partir du 1^{er} janvier 1935, la validité des dispositions des lois de 1923 à 1930 concernant l'organisation du commerce des fruits. — 13 février 1936. — Q. G. G., n. 43 (15 février 1936).

Règl. modifiant le règl. de 1928 concernant le classement et l'emballage des fruits et légumes (*marquage des sacs de pommes de terre*). — 27 février 1936. — Q. G. G., n. 50 (29 février 1936).

Procl. étendant au sucre fabriqué pendant les années 1936 et 1937, l'application des dispositions de la l. de 1915 concernant l'achat du sucre. — 19 mars 1936. — Q. G. G. n. 77 (19 mars 1936).

Procl. réglementant l'achat par le Gouvernement du sucre de la production de 1936 et 1937. — 19 mars 1936. — Q. G. G., n. 78 (19 mars 1936).

Règl. d'application des l. de 1923 à 1934 concernant l'organisation du commerce des fruits. — 9 avril 1936. — Q. G. G., n. 102 (14 avril 1936).

Règl. concernant les boissons alcooliques. — 29 octobre 1936 — Q. G. G. n. 99 (29 octobre 1936).

Brésil. — L. n. 178 réglementant les transactions concernant l'achat et la vente de canne à sucre entre les cultivateurs et les usiniers (*oblige les usiniers de sucre et distillateurs d'alcool à acheter, aux cultivateurs-fournisseurs, une quantité de canne à sucre égale à la moyenne achetée durant une période de cinq années*). — 9 janvier 1936. — D. O., n. 11 (14 janvier 1936).

Bulgarie. — U. n. 59 approuvant le règl. concernant le fonctionnement du bureau pour le contingentement et le contrôle du sucre auprès du Ministère de l'agriculture et des domaines. — 29 décembre 1935. — D. V., n. 8 (14 janvier 1936)

Règl. portant réglementation des marchés de fruits et des légumes frais (*édicte en vertu de l'art. 31 du d.-l. sur les marchés*). — 23 mai 1936. — D. V., n. 118 (30 mai 1936).

Règl. concernant l'utilisation des machines appartenant à l'Etat pour le triage et le nettoyage des haricots. — 7 août 1936. — D. V., n. 185 (18 août 1936).

Canada (Saskatchewan). — L. modifiant la l. de 1934 concernant le commerce des produits naturels. — 21 février 1935. — S. P. S., 25 Geo. V, ch. 90 (1934-35).

Chili. — D. n. 611 approuvant le règl. relatif au Livre I de la l. n. 5231 fixant le texte définitif de la l. concernant les alcools et boissons alcooliques (*Dispositions générales; contrôle et impôt concernant les alcools, liqueurs et eaux-de-vie, vins et cidres, bières. Conditions et définitions relatives à ces diverses boissons. Importation et exportation*). — 31 janvier 1936. — D. O., n. 17406 (29 février 1936).

Colombie. — Rés. n. 91-A concernant les analyses de café (*celles prescrites par les autorités devront avoir lieu dans les laboratoires de la « Federación nacional de cafeteros »*). — 5 août 1935. — D. O., n. 23078 (8 janvier 1936).

Espagne. — D. portant application de l'autorisation concédée par l'article unique § D, alinéa c, de la l. du 4 juin 1935 portant emploi exclusif des alcools de vin, pour tous les usages. — 24 janvier 1936. — G. M., n. 25 (25 janvier 1936).

D. édictant des règl. relatives aux alcools de vin destinés à tous les usages. — 20 mars 1936. — G. M., n. 87 (27 mars 1936).

Estonie. — O. concernant la fabrication et la classification commerciale des boissons et des moûts de boisson préparés avec les produits agricoles. — R. T., n. 94 (1936).

Etats-Unis d'Amérique (Confédération). — Rés. solidaire modifiant et étendant la portée de la l. du 9 mai 1934 tendant à comprendre les betteraves à sucre et la canne à sucre parmi les produits agricoles fondamentaux, en vertu de la l. sur le rétablissement de l'agriculture et visant d'autres buts. — 19 juin 1936. — P. R., n. 109, 74th Congress, S. J. Res. 278 (1936).

L. modifiant la l. du 10 juin 1930 concernant les denrées agricoles périssables dans sa forme modifiée. — 19 juin 1936. — P., n. 702, 74th Congress, H. R. 8759 (1936).

L. visant l'application des dispositions concernant les boissons alcooliques (21^{ème} amendement de la Constitution). — 25 juin 1936. — P., n. 807-74th Congress, H. R. 8368 (1936).

Etats-Unis d'Amérique (*Iles Philippines*). — Arr. n. 14 instituant un Département pour le sucre de production indigène. — 21 janvier 1936. — O. G., n. 18 (11 février 1936).

Finlande. — L. n. 381 modifiant la l. concernant les boissons alcooliques. — 4 décembre 1936. — F. F., n. 381-382 (10 décembre 1936).

Arr. complétant la liste des denrées, objets et marchandises de première nécessité. — J. O., n. 277 (26 novembre 1936).

D. relatif au contingentement des alcools de betteraves payés au prix de parité du sucre. — 10 février 1936. — J. O., n. 37 (13 février 1936).

France. — D. relatif à la revision des contrats d'achats de betteraves et au contingentement de la production du sucre. — 12 mars 1936. — J. O., n. 62 (13 mars 1936).

D. relatif à l'échelonnement des enlèvements des vins de la propriété. — 30 avril 1936. — J. O., n. 104 (2 mai 1936).

D. relatif à la limitation de la récolte et de la vente de la chicorée à café. — 8 mai 1936. — J. O., n. 112 (11 et 12 mai 1936).

D. relatifs à la définition d'appellations contrôlées (*vins*). — 15 mai 1936. — J. O., n. 117 (17 mai 1936).

D. relatif à la définition d'appellations contrôlés (*vins*). — 29 mai 1936. — J. O., n. 128 (31 mai 1936).

D. relatifs à la définition d'appellation contrôlée (*vins*). — 31 mai 1936. — J. O., n. 131 (5 juin 1936).

D. relatif à l'échelonnement des enlèvements des vins de la propriété. — 12 juin 1936. — J. O., n. 138 (13 juin 1936).

D. relatif à la définition d'appellations contrôlées « Champagne ». — 29 juin 1936. — J. O., n. 156 (4 juillet 1936).

Arr. concernant les livraisons à l'Etat d'alcools de pommes et de poires et d'alcools de cidres et de poirés. — 10 août 1936. — J. O., n. 187 (10 et 11 août 1936). p. Rectificatif v. J. O., n. 189 (13 août 1936).

L. tendant à compléter le d. l. du 28 septembre 1935 sur la vente des raisins et du vin récoltés dans la Champagne délimitée. — 26 août 1936. — J. O., n. 210 (7 et 8 septembre 1936).

D. relatif à l'échelonnement des enlèvements des vins de la propriété. — 27 août 1936. — J. O., n. 202 (29 août 1936).

D. relatif à l'échelonnement des enlèvements de vin de la propriété. — 25 septembre 1936. — J. O., n. 226 (26 septembre 1936).

D. fixant les quantités de vin de la récolte de 1936 que les viticulteurs sont autorisés à faire sortir de leurs chais. — 6 octobre 1936. — J. O., n. 235 (7 octobre 1936).

D. relatif à l'usage des appellations d'origine contrôlées pour les vins des années 1936 et 1937. — 1^{er} novembre 1936. — J. O., n. 259 (4 novembre 1936).

Arr. complétant la liste des denrées, objets et marchandises de première nécessité. — 6 novembre 1936. — J. O., n. 263 (8 novembre 1936).

Arr. complétant la liste des denrées, objets et marchandises de première nécessité. — 12 novembre 1936. — J. O., n. 267 (14 novembre 1936).

D. relatifs à la définition d'appellations contrôlées en matière viticole. — 14 novembre 1936. — J. O., n. 268 (15 novembre 1936).

D. portant codification des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'assainissement du marché du vin. — 1^{er} décembre 1936. — J. O., n. 301 (24 décembre 1936).

D. relatifs à la définition d'appellations contrôlées. — 8 décembre 1936. — J. O., n. 290 (11 décembre 1936).

France (Algérie). — D. relatif à la standardisation des produits algériens. — 23 décembre 1936. — J. O., n. 302 (25 décembre 1936).

France (Indochine). — Arr. abrogeant et remplaçant par de nouvelles dispositions l'arr. du 31 mai 1934 fixant les modalités d'application en Indochine du d. du 9 décembre 1933 sur la viticulture et le commerce des vins. — 20 mars 1936. — J. O. I. F., n. 25 (25 mars 1936).

France (Maroc). — Arr. viziriel portant réglementation du marché intérieur des vins ordinaires. — 28 janvier 1936. — B. O., n. 1214 (31 janvier 1936).

Arr. viziriel tendant à réaliser l'assainissement du marché du vin. — 24 juin 1936. — B. O., n. 1236 (3 juillet 1936).

Arr. du directeur des affaires économiques relatif à l'application de l'arr. viziriel du 24 juin 1936 tendant à réaliser l'assainissement du marché des vins. — 3 juillet 1936. — B. O., n. 1239 (24 juillet 1936).

Arr. viziriel portant modification à l'arr. viziriel du 24 juin 1936 tendant à réaliser l'assainissement du marché des vins. — 17 octobre 1936. — B. O., n. 1252 (23 octobre 1936).

Arr. viziriel portant dérogation, en ce qui concerne les vins de la récolte 1936, à certaines dispositions de l'arr. viziriel du 7 août 1934 portant réglementation de la vinification, de la détention, de la circulation et du commerce des vins. — 31 octobre 1936. — B. O., n. 1254 (6 novembre 1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord. — Règl. concernant le classement et le marquage des prunes. — 15 juin 1936. — S. R. & O., n. 650 (1936).

Règl. concernant le marquage et le classement des sirops de fruits. — 13 juillet 1936. — S. R. & O., n. 745 (1936).

Règl. concernant le classement et le marquage des légumes en conserve. — 14 juillet 1936. — S. R. & O., n. 768 (1936).

Règl. modifiant le règl. de 1932 concernant le commerce des produits agricoles (*Comité d'étude*). — 2 septembre 1936. — S. R. & O., n. 873 (1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord (Ecosse). — Arr. concernant le plan réglementant le commerce des framboises (*approbation*). — 3 avril 1936. — S. R. & O., n. 315/S. 11 (1936).

Kénia. — Règl. concernant le classement des haricots. — 4 janvier 1936. — Suppl. No. 2 to the O. G., n. 2 (14 janvier 1936).

Règl. concernant l'inspection des pommes de terre cultivées par les indigènes. — 18 janvier 1936. — Suppl. No. 3 to the O. G., n. 3 (21 janvier 1936).

Not. gouvernementale n. 400. Règl. concernant le commerce du maïs, des légumes, du sésame (*sesamum indicum*) et des pommes de terre produits par les indigènes. — 26 juin 1936. — Suppl. No. 28 to the O. G., n. 26, (7 juillet 1936).

Not. gouvernementale n. 502. Règl. concernant l'amélioration et l'inspection des produits des indigènes. — 7 août 1936. — Suppl. No. 35 to the O. G., n. 32 (18 août 1936).

Grèce. — D. l. n. 5 modifiant et complétant la l. 6028 concernant la modification et la codification des l. sur le Comptoir autonome du raisin sec. — 15 août 1936. — J. O., n. 350 (17 août 1936).

D. l. modifiant la l. de 1933 qui confirmait le d. l. du 22 juillet 1933 concernant l'institution d'un Bureau pour la protection des figues grecques, etc. — 3 septembre 1936. — J. O., n. 387 (3 septembre 1936).

D. l. modifiant le d. l. n. 58 de 1936 et la l. 5926 sur le Bureau de la protection des figues grecques. — 28 novembre 1936. — J. O., n. 526 (28 novembre 1936).

Guatémala. — Arr. modifiant sur divers points le règl. de comptabilité et contrôle pour l'Office central du café (*commerce du café pour le compte des producteurs; propagande, frais de propagande, etc.*). — 25 janvier 1936. — D. C. A., Tome XV, n. 78, (5 février 1936).

D. n. 1787 modifiant l'art. 212 de la l. concernant les alcools, ainsi que les boissons alcooliques ou fermentées (*confiscations en cas de contrebande ou fraude*). — 15 février 1936. — D. C. A., Tome XV, n. 89 (18 février 1936).

D. n. 1808 modifiant l'art. 126 de la l. promulguée par le d. n. 1602, concernant les alcools et boissons alcooliques et fermentées (*quantités minima d'eaux-de-vie et de liqueurs pouvant être demandées aux dépôts*). — 4 mai 1936. — D. C. A., Tome XVI, n. 54 (7 mai 1936).

Inde. — L. n. XVII modifiant la l. n. XXIV de 1933 visant le contrôle du thé. — 27 octobre 1936. — G. I., n. 45, Part IV (7 novembre 1936).

Inde (Madras). — L. n. IX modifiant, dans certains buts, la l. n. XX de 1933 concernant la vente de certains produits agricoles. — 30 mars 1936. — F. S. G. G., n. 11 (21 avril 1936).

Italie. — D.-l. royal n. 278 réglementant la production et l'utilisation de l'essence de bergamote. — 3 février 1936. — G. U., n. 53 (4 mars 1936).

D. du Chef du Gouvernement n. 258 concernant un Accord économique réglementant le commerce en gros du sucre. — 14 février 1936. — G. U., n. 49 (28 février 1936).

D. du Chef du Gouvernement n. 259 concernant un Accord économique réglementant le commerce en détail du sucre. — 14 février 1936. — G. U., n. 49 (28 février 1936).

L. n. 899 portant conversion en l., avec modifications, du d.-l. royal du 2 décembre 1935, n. 2085, instituant un monopole d'Etat pour les bananes. — 6 avril 1936. — G. U., n. 123 (28 mai 1936).

D. l. royal n. 1591 réglementant la production et le commerce des essences d'agrumes. — 20 avril 1936. — G. U., n. 203 (2 septembre 1936).

D. royal n. 1508 portant un régl. d'administration et de comptabilité pour l'Exploitation du Monopole Royal des bananes. — 18 juin 1936. — G. U., n. 189 (17 août 1936).

D. ministériel déterminant les quantités maxima de sucre de mélasses que les fabriques de sucre indigènes pourront fabriquer et mettre en vente pendant la campagne 1936-37. — 31 août 1936. — G. U., n. 225 (28 septembre 1936).

D. ministériel portant des dispositions réglementant la production et le commerce des essences d'agrumes. — 5 octobre 1936. — G. U., n. 239 (14 octobre 1936).

Japon. — Arr. n. 6 du Ministère de l'agriculture et des forêts portant le régl. concernant le contrôle de la manufacture du thé. — 12 juin 1936. — K., n. 2832 (12 juin 1936).

Mexique. — Arr. créant une Commission chargée d'étudier la réfrigération des fruits et légumes pour le ravitaillement du District fédéral, ainsi que l'organisation des producteurs et vendeurs desdites marchandises. — 17 mars 1936. — D. O., Tome XCV, n. 31 (6 avril 1936).

C. n. 514-8-183 réglementant le maniement de l'alcool par les magasins généraux de dépôt. — 20 août 1936. — D. O., Tome XCVII, n. 49 (26 août 1936).

Régl. concernant l'enregistrement des boissons et comestibles, vendus en récipients ou paquets fermés, etc. — 21 août 1936. — D. O., Tome XCVII, n. 53 (31 août 1936).

Norvège. — Rés. royale portant des prescriptions concernant les sirops (*de baies et de fruits*) et leurs succédanés, etc. — 27 mars 1936. — N. L., n. 13, p. 360 (2 avril 1936).

Pays-Bas. — Six d. se rapportant à la l. de 1935 concernant les marchandises. (*Dispositions principales relatives au contrôle de la composition, etc. des aliments et boissons: modalités du contrôle. Echantillons. Publication des arrêtés des communes. Services de contrôle communaux et provinciaux, etc.*). — 22 février, 2 et 3 mars, 15 avril 1936. — Stbl., n. 841, 842, 844, 846, 850 et 881 (6 mars, 17 mars, 11 mars, 28 avril 1936).

D. visant l'application, au café, de l'art. 11 de la l. de crise agricole, dite de 1933 (*prévoit comme condition, pour la mise dans le commerce du café importé, le paiement de certaines sommes, etc.*). — 6 avril 1936. — Stbl., n. 750 (14 avril 1936).

Indes Néerlandaises. — Arr. fixant (à 1.400.000 tonnes, en relation avec l'art. 13 de la réglementation pour 1937-39) la production annuelle du sucre pour la récolte 1937. (*t. a. Arr. concernant la production annuelle du sucre en 1937*). — 30 janvier 1936. — Stbl. N. I., n. 44 (30 janvier 1936).

O. modifiant et complétant l'o. de crise concernant le thé — Stbl. 1933 n. 203 — (*concerne la définition des entreprises de thé, le permis pour la sortie du thé hors des entreprises et la somme payable à cet effet*).

calculée selon un montant unitaire par 100 kg. de thé sec sortis dans la campagne précédente; la prorogation des mesures concernant les pénalités, etc.). — 22 février 1936. — Stbl. N. I., n. 73 (25 février 1936).

O. modifiant et complétant l'o. de crise concernant le café et le cacao — 1933 Stbl. n. 205 — sous sa forme déjà modifiée par l'o. du 10 octobre 1935 (concerne la faculté accordée au Gouverneur général de réduire dans certains cas le montant unitaire par 100 kg. sortis des entreprises dans la campagne précédente, montant payable pour l'obtention du permis de sortie, etc.). — 22 février 1936. — Stbl. N. I., n. 75 (25 février 1936).

D. du Gouverneur Général mettant en vigueur, à partir du 1^{er} septembre 1936, les pénalités prévues aux articles 12 et 13 de l'o. concernant le thé durant la crise (Stbl. 1933, n. 203), en ce qui a trait aux transports non autorisés, hors des exploitations, de thé et de thé en feuilles, en relation avec l'art. 1, I, de l'o. du 22 février 1936. — 28 août 1936. — Stbl. N. I., n. 466 (1936).

D. du Gouverneur Général mettant en vigueur, à partir du 1^{er} septembre 1936, les pénalités prévues aux art. 12 et 13 de l'o. concernant le café et le cacao durant la crise (Stbl. 1933, n. 205), en ce qui a trait aux transports non autorisés, hors des établissements, de café et cacao en grains, et spécialement au café sortant des entreprises visées à l'art. 3 de l'o. du 22 février 1936. — 28 août 1936. — Stbl. N. I., n. 467 (31 août 1936).

Pérou. — Rés. modifiant les trois premiers articles du d. du 13 janvier 1931 concernant les amendes applicables en cas d'infractions aux dispositions relatives à la composition des boissons alcooliques. — 1^{er} août 1936. — E. P., III^{ème} trimestre, n. 171 (7 août 1936).

Portugal. — Arr. n. 8276 fixant les caractéristiques de différents vins régionaux destinés à l'exportation. — 14 novembre 1935. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 264 (14 novembre 1935).

D. n. 26363 permettant l'entrée des vins courants dans la région délimitée des vins verts et leur vente au détail dans la même région. — 19 février 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 41 (19 février 1936).

D. n. 26765 réglementant les conditions auxquelles doivent satisfaire les fruits vendus dans les marchés, ainsi que leur conditionnement et les récipients à employer. — 9 juillet 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 159 (9 juillet 1936).

D. l. n. 26773 autorisant jusqu'au 31 décembre 1936 une tolérance de 0,3 d'acidité volatile, exprimée en acide acétique, dans la vente des vins de consommation interne. — 10 juillet 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 160 (10 juillet 1936).

D. l. n. 26899 réglementant la quantité de vin de Porto pouvant être exportée, vendue ou cédée par voie d'échange ou d'emprunt, dans une même année civile, par un commerçant. — 19 août 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 194 (19 août 1936).

D. l. n. 27002 modifiant certaines dispositions réglementant le syndicat des magasiniers de vins. — 12 septembre 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 215 (12 septembre 1936).

Arr. n. 8550 modifiant la date fixée à l'art. 1^{er} du d-l. n. 26078, à partir de laquelle peuvent être vendus les vins de consommation (nouvelle date: 1^{er} décembre). — 13 novembre 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 267 (13 novembre 1935).

D. l. n. 27315 fixant les caractères que doivent posséder jusqu'au 31 décembre 1937 les vins destinés à la consommation intérieure. — 10 décembre 1936. — D. d. G., 1^{re} série, n. 289 (10 décembre 1936).

Roumanie. — D. royal n. 2541 réglementant l'importation et l'emploi de la saccharine et des matières sucrées. — 10 novembre 1936. — M. O., n. 263 (11 novembre 1936).

Suède. — Arr. royal n. 600 prorogeant l'application de l'arr. du 30 juin 1934, n. 392, concernant les achats, pour le compte de l'Etat, de produits agricoles, etc. — 11 décembre 1936. — S. F., n. 600 et 601 (17 décembre 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. du C. C. P. et du C. C. P. C. P. (b) concernant la stipulation des contrats pour les betteraves à sucre de la récolte de 1936. — 17 février 1936. — S. Z. R., n. 13, texte 109 (23 mars 1936).

Arr. n. 77 du S. T. D. portant des mesures en vue de favoriser la circulation des marchandises au détail. — 17 février 1936. — S. Z. R., n. 12, texte 105 (19 mars 1936).

Arr. n. 542 du C. C. P. concernant l'approvisionnement en produits horticoles d'après le plan gouvernemental pour 1936. — 21 mars 1936. — S. Z. R., n. 20, texte 180 (11 mai 1936).

Arr. n. 988 du C. C. P. amendant le système de financement de la circulation des marchandises. — 4 juin 1936. — S. Z. R., n. 31, texte 278 (26 juin 1936).

Arr. n. 1234 du C. C. P. ratifiant les Instr. en vue de la réalisation des nouvelles modalités pour le financement de la circulation des marchandises. — 11 juillet 1936. — S. Z. R., n. 41, texte 354 (16 août 1936).

Arr. n. 1421 du C. C. P. complétant l'arr. du C. C. P. du 4 juin 1936 « amendant le système de financement de la circulation des marchandises ». — 5 août 1936. — S. Z. R., n. 44, texte 380 (29 août 1936).

Uruguay. — D. modifiant, pour l'année 1935, la réglementation concernant le commerce des flegmes de fruits, ainsi que des flegmes de marc ou de lie de vin (*qualités et prix, etc.*). — 18 mars 1935. — D. O., n. 8580 (26 mars 1935).

D. reportant au 30 mai 1937 la date d'entrée en vigueur de la disposition, contenue dans le d. du 3 juin 1936, interdisant la vente, dans des récipients supérieurs à 1 litre, de boissons alcooliques titrant plus de 35° (*sauf les anis, apéritifs, etc.*). — 6 août 1936. — D. O., n. 8989 (11 août 1936).

D. réglementant le commerce et la distillation des flegmes de vin, de mares et de lies. — 26 novembre 1936. — D. O., n. 9085 (2 décembre 1936).

Yougoslavie. — Règl. visant l'application des dispositions concernant le droit de débiter et de vendre des boissons alcooliques, dispositions contenues dans le n. 62 du tarif des taxes relatif à la l. sur les taxes, modifiée par l'alinéa e) § 26 de la l. de finances pour 1936-37 (*en annexe: modèles de licences à délivrer aux débitants et vendeurs, et modèles d'autres documents*). — 24 avril 1936. — S. N., n. 117-XXV (2 mai 1936).

CHAPITRE III.

COMMERCE DES SEMENCES

Argentine. — D. n. 75609 portant réglementation relative aux art. 22 à 27 de la l. n. 12253 (*contrôle de la production et de la vente des semences de céréales et d'oléagineux*). — 25 janvier 1936. — B. O., n. 12480 (31 janvier 1936).

Art. 1^{er}. — Il est constitué un Registre des semences contrôlées des céréales et des oléagineux, sous la dépendance du Ministère de l'Agriculture, dont la mission sera d'exécuter ou de faire exécuter les dispositions s'y référant de la loi n. 12.253, en harmonie avec la présente réglementation.

Art. 2. — Le Registre des semences contrôlées sera tenu par le personnel technique désigné par le Ministère de l'Agriculture, et aura les fonctions suivantes:

a) tenir le Registre des sélectionneurs, des producteurs et des importateurs de semences de céréales et des oléagineux;

b) se charger des inspections des établissements enregistrés;

c) distribuer le matériel d'essai, exercer le contrôle et coordonner les résultats du réseau officiel des essais sur le territoire;

d) publier annuellement le catalogue des variétés approuvées dont la culture est conseillée et organiser la propagande pour leur développement et pour l'élimination des variétés déclarées impropres par le Tribunal de contrôle.

Art. 3. — Il est constitué un Tribunal de contrôle des semences, présidé par un membre de la Commission nationale des grains et des élevateurs, et composé du Chef du Registre officiel des semences contrôlées, du Chef de la Section Phytotechnique, du Chef du Laboratoire expérimental de meunerie et de panification, du Chef de la Division d'analyse et de classification commerciale des semences, du Chef des agronomes régionaux du Ministère de l'Agriculture, de deux représentants des producteurs et deux représentants des sélectionneurs. Ces quatre derniers seront désignés par le Ministère de l'Agriculture qui les choisira parmi les trois candidats proposés par les institutions et les personnes inscrites dans le registre respectif; ils seront renouvelés tous les deux ans et pourront être réélus.

Art. 4. — Les fonctions du Tribunal de contrôle des semences seront:

a) d'examiner les renseignements techniques fournis par le Registre officiel des semences contrôlées, la section phytotechnique,

le laboratoire expérimental de meunerie et panification, les divisions d'analyse et classification commerciale des semences, des agronomes régionaux et de phytopathologie, ainsi que les institutions officielles et les établissements particuliers qui complètent le réseau officiel d'essais territoriaux, sur le comportement et la valeur des variétés existantes et des nouvelles plantes sélectionnées;

b) Proposer au Ministère de l'agriculture, à la suite de l'étude des renseignements susdits: l'élimination du commerce de toute variété existante dont la fixité ne serait pas suffisante; la mise dans le commerce de nouvelles variétés dans le cas où, par leur rendement, qualité et résistance aux maladies, elles constituent une amélioration sur les variétés existantes; la liste des variétés conseillées en établissant périodiquement le tableau de distribution des dites variétés;

c) Résoudre les différends d'ordre technique qui se produiront entre le Registre officiel des semences contrôlées, les services techniques indiqués à l'article 4 alinéa a) et les sélectionneurs, producteurs et importateurs;

d) Accepter ou refuser les inscriptions quand il y a une raison fondée pour cela;

e) Etablir le plan méthodique des essais comparés de rendement, d'adaptation, de résistance aux maladies, de l'époque d'ensemencement etc. qui sera appliqué par le réseau officiel des essais territoriaux complété par la Section phytotechnique et par les institutions officielles et les établissements particuliers qui collaborent au plan. Il appartient au Registre officiel des semences contrôlées de distribuer le matériel nécessaire pour les essais ainsi que d'exercer le contrôle et de coordonner ses résultats.

Art. 5. — Les institutions officielles et privées qui s'adonnent à la production de semences de céréales et d'oléagineux devront s'inscrire dans le Registre officiel des semences contrôlées qui sera établi par le Ministère de l'agriculture.

Art. 6. — En remplissant la demande d'inscription, l'intéressé devra préciser s'il s'agit d'un établissement de sélection (criadero) ou de production de graines (semillero).

Art. 7. — Quand il s'agit d'un importateur de variétés étrangères, l'inscription devra être faite à ce titre et l'importateur devra se conformer aux dispositions établies pour les producteurs dans le présent règlement.

Art. 8. — Si le requérant possède à la fois plusieurs établissements de sélection ou de production de graines, il faudra inscrire séparément chaque établissement dans le Registre officiel des semences contrôlées.

Art. 9. — Aux effets dudit Registre, on entend par « criadero » tout établissement s'adonnant à la multiplication de semences d'origine par « sélection généalogique ».

La direction technique de l'établissement de sélection sera confiée à un ingénieur agronome spécialisé en phytotechnie, ayant un diplôme national ou assimilé, ou bien ladite direction pourra être confiée à toute personne dont la compétence aura été reconnue par le Tribunal de contrôle.

Art. 10. — Aux effets dudit Registre, on entend par «semillero» tout établissement s'adonnant à la production, pour la vente, de semences de variétés approuvées par le Tribunal de contrôle.

La direction technique de l'établissement de production de semences sera confiée à un ingénieur agronome ou à une personne dont la capacité aura été reconnue par le Tribunal.

Art. 11. — Les établissements de production de graines et les établissements de sélection devront tenir les registres à feuilles numérotées prescrits par le Registre officiel.

Art. 12. — Les inscriptions des établissements doivent être renouvelées chaque année aux effets du contrôle et du paiement des droits de douane établis à l'art. 30 du présent règlement.

Art. 13. — Les établissements de sélection devront inscrire séparément chacune des «sélections» qu'ils produisent en vue de la vente en remplissant le formulaire spécial fourni par le Registre.

Art. 14. — Les inscriptions dont il est question à l'article précédent devront être effectuées tous les ans pendant les mois de février et mars pour le blé, l'avoine, le seigle, l'orge et le lin, et pendant les mois de juillet et août pour le maïs, le tournesol et l'alpiste.

Art. 15. — Seuls les établissements de sélection pourront inscrire les «sélections généalogiques» de céréales et d'oléagineux, et la sélection devra être nécessairement faite dans le pays.

Par «sélection généalogique» on doit entendre uniquement le produit obtenu par une sélection méthodique, réalisée par des travaux basés sur des principes de génétique et dont l'origine et le comportement puissent être prouvés par les registres de sélection et d'autres documents de culture.

Art. 16. — Quand on voudra inscrire de nouvelles «sélections», il sera nécessaire de prouver, d'après les registres de l'établissement de sélection, que des améliorations ont été réalisées par rapport aux variétés existantes.

Art. 17. — Les «sélections» approuvées par le Tribunal, conformément à l'article 4, entreront dans la catégorie des variétés commerciales, et le producteur de la variété est autorisé à en commencer la diffusion, à titre provisoire, jusqu'à ce que l'autorisation définitive lui soit délivrée. En cas de refus de l'autorisation définitive par le Tribunal, la variété devra être retirée de la vente.

Art. 18. — Les variétés commerciales provisoirement approuvées seront inscrites à titre définitif dans le catalogue publié annuel-

lement par le Registre officiel quand le Tribunal aura contrôlé définitivement leur valeur agricole et leur zone de diffusion sur la base des résultats de la grande culture.

Art. 19. — En cas d'introduction de variétés étrangères, celles-ci ne pourront être répandues sans avoir été soumises au préalable aux mêmes conditions que les sélections obtenues dans le pays et qui sont visées à l'article 17.

Art. 20. — Les établissements de production de graines devront inscrire la totalité de leurs cultures soumises au contrôle; dans les établissements où le « semillero » constituera seulement une section de l'établissement total, une séparation devra être faite tant de la superficie cultivée sous contrôle que des dépôts de graines récoltées.

La superficie totale cultivée soumise au contrôle ne pourra être inférieure à 50 hectares pour chaque établissement.

Art. 21. — Dans le cas où un membre du Tribunal de contrôle est partie intéressée à toute question soumise à l'examen dudit Tribunal, il aura le droit d'exprimer son avis mais sans droit de vote.

Art. 22. — Les établissements de sélection, les établissements de production de graines et les importateurs inscrits dans le Registre officiel seront soumis, aux effets de la propagande des semences, à la loi n° 11.275 sur l'identification des marchandises.

Art. 23. — Les établissements de production de graines ne pourront multiplier que les semences obtenues de chaque variété sélectionnée par l'établissement de sélection et par l'importateur inscrits dans le Registre officiel.

Seule sera autorisée la vente de semences de première, seconde et troisième multiplication, et dans chaque cas on sera tenu d'indiquer à quelle multiplication appartient la semence mise en vente.

Art. 24. — On entend par « semence originale » celle qui aura été produite et conservée pure par un établissement de sélection inscrit dans le Registre officiel et dont la vente aura été autorisée par le Ministère de l'Agriculture.

Art. 25. — Les établissements de sélection et les établissements de production de graines dont l'inscription a été acceptée seront inspectés aux époques établies par le Tribunal de contrôle.

Art. 26. — L'inspection des sélections réalisées par les établissements de production de graines portera sur les variétés figurant dans la dernière liste approuvée par le Tribunal de contrôle.

Art. 27. — Les semences dont la vente a été autorisée devront être emballées dans des sacs neufs de toile résistante. Chaque sac devra être plombé et accompagné d'une copie du certificat délivré par le Registre Officiel. Aux effets de la délivrance dudit certificat, les établissements de sélection et les établissements de production de graines

devront déposer au siège du « Registre » des échantillons des semences mises en vente.

Les inscriptions imprimées sur les emballages devront être approuvées au préalable par le Registre.

Art. 28. — L'inexécution des dispositions du présent Règlement de la part des établissements ou personnes inscrits dans le Registre officiel les rendra passibles des pénalités établies à l'article 29 de la loi n. 12.253.

Art. 29. — A partir du 1^{er} février 1936 sera ouvert le Registre officiel des semences contrôlées des céréales et des oléagineux, et toute vente de semence qui ne sera pas conforme aux dispositions du présent règlement sera interdite. Aux effets du contrôle, on doit entendre par « semence » les graines de céréales et d'oléagineux destinées à l'ensemencement.

Art. 30 à 32. — *Dispositions pénales.*

Art. 33 à 37. — *Dispositions transitoires.*

Argentine. — D. n. 85193 portant réglementation relative à la l. n. 12297 autorisant l'achat de semences de pommes de terre à l'étranger. — 26 juin 1936. — B. O., n. 12619 (27 juillet 1936).

Art. 1^{er}. — Le Marché National des pommes de terre ouvrira un registre dans lequel seront inscrites les demandes des agriculteurs intéressés à l'achat de semences de pomme de terre, autorisé par la loi n. 12.297, et dans lequel figureront la quantité demandée, le nom et le prénom du requérant et le nombre d'hectares qu'il doit cultiver.

Les demandes seront présentées directement à l'Administration du dit Marché; elles pourront être faites par lettre, et elles devront être accompagnées d'un dépôt de garantie de vingt cinq pesos (\$ 25-m/n), monnaie nationale, par millier de kilos demandés, ou bien à l'Inspecteur de la Section de certification des semences de pommes de terre, détaché à Balcarce, de même qu'aux agronomes régionaux du Ministère de l'Agriculture, détachés dans les zones propres à la production des semences, qui remettront les dites demandes directement au Marché National des pommes de terre, pour qu'elles soient prises en considération.

Art. 2. — Le terme maximum fixé pour la présentation des demandes est le 15 du mois d'août et, pour la réception de la semence de pomme de terre à Buenos Aires, le 31 octobre de l'année courante.

Art. 3. — Le Marché National des pommes de terre, après inspection sanitaire favorable, procédera à la réception des semences qui arrivent dans le pays et à leur expédition et distribution aux

agriculteurs dont les demandes auront été acceptées, en donnant la préférence à ceux qui seront inscrits à la Section chargée de la certification des semences de pommes de terre du Ministère de l'Agriculture et qui sont disposés à se soumettre au règlement établi par le dit Service pour la production de la semence.

Art. 4. — La vente de la semence sera faite au prix coûtant, augmenté des frais encourus pour le triage, la classification, le transport et la livraison à destination de l'intéressé et pourra être effectuée au comptant ou à terme, jusqu'au 31 octobre 1937, sur option de l'intéressé, en ajoutant, dans le dernier cas, l'intérêt courant de la Banque de la Nation argentine, et en garantissant l'opération au moyen d'un gage agricole.

Art. 5. — Les opérations concernant le recouvrement des effets signés, en cas de vente à terme, seront à la charge de la Banque de la Nation Argentine.

Art. 6. — La quantité maximum qui pourra être vendue à terme est fixée à trente mille kilos. Ceux qui désirent acheter au comptant une quantité supérieure pourront inscrire leur demande qui sera satisfaite dès que les demandes de quantités inférieures à la dite auront été couvertes et pourvu que le total des demandes ne dépasse pas le crédit accordé en vertu de la loi n. 12.297.

Art. 7. — Sur la base de la quantité de semence demandée et inscrite sur le Registre du Marché National des pommes de terre, le Ministère de l'Agriculture enjoindra aux Ambassades et Légations ou représentants du pays à l'étranger d'acheter, conformément aux usages commerciaux en vigueur dans les pays de production, les semences de pomme de terre aux cultivateurs recommandés par le Service Technique du Ministère, détaché à cet effet.

Art. 8. — Le personnel technique du Ministère de l'agriculture à l'étranger inspectera les cultures de pommes de terre inscrites dans les Services de certification des semences, en donnant la préférence aux semences produites par les Institutions officielles, et il sera tenu de renseigner les Ambassades, Légations ou représentants accrédités dans les pays respectifs sur les avantages offerts par les variétés dont il recommande l'achat.

Art. 9. — Les représentants diplomatiques ou consulaires à l'étranger utiliseront les services d'inspection les plus appropriés pour garantir le parfait état du produit au moment de l'embarquement, qui devra être effectué sur des bateaux à vapeur pourvus de cales qui assurent le transport dans de parfaites conditions.

Art. 10. — Les Gouvernements Provinciaux, les organismes agricoles, les agriculteurs et les importateurs pourront solliciter, par

l'intermédiaire du Ministère de l'agriculture, l'avis des techniciens délégués à l'étranger pour tout achat de semences qu'ils désirent effectuer directement.

Art. 11-12. —

Lettonie. — L. concernant la réglementation du marché des graines de trèfle, de fléole, des graines fourragères et des pommes de terre d'exportation. — 10 septembre 1935. — V. V., n. 208 (13 septembre 1935).

Art. 1^{er}. — L'Etat prévoit chaque année dans le budget les moyens pour la réglementation du marché des graines de trèfle, de fléole, des graines fourragères et des pommes de terre d'exportation.

Art. 2. — Les droits d'importation et d'exportation des graines de trèfle, de fléole, des graines fourragères et des pommes de terre d'exportation appartiennent seulement à la Société anonyme « L'exportation centrale des graines de Lettonie », dont les statuts sont approuvés par le Cabinet des Ministres.

Remarque. — Dans des cas particuliers, le Ministère de l'agriculture peut autoriser aussi d'autres sociétés, unions et firmes à se livrer à l'importation et à l'exportation des graines mentionnées par le présent article.

Art. 3. — Tous les ans, au début de la saison, le Cabinet des Ministres, sur la proposition du Ministre de l'agriculture, fixe les prix de base qui doivent être payés par la Société anonyme « L'exportation centrale des graines de Lettonie » aux producteurs de graines de trèfle, de fléole, de graines fourragères et de pommes de terre d'exportation. Le Cabinet des Ministres peut faire abaisser ou augmenter les prix du marché des graines, fixés pour la saison, en tenant compte des variations des prix des pays importateurs de graines.

Art. 4. — La Société anonyme « L'exportation centrale des graines de Lettonie », étant chargée par le Ministère de l'agriculture de l'achat et de la vente des graines de trèfle, de fléole, des graines fourragères et des pommes de terre, est tenue de dresser à la fin de la saison, les comptes des opérations faites et de les soumettre au Ministère de l'agriculture. En dressant les comptes, il convient de tenir compte des dépenses faites pour la fourniture, le transport, la conservation et le commerce suivant les dispositions du Ministre de l'agriculture. Si les comptes font apparaître un déficit, ce dernier est couvert par des ressources prévues à l'article 1^{er} par ordonnance du Ministre de l'agriculture.

Art. 5. — En vue de l'application de la présente loi, des instructions seront édictées par le Ministre de l'agriculture.

Est abrogée la loi sur le décompte d'importation. (Recueil des lois: 1929, 241; 1930, 196; 1934, 211).

La présente loi entre en vigueur le 16 septembre 1935.

Suède. — L. n. 54 modifiant les art. 3 et 7 de la l. du 14 juin 1928, n. 289, concernant le commerce des graines de semence. — 20 mars 1936. — S. F., n. 54-55 (21 mars 1936).

Est *abrogé* le dernier alinéa de l'article 3 de la loi du 14 juin 1928 (1) concernant le commerce des graines de semence; l'article 7 de la même loi est *modifié* comme suit: Les graines de trèfle rouge ... plombées par l'Etat.

De même ne peuvent pas être mises en vente les mélanges de graines, quand la proportion des graines de mauvaises herbes est *quatre* fois supérieure à celle qui est tolérée par les prescriptions édictées concernant le plombage d'Etat pour les graines de fléole.

Allemagne. — Troisième disposition d'application de l'arr. du 26 novembre 1934 de la corporation de l'alimentation du Reich concernant la production et le commerce des semences de trèfle et de graminées et des légumineuses fourragères. — 2 janvier 1936. — V. R., n. 2 (6 janvier 1936).

Règl. fondamentales pour la reconnaissance des semences agricoles. — 12 mars 1936. — V. R., n. 25 (14 mars 1936).

Arr. n. 2 de l'office administratif du Chef des paysans du Reich concernant la production et la vente des semences de trèfle de graminées et des légumineuses fourragères. — 6 avril 1936. — V. R., n. 35 (8 avril 1936).

Règl. fondamentales pour la reconnaissance des semences de plantes officinales et aromatiques. — 12 mai 1936. — V. R., n. 44 (14 mai 1936).

Premières dispositions d'application de l'arr. réglementant la production et la vente des semences de trèfle et de graminées et des légumineuses fourragères. — 11 juillet 1936. — V. R., n. 61 (15 juillet 1936).

Premières dispositions d'application de l'arr. réglementant la production et le commerce des semences de raves fourragères. — 11 juillet 1936. — V. R., n. 61 (15 juillet 1936).

Arr. du Chef des Paysans du Reich, office d'administration, concernant la création de stations de multiplication (*de céréales de semence*) avec vente de leurs propres produits. — 7 août 1936. — V. R., n. 70 (7 août 1936).

Arr. de l'office d'administration concernant la procédure d'admission (*dans le commerce*) de semences de qualité marchande à l'exception des pommes de terre. — 20 août 1936. — V. R., n. 76 (20 août 1936).

Arr. de l'office d'administration concernant la vente des semences destinées au commerce de betteraves fourragères de production indigène (*offre obligatoire à l'office des semences*). — 22 août 1936. — V. R., n. 78 (25 août 1936).

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XVIIIème Année, 1928, p. 112.

Arr. de l'office d'administration portant des régl. fondamentales pour l'admission de variétés (de plantes) dans le commerce. — 12 novembre 1936. — V. R., n. 109 (24 novembre 1936).

L. portant des dispositions visant à garantir les crédits résultant de l'approvisionnement en semences et en engrais. — 19 novembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 107, p. 939 (21 novembre 1936).

(Cette l. est identique au texte de la l. du 15 novembre 1934 sur le même sujet publiée dans l'Annuaire International de Législation agricole XXIV^{ème} Année, 1934, p. 670. Elle applique les mêmes dispositions aux récoltes de 1937, 1938 et 1939).

Argentine. — D. n. 76148 complétant l'art. 29 du d. n. 75609 du 25 janvier 1936 instituant le registre officiel des semences contrôlées de céréales et oléagineux (le registre s'ouvre le 1^{er} février 1936; à partir du 1^{er} janvier 1937, la vente de toute semence non réglementaire sera interdite). — 4 février 1936. — B. O., n. 12552 (2 mai 1936).

D. n. 76436 modifiant l'art. 10 du d. réglementant la l. n. 11281 concernant le contrôle de l'emploi effectif des semences importées (ledit contrôle ne sera fait par l'agronome régional que lorsque les lots vendus par les maisons d'importation sont supérieurs à 100 kg; pour les lots inférieurs, la justification aura lieu à l'aide de simples documents). — 11 février 1936. — B. O., n. 12554 (5 mai 1936).

D. n. 77114 autorisant le Ministère de l'agriculture à acheter jusqu'à 40.000 tonnes de semences de blé et jusqu'à 25.000 tonnes de semences de lin, et désignant une commission chargée de vendre les dites semences aux agriculteurs. — 22 février 1936. — B. O., n. 12563 (15 mai 1936).

D. n. 82526 établissant les conditions que devront remplir les personnes, entreprises, ou institutions, désireuses de produire, pour la vente, des semences d'« herbe du Soudan » ou « Soudan grass » et de sorgho sucré. — 15 mai 1936. — B. O., n. 12619 (27 juillet 1936).

L. n. 12297 autorisant le Gouvernement à dépenser jusqu'à 1.500.000 pesos pour l'achat à l'étranger de semence de pommes de terre. — 24 juin 1936. — B. O., n. 12602 (6 juillet 1936).

D. n. 91422 fixant à 20 pesos par quintal le prix de la semence sélectionnée de riz produite par les établissements dépendant du Ministère de l'agriculture. — 1^{er} octobre 1936. — B. O., n. 12706 (9 novembre 1936).

Autriche (Confédération). — O. n. 403 modifiant l'o. n. 412-II de 1934 publiant les normes pour l'Institut fédéral pour la culture des plantes et pour l'examen des semences en ce qui concerne la pureté et la faculté germinative des semences. — BGbl., 96. Stück (1^{er} décembre 1936).

Bulgarie. — U. n. 2 approuvant le régl. concernant le service de contrôle des semences en Bulgarie. — 11 janvier 1936. — D. V., n. 34 (14 février 1936).

D. l. concernant le commerce des graines de tournesol. — 14 juillet 1936. — D. V., n. 159 (18 juillet 1936).

D. l. étendant aux sinistrés de 1936 les dispositions du d. l. de 1935 concernant la distribution de froment, seigle, méteil et maïs pour

semence et pour nourriture et de fourrage pour le bétail, en faveur de la population agricole nécessiteuse, ayant souffert de la sécheresse et d'autres calamités naturelles en 1935. — 14 juillet 1936. — D. V., n. 161 (21 juillet 1936).

Règl. concernant l'utilisation des machines pour le nettoyage des semences appartenant à l'État. — 7 août 1936. — D. V., n. 185 (18 août 1936).

D. l. amendant le d. l. concernant le commerce des graines de tournesol (« D. V. », n. 159 du 18 juillet 1936). — 13 août 1936. — D. V., n. 183 (15 août 1936).

France. — C. relative au commerce des semences de blé, des plants de pomme de terre et des semences d'avoine. — 28 janvier 1936. — J. O., n. 25 (30 janvier 1936).

D. modifiant la composition du comité de contrôle des semences. — 9 avril 1936. — J. O., n. 89 (13, 14 et 15 avril 1936).

France (Maroc). — Arr. viziriel modifiant l'arr. viziriel du 25 septembre 1935 portant réglementation de l'importation et du commerce des semences de pommes de terre. — 27 mai 1936. — B. O., n. 1236 (3 juillet 1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord (Ecosse). — Règl. concernant les semences (*modification*) (*pommes de terre de semences*). — 10 janvier 1936. — S. R. & O., n. 17/S. 2 (1936).

Irlande (Etat-Libre d'). — L. concernant les semences agricoles (*l. visant une nouvelle et meilleure réglementation de la production, de l'importation, du nettoyage et de la vente des semences agricoles et modifiant, en vue d'atteindre ce but et d'autres, la législation concernant les semences agricoles*). — 3 avril 1936. — Act, n. 14 (1936).

Arr. concernant les semences agricoles (*indication des espèces tombant sous cette désignation: herbe et trèfle de toutes espèces, blé, avoine, orge, seigle, légumes*). — 7 avril 1936. — S. R. & O., n. 121 (1936).

Italie. — D. ministériel portant des dispositions concernant le régime du blé de semence sélectionné. — 28 juillet 1936. — G. U., n. 176 (31 juillet 1936).

D. ministériel réglementant l'importation temporaire de l'étranger de variétés de pommes de terre destinées exclusivement à l'ensemencement. — 29 juillet 1936. — G. U., n. 176 (31 juillet 1936).

Roumanie. — Arr. n. 11729 portant des dispositions concernant l'approvisionnement avec des semences de printemps. — 21 janvier 1936. — M. O., n. 23 (29 janvier 1936).

Arr. n. 12923 concernant la distribution des semences de printemps. — 22 janvier 1936. — M. O., n. 23 (29 janvier 1936).

Arr. n. 168 du Conseil des ministres concernant la distribution du blé de semence. — 8 février 1936. — M. O., n. 43 (21 février 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. du C. C. P. et du C. C. P. C. P. (b) portant des mesures en vue de l'augmentation du rendement, de la stipulation des contrats et des livraisons de graines de trèfle en 1936. — 31 mars 1936. — S. Z. R., n. 17, texte 147 (15 avril 1936).

Uruguay. — D. publiant des dispositions spéciales pour la fourniture urgente de semences aux agriculteurs. (*Réduit les prix de vente à observer par les services officiels; met à la charge de l'Etat les frais de transport; accorde des facilités pour l'échange de semences acquises antérieurement; etc.*). — 20 août 1936. — D. O., n. 9009 (4 septembre 1936). P. rectificatif v. D. O., n. 9012 (8 septembre 1936).

L. portant des dispositions pour l'achat et la distribution de pommes de terre destinées à servir de semence. (*Le Ministère est autorisé à acheter, ou à exproprier 1 million de kgs. de pommes de terre importées, pour les vendre aux agriculteurs au prix coûtant, plus les frais de transport. etc.*) — 19 septembre 1936. — D. O., n. 9027 (25 septembre 1936).

CHAPITRE IV.

COMMERCE DES ENGRAIS ET DES ALIMENTS DU BÉTAIL

Allemagne. — D. concernant la livraison de denrées alimentaires et d'aliments concentrés du bétail. — 30 décembre 1935. — RGbl., Teil I, n. 1, p. 1 (6 janvier 1936).

Arr. n. 54 de l'association centrale de l'économie allemande de la pomme de terre abrogeant l'autorisation obligatoire pour le commerce des pommes de terre destinées à l'alimentation animale. — 29 juin 1936. — V. R., n. 56 (29 juin 1936).

Australie (Victoria). — L. n. 4382 concernant les aliments du bétail. — 21 septembre 1936. — I Edw. VIII (1936).

L. n. 4404 modifiant l'art. 19 de la l. de 1928 concernant les engrais. — 19 octobre 1936. — I Edw. VIII (1936).

Estonie. — L. concernant le contrôle de la fabrication, de l'importation et de la vente des engrais. — R. T., n. 30 (1936).

France. — L. tendant à réglementer le commerce des amendements (*engrais*). — 28 mars 1936. — J. O., n. 78 (1^{er} avril 1936).

Japon. — L. n. 30 concernant le contrôle de l'industrie des engrais principaux. — 28 mai 1936. — K., n. 2820 (29 mai 1936).

O. impériale n. 395 fixant (au 15 novembre 1936) la date de l'entrée en vigueur de la l. sur le contrôle des principaux engrais. — 10 novembre 1936. — K., n. 2959 (11 novembre 1936).

O. impériale n. 396 concernant les associations pour la fabrication des engrais. — 10 novembre 1936. — K., n. 2959 (11 novembre 1936).

Arr. n. 31 du Ministère de la justice portant la procédure concernant l'enregistrement des associations pour la fabrication des engrais. — 11 novembre 1936. — K., n. 2959 (11 novembre 1936).

Arr. du Ministère du commerce et de l'industrie de concert avec le Ministère de l'agriculture et des forêts portant le régl. d'application de la l. sur le contrôle des principaux engrais. — 11 novembre 1936. — K., n. 2959 (11 novembre 1936).

O. impériale n. 452 portant organisation du comité pour les principaux engrais. — 24 décembre 1936. — K., n. 2996 (26 décembre 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 683 du C. C. P. concernant la stipulation des contrats pour les herbes fourragères de la récolte de 1936. — 10 avril 1936. — S. Z. R., n. 22, texte 207 (19 mai 1936).

Arr. n. 916 amendant les modalités concernant le paiement et l'ouverture de crédits pour l'achat des engrais minéraux. — 22 mai 1936. — S. Z. R., n. 26, texte 245 (14 juin 1936).

CHAPITRE V.

COMMERCE DES OLÉAGINEUX
ET DES HUILES VÉGÉTALES

Yougoslavie. — O. concernant le ravitaillement des fabricants d'huile en graines oléagineuses. — 10 juin 1936. — S. N., n. 139-XXXII (20 juin 1936).

Art. 1^{er}. — Les industries d'huile, qui utilisent les graines oléagineuses, sont tenues de se ravitailler en premier lieu à l'aide de matières premières oléagineuses produites dans le pays, et conformément aux prix et clauses de livraison que fixera chaque année le Ministre du commerce et de l'industrie, de concert avec le Ministre de l'agriculture et après avis des représentants de l'industrie et de l'agriculture.

Art. 2. — Le Ministre de l'agriculture convoquera chaque année, de concert avec le Ministre du commerce et de l'industrie, une conférence des représentants de l'industrie oléicole ainsi que des producteurs d'oléagineux, à l'effet d'établir les prix de rachat et clauses de livraison des graines oléagineuses de la récolte suivant.

Art. 3. — Le rachat des graines oléagineuses aux producteurs, à leurs organisations ou aux commerçants, sera effectué, en tout ou partie, pour le commerce intérieur ou pour l'exportation, par la Société privilégiée pour l'exportation des produits agricoles. Les graines que la dite Société achètera aux commerçants leur seront payées 5 % au-dessous des prix visés à l'article 1^{er}.

Art. 4. — On pourra racheter aux producteurs les graines oléagineuses de qualité moyenne d'une récolte quelconque, prises dans leur état naturel, jusqu'à 10 % au-dessous des prix établis, pourvu que la différence serve à la couverture des frais de manipulation et de régie, à la rétribution des intermédiaires, et au versement de contributions dans le fonds prévu à l'article 6.

Art. 5. — L'importation des graines et fruits d'oléagineux, inscrits aux n^{os} 30 et 31 du tarif douanier d'importation et destinés à l'industrie oléicole nationale, ne pourra avoir lieu que par l'entremise de la Société privilégiée pour l'exportation des produits agricoles. Les graines et fruits importés seront livrés aux industries à des prix qui ne pourront pas être inférieurs à ceux prévus à l'article 1^{er}, ou respectivement à l'article 10.

Art. 6. — Le bénéfice net pouvant résulter de l'activité de la Société privilégiée pour l'exportation des produits agricoles sera versé dans un Fonds spécial des graines oléagineuses, qui fera l'objet d'un compte spécial à la Banque hypothécaire d'Etat et servira à l'avancement de la production, ainsi qu'à fournir des primes à l'exportation des graines et fruits d'oléagineux; cela de la manière qu'établira un règlement du dit fonds, règlement approuvé par le Ministre du commerce et de l'industrie, de concert avec le Ministre de l'agriculture.

Dans le fonds susdit, les huileries verseront 5 % des prix, conformes à l'article 1^{er}, ou respectivement à l'article 10, pour toutes les quantités achetées, sauf pour celles achetées par l'intermédiaire de la Société privilégiée d'exportation. Dans le cas de marchandise achetée, par les industries, aux commerçants, aux producteurs ou à leurs organisations, d'une manière conforme aux conditions de livraison visées à l'article 1^{er} ou respectivement à l'article 10, les dites industries pourront faire supporter cette contribution par les vendeurs.

Art. 7. — Il est institué, auprès du Ministère du commerce et de l'industrie, une commission de contrôle, chargée de surveiller l'application de la présente ordonnance, commission qui sera constituée par un représentant du Ministère du commerce et de l'industrie, un représentant du Ministère de l'agriculture, deux représentants des fabriques d'huile, et deux représentants des organisations de producteurs.

Des dispositions plus détaillées concernant l'activité de la Commission de contrôle seront édictées, à l'aide d'un règlement spécial, par le Ministre du commerce et de l'industrie de concert avec le Ministre de l'agriculture.

Art. 8. — Les contributions au fonds prévu à l'article 6 seront versées, par les fabriques d'huile, jusqu'au 8 du mois pour le mois précédent, et accompagnées d'un avis de la Société privilégiée d'exportation indiquant les quantités de graines reçues.

Pour tout kilogramme de graines oléagineuses reçues non déclaré, les fabriques payeront une amende d'1 dinar par kilogramme, infligée au bénéfice du fonds dit à l'article 6 par le Ministre du commerce et de l'industrie, sur le rapport de la Commission de contrôle. Seront passibles de la même même pénalité les commerçants qui enfreindraient les dispositions de l'article 11.

Art. 9. — Afin qu'il soit possible de donner en temps utile des primes à l'exportation des oléagineux, la Société privilégiée pour l'exportation des produits agricoles mettra à la disposition du Fonds prévu à l'article 6 les avances nécessaires, qui seront inscrites à la charge du fonds établi par arrêté du Conseil des ministres en date du 6 juin 1934, n. 34/c.

Art. 10. — Les prix minima que payeront les fabriques pour les graines oléagineuses de la récolte 1936, prises par quantités calculées par wagon, sont les suivants:

Navette	250	dinars	par 100 kgs.
Colza	260	»	» 100 »
Graines de tournesol	160	»	» 100 »
Pavot blanc	300	»	» 100 »
Sésame	350	»	» 100 »
Graines de courge	220	»	» 100 »
Lin	275	»	» 100 »
Ricin	300	»	» 100 »

Ces prix se rapportent à de la marchandise conforme aux usages de bourse et en vrac, rendue franco à la station de chargement dans la région productrice. En ce qui concerne le lin, les prix s'entendent pour de la marchandise ayant 96 % de pureté.

Art. 11. — Ne seront pas valables les ventes conclues soit entre les producteurs d'une part et les commerçants ou fabriques de l'autre, soit entre les commerçants et les fabriques, et concernant des graines oléagineuses de la récolte 1936, si les dits n'ont pas été exécutés avant la publication de la présente ordonnance et si les prix stipulés sont inférieurs à ceux de l'ordonnance.

Les dites ventes ne seront pas non plus valables entre commerçants, ni entre commerçants et fabriques si les vendeurs ne se sont pas couverts en marchandise effective avant la publication de la présente ordonnance.

En ce qui concerne l'achat de quantités de navette de la récolte 1936, les commerçants et les fabriques devront verser la différence de prix au Fonds prévu à l'article 6. Les commerçants et les fabriques sont tenus de déclarer les dites quantités de navette à la Société privilégiée pour l'exportation des produits agricoles. Ceci ne s'applique pas aux lots de navette vendus à l'étranger.

Art. 12. — La présente ordonnance entrera en vigueur dès sa publication aux *Službene Novine*.

[La première publication est du 15 juin 1936].

Interprétation du 3 octobre 1936 (*Službene Novine*, n. 270-LXVII du 21 novembre 1936) concernant les achats d'oléagineux aux coopératives.

[Selon l'article 4 de l'ordonnance, la *Prizad* (Société privilégiée pour l'exportation etc.) de même que les autres acheteurs (entreprises, commerçants, etc.) pourront acheter aux producteurs des graines de qualité moyenne, etc., jusqu'à 10 % au-dessous des prix établis; 5 % servant en général à couvrir les frais de manipulation et de régie et la commission de l'intermédiaire, et 5 % allant au Fonds dit à l'article 6.

Dans le cas d'achat aux commerçants (art. 3), les prix seront inférieurs de 5 % aux prix établis.

Etant donné que les coopératives remplissent des fonctions commerciales et sont sujettes par suite à des frais de manipulation et de régie, la marge de prix sera de 5 % dans leur cas comme dans celui des commerçants].

Allemagne. — Arr. n. 44 concernant l'autorisation obligatoire dans le commerce des pommes de terre destinées à l'alimentation du bétail. — 18 février 1936. — V. R., n. 17 (19 février 1936).

Arr. n. 35 de l'association centrale de l'économie céréalière allemande concernant la production et la vente des produits de mouture qui ne sont pas destinés à l'alimentation humaine. — 18 avril 1936. — V. R., n. 37 (21 avril 1936).

Régence de Tunis. — D. relatif à l'incorporation obligatoire des huiles d'olives tunisiennes dans les huiles servant à la lubrification. — 23 janvier 1936. — J. O. T., n. 7 (24 janvier 1936).

D. relatif au warrantage et au stockage des huiles d'olive. — 3 février 1937. — J. O. T., n. 13 (14 février 1936).

Arr. du Directeur des Affaires Economiques sur le stockage des huiles d'olive de la récolte de 1936. — 1^{er} avril 1936. — J. O. T., n. 28 (7 avril 1936).

D. relatif au stockage des huiles d'olive. — 20 avril 1936. — J. O. T., n. 38 (12 mai 1936).

Arr. du Directeur des Affaires Economiques relatif au déblocage des stocks d'huile d'olive de la récolte 1936. — 30 avril 1936. — J. O. T., n. 38 (12 mai 1936).

D. relatif au warrantage des huiles d'olive. — 6 juin 1936. — J. O. T., n. 46. (9 juin 1936).

D. relatif au warrantage des huiles d'olive. — 22 juin 1936. — J. O. T., n. 50 (23 juin 1936).

Arr. du Directeur des Affaires Economiques relatif à la vente des huiles. — 31 août 1936. — J. O. T., n. 72 (8 septembre 1936).

Grèce. — D. l. concernant les dispositions sur la Caisse de l'olive et les Caisses de prévoyance de la production de l'huile. — 19 octobre 1936. — J. O., n. 461 (19 octobre 1936).

Italie. — D. l. royal n. 2363 abrogeant l'obligation d'additionner les huiles d'olive comestibles de 5 % d'huile de sésame. — 5 décembre 1935. — G. U., n. 18 (23 janvier 1936).

D. l. royal n. 1986 portant la classification officielle des huiles d'olive. — 27 septembre 1936. — G. U., n. 272 (24 novembre 1936).

Mexique. — D. interdisant l'usage de l'huile de navette comme aliment (à cause des mélanges fréquents de graines de navette et de moutarde poussant sur les mêmes terrains, et pouvant produire des intoxications). — 21 août 1936. — D. O., Tome XCVIII, n. 53 (31 août 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 195 du S. T. D. concernant le plan pour la stipulation des contrats relatifs aux cultures des plantes oléagineuses à essences en 1936 et portant des mesures en vue d'en accroître le rendement. — 28 avril 1936. — S. Z. R., n. 29, texte 272 (19 juin 1936).

CHAPITRE VI.

COMMERCE DES PLANTES TEXTILES, DU TABAC,
DE L'OPIUM ET DU CAOUTCHOUC.

Argentine. — D. n. 89051 réglementant la surveillance sanitaire de l'égrenage, de la désinfection et du transport des produits du cotonnier. — 26 août 1936. — B. O., n. 12698 (30 octobre 1936).

Art. 1^{er}. — Dans la zone qui a été actuellement déclarée infectée par le « ver rose de la capsule » *Platyedra gossypiella* (Saund) *Pectinophora gossypiella* (Saund), comprenant les territoires du Chaco et de Formosa, les provinces de Corrientes et de Santiago del Estero, ainsi que les zones qui à l'avenir seront déclarées infectées, entreront en vigueur les présentes dispositions sanitaires sur l'égrenage, la désinfection et le transit des produits du cotonnier, conformément à la loi n° 4863 et aux règlements du 2 juillet 1924 et n° 67.249 du 18 septembre 1935.

I. — INSCRIPTIONS DES ÉTABLISSEMENTS.

Art. 2. — Tout établissement où l'on se livre à l'égrenage ou simplement à la désinfection du cotonnier, est tenu de s'inscrire auprès de la Direction de santé végétale en remplissant le formulaire ou « *Demande d'inscription* » où l'on inscrira le nom actuel et complet adopté par la maison ainsi que les détails techniques concernant les installations.

La dite inscription sera valable jusqu'au 31 décembre et devra être renouvelée chaque année.

II. — SURVEILLANCE SANITAIRE DE L'ÉGRENAGE
ET DES TRAITEMENTS INDUSTRIELS DU COTON.

Art. 3. — Les entreprises d'égrenage ou les fabriques qui soumettent à un traitement industriel les graines ou les produits du cotonnier devront posséder des fours d'incinération ou d'autres installations pour la destruction journalière des déchets de l'égrenage et des autres transformations industrielles susceptibles de servir de véhicule au « ver rose de la capsule ».

Art. 4 et 5. — *Omissis*.

III. — SURVEILLANCE DE LA DÉSINFECTION DES GRAINES DE COTONNIER.

Art. 6. — Comme la substitution du système de désinfection au bisulfure de carbone, à la pression normale, en usage dans le pays, par un autre ou par d'autres systèmes plus perfectionnés est actuellement à l'étude, tous les permis officiels et temporaires pour la désinfection des graines du cotonnier, délivrés conformément aux dispositions du décret du 2 juillet 1924, sont déclarés caducs jusqu'à la promulgation d'une nouvelle réglementation.

Art. 7. (Conditions à observer par les établissements inscrits effectuant la désinfection des graines du cotonnier par le bisulfure de carbone). — *Omissis*.

Art. 8. — Les graines soumises à la désinfection et destinées à l'ensemencement doivent être contenues dans des récipients neufs à fermeture hermétique. Pour les graines destinées à l'industrie, on n'exigera que des sacs en bon état.

Art. 9. — Les graines de cotonnier destinées à la désinfection en vue de l'ensemencement devront être soumises à la surveillance la plus sévère dans le but d'empêcher l'utilisation des semences ayant un pouvoir germinatif insuffisant. Le personnel chargé de ladite surveillance ne devra pas autoriser la désinfection des graines qui ne possèdent pas, au minimum, un pouvoir germinatif apparent supérieur à 85 % (quatre-vingt-cinq pour cent), à moins que leur ensemencement ait été autorisé par la Junte nationale du coton.

Art. 10 à 28. (Instructions techniques sur la façon de procéder à la désinfection). — *Omissis*.

Art. 29. — En vue de faciliter aux acheteurs et aux agriculteurs l'examen des graines sans détériorer les emballages, il est permis aux établissements et dépôts de vente de graines de tenir un sac ouvert par lot.

IV. — SURVEILLANCE DU TRANSIT DES PRODUITS DU COTONNIER.

Art. 30. — Dans le cas où la Section sanitaire pour le cotonnier autorise le transit de graines au dehors de la zone infectée, et dans tous les cas, l'inspecteur technique délivrera un bulletin pour chaque certificat de désinfection livré. Dans le cas où la graine est destinée à l'industrie, le bulletin et les étiquettes des emballages, s'ils existent, porteront en travers l'inscription « *Impropres à l'ensemencement* ».

Art. 31. — Les véhicules, wagons, camions wagons-citernes, etc. affectés au transport du coton brut, des résidus ou des graines de cotonnier, dans la zone infectée, devront être nettoyés avec soin, et les

produits du nettoyage devront être brûlés, sitôt après le déchargement, à la gare, dans l'établissement ou au lieu de destination.

Art. 32 à 36. (Dispositions concernant la désinfection avant ou pendant le transit). — *Omissis*.

Art. 37. — La présente réglementation entrera en vigueur le 1^{er} décembre de l'année courante.

Art. 38. —

Yougoslavie. — O. concernant le rachat du coton indigène (*impose aux industriels et importateurs l'obligation d'acheter de préférence de la marchandise indigène*). — 9 septembre 1936. — S. N., n. 240-LIX (17 octobre 1936).

Art. 1^{er}. — Les importateurs de fibre de coton ainsi que les industriels qui transforment le coton et les coopératives d'artisans qui, utilisent le coton, sont tenus de racheter aux producteurs indigènes, au prix qui sera fixé chaque année selon l'article 6, tout le coton susceptible d'être transformé industriellement.

Art. 2. — Les importateurs de coton ne pourront pas importer de coton étranger tant qu'ils n'auront pas racheté aux coopératives de producteurs les quantités de coton indigène qui leur sont assignées, selon l'article 3.

Les importateurs pourront se céder les uns aux autres les quantités de coton indigène dont le rachat leur aura été assigné; mais l'importateur qui aura cédé sa quantité à un autre ne pourra pas importer de coton tant que la quantité de coton à lui assignée n'aura pas été rachetée.

Art. 3. — Les importateurs de coton, ainsi que les industriels, sont tenus de déclarer au Ministère du commerce et de l'industrie, jusqu'à la fin du mois de septembre au plus tard, la quantité de coton qu'ils comptent importer ou manufacturer pendant l'année suivante. Les coopératives d'artisans devront agir de même si elles veulent bénéficier de la facilité prévue à l'article 8.

De même, les coopératives de producteurs de coton sont tenues de déclarer au Ministère du commerce et de l'industrie, jusqu'à la fin du mois de septembre de chaque année au plus tard, les quantités de coton produit, susceptible de transformation industrielle; cela en vue de la répartition du dit entre les intéressés: importateurs, industries de coton et coopératives d'artisans.

Sur la base des déclarations reçues relativement aux quantités nécessaires de coton à manufacturer, ainsi qu'aux quantités de coton produites dans le pays, le Ministre du commerce et de l'industrie, de concert avec le Ministre de l'agriculture, procédera — jusqu'au 15 octobre de chaque année au plus tard — à la répartition du coton indigène à racheter par les divers acheteurs.

Le rachat du coton ainsi réparti devra avoir lieu au plus tard jusqu'à la fin du mois de décembre de chaque année.

Art. 4. — Chaque coopérative de producteurs de coton délivrera à l'acheteur un certificat constatant le rachat effectif du coton.

Si une coopérative n'est pas en état de fournir la quantité de coton fixée, elle devra délivrer à l'acheteur un certificat constatant ce fait, et informer le Ministère du commerce et de l'industrie.

Sur la base des certificats relatifs aux quantités de coton rachetées, le Ministère du commerce et de l'industrie délivrera aux importateurs des permis pour l'importation du coton. Sans ces permis, les douanes ne permettront pas l'entrée du coton étranger.

Art. 5. — Les acheteurs de coton seront tenus de déposer dans le Fonds prévu à l'article 7, en vue du rachat des quantités de coton indigène à eux assignées et jusqu'à fin octobre au plus tard, des arrhes représentant 20 % de la valeur de la dite quantité de coton à racheter par eux. Les dites arrhes seront calculées de la manière que prescrira le Règlement du Fonds susdit.

Les arrhes susdites seront acquises au Fonds, si l'acheteur ne rachète pas dans le temps fixé le coton que lui est assigné. Quant à la coopérative des producteurs de coton, chargée de livrer du coton à l'acheteur précité, elle sera indemnisée sur les ressources du Fonds.

Art. 6. — Jusqu'à fin mars de chaque année au plus tard et après avoir entendu préalablement le Comité consultatif mentionné à l'article 9, le Ministre du commerce et de l'industrie fixera et publiera, de concert avec le Ministre de l'agriculture, les prix minima de rachat du coton indigène de la récolte de l'année respective, ainsi que les clauses de livraison. Les dits prix pourront être supérieurs de 50 % aux prix moyens du coton, cotés pour l'année précédente à la Bourse de New-York, pour le standard « Middling ».

Art. 7. — Sur le coton importé ainsi que sur les filés et produits de coton inscrits aux n. 38.272 à 287, et 356/3 du tarif d'importation, il sera perçu des taxes de contrôle que fixera chaque année, et publiera aux *Službene Novine*, le Ministre des finances, agissant de concert avec le Ministre du commerce et de l'industrie et le Ministre de l'agriculture, et après avoir entendu le Comité consultatif visé à l'article 9.

Les dites taxes seront perçues par les douanes lors du dédouanement et versées à un Fonds spécial du coton, qui fera l'objet d'un compte spécial à la Banque hypothécaire d'Etat.

Art. 8. — Les ressources du Fonds serviront d'abord à payer la différence entre les prix et les frais de transport du coton étranger d'une part, et d'autre part les prix et les frais de transport du coton de même qualité, racheté aux producteurs indigènes. On payera aussi sur le dit Fonds et de la même manière, la différence relative au coton qui sera racheté par les coopératives d'artisans, pour leurs besoins et

ceux de leurs membres, aux producteurs indigènes. En outre, les ressources du Fonds serviront au développement de la culture du coton dans le pays, à l'organisation des coopératives de producteurs de coton ainsi qu'à l'acquisition de machines pour le nettoyage, le pressage et l'empaquetage du coton.

Un règlement concernant le dit Fonds sera édicté par le Ministre du commerce et de l'industrie, de concert avec le Ministre de l'agriculture; il fixera le mode de gestion du Fonds ainsi que le mode de paiement à l'aide du dit Fonds.

Les ressources du Fonds ne pourront pas servir à payer des dépenses personnelles.

Art. 9. — Il est institué, auprès du Ministère du commerce et de l'industrie, un Comité consultatif du coton dont feront partie un représentant pour chacun des Ministères suivants: agriculture, commerce et industrie, et finances; deux représentants de l'industrie du coton et deux représentants des producteurs de coton. L'activité du dit Comité sera fixée par un règlement qu'édictera le Ministre du commerce et de l'industrie de concert avec le Ministre de l'agriculture.

Les charges de membre du Comité consultatif sont gratuites.

Art. 10. — Les différends entre producteurs et acheteurs de coton indigène, relativement à la qualité du coton, seront tranchés par la Bourse des produits à Skoplje, sur la base d'une expertise de la Station agricole d'examen et de contrôle à Skoplje.

Art. 11. — Si l'on vend, ou tente de vendre, du coton étranger pour du coton indigène, le vendeur payera une amende dont le montant sera égal à la valeur du coton; et le coton sera confisqué par l'autorité administrative et vendu aux enchères publiques.

La pénalité sera infligée par le Ministre du commerce et de l'industrie, sur la proposition du Comité consultatif.

L'argent provenant des amendes et de la vente du coton confisqué sera dévolu au Fonds prévu à l'article 7.

Art. 12. — Les déclarations présentées conformément à l'article 3, de même que les autorisations et certificats délivrés en vertu de l'article 4, sont exempts des taxes perçues par l'Etat et les institutions autonomes.

Art. 13. — Pour l'interprétation de la présente ordonnance, sera compétent le Ministre du commerce et de l'industrie, de concert, avec le Ministre de l'agriculture.

Art. 14. — La présente ordonnance entrera en vigueur dès sa publication aux *Službene Novine*, les délais prévus à l'article 3 commençant à courir en 1937.

Argentine. — D. n. 70152 étendant jusqu'au 15 décembre 1935 le délai fixé par le décret n. 59802 du 27 avril 1935 pour la fixation de types officiels du coton argentin. — 2 novembre 1935. — B. O., n. 12477 (28 janvier 1936).

D. n. 76972 prorogeant la validité du d. n. 65738 du 22 août 1935 autorisant la Junta nationale du coton à se passer de l'adjudication publique en ce qui concerne l'achat-vente de la récolte des cultures contrôlées de semences et des champs de reproduction. — 19 février 1936. — B. O., n. 12563 (15 mai 1936).

D. n. 82163 réglementant la perception des droits établis pour le contrôle des graines de coton. — 9 mai 1936. — B. O., n. 12614, (21 juillet 1936).

D. n. 83065 autorisant la Junta nationale du coton à délivrer sans frais, lorsqu'elle le jugera convenable, des séries de standards officiels de coton aux Bourses et marchés du pays et de l'étranger (*aux fins de propagande, ainsi que d'une meilleure vente et exportation*) — 23 mai 1936. — B. O., n. 12629 (7 août 1936).

Bulgarie. — O. concernant le commerce du coton et des graines de coton et la protection de la production locale de coton. — 11 juin 1936. — D. V., n. 134 (19 juin 1936).

D. l. concernant le commerce du coton et des graines de coton et visant aussi la protection de la production locale de coton. — 13 juin 1936. — D. V., n. 134 (19 juin 1936).

D. n. 57 concernant le commerce du chanvre et du lin en filasse et visant la protection de la production locale de chanvre et de lin. — 3 août 1936. — D. V., n. 178 (10 août 1936).

D.-l. concernant le commerce du chanvre et du lin en filasse et visant la protection locale de la production du chanvre et du lin. — 6 août 1936. — D. V., n. 178 (10 août 1936).

Egypte. — Arr. portant limitation de la proportion des graines étrangères, indiennes ou veloutées et du degré de sélection des graines de coton tagawi pendant la saison 1936-1937. — 7 juin 1936. — J. O., n. 76 (18 juin 1936).

D. ajoutant la variété de coton Guizeh 12 à l'annexe du d. l. n. 51 de 1934 pour empêcher le mélange des variétés de coton. — 1^{er} octobre 1936. — J. O., n. 107 (5 octobre 1936).

Equateur. — D. n. 327 exonérant de l'impôt de 1 % sur les ventes l'écoulement du tabac préparé en 1935 (*tabac acheté à la Régie par les fabricants et revendu par eux après fabrication*). — 8 mai 1936. — R. O., n. 193 (19 mai 1936).

D. n. 743 fixant le tarif concernant la vente, aux fabricants, des tabacs bruts sélectionnés des récoltes 1932, 33, 34 et 35. — 28 septembre 1936. — R. O., n. 303 (29 septembre 1936).

Estonie. — L. portant modification de la l. sur le contrôle du magasinage et du transport de la fibre et de la semence de lin. — R. T., n. 33 (1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord. — Protocoles signés entre la France, le Royaume Uni, l'Inde, les Pays-Bas et le Siam modifiant l'Accord du 7 mai 1934 réglementant la production et l'exportation du caoutchouc. — 27 juin 1935 et 22 mai 1936. — T. S. n. 20 (1936).

Chypre. — L. n. 15 modifiant ultérieurement les l. de 1932 à 1935 concernant le tabac. — 10 juin 1936. — Suppl. No. 1 to the C. G., n. 2518 (12 juin 1936).

Protectorat de Nyassaland. — Not. gouvernementale n. 20. Règl. concernant le coton (*vente du coton*). — 2 avril 1936. — Suppl. to the N. G. G., Vol. XLIII, n. 12 (14 avril 1936).

Rhodesia du Sud. — L. n. 5 réglementant la vente et l'exportation du tabac. — 10 avril 1936. — S. R. G. G., n. 15 (10 avril 1936).

Grèce. — D. l. modifiant le d. l. concernant l'organisation de l'Institut du coton. — 28 décembre 1935. — J. O., n. 7 (8 janvier 1936).

D. l. modifiant les d. l. des 19 novembre et 28 décembre 1935 sur l'organisation de l'Institut du coton. — 14 octobre 1936. — J. O., n. 461 (19 octobre 1936).

Inde. — L. n. XV modifiant la l. n. XXVIII de 1934 concernant le caoutchouc. — 27 octobre 1936. — G. L., n. 45, Part IV (7 novembre 1936).

Inde (Bombay). — L. n. XXXV de 1935 visant le contrôle du coton. — 12 février 1936. — B. G. G., Part IV (20 février 1936).

L. n. IV modifiant la l. de 1925 concernant les usines pour l'égrenage et le pressage du coton dans son application à la Présidence de Bombay. — 12 mars 1936. — B. G. G., Part IV (16 mars 1936).

Inde (Provinces Centrales). — L. n. XXIV modifiant la l. de 1925 concernant les usines pour l'égrenage et le pressage du coton dans son application aux Provinces Centrales. — 27 octobre 1936. — C. P. G., n. 45, Part III (6 novembre 1936).

L. n. XXVI modifiant la l. de 1932 concernant le marché du coton. — 6 novembre 1936. — C. P. G., n. 48, Part III (27 novembre 1936).

Irlande (Etat libre d'). — Règl. d'application de l. de 1936 concernant le chanvre (*formulaire*). — 18 août 1936. — S. R. & O., n. 270 (1936).

Arr. fixant la valeur minimum du chanvre pour la saison de vente 1936-37. — 30 septembre 1936. — S. R. & O., n. 280 (1936).

Italie. — D. l. royal n. 2344 modifiant le d. l. royal du 3 mars 1934, n. 291, conférant la personnalité juridique à l'Institut italien pour le coton, déterminant ses buts, ses organes et les moyens nécessaires pour son fonctionnement. — 16 décembre 1935. — G. U., n. 16 (21 janvier 1936).

D. l. royal n. 85 réglementant le marché du chanvre. — 2 janvier 1936. — G. U., n. 27 (3 février 1936).

D. l. royal n. 279 réglementant le commerce du chanvre. — 3 février 1936. — G. U., n. 53 (4 mars 1936).

D. royal n. 1095 modifiant les statuts de l'Institut cotonnier italien. — 18 mai 1936. — G. U., n. 142 (20 juin 1936).

D. l. royal n. 1393 complétant le d. l. royal du 2 janvier 1936, n. 85, réglementant le marché du chanvre. — 11 juin 1936. — G. U., n. 171 25 juillet 1936).

Japon. — Arr. n. 10 du Ministère des affaires étrangères concernant le contrôle de l'opium dans la République de Chine. — 30 juin 1936. — K., n. 2847 (30 juin 1936).

Arr. n. 11 du Ministère des affaires étrangères concernant le contrôle des stupéfiants dans la République de Chine. — 30 juin 1936. — K., n. 2847 (30 juin 1936).

Arr. n. 12 du Ministère des affaires étrangères concernant le contrôle des stupéfiants dans la Mandchourie. — 30 juin 1936. — K., n. 2847 (30 juin 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 172 concernant la stipulation des contrats pour les tabacs et la « makhorka » de la récolte de 1936. — 3 février 1936. — S. Z. R., n. 8, texte 69 (2 mars 1936).

Arr. du C. C. P. et du C. C. P. C. P. (b) concernant la stipulation des contrats pour le coton grège de la récolte 1936. — 28 février 1936. — S. Z. R., n. 13, texte 110 (23 mars 1936).

Arr. du C. C. P. et du C. C. P. C. P. (b) concernant la stipulation des contrats pour le lin et le chanvre de la récolte 1936. — 1^{er} avril 1936. S. Z. R., n. 17, texte 148 (15 avril 1936).

Arr. n. 648 du C. C. P. concernant le plan pour la stipulation des contrats pour les cultures de nouvelles plantes textiles (*Kélmie à feuilles de chanvre, chanvre méridional, chanvre d'Australie*), de la récolte 1936. — 5 avril 1936. — S. Z. R., n. 18, texte 157 (25 avril 1936).

CHAPITRE VII.

COMMERCE DU BÉTAIL
ET DES PRODUITS ANIMAUX

Allemagne. — D. concernant la concentration de l'économie laitière allemande. — 17 avril 1936. — RGBl., Teil 1, n. 41, p. 374 (22 avril 1936).

En vertu de l'article 38 de la loi sur le lait du 31 juillet 1930 (1) modifiée par la loi du 20 juillet 1933 (2) et des articles 2, 3, 9, 10 de la loi du 13 septembre 1933 concernant la Corporation de l'alimentation du Reich, il est ordonné:

*Associations laitières,**Union Centrale (Hauptvereinigung) laitière allemande.*

Art. 1^{er}. — (1) Seront réunies en associations laitières:

1) les entreprises se livrant à la production du lait (groupe des producteurs);

2) les entreprises s'occupant de la transformation du lait ou de la fabrication des produits laitiers ou de leur traitement (groupe des transformateurs);

3) les entreprises s'occupant de la distribution des produits laitiers (groupe des distributeurs).

(2) Par entreprises de transformation, on entend aussi les entreprises s'occupant de l'emmagasiner des produits laitiers. Par distributeurs, on entend aussi les personnes qui servent d'intermédiaires pour la vente (agents, courtiers, commissionnaires).

Art. 2. — (1) Les associations laitières seront réunies à leur tour en Union Centrale (Hauptvereinigung) laitière allemande.

(2) Les associations et l'Union centrale auront la capacité juridique.

(3) Le nombre, les noms et la compétence des associations laitières ressortiront des statuts.

Statuts.

Art. 3. — La qualité de membre, les droits et obligations des membres et les autres rapports de droit des associations et de l'Union centrale spécifiés dans les articles 1^{er} et 2 seront réglés en détail par les statuts.

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XX^{ème} Année, 1930, p. 249.

(2) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIII^{ème} Année, 1933, p. 660.

Buts et fonctions des associations et de l'Union centrale.

Art. 4. — (1) Il incombera aux associations et à l'Union centrale d'appliquer le règlement concernant les marchés dans le domaine de l'industrie laitière et d'assurer le ravitaillement des consommateurs. Lors de l'application dudit règlement, on procédera, conformément aux lois et aux statuts, en tenant compte de l'intérêt public et de la situation économique.

(2) En vue des buts à atteindre, les associations et l'Union centrale pourront, en tenant compte des dispositions de la loi sur le lait et des dispositions d'application:

1) réglementer la production, l'écoulement, la vente, la livraison la transformation, l'utilisation industrielle et la distribution du lait et des produits laitiers;

2) arrêter des dispositions concernant le marquage et les conditions de qualité requises pour le lait et les produits laitiers;

3) établir des obligations concernant la livraison, la prise de livraison et l'emmagasinement;

4) fixer la capacité de travail et le degré de rendement pour les entreprises du groupe s'occupant de la transformation, le minimum des transactions pour les entreprises du groupe des distributeurs et suspendre provisoirement ou définitivement des entreprises de ce groupe dont l'existence n'est pas économiquement justifiée;

5) établir des prix et des marges de prix économiquement justifiés;

6) percevoir des contributions pour subvenir aux frais administratifs et autres dépenses, des droits d'égalisation pour créer un fonds d'égalisation et des taxes pour l'utilisation des installations;

7) infliger des amendes jusqu'à 10.000 RM aux membres contrevenant aux dispositions des associations ou de l'Union centrale.

Indemnités.

Art. 5. — (1) Les statuts devront prévoir une indemnité convenable dans le cas où une entreprise ayant la qualité de membre subirait un grave préjudice économique à la suite d'une disposition édictée en vertu du présent décret. Une indemnité pourra être accordée aussi aux bailleurs d'une telle entreprise.

(2) On considère en général qu'on est en présence d'un préjudice économique grave, quand l'entreprise doit chômer ou quand son fonctionnement est mis en péril ou rendu impossible.

(3) Il n'y a pas lieu à indemnité:

1) lorsque le préjudice économique a été causé par l'établissement de prix ou de marges de prix ou par des dispositions géné-

rales concernant le degré d'exploitation ou la quantité de travail des entreprises;

2) lorsque le dommage dérivant d'une disposition entraînant la restriction ou la suspension du fonctionnement d'une entreprise a été subi par une entreprise, établie — ou remise en activité après une cessation définitive — après le 1^{er} avril 1934 sans l'autorisation des autorités compétentes.

(4) Pour les litiges sur les conditions et le montant de l'indemnité, un appel sera prévu devant un tribunal arbitral.

Hierarchie.

Art. 6. — (1) Les associations laitières sont tenues de suivre les directives données par l'Union centrale. Celle-ci pourra suspendre les décisions des associations laitières.

(2) L'Union centrale pourra, le cas échéant, arrêter des dispositions directement obligatoires pour les membres des associations laitières.

Exécution forcée et recouvrement.

Art. 7 et 8. —

Création de nouvelles entreprises.

Art. 9. — (1) La création d'entreprises du groupe de transformation ou d'une entreprise de distribution en grand, la reprise d'activité d'une entreprise de ces groupes dont l'activité n'avait pas été interrompue seulement passagèrement et la création d'entreprises pour la pasteurisation ou la transformation du lait nécessiteront l'autorisation, selon les dispositions détaillées de l'Union centrale. S'il s'agit d'une nécessité économique, l'autorisation devra être accordée. L'autorisation devrait être accordée également s'il n'y a pas lieu de craindre un danger pour les entreprises existantes ou un congestionnement de la branche d'activité en question. Les statuts devront prévoir un droit de recours pour la partie intéressée contre les décisions refusant l'autorisation ou ne l'accordant qu'avec des conditions ou des charges.

(2) L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable à la création ou à la reprise d'activité d'entreprises pour lesquelles est requise l'autorisation de vente du lait, conformément aux articles 14 à 18 de la loi sur le lait.

(3) Par distributeurs en grand au sens de l'alinéa 1^{er}, on entend les entreprises qui vendent le lait ou les produits laitiers aux revendeurs sans les produire elles-mêmes; les hôtels, restaurants, débits de boissons, hôpitaux, sanatoriums et les entreprises et institutions similaires ne seront pas considérés comme revendeurs dans ce sens.

Dispositions pénales et finales.

Art. 10. —

Art. 11. — Par produits laitiers, au sens du présent décret, on entend aussi le beurre et le fromage et les produits indiqués à l'article 2 points 1 à 11 du 1^{er} décret portant exécution de la loi sur le lait du 15 mai 1931 ainsi que la caséine, le lactose et le mélange de lait et de cacao.

Art. 12, 13. —

Art. 14. — Le présent décret entrera en vigueur avec effet à partir du 1^{er} avril 1936.

Allemagne. — L. concernant la gestion des fonds des contributions destinées à l'union centrale des branches intéressées au cycle économique du bétail. — 9 juin 1936. — RGBl., Teil I, n. 54, p. 483 (12 juin 1936).

Art. 1^{er}. — La gestion des contributions destinées à l'Union centrale de l'industrie du bétail est confiée aux bureaux principaux de douane et aux autorités financières des Pays.

Art. 2. — Les contributions (art. 1) seront prélevées en même temps que la taxe d'abatage.

Art. 3. — (1) Les communes (associations de communes) s'occupant d'actes administratifs dans le domaine de la taxe d'abatage seront chargées de la gestion des contributions (art. 1) comme fonction publique suivant les instructions détaillées du Ministre des Finances du Reich. Le Ministre des Finances du Reich ou l'autorité du Reich qu'il aura désignée pourront retirer cette délégation, même vis-à-vis des différentes communes.

(2) Les communes (associations de communes) recevront du Reich, pour l'administration des contributions, une indemnité d'un montant égal à celle pour les transactions administratives nécessitées par la taxe d'abatage.

Art. 4. — Le décret d'exécution de la présente loi sera édicté par le Ministre des Finances du Reich et, en tant que seront visées les communes (associations de communes), avec l'assentiment du Ministre de l'Intérieur du Reich.

Art. 5. — La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1936.

Autriche (Confédération). — L. fédérale n. 233 visant l'encouragement de la vente des animaux destinés à l'engraissement (*l. pour l'encouragement de l'engraissement des bovins*). — BGBl., 57. Stück (18 juillet 1936).

Art. 1^{er}. — (1) Les Chambres d'agriculture des Pays confédérés dans lesquels la betterave sucrière est cultivée devront soumettre chaque année au Ministère Fédéral de l'agriculture et des forêts, sur

sa demande, des propositions concernant le placement des bestiaux à l'engrais dans les exploitations rurales de leur ressort cultivant la betterave sucrière; toutefois, ces propositions ne devront en aucun cas dépasser les limites maxima fixées à l'article 4 de la présente loi pour l'obligation de recevoir des bestiaux à l'engrais.

(2) Les propositions dont il s'agit des Chambres d'agriculture pourront concerner soit un Pays entier soit certaines parties d'un Pays. Le Ministre Fédéral de l'agriculture et des forêts les examinera et, s'il les approuve, les fera appliquer par ordonnance.

Art. 2. — (1) Si les propositions soumises par les Chambres d'agriculture d'après l'article 1^{er} n'ont pas été appliquées par le Ministre Fédéral de l'agriculture et des forêts, ou n'ont pas été soumises dans le délai prescrit, l'obligation des exploitations cultivant la betterave de recevoir des bestiaux à l'engrais sera réglée en conformité des dispositions suivantes.

(2) En ce qui concerne l'obligation relative des distilleries rurales, les dispositions suivantes seront appliquées sans autre.

Art. 3. — (1) Seront tenus de recevoir des bestiaux à l'engrais, pour leur propre compte ou pour le compte d'autrui:

a) les exploitations rurales qui, en vertu d'un contrat de culture ou de livraison, fournissent des betteraves sucrières de leur production à des fabriques de sucre en vue de la production du sucre;

b) les distilleries rurales.

(2) Sont exemptes de cette obligation les exploitations, mentionnées au paragraphe 1^{er} alinéa a du présent article, dont la production contractuelle de betteraves sucrières ne dépasse pas 500 quintaux par exercice.

(3) Il ne sera tenu compte, pour le calcul de l'accomplissement de cette obligation, que des bestiaux nationaux qui auront été achetés dans des régions désignées par une ordonnance du Ministre Fédéral de l'agriculture et des forêts, rendue après avis de la Conférence des Présidents, et en conformité des instructions imparties par le même Ministre d'accord avec l'Office pour le commerce du bétail, compétent, de la région d'achat.

(4) Le Ministre Fédéral de l'agriculture et des forêts pourra, après avis de la Chambre d'agriculture, exonérer, entièrement ou en partie, de l'obligation d'engraissement les intéressés qui se seront engagés à ne point tenir de jeunes bestiaux de l'âge de dix semaines à deux ans et de couvrir par l'achat, d'entente avec le Ministère Fédéral de l'agriculture et des forêts, leurs besoins en fait de vaches et de génisses grosses.

Art. 4. — (1) La limite maximum de l'obligation de recevoir des bestiaux à l'engrais sera, pour la durée d'un exercice (allant du 1^{er}

septembre au 31 août de l'année suivante), une pièce de bétail, dans les proportions suivantes:

a) en ce qui concerne les exploitations désignées à l'article 3, alinéa a): si la quantité de betteraves sucrières à livrer selon le contrat ne dépasse pas 2000 quintaux, par 500 quintaux entiers de betterave livrée; si elle ne dépasse pas 3000 quintaux, par 400 quintaux entiers de betterave livrée; et, si elle dépasse 3000 quintaux, par 300 quintaux entiers de betterave livrée.

b) en ce qui concerne les exploitations désignées à l'article 3, alinéa b): par 10 hectolitres d'alcool concédés.

(2) Le Ministre Fédéral de l'agriculture et des forêts déterminera, par ordonnance, chaque année, dans les limites maxima fixées au paragraphe premier du présent article et en tenant compte des possibilités de vente des bestiaux engraisés, l'extension de l'obligation effective d'engraissement, imposée à l'égard des deux périodes de placement d'un exercice. L'obligation effective d'engraissement ne pourra dépasser, dans aucune des deux périodes de placement, la moitié de la quantité maximum indiquée au premier paragraphe du présent article.

(3) Le Ministre Fédéral de l'agriculture et des forêts sera autorisé à permettre que des achats occasionnels de bestiaux qui ont eu lieu dans les derniers deux mois d'une période de placement soient comptés comme ayant été effectués dans la période suivante.

Art. 5. — (1) Lorsqu'une des exploitations désignées à l'article 3, paragraphe 1^{er}, alinéa a), n'accomplit pas son obligation relative, ou ne l'accomplit pas à temps, la Chambre d'agriculture du Pays, dans lequel se trouve l'exploitation négligente, devra pourvoir en son lieu, et à ses propres frais, aux obligations fixées d'après la présente loi et les règlements d'administration publique pris en vertu de la loi.

(2) Les personnes auxquelles incombe l'obligation dont il s'agit seront tenues de permettre à tout délégué de la Chambre d'agriculture l'accès aux bestiaux placés en vue de leur engraissement et de fournir tous renseignements nécessaires à l'exercice du contrôle prévu par la présente loi.

Art. 6. — Sur proposition du Ministre Fédéral de l'agriculture et des forêts, le Ministre Fédéral des finances pourra supprimer aux distilleries rurales qui n'accomplissent pas, ou n'accomplissent pas à temps, l'obligation à laquelle les assujettit la présente loi, la quantité d'alcool qui leur a été concédée. Les quantités d'alcool devenues disponibles de la sorte seront attribuées par le Ministre Fédéral des finances, sur proposition du Ministre Fédéral de l'agriculture et des forêts, à d'autres distilleries rurales.

Art. 7. — Les Chambres d'agriculture et les communes sont tenues, dans les limites des pouvoirs qui leur ont été confiés par la Confédération et sous le contrôle de celle-ci, de prêter leur concours

en vue de l'application de la présente loi. Les associations des cultivateurs de betteraves et les fabriques de sucre devront fournir aux autorités et à leurs délégués, en ce qui concerne l'application de la présente loi, les renseignements nécessaires sur les contrats relatifs à la culture des betteraves conclus par tout cultivateur de betteraves sucrières de leur ressort soit en raison de leur compétence territoriale soit comme client.

Art. 8. — (1) Quiconque enfreint les dispositions de la présente loi ou d'un règlement d'administration publique pris en application de la loi ou enfin une mesure prise en vue de l'exécution de ce dernier, commet une infraction administrative, et sera puni, par l'autorité administrative de l'arrondissement, d'une amende allant jusqu'à 50.000 schillings ou d'un emprisonnement allant jusqu'à six mois. En cas de circonstances aggravantes, les deux peines pourront être infligées concurremment.

(2) En appliquant la peine en question, il sera tenu compte du nombre des bestiaux non placés, ou non placés à temps, contrairement à l'obligation contractée.

(3) Les amendes seront versées au profit de la Chambre d'agriculture dans le ressort de laquelle l'infraction a été commise. Elles serviront d'abord à défrayer du coût des mesures prises à cause de la carence des intéressés, dont il est question à l'article 5, paragraphe 1, de la présente loi, et ensuite pour le placement des bestiaux à engraisser.

(4) Le Ministre Fédéral de l'agriculture et des forêts pourra édicter par ordonnance des dispositions supplémentaires.

Art. 9. — Les dispositions précédentes sont aussi applicables à la ville de Vienne, qui dépend immédiatement de la Confédération.

Art. 10. — Le Ministre Fédéral de l'agriculture et des forêts est chargé de l'exécution de la présente loi; en ce qui concerne les dispositions de l'article 6, il procédera d'entente avec le Ministre Fédéral des finances.

Art. 11. — Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1^{er} août 1936.

Belgique. — Arr. royal relatif aux mélanges et à l'indication de l'origine de certaines catégories de beurre. — 15 février 1936. — M. B., n. 54 (23 février 1936).

Vu la loi du 30 juin 1931 (1), modifiée par celle du 30 juillet 1934 (2), permettant au Roi de réglementer l'importation, l'exportation et le transit des marchandises;

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIème Année, 1931, p. 242.

(2) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIVème Année, 1934, p. 228.

Vu l'arrêté royal du 28 février 1935 (1), completif de la loi susdite du 30 juin 1931;

Vu la loi du 8 juillet 1935 (2), relative aux beurres, margarines, graisses préparées et autres matières grasses comestibles, ainsi que les arrêtés pris en vertu de cette loi etc.

Art. 1^{er}. — Hors les cas déterminés par le Ministre de l'Intérieur, il est interdit de préparer pour la vente, de vendre, d'exposer en vente, de détenir ou de transporter pour la vente ou pour la livraison des mélanges de beurre indigène et de beurre étranger.

Art. 2. — Lors de la livraison, les beurres étrangers vendus par quantités supérieures à 5 kilogrammes doivent être accompagnés d'un document commercial dans lequel ces beurres sont désignés par les mots « beurre étranger ».

Art. 3. — Toute motte de beurre étranger importée, vendue, exposée en vente, détenue ou transportée pour la vente ou pour la livraison doit être contenue dans un récipient ou une enveloppe portant, à la face extérieure et de façon aisément visible pour le public, l'inscription « Beurre étranger ».

Il est toutefois toléré que les mottes exposées en vente ne soient pas contenues dans un récipient ou une enveloppe portant l'inscription « Beurre étranger » du moment que cette inscription est placée sur le produit d'une façon aisément visible pour le public.

L'inscription « Beurre étranger » sera formée de caractères uniformes, distincts et aisément lisibles, d'au moins 3 centimètres de hauteur pour les mottes de plus de 2 kilogrammes et d'au moins 5 millimètres de hauteur pour les mottes dont le poids ne dépasse pas 2 kilogrammes.

Art. 4. — Tout détaillant de beurre étranger doit avoir dans ses magasins, boutiques ou échoppes, une pancarte portant, de façon aisément visible pour le public, l'inscription « Beurre étranger ».

Cette inscription sera tracée en noir sur fond clair, dégagée de tous signes ou indications autres que le prix du produit et formée de caractères gras uniformes et aisément lisibles, d'au moins 3 centimètres de hauteur.

Art. 5. — § 1. — Ceux qui sont en mesure de justifier l'attribution d'une origine déterminée au beurre étranger peuvent remplacer l'inscription « Beurre étranger », exigée par les articles 2, 3 et 4 précédents:

sur les mottes de plus de 5 kilogrammes, importées, vendues, détenues ou transportées pour la vente ou pour la livraison: par l'in-

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXV^{ème} Année, 1935, p. 258.

(2) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXV^{ème} Année, 1935, p. 197.

dication du pays d'origine du produit ou par l'adjectif correspondant à ce pays d'origine;

sur les mottes exposées au regard de l'acheteur, sur les mottes de poids égal ou inférieur à 5 kilogrammes importées, vendues, détenues ou transportées pour la vente ou pour la livraison ainsi que sur la pancarte prévue à l'article 4: par une inscription composée du mot « beurre » et de l'indication du pays d'origine du produit ou de l'adjectif correspondant à ce pays d'origine.

§ 2. — Le Ministre de l'Intérieur peut fixer le mode suivant lequel l'attribution d'une origine déterminée au beurre étranger doit être justifiée.

§ 3. — Lorsqu'une origine déterminée est attribuée à un beurre étranger, le débit des mottes, revêtues au pays d'origine de signes ou indications officiels d'identification, doit être fait de telle façon que ces signes ou indications ne disparaissent qu'avec la dernière fraction de la motte.

Art. 6. — Il est interdit de faire figurer sur le beurre étranger, sur ses récipients ou enveloppes, ainsi que sur la pancarte prévue à l'article 4, des indications relatives au genre d'établissement où le beurre a été produit, fabriqué ou préparé.

Art. 7. — Le Roi peut accorder des dérogations aux dispositions des articles 2, 3, 4 et 6 du présent arrêté.

Art. 8. — Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les inspecteurs, auxiliaires et autres délégués du service gouvernemental d'inspection des denrées alimentaires, les inspecteurs et contrôleurs de l'administration du commerce intérieur et les agronomes de l'État sont spécialement chargés de veiller à l'application du présent arrêté.

Ces fonctionnaires et agents peuvent, pendant tout le temps que les locaux affectés à la vente ou à la distribution des beurres sont ouverts, pénétrer dans tous les locaux où les beurres sont vendus, exposés en vente ou détenus pour la vente ou pour la livraison.

Ils peuvent prélever des échantillons, saisir ou mettre sous séquestre et constater les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie du procès-verbal sera adressée au contrevenant dans les dix jours de la constatation de l'infraction.

Art. 9. — Les commerçants en beurres, ainsi que les directeurs et employés des minques, doivent satisfaire aux demandes de renseignements des fonctionnaires et agents énumérés à l'article 8 et leur communiquer, sur réquisition, tous les documents relatifs aux beurres visés par le présent arrêté.

Art. 10, 11 et 12

Belgique. — Arr. ministériel relatif aux mélanges de beurre indigène et de beurre étranger. — 20 février 1936. — M. B., n. 54 (23 février 1936).

Vu l'article 1^{er} de l'arrêté royal n. 244, en date du 15 février 1936, et relatif aux mélanges et à l'indication de l'origine de certaines catégories de beurre, etc.

Art. 1^{er}. — Moyennant observation des dispositions édictées par les articles 2, 3, 4 et 5 du présent arrêté, il est permis de préparer pour la vente, de vendre, d'exposer en vente, de détenir ou de transporter pour la vente ou pour la livraison des mélanges de beurre indigène et de beurre étranger.

Art. 2. — Ceux qui, en vue de la vente, mélangent du beurre indigène avec du beurre étranger doivent, au préalable, avoir adressé au Ministère de l'Intérieur, service d'inspection des denrées alimentaires, un état comportant:

- 1) leurs nom, prénoms et adresse;
- 2) la déclaration de leur intention de mélanger du beurre indigène avec du beurre étranger;
- 3) l'indication de la commune et de l'endroit exact où les mélanges seront effectués;
- 4) la déclaration de leur intention d'employer ou de ne pas employer, pour effectuer les mélanges, des appareils visés par l'article 3 de la loi du 8 juillet 1935, relative aux beurres, margarines, graisses préparées et autres matières grasses comestibles.

Cet état sera établi en double exemplaire et expédié sous pli recommandé.

Art. 3. — Lors de la livraison, les mélanges de beurre indigène et de beurre étranger vendus par quantités supérieures à 5 kilogrammes doivent être accompagnés d'un document commercial dans lequel ces beurres sont désignés par les mots « beurre de marchand ».

Art. 4. — Toute motte de beurre indigène mélangé avec du beurre étranger, vendue, exposée en vente, détenue ou transportée pour la vente ou pour la livraison, doit être contenue dans un récipient ou une enveloppe portant, à la face extérieure et de façon aisément visible pour le public, l'inscription « beurre de marchand ».

Il est toutefois toléré que les mottes exposées en vente ne soient pas contenues dans un récipient ou une enveloppe portant l'inscription « beurre de marchand » du moment que cette inscription est placée sur le produit d'une façon aisément visible pour le public.

L'inscription « beurre de marchand » sera formée de caractères uniformes, distincts et aisément lisibles, d'au moins 3 centimètres de hauteur pour les mottes de plus de 2 kilogrammes et d'au moins 5 millimètres de hauteur pour les mottes dont le poids ne dépasse pas 2 kilogrammes.

Art. 5. — Tout détaillant de beurre indigène mélangé avec du beurre étranger doit avoir dans ses magasins, boutiques ou échoppes, de façon aisément visible pour le public, une pancarte portant l'inscription « beurre de marchand ».

Cette inscription sera tracée en noir sur fond clair, dégagée de tous signes ou indications autres que le prix du produit et formée de caractères gras, uniformes et aisément lisibles, d'au moins 3 centimètres de hauteur.

Art. 6. — Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

Belgique. — L. relative à la prohibition des succédanés de certains produits laitiers. — 30 mars 1936. — M. B., n. 124 (3 mai 1936).

Art. 1^{er}. — Il est interdit d'importer, de fabriquer ou de préparer pour la vente, de vendre, d'exposer en vente, de détenir ou de transporter pour la vente ou pour la livraison:

1) Des émulsions artificielles de matières grasses alimentaires ou d'huiles alimentaires, susceptibles d'être employées à la place de lait entier ou de dérivés liquides du lait entier;

2) Des laits reconstitués;

3) Des produits propres à servir d'aliment pour l'homme obtenus par incorporation de pectine, de gélatine, de gélose, de gommes ou d'épaississants analogues au lait entier ou à des dérivés liquides du lait entier;

4) Des fromages dont la matière grasse est partiellement ou totalement constituée par de la graisse étrangère au lait ou par de la graisse obtenue du beurre par un procédé quelconque de purification ou d'épuration;

5) Des denrées alimentaires renfermant des produits visés aux 1^o, 2^o, 3^o et 4^o du présent article.

Art. 2. — Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, des pouvoirs qui leur sont attribués et de la force probante attachée à leurs procès-verbaux, les directeurs des laboratoires d'analyses de l'Etat, les agronomes de l'Etat, les conseillers de zootechnie de l'Etat, les inspecteurs vétérinaires, les inspecteurs et les auxiliaires du service des denrées alimentaires, les fonctionnaires et agents des douanes et des accises sont spécialement chargés de la recherche et de la constatation des infractions à la présente loi.

Art. 3. — Ils peuvent pénétrer, en tout temps, dans tous les locaux de fabrication ou de préparation de denrées alimentaires destinées à la vente. Pendant tout le temps que les locaux affectés à la vente ou à la distribution de ces denrées sont ouverts, ils peuvent

pénétrer dans tous ces locaux, ainsi que dans tous les dépôts de denrées alimentaires.

Ils peuvent prélever des échantillons, mettre sous sequestre et saisir. Ils constateront les infractions à la présente loi par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

Art. 4 [Pénalités]. —

Art. 5-6. —

Grande-Bretagne et Irlande du Nord. — L. concernant le lait (*extension de dispositions temporaires*). — 19 mars 1936. — 26 Geo. V & 1 Edw. 8, chap. 9 (1936).

[Dans sa partie essentielle, la loi prolonge de 18 mois (du 1^{er} avril 1936 au 30 septembre 1937) certaines périodes de 24 mois (du 1^{er} avril 1934 au 1^{er} avril 1936) prévues par la loi du 31 juillet 1934 — dite loi principale (1) — dans ses articles 1, 2, 3, 5, 6, 11, etc., et concernant en particulier les cas suivants:

1) Paiements faits par le Trésor, respectivement dans le cas de lait vendu pour être transformé en produits laitiers, de lait transformé en produits laitiers par un office de vente du lait, et de lait transformé en fromage dans les fermes (arts. 1, 2 et 3 de la loi pr.);

2) Paiements faits au Trésor, par les offices chargés d'appliquer les plans de vente du lait, à l'égard du lait utilisé pour la fabrication des produits laitiers (art. 5 de la loi pr.);

3) Paiements faits par le Trésor au Gouvernement de l'Irlande du Nord, à l'égard du lait utilisé pour la fabrication du beurre ou de crème dans les établissements irlandais enregistrés, et visant à compenser la différence entre les sommes payables aux producteurs du lait et le prix-standard dans le mois d'utilisation. Paiements faits au Trésor par ledit Gouvernement, à l'effet de restituer les paiements en excès reçus (art. 6 de la loi pr.).

4) Contributions du Trésor aux dépenses des offices chargés d'appliquer les plans de vente du lait, visant à donner effet à des arrangements concernant l'accroissement des demandes de lait (art. 11 de la loi pr.).

La loi est suivie d'une annexe en deux parties: I, modifications secondaires; et II, modifications à apporter au texte de la loi principale pour l'adapter aux prolongations établies par la nouvelle.

Le titre abrogé de la nouvelle loi est: loi de 1934 concernant le lait (*extension de dispositions temporaires*); celui de l'ensemble de la loi principale et de la nouvelle: lois de 1934 et 1936 concernant le lait].

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIV^{ème} Année, 1934, p. 161 et suiv.

Irlande (Etat-Libre d'). — L. n. 43 réglementant l'approvisionnement en lait, le prix du lait, l'assiette d'impôts sur le lait et visant d'autres matières connexes. — 14 août 1936. — Acts, n° 43 (1936).

[Après un certain nombre de dispositions générales contenues dans la première partie de cette loi, la seconde partie réglemente l'approvisionnement en lait et le prix de vente en gros du lait.

Des zones associées (Associated areas) sont établies pour l'approvisionnement et la vente du lait. Le Ministre de l'Agriculture pourra, chaque fois qu'il le juge convenable et par arrêté: déclarer, aux fins de cette loi, qu'une zone spécifiée ou délimitée est une zone destinée à la vente du lait, ou bien une zone de production du lait, ou bien que les dites zones ensemble constituent des zones associées pour l'approvisionnement et la vente du lait; définir par rapport à telle zone destinée à la vente ce qu'on doit entendre par un détaillant ou par un marchand en gros de lait et édicter les dispositions voulues relativement à la composition des Conseils des zones associées, visés par la présente loi.

Chaque fois qu'en vertu d'un arrêté ultérieur une des dites zones ou une partie des dites zones cessera d'être destinée à la vente ou à la production du lait, le principe du respect des droits et des obligations acquis et des responsabilités encourues avant l'entrée en vigueur de la nouvelle disposition sera observé.

Toutes les fois qu'un arrêté établira les dites zones associées, ledit arrêté devra prévoir la constitution d'un Conseil pour les zones associées qui devra remplir les fonctions établies par la présente loi. Le dit Conseil sera composé d'un président et de membres choisis parmi les producteurs, les détaillants et, parfois, les marchands en gros de lait appartenant aux zones dont il est question dans l'arrêté y relatif.

Le Ministre de l'Agriculture nommera le Président et les premiers membres ordinaires qui resteront en charge jusqu'à l'élection des membres ordinaires. Il appartient au Ministre de fixer le jour et les modalités pour l'élection des dits membres ordinaires; l'élection sera renouvelée tous les trois ans. Les membres recevront une indemnité pour les dépenses à soutenir. Des dispositions détaillées règlent le fonctionnement et l'activité du dit Conseil.

Tout Conseil devra tenir un registre des producteurs, des détaillants et des marchands en gros, respectivement. Pourra demander à être inscrit dans les dits registres: a) tout producteur de lait appartenant à tout établissement situé dans la zone de production ou tout producteur appartenant à tout établissement situé hors de la dite zone, mais qui aura fourni pendant une période déterminée une quantité minimum de lait aux marchands de lait de la zone destinée à la vente du lait faisant partie des zones associées; b) tout détaillant et tout marchand en gros de lait exerçant son activité dans la dite zone

destinée à la vente. Le droit à payer pour l'enregistrement sera de cinq shillings pour les producteurs et de dix shillings pour les détaillants et les marchands en gros. Toute personne enregistrée sera tenue de garder dans son établissement les registres prescrits suivant la forme voulue. Le Conseil est autorisé à publier le contenu de tout registre tenu par lui, tout en observant les règles contenues dans la présente loi visant à mettre à l'abri de toute indiscretion les intérêts individuels. Sont conférés au Conseil des pouvoirs déterminés d'inspection et d'examen.

Toute personne pourra : prendre vision de tout registre du Conseil, obtenir une copie certifiée de toute inscription, ou un certificat attestant la non inscription de toute personne ou de tout établissement.

Tout producteur enregistré sera tenu d'envoyer au Conseil dans le délai établi un compte rendu concernant le lait vendu dans une période déterminée à toute personne, enregistrée ou non, dans les zones associées et de remettre au dit Conseil un droit calculé à un tant pour cent sur chaque gallon de lait vendu à toute personne non enregistrée. Tout détaillant ou marchand en gros enregistré sera tenu d'envoyer au Conseil, dans le délai établi, un relevé du lait produit et vendu par lui, ou acheté à tout producteur enregistré ou non dans une période déterminée et de remettre au dit Conseil un droit calculé à un pourcentage sur chaque gallon de lait produit, vendu ou acheté par lui à tout producteur enregistré. Sept jours après l'expiration du délai établi pour la remise au Conseil des relevés, le Conseil délivrera les titres de dette (*certificate of indebtedness*) relatifs à chacun des dits contribuables qui seront obligés d'effectuer le paiement dans le délai de sept jours; une fois le dit délai expiré les sommes non payées seront recouvrables par la voie judiciaire ordinaire.

Toute personne contrevenant en tout ou partie aux obligations susdites sera passible de l'annulation de son enregistrement; elle pourra toutefois recouvrer son droit si elle effectue le paiement dans le délai de trois mois à partir de la date d'annulation.

Tout Conseil déterminera, relativement aux zones rentrant dans sa compétence, le prix minimum du lait qu'il juge être le prix équitable que les détaillants et les marchands en gros enregistrés devraient payer pour chaque gallon de lait, aux producteurs enregistrés. Le Conseil communiquera sa détermination au Ministre de l'Agriculture, qui, après l'avoir prise en considération, établira le prix minimum susvisé, tout en rapportant ou modifiant, le cas échéant, toute disposition contraire préalablement édictée.

Des restrictions sont établies sur la vente en gros du lait dans les zones destinées à la vente de ce produit. Tout producteur de lait ne pourra vendre le lait que s'il est dûment enregistré, s'il s'agit de lait provenant des établissements relativement auxquels il est enregistré,

si la vente est faite conformément à un permis accordé par le Conseil, ou si le lait est vendu à ses serviteurs pour leur usage particulier. Le commerce du lait ne sera permis qu'aux détaillants et marchands en gros enregistrés qui seront obligés d'acheter le lait exclusivement aux producteurs, détaillants et marchands en gros enregistrés ou bien conformément à tout permis accordé par le Ministre de l'Agriculture en vertu de la présente loi.

Tout lait en bouteilles, portant le nom ou la marque d'une personne autre que le vendeur, ne pourra être vendu que si le vendeur a reçu le dit lait directement de la personne à qui appartient le nom ou la marque susvisés.

Toute transaction commerciale relative au lait, entre producteurs, détaillants et marchands en gros enregistrés, devra être faite par un contrat préalablement approuvé par le Président du Conseil et rédigé conformément aux dispositions détaillées contenues dans la présente loi. Au cas où il le juge convenable, le Conseil pourra autoriser tout détaillant ou marchand en gros à acheter une quantité déterminée de lait à une personne non enregistrée, pourvu que le prix payé ne soit pas inférieur au minimum établi.

Tout Conseil est autorisé à acheter du lait chez tout détaillant ou marchand en gros enregistré à un prix inférieur au prix minimum établi et à le vendre ou à le destiner à toute transformation.

Tout Conseil pourra, d'accord avec le Ministre de l'Agriculture, supporter, en tout ou en partie, les frais de tout plan destiné à augmenter la consommation du lait dans les zones associées.

La troisième partie de cette loi vise le prix de vente au détail du lait.

Le Ministre de l'Agriculture pourra, d'accord avec le Ministre de l'Industrie et du Commerce, et chaque fois qu'il le juge convenable, fixer le prix maximum auquel doit être vendu tout lait d'une espèce déterminée dans une zone spécifiée, d'après des conditions données, ou bien fixer des prix différents selon les différentes conditions.

Des peines diverses sont prévues pour toute infraction aux dispositions de la présente loi].

Lettonie. — L. concernant la réglementation du marché des produits laitiers. — 23 juillet 1935. — V. V., n. 167 (27 juillet 1935).

Art. 1^{er}. — L'Etat prévoit chaque année au budget les crédits destinés à la réglementation du marché du beurre, du fromage et d'autres produits laitiers.

Art. 2. — La Société par actions « L'exportation centrale du beurre de Lettonie » est chargée par le Ministère de l'agriculture d'ache-

ter aux laiteries leur beurre et de payer les prix suivants pour le beurre de 1^{er} choix:

- 1) décembre, janvier, février et mars: Ls. 2 par kg.;
- 2) avril, mai, septembre, octobre et novembre: Ls. 1,75 par kg.;
- 3) juin, juillet et août: Ls. 1,60 par kg.

Les prix du beurre de qualité inférieure sont fixés par instruction ministérielle de telle manière qu'ils ne dépassent pas les prix du beurre de 1^{er} choix.

Art. 3. — La procédure d'emploi des ressources pour la réglementation du marché du beurre, du fromage et d'autres produits laitiers, ainsi que les prix d'achat et de vente de ces produits sont fixés par le Ministre de l'Agriculture.

Art. 4. — La Société par actions « L'exportation centrale du beurre de Lettonie » est chargée par le Ministère de l'agriculture de dresser les comptes des opérations faites sur la vente et l'achat du beurre, du fromage, et d'autres produits laitiers pour chaque mois écoulé et de les soumettre au Ministère de l'agriculture. En dressant les comptes, il convient de prendre en considération les dépenses faites pour la fourniture, le transport, la conservation et le commerce des produits laitiers dans des conditions définies par le Ministre de l'agriculture. Si les comptes d'opérations font apparaître un déficit, il sera couvert par les ressources prévues à l'article 1^{er} par ordonnance du Ministre de l'agriculture.

Art. 5. — En vue de l'application de cette loi, des instructions seront édictées par le Ministre de l'agriculture.

Est abrogée la loi antérieure concernant la valorisation des produits laitiers (recueil des lois 1934, 313).

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1935.

Lettonie. — L. concernant la réglementation du marché du bétail de ferme et de la viande. — 23 juillet 1935. — V. V., n. 167 (27 juillet 1935).

Art. 1^{er}. — L'Etat prévoit chaque année au budget les crédits destinés à la réglementation du marché du bétail de ferme et de la viande.

Art. 2. — La Société anonyme « L'exportation du bacon » est chargée par le Ministère de l'agriculture d'acheter le bétail de ferme et la volaille aux prix fixés par le Ministre de l'agriculture au moins six mois à l'avance.

Art. 3. — Les différentes qualités du bétail de ferme et de la volaille à acheter sont fixées par le Ministre de l'agriculture par instruction ministérielle.

Art. 4. — La Société anonyme « L'exportation du bacon » étant chargée par le Ministère de l'agriculture d'acheter et de revendre le bétail de ferme et la volaille, ainsi que de faire les opérations commerciales des produits de la viande, est tenue d'en dresser les comptes et de les soumettre au Ministère de l'agriculture. En dressant les comptes, il convient de prendre en considération les prix d'achat et de vente, ainsi que les dépenses faites pour la transformation, la conservation et les opérations commerciales. Si les comptes relèvent un déficit, il est couvert par des ressources prévues à l'article 1^{er} par ordonnance du Ministre de l'agriculture.

Art. 5. — En vue de l'application de cette loi, des instructions seront édictées par le Ministre de l'agriculture.

Est abrogée la loi antérieure sur la valorisation de l'élevage des pores (recueil des lois 1934, 172) et la loi sur la valorisation de l'élevage des moutons (recueil des lois 1934, 65).

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} août 1935.

Lettonie. — L. concernant la réglementation du marché des œufs. — 8 octobre 1935. — V. V., n. 235 (15 octobre 1935).

Art. 1^{er}. — L'Etat prévoit chaque année au budget les crédits nécessaires destinés à la réglementation du marché des œufs.

Art. 2. — Pour les œufs de volaille, la Société par actions « L'exportation centrale du beurre de Lettonie », qui est chargée par le Ministère de l'agriculture de les acheter pour l'exportation, est tenue de payer aux agriculteurs les prix qui sont fixés par le Ministre de l'agriculture pour tout le pays deux mois à l'avance.

Remarque. — Le Ministre de l'agriculture peut autoriser également, dans des cas particuliers, d'autres sociétés, unions et firmes s'occupant de l'exportation des œufs à acheter et à exporter des œufs.

Art. 3. — La Société par actions « L'exportation centrale du beurre de Lettonie » est tenue de dresser les comptes sur l'exportation et la vente des œufs pour chaque mois écoulé et de les soumettre au Ministère de l'agriculture. En dressant les comptes, il convient de tenir compte des prix d'achat et de vente et des dépenses faites pour la fourniture, l'emballage, le triage, le transport, la conservation et les opérations commerciales sur les œufs. Si les comptes font apparaître un déficit, il est couvert par les ressources prévues à l'article 1^{er} par ordonnance du Ministre de l'agriculture.

Art. 4. — En vue de l'application de la présente loi, une instruction sera édictée par le Ministre de l'agriculture.

La présente loi entrera en vigueur le jour de sa publication.

Lithuanie. — Modification des instructions relatives à l'analyse du beurre à exporter (1). — 6 mars 1936. — J. O., n. 525.

Les instructions relatives à l'analyse du beurre à exporter sont modifiées comme suit:

« § 8. — En se basant sur les qualités du beurre — son goût, son odeur, sa fabrication, sa consistance, sa couleur, sa teneur en sel — et son emballage, les contrôleurs classent en 2 catégories le beurre qui, en vertu des ordonnances du Ministre des finances (J. O., n. 261, n. 262, n. 442) est admis en franchise à l'exportation:

a) le beurre de la première qualité est celui qui a obtenu de 10,1 à 15 points, qui ne contient pas plus de 16 % d'eau et qui est naturel;

b) le beurre de la deuxième qualité est celui qui a obtenu de 7,1 à 10 points, qui ne contient pas plus de 16 % d'eau et qui est naturel ».

« § 9. — Les contrôleurs munissent le beurre de la première et de la deuxième qualité de marques de contrôle portant en lithuanien et en anglais le texte: « Beurre pur de Lithuanie, contrôlé » et la date du contrôle.

Le beurre de la première qualité porte une marque de contrôle rouge; la marque de la deuxième qualité est verte.

Les contrôleurs plombent chaque tonnelet ou caisse analysés qui ne sont pas chargés immédiatement sur le navire ou dans le wagon, dans lequel le beurre sera expédié à l'étranger. Le beurre, expédié dans de petites caisses, doit être emballé dans des sacs ou caisses et plombé. Le matériel nécessaire pour le plombage est livré par les exportateurs.

Les contrôleurs délivrent à l'exportateur un certificat pour la quantité de beurre analysé de la première et de la deuxième qualité ».

« § 10. — Pour couvrir les frais de contrôle du beurre, le Ministère de l'agriculture perçoit des exportateurs une contribution de 0,01 lita par kilogramme (poids net) de beurre évalué. L'argent est payé par les exportateurs aux contrôleurs qui le versent au compte du département d'agriculture.

Norvège. — L. provisoire n. 6 portant des dispositions en vue d'encourager les échanges des produits agricoles. — 10 juillet 1936. — N. L., n. 27 (20 juillet 1936).

Art. 1^{er}. — Dans le but de favoriser les échanges de lard, de viande de mouton, de lait, de fromage, de beurre, et d'œufs, il est constitué un « Conseil des Echanges » composé de 8 membres. Les membres

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XIX^{ème} Année, 1929, p. 182-3.

dudit Conseil seront désignés par les Unions suivantes à raison d'un membre par Union:

- 1) Société pour le Bien-Etre de la Norvège;
- 2) Union nationale des producteurs de lait;
- 3) Union centrale de la Norvège des producteurs de viande et de lard;
- 4) Union centrale pour les œufs;
- 5) Union des commerçants de la Norvège;
- 6) Union coopérative rurale de la Norvège;
- 7) Union des agriculteurs de la Norvège;
- 8) Unione norvégienne des paysans et des petits agriculteurs.

Les membres des Unions restent en charge pendant trois ans consécutifs. Chaque année deux d'entre eux sont renouvelés.

Art. 2. — Le président et le vice-président seront nommés par le Conseil. Le quorum requis pour la validité des délibérations est de 5 membres dont le président ou le vice-président. Toute décision est prise à la majorité des voix. En cas de partage, le vote du président est prépondérant.

Un Comité de 3 membres dont le président ou le vice-président est nommé par le Conseil.

Le Conseil établit, avec l'approbation du Ministère de l'agriculture, des dispositions visant le Comité susdit.

Le Conseil remet un rapport annuel sur son activité, avec les livres de comptabilité y relatifs au Ministère compétent et aux associations qui ont nommé ses membres. Le Ministère peut établir des mesures plus détaillées concernant la tenue des livres de comptabilité, sur les indications que devra contenir le rapport susdit aussi que sur leur publication.

Art. 3. — Il appartient au Ministère compétent d'établir les émoluments et les indemnités pour frais de transport dus aux membres du Conseil susdit.

Les frais encourus par ces membres seront couverts par les revenus dérivant de la perception des droits établis aux termes de la présente loi. Le Ministère compétent peut établir les modalités suivant lesquelles on procédera au remboursement des frais à prélever sur les dits revenus.

Art. 4. — En vue de réaliser le but visé à l'article 1^{er}, il appartient au Conseil de rassembler et d'élaborer tous les renseignements nécessaires et, sur la base de ces derniers, de formuler les propositions requises par l'espèce.

Le Roi, sur la base de ces propositions et d'après les règles indiquées ci-après, a la faculté d'établir des droits sur les échanges de lard, de viande de mouton, de lait et d'œufs, pendant la durée d'une année.

Art. 5. — Toute personne qui, aux effets de l'analyse, envoie du lard, ou de la viande de mouton à un établissement communal ou à d'autres établissements de contrôle de la viande, est tenue de payer le droit y relatif. La viande provenant de l'étranger est exempte du paiement dudit droit. Le contrôleur ou le gérant de l'établissement est responsable du paiement desdits droits. Les droits établis sur la viande de mouton peuvent être perçus chez celui qui en effectue la livraison en vue de la salaison ou bien chez celui qui effectue cette dernière.

Toute personne livrant des œufs à la vente est assujettie au paiement des mêmes droits, qui peuvent être perçus sur le producteur lui-même, ou bien sur les acheteurs, soit qu'ils achètent les œufs pour les mettre dans le commerce, soit pour les destiner à la consommation dans leur propre entreprise.

Toute personne livrant directement aux consommateurs, aux laiteries, aux fromageries ou aux fabriques de lait condensé, aux unions pour la vente de lait ou à d'autres établissements, du lait provenant directement du producteur, est assujettie au paiement dudit droit.

Art. 6. — Le Roi, ou son délégué dûment autorisé, a la faculté d'établir un droit sur tout lait vendu directement par les producteurs aux consommateurs, aux laiteries, fromageries, fabriques de lait condensé, débits de lait ou d'autres établissements similaires. Cette mesure sera prise dans les districts où l'Union des laiteries et des producteurs de lait ayant en mains la plus grande partie du commerce du lait, a décidé d'établir un droit sur le lait destiné à la consommation en vue de réaliser une égalisation des prix entre le lait destiné à la consommation et celui qui est destiné à la fabrication de produits dérivés. Il appartient au Roi ou au Ministère compétent, sur proposition du « Conseil des Echanges », d'établir le montant des droits sur tout lait vendu dans un district directement par ces producteurs aux consommateurs.

Il appartient au Ministère compétent d'établir les mesures plus détaillées sur la fixation des droits requis par les dispositions du présent article et de décider en outre s'il y a lieu de les appliquer ou non. Aux effets de cette décision, on ne tiendra pas compte des échanges qui, en conformité des prescriptions en vigueur, sont exemptés du paiement des droits établis par la présente loi. Tout droit établi en conformité des dispositions du présent article doit, déduction faite des frais de transport, être affecté aux fonds destinés aux subventions pour le lait de production (le lait destiné au producteur y compris) des laiteries, fromageries et fabriques de lait condensé, et d'autres entreprises, dans le cas où le Ministère compétent l'aurait établi.

Dans le cas où il se produit un différend, il appartient au Ministère compétent, le « Conseil des Echanges » entendu, de statuer sur la détermina-

tion de la région ressortissant à la compétence du district où est située l'entreprise en question, et sur ce que l'on devra entendre par lait destiné à la consommation, et par lait destiné à la fabrication de produits dérivés. Le Ministère compétent peut fixer le montant des frais d'administration devant être compris dans le calcul, après que les droits à payer par les non membres auront été fixés.

Art. 7. — Les droits sur les échanges et les droits de compensation sur le lait peuvent être perçus auprès des entreprises intéressées. Toute entreprise, tout détenteur, administrateur ou gérant d'une entreprise est responsable du paiement desdits droits. Toute entreprise a l'obligation de verser à une caisse spéciale la somme équivalente auxdits droits pour chaque opération de vente de lait. Une fois le versement fait, le droit de propriété desdits fonds est transféré *ipso facto* aux unions professionnelles qui y ont droit. Ces dits fonds seront versés à la fin de chaque mois au « Conseil des Echanges » ou à une personne dûment autorisée.

Les droits établis sur le lait livré par les producteurs directement aux consommateurs sont perçus sur les producteurs si, en conformité des dispositions de l'article 8, d'autres dispositions n'ont pas été édictées. Dans le cas où un autre que le propriétaire exerce le droit d'usufruit sur le cheptel, la responsabilité du paiement des droits en question incombe solidairement au propriétaire et à l'usufruitier.

Toute personne chez laquelle est effectuée la perception desdits droits a l'obligation de tenir les registres et de fournir les données prescrites par le ministère compétent. *Le ministère susdit peut, dans des cas spéciaux, ordonner la remise obligatoire de données même de la part de ceux qui effectuent le transport du lait.*

Il appartient au « Conseil des Echanges » d'établir le montant définitif des droits, dans le cas où, sur la base des données et d'autres renseignements fournis, il n'a pas été possible de les fixer d'une façon certaine.

Art. 8. — Le « Conseil des Echanges » peut, avec l'approbation du Ministère compétent, établir que les droits sur les échanges et les droits de compensation sur le lait puissent être perçus chez les consommateurs les plus importants désignés par le Ministère compétent. Dans ce cas, on devra notifier, avec un préavis de 8 jours, aux destinataires du lait le jour de la perception et le montant des droits à payer. On devra notifier également à partir de quelle époque ils sont dus. Cette stipulation peut être établie pour une région déterminée ou pour des consommateurs particuliers.

Tout destinataire ayant reçu le préavis dont il est question au premier alinéa doit retenir sur la somme due pour le lait la contribution à verser à la caisse spéciale. Les dispositions du premier et

du dernier alinéa de l'art. 7 devront être appliquées de façon analogue. Si des paiements ont été effectués par le destinataire aux fournisseurs sans la retenue préalable des droits susdits, la responsabilité du paiement de ces droits incombe au destinataire.

La perception des droits, sur la base des dispositions susdites, ne porte pas préjudice aux prescriptions édictées par le Ministère compétent concernant les producteurs visés par le 3^{ème} alinéa de l'article 7.

Tout producteur doit, lorsqu'il en est requis, indiquer le destinataire du lait.

Art. 9. — Il appartient au Ministère compétent d'édicter des dispositions plus détaillées relatives au mode de paiement, à la perception des droits, à la tenue des livres de comptabilité et de contrôler que les paiements soient effectués.

Sur les sommes dues, mais qui n'ont pas été versées à l'époque établie, devra être payé un taux d'intérêt de $\frac{1}{2}$ % par mois ou fraction de mois.

Le « Conseil des Echanges » est autorisé à assurer le paiement des droits, frais et intérêts compris, moyennant la saisie chez les personnes responsables. Dans ce cas, le délai fixé par les dispositions du premier alinéa de l'art. 102 de la loi sur l'exécution forcée est d'une semaine. Les mesures visées à l'art. 195, concernant la prorogation du délai de paiement, ne doivent pas être appliquées, et les biens saisis peuvent, sans préjudice des dispositions du 1^{er} alinéa de l'art. 198 de la même loi, être aliénés 2 semaines après que la saisie-gagerie a été effectuée.

Art. 10. — Le ministère compétent peut autoriser le « Conseil des Echanges » à interdire toute vente de lait par un producteur ou une entreprise qui pendant deux mois n'aura pas payé les droits dus.

Il incombe au « Conseil des Echanges », dans le cas où ladite interdiction a frappé un producteur, de lui accorder l'autorisation, dans la mesure prévue au premier et au second alinéa, de livrer son lait aux laiteries les plus proches, aux stations de livraison ou aux débits de lait, dans les mêmes conditions que celles qui sont en vigueur pour les autres fournisseurs.

Il incombe aux autorités de police, dans le cas où l'on aurait essayé d'effectuer la livraison de lait contrairement à l'interdiction établie par le présent article, de veiller à ce que le lait en question soit livré aux laiteries ou aux stations de livraison compétentes; dans ce cas le transport sera effectué par les moyens de transport et dans les récipients appartenant au producteur en question. En ce qui concerne la fixation du prix du lait livré de la façon susdite, il appartient au consignataire de l'établir.

En fixant le prix susdit, on défalquera le montant des frais éventuels occasionnés par le transport.

Le « Conseil des Echanges », avant de prendre la décision dont il est question au premier alinéa, devra entendre l'avis du producteur ou de l'administration de l'entreprise intéressée.

Toute décision sera communiquée à l'intéressé.

On pourra appeler de toute décision prise par le « Conseil des Echanges », devant le ministère compétent, qui est autorisé à modifier les décisions adoptées s'il ne les trouve pas justifiées. Le délai d'appel est de 2 semaines.

En cas de différends, il appartient au ministère compétent de statuer sur les conditions de livraison, sur la base des dispositions des alinéas 2 et 3. En établissant ces conditions, on tiendra compte du fait que les fournisseurs précédents ont constitué ou non le capital d'exercice de l'entreprise.

Art. 11. — Les sommes perçues reviennent aux unions industrielles mentionnées; la gestion desdits fonds, qui sont destinés aux buts visés à l'article 1^{er}, appartient au Conseil.

Tout reliquat pouvant exister à la clôture de l'exercice financier sera destiné à un fonds exclusivement réservé au but mentionné.

Art. 12. — Il appartient à un comité, constitué à cet effet par le ministère compétent, d'exercer le contrôle sur l'activité et la comptabilité du « Conseil », des unions centrales du lait et des institutions qui bénéficient d'une subvention découlant des droits sur le lait.

Le ministère peut édicter des dispositions plus détaillées concernant le contrôle susdit, sur les renseignements que doivent contenir les rapports annuels et les livres de comptabilité fournis par les institutions mentionnées ainsi que sur la publication des livres de comptabilité etc.

Les émoluments dus aux membres du comité de contrôle et les frais encourus pour les travaux effectués seront fixés conformément aux dispositions de l'article 3.

Le ministère compétent, le « Conseil des Echanges » et le Comité préposé au contrôle auront libre accès dans les locaux des unions centrales du lait aux effets du contrôle des données, des calculs et des livres de comptabilité.

Art. 13. — Le ministère compétent édictera des dispositions relatives à l'exonération du paiement des droits de consommation et de compensation sur le lait provenant de petites exploitations, ou dans le cas où la vente du lait est plutôt précaire ou de moindre importance, ou enfin dans des cas où des motifs fondés justifient l'exemption du paiement des droits en question.

Art. 14. — Des prescriptions plus détaillées concernant l'application de la présente loi seront édictées par le ministère compétent.

Art. 15. — Toute contravention aux prescriptions de la présente loi ou aux dispositions établies en vertu de celle-ci est frappée d'amende.

Art. 16. — La présente loi entre immédiatement en vigueur. Est abrogée la loi provisoire du 6 juin 1930 et les lois complémentaires du 24 juin 1931 et du 29 juin 1934, portant des dispositions en vue d'encourager les échanges de produits agricoles.

Nouvelle-Zélande. — L. visant à améliorer l'organisation de la vente des produits laitiers et d'autres produits bruts, en vue d'assurer à leurs producteurs une rémunération adéquate des services par eux rendus à la communauté. — 15 mai 1936. — Act No. 5, 1 Edw. VIII (1936).

Considérant qu'il est essentiel dans l'intérêt public que les producteurs de produits bruts (primary products) soient, dans la mesure du possible, protégés contre les effets des fluctuations des prix sur le marché;

Considérant que le moyen le plus efficace et approprié d'assurer une protection semblable paraît devoir être recherché: en ce qui concerne les produits bruts destinés à l'exportation, dans l'acquisition par le Gouvernement, pour le compte de l'Etat, de la propriété de tels produits à des prix déterminés et publiés de temps à autre; et, en ce qui concerne les produits bruts destinés à être consommés en Nouvelle-Zélande, dans une autorisation, accordée au Gouvernement, à acquérir leur propriété à des prix fixés, ou à contrôler leur vente et distribution, selon ce qu'il jugera plus opportun;

Considérant qu'il n'est pas possible d'appliquer sans retard un plan, ou des plans, s'étendant efficacement à toutes les catégories de produits bruts, et qu'il est, par contre, désirable de mettre à exécution, en attendant, un plan pareil en ce qui concerne les produits laitiers (y compris certains autres qui rentrent d'ordinaire dans le cadre de l'activité de l'industrie laitière);

Considérant que, pour permettre au Gouvernement d'appliquer son présent plan relatif aux produits laitiers et de formuler ses plans à l'égard des autres produits bruts, on propose de créer un département, dit Département pour la Vente des Produits bruts, qui serait spécialement chargé de l'organisation de la vente de tous les produits bruts dont le Gouvernement aura acquis la propriété ou assumé le contrôle ainsi que de toutes autres tâches et fonctions d'ordre général qui pourraient lui être dévolues par la suite;

Considérant qu'une loi est nécessaire pour donner effet aux propositions ci-dessus énumérées;

Pour ces motifs:

l'Assemblée Générale de Nouvelle-Zélande, réunie en Parlement, vote, de par son autorité, la loi suivante:

Art. 1^{er}. — La présente loi pourra être citée comme « Loi de 1936 sur l'Organisation de la vente des produits bruts ».

Art. 2. — La présente loi est divisée comme suit:

I^{ère} Partie: Administration.

II^{ème} Partie: Organisation de la vente des produits laitiers.

III^{ème} Partie: Office laitier de Nouvelle-Zélande.

I^{ère} PARTIE. — ADMINISTRATION.

Art. 3. — (1) Le Gouverneur Général pourra nommer un membre du Conseil Exécutif, pour une période de temps indéterminée, Ministre pour l'organisation de la vente (appelé plus loin " le Ministre ").

(2) L'Annexe III à la loi de 1920 sur la Liste Civile sera, en conséquence, modifiée en tant que l'on ajoutera aux Ministères énumérés dans sa I^{ère} Partie celui pour l'Organisation de la vente.

Art. 4. — Il sera créé un département, dit Département pour l'Organisation de la vente des produits bruts (appelé plus loin " le Département "), qui, sous la direction du Ministre, sera chargé de l'application de la présente loi.

Art. 5. — (1) Il sera nommé un Directeur pour l'Organisation de la vente (appelé plus loin " le Directeur "). Le Directeur sera le chef administratif du Département.

(2) Pourront en outre être nommés un ou plusieurs Sous-Directeurs pour l'Organisation de la vente ainsi que tels autres fonctionnaires qui seraient par la suite jugés nécessaires.

(3) Le Sous-Directeur ou les Sous-Directeurs (s'il y en a plusieurs) pourront, avec l'autorisation par écrit du Directeur, exercer toutes les fonctions de celui-ci. Toutefois, la disposition du présent alinéa ne pourra être interprétée comme dérogeant à l'article 5 de la loi de 1912 sur les Fonctionnaires Publics.

(4) Cependant, nonobstant toute disposition contraire de la loi de 1912 sur les Fonctionnaires Publics, toute personne (autre qu'un Ministre de la Couronne) qui, après la promulgation de la présente loi, sera membre de la Commission Exécutive d'Agriculture, créée par la loi de 1934 sur l'Agriculture (Pouvoirs de Crise), pourra être nommée, par le Commissaire à l'Administration Publique, Directeur ou Sous-Directeur; de même, toute personne qui, après la promulgation de la présente loi, sera fonctionnaire de l'Office laitier de Nouvelle-Zélande, créé par la loi de 1923 sur les produits laitiers dans sa forme modifiée par la loi de 1934 sur l'Agriculture (Pouvoirs de Crise), ou qui, sans

être fonctionnaire, possédera des connaissances techniques ou pratiques de l'industrie laitière, pourra être nommée fonctionnaire permanent du Département.

Art. 6. — (1) La principale tâche du Département consistera à prendre toutes mesures nécessaires quant à :

a) l'achat, pour le compte de l'Etat, de tout genre de produits bruts, selon les dispositions de la présente loi ou toute autre autorisation légale qui pourra lui être accordée par la suite;

b) l'organisation de la vente, en Nouvelle-Zélande ou en pays d'outremer, de tous produits bruts, achetés, ou non, pour le compte de l'Etat.

(2) Nonobstant toute disposition contraire d'une autre loi, aucun contrat relatif au transport par mer de produits bruts destinés à l'exportation ne pourra être conclu, après la promulgation de la présente loi, si ce n'est par le Ministre ou d'après les conditions approuvées par celui-ci. Tout contrat conclu contrairement aux dispositions du présent article sera nul.

(3) Toute personne (autre que le Ministre) qui, après la promulgation de la présente loi, exportera des produits bruts, quels qu'ils soient, devra, à l'occasion de l'enregistrement prescrit par la loi des Douanes, présenter au percepteur ou à un autre fonctionnaire de la douane des preuves suffisantes pour établir que le contrat relatif au transport a été conclu avant la promulgation de la présente loi, ou qu'il a été approuvé par le Ministre.

Art. 7. — (1) Toutes les fonctions du Département pourront être exercées par le Ministre.

(2) Le Ministre pourra, le cas échéant, déléguer par écrit, au Directeur, telles fonctions qu'il jugera bon de lui confier.

(3) Toute délégation pareille est révocable à volonté, et nulle délégation semblable ne pourra empêcher le Ministre d'exercer en personne les fonctions dont il s'agit.

(4) Toute délégation de ce genre pourra être subordonnée aux conditions et restrictions que le Ministre jugera opportun d'imposer; elle pourra être soit générale soit spéciale pour une matière déterminée.

(5) Tant qu'une telle délégation n'aura pas été révoquée, elle restera en vigueur dans ses propres termes. Si le Ministre qui l'a conférée cesse d'exercer ses fonctions, la délégation continuera à produire ses effets, comme si elle avait été conférée par le Ministre qui au moment donné est au pouvoir; de même, si le Directeur à qui elle a été conférée cesse d'exercer ses fonctions, la délégation restera en vigueur, comme si elle avait été conférée à la personne qui, au moment donné, occupe le siège du Directeur ou en exerce les fonctions.

(6) Le fait que le Directeur ou un Sous-Directeur, ou toute autre personne qui remplace régulièrement le Directeur, exerce des fonctions

du Ministre sera, sauf preuve contraire, considéré comme établissant d'une façon suffisante son droit d'agir ainsi.

Art. 8. — (1) Les fonctions de la Commission Exécutive d'Agriculture, telles qu'elles ont été définies à l'article 6 de la loi de 1934 sur l'Agriculture (Pouvoirs de Crise), seront désormais du ressort du Département.

(2) L'autorisation — conférée au Gouverneur Général par l'article 7 de la loi de 1934 sur l'Agriculture (Pouvoirs de Crise), complété par l'article 25 de la loi de 1935 sur la culture du tabac — de transmettre à ladite Commission les pouvoirs des différents Offices qui y sont mentionnés — pourra être interprétée à l'avenir dans le sens d'investir des mêmes pouvoirs le Ministre. Partant, en ce qui concerne l'application du présent alinéa, les dispositions du susdit article 7 ou de l'article 8 de la même loi relatives à la Commission seront interprétées désormais comme se référant au Ministre.

(3) La Commission Exécutive d'Agriculture sera abolie à la date qu'aura fixée le Gouverneur Général assisté de son Conseil. Si, avant la date ainsi fixée, un membre de la Commission a été nommé Directeur ou Sous-Directeur pour l'Organisation de la vente, il pourra remplir les deux fonctions à la fois, mais il n'aura droit qu'à un seul traitement, et précisément à celui qui aura été fixé par le Ministre.

(4) Tant que la Commission subsistera, elle conservera les pouvoirs qui lui ont été conférés par l'article 6, alinéa 2, de la loi de 1934 sur l'Agriculture (Pouvoirs de Crise), mais elle ne les exercera plus qu'avec l'autorisation du Ministre. La Commission aura en outre tels pouvoirs que lui aura délégués le Ministre; et le Ministre pourra lui déléguer tous pouvoirs de son ressort. Les dispositions de l'article 7 de la présente loi concernant la délégation des pouvoirs du Ministre seront applicables, avec les modifications nécessaires, à la délégation des pouvoirs par le Ministre à la Commission.

Art. 9. — En vue de se procurer des renseignements considérés comme nécessaires ou utiles pour permettre au Département de remplir sa tâche ou au Gouvernement de décider s'il conviendrait, eu non, d'étendre ou de modifier la compétence du Département, le Directeur, assisté d'un Sous-Directeur ou de toute autre personne désignée à cet effet par le Ministre, aura tous les pouvoirs d'une commission constituée d'après les dispositions de la loi de 1908 sur les commissions d'enquête.

Art. 10. — (1) En ce qui concerne l'application de la présente loi, il sera ouvert, à la Reserve Bank of New Zealand, un compte courant, dit le Compte de l'Industrie Laitière.

(2) La X^{ème} Partie de la loi de 1926 sur les Finances Publiques sera applicable au Compte de l'Industrie Laitière de la même manière qu'aux différents autres comptes qui y sont mentionnés.

(3) Il ne pourra être disposé du Compte de l'Industrie Laitière que par chèques signés par le Directeur ou par un Sous-Directeur et contre-signés par le Bureau de Contrôle de la comptabilité.

(4) Aucune limite imposée par une loi à la faculté d'emprunter du Gouvernement de Nouvelle-Zélande ou de toute personne pour le compte dudit gouvernement ne produira l'effet de restreindre l'autorisation conférée à la Reserve Bank of New Zealand par l'article 13, alinéa (gg) de la loi de 1933 sur la Reserve Bank of New Zealand dans son texte modifié par l'article 12 de l'Amendement de 1936 à ladite loi; et ledit alinéa sera interprété comme autorisant cette banque à concéder, et le Gouvernement à recevoir, des facilités de crédit supplémentaires en faveur du Compte de l'Industrie Laitière, sur lequel il pourra en conséquence être tiré sans provision.

Art. 11. — Pour faciliter les opérations du Compte de l'Industrie Laitière, il pourra être ouvert, auprès de la Reserve Bank of New Zealand ou de toute autre banque, en Nouvelle-Zélande ou ailleurs, tout compte courant à découvert ou autre compte complémentaire qui aura été autorisé, le cas échéant, en conformité des dispositions de la loi de 1926 sur les Finances Publiques.

Art. 12. — (1) Seront régulièrement versées au Compte de l'Industrie Laitière toutes sommes provenant de la vente, par le Département, de produits laitiers, ainsi que toutes autres sommes légalement dues à ce compte.

(2) Seront payées sur le compte en question, sans qu'aucune autorisation spéciale soit nécessaire, toutes sommes dues par l'Etat à titre de prix d'achat de produits laitiers ou de fret, assurance et frais de magasinage ou de vente des mêmes produits.

(3) Seront de même payés sur le compte en question, dans les limites des sommes qui y auront été affectées au budget voté par le Parlement, les appointements et indemnités des fonctionnaires et toutes autres dépenses encourues pour l'application de la présente loi.

Toutefois, les dépenses faites avec l'approbation du Ministre pour l'exercice terminant le 31 mars 1937 pourront être acquittées, avant que le budget ait été voté par le Parlement, sans autre autorisation que celle conférée par le présent article.

Art. 13. — (1) En vue de faciliter la conclusion, par le Gouvernement de Nouvelle-Zélande, avec les Gouvernements des autres pays, d'accords destinés à développer les échanges réciproques, le Ministre pourra entamer des négociations au nom du Gouvernement de Nouvelle-Zélande, de la manière et quand il l'estimera opportun, avec les représentants accrédités du Gouvernement du Royaume-Uni ou de toute autre partie des possessions de Sa Majesté ou de tout autre pays.

(2) Comme base de tout accord semblable, il sera entendu que, si le Gouvernement d'un certain pays achète des produits bruts de

Nouvelle-Zélande, ou créera et maintiendra des conditions de marché favorables pour les mêmes produits, le Gouvernement de Nouvelle-Zélande s'obligera à prendre, par l'entremise de la Reserve Bank of New Zealand, les mesures nécessaires pour que ses créances ainsi constituées dans ce pays soient, entièrement ou pour une grande partie, employées à l'achat de produits industriels déterminés de ce pays.

Art. 14. — (1) Le Ministre devra faire rédiger, dans les trois mois à compter du 1^{er} août de chaque année, un rapport sur l'activité du Département dans la période de douze mois ayant pris fin le 31 juillet précédent.

(2) Ledit rapport, accompagné du bilan dressé par les soins du Département selon les règles établies à l'article 57 de la loi des Finances de 1932, sera soumis au Parlement dans les 14 jours, à compter de celui où il aura été reçu par le Ministre, si le Parlement siège, et à compter du jour de l'ouverture de la session suivante, si le Parlement ne siège pas.

(3) Nonobstant toute disposition contraire de l'art. 57 précité de la loi des Finances de 1932, le bilan du Département, dressé d'après les règles établies audit article, pourra se rapporter à la période de douze mois terminant le 31 juillet de chaque année, au lieu de l'année fiscale.

Art. 15. — (1) L'autorisation de prendre des règlements d'administration publique, accordée au Gouverneur Général par l'article 27 de la loi de 1934 sur l'Agriculture (Pouvoirs de Crise), sera étendue de manière à comprendre celle d'édicter tous règlements requis pour assurer l'application efficace de la présente loi.

(2) Les dispositions de l'article précité se référant à la Commission Exécutive d'Agriculture seront désormais réputées se rapporter au Ministre pour l'Organisation de la vente.

II^{ème} PARTIE. — L'ORGANISATION DE LA VENTE DES PRODUITS LAITIERS.

Art. 16. — En ce qui concerne la présente partie de la présente loi, le terme « produits laitiers » comprend:

- a) le lait et la crème;
- b) le beurre et le fromage et tous autres produits du lait et de la crème, obtenus par des procédés industriels ou autrement;
- c) tous autres produits obtenus par des procédés rentrant d'ordinaire dans le cadre de l'activité de l'industrie laitière (tels que l'élevage des veaux et des porcs), que ces produits proviennent réellement de fermes adonnées à la production laitière ou non.

Art. 17. — (1) Les dispositions de la présente partie de la présente loi seront applicables au beurre et au fromage produits avec du lait ou de la crème remis à un établissement d'industrie laitière à partir du 1^{er} août 1936; et elles pourront être appliquées à l'avenir par le Ministre

à n'importe quel moment, après avis inséré à la *Gazette*, à tout autre produit laitier.

Toutefois, aucune disposition de la présente partie de la présente loi ne sera applicable aux produits laitiers produits et consommés exclusivement aux Iles Chatham.

(2) Sans que soient limités d'aucune façon les pouvoirs qui ont été conférés au Ministre par la présente loi, ou qui pourraient lui être conférés à l'avenir par des règlements d'administration publique pris en vertu de cette loi, le Ministre aura toute autorité pour édicter les mesures, et pour donner les instructions, qu'il jugera utiles en ce qui concerne:

a) la manipulation, la concentration, le transport et l'entreposage de tout produit laitier tombant sous l'application de la présente partie de la présente loi;

b) l'expédition de tout produit semblable destiné à l'exportation, aux conditions et pour les quantités jugées adéquates;

c) l'assurance contre la perte de tout produit semblable;

d) en général, toute matière ayant rapport avec l'exercice des pouvoirs qui lui ont été expressément conférés.

Art. 18. — Tous produits laitiers tombant sous l'application de la présente loi et destinés à l'exportation deviendront, dès qu'ils auront été embarqués, propriété de l'Etat, représenté par le Gouvernement de Nouvelle-Zélande, et seront en conséquence libres de tout droit, titre ou intérêt qu'aurait pu avoir sur eux toute autre personne.

Toutefois, il sera loisible au Ministre de déclarer, à l'égard de tout produit laitier de ce genre par avis inséré à la *Gazette*, que la propriété en sera acquise à l'Etat à un moment déterminé, même antérieurement à son embarquement.

Art. 19. — Lorsqu'un produit laitier est devenu, en conformité des dispositions du précédent article, propriété de l'Etat, son prix, déterminé de la façon indiquée à l'article suivant, sera dû, et devra être payé sans retard — déduction faite, s'il y a lieu, de la taxe à verser à l'Office laitier de Nouvelle-Zélande d'après l'article 23 de la loi de 1934 sur l'Agriculture (Pouvoirs de Crise) — sur le compte de l'Industrie Laitière, à la société ou à la personne propriétaire de l'établissement dans lequel le produit en question a été préparé, ou à tout autre ayant droit.

Art. 20. — (1) Les prix à payer par l'Etat pour les produits laitiers exportés de Nouvelle-Zélande dans les conditions indiquées ci-dessus seront déterminés de temps à autre par ordonnance du Gouverneur Général assisté de son Conseil.

(2) Des prix différents pourront être fixés tant pour les différents genres de produits laitiers que pour les différents types et qualités du même genre de produits; en outre, des prix différents pourront être fixés pour les mêmes genre, type et qualité d'un produit laitier à cause

de conditions ou de circonstances spéciales qui, selon l'opinion du Gouverneur Général, justifieraient une telle mesure de discrimination.

(3) Les prix à fixer d'après les dispositions du présent article pour tous produits laitiers tombant sous l'application de la présente partie de la présente loi qui doivent être exportés de Nouvelle-Zélande jusqu'au 31 juillet 1937 compris, seront déterminés en tenant compte des prix payés sur place pour des produits laitiers au moins approximativement des mêmes genre, type et qualité, exportés de Nouvelle-Zélande pendant la période de huit à dix ans immédiatement antérieure au 31 juillet 1935.

(4) En déterminant, d'après le présent article, les prix des produits laitiers qui seront exportés à partir du 1^{er} août 1937, on tiendra compte des prix qui ont été fixés, toujours d'après le présent article, pour les produits laitiers exportés antérieurement, et en outre des éléments supplémentaires suivants:

a) la nécessité de maintenir, dans l'intérêt public, la stabilité et le rendement de l'industrie laitière;

b) le coût de revient d'une production satisfaisante de produits laitiers;

c) le niveau général de la vie des personnes occupées dans l'industrie laitière par rapport au niveau général de la vie en Nouvelle-Zélande;

d) les frais estimés pour le Département de l'Organisation de la vente des produits laitiers en question ainsi que le coût de l'application de la présente loi en général;

e) tout autre élément considéré comme important.

(5) Compte tenu des différents éléments énumérés à l'alinéa précédent, les prix à fixer pour les produits laitiers exportés à partir du 1^{er} août 1937 devront être tels qu'ils puissent assurer à toute personne compétente produisant des produits laitiers dans des conditions et circonstances normales un revenu net de son industrie suffisant pour lui permettre de jouir, avec sa famille, d'un bien-être raisonnable.

Art. 21. — (1) Quant aux produits laitiers tombant sous l'application de la présente partie de la présente loi et destinés à être vendus et consommés en Nouvelle-Zélande, seront observées les dispositions suivantes:

a) le Ministre pourra décider que la propriété d'une catégorie quelconque de produits laitiers sera acquise à l'Etat, représenté par le Gouvernement de Nouvelle-Zélande, dès qu'un avis y relatif aura été publié par lui dans la *Gazette*;

b) ou bien le Ministre pourra décider que le Département contrôlera la vente de tels produits laitiers, sans que leur propriété soit acquise à l'Etat.

(2) Toute disposition prise par le Ministre en conformité de ce qui est dit au présent article produira son effet selon son contenu.

Art. 22. — (1) Dès qu'auront été déterminés, selon les dispositions précédentes de la présente partie de la présente loi, les prix des produits laitiers destinés à être exportés de Nouvelle-Zélande, le Gouverneur Général pourra fixer à tout moment, par ordonnance en Conseil, les prix des produits laitiers tombant sous l'application de la présente partie de la présente loi et destinés à être consommés en Nouvelle-Zélande même.

(2) Les prix pourront être fixés pour tous produits laitiers semblables, tant s'ils ont été, ou doivent être, achetés par l'Etat que s'ils sont, ou doivent être, vendus à d'autres acheteurs.

(3) En déterminant, d'après les dispositions du présent article, les prix à payer à toute société de production laitière pour des produits laitiers par elle préparés (tant si ce prix est payé par l'Etat que s'il l'est par un acheteur particulier), on poursuivra le but général d'assurer au producteur un revenu net de son industrie égal à celui qu'il aurait eu si les mêmes produits laitiers avaient été achetés par l'Etat en vue de leur exportation, en conformité des dispositions précédentes de la présente partie de la présente loi.

(4) En déterminant, selon les dispositions du présent article, les autres prix de produits laitiers, on poursuivra le but général d'obtenir que le consommateur soit à même de se procurer ces produits à un prix raisonnable, et que le marchand au détail ainsi que les autres personnes occupées à la distribution des produits laitiers reçoivent une rémunération adéquate pour un service satisfaisant.

(5) Sous réserve des conditions générales imposées par les paragraphes 3 et 4 précédents, le Gouverneur Général pourra, en conformité des dispositions du présent article, déterminer les prix à son gré.

Art. 23. — La validité d'une ordonnance du Conseil déterminant les prix des produits laitiers, d'après les dispositions des articles 20 ou 22 de la présente loi, ne pourra être mise en cause sous prétexte qu'ont été négligés des éléments dont on aurait dû tenir compte en fixant ces prix, ni sous tout autre prétexte.

Art. 24. — (1) Si, une fois que les prix auront été déterminés d'après les dispositions précédentes de la présente partie de la présente loi, un produit laitier tombant sous l'application de la présente partie de la présente loi est préparé dans un genre, un type ou une qualité pour lesquels les prix n'ont pas été ainsi fixés, ou ne correspond pas dans tous les détails aux conditions prescrites par le Département, un tel produit ne pourra être vendu ni employé d'une façon quelconque que d'après les instructions du Ministre, et non autrement.

(2) Toute personne qui, soit comme commettant ou comme représentant, et soit en personne ou par l'entremise de son représentant, vend ou dispose d'un produit laitier tombant sous l'application du présent article d'une manière autre que d'après les instructions du Ministre, comme ci-dessus, se rend coupable d'une infraction à la présente loi.

Art. 25. — (1) Toute personne qui, soit comme commettant ou comme représentant, et soit en personne ou par l'entremise de son représentant, vend, ou consent à vendre, ou offre en vente, un produit laitier tombant sous l'application de la présente partie de la présente loi à un prix différent du prix équitable fixé pour un tel produit, commet une infraction à la présente loi.

(2) Toute personne qui, soit comme commettant ou comme représentant, et soit en personne ou par l'entremise de son représentant, vend un produit laitier tombant sous l'application de la présente partie de la présente loi, et qui ensuite demande ou accepte, pour un tel produit, un prix supérieur ou inférieur à celui qui a été fixé comme équitable, commet une infraction à la présente loi.

(3) Toute personne qui, soit comme principal ou comme représentant, et soit en personne ou par l'entremise de son représentant, concède, ou offre, ou consent à concéder à une autre, sur un produit laitier tombant sous l'application de la présente loi, un rabais, un remboursement, un décompte, une prime ou une compensation quelconque non autorisée, ou qui, comme acheteur ou vendeur, ou en toute autre qualité, prend sciemment part à une combinaison, de quelle sorte qu'elle soit, en vue de procurer à l'acheteur, directement ou indirectement, un produit laitier à un prix autre que celui qui a été fixé, commet une infraction à la présente loi.

(4) Toute personne qui aide, encourage ou suggère des agissements qui constituent une infraction à la présente loi, ou y sert d'intermédiaire, sera considérée comme ayant commis la même infraction.

(5) La responsabilité d'un patron ou commettant pour toute peine encourue en application de la présente loi pour des infractions commises par ses salariés ou représentants à l'occasion de leur travail sera déterminée selon les principes qui règlent sa responsabilité civile à l'égard des mêmes personnes; en conséquence, ces infractions seront réputées avoir été commises par le patron ou commettant lui-même.

Art. 26. — (1) Toute personne qui commet, ou essaye de commettre, ou accomplit un acte quelconque avec l'intention de commettre, ou conseille, aide, encourage ou induit une autre à commettre et lui sert d'intermédiaire, ou conspire avec une autre en vue de com-

mettre, une infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique y faisant suite, sera passible, par procédure sommaire, d'une amende allant jusqu'à £ 200, s'il s'agit d'un particulier, et jusqu'à £ 1000, s'il s'agit d'une société ou corporation.

(2) Des poursuites pour infractions à la présente loi ou aux règlements d'administration publique précités pourront être engagées à tout moment dans un délai de trois ans, à compter du jour où l'infraction a été commise.

III^{ème} PARTIE. — L'OFFICE LAITIER DE NOUVELLE-ZÉLANDE.

Art. 27. — La présente partie de la présente loi entrera en vigueur le 1^{er} août 1936.

Art. 28. — (1) Dès l'entrée en vigueur de la présente partie de la présente loi, les membres de l'Office laitier de Nouvelle-Zélande, qui ont été nommés, d'après l'article 13, paragraphe 1^{er} alinéa *a*, de la loi de 1934 sur l'Agriculture (Pouvoirs de Crise), par le Gouverneur Général assisté de son Conseil, seront réputés avoir terminé leurs fonctions.

(2) Par la suite, l'Office comptera cinq membres, dont un sera nommé pour trois ans par le Gouverneur Général assisté de son Conseil, et les autres seront élus ou nommés selon les dispositions de l'article 13, paragraphe 1^{er}, alinéas *b* et *c*, de la loi de 1934 sur l'Agriculture (Pouvoirs de Crise).

(3) Tout membre dont les fonctions auront pris fin d'après les dispositions du premier paragraphe du présent article et toute autre personne pourront être nommés par le Gouverneur Général assisté de son Conseil, comme il est dit au précédent alinéa.

(4) En conséquence, est abrogé l'article 14 de la loi de 1934 sur l'Agriculture (Pouvoirs de Crise).

(5) L'article 21 de la loi de 1934 sur l'Agriculture (Pouvoirs de Crise) est modifié en substituant, à son quatrième paragraphe, le mot « trois » au mot « quatre ».

Art. 29. — (1) Sont abrogées les dispositions suivantes relatives à la compétence de l'Office laitier de Nouvelle-Zélande:

a) les articles 11, 12, 13, 14 et 16 de la loi de 1923 sur les produits laitiers;

b) l'article 10 de l'Amendement de 1926 à la même loi;

c) l'article 12 de la loi de 1934 sur l'agriculture (Pouvoirs de crise).

(2) Dès l'entrée en vigueur de la présente partie de la présente loi, l'Office ne pourra plus exercer ses pouvoirs et fonctions qu'avec l'autorisation du Ministre. Une telle autorisation pourra être générale

ou spéciale, absolue ou subordonnée à telles conditions que le Ministre aura jugé bon d'imposer. Elle pourra être retirée à tout moment par avis écrit du Ministre à l'Office.

(3) Les pouvoirs de l'Office quant aux produits laitiers ne tombant pas sous l'application de la II^{ème} Partie de la présente loi (tant exportés avant l'entrée en vigueur de la présente loi et non encore définitivement vendus qu'exportés après l'entrée en vigueur de la même loi) pourront être à tout moment, à partir de l'entrée en vigueur de la II^{ème} Partie de la présente loi, exercés par le Ministre, comme si les produits en question tombaient sous l'application de ladite partie, ou par l'Office, avec l'autorisation du Ministre, concédée en vertu du paragraphe précédent.

(4) Tous contrats conclus par l'Office avant l'entrée en vigueur de la présente partie de la présente loi et encore valables deviendront des contrats de l'Etat en tant qu'ils concernent l'entreposage, l'assurance ou le fret des produits laitiers tombant sous l'application de la II^{ème} Partie de la présente loi.

(5) La propriété de la marque de la Feuille de Fougère Nationale, enregistrée au Royaume-Uni, ayant appartenu jusque là à l'Office, est transférée à l'Etat, représenté par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande.

Pologne. — Arr. du Ministre de l'industrie et du commerce, promulgué de concert avec les Ministres de l'agriculture et des réformes agraires et de l'intérieur, sur la création de commissions de contrôle du commerce des animaux domestiques et de la volaille, du commerce en gros de la viande et de l'organisation des marchés. — 26 février 1936, D. U., n. 19, texte 160 (14 mars 1936).

En vertu de l'article 4 du décret du Président de la République du 27 octobre 1933, sur la réglementation du commerce des animaux domestiques et de la volaille et du commerce en gros de la viande (Journal des lois de la République Polonaise, n° 85, p. 639), il est ordonné ce qui suit:

I. — COMMISSION DE CONTRÔLE DES MARCHÉS.

Art. 1^{er}. — (1) Seront créées, en vue de collaborer avec les autorités gouvernementales lors de l'exercice d'un contrôle direct de la marche et de l'organisation de la vente des articles visés par le décret du Président de la République, du 27 octobre 1933, sur la réglementation du commerce des animaux domestiques et de la volaille et du commerce en gros de la viande (Journal des lois de la République Polonaise, n° 85, p. 639) et de l'organisation des places de marché, des commissions de contrôle des marchés.

(2) Ces commissions portent le nom de « Commissions de contrôle du marché à »

Art. 2. — Les commissions de contrôle des marchés sont appelées en particulier:

a) à collaborer avec les autorités gouvernementales lors de la mise en vigueur de prescriptions et d'ordonnances relatives au commerce des animaux domestiques et de la volaille et du commerce en gros de la viande;

b) à examiner les besoins dans le domaine de l'organisation de ce commerce;

c) à dire leur avis, sur demande des autorités gouvernementales et des pouvoirs autonomes, sur tous les projets d'installations techniques liées au commerce des animaux, de la volaille et de la viande;

d) à propager parmi les facteurs intéressés des notions en matière de prescriptions et ordonnances sur le commerce des animaux et de la volaille et du commerce en gros de la viande;

e) à élaborer des comptes rendus relatifs à la situation du marché;

f) à soumettre des rapports sur leur activité aux autorités administratives compétentes;

g) à remplir toutes autres fonctions dont elles ont été chargées par les autorités de contrôle, dans le domaine du commerce des animaux et de la volaille et du commerce en gros de la viande, en particulier en ce qui concerne la cotation des prix et l'enregistrement des contrats de vente.

Art. 3. — (1) Les commissions de contrôle des marchés sont instituées par voie d'ordonnance par les voievodes compétents.

(2) Le territoire relevant des commissions et leur siège seront déterminés après consultation au préalable des chambres des pouvoirs autonomes économiques et de l'union des pouvoirs autonomes territoriaux. L'activité de la commission ne peut cependant dépasser les limites du district dans lequel se trouve son siège.

Art. 4. — (1) La commission de contrôle des marchés est composée d'un président et de son suppléant, de représentants des chambres compétentes au point de vue territorial, telles que les chambres du commerce et de l'industrie, de l'agriculture et de l'artisanat (un représentant de chaque chambre) et de deux représentants des unions des pouvoirs autonomes territoriaux dont un délégué de la commune où se trouve le siège de la commission.

(2) Lorsque l'activité de la commission s'étend aussi à des marchés se trouvant en dehors du lieu de son siège, le nombre de ses membres peut s'accroître d'un représentant de chacun de ces marchés.

(3) Chaque membre de la commission a un suppléant qui le remplace lorsqu'il n'est pas en mesure de participer aux travaux de la

commission. Chaque suppléant peut prendre part aux séances de la commission en même temps que le membre qu'il remplace, mais uniquement avec voix consultative. Les stipulations du présent paragraphe ne concernent pas le suppléant du président de la commission.

(4) Le président de la commission, son suppléant et les autres membres de la commission, de même que leurs suppléants, sont désignés par les voievodes compétents; le président ou son suppléant devra être choisi parmi les candidats agriculteurs présentés par la chambre d'agriculture. Les représentants des pouvoirs économiques autonomes devront être désignés par les voievodes parmi les candidats présentés par les chambres compétentes, les représentants des unions des pouvoirs autonomes territoriaux, parmi les candidats présentés par l'union autonome de district et les membres faisant partie de la commission en vertu des prescriptions du paragraphe 2, sur proposition de la commission.

(5) La commission est convoquée pour une période minimum de 3 ans et maximum de 4 ans qui prend fin à la date du 31 mars.

(6) Le voievode peut dissoudre la commission avant la fin de la période prévue et la convoquer à nouveau dans une autre composition, ou révoquer certains de ses membres et en désigner d'autres, en tenant compte de la procédure prévue au paragraphe 4.

Art. 5. — (1) Les frais de fonctionnement de la commission de contrôle des marchés seront couverts par le produit des taxes de marché prélevées sur les marchés soumis au contrôle de la dite commission.

(2) Les personnes bénéficiant de droits sur les marchés établiront, par voie d'entente, le montant de leur participation aux frais de fonctionnement de la commission. A défaut d'une entente en cette matière, le voievode fixera le montant de la participation aux frais.

(3) Tout projet de budget de la commission relatif à ses dépenses annuelles et qui dépassera la somme de 500 zl. devra être approuvé par le voievode.

Art. 6. — Les règlements-types des commissions de contrôle des marchés seront publiés par ordonnance du Ministre de l'Industrie et du Commerce, d'accord avec les Ministres de l'agriculture et des Réformes Agraires et de l'Intérieur, après consultation préalable des unions des pouvoirs autonomes territoriaux et économiques.

II. — PRESCRIPTIONS TRANSITOIRES.

Art. 7. — Seront instituées pour une période d'une durée ne dépassant pas la date du 31 mars 1939, en vue de l'organisation des commissions de contrôle des marchés et de la mise en marche de leurs travaux, des commissions de district de contrôle des marchés et une « Commission centrale de contrôle des marchés ». Les commissions

de district porteront le nom de: « Commission de district de contrôle des marchés à »

Art. 8. — (1) La Commission centrale de contrôle des marchés sera en particulier appelée:

a) à contrôler et à coordonner l'activité des commissions de rang subordonné et à remplir les tâches prévues à l'article 2 alinéa a)-f) s'il s'agit de questions relatives à l'ensemble du territoire de l'Etat;

b) à publier des rapports sur l'état du marché intérieur dans le domaine du commerce des animaux, de la volaille et de la viande;

c) à remplir sur le territoire de la ville de Varsovie les fonctions des commissions de contrôle des marchés: locale et de district.

d) à remplir d'autres fonctions dans le domaine du commerce des animaux et de la volaille et du commerce en gros de la viande, dont elle a été chargée par les autorités de contrôle.

(2) Les commissions de district sont en particulier appelées:

a) à contrôler et coordonner l'activité des commissions de contrôle des marchés et à remplir les tâches prévues par l'article 2 al. a)-f), ayant trait à des questions relatives au champ d'activité de la commission de district;

b) à remplir d'autres fonctions relatives au commerce des animaux et de la volaille et du commerce en gros de la viande, dont elles ont été chargées par les autorités de contrôle.

Art. 9. — (1) Le champ d'activité de la Commission centrale de contrôle des marchés s'étend à l'ensemble du territoire de l'Etat. Son siège se trouve à Varsovie.

(2) Les commissions de contrôle des marchés de district sont instituées dans chaque ville de voïévodie pour chaque voïévodie séparément, à l'exception:

a) de la Commission de District de Lwów dont l'activité s'étend aux voïévodies de Lwów, de Tarnopol et de Stanislawów;

b) de la Commission de District de Wilno dont l'activité s'étend au territoire des voïévodies de Wilno et de Nowogródek.

Art. 10. — (1) La Commission centrale de contrôle des marchés est composée d'un président et de son suppléant et des représentants des unions: des Chambres et organisations agricoles de la République Polonaise, des Chambres de l'Industrie et du Commerce, des Chambres artisanales (un délégué de chaque chambre) et de deux représentants des unions des pouvoirs autonomes territoriaux.

(2) La Commission de district de contrôle des marchés est composée: d'un président et son suppléant, des représentants des Chambres de l'industrie et du commerce, d'agriculture et de l'artisanat compétentes au point de vue territorial (un délégué de chaque chambre) et de deux représentants de l'union des pouvoirs autonomes de voïévodie,

s'il s'agit des voïévodies occidentales, et des organes collégiaux de voïévodie, s'il s'agit des autres voïévodies.

(3) En ce qui concerne les suppléants des membres de la Commission Centrale de contrôle des marchés et des Commissions de district est applicable le § 3 de l'article 4.

(4) Le président de la Commission centrale de contrôle des marchés et son suppléant sont désignés par le Ministre de l'Industrie et du Commerce, d'accord avec le Ministre de l'Agriculture et des Réformes Agraires et le Ministre de l'intérieur; le président ou son suppléant devra être choisi parmi les candidats agriculteurs. Les autres membres de la commission seront désignés par le Ministre de l'Industrie et du Commerce, de la manière suivante: les représentants des pouvoirs autonomes agricoles, sur proposition du Ministre de l'Agriculture et des Réformes Agraires; les représentants de l'union des pouvoirs autonomes de voïévodie, dans les voïévodies occidentales et les représentants des organes collégiaux, dans les autres voïévodies, sur proposition du Ministre de l'Intérieur; et le reste des membres, dans son propre domaine d'activité. Le Ministre de l'Industrie et du Commerce peut, d'accord avec les Ministres de l'Agriculture et des Réformes Agraires et de l'Intérieur, dissoudre la commission avant la fin de la période pour laquelle elle a été convoquée et révoquer certains de ses membres et en nommer d'autres, en se basant sur la procédure prévue dans le présent paragraphe.

(5) Le président et son suppléant ainsi que les membres des commissions de contrôle des marchés de district, de même que leurs suppléants, sont nommés par les voïévodes compétents. Le président ou son suppléant devra être choisi parmi les candidats-agriculteurs proposés par la chambre d'agriculture. Les représentants des pouvoirs autonomes économiques seront également désignés par les voïévodes qui les choisiront parmi les candidats proposés par les chambres compétentes; quant aux représentants de l'union des pouvoirs autonomes de voïévodie, dans les voïévodies occidentales, et des organes collégiaux de voïévodie, dans les autres voïévodies, ils devront être désignés par les voïévodes compétents parmi les candidats proposés par la section de voïévodie compétente.

(6) Le voïévode peut dissoudre la commission de district avant la fin de la période pour laquelle elle a été convoquée et la convoquer avec une nouvelle composition ou révoquer certains de ses membres et en désigner d'autres, en tenant compte de la procédure prévue au § 5.

Art. 11. — (1) La Commission Centrale de contrôle des marchés remplit ses fonctions à l'aide d'un Office dirigé par l'Inspecteur en Chef des Marchés nommé par le Ministre de l'industrie et du commerce, sur la proposition du président de la Commission centrale de contrôle des marchés.

(2) La Commission de district de contrôle des marchés remplit ses fonctions à l'aide d'un ou de plusieurs Inspecteurs de marchés de district désignés par le voïévode, sur proposition soumise par le président de la Commission de district de contrôle des marchés, en accord avec l'Inspecteur en Chef des marchés.

(3) Les prescriptions de l'article 6 sont applicables en ce qui concerne les règlements-types des Commissions centrale et de district.

Art. 12. — (1) Les frais de fonctionnement des Commissions centrale et de district des marchés seront couverts par le produit :

a) des taxes prélevées sur les marchés,

b) des dotations éventuelles des pouvoirs autonomes économique et territorial et par les organisations sociales.

(2) Le budget de la commission de district devra être approuvé par le voïévode. Il ne peut pas dépasser 3 % des recettes brutes générales provenant des taxes prélevées sur les marchés d'un district donné.

(3) Des sommes spéciales devront être inscrits aux budgets des commissions de district, en vue de la participation de ces commissions aux frais d'entretien de la Commission centrale; leur montant devra être fixé par le Ministre de l'Industrie et du Commerce.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce, d'accord avec le Ministre de l'Intérieur, déterminera en outre la participation de la commune de la ville de Varsovie aux frais d'entretien de la Commission centrale.

III. — PRESCRIPTIONS FINALES.

Art. 13. — Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Pologne. — Arr. du Ministre de l'industrie et du commerce, promulgué d'accord avec le Ministre de l'agriculture et des réformes agraires et avec le Ministre de l'industrie, relatif à la constatation officielle des prix et à l'enregistrement des contrats de vente d'animaux domestiques et de viandes de boucherie. — 26 février 1936. — D. U., n. 19, texte 161 (14 mars 1936).

I. — PRIX-COURANT.

ART. 1^{er}. — (1) Des commissions locales de surveillance des marchés, dont l'existence a été prévue par l'arrêté du Ministre de l'Industrie et du Commerce du 26 février 1936 (Journal des Lois de la Rép. Pol. n° 19, texte 160) seront tenues de coter les prix en vigueur sur la place, d'en fournir les rapports et d'indiquer les fluctuations du marché concernant les ventes des bêtes à cornes, porcins, moutons et viandes de boucherie.

(2) Les instructions, qui fixent les fonctions décrites par le paragraphe 1^{er} du présent article, seront données par le Ministre de l'Industrie et du Commerce, d'accord avec les Ministres de l'Agriculture et des Réformes Agraires et de l'Intérieur, après avis du conseil municipal de la commune intéressée et de la chambre du commerce et de l'industrie, de la chambre d'agriculture et de la chambre artisanale.

(3) Les commissions, auxquelles seront attribuées les fonctions mentionnées au paragraphe 1^{er} du présent article, porteront la dénomination suivante: « Commissions pour la surveillance du marché et la constatation des prix à . . . ».

Art. 2. — (1) Les commissions, ci-dessus définies, ont dans leur attributions les questions suivantes:

a) inscrire et publier les prix payés sur la place pour les bêtes à cornes, porcins, moutons, et les prix de la viande de ces animaux dans les ventes en gros.

b) Publier les données relatives aux ventes effectuées sur la place et indiquer le nombre de bestiaux livrés à l'abattoir en dehors des transactions du marché.

c) Fournir à qui de droit les renseignements du marché et des différentes branches des affaires traitées;

(2) Le bulletin contenant les prix, le chiffre d'affaires et les tendances du marché, devra être affiché dans l'endroit où a lieu le marché, en principe le jour même, au plus tard le jour suivant s'il s'agit d'un jour férié.

Art. 3. — (1) Sur la proposition de la commission de contrôle des marchés le voievode peut faire participer des spécialistes qualifiés aux travaux de ladite commission pour la constatation des cours, dans les villes où les marchés auront lieu au moins une fois par semaine.

(2) Ces experts seront choisis en nombre égal parmi les candidats présentés par la commune intéressée, la chambre de l'industrie et du commerce, la chambre d'agriculture et la chambre artisanale.

(3) Le voievode peut récuser ces experts et en appeler d'autres suivant le mode prévu au paragraphe 2 du présent article.

Art. 4. — (1) La commission inscrit les cours dans un barème en manière de procès-verbal signé par les membres de la commission (les experts); ce barème devra être paraphé et certifié conforme par le conseil municipal de la commune intéressée.

(2) La commission inscrit les cours et en donne le rapport en se référant soit aux contrats de vente enregistrés (article 9) et à l'examen de la situation du marché, soit uniquement à cette dernière méthode.

Art. 5. — La constatation des cours, pour s'effectuer, doit remplir les conditions suivantes:

a) Ne seront prises en considération que les transactions effectuées le jour même.

b) Ne seront pas enregistrées les opérations à caractère tendancieux ni celles qui ne répondent pas aux conditions types des ventes requises et qui ne sont pas englobées sous une désignation uniforme.

c) On devra indiquer le cours le plus haut et le plus bas atteint par les marchandises en question; les prix exceptionnels porteront une mention spéciale.

d) Les prix indiqués seront les prix pratiqués au marché ou aux halles centrales de la vente en gros de viande.

Art. 6. — Le président ainsi que les membres de la commission ont accès aux lieux de vente et exercent la surveillance sur les différentes opérations qui s'y effectuent. Le président ou son suppléant ont en outre le droit d'examiner les pièces justificatives des contrats de vente enregistrés (Art. 10).

Art. 7. — (1) Les frais qu'entraîne la constatation des cours sont à la charge de la commune, où siège ladite commission.

(2) La mission du président et des membres de la commission est gratuite; le conseil municipal de la commune peut néanmoins rembourser les frais occasionnés et attribuer des indemnités.

Art. 8. — Le règlement des travaux de la commission pour la constatation des cours, voté par ladite commission, devra être approuvé par le voiévide.

II. — ENREGISTREMENT DES CONTRATS DE VENTE.

Art. 9. — (1) Le Ministre de l'Industrie et du Commerce fixe l'enregistrement des contrats de vente de bêtes à cornes, porcins, moutons, de viandes vendues en gros, passés dans les différents marchés, suivant le mode prévu à l'al. 2 de l'article 1.^{er}

(2) L'enregistrement peut porter sur la totalité ou bien sur une partie seulement des articles traités sur le marché.

Art. 10. — (1) Les fonctionnaires assermentés du comité du marché seront chargés de procéder à l'enregistrement des contrats de vente et de délivrer les duplicata de l'enregistrement.

(2) L'enregistrement doit porter les indications suivantes:

- a) numéro d'ordre,
- b) date où l'affaire a été conclue,
- c) prénom et nom du vendeur,
- d) prénom et nom de l'acheteur,
- e) qualité et nature, poids, quantité, et signe particulier de la marchandise,
- f) prix de chaque article,
- g) sur requête de la commission de contrôle seront mentionnées la provenance et la destination de la marchandise.

(3) On indiquera les prix au kilo pour les animaux destinés à l'abattoir et la viande de boucherie, à la pièce pour les animaux d'élevage ou de trait, toujours selon la désignation obligatoire de la marchandise.

(4) Il est interdit d'indiquer les prix qui n'auront pas été établis par contrat ou qui seront formulés par périphrase comme p. ex. « x zl. au-dessus du cours ».

(5) La disposition relative à l'indication du poids (voir par. 2^e du présent article) ne concerne pas les animaux destinés à l'élevage et les animaux de trait, si l'acheteur est agriculteur ou éleveur.

Art. 11. — Le duplicata de l'enregistrement sera fait en trois exemplaires, distribués comme suit: un exemplaire pour le vendeur, l'autre pour l'acheteur et le troisième versé au dossier pour un an au moins.

Art. 12. — Les contrats qui ne sont pas conclus sur la place ni pendant la durée du marché ne pourront pas être enregistrés.

Art. 13. — Le vendeur ou son représentant légal seront tenus de déposer le contrat au bureau d'enregistrement et ce, le jour où la vente aura eu lieu.

Art. 14. — Le comité du marché, après fermeture du marché, soumettra à la commission, s'il a été nécessaire d'en créer une, le relevé des transactions enregistrées avec le duplicata de l'enregistrement.

Art. 15. — En dehors des cas prévus par le présent arrêté et par toutes autres instructions particulières, le contenu de l'enregistrement ne pourra pas être rendu public.

III. — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

Art. 16. — (1) Le Ministre de l'industrie et du commerce après entente avec le ministre de l'agriculture et le ministre de l'intérieur peut charger les bourses de boucheries ou les caisses des marchés, de l'exécution totale ou partielle des fonctions prévues au par. 1 al. 1 et au par. 9.

(2) Au cas où l'enregistrement des contrats de vente sera assuré par la bourse de boucherie, le contrat établi par le courtier assermenté remplacera le duplicata de l'enregistrement (art. 10, par. 2).

IV. — DISPOSITIONS PÉNALES.

Art. 17. — Quiconque enfreindra le présent arrêté sera passible des peines prévues à l'art. 12 du décret du Président de la République en date du 27 X 1933 relatif à la réglementation des ventes en gros d'animaux domestiques, de volailles et de viandes.

V. — DISPOSITIONS FINALES.

Art. 18. — Dans les localités où fonctionnent les commissions pour la constatation des prix le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, ce dernier aura effet à dater du 1^{er} mai 1936.

Art. 19. — Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.

Uruguay. — D. portant réglementation du commerce d'exportation des œufs et de la volaille. — 23 juillet 1936. — D. O., n. 8982 (3 août 1936).

[Les dispositions, contenues dans ce décret visent à garantir le bon état sanitaire et la qualité des œufs et de la volaille, dont l'exportation devient de plus en plus considérable. A cette fin, tout établissement ou tout autre organisme destiné à la récolte et au commerce des œufs sera soumis à l'inspection d'un vétérinaire officiel et à toutes les dispositions contenues dans ce décret. A tout établissement autorisé sera donné un numéro officiel qui devra être imprimé sur tout produit et sur tout récipient destiné à contenir le produit. Les œufs amassés dans les établissements autorisés devront être exempts de toute opération altérant l'aspect naturel; contenus dans des récipients propres et bien aréés, sans emballage pouvant laisser une mauvaise odeur; munis du nom et de l'adresse de l'expéditeur ainsi que de la date de la récolte. Des dispositions détaillées établissent les conditions auxquelles doivent répondre les locaux destinés à la réception, l'inspection, l'emmagasiner et l'expédition des œufs. Le personnel devra être bien portant, habillé proprement et qualifié pour sa tâche. Les œufs seront classifiés suivant la qualité et le traitement subi en: très frais, frais, réfrigérés et conservés par tout autre moyen que le froid artificiel. Les œufs ainsi classifiés seront classés, suivant leur poids, en cinq catégories: extra, grands, moyens, ordinaires, petits. D'autres catégories pourront être établies selon les exigences des marchés importateurs. Sur tout œuf sera imprimé le mot « Uruguay » et le numéro de l'établissement exportateur. Des dispositions détaillées règlent l'emballage des œufs et les inscriptions qu'il doit porter. Il appartient à l'Inspection Vétérinaire officielle de contrôler l'application de ce décret. Les services des douanes ne permettront pas le chargement d'un lot d'œufs, sans l'autorisation délivrée par la Section Animale de la Direction de l'élevage, attestant que le produit a été soumis à l'inspection vétérinaire. La Section de l'Industrie Animale délivrera des « certificats sanitaires » destinés au lieu de réception des œufs qui vont être exportés.

Toute volaille destinée à l'exportation sera sacrifiée et inspectée dans les établissements autorisés. La dite autorisation sera accordée

sur demande des intéressés, pourvu que les établissements répondent à des conditions déterminées. La volaille destinée à l'exportation devra être bien nourrie et ne devra présenter aucune altération extérieure. Chaque pièce de volaille, admise par l'Inspection Vétérinaire, devra porter une étiquette attestant le bon état sanitaire et la provenance, et porter le mot « Uruguay » avec le numéro de l'établissement. L'emballage de la volaille est aussi réglementé. A tout contrevenant aux dites dispositions pourra être retiré le droit à l'inspection vétérinaire].

Allemagne. — D. modifiant le d. concernant la concentration de l'économie laitière allemande. — 22 janvier 1936. — RGbl., Teil I, n. 7 p. 42 (29 janvier 1936).

Arr. n. 45 de l'association centrale de l'industrie allemande du bétail réglementant la vente des bovins et de la viande de bœuf. — 22 février 1936. — V. R., n. 18 (22 février 1936).

Arr. n. 46 de l'association centrale de l'économie allemande du bétail concernant le contingentement des entreprises s'occupant de l'abatage et du commerce de la viande de porc. — 25 mars 1936. — V. R., n. 29 (26 mars 1936).

Troisième d. réglementant le commerce du bétail de boucherie. — 8 avril 1936. — RGbl., Teil I, n. 39, p. 366 (17 avril 1936).

Arr. n. 4/36 de l'association centrale de l'économie allemande des œufs concernant la création, l'agrandissement, la reprise et le déplacement des entreprises de transformation et de distribution des œufs, de la volaille d'abatage et du miel. — 15 avril 1936. — V. R., n. 36 (16 avril 1936).

Arr. n. 5/36 de l'association centrale de l'économie allemande des œufs concernant l'égalisation des marchés. — 16 avril 1936. — V. R., n. 36 (16 avril 1936).

Arr. n. 49 de l'association centrale de l'industrie allemande du bétail réglementant le commerce des boyaux, estomacs et vessies. — 23 avril 1936. — V. R., n. 39 (23 avril 1936).

Cinquième d. portant exécution de la l. sur le lait. — 25 avril 1936. — RGbl., Teil I, n. 44, p. 399 (28 avril 1936).

Arr. n. 73/6 de l'association centrale de l'économie allemande des œufs concernant l'emmagasiner. — 8 mai 1936. — V. R., n. 42 (8 mai 1936).

Arr. n. 1 du délégué de la corporation de l'alimentation du Reich chargé de la réglementation du commerce du bétail de reproduction et de rente concernant la vente de boues reproducteurs. — 27 mai 1936. — V. R., n. 46 (29 juin 1936).

Arr. n. 1 de l'association centrale de l'industrie laitière allemande concernant les fournitures de beurre. — 3 juin 1936. — V. R., n. 50 (9 juin 1936).

D. concernant la viande hachée et dégraissée et d'autres produits similaires (*d. sur la viande hachée*). — 24 juillet 1936. — RGbl. Teil I, n. 69, p. 570 (28 juillet 1936).

- D. concernant les œufs de cane. — 24 juillet 1936. — RGbl., Teil I, n. 73, p. 630 (7 août 1936).
- Arr. n. 2 du délégué de la corporation de l'alimentation du Reich chargé de la réglementation du commerce du bétail de reproduction et de rente concernant l'introduction de bordereaux pour les ventes dudit bétail. — 11 septembre 1936. — V. R., n. 88 (15 septembre 1936).
- Arr. n. 3 du délégué de la corporation de l'alimentation du Reich chargé de la réglementation du commerce du bétail de reproduction et de rente concernant la vente de mâles reproducteurs destinés à l'élevage. — 11 septembre 1936. — V. R., n. 88 (15 septembre 1936).
- Arr. n. 4 du délégué de la corporation de l'alimentation du Reich chargé de la réglementation du commerce du bétail de reproduction et de rente concernant l'envoi dudit bétail aux expositions de vente. — 11 septembre 1936. — V. R., n. 88 (15 septembre 1936).
- Arr. n. 9 de l'association centrale de l'économie laitière allemande concernant l'approvisionnement en beurre. — 17 novembre 1936. — V. R., n. 108 (21 novembre 1936).
- Allemagne (Bavière).** — Arr. n. 674 a 2, concernant le contrôle du commerce des moutons. — 24 mars 1936. — GVbl. n. 12 (7 avril 1936).
- Arr. n. 633 e 58 modifiant les dispositions concernant les établissements laitiers (*installation pour la stérilisation*). — 7 août 1936. — GVbl., n. 28 (15 août 1936).
- Arr. n. 674 a 7 concernant le contrôle du commerce des moutons. — 21 août 1936. — GVbl., n. 29 (1^{er} septembre 1936).
- Argentine.** — D. n. 72095 chargeant la junta nationale des viandes d'appliquer à l'étranger le plan de propagande en faveur de toute la production nationale agricole ou d'élevage. — 30 novembre 1935. — B. O., n. 12499 (22 février 1936).
- Australie (Australie de l'Ouest).** — Arr. en Conseil modifiant le règl. de 1931 en application de la l. de 1929 concernant les produits agricoles (*emballage des oeufs*). — 13 mai 1936. — G. G. W. A., n. 27 (22 mai 1936).
- Australie (Australie du Sud).** — L. n. 2309 modifiant la l. n. 630 de 1895 réglementant la vente de marchandises par certaines dispositions concernant la vente de la laine (*interdisant le « draft allowance »*). — 19 novembre 1936. — I Edw. VIII (1936).
- Australie (Queensland).** — Règl. d'application des l. de 1920 à 1935 concernant les produits laitiers. — 2 juillet 1936. — Q. G. G., n. 2 (4 juillet 1936).
- L. n. 10 prolongeant l'application de la l. de 1933 concernant la stabilisation des produits laitiers (*dans sa forme modifiée par des arr. en Conseil*). — 23 octobre 1936. — Q. G. G., n. 98 (29 octobre 1936).
- Australie (Victoria).** — L. n. 4383, modifiant les articles 3 et 4 de la loi de 1928 concernant la compensation pour le bétail. — 21 septembre 1936. — I Edw. VIII (1936).

L. n. 4398, modifiant l'art. 3 et abrogeant l'art. 18 de la l. de 1933, concernant les produits laitiers. — 19 octobre 1936. — I Edw. VIII (1936).

L. n. 4408 réglementant la vente de la laine (*interdisant les déductions du poids « draft allowance »*). — 29 octobre 1936. — I Edw. VIII (1936).

Autriche (Basse-Autriche). — D. n. 120 déterminant le montant des taxes pour l'inspection du bétail et de la viande (*modification du d. n. 46 du 13 mars 1936*). — 19 mai 1936. — LGbl., 12. Stück (18 juin 1936).

Autriche (Carinthie). D. n. 41 déterminant le montant des taxes pour l'inspection du bétail et de la viande. — 21 mai 1936. — LGbl., 16. Stück (25 mai 1936).

Belgique. — Arr. royal relatif aux beurres, margarines, graisses préparées et autres matières grasses comestibles. — 27 janvier 1936. — M. B., n. 33 (2 février 1936).

Instr. concernant la margarine et les graisses préparées. — 28 avril 1936. — M. B., n. 150 (29 mai 1936).

Arr. royal modifiant l'arr. royal du 30 mai 1934 relatif au commerce des oeufs. — 4 mai 1936. — M. B., n. 136 (15 mai 1936).

Arr. royal concernant le service de propagande pour la consommation du lait. — 4 mai 1936. — M. B., n. 139-140 (18 et 19 mai 1936).

Arr. royal concernant la réglementation de certaines marchandises (*vian- des congelées*). — 14 juillet 1936. — M. B., n. 197 (15 juillet 1936).

Brésil. — Instr. du Ministère de l'agriculture concernant les permis d'expédition et certificats sanitaires pour le lait et produits laitiers dans le commerce entre les Etats du Brésil. — 20 décembre 1935. — D. O., n. 2 (3 janvier 1936).

Bulgarie. — Règl. concernant l'organisation et le fonctionnement des marchés de laine. — 23 mars 1936. — D. V., n. 71 (30 mars 1936).

U. n. 16 approuvant le règl. concernant le contrôle sur les peaux tannées. — 15 juillet 1936. — D. V., n. 171 (1^{er} août 1936).

Canada (Manitoba). — L. modifiant la l. concernant la santé publique (*contrôle sanitaire des crémeries*). — 19 mars 1935. — A. M., 24 & 25 Geo. V., ch. 35 (1934-1935).

L. concernant le cheptel vivant et ses produits (*équins, bovins, ovins, porcins, volaille, abeilles et viandes, peaux brutes, volaille préparée, oeufs, laine, miel, foin, bois cordé*). — 30 mars 1936. — A. M., 1 Edw VIII, ch. 24 (1936).

Canada (Nouveau Brunswick). — L. concernant les produits laitiers. — 4 avril 1935. — A. N. B., ch. XVI (1935).

Canada (Saskatchewan). — L. réglementant la production, l'offre, la distribution et la vente du lait. — 21 février 1935. — S. P. S., 25, Geo, V, ch. 58 (1934-35).

Chili. — D. n. 1197 déclarant de production nationale le suif tiré d'animaux de provenance argentine. — 18 mars 1936. — D. O., n. 17429 (27 mars 1936).

Cuba. — D. l. n. 733 instituant une commission technique nationale du lait ayant son siège dans la capitale et chargée des questions concernant le lait et ses dérivés; proposition de mesures réglementaires et de prix fixés, études relatives aux contrats; contrôle des transactions et des industries, etc. — 30 novembre 1934. — B. O. S. H., Tome XXXVIII, n° 1, 2, 3 (janvier-mars 1935).

D. l. n. 837 établissant les prix qui seront payés aux producteurs pour le lait destiné à la pasteurisation ou bien à la fabrication des produits dérivés, ainsi que les prix de vente du lait au consommateur; avec des dispositions tendant à assurer l'application exacte. — 22 janvier 1935. — B. O. S. H., Tome XXXVIII, n° 1, 2, 3 (janvier-mars 1935).

Danemark. — Adjonction n. 58 à la not. du ministère de l'agriculture, du 31 mars 1933, sur l'exportation et l'importation d'œufs. — 18 mars 1936. — L. A., n. 8 (26 mars 1936).

Espagne. — Arr. rappelant à la stricte observation des dispositions du d. du 23 février 1934 relatif au marché de la margarine. — 7 janvier 1936. — G. M., n. 12 (12 janvier 1936).

Arr. relatif à la circulation et au transport de la viande maigre de porc. — 21 mars 1936. — G. M., n. 89 (29 mars 1936).

Estonie. — L. concernant la réglementation de l'exportation du beurre. — R. T., n. 30 (1936).

O. portant modification de l'o. concernant l'exportation de la viande et des produits de la viande. — R. T., n. 33 (1936).

L. portant modification de la l. concernant l'exportation des produits laitiers. — R. T., n. 33 (1936).

L. abrogeant la l. concernant le contrôle de l'exportation des animaux de boucherie, de la viande et des produits de la viande. — R. T., n. 35 (1936).

France. — Arr. portant création d'un comité du lait dans divers départements. — 14 janvier 1936. — J. O., n. 18 (22 janvier 1936).

D. modifiant le d. du 10 septembre 1935 relatif à l'assainissement du marché de la viande. — 24 avril 1936. — J. O., n. 102 (30 avril 1936).

Arr. relatif au contrôle de la salubrité des viandes. — 13 mai 1936. — J. O., n. 114 (14 mai 1936).

Arr. créant des comités départementaux du lait. — 26 mai 1936. — J. O., n. 126 (29 mai 1936).

Arr. créant des comités du lait dans divers départements. — 11 juillet 1936. — J. O., n. 167 (18 juillet 1936).

D. modifiant le d. du 8 août 1935 relatif à l'assainissement du marché de la viande. — 17 septembre 1936. — J. O., n. 220 (19 septembre 1936).

Arr. relatif à l'importation des pièces détachées de mouton. — 16 octobre 1936. — J. O., n. 244 (17 octobre 1936).

Régence de Tunis. — D. tendant à réglementer le commerce du lait frais vendu au détail. — 27 mars 1936. — J. O. T., n. 55 (10 juillet 1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord. — Arr. réglementant le mouvement des pores (*abrogeant les modifications apportées par l'arr. de 1925 à l'arrêté de 1922*). — 23 mars 1936. — S. R. & O., n. 274 (1936).

Règl. concernant le classement et le marquage du fromage de Leicester. — 28 mars 1936. — S. R. & O., n. 328 (1936).

Règl. concernant le marquage et le classement du fromage de Lancashire. — 1^{er} avril 1936. — S. R. & O., n. 343 (1936).

Arr. concernant le lait (*désignations spéciales*). — 18 avril 1936. — S. R. & O., n. 356 (1936).

Règl. concernant le classement et le marquage du fromage de Wensleydale. — 14 mai 1936. — S. R. & O., n. 522 (1936).

Arr. concernant le plan organisant le commerce des pores (*membres choisis par cooptation*) — 18 mai 1936. — S. R. & O., n. 514 (1936).

Arr. concernant le plan réglementant le commerce du lait (*modification de l'arr. de 1933*). — 28 juillet 1936. — S. R. & O., n. 767 (1936).

L. portant des dispositions extraordinaires concernant l'industrie du bétail (*prorogation du délai pendant lequel le bétail abattu devra être vendu aux fins des paiements y relatifs provenant du Fonds pour le bétail*). — 31 juillet 1936. — 26 Geo. 5 & 1 Edw. 8, ch. 46 (1936).

Arr. réglementant le déplacement des pores (*abrogation des arr. de 1923, 1928, 1933 et 1936 et détermination des régions visées par l'annexe à l'arr. de 1922*). — 8 septembre 1936. — S. R. & O., n. 865 (1936).

Règl. concernant le classement et le marquage des œufs. — 17 septembre 1936. — S. R. & O., n. 1027 (1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord (Ecosse). — Règl. concernant le marquage et le classement du beurre de crèmerie. — 13 mars 1936. — S. R. & O., n. 211/S. 9 (1936).

Arr. concernant le lait (*dénominations spéciales*). — 3 juillet 1936 — S. R. & O., n. 687/S. 19 (1936).

Kénia. — Not. gouvernementale n. 276. Règl. concernant les peaux et les cuirs (*modifiant le règl. de 1931*). — 15 janvier 1936. — Suppl. n. 17 to the O. G., n. 22 (28 avril 1936).

Guatemala. — Règl. sanitaire concernant les étables de vaches (*laiteries*), ainsi que les établissements de vente du lait. — 24 novembre 1936. — D. C. A., Tome XVIII, n. 30 (4 décembre 1936).

Irlande (Etat-Libre d'). — L. réglementant la vente du lait (*modifiant les l. de 1875 à 1907 réglementant la vente des denrées alimentaires et des produits pharmaceutiques en ce qui concerne le lait et certains produits laitiers*). — 19 février 1935. — Act, n. 3 (1935).

Arr. concernant le beurre (5^{ème} arr. de 1935 concernant la taxe et la subvention pour le beurre). — 30 octobre 1935. — S. R. & O., n. 18 (1936).

- Règl. modifiant le règl. de 1931 concernant les œufs. — 31 janvier 1936. — S. R. & O., n. 50 (1936).
- Arr. concernant les porcs et le bacon (4^{ème} arr. concernant les contingents). — 25 mars 1936. — S. R. & O., n. 85 (1936).
- Règl. concernant le lait (*pourcentage de matières grasses et solides*). — 26 mars 1936. — S. R. & O., n. 77 (1936).
- Règl. modifiant le règl. de 1935 concernant l'approvisionnement en viande de bœuf (*prix pour les destinataires*). — 31 mars 1936. — S. R. & O., n. 113 (1936).
- Arr. concernant le beurre de crèmerie (1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} arr. fixant l'impôt). — 31 mars, 29 mai, 31 juillet 1936. — S. R. & O., nos 118, 188, 214 (1936).
- Arr. modifiant l'arr. de 1936 concernant l'approvisionnement en viande de bœuf conservée. — 23 avril 1936. — S. R. & O., n. 127 (1936).
- Arr. concernant les porcs et le bacon (5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} arr. fixant le contingent). — 27 avril, 25 mai, 26 juin, 24 juillet, 25 août 1936. — S. R. & O., nos 126, 156, 195, 213 et 255 (1936).
- Arr. concernant le fromage (2^{ème} arr. visant l'impôt). — 29 avril 1936. — S. R. & O., nos 140 (1936).
- Arr. concernant le beurre autre que celui de crèmerie (2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} arr. fixant l'impôt). — 29 avril, 29 mai, 31 juillet 1936. — S. R. & O., nos 141, 181 et 227 (1936).
- Arr. concernant le beurre de crèmerie (1^{er} et 2^{ème} arr. fixant les prix minima). — 8 mai, 29 mai 1936. — S. R. & O., nos 138 et 192 (1936).
- Arr. concernant le bacon (*production avec des porcs abattus dans les abattoirs autorisés*); (*interdiction de la production du bacon avec des porcs abattus ailleurs*). — 14 mai 1936. — S. R. & O., n. 142 (1936).
- Arr. visant la l. de 1934 concernant les produits laitiers (*modification des règl. d'application de la 3^{ème} partie*); (*emballage du beurre*). — 28 mai 1936. — S. R. & O., n. 169 (1936).
- Arr. concernant le beurre de crèmerie (2^{ème} et 3^{ème} arr. fixant les primes). — 29 mai, 31 juillet 1936. — S. R. & O., nos 193 et 216 (1936).
- Règl. concernant les œufs (2^{ème} règl. de modification); (*marquage*). — 22 juillet 1936. — S. R. & O., n. 205 (1936).
- Arr. concernant le beurre autre que celui de crèmerie (2^{ème} arr. concernant les primes). — 31 juillet 1936. — S. R. & O., n. 226 (1936).
- Arr. concernant le lait condensé (2^{ème} arr. fixant l'impôt). — 31 juillet 1936. — S. R. & O., n. 228 (1936).
- Arr. concernant la crème en vrac (3^{ème} arr. fixant l'impôt). — 31 juillet 1936. — S. R. & O., n. 229 (1936).
- Arr. concernant la crème en vrac (3^{ème} arr. fixant les primes). — 31 juillet 1936. — S. R. & O., n. 230 (1936).
- L. n. 441 modifiant les l. de 1875 à 1935 réglementant la vente des denrées alimentaires et des produits pharmaceutiques en ce qui concerne le lait. — 14 août 1936. — Act, No. 44 (1936).
- Arr. concernant la crème en vrac (*interdiction d'exportation*). — 25 août 1936. — S. R. & O., n. 256 (1936).

Règl. concernant le lait et les laiteries (*formulaire pour les Ordres d'interdiction*). — 27 octobre 1936. — S. R. & O., n. 300 (1936).

Italie. — D. l. royal n. 2226 réglementant l'emmagasiner, le réceptionnement et le salage des peaux brutes de bovidés et d'équidés. — 19 décembre 1935 — G. U., n. 7 (10 janvier 1936).

D. l. royal n. 317 réglementant l'achat et la distribution de la laine de production nationale. — 24 février 1936. — G. U., n. 57 (9 mars 1936).

D. l. royal n. 454 portant des dispositions concernant l'approvisionnement en peaux nécessaires aux forces armées. — 24 février 1936. — G. U., n. 74 (30 mars 1936).

D. ministériel visant la constatation des quantités de peaux brutes, tannées, ou en train d'être tannées se trouvant dans les établissements industriels et auprès des maisons de commerce. — 1^{er} mai 1936. — G. U., n. 106 (7 mai 1936).

Italie (Lybie). — D. du Gouverneur n. 14808 réglementant la consommation, l'abatage et la vente des viandes (*abrogation des décrets y relatifs*). — 28 juillet 1936. — B. U. G. L., n. 24 (11 août 1936).

Japon (Kwantung). — Arr. n. 42 du Haut-Commissaire pour le Kwantung portant le règl pour le contrôle du commerce du lait. — 29 juillet 1936. — K., n. 2925 (30 septembre 1936).

Mexique. — D. réglementant la vente du lait dans le District fédéral. — 6 mars 1936. — D. O., Tome XCV, n. 20 (24 mars 1936).

Nicaragua. — Règl. sanitaire concernant la vente du lait. — 1^{er} septembre 1936. — L. G., n. 198 (9 septembre 1936).

Pays-Bas. — D. modifiant le d. de 1931 concernant les œufs (*Staatsblad* n. 375), déjà modifié par le d. royal du 24 juillet 1934 (*Staatsblad* n. 429) (*pureté; (absence de produits servant à la conservation)*). — D. fixant au 1^{er} janvier 1938 la date d'entrée en vigueur du d. susdit. — 3 mars et 9 novembre 1936. — Stbl., n. 845 et 863 (17 mars et 27 novembre 1936).

Arr. modifiant l'arr. de crise 1935-1 concernant le lait et établissant un modèle de contrats pour la livraison du lait de consommation (*est cédé tout le lait produit par les vaches du vendeur, avec fixation d'une quantité journalière minimum dite «taxe». Les excédents par rapport à la «taxe» sont payés à des prix spéciaux; les déficits donnent lieu à des amendes, etc.*). — 6 juin 1936. — Stc., n. 109 (8 juin 1936).

Arr. publiant un nouveau texte modifié du règl. de 1936 concernant la restitution du petit lait (*divise les fabricants de fromage, etc., en 3 catégories A, B et C selon le pourcentage de petit-lait restitué en 1931. Etablit des dispositions concernant la fixation des quantités de petit-lait et de babeurre à restituer par lesdits, etc. En annexe, calcul de certaines quantités et coefficients*). — 26 juin 1936. — Stc., n. 123 (26 et 27 juin 1936).

Arr. modifiant l'arr. de crise 1935-I concernant le lait (*mélanges de lait et d'autres produits, lesdites mélanges étant presque identiques au lait et destinés à la consommation*). — 1^{er} août 1936. — Stc., n. 149 (3 août 1936).

Arr. modifiant les Statuts (*art. 1-13 compris*) de la Centrale néerlandaise des produits de laiterie (*but et activité, organes, administration, etc.*). — 8 décembre 1936. — Stc., n. 240 (9 décembre 1936).

D. prorogeant jusqu'au 1^{er} janvier 1938 la validité des d. de 1936 concernant le monopole relatif à la vente du bétail et de la viande. — 14 décembre 1936. — Stbl., n. 779-D (29 décembre 1936).

D. modifiant le d. 1934-I concernant l'industrie des bovins en période de crise (*abatage des bovins*). — 14 décembre 1936. — Stbl., n. 779-E (29 décembre 1936).

D. modifiant et complétant le d. de 1935 concernant le lait durant la crise (*spécifie les diverses classes de vendeurs de lait de consommation et autres produits, les permis nécessaires, contrats, taxes, etc. du point de vue économique; en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1938*) t. a D. de crise de 1936 concernant le lait. — 19 décembre 1936. — Stbl., n. 779-H (30 décembre 1936).

D. modifiant le d. de crise de 1936 concernant les porcs. — 19 décembre 1936. — Stbl., n. 779-I (29 décembre 1936).

D. modifiant le d. de crise 1935-I concernant les produits de laiterie. — 21 décembre 1936. — Stbl., n. 779-I. (30 décembre 1936).

Arr. I, II, III, IV, V et VI de 1936 concernant le lait en période de crise, à savoir respectivement: Dispositions générales; retenues sur les prix; prix; contrats; restrictions; stations de contrôle du lait et récipients. — 30 décembre 1936. — Stc., n. 255 (31 décembre 1936).

Indes Néerlandaises. — Arr. du Gouverneur général concernant l'emballage de la margarine. — 4 juin 1936. — Stbl. N. I., n. 254 (12 juin 1936).

Portugal. — Arr. n. 8383 approuvant les types de récipients-mesures de verre destinés à la distribution du lait pasteurisé (*higienizado*). — 14 mars 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 61 (14 mars 1936).

D. L. n. 26655 instituant la Junta nationale du lait et des produits laitiers de Madère (J. N. L. M.), ayant son siège dans la ville de Funchal. — 4 juin 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 130 (4 juin 1936).

Roumanie. — Arr. ministériel n. 133748 portant des dispositions concernant l'écoulement des graisses animales (*confisquées pour cause de maladie*). — 26 juin 1936. — M. O., n. 153 (4 juillet 1936).

Suède. — Statut, n. 174, sur les laiteries. — 22 mai 1936. — S. F., n. 174 (23 mai 1936).

Arr. royal n. 536 modifiant l'alinéa 2 de l'art. 2 et l'alinéa 1 de l'art. 4 de l'arr. du 23 octobre 1925, n. 469, concernant le contrôle du commerce des fromages. — 16 octobre 1936. — S. F., n. 535-537 (20 octobre 1936).

L. n. 548 modifiant l'art. 1^{er} de la l. du 6 juin 1925, n. 382, concernant la pasteurisation du lait destiné à l'alimentation du bétail. — 23 octobre 1936. — S. F., n. 548-550 (26 octobre 1936).

Arr. royal n. 549 portant des prescriptions pour l'application de la l. du 6 juin 1925, n. 382, concernant la pasteurisation du lait destiné à l'alimentation du bétail. — 23 octobre 1936. — S. F., n. 548-550 (26 octobre 1936).

Suisse (Confédération). — Arr. du Conseil fédéral abrogeant l'o. du 13 juillet 1934 qui tend à promouvoir la consommation du beurre suisse. — 11 février 1936. — R. L. F., n. 4 (12 février 1936).

Arr. du Conseil fédéral concernant le marquage de la viande d'animaux d'origine étrangère. — 26 mai 1936. — R. L. F., n. 17 (27 mai 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 731 du C. C. P. concernant la livraison obligatoire au Gouvernement de la laine en 1936. — 19 avril 1936. — S. Z. R., n. 22, texte 203 (19 mai 1936).

Arr. n. 755 complétant les instructions concernant les modalités d'exécution des livraisons de lait et de viande. — 26 avril 1936. — S. Z. R., n. 22, texte 209 (19 mai 1936).

Arr. n. 767 du C. C. P. concernant le plan pour la remise de la laine par les sovkhozy en 1936. — 28 avril 1936. — S. Z. R., n. 27, texte 260 (15 juin 1936).

Arr. du C. C. P. et du C. C. P. C. P. (b) concernant la livraison obligatoire de viande au Gouvernement en 1937. — 31 juillet 1936. — S. Z. R., n. 42, texte 356 (17 août 1936).

Uruguay. — D. fixant la proportion de matières grasses (*minimum* 82 %) et d'eau (*maximum* 16 %) pour le beurre destiné à la vente. — 10 juillet 1936. — D. O., n. 8971 (21 juillet 1936).

D. autorisant temporairement sur tout le territoire de la République, en vue d'écouler les stocks accumulés antérieurement, le transport intérieur de cuirs et peaux d'animaux des forêts (*jusqu'au 20 août*) ainsi que leur exportation (*jusqu'au 30 septembre*) etc. — 23 juillet 1936. — D. O., n. 8982 (3 août 1936).

D. accordant une somme destinée à couvrir le déficit du Frigorifique national et à éviter, par suite, le renchérissement de la viande; et spécifiant qu'il sera rendu compte au Parlement de cette mesure. — 4 novembre 1936. — D. O., n. 9069 (13 novembre 1936).

Vénézuéla. — D. spécifiant que parmi les bovins produits dans le pays, seuls les bœufs et les veaux pourront être consommés ou exportés, tandis qu'on retiendra et gardera en général les animaux pouvant servir à la reproduction. — 5 septembre 1936. — G. O., n. 19053 (7 septembre 1936).

CHAPITRE VIII.

RESTRICTIONS ET FACILITÉS À L'EXPORTATION
OU À L'IMPORTATION DANS LES DIFFÉRENTS PAYS

Bulgarie. — U., n. 12 approuvant le régl. concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation des œufs (*rectifié le 24 juin 1936, D. V., n. 138, p. 2570*). — 6 juin 1936. — D. V., n. 129 et n. 138 (13 juin et 24 juin 1936).

Art. 1^{er}. — En conformité de l'article 1^{er} de la loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation, il est institué un contrôle obligatoire de l'exportation des œufs de Bulgarie.

Art. 2. — Le contrôle de l'exportation des œufs du Royaume a les buts suivants.

a) Les œufs destinés à l'exportation devront être traités et préparés pour l'exportation dans des magasins d'exportation autorisés et enregistrés auprès de l'Institut d'Exportation, conformément à l'article 3 du présent règlement.

b) Les œufs destinés à l'exportation devront répondre, quant à la qualité, à l'emballage, au marquage etc., aux exigences du présent règlement et des décrets spéciaux, ordonnances et circulaires qui seront publiés en vue de son application.

Art. 3. — Seront considérés comme magasins d'exportation tous les magasins dans lesquels les œufs seront traités et préparés pour l'exportation en conformité des dispositions du présent règlement. Les magasins d'exportation d'œufs ne pourront être ouverts et gérés que par des personnes (juridiques ou physiques) qui rempliront les conditions énumérées ci-dessous. Elles devront:

a) être en possession d'une raison sociale enregistrée de la branche du commerce des œufs;

b) ne pas avoir été déclarées en état de faillite ni condamnées pour escroquerie, abus de confiance ou banqueroute frauduleuse;

c) posséder un certificat de la Chambre de Commerce et d'Industrie dans le ressort de laquelle elles résident constatant qu'elles ont les connaissances et la capacité nécessaires quant à la préparation des œufs pour l'exportation, ou bien que leur entreprise est gérée par une personne suffisamment versée et capable à cet égard;

d) présenter à l'Institut d'Exportation un certificat constatant qu'elles ont déposé une caution de 5000 leva en argent comptant ou rentes sur l'État, estimées à leur valeur effective d'après le cours du

jour à la bourse de commerce, ou bien une garantie bancaire d'une banque d'État ou d'une banque privée de premier ordre;

Remarque. — Les magasins similaires appartenant à des maisons exportatrices d'œufs et enregistrés auprès de l'Institut d'Exportation seront exempts de l'obligation de fournir la garantie mentionnée au littéra *d*) de l'article 3 du présent règlement.

e) disposer de locaux de magasin et d'ateliers convenables et munis de l'outillage nécessaire pour le traitement régulier et la conservation des œufs, et les entretenir en parfait état;

f) posséder l'autorisation de traiter et préparer les œufs pour l'exportation, délivrée par l'Institut d'Exportation.

Art. 4. — Ne pourra être exportateur d'œufs qu'une personne (juridique ou physique) qui:

a) possède une raison sociale enregistrée de la branche du commerce des œufs;

b) n'a pas été déclarée en état de faillite ni condamnée pour escroquerie, abus de confiance ou banqueroute frauduleuse;

c) possède un certificat de la Chambre de Commerce et d'Industrie dans le ressort de laquelle elle réside constatant qu'elle a les connaissances et la capacité nécessaires quant à la préparation des œufs pour l'exportation, ou bien que son entreprise est gérée par une personne suffisamment versée et capable à cet égard;

(Seront réputées compétentes pour l'exportation des œufs les personnes qui se sont effectivement occupées d'exportation en général pendant au moins trois ans, ou d'exportation d'œufs pendant un an, ou bien qui ont occupé pendant le même temps la position de gérant d'une entreprise d'exportation.

Les dispositions du deuxième alinéa, lettre *c*) du présent article ne seront pas applicables aux exportateurs d'œufs soumis au présent règlement qui sont dûment enregistrés auprès de l'Institut d'Exportation).

d) est membre ordinaire de l'Association des négociants exportateurs d'œufs et de volailles;

e) a présenté à l'Institut d'Exportation un certificat constatant qu'elle a déposé une caution de 20000 leva en argent comptant ou rentes sur l'État, estimées à leur valeur effective d'après le cours du jour à la bourse de commerce, ou bien une garantie bancaire d'une banque d'État ou d'une banque privée de premier ordre (art. 3, lettre *e*), du décret-loi relatif à l'organisation et au contrôle de l'exportation;

f) a exporté, ou s'est engagée par écrit envers l'Institut d'Exportation à exporter dans le courant de l'année, telle quantité minimum d'œufs que ledit Institut aura déterminée par ordonnance après avoir obtenu l'avis écrit de l'Association Bulgare des négociants exportateurs d'œufs et de volailles.

Aux personnes ayant rempli les conditions énumérées ci-dessus l'Institut d'Exportation délivrera une licence d'exportation d'œufs. Les licences d'exportation seront valables pendant l'année dans laquelle elles ont été délivrées. Leur renouvellement aura lieu sur demande écrite de l'exportateur, à condition qu'aient été satisfaites les exigences formulées aux lettres d) et f) du présent article.

A titre exceptionnel, et pour des raisons sérieuses d'économie nationale, le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail pourra autoriser pour une fois, et une fois seulement dans une année, à exporter des œufs une maison n'ayant pas obtenu de licence régulière pour l'exportation des œufs.

Toute personne ayant obtenu une licence pour l'exportation des œufs sera inscrite sur le registre des exportateurs d'œufs tenu par l'Institut d'Exportation.

Art. 5. — L'Institut d'Exportation refusera de délivrer ou de renouveler lesdites licences:

1) lorsqu'il aura constaté que l'intéressé ne remplit pas les conditions fixées à l'article 4 du présent règlement;

2) lorsqu'il résulte d'une enquête de l'Institut d'Exportation que l'intéressé ne s'est pas acquitté envers les fournisseurs des œufs par lui achetés pour l'exportation au cours de la précédente campagne d'exportation;

3) lorsqu'il résulte de l'enquête qu'appartiennent à la maison qui demande une licence d'exportation, soit comme membres du conseil d'administration soit comme gérants, des personnes ou raisons sociales qui n'ont pas payé les marchandises achetées pour l'exportation;

4) lorsqu'il a été constaté que la personne ou la raison sociale a exporté pour le compte, ou comme commissionnaire, d'une maison à laquelle il est, d'après les n. 2 et 3 du présent article, interdit de délivrer des licences;

5) à la suite d'une décision du Conseil Général de l'Institut d'Exportation.

Tout refus de l'Institut et toute décision de son Conseil Général en la matière devront être approuvés par le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de Travail. La décision du Ministre sera susceptible d'appel devant la Haute Cour Administrative.

Art. 6. — Ne seront admis à l'exportation que les œufs répondant aux conditions indiquées ci-dessous:

a) Seront considérés comme *œufs de première qualité* ceux qui ont:

la coquille propre, ni souillée ni lavée,
la chambre à air d'une profondeur maximum de 5 mm., à parois saines et immobiles,

le jaune visible seulement au centre de l'œuf, immobile ou à peu près immobile, avec le germe ni développé ni visible,
le blanc propre, transparent, ne contenant pas de corps étrangers.

Ces œufs seront classifiés, d'après leur poids, comme suit:

- 1) Classe « A », d'un poids supérieur à 60 grammes,
- 2) Classe « B », d'un poids de 55 à 60 gr., avec une moyenne de gr. 57,5.
- 3) Classe « C », d'un poids de 50 à 55 gr., avec une moyenne de gr. 52,5.

4) Classe « Originale », c'est-à-dire non classifiée selon le poids, mais ne comprenant pas d'œufs d'un poids inférieur à 50 gr. avec une moyenne de 54 à 55 gr.,

5) Classe « M »: petits œufs pesant moins de 50 gr.

b) Seront de *seconde qualité* les œufs qui ont:

la coquille propre, ni souillée ni lavée,

la chambre à air d'une profondeur maximum de 7 mm.

le jaune au centre de l'œuf, légèrement mobile avec le germe ni développé ni visible,

le blanc propre, transparent, sans corps étrangers.

c) Seront de *troisième qualité* les œufs qui ont:

la coquille propre, ni souillée ni lavée,

la chambre à air d'une profondeur ne dépassant pas 10 mm.,

le jaune pouvant être visible et mobile,

le blanc propre, transparent, sans corps étrangers.

d) Seront considérés comme *sales* les œufs dont la coquille est, pour une raison quelconque, souillée.

Remarque. — Comme certains marchés ont des exigences spéciales quant au classement des œufs d'après le poids et la qualité, ces exigences seront communiquées par ordonnance du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail.

e) Une fois régulièrement classifiés selon les qualités et catégories indiquées ci-dessus, ces œufs seront emballés, d'après leur qualité et catégorie, dans des caisses séparées, faites de planches propres et saines de sapin, et dans de la sciure de sapin propre, sèche et inodore, ou dans des cages de carton.

Les caisses d'emballage pour les œufs à exporter devront avoir les dimensions suivantes:

A) Caisse entière (grande) pour 1440 œufs, comportant:

4 faces mesurant 520 × 230 × 18 mm., faites d'une seule pièce, dont deux rabotées à l'extérieur,

2 côtés mesurant 1800 × 200 × 12 mm., faits de deux pièces, non rabotées,

1 fond mesurant $1800 \times 450 \times 12$ mm., d'un nombre de pièces à volonté, non rabotées,

1 couvercle mesurant $1800 \times 450 \times 12$ mm., d'un nombre de pièces à volonté, non rabotées,

4 lattes mesurant $230 \times 24 \times 24$ mm., d'une seule pièce, non rabotée.

B) Demi- (petite) caisse pour 720 œufs comportant:

4 faces mesurant $520 \times 130 \times 18$ mm., faites d'une seule pièce, dont deux rabotées à l'extérieur,

2 côtés mesurant $1800 \times 100 \times 12$ mm., faites de deux pièces, non rabotées,

1 fond mesurant $1800 \times 450 \times 12$ mm., fait d'un nombre de pièces à volonté, non rabotées,

1 couvercle mesurant $1800 \times 450 \times 12$ mm., fait d'un nombre de pièces à volonté, non rabotées,

4 lattes mesurant $130 \times 24 \times 24$ cm. d'une seule pièce, non rabotée.

C) Grande caisse spéciale pour 1440 œufs comportant:

4 faces mesurant $550 \times 245 \times 18$ mm. d'une seule pièce dont deux rabotées à l'extérieur,

2 côtés mesurant $1440 \times 220 \times 12$ mm. de deux pièces, non rabotées,

1 fond mesurant $1440 \times 500 \times 12$ mm., d'un nombre de pièces à volonté, non rabotées,

1 couvercle mesurant $1440 \times 500 \times 12$ mm., d'un nombre de pièces à volonté, non rabotées,

4 lattes — dont la section est un triangle rectangle — de la longueur de 245 mm., d'une seule pièce, non rabotées.

D) Demi-caisse spéciale pour 720 œufs comportant:

4 faces mesurant $550 \times 132 \times 18$ mm., d'une seule pièce, dont deux rabotées à l'extérieur,

2 côtés mesurant $1440 \times 110 \times 12$ mm., de deux pièces, non rabotées,

1 fond mesurant $1440 \times 500 \times 12$ mm., d'un nombre de pièces à volonté, non rabotées,

1 couvercle mesurant $1400 \times 500 \times 12$ mm., d'un nombre de pièces à volonté, non rabotées,

4 lattes — dont la section est un triangle rectangle — de la longueur de 132,5 mm., d'une seule pièce, non rabotées.

E) Quart de caisse (spéciale) pour 360 œufs comportant:

Faces: 6 planches mesurant $245 \times 90 \times 7$ mm.; 2 planches mesurant $245 \times 100 \times 7$ mm.; 4 lattes mesurant $420 \times 20 \times 10$ mm., 4 lattes mesurant $205 \times 20 \times 10$ mm.

Côtés: 6 planches mesurant $495 \times 75 \times 7$ mm.;

Fond et couvercle: 6 planches mesurant $495 \times 100 \times 7$ mm.; deux planches mesurant $495 \times 90 \times 7$ mm.

Les caisses dans lesquelles sont emballés des œufs pour l'exportation devront être soigneusement clouées, sans que les clous sortent à l'extérieur.

Remarque. — En cas d'une décision relative de l'Institut d'Exportation, les œufs destinés à l'exportation pourront être emballés d'une manière différente.

f) Les œufs à exporter porteront le mot « Bulgaria » tracé en caractères d'au moins deux millimètres de hauteur, à l'encre noire du 15 mars au 31 août, et à l'encre rouge du 1^{er} septembre au 14 mars.

g) Sur les planches extérieures de la caisse, à l'angle gauche inférieur, sera inscrit, en caractères latins, le mot « Bulgaria ».

Sur les planches extérieures de la caisse, à l'angle gauche supérieur, seront marquées, par les signes suivants, la qualité et la catégorie des œufs contenus dans la caisse:

avec un « A » ou 60 gr., la classe « A ».

avec un « B » ou 55-60 gr., la classe « B »,

avec un « C » ou 50-55 gr., la classe « C »,

avec un « D » ou 54-55 gr., la classe « Originale »,

avec un « M », les petits œufs,

avec un « L », les œufs de deuxième qualité,

avec un « H », les œufs de troisième qualité,

avec un « S », les œufs sales.

A l'angle droit supérieur des planches extérieures sera marqué le numéro du magasin dans lequel a été faite la caisse, d'après le numérotage des magasins d'œufs pour l'exportation dans le pays, adopté par l'Institut d'Exportation; ce numérotage commencera par le numéro 10.

Au milieu des planches extérieures de la caisse figurera la marque de l'exportateur, enregistrée et régulièrement déposée à l'Institut d'Exportation.

Les dimensions et la forme des inscriptions, caractères et chiffres nécessaires, indiqués ci-dessus, seront déterminées par ordonnance du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail.

Les caisses seront marquées, du 15 mars au 31 août, à l'encre noire, et du 1^{er} septembre au 14 mars, à l'encre rouge.

Art. 7. — Sera aussi permise l'exportation d'œufs conservés dans de la chaux ou en frigorifique. Toutefois, avant d'être conservés, ces œufs devront être déclarés par écrit à l'Institut d'Exportation, par l'entremise du contrôleur technique compétent pour l'exportation des œufs. A l'examen, ces œufs conservés seront marqués comme suit:

a) s'ils sont destinés à l'exportation, en plus du mot « Bulgaria », ils porteront l'indication « Konserviert » pour les œufs conservés dans

une solution de chaux, et la marque triangulaire pour ceux conservés en frigorifique;

b) s'ils sont destinés à la consommation locale, on inscrira le mot « conservé » pour ceux conservés dans une solution de chaux, et le mot « réfrigéré » pour ceux conservés en frigorifique.

Sur les planches extérieures des caisses, à l'angle droit inférieur, figurera l'inscription « Konserviert » pour les œufs conservés dans une solution de chaux, et « Kühlhauseier » pour ceux conservés en frigorifique, toujours s'il s'agit d'œufs destinés à l'exportation.

L'estampillage des œufs conservés ou gelés aura lieu à l'encre noire.

Art. 8. — Tous les magasins d'exportation devront acheter et payer les œufs aux producteurs et collecteurs ruraux, d'après leur qualité et grandeur, déterminées moyennant un examen à la lampe et à l'anneau, ce dernier étant effectué avec un anneau conforme au type prescrit par la loi, le tout d'après l'article 60, alinéa a), du règlement d'administration publique faisant suite à la loi sur les poids et mesures (Journal Officiel, n° 135 du 14 septembre 1934).

Art. 9. — Le contrôle des œufs destinés à l'exportation aura lieu dans les magasins d'exportation où les œufs sont préparés en vue de l'exportation.

Art. 10. — Le contrôle des œufs destinés à l'exportation sera fait par des contrôleurs techniques spéciaux de l'exportation. Ne pourront être contrôleurs techniques que des personnes bien au courant de la technique du classement et de la préparation des œufs pour l'exportation. Ces personnes devront en plus avoir accompli un stage pratique d'au moins deux ans dans un magasin d'exportation d'œufs et subi un examen relatif à l'Institut d'Exportation.

Art. 11. — Le contrôle est fait par les contrôleurs techniques, sur demande de l'intéressé, un ou deux jours avant l'expédition et pendant le chargement, en examinant 5 à 10 % des œufs destinés à l'exportation. D'après le résultat de cet examen, le contrôleur dressera un procès-verbal spécial, dont la première expédition sera par lui adressée à l'Institut d'Exportation, Service du Contrôle de l'Exportation, tandis que le contrôleur en gardera l'autre. Le contrôleur délivrera, à l'égard des caisses d'œufs approuvées, le certificat exigé par l'article 2 de la loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation. Ce certificat sera reconnu valable par les autorités douanières pendant quatre jours à dater de sa délivrance. Si le lot n'a pas été exporté dans le délai de quatre jours, mentionné ci-dessus, il devra subir un nouvel examen.

Le contrôleur technique appliquera son signe de contrôle sur les caisses d'œufs destinés à l'exportation et approuvés par lui.

Remarque. — Les contrôleurs techniques pour l'exportation des œufs auront le droit de vérifier en tout temps le travail dans les magasins

d'exportation, leur propreté, l'outillage pour l'examen à la lampe, le triage, l'emballage etc.

Art. 12. — Toute contestation soulevée quant au point de savoir si un lot d'œufs donné, ou certaines caisses de ce lot, répondent aux exigences formulées dans le présent règlement et dans les dispositions spéciales, ordonnances et circulaires y faisant suite, publiées par l'Institut d'Exportation, ainsi que quant à toutes décisions des contrôleurs techniques pour l'exportation des œufs sera, dans un délai de trois jours, susceptible d'appel devant la Commission Supérieure de Contrôle, composée d'un représentant du Service du Contrôle de l'Exportation auprès de l'Institut d'Exportation, président, et de deux membres représentant respectivement la section « Produits Animaux » de l'Institut d'Exportation et l'Association Bulgare des négociants exportateurs d'œufs et de volailles.

Cette commission aura le droit:

1) d'examiner, sur demande des exportateurs et à leurs frais, les lots ou caisses d'œufs reconnus par les contrôleurs techniques impropres à l'exportation, en vue soit de confirmer la première décision et de refuser l'autorisation prévue à l'article 2 de la loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation, soit de concéder cette autorisation à leur place;

2) d'examiner les recours contre les décisions des contrôleurs techniques, et de prendre des décisions définitives, qui ne seront plus susceptibles d'appel;

3) d'inspecter, quand et où elle le jugera utile, d'autres parties chargées et prêtes à être expédiées ainsi que les marchandises se trouvant dans les magasins en vue de leur chargement, et en général tout travail accompli dans les magasins d'exportation des œufs.

Remarque. — La Commission Supérieure de Contrôle pourra, avec l'autorisation du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, déléguer ses pouvoirs à des commissions de contrôle de rayon spécialement désignées et composées d'un représentant du Service du Contrôle de l'Exportation auprès de l'Institut d'Exportation comme président et de deux membres représentant respectivement la section « Produits Animaux » de l'Institut d'Exportation et l'Association Bulgare des négociants exportateurs d'œufs et de volailles. Ces commissions auront, dans leurs rayons, les mêmes droits et devoirs que la Commission Supérieure de Contrôle.

Art. 13. — Les membres de la Commission Supérieure de Contrôle et leurs suppléants, ainsi que les membres des commissions de contrôle de rayon et leurs suppléants, seront nommés par le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail.

Les contrôleurs techniques pour l'exportation des œufs seront nommés par le Ministre du Commerce, de l'Industrie du Travail, et

dépendront en service des agronomes départementaux dans le ressort desquels ils auront leur résidence.

Art. 14. — Les personnes qui chargent, ou laissent charger en leur nom, des œufs, et qui ne répondent pas aux exigences formulées dans le présent règlement et dans les dispositions spéciales, ordonnances et circulaires y faisant suite, ou qui enfreignent le présent règlement ou les dispositions spéciales, ordonnances et circulaires y faisant suite, seront punies, d'après le décret-loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation, d'une amende jusqu'à 5000 leva.

Quiconque n'aura pas observé les prix et conditions prescrits pour les marchés étrangers par l'article 5 du décret-loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation, sera puni, conformément à l'article 6 du même décret-loi, d'une amende jusqu'à 30000 leva.

Quiconque n'aura pas épuisé le contingent d'exportation qui lui a été concédé d'après l'article 5 du décret-loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation, ou n'y aura pas renoncé à temps, et aura de ce fait empêché l'épuisement du contingent général, sera puni d'une amende jusqu'à 20000 leva, et pourra en plus être privé, pour un délai ne dépassant pas deux mois, du droit de participer à une répartition ultérieure du même contingent (art. 6 du décret-loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation).

Quiconque exportera pour le compte, ou comme commissionnaire, d'une maison privée du droit d'exporter (art. 4 du présent règlement), sera puni d'une amende jusqu'à 30000 leva (art. 6 du décret-loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation).

Art. 15. — Les infractions seront constatées dans un procès-verbal dressé par les agents de contrôle de l'Institut d'Exportation (Commission Supérieure de Contrôle, inspecteurs du Service du Contrôle de l'Exportation, contrôleurs de l'exportation à la frontière et contrôleurs techniques), et signé par son auteur et au moins par un témoin (art. 7 du décret-loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation).

En vertu de ces actes, le Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Travail décidera des amendes à infliger aux personnes coupables de l'infraction. Les décisions relatives à des amendes jusques et y compris 5000 leva seront définitives, tandis que celles qui infligent des amendes supérieures à 5000 leva seront susceptibles d'appel devant la Haute Cour Administrative siégeant en cassation.

Une fois que les décisions relatives auront acquis force de loi, les amendes devront être versées, dans les sept jours à compter de la signification, à la Banque Nationale Bulgare, au profit du budget de l'Institut d'Exportation. Les amendes non versées à temps seront prélevées sur la caution déposée en vertu de l'article 4 du présent règlement, et la caution sera complétée jusqu'au montant original, dans

les sept jours, par l'intéressé (art. 4 lettre e) du présent règlement). L'exportateur qui y aura manqué sera réputé avoir renoncé au droit d'exporter; il rentrera en possession de ce droit dès qu'il aura complété la caution.

Lorsque le montant de la caution déposée d'après l'article 4, lettre e) du présent règlement est devenu insuffisant pour couvrir les amendes infligées, la différence sera perçue selon les règles établies dans la loi sur la perception des impôts arriérés.

Art. 16. — En cas d'infractions systématiques aux dispositions de la loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation, du présent règlement et des décrets, ordonnances et circulaires y faisant suite, le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail déclarera nulle, et retirera, la licence d'exportation concédée en vertu de l'article 4, lettre f), du présent règlement, et confisquée la caution déposée ainsi que privé du droit d'exporter des œufs, pour un délai allant jusqu'à deux ans, l'exportateur coupable. Les décisions relatives du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail seront susceptibles de pourvoi en cassation devant la Haute Cour Administrative.

Art. 17. — Les personnes qui se seront opposées à l'action des agents chargés du contrôle de l'exportation des œufs seront punies d'après les articles 145 et 154 du code pénal.

Art. 18. — Le présent règlement entrera en vigueur dès le jour de sa publication au Journal Officiel, et abrogera le règlement relatif à l'organisation et au contrôle de l'exportation des œufs promulgué au Journal Officiel n. 102 du 9 mai 1935.

Bulgarie. — U., n. 13 approuvant le règl. concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation des produits laitiers. — 9 juin 1936. — D. V., n. 129 (13 juin 1936).

Art. 1^{er}. — Conformément à l'article 1^{er} du décret-loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation, il est institué un contrôle obligatoire des produits laitiers du Royaume.

Art. 2. — Le contrôle des produits laitiers destinés à l'exportation a pour but d'assurer:

a) que l'exportation est faite par des personnes habilitées d'après l'article 3 du décret-loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation et l'article 3 du présent règlement, et

b) que les produits laitiers destinés à l'exportation répondent, quant à la qualité, l'emballage, le marquage etc., aux exigences formulées dans le présent règlement et dans les décrets, ordonnances et circulaires qui seront publiés en vue de son application.

Art. 3. — Ne pourront être exportateurs de produits laitiers que des personnes (physiques ou juridiques) qui:

a) possèdent une raison sociale enregistrée de la branche des produits laitiers;

b) n'ont pas été déclarées en état de faillite ni condamnées pour escroquerie, abus de confiance ou banqueroute frauduleuse;

c) possèdent un certificat de la Chambre de Commerce et d'Industrie dans le ressort de laquelle elles résident constatant qu'elles ont les connaissances et la capacité nécessaires quant à l'exportation des produits laitiers, ou bien que leur entreprise est gérée par une personne suffisamment versée et capable à cet égard;

Seront réputées compétentes pour l'exportation des produits laitiers les personnes qui se sont effectivement occupées d'exportation en général pendant au moins trois ans, ou d'exportation de produits laitiers pendant un an, ou bien qui ont occupé pendant le même temps la position de gérant d'une entreprise d'exportation.

Les dispositions du deuxième alinéa, lettre c), du présent article ne seront pas applicables aux exportateurs d'œufs soumis au présent règlement qui sont dûment enregistrés auprès de l'Institut d'Exportation.

d) sont membres ordinaires de l'Association Bulgare des Exportateurs de Produits laitiers;

e) ont présenté à l'Institut d'Exportation un certificat constatant qu'elles ont déposé une caution de 20.000 leva en argent comptant ou en rentes sur l'Etat, estimées à leur valeur effective d'après le cours du jour à la bourse de commerce, ou bien une garantie bancaire d'une banque d'Etat ou d'une banque privée de premier ordre (article 3, lettre e) du décret-loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation);

f) se sont engagées par écrit envers l'Institut d'Exportation à exporter dans le courant de l'année telle quantité minimum de produits laitiers que ledit Institut aura déterminée après avoir obtenu l'avis écrit de l'Association Bulgare des Exportateurs de produits laitiers.

L'Institut d'Exportation délivrera des licences d'exportation de produits laitiers aux personnes ayant rempli les conditions énumérées ci-dessus. Les licences d'exportation seront valables pendant l'année dans laquelle elles ont été délivrées. Leur renouvellement aura lieu sur demande écrite de l'exportateur, à condition qu'aient été satisfaites les exigences formulées aux lettres d) et f) du présent article.

A titre exceptionnel, et pour des raisons sérieuses, le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail pourra autoriser pour une fois, et une fois seulement dans une année à exporter des produits laitiers une maison n'ayant pas obtenu de licence régulière pour l'exportation desdits produits.

Toute personne ayant obtenu une licence pour l'exportation de produits laitiers sera inscrite sur le registre des exportateurs de ces produits tenu par l'Institut d'Exportation.

Art. 4. — L'Institut d'Exportation refusera de délivrer ou de renouveler lesdites licences (article 3, lettre f) du présent règlement):

1) lorsqu'il aura constaté que l'intéressé ne remplit pas les conditions établies à l'article 3 du présent règlement;

2) lorsqu'il résulte d'une enquête de l'Institut d'Exportation que l'intéressé ne s'est pas acquitté envers les fournisseurs des marchandises par lui achetées en vue de leur exportation au cours de la précédente campagne d'exportation;

3) lorsqu'il résulte de l'enquête qu'appartiennent à la maison qui demande une licence d'exportation, soit comme membres du conseil d'administration soit comme gérants, des personnes ou raisons sociales qui ne se sont pas acquittées envers les producteurs du paiement des marchandises par elles achetées en vue de leur exportation;

4) lorsqu'il a été constaté que la personne ou la raison sociale a exporté pour le compte, ou comme commissionnaire, d'une maison à laquelle il est, d'après les n. 2) et 3) du présent article, interdit de délivrer des licences;

5) à la suite d'une décision du Conseil Général de l'Institut d'Exportation.

Tout refus de l'Institut d'Exportation et toute décision de son Conseil Général en la matière devront être approuvés par le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail. La décision du Ministre sera susceptible d'appel devant la Haute Cour Administrative.

Art. 5. — Ne seront admis à l'exportation que les produits laitiers qui rempliront les conditions indiquées ci-dessous.

4) KACHKAVAL.

Le kachkaval destiné à l'exportation devra remplir les conditions suivantes:

1) il devra être produit avec du lait de brebis pur et sain;

2) il devra avoir un aspect extérieur agréable et propre (sans souillures sur la surface des formes);

3) il devra consister en formes saines, à surface soignée et bien fermées, sans gerçures ni autres endommagements mécaniques et bien unies entre elles;

4) il devra être sain, sans trace de pourriture, rancissure intérieure, moisissure ou autres dégâts analogues;

5) il devra, selon son type, être de la couleur jaune verdâtre caractéristique pour le Kachkaval de bonne qualité, plus foncé dans le cas de celui de montagne, et plus pâle pour celui de plaine;

6) il ne pourra pas avoir de goût rance, aigre, âpre, amer ou autre qui démontre la mauvaise qualité ou la décomposition du Kachkaval;

7) dans chaque partie de Kachkaval, les formes devront être, dans la mesure du possible, égales en ce qui concerne la couleur, le goût, l'odeur et la substance;

8) d'après le rayon et la localité de sa provenance, ainsi que d'après les qualités qu'il possède, il sera classé et marqué comme de montagne, de colline ou de plaine, et précisément:

I.) Sera de montagne le Kachkaval produit dans des localités et rayons reconnus comme produisant du kachkaval de montagne (d'après le décret-loi concernant la transformation du lait, article 2) et celui d'autre provenance, mais produit dans les mêmes conditions et possibilités, auquel cas il sera marqué comme étant du « type » de montagne.

Le kachkaval de montagne doit:

- a) avoir une épaisseur de forme supérieure à 9 cm.;
- b) avoir un diamètre de forme de 30 cm.;
- c) contenir au moins 45 % de matière grasse de lait dans la matière sèche.

II.) Sera de colline le kachkaval produit dans les localités et rayons reconnus comme produisant du kachkaval de colline d'après l'article 2 du décret-loi concernant la transformation du lait, et celui d'autre provenance, mais produit dans les mêmes conditions techniques et possibilités, auquel cas il sera marqué comme étant du « type » de colline.

Le kachkaval de colline doit:

- a) avoir une épaisseur de forme de 5 cm.;
- b) avoir un diamètre de forme de 30 cm.;
- c) contenir au moins 40 % de matière grasse de lait dans la matière sèche.

III.) Sera de plaine le kachkaval qui est produit dans des localités et rayons de plaine. Il doit:

- a) avoir une épaisseur de forme de 5 cm.;
- b) avoir un diamètre de forme de 30 cm.;
- c) contenir au moins 30 % de matière grasse de lait dans la matière sèche.

9) le kachkaval devra être emballé dans des sacs neufs et hygiéniques de chanvre ou de jute, comme suit:

le kachkaval de montagne par dix formes en deux rangées (2×5) ou par douze formes en deux rangées (2×6);

le kachkaval de colline par quatorze formes en deux rangées (2×7);

le kachkaval de plaine par vingt formes en deux rangées (2×10).

Les sacs devront être liés avec des cordes de chanvre neuves. Les balles ainsi préparées de kachkaval destiné à l'exportation devront

être, avant le 1^{er} janvier, placées dans des cages ou dans des caisses faites de planches neuves et propres.

Remarque I. — Le kachkaval frais et paraffiné sera emballé dans des boîtes d'une forme hexagonale, faites de planches neuves, bien rabotées et propres. Avant d'être placées dans les boîtes, les formes seront enveloppées dans du papier propre. Les boîtes devront toujours être placées de façon que les formes n'y soient pas dérangées.

Remarque II. — Lorsque les agents de contrôle de l'exportation des produits laitiers auront constaté que des parties importantes de kachkaval ne répondent pas aux exigences du présent règlement, mais qu'elles sont susceptibles d'être consommées sur les marchés où elles doivent être exportées, le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail pourra autoriser l'exportation de tels produits pour la durée d'un mois après la fin de la campagne d'exportation, sans toutefois aucune marque de kachkaval.

10) Sur la surface de chaque forme de kachkaval sera imprimée une marque indiquée par l'Institut d'Exportation. Tant sur les sacs que sur les caisses et sur les boîtes dans lesquels est emballé le kachkaval sera apposée l'inscription en caractères latins « Made in Bulgaria », avec indication du poids brut et net et de la qualité (type), comme suit:

pour le kachkaval de montagne original; « kachkaval Balkan »;
pour le kachkaval de montagne (type): « kachkaval type Balkan »;
pour le kachkaval de colline original: « kachkaval Mi-Balkan »;
pour le kachkaval de colline (type): « kachkaval type Mi-Balkan »;
pour le kachkaval de plaine: « Owa (Mince) ».

L'emplacement de ces marques ainsi que les dimensions et la forme des chiffres et des caractères employés seront déterminés par ordonnance du directeur de l'Institut d'Exportation.

Remarque. — Seront admis à l'exportation aussi d'autres fromages du type de kachkaval. Les qualités que ces fromages devront présenter, ainsi que leur emballage et marquage, seront déterminés, séparément pour chaque type, par ordonnance du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail.

B) FROMAGE.

1. — Le fromage destiné à l'exportation devra être produit avec du lait de brebis pur, sain et entier (non écrémé). Les fromages produits avec du lait de chèvre, de buffle, de vache ou mélangé devront être clairement désignés comme tels sur les boîtes dans lesquelles ils seront exportés.

Remarque. — Le fromage produit avec du lait en partie ou entièrement écrémé sera exporté sous la désignation manifeste de « demi-gras » ou « peu-gras » (babeurre).

2. — Il devra être mûr et posséder les éléments caractéristiques d'un fromage sain et de bonne qualité: couleur blanche, goût et odeur spécifiques agréables. Ne sera pas admis à l'exportation un fromage présentant un goût ou une odeur prouvant sa décomposition, comme un goût anormalement aigre, amer, rance, âcre ou très salé, ou bien des odeurs empruntées aux caisses qui le contiennent, comme de gaz, de peinture, de graisse etc.

3. — Il devra être sain, c'est-à-dire ne pas être atteint de pourriture, de moisissure ou de vers.

4. — Il devra posséder la consistance caractéristique du fromage de bonne qualité et avoir peu de pores;

5. — Il ne devra pas être brisé, et chaque forme devra être entière.

6. — La saumure devra être d'une couleur verdâtre, ne pas s'étirer et posséder les éléments caractéristiques d'une saumure saine et de bonne qualité et un goût et une odeur agréables.

Partant les fromages produits avec du lait partiellement ou entièrement écrémé seront marqués comme suit:

a) de lait entier, quand le fromage contient plus de 48 % de matière grasse de lait dans la matière sèche;

b) de demi-lait, quand il contient plus de 25 % de matière grasse de lait dans la matière sèche; et

c) peu gras (babeurre), quand il contient moins de 25 % de matière grasse de lait dans la matière sèche.

7. — Les boîtes de fer blanc non rouillé du contenu de deux formes de fromage les remplissant entièrement devront être emballées dans des caisses égales, faites de planches propres et neuves, ou dans des barils neufs et égaux pour chaque partie, faits de bois de chêne ou de hêtre. Sur les couvercles des boîtes en fer blanc et des caisses et sur un des fonds des barils sera marqué le poids brut et net avec l'inscription « Made in Bulgaria » en caractères latins et le pourcentage du contenu en lait du fromage.

Les dimensions et la forme des caractères, chiffres et inscriptions employés ainsi que leur emplacement seront déterminés par ordonnance du directeur de l'Institut d'exportation.

C) BEURRES.

Seront admises à l'exportation les qualités suivantes de beurre:

I. — *Beurre de vache.*

a) Le *beurre de vache frais* devra contenir: 17 % d'eau au maximum, au moins 80 % de matière grasse de lait et jusqu'à 3 % d'autres éléments essentiels du lait.

b) Le *beurre de vache condensé* pourra contenir: jusqu'à 2,5 % de sel de cuisine (comprenant au moins 99 % de *chlorure de sodium* pur et 0,5 % au maximum de plâtre et de sels Glauber), 16 % d'eau au maximum, 80 % de matière grasse de lait et jusqu'à 3 % d'autres éléments essentiels du lait.

c) Le *beurre de vache, de cuisine*, qualité à laquelle appartiennent aussi les beurres désignés aux littéras a) et b) quand ils présentent des défauts essentiels ou ont perdu les éléments caractéristiques de leur type. Le *beurre de cuisine* devra contenir: 18 % d'eau au maximum, au moins 78 % de matière grasse de lait et 4 % d'autres éléments essentiels du lait.

d) Le *beurre de vache fondu* devra contenir au moins 95 % de matière grasse de lait.

II. — *Beurre de buffle.*

a) Le *beurre de buffle frais* devra contenir: 17 % d'eau au maximum, 80 % au moins de matière grasse de lait et jusqu'à 3 % d'autres éléments essentiels du lait.

b) Le *beurre de buffle, de cuisine* devra contenir: 18 % d'eau au maximum, 78 % au moins de matière grasse de lait et jusqu'à 4 % d'autres éléments essentiels du lait. Il pourra être salé. A cette catégorie appartiennent aussi les beurres désignés au littéra a) quand ils offrent des défauts essentiels ou ont perdu les éléments caractéristiques de leur type.

c) Le *beurre de buffle fondu* devra contenir au moins 90 % de matière grasse de lait.

III. — *Beurre de brebis.*

a) Le *beurre de bergerie (première qualité)* devra contenir: 25 % d'eau au maximum, 70 % au moins de matière grasse de lait et jusqu'à 5 % d'autres éléments essentiels du lait.

b) Le *beurre de bergerie ordinaire* devra contenir: 25 % d'eau au maximum, 60 % au moins de matière grasse de lait et jusqu'à 15 % d'autres éléments essentiels du lait.

c) Le *beurre de brebis cuit* devra contenir au moins 80 % de matière grasse de lait.

d) Le *beurre de brebis fondu* devra contenir au moins 90 % de matière grasse de lait.

IV. — *Beurre de chèvre.*

a) Le *beurre de chèvre de cuisine* devra contenir: 18 % d'eau au maximum, 78 % au moins de matière grasse de lait, et jusqu'à 4 % d'autres éléments essentiels du lait.

b) Le *beurre de chèvre fondu* devra contenir au moins 95 % de matière grasse de lait.

V.

Selon leur type et les conditions de leur préparation, les beurres devront présenter les éléments caractéristiques des beurres de bonne qualité et sains: fraîcheur, couleur, goût, odeur, consistance etc.

VI.

Les boîtes de fer blanc non rouillé du contenu de deux formes les remplissant entièrement devront être emballées dans des caisses faites de planches neuves et propres ou dans des barils neufs et égaux pour chaque partie, faits de bois de chêne ou de hêtre.

VII.

Sur les couvercles des boîtes de fer blanc et des caisses et sur un des fonds des barils seront marqués la qualité du beurre qui y est contenu, et son poids brut et net, avec l'inscription «*Made in Bulgaria*» en caractères latins.

Les dimensions et la forme des caractères, chiffres et inscriptions employés ainsi que leur emplacement seront déterminés par ordonnance du directeur de l'Institut d'Exportation.

Art. 6. — Le contrôle des produits laitiers exportés sera effectué à la frontière, au moment des opérations de douane relatives. Il le sera par les inspecteurs du contrôle de l'exportation et, là où il n'y en a pas, par des agents du Ministère de l'agriculture, Département de l'élevage.

Art. 7. — Le contrôle a lieu sur demande écrite de l'exportateur intéressé, un jour ou deux avant l'expédition et pendant le chargement des produits laitiers; il devra y être examiné 5 % au moins de la quantité destinée à l'exportation. D'après les résultats de l'examen, le contrôleur dressera un procès-verbal spécial, dont la première expédition sera par lui adressée à l'Institut d'Exportation, Service du Contrôle de l'Exportation, tandis qu'il en gardera l'autre. Le contrôleur délivrera, à l'égard des produits laitiers approuvés, le certificat exigé par l'article 2 du décret-loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation. Ce certificat sera reconnu valable par les autorités douanières pendant dix jours pour le kachkaval, le fromage et le beurre de bergerie, et pendant cinq jours pour les autres beurres, à compter du jour de sa délivrance. Si le lot n'a pas été exporté dans le délai mentionné ci-dessus, il devra subir une nouvelle visite.

Le contrôleur appliquera son timbre de contrôle sur les produits laitiers approuvés pour l'exportation.

Art. 8. — Toute contestation soulevée sur le point de savoir si un envoi donné de produits laitiers ou une partie de celui-ci répondent aux exigences formulées dans le présent règlement ou dans les décrets spéciaux, ordonnances et circulaires de l'Institut d'Exportation y faisant suite ainsi qu'à l'occasion de toute décision des organes de contrôle sera, dans un délai de trois jours, susceptible d'appel devant la Commission Supérieure de Contrôle, composée d'un représentant du Service du Contrôle de l'Exportation auprès de l'Institut d'Exportation, président, et de deux membres représentant respectivement le Ministère de l'Agriculture, Section de l'Elevage, et l'Association des Exportateurs de produits laitiers.

Cette Commission aura le droit:

1) d'examiner, sur demande des exportateurs et à leurs frais, les lots de produits laitiers reconnus par les organes de contrôle impropres à l'exportation, en vue soit de confirmer la première décision et de refuser l'autorisation prévue à l'article 2 du décret-loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation, soit de concéder cette autorisation à leur place;

2) d'examiner les recours contre les décisions des organes de contrôle, et de prendre des décisions définitives, qui ne seront plus susceptibles d'appel;

3) d'inspecter, quand et où elle le jugera utile, d'autres lots de produits laitiers chargés et prêts à être expédiés ainsi que les marchandises se trouvant dans les magasins et les installations frigorifiques en vue de leur chargement, et en général tout travail relatif à la préparation des produits laitiers pour l'exportation.

Remarque. — La Commission supérieure de Contrôle pourra, avec l'autorisation du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, déléguer ses pouvoirs à des Commissions de contrôle de rayon spécialement désignées et composées d'un représentant du Service du contrôle de l'exportation auprès de l'Institut d'exportation, président, et de deux membres représentant respectivement le Ministère de l'Agriculture, Section de l'Elevage, et l'Association des Exportateurs de produits laitiers. Ces Commissions auront, dans leurs rayons respectifs, les mêmes droits et devoirs que la Commission Supérieure de Contrôle.

Art. 9. — Les membres de la Commission Supérieure de Contrôle et leurs suppléants, ainsi que les membres des Commissions de contrôle des rayons et leurs suppléants, seront nommés par le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail.

Art. 10. — Les personnes qui chargent, ou laissent charger en leur nom, des produits laitiers qui ne répondent pas aux exigences formulées dans le présent règlement et dans les décrets, ordonnances et circulaires y faisant suite, ou qui enfreignent le présent règlement ou

les décrets, ordonnances et circulaires y faisant suite, seront punies, d'après l'article 6 du décret-loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation, d'une amende jusqu'à 5000 leva, par décret du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail.

Quiconque n'aura pas observé les prix et conditions prescrits pour les marchés étrangers par l'article 5 du décret-loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation, sera puni, conformément à l'article 6 du même décret-loi, d'une amende jusqu'à 30.000 leva.

Quiconque n'aura pas épuisé le contingent d'exportation qui lui a été attribué d'après l'article 5 du décret-loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation, ou n'y aura pas renoncé à temps, et aura de ce fait empêché l'épuisement du contingent général, sera puni d'une amende jusqu'à 20.000 leva, et pourra en plus être privé, pour un terme ne dépassant pas deux mois, du droit de participer à une répartition ultérieure du même contingent (article 6 du décret-loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation).

Quiconque exportera pour le compte, ou comme commissionnaire, d'une maison privée du droit d'exporter (article 4 du présent règlement), sera puni d'une amende jusqu'à 30.000 leva (article 6 du décret-loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation).

Art. 11. — Les infractions seront constatées dans des procès-verbaux dressés par les organes de contrôle de l'Institut d'Exportation, Commission Supérieure de Contrôle, commissions de contrôle de rayon, inspecteurs du Service du Contrôle de l'Exportation, contrôleurs de l'exportation à la frontière, organes du Ministère de l'Agriculture et des biens de l'Etat-Section Elevage-chargés de contrôler l'exportation des produits laitiers et signés par leurs auteurs et au moins par un témoin (article 7 du décret-loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation).

En vertu de ces actes, le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail décidera des amendes à infliger aux personnes coupables de l'infraction. Les décisions relatives à des amendes jusques et y compris 5000 leva seront définitives, tandis que celles comportant des amendes supérieures à 5000 leva seront susceptibles d'appel devant la Haute Cour Administrative siégeant en cassation.

Une fois que les décisions relatives auront acquis force de loi, les amendes devront être versées, dans les sept jours à compter de la signification, à la Banque Nationale Bulgare, au profit du budget de l'Institut d'Exportation. Les amendes non versées à temps seront prélevées sur la caution déposée en vertu de l'article 3 du présent règlement, et la caution sera complétée, après ce prélèvement, jusqu'au montant original, dans les sept jours, par l'intéressé (article 3, lettre e) du présent règlement). L'exportateur qui aura manqué de le faire sera réputé avoir

renoncé au droit d'exporter; il rentrera en possession de ce droit dès qu'il aura complété la caution.

Lorsque le montant de la caution déposée d'après l'article 3, lettre d), du présent règlement est devenu insuffisant pour couvrir les amendes infligées, la différence sera perçue selon les règles établies dans la loi sur la perception des impôts arriérés.

Art. 12. — En cas d'infractions systématiques aux dispositions de la loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation, du présent règlement et des décrets, ordonnances et circulaires y faisant suite, le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail en conformité de l'article 8 de la loi concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation, déclarera nulle et retirera la licence d'exportation concédée en vertu de l'article 3 du présent règlement, confisquera la caution déposée et privera du droit d'exporter des produits laitiers, pour un terme de deux ans, l'exportateur coupable. Les décisions y relatives du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail seront susceptibles de pourvoi en cassation devant la Haute Cour Administrative.

Art. 13. — Les personnes qui se seront opposées à l'action des organes chargés du contrôle de l'exportation des produits laitiers seront punies d'après les articles 145 et 154 du code pénal.

Art. 14. — Le présent règlement entrera en vigueur dès le jour de sa publication au Journal Officiel, et il abrogera les dispositions des articles 30, 33, 35 à 37 compris, 39 et 48 à 59 compris du règlement d'application du décret-loi concernant la transformation du lait, qui règlent le contrôle de l'exportation des produits laitiers.

Norvège. — L. n. 5 modifiant la l. du 17 juin 1932, concernant le contrôle de la qualité des produits agricoles. — 25 juin 1936. — N. L., n. 25, p. 756 (29 juin 1936).

[L'article 1^{er} de la loi du 17 juin 1932 concernant le contrôle de la qualité des produits agricoles devra dorénavant être conçu en ces termes: La présente loi s'applique aux denrées suivantes:

Pommes de terre et farine de pommes de terre, œufs, miel, lait et produits laitiers, fruits frais et baies, légumes et plantes racinées, jus et conserves de fruits et d'herbes potagères, *plantes vivantes et parties de plantes, foin*, toute espèce de mousse et de lichen, bois combustible, charbon de bois et résine de bois, volaille morte, viande, résidus de l'abatage, viande en boîte, saucissons et autres articles de charcuterie provenant de la viande de chevaux, bœufs, moutons, chèvres, porcs et cétacés.

La présente loi comprend en outre les produits de laine tricotés, à dessin « selbu » ou d'autre dessins, en conformité des prescriptions ultérieures qui seront édictées par le Ministère compétent].

Portugal. — D. l. n. 26757 autorisant le Ministre du commerce et de l'industrie à créer des organismes chargés d'opérer la coordination et la réglementation supérieures de la vie économique et sociale dans les activités se rapportant directement aux produits d'importation et d'exportation. — 8 juillet 1936. — D. d. G., I^{re} série, n. 158 (8 juillet 1936).

La Constitution et le Statut du Travail National ont établi les principes fondamentaux dont doit être inspiré le développement du nouvel ordre corporatif. De même, ont déjà été publiés les décrets réglementaires des différentes catégories d'organismes corporatifs des associations patronales.

Toutefois, après avoir défini la vaste mission qui incombe aux activités organisées en vue d'arriver, sous de nombreux aspects importants, à une véritable autodirection des rapports économiques, l'État s'est réservé le droit et le devoir de coordonner et de régler en dernière instance la vie économique et sociale, en lui fixant des objectifs et en subordonnant tous les intérêts particuliers à l'idée plus élevée de l'intérêt de la Nation.

Cependant, l'État ne pourrait remplir le rôle que le Statut du Travail National lui a confié, quant à l'organisation des forces économiques, s'il ne cherchait avant tout à avoir à sa disposition des éléments d'action pénétrés d'un esprit nouveau et moins rapprochés de la sphère bureaucratique traditionnelle que des organismes corporatifs de création récente.

Partant ont été créés — à côté des associations, unions et fédérations — des organismes d'un caractère plutôt différent pour autant qu'y dominait nettement l'inspiration de l'État et que leurs fonctions étaient officielles. Tel a été le cas de l'Institut du Vin de Porto, de la Commission Nationale d'Exportation des Fruits, et des Commissions Régulatrices du Commerce du Riz et de la Morue sèche. Toutefois, ces institutions sont arrivées à collaborer intimement avec les organismes corporatifs, et il est désormais évident qu'elles complètent l'harmonie de l'organisation et constituent en même temps une forte armature, susceptible de garantir, quant à certains aspects plus délicats, le bon fonctionnement du système.

Ce qu'on a pu observer quant aux résultats de l'action des organismes précités et quant aux problèmes à résoudre en vue de l'encadrement corporatif d'autres activités importantes porte à conclure qu'on devra avoir souvent recours à la création d'autres organismes de la même nature, non seulement pour obtenir l'intervention du gouvernement, mais encore parce que, en règle générale, il leur sera confié des attributions dépassant la compétence habituelle des organismes corporatifs et même leurs possibilités.

Il est donc à prévoir que ces organismes — que nous appellerons de coordination économique — fonctionneront comme des éléments

de liaison entre l'État et l'organisation corporative proprement dite, et il est décidé dès maintenant qu'ils seront incorporés dans les corporations dès que celles-ci auront été constituées.

Le présent décret est destiné à établir le régime légal des organismes de coordination économique dans les branches de la production et du commerce dépendant le plus directement de l'importation ou de l'exportation, parce que les circonstances présentes démontrent que c'est dans ces organismes-ci que l'action de l'État doit être la plus active en vue de sauvegarder un juste équilibre et la prospérité de tous les facteurs de la vie économique de la Nation.

En vertu de la faculté qui a été conférée par la seconde partie du n° 2 de l'article 109 de la Constitution, le Gouvernement décrète, et je promulgue, avec force de loi, ce qui suit.

Art. 1^{er}. — Conformément aux buts énoncés à l'article 7 du Statut du Travail National, le Ministre du Commerce et de l'Industrie est autorisé à constituer des organismes destinés à coordonner et à régler en dernière instance la vie économique et sociale dans ses activités directement liées aux produits de l'importation et de l'exportation.

Art. 2. — Les organismes créés d'après le présent décret seront des organismes de coordination économique avec des fonctions officielles, de fonctionnement et administration autonomes, et ils auront la personnalité juridique.

Paragraphe unique. — Les organismes de coordination économique seront incorporés dans les corporations, dès que celles-ci auront été constituées, comme éléments de liaison entre l'État et les activités encadrées dans les corporations, et ils pourront revêtir un caractère pré-corporatif dans la coordination des activités économiques mentionnées à l'article 1^{er} avant que les corporations ne soient organisées.

Art. 3. — Les organismes de coordination économique seront des types suivants:

- a) commissions régulatrices;
- b) commissions nationales;
- c) instituts.

§ 1. — Les commissions régulatrices seront destinées à régler l'importation en harmonie avec les nécessités de la production de la métropole et des colonies, en vue des intérêts supérieurs de l'économie de la Nation.

§ 2. — Les commissions nationales ont pour but de développer, perfectionner et coordonner les activités de la production et du commerce nationaux en vue d'une expansion progressive de l'exportation portugaise.

§ 3. — Les instituts seront créés lorsqu'auront déjà été organisées corporativement les activités de la production et du commerce

des produits principalement orientés vers l'exportation et qui, en vertu de leur importance, exigent une garantie officielle de leur qualité et catégorie.

Art. 4. — Les associations, unions et fédérations coordonnées par les organismes dont traite le présent décret devront se conformer aux règlements et déterminations établis par ceux-ci et en favoriser l'observation de la part de leurs associés.

Art. 5. — Les commissions régulatrices et nationales seront composées d'un président, un vice-président et un nombre de membres variant entre deux et six. Les membres représenteront les activités par eux coordonnées, et on cherchera à distinguer, dans la mesure du possible, à ce sujet, les différentes phases du cycle de la production et du commerce.

§ 1. — Les membres des commissions régulatrices et nationales représenteront les organismes corporatifs des activités mentionnées pour autant que ceux-ci aient été déjà constitués; tant qu'ils ne le seront pas encore, il sera du ressort du Ministre du Commerce et de l'Industrie de désigner ces membres ou d'établir la forme de leur désignation.

§ 2. — Toutefois, pourront faire partie des organismes mentionnés au présent article, en qualité de membres, des représentants des services publics du Ministère du Commerce et de l'Industrie ou d'autres Ministères, s'il semble opportun d'avoir recours à leur fonction coordinatrice.

Art. 6. — Les instituts auront, pour organes supérieurs, une direction et un conseil général.

§ 1. — La direction sera composée d'un directeur et de deux directeurs adjoints.

§ 2. — Le conseil général comprendra la direction et les représentants de tous les organismes corporatifs liés à l'institut. Pourront en faire aussi partie, en qualité de membres, les délégués du gouvernement auprès de ces organismes ainsi qu'une ou deux personnalités d'un prestige généralement reconnu et d'une compétence professionnelle dans les activités en question.

§ 3. — Au conseils généraux des instituts est applicable la disposition du n° 2 de l'article 5.

§ 4. — Le directeur de l'institut présidera le conseil général, et il aura comme suppléant un des directeurs adjoints.

Art. 7. — Le président et les vice-présidents des commissions régulatrices et nationales et les directeurs et directeurs-adjoints des instituts seront choisis et nommés à son gré par le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Les personnes nommées devront être indépendantes de tout lien avec les activités commerciales et industrielles protégées par les organismes où elles seront appelées à prêter service.

§ unique. — Le Ministre du Commerce et de l'Industrie déterminera, par décret ou dans un règlement, le salaire ou les honoraires des personnes dont traite le présent article. Ces émoluments seront prélevés sur les recettes des organismes.

Art. 8. — Les organismes de coordination économique auront des recettes propres, constituées par des subventions de l'État, par des contributions des organismes corporatifs ou des activités intéressées, par des taxes prélevées sur l'importation et l'exportation des produits respectifs, par des amendes et par tous autres revenus légalement autorisés.

§ unique. — Le recouvrement des taxes prévues au présent article sera en règle générale du ressort des bureaux de douane ou d'autres services publics, dans les termes qui seront fixés par le règlement.

Art. 9. — Les organismes de coordination économique disposeront des services techniques et des laboratoires nécessaires pour la bonne exécution de leur tâche ainsi que des services de contrôle compétents, qui seront organisés en coopération avec ceux des organismes corporatifs.

Art. 10-18. — (*Omissis*).

Suisse (Confédération). — Arr. du Conseil fédéral concernant l'importation du bétail et de la viande fraîche. — 7 avril 1936. — R. L. F., n. 11 (8 avril 1936).

Vu les articles 13 et 16 de la loi du 13 juin 1917 sur les mesures à prendre pour combattre les épizooties;

vu l'arrêté fédéral du 14 octobre 1933 concernant les mesures de défense économique contre l'étranger, prorogé par l'arrêté fédéral du 11 décembre 1935,

Art. 1^{er}. — L'importation du bétail de rente et du bétail d'élevage demeure interdite jusqu'à nouvel ordre.

Des autorisations d'importation peuvent être accordées, notamment dans l'intérêt de l'enseignement et en vue de l'amélioration de la race.

Art. 2. — Il ne peut être importé du bétail de boucherie (taureaux, bœufs, veaux, porcs pesant plus de 60 kg, moutons) ni de la viande fraîche lorsque les conditions sanitaires sont telles dans les pays de provenance et de transit que la Suisse se trouverait ainsi exposée sérieusement au danger d'une épizootie.

Art. 3. — Dans la mesure où les intérêts des consommateurs l'exigent et sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales de police sanitaire, des transports restreints de bétail de boucherie et de viande fraîche peuvent être admis à l'importation lorsque les conditions de l'article 2 ne sont pas entièrement remplies, mais que l'état sanitaire exposerait la Suisse au danger d'une épizootie.

Art. 4. — L'importation visée par l'article 3 est subordonnée à une autorisation et ne pourra se faire que dans des quantités déterminées correspondant aux besoins de la consommation. En principe, l'autorisation ne doit être accordée que si l'importation peut être compensée par l'exportation de bétail d'élevage ou, éventuellement, d'autres produits d'origine animale.

Art. 5. — Le département de l'économie publique instituera une Commission consultative, où seront représentés la police des épizooties, l'agriculture, l'élevage du bétail ainsi que la boucherie et le commerce. La Commission sera présidée par le directeur de l'office vétérinaire fédéral et aura pour mission d'examiner et de proposer des opérations de compensation.

Art. 6. — Les opérations d'importation approuvées par le département de l'économie publique sont exécutées, d'entente avec l'office central suisse pour la mise en valeur du bétail de boucherie, par l'association suisse des importateurs de bétail et la centrale d'achat de l'union suisse des maîtres bouchers (Viehborse). L'office vétérinaire fédéral contrôle chacune d'elles.

Art. 7. — Déduction faite des frais et d'une indemnité équitable octroyée aux organismes chargés des opérations, les bénéfices doivent être employés à encourager l'exportation du bétail. A cet effet, le montant en sera versé au compte « Exportation du bétail » du service fédéral de caisse et de comptabilité.

Art. 8. — Au surplus, les prescriptions de la loi fédérale sur les mesures à prendre pour combattre les épizooties et de son ordonnance d'exécution du 30 août 1920 (1) doivent être appliquées à toutes les importations de bétail ou de viande fraîche.

Art. 9. — L'office vétérinaire est chargé de pourvoir à l'exécution du présent arrêté sous le contrôle et conformément aux instructions du département de l'économie publique. Ses décisions peuvent être déferées au département.

Art. 10. — Le présent arrêté entre en vigueur le 10 avril 1936.

Est abrogé à la même date l'arrêté du Conseil fédéral du 6 juin 1924 concernant l'importation du bétail et de la viande fraîche.

Uruguay. — D. réglementant l'exportation des fruits frais. — 28 janvier 1936. — D. O., n. 8858 (2 mars 1936).

Art. 1^{er}. — Toute personne ou maison de commerce désirant exercer le commerce d'exportation des fruits frais devra s'inscrire dans les registres dressés dès aujourd'hui à cet effet auprès du Bureau cen-

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XX^{ème} Année, 1920, p. 367.

tral de la Direction de l'Agronomie et auprès des Bureaux agronomiques régionaux du littoral et de l'intérieur du pays.

Ladite inscription devra être prise au moins 30 jours avant d'effectuer la première expédition; toutefois les exportateurs qui se trouvent dans la nécessité d'exporter des marchandises avant ce délai de trente jours à compter de la date de promulgation du présent décret, à cause de contrats passés avant cette date, pourront effectuer les exportations à la condition de signaler l'existence de ces engagements au moment de s'inscrire sur les registres afin de se mettre en état de pouvoir procéder aux exportations en question.

Art. 2. — A chaque Bureau agronomique correspondra une lettre de l'alphabet et à chaque exportateur un numéro; l'ensemble de la lettre et du numéro constituera le signe qui servira à identifier les emballages, les permis, les certificats et tous les documents correspondant à chaque exportateur.

Art. 3. — Aux effets de la présente réglementation, on doit entendre par producteur celui qui exploite un terrain d'où il retire les fruits destinés à l'exportation. On doit entendre par exportateur celui qui réalise l'opération commerciale du placement des fruits sur les marchés à l'étranger. La même personne ou maison de commerce pourra posséder à la fois la qualité de producteur et d'exportateur.

Art. 4. — Chaque exportateur devra déclarer au Bureau agronomique duquel il dépend les exportations probables qu'il a l'intention d'effectuer; dans ladite déclaration devront être indiquées: les espèces, les variétés, les quantités approximatives des caisses, l'emplacement des terrains et des centres d'emballage.

Cette communication devra être faite huit jours au moins avant le commencement de la récolte des fruits à exporter.

Art. 5. — Tout fruit destiné à l'exportation devra être détaché de l'arbre avec le pédoncule, mais sans l'arracher; il devra être cueilli, déposé et transporté de manière à ne pas subir de dégât et en évitant de porter atteinte à son intégrité et à sa bonne apparence.

Art. 6. — Seuls les fruits sains et propres pourront être destinés à l'exportation. Devront être considérés comme sains tous les fruits apparemment exempts d'insectes ou de maladies cryptogamiques ainsi que d'autres lésions d'origine physique portant atteinte à leur bonne apparence; devront être considérés comme propres les fruits n'ayant aucun corps étranger adhérent à la peau susceptible, sans les gâter, de porter atteinte à leur bel aspect.

Art. 7. — Les emballages devront être neufs et en bois sec, propre, lisse et non susceptibles de transmettre au contenu un goût ou une odeur quelconque.

Art. 8. — Sur la paroi supérieure ou inférieure de l'emballage, on devra apposer l'étiquette sur laquelle sera inscrit le nom de l'importa-

teur, la marque, l'espèce du fruit contenu ainsi que l'expression: « *Producción Uruguay* » en lettres d'une dimension minimum de 5 % de la hauteur de l'étiquette. Sur ladite étiquette de l'exportateur et sur le coin supérieur à gauche, on appliquera une seconde étiquette de moindre dimension où figurera le nom du producteur et la localité de production. Dans le cas où l'exportateur est aussi producteur des fruits à exporter, l'apposition de cette seconde étiquette n'est pas requise. Sur le bois de la paroi qui doit rester vide au-dessus de l'étiquette, on devra inscrire clairement avec une encre indélébile et des lettres d'une hauteur minimum de 8 millimètres, la variété des fruits, la catégorie (grado) de sélection et le nombre des fruits contenus ou bien le poids brut et la tare, conformément aux dispositions établies, en son lieu, par le présent décret pour chaque variété de fruit.

Art. 9. — Les inscriptions sur le bois devront être faites en espagnol, ou en anglais, ou bien dans la langue du pays de destination.

Art. 10. — Les étiquettes dont il est question à l'art. 8 devront être soumises, par les exportateurs, à l'approbation de la Direction de l'Agronomie qui jugera de leur aspect et de leur confection et en permettra ou en refusera l'emploi.

Art. 11. — Les fruits devront occuper dans sa totalité la capacité de la caisse en ayant soin que, grâce à la concavité du couvercle ou par d'autres moyens, une pression soit exercée sur le contenu et en empêche le déplacement à l'intérieur des emballages.

Art. 12. — Tous les fruits de la même caisse devront appartenir à une seule variété et devront avoir une dimension uniforme.

Art. 13. — Les caisses dont le poids brut est de 20 kilos, ou plus, devront avoir en plus des clous appliqués au couvercle, des fils de fer ou des cercles métalliques qui fixent solidement le couvercle, le fond et les parois latérales.

Art. 14. — Pour chaque espèce de fruit, seront exigées les conditions suivantes:

Pommes..... Poires..... Prunes.....

Duracines (pêches)..... Abricots..... Oranges et pamplemousses....
Citrons..... Mandarines..... Melons..... Cerises....

Art. 15. — Les résultats des inspections effectuées par la Direction de l'Agronomie, depuis les opérations sur le verger jusqu'à l'achèvement de l'emballage, permettront de délivrer ou de refuser le permis de producteur de fruits destinés à l'exportation.

Art. 16. — La Direction de l'Agronomie pourra, à tout moment et sans accorder aucun délai, retirer le permis dont il est question à l'article précédent à tous ceux qui contreviendront aux dispositions du présent décret.

Art. 17. — Les emballages devront être marqués, au lieu d'empaquetage, sur la paroi opposée à celle qui porte l'étiquette, d'un timbre

d'une couleur indélébile, indiquant la classe à laquelle appartient l'exportateur et portant l'inscription suivante: « Ministerio de Ganaderia y Agricultura. Inspeccionado ».

Art. 18. — Chaque lot de fruits destiné à l'exportation devra être accompagné, du centre d'emballage au port d'embarquement pour l'étranger, d'un bulletin délivré par le producteur, où figureront les données concernant l'exportateur et les détails nécessaires pour identifier le lot.

Art. 19. — Le fonctionnaire de la Protection agricole, au moment d'inspecter l'état sanitaire des fruits, devra exiger préalablement la présentation du bulletin dont il est question à l'article précédent.

Art. 20. — La Direction de l'Agronomie au moment d'effectuer l'inspection au port d'embarquement, procédera à l'ouverture et à l'examen minutieux d'un nombre de caisses qui ne sera pas inférieur à 2 % du total du lot et, en cas de doutes, elle ouvrira un plus grand nombre de caisses dans le but d'établir si tout ou partie du lot est en mauvais état.

Art. 21. — Le fonctionnaire de la défense agricole, pour délivrer le certificat sanitaire, devra constater que toutes les conditions requises par le présent décret ont été observées.

Art. 22. — Tout lot de fruits refusé par l'Inspection d'embarquement, à cause de son état sanitaire defectueux ou pour toute autre raison, devra être retiré de la zone du port dans les 24 heures après la notification du refus et il devra être marqué d'un timbre portant le mot « Plaza » ou, dans le cas contraire, détruit aux frais de l'intéressé.

Art. 23. — Tout fruit destiné à être exporté en frigorifique devra subir une réfrigération préalable d'au moins 24 heures, immédiatement avant d'être chargé.

Art. 24. — L'exportateur qui aura inscrit sur les emballages des indications fausses ou trompeuses concernant la sélection, la variété, le poids, le nombre des fruits ou toutes autres indications similaires, sera passible des peines établies par les lois en vigueur, sans préjudice des dispositions de l'art. 22.

Art. 25 —

Yougoslavie. — O. concernant l'intervention économique de l'Etat, par des achats de blé, pendant la campagne 1936-37. — 3 juillet 1936. — S. N., n. 162-XL (17 juillet 1936).

Art. 1^{er}. — La Société anonyme privilégiée pour l'exportation des produits agricoles du Royaume de Yougoslavie interviendra sur le marché, pendant l'année économique 1936-37, moyennant l'achat de blé à des prix que fixera le Conseil des Ministres, sur la proposition du Ministre du commerce et de l'industrie, agissant de concert avec le Ministre de l'agriculture.

Art. 2. — Les dépenses nécessitées par l'intervention ci-dessus prévue seront couvertes, en premier lieu, par les ressources dont dispose la S. A. privilégiée pour l'exportation des produits agricoles, et en deuxième lieu par la Caisse de l'Etat.

Art. 3. — Le fonds de roulement de 250.000.000 dinars, nécessaire à cet effet, sera assuré par le Ministre des finances, à la S. A. privilégiée pour l'exportation des produits agricoles, à l'aide d'une garantie de l'Etat.

Art. 4. — La présente ordonnance entrera en vigueur dès sa publication aux *Službene Novine*.

Allemagne. — Quatrième d. concernant les facilités à accorder à l'importation. — 21 février 1936. — RGbl., Teil I, n. 16, p. 121 (26 février 1936).

D. interdisant l'importation de graines et de pommes de conifères. — 26 octobre 1936. — RGbl., Teil I, n. 105, p. 935 (6 novembre 1936).

D. concernant l'importation de foies de porc salés. — 16 novembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 107, p. 945 (21 novembre 1936).

D. concernant l'importation d'articles de charcuterie. — 23 novembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 108, p. 950 (24 novembre 1936).

Cinquième d. concernant les facilités à accorder à l'importation. — 23 novembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 108, p. 950 (24 novembre 1936).

Allemagne (Bavière). — D. n. 695 b. 2 concernant l'importation de la viande congelée. — 29 janvier 1936. — GVbl., n. 5 (5 février 1936).

Argentine. — D. n. 69477 autorisant la Direction du commerce et de l'industrie à permettre, lorsqu'il y aura lieu, d'exporter la conserve de tomates dans des récipients plus grands ou différents de ceux prescrits par les dispositions en vigueur (*cas où l'on désirera tenir compte de régl. étrangers ou de la demande des acheteurs*). — 24 octobre 1935. — D. Ö., n. 12476 (27 janvier 1936).

D. n. 76993 spécifiant que l'obligation d'envelopper dans du papier chaque unité séparément, obligation imposée par les dispositions en vigueur, ne s'appliquera pas aux poires et pommes exportées en Belgique dans l'année courante. — 20 février 1936. — B. O., n. 12562 (14 mai 1936).

D. n. 80511 approuvant définitivement un emballage spécial pour les raisins à exporter, emballés dans la sciure. — 16 avril 1936. — B. O., n. 12603 (7 juillet 1936).

Rés. visant l'application du d. n. 96066 du 14 décembre 1936 réglementant l'exportation des fruits frais. — 15 décembre 1936. — B. O., n. 12747 (31 décembre 1936).

Australie (Commonwealth). — O. n. 1 concernant l'application des sanctions contre l'Italie (*animaux de trait, etc.*) — 19 décembre 1935. — C. A. G., n. 1 (2 janvier 1936).

O. n. 2 visant le contrôle de l'exportation des haricots de semence. — 8 janvier 1936. — C. A. G., n. 3 (9 janvier 1936).

Règl. concernant l'exportation des fruits (*bananes*). — 5 mars 1936. — 1936. — C. A. G., n. 28 (5 mars 1936).

Règl. concernant l'exportation des pommes de terre. — 22 mai 1936. — C. A. G., n. 44 (28 mai 1936).

Australie (Queensland). — Règl. modifiant le règl. de 1930 concernant l'importation d'oignons et de pommes de terre (*mesures phytosanitaires*). — 27 février 1936. — G. G., n. 50 (29 février 1936).

Autriche (Confédération). — D. n. 15 concernant l'importation (20^{ème} d. interdisant l'importation et l'exportation de bois de noyer etc.); (autorisation spéciale pour l'importation du riz et de charrues). — BGbl., 2. Stück (14 janvier 1936).

L. fédérale n. 26 modifiant la l. fédérale n. 328/1934 concernant la notification de l'exportation de peaux brutes de cheval, de bœuf et de veau. — BGbl., 4. Stück (24 janvier 1936).

D. n. 29 concernant l'exportation de peaux brutes de bœuf et de veau. — BGbl., 4. Stück (24 janvier 1936).

D. n. 204 concernant l'importation (21^{ème} d. portant des interdictions d'importation) (*semences de betteraves à sucre et de betteraves à fourrage*). — BGbl., 48. Stück (22 juin 1936).

D. n. 260 concernant l'importation (22^{ème} décret portant des interdictions d'importation) (*viande préparée, caséine, oeufs de poissons, poisson pour la reproduction*). — BGbl., 62. Stück (31 juillet 1936).

Belgique. — Arr. royal concernant un droit spécial à percevoir à l'occasion de la délivrance des autorisations d'importation du froment. — 13 janvier 1936. — M. B., n. 15 (15 janvier 1936).

Arr. royal concernant la réglementation de l'exportation vers la France des chicorées de Bruxelles. — 13 janvier 1936. — M. B., n. 15 (15 janvier 1936).

Arr. royal modifiant l'arr. royal du 4 novembre 1935 relatif à l'indication du pays de fabrication de certains produits. — 15 janvier 1936. — M. B., n. 17 (17 janvier 1936).

Arr. ministériel concernant l'exportation des chicorées-witloof vers la France. — 29 janvier 1936. — M. B., n. 45 (14 février 1936).

Arr. royal suspendant la perception du droit spécial à l'occasion de la délivrance des autorisations d'importation de pommes de terre. — 19 février 1936. — M. B., n. 51 (20 février 1936).

Arr. ministériel concernant l'exportation des chicorées-witloof vers la France. — 27 février 1936. — M. B., n. 59 (28 février 1936).

Arr. royal portant réglementation de la délivrance de certificats d'origine. — 30 mars 1936. — M. B., n. 98 (7 avril 1936).

Arr. royal relatif à la liquidation des interventions de crise. — 31 mars 1936. — M. B., n. 96 (5 avril 1936).

Arr. royal relatif à la mobilisation de créances bloquées en Italie. — 13 avril 1936. — M. B., n. 136 (15 mai 1936).

- Arr. ministériel concernant l'exportation des œufs. — 4 mai 1936. — M. B., n. 136 (15 mai 1936).
- Arr. royal concernant les droits spéciaux à percevoir à l'occasion de la délivrance des autorisations d'importation accordées en vertu des l. du 30 juin 1931 et du 30 juillet 1934 (*produits: lait, lait battu liquide, crème fraîche et crème en poudre, lait et crème condensés*). — 6 mai 1936. — M. B., n. 128 (7 mai 1936).
- Arr. royal modifiant l'arr., royal du 22 janvier 1935, organisant l'Office national du ducroire. — 6 mai 1936. — M. B., n. 141 (20 mai 1936).
- Arr. royal concernant les droits spéciaux exigibles à l'occasion des autorisations ou licences d'importation accordées en vertu de la convention du 23 mai 1935, instituant entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg un régime commun en matière de réglementation des importations, des exportations et du transit, approuvée par la l. du 26 juillet 1935. (*Restitution des droits perçus et des cautionnements. Libération des cautions*). — 7 mai 1936. — M. B., n. 151 (30 mai 1936).
- Arr. ministérielle approuvant l'instr. ministérielle concernant la préparation du saindoux destiné à l'exportation. — 16 mai 1936. — M. B., n. 163 (11 juin 1936).
- Arr. royal relatif à la levée de l'interdiction d'opérations commerciales ou financières avec l'Italie. — 7 juillet 1936. — M. B., n. 197 (15 juillet 1936).
- Arr. royal réglementant l'importation des bananes. — 9 juillet 1936. — M. B., n. 192 (10 juillet 1936).
- Arr. ministériel approuvant l'instr. ministérielle concernant les viandes préparées destinées à l'exportation. — 10 juillet 1936. — M. B., n. 218 (5 août 1936).
- Arr. royal concernant la réglementation de l'importation de certaines marchandises (*viandes préparées et saindoux*). — 14 juillet 1936. — M. B., n. 197 (15 juillet 1936).
- Arr. royal relatif aux formalités à remplir lors de l'importation de marchandises en provenance de l'Italie et des colonies et possessions italiennes. — 25 juillet 1936. — M. B., n. 211 (29 juillet 1936).
- Arr. ministériel réglant l'exécution de l'arr., royal du 30 mars 1936 portant réglementation de la délivrance des certificats d'origine. — 8 août 1936. — M. B., n. 228 (15 août 1936).
- Arr. royal concernant l'importation de viandes de boucherie. — 11 septembre 1936. — M. B., n. 277 (3 octobre 1936).
- Arr. ministériel concernant l'importation de pêches et abricots frais, en provenance de l'Espagne, de la France et de l'Italie. — 16 septembre 1936. — M. B., n. 276 (2 octobre 1936).
- Arr. royal réglementant l'exportation des chicorées « witloof » pour une destination autre que celle du Grand-Duché de Luxembourg. — 1^{er} octobre 1936. — M. B., n. 278 (4 octobre 1936).
- Arr. ministériel concernant l'exportation des chicorées « witloof » pour une destination autre que celle du Grand-Duché de Luxembourg. — 1^{er} octobre 1936. — M. B., n. 278 (4 octobre 1936).
- Arr. royal réglementant l'importation de certaines marchandises (*viandes, saindoux*). — 22 octobre 1936. — M. B., n. 302 (28 octobre 1936).

Arr. royal réglementant l'importation de certaines marchandises (*produits laitiers*). — 22 octobre 1936. — M. B., n. 304 (30 octobre 1936).

Arr. royal réglementant l'importation de certaines marchandises (*viandes*). — 27 octobre 1936. — M. B., n. 306 (1^{er} novembre 1936).

Belgique (*Congo Belge*). — D. concernant l'exportation des produits végétaux de cueillette ou de culture. — 28 juillet 1936. — B. O. C., n. 8 (15 août 1936).

Brésil. — D. n. 667 prorogeant jusqu'au 1^{er} septembre 1936 le délai pour l'application du d. n. 24541 du 3 juillet 1934 interdisant l'exportation du café contenant des impuretés, etc. — 29 février 1936. — D. O., n. 54 (5 mars 1936).

D. n. 980 portant des dispositions relatives aux services de contrôle et de surveillance des échanges commerciaux du Brésil avec les autres pays, etc. (*Règlemente l'activité de la Section d'études économiques et financières, faisant partie du cabinet du Ministre des finances et chargée desdits services*). — 22 juillet 1936. — D. O., n. 171 (25 juillet 1936).

D. n. 989 chargeant le Ministre de l'agriculture de fixer, de concert avec la Préfecture municipale, les prix des produits de première nécessité dans le District fédéral. — 27 juillet 1936. — D. O., n. 175 (30 juillet 1936).

D. n. 1007 instituant dans le District fédéral une Commission régulatrice chargée de fixer les prix des produits de première nécessité; et prévoyant la création de commissions semblables dans d'autres centres de population; ordonnant de remettre en vigueur, avec certaines modifications, le régl. auquel se rapporte le d. n. 14027 du 21 janvier 1920; etc. — 4 août 1936. — D. O., n. 187 (13 août 1936).

Bulgarie. — D. concernant l'exportation du lard de porc à destination de la Grande-Bretagne (*édicte en vertu de l'art. 2 du d. l. pour encourager l'exportation de la viande, publié dans le D. V., n. 220 du 30 septembre 1935*). — 27 février 1936. — D. V., n. 57 (13 mars 1936).

U. n. 8 approuvant le régl. concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation du lard de porc. — 19 mars 1936. — D. V., n. 74 (2 avril 1936).

Régl. général sur l'importation et l'exportation. — 17 avril 1936. — D. V., n. 90 (25 avril 1936).

D. l. concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation. — 20 mai 1936. — D. V., n. 113 (25 mai 1936).

D. l. amendant et complétant le d. l. concernant l'Institut d'exportation. — 27 mai 1936. — D. V., n. 117 (29 mai 1936).

U. n. 14 approuvant le régl. concernant l'organisation et le contrôle de l'exportation du raisin, des fruits et légumes en état frais et manipulé. — 9 juin 1936. — D. V., n. 129 (13 juin 1936).

D. l. amendant et complétant le d. l. tendant à encourager l'exportation du vin, du marc et du moût de raisin ainsi que des boissons alcooliques. — 18 juillet 1936. — D. V., n. 172 (3 août 1936).

Chili. — D. n. 322 interdisant, sur le rapport du Commissariat des subsistances et prix et de la Junta d'exportation agricole, l'exportation de certains produits (*blé, farine de blé, pommes de terre, haricots de certaines variétés; pour d'autres variétés et pour la graisse de porc, un permis de la Junta sera nécessaire*). — D. O., n. 17482 (2 juin 1936).

L. n. 5788 abrogeant les n. 5092 du 12 avril 1932; n. 5291 du 23 octobre 1933 et n. 5484 du 21 septembre 1934 (*concernant l'emballage de divers produits: pommes de terre, fruits, sucre*). — 8 janvier 1936. — D. O., n. 17363 (10 janvier 1936).

D. n. 80 approuvant le règl. visant l'application de la l. n. 5791 du 11 janvier 1936 (*déclaration à faire lors de l'importation des ovins, etc.*). — 25 janvier 1936. — D. O., n. 17380 (30 janvier 1936).

D. n. 282 contingentant l'importation des bananes durant l'année 1936 (*contingent global de 800.000 régimes*). — 24 février 1936. — D. O., n. 17422 (19 mars 1936).

D. n. 1816 complétant le d. n. 2436 du 11 août 1934 (*les peaux de certains animaux, visés par le d. n. 2436, pourront être exportées non seulement à travers les douanes y désignées, mais aussi sous les mêmes conditions par la douane de Los Andes*). — 17 septembre 1936. — D. O., n. 17584 (5 octobre 1936).

D. n. 3535 approuvant les arr. de la Direction de la Banque Centrale du Chili et de la commission des changes internationaux, réduisant à 2 % le pourcentage en traites à remettre, à ladite Banque, sur les exportations de piment rouge moulu. — 17 septembre 1936. — D. O., n. 17576 (25 septembre 1936).

Colombie. — L. n. 21 établissant un impôt sur la vente des traites provenant de l'exportation, ainsi que de l'or métallique; visant la défense de l'industrie du café; et abrogeant le d. n. 2070 de 1931. — 27 septembre 1935. — D. O., n. 22997 (30 septembre 1935).

D. n. 238 complétant et modifiant les dispositions concernant le contrôle des changes et des exportations. — 11 février 1936. — D. O., n. 23122 (28 février 1936).

D. n. 334 suspendant pour 90 jours (*afin d'écouler les stocks accumulés*) l'effet des d. nos 1487 et 1642 de 1929 portant des restrictions d'ordre sanitaire à l'importation du cacao par les ports du Pacifique et par les frontières sud de la République. — 20 février 1936. — D. O., n. 23146 (28 mars 1936).

D. n. 812 conférant certaines autorisations à l'office de contrôle des changes et exportations, et modifiant les d. nos 1683, et 2092 de 1931; 731 de 1932; 703 et 794 de 1933; et 238 de 1936 (*l'art. 3 autorise l'office à permettre aux entreprises colombiennes d'exporter des capitaux pour établir des succursales ou agences à l'étranger, etc.*). — 16 avril 1936. — D. O., n. 23178 (9 mai 1936).

D. n. 1538 portant certaines dispositions concernant l'importation des marchandises (*Permis préalable de l'office de contrôle des changes et importations, etc.*). — 6 juillet 1936. — D. O., n. 23254 (11 août 1936).

D. n. 1797 portant une réglementation relative à la l. n. 94 de 1936 (*réductions de droits accordées aux importateurs de coton brut ou filé qui s'engagent à acheter également des produits nationaux, etc.*). — 25 juillet 1936 — D. O., n. 23262 (21 août 1936).

D. n. 2224 modifiant le d. n. 1461 de 1932 concernant les marques et types de café d'exportation (*examen ou inspection dudit café, Surveillance éventuelle du transport et du traitement par les agents de la Fédération nationale des producteurs de café. etc.*). — 4 septembre 1936. — D. O., n. 23305 (10 octobre 1936).

D. n. 2278 approuvant l'arr. du 17 mai 1936, de l'Intendance de Choco, (complétant l'arr. du 30 avril 1934 en ce qui a trait à l'introduction, à la vente et au transport, sur le territoire de ladite Intendance, d'anis étoilé ou fleurs de badiane, du fenouil en branche ou de la teinture de fenouil, ou de tout autre produit pouvant servir à préparer l'eau-de-vie). — 14 septembre 1936. — D. O., n. 23309 (16 octobre 1936).

Costa-Rica. — D. réglementant l'exportation en franchise du café récolté en Guanacaste, conformément à la l. n. 18 du 11 octobre 1922 (*certificats d'origine*). — 21 juillet 1936. — L. G., n. 166 (23 juillet 1936).

Danemark. — Arr. n. 363 concernant l'exportation de fromages danois du type Roquefort. — 23 décembre 1935. — L. A., n. 46 (15 janvier 1936).

Not. n. 41 concernant l'exportation de bétail et de viande. — 19 février 1936. — L. A., n. 6 (29 février 1936).

Arr. n. 62 concernant l'exportation du fromage danois. — 25 mars 1936. — L. A., n. 8 (26 mars 1936).

Not. n. 106 concernant l'exportation de chevaux sur pied. — 8 avril 1936. — L. A., n. 13 (15 avril 1936).

Not. n. 164 concernant l'exportation de la graisse et du suif. — 24 juin 1936. — L. A., n. 21 (7 juillet 1936).

Dispositions supplémentaires n. 218 au régl. du Ministère de l'agriculture, du 30 septembre 1933, concernant le contrôle de la qualité des pommes de terre destinées à l'exportation. — 16 septembre 1936. — L. A., n. 29 (24 octobre 1936).

L. n. 261 concernant l'exportation de produits agricoles. — 14 décembre 1936. — L. A., n. 33 (20 décembre 1936).

Egypte. — Arr. désignant les animaux utiles à l'agriculture ou au transport dont l'exportation est interdite. — 9 janvier 1936. — J. O., n. 4 (13 janvier 1936).

Arr. déterminant les conditions d'autorisation pour l'exportation des chevaux. — 11 janvier 1936. — J. O., n. 5 (16 janvier 1936).

Arr. ministériel n. 17 interdisant l'exportation des cailles. — 27 avril 1936. — J. O., n. 54 (7 mai 1936).

L. n. 57 abrogeant le d. l. n. 145 de 1935 portant interdiction de l'exportation en Italie de certains produits et marchandises et des importations italiennes. — 20 juillet 1936. — J. O., n. 86 (23 juillet 1936).

Equateur. — D. n. 209 instituant un office de contrôle pour l'exportation des bananes (*le contrôleur exercera principalement des fonctions d'arbitrage concernant les prix; il approuvera les contrats de travail, d'achat-vente, et de fermage. Statistique. Perception d'une taxe pour subvenir aux dépenses de l'office, etc.*). — 31 mars 1936. — R. O., n. 159 (6 avril 1936).

- D. n. 212 modifiant le règl. du 15 mars 1936 concernant la régie des tabacs (*importation du tabac et des cigarettes*). — 31 mars 1936. — R. O., n. 163 (13 avril 1936).
- D. n. 371 modifiant l'art. 14 du d. n. 209 instituant le contrôle de l'exportation des bananes. — 22 mai 1936. — R. O., n. 199 (26 mai 1936).
- D. n. 457 plaçant sous la dépendance de la Banque hypothécaire d'Etat le Service de contrôle de l'exportation des bananes. — 17 juin 1936. — R. O., n. 218 (19 juin 1936).
- Règl. visant l'application du d. n. 596 du 30 juillet 1936 concernant le contrôle de l'importation, de l'exportation et des changes (I. *Département de contrôle*; II. *Exportation; achat des traites et devises étrangères*; III. *Vente des traites sur l'étranger; contrôle des importations*; IV. *Exportations et importations en compensation, etc.*). — 15 août 1936. — R. O., n. 268 (19 août 1936).
- D. n. 67 interdisant temporairement l'exportation de toutes céréales (*maïs, froment, orge, pommes de terre, lentilles, haricots, etc.*; et soumettant à une autorisation préalable l'exportation du riz, etc.). — 27 octobre 1936. — R. O., n. 328 (30 octobre 1936).
- Espagne.** — Arr. relatif à l'adjudication de contingents mensuels de blé et à leur distribution entre les fabricants de farines. — 4 janvier 1936. — G. M., n. 7 (7 janvier 1936).
- Arr. portant modification à l'arr. du ministère de l'agriculture du 18 décembre 1935 réglant l'exportation des oranges, mandarines et clémentines en France. — 11 janvier 1936. — G. M., n. 17 (17 janvier 1936).
- Arr. relatif aux permis d'importation de caséine. — 14 janvier 1936. — G. M., n. 17 (17 janvier 1936).
- Arr. relatif aux contingents d'importation de café. — 17 janvier 1936. — G. M., n. 28 (28 janvier 1936).
- D. interdisant à titre provisoire l'importation de certains produits (*légumes secs, farine de soja, racines, de manioc, etc.*). — 21 janvier 1936. — G. M., n. 24 (24 janvier 1936).
- Arr. prescrivant l'application la plus stricte des dispositions relatives à l'exportation des tomates provenant des Iles Canaries. — 9 avril 1936. — G. M., n. 103 (12 avril 1936).
- Arr. abrogeant le règl. actuel du Conseil régulateur de l'appellation d'origine « Jerez-Xeres-Sherry » approuvé par l'arr. du Ministère de l'agriculture, du 26 juillet 1935. — 18 avril 1936. — G. M., n. 112 (21 avril 1936).
- Arr. publiant et approuvant le règl. de l'Inspection des contingents d'importation. — 9 mai 1936. — G. M., n. 135 (14 mai 1936).
- D. rapportant l'interdiction temporaire d'importation des pois chiches et soumettant cette importation au régime des contingentements. — 11 mai 1936. — G. M., n. 132 (11 mai 1936).
- Estonie.** — L. portant réglementation de l'exportation des animaux vivants, de la viande de bœuf et de mouton. — 29 mars 1935. — R. T., n. 31 (1935).

Finlande. — Rés. du Conseil d'Etat n. 62 réglementant l'importation effectuée en franchise, ainsi que l'utilisation de l'avoine destinée à l'ensemencement. — 23 janvier 1936. — F. F., n. 61-62 (24 janvier 1936).

D. n. 118 concernant la suspension de crédits à l'Italie. — 28 février 1936. — F. F., n. 116-119 (3 mars 1936).

Rés. du Conseil d'Etat n. 122 modifiant l'art. 2 de la rés. du 23 janvier 1936, réglementant l'importation effectuée en franchise, ainsi que l'utilisation de l'avoine destinée à l'ensemencement. — 5 mars 1936. — F. F., n. 121-122 (10 mars 1936).

Rés. du Conseil d'Etat n. 152 modifiant l'art. 3 de la rés. du 16 janvier 1936 établissant les primes d'exportation pour l'année 1936 en vue d'assurer la stabilité des prix de certains produits dérivant de l'élevage des animaux domestiques. — 16 avril 1936. — F. F., n. 151-152 (16 avril 1936).

D. n. 248 concernant l'application d'un accord additionnel à la convention, stipulée entre la Finlande et la Roumanie, sur les paiements. — 4 juillet 1936. — F. F., n. 245-248 (8 juillet 1936).

Rés. du Conseil d'Etat n. 250 concernant l'exécution des paiements à la Turquie. — 4 juillet 1936. — F. F., n. 249-251 (9 juillet 1936).

Rés. du Conseil d'Etat n. 251 modifiant la Rés. du Conseil d'Etat du 9 janvier 1936 concernant l'exécution de paiements avec la Roumanie. — 4 juillet 1936. — F. F., n. 249-251 (9 juillet 1936).

Rés. du Conseil d'Etat n. 253 modifiant l'art. 3 de la rés. du Conseil d'Etat du 16 janvier 1936, établissant les primes à l'exportation, pour l'année 1936, en vue d'assurer la stabilité des prix de certains produits dérivant de l'élevage des animaux domestiques. — 9 juillet 1936. — F. F., n. 252-254 (14 juillet 1936).

D. n. 266 concernant l'exécution de paiements à l'Espagne. — 14 août 1936. — F. F., n. 266-268 (15 août 1936).

Rés. du Conseil d'Etat n. 267 concernant l'exécution de paiements à l'Espagne. — 14 août 1936. — F. F., n. 266-268 (15 août 1936).

Rés. du Ministère de l'agriculture n. 269 concernant l'exportation d'œufs de poule, reconnus bons pour l'exportation dont le poids est inférieur à 50 et atteint au moins 47 grammes. — 14 août 1936. — F. F., n. 269 (14 août 1936).

Rés. du Conseil d'Etat n. 294 modifiant l'art. 3 de la rés. du Conseil d'Etat du 16 janvier 1936, établissant les primes à l'exportation, pour l'année 1936, en vue d'assurer la stabilité des prix de certains produits dérivant de l'élevage des animaux domestiques. — 24 septembre 1936. — F. F., n. 292-294 (25 septembre 1936).

Rés. du Conseil d'Etat n. 308 concernant l'exécution des paiements à l'Italie. — 3 octobre 1936. — F. F., n. 307-309 (5 octobre 1936).

Rés. du Conseil d'Etat n. 321, modifiant l'art. 3 de la rés. du 16 janvier 1936, établissant les primes à l'exportation, pour l'année 1936, en vue d'assurer la stabilité des prix de certains produits dérivant de l'élevage des animaux domestiques. — 21 octobre 1936. — F. F., n. 321-322 (22 octobre 1936).

D. n. 349 concernant l'application d'un accord avec l'Italie relatif aux modifications de l'accord provisoire, visant la réglementation des échanges commerciaux et des paiements qui en résultent. — 13 novembre 1936. — F. F., n. 347-351 (14 novembre 1936).

Rés. du Conseil d'Etat n. 382 modifiant l'art. 3 de la rés. du Conseil d'Etat du 16 janvier 1936, concernant les primes d'exportation en vue d'assurer la stabilité des prix de certains produits dérivant de l'élevage des animaux domestiques. — 10 décembre 1936. — F. F., n. 381-382 (10 décembre 1936).

L. n. 433 réglementant l'exportation dans certains cas. — 30 décembre 1936. — F. F., n. 431-445 (31 décembre 1936).

D. n. 434 concernant la réglementation de l'exportation de produits agricoles. — 30 décembre 1936. — F. F., n. 431-445 (31 décembre 1936).

D. n. 439 réglementant l'exportation de lichen. — 30 décembre 1936. — F. F., n. 431-445 (31 décembre 1936).

France. — D. relatif au contingentement de l'importation des truites fraîches — 30 décembre 1935. — J. O., n. 3 (4 janvier 1936).

Arr. fixant les justifications à produire par des importateurs de bananes étrangères pour bénéficier de réduction de taxes. — 22 janvier 1936. — J. O., n. 19 (23 janvier 1936).

Arr. fixant les conditions d'exportation d'œufs en Espagne. — 22 janvier 1936. — J. O., n. 19 (23 janvier 1936).

D. relatif à l'importation des graines de semence de lin. — 13 février 1936. — J. O., n. 42 (19 février 1936).

D. et arr. fixant la réglementation des exportations de saindoux. — 18 février 1936. — J. O., n. 43 (20 février 1936).

Arr. relatif à la composition des comités interprofessionnels chargés de donner leur avis sur les autorisations d'importation. — 7 mars 1936. — J. O., n. 58 (8 mars 1936).

L. ayant pour objet de ratifier le d. du 10 juin 1934 tendant à permettre, par mesure de réciprocité, l'interdiction d'importation et de transit en France des animaux et de certains produits d'origine animale. — 7 mars 1936. — J. O., n. 59 (9 et 10 mars 1936).

D. modifiant le d. du 20 septembre 1935 relatif au comité national des appellations d'origine. — 11 mars 1936. — J. O., n. 67 (19 mars 1936).

D. modifiant le régime de l'admission temporaire des maïs en grains destinés à l'amidonnerie. — 13 mars 1936. — J. O., n. 63 (14 mars 1936).

D. modifiant le régime de l'admission temporaire des blés durs et des maïs destinés à la semoulerie. — 13 mars 1936. — J. O., n. 63 (14 mars 1936).

Arr. concernant les importations de bois communs, de pailles ou laines de bois et d'ouvrages en bois pour l'année 1936. — 23 mars 1936. — J. O., n. 71 (23 et 24 mars 1936).

Arr. relatif à l'importation de certaines marchandises étrangères (*bétail, viandes, graisses, œufs, lait, miel, céréales, huiles, etc.*). — 30 mars 1936. — J. O., n. 77 (30 et 31 mars 1936).

- D. relatif à l'apurement par l'exportation de farines, semoulettes et son, des blés tendres entrés en admission temporaire. — 1^{er} avril 1936. — J. O., n. 83 (6 et 7 avril 1936).
- L. tendant à étendre le régime de l'admission temporaire aux amandes douces, non avariées, destinées à la fabrication de l'huile fixe d'amande. — 3 avril 1936. — J. O., n. 81 (4 avril 1936).
- D. relatif à l'admission temporaire des sucres. — 16 avril 1936. — J. O., n. 92 (18 avril 1936).
- Arr. relatif aux conditions d'importation des maïs « petit grain » dits de Bessarabie. — 22 avril 1936. — J. O., n. 98 (25 avril 1936).
- D. et arr. réglementant l'importation des bois à papier. — 1^{er} mai 1936. — J. O., n. 105 (3 mai 1936). }
- Arr. relatif aux quantités de légumes frais importées directement de la zone française de l'empire chérifien à admettre en franchise de droits de douane en France et en Algérie. — 7 mai 1936. — J., O., n. 109 (8 mai 1936).
- D. relatif au contingentement des orges d'origine étrangère. — 7 mai 1936. — J. O., n. 111 (10 mai 1936).
- D. relatif à l'importation des blés marocains, — 16 mai 1936. — J. O., n. 120 (21 mai 1936).
- Arr. suspendant les dérogations relatives aux importations de pièces détachées de mouton. — 16 mai 1936. — J.O., n. 117 (17 mai 1936).
- Arr. relatif à l'importation de tourteaux de fumure d'origine belge. — 4 juin 1936. — J. O., n. 132 (6 juin 1936).
- Arr. relatif à l'importation de certaines marchandises étrangères (*animaux, viandes, céréales, produits laitiers, oeufs, farines, beurre, etc.*). — 29 juin 1936. — J. O., n. 152 (29 et 30 juin 1936).
- D. relatif à l'importation de certaines marchandises étrangères. — 30 juin 1936. — J. O., n. 162 (11 juillet 1936).
- Arr. relatif à l'importation en France de fruits frais. — 7 juillet 1936. — J. O., n. 162 (11 juillet 1936).
- Arr. portant application à l'Espagne des dispositions de l'arr. du 15 février 1932. — 3 août 1936. — J. O., n. 182 (5 août 1936).
- D. relatifs à la définition des appellations contrôlées « Armagnac, Banyuls Maury, Rivesaltes, Côtes d'Agly, Côtes de Haut-Roussillon » et « Quincy ». — 6 août 1936. — J. O., n. 190 (14 août 1936).
- L. ayant pour objet de ratifier le d. du 27 avril 1935 relatif à l'importation de certaines marchandises étrangères (*oranges, mandarines, etc.*). — 14 août 1936. — J. O., n. 191 (15 août 1936).
- L. ayant pour objet de ratifier le d. du 27 avril 1935 portant fixation du taux des taxes auxquelles sont assujettis les importateurs de bananes étrangères. — 14 août 1936. — J. O., n. 191 (15 août 1936).
- Arr. relatif aux conditions d'exportation de saindoux sous le régime du d. du 18 février 1936. — 19 août 1936. — J. O., n. 199 (26 août 1936).
- Arr. relatif à l'exportation des beurres. — 1^{er} septembre 1936. — J. O., n. 205 (2 septembre 1936).

- D. relatif à la définition de l'appellation contrôlée Bergerac. — 11 septembre 1936. — J. O., n. 227 (27 septembre 1936).
- D. relatifs à la définition d'appellations contrôlées Pommard, Beaune, Nuits ou Nuits-Saint-Georges, Vosne-Romanée, Romanée-Saint-Vivant, Richebourg, Romanée-Conti, Romanée-la Tache, Chambolle-Musigny, Musigny, Gevrey-Chambertin. — 11 septembre 1936. J. O., n. 227 (27 septembre 1936).
- Arr. relatif aux exportations de beurre. — 15 septembre 1936. — J. O., n. 217 (16 septembre 1936).
- Arr. abrogeant des arr. relatifs aux opérations confiées au comité interprofessionnel du contrôle des importations. — 18 septembre 1936. — J. O., n. 220 (19 septembre 1936).
- Arr. relatif à l'importation de certaines marchandises étrangères (*animaux, viandes, produits laitiers, céréales, fruits, etc.*). — 30 septembre 1936. — J. O., n. 232 (3 octobre 1936).
- Arr. portant suspension de certains contingents (*chevaux de boucherie, millet, pois chiches, etc.*). — 2 octobre 1936. — J. O., n. 232 (3 octobre 1936).
- Arr. autorisant l'importation de bovins andorrans à destination de la boucherie. — 19 octobre 1936. — J. O., n. 246 (19 et 20 octobre 1936).
- Arr. autorisant l'importation des légumes frais en provenance des Pays-Bas. — 21 octobre 1936. — J. O., n. 249 (23 octobre 1936).
- D. relatif au régime de l'exportation préalable des blés, farines et produits farineux alimentaires de blé. — 29 octobre 1936. — J. O., n. 258 (2 et 3 novembre 1936).
- Arr. modifiant l'arr. du 19 octobre 1936 relatif à l'importation des bovins en provenance d'Andorre. — 4 novembre 1936. — J. O., n. 260 (5 novembre 1936).
- Arr. fixant les conditions de délivrance des autorisations d'exportation préalable et d'importation compensatrice de blé. — 5 novembre 1936. — J. O., n. 262 (7 novembre 1936).
- Arr. fixant les régl. d'attribution des autorisations d'exportation compensatrice de blé. — 5 novembre 1936. — J. O., n. 262 (7 novembre 1936).
- Arr. fixant la quantité de blé tendre indigène à exporter préalablement pour compenser l'importation de 100 kilogr. de blé tendre exotique. — 5 novembre 1936. — J. O., n. 262 (7 novembre 1936).
- D. relatif à l'importation de graines de semences de lin. — 6 novembre 1936. — J. O., n. 264 (9 et 10 novembre 1936).
- D. relatif aux taxes auxquelles sont assujettis les importateurs de certaines marchandises agricoles contingentes. — 6 novembre 1936. — J. O., n. 271 (19 novembre 1936).
- D. ouvrant l'aéroport du Bourget à l'importation des viandes et produits animaux. — 28 novembre 1936. — J. O., n. 283 (3 décembre 1936).
- Arr. autorisant le transit des pommes de terre originaires et en provenance de Belgique, Grande-Bretagne et Pays-Bas. — 5 décembre 1936. — J. O., n. 286 (6 décembre 1936).
- D. et arr. relatifs à l'exportation des porcs sur pied ou abattus. — 5 décembre 1936. — J. O., n. 286 (6 décembre 1936).

D. fixant le contingent d'importation des lins d'origine étrangère. — 25 décembre 1936. — J. O., n. 304 (28 et 29 décembre 1936).

France (*Afrique occidentale français*). — Arr. réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre. — 19 septembre 1936. — J. O. A. O. F., n. 1685 (3 octobre 1936).

France (*Guadeloupe*). — Arr. relatif à la prime à l'exportation des bananes. — 12 août 1936. — J. O. G., n. 34 (20 août 1936).

France (*Guinée française*). — 2205 s. e. Arr. du Gouverneur général p. i. réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre. — 19 septembre 1936. — J. O. G. F., n. 861 (15 octobre 1936).

France (*Indochine*). — Arr. portant attribution aux planteurs et usiniers des primes à la sortie des graines et des huiles de ricin et de sésame produites en Indochine et exportées d'Indochine. — 16 janvier 1936. — 1936. — J. O. I. F., n. 7 (22 janvier 1936).

France (*Maroc*). — Dahir complétant le dahir du 30 décembre 1926 portant réglementation nouvelle de l'exportation des animaux de l'espèce bovine. — 23 mars 1936. — B. O., n. 1227 (1^{er} mai 1936).

Arr. du directeur des affaires économiques modifiant l'arr. du directeur général de l'agriculture du 30 août 1933 portant réglementation et surveillance de l'importation et du commerce des semences de blé au Maroc. — 14 août 1936. — B. O., n. 1245 (4 septembre 1936).

France (*République Syrienne*). — Arr. levant l'interdiction d'exportations de l'outillage mécanique, machines et accessoires, servant aux exploitations industrielles et agricoles. — 17 avril 1936. — J. O. R. S., n. 17 (21 mai 1936).

Régence de Tunis. — D. relatif au régime de l'exportation des huiles d'olives. — 22 août 1936. — J. O. T., n. 67-bis (23 août 1936).

Arr. du Directeur des Affaires Economiques et du Directeur général des Finances relatif à l'importation des huiles d'arachide en Tunisie. — 20 octobre 1936. — J. O. T., n. 86 (27 octobre 1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord. — Arr. modifiant le 7^{me} arr. de 1934 concernant le marquage des marchandises importées. — 3 mars 1936. — S. R. & O., n. 176 (1936).

Arr. concernant le blé (3^{me} arrêté concernant les paiements de contingentement) (de la part des meuniers et des importateurs). — 29 octobre 1936. — S. R. & O., n. 1149 (1936).

Arr. concernant l'importation de la volaille et des œufs destinés à être couvés. — 7 décembre 1936. — S. R. & O., n. 1298 (1936).

Arr. modifiant l'arr. de 1934 concernant l'industrie de bétail (*marquage du bétail importé*). — 9 décembre 1936. — S. R. & O., n. 1333 (1936).

Kénia. — Notification gouvernementale n. 605. Règl. concernant l'exportation et l'importation des semences de chanvre. — 18 septembre 1936. — Suppl. No. 40 to the O. G. (29 septembre 1936).

Grèce. — D.-L. concernant les mesures pour la protection de l'exportation des produits agricoles et l'allocation de primes aux exportateurs de raisins en Europe. — 17 septembre 1936. — J. O., n. 429 (30 septembre 1936).

Guatemala. — D. n. 1892 facilitant l'exportation du sucre, etc. — 30 octobre 1936. — D. C. A., Tome XVIII, n. 4 (31 octobre 1936).

Inde. — L. n. 1 interdisant la concession d'emprunts et de crédits à l'Italie. — 21 avril 1936. — G. I., n. 17 part IV (25 avril 1936).

Irlande (Etat-Libre d'). — L. modifiant et étendant la portée de la l. de 1933 réglementant l'exportation des produits agricoles. — 12 avril 1935. — Agricultural Products (Regulation of Export) (Amendment) Act, n. 15 (1935).

Arr. concernant les pores et le bacon (1^{er} arr. relatif aux contingents). — 30 décembre 1935. — S. R. & O., n. 2 (1936).

Arr. concernant les pores et le bacon (2^{ème} arrêté relatif aux contingents). — 25 janvier 1936. — S. R. & O., n. 29 (1936).

Arr. concernant les pores et le bacon (3^{ème} arrêté concernant les contingents). — 24 février 1936. — S. R. & O., n. 63 (1936).

Arr. concernant le beurre (*réglementation de l'exportation en Allemagne*). — 31 mars 1936. — S. R. & O., n. 87 (1936).

Arr. concernant le beurre (*réglementation de l'exportation en Belgique*). — 31 mars 1936. — S. R. & O., n. 88 (1936).

Arr. concernant les œufs (*réglementation de l'exportation en Allemagne*). — 31 mars 1936. — S. R. & O., n. 89 (1936).

L. concernant le sucre (*contrôle de l'importation*). — 3 avril 1936. — Acts, n. 16 (1936).

Arr. concernant les pores et le bacon [10^{ème} arr. fixant le contingent). — 23 septembre 1936. — S. R. & O., n. 274 (1936).

Italie. — D. l. royal n. 2573 visant à faciliter les opérations de crédit à l'étranger en vue de faciliter le paiement des importations. — 20 juin 1935. — G. U., n. 134 (10 juin 1936).

D. ministériel concernant la réglementation des paiements résultant des échanges commerciaux entre l'Italie et l'Union belgo-luxembourgeoise. — 28 décembre 1935. — G. U., n. 2 (3 janvier 1936).

D. royal n. 60 concernant les facilités pour l'importation dans le royaume de dattes originaires et en provenance des colonies italiennes. — 6 janvier 1936. — G. U., n. 24 (30 janvier 1936).

D. l. royal n. 79 modifiant l'art. 6 du d. l. royal du 3 novembre 1935, n. 1891, réglementant l'importation des marchandises de l'étranger. — 6 janvier 1936. — G. U., n. 26 (1^{er} février 1936).

D. l. royal n. 296 coordonnant les attributions et les services de l'Institut national fasciste pour les échanges avec l'étranger — qui prendra le nom de « Institut national fasciste du commerce extérieur » — avec les attributions du Sous-secrétariat d'Etat pour les échanges et les devises. — 3 février 1936. — G. U., n. 55 (6 mars 1936).

- D. royal n. 247 portant de nouvelles concessions d'importation temporaire en vue de la réexportation (*caséine, huile de colza, semences de courge, etc.*). — 6 février 1936. — G. U., n. 48 (27 février 1936).
- D. ministériel concernant la réorganisation de l'Institut national pour les échanges avec l'étranger. — 4 mars 1936. — G. U., n. 68 (23 mars 1936).
- D. l. royal n. 424 portant des facilités pour l'exportation des semoules et pâtes alimentaires produites avec du blé tendre importé temporairement. — 12 mars 1936. — G. U., n. 69 (24 mars 1936).
- D. ministériel portant des dispositions réglementant le paiement des marchandises originaires ou provenant de l'Islande. — 30 mars 1936. — G. U., n. 76 (1^{er} avril 1936).
- D. ministériel fixant le contingent de nitrate de soude brut admis à l'importation en franchise des droits de douane jusqu'au 31 décembre 1936. — 24 avril 1936. — G. U., n. 97 (27 avril 1936).
- D. l. royal n. 1463 concernant les concessions d'exportation temporaire pour les tissus de coton du type « popeline » en vue de leur finition. — 16 juillet 1936. — G. U., n. 179 (4 août 1936).
- D. ministériel réglementant le paiement des marchandises originaires et provenant de la France. — 13 août 1936. — G. U., n. 188 (14 août 1936).
- D. ministériel réglementant le paiement des marchandises originaires et provenant de la Norvège. — 25 août 1936. — G. U., n. 204 (3 septembre 1936).
- D. ministériel réglementant le paiement des marchandises originaires et provenant de la Grèce. — 27 août 1936. — G. U., n. 204 (3 septembre 1936).
- D. ministériel modifiant le d. ministériel du 13 août 1936 réglementant le paiement des marchandises originaires et provenant de la France. — 28 août 1936. — G. U., n. 204 (3 septembre 1936).
- D. ministériel réglementant les paiements des marchandises originaires et provenant de la Tchécoslovaquie. — 31 août 1936. — G. U., n. 213 (16 septembre 1936).
- D. ministériel réglementant les paiements provenant des échanges commerciaux avec la Suède. — 5 septembre 1936. — G. U., n. 222 (24 septembre 1936).
- D. du Chef du Gouvernement portant des dispositions statutaires déterminant les organes préposés au fonctionnement de l'Institut national fasciste du commerce extérieur et leurs pouvoirs. — 10 septembre 1936. — G. U., n. 246 (22 octobre 1936).
- D. ministériel portant de nouvelles dispositions spéciales techniques concernant l'exportation des agrumes. — 28 septembre 1936. — G. U., n. 250 (27 octobre 1936).
- D. ministériel réglementant les paiements provenant des échanges commerciaux avec la Pologne. — 1^{er} octobre 1936. — G. U., n. 238 (13 octobre 1936).
- D. ministériel déterminant les limites des garanties, de la part de l'Etat, pour les crédits d'exportation pour l'exercice 1936-1937. — 2 octobre 1936. — G. U., n. 243 (19 octobre 1936).

- D. ministériel réglementant les paiements provenant des échanges commerciaux avec la Lithuanie. — 5 octobre 1936. — G. U., n. 238 (13 octobre 1936).
- D. ministériel modifiant l'art. 8 du d. ministériel du 25 août 1936 réglementant les paiements provenant des échanges commerciaux avec la Norvège. — 7 octobre 1936. — G. U., n. 238 (13 octobre 1936).
- D. ministériel portant de nouvelles interdictions d'exportation (*cailles et caille-lait d'agneau et de chevreau*). — 30 octobre 1936. — G. U., n. 254 (2 novembre 1936).
- D. du Chef du Gouvernement concernant la constitution du Comité technique de l'Institut national fasciste du commerce extérieur. — 20 novembre 1936. — G. U., n. 277 (30 novembre 1936).
- Japon.** — O. Impériale n. 6 amendant l'o. Impériale n. 119 de 1934, établissant que pour la régularisation du commerce extérieur et pour la sauvegarde des échanges commerciaux dans la Micronésie Japonaise on observera les dispositions de la l. n. 45 de 1934. — 24 janvier 1936. — K., n. 2717 (25 janvier 1936).
- L. n. 1 amendant la l. n. 45 de 1934 (*portant des mesures en vue de la régularisation du commerce extérieur et de la sauvegarde des échanges commerciaux*) (*prorogeant de trois ans encore la validité de ladite l.*). — 22 mai 1936. — K., n. 2815 (23 mai 1936) (1).
- L. n. 26 concernant le contrôle sur les articles principaux d'exportation. — 27 mai 1936. — K., n. 2819 (28 mai 1936).
- L. n. 27 amendant la l. concernant le contrôle sur les tissus de soie destinés à l'exportation. — 27 mai 1936. — K., n. 2819 (28 mai 1936).
- L. n. 28 amendant la l. sur les associations d'exportation. — 27 mai 1936. — K., n. 2819 (28 mai 1936).
- Arr. n. 4 du Ministère du commerce et de l'industrie amendant le régl. pour l'application de la l. concernant le contrôle des tissus de soie destinés à l'exportation. — 22 juin 1936. — K., n. 2840 (22 juin 1936).
- O. Impériale n. 123 amendant l'organisation de la Station de conditionnement des tissus de soie destinés à l'exportation. — 23 juin 1936. — K., n. 2842 (24 juin 1936).
- O. Impériale n. 125 amendant l'o. Impériale n. 119 de 1934, établissant que pour la régularisation du commerce extérieur et pour la sauvegarde des échanges commerciaux dans la Micronésie japonaise on observera les dispositions de la l. n. 45 de 1934. — 24 juin 1936. — K., n. 2843 (25 juin 1936).
- Arr. n. 5 du Ministère du commerce et de l'industrie, portant des mesures en vue de l'application de l'o. impériale n. 124 de 1936 (*portant des restrictions à l'importation, etc.*). — 25 juin 1936. — K., n. 2843 (25 juin 1936).
- Arr. n. 8 du Gouvernement de la Micronésie japonaise portant le régl. d'application de l'o. impériale n. 119 établissant que pour la régularisation du commerce extérieur et pour la sauvegarde des échanges commerciaux dans la Micronésie japonaise on observera les dispositions de la l. n. 45 de 1934. — 25 juin 1936. — K., n. 2888 (17 août 1936).

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIV^{ème} Année, 1934, p. 248 et s.

- D. n. 1 du Ministère du commerce et de l'industrie amendant le d. n. 1. du même Ministère, de 1928, portant des régl. concernant le conditionnement des tissus de soie destinés à l'exportation. — 29 juin 1936. — K., n. 2846 (29 juin 1936).
- O. Impériale n. 350 portant la date de l'entrée en vigueur (*au 15 octobre 1936*) de la l. concernant le contrôle sur les principaux articles destinés à l'exportation. — 22 septembre 1936. — K., n. 2920 (24 septembre 1936).
- O. Impériale n. 351 portant la date de l'entrée en vigueur (*au 15 octobre 1936*) de la l. n. 28 de 1936 amendant la l. concernant les associations pour l'exportation. — 22 septembre 1936. — K., n. 2920 (24 septembre 1936).
- O. Impériale n. 352 concernant les droits d'inspection à percevoir en vertu de la l. sur les associations pour l'exportation, de la l. sur le contrôle des tissus de soie destinés à l'exportation ou de la l. sur le contrôle des principaux articles d'exportation. — 22 septembre 1936. — K., n. 2920 (24 septembre 1936).
- Arr. n. 8 du Ministère du commerce et de l'industrie portant le régl. d'application de la l. concernant le contrôle des principaux articles d'exportation. — 26 septembre 1936. — K., n. 2922 (26 septembre 1936).
- Arr. n. 9 du Ministère de l'agriculture et des forêts amendant le régl. d'application de la l. concernant le contrôle des tissus de soie destinés à l'exportation. — 26 septembre 1936. — K., n. 2922 (26 septembre 1936).
- Arr. n. 10 du Ministère du commerce et de l'industrie amendant le régl. d'application de la l. sur les associations pour l'exportation. — 26 septembre 1936. — K., n. 2922 (26 septembre 1936).
- O. impériale n. 473 abrogeant l'o. impériale n. 124 de 1936 portant des restrictions à l'importation, en vertu des dispositions de l'art. 1^{er} de la l. n. 45 de 1934. — 28 décembre 1936. — K., n. 2998 (29 décembre 1936).
- O. impériale n. 474 portant des restrictions à l'importation de la laine, en vertu des dispositions de l'art. 1^{er} de la l. n. 45 de 1934. — 28 décembre 1936. — K., n. 2998 (29 décembre 1936).
- O. impériale n. 475 amendant l'o. impériale n. 119 de 1934 établissant que, pour la régularisation du commerce extérieur et pour la sauvegarde des échanges commerciaux dans la Micronésie japonaise, on observera les dispositions de la l. n. 45 de 1934. — 28 décembre 1936. — K., n. 2998 (29 décembre 1936).
- Arr. n. 14 du Ministère du commerce et de l'industrie abrogeant l'arr. n. 5 de 1936 du même ministère (*portant des mesures en vue de l'application de l'o. impériale n. 124 de 1936 concernant des restrictions à l'importation etc.*). — 29 décembre 1936. — K., n. 2998 (29 décembre 1936).
- Arr. n. 15 du Ministère du commerce et de l'industrie concernant l'application de l'o. impériale n. 474 de 1936 (*portant des restrictions à l'importation de la laine*). — 29 décembre 1936. — K., n. 2998 (29 décembre 1936).
- Japon (Corée).** — Arr. n. 139 du Gouvernement général de la Corée concernant le contrôle des agrumes exportés. — 28 novembre 1935. — K., n. 2699 (4 janvier 1936).

Arr. n. 48 du Gouvernement général de la Corée concernant les modalités de procédure pour l'application de l'o. impériale n. 124 de 1936 (*portant des restrictions à l'importation, etc.*). — 25 juin 1936. — K., n. 2881 (8 août 1936).

Japon (Karafuto). — Arr. n. 21 du Gouvernement de Karafuto concernant l'application de l'o. impériale n. 124 de 1936 (*portant des restrictions à l'importation, etc.*). — 25 juin 1936. — K., n. 2878 (5 août 1936).

Japon (Kwantung). — Arr. du Haut-Commissaire du Kwantung portant le régl. concernant les autorisations pour l'exportation d'agrumes du Kwantung. — 7 décembre 1935. — K., n. 2720 (29 janvier 1936).

Lithuanie. — Modification du régl. relatif à l'organisation du commerce et de l'exportation de la filasse et de l'étaupe de lin. — 22 octobre 1936. J. O., n. 555.

Grand-Duché de Luxembourg. — Arr. grand-ducal relatif aux paiements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Allemagne. Avenant à l'Accord de paiement du 27 juillet 1935. — 7 février 1936. — M. L., n. 9 (8 février 1936).

Arr. grand-ducal relatif à l'importation des tissus de coton. — 24 mars 1936. — M. L., n. 22 (28 mars 1936).

Arr. grand-ducal concernant la réglementation autonome de l'importation et de l'exportation de certains produits agricoles. — 20 avril 1936. — M. L., n. 33 (25 avril 1936).

Arr. pris en exécution de l'arr. grand-ducal du même jour concernant la réglementation autonome de l'importation et de l'exportation de certains produits agricoles (*pommes de terre, oeufs, pommes, céréales, bovins, porcs, beurre, fromage, rosiers, plants de choux, vins, chevaux, écorces de tan, semences de trèfle et de luzerne*). — 20 avril 1936. — M. L., n. 33 (25 avril 1936).

Arr. grand-ducal concernant le régime commun existant entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg en matière de réglementation des importations, des exportations et du transit (*bovins, ovins, porcins, chevaux, beurre, crèmes de lait fraîches ou conservées, fleurs, fromages, fruits frais, lait, légumes, liège, maïs, oeufs, peaux, saindoux, sucres, tourteaux, viandes*). — 21 avril 1936. — M. L., n. 34 (27 avril 1936).

Arr. grand-ducal complétant l'article 4 de l'arr. grand-ducal du 1^{er} août 1935 relatif aux paiements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, le Congo belge, les territoires sous mandat belge et l'Allemagne. — 4 mai 1936. — M. L., n. 37 (7 mai 1936).

Arr. grand-ducal concernant l'importation des bananes. — 9 juillet 1936. — M. L., n. 53 (11 juillet 1936).

Arr. concernant l'importation et l'exportation de pommes de terre, de tomates et d'aubergines. — 18 juillet 1936. — M. L., n. 58 (25 juillet 1936).

Arr. grand-ducal relatif aux formalités à remplir lors de l'importation de marchandises en provenance de l'Italie et des colonies et possessions italiennes. — 3 août 1936. — M. L., n. 60 (5 août 1936).

Arr. par lequel celui du 29 mai 1936, soumettant à licence l'importation des porcs, est abrogé. — 25 août 1936. — M. L., n. 66 (28 août 1936).

Arr. soumettant à licence l'importation de beurre. — 25 août 1936. — M. L., n. 66 (28 août 1936).

Arr. portant défense d'importation des porcs en provenance de la Belgique. — 12 septembre 1936. — M. L., n. 69 (14 septembre 1936).

Arr. grand-ducal portant l'interdiction de l'exportation de la chicorée Witloof. — 31 octobre 1936. — M. L., n. 79 (7 novembre 1936).

Mexique. — D. ordonnant aux personnes qui effectuent des exportations définitives ou spéciales de boissons alcooliques de documenter en douane, dans un délai de 90 jours, le débarquement à destination desdits produits. — 9 mars 1936. — D. O., Tome XCV, n. 10 (12 mars 1936).

Arr. indiquant les espèces de cactacées dont on interdit, pendant l'année 1936, la récolte pour exportation. — 22 avril 1936. — D. O., Tome XCVI, n. 19 (3 juin 1936).

D. autorisant le Secrétariat de l'Economie nationale à établir des « Comités régionaux d'exportation ». — 13 octobre 1936. — D. O., Tome XCVIII, n. 45 (24 octobre 1936).

Circulaire n. 514-10-222 concernant l'exportation d'alcool par la Société nationale des producteurs d'alcool, avec l'assentiment de l'office des impôts sur les boissons alcooliques, sans qu'il soit perçu d'impôts sur ledit alcool. — 22 octobre 1936. — D. O., Tome XCVIII, n. 49 (29 octobre 1936).

Norvège. — Modification provisoire concernant les prêts et crédits à accorder à l'Italie. — 10 janvier 1936. — N. L., n. 2, p. 40 (15 janvier 1936).

Modification provisoire à l'interdiction d'exportation de certaines marchandises en Italie. — 10 janvier 1936. — N. L., n. 2 p. 41 (15 janvier 1936).

Modification provisoire à l'interdiction d'importation de certaines marchandises en provenance de l'Italie. — 10 janvier 1936. — N. L., n. 2, p. 42 (15 janvier 1936).

Rés. royale abrogeant les dispositions provisoires du 10 janvier 1936 (*interdisant la concession de prêts et crédits à l'Italie, interdisant l'exportation de certaines marchandises en Italie ainsi que l'importation de marchandises provenant de ce pays*). — 10 juillet 1936. — N. L., n. 27 (20 juillet 1936).

Nouvelle-Zélande. — Arr. en conseil interdisant l'importation de blé, de farine de blé et de produits similaires de blé. — 11 mars 1936. — N. Z. G., n. 21 (12 mars 1936).

Arr. en Conseil modifiant le régl de 1929 concernant l'importation de semences (*première modification*) (*semences de « lolium perenne » en paquets scellés*). — 14 juillet 1936. — N. Z. G., n. 49 (23 juillet 1936).

Arr. en Conseil interdisant l'exportation du beurre et du fromage (*à partir du 31 juillet 1933; seulement avec l'assentiment du Ministre des douanes*). — 22 juillet 1936. — N. Z. G., n. 49 (23 juillet 1936).

Arr. en Conseil visant à restreindre l'exportation des pommes de terre (*seulement avec l'assentiment du Ministre des douanes*). — 12 août 1936. — N. Z. G., n. 54 (13 août 1936).

Paraguay. — D. n. 2545 adoptant des types d'emballages pour les fruits d'agrumes destinés à l'exportation. — 2 juillet 1936. — G. O., n. 37 (2 juillet 1936).

D. n. 2775 adoptant des types-standards d'emballages pour les fruits d'agrumes destinés à l'exportation. — 10 juillet 1936. — G. O., n. 42 (15 juillet 1936).

Pays-Bas. — L. réglementant l'importation du gruau de toute espèce. — 20 décembre 1935. — Stbl., n. 748 (24 janvier 1936).

L. réglementant l'importation des nitrates de potasse et de soude, des engrais artificiels azotés, de la chaux azotée et de l'eau ammoniacale. — 20 décembre 1935. — Stbl., n. 734 (24 janvier 1936).

Quatre l. réglementant l'importation de diverses marchandises (*concernant l'approbation de d. réglementant l'importation, pour certaines périodes, dans les cas suivants: tourteaux; plantes d'ornement non ligneuses, etc.; engrais artificiels; pains et pâtes*). — 20 et 28 décembre 1935. — Stbl., n. 736, 746, 758 et 806 (3 mars et 3 avril 1936).

D. restreignant, du 16 janvier 1936 au 15 janvier 1937, l'importation de la viande, des ovins sur pied et des chevaux d'abatage. — 14 janvier 1936. — Stc., n. 10 (15 janvier 1936).

D. réglementant l'importation des superphosphates. — 22 février 1936. — Stc., n. 42 (28 et 29 février 1936).

D. visant l'application de la l. du 20 décembre 1935 réglementant l'importation des plantes d'ornement non ligneuses, ainsi que de l'azalée et de l'hortensia (*permis d'importation*). — 22 février 1936. — Stc., n. 44 (3 mars 1936).

Arr. ministériel se rapportant au d. du 15 mars 1934 visant l'application, au lait et à la crème, de la l. du 31 mai 1929 (1) concernant l'exportation des produits agricoles (*contrôle sanitaire des produits. Modèle de certificat d'exportation et de sauf-conduit*). — 19 mars 1936. — Stc., n. 57 (20 et 21 mars 1936).

Deux d. modifiant le d. de crise de 1936 concernant les groupes d'intéressés aux cultures de labour (*exportateurs et importateurs de certains produits. Extension à 1937*). — 25 mars et 19 décembre 1936. — Stbl., n. 748 et 779j (3 avril et 29 décembre 1936).

D. réglementant l'importation des tourteaux pour la nourriture du bétail, en relation avec la l. du 20 décembre 1935 se rapportant à ladite importation. — 26 mars 1936. — Stc., n. 67 (3 et 4 avril 1936).

L. accordant au Gouvernement des Pays-Bas certaines facultés de rétorsion au profit des Indes néerlandaises (*commerce avec les pays étrangers*). t. a. L. de rétorsion concernant les Indes. — 26 mars 1936. — Stbl., n. 901 (14 avril 1936).

Deux d. modifiant la partie du plan d'assainissement de l'industrie des bulbes à fleurs (1935), concernant l'exportation; et un d. modifiant la partie dudit plan concernant le commerce. — 27 mars, 29 juillet et 29 juillet 1936. — Stbl., n. 749, 765, et 766 (6 avril, 30 juillet 30 et juillet 1936).

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XIX^{ème} Année, 1929, p. 187 et suiv.

- D. réglementant l'importation du riz du 1^{er} avril 1936 au 31 mars 1937. — 30 mars 1936. — Stc., n. 64 (31 mars 1936).
- D. réglementant l'importation de la fleur de seigle et de la farine de seigle du 1^{er} avril 1936 au 31 mars 1937. — 30 mars 1936. — Stc., n. 64 (31 mars 1936).
- D. réglementant l'importation de tous pains et de toutes pâtes, en relation avec la l. du 28 décembre 1935 se rapportant à ladite importation. — 1^{er} avril 1936. — Stc., n. 67 (3 et 4 avril 1936).
- D. abrogeant le d. du 17 mars 1936 réglementant l'importation du café. — 11 mai 1936. — Stc., n. 92 (12 mai 1936).
- Dix l. réglementant l'importation (*concernent l'approbation de d. réglementant l'importation, pour certaines périodes, dans les cas suivants: chevaux, viande et moutons sur pied; fleur et farine de seigle; beurre; riz; café; bois de contre-placage; etc.*). — 14 mai, 17 juillet, 1^{er} août, 28 et 31 décembre 1936. — Stbl., nos 607, 608, 613, 625, 629, 632, 635, 638 et 639T (2 juin, 3 juillet, 2 octobre, 8 septembre et 2 octobre 1936).
- D. réglementant, du 1^{er} juin 1936 au 31 mai 1937, l'importation des anguilles. — 3 juin 1936. — Stc., n. 107 (4 juin 1936).
- D. modifiant le d. du 30 décembre 1935 réglementant l'importation de la graisse animale non fondue. (*Permis d'importation délivrés par la centrale néerlandaise des produits de laiterie jusqu'à 25 %, pour chacun, de la moyenne importée en 1929-30 et 31. Dérogations, etc. Suppression des articles 8, 9, 10 et 11*). — 8 juin 1936. — Stc., n. 111 (10 juin 1936).
- D. réglementant l'importation du beurre en relation avec la l. du 14 mai 1936 (*les permis d'importation seront délivrés à chaque commerçant pour un maximum égal à 25 % du poids brut moyen importé par lui en 1928, 1929 et 1930*). — 1^{er} juillet 1936. — Stc., n. 128 (3 et 4 juillet 1936).
- Trois d. modifiant, à l'égard des œufs et des produits provenant d'oléagineux, trois d. de 1935 concernant respectivement le contrôle frontalier durant la crise en général, pour les groupes de produits de crise, et en ce qui a trait à la fixation de la zone frontalière. — 16 septembre 1936. — Stc., n. 183 (21 septembre 1936).
- D. visant l'application, aux légumes et fruits, des articles 8 et 11 de la l. de 1929 (1) concernant l'exportation des produits agricoles (*qualité et emballage des produits exportés; contrôle; etc.*). — 16 septembre 1936. — Stbl., n. 772 (17 octobre 1936).
- D. visant l'application, au beurre, au fromage, au lait et à la crème, des art. 1, 10, 12-b, 13, 13-b, 14 et 14-a de la l. de crise agricole, dite de 1933, ainsi que des deux d. de 1933 concernant les organisations de crise et les taxes de crise (*exportation; certificats; périodes, etc.; valable jusqu'au 1^{er} janvier 1938*). t. a. D. de crise de 1936 concernant les produits de laiterie (*exportation*). — 18 septembre 1936. — Stbl., n. 773 (23 novembre 1936).
- D. concernant l'importation de la farine de seigle et de la fleur de seigle, en relation avec l'art. 3 de la l. du 17 juillet 1936 réglementant ladite importation. (*La Centrale néerlandaise de la farine délivrera aux importateurs, sur leur demande, des permis les autorisant à importer jusqu'à 100 % des quantités introduites par eux en moyenne, pendant 12 mois, en 1931 et 1932, etc.*). — 25 septembre 1936. — Stc., n. 192 (2 et 3 octobre 1936).

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XIX^{ème} Année, 1929, p. 187 et s.

- D. concernant l'importation du riz, en relation avec l'art. 3 de la l. du 1^{er} août 1936 réglementant ladite importation. (*Les importateurs pourront, à l'aide de permis de la Centrale néerlandaise de la farine, introduire de 50 à 100 %, selon le produit, des quantités de riz ou de riz moulu introduites par eux (en moyenne en 12 mois) durant certaines périodes allant de 1932 à 1933 y compris, etc.*). — 25 septembre 1936. — Stc., n. 192 (2 et 3 octobre 1936).
- D. concernant l'importation de la viande, des moutons sur pied et des chevaux à abattre, en relation avec l'art. 3 de la l. du 17 juillet 1936 réglementant ladite importation. (*Permis d'importation délivrés, par la Centrale néerlandaise de l'élevage du bétail, à ceux qui ont été importateurs en 1929-1931 ou 1931-1932, selon les produits, etc.*). — 25 septembre 1936. — Stc., n. 192 (2 et 3 octobre 1936).
- D. concernant l'importation des chevaux, en relation avec l'art. 3 de la l. du 1^{er} août 1936 réglementant ladite importation. (*Quantités allant jusqu'à 100 % de celles introduites en moyenne en 12 mois, par les importateurs, de 1931 à 1933 y compris, etc.*). — 25 septembre 1936. — Stc., n. 192 (2 et 3 octobre 1936).
- Trois d. modifiant deux d. de 1935 concernant le contrôle frontalier durant la crise (*produits des champs et huiles; produits de crise de nature particulière*). — 28 septembre 1936. — Stc., n. 194 (6 octobre 1936).
- D. réglementant tles exportations à destination du Danemark. (*Le Ministre du commerce fixera les produits dont l'exportation sera soumise à la délivrance d'un certificat. Ce certificat sera remis à ceux qui ont été exportateurs durant certaines périodes antérieures et il indiquera la quantité du produit pouvant être exportée*). — 29 septembre 1936. — Stc., n. 193 (5 octobre 1936).
- Arr. modifiant l'arr. d'exportation relatif au plan de 1935 concernant l'assainissement de l'industrie des bulbes à fleurs. — 1^{er} octobre 1936. — Stc., n. 191 (1^{er} octobre 1936).
- Arr. dit de 1935 concernant, pour les œufs, le contrôle frontalier durant la crise. — 3 octobre 1936. — Stc., n. 193 (5 octobre 1936).
- Instr. aux contrôleurs pour l'exportation des légumes et fruits en relation avec l'art. 16 du d. concernant l'exportation des produits horticoles. Règl. concernant les recours pouvant être présentés par un exportateur devant un expert désigné par le directeur du Bureau de contrôle pour l'exportation desdits produits, à la Haye. — 14 et 16 octobre 1936. — Stc., n. 203 (19 octobre 1936).
- D. réglementant, du 1^{er} novembre 1936 au 31 octobre 1937, l'importation de tous pains et de toutes pâtes. (*Les importations en provenance de tous pays sont limitées à 60 % des quantités moyennes introduites pendant 12 mois pour la période du 1^{er} novembre 1930 au 1^{er} novembre 1932, etc.*). — 26 octobre 1936. — Stc., n. 211 (29 octobre 1936).
- D. complétant le d. de 1936 concernant l'exportation des produits de laiterie durant la crise; et visant en particulier l'exportation du lait et de la crème condensée en Grande-Bretagne et Irlande. — 27 octobre 1936. — Stc., n. 222 (13 et 14 novembre 1936).
- Arr. dit de 1936 concernant la laiterie durant la crise. (*Exportation des produits laitiers en Grande-Bretagne et Irlande*). — 24 novembre 1936. — Stc., n. 229 (24 novembre 1936).
- D. portant des restrictions temporaires à l'importation du sucre (*Pour chaque importateur et en provenance de tout pays, la quantité introduite du 25 novembre 1936 au 25 mai 1937 sera au plus de 80% du poids moyen brut importé, pour 6 mois, en 1935, etc.*). — 24 novembre 1936. — Stc., n. 229 (24 novembre 1936).

D. réglementant, du 1^{er} janvier au 31 décembre 1937, l'importation de la graisse animale non fondue. (*En général, réduction à 25 % du poids brut moyen annuel importé, de chaque pays, en 1930-31-32. Contingents spéciaux, etc.*). — 21 décembre 1936. — Stc., n. 251 (24 décembre 1936).

D. établissant les périodes visées au d. dit de 1936 concernant le monopole du bétail et de la viande (*y remplace le 1^{er} janvier 1937 par le 1^{er} janvier 1938*), monopole d'importation ou d'exportation accordé par ledit d. à une organisation de crise. — 21 décembre 1936. — Stc., n. 252 (28 décembre 1936).

Indes Néerlandaises. — O. modifiant ultérieurement l'o. du 13 février 1934 concernant l'exportation du quinquina, déjà modifiée par l'o. du 18 octobre 1934. — 9 janvier 1936. — Stbl., N. I., n. 4 (10 janvier 1936).

Arr. modifiant et complétant l'arr. de 1933 concernant l'exportation du quinquina. — 9 janvier 1936. — Stbl. N. I., n. 5 (10 janvier 1936).

O. portant des dispositions restrictives concernant l'exportation du sucre des Indes Néerlandaises (*soumet l'exportation à un permis écrit, etc.*). t. a. O. de 1936 concernant l'exportation du sucre. — 30 janvier 1936. — Stbl. N. I., n. 41 (30 janvier 1936).

O. portant de nouvelles mesures temporaires contre l'importation du sucre (*interdit jusqu'au 1^{er} avril 1937 l'entrée du sucre dans le rayon douanier des Indes Néerlandaises, etc.*) t. a. O. de 1936 concernant l'importation du sucre. — 30 janvier 1936. — Stbl. N. I., n. 42 (30 janvier 1936).

Arr. fixant, à 53.150.727 et 11.811.273 kgs. respectivement, les quantités totales maxima de thé des entreprises et de thé du monopole (*contingent d'exportation*), qui pourront être admises à l'exportation, du 1^{er} avril 1936 au 1^{er} avril 1937. — 8 février 1936. — Stbl. N. I., n. 54 (18 février 1936).

Rés. du Gouverneur général publiant les textes en vigueur de l'o. de 1933, ainsi que de l'arr. (*ou prescriptions*) de 1933, concernant l'exportation du quinquina. — 10 février 1936. — Stbl. N. I., n. 56 (21 février 1936).

Arr. modifiant l'arr. de 1933 concernant l'exportation du thé, sous sa forme déjà modifiée par l'arr. du 14 septembre 1934 (*Faculté réservée à l'autorité de modifier, dans certains cas, les productions standard déjà fixées pour les divers établissements. Concession de licences et répartition des quantités totales, par périodes, etc.*). — 25 février 1936. — Stbl. N. I., n. 82 (25 février 1936).

L. concernant, pour les Indes néerlandaises, les mesures de rétorsion (*dans le commerce avec les pays étrangers*). — 26 mars 1936. — Stbl. N. I., n. 226 (22 mai 1936).

Arr. concernant les restrictions à l'exportation du sucre des Indes néerlandaises, en relation avec l'o. de 1936 concernant l'exportation dudit produit (*permis d'exportation*). t. a. Arr. de 1936 concernant l'exportation du sucre. — 27 mars 1936. — Stbl. N. I., n. 163 (31 mars 1936).

O. réglementant l'exportation des plantes et parties de plantes de caféier (*interdit en général ladite exportation*). — 6 mai 1936. — Stbl. N. I., n. 215 (12 mai 1936).

Arr. du Gouverneur Général portant des dispositions concernant l'autorisation nécessaire pour tenir des établissements de préparation du kapok en vue de l'exportation, t. a. Arr. de 1936 concernant les établissements de kapok. — 19 septembre 1936. — Stbl. N. I., n. 478 (25 septembre 1936).

O. modifiant et complétant l'« o. concernant l'exportation du caoutchouc des entreprises » (o. de 1934, déjà modifiée en 1934). — 26 septembre 1936. — Stbl., N. I., n. 487 (2 octobre 1936).

O. modifiant et complétant l'« o. concernant l'exportation du caoutchouc de la population » (o. de 1934 déjà modifiée en 1934). — 26 septembre 1936. — Stbl. N. I., n. 488 (2 octobre 1936).

O. concernant les mesures à prendre en vue d'éviter la hausse des prix (*Extension de l'o. du 22 novembre 1918 à toutes les marchandises. Les mesures opportunes que le Gouvernement est autorisé à édicter par arr. pourront ne pas se borner à fixer des prix maxima pour les marchandises, services ou loyers, etc. etc. Terme de validité prévu: 1^{er} mars 1937*). — 6 octobre 1936. — Stbl. N. I., n. 504 (6 octobre 1936).

Arr. du Gouverneur Général visant l'application de l'o. (Stbl. 1936 n. 504) concernant les mesures à prendre pour éviter la hausse des prix (*le Gouverneur Général indiquera, par décisions, les services tombant sous le coup de l'ordonnance et les prix correspondants, etc.*). — 6 octobre 1936. — Stbl. N. I., n. 505 (6 octobre 1936).

O. réglementant l'importation de la bière. Arr. visant l'application de l'o. susdite. (*L'arr. fixe la quantité de bière pouvant être importée à l'aide de permis, du 13 octobre 1936 au 12 octobre 1937, à 3.860.000 litres etc.*). t. a. O. de 1936, et arr. II-1936, concernant l'importation de la bière. — 10 octobre 1936. — Stbl. N. I., n. 542 et 543 (12 octobre 1936).

Arr. modifiant l'arr. de 1933 concernant l'exportation du thé (*concerne la période de validité des licences délivrées*). — 27 octobre 1936. — Stbl. N. I., n. 576 (30 octobre 1936).

O. restreignant l'exportation de plantes, ou parties de plantes, pour le palmier à huile provenant du rayon douanier des Indes néerlandaises (*interdit en général ladite exportation, sauf pour les noyaux exportés par grandes quantités*). t. a. O. de 1936 concernant l'exportation de plantes ou parties de plantes, de palmier à huile. — 19 novembre 1936. — Stbl. N. I., n. 623 (19 novembre 1936).

Pérou. — D. concernant l'importation des boissons alcooliques et similaires. (*Lors de la première importation d'une boisson, on devra faire inscrire celle-ci au Ministère du Fomento qui délivrera à cette occasion, sur présentation des échantillons et étiquettes, l'autorisation correspondante, etc.*). — 20 juillet 1936. — E. P., IV^{ème} trimestre, n. 268 (30 novembre 1936).

Portugal. — D. l., n. 26424 déterminant que les blés nécessaires pour l'approvisionnement de l'archipel de Madère ne pourront être importés que du Portugal ou des colonies portugaises de l'Afrique et réglementant ladite importation, la fabrication des farines et la fabrication et la vente du pain. — 17 mars 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 63 (17 mars 1936).

D. l. n. 26517 facilitant l'application du d. n. 26050 approuvant la liste des marchandises pour l'importation desquelles une déclaration est obligatoire. (*Pénalités concernant les déclarations inexactes ou fausses, etc.*). — 15 avril 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 87 (15 avril 1936).

- D. n. 26571 promulguant le régl. concernant les vérifications relatives aux fruits et produits horticoles exportés, à effectuer par les services exécutifs de la délégation de la Junta nationale d'exportation des fruits à Madère (*taxes à payer pour lesdites vérifications, etc.*). — 5 mai 1936. — D. d. G., 1^{re} série, n. 104 (5 mai 1936).
- D. n. 26764 autorisant provisoirement l'exportation d'ananas ayant un diamètre minimum de 0^m 11 et une longueur minimum de 0^m 12 qui seront admis dans le type courant, pourvu que la quantité totale des fruits ayant lesdites dimensions ne dépasse pas, dans chaque cargaison, 5 pour cent du nombre total des fruits embarqués. — 9 juillet 1936. D. d. G., 1^{re} série, n. 159 (9 juillet 1936).
- D. l. n. 26973 instituant le syndicat des exportateurs d'huile, ayant son siège à Lisbonne. — 2 septembre 1936. — D. d. G., 1^{re} série, n. 206 (2 septembre 1936).
- D. l. n. 27152 réorganisant la Corporation des importateurs et entrepositaires de morue et de riz. — 30 octobre 1936. — D. d. G., 1^{re} série, n. 255 (30 octobre 1936).
- D. n. 26050, approuvant la liste des marchandises qui doivent être obligatoirement déclarées dans les expéditions d'importation. — 15 novembre 1936. — D. d. G., 1^{re} série, n. 265 (15 novembre 1936).
- D. n. 27339 promulguant le régl. du commerce d'exportation des huiles de conserve. — 17 décembre 1936. — D. d. G., 1^{re} série, n. 295 (17 décembre 1936).
- D. n. 27355 réorganisant la Junta nationale des fruits. — 19 décembre 1936. — D. d. G., 1^{re} série, n. 297 (19 décembre 1936).

Roumanie. — D. royal n. 2242 fixant la quantité de bois de noyer dont l'exportation est admise en Tchécoslovaquie (*contingent pour 1936*). — 28 septembre 1935. — M. O., n. 188 (14 août 1936).

Arr. n. 17 du Conseil des ministres fixant la prime pour la mise en valeur accordée aux exportateurs de blé et de farine. — 11 janvier 1936. — M. O., n. 13 (16 janvier 1936).

Arr. ministériel n. 324248 fixant une valeur moyenne pour l'exportation du sucre aux effets du tarif unitaire pour le chiffre d'affaires. — 16 janvier 1936. — M. O., n. 15 (18 janvier 1936).

D. n. 437 interdisant l'exportation de certaines marchandises (*peaux de buffles, boeufs, vaches, veaux, certaines espèces de laine, etc.*). — 12 mars 1936. — M. O., n. 62 (14 mars 1936).

Arr. n. 746 du Conseil des ministres portant approbation de l'accord de paiements entre la Banque Nationale de Roumanie et la Banque Nationale de Tchécoslovaquie et le Protocole du 28 mars 1936 concernant l'échange de marchandises. — 6 avril 1936. — M. O., n. 97 (28 avril 1936).

D. n. 928 interdisant l'exportation de l'écorce de chêne. — 15 avril 1936. M. O., n. 88 (16 avril 1936).

D. n. 1054 portant approbation de l'arrêté du Conseil des Ministres du 11 février 1936, n. 228, interdisant l'exportation des peaux de poulains. 4 mai 1936. — M. O., n. 105 (8 mai 1936).

Arr. n. 854 du Conseil des Ministres approuvant l'insertion de certaines marchandises sur la liste A de l'arrêté ministériel du 5 octobre 1935, n. 60955, concernant l'exportation de marchandises en compensation. — 6 mai 1936. — M. O., n. 108 (12 mai 1936).

- D. royal n. 1360 interdisant l'exportation de bois de noyer. — 4 juin 1936. — M. O., n. 130 (8 juin 1936).
- Arr. n. 1173 du Conseil des Ministres fixant le montant de la prime de change pour l'importation et l'exportation de marchandises. — 23 juin 1936. — M. O., n. 147 (27 juin 1936).
- Arr. n. 1668 concernant l'inscription de plusieurs marchandises sur la liste A de l'arr. ministériel n. 60955 du 5 octobre 1935 (*importation avec devises libres*) (*farine d'os, farine de pois, etc.*). — 10 août 1936. — M. O., n. 190 (18 août 1936).
- D. royal n. 1913 abrogeant l'interdiction d'exporter la laine « turcana » (*espèce de laine à long poil*). — 14 août 1936. — M. O., n. 195 (24 août 1936).
- Arr. ministériel n. 217949 fixant les primes de mise en valeur accordées aux exportateurs de blé et de farine pour le mois de novembre 1936. — 20 octobre 1936. — M. O., n. 245 (21 octobre 1936).
- Arr. n. 2377 modifiant les dispositions de l'art. 8 de l'arr. n. 2234, de 1935, du Conseil des Ministres (*exportation en compensation*). — 6 novembre 1936. — M. O., n. 260 (7 novembre 1936).
- Suède.** — D. royal n. 42 prorogeant la validité du d. du 22 février 1932, n. 30, concernant la réglementation de l'importation du sucre. — 28 février 1936. — S. F., n. 39-44 (29 février 1936).
- L. n. 123 concernant la faculté du Roi de décréter, dans certains cas, la suspension de crédits. — 24 avril 1936. — S. F., n. 123 et 124 (29 avril 1936).
- Arr. royal n. 139 concernant la suspension de crédits à l'Italie. — 30 avril 1936. — S. F., n. 139-141 (13 mai 1936).
- D. royal n. 311 prorogeant l'application du d. du 26 juin 1933, n. 429, concernant la garantie de l'Etat au crédit d'exportation. — 19 juin 1936. — S. F., n. 309-311 (20 juin 1936).
- Arr. royal n. 419 portant prorogation de l'application de l'arr. royal du 30 juin 1934, n. 377, établissant le monopole d'importation du lait et des produits laitiers. — 30 juin 1936. — S. F., n. 417-426 (1^{er} juillet 1936).
- Arr. royal n. 424 prorogeant l'application de l'arr. du 19 octobre 1934, n. 499, concernant l'importation d'animaux de boucherie, de la viande et du lait. — 30 juin 1936. — S. F., n. 417-426 (1^{er} juillet 1936).
- Arr. royal n. 455 abrogeant l'arr. du 30 avril 1936, n. 139, concernant la suspension de crédits à l'Italie. — 8 juillet 1936. — S. F., n. 455 et 456 (11 juillet 1936).
- Arr. royal n. 503 modifiant l'art. 15 de l'arr. du 30 novembre 1934, n. 563, concernant le contrôle de l'exportation des viandes. — 11 septembre 1936. — S. F., n. 502 et 503 (12 septembre 1936).
- Arr. n. 528, portant interdiction à titre provisoire, de l'exportation de seigle et de froment. — 10 octobre 1936. — S. F., n. 528 (10 octobre 1936).
- Arr. n. 585 modifiant l'art. 9 de l'arr. du 28 juin 1935, n. 381, concernant l'exécution dans certains cas de l'obligation de paiement dans les rapports avec l'Italie. — 4 décembre 1936. — S. F., n. 585 (4 décembre 1936).

Suisse (Confédération). — Arr. du Conseil fédéral approuvant les statuts de l'office suisse de compensation. — 2 octobre 1934. — R. L. F., n. 13 (22 avril 1936).

Arr. du Conseil fédéral concernant les taxes à percevoir par l'office suisse de compensation pour les revisions de comptes et le contrôle des marchandises. — 22 mars 1935. — R. L. F., n. 13 (22 avril 1936).

Accord entre la Confédération suisse et le Royaume d'Italie concernant le régl. des paiements réciproques. — 3 décembre 1935. — R. L. F., n. 13 (22 avril 1936).

Arr. n. 45 du Conseil fédéral relatif à la limitation des importations (*racines de manioc*). — 28 février 1936. — R. L. F., n. 7 (4 mars 1936).

Arrangement international relatif à l'exportation des os. — 25 mars 1936. — R. L. F., n. 12 (15 avril 1936).

Arr. n. 46 du Conseil fédéral relatif à la limitation des importations (*café brut*). — 27 mars 1936. — R. L. F., n. 10 (1^{er} avril 1936).

Arr. n. 47 du Conseil fédéral relatif à la limitation des importations (*pain à fourrager, tourteaux de cacao et farine de tourteaux de cacao*). — 30 mars 1936. — R. L. F., n. 10 (1^{er} avril 1936).

O. de la division du commerce du département fédéral de l'économie publique concernant les certificats de contingentement pour le clearing dans le régl. des paiements avec la Roumanie. — 8 avril 1936. — R. L. F., n. 12 (15 avril 1936).

Arr. du Conseil fédéral concernant le régl. de créances financières par voie de clearing italo-suisse. — 17 avril 1936. — R. L. F., n. 13 (22 avril 1936).

Arr. n. 48 du Conseil fédéral relatif à la limitation des importations (*café travaillé, décaféiné, pauvre en caféine, non torréfié*). — 8 mai 1936. — R. L. F., n. 15 (13 mai 1936).

O. de la division du commerce du département fédéral de l'économie publique concernant les certificats de contingentement pour le clearing dans le régl. des paiements avec l'Italie. — 26 juin 1936. — R. L. F., n. 23 (1^{er} juillet 1936).

Arr. du Conseil fédéral abrogeant les mesures de sanctions prises contre l'Italie en application de l'article 16 du pacte de la Société des Nations. 8 juillet 1936. — R. L. F., n. 24 (8 juillet 1936).

Arr. du Conseil fédéral abrogeant l'article 6 de l'arr. du Conseil fédéral du 18 novembre 1935 sur le régl. des paiements entre la Suisse et l'Italie. — 10 juillet 1936. — R. L. F., n. 25 (15 juillet 1936).

Arr. du Conseil fédéral concernant le régl. des paiements entre la Suisse et l'Espagne. — 14 juillet 1936. — R. L. F., n. 25 (15 juillet 1936).

Arr. du Conseil fédéral modifiant et complétant l'arr. du Conseil fédéral concernant le régl. des paiements entre la Suisse et l'Espagne, du 14 juillet 1936. — 22 juillet 1936. — R. L. F., n. 27 (29 juillet 1936).

O. du département fédéral de l'économie publique concernant les certificats d'exportation dans le régl. des paiements avec l'Espagne. — 23 juillet 1936. — R. L. F., n. 27 (29 juillet 1936).

O. du département fédéral de l'économie publique concernant les certificats d'exportation dans le régl. des paiements avec la Pologne. — 23 juillet 1936. — R. L. F., n. 27 (29 juillet 1936).

Arr. du Conseil fédéral concernant le régl. des paiements entre la Suisse et la Pologne. — 31 juillet 1936. — R. L. F., n. 28 (5 août 1936).

O. de la division du commerce du département fédéral de l'économie publique concernant les certificats de contingentement pour le clearing dans le régl. des paiements avec la Hongrie. — 1^{er} août 1936. — R. L. F., n. 28 (5 août 1936).

O. du département fédéral de l'économie publique tendant à promouvoir l'exportation et la vente du bétail dans le pays. — 5 août 1936. — R. L. F., n. 28 (5 août 1936).

O. n. 53 du département fédéral de l'économie publique concernant la limitation des importations. — 13 août 1936. — R. L. F., n. 29 (14 août 1936).

Arr. fédéral tendant à développer l'exportation de marchandises. — 8 octobre 1936. — R. L. F., n. 38 (14 octobre 1936).

Arr. n. 49 du Conseil fédéral relatif à la limitation des importations. — 17 novembre 1936. — R. L. F., n. 43 (17 novembre 1936).

Arr. n. 50 du Conseil fédéral relatif à la limitation des importations. — 27 novembre 1936. — R. L. F., n. 45 (2 décembre 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 77 du C. C. P. portant des restrictions à l'exportation sur certains pays. — 16 janvier 1936. — S. Z. R., n. 3, texte 28 (26 janvier 1936).

Arr., n. 404 portant les modalités pour la liquidation des comptes dans le commerce extérieur et dans les opérations de devises. — 29 février 1936. — S. Z. R., n. 10, texte 86 (10 mars 1936).

Union Sud-africaine. — Not. gouvernementale n. 555. Règl. concernant l'exportation des agrumes. — 24 avril 1936. — G. G., Extraordinary, n. 2348 (24 avril 1936).

Not. n. 2363 portant un régl. concernant l'exportation outremer de la volaille abattue. — 19 juin 1936. — U. S. A. G. G., n. 2363 (19 juin 1936).

Not. n. 2102 portant un régl. concernant l'exportation des œufs outremer. — 31 juillet 1936. — U. S. A. G. G., n. 2373 (31 juillet 1936).

Not. n. 1190 portant un régl. concernant l'exportation des cuirs et des peaux. — 14 août 1936. — U. S. A. G. G., n. 2375 (14 août 1936).

Procl. n. 266 réglementant l'exportation de l'écorce d'acacia. — 26 octobre 1936. — U. S. A. G. G., n. 2388 (6 novembre 1936).

Uruguay. — D. étendant à toute l'année 1936, sauf dans le cas de pays liés par des conventions de clearing, l'exonération relative à l'obligation de vendre sur la place les traites provenant d'exportation de bétail, exonération accordée par le d. du 30 octobre 1935. — 16 janvier 1936. — D. O., n. 8832 (29 janvier 1936).

Rés. autorisant d'une manière générale l'exportation au Brésil de marchandises payées en pesos uruguayens. — 16 janvier 1936. — D. O., n. 8832 (29 janvier 1936).

Rés. autorisant d'une manière générale la Banque de la République à accorder les demandes à elle présentées visant l'exportation, dans les pays limitrophes, de produits agricoles strictement nationaux, payés en pesos uruguayens. — 16 janvier 1936. — D. O., n. 8832 (29 janvier 1936).

- D. modifiant certaines dispositions réglementaires concernant l'importation des bois ronds de quebracho. — 3 février 1936. — D. O., n. 8849 (18 février 1936).
- D. énumérant les espèces de bétail à l'exportation desquelles s'appliqueront les facilités de change établies par le d. du 16 janvier 1936 (*bouvillons, boeufs, taureaux, moutons et brebis*). — 10 mars 1936. — D. O., n. 8874 (20 mars 1936).
- D. modifiant jusqu'au 30 juin les pourcentages de change concernant l'exportation du lin (80 % *change libre dirigé*, 20 % *change officiel*). — 23 avril 1936. — D. O., n. 8911 (11 mai 1936).
- Rés. prorogeant jusqu'au 28 février 1937 le délai accordé le 22 janvier 1936 à divers industriels pour l'importation, exempte de droits mais sujette au paiement des impôts additionnels, des graines oléagineuses destinées à la fabrication de l'huile. — 29 mai 1936. — D. O., n. 8931 (3 juin 1936).
- D. imposant aux firmes, qui réexportent des marchandises achetées à l'aide de devises de compensation, l'obligation de revendre au taux libre dirigé le change correspondant à la valeur réexportée. — 30 mai 1936. — D. O., n. 8934 (6 juin 1936).
- D. interdisant jusqu'à nouvel ordre l'exportation de son. — 12 juin 1936. — D. O., n. 8946 (20 juin 1936).
- D. fixant les pourcentages relatifs à la liquidation des traites provenant de l'exportation des produits nationaux. — 3 juillet 1936. — D. O., n. 8969 (17 juillet 1936).
- D. autorisant l'exportation de blé jusqu'à la quantité de 15 mille tonnes, et dans les conditions établies par la l. du 2 janvier 1936. — 8 octobre 1936. — D. O., n. 9056 (29 octobre 1936).
- D. maintenant jusqu'au 31 décembre 1936 les pourcentages de change relatifs à l'exportation du lin, établis par le d. du 23 avril 1936. — 8 octobre 1936. — D. O., n. 9056 (29 octobre 1936).
- D. étendant les dispositions du d. du 24 octobre 1933, concernant le transit des marchandises, à la fibre de coton brut (*entrée, délais de séjour dans les dépôts particuliers ou établissements, et réexpédition, etc. du coton introduit temporairement dans le pays pour y être nettoyé, cardé, classé etc.*). — 15 décembre 1936. — D. O., n. 9104 (28 décembre 1936).
- D. déclarant libre l'exportation du blé de la récolte 1936-1937. — 16 décembre 1936. — D. O., n. 9107 (31 décembre 1936).

Vénézuéla. — D. abrogeant le d. du 21 décembre 1935 et accordant un crédit additionnel de 30.000.000 de bolivares pour fournir, sous forme de primes à l'exportation, une aide aux producteurs de café ou d'autres marchandises (*cacao, canne à sucre, fruits et légumes, maïs, tabac, graines oléagineuses, bois, bétail et peaux*). — 27 janvier 1936. — G. O., n. 18864 (27 janvier 1936).

- D. modifiant le d. du 27 janvier dernier et instituant des primes à l'exportation destinées aux cultivateurs de café, aux producteurs de cacao, ainsi qu'aux cultivateurs de canne à sucre et aux éleveurs. — 21 mars 1936. — G. O., n. 18911 (21 mars 1936).

Rés. portant réglementation relative au d. du 21 mars courant, instituant des primes à l'exportation pour les cultivateurs de café, producteurs de cacao, cultivateurs de canne à sucre et éleveurs de bétail. — 23 mars 1936. — G. O., n. 18912 (23 mars 1936).

D. instituant un Institut national du café, sous la dépendance du Ministère de l'agriculture et de l'élevage. — 6 décembre 1936. — G. O., n. 19129 (5 décembre 1936).

Yougoslavie. — Arr. annulant l'interdiction provisoire concernant l'exportation du son, du foin, de trèfle, luzerne ou vesces, etc. — 1^{er} avril 1936. — S. N., n. 81-XVII (8 avril 1936).

CHAPITRE IX.

CONTRÔLE DES PRIX, COALITIONS, MONOPOLES, TRUSTS, SPÉCULATIONS ILLICITES ET CONCURRENCE DÉLOYALE

France. — L. tendant à réprimer la hausse injustifiée des prix. — 19 août 1936. — J. O., n. 194 (20 août 1936).

Art. 1^{er}. — Il est constitué au Ministère de l'économie nationale un comité national de la surveillance des prix.

Ce comité est présidé par le ministre de l'économie nationale ou son représentant. Il est composé de vingt membres et comprend, en nombre égal, des représentants des administrations publiques, désignés par le ministre de l'économie nationale et le ministre compétent, et des représentants des producteurs, des intermédiaires et des consommateurs désignés par le ministre de l'économie nationale, sur la proposition de la commission permanente du conseil national économique.

Un arrêté du ministre de l'économie nationale, rendu après avis du conseil national économique, déterminera la composition du Comité.

Art. 2. — Le ministre de l'économie nationale dresse par arrêté, après avis du comité national, la liste des denrées, objets et marchandises de première nécessité.

Art. 3. — Le comité national étudie les prix normaux de vente par les industriels et les prix de vente en gros des objets, denrées et marchandises de première nécessité. Il tient compte, pour déterminer le coût de revient des produits vendus par les industriels, les commerçants en gros, des prix d'achat payés aux producteurs par les commerçants en gros tels qu'ils résultent des documents recueillis par lui, des frais de transports, des frais généraux et du bénéfice légitime des industriels et intermédiaires.

Art. 4. — Les prix normaux, périodiquement révisés par le comité, sont transmis aux préfets pour être portés à la connaissance des comités départementaux visés à l'article 5.

Art. 5. — Il est institué, dans chaque département, un comité qui prendra le nom de comité départemental de surveillance des prix. Il exercera ses attributions sous le contrôle du comité national.

Art. 6. — Ce Comité, composé de quinze membres au moins est présidé par le préfet. Il comprend le directeur des services agricoles, le directeur des services vétérinaires, le directeur des contributions directes, le directeur des contributions indirectes, le directeur de l'enregistrement, le représentant du service de la répression des fraudes.

En font également partie des représentants des producteurs, des représentants des intermédiaires et des représentants des consommateurs choisis en nombre égal par le préfet, qui devra faire appel aux membres des associations ou des syndicats les plus notables du département, aux organisations d'anciens combattants et aux associations de familles nombreuses.

Le comité se réunit à intervalles fixés par le préfet et au moins une fois par mois.

Art. 7. — Le comité départemental étudie les prix de vente en demi-gros et en détail des produits de première nécessité mentionnés dans l'arrêté prévu à l'article 2 de la présente loi, en vue d'apprécier le rapport qui doit exister entre le prix d'achat et le prix de revente.

Il tient compte, dans cette appréciation, tant des prix indiqués par le comité national et adaptés aux conditions locales, que des prix d'achat payés directement aux producteurs, tels qu'ils résultent des documents recueillis par lui et notamment des cours pratiqués sur les divers marchés qui approvisionnent le département, des frais de transports, des frais généraux, des qualités mises en vente et, le cas échéant, du lieu où la vente est effectuée.

Art. 8. — Le comité assure, avec le concours de l'autorité préfectorale, la surveillance des prix pratiqués dans le département.

Si des commerçants vendent ou mettent en vente des produits visés à l'article 2 à des prix non justifiés, le préfet les convoque devant le comité afin d'entendre leurs explications. Le comité peut leur adresser un avertissement dont copie sera envoyée au procureur de la République.

Art. 9. — Seront punis d'une peine de six jours à un mois d'emprisonnement et d'une amende de 100 à 5.000 fr. ou de l'une de ces peines seulement, tous ceux qui, faisant acte de commerce, auront, malgré l'avertissement qui leur aura été adressé par le comité, vendu ou tenté de vendre des marchandises ou objets de première nécessité visés à l'article 2, à des prix supérieurs à ceux pratiqués par des commerces similaires ou pratiqués antérieurement par eux-mêmes, sans que cette hausse soit justifiée par une majoration correspondante de leurs prix d'achat, de leurs frais généraux et charges ou par tous autres éléments qu'il appartiendra aux juges d'apprécier.

Dans le cas où la hausse constatée ne semblerait pas exclusivement imputable au vendeur actuel, la responsabilité des vendeurs antérieurs, ayant fait eux-mêmes acte de commerce, devra être recherchée.

En cas de récidive dans le délai d'un an, le tribunal correctionnel pourra infliger une peine de six mois à un an d'emprisonnement et une amende de 1.000 francs à 10.000 francs ou l'une de ces peines seulement. Le tribunal correctionnel pourra, en outre, ordonner que son

jugement soit, intégralement ou par extrait, inséré dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il fixera, notamment aux portes de l'usine, des ateliers ou du magasin du condamné, le tout aux frais du condamné.

Les dispositions ci-dessus n'excluent pas l'application, le cas échéant, en dehors de tout avertissement préalable, des articles 419 et 420 du code pénal.

Art. 10. — Est tenue au secret professionnel, dans les termes de l'article 378 du code pénal, et passible des peines prévues audit article, toute personne appelée à participer à l'application de la présente loi.

Art. 11. — Il n'est pas dérogé aux dispositions actuellement en vigueur en ce qui concerne le pain, la farine, le vin et la viande.

Art. 12. — La loi du 26 mars 1891 est applicable aux peines prononcées en vertu de la présente loi.

Art. 13. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

France (Maroc). — Arr. résidentiel instituant des organismes spéciaux pour la surveillance des prix. — 23 octobre 1936. — B. O., n. 1253 (30 octobre 1936).

Art. 1^{er}. — Il est institué au chef-lieu de chaque région ou territoire autonome un comité régional de surveillance des prix comprenant, sous la présidence du chef de la région ou du territoire autonome, les membres ci-après: le pacha du chef-lieu, le chef des services municipaux du chef-lieu, le président de la chambre de commerce, le président de la chambre d'agriculture, un délégué du troisième collège électoral, un commissaire municipal français, le mohtasseb du chef-lieu, le président de la section indigène de commerce, le président de la section indigène d'agriculture, un commissaire municipal indigène, un représentant des organisations d'anciens combattants, un représentant des associations de familles nombreuses, un représentant du service de la répression des fraudes. Dans les ports et à Oudjda, le comité régional est complété par l'adjonction d'un représentant du service des douanes et régies. Un fonctionnaire remplit les fonctions de secrétaire-rapporteur.

Le chef de la région ou du territoire autonome procède aux désignations nécessaires pour la constitution du comité. Il peut convoquer aux séances toutes les personnes dont la consultation lui paraît utile.

Le comité se réunit au moins deux fois par mois.

Art. 2. — Les comités régionaux de surveillance des prix étudient les prix normaux de vente des denrées et produits de première

nécessité dont l'énumération figure dans les dahirs des 20 août et 24 décembre 1917 sur la répression des spéculations illicites, du 26 juillet 1926 et du 15 juin 1936 sur la déclaration des stocks.

Aucune dérogation n'est apportée aux dispositions réglementaires spéciales qui sont en vigueur en ce qui concerne le blé, la farine, les semoules et le pain.

Art. 3. — Les comités régionaux étudient les prix de vente en demi-gros et au détail des denrées et produits de première nécessité ci-dessus définis, en vue d'apprécier le rapport qui doit exister entre le prix d'achat et le prix de revente. Ils tiennent compte dans cette appréciation, tant des prix de gros indiqués par le comité régional de Casablanca, comme il est dit ci-après, et adaptés aux conditions locales, que des prix d'achat payés directement aux producteurs tels qu'ils résultent des documents recueillis par eux et, notamment, des cours pratiqués sur les divers marchés qui approvisionnent la région ou le territoire, des frais de transport, des frais généraux, des qualités mises en vente et, le cas échéant, du lieu où la vente est effectuée.

Le comité régional de Casablanca étudie, en outre, les prix normaux de vente en gros des mêmes denrées et produits. Il tient compte, pour déterminer le prix de revient des produits vendus par les industriels ou les commerçants en gros, des prix d'achat payés aux producteurs par les commerçants en gros, tels qu'ils résultent des documents recueillis par lui, des frais de transport, des frais généraux, et du bénéfice légitime des industriels et intermédiaires.

Les prix de gros normaux, périodiquement révisés par le comité régional de Casablanca, sont transmis directement aux autres comités régionaux.

Art. 4. — Les comités régionaux assurent, avec le concours des autorités régionales, la surveillance des prix pratiqués dans les régions ou territoires autonomes.

Si des commerçants vendent ou mettent en vente des denrées ou produits de première nécessité à des prix non justifiés, le chef de la région ou du territoire les convoque devant le comité afin d'entendre leurs explications. Le comité peut leur adresser un avertissement dont copie sera envoyée au commissaire du Gouvernement près la juridiction compétente.

Art. 5. — Il est institué à Rabat, auprès de la Résidence générale, un comité central de surveillance des prix chargé de contrôler et coordonner l'action des comités régionaux selon les directives du Gouvernement, d'étudier et proposer toutes mesures législatives ou réglementaires tendant à réprimer la hausse injustifiée des prix.

Le comité central est composé, sous la présidence du directeur adjoint au délégué à la Résidence générale, des membres ci-après: un

représentant de la direction des affaires économiques, un représentant de la direction des affaires politiques, un représentant de la direction générale des finances, un représentant du parquet général, un représentant des chambres d'agriculture, un représentant des chambres de commerce, un représentant du troisième collège électoral, un représentant du Makhzen central.

Le service du commerce et de l'industrie assure le secrétariat du comité central, qui se réunit à la diligence de son président.

Le délégué à la Résidence générale procède aux désignations nécessaires pour la constitution du comité.

Le président du comité peut convoquer aux séances toute les personnes dont la consultation lui paraît utile.

Suisse (Confédération). — Arr. fédéral sur le contrôle des prix des marchandises. — 20 juin 1936. — R. L. F., n. 22 (24 juin 1936).

Art. 1^{er}. — Un contrôle officiel est exercé sur les prix des marchandises dont la production, l'importation, l'exportation ou la vente à l'intérieur du pays sont réglées par les dispositions de l'arrêté fédéral du 14 octobre 1933 (1) concernant les mesures de défense économique contre l'étranger.

Le Conseil fédéral peut aussi soumettre au contrôle officiel les prix dont la libre formation est limitée par d'autres mesures de protection ou de secours édictées par la Confédération.

Il est également autorisé à ordonner ce contrôle lorsque la libre formation des prix est empêchée ou injustement limitée par des coalitions d'intérêts ou par des accords à caractère de cartel.

Le contrôle a pour but d'empêcher que les prix ne se forment d'une façon injuste pour le producteur, pour le vendeur et spécialement pour le consommateur. A cet effet, le Conseil fédéral peut, au besoin, édicter des prescriptions sur les prix et prendre les mesures d'exécution appropriées.

Art. 2. — La tâche définie à l'article premier est confiée au département de l'économie publique.

Il est autorisé à procéder aux enquêtes nécessaires. Il peut faire appel au concours des services officiels de la Confédération et des cantons et à celui des associations d'intéressés.

Ces services officiels et associations d'intéressés, ainsi que les producteurs, les importateurs et vendeurs, doivent lui fournir tous renseignements utiles et, au besoin, les pièces à l'appui.

Art. 3. — Le Conseil fédéral arrêtera l'organisation et les attributions du service chargé du contrôle des prix et édictera toutes dispositions d'exécution et toutes dispositions pénales. Pour la répression des infractions, il pourra prévoir une amende de 10.000 francs au plus et un emprisonnement de trois mois au plus.

Art. 4. — Le présent arrêté est déclaré urgent et entre immédiatement en vigueur.

Il restera en vigueur aussi longtemps que les dispositions de l'arrêté fédéral du 14 octobre 1933 concernant les mesures de défense économique contre l'étranger.

Le Conseil fédéral est chargé de son exécution.

Allemagne. — D. concernant les prix maxima dans le commerce en détail. — 7 janvier 1936. — RGbl. Teil I, n. 2, p. 5 (13 janvier 1936).

Arr. n. 48 du président de l'association centrale de l'industrie horticole et viticole allemande réglementant la concurrence dans l'industrie viticole. — 14 janvier 1936. — V. R., n. 9 (25 janvier 1936).

Arr. n. 9 de l'association centrale de l'industrie allemande de la bière réglementant la concurrence entre les brasseries et les distributeurs en gros de bière. — 28 janvier 1936. — V. R., n. 10 (29 janvier 1936).

Troisième d. établissant des pénalités pour des cas de transgression aux taux obligatoires des mercuriales établies pour les denrées alimentaires. — 18 mars 1936. — RGbl., Teil I, n. 26, p. 195 (24 mars 1936).

D. établissant des pénalités pour des ventes au-dessus et au-dessous des cours obligatoires des mercuriales établies pour les produits forestiers et de l'industrie du bois. — 4 mai 1936. — RGbl., Teil I, n. 48, p. 435 (7 mai 1936).

D. réglementant la production, la vente, les prix et différences de prix des produits de pépinières. — 7 septembre 1936. — V. R., n. 87 (12 septembre 1936).

D. réglementant les dénominations, les prix et la vente des produits des établissements de séchage de graines forestières. — 20 octobre 1936. — V. R., n. 103 (6 novembre 1936).

D. concernant les prix de la viande et de la charcuterie. — 22 octobre 1936. — RGbl., Teil I, n. 98, p. 897 (23 octobre 1936).

D. fixant le prix maximum du gibier et de la volaille. — 25 novembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 116, p. 1008 (8 décembre 1936).

D. portant des modifications au d. concernant les prix de la viande et des saucissons. — 23 décembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 123, p. 1141 (24 décembre 1936).

Argentine. — D. n. 72756 élevant les prix de base pour l'achat du blé et du lin par la Junta regulatrice des grains. — 12 décembre 1935. — B. O., n. 12513 (12 mars 1936).

D. n. 74770 approuvant une résolution établissant la procédure à suivre en cas de divergences entre les parties intéressées, lors de la fixation des prix quotidiens, ou prix affichés, des céréales. (*La décision appartiendra, en pareil cas, au délégué du Ministère de l'agriculture auprès des chambres des céréales*). — 13 janvier 1936. — B. O., n. 12536 (13 avril 1936).

D. n. 76893 et 76894 établissant le prix de vente des copies des standards officiels du coton argentin, et portant déclaration officielle desdits standards établis par l'expert Hird. — 18 février 1936. — B. O., n. 12563 (15 mai 1936).

D. n. 81862 établissant le mode de fixation du prix du coton et de ses sous-produits (*ladite fixation sera effectuée par une Commission spéciale présidée par le délégué de la Junta nationale du coton, etc.*). — 6 mai 1936. — B. O., n. 12629 (7 août 1936).

D. n. 84513 autorisant la Junta régulatrice des vins à céder une partie des raisins de la vendange 1936, achetés par elle, au prix minimum de 1 peso par quintal, avec 3-6-9 mois de délai, etc. — 16 juin 1936. — B. O., n. 12639 (20 août 1936).

Australie (Queensland). — Procl. réglementant le prix du sucre fabriqué avec la canne à sucre de la récolte de 1936. — 15 mai 1936. — Q. G. G., n. 138 (16 mai 1936).

Règl. d'application des l. de 1915 à 1935 réglementant le prix de la canne à sucre. — 24 juin 1936. — Q. G. G., n. 175 (24 juin 1936).

Belgique. — Arr. royal modificatif de l'arr. royal du 4 décembre 1934 sur le contrôle des prix des viandes de boucherie et de charcuterie. — 31 janvier 1936. — M. B., n. 33 (2 février 1936).

Brésil. — Arr. de la Commission régulatrice des prix concernant le classement des types de riz, en relation avec la fixation des prix de vente du riz par ladite Commission. — D. O., n. 220 (22 septembre 1936).

Chili. — D. n. 542 nommant une Commission chargée d'étudier et de proposer au Gouvernement des mesures tendant à produire une baisse de prix de la viande. — 15 septembre 1936. — D. O., n. 17584 (5 octobre 1936).

Costa-Rica. — D. visant l'application de la l. du 16 juillet 1932 concernant le ravitaillement, l'accaparement, etc. (*Liste des produits considérés comme de première nécessité. Obligation pour les producteurs, commerçants, industriels de quelque importance de remettre chaque trimestre des déclarations détaillées concernant leurs stocks*). — 9 juillet 1936. — L. G., n. 156 (11 juillet 1936).

Cuba. — D. l. n. 729 portant diverses mesures destinées à diminuer le prix de la viande: abaissement de 50 % des droits d'abatage perçus par les municipalités ou les gouvernements des provinces; fixation d'un prix maximum de 3 centavos par livre pour le bétail sur pied; autorisation, pour la Commission des viandes, de procéder aux expropriations de bovins nécessaires pour ravitailler les marchés, et d'édicter les règl. ou rés. nécessaires, etc. — 30 novembre 1934. — B. O. S. H., Tome XXXVIII, nos 1-2-3 (janvier-mars 1935).

D. l. n. 755 fixant les prix de vente, à la Havane, de la viande de bovins (13. 10 et 7 centavos la livre pour les trois qualités) et modifiant à cet égard l'art. 1^{er} du d. l. n. 715 du 26 novembre 1934. — 18 décembre 1934. — B. O. S. H., Tome XXXVIII, nos 1-2-3 (janvier-mars 1935).

D. l. n. 849 concernant la fixation du prix maximum des viandes (*Prix des bovins sur pied, et des viandes vendues aux commerçants et détaillants, ou aux consommateurs. Qualité. Expropriation de bétail par la commission d'expropriation. Transport du bétail ou des viandes d'une circonscription à une autre. Contrôle sanitaire. Pouvoirs de réglementation accordés à la commission susdite. Pénalités, etc.*). — 29 janvier 1935. — B. O., S. H., Tome XXXVIII, nos 1-2-3 (janvier-mars 1935).

Danemark. — L. n. 99 portant des modifications à la l. n. 98 du 29 mars 1924 (*voir l. n. 107 du 9 avril 1926*) portant des dispositions concernant la concurrence illicite et la fausse dénomination des marchandises. — 7 avril 1936. — L. A., n. 13 (15 avril 1936).

Equateur. — D. n. 480 concernant le prix d'achat, par l'Etat, des tabacs bruts et semi-préparés, destinés à la consommation publique et provenant de la récolte actuelle. — 25 juin 1936. — R. O. n. 228 (1^{er} juillet 1936).

D. n. 666 augmentant le prix de l'alcool industriel, et modifiant sur ce point la l. concernant les Régies. — 25 août 1936. — R. O., n. 278 (31 août 1936).

D. n. 742 fixant le prix auquel la Régie payera le litre d'alcool pour boisson (*en vue d'encourager la production, il pourra aussi être accordé des avances jusqu'à 20 % de l'alcool à fournir*). — 28 septembre 1936. — R. O., n. 303 (29 septembre 1936).

Espagne. — D. disposant que la taxation du prix de vente soit appliquée au pain fabriqué en formes de 500 grammes. — 24 mars 1936. — G. M., n. 91 (31 mars 1936).

Arr. relatif aux propositions formulées pour fixer mensuellement le prix du pain de famille. — 28 mai 1936. — G. M., n. 153 (1^{er} juin 1936).

Estonie. — O. concernant les prix moyens des animaux de boucherie et les taxes perçues par l'Etat sur la base de ces prix pendant l'année budgétaire 1936-37. — R. T., n. 23 (1936).

L. portant modification de la l. sur la stabilisation des prix du beurre. — R. T., n. 46 (1936).

O. concernant les prix moyens des animaux de boucherie et les taxes perçues par l'Etat sur la base de ces prix pendant l'année budgétaire 1936-37. — R. T., n. 104 (1936).

Finlande. — Rés. du Conseil d'Etat n. 17 établissant les primes d'exportation, pour l'année 1936, en vue d'assurer la stabilité des prix de certains produits dérivant de l'élevage des animaux domestiques. — 16 janvier 1936. — F. F., n. 17-18 (17 janvier 1936).

Rés. du Ministère de l'agriculture n. 429 portant fixation du prix du seigle importé. — 29 décembre 1936. — F. F., n. 425-429 (30 décembre 1936).

France. — Déc. du conseil central fixant le prix d'achat et le prix de rétrocession du blé tendre. — J. O., n. 204 (31 août et 1^{er} septembre 1936).

Déc. du conseil central de l'office national interprofessionnel du blé fixant le prix du blé dur. — J. O., n. 205 (2 septembre 1936).

C. concernant l'application de l'article 18 de la l. du 24 décembre 1934 (*surveillance des prix*). — 5 février 1936. — J. O., n. 32 (7 février 1936).

D. modifiant le d. du 27 septembre 1935 relatif à la commission consultative pour la surveillance des prix (*vins et spiritueux*). — 11 mars 1936. — J. O., n. 67 (19 mars 1936).

L. tendant à la définition légale et à la protection du cuir et à la répression de la fraude dans la vente du cuir et des produits ouvrés du cuir. — 25 juin 1936. — J. O., n. 149 (26 juin 1936).

Arr. fixant les prix d'achat des alcools de betteraves pour la campagne 1935-1936. — 11 août 1936. — J. O., n. 188 (12 août 1936).

Arr. fixant le prix des mélasses indigènes destinées à la nourriture des animaux au cours de la campagne 1936-1937. — 29 septembre 1936. — J. O., n. 229 (30 septembre 1936).

Arr. constituant un comité de contrôle des prix. — 19 octobre 1936. — J. O., n. 247 (21 octobre 1936).

France (Maroc). — Dahir relatif à la fixation du prix des blés durs importés. — 21 décembre 1936. — B. O., n. 1261 (25 décembre 1936).

Grèce. — D. établissant le prix de l'esprit de vin et du raisin. — 1^{er} septembre 1936. — J. O., n. 385 (1^{er} septembre 1936).

Irlande (Etat-Libre d'). — Règl. d'application de la l. de 1935 visant la stabilisation des prix des produits laitiers (*modification des formulaires*). — 31 mars 1936. — S. R. & O., n. 137 (1936).

Règl. modifiant le règl. de 1935 d'application de la l. n. 21 de 1935 visant la stabilisation des prix des produits laitiers (*formulaires*) (*2^{ème} modification*). — 31 août 1936. — S. R. & O., n. 267 (1936).

Arr. concernant le beurre de crèmerie (*3^{ème} arr. fixant les prix minima*) 7 septembre 1936. — S. R. & O., n. 272 (1936).

Arr. fixant le prix standard du chanvre pour la saison de vente 1936-37. — 22 septembre 1936. — S. R. & O., n. 247 (1936).

Italie. — D. ministériel concernant les prix de réquisition pour la laine indigène de la tonte de 1936. — 28 mai 1936. — G. U., n. 126 (1^{er} juin 1936).

D. l. royal n. 1645 portant réduction du prix de l'alcool carburant et du droit fiscal y afférent. — 10 septembre 1936. — G. U., n. 212 (12 septembre 1936).

D. l. royal n. 1746 visant à combattre les perturbations du marché national et des augmentations non justifiées du coût de la vie. — 5 octobre 1936. — G. U., n. 231 (5 octobre 1936).

Italie (Lybie). — D. du Gouverneur n. 20921 portant des dispositions réglant les prix des denrées sur les marchés de la Lybie. — 21 octobre 1936. — B. U. G. L., n. 33 (23 octobre 1936).

Japon. — L. n. 25 amendant la l. n. 40 de 1931 (*concernant le contrôle afférent à la coalition et à l'action concentrée des productions principales*). — 27 mai 1936. — K., n. 2819 (28 mai 1936).

Not. n. 440 du Ministère de l'agriculture et des forêts fixant le pourcentage à prendre pour base pour le calcul du prix du riz de ménage aux fins de l'alinéa 2 de l'art. 3 de l'O. impériale concernant l'application de la l. sur le contrôle du riz. — 7 décembre 1936. — K., n. 2980 (7 décembre 1936).

Not. n. 453 du Ministère de l'agriculture et des forêts établissant le prix maximum et le prix minimum du riz indigène de la récolte de 1936 en vertu des dispositions de l'art. 2 de la l. sur le contrôle du riz. — 21 décembre 1936. — K., n. 2992 (21 décembre 1936).

Lithuanie. — D. du commissaire pour le contrôle des prix concernant les prix maxima d'engrais chimiques. — 14 mars 1936. — J. O., n. 526.

Grand-Duché de Luxembourg — Arr. fixant le prix minimum du blé indigène. — 12 septembre 1936. — M. L., n. 69 (14 septembre 1936).

Mexique. — D. réglementant l'accord des autorisations visées par la fraction II, art. 4, de la l. organique relative à l'art. 28 de la Constitution (*autorisations demandées par des organisations de commerçants, producteurs, ou industriels; contrôle et fixation éventuelle de prix maxima par le gouvernement*). — 23 novembre 1935. — D. O., Tome XCIV, n. 27 (1^{er} février 1936).

Nouvelle-Zélande. — Arr. en Conseil portant un règl. du « Board of Trade » fixant le prix du pain. — 12 février 1936. — N. Z. G., n. 14 (13 février 1936).

Arr. en Conseil portant un règl. de la Commission de Commerce (*Board of Trade*) fixant le prix des engrais chimiques. — 14 juillet 1936. — N. Z. G., n. 49 (23 juillet 1936).

Pays-Bas. — Arr. et règl. concernant, pour la récolte 1936, l'assistance, en raison de la crise, aux producteurs de betteraves à sucre (*il est garanti un prix aux producteurs pour des quantités fixées par contingentement; à cet effet des subsides seront versés aux fabriques acheteuses, etc.*). — 19 juin 1936. — Stc., n. 119 (22 juin 1936).

L. portant des mesures temporaires concernant la lutte contre la hausse des prix. (*Les ministres compétents sont autorisés à fixer, dans le pays ou dans certaines communes, des prix maxima pour les marchandises, services, immeubles, etc. etc. Délai de validité prévu: 1^{er} mars 1937*). — 30 septembre 1936. — Stbl., n. 639^D (30 septembre 1936).

Indes Néerlandaises. — Autorisation accordée aux résidents de Java et Madoera ainsi qu'aux chefs des administrations provinciales, d'établir, conformément aux instructions du Directeur de l'Economie, des prix maxima pour les aliments, matières principales servant à l'obtention desdits, et articles domestiques, ainsi que pour les autres marchandises. — 15 octobre 1936. — Stbl. N. I. n. 553 (16 octobre 1936).

Pérou. — Rés. concernant les déclarations à faire par les moulins relativement au prix du blé, au prix de vente des farines, etc. — 6 février 1936. — E. P., 1^{er} trimestre, n. 43 (21 février 1936).

Pologne. — Arr. du Ministre des finances, pris de concert avec le Ministre de l'agriculture et des réformes agraires, sur l'établissement du prix de base de l'alcool pour la campagne 1935-36. — 20 janvier 1936. — D. U., n. 5, texte 50 (24 janvier 1936).

Roumanie. — Arr. ministériel n. 22594 instituant une commission centrale pour la vérification des prix des marchandises importées et exportées. — 14 décembre 1935. — M. O., n. 11 (14 janvier 1936).

Arr. n. 567 du Conseil des ministres concernant la taxation du fil de coton de fabrication nationale. — 19 mars 1936. — M. O., n. 74 (28 mars 1936).

Arr. n. 1081 du Conseil des ministres fixant le prix du vin destiné à la fabrication de l'esprit de vin et du vinaigre. — 5 juin 1936. — M. O., n. 142 (22 juin 1936).

Arr. n. 1322 du Conseil des ministres fixant le prix d'achat pour l'esprit de vin raffiné. — 1^{er} juillet 1936. — M. O., n. 153 (4 juillet 1936).

Arr. n. 2286 du Conseil des ministres fixant le prix d'achat pour l'esprit de vin raffiné. — 30 octobre 1936. — M. O., n. 255 (2 novembre 1936).

Suède. — N. 494. Dispositions concernant les qualités requises et les échelles pour la réglementation des prix, pour différentes qualités de froment et de seigle, établies par la Commission d'Etat pour l'agriculture pour les achats et les ventes de céréales destinées à la mouture, effectués par la société suédoise des céréales. — 29 août 1936. — S. F., n. 494 (2 septembre 1936).

Suisse (Confédération). — O. relative au contrôle des prix des marchandises. — 29 juin 1936. — R. L. F., n. 23 (1^{er} juillet 1936).

O. n. 2 du département fédéral de l'économie publique concernant le contrôle des prix de marchandises (*fromages en boîtes repris sous le n. ex-93^b du tarif douanier*). — 17 juillet 1936. — R. L. F., n. 26 (22 juillet 1936).

O. n. 3 du département fédéral de l'économie publique concernant le contrôle des prix de marchandises (*obligation de déclarer les accords relatifs aux prix*). — 10 août 1936. — R. L. F., n. 29 (14 août 1936).

Arr. de l'Assemblée fédérale fixant le prix d'achat du froment indigène de la récolte de 1936. — 7 octobre 1936. — R. L. F., n. 38 (14 octobre 1936).

Arr. du Conseil fédéral concernant les prix des denrées fourragères et des litières. — 13 octobre 1936. — R. L. F., n. 38 (14 octobre 1936).

Arr. du Conseil fédéral concernant la réduction du prix de la farine et du pain. — 14 décembre 1936. — R. L. F., n. 47 (16 décembre 1936).

Arr. du Conseil fédéral relatif à la perception des suppléments de prix sur les denrées fourragères. — 29 décembre 1936. — R. L. F., n. 49 (30 décembre 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 738 du S. T. D., fixant les prix de détail des lentilles. — 5 décembre 1935. — S. Z. R., n. 5, texte 44 (13 février 1936).

Arr. n. 26 du S. T. D., fixant les prix du pain de farine de seigle au taux de blutage 87 % et 65 %. — 21 janvier 1936. — S. Z. R., n. 5, texte 43 (13 février 1936).

Arr. n. 482 du C. C. P. concernant la liquidation des bureaux conventionnels pour la fixation des prix de vente des produits agricoles. — 11 mars 1936. — S. Z. R., n. 18, texte 158 (25 avril 1936).

Arr. n. 1023 du C. C. P., portant réduction des prix de détail du beurre. — 13 juin 1936. — S. Z. R., n. 33, texte 307 (16 juillet 1936).

Uruguay. — Quatre d. fixant respectivement le prix de vente des bananes dans les départements de Florida, Salto, Rio Negro et Flores. — 8 janvier 1936. — D. O., n. 8820 (15 janvier 1936).

D. portant réglementation relative à la l. du 2 janvier 1936 concernant le prix minimum du blé (*contrôle et activité de la Banque de la République*). — 20 janvier 1936. — D. O., n. 8843 (11 février 1936).

D. fixant les prix de vente des pommes de terre, en gros et au détail. — 31 juillet 1936. — D. O., n. 8984 (5 août 1936).

D. fixant les prix de vente des pommes de terre importées (*ventes par les importateurs, les intermédiaires, et ventes au détail*). — 18 septembre 1936. — D. O., n. 9024 (22 septembre 1936).

Yougoslavie. — Arr. fixant les prix pour l'achat par wagon des graines oléagineuses, en relation avec l'o. du 10 juin 1936. (*Prix tenant compte de la perte en magasin*). — 22 juin 1936. — S. N., n. 151-XXXVI (4 juillet 1936).

CHAPITRE X.

FRAUDES DANS LE COMMERCE ET MESURES
POUR LES COMBATTRE

Allemagne. — Arr. portant le nouveau texte de la l. sur les denrées alimentaires. — 17 janvier 1936. — RGbl. — Teil I, n. 4, p. 17 (18 janvier 1936).

En vertu de l'article 2 de la loi modifiant la loi sur les denrées alimentaires du 11 décembre 1935 (*Reichsgesetzblatt* I, p. 1430) est publié ci-après le texte de la loi sur les denrées alimentaires dans sa nouvelle forme.

LOI CONCERNANT LE COMMERCE DES DENRÉES ALIMENTAIRES
ET DES ARTICLES D'USAGE COMMUN.

Art. 1^{er}. — (1) Par denrées alimentaires au sens de la présente loi on entend toutes les substances destinées à l'alimentation humaine — comme comestible ou boissons — à l'état naturel ou préparées ou transformées, si elles ne sont pas employées en premier lieu pour combattre, prévenir ou alléger les maladies.

(2) Sont assimilés aux denrées alimentaires: le tabac, les produits contenant du tabac ou qui ressemblent au tabac, qui sont destinés à être fumés, chiqués ou prisés.

Art. 2. — On entend par articles d'usage commun au sens de la présente loi:

1) la vaisselle, les verres, ustensiles de cuisine et autres articles dont on fait usage dans la production, la fabrication, la préparation, le pesage, l'emballage, la conservation, l'expédition ou la consommation des denrées alimentaires et qui seront en contact immédiat avec ces dernières.

2) Les produits destinés au nettoyage, aux soins, à la coloration ou à l'embellissement de la peau, des cheveux, des ongles ou de la bouche.

3) les vêtements, jouets, tapisseries, masques, bougies, plantes et parties de plantes artificielles.

4) Le pétrole.

5) Les couleurs, en tant qu'elles ne sont pas considérées comme denrées alimentaires.

6) Tout autre article que le Ministre de l'intérieur du Reich désignera.

Art. 3. — Il est interdit:

1) a) de produire, fabriquer, préparer, emballer, conserver ou d'expédier des denrées alimentaires à l'usage d'autrui, d'une manière qui pourrait rendre nuisible leur usage;

b) d'offrir comme denrées alimentaires, de tenir en dépôt, mettre en vente, vendre ou mettre dans le commerce d'une autre manière des articles dont la consommation pourrait être nuisible à la santé;

2) a) de fabriquer ou d'emballer des articles d'usage commun indiqués à l'article 2, numéros 1-4, 6, de manière à rendre nuisible l'usage auquel ils sont destinés ou l'usage probable, à cause de leurs ingrédients ou à cause de souillures;

b) d'offrir, de garder en dépôt, de mettre en vente, de vendre ou de mettre autrement en circulation des articles d'usage commun ainsi fabriqués ou emballés.

Art. 4. — Il est interdit:

1) d'imiter ou de falsifier des denrées alimentaires dans un but de fraude commerciale;

2) d'offrir, de mettre en vente, de vendre ou de mettre autrement en circulation des denrées alimentaires gâtées, imitées ou falsifiées, sans indication suffisante de ce fait; cette interdiction s'applique aussi, même dans le cas d'indication suffisante, si elle résulte des dispositions prises en vertu de l'article 5, n° 5;

3) d'offrir, de tenir en magasin, de mettre en vente, de vendre ou de mettre autrement en circulation des denrées alimentaires, sous désignation, indication ou emballage trompeur. Cette disposition est applicable également quand la désignation, l'indication ou l'emballage trompeurs se rapportent à l'origine de ces denrées alimentaires, à la date de leur fabrication, à leur quantité, leurs poids ou à d'autres circonstances qui contribuent à la fixation du prix.

Art. 5. — Le Ministre de l'intérieur du Reich, de concert avec le Ministre de l'alimentation et de l'agriculture, a la faculté:

1) de rendre des décrets concernant l'exécution des dispositions de l'article 3 en vue de la protection de la santé dans le commerce des denrées alimentaires et des articles d'usage commun;

2) de faire dépendre d'une autorisation spéciale la fabrication et la vente de certaines denrées alimentaires;

3) d'interdire que des objets ou des produits, qu'on ne doit pas employer en produisant, fabriquant ou préparant des denrées alimentaires soient à cette fin fabriqués, offerts, mis en vente, vendus ou autrement mis en circulation, même au cas où leur usage est limité à la consommation propre du consommateur;

4) de prescrire pour certaines denrées alimentaires:

a) la vente, l'emballage ou l'emballage seulement d'une certaine façon ou en certaines unités;

b) l'indication obligatoire du contenu sur les récipients conservés dans les dépôts, ou autres récipients, dans lesquels les denrées alimentaires sont mises en dépôt pour la vente;

c) l'application sur les paquets ou sur les récipients, dans lesquels elles sont vendues, ou sur les denrées alimentaires mêmes, des indications concernant l'origine, la date de fabrication, le fabricant ou le négociant, et le contenu;

5) de prescrire des noms pour les diverses denrées alimentaires, de rendre des décrets concernant leur fabrication, préparation, composition et dénomination, de fixer également les cas dans lesquels les denrées alimentaires tombent sous l'application des interdictions de l'article 4 comme gâtées, imitées, ou falsifiées, et enfin quels dénominations, indications ou emballages sont soumis à ces interdictions, comme trompeurs;

6) de rendre des décrets contre l'importation des denrées alimentaires, qui ne répondent pas aux dispositions de la présente loi ou à ses dispositions d'application;

de rendre des décrets concernant le mode d'examen nécessaire des denrées alimentaires et des articles d'usage commun pour la mise en vigueur de la présente loi.

Art. 6. — (1) Les fonctionnaires de la police chargés de surveiller le commerce des denrées alimentaires et des articles d'usage commun, les experts chargés par des autorités compétentes, et, en cas de danger, également les autres fonctionnaires de la police, sont autorisés à entrer, pendant les heures de travail ou de vente, dans les locaux, où

1) les denrées alimentaires sont produites, fabriquées, préparées, mesurées, conservées, mises en vente ou vendues dans un but commercial ou pour les membres de coopératives ou institutions analogues;

2) les articles d'usage commun sont tenus en dépôt ou mis en vente.

Ils sont autorisés à faire des inspections et à demander ou à prendre moyennant reçu des échantillons à leur choix pour en faire l'examen.

Si le propriétaire n'y renonce pas formellement, il faut laisser une partie de l'échantillon fermé ou scellé d'office et payer pour l'échantillon une indemnité adéquate.

(2) Si les produits sont principalement destinés à d'autres buts qu'à la consommation humaine, l'autorisation indiquée à l'article 1^{er} n° 1 est limitée aux locaux dans lesquels ces produits sont tenus en dépôt ou mis en vente comme denrées alimentaires.

(3) L'autorisation d'examen s'étend également aux installations et aux moyens de transport des denrées alimentaires; l'autorisation de prélever un échantillon s'étend aussi aux denrées alimentaires et aux articles d'usage commun, qui sont gardés en dépôt pour la vente,

mis en vente ou vendus en public, particulièrement dans les marchés, sur les places, dans les rues ou en colportage, ou au cours du transport, pour la livraison au consommateur.

(4) Pourront être également nommés comme experts (alinéa 1) les conseillers techniques désignés par les représentants professionnels et par les associations professionnelles de l'agriculture, de l'industrie, de l'artisanat et du commerce, et qui sont chargés du contrôle des entreprises.

Art. 7. — La police a la faculté d'autoriser ses experts à édicter provisoirement des dispositions d'application immédiate pour protéger les denrées alimentaires contre la malpropreté ou l'infection, ou à confisquer provisoirement des denrées alimentaires douteuses.

Les mesures prises doivent être immédiatement notifiées au propriétaire ou à son représentant par procès-verbal ou par disposition écrite; la police doit être également informée. On peut aussi transmettre verbalement la communication d'une confiscation au propriétaire des articles saisis. La police doit immédiatement ou confirmer ou abolir les dispositions de police.

Art. 8. — Les détenteurs des locaux, installations et ustensiles indiqués à l'article 6, et leurs administrateurs, les inspecteurs et négociants qui gardent en dépôt, mettent en vente ou vendent des denrées alimentaires ou des articles d'usage commun en public, spécialement dans les marchés, sur les places, dans les rues ou en colportage sont tenus d'assister les fonctionnaires et experts dans l'exécution des dispositions de l'article 6. Ils sont particulièrement tenus d'indiquer, sur demande, les locaux, de rendre les articles accessibles, d'ouvrir les récipients fermés, de délivrer les échantillons demandés, de permettre le prélèvement des échantillons et de donner des récépits aptes à recevoir les échantillons ou de fournir des emballages, dans la mesure où l'on en dispose, contre rémunération adéquate.

Art. 9. — *Décret officiel.*

Art. 10. — *Compétence et mesures législatives des Pays.*

Art. 11-19. — *Dispositions pénales.*

Art. 20. — (1) Le Ministre de l'intérieur du Reich édicte les dispositions légales et administratives nécessaires pour la mise en vigueur de la présente loi, de concert avec le Ministre de l'alimentation et de l'agriculture dans les cas prévus par l'article 5.

(2) Le Ministre de l'intérieur du Reich peut permettre des dérogations à la présente loi et aux décrets rendus en vertu de l'article 5 de la présente loi:

1) pour des essais faits avec son approbation;

2) pour des produits destinés à l'exportation dans la mesure où les dispositions légales du pays importateur ne s'y opposent pas;

3) provisoirement, dans d'autres cas, autant que la situation économique l'exige.

Art. 21. — En vertu de dispositions à prendre conformément à l'article 5, les denrées alimentaires et les articles d'usage commun importés de l'étranger doivent satisfaire aux mêmes exigences que les denrées indigènes analogues.

Art. 22. — Le Ministre de l'intérieur du Reich a la faculté d'abroger, lors de l'entrée en vigueur des décrets à édicter conformément à l'article 5, les dispositions de la loi concernant le monopole de l'eau-de-vie du 8 avril 1922 (*Reichsgesetzblatt* I, S. 335, 405), de la loi concernant l'impôt sur la bière du 9 juillet 1923 (*Reichsgesetzblatt* I, S. 557) et de la loi concernant l'emploi de couleurs nuisibles à la santé lors de la fabrication de denrées alimentaires, aliments et articles d'usage commun, du 5 juillet 1887. (*Reichsgesetzblatt* S. 277) remplacées par lesdits décrets.

Italie. — D. royal n. 1640 modifiant le régl. approuvé par le d. royal du 1^{er} juillet 1926, n. 1361, visant l'exécution du d. l. royal du 15 octobre 1925, n. 2033 concernant la répression des fraudes dans la préparation et le commerce des denrées destinées à être employées dans l'agriculture et des produits agricoles. — 2 juillet 1936. — G. U., n. 211 (11 septembre 1936).

Vu le décret-loi royal n° 2033 du 15 octobre 1925 (1), converti en loi par la loi n° 562 du 18 mars 1926, concernant la répression des fraudes dans la préparation et dans le commerce des denrées employées dans l'agriculture et des produits agricoles et le règlement relatif à l'exécution du susdit décret-loi royal, approuvé par décret royal n° 1361 du 1^{er} juillet 1926 (2).

Vu l'article 12 du décret-loi royal n° 1225 du 2 septembre 1932 (3), converti en loi par la loi n° 1701 du 22 décembre 1932, contenant des mesures relatives à la défense économique de la viticulture, etc.

Art. 1^{er}. — Les articles 53 et 54 du règlement approuvé par décret royal n° 1361 du 1^{er} juillet 1926, pour l'exécution du décret-loi royal n° 2033 du 15 octobre 1925, converti en loi par la loi n° 562 du 18 mars 1926, relatif à la répression des fraudes dans la préparation et le commerce des denrées employées dans l'agriculture et des produits agricoles, sont remplacés respectivement par les articles 2 et 3 du présent décret.

Art. 2. — Le plâtrage des moûts destinés à la vinification est toléré, mais les vins plâtrés contenant plus d'un gramme par litre

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XV^{ème} Année, 1925, p. 262.

(2) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XVI^{ème} Année, 1926, p. 118.

(3) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXII^{ème} Année, 1932, p. 633.

de sulfate calculé comme sulfate neutre de potasse ne peuvent pas être vendus pour la consommation directe.

Art. 3. — Il est interdit de vendre, pour la consommation directe, des moûts, des moûts mûts, des filtrés doux et des vins:

a) contenant plus de cent-cinquante milligrammes par litre d'anhydride sulfureux total ou plus de quinze milligrammes par litre d'anhydride sulfureux libre;

b) contenant plus d'un gramme par litre de chlorure de sodium;

c) altérés par des maladies telles que l'acescence, la tourne, l'amertume et autres semblables ou défectueux pour avoir acquis une odeur ou un goût étrange désagréable tels que le goût du moisi, de bois pourri ou le goût de sec, etc.

Italie. — D. l., royal n. 1606 complétant le d. l. royal du 15 octobre 1925, n. 2033, converti en l. du 18 mars 1926, n. 562, visant la répression des fraudes dans le commerce et la préparation de denrées destinées à être employées dans l'agriculture et des produits agricoles. — 16 juillet 1936. — G. U., n. 206 (5 septembre 1936).

Vu le décret-loi royal n° 2033, du 15 octobre 1925 (1), converti en loi par la loi n° 562 du 18 mars 1926, concernant la répression des fraudes dans la préparation et dans le commerce des denrées employées en agriculture et des produits agricoles;

Vu le vœu exprimé par la «Corporation vitivinicole» en sa session de septembre 1935-XIII, au sujet de la limite d'acidité volatile des vins destinés à la consommation directe, etc.

Art. 1^{er}. — Il est interdit de vendre et de détenir pour la vente, pour la consommation directe, des vins ayant une acidité volatile, exprimée en acide acétique par litre, supérieure à un dixième du degré alcoolique en volume pour cent.

Sont considérés comme destinés à la vente pour la consommation directe, aux effets de l'alinéa précédent, les vins qui se trouvent dans les caves, tant des producteurs que des commerçants, sauf les quantités destinées à la consommation du producteur et à celle de sa famille, dans les établissements œnologiques, dans les magasins de dépôt et dans les lieux de vente en gros et au détail, ou les vins voyageant pour une destination qui n'est pas celle de distilleries ou de fabriques de vinaigre, quand ces vins n'ont pas été additionnés de chaux vive à réaction presque neutre ou d'au moins quinze pour cent de vinaigre de vin, de manière que la masse soit nettement acidulée.

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXV^{ème} Année, 1935, p. 262.

Art. 2. — Les infractions aux interdictions dont il est question à l'article précédent sont punies d'une amende de trois cents à trois mille liras.

Le Gouvernement du Roi est autorisé à recevoir et à coordonner en un texte unique les dispositions du présent décret avec celles contenues dans le décret-loi royal n° 2033 du 15 octobre 1925, converti en loi par la loi n° 562 du 18 mars 1926, et dans les mesures édictées ultérieurement pour compléter ce même décret-loi ou concernant des matières qui y sont traitées.

Vénézuéla. — L. concernant les engrais, insecticides et fongicides servant à l'agriculture ou à l'élevage, ainsi que les aliments concentrés destinés aux animaux. — 25 septembre 1936. — G. O., n. 19085 (15 octobre 1936).

Art. 1^{er}. — La préparation, l'importation, l'achat, la vente ou distribution et l'emploi des engrais, insecticides, anticryptogamiques et aliments concentrés destinés aux animaux seront réglés par la présente loi.

Art. 2. — L'intervention de l'Etat dans toute matière se rapportant à la présente loi appartiendra au Ministère de l'agriculture et de l'élevage.

Art. 3. — Pour toute fabrication, importation, offre en vente ou vente des préparations dont il est question dans la présente loi, on sera tenu d'obtenir l'autorisation préalable du Ministère de l'agriculture et de l'élevage.

Art. 4. — Tout paquet ou récipient contenant des insecticides, anticryptogamiques ou engrais devra porter, attachée ou imprimée, une analyse quantitative de la composition du produit, ou bien, dans le cas où le dit produit est composé d'une seule substance, la formule chimique correspondante.

Art. 5. — Tout paquet ou emballage contenant des aliments concentrés devra porter, attachée ou imprimée, la détermination exacte du pourcentage de chacune des substances dont les dits aliments sont composés.

Art. 6. — Le Pouvoir exécutif fédéral créera les services et édictera les règlements nécessaires pour réaliser l'exécution la meilleure de la présente loi.

Art. 7. — Toute personne qui contreviendra aux dispositions ou aux règlements de la présente loi, sera passible d'une amende de cinquante mille « bolivares », ou d'un emprisonnement correspondant, qui seront imposés par le Ministère compétent.

Art. 8. — Il est permis de recourir contre toute amende imposée pour toute infraction à la présente loi ou aux règlements y relatifs

devant la Cour Fédérale et de Cassation, après avoir effectué le paiement ou donné une caution.

Art. 9. — En ce qui concerne l'imposition, la liquidation et le recouvrement des amendes, on se conformera aux dispositions établies par la loi organique des finances nationales.

Allemagne (Bavière). — D. n. 699 e 7 modifiant le d. concernant l'inspection des viandes. — 25 février 1936. — GVbl., n. 7 (2 mars 1936).

Belgique. — Arr. ministériel portant exécution de l'arr. royal du 23 août 1935 relatif au commerce des semences, des plants de toutes espèces, des engrais et des denrées destinées à l'alimentation des animaux. Importation de plants de pommes de terre. — 27 août 1936. — M. B., n. 241 (28 août 1936).

Arr. royal relatif aux dérivés en poudre et en grains de certains tubercules et céréales. — 10 septembre 1936. — M. B., n. 277 (3 octobre 1936).

France. — D. portant régl. d'administration publique pour l'application de la l. du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et de la l. du 2 juillet 1935 tendant à l'organisation et à l'assainissement du marché du lait en ce qui concerne les fromages. — 20 octobre 1936. — J. O., n. 247 (21 octobre 1936).

Régence de Tunis. — Arr. du Directeur des Affaires Economiques relatif à la répression des fraudes sur les vins. — 26 juin 1936. — J. O. T., n. 77 (25 septembre 1936).

Italie. — D. royal n. 398 portant des dispositions pour l'exécution de la l. du 13 juin 1935, n. 1350, réglementant la production et le commerce des extraits alimentaires d'origine animale ou végétale et des produits similaires. — 30 janvier 1936. — G. U., n. 66 (20 mars 1936).

D. ministériel modifiant les dénominations des Instituts chargés de la surveillance à l'application du d. royal du 15 octobre 1925, n. 2033, visant la répression des fraudes dans la préparation et le commerce des substances employées dans l'agriculture et des produits agricoles. — 21 octobre 1936. — G. U., n. 281 (4 décembre 1936).

Roumanie. — D. royal n. 1537 portant un régl. modifiant certains articles du régl. de 1930 visant le contrôle des aliments, des boissons, et des installations pour leur fabrication. — 30 juin 1936. — M. O., n. 154 (6 juillet 1936).

Suisse (Confédération). — O. réglant. le commerce des denrées alimentaires et de divers objets usuels. — 26 mai 1936. — R. L. F., n. 18 (3 juin 1936).

CHAPITRE XI.

DISPOSITIONS RÉGLEMENTANT LA FORMATION DES CONTRATS COMMERCIAUX ET, EN GÉNÉRAL, LE COMMERCE AU POINT DE VUE JURIDIQUE

Danemark. — L. n. 100 modifiant la l. n. 69, du 13 avril 1894, sur les brevets d'invention. — 7 avril 1936. — L. A. n. 13 (15 avril 1936).

L. n. 101 concernant les marques de fabrique. — 7 avril 1936. — L. A., n. 13 (15 avril 1936).

L. n. 102 concernant les marques de fabrique communes. — 7 avril 1936. — L. A., n. 13 (15 avril 1936).

Not. n. 192 portant le texte de la l. sur les brevets d'invention. — 1^{er} septembre 1936. — L. A., n. 25 (8 septembre 1936).

Equateur. — D. n. 25 déclarant en vigueur, dans toutes ses parties, le d. n. 73 du 17 juillet 1928 concernant les brevets exclusifs pour l'exploitation d'inventions. — 7 avril 1936. — R. O., n. 165 (15 avril 1936).

Norvège. — L. n. 8 modifiant la l. du 2 juillet 1910 avec les l. complémentaires sur les brevets d'invention. — 12 juin 1936. — N. L., n. 23, p. 677 (16 juin 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 47-455 du C. E. C. et du C. C. P. concernant les marques de production et les marques de commerce. — 7 mars 1936. — S. Z. R., n. 13, texte 113 (23 mars 1936).

Arr. n. 801 du C. C. P. concernant les bureaux gouvernementaux de médiation commerciale. — 4 mai 1936. — S. Z. R., n. 24, texte 231 (28 mai 1936).

CHAPITRE XII.

POIDS, MESURES ET MONNAIES

Allemagne. — Premier d. modifiant la l. sur les poids et mesures. — 18 mai 1936. — RGbl., Teil I, n. 50, p. 452 (26 mai 1936).

D. portant exécution de la l. concernant les poids et mesures. — 20 mai 1936. — RGbl., Teil I, n. 52, p. 459 (29 mai 1936).

Cinquième d. d'exécution de la l. concernant le régime des devises. — 25 mai 1936. — RGbl., Teil I, n. 52, p. 467 (29 mai 1936).

Cinquième d. modifiant les directives concernant le régime des devises. — 26 mai 1936. — RGbl., Teil I, n. 52, p. 468 (29 mai 1936).

L. modifiant la l. concernant le régime des devises. — 1^{er} décembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 114, p. 1000 (4 décembre 1936).

D. concernant le régime des devises (*principes fondamentaux du régime des devises*). — 19 décembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 120, p. 1021 (21 décembre 1936).

France. — L. monétaire. — 1^{er} octobre 1936. — J. O. n. 231 (2 octobre 1936).

Inde (Bombay). — L. n. XXXIII modifiant la l. de 1932 concernant les poids et mesures (*2^{ème} modification*). — 26 janvier 1936. — B. G. G., Part. IV (6 février 1936).

Règl. modifiant le règl. de 1934 concernant les poids et mesures. — 25 mars 1936. — B. G. G., Part. IV-A (2 avril 1936).

Italie. — D. l. royal n. 549 modifiant la l. du 5 février 1934, n. 305, réglementant le titre des métaux précieux. — 24 mars 1936. — G. U. n. 88 (15 avril 1936).

D. l. royal n. 1745 modifiant le d. l. royal du 21 décembre 1927, n. 2325, (*stabilisation de la lire*). — 5 octobre 1936. — G. U. n. 231 (5 octobre 1936).

Roumanie. — L. n. 594 complétant certaines dispositions de la l. réglementant le commerce des devises. — 27 mars 1936. — M. O. n. 74 (28 mars 1936).

Uruguay. — D. établissant le pourcentage de change (60 % *de change officiel* et 40 % *de change libre dirigé*) concernant l'exportation de l'extrait de viande et de la viande salée. — 26 mai 1936. — D. O., n. 8929 (1^{er} juin 1936).

D. unifiant la réglementation contenue dans les l. nos 714, 864, 6873, 6901, 6954, 8336 et autres dispositions concernant l'importation et l'usage du système métrique décimal, ainsi que le contrôle et étalonnage y relatifs, etc. — 25 septembre 1936. — D. O. n. 9044 (15 octobre 1936).

CHAPITRE XIII.

MESURES CONCERNANT LE TRANSPORT DES PRODUITS VÉGÉTAUX, DU BÉTAIL ET DES PRODUITS ANIMAUX

Allemagne. — L. modifiant la l., du 15 juin 1895/20 mai 1898, concernant les rapports de droit privé de la navigation d'eau douce. — 29 juillet 1936. — RGBl., Teil I, n. 71, p. 581 (4 août 1936).

Argentine. — D. n. 89048 réglementant le transport du bétail (*Nettoyage et désinfection des véhicules servant au transport. Dispositions concernant les lieux de chargement*). — 26 août 1936. — B. O., n. 12698 (30 octobre 1936).

Egypte. — Arr. ministériel n. 1 prorogeant d'une année l'arr. ministériel n. 3 de 1935 au sujet de la ristourne à accorder sur le prix de transport du riz sur le réseau des chemins de fer de l'Etat. — 6 janvier 1936. — J. O. n. 4 (13 janvier 1936).

Arr. ministériel n. 9 portant réduction du prix de transport de pastèques et melons par petite vitesse sur le réseau des chemins de fer de l'Etat. — 16 mai 1936. — J. O., n. 65 (25 mai 1936).

Arr. ministériel n. 11 portant application au prix du transport des tourteaux de graines de coton de la ristourne accordée sur le prix de transport de certaines marchandises sur le réseau des chemins de fer de l'Etat. — 6 juin 1936. — J. O., n. 70 (8 juin 1936).

Arr. ministériel n. 14 portant réduction du prix de transport du coton égrené (*y compris le scarto*) et de la graine de coton par petite vitesse sur le réseau des chemins de fer de l'Etat. — 13 juillet 1936. — J. O., n. 93 (17 août 1936).

Arr. ministériel n. 22 prorogeant d'une année l'arr. ministériel n. 30 de 1934 au sujet de la ristourne à accorder sur le prix du transport du riz sur le réseau des chemins de fer de l'Etat. — 12 octobre 1936. — J. O., n. 110 (15 octobre 1936).

Arr. ministériel n. 23 prorogeant d'une année l'arr. ministériel n. 17 de 1933 au sujet de la ristourne à accorder sur le prix du transport du riz sur le réseau des chemins de fer de l'Etat. — 12 octobre 1936. — J. O., n. 110 (15 octobre 1936).

Arr. ministériel n. 26 portant application au prix du transport des tourteaux de sésame de la ristourne accordée sur le prix de transport de certaines marchandises sur le réseau des chemins de fer de l'Etat. — 20 octobre 1936. — J. O., n. 112 (22 octobre 1936).

Arr. ministériel n. 28 portant octroi d'une ristourne sur le prix de transport du coton égrené par petite vitesse sur le réseau des chemins de fer de l'Etat. — 31 octobre 1936. — J. O., n. 115 (2 novembre 1936).

Etats-Unis d'Amérique (Confédération). — L. concernant les accords et les pactes entre les Etats fédérés produisant du tabac, visant le contrôle de la production et du commerce du tabac dans ces Etats et visant d'autres buts. — 25 avril 1936. — P., N. 534, 74th C., H. R. 12037 (1936).

Indes Néerlandaises. — D. du Gouverneur Général modifiant la réglementation contenue dans le d. publié au Staatsblad 1934, n. 57, et concernant le transport du bétail par mer (*permis d'importer du bétail ou des produits du bétail, accordés dans des cas spéciaux par le Directeur des affaires économiques*). — 23 septembre 1936. — Stbl. N. I., n. 482 (2 octobre 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques — Arr. n. 392 du C. C. P., concernant l'envoi par la poste du blé, de la farine et de gruaux. 28 février 1936. — S. Z. R. n. 14, texte 125 (29 mars 1936).

Uruguay. — D. prorogeant jusqu'au 20 septembre le délai accordé par l'art. 1^{er} du d. du 23 juillet 1936 pour le transport des cuirs et peaux d'animaux sauvages sur le territoire de la République, etc. (*contrairement aux interdictions visant l'industrie y relative*). — 7 septembre 1936. — D. O., n. 9035 (5 octobre 1936).

Vénézuéla. — Rés. accordant une bonification sur le transport de la farine de riz (2,50 bolivares par 100 kg.), en vue d'encourager la culture du riz. — 6 août 1936. — G. O., n. 19026 (6 août 1936).

CHAPITRE XIV.

TRAITÉS DE COMMERCE

Brésil. — D. n. 552 concernant l'uniformisation et l'aménagement des accords commerciaux entre le Brésil et les nations étrangères. — 30 décembre 1935. — D. O., n. 2 (3 janvier 1936).

Le Président de la République des Etats-Unis du Brésil:

Considérant que le Gouvernement Provisoire, par le décret n. 20380 du 8 septembre 1931, a ordonné de procéder à la revision du tarif douanier du pays et que, avant même que la dite revision fut terminée, il a décidé d'adopter, dans le Tarif en vigueur, deux tarifs, l'un général et l'autre minimum, ce dernier étant réservé exclusivement aux produits des pays qui, en vertu d'un accord, garantissent également aux marchandises brésiliennes un tarif effectivement minimum;

Considérant qu'une fois conclus les accords nécessaires, pour éviter, en outre, que les produits brésiliens ne fussent privés de quelque avantage réservé aux produits des autres pays, fut expressément introduite dans les dits accords la concession réciproque du traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée, sauf des négociations supplémentaires, moyennant des protocoles additionnels, qui n'établissent pas des avantages particuliers pour un pays déterminé;

Considérant que cette orientation, suivie jusqu'ici par tous les Etats partisans de la liberté du commerce, y compris le Brésil, et mise en pratique par lui avec quarante nations environ, n'a pas produit les résultats que l'on espérait, à cause de la politique d'économie dirigée que la plupart des nations sont en train de substituer à la liberté du commerce susdite;

Considérant que les mesures de plus en plus restrictives adoptées dans le commerce international, telles que la limitation, la suspension ou la prohibition des importations, les régimes de contingentement, contingents et licences préalables, surtaxes douanières à l'écart des changes, excès de réglementation phytosanitaire, entre autres, neutralisent les avantages visés par les accords que le Brésil a conclus suivant les principes normaux du commerce, nécessitant ainsi des mesures restrictives équivalentes, comme défense légitime, ou bien de nouveaux remèdes, de toute autre espèce, qui sauvegardent les grands intérêts nationaux en jeu;

Considérant que, alors que le Brésil avait spontanément offert, en vertu de sa nouvelle loi sur les Tarifs Douaniers, d'importantes réductions aux pays avec lesquels il commerçait, plusieurs pays, signa-

taires des accords de réciprocité avec notre pays, ont modifié leurs tarifs exactement dans le sens contraire, en frappant de droits plus élevés l'importation des produits brésiliens sur leur territoire;

Considérant que les régimes de compensation, la fixation des contingents, l'emploi de monnaies bloquées ou sans cours international, constituent autant de difficultés qui annulent également les avantages visés par les accords conclus avec le Brésil, qui se limitaient à obtenir la déclaration du traitement de la nation la plus favorisée;

Considérant que le Gouvernement Brésilien, en adoptant de nouvelles mesures, ne prétend pas suivre une politique de représailles établissant les mêmes restrictions commerciales dont il fut atteint, mais désire, au contraire, continuer à obéir, dans cette matière, aux principes libéraux qu'il a toujours défendus;

Considérant que, dans l'obligation, pour les motifs exposés, de dénoncer les accords qui ne répondront pas aux fins visées, cette procédure étant la voie normale à suivre pour que les dits accords cessent d'être en vigueur, et, ne désirant pas établir une solution de continuité dans les bonnes relations qu'il entretient avec les pays intéressés, le Gouvernement brésilien a exclusivement pour but de se prévaloir du délai de la dénonciation pour pouvoir négocier et remplacer les accords dénoncés par d'autres accords offrant de vrais avantages et des garanties réciproques, ou bien de compléter, à cette occasion, les accords existants par des arrangements additionnels qui maintiennent les dits avantages et garanties, en retirant, dans ce cas, la dénonciation présentée;

Considérant que, dans la situation internationale actuelle, le Brésil, en ce qui concerne sa balance internationale des paiements, dépend presque exclusivement de son exportation, et qu'il a le droit de compter sur la réciprocité des nombreux pays étrangers qui exportent librement sur le marché brésilien, marché qui compte près de cinquante millions de consommateurs, et dont la capacité d'acquisition tend à augmenter toujours davantage:

DÉCRÈTE:

Art. 1^{er}. — Le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil, par l'intermédiaire du Ministère des Affaires Etrangères et avec la collaboration des autres Départements officiels intéressés, procédera sans délai à l'uniformisation et à l'aménagement des accords commerciaux avec les nations étrangères, en adaptant les dits accords de la manière la plus pratique à tous les intérêts et aux nécessités du Brésil dans la situation internationale actuelle.

Art. 2. — Seront maintenus les Traités de Commerce, de Commerce et de Navigation, et d'Amitié, Commerce et Navigation, actuel-

lement en vigueur entre le Brésil et les nations étrangères, sauf les Traités que le Gouvernement brésilien, par l'intermédiaire de ses organismes compétents, jugera préjudiciables aux intérêts commerciaux du Brésil.

Paragraphe unique. — Le Gouvernement entamera, dans le délai de trente jours à partir de la date du présent décret, les négociations nécessaires pour la conclusion de Protocoles additionnels aux traités qui, tout en prévoyant la réciprocité du traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée, n'offrent pas aux marchandises brésiliennes des garanties suffisantes en ce qui concerne les contingents, contingents, licences préalables, limitations d'importation, régimes de compensation, et autres restrictions douanières, de change, sanitaires ou de toute autre nature.

Art. 3. — Aux effets de la substitution des accords en vigueur par d'autres accords offrant des avantages et des garanties réciproques, et plus conformes aux conditions actuelles, seront dénoncés par le Gouvernement brésilien, conformément aux dispositions visées à l'article 5 du présent décret, tous les accords commerciaux conclus par des échanges de Notes entre le Brésil et les nations étrangères, en comprenant soit les accords concédant réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée, sous la dite forme ou sous toute autre forme équivalente, soit les accords concédant le tarif minimum du Tarif douanier brésilien.

Paragraphe unique. — Sont exclus de la dénonciation visée par cet article les accords commerciaux de toute espèce signés à partir du 1^{er} janvier 1934.

Art. 4. — Préalablement ou simultanément aux Notes portant dénonciation des accords commerciaux dont il est question à l'article 3 du présent décret, le Gouvernement brésilien adressera aux Gouvernements des pays intéressés la proposition d'un nouvel accord, soit moyennant la conclusion d'un Traité de Commerce, soit moyennant la conclusion d'un simple accord par échange de Notes, et le Gouvernement brésilien sera disposé à terminer les négociations y relatives avant l'expiration du délai de préavis, afin de remplacer, sans solution de continuité, l'accord dénoncé.

Art. 5. — Attendu que les délais de préavis pour la dénonciation des accords visés à l'article 3 du présent décret varient entre deux et six mois, et que les négociations pour les nouveaux accords commerciaux pourraient avoir une durée plus longue que celle qui est prévue par les délais de préavis les plus courts et, ayant en outre en vue d'observer les principes d'équité inhérents à cette matière, le Gouvernement brésilien communiquera, dans le délai de 30 jours, à tous les Etats intéressés, sa résolution de dénoncer les accords dont il est question à l'article 3 du présent décret, tout en se réservant, dans tous les cas,

la faculté de notifier la dénonciation formelle à n'importe quelle date qu'il jugera convenable, eu égard au délai de préavis respectif, en procédant toutefois de manière que tous les accords dénoncés cessent d'être en vigueur avant le 30 juillet 1936.

Art. 6. — La notification de la dénonciation dont il est question aux articles 3, 4 et 5 du présent décret pourra être éventuellement retirée ou déclarée sans effet par le Gouvernement brésilien, après accord préalable avec l'autre partie contractante et, dans ce cas, l'accord qui avait été dénoncé restera en vigueur, pourvu qu'avant l'expiration du délai de préavis de la dénonciation, ait été signé et entre en vigueur, entre le Brésil et le Gouvernement étranger intéressé, un accord additionnel complétant l'accord précédent, d'après les mêmes conditions que celles qui sont fixées pour les Protocoles additionnels visés au paragraphe unique de l'article 2 du présent décret.

Art. 7. — Resteront automatiquement exclues du tarif minimum de la Loi générale du Tarif douanier et de toute autre faveur spéciale, les marchandises des pays visés à l'article 3 du présent décret, qui, une fois expiré le délai de la dénonciation des accords respectifs d'après les dispositions visées au même article, n'auront pas remplacé les dits accords par des Traités de commerce ou par tout autre accord aux termes du présent décret.

Art. 8. — Les marchandises auxquelles se rapporte l'article précédent et qui tombent sous l'exclusion établie par le dit article seront soumises au tarif général appliqué à toutes marchandises se trouvant dans les conditions visées à l'article 2 des Dispositions Préliminaires du Tarif, sans égard à leur origine.

§ 1^{er} — Le dit tarif général sera augmenté jusqu'au double, conformément à l'article 3 des mêmes Dispositions Préliminaires du Tarif, soit à l'égard des produits des pays qui délibérément, moyennant l'augmentation des droits préférentiels ou par toute autre mesure, s'efforcent d'enrayer l'importation des produits brésiliens sur leurs marchés, soit à l'égard de tous produits déterminés faisant l'objet de « dumping » au cas où cela cause un préjudice à l'économie du pays.

§ 2. — L'application des mesures établies au § 1^{er} du présent article devra avoir lieu sans délai relativement aux produits des pays qui se trouvent actuellement dans les conditions visées au même paragraphe.

Art. 9. — Le Ministre des Affaires Etrangères veillera à ce que, dans le délai de dix jours à partir de la date du présent décret, soit publiée, pour servir de base à toute suggestion, une synthèse des instructions qui devront être observées au cours des négociations pour les nouveaux accords qui vont être conclus.

Paragraphe unique. — Les suggestions dont il est question au présent article devront être demandées surtout aux autres Ministères

intéressés, aux Gouvernements des Etats et aux organismes représentatifs des classes productrices du pays.

Art. 10. — Les suggestions reçues et les instructions auxquelles se rapporte l'article précédent seront soumises à l'avis du Conseil Fédéral du Commerce Extérieur et, avec cet avis, remises au Ministère des Affaires Etrangères qui, par l'entremise de ses services compétents, mettra à exécution le présent décret.

Art. 11. — Toute disposition contraire au présent décret est abrogée.

Autriche (Confédération). — D. n. 51 concernant l'entrée en vigueur provisoire de l'échange de notes du 15 février 1936 avec la Hongrie modifiant une disposition du traité de commerce du 21 décembre 1932 (*conserve de légumes*). — BGbl., 8. Stück (15 février 1936).

D. n. 69 concernant l'entrée en vigueur provisoire des dispositions matérielles de l'échange de notes du 11 février 1936 concernant l'importation d'oies abattues de la Lithuanie. — BGbl. 10 Stück (5 mars 1936).

124. Echange de notes avec l'Italie modifiant le délai de dénonciation de l'Accord, de 1935, réglementant les paiements réciproques. — BGbl., 27. Stück (23 avril 1936).

D. n. 146 concernant l'entrée en vigueur provisoire des dispositions matérielles du Protocole du 30 avril 1936 réglementant les paiements entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie. — BGbl. 32. Stück (14 mai 1936).

167. Protocole modifiant et complétant l'Accord italo-autrichien du 14 mai 1934 et l'Avenant y relatif du 4 janvier 1935. — BGbl., 39. Stück (29 mai 1936).

D. n. 175 concernant l'entrée en vigueur provisoire des dispositions matérielles du traité du 27 mai 1936 avec l'Allemagne, réglementant le trafic de monnaies et devises avec les territoires autrichiens contigus aux territoires douaniers allemands. — BGbl., 42. Stück (30 mai 1936).

179. Ratification de l'échange de notes du 28 juin 1934 concernant le traité de commerce avec la Hongrie. — 8 avril 1936. — BGbl., 43. Stück (5 juin 1936).

180. Ratification de l'échange de notes du 15 mai 1935 concernant le traité de commerce avec la Hongrie. — 24 avril 1936. — BGbl., 43. Stück (5 juin 1936).

D. n. 213 concernant l'entrée en vigueur provisoire des dispositions matérielles de l'Avenant du 27 juin 1936 au Protocole du 30 décembre 1930 qui modifie la dénonciation de l'Accord sur l'exportation du 18 février 1932, avec l'Italie. — BGbl., 51. Stück (30 juin 1936).

219. Accord de clearing austro-turc. — BGbl., 53. Stück (4 juillet 1936).

D. n. 258 concernant l'entrée en vigueur provisoire des dispositions matérielles de l'accord, du 2 avril 1936, additionnel à l'accord, du 4 mai 1921, ainsi que du protocole additionnel à l'accord additionnel, du 2 avril 1936, avec la Tchécoslovaquie. — BGbl., 61. Stück (31 juillet 1936).

D. n. 295 concernant l'entrée en vigueur des dispositions matérielles de l'accord, du 29 juillet 1936, additionnel à la Convention commerciale, du 11 octobre 1933, avec la Pologne. — BGbl., 72. Stück (29 août 1936).

305. Accord pour régler l'échange de marchandises et le clearing austro-turc. — 23 juillet 1936. — BGbl., 74. Stück (1^{er} septembre 1936).

N. 344. Accord avec la Hongrie réglementant les paiements commerciaux. — BGbl., 84. Stück (19 octobre 1936).

D. n. 356 concernant l'entrée en vigueur provisoire des dispositions matérielles du traité de commerce avec l'Argentine du 27 août 1936. — BGbl., 86. Stück (31 octobre 1936).

Belgique. — Arr. royal mettant en vigueur la Convention pour favoriser les échanges commerciaux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Lettonie. — 7 mars 1936. — M. B., n. 68 (8 mars 1936).

Convention pour favoriser les échanges et les règl. commerciaux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Royaume de Belgique. — 1^{er} avril 1936. — M. B., n^o. 107 (16 avril 1936).

Arr. royal mettant en vigueur la Convention générale des paiements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République espagnole. — 13 avril 1936. — M. B., nos 104-105-106 (13, 14 et 15 avril 1936).

Accord commercial provisoire entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Brésil (*dénonciation*). — 30 avril 1936. — M. B., n. 146-147 (25 et 26 mai 1936).

L. approuvant la Convention commerciale provisoire entre l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, signée à Paris le 5 septembre 1935. — 5 mai 1936. — M. B., n. 262 (18 septembre 1936).

Arr. royal complétant les arr. royaux des 31 juillet 1935 et 19 décembre 1935 relatifs aux paiements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, le Congo belge, les territoires sous mandat belge et l'Allemagne. — 26 mai 1936. — M. B., n. 151 (30 mai 1936).

Arr. royal approuvant l'accord pour favoriser les échanges commerciaux et les règl. de créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Uruguay, conclu, par voie d'échange de lettres entre le Ministre des relations extérieures de l'Uruguay et le Ministre de Belgique à Montevideo, le 19 juin 1936. — 4 juillet 1936. — M. B., n. 201 (19 juillet 1936).

Accord commercial provisoire entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République d'Haïti. — 9 juillet 1936. — M. B., n. 225 (12 août 1936).

Arr. royal mettant en vigueur la Convention pour favoriser les échanges et les règl., commerciaux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie. — 13 août 1936. — M. B., n. 227 (14 août 1936).

Arr. royal mettant en vigueur l'Accord commercial provisoire entre l'Italie et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, conclu à Rome le 3 novembre 1936. — 18 novembre 1936. — M. B., n. 324 (19 novembre 1936).

Arr. royal mettant en vigueur l'Arrangement additionnel à l'Accord de paiement entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Allemagne du 27 juillet 1935. — 18 novembre 1936. — M. B., n. 325 (20 novembre 1936).

Brésil. — L. n. 171 approuvant la convention conclue en juillet 1935, entre les Etats brésiliens producteurs de café. — 6 janvier 1936. — D. O., n. 6 (8 janvier 1936).

D. législatif approuvant diverses conventions ou accords, conclus entre le Brésil et l'Uruguay (*entre autres, la convention de Montevideo - 20 décembre 1933 - concernant l'exportation d'échantillons et la vente de produits nationaux*). — 16 novembre 1936. — D. O. n. 260 (17 novembre 1936).

Bulgarie. — U. n. 509 ratifiant la Convention internationale pour le marquage des œufs dans le commerce international. — 11 décembre 1935. D. V., n. 5 (10 janvier 1936).

U. n. 516 ratifiant l'Arrangement de compensation et de clearing entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Bulgarie. — 13 décembre 1935. — D. V., n. 45 (27 février 1936).

U. n. 130 ratifiant la Convention pour favoriser les échanges et les règlements commerciaux entre le Royaume de Bulgarie et l'Union économique belgo-luxembourgeoise. — 4 avril 1936. — D. V., n. 80 (14 avril 1936).

U. n. 283 ratifiant la Convention internationale pour l'unification des méthodes d'analyse des vins dans le commerce international. — 4 juillet 1936. — D. V., n. 170 (31 juillet 1936).

U. n. 301 ratifiant l'Accord des paiements franco-bulgares. — 13 juillet 1936. — D. V., n. 158 (17 juillet 1936).

U. n. 302 ratifiant l'Accord de clearing entre le Royaume de Bulgarie et la Confédération Suisse. — 13 juillet 1936. — D. V., n. 156 (15 juillet 1936).

Chili. — D. n. 680 ratifiant la Convention conclue à Lima le 18 juin 1931 concernant les échanges de fruits frais entre le Chili et le Pérou. (*Exonération réciproque de tout impôt fiscal ou municipal. Les restrictions ou interdictions ne pourront avoir lieu que pour des motifs sanitaires*). — 12 mai 1936. — D. O., n. 17495 (18 juin 1936).

D. n. 2490 fixant à un an, à partir du 7 mai 1936, la validité du d. n. 1732 du 6 mai dernier mettant en vigueur la Convention de commerce avec l'Equateur. — 13 juillet 1936. — D. O., n. 17527 (27 juillet 1936).

D. n. 4412 modifiant certaines clauses du traité de commerce chilien-péruvien du 17 mars 1934. — 13 décembre 1936. — D. O., n. 17654 (29 décembre 1936).

Colombie. — L. n. 59 ratifiant la convention générale inter-américaine concernant la protection des marques et la protection commerciale, signée à Washington le 20 février 1929. — 25 mars 1936. — D. O., n. 23177 (8 mai 1936).

L. n. 74 ratifiant la Convention de commerce conclue à Washington, le 13 septembre 1935, entre la Colombie et les Etats-Unis (*en annexe, listes I et II: droits d'importation en Colombie, et dans les Etats-Unis respectivement*). — 14 avril 1936. — D. O., n. 23186 (19 mai 1936).

D. n. 1108 promulguant la convention de commerce conclue à Washington, le 13 septembre 1935, entre la Colombie et les Etats-Unis d'Amérique. — 15 mai 1936. — D. O., n. 23187 (20 mai 1936).

Egypte. — D. mettant en application la prorogation de l'accord commercial provisoire du 7 juin 1930 entre le Royaume d'Egypte et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord. — 12 mars 1936. — J. O., n. 26 (16 mars 1936).

D. mettant en application l'accord commercial provisoire entre l'Egypte et la Roumanie, signé le 16 janvier 1936, — 12 mars 1936. — J. O., n. 26 (16 mars 1936).

D. mettant en application la prorogation de l'accord commercial provisoire entre le Royaume d'Egypte et le Gouvernement de Saorstát Eireann du 28 juillet 1930. — 12 mars 1936. — J. O., n. 26 (16 mars 1936).

D. portant promulgation de l'accord commercial provisoire conclu le 18 août 1936 entre le Royaume d'Egypte et la Palestine. — 29 septembre 1936. — J. O., n. 107 (5 octobre 1936).

Equateur. — D. n. 29 instituant, au Ministère des affaires étrangères et du commerce, une Commission permanente pour l'étude des traités de commerce. — 1^{er} avril 1936. — R. O., n. 171 (22 avril 1936).

Convention de commerce conclue par notes diplomatiques entre l'Equateur et le Chili, et concernant l'échange, à des conditions favorables, des produits des deux pays. — 7 avril 1936. — R. O., n. 171 (22 avril 1936).

Ratification à Berne, du *modus vivendi* commercial entre l'Equateur et la Suisse. (*Traitement réciproque de la nation la plus favorisée en ce qui concerne la répartition équitable des contingentements et les restrictions; même traitement pour les importations suisses. Droits suisses sur le cacao. La Suisse jouira, pour la vente de ses produits, d'un tarif préférentiel comportant 30% de réduction.*) — 16 mai 1936. — R. O., n. 224 (26 juin 1936).

Accord de commerce conclu, moyennant échange de notes, entre l'Equateur et les Etats-Unis d'Amérique. (*Traitement réciproque de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'importation, exportation, le transit, commerce et emploi de tous articles.*) — 12 juin 1936. — R. O., n. 224 (26 juin 1936).

Ratification par l'Equateur de la Convention concernant les traités, signée à La Havane le 20 février 1928 (*règl. concernant les traités pouvant être conclus entre les pays sud-américains*). — 15 juin 1936. — R. O., n. 247 (23 juillet 1936).

Espagne. — D. approuvant, à titre provisoire, l'accord commercial et l'accord de compensation, avec le Protocole de signature et les Notes qui les complètent, signés à Madrid le 31 décembre 1935 entre l'Espagne et la Turquie. — 21 janvier 1936. — G. M., n. 23 (23 janvier 1936).

D. mettant provisoirement en vigueur l'Accord commercial et le Protocole additionnel, signés par les représentants de l'Espagne et de la République dominicaine le 16 octobre 1935. — 28 janvier 1936. — G. M., n. 33 (2 février 1936).

D. mettant en vigueur, à titre provisoire, les dispositions de l'Accord sur le commerce des marchandises hispano-allemandes et textes annexés, signé à Madrid le 9 mars 1936. — 14 mars 1936. — G. M., n. 91 (31 mars 1936).

Finlande. — L. n. 127 modifiant l'accord additionnel au traité de commerce entre la Finlande et l'Espagne. — 20 mars 1936. — F. F., n. 127-135 (21 mars 1936).

- D. n. 148 concernant l'application d'un accord additionnel entre la Finlande et la Lettonie. — 8 avril 1936. — F. F., n. 148-150 (15 avril 1936).
- D. n. 246 concernant l'application d'un accord commercial avec la Turquie. — 4 juillet 1936. — F. F., n. 245-248 (8 juillet 1936).
- D. n. 247 concernant l'application d'un accord de clearing avec la Turquie. — 4 juillet 1936. — F. F., n. 245-248 (8 juillet 1936).
- D. n. 307 concernant l'application d'un accord provisoire avec l'Italie, en vue de la réglementation des échanges commerciaux et des paiements qui en résultent. — 2 octobre 1936. — F. F., n. 307-309 (5 octobre 1936).
- L. n. 313 approuvant certaines dispositions du protocole additionnel de l'accord commercial avec la Turquie. — 9 octobre 1936. — F. F., n. 313-315 (10 octobre 1936).
- D. n. 314 concernant l'application d'un protocole additionnel II à l'accord commercial avec la Turquie. — 9 octobre 1936. — F. F., n. 313-315 (10 octobre 1936).
- D. n. 347 concernant l'application d'un accord de clearing avec la Bulgarie. — 13 novembre 1936. — F. F., n. 347-351 (14 novembre 1936).
- D. n. 348 concernant l'application d'un protocole additionnel au traité de commerce et de navigation stipulé entre la Finlande et la Hongrie. — 13 novembre 1936. — F. F., n. 347-351 (14 novembre 1936).
- D. n. 350 concernant l'application d'un accord portant des modifications à la convention conclue entre la Finlande et le Royaume Uni de la Grande-Bretagne et Irlande du Nord. — 13 novembre 1936. — F. F., n. 347-351 (14 novembre 1936).
- Rés. du Conseil d'Etat n. 355 modifiant la rés. du Conseil d'Etat concernant l'acquittement des paiements à l'Italie. — 14 novembre 1936. — F. F., n. 352-355 (17 novembre 1936).
- D. n. 442 prorogeant la durée de validité du traité de commerce conclue avec l'Allemagne. — 30 décembre 1936. — F. F., n. 431-445 (31 décembre 1936).

France. — D. portant publication et mise en application provisoire d'un arrangement prorogeant l'accord commercial signé le 11 janvier 1934 entre la France et l'Union des républiques soviétiques socialistes en date du 6 janvier 1936. — 6 janvier 1936. — J. O., n. 5 (6 et 7 janvier 1936).

D. portant publication et mise en application provisoire d'un avenant à l'arrangement commercial signé le 6 janvier 1936 entre la France et l'Union des républiques soviétiques socialistes en date du 21 janvier 1936. — 22 janvier 1936. — J. O. n. 19 (23 janvier 1936).

D. portant mise en application provisoire d'un accord, signé le 4 février 1936, entre la France et l'U. R. S. S., au sujet de la taxe à l'importation des produits de l'U. R. S. S. en France et du transit par l'U. R. S. S. des marchandises françaises. — 4 février 1936. — J. O., n. 62 (13 mars 1936).

D. portant publication et mise en application à titre provisoire de l'accord commercial entre la France et le Chili signé à Santiago le 16 janvier 1936. — 13 février 1936. — J. O., n. 40 (16 février 1936).

- D. portant publication et mise en application à titre provisoire de l'échange de lettres entre la France et le Brésil signé à Paris, le 4 mars 1936. — 7 mars 1936. — J. O., n. 64 (15 mars 1936).
- L. portant ratification de la convention internationale conclue le 5 juin 1935 pour l'unification des méthodes d'analyse des vins dans le commerce international. — 28 mars 1936. — J. O., n. 78 (1^{er} avril 1936).
- D. portant mise en application de l'accord commercial conclu entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique. — 11 mai 1936. — J. O., n. 113 (13 mai 1936).
- D. portant publication et mise en application provisoire d'un échange de lettres ajournant au 20 juillet 1936 les effets de la dénonciation de la convention commerciale franco-polonaise du 9 décembre 1924. — 9 juillet 1936. — J. O., n. 161 (10 juillet 1936).
- D. portant publication et mise en application provisoire des dispositions prévues par l'échange de lettres franco-équatorien du 12 mai 1936. — 10 juillet 1936. — J. O., n. 171 (23 juillet 1936).
- D. portant publication et mise en application à titre provisoire de l'accord commercial provisoire conclu entre la France et la Pologne le 18 juillet 1936. — 18 juillet 1936. — J. O., n. 168 (19 juillet 1936).
- D. portant publication et mise en application à titre provisoire d'un *modus vivendi* commercial, conclu le 11 août 1936 entre la France et l'Italie. — 13 août 1936. — J. O., n. 190 (14 août 1936).
- D. portant publication et mise en application provisoire d'un accord de compensation pour les paiements, conclu le 11 août 1936 entre la France et l'Italie. — 13 août 1936. — J. O., n. 190 (14 août 1936).
- D. portant approbation des échanges de lettres des 18 juillet et 23 décembre 1935 signés entre la France et le Luxembourg. — 7 septembre 1936. — J. O., n. 215 (13 septembre 1936).
- D. concernant la mise en application à titre provisoire, des dispositions contenues dans l'échange de lettres du 31 octobre 1936 portant renouvellement et amodiation du *modus vivendi* commercial conclu entre la France et l'Italie le 11 août 1936. — 1^{er} décembre 1936. — J. O., n. 283 (3 décembre 1936).
- D. portant publication et mise en application provisoire à partir du 1^{er} janvier 1937 de l'arrangement franco-polonais du 15 décembre 1936. — 29 décembre 1936. — J. O., n. 306 (31 décembre 1936).
- D. portant mise en application provisoire de l'échange de lettres franco-australien du 27 novembre 1936. — 29 décembre 1936. — J. O., n. 306 (31 décembre 1936).
- D. portant publication et mise en application provisoire d'un arrangement en date du 17 décembre 1936 prorogeant l'accord commercial signé le 11 janvier 1934 entre la France et l'U. R. S. S. — 30 décembre 1936. — J. O., n. 306 (31 décembre 1936).
- Grande-Bretagne et Irlande du Nord.** — Echange de notes concernant le commerce entre les Pays-Bas et Terre Neuve, les Colonies et Protectorats britanniques et les Territoires sous mandat du Royaume Uni. — 18 décembre 1935. — T. S., n. 1 (1936).
- Accord de paiements avec l'Espagne. — 6 janvier 1936. — T. S., n. 5 (1936).

Accord modifiant l'accord de paiements du 6 janvier 1936 avec l'Espagne.
— 6 juin 1936. — T. S. n. 21 (1936).

Echange de notes concernant les relations commerciales avec le Brésil.
— 10 août 1936. — T. S. n. 23 (1936).

Echange de notes concernant les relations commerciales entre Terre
Neuve et le Brésil. — 10 août 1936. — T. S., n. 24 (1936).

Accord concernant le commerce et le clearing avec la Turquie (*avec pro-
tocol*). — 2 septembre 1936. — T. S., n. 25 (1936).

Guatemala. — D. législatif n. 2165 et d. présidentiel approuvant et rati-
fiant la Convention de commerce conclue à Guatemala, le 24 avril 1936,
entre le Guatemala et les Etats-Unis d'Amérique. (*Texte de la Convention
et listes annexes*). — 2 et 9 mai 1936. — D. C. A., Tome XVI,
n. 56 (9 mai 1936).

D. n. 1861 approuvant, dans l'attente d'un traité de commerce définitif,
le *modus vivendi* commercial établi entre le Guatemala et la Suède au
moyen des notes échangées à Guatemala, le 11 juillet 1936, entre les
représentants des deux pays. (*Clause réciproque du traitement de la
nation la plus favorisée*). — 1^{er} août 1936. — D. C. A., Tome XVII,
n. 34 (10 août 1936).

D. n. 1884 publiant les notes échangées entre les représentants du Gua-
temala et de la Tchécoslovaquie par lesquelles les deux gouvernements
stipulent, pour le règlement de leurs échanges commerciaux, la clause
inconditionnelle et illimitée de la nation la plus favorisée. — 10 octobre
1936. — D. C. A., Tome XVII, n. 90 (15 octobre 1936).

Irlande (Etat-Libre d'). — L. portant exécution de l'accord commercial
avec l'Espagne. — 14 mars 1936. — Acts, n. 6 (1936).

Echange de notes avec l'Allemagne prorogeant l'accord commercial du 28
janvier 1935 pour un an. — 29 avril 1936. — T. S. n. 2 (1936).

Italie. — D. royal n. 2549 approuvant l'accord avec l'Espagne conclu
à Rome le 7 octobre 1935 par un échange de notes et concernant l'ap-
plication de l'art. 8 du traité de commerce italo-espagnol du 15 mars
1932. — 9 décembre 1935. — G. U. n. 70 (25 mars 1936).

D. l. royal n. 10 approuvant l'Accord avec l'Allemagne conclu par échange
de notes à Berlin le 20 décembre 1935 et concernant le régl. des paie-
ments. — 6 janvier 1936. — G. U. n. 16 (21 janvier 1936).

D. l. royal n. 20 approuvant l'Accord du 3 décembre 1935 avec la Suisse
pour la réglementation des paiements réciproques. — 6 janvier 1936.
— G. U., n. 18 (23 janvier 1936).

L. n. 378 portant approbation des conventions suivantes conclues à Ge-
nève le 20 février 1935 entre l'Italie et d'autres pays: 1^o Convention
pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, avec la décla-
ration annexée; 2^o Convention concernant le transit des animaux, des
viandes et des autres produits d'origine animale; 3^o Convention con-
cernant l'exportation et l'importation de produits d'origine animale
(*autres que les viandes, les préparations de viande, les produits animaux
frais, le lait et les dérivés du lait*). — 6 janvier 1936. — G. U. n. 64
(17 mars 1936).

L. n. 572 portant approbation de l'accord avec le Pérou concernant les
certificats d'analyse des vins, conclu à Lima par l'échange de notes du
7 au 18 juin 1935. — 26 mars 1936. — G. U., n. 91 (18 avril 1936).

- D. l. royal n. 860 portant approbation des accords italo-albanais conclus à Tirana le 19 mars 1936. — 23 avril 1936. — G. U., n. 119 (23 mai 1936).
- D. l. royal n. 1146 portant approbation de l'accord italo-albanais conclu à Tirana le 30 mai 1936. — 9 juin 1936. — G. U., n. 146 (25 juin 1936).
- D. l. royal n. 1460 portant approbation de l'Avenant du 27 juin 1936 au protocole du 30 décembre 1933 qui modifie la dénonciation de l'accord sur l'exportation, signé à Rome le 18 février 1932 entre l'Italie et l'Autriche. — 2 juillet 1936. — G. U., n. 179 (4 août 1936).
- D. l. royal n. 1461 portant approbation de l'Avenant du 16 mai 1936 au protocole du 4 février 1934 qui modifie la dénonciation de l'accord sur l'exportation, signé à Rome le 23 février 1932 entre l'Italie et la Hongrie. — 9 juillet 1936. — G. U., n. 179 (4 août 1936).
- D. l. royal n. 1467 portant approbation des Accords conclus le 20 juin 1936 avec la Suisse: a) Protocole additionnel au traité de commerce italo-suisse du 27 janvier 1923; b) Accord réglementant le commerce des produits médicinaux entre les deux pays. — 9 juillet 1936. — G. U., n. 180 (5 août 1936).
- D. l. royal n. 1694 portant approbation de l'Accord avec le Guatemala conclu par échange de notes le 6 juin 1936 et réglementant les relations commerciales et de navigation entre les deux pays. — 7 août 1936. — G. U., n. 220 (22 septembre 1936).
- D. royal n. 1812 approuvant le « modus vivendi » du 25 août 1936 réglementant les échanges commerciaux et les paiements y afférents avec la Norvège. — 17 septembre 1936. — G. U., n. 241 (16 octobre 1936).
- D. l. royal n. 1814 approuvant le « modus vivendi » du 5 septembre 1936 pour la réglementation des échanges commerciaux et des paiements y relatifs avec la Suède. — 17 septembre 1936. — G. U., n. 242 (17 octobre 1936).
- D. l. royal n. 1821 approuvant le « modus vivendi » du 31 août 1936 réglementant les échanges commerciaux et les paiements y afférents avec la Tchécoslovaquie. — 17 septembre 1936. — G. U., n. 243 (19 octobre 1936).
- D. royal n. 1824 approuvant l'accord du 12 août 1936 réglementant les échanges commerciaux avec la Grèce. — 17 septembre 1936. — G. U., n. 244 (20 octobre 1936).
- D. l. royal n. 1833 approuvant les accords commerciaux conclus le 11 août 1936 entre l'Italie et la France. — 17 septembre 1936. — G. U., n. 246 (22 octobre 1936).
- D. interministériel supprimant le Comité de coordination pour l'application des accords de paiement et de compensation entre l'Italie et d'autres Pays. — 6 octobre 1936. — G. U., n. 235 (9 octobre 1936).
- D. royal n. 1926 approuvant les arrangements internationaux du 22 décembre 1934 concernant la suppression des visas consulaires sur les patentes de santé et concernant la suppression des patentes de santé, stipulés à Paris le 22 décembre 1934. — 8 octobre 1936. — G. U., n. 263 (13 novembre 1936).
- D. ministériel réglementant les paiements dérivant des échanges commerciaux avec la Bulgarie. — 10 octobre 1936. — G. U., n. 255 (3 novembre 1936).

- D. ministériel réglementant les paiements dérivant des échanges commerciaux avec la Finlande. — 10 octobre 1936. — G. U., n. 255 (3 novembre 1936).
- D. ministériel réglementant les paiements dérivant des échanges commerciaux avec la Yougoslavie. — 10 octobre 1936. — G. U., n. 255 (3 novembre 1936).
- D. l. royal n. 1947 approuvant l'accord stipulé entre l'Italie et la Bulgarie le 30 septembre 1936 pour réglementer les échanges commerciaux et les paiements y relatifs. — 15 octobre 1936. — G. U., n. 266 (17 novembre 1936).
- D. l. royal n. 1948 approuvant l'accord entre l'Italie et la Lithuanie, stipulé à Rome le 22 septembre 1936, pour réglementer les échanges commerciaux et les paiements y relatifs. — 15 octobre 1936. — G. U., n. 266 (17 novembre 1936).
- D. l. royal n. 1952 approuvant le *modus vivendi* de caractère commercial conclu à Rio de Janeiro entre l'Italie et le Brésil le 14 août 1936. — 15 octobre 1936. — G. U., n. 267 (18 novembre 1936).
- D. l. royal n. 1953 approuvant l'accord entre l'Italie et la Finlande, conclu à Rome le 28 septembre 1936, pour réglementer les échanges commerciaux et les paiements y relatifs. — 15 octobre 1936. — G. U., n. 267 (18 novembre 1936).
- D. l. royal n. 1954 approuvant l'accord avec la Yougoslavie réglementant les échanges commerciaux et les paiements y relatifs et le protocole additionnel au traité de commerce et de navigation, du 14 juillet 1924, conclu à Rome le 26 septembre 1936. — 15 octobre 1936. — G. U., n. 267 (18 novembre 1936).
- D. l. royal n. 2096 approuvant l'accord conclu à Rome le 6 octobre 1936 entre l'Italie et l'Estonie, pour réglementer les échanges commerciaux entre les deux pays et les paiements y relatifs. — 29 octobre 1936. — G. U., n. 290 (16 décembre 1936).
- D. ministériel réglementant les paiements commerciaux avec l'Estonie. — 30 octobre 1936. — G. U., n. 276 (28 novembre 1936).
- D. ministériel réglementant les paiements pour les échanges commerciaux entre l'Italie et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord. — 16 novembre 1936. — G. U., n. 294 (21 décembre 1936).
- D. ministériel réglementant les paiements pour les échanges commerciaux entre l'Italie et la Grèce. — 16 novembre 1936. — G. U., n. 294 (21 décembre 1936).

Grand-Duché de Luxembourg. — Avis. Accord additionnel à l'Accord commercial provisoire du 5 décembre 1933, entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Nouvelle-Zélande (*maïzena et farine de maïs, cigares, vins*). — M. L., n. 68 (12 septembre 1936).

Avis. Relations économiques entre la République de Haïti et l'Union économique belgo-luxembourgeoise. — M. L., n. 65 (22 août 1936).

Arr. grand-ducal relatif à la Convention conclue à Rome, le 11 décembre 1935, en vue de faciliter le règlement des créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Italie. — 8 janvier 1936. — M. L., n. 2 (11 janvier 1936).

Avenant au Traité de Commerce du 30 décembre 1922 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République de Pologne. — 2 mars 1936. — M. L., n. 22 (28 mars 1936).

Arr. grand-ducal relatif à l'application de la Convention pour favoriser les échanges commerciaux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Lettonie, signée à Riga, le 22 février 1936. — 11 mars 1936. — M. L., n. 17 (12 mars 1936).

Arr. grand-ducal mettant en vigueur la convention pour favoriser les échanges et les règlements commerciaux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Royaume de Bulgarie. — 25 avril 1936. — M. L., n. 36 (2 mai 1936).

Arr. grand-ducal relatif à l'application de la Convention conclue à Rome le 26 mars 1936, complétant et renouvelant anticipativement la Convention du 11 décembre 1935, en vue de faciliter le règl. des créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Italie. — 8 juin 1936. — M. L., n. 61 (7 août 1936).

Arr. grand-ducal complétant l'article 4 de l'arr. grand-ducal du 1^{er} août 1935 relatif aux paiements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, le Congo belge, les territoires sous mandat belge et l'Allemagne. — 12 juin 1936. — M. L., n. 47 (20 juin 1936).

Arr. grand-ducal approuvant l'accord pour favoriser les échanges commerciaux et les règl. de créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Uruguay conclu, par voie d'échange de lettres, entre le Ministre des Relations extérieures de l'Uruguay et le Ministre de Belgique à Montevideo, le 19 juin 1936. — 27 juillet 1936. — M. L., n. 59 (1^{er} août 1936).

Accord commercial provisoire entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Chili. — 27 août 1936. — M. L., n. 76 (24 octobre 1936).

Arr. grand-ducal relatif aux échanges commerciaux et aux paiements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Espagne. — 4 octobre 1936. — M. L., n. 73 (10 octobre 1936).

Arr. grand-ducal modifiant l'accord pour le règl. par voie de compensation des créances commerciales entre la République turque et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, conclu à Ankara, le 31 mai 1934. — 19 octobre 1936. — M. L., n. 76 (24 octobre 1936).

Arr. grand-ducal mettant en vigueur l'accord intervenu le 12 août 1936 entre les Gouvernements belge et roumain au sujet du règl. accéléré des créances commerciales arriérées sur la Roumanie. — 19 octobre 1936. — M. L., n. 76 (24 octobre 1936).

Arr. grand-ducal mettant en vigueur un arrangement intervenu à Sofia, le 16 septembre 1936, entre les Gouvernements belge et bulgare au sujet du règl. accéléré des créances commerciales arriérées sur la Bulgarie. — 19 octobre 1936. — M. L., n. 76 (24 octobre 1936).

Mexique. — Accord de commerce conclu par échange de notes entre le Mexique et le Salvador (*assure aux deux parties, dans l'attente d'un traité de commerce à conclure, le traitement de la nation la plus favorisée*). — 2 septembre 1935. — D. O. Tome XCIV, n. 14 (17 janvier 1936).

Publication de l'accord commercial provisoire conclu entre le Mexique et le Brésil, le 30 juillet 1936, moyennant échange de notes. — 11 septembre 1936. — D. O., Tome XCVIII, n. 24 (29 septembre 1936).

Nicaragua. — D. approuvant la Convention de commerce conclue à Managua, le 11 mars 1936, entre le Nicaragua et les Etats-Unis d'Amérique (*annexes: Liste I et II*). Instrument de ratification. — 17 août et 2 septembre 1936. — L. G., nos 190 et 193 (31 août et 3 septembre 1936).

L. autorisant le Gouvernement à conclure, lorsqu'il l'estimera utile et pour une période de trois ans, des accords commerciaux avec les pays étrangers (*les réductions de droits d'importation auront lieu par voie de compensation et ne pourront pas dépasser 25 % des droits actuels*). — 20 août 1936. — L. G., n. 203 (17 septembre 1936).

Norvège. — Protocole tarifaire norvégien polonais ajouté au traité de commerce du 22 décembre 1926 et protocole additionnel du 26 avril 1928. — 8 janvier 1935. — O. F. S. n. 6 (28 novembre 1936).

Accord de contingentement et de compensation entre la Norvège et la Turquie. — 8 juin 1936. — O. F. S., n. 5, (22 août 1936).

Circulaire portant des dispositions concernant le paiement de marchandises italiennes importées en Norvège. — 10 septembre 1936. — N. L., n. 36 (29 septembre 1936).

Pays-Bas. — D. portant promulgation au Staatsblad de la Convention de commerce et de navigation conclue à Montevideo, le 29 janvier 1934, entre les Pays-Bas et l'Uruguay, avec protocole y relatif. — 24 janvier 1936. — Stbl., n. 84 (30 janvier 1936).

D. ordonnant la promulgation au « Staatsblad » de la convention internationale pour l'unification des méthodes de prélèvement des échantillons et d'analyse des fromages, conclue à Rome le 26 avril 1934, avec annexes A et B et protocole de signature (*la convention entre en vigueur dans les Pays-Bas (métropole) le 31 juillet 1936*). — 11 février 1936. — Stbl., n. 86 (3 mars 1936).

D. ordonnant la promulgation au « Staatsblad » de la convention internationale pour le marquage des œufs dans le commerce international, conclue à Bruxelles le 11 décembre 1931, avec annexes A et B et protocole de signature. (*La convention entre en vigueur dans les Pays-Bas (métropole) le 27 juillet 1936*). — 5 mars 1936. — Stbl., n. 89 (20 mars 1936).

L. approuvant la convention de commerce conclue à Ankara, le 23 septembre 1934, entre les Pays-Bas et la Turquie. — 26 mars 1936. — Stbl., n. 90-A (17 avril 1936).

D. ordonnant la promulgation des notes échangées le 18 décembre 1935 à Londres entre les représentants des Pays-Bas et la Grande-Bretagne, et contenant une convention concernant les relations commerciales entre les Pays-Bas d'une part, et d'autre part Terre-Neuve, les colonies britanniques ainsi que les pays sous protectorat ou sous mandat britannique (*la convention est entrée en vigueur dans les Pays-Bas - métropole - le 18 décembre 1935*). — 27 mars 1936. — Stbl., n. 91 (14 avril 1936).

L. approuvant le traité de commerce et de navigation conclu à Paris, le 28 mai 1935, entre les Pays-Bas et la France, avec listes annexes, protocole de signature, et notes échangées. — 27 mars 1936. — Stbl., n. 92 (17 avril 1936).

D. ordonnant la promulgation au « Staatsblad » du traité de commerce et de navigation conclu à Madrid, le 16 juin 1934, entre les Pays-Bas et l'Espagne, avec protocole de signature; ainsi que des notes échangées le 14 décembre 1934 et visant la mise en application provisoire dudit traité. — 3 avril 1936. — Stbl., n. 93 (17 avril 1936).

- D. ordonnant la publication au « Staatsblad » des protocoles signés à Londres les 27 juin 1935 et 22 mai 1936 modifiant la convention internationale de Londres, 7 mai 1934, concernant les restrictions à la production et à l'exportation du caoutchouc. — 8 juillet 1936. — Stbl., n. 96 (21 juillet 1936).
- L. approuvant la convention tarifaire conclue à La Haye, le 9 avril 1936, entre les Pays-Bas et la Pologne. — 21 novembre 1936. — Stbl., n. 99G (8 décembre 1936).
- D. ordonnant la promulgation au « Staatsblad » de la deuxième convention conclue à Berlin le 6 juin 1934 entre les Pays-Bas et l'Allemagne, modifiant la convention néerlandaise-allemande de douanes et crédit du 26 novembre 1925. — 9 décembre 1936. — Stbl., n. 99N (18 décembre 1936).
- D. ordonnant la promulgation au « Staatsblad » de l'arrangement conclu à Berlin, le 6 juin 1934, entre les Pays-Bas et l'Allemagne, et concernant le trafic des marchandises entre l'Allemagne et les Indes Néerlandaises. — 9 décembre 1936. — Stbl., n. 99M (18 décembre 1936).
- L. approuvant la convention conclue à Berlin le 23 décembre 1935 entre les Pays-Bas et l'Allemagne et concernant la réglementation du trafic des marchandises pour l'année 1936; avec annexe et protocole final. D. ordonnant la promulgation au « Staatsblad » de ladite convention, etc., ainsi que des notes échangées à la même date et visant la mise en application provisoire de ladite. — 9 et 23 décembre 1936. — Stbl., n. 99 L et 99 S (10 et 30 décembre 1936).
- Indes Néerlandaises.** — Rés. du Gouverneur général publiant le d. royal du 24 janvier 1936 portant promulgation de la convention de commerce et de navigation conclue à Montevideo, le 29 janvier 1934, entre les Pays-Bas et l'Uruguay (*entre en vigueur pour les Indes Néerlandaises le 15 avril 1936. Clause réciproque du traitement de la nation la plus favorisée, réserve faite du traitement pouvant être accordé par l'Uruguay aux pays de l'Amérique du Sud*). — 22 février 1936. — Stbl. N. I., n. 78 (6 mars 1936).
- Rés. du Gouverneur général publiant le d. royal du 3 mars 1936, n. 33, portant promulgation du traité de commerce et de navigation conclu à Madrid, le 16 juin 1934, entre les Pays-Bas, et l'Espagne. — 29 avril 1936. — Stbl., N. I., n. 204 (29 mai 1936).
- D. du Gouverneur Général publiant les protocoles signés à Londres, le 27 juin 1935 et le 22 mai 1936, et modifiant la convention internationale du 7 mai 1934 conclue à Londres, le 7 mai 1934, pour limiter la production et l'exportation du caoutchouc. — 4 septembre 1936. — Stbl., N. I., n. 472 (18 septembre 1936).
- Roumanie.** — Arr. n. 740 du Conseil des ministres portant approbation de l'accord commercial provisoire du 16 janvier 1936 avec l'Egypte. — 4 avril 1936. — M. O., n. 96 (27 avril 1936).
- Arr. n. 747 du Conseil des ministres portant approbation de l'accord de paiements du 2 avril 1936 avec la Grèce. — 6 avril 1936. — M. O., n. 96 (27 avril 1936).
- Arr. n. 748 du Conseil des ministres portant approbation de l'accord de paiements du 4 avril 1936 avec la Hongrie. — 6 avril 1936. — M. O., n. 97 (28 avril 1936).

Arr. n. 900 du Conseil des ministres portant approbation de l'accord du 23 mars 1936 additionnel à l'accord de *clearing* du 4 septembre 1935, avec la Confédération suisse. — 14 mai 1936. — M. O., n. 113 (18 mai 1936).

Arr. n. 933 du Conseil des ministres portant ratification de l'accord du 7 février 1936 avec la France sur les paiements commerciaux et du protocole y relatif. — 14 mai 1936. — M. O. n. 126 (3 juin 1936).

Arr. n. 1293 du Conseil des ministres portant approbation de l'accord des paiements du 28 mai 1936 avec la Grande-Bretagne. — 27 juin 1936. — M. O., n. 153 (4 juillet 1936).

Arr. n. 1965 approuvant l'accord de paiements du 28 août 1936 avec les Pays-Bas. — 22 septembre 1936. — M. O., n. 232 (5 octobre 1936),

Arr. n. 1964 du Conseil des ministres approuvant le traité de commerce du 14 août 1936 avec l'Argentine. — 24 septembre 1936. — M. O., n. 232 (5 octobre 1936).

Arr. n. 1966 approuvant le protocole du 4 avril 1936 complétant l'accord de paiements du 4 avril 1936 avec la Hongrie. — 24 septembre 1936. — M. O., n. 232 (5 octobre 1936).

Arr. n. 2245 du Conseil des ministres approuvant le 2^{ème} protocole du 24 septembre 1926 additionnel à l'accord du 24 mai 1935 réglementant les paiements avec l'Allemagne. — 29 octobre 1936. — M. O., n. 262 (10 novembre 1936).

Arr. n. 2313 du Conseil des ministres portant approbation de l'accord commercial provisoire du 24 août 1936, avec le Brésil. — 4 novembre 1936. — M. O., n. 273 (23 novembre 1936).

Suède. — Arr. royal n. 498 portant des dispositions supplémentaires à l'arr. du 28 juin 1935, n. 381, concernant l'exécution, dans certains cas, de l'obligation de paiements dans les rapports avec l'Italie. — 5 septembre 1936. — S. F., n. 498 (7 septembre 1936).

Suisse (Confédération). — Accord de *clearing* entre la Confédération suisse et le Royaume de Roumanie. — 4 septembre 1935. — R. L. F., n. 12 (15 avril 1936).

Convention internationale pour l'unification des méthodes de prélèvement des échantillons et d'analyse des fromages. — 14 février 1936. — R. L. F., n. 9 (18 mars 1936).

Accord additionnel du 23 mars 1936 à l'Accord de *clearing* entre la Confédération suisse et le royaume de Roumanie, conclu le 4 septembre 1935. — 1^{er} avril 1936. — R. L. F., n. 12 (15 avril 1936).

Accord entre la Confédération suisse et le Royaume d'Italie concernant l'application de l'Accord, du 3 décembre 1935, aux paiements afférents aux créances financières. — 3 avril 1936. — R. L. F., n. 19 (10 juin 1936).

Arr. fédéral concernant l'accord commercial entre la Suisse et les Etats-Unis d'Amérique. — 23 avril 1936. — R. L. F., n. 16 (20 mai 1936).

Convention internationale pour l'unification des méthodes de prélèvement des échantillons et d'analyse des fromages. — 16 mai 1936. — R. L. F., n. 18 (3 juin 1936).

Additif du 6 juillet 1936 à l'accord concernant le trafic de compensation germano-suisse du 17 juillet 1935. — 6 juillet 1936. — R. L. F., n. 26 (22 juillet 1936).

Accord de clearing entre la Confédération Suisse et le Royaume de Bulgarie. — 15 juillet 1936. — R. L. F., n. 25 (15 juillet 1936).

Arr. du Conseil fédéral relatif à l'exécution de l'additif du 6 juillet 1936 à l'accord concernant le trafic de compensation germano-suisse du 17 avril 1935. — 22 juillet 1936. — R. L. F., n. 26 (22 juillet 1936).

Accord commercial provisoire entre la Suisse et le Brésil. — 24 juillet 1936. — R. L. F., n. 30 (26 août 1936).

Union Sud-africaine. — Not. n. 455 portant le texte de l'échange de notes avec la France, réglementant les relations commerciales (*peaux, cuirs, fourrures, laines, etc.*). — 3 avril 1936. — U. S. A. G. G., n. 2343 (3 avril 1936).

Not. gouvernementale n. 490, portant le texte de l'Accord commercial du 30 août 1935, et de l'accord commercial supplémentaire, du 10 mars 1936, avec le Royaume-Uni. — 9 avril 1936. — U. S. A. G. G., n. 2345 (9 avril 1936).

Uruguay. — L. approuvant la convention commerciale et de paiements conclue à Londres, le 26 juin 1935, entre l'Uruguay et la Grande-Bretagne. — 18 décembre 1935. — D. O., n. 8829 (25 janvier 1936).

L. approuvant la convention de commerce et de navigation conclue à Montevideo, le 29 janvier 1934, entre l'Uruguay et les Pays-Bas. — 18 décembre 1935. — D. O., n. 8829 (25 janvier 1936).

L. approuvant un échange de notes effectué avec le Brésil et relatif à la Convention du 23 novembre 1935, concernant les fruits frais. — 19 décembre 1935. — D. O., n. 8829 (25 janvier 1936).

Promulgation, par le Président, de la Convention de commerce et de navigation conclue le 29 janvier 1934 entre l'Uruguay et les Pays-Bas. — 15 janvier 1936. — D. O., n. 8828 (24 janvier 1936).

D. promulguant une Convention, un protocole additionnel et une Convention supplémentaire, concernant les échanges commerciaux et conclus à Londres, le 26 juin 1935, entre l'Uruguay et la Grande-Bretagne. — 5 février 1936. — D. O., n. 8861 (5 mars 1936).

L. approuvant le traité de commerce et navigation conclu à Montevideo, le 4 avril 1936, entre l'Uruguay et la Norvège. — 25 novembre 1936. — D. O., n. 9092 (12 décembre 1936).

Vénézuéla. — Notes échangées entre le Ministre des affaires étrangères et la Légation de Colombie à Caracas, portant mise en vigueur d'un accord de commerce entre les deux pays. — 14 mars 1936. — G. O., n. 18905 (14 mars 1936).

Notes échangées entre le Ministre des affaires étrangères et le Ministre de France, concernant les relations commerciales franco-vénézuéliennes. (*Complètent les accords du 26 février et du 7 août 1935. Stipulent une augmentation du contingent de café vénézuélien admis en France, augmentation proportionnelle des achats vénézuéliens en France et atteignant un maximum de 35.000 quintaux jusqu'à fin 1936.*) — 30 mai 1936. — G. O., n. 18970 (1^{er} juin 1936).

Notes échangées entre le Ministre des affaires étrangères et le représentant diplomatique du Danemark, concernant les échanges commerciaux danois-vénézuéliens. — 22 juillet 1936. — G. O., n. 19015 (23 juillet 1936).

Yougoslavie. — O. ratifiant l'accord commercial conclu à Madrid, le 15 mai 1936, entre la Yougoslavie et l'Espagne. Annexes: Protocole concernant les paiements et protocole de signature. — 30 mai 1936. — S. N., n. 127-XXXIX (6 juin 1936).

O. approuvant et ratifiant l'accord commercial et de compensation conclu à Belgrade, le 22 août 1936, entre la Yougoslavie et la Grèce, ainsi que le Protocole annexé audit accord. — 31 août 1936. — n. 231-LVII (6 octobre 1936).

O. approuvant l'accord conclu à Rome, le 26 septembre 1936, entre la Yougoslavie et l'Italie et concernant le régl. de leurs échanges commerciaux ainsi que les paiements y afférents. — 29 septembre 1936. — S. N., n. 227-LV (1^{er} octobre 1936).

O. promulguant l'arrangement commercial conclu à Belgrade, le 25 septembre 1936, entre la Yougoslavie et les Pays-Bas, — 28 octobre 1936. — S. N., n. 251-LXII (30 octobre 1936).

O. publiant les notes échangées à Belgrade, le 10 novembre 1936, entre le Gouvernement et le représentant de la Tchécoslovaquie, à l'effet de modifier certaines positions douanières concernant l'importation en Yougoslavie des marchandises tchécoslovaques (*bière, charrues, machines agricoles, etc. Entrée en vigueur le 1^{er} décembre 1936*). — 28 novembre 1936. — S. N., n. 284-LXX (8 décembre 1936).

O. publiant la Convention de commerce et de navigation conclue à Ankara, le 28 octobre 1936, entre la Yougoslavie et la Turquie. — 14 décembre 1936. — S. N., n. 295-LXXIV (22 décembre 1936).

O. publiant l'arrangement commercial conclu à Londres le 27 novembre 1936, entre le royaume de Yougoslavie et le royaume de Grande-Bretagne et Irlande du Nord (*contingentements, etc.*). — 30 décembre 1936. — S. N., n. 303-LXXVII (31 décembre 1936).

O. publiant l'arrangement commercial yougoslave-hongrois, conclu à Belgrade le 17 décembre 1936 (*contingents minima et supplémentaires pour les bois, pruneaux, poissons yougoslaves, etc.*). O. publiant l'accord yougoslave-hongrois concernant les paiements, conclu à Belgrade à la même date. — 30 décembre 1936. — S. N. n. 303-LXXVII (31 décembre 1936).

CHAPITRE XV.

BOURSES, MARCHÉS ET CHAMBRES DE COMMERCE

France. — Arr. homologuant le règl. du marché des sucres à Paris. — 28 février 1936. — J. O., n. 52 (1^{er} mars 1936).

Arr. homologuant le règl. du marché des blés, seigles, avoines et orges à Paris. — 11 mai 1936. — J. O., n. 117 (17 mai 1936).

Arr. homologuant le règl., du marché des huiles à Paris. — 11 mai 1936. — J. O., n. 117 (17 mai 1936).

Mexique. — L. concernant les Chambres de commerce et d'industrie. — 18 août 1936. — D. O., Tome XCVII, n. 50 (27 août 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 176 du C. C. P. concernant l'administration des marchés locaux. — 4 février 1936. — S. Z. R., n. 7, texte 65 (25 février 1936).

Venezuela. — Note échangée entre le Ministre des affaires étrangères et le Ministre de l'agriculture et du commerce, concernant les relations commerciales franco-venezuéloises. (Changement des agents de la mission française à Caracas, pendant l'absence de l'agent principal, M. de la Roche). — 14 mars 1936. — J. O., n. 120 (17 mars 1936).

Note échangée entre le Ministre des affaires étrangères et le Ministre de l'agriculture et du commerce, concernant les relations commerciales franco-venezuéloises. (Changement des agents de la mission française à Caracas, pendant l'absence de l'agent principal, M. de la Roche). — 14 mars 1936. — J. O., n. 120 (17 mars 1936).

Note échangée entre le Ministre des affaires étrangères et le Ministre de l'agriculture et du commerce, concernant les relations commerciales franco-venezuéloises. (Changement des agents de la mission française à Caracas, pendant l'absence de l'agent principal, M. de la Roche). — 14 mars 1936. — J. O., n. 120 (17 mars 1936).

CHAPITRE XVI.

COMMERCE DES COMBUSTIBLES
ET DES MACHINES AGRICOLES

Belgique. — Arr. royal concernant la réglementation sur les tourbières.
— 6 mai 1936. — M. B., n. 151 (30 mai 1936).

Etats-Unis d'Amérique (Confédération). — Rés. solidaire instituant des recherches sur les sociétés s'occupant de la fabrication, la vente ou la distribution d'outils et machines agricoles. — 24 juin 1936. — P. R., n. 130, 74th Congress, S. J. Res. 277 (1936).

France. — D. relatif aux carburants détaxés à l'usage de l'agriculture.
— 5 septembre 1936. — J. O., n. 210 (7 et 8 septembre 1936).

Italie. — D. l. royal n. 2548 modifiant l'art. 4 du d. l. royal du 24 octobre 1935, n. 1880, instituant l'office spécial pour l'approvisionnement de combustibles liquides étrangers et nationaux. — 30 décembre 1935. — G. U., n. 64 (17 mars 1936).

D. ministériel modifiant les dispositions concernant la distribution du pétrole destiné à être employé dans l'agriculture importé en franchise de douane. — 12 janvier 1936. — G. U., n. 50 (29 février 1936).

D. l. royal n. 1046 visant l'encouragement de la production des huiles lourdes provenant de la distillation des roches bitumineuses et d'asphalte et des charbons fossiles indigènes. — 4 mai 1936. — G. U., n. 139 (17 juin 1936).

Lithuanie. — Régl. pour l'exécution de la l. sur l'obligation de mélange d'alcool à l'essence (*pour automobiles*). — 6 mars 1936. — J. O., n. 525.

Modification du régl. pour l'exécution de la l. sur l'obligation de mélange d'alcool à l'essence. — 20 mars 1936. — J. O., n. 527.

Union des République Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 857 du C. C. P. approuvant les taux pour le paiement en nature des travaux effectués par les stations de machines et tracteurs dans les kolkhozy en ce qui concerne le sénévé et le soja. — 14 mai 1936. — S. Z. R., n. 31, texte 280 (26 juin 1936).

République Socialiste Fédérative Soviétique Russe. — Arr. du Congrès Economique concernant l'exploitation de la tourbe par les kolkhozy.
— 27 avril 1936. — S. U. R., n. 11, texte 66 (10 juin 1936).

Uruguay. — Rés. autorisant, en application de l'art. 18 du budget, un crédit de 25 mille pesos au Ministère de l'élevage et de l'agriculture pour l'achat et la fourniture à bon marché, aux agriculteurs, d'outillage agricole. — 8 août 1936. — D. O., n. 9001 (26 août 1936).

III^{ÈME} PARTIE

LOIS FINANCIÈRES ET TRAITEMENT DOUANIER EN MATIÈRE AGRICOLE

CHAPITRE I.

LÉGISLATION FINANCIÈRE EN GÉNÉRAL ET DES IMPÔTS DIRECTS EN PARTICULIER

Allemagne. — L. sur l'impôt foncier. — 1^{er} décembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 112, p. 986 (3 décembre 1936).

[L'impôt foncier sera perçu par les communes sur les exploitations agricoles ou forestières et sur les terrains faisant partie de leurs territoires et grèvera ces fonds comme charge publique. Sont exemptés les biens-fonds appartenant au Reich, aux Pays, communes, chemins de fer de l'Etat, à l'entreprise « Reichautobahner », au Parti National Socialiste et à ses associations affiliées, les terrains servant à des buts sportifs, scientifiques, religieux, de bienfaisance, d'éducation, à des hôpitaux, tels que routes, cimetières, etc. et les terrains frappés d'exterritorialité, enfin les cours d'eau et les terrains d'atterrissage des aéroports.

C'est le propriétaire du fonds qui est considéré comme contribuable même dans le cas d'exploitations agricoles ou forestières où les installations et les bâtiments appartiennent à un tiers. Dans le cas d'emphytéose ou de droits de superficie héréditaire, le contribuable est l'ayant-droit. Les copropriétaires sont considérés comme débiteurs solidaires. A côté du propriétaire, seront personnellement responsables comme débiteurs solidaires l'usufruitier, l'usager et le propriétaire des installations et bâtiments n'appartenant pas au propriétaire du fonds pour la quote-part attribuable à ces installations et bâtiments. L'imposition sera basée sur la valeur unitaire constatée conformément aux dispositions de la loi du Reich sur les évaluations (Reichsbewertungsgesetz) et sera calculée à un taux correspondant à un tant *pour mille* de la valeur unitaire. Ce taux sera généralement de 10 pour mille mais il pourra être réduit par le Ministre des Finances du Reich, de concert

avec les Ministres intéressés. La somme imposable pourra être divisée entre plusieurs communes proportionnellement aux parties du fonds faisant partie de leurs territoires.

Un arrangement de compensation fiscale entre les communes pourra remplacer cette division. L'application de cette dernière disposition pourra être limitée à certaines parties du Reich.

L'impôt foncier sera établi pour chaque exercice. Le montant annuel sera calculé d'après un pourcentage du montant-base de l'imposition indiqué ci-dessus et devra être uniforme dans chaque commune. pour toutes les exploitations agricoles et forestières d'un côté et pour tous les terrains d'un autre côté. Le taux d'imposition annuel applicable aux exploitations peut être différent du taux applicable aux terrains et le rapport entre les deux taux sera fixé par les Ministres des Finances et de l'Intérieur du Reich.

Les échéances de l'impôt foncier seront, en général, trimestrielles pour les exploitations agricoles et forestières et mensuelles pour les terrains, mais les communes pourront conclure des arrangements différents avec l'assentiment des organes de contrôle; l'échéance des montants annuels ne dépassant pas 5, 10 et 20 RM est réglée à part.

Les communes de 5.000 habitants au moins auront droit à une somme compensatrice si le montant de l'impôt foncier imposable sur les terrains exemptés dudit impôt dépasse 25 % du revenu total de l'impôt foncier de la commune et si ces exemptions constituent un danger pour son bilan. La somme compensatrice sera payée par les contribuables exonérés dudit impôt et sera fixée par les Ministres des Finances et de l'Intérieur du Reich ou par les organes qu'ils auront autorisés. Seuls les contribuables bénéficiant d'exemptions devenues applicables depuis le 31 décembre 1932 sont tenus de payer la somme de compensation.

La loi devient applicable pour l'exercice 1938.]

Allemagne. — D. portant application de la l. sur l'assiette de l'impôt foncier. — 20 janvier 1936. — RGbl., Teil I, n. 6, p. 27 (23 janvier 1936).

D. concernant la publication des données se référant à l'évaluation du sol cultivé. — 31 janvier 1936. — RGbl., Teil I, n. 16, p. 120 (26 février 1936).

Deuxième l. modifiant la l. sur la péréquation financière. — 30 mars 1936. — RGbl., Teil I, n. 32, p. 315 (30 mars 1936).

Deuxième d. portant application de la l. sur l'assiette de l'impôt foncier. 18 décembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 122, p. 1121 (23 décembre 1936).

Argentine. — D. n. 73958 modifiant le d. n. 58137 du 1^{er} avril 1935 réglementant le paiement des impôts fonciers échus. — 30 décembre 1935. — B. O., n. 12516 (16 mars 1936).

D. n. 95260 visant l'application de la l. n. 12312 concernant les facilités relatives au paiement de l'impôt foncier et des arriérés du même impôt. — 28 novembre 1936. — B. O., n. 12725 (3 décembre 1936).

Australie (Australie du Sud). — L. n. 2296 réglant l'assiette de l'impôt sur le revenu. — 22 octobre 1936. — I Edw. VIII (1936).

L. n. 2307 établissant les taux de l'impôt sur le revenu. — 19 novembre 1936. — I Edw. VIII (1936).

Australie (Queensland). — Règl. concernant les impôts fonciers. — 6 février 1936. — Q. G. G., n. 31 (6 février 1936).

Australie (Victoria). — L. n. 4397 concernant l'impôt foncier pour 1937. — 19 octobre 1936. — I Edw. VIII (1936).

L. n. 4400 fixant les taux des impôts sur le revenu pour 1936. — 19 octobre 1936. — I Edw. VIII (1936).

Autriche (Confédération). — D. n. 183 visant l'exécution du traité du 18 février 1922 (*B. G. Bl. n. 2 de 1923*) avec la Tchécoslovaquie pour la compensation de l'imposition intérieure et à l'étranger, spécialement en vue d'éviter une double imposition dans le domaine des impôts directs. — BGBl., 43. Stück (5 juin 1936).

Autriche (Salzbourg). — L. n. 2 modifiant la l. de 1927 sur l'impôt foncier (3^{ème} complément). — LGBl., 1. Stück (8 janvier 1936).

Belgique. — Arr. royal portant à 6 p. c. le taux de la contribution foncière. — 12 février 1936. — M. B., n. 47 (16 février 1936).

Arr. royal apportant des modifications aux lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus (*impôt foncier*). — 30 mars 1936. — M. B., n. 90-91 (30 et 31 mars 1936).

Arr. royal apportant des modifications aux l. coordonnées relatives aux impôts sur les revenus (*impôt foncier et impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole*). — 31 mars 1936. — M. B., n. 94 (3 avril 1936).

L. tendant à modifier l'article 10 de la l. du 13 juillet 1930 (*art. 13, § 1^{er}, des l. coordonnées relatives aux impôts sur les revenus*) (*impôt foncier*). — 7 avril 1936. — M. B., n. 109 (18 avril 1936).

Bulgarie. — D. l. concernant l'impôt sur le revenu. — 29 janvier 1936. — D. V., n. 24 (3 février 1936).

D. l. portant des dégrèvements fiscaux et autres allègements. — 12 mars 1936. — D. V., n. 58 (14 mars 1936).

D. l. amendant et complétant le d. l. du 3 février 1936 concernant l'impôt sur le revenu. — 4 avril 1936. — D. V., n. 82 (16 avril 1936).

- Canada (Ontario).** — L. c. l'impôt sur le revenu. — 2 mars 1936. — S. P. O., 1 Edw. VIII, ch. 1 (1936).
- L. modifiant la l. concernant l'assiette des impôts. — 9 avril 1936. — S. P. O., 1 Edw. VIII, ch. 3 (1936).
- L. modifiant la l. concernant l'assiette des impôts. — 9 avril 1936. — S. P. O., 1 Edw. VIII, ch. 4 (1936).
- Canada (Saskatchewan).** — L. abrogeant la l. concernant les impôts sur les terres sauvages. — 1^{er} avril 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 13 (1936).
- L. modifiant la l. concernant les impôts arriérés. — 1^{er} avril 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 46 (1936).
- Chili.** — L. n. 5769 faisant remise, aux débiteurs du fisc, des amendes et pénalités concernant l'impôt sur les biens immobiliers (*à condition qu'ils payent ledit impôt dans les soixante jours*). — 17 janvier 1936. — D. O., n. 17371 (20 janvier 1936).
- L. n. 5816 accordant le bénéfice de la l. n. 5796 du 20 janvier 1936 aux débiteurs d'impôts retardataires sur les biens immobiliers en ce qui concerne la partie revenant aux municipalités. — 11 février 1936. — D. O. n. 17392 (13 février 1936).
- L. n. 5875 déclarant exemptées du paiement d'impôts fiscaux ou municipaux, les propriétés des communautés indigènes faisant l'objet d'une procédure de partage. — 13 août 1936. — D. O., n. 17561 (5 septembre 1936).
- Colombie.** — L. n. 78 modifiant les dispositions concernant l'impôt sur le revenu, augmentant les taux d'imposition, établissant certains impôts additionnels et en supprimant d'autres. — 23 décembre 1935. — D. O., n. 23075 (3 janvier 1936).
- D. 1397 complétant et modifiant le d. n. 818 de 1936, etc. (*Exonérations de contributions accordées aux producteurs de café et de bananes conformément à la l. n. 78 de 1935*). — 16 juin 1936. — D. O., n. 23254 (11 août 1936).
- Costa-Rica.** — D. autorisant l'administration générale des impôts directs à conclure des arrangements avec les débiteurs d'arriérés de l'impôt foncier en leur accordant des délais de huit trimestres, libres d'amendes, pour le paiement de leur dû. — 3 juillet 1936. — L. G., n. 151 (5 juillet 1936).
- D. stipulant que l'impôt foncier sera payé en quatre échéances trimestrielles, à savoir en février, mai, août et novembre de chaque année (*de manière que les échéances ne coïncident pas avec celles relatives à la contribution municipale*). — 5 août 1936. — L. G., n. 180 (8 août 1936).
- Cuba.** — D. l. n. 877 faisant remise, à cause de la calamité publique qu'a été le cyclone de 1933, et avec exclusion de l'exercice en cours, des sommes dues pour impôt foncier et surtaxe provinciale, ainsi que des sommes revenant à l'Etat, visées par l'art. XVIII de la l. du 15 juillet 1925 (*il s'agit des domaines de canne à sucre dont les possesseurs, pour bénéficier de la remise, devront présenter une déclaration jurée indiquant l'arrêt de leur industrie pendant les diverses années, par suite des dommages causés à leurs installations*). — 18 février 1935. — B. O. S. H., Tome XXXVIII, nos 1-2-3 (janvier-mars 1935).

Danemark. — L. n. 125 établissant un impôt extraordinaire sur la fortune. — 21 avril 1936. — L. A., n. 17 (25 avril 1936).

Equateur. — D. n. 660 modifiant l'alinéa 2 de la lettre b), art. 9, de la l. concernant l'impôt sur la propriété foncière, et complétant le régl. publié par arr. n. 378 du 21 mai 1934 (*abaissement de l'évaluation pour cause d'hypothèque*). — 27 décembre 1935. — R. O. n. 85 (10 janvier 1936).

D. n. 668 prorogeant jusqu'au 31 mars 1936 le délai accordé, par le d. du 20 novembre 1935, aux débiteurs retardataires du fisc pour se mettre en règle, sans avoir à payer d'intérêts ni de pénalités. — 31 décembre 1935. — R. O., n. 91 (17 janvier 1936).

D. n. 146 publiant le régl. de la Direction des recettes visant l'application de la l. de l'impôt sur la propriété rurale, en ce qui concerne les dispositions contenues dans l'alinéa b) de l'art. 9 (*déclarations relatives aux hypothèques dont les propriétés sont grevées; crédits hypothécaires; évaluation des plantations de café et de cacao et de leur rapport*). — 6 mars 1936. — R. O., n. 135 (9 mars 1936).

D. n. 829 complétant l'art. 29 de la l. concernant l'impôt sur la propriété rurale (*responsabilité de l'adjudicataire d'un domaine vendu à l'encan, en ce qui concerne les impôts non payés par l'ancien propriétaire*). — 14 novembre 1936. — R. O., n. 339 (14 novembre 1936).

Etats-Unis d'Amérique (Confédération). — L. concernant les revenus publics (*visant à créer des revenus publics, à égaliser l'imposition et visant d'autres buts*). — 22 juin 1936. — P. n. 740,74th Congress, H. R. 12395 (1936).

Etats-Unis d'Amérique (Iles Philippines). — L. n. 35 modifiant les articles 1, 2, 6 et 7 de la l. n. 4181 dans sa forme modifiée en vue d'unifier tous les impôts sur la propriété foncière et les amendes dues et non payées pour l'année 1935 et les années précédentes, fixant le délai et la manière de paiement desdites taxes et annulant les pénalités prononcées jusqu'à présent. — 6 octobre 1936. — O. G., n. 131 (31 octobre 1936).

France. — D. portant incorporation dans le code pénal des impôts directs et taxes assimilées de textes législatifs modifiant certaines dispositions de ce code. — 17 octobre 1936. — J. O., n. 262 (7 novembre 1936).

D. portant incorporation dans le code des impôts directs et taxes assimilées applicables dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, et de la Moselle des textes législatifs modifiant certaines dispositions de ce code. — 17 octobre 1936. — J. O., n. 262 (7 novembre 1936).

France (République Syrienne). — D. législatif constatant sur l'impôt foncier non bâti une réduction de 10 %. — 14 octobre 1936. — J. O. R. S., n. 44 (26 novembre 1936).

Grèce. — D. limitant les impôts spéciaux et locaux sur le raisin. — 13 janvier 1936. — J. O., n. 40 (22 janvier 1936).

D. l. complétant les dispositions concernant la détermination de l'impôt foncier sur le tabac. — 4 mars 1936. — J. O., n. 124 (7 mars 1936).

Guatemala. — L. (d. n. 1885) concernant les impôts sur les terrains en friche et les latifondia (*terrains de grande extension constituant un obstacle à la politique agraire et au parcellement*). — 10 octobre 1936. — D. C. A. Tome XVII, n. 87 (12 octobre 1936).

Inde (Bombay). — L. n. XXXI modifiant le code de l'impôt foncier de 1879. — 21 janvier 1936. — B. G. G., Part IV (30 janvier 1936).

Inde (Provinces Centrales). — L. n. VIII concernant l'impôt foncier (*modification de la loi de 1917*). — 29 mars 1936. — C. P. G., n. 15 (10 avril 1936).

L. n. IX concernant l'impôt foncier (*2^{ème} modification de la l. de 1917*). — 30 mars 1936. — C. P. G., n. 15 (10 avril 1936).

L. n. XVIII modifiant la l. de 1917, concernant le revenu foncier (*3^{ème} modification*). — 10 octobre 1936. — C. P. G., n. 43, Part III (23 octobre 1936).

L. n. XXII modifiant la l. de 1917 concernant le revenu foncier (*4^{ème} modification*). — 27 octobre 1936. — C. P. G., n. 45, Part III (6 novembre 1936).

L. n. XXVIII modifiant la l. de 1917 concernant les revenus fonciers (*5^{ème} modification*). — 6 novembre 1936. — C. P. G., n. 48, Part III (27 novembre 1936).

Italie. — D. l. royal n. 1639, portant des réformes d'ordre fiscal. — 7 août 1936. — G. U., n. 211 (11 septembre 1936).

D. l. royal n. 1743, concernant l'émission d'un emprunt 5 % remboursable et l'assiette d'un impôt extraordinaire sur la propriété immobilière pour le service dudit emprunt. — 5 octobre 1936. — G. U., n. 231 (5 octobre 1936).

D. ministériel fixant le coefficient d'évaluation du revenu de propriétaire des terrains, aux effets de l'impôt complémentaire progressif pour l'année 1937. — 19 octobre 1936. — G. U., n. 270 (21 novembre 1936).

Japon. — Arr. n. 13 du Ministère des finances, amendant le règl. d'application de la l. concernant les périodes d'exemption de l'impôt foncier en cas de modification de la catégorie foncière des terrains. — 18 mai 1936. — K., n. 2810 (18 mai 1936).

L. n. 36 concernant la revision de la valeur locative des terrains. — 30 mai 1936. — K., n. 2822 (1^{er} juin 1936).

Arr. n. 15 du Ministère des finances portant le règl. d'application de la l. sur la revision de la valeur locative des terrains. — 1^{er} juin 1936. — K., n. 2822 (1^{er} juin 1936).

Norvège. — L. n. 2 établissant un nouvel impôt extraordinaire sur la fortune pour l'exercice financier 1936-1937. — 13 mars 1936. — N. L., n. 11, p. 317 (19 mars 1936).

Arr. royal concernant le payement d'un impôt extraordinaire sur la fortune, pour l'exercice financier 1936-1937. — 17 avril 1936. — N. L., n. 15, p. 415 (20 avril 1936).

Arr. royal établissant un droit fiscal sur les terres qui, pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 1936 au 30 juin 1937, sont exploitées pour la culture du tabac. — 20 mai 1936. — N. L., n. 20, p. 586 (26 mai 1936).

Arr. royal concernant les impôts sur le revenu et la fortune pour l'exercice financier allant du 1^{er} juillet 1936 au 30 juin 1937. — 30 juin 1936. — N. L. n. 26, p. 773 (4 juillet 1936).

L. n. 8 modifiant la l. du 18 août 1911, concernant les impôts ruraux. — 10 juillet 1936. — N. L. n. 27, p. 845 (20 juillet 1936).

L. n. 10 modifiant la l. du 25 juillet 1925 concernant l'impôt sur le revenu et la fortune à Svalbard. — 10 juillet 1936. — N. L. n. 27, p. 859 (20 juillet 1936).

Indes Néerlandaises. — O. modifiant et complétant l'o. de 1932 concernant l'impôt sur la richesse (*évaluation des biens meubles et immeubles, etc.*). — 5 mai 1936. — Stbl. N. I., n. 213 (12 mai 1936).

Portugal. — D. l. n. 26806 définissant le régime d'imposition applicable aux nouveaux organismes corporatifs du commerce, de l'industrie et de l'agriculture. — 18 juillet 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 167 (18 juillet 1936), p. Rectificatif v: D. d. G., 1^{ère}, Série n. 175 (28 juillet 1936).

Suède. — D. royal n. 98 modifiant le deuxième alinéa de l'art. 126 du d. du 28 septembre 1928, n. 379, sur l'assiette des impôts. — 9 avril 1936. — S. F., n. 97 et 98 (15 avril 1936).

D. royal n. 410 modifiant certains points du d. du 28 septembre 1928, n. 379, sur l'assiette des impôts. — 30 juin 1936. — S. F., n. 409-413 (30 juin 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 33-23 du C. E. C., et du C. C. P. amendant la législation fiscale. — 5 janvier 1936. — S. Z. R., n. 2, texte 18 (19 janvier 1936).

Arr. n. 47-454 du C. E. C. et du C. C. P. amendant le « Règl. concernant l'impôt sur le revenu des entreprises du secteur socialisé ». — 7 mars 1936. — S. Z. R., n. 13, texte 114 (23 mars 1936).

Arr. n. 68-1302, du C. E. C. et du C. C. P. remplaçant l'impôt agricole en argent sur les kolkhozy par l'impôt en argent sur les revenus. — 20 juillet 1936. — S. Z. R., n. 40, texte 339 (15 août 1936).

Arr. n. 68-1311 du 20 juillet 1936 concernant l'auto-imposition de la population rurale. — 20 juillet 1936. — S. Z. R., n. 40, texte 341 (15 août 1936).

Arr. n. 68-1313 du C. E. C. et du C. C. P. prorogeant la vigueur du Règl. sur l'impôt agricole. — 20 juillet 1936. — S. Z. R. n. 40, texte 340 (15 août 1936)

Arr. n. 68-1321 du C. E. C. et du C. C. P., fixant les taux d'imposition des exploitations paysannes individuelles touchant des revenus ne provenant pas du travail de la contribution pour les besoins de l'organisation des logements de la vie culturelle et sociale. — 20 juillet 1936. — S. Z. R., n. 40, texte 342 (15 août 1936).

Arr. du C. E. C. concernant les citoyens assujettis à l'impôt agricole en vertu de la procédure visée par l'art. 95 du Règl. sur l'impôt agricole. — 20 juillet 1936. — S. Z. R., n. 40, texte 345 (15 août 1936).

Arr. n. 1409, du C. C. P. ratifiant les Instr. du Commissariat du peuple pour les finances de l'U. R. S. S. sur les modalités pour l'imposition aux kolkhozy de l'impôt sur les revenus en argent. — 4 août 1936. — S. Z. R., n. 43, texte 364 (25 août 1936).

République Socialiste Fédérative Soviétique Russe. — Arr. du C. C. P., portant les modalités pour l'application dans la R. S. F. S. R. de l'arr. du C. E. C. et du C. C. P. de l'U. R. S. S. du 5 janvier 1936, «amendant la législation fiscale». — 13 janvier 1936. — S. U. R., n. 8, texte 47 (10 mai 1936).

Union Sud-africaine. — L. n. 34 concernant l'impôt sur le revenu pour 1936. — 24 juin 1936. — U. S. A. G. G., Extraordinary, n. 2365 (24 juin 1936).

Uruguay. — L. portant des dispositions tendant à régulariser, en ce qui concerne le paiement de la contribution immobilière et des taxes additionnelles, la situation des débiteurs retardataires (*les débiteurs d'un nombre quelconque d'annuités pourront se libérer moyennant le paiement des quatre dernières dans un délai de quatre mois, etc.*). — 7 janvier 1936. — D. O., n. 8833 (30 janvier 1936).

D. portant réglementation relative à la l. du 7 janvier 1936 accordant des facilités en ce qui concerne le paiement d'arriérés de contribution immobilière ainsi que d'impôts additionnels. — 27 janvier 1936. — D. O., n. 8840 (7 février 1936).

L. accordant des facilités pour le paiement des arriérés de contribution immobilière et additionnelle, et réglementant la manière dont ces dettes seront consolidées. — 2 juillet 1936. — D. O., n. 8964 (11 juillet 1936).

Vénézuéla. — Rés. réduisant, de dix à un centime de bolivar par hectare, l'impôt relatif à l'exploitation des «barbascos» et autres plantes similaires sur les terrains incultes, lorsque ladite exploitation a pour but la fabrication de produits insecticides, ou désinfectants, d'utilité pratique reconnue. — 23 novembre 1936. — G. O., n. 19118 (23 novembre 1936).

Yougoslavie. — O. accordant aux agriculteurs et petits artisans la faculté de payer en maïs les arriérés d'impôt jusqu'à fin 1932 — Instr. se rapportant à l'o. — 30 et 31 janvier 1936. — S. N., n. 25-IV (3 février 1936).

CHAPITRE II.

LÉGISLATION DES IMPÔTS INDIRECTS ET DES TAXES

Belgique. — Arr. royal relatif au régime fiscal de la margarine et des graisses préparées, fabriquées en Belgique. — 28 mars 1936. — M. B., n. 89 (29 mars 1936).

Vu l'article 1^{er}, Titre 1^{er}, litt. a), de la loi du 31 juillet 1934, prorogée par celle du 30 mars 1935, autorisant le Roi notamment à modifier ou à compléter la législation relative aux impôts, taxes et redevances perçus au profit de l'Etat;

Vu les articles 5 (modifié), 6, 7, 8 (nouveau) et 9 de la loi du 12 juillet 1895, relatifs au régime fiscal de la margarine.

Art. 1^{er}, § 1^{er}. — Il est dû, sur la fabrication de la margarine et des graisses préparées, spécifiées à l'article 11 de la loi du 8 juillet 1935, (1) exception étant faite des mélanges visés à l'article 18, litt. b), de la même loi, un droit d'accise de 25 francs par 100 kilogrammes.

§ 2. — Décharge du droit d'accise peut être accordée en cas d'exportation.

Art. 2. — Le Ministre des Finances est autorisé:

a) à prendre toutes mesures généralement quelconques en vue d'assurer la perception du droit d'accise établi par l'article 1^{er} et à régler notamment, dans ce but, la surveillance des fabriques de margarine et de graisses préparées, ainsi que des fabriques d'oléomargarine, des fondoirs de suif et des clos d'équarrissage;

b) à fixer les conditions auxquelles est subordonnée la décharge du droit d'accise prévue par le paragraphe 2 de l'article 1^{er}.

Art. 3, § 1^{er}. — Toute manœuvre quelconque, ayant pour but de soustraire les produits imposables à l'application du droit d'accise, est punie d'une amende égale au décuple des droits fraudés sans qu'elle puisse être inférieure à 10.000 francs.

L'amende est doublée en cas de récidive.

Dans les cas suivants, indépendamment des peines énoncées ci-dessus, le délinquant encourt un emprisonnement de quatre à douze mois et la confiscation des appareils ou ustensiles employés

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXVème Année, 1935, p. 197.

pour la fraude ainsi que des matières employées ou destinées à la fabrication et des produits fabriqués est toujours prononcée:

1^o) lorsque des produits tombant sous l'application de l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, du présent arrêté, sont fabriqués sans déclaration préalable ou soustraits à la prise en charge prescrite en vue d'assurer la perception du droit;

2^o) quand la fraude est pratiquée dans une usine clandestine;

3^o) quand la fraude est pratiquée dans les locaux d'une usine régulièrement établie, autres que ceux où se trouvent les appareils compris dans la déclaration de travail.

§ 2. — Toute contravention, autre que celle prévue par le paragraphe 1^{er}, aux mesures prises par le Ministre des Finances, en vertu de l'article 2, est punie d'une amende de 5.000 à 25.000 francs.

§ 3. — Indépendamment des amendes comminées par le présent article, le paiement des droits fraudés est toujours exigible.

Art. 4. — Les dispositions générales de la loi du 26 août 1822, celles de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude, celles de la loi du 4 mars 1846 sur les entrepôts, et celles de la loi du 6 août 1849 sur le transit, modifiée par les lois du 3 mars 1851 et du 1^{er} mai 1858, sont applicables aux fabricants de margarine et de graisses préparées.

Art. 5. — Sont abrogés les articles 5 (modifié), 6, 7, 8 (nouveau) et 9 de la loi du 12 juillet 1895.

Art. 6. — Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

France. — L. tendant à modifier la taxe unique sur les corps gras en ce qui concerne les huiles de noix et les huiles de colza. — 18 août 1936. — J. O., n. 194 (20 août 1936).

Art. 1^{er}. — A compter du premier jour du deuxième mois suivant la publication de la présente loi au *Journal officiel*, le code de la taxe sur le chiffre d'affaires sera complété comme suit.

« Art. 60-bis. — Par dérogation aux indications du tableau ci-dessus, en ce qui concerne les huiles de noix et de colza comestibles, préparées sans raffinage ni désodorisation ni neutralisation, par les fabricants soumis à la taxe unique sur les corps gras exclusivement, à raison de la production d'huiles de cette nature, la taxe est due sur le prix d'achat ou la valeur des cerneaux et des graines au fur et à mesure de leur mise en œuvre et son taux est porté à 8 % ».

Art. 2. — Un décret fixera les mesures transitoires nécessitées par la mise en application de la présente loi.

(Tableau omis).

France. — D. relatif à la taxe unique sur les corps gras. — 9 octobre 1936.
— J. O., n. 238 (10 octobre 1936).

Le Président de la République française.

Vu la loi du 18 août 1936 ainsi conçue :

« Art. 1^{er}. — A compter du premier jour du deuxième mois suivant la publication de la présente loi au *Journal officiel*, le code de la taxe sur le chiffre d'affaires sera complété comme suit :

« Art. 60 bis. — Par dérogation aux indications du tableau ci-dessus, en ce qui concerne les huiles de noix et de colza comestibles préparées, sans raffinage ni désodorisation ni neutralisation, par les fabricants soumis à la taxe unique sur les corps gras exclusivement à raison de la production d'huiles de cette nature, la taxe est due sur le prix d'achat ou la valeur des cerneaux et des graines au fur et à mesure de leur mise en œuvre et son taux est porté à 8 %.

« Art. 2. — Un décret fixera les mesures transitoires nécessitées par la mise en application de la présente loi » ; etc.

Décrète :

TITRE I^{er}.

SPÉCIFICATION DES PRODUITS ET TAUX DE LA TAXE UNIQUE.

Art. 1^{er}. — Sont frappés d'une taxe unique les producteurs des corps gras désignés au présent article. Le taux de cette taxe est :

1) de 5 % pour les graines et fruits oléagineux, sous réserve, en ce qui concerne les noix, noisettes, amandes, olives et faines non destinées à la trituration, des dispositions de l'article 8 ci-après ;

2) De 6 % pour les huiles et graisses de poisson, les huiles végétales fixes pures (à l'exception de l'huile de bois de Chine) ; ce taux est :

a) porté à 8 % du prix d'achat ou de la valeur des cerneaux et des graines de colza mis en œuvre, pour les huiles de noix et de colza visées à l'article 5 ci-après ;

b) réduit à 4 % pour les huiles de lin fluides et les huiles de pavot livrées par un producteur ou importées directement à destination d'un industriel pour être utilisées à la fabrication de produits autres que ceux soumis à la taxe unique ;

3) de 5 % pour les huiles de coco raffinées ;

4) de 4 % pour les graisses animales (exception faite des suifs, saindoux, huiles de saindoux et graisses de suint), les oléo-margarines non émulsionnées, margarines, graisses alimentaires animales ou végétales (et leur mélange), autres que celles spécifiées à l'alinéa précédent ;

5) de 4 % pour l'acide oléique et les huiles déglycérinées (y compris les empâtages de neutralisation) et pour l'acide stéarique ;

6) de 7 % pour les savons de toute sorte, y compris les savons médicaux, mais non compris les lessives ne contenant pas plus de 5 % de corps gras visés à l'article 9 ci-après; ce taux est réduit à 4 % pour les savons industriels;

7) de 12 % pour les bougies de toute sorte, les cierges et les chandelles.

Art. 2, § 1^{er}. — Les définitions des produits passibles de la taxe unique sont, en principe, celles fixées pour l'application du tarif douanier.

§ 2. — Sont considérés comme savons industriels, pour l'application du taux réduit de 4 %, les savons quelle qu'en soit la formule, vendus ou importés, directement à destination d'industriels les utilisant dans les fabrications, les transformations et les façons des produits de leur industrie destinés à la vente.

TITRE II.

ASSIETTE DE LA TAXE UNIQUE.

Art. 3, § 1^{er}. — La taxe unique est due:

soit à l'importation;

soit sur les ventes effectuées par les producteurs, exception faite pour les ventes d'huiles de noix et de colza (pures, mélangées entre elles ou avec des huiles d'une autre nature), faites par les producteurs visés à l'article 5 ci-après.

Sont assimilées à des ventes, les livraisons que les redevables effectuent de leur usine de production à des magasins de détail leur appartenant et qu'ils approvisionnent directement.

§ 2. — Sont, toutefois, effectuées en suspension du paiement de cette taxe:

a) Les importations de produits visés à l'article 1^{er} ci-dessus faites à destination de producteurs autres que ceux soumis au régime spécial prévu à l'article 5 ci-après;

b) les ventes des mêmes produits faites entre producteurs autres que ceux soumis au régime spécial prévu à l'article 5 ci-après.

§ 3. — Cette franchise est subordonnée aux conditions suivantes:

A. — *Importations faites à destination d'un producteur.*

Le producteur doit déposer, aux bureaux de douane par lesquels il effectue ses importations, une demande générale d'exonération revêtue du visa du service des contributions indirectes dans le ressort duquel il exerce sa profession. De plus, il remet ou fait remettre au

déclarant en douane, pour chaque importation, une attestation en double exemplaire indiquant ses nom et adresse et affirmant:

- 1) qu'il est producteur de produits visés à l'article 1^{er} ci-dessus;
- 2) que les produits importés seront pris en charge par lui tant dans sa comptabilité-matières que dans sa comptabilité-espèces.

L'un des exemplaires est annexé à sa déclaration, l'autre est adressé, par le service des douanes, au directeur des contributions indirectes du département dans lequel se trouve l'établissement du producteur importateur.

B. — *Ventes faites entre producteurs.*

Le producteur vendeur doit:

- a) ouvrir un compte au producteur acheteur;
- b) se faire remettre par ledit acheteur un écrit revêtu de la signature de ce dernier et dans lequel celui-ci indique ses nom, prénoms et adresse, et certifie:

- 1) Sa qualité de producteur de produits visés à l'article 1^{er} ci-dessus;
- 2) que les achats qui seront portés à son compte seront effectués pour son propre commerce et seront pris en charge par lui tant dans sa comptabilité-matières que dans sa comptabilité-espèces.

Cet écrit doit être soumis au visa du service des contributions indirectes dans le ressort duquel se trouve l'établissement du producteur acquéreur.

Art. 4. — Par dérogation aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 3 ci-dessus, les producteurs y désignés peuvent être autorisés par l'administration à recevoir, libérés de la taxe unique, les produits qu'ils achètent à d'autres assujettis ou qu'ils importent, sous réserve:

- a) que lesdits produits soient dans leur présentation commerciale définitive et destinés à être vendus en l'état;
- b) que l'usine ou le local où l'assujetti fabrique ses propres produits soit complètement séparé de ses magasins et locaux où sont emmagasinés les produits destinés à la vente et que les produits reçus en taxe acquittée ne passent, à aucun moment, par l'usine.

Pour obtenir l'autorisation dont il s'agit, les producteurs en mesure d'y prétendre doivent:

- 1) adresser une demande au directeur départemental des contributions indirectes;
- 2) fournir, en même temps que cette demande, une déclaration indiquant, par espèce, les stocks en leur possession de produits autres que ceux de leur propre fabrication et la valeur d'après laquelle ces stocks auraient été soumis à la taxe unique s'ils avaient été reçus libérés de cette taxe.

L'autorisation susvisée est subordonnée au paiement de la taxe unique sur ces stocks.

Art. 5, § 1^{er}. — Pour les huiles de noix et de colza comestibles préparées, à l'intérieur, sans raffinage ni désodorisation ni neutralisation, par des fabricants soumis à la taxe unique, exclusivement à raison de la production de telles huiles, la taxe est due par lesdits fabricants sur le prix d'achat ou la valeur des cerneaux ou des graines de colza mis en œuvre.

§ 2. — Sous réserve de l'accomplissement des formalités prévues au paragraphe 3 de l'article 3 ci-dessus, sont effectuées en suspension de la taxe unique les importations et les ventes de noix et de graines de colza faites à destination des producteurs visés au présent article.

Art. 6. — Sont exonérées de la taxe unique:

a) sous réserve de l'accomplissement des formalités prescrites par le titre II de l'arrêté ministériel du 28 août 1920, les ventes faites directement à l'exportation par les assujettis à la taxe;

b) les ventes d'huiles végétales fixes pures faites par les producteurs aux fabricants de conserves de poissons pour les besoins de l'industrie de ces fabricants ainsi que les importations des mêmes huiles faites à destination directe des mêmes fabricants.

Cette franchise est subordonnée aux conditions suivantes:

A. — A l'importation.

Le fabricant de conserves de poissons doit:

1) déposer aux bureaux de douane par lesquels il effectue ses importations une demande générale d'exonération de la taxe unique pour les huiles végétales fixes pures qu'il est appelé à importer pour les besoins de son industrie. Cette demande doit porter le visa du service des contributions indirectes dans le ressort duquel se trouve l'établissement du fabricant importateur;

2) remettre ou faire remettre au déclarant en douane pour chaque importation, une attestation en double exemplaire indiquant ses nom et adresse et portant:

a) mention de l'usage auquel il destine les produits importés;

b) engagement de payer, le cas échéant, la taxe unique sur les produits qu'il aura importés en franchise de cette taxe et qui n'auraient pas été effectivement utilisés aux fins qui devaient justifier cette franchise.

L'un des exemplaires est annexé à la déclaration; l'autre revêtu par le service des douanes d'une mention indiquant l'espèce des produits importés et leur quantité ainsi que la valeur d'après laquelle la taxe unique devrait éventuellement être établie, est adressé par ce service au directeur des contributions indirectes, dans le département duquel se trouve l'établissement du fabricant importateur.

B. — *A l'intérieur.*

Le vendeur des produits visés doit se faire remettre, par le fabricant de conserves de poissons acheteur, une attestation aux termes de laquelle ce dernier s'engage, pour le cas où il n'affecterait pas ces produits à l'usage justifiant l'exonération de la taxe unique, à payer cet impôt et les pénalités éventuellement exigibles.

TITRE III.

APPLICATION DES TAUX RÉDUITS.

Art. 7, § 1^{er}. — L'application des taux réduits de 4 % prévus en ce qui concerne:

a) les huiles de lin fluides et les huiles de pavot livrées par un producteur ou importées directement à destination d'un industriel, pour la fabrication de produits autres que ceux soumis à la taxe unique;

b) les savons industriels visés à l'article 2 ci-dessus, est subordonnée aux conditions suivantes:

A. — *A l'importation.*

L'industriel importateur doit:

1) déposer aux bureaux de douane par lesquels il effectue ses importations, une demande générale tendant à l'application soit du taux réduit de 4 % sur les huiles de lin fluides et les huiles de pavot, soit du taux réduit de 4 % sur les savons destinés à être utilisés au cours de fabrications, suivant ceux de ces produits qu'il est appelé à importer. Cette demande doit porter le visa du service des contributions indirectes dans le ressort duquel se trouve l'établissement de l'industriel importateur;

2) remettre ou faire remettre au déclarant en douane, pour chaque importation, une attestation en double exemplaire indiquant ses nom, profession et adresse et portant:

a) mention très précise de l'usage auquel il destine les produits importés;

b) engagement de payer, le cas échéant, entre les mains du service des contributions indirectes, la différence (2 % pour les produits visés à l'alinéa a) et 3 % pour ceux visés à l'alinéa b) entre le taux normal de la taxe unique et le taux réduit, sur les produits qu'il aura importés sous le bénéfice du taux réduit et qui ne seraient pas effectivement utilisés dans des conditions justifiant l'application de ce taux.

L'un des exemplaires est annexé à la déclaration; l'autre, revêtu par le service des douanes d'une mention indiquant l'espèce des produits importés, la quantité et la valeur sur laquelle la taxe unique au taux réduit de 4 % a été perçue, est adressé par ce service au directeur des contributions indirectes du département dans lequel se trouve l'établissement de l'industriel importateur.

B. — A l'intérieur.

Le producteur vendeur doit:

- 1) ouvrir un compte à l'industriel acheteur;
- 2) se faire remettre par tout industriel acheteur une attestation indiquant ses nom, profession et adresse et portant:

a) mention très précise de l'usage auquel il destine les produits achetés;

b) engagement, pour le cas où il n'affecterait pas les produits à un usage justifiant l'application du taux réduit, de payer la différence entre ce taux et le taux normal de la taxe unique ainsi que les pénalités qui pourraient devenir exigibles de ce fait.

Cet écrit est soumis au visa du service des contributions indirectes dans le ressort duquel se trouve l'établissement de l'acheteur.

Les attestations en cours à la publication du présent décret et qui ne satisferaient pas aux prescriptions ci-dessus devront être renouvelées.

§ 2. — Les industriels utilisateurs, visés par le présent article, doivent, outre les formalités prévues ci-dessus:

- 1) tenir un compte matières des produits par eux reçus sous le bénéfice du taux réduit de la taxe unique; ils inscriront à la partie « entrées » de ce compte leurs réceptions en provenance de l'intérieur ou de l'étranger et à la partie « sorties » les utilisations justifiant l'application dudit taux et, le cas échéant, dans une colonne distincte, les autres utilisations et les ventes;

- 2) remettre ou adresser au receveur des contributions indirectes duquel ils relèvent, jointe au relevé de leur chiffre d'affaires pour le mois précédent, une déclaration indiquant les quantités de produits visés qu'ils auraient reçues indûment sous le bénéfice du taux réduit et leur valeur;

- 3) acquitter, en même temps, le complément de taxe unique exigible d'après cette déclaration;

- 4) représenter à toute réquisition du service des contributions indirectes le compte prescrit à l'alinéa 1^{er} ci-dessus, ainsi que leurs stocks.

Les manquants dont il ne pourrait être justifié sont soumis au complément de taxe.

TITRE IV.

PRODUITS RESTANT SOUMIS AU RÉGIME DE L'IMPÔT
SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES.

Art. 8, § 1^{er}. — Ne sont pas soumises à la taxe unique et sont maintenues sous le régime normal de l'impôt sur le chiffre d'affaires et de la taxe d'importation, les noix, noisettes, amandes, olives et faines, lorsque ces oléagineux ne sont pas destinés à la trituration.

§ 2. — L'exonération de cet impôt ou de cette taxe pour les ventes ou les importations de ces oléagineux, faites directement à destination de trituration, est subordonnée à l'accomplissement des formalités prévues par le paragraphe 3 de l'article 3 ci-dessus.

§ 3. — Lorsqu'un assujetti à la taxe unique revend, à une autre destination que la trituration, des noix, noisettes, amandes, olives et faines par lui importées ou achetées à un commerçant de l'intérieur, en franchise de la taxe d'importation ou de l'impôt sur le chiffre d'affaires, il est passible, indépendamment de l'impôt sur le chiffre d'affaires exigible sur sa propre vente, d'un second droit calculé sur la base du prix d'achat ou de la valeur des produits à l'importation.

Art. 9, § 1^{er}. — Sous réserve pour les redevables de se conformer aux prescriptions ci-après, sont également maintenues sous le régime normal de l'impôt sur le chiffre d'affaires et de la taxe d'importation, les lessives dont la teneur en acides gras saponifiés ne dépasse pas 5 %.

§ 2. — Indépendamment des obligations générales auxquelles sont tenus les redevables de l'impôt sur le chiffre d'affaires, les fabricants de ces lessives doivent porter, au moyen d'une étiquette ou de tout autre procédé, sur les récipients quelconques dans lesquels ils livrent lesdites lessives:

- 1) leurs nom et adresse;
- 2) l'indication de la composition du produit (nature et pourcentage quantitatif des matières composant le mélange);
- 3) La mention: « Produit restant soumis à l'impôt sur le chiffre d'affaires au taux de 2 % ».

§ 3. — Toutefois, les intéressés peuvent être dispensés de porter, sur les paquetages enveloppant leurs produits, les indications visées aux nos 1) et 2) du paragraphe précédent, sous la condition qu'ils authentiquent la mention prescrite par le no 3) dudit paragraphe, par un label de la fédération des syndicats de produits chimiques, engrais et produits connexes, 11, rue Portalis, à Paris (8^e).

La répartition de ce label, établi d'accord avec les administrations des contributions indirectes et des douanes, est assurée par ledit groupement.

Le label est délivré, sur leur demande, à tous les préparateurs de lessives rentrant parmi celles visées au premier paragraphe du présent article, que ces préparateurs soient, ou non, affiliés audit groupement.

La demande établie à cet effet doit porter désignation de la marque des produits et est communiquée par la fédération précitée à l'administration.

§ 4. — Les importateurs des mêmes lessives sont également soumis aux obligations prévues par les paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

En outre, lorsqu'une analyse a été effectuée au moment de l'importation des produits, ils doivent, le cas échéant, joindre une copie de cette analyse à la demande par eux adressée à la fédération désignée au paragraphe 3 du présent article, en vue d'obtenir le bénéfice de la dérogation prévue par ce paragraphe.

§ 5. — L'administration des contributions indirectes est autorisée à procéder à des prélèvements chez tous les commerçants détenteurs de lessives visées au présent article afin de s'assurer que ces produits répondent bien aux conditions requises pour bénéficier de l'exonération de la taxe unique.

TITRE V.

DÉFINITION ET OBLIGATIONS DES PRODUCTEURS.

Art. 10. — Sont considérées comme producteurs:

a) les personnes ou sociétés qui, à titre principal ou à titre accessoire, fabriquent les produits visés ci-dessus ou leur font subir des façons comportant ou non l'emploi d'autres matières, sans leur faire perdre l'identité de produits soumis à la taxe unique;

b) les personnes ou sociétés qui se substituent en fait au fabricant pour effectuer, soit dans les usines de celui-ci, soit même en dehors de ces usines, les opérations ayant pour objet principal la présentation commerciale définitive desdits produits et leur livraison (mise en barres, en pains, etc., mise en récipients, emballages, expédition, dépôt, etc.);

c) les personnes ou sociétés qui font effectuer par des tiers les opérations visées aux alinéas a) et b) ci-dessus;

d) les personnes ou sociétés qui vendent sous leur nom ou sous leur marque les produits dont il s'agit.

Art. 11, § 1^{er}. — Toute personne visée par l'article 10 qui précède est tenue de déposer, au bureau du receveur des contributions indirectes habilité pour percevoir l'impôt sur le chiffre d'affaires, dans les quinze jours du commencement de ses opérations, une déclaration indiquant:

a) ses nom, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une société, sa raison sociale;

b) l'emplacement de son ou de ses établissements de production, si elle produit par elle-même.

L'emplacement du ou des établissements de l'industriel façonnier, ainsi que le nom et le domicile de celui-ci, si elle produit par tiers;

c) l'emplacement du ou des magasins de vente lui appartenant;

d) ceux des produits visés à l'article 1^{er} du présent décret qu'elle obtient ou fabrique par elle-même ou par tiers;

e) les produits autres que ceux visés par l'alinéa précédent, qu'elle fabrique elle-même ou par tiers;

f) s'il y a lieu, ceux de ces produits dans la composition desquels entrent des matières grasses soumises à la taxe unique et la nature de ces matières, l'emplacement des ateliers et locaux où a lieu la fabrication de ces derniers produits ainsi que de son ou ses magasins des vente, avec au besoin, le nom et le domicile du façonnier.

§ 2. — Le producteur qui cesse d'exercer sa profession, celui qui cède son industrie, celui qui en devient acquéreur doit en faire aussitôt la déclaration au bureau du receveur des contributions indirectes qui a reçu la déclaration prévue au premier alinéa du présent article.

§ 3. — Lorsqu'un producteur soumis à la taxe unique à raison de ses ventes dans les conditions fixées par l'article 3 du présent décret viendra à entrer au nombre des assujettis soumis au régime prévu à l'article 5, il devra, dans le délai de quinze jours à compter de la date où la qualité d'assujetti ne lui appartient plus qu'à raison de la fabrication d'huiles de noix et de colza sans raffinage, ni désodorisation, ni neutralisation, remplir les obligations prévues par l'article 19 ci-après.

Art. 12, § 1^{er}. — Les producteurs visés à l'article 1^{er} du présent décret doivent tenir une comptabilité-matières permettant de suivre, soit en magasin, soit en usine ou atelier au cours des transformations qu'ils leur font subir, les produits par eux reçus en suspension du paiement de la taxe unique.

§ 2. — Cette comptabilité doit, le cas échéant, faire ressortir les quantités de chacun desdits produits que le producteur aurait utilisées à la fabrication de produits autres que ceux soumis à la taxe unique. Pour ces quantités, le producteur doit acquitter la taxe unique au taux propre à chaque produit, d'après ses prix d'achat.

§ 3. — Pour les assujettis soumis au régime spécial prévu par l'article 5 ci-dessus, la comptabilité-matières sera constituée par le livre spécial prescrit par l'article 14 ci-après, sans préjudice des droits de contrôle de l'administration sur toute la comptabilité des intéressés.

Art. 13, § 1^{er}. — Tout producteur, visé à l'article 3 ci-dessus, doit tenir un livre spécial, divisé en deux parties et comportant le nombre de colonnes nécessaires pour lui permettre un émargement de ces ventes par catégorie de produits et, au besoin, par taux d'imposition correspondant à l'énumération incluse dans l'article 1^{er} du présent décret.

Il inscrit à ce livre:

A. — *Dans la première partie.*

Au jour le jour:

a) Le montant, déterminé comme en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires, de chacune de ses ventes soumises à la taxe unique, autres que celles visées à l'alinéa c) ci-dessous;

b) la valeur de ses livraisons de produits soumis à la taxe unique à des magasins de détail lui appartenant et qu'il approvisionne directement.

Cette valeur est déterminée d'après les prix courants auxquels le producteur effectue des ventes à d'autres détaillants ou, si cette base fait défaut, d'après les prix par lui pratiqués dans ses magasins de détail, au moment de la livraison, atténués de 25 %;

c) en ce qui concerne ses ventes assujetties à l'impôt sur les opérations de bourse édicté par les articles 11 de la loi du 13 juillet 1911 et 9 de la loi du 27 février 1912, et pour lesquelles il est livreur des marchandises, le montant de la vente ayant déterminé l'arrêt de la filière, lorsque cette vente donne lieu à l'application de la taxe unique comme ayant été faite à un non producteur;

d) en fin de mois, la valeur des produits soumis à la taxe unique et qu'il a utilisés durant le mois à la préparation de produits ne rentrant pas dans le champ d'application de cette taxe.

B. — *Dans la seconde partie.*

Au jour le jour, le montant de chacune de ses ventes faites à d'autres producteurs en suspension de la taxe unique.

§ 2. — Chaque inscription de vente au livre spécial doit indiquer le nom et le domicile de l'acheteur, ainsi que le montant de la vente; toutefois, les ventes au détail peuvent faire l'objet d'une inscription globale en fin de journée.

§ 3. — Sont dispensés de la tenue du livre spécial visé ci-dessus, les producteurs qui, pour chaque catégorie des produits par eux fabriqués et vendus et, s'il y a lieu, pour chacun des taux que comporte la catégorie, affectent à leurs ventes un facturier spécial.

Art. 14, § 1^{er}. — Tout producteur d'huiles de noix et de colza soumis au régime prévu à l'article 5 ci-dessus doit tenir un livre spécial divisé en deux parties.

Il inscrit à ce livre :

A. — Dans la première partie.

Au jour le jour :

a) quelle qu'en soit la provenance (achats à l'intérieur, importations, récolte), les quantités de noix ou cerneaux, ou graines de colza qu'il introduit dans ses usines et magasins;

b) le prix d'achat ou la valeur d'importation, ou, à défaut de ces éléments, la valeur commerciale desdits produits.

Chaque inscription relative à un achat ou à une importation doit indiquer le nom et le domicile du vendeur ainsi que la date de l'achat.

B. — Dans la seconde partie.

a) préalablement à chaque fabrication, en vue de l'application de la taxe unique au taux de 8 % :

1) les quantités de cerneaux et de graines de colza par lui mises en œuvre;

2) la valeur de ces produits (prix d'achat, valeur d'importation ou valeur commerciale) avec référence à l'inscription dont ils ont fait l'objet dans la première partie du livre spécial ou au groupage auquel le producteur aura pu procéder sur ce livre pour dégager une valeur moyenne applicable à plusieurs réceptions;

b) au jour le jour, en vue de l'application de la taxe unique au taux de 5 %, chacune de ses ventes imposables de graines de colza, la quantité vendue avec la référence prescrite sous le n° 2 de l'alinéa a) ci-dessus;

c) au jour le jour, en vue de l'application de l'impôt sur le chiffre d'affaires dans les conditions prévues à l'article 8, paragraphe 3, ci-dessus :

1) chacune de ses ventes de noix ou cerneaux à un acheteur ne se livrant pas à la trituration de ces produits, la quantité vendue avec la référence prescrite sous le n° 2 de l'alinéa a) ci-dessus;

2) si les produits ont été importés ou proviennent d'achats effectués à un commerçant de l'intérieur, la valeur d'importation ou le prix d'achat devant servir de base au calcul du second droit;

d) pour mémoire, chacune de ses ventes de graines de colza, de noix ou de cerneaux faites en suspension de la taxe unique à un

autre assujetti à cette taxe, avec les spécifications prescrites sous le n° 1 de l'alinéa c) ci-dessus (1).

§ 2. — Chaque inscription de vente devra mentionner le nom et l'adresse de l'acheteur ainsi que le montant de la vente déterminé comme en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires.

Art. 15, § 1^{er}. — Tout redevable de la taxe unique est tenu de remettre ou d'adresser, avant le 25 de chaque mois, au bureau du receveur des contributions indirectes duquel il relève, un relevé établi d'après son livre spécial ou les facturiers en tenant lieu et mentionnant pour le mois précédent:

1) le montant des opérations taxables à chaque taux dans chaque catégorie, et le montant de la taxe;

2) le montant global de la taxe.

§ 2. — Le paiement de la totalité des droits exigibles d'après le relevé déposé par les redevables doit être fait au moment de la remise ou de l'envoi dudit relevé.

§ 3. — Les redevables de la taxe unique peuvent la payer en obligations cautionnées dans les conditions déterminées par les articles 2 et 3 de la loi du 15 février 1875.

Art. 16, § 1^{er}. — Sauf le cas où les dispositions de l'article 5 ci-dessus s'y opposent, les simples commerçants (négociants ou importateurs en corps gras soumis à la taxe unique) vendant à des producteurs, à l'exportation ou à des fabricants de conserves de poissons, peuvent être admis à prendre la position de producteurs et, par suite, à recevoir lesdits produits en suspension du paiement de la taxe.

§ 2. — Ils doivent, à cet effet:

1) adresser une demande au directeur départemental des contributions indirectes, dans laquelle ils s'engageront à remplir, à compter de la date de l'autorisation, toutes les obligations imposées aux producteurs, et, en particulier, à acquitter la taxe unique sur le montant des ventes faites par eux à la consommation intérieure;

2) fournir, à l'appui de cette demande, une déclaration par nature de produits de leurs stocks.

§ 3. — A la condition que les intéressés justifient du paiement antérieur de la taxe unique sur leurs stocks, ristourne leur est faite de cette taxe par imputation sur le montant des droits dont ils seront ultérieurement constitués redevables au même titre.

(1) Le cas échéant, seront inscrites avec ces dernières ventes, les ventes de graines de colza faites sous le couvert de l'exonération prévue à l'égard des grains et graines de semence (art. 5, 23^e du décret de codification du 27 décembre 1934).

TITRE VI.

EXONÉRATION DE L'IMPÔT SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES.

Art. 17. — Sont exonérées de l'impôt sur le chiffre d'affaires et de la taxe à l'importation:

1) les affaires de vente, de commission, de courtage, de façons et les opérations d'importations portant sur les produits visés par l'article 1^{er} ci-dessus;

2) les livraisons faites aux fabricants de savons de toilette, de paquetages et de matières destinées à la préparation des paquets utilisés par ces fabricants dans la présentation de leurs produits.

Cette dernière exonération est soumise aux formalités suivantes:

A. — *A l'importation.*

Le fabricant de savons de toilette importateur doit:

1) déposer aux bureaux de douane par lesquels il effectue ses importations une demande générale d'exonération de la taxe à l'importation pour les objets et matières qu'il est appelé à importer en vue de l'emballage de ses produits. Cette demande doit porter le visa du service des contributions indirectes dans le ressort duquel se trouve l'établissement du fabricant importateur;

2) remettre ou faire remettre au déclarant en douane, pour chaque importation, une attestation en double exemplaire indiquant ses nom et adresse et portant:

a) mention de l'usage auquel il destine les produits importés;

b) engagement de payer, le cas échéant, la taxe à l'importation sur les produits qu'il aura importés en franchise de cette taxe et qui n'auraient pas été effectivement utilisés aux fins qui devaient justifier cette franchise.

L'un des exemplaires est annexé à la déclaration; l'autre revêtu par le service des douanes d'une mention indiquant l'espèce des produits importés et leur quantité ainsi que la valeur et le taux d'après lesquels la taxe à l'importation devrait éventuellement être établie, est adressé par ce service au directeur des contributions indirectes, dans le département duquel se trouve l'établissement du fabricant importateur.

B. — *A l'intérieur.*

Le vendeur des produits visés doit se faire remettre, par le fabricant de savons de toilette acheteur, une attestation visée par le ser-

vice des contributions indirectes, aux termes de laquelle ce dernier s'engage, pour le cas où il n'affecterait pas ces produits à l'usage justifiant l'exonération de l'impôt sur le chiffre d'affaires, à payer cet impôt et les pénalités éventuellement exigibles.

TITRE VII.

VÉRIFICATIONS.

Art. 18, § 1^{er}. — Les employés des contributions indirectes peuvent effectuer chez les producteurs des produits soumis à la taxe unique, ainsi que chez les tiers travaillant pour le compte desdits producteurs, dans les locaux affectés à la fabrication ou à la production ainsi qu'au logement ou à la transformation des marchandises, toutes vérifications et reconnaissances nécessaires à l'assiette et au contrôle de l'impôt.

§ 2. — En ce qui concerne les établissements dans lesquels ces vérifications et reconnaissances ne peuvent pratiquement être effectuées qu'à l'occasion d'une suspension des opérations de fabrication, les producteurs sont tenus de signaler au moins 15 jours à l'avance, au receveur des contributions indirectes dont ils relèvent, la date de chacun de leurs inventaires.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Art. 19, § 1^{er}. — Tout producteur d'huiles de noix et de colza placé sous le régime de l'article 5 ci-dessus devra :

A) A la date du 1^{er} octobre 1936, inscrire dans la première partie du livre spécial prescrit par l'article 14, les quantités de noix, cerneaux et graines de colza en sa possession, à cette date, ainsi que leurs prix d'achat, valeur d'importation ou valeur commerciale.

B) Dans le délai de quinze jours, à compter du 1^{er} octobre 1936, déposer ou adresser au bureau du receveur des contributions indirectes duquel il dépend, un relevé détaillé indiquant les stocks existant en sa possession à ladite date dans ses usines, magasins, dépôts ou en cours de transport :

a) d'huiles de noix et de colza, à l'état pur ou en mélange entre elles ou avec des huiles d'autre nature, ainsi que les quantités, prix d'achat ou valeur des noix, cerneaux ou graines de colza ayant servi à la fabrication de ces huiles;

b) d'huiles d'autres espèces et de tous autres produits visés à l'article 1^{er} du présent décret (à l'exception des noix, cerneaux et graines de colza) ainsi que leur valeur d'achat.

Le cas échéant, le relevé dont il s'agit devra mentionner distinctement les stocks non libérés de la taxe unique et ceux constitués par des produits reçus, taxe unique acquittée sous le couvert des dispositions de l'article 4 ci-dessus.

§ 2. — Les stocks non libérés de la taxe unique seront repris par voie d'inventaire et soumis à cette taxe, savoir:

au taux de 8 p. 100, à raison de la valeur des noix, cerneaux et graines de colza, pour les huiles visées sous l'alinéa a) ci-dessus;

au taux qui leur est propre et à raison de la valeur d'achat, pour les huiles et autres produits, visés sous l'alinéa b) ci-dessus.

§ 3. — Un délai de trois mois sera accordé pour le paiement des droits constatés en vertu des dispositions du présent article.

§ 4. — Tout défaut de déclaration ou toute fausse déclaration donnera lieu au paiement, en sus de la taxe exigible, d'une amende double de cette taxe.

Art. 20. — Sont rapportés l'arrêté ministériel du 11 mai 1932, pris pour l'application de la loi du 7 avril 1932 qui a institué la taxe unique sur les corps gras, ainsi que l'arrêté ministériel du 27 août 1935 pris en vertu de l'article 60 (2^o) du décret de codification du 27 décembre 1934.

Art. 21. — Le Ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Grand-Duché de Luxembourg. — Arr. grand-ducal concernant la perception d'une taxe uniforme de licence. — 14 mars 1936. — M. L., n. 18 (14 mars 1936).

Art. 1^{er}. — Seront désormais soumis à la production d'une autorisation délivrée par la Commission administrative mixte belgo-luxembourgeoise, ou par les organismes délégués par elle à cette fin, l'importation, l'exportation ou le transit des produits figurant sur la liste annexée au présent arrêté.

Art. 2. — Les autorisations ou licences d'exportation, d'importation ou de transit, délivrées par la Commission administrative mixte belgo-luxembourgeoise ou par les organismes délégués par elle à cette fin, sont passibles d'une taxe de chancellerie de cinq francs belges, respectivement de quatre francs luxembourgeois, perçue au moyen d'un timbre adhésif émis par la dite Commission.

Art. 3. — Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et notre directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 15 mars 1936.

LISTE DES PRODUITS SOUMIS À LICENCES
EN CE QUI CONCERNE L'AGRICULTURE.

a) *A l'importation.*

Animaux des espèces bovine, ovine et porcine; beurre naturel frais ou salé; céréales et farines; crèmes de lait fraîches ou conservées; engrais et produits azotés; fromages frais communs, mous et blancs; fruits frais (raisins, abricots, prunes, fraises); lait frais ou conservé, lait battu, petit lait et babeurre; légumes (carottes potagères, concombres, cornichons, pommes de terre, salades, tomates); maïs (produits dérivés du maïs; maïs dégermé, farine de maïs, grits, gruaux, semoules et semoulettes, céréaline, maïs pelliculé, amidons et féculs, flocons); œufs de volaille (poules, canes, etc.) en coques; peaux préparées; poissons de mer et d'eau douce, frais, réfrigérés ou congelés; saindoux naturel ou artificiel; sucres (sucres bruts et raffinés); tourteaux pour l'alimentation du bétail; viandes de boucherie provenant d'animaux des espèces bovine, ovine, porcine et chevaline (viandes fraîches, réfrigérées, congelées, conservées) y compris les lards; chicorées Witloof.

b) *A l'exportation.*

Chicorée Witloof etc.

c) *Transit*

Allemagne. — Arr. n. 28 de l'association centrale de l'économie céréalière allemande concernant la perception d'une taxe de compensation additionnelle sur la mouture du froment. — 18 janvier 1936. — V. R., n. 8 (21 janvier 1936).

D. modifiant les dispositions exécutoires à la l. visant les impôts sur la vente (*impôt de compensation*). — 9 avril 1936. — RGbl., Teil I, n. 39, p. 368 (17 avril 1936).

L. modifiant la l. établissant les taxes de marchés de bétail, des abattoirs et des marchés de viande en gros. — 2 juillet 1936. — RGbl., Teil I, n. 64, p. 535 (4 juillet 1936).

D. concernant la perception dans la Sarre d'un impôt communal sur la bière. — 10 juillet 1936. — RGbl., n. 66, p. 552 (14 juillet 1936).

Arr. n. 83c de l'association centrale de l'industrie horticole et viticole allemande concernant la perception d'une taxe de compensation sur la fourniture de fruits de production indigène aux membres du groupe de transformation. — 15 août 1936. — V. R., n. 74 (15 août 1936).

D. modifiant les dispositions d'application de la l. du 16 octobre 1934, concernant les impôts sur la vente. — 21 août 1936. — RGbl., Teil I, n. 75, p. 643 (25 août 1936).

L. modifiant la l. du 16 octobre 1934, concernant les impôts sur les corporations. — 27 août 1936. — RGbl., Teil I, n. 79, p. 701 (29 août 1936).

D. modifiant les dispositions d'application de la l. du 16 octobre 1934, concernant les impôts sur la vente (*impôt de compensation*). — 18 septembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 84, p. 737 (22 septembre 1936).

Argentine. — D. n. 78108 autorisant le transport de vins jusqu'aux dépôts d'emmagasinage sans le paiement préalable de l'impôt (*on pourra, antérieurement audit paiement, déposer le vin dans les lieux de consommation, dans des dépôts publics ou particuliers habilités. Contrôle, etc.*). — 16 mars 1936. — B. O., n. 12520 (21 mars 1936).

D. n. 80538 modifiant les art. 4 et 10 du d. n. 77473 arrêté en Conseil des ministres et concernant la perception et le contrôle de l'impôt sur le maté. — 17 avril 1936. — B. O., n. 12603 (7 juillet 1936).

D. n. 85373 modifiant le régl. concernant les impôts de l'intérieur grevant les vins composés (*il est interdit aux établissements effectuant le mélange et la fabrication de se servir d'autres vins que de ceux déclarés comme devant servir à cet usage*). — 30 juin 1936. — B. O., n. 12601 (4 juillet 1936).

D. n. 90156 modifiant le titre II de la Réglementation générale des impôts de l'intérieur (*Tabacs: obligations des cultivateurs et ventes faites par eux aux commerçants inscrits. Tabacs en feuille et permis de circulation. Déclarations mensuelles des commerçants, etc.*). — 11 septembre 1936. — B. O., n. 12663 (17 septembre 1936).

D. n. 92402 promulguant la l. n. 12313 réduisant et supprimant les patentes, etc. (*énumère à l'art. 2 les industries, commerces et professions qui resteront soumis à une patente après le 1^{er} janvier 1937*). — 13 octobre 1936. — B. O. n. 12686 (15 octobre 1936).

Australie (Queensland). — Prorogation pour 12 mois de la validité du régl. concernant la taxe sur les agrumes. — 27 février 1936. — Q. G. G. n. 50 (29 février 1936).

Autriche (Confédération). — D. n. 164 concernant l'assiette forfaitaire de l'impôt sur la vente. — BGbl., 38. Stück (29 mai 1936).

D. n. 165 modifiant le d. n. 432-II de 1934 dans la forme des d. nos 104 et 502 de 1935 visant l'application du décret concernant l'impôt sur la vente à l'importation. — BGbl., 38. Stück (29 mai 1936).

L. fédérale n. 232 modifiant la l. n. 95 de 1888 concernant l'impôt sur l'eau-de-vie. — BGbl., 57. Stück (18 juillet 1936).

L. fédérales nos 312 et 375 modifiant la l. fédérale n. 456 de 1935, concernant la perception d'une taxe sur le commerce du bétail et de la viande sur les marchés protégés (*première et deuxième l. complémentaires concernant la taxe sur le commerce du bétail et de la viande*). — BGbl., 77. Stück. — 10 septembre 1936. — BGbl., 91. Stück (14 novembre 1936).

L. fédérale n. 327 prorogeant l'entrée en vigueur de la première l. complémentaire concernant la taxe sur le commerce du bétail et de la viande, n. 312 de 1936. — BGbl., 80. Stück (1^{er} octobre 1936).

L. fédérale n. 395 concernant la ristourne partielle du droit de licence pour le maïs destiné à la mouture. — BGbl., 95. Stück (30 novembre 1936).

D. n. 402 visant l'application de la l. fédérale n. 395 de 1936, concernant la ristourne partielle du droit de licence pour le maïs destiné à la mouture. — BGbl., 96. Stück (1^{er} décembre 1936).

L. fédérale n. 404 concernant une taxe sur le bétail et la viande. — BGbl., 97. Stück (2 décembre 1936).

Autriche (Basse-Autriche). — D. n. 46 concernant le montant des taxes pour l'inspection du bétail et de la viande. — 13 mars 1936. — LGbl., 7. Stück (19 mars 1936).

D. n. 71 abolissant les taxes administratives communales pour l'inspection du bétail et de la viande. — 25 mars 1936. — LGbl., 8. Stück (9 avril 1936).

Autriche (Carinthie). — L. n. 40 concernant la perception d'un impôt sur la consommation des céréales et des produits de la mouture en Carinthie (*impôt de consommation sur la farine*). — 28 mars 1936. — LGbl., 15. Stück (4 mai 1936).

Autriche (Vienne). — D. n. 12 déterminant le montant et la perception des taxes pour l'inspection du bétail et de la viande. — 29 février 1936. — Gbl., 5. Stück (6 mars 1936).

O. n. 13 déterminant les taxes des marchés de bétail et de viande et des abattoirs. — 29 février 1936. — Gbl., 5. Stück (6 mars 1936).

D. n. 23 modifiant le d. du 29 février 1936, n. 12, déterminant le montant et la perception des taxes pour l'inspection du bétail et de la viande. — 21 mars 1936. — Gbl., 8. Stück (24 mars 1936).

Autriche (Vorarlberg). — D. n. 25 déterminant le montant des taxes administratives pour l'inspection du bétail et de la viande lors de l'abatage. — LGbl., 9. Stück (14 juillet 1936).

Belgique. — Arr. royal relatif au régime fiscal des sucres. — 16 décembre 1935. — M. B., n. 8 (8 janvier 1936).

Arr. royal relatif au régime fiscal des glucoses. — 16 décembre 1935. — M. B., n. 8 (8 janvier 1936).

Arr. royal relatif au régime fiscal des tabacs. — 16 décembre 1935. — M. B., n. 8 (8 janvier 1936).

Arr. royal relatif au régime fiscal des sucres. — 28 mars 1936. — M. B., n. 89 (29 mars 1936).

Arr. royal concernant l'exécution de l'arr. royal du 31 mars 1936, n. 291, en ce qui concerne le régime fiscal de la petite propriété. — 30 mai 1936. — M. B., n. 152 (31 mai 1936).

Brésil. — C. n. 26 de la Direction des recettes de l'intérieur, publiant des instructions pour le service d'inspection de l'impôt de consommation et autres impôts. — 9 juin 1936. — D. O., n. 134 (10 juin 1936).

Bulgarie. — D. l. amendant le d. l. tendant à accroître les recettes gouvernementales et la l. concernant les accises et les droits de patente sur les boissons. — 16 janvier 1936. — D. V., n. 13 (20 janvier 1936).

D. n. 1700 concernant le dénombrement des moutons et des chèvres, assujettis à l'impôt sur les moutons en 1936, et portant des mesures en vue du recouvrement de l'impôt. — 24 janvier 1936. — D. V., n. 20 (28 janvier 1936).

D. l. amendant et complétant la l. pour accroître les recettes de l'Etat et la l. sur les accises et les droits de patente sur les boissons. — 25 avril 1936. — D. V., n. 95 (1^{er} mai 1936).

D. l., amendant et complétant la l. concernant les accises et les droits de patente sur les boissons, la l. pour accroître les recettes de l'Etat ainsi que la l. sur le tarif douanier d'importation. — 12 août 1936. — D. V., n. 192 (26 août 1936).

D. l. concernant les privilèges de l'Etat, les accises et les patentes. — 26 août 1936. — D. V., n. 196 (1^{er} septembre 1936).

Canada (Saskatchewan). — L. abrogeant les l. de 1930 et 1932 concernant les impôts sur le bois. — 21 février 1935. — S. P. S., 25 Geo. V, ch. 14 (1934-35).

Chili. — D. n. 4074 spécifiant qu'il ne sera pas exigé de patente pour la vente de la bière. — 12 septembre 1936. — D. O., n. 17577 (26 septembre 1936).

Colombie. — D. n. 818 portant réglementation relative à la loi n. 78 de 1935 (*déclarations concernant les revenus et le patrimoine*). — 16 avril 1936. — D. O., n. 23174 (5 mai 1936).

D. n. 2932 éclaircissant et modifiant les d. n. 2060 de 1933, n. 1534 et n. 1937 de 1934, concernant la fabrication des vins de fruits [*impôts*]. — 27 novembre 1936. — D. O., n. 23361 (17 décembre 1936).

Cuba. — D. n. 13 remplaçant par un nouveau texte le règl. de l'impôt sur le sucre devant être consommé dans le pays, règl. promulgué par d. n. 184 du 16 février 1933 (*chapitres: I caractère et montant de l'impôt; II incidence; III exonération; IV perception; V inscription et obligations des contribuables; VI contrôle; VII infractions et pénalités; VIII recours; IX, administrations fiscales et douanières; X dispositions générales, fiscales, transitaires*). — 31 décembre 1934. — B. O. S. H., Tome XXXVIII, nos 1-2-3 (janvier-mars 1935).

D. l. n. 887 abrogeant l'art. III de la l. du 16 décembre 1932 qui avait augmenté l'impôt sur le sucre de consommation, et portant diverses dispositions concernant la perception et le paiement dudit impôt (*l'impôt est ramené de 1 centavo par livre à 1/2 centavo, etc.*). — 19 février 1935. — B. O. S. H., Tome XXXVIII, nos 1-2-3 (janvier-mars 1935).

C. n. 4 contenant des instructions aux administrateurs du fisc, les autorisant à accepter le paiement anticipé et selon la production calculée, de l'impôt sur le sucre, au lieu des paiements jour par jour, etc. — 27 février 1935. — Tome XXXVIII, nos 1-2-3 (janvier-mars 1935).

Danemark. — Adjonction n. 367 à la notification du Ministère de l'agriculture, du 10 novembre 1934, concernant les taxes sur l'abatage des pores. — 28 décembre 1935. — L. A., n. 46 (15 janvier 1936).

Adjonction n. 144 à la notification du Ministère de l'agriculture du 10 novembre 1934, concernant les taxes sur l'abatage des porcs. — 15 mai 1936. — L. A., n. 19 (28 mai 1936).

Equateur. — D. n. 359 modifiant la l. du 19 octobre 1935 concernant la Régie (*importation et achat-vente de tabac; achat par la Régie des dépôts et chargements de tabacs étrangers se trouvant légalement au pouvoir de particuliers*). — 16 mai 1936. — R. O., n. 197 (23 mai 1936).

D. n. 831 portant extension du d. n. 640 du 19 août dernier (*la réduction de 20 % accordée par le d. n. 640 pour l'impôt sur les stocks, remplaçant l'ancien impôt sur les ventes, sera portée en compte pour être déduite, lors du prochain paiement de l'impôt, à ceux qui ont déjà payé ledit impôt sans réduction, etc.*). — 14 novembre 1936. — R. O., n. 340 (16 novembre 1936).

Etats-Unis d'Amérique (Confédération). — L. abolissant les créances et les nantissements fiscaux provenant des l. sur le tabac, le coton et les pommes de terre. — 2 mars 1936. — P., No. 463, 74th Congress, H. R. 11138 (1936).

L. concernant le recouvrement de l'impôt sur les boissons alcooliques visant à assurer la perception des impôts sur les alcools, vins, boissons maltées distillées, l'administration et application plus efficaces et économiques des l. concernant les impôts sur les alcools, vins et boissons maltées distillées, la modification à la l. sur l'administration fédérale de l'alcool et visant encore d'autres buts. — 26 juin 1936. — P., No. 815, 74th Congress, H. R. 9185 (1936).

Finlande. — L. n. 396 concernant l'impôt sur les produits de margarine et sur les aliments concentrés du bétail. — 18 décembre 1936. — F. F., n. 388-402 (19 décembre 1936).

D. n. 397 concernant l'application de la l. visant l'impôt sur les produits de margarine et sur les aliments concentrés du bétail. — 18 décembre 1936. — F. F., n. 388-402 (19 décembre 1936).

Rés. du Conseil d'Etat n. 461 concernant l'application de la l. concernant l'impôt sur les produits de margarine et sur les aliments concentrés du bétail. — 30 décembre 1936. — F. F., n. 455-461 (31 décembre 1936).

France. — D. relatif au taux des taxes auxquelles sont assujettis les importateurs de produits agricoles contingentés. — 31 mars 1936. — J. O., n. 78 (1^{er} avril 1936).

Arr. fixant la valeur du sucre devant servir de base au calcul de la taxe unique pendant la campagne 1936-1937. — 30 septembre 1936. — J. O., n. 230 (1^{er} octobre 1936).

D. portant incorporation dans le code de l'enregistrement de textes législatifs modifiant certaines dispositions de ce code. — 17 octobre 1936. — J. O., n. 262 (7 novembre 1936).

D. portant incorporation dans le code du timbre de textes législatifs modifiant certaines dispositions de ce code. — 17 octobre 1936. — J. O., n. 262 (7 novembre 1936).

D. portant incorporation dans le code des contributions indirectes de textes législatifs modifiant certaines dispositions de ce code. — 17 octobre 1936. — J. O., n. 262 (7 novembre 1936).

Rhodésia du Sud. — Not. n. 315. Règl. d'application de la l. de 1933 concernant l'impôt sur le tabac. — 24 avril 1936. — S. R. G. G., n. 17 (24 avril 1936).

Straits-Settlements. — Not. n. 773. Règl. modifiant le règl. du 14 septembre 1934 concernant l'assiette des impôts pour le caoutchouc. — 16 mars 1936. — S. S. G. G., n. 27 (20 mars 1936).

Grèce. — D. l. n. 8 modifiant et complétant les l. concernant l'impôt sur l'esprit de vin. — 15 août 1936. — J. O., n. 354 (18 août 1936).

D. l., n. 34 diminuant l'impôt foncier sur le tabac et modifiant les dispositions concernant l'impôt de consommation sur le tabac. — 19 août 1936. — J. O., n. 367 (24 août 1936).

D. l., complétant les dispositions du d. l. portant modification des l. établissant l'impôt sur l'esprit de vin. — 23 octobre 1936. — J. O., n. 470 (24 octobre 1936).

D. l. modifiant et complétant la l. concernant l'impôt sur le vin. — 28 novembre 1936. — J. O., n. 533 (3 décembre 1936).

Guatemala. — D. n. 1774 conférant au fisc un droit privilégié de gage à l'égard des machines et matières premières servant à la fabrication des alcools et boissons alcooliques, ainsi que des produits de ladite fabrication. — 25 janvier 1936. — D. C. A., Tome XV, n. 73 (30 janvier 1936).

D. législatifs nos 2102, 2110, 2119 et 2120 approuvant respectivement les d. nos 1773, 1756, 1774 et 1779 concernant respectivement: les articles provenant de certains pays; la centralisation des tabacs; le droit de préférence du Fisc sur les machines et produits utilisés dans la fabrication de l'alcool; et le crédit hypothécaire. — 17, 20, et 23 mars 1936. — D. C. A., Tome XVI, n. 25 (31 mars 1936).

D. législatifs nos 2126, 2127 et 2133 approuvant respectivement les d. nos 1770 du 16 décembre 1935 et 1787 du 15 février 1936 (*modifications de la l. concernant les alcools et boissons alcooliques*) ainsi que le d. n. 1771 du 21 décembre 1935 (*impôts municipaux sur lesdits alcools et boissons*). — 26 et 28 mars 1936. — D. C. A., Tome XVI, n. 35 (15 avril 1936).

D. n. 1814 concernant certains impôts et droits relatifs au sapote (*suppression d'un impôt sur les licences individuelles d'exploitation dans les forêts nationales du Peten. Modification du tarif douanier*). — 5 mai 1936. — D. C. A., Tome XVI, n. 54 (7 mai 1936).

Inde. — L. financière de 1936 (*fixant les taxes sur le sel fabriqué ou importé par voie de terre dans certaines parties des Indes britanniques, etc., et fixant les taux de l'impôt et de la surtaxe sur le revenu*). — 31 mars 1936. G. I., n. 14, Part IV (4 avril 1936).

L. n. XIII modifiant la l. n. IX de 1903 concernant l'impôt sur le thé. — 27 octobre 1936. — G. I., n. 45 Part IV (7 novembre 1936).

Irlande (Etat-Libre d'). — Arr. concernant le beurre (6^{ème} arr. pour 1935 relatif aux subventions et à l'impôt). — 29 novembre 1935. — S. R. & O., n. 44 (1936).

Arr. concernant le beurre (7^{ème} arr. pour 1935 relatif aux subventions et à l'impôt). — 30 décembre 1935. — S. R. & O., n. 45 (1936).

- Arr. abrogeant l'arr. de 1935 concernant la crème en vrac (« *bulk cream* » (2^{ème} arr. relatif à l'impôt). — 31 décembre 1935. — S. R. & O., n. 74 (1936).
- Arr. concernant le fromage (impôt). — 31 mars 1936. — S. R. & O., n. 106 (1936).
- Arr. concernant la crème en vrac (« *bulk cream* ») (2^{ème} arr. relatif à l'impôt). — 31 mars 1936. — S. R. & O., n. 107 (1936).
- Arr. concernant le beurre ne provenant pas des crèmeries (impôt). — 31 mars 1936. — S. R. & O., n. 108 (1936).
- Arr. concernant le lait condensé (impôts). — 30 avril 1936. — S. R. & O., n. 125 (1936).
- Arr. concernant les produits agricoles (*période d'exemption pour les pommes de terre*). — 4 mai 1936. — S. R. & O., n. 124 (1936).
- Arr. concernant le beurre de crèmerie (4^{ème} arr. fixant l'impôt). — 7 septembre 1936. — S. R. & O., n. 271 (1936).
- Italie.** — D. ministériel prolongeant jusqu'au 30 juin 1936 le traitement spécial relatif à la ristourne de la taxe sur les échanges pour les lainages exportés. — 11 décembre 1935. — G. U., n. 7 (10 janvier 1936).
- D. ministériel concernant l'impôt sur les échanges pour les succédanés du café. — 15 décembre 1935. — G. U., n. 5 (8 janvier 1936).
- D. ministériel concernant l'impôt sur les échanges pour les essences d'orange, de mandarine, de citron et de bergamote. — 20 décembre 1935. — G. U., n. 7 (10 janvier 1936).
- D. ministériel concernant l'impôt sur les échanges pour le bois d'œuvre résineux. — 22 décembre 1935. — G. U., n. 7 (10 janvier 1936).
- D. ministériel concernant l'impôt sur les échanges pour le bois résineux destiné à la fabrication de la cellulose. — 23 décembre 1935. — G. U., n. 7 (10 janvier 1936).
- D. ministériel concernant l'impôt sur les échanges sur l'esprit de vin pur de production nationale. — 23 décembre 1935. — G. U., n. 13 (17 janvier 1936).
- L. n. 2245 portant conversion en l., avec des modifications, du d. l. royal du 27 juin 1935, n. 1227, portant des facilités fiscales pour le transfert des petites propriétés rurales et des facilités ultérieures concernant les taxes d'enregistrement pour le transfert de biens-fonds ruraux grevés de prêts hypothécaires. — 30 décembre 1935. — G. U., n. 9 (13 janvier 1936).
- D. l. royal n. 53 prorogeant les facilités fiscales pour le transfert de la propriété de biens-fonds ruraux grevés d'hypothèques. — 6 janvier 1936. — G. U., n. 23 (29 janvier 1936).
- D. l. royal n. 323 concernant un impôt sur la fabrication de fibres textiles artificielles. — 17 février 1936. — G. U., n. 58 (10 mars 1936).
- D. l. royal n. 435 concernant la réglementation définitive de l'impôt supprimé sur le vin. — 12 mars 1936. — G. U., n. 71 (26 mars 1936).
- D. l., royal n. 499 portant de nouvelles dispositions concernant l'application des impôts sur la fabrication des fibres textiles artificielles. — 26 mars 1936. — G. U., n. 81 (7 avril 1936).

- D. l. royal n. 635 portant des modifications au régime fiscal pour les alcools et une nouvelle réglementation de leur production et de leur emploi. — 27 avril 1936. — G. U., n. 98 (28 avril 1936).
- D. royal n. 1138 approuvant le régl. pour la perception des impôts de consommation. — 30 avril 1936. — Suppl. à la G. U., n. 145 (24 juin 1936).
- D. l. royal n. 1593 diminuant l'impôt sur la fabrication des huiles de graines et le droit de douane supplémentaire correspondant. — 23 août 1936. G. U., n. 203 (2 septembre 1936).
- D. l. royal n. 1646 modifiant le régime fiscal pour les huiles minérales, les résidus de leur distillation et le benzol. — 10 septembre 1936. — G. U., n. 212 (12 septembre 1936).
- D. ministériel appliquant le taux réduit de L. 0,50 % de l'impôt sur la vente au produit antiparasitaire « Shell Vi-Va ». — 21 septembre 1936. — G. U., n. 229 (2 octobre 1936).
- D. l. royal n. 1708 portant exemption de l'impôt de consommation pour l'année 1936 du raisin frais destiné à la vinification pour l'usage familial jusqu'à concurrence de 8 quintaux. — 24 septembre 1936. — G. U., n. 224 (26 septembre 1936).
- D. l. royal n. 1792 concernant la perception de contributions syndicales et autres contributions perçues de la même manière que les impôts directs. — 24 septembre 1936. — G. U., n. 238 (13 octobre 1936).
- D. l. royal n. 1744 instituant un impôt extraordinaire progressif sur les dividendes des sociétés commerciales. — 5 octobre 1936. — G. U., n. 231 (5 octobre 1936).
- D. l. royal n. 1815 modifiant le d. l. royal du 24 septembre 1936, n. 1708, portant exemption de l'impôt sur la consommation, pour l'année 1936, du raisin frais destiné à la vinification pour l'usage familial jusqu'à concurrence de 8 quintaux nets. — 13 octobre 1936. — G. U., n. 242 (17 octobre 1936).
- D. du Chef du Gouvernement modifiant les taxes sur le seigle et le maïs (*autres catégories de maïs du tarif douanier*) et sur les farines respectives et portant la franchise temporaire des taxes pour certaines espèces de poissons destinés à l'industrie des conserves. — 17 novembre 1936. — G. U., n. 269 (20 novembre 1936).
- D. l. royal n. 2167 portant prorogation des facilités fiscales pour l'acquisition de fonds ruraux grevés d'hypothèques. — 19 décembre 1936. — G. U., n. 302 (31 décembre 1936).
- Japon.** — O. impériale n. 117 concernant l'impôt sur les spiritueux dans le territoire ressortissant au Chemin de Fer de la Mandchourie du Sud. — 20 juin 1936. — K., n. 2840 (22 juin 1936).
- O. impériale n. 118 concernant l'impôt sur le tabac dans le territoire ressortissant au Chemin de Fer de la Mandchourie du Sud. — 20 juin 1936. — K., n. 2840 (22 juin 1936).
- O. impériale n. 120 concernant l'impôt sur la farine de froment dans le territoire ressortissant au Chemin de Fer de la Mandchourie du Sud. — 20 juin 1936. — K., n. 2840 (22 juin 1936).

Japon (Corée). — Arr. n. 86 du Gouvernement général de la Corée amendant le règlement d'application de l'ordonnance concernant l'impôt sur les spiritueux. — 17 septembre 1936. — K., n. 2945 (24 octobre 1936).

Japon (Kwantung). — Arr. n. 28 du Haut-Commissaire pour le Kwantung, portant le règl. d'application de l'o. concernant l'impôt sur les spiritueux dans le territoire ressortissant au chemin de fer de la Mandchourie du Sud. — 27 juin 1936. — K., n. 2874 (31 juillet 1936).

Arr. n. 29 du Haut-Commissaire pour le Kwantung, portant le règl. d'application de l'o. concernant l'impôt sur le tabac dans le territoire ressortissant au chemin de fer de la Mandchourie du Sud. — 27 juin 1936. — K., n. 2874 (31 juillet 1936).

Grand-Duché de Luxembourg. — Arr. relatif au régime fiscal des sucres, des glucoses et des tabacs. (*Application des arr. royaux belges du 16 décembre 1935*). — 17 janvier 1936. — M. L., n. 6 (25 janvier 1936).

Arr. relatif au régime fiscal des sucres. — 2 avril 1936. — M. L., n. 26 (7 avril 1936).

Arr. ayant pour objet de simplifier la perception des droits de douane et d'accise. — 3 avril 1936. — M. L., n. 28 (11 avril 1936).

Arr. grand-ducal concernant la perception d'une taxe sur la fabrication des vins mousseux. — 19 août 1936. — M. L., n. 64 (20 août 1936).

Mexique. — D. modifiant la l. concernant l'impôt sur l'exploitation des forêts. — 2 mars 1936. — D. O., Tome XCV, n. 12 (14 mars 1936).

Règl. visant l'application de la l. concernant l'impôt sur l'exploitation des forêts. — 2 mars 1936. — D. O., Tome XCV, n. 12 (14 mars 1936).

D. modifiant la l. concernant les impôts sur les alcools, eaux-de-vie et miels incristallisables (*sociétés régionales des producteurs d'alcools, et des producteurs d'eaux-de-vie; leurs facultés et obligations; société nationale des producteurs d'alcool, etc.*). — 23 mars 1936. — D. O., Tome XCV, n. 26 (31 mars 1936).

D. modifiant le tarif contenu dans l'art. 4 de la l. du 30 décembre 1935 concernant l'impôt sur l'exploitation des forêts. — 6 avril 1936. — D. O., Tome XCV, n. 36 (11 avril 1936).

D. prorogeant de 30 jours, à partir du 11 mai, les délais fixés par le d. du 23 mars 1936 modifiant la l. concernant les impôts sur les alcools, eaux-de-vie et miels incristallisables (*délai pour le paiement du montant dû pour impôts, par les producteurs et délai pour l'organisation des sociétés régionales de producteurs*). — 11 mai 1936. — D. O., Tome XCVI, n. 27 (12 juin 1936).

D. abrogeant l'art. 2 du d. du 29 décembre 1933 exonérant de l'impôt sur les entreprises commerciales et industrielles les étables de vaches laitières situées dans le District fédéral. — 15 mai 1936. — D. O., Tome XCVI, n. 27 (12 juin 1936).

D. modifiant l'art. 5 de la l. concernant les impôts sur les alcools, eaux-de-vie et miels incristallisables (*impôts sur les eaux-de-vie produites*). — 29 août 1936. — D. O., Tome XCVII, n. 53 (31 août 1936).

L. concernant les impôts sur la fabrication de la bière. — 29 août 1936. — D. O., Tome XCVII, n. 53 (31 août 1936).

C. n. 1 déclarant abrogées, conformément à la l. du 21 août 1933 concernant l'impôt foncier dans le District fédéral, les dispositions exigeant la présentation de certificats du cadastre lors des transferts de propriétés. — 12 septembre 1936. — D. O., Tome XCVII, n. 20 (24 septembre 1936).

D. réglementant le paiement annuel de l'impôt sur les alcools, eaux-de-vie et miels incristallisables. — 30 novembre 1936. — D. O., Tome XCIX, n. 27 (14 décembre 1936).

Nicaragua. — D. législatif exonérant le coton produit dans le pays, et voyageant sans transbordement, de l'impôt de cinq centavos par 46 kg. de chargement expédié par bateau ou chemin de fer, impôt créé par l'art. 1^{er} du d. législatif du 6 mai 1930. — 30 décembre 1935. — L. G., n. 7 (9 janvier 1936).

L. établissant un impôt d'un centime de cordoba par litre sur la vente, dans la République, de l'eau-de-vie titrant 50°. — 31 juillet 1936. — L. G., n. 177 (14 août 1936).

D. législatif établissant certains impôts (*exportation du café, production du sucre centrifugé; dépeçage du bétail, etc.*). — 11 août 1936. — L. G., n. 186 (26 août 1936).

D. portant une réglementation relative aux l. du 8 juillet 1933 et du 9 septembre 1934, et complétant le régl. actuel concernant l'impôt sur les liqueurs. (*Manutention de l'alcool produit chaque jour, et son versement aux stocks. Transport d'un centre de distillation à un autre et vente. Recensement et déclarations concernant les stocks*). — 8 septembre 1936. — L. G., n. 209 et 210 (24 et 25 septembre 1936).

Norvège. — Régl. concernant le payement etc. des taxes de culture, (*édictees par le Ministère de l'agriculture, en conformité des dispositions de la l. du 12 février 1932, avec les l. supplémentaires (art. 34-46) du 7 juin 1935, concernant la protection des forêts*). — 20 mars 1936. — N. L., n. 14, p. 373 (8 avril 1936).

Arr. royal établissant, à partir du 1^{er} juillet 1936, 1) un droit fiscal sur le sirop destiné à la fabrication de bonbons; 2) sur le maïs et l'amidon de maïs de fabrication nationale destiné à la fabrication de sucre d'amidon ou sirop d'amidon. — 20 mai 1936. — N. L., n. 20, p. 586 (26 mai 1936).

Arr. royal portant un droit fiscal, à partir du 1^{er} juillet 1936, sur le débit des boissons gazeuses et non alcooliques, sur le cidre de fabrication nationale ainsi que sur l'acide carbonique. — 20 mai 1936. — N. L., n. 20, p. 588 (26 mai 1936).

Arr. royal établissant un droit fiscal provisoire sur les échanges pour l'exercice financier allant du 1^{er} juillet 1936 au 30 juin 1937. — 30 juin 1936. — N. L., n. 26, p. 778 (4 juillet 1936).

Nouvelle-Zélande. — Arr. en Conseil portant un régl. concernant l'impôt sur les produits laitiers. — 29 juillet 1936. — N. Z. G., n. 51 (30 juillet 1936).

Pays-Bas. — Arr. concernant la taxe de crise sur le café. Arr. de crise 1936-I concernant le café. Arr. de crise 1936-I concernant les exonérations à l'égard du café (*calcul de la teneur des extraits et essences de café. Taxes de crise sur le café, torréfié ou non, les extraits et essences. Exonérations dans certains cas*). — 15 avril 1936. — Stc., n. 73 (15 avril 1936).

Indes Néerlandaises. — Rés. du Gouverneur général promulguant le d. royal du 20 décembre 1935 modifiant et complétant l'o. du 13 octobre 1932 concernant les droits d'accise sur le tabac. — 4 janvier 1936. — Stbl. N. I., n. 2 (7 janvier 1936).

Rés. du Gouverneur général fixant au 1^{er} février 1936 la date d'entrée en vigueur de la l. et du d. publiés au Staatsblad 1936 sous les nos 1 et 2 et concernant les droits sur le tabac. — 4 janvier 1936. — Stbl. N. I., n. 3 (7 janvier 1936).

Arr. modifiant et complétant l'arr. (*ou prescriptions*) du 15 novembre 1932 concernant les droits d'accise sur le tabac. — 18 janvier 1936. — Stbl. N. I., n. 22 (24 janvier 1936).

Pérou. — D. abrogeant l'art. 16 du d. n. 101 du 21 septembre 1932; et déclarant que les vins préparés par la méthode champenoise, ainsi que les mousseux, conserveront leur caractère de vins nationaux en ce qui concerne l'application des impôts. — 6 février 1936. — E. P., 1^{er} trimestre, n. 43 (21 février 1936).

Portugal. — D. l. n. 27377 réglementant le mode d'établissement et de recouvrement des taxes de vérification des fruits et déterminant que le produit de ces taxes et de la vente des étiquettes pour les marques nationales constituera une recette de la Junta nationale des fruits. — 23 décembre 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 300 (23 décembre 1936).

Roumanie. — Arr. ministériel n. 13639 modifiant certaines valeurs moyennes du tarif unitaire de la taxe de luxe et de l'impôt sur le chiffre d'affaires (*peaux, laines, racines officinales, extrait de quebracho, lactose, vins et boissons alcooliques, soufre, machines agricoles, saccharine, etc.*). — 9 avril 1936. — M. O., n. 89 (17 avril 1936).

Arr. ministériel n. 50660 concernant l'assiette de l'impôt sur le houblon vieux (*employé pour la fabrication du pain*). — 16 mai 1936. — M. O., n. 114 (19 mai 1936).

Arr. n. 1546 du Conseil des Ministres concernant la taxe sur la semence de sésame. — 24 juillet 1936. — M. O., n. 182 (7 août 1936).

Suède. — Arr. royal n. 1 modifiant les alinéas 1 et 2 de l'art. 3 de l'arr. du 28 juin 1935, n. 415, concernant la destination des fonds provenant de la perception du droit sur le lait etc., pendant la période allant du 1^{er} juillet 1935 au 30 juin 1936. — 9 janvier 1936. — S. F., n. 1 (9 janvier 1936).

Arr. royal n. 44 établissant un impôt sur les tourteaux et sur certaines espèces de farines pour l'alimentation du bétail. — 28 février 1936. — S. F., n. 39-44 (29 février 1936).

D. royal n. 66 prorogeant l'application du d. du 8 juin 1923, n. 155, concernant la taxe sur la vente et le débit des boissons alcooliques. — 27 mars 1936. — S. F., n. 65-67 (31 mars 1936).

Arr. royal n. 412 prorogeant l'application de l'arr. du 20 décembre 1935, n. 628, concernant les droits d'accise sur la margarine. — 30 juin 1936. — S. F., n. 409-413 (30 juin 1936).

D. royal n. 417 modifiant l'art. 4 du d. du 26 juin 1933, n. 391, établissant un droit sur la vente du lait. — 30 juin 1936. — S. F., n. 417-426 (1^{er} juillet 1936).

Arr. royal n. 422 établissant un impôt sur certaines espèces de tourteaux oléagineux et de farine fourragère. — 30 juin 1936. — S. F., n. 417-426 (1^{er} juillet 1936).

Arr. royal n. 472 modifiant certains points de l'arr. du 20 juin 1935, n. 362, portant des prescriptions d'application du d. du 26 juin 1933, n. 391, établissant un droit sur la vente du lait. — 8 juillet 1936. — S. F., n. 472 et 473 (23 juillet 1936).

Arr. royal n. 491 établissant un droit sur le froment. — 29 août 1936. — S. F., n. 490-492 (31 août 1936).

Arr. royal n. 501 établissant un impôt sur les farines destinées à l'alimentation du bétail. — 11 septembre 1936. — S. F., n. 500 et 501 (11 septembre 1936).

Arr. royal n. 516 établissant un droit d'accise sur la margarine. — 25 septembre 1936. — S. F., n. 516-518 (26 septembre 1936).

Arr. royal n. 558 portant réduction des droits sur le lait. — 30 octobre 1936. — S. F., n. 558-560 (31 octobre 1936).

Suisse (Confédération). — Arr. du Conseil fédéral concernant le relèvement du taux d'impôt dû sur la bière. — 1^{er} février 1936. — R. L. F., n. 3 (5 février 1936).

Arr. du Conseil fédéral modifiant le règl. d'exécution du 4 août 1934 concernant un impôt fédéral sur les boissons. — 11 février 1936. — R. L. F., n. 4 (12 février 1936).

Arr. du Conseil fédéral prorogeant l'o. du 20 avril 1934 relative à la perception d'une redevance sur le lait de consommation (*jusqu'au 30 avril 1937*). — 22 mai 1936. — R. L. F., n. 17 (27 mai 1936).

Arr. du Conseil fédéral modifiant et complétant l'arr. du Conseil fédéral du 4 août 1934 concernant un impôt fédéral sur les boissons et son règl. d'exécution du 27 novembre 1934. — 21 septembre 1936. — R. L. F., n. 34 (23 septembre 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — D. n. 2759 du C. C. P. concernant l'impôt de circulation sur le bétail vivant vendu par le fonds des livraisons obligatoires de viande. — 29 décembre 1935. — S. Z. R., n. 3, texte 30 (26 janvier 1936).

Arr. n. 374 du C. C. P. concernant les taux de l'impôt de circulation sur les produits agricoles des approvisionnements décentralisés. — S. Z. R., n. 14, texte 123 (29 mars 1936).

Arr. n. 15 du C. C. P. portant les taux de l'impôt de circulation sur les lentilles. — 7 janvier 1936. — S. Z. R., n. 10, texte 84 (10 mars 1936).

Arr. n. 57 du C. C. P., portant les taux de l'impôt de circulation sur le sucre. — 14 janvier 1936. — S. Z. R., n. 10, texte 82 (10 mars 1936).

Arr. n. 123 du C. C. P. portant les taux de l'impôt de circulation sur la viande de veau du gros bétail à cornes. — 26 janvier 1936. — S. Z. R., n. 9, texte 72 (4 mars 1936).

Arr. n. 39/61 du C. E. C. et du C. C. P. concernant le traitement fiscal des représentations des organisations étrangères de commerce, accomplissant des opérations commerciales sur le territoire de l'U. R. S. S. — 2 février 1936. — S. Z. R., n. 5, texte 41 (13 février 1936).

Arr. n. 313 du C.C.P. portant les taux de l'impôt de circulation sur la farine de seigle au taux de blutage de 87 % et 65 %. — 17 février 1936. — S. Z. R., n. 10, texte 85 (10 mars 1936).

Arr. n. 1351 du C. C. P. portant les taux de l'impôt de circulation sur le beurre fabriqué par les entreprises du système du Commissariat du peuple pour l'industrie alimentaire. — 26 juillet 1936. — S. Z. R., n. 41, texte 353 (16 août 1936).

Arr. n. 1400 du C. C. P. portant les taux de l'impôt de circulation sur le thé naturel. — 3 août 1936. — S. Z. R., n. 44, texte 382 (29 août 1936).

Yougoslavie. — Règl. concernant la perception des taxes provinciales de consommation, en relation avec l'ordonnance du 31 mars 1936 sur lesdites taxes (*perception de la taxe sur le café, l'orge en grains, le vin, etc.*). — 8 mai 1936. — S. N., n. 108-XXIII (13 mai 1936).

CHAPITRE III.

LÉGISLATION DOUANIÈRE

Vénézuéla. — L. concernant le tarif douanier. — 20 octobre 1936. — G. O., numéro extraordinaire (23 octobre 1936).

Art. 1^{er}. — Les marchandises importées à travers les Douanes de la République payeront par kilogramme de poids brut, d'après la classification suivante.

Classification.

Première classe	(B. 0,05)	Cinq	centimes de bolivar
Deuxième »	(B. 0,10)	Dix	» » »
Troisième »	(B. 0,20)	Vingt	» » »
Quatrième »	(B. 0,50)	Cinquante	» » »
Cinquième »	(B. 1)	Un	bolivar
Sixième »	(B. 2)	Deux	bolivares
Septième »	(B. 5)	Cinq	»
Huitième »	(B. 10)	Dix	»
Neuvième »	(B. 20)	Vingt	»
Dixième »	(B. 50)	Cinquante	»

Les droits de douane correspondant aux classes susmentionnées seront passibles des droits additionnels spécifiques et *ad valorem* ou bien des diminutions spécifiques que le tarif douanier établit dans chaque cas pour des marchandises déterminées. Les dits droits avec les surtaxes et les détaxes susdites seront dénommés « Droits de douane à l'importation ».

Art. 2. — Les marchandises importées par colis postal seront passibles, en plus des « droits de douane à l'importation », d'un droit additionnel qui sera payé et inscrit sous le nom de « Droit additionnel de colis postaux » et le dit droit sera de 2 % *ad valorem*.

Art. 3. — Les droits de douane dont sont passibles les marchandises provenant des Antilles coloniales ou des Guyanes seront augmentés d'un droit additionnel de 30 %.

Le Pouvoir exécutif fédéral est autorisé à accorder une réduction de 30 %, pourvu qu'il obtienne les compensations qu'il juge convenable, et à rapporter cette réduction lorsqu'il le croit nécessaire; toutefois les traités ou accords qu'il conclura dans ce but seront soumis à l'examen des Chambres Législatives pour être approuvés ou non.

Quand des *modi vivendi* interviendront sur les produits indigènes des Antilles ou Guyanes susmentionnées, le Pouvoir exécutif fédéral est autorisé à les mettre en exécution provisoire avant examen par les dites Chambres.

Art. 4. — Les droits de douane grevant les effets neufs importés dans les bagages qui accompagnent le voyageur et les droits de douane imposés sur les effets destinés à la nourriture et aux vivres de bord des navires seront augmentés de 20 %. La dite surtaxe s'ajoute au droit additionnel de 30 % dans le cas où il s'agit de marchandises provenant des Antilles coloniales ou des Guyanes.

Art. 5-24. —

Allemagne. — D. portant des modifications au tarif douanier (*fruits, bananes, lait, huile, crème, etc.*). — 26 février 1936. — RGbl., Teil I, n. 17, p. 128 (29 février 1936).

D. portant des modifications au tarif douanier (*pommes de terre, fruits, saindoux*). — 23 mars 1936. — RGbl., Teil, n. 26, p. 197 (24 mars 1936).

D. modifiant le tarif douanier (*fromage, amidon*). — 8 avril 1936. — RGbl., Teil I, n. 38, p. 364 (9 avril 1936).

D. portant des modifications au tarif douanier (*framboises, prunes, bananes et autres fruits, viande, graisses, suif, etc.*). — 9 juin 1936. — RGbl., Teil I, n. 54, p. 484 (12 juin 1936).

D. portant des modifications au tarif douanier (*pommes de terre*). — 22 juin 1936. — RGbl., Teil I, n. 58, p. 509 (24 juin 1936).

D. portant des modifications au tarif douanier (*froment, avoine, orge, haricots, herbage, fruits, etc.*) et concernant les bons d'exportation. — 17 juillet 1936. — RGbl., Teil I, n. 68, p. 567 (21 juillet 1936).

D. modifiant certains droits de douane (*pommes de terre, huiles*). — 3 septembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 80, p. 716 (5 septembre 1936).

D. modifiant les droits de douane (*prunes, pulpe de pommes*). — 22 septembre 1936. — RGbl., Teil, n. 85, p. 748 (28 septembre 1936).

D. portant des modifications au tarif douanier (*pommes de terre, bananes, oeufs*). — 16 novembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 107, p. 945 (21 novembre 1936).

D. portant des modifications au tarif douanier (*seigle, froment, orge, avoine, maïs et dari, fruits, moutons, viande, graisses, huiles, etc.*). — 23 décembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 124, p. 1146 (30 décembre 1936).

Argentine. — D. n. 69033 suspendant temporairement l'application des droits de douane additionnels de 10 % à l'herbe maté; application prévue par l'art. 2 de la l. n. 11681. — 17 octobre 1935. — B. O., n. 12471 (21 janvier 1936).

D. n. 94653 prorogeant jusqu'à nouvel ordre la période d'application des dispositions douanières découlant de l'accord supplémentaire de la Convention de Londres du 1^{er} mai 1933 (l. n. 11823). — 19 novembre 1936. — B. O., n. 12716 (21 novembre 1936).

Australie (*Commonwealth*). — Proclamation fixant la date à partir de laquelle seront perçus les droits imposés sur la viande exportée. — 26 février 1936. — C. A. G., n. 27 (27 février 1936).

Arr. portant exemption des taxes d'exportation pour certaines exportations de viande (1) vers les îles de l'océan Pacifique entre l'Equateur et le 33° latitude sud, (2) où la taxe ne dépasserait pas 1 S, (3) les conserves de viande, (4) les provisions des navires. — 20 mai 1936. — C. A. G., n. 42 (21 mai 1936).

Autriche (*Confédération*). — O. n. 108 concernant l'entrée en vigueur définitive des dispositions de l'échange de notes du 25 mars 1935 avec l'Italie concernant l'abolition du régime douanier conventionnel pour l'huile de sésame. — BGBl., 23. Stück (8 avril 1936).

L. fédérale n. 427 portant autorisation de réduire le droit de douane sur l'orge du n. 25 du tarif douanier et concernant le droit de délégation en matière douanière. — BGBl., 100. Stück (15 décembre 1936).

Belgique. — L. relative au tarif des douanes. — 27 décembre 1935. — M. B., n. 10 (10 janvier 1936).

Arr. royal concernant le tarif des douanes (*beurres végétaux, huiles douces et fixes; huile d'olive, etc.*). — 18 janvier 1936. — M. B., n. 20-21 (20 et 21 janvier 1936).

Arr. royal concernant le tarif des douanes (*soie naturelle pure*). — 21 mars 1936. — M. B., n. 83-84 (23 et 24 mars 1936).

Arr. royal ayant pour objet de simplifier la perception des droits de douane et d'accise. — 26 mars 1936. — M. B., n. 90-91 (30 et 31 mars 1936).

Arr. royal concernant la taxe de transmission à l'importation. — 28 mars 1936. — M. B., n. 95 (4 avril 1936).

Arr. royal concernant le tarif des douanes (*grains même torréfiés, avoine*). — 15 mai 1936. — M. B., n. 138 (17 mai 1936).

Arr. ministériel pour la simplification de la perception des droits de douane et d'accise. — 22 mai 1936. — M. B., n. 145 (24 mai 1936).

Arr. royal concernant la taxe de transmission à l'importation. — 25 mai 1936. — M. B., n. 152 (31 mai 1936).

Arr. royal suspendant la perception du droit spécial à l'occasion de la délivrance des autorisations d'importation de pommes de terre. — 26 mai 1936. — M. B., n. 149 (28 mai 1936).

Brésil. — D. n. 803 réduisant les droits d'importation sur la farine de blé et instituant une commission chargée d'établir le pourcentage minimum de blé national devant être ajouté au blé étranger. — 8 mai 1936. — D. O., n. 108 (11 mai 1936).

Bulgarie. — D. l. amendant et complétant le d. l. concernant le droit de statistique. — 12 février 1936. — D. V., n. 38 (19 février 1936).

O. concernant l'importation de l'étranger en exemption des droits de douane des machines et du matériel nécessaires à l'horticulture et à l'industrie des conserves, et portant aussi des mesures en vue du contrôle de leur emploi régulier. — 28 mai 1936. — D. V., n. 126 (10 juin 1936).

D. l. amendant et complétant la l. sur les douanes. — 25 août 1936. — D. V., n. 194 (29 août 1936).

Chili. — D. n. 3859 spécifiant que les douanes de la République appliqueront aux marchandises originaires d'Allemagne le traitement de la nation la plus favorisée. — 28 décembre 1935. — D. O., n. 17539 (6 janvier 1936).

Liste I). Liste (*modifiée et corrigée*) de produits français auxquels seront applicables, au Chili, les droits d'importation, réduits et confirmés, indiqués et résultant du traité de commerce du 6 janvier dernier. Pour le paiement, en monnaie courante, des droits exprimés en pesos-or, on n'appliquera pas de surtaxe supérieure à celle, actuelle, de 300 %. (*Conserves de viandes, de légumes ou fruits, vins, noix, etc.*). — D. O., n. 17560 (4 septembre 1936).

L. n. 5786 grevant d'un impôt de 5 % l'importation ou la production de toute marchandises (*sauf: les huiles comestibles, graisses, viandes, farines, lait et produits laitiers, pain, thé et maté, etc.*), ainsi que la perception d'intérêts, commissions ou autres rémunérations. — 2 janvier 1936. — D. O., n. 17356 (2 janvier 1936).

L. 5791 autorisant le Président de la République à libérer du paiement de droits d'importation, pendant une période d'un an, jusqu'à 20.000 têtes de bétail ovin de diverses races en vue de la reproduction, dans la proportion de cinq reproducteurs pour cent brebis. — 11 janvier 1936. — D. O., n. 17366 (14 janvier 1936).

D. n. 593 approuvant le régl. visant l'application de la l. n. 5786 par les douanes de la République (*exemption en ce qui concerne l'impôt d'importation prévu à l'art. 1^{er} de ladite l. etc.*). — 30 janvier 1936. — D. O., n. 17401 (24 février 1936).

D. n. 594 spécifiant que les marchandises provenant de France, Algérie et Monaco, payeront les droits réduits prévus au traité de commerce franco-chilien (*nomenclature des articles et droits correspondants*). — 30 janvier 1936. — D. O., n. 17388 (8 février 1936).

D. n. 616 fixant à 300 % la surtaxe douanière à percevoir dans la semaine du 2 au 9 février. — 3 février 1936. — D. O., n. 17389 (10 février 1936).

Liste rectifiée (d. n. 17388) indiquant, pour les produits français importés au Chili, les droits réduits qui leur seront applicables. Pour le paiement en monnaie courante des droits-or, la surtaxe maximum sera la surtaxe douanière actuelle de 300 % (*vins, conserves, truffes, etc.*). — 8 février 1936. — D. O., n. 17420 (17 mars 1936).

D. n. 208 étendant au 1^{er} juin 1936 le délai accordé par l'art. 1^{er} du d. n. 80 du 25 janvier dernier pour les demandes concernant l'importation en franchise des ovins, prévue par la l. n. 5791 du même mois. — 23 mars 1936. — D. O., n. 17524 (23 juillet 1936).

D. n. 1732 spécifiant que les douanes de la République appliqueront, aux marchandises indiquées et originaires de l'Équateur, le traitement douanier établi par la Convention de commerce conclue entre le Chili et l'Équateur, le 7 avril 1936. — 6 mai 1936. — D. O., n. 17461 (7 mai 1936).

D. n. 2419 fixant à 300 %, du 5 au 12 juillet 1936, la surtaxe sur les droits de douane. — 6 juillet 1936. — D. O., n. 17516 (14 juillet 1936).

- D. n. 3142 modifiant les règl. 201 et 202 concernant l'application du tarif douanier (*modalités d'application aux colis, ensemble ou séparés, etc.*). — 27 août 1936. — D. O., n. 17575 (24 septembre 1936).
- D. nos 3143 et 3151 fixant à 300 % la surtaxe douanière, du 23 au 30 août 1936. — 27 et 28 août 1936. — D. O., n. 17561 (5 septembre 1936).
- D. n. 3419 déclarant sans effet la réduction des droits d'importation du riz brut, accordée par le d. n. 1541 du 22 avril 1936. — 12 septembre 1936. — D. O., n. 17584 (5 octobre 1936).
- D. n. 3604 annulant la réduction accordée par le d. n. 4076 du 29 décembre 1934 pour l'importation du riz décortiqué inscrit sous la rubrique n. 114 du tarif douanier. — 26 septembre 1936. — D. O., n. 17594 (17 octobre 1936).
- D. n. 3658 fixant à 300 % la surtaxe douanière payable du 4 au 11 octobre. — 2 octobre 1936. — D. O., n. 17594 (17 octobre 1936).
- D. n. 3916 réduisant à 0,01 peso les droits d'entrée des vesces pour semences, inscrites à la position n. 113 du tarif douanier. — 21 octobre 1936. — D. O., n. 17615 (11 novembre 1936).
- D. n. 3981 réduisant à 0,01 peso les droits d'entrée de la graine de lin, inscrite à la position n. 180 du tarif douanier. — 30 octobre 1936. — D. O., n. 17615 (11 novembre 1936).
- Colombie.** — L. n. 94 autorisant le Gouvernement national à abaisser certains droits d'importation. (*Copra. Coton brut et filés. En outre, des réductions spéciales seront accordées à ceux qui prendront certains engagements concernant l'achat de produits nationaux similaires, à eux offerts par le Gouvernement.*) — 24 avril 1936. — D. O., n. 23215 (24 juin 1936).
- D. n. 1109 fixant au 20 mai 1936 la date à laquelle entreront en vigueur les modifications apportées au tarif douanier par la nouvelle convention de commerce avec les Etats-Unis d'Amérique. — 15 mai 1936. — D. O., n. 23187 (20 mai 1936).
- D. n. 2091 publiant certaines dispositions concernant le tribunal supérieur des douanes et réorganisant le personnel subalterne dudit (*composition du tribunal conformément à la l. n. 101 de 1936, etc.*) — 26 août 1936 — D. O., n. 23297 (1^{er} octobre 1936).
- Cuba.** — D. n. 810 modifiant l'art. IX des dispositions générales du tarif douanier (*régime d'admission temporaire pour les matières susceptibles d'une transformation industrielle, avec remboursement des droits lors de l'exportation. Pour les sacs ou récipients servant à l'emballage du sucre, il sera disposé ou fourni des garanties; la réexportation devra avoir lieu dans un délai de 24 mois, et l'on aura en outre 6 mois pour documenter ladite, etc.*) — 11 janvier 1935. — B.O.S.H., Tome XXXVIII, nos 1-2-3 (janvier-mars 1935).
- Egypte.** — D. modifiant les droits de douane sur certains articles (*houblon, amandes, noix, châtaignes, pommes, poires, coings, acides gras, malt, lin, chanvre, jute*). — 28 avril 1936. — J. O., n. 47 (29 avril 1936).
- Equateur.** — D. n. 2 modifiant le tarif douanier en vigueur (*droits sur la graisse de porc et ses succédanés*). — 3 janvier 1936. — R. O., n. 93 (20 janvier 1936).

- D. n. 12-*bis* modifiant le tarif douanier en vigueur (*supprime les droits d'exportation sur le cacao*). — 15 janvier 1936. — R. O., n. 98 (25 janvier 1936).
- D. n. 268 modifiant le n. 3 de l'art. 7 de la l. concernant le tarif douanier (*droits d'exportation sur les peaux de bovins, ovins, chevaux, etc.*). — 21 avril 1936. — R. O., n. 173 (24 avril 1936).
- D. n. 348 modifiant la l. concernant le tarif douanier (*établit des droits sur l'exportation des graines de coton, en vue d'encourager la fabrication de l'huile de graine coton dans le pays*). — 14 mai 1936. — R. O., n. 194 (20 mai 1936).
- Conventions conclues, moyennant échange de notes, avec les Etats-Unis et le Brésil (*taxes d'immigration. Prolongation du régime actuel de tarifs douaniers minima avec le Brésil, en attendant la conclusion d'accords définitifs*). — 2, 4 et 24 juillet 1936. — R. O., n. 292 (16 septembre 1936).
- D. n. 68 élevant de 50 % les droits sur les marchandises provenant du Japon, Canada, la Trinité, Suède, Russie, Finlande, etc. (*pays dont les exportations en Equateur dépassent actuellement de 30 % les importations*). — 3 juillet 1936. — R. O., n. 236 (10 juillet 1936).
- D. n. 628 modifiant la l. organique des douanes (*Prises d'échantillons. Réclamations. Abandon de marchandises, etc.*). — 15 août 1936. — R. O., n. 269 (20 août 1936).
- D. n. 651 exonérant de droits de douane les importations de farine de blé en général, ainsi que de blé en grains (*ces dispositions sont provisoires et s'appliqueront tant que les farines étrangères atteindront certains prix*). — 20 août 1936. — R. O., n. 273 (25 août 1936).
- D. n. 653 modifiant la l. concernant le tarif douanier. (*Sucres; contrôle de l'importation et de l'impôt en relation avec les besoins et les conditions du marché*). — 22 août 1936. — R. O., n. 274 (26 août 1936).
- D. n. 690 déterminant les marchandises importées provenant de certains pays qui payeront une surtaxe de 50 %, conformément au d. n. 68 du 3 août 1936. (*Définition des matières premières. Contrôle de leur emploi. Exonération, etc.*). — 31 août 1936. — R. O., n. 287 (10 septembre 1936).
- Espagne.** — Arr. disposant que la Direction générale du commerce et de la politique douanière, après établissement d'une liste générale qui serve de base à la classification par produits du Registre officiel des exportateurs, édicte et applique les règl. qu'elle estimera nécessaires pour la revision du Registre précité. — 18 février 1936. — G. M., n. 51 (20 février 1936).
- Estonie.** — L. concernant l'application d'une taxe spéciale aux fruits importés. — 30 janvier 1935. — R. T., n. 11, art. 96 (1935).
- O. concernant la perception d'une taxe spéciale sur les fruits importés. — 1^{er} février 1935. — R. T., n. 12, art. 118 (1935).
- Finlande.** — Rés. du Conseil d'Etat n. 91 établissant un droit de douane préférentiel sur le maïs. — 13 février 1936. — F. F., n. 89-95 (15 février 1936).

- L. n. 167 concernant la perception, dans certains cas, de droits de douane majorés. — 25 avril 1936. — F. F., n. 167-171 (27 avril 1936).
- L. n. 206 modifiant la l. concernant l'application du tarif douanier. — 15 mai 1936. — F. F., n. 206-212 (16 mai 1936).
- D. n. 273 concernant l'application d'un protocole additionnel sur le tarif douanier, stipulé entre la Finlande et la Pologne. — 24 août 1936. — F. F., n. 273-277 (1^{er} septembre 1936).
- D. n. 274 concernant l'application provisoire d'un protocole sur le tarif douanier entre la Finlande et les Pays-Bas. — 31 août 1936. — F. F., n. 273-277 (1^{er} septembre 1936).
- Rés. du Conseil d'Etat n. 279 portant majoration des droits de douane sur la fécula de pommes de terre. — 3 septembre 1936. — F. F., n. 278-279 (4 septembre 1936).
- D. n. 285 modifiant le statut douanier. — 11 septembre 1936. — F. F., n. 283-288 (12 septembre 1936).
- L. n. 302 concernant l'approbation de certains points d'un accord, stipulé avec les Etats-Unis d'Amérique, sur le tarif douanier. — 2 octobre 1936. — F. F., n. 302-306 (3 octobre 1936).
- D. n. 303 concernant l'application d'un accord avec les Etats-Unis d'Amérique sur le tarif douanier. — 2 octobre 1936. — F. F., n. 302-306 (3 octobre 1936).
- Rés. du Conseil d'Etat n. 310 portant majoration des droits de douane sur le pain. — 8 octobre 1936. — F. F., n. 310-312 (9 octobre 1936).
- D. n. 351 modifiant le statut douanier. — 13 novembre 1936. — F. F., n. 347-351 (14 novembre 1936).
- L. n. 427 concernant la perception des droits de douane pendant l'année 1937 (*céréales, café, plantes potagères, sucre*). — 23 décembre 1936. — F. F., n. 425-429 (30 décembre 1936).
- Rés. du Conseil d'Etat n. 444 concernant les droits de douane préférentiels sur le maïs. — 30 décembre 1936. — F. F., n. 431-445 (31 décembre 1936).
- France.** — D. relatif aux droits de douane applicables aux beurres. — 15 février 1936. — J. O., n. 40 (16 février 1936).
- L. tendant à accorder au Gouvernement le pouvoir de modifier par d. le tarif douanier et de supprimer les majorations de la taxe d'importation (*produits agricoles*). — 26 février 1936. — J. O., n. 49 (27 février 1936).
- L. ayant pour objet de ratifier le d. du 19 juillet 1934 modifiant les droits de douane applicables aux animaux vivants et aux viandes. — 7 mars 1936. — J. O., n. 59 (9 et 10 mars 1936).
- D. fixant le taux des taxes auxquelles sont assujettis les importateurs de certaines marchandises agricoles contingentées. — 7 mars 1936. — J. O., n. 60 (11 mars 1936).
- L. ayant pour objet de ratifier le d. du 12 septembre 1933, modifiant les droits de douane applicables aux pommes de terre et aux féculs de pommes de terre. — 26 mars 1936. — J. O. n. 75 (28 mars 1936).
- D. modifiant la tarification douanière des bois à papier. — 6 mai 1936 — J. O., n. 108 (7 mai 1936).

- D. exonérant les marchandises originaires et en provenance des Etats-Unis d'Amérique et de leurs territoires ou possessions des majorations du taux de la taxe à l'importation prévue par la l. du 31 mars 1932. — 3 juin 1936. — J. O., n. 131 (5 juin 1936).
- D. portant exonération pour les marchandises estoniennes des majorations du taux de la taxe à l'importation. — 3 juin 1936. — J. O., n. 134 (8 et 9 juin 1936).
- Arr. relatif aux quantités de légumes frais importées directement de la zone française de l'empire chérifien à admettre en franchise de droits de douane en France et en Algérie. — 22 juin 1936. — J. O., n. 147 (24 juin 1936).
- D. relatif au régime douanier applicable à certains produits d'origine étrangère importés dans la partie du Gabon non comprise dans les limites du bassin conventionnel du Congo. (*Graisses animales, fruits et graines oléagineux*). — 24 juin 1936. — J. O., n. 154 (2 juillet 1936).
- D. relatif aux taxes auxquelles sont assujettis les importateurs de produits agricoles contingentés. — 30 juin 1936. — J. O., n. 162 (11 juillet 1936).
- D. complétant le d. du 13 mars 1936 relatif au régime de l'admission temporaire des maïs en grains destinés à l'amidonnerie. — 7 juillet 1936. — J. O., n. 160 (9 juillet 1936).
- L. tendant à l'approbation des échanges de lettres des 18 juillet et 23 décembre 1935 relatifs à l'attribution à la zone frontalière luxembourgeoise, d'une part, entre le 1^{er} août 1935 et le 29 février 1936 et, d'autre part, entre le 1^{er} août 1936 et le 28 février 1937, d'un contingent d'importation de 18.000 quintaux de pommes de terre à un droit de douane spécial. — 31 juillet 1936. — J. O., n. 179 (1^{er} août 1936).
- D. relatif aux taxes auxquelles sont assujettis les importateurs de certaines marchandises agricoles contingentées. — 31 juillet 1936. — J. O., n. 181 (3 et 4 août 1936).
- L. concernant les échanges commerciaux entre le Maroc et les colonies françaises (*mesures douanières*). — 8 août 1936. — J. O., n. 187 (10 et 11 août 1936).
- L. ayant pour objet de ratifier le d. du 7 novembre 1935 portant modification du tarif douanier du pyrèthre. — 13 août 1936. — J. O., n. 190 (14 août 1936).
- L. tendant à accorder au gouvernement le pouvoir de modifier par d. le tarif douanier et de supprimer les majorations de la taxe d'importation. — 13 août 1936. — J. O., n. 190 (14 août 1936).
- L. tendant à autoriser le Gouvernement à appliquer par d. un accord réservant aux maïs d'origine yougoslave des avantages préférentiels. — 16 août 1936. — J. O., n. 194 (20 août 1936).
- D. modifiant le d. du 13 mars 1936 relatif au régime de l'admission temporaire des maïs en grains destinés à l'amidonnerie. — 18 septembre 1936. — J. O., n. 220 (19 septembre 1936).
- D. modifiant le régime de l'entrepôt des spiritueux en Corse. — 2 octobre 1936. — J. O., n. 236 (8 octobre 1936).
- D. modifiant les quantités de produits originaires et importés directement de la zone française de l'empire chérifien à admettre en franchise de droits de douane en France et en Algérie du 1^{er} juin 1936 au 31 mai 1937. — 13 octobre 1936. — J. O., n. 241 (14 octobre 1936).

D. portant incorporation dans le code des douanes de textes législatifs modifiant certaines dispositions de ce code. — 17 octobre 1936. — J. O., n. 262 (7 novembre 1936).

Arr. fixant le taux de la ristourne prévue par l'article 23 du d. du 29 octobre 1936 par quintal de blé préalablement compensé. — 5 novembre 1936. — J. O., n. 262 (7 novembre 1936).

Arr. relatif aux conditions d'admission à droits réduits des maïs « petit grain » dit de Bessarabie. — 5 novembre 1936. — J. O., n. 263 (8 novembre 1936).

D. relatif aux droits de douane sur les pommes de terre. — 17 novembre 1936. — J. O., n. 271 (19 novembre 1936).

Arr. fixant les conditions de délivrance des autorisations de mise en entrepôt fictif des produits soumis au monopole d'importation et d'exportation de l'office national interprofessionnel du blé. — 23 novembre 1936. — J. O., n. 277 (19 novembre 1936).

D. portant modification des droits de douane sur les fruits et graines oléagineux. — 25 novembre 1936. — J. O., n. 278 (27 novembre 1936).

D. relatif au régime douanier des sacs importés pleins. — 25 novembre 1936. — J. O., n. 283 (3 décembre 1936).

Arr. relatifs à l'importation de certaines marchandises étrangères (*orge de brasserie*). — 27 novembre 1936. — J. O., n. 280 (29 novembre 1936).

D. portant exonération des majorations du taux de la taxe à l'importation pour les marchandises originaires et en provenance de l'Etat libre d'Irlande. — 2 décembre 1936. — J. O., n. 283 (3 décembre 1936).

Accord conclu par échange de lettres les 10-12 décembre 1936, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique en vue de la répression des fraudes douanières par l'assistance administrative mutuelle. — 10-12 décembre 1936. — J. O., n. 294 (16 décembre 1936).

D. relatif aux droits de douane sur les œufs. — 11 décembre 1936. — J. O., n. 291 (12 décembre 1936).

D. relatif à la suppression des taxes auxquelles sont assujettis les importateurs d'œufs congelés et séchés en provenance de l'étranger. — 11 décembre 1936. — J. O., n. 291 (12 décembre 1936).

D. portant publication et mise en application provisoire de l'accord concernant le traitement préférentiel du maïs yougoslave en France, conclu à Belgrade le 8 décembre 1936. — 14 décembre 1936. — J. O., n. 293 (14-15 décembre 1936).

France (*Afrique équatoriale française*). — D. portant réglementation du service des douanes en Afrique équatoriale française. — 17 décembre 1935. — J. O., n. 1 (1^{er} janvier 1935).

France (*Guadeloupe*). — D. relatif au régime douanier, à la Guadeloupe et dépendances, des plantes vivantes de pépinières, arbres et arbustes fruitiers, forestiers, etc. — 21 avril 1936. — J. O., n. 97 (24 avril 1936).

D. relatif au régime douanier des futailles à la Guadeloupe et dépendances. — 22 octobre 1936. — J. O., n. 251 (25 octobre 1936).

France (Guinée française). — D. 3044 s. e. Arr. du Gouverneur général complétant l'arr. général du 30 juillet 1932, sur la taxe de statistique en ce qui concerne les fruits frais, à l'exception des colas et des légumes frais exportés des Colonies du groupe. — 21 décembre 1935. — J. O. G. F., n. 846 (15 avril 1936).

France (Indochine). — D. relatif au régime douanier des cafés en Indochine. — 7 octobre 1936. — J. O., n. 238 (10 octobre 1936).

France (Maroc). — Dahir instituant une taxe de sortie sur les orges et les maïs exportés. — 8 juillet 1936. — B. O., n. 1237 (11 juillet 1936).

Dahir portant exonération du paiement des droits de douane et des taxes spéciales à l'importation, en faveur des blés durs importés pour les besoins de la consommation humaine. — 21 décembre 1936. — B. O., n. 1261 (25 décembre 1936).

France (Nouvelle-Calédonie et dépendances). — D. prorogeant pour un an le d. du 30 avril 1935 fixant les surtaxes douanières temporaires sur certains produits et dépouilles d'animaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances. — 10 juillet 1936. — J. O., n. 165 (15 et 16 juillet 1936).

D. relatif aux droits de sortie sur les peaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances. — 22 juillet 1936. — J. O., n. 174 (26 juillet 1936).

D. relatif au régime douanier des pommes de terre à la Nouvelle-Calédonie et dépendances. — 8 septembre 1936. — J. O., n. 212 (10 septembre 1936).

France (Réunion). — D. relatif au régime douanier des sucres et des produits sucrés à la Réunion. — 12 novembre 1936. — J. O., n. 279 (28 novembre 1936).

Régence de Tunis. — D. portant relèvement des droits de sortie sur les huiles d'olives. — 8 août 1936 — J. O. T., n. 63-bis (9 août 1936).

D. relatif aux droits de douane, à l'importation en Tunisie, des huiles fixes pures d'arachide. — 16 octobre 1936. — J. O. T., n. 83 (16 octobre 1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord. — Arr. n. 16 concernant les droits d'importation (1^{er} arr. concernant le drawback) (blé). — 20 janvier 1936. — S. R. & O., n. 16 (1936).

Arr. portant des droits de douane spéciaux pour les marchandises provenant de l'Etat Libre d'Irlande (1^{er} arr. concernant les droits de douane spéciaux: bovins, équidés, porcins, viande, volaille, gibier, beurre, oeufs, crème). — 17 février 1936. — S. R. & O., n. 104 (1936).

Arr. n. 159 concernant les droits d'importation supplémentaires (5^{ème} arr.) (huile, tourteaux et farine de soja, huile de tournesol et huile des semences du safran bâtarde) (*carthamus tinctorius*). — 9 mars 1936. — S. R. & O., n. 159 (1936).

Arr. n. 254 concernant les droits d'importation (2^{ème} arr. portant des exemptions) (pommes de terre). — 23 mars 1936. — S. R. & O., n. 254 (1936).

Arr. n. 255 concernant les droits de douane supplémentaires (7^{ème} arr.) (*pommes de terre*). — 24 mars 1936. — S. R. & O., n. 255 (1936).

Arr. concernant les droits d'importation (3^{ème} arr. concernant le *drawback*) (*graines de soja*). — 7 avril 1936. — S. R. & O., n. 308 (1936).

Arr. concernant les droits d'entrée supplémentaires (11^{ème} arr.) (*osséine*). — 26 mai 1936. — S. R. & O., n. 513 (1936).

Arr. concernant les droits d'importation (6^{ème} arr. concernant le *drawback*) (*modification pour l'huile de graines de lin*). — 8 juin 1936. — S. R. & O., n. 524 (1936).

Arr. concernant les droits d'importation supplémentaires (12^{ème} arr.) (*amido*). — 29 juin 1936. — S. R. & O., n. 623 (1936).

Arr. concernant les droits d'importation (4^{ème} arr. concernant les *exemptions*) (*exclusion de pommes de terre, autres que les pommes de terre nouvelles, de l'exemption du droit « ad valorem »*) — 29 juin 1936. — S. R. & O., n. 652 (1936).

Arr. portant des droits d'entrée supplémentaires (13^{ème} arr.) (*pommes de terre autres que les pommes de terre nouvelles*). — 29 juin 1936. — S. R. & O., n. 653 (1936).

Arr. concernant les droits d'importation supplémentaires (15^{ème} arr.) (*tracteurs agricoles*). — 9 juillet 1936. — S. R. & O., n. 690 (1936).

Arr. concernant les droits d'importation supplémentaires (19^{ème} arr.) (*camomille*). — 23 juillet 1936. — S. R. & O., n. 736 (1936).

Arr. concernant les droits d'importation (7^{ème} arr., portant des *exemptions*) (*engrais chimiques*). — 28 octobre 1936. — S. R. & O., n. 1109 (1936).

Chypre. — L. n. 7 modifiant ultérieurement les l. concernant les droits de douane et d'accise (*autorisant l'interdiction ou l'établissement de conditions pour l'exportation*). — 30 mars 1936. — Supplement to the C. G., n. 2506 (Extraordinary) n. 2 (31 mars 1936).

Arr. en Conseil n. 382 autorisant l'importation pour un an, en franchise de douane, du fil de lin. — 18 avril 1936. — C. G., n. 2511 (24 avril 1936).

Guatemala. — D. n. 1773. (*Mesures de défense douanière envers les pays dont la balance commerciale présente en 1935 un solde défavorable pour le Guatemala*). — 25 janvier 1936. — D. C. A., Tome XV, n. 69 (25 janvier 1936).

D. n. 1775 incorporant au Code douanier les dispositions des d. nos 1712 et 1726 concernant les certificats d'origine; et portant certaines autres dispositions. — 25 janvier 1936. — D. C. A., Tome XV, n. 70 (27 janvier 1936).

Arr. spécifiant que les douanes de la République devront s'occuper en première ligne des envois contenant des fruits frais, des plantes ou animaux vivants et, d'une manière générale, des articles périssables. — 27 avril 1936. — D. C. A., Tome XVI, n. 45 (27 avril 1936).

D. n. 1817 modifiant les art. 243 et 230 du Code douanier (*délai de validité des connaissements, certificats, etc, visés par les consulats. Confiscation des marchandises dont on n'a pas voulu indiquer l'origine exacte*). — 18 mai 1936. — D. C. A., Tome XVI, n. 65 (20 mai 1936).

D. n. 1858 portant certaines additions et modifications au tarif douanier (*bière, etc.*). — 1^{er} août 1936. — D. C. A., Tome XVII, n. 33 (8 août 1936).

Inde. — L. n. II prorogeant l'application de la l. de 1931 sur le sel (*droits d'entrée supplémentaires*) (*jusqu'en 1938*). — 21 avril 1936. — G. I., n. 17, Part IV (25 avril 1936).

Italie. — D. l. royal n. 248 concernant l'importation, en franchise de douane, jusqu'au 30 juin 1936, de 100.000 quintaux de froment destiné à l'alimentation de la volaille. — 6 février 1936. — G. U., n. 48 (27 février 1936).

D. royal n. 705 modifiant le taux des ristournes de droits d'importation pour le coton brut destiné à la manufacture de marchandises jouissant de cet avantage. — 16 avril 1936. — G. U., n. 104 (5 mai 1936).

D. l. royal n. 816 modifiant et complétant le répertoire pour l'application du tarif général des droits de douane. — 16 avril 1936. — G. U., n. 112 (supplément) (14 mai 1936).

D. l. royal n. 1149 portant suspension de l'application du droit de douane sur les laines, sur les déchets de laine et sur la bourre de laine institué par le d. l. royal du 16 janvier 1936, n. 54 — 21 juin 1936. — G. U., n. 146 (25 juin 1936).

D. l. royal n. 1462 modifiant le traitement douanier de certains produits (*soufre, raisin sec, liège*). — 9 juillet 1936. — G. U., n. 179 (4 août 1936).

D. l. royal n. 1526 concernant un nouveau contingentement des produits des Iles italiennes de l'Egée à admettre en franchise de douane dans le Royaume. — 9 juillet 1936. — G. U., n. 192 (20 août 1936).

D. l. royal n. 1747 abolissant le droit de douane « ad valorem » institué par le d. l. royal du 24 septembre 1931, n. 1187, et autorisant le Chef du Gouvernement à modifier ultérieurement le régime douanier des marchandises par rapport à la nouvelle situation monétaire et des prix. 5 octobre 1936. — G. U., n. 231 (5 octobre 1936).

D. du Chef du Gouvernement diminuant les droits de douane sur les marchandises de grande consommation et modifiant le régime douanier pour certaines autres marchandises en vue de la nouvelle situation monétaire et des prix. — 6 octobre 1936. — G. U., n. 232 (6 octobre 1936).

D. du Chef du Gouvernement portant réduction des droits de douane pour le froment et les produits qui en dérivent et modifiant les notes aux numéros 643 a-1 et 644-a du tarif douanier (*froment, maïs, farines, semoules, etc.*). — 30 octobre 1936. — G. U., n. 254 (2 novembre 1936).

D. du Chef du Gouvernement modifiant le régime douanier du beurre fabriqué avec le lait et de certains aliments du bétail. — 20 décembre 1936. — G. U., n. 295 (22 décembre 1936).

Italie (Erythrée). — D. royal n. 2445 modifiant le régime douanier en Erythrée pour les vins de haute teneur alcoolique originaires et provenant des Iles italiennes de l'Egée. — 19 décembre 1935. — G. U., n. 27 (3 février 1936).

Japon. — O. Impériale n. 5 portant abrogation de l'o. impériale n. 208 de 1935 établissant des droits additionnels (de 50 % «ad valorem») aux droits de douane d'importation, en vertu de l'art. 1^{er} de la l. n. 45 de 1934 (*froment, farine de froment, bois etc., provenant de certains pays*). — 24 janvier 1936. — K., n. 2717 (25 janvier 1936).

O. Impériale n. 36 amendant l'o. Impériale n. 283 de 1933 (1) concernant l'augmentation des droits de douane d'importation sur le riz et d'autres céréales, en vertu des dispositions de l'art. 9 de la loi sur le contrôle du riz. (*Prolongation des dispositions de l'O. impériale telle qu'elle a été amendée dernièrement par l'o. impériale n. 31 de 1935, jusqu'au 31 mars 1937*). — 27 mars 1936. — K., n. 2769 (28 mars 1936).

L. n. 40 amendant la l. n. 24 de 1924 (*tarif des droits de douane d'importation, poste 95, huiles végétales essentielles*). — 30 mai 1936. — K., n. 2822 (1^{er} juin 1936).

O. impériale n. 124 portant des restrictions à l'importation etc. en vertu des dispositions de l'art. 1^{er} de la l. n. 45 de 1934 (*farine de froment, déchets de laine, viandes, beurre, graisses animales, etc.*). — 24 juin 1936. — K., n. 2843 (25 juin 1936).

O. impériale n. 237 concernant le traitement tarifaire des droits d'importation pour les articles en provenance de la Syrie et du Liban. — 28 juillet 1936. — K., n. 2872 (29 juillet 1936).

O. impériale n. 262 amendant l'o. impériale n. 238 de 1921 portant des mesures édictées en vertu de l'art. 9 de la l. sur le tarif des douanes (*drawback en faveur des graines d'arachides employées dans la fabrication de l'huile, et de l'huile de soja employée pour la fabrication de l'huile de soja durcie*). — 11 août 1936. — K., n. 2884 (12 août 1936).

O. impériale n. 469 amendant l'o. impériale n. 283 de 1933 concernant l'augmentation des droits de douane sur l'importation du riz et d'autres céréales (*proroge son application jusqu'au 31 décembre 1937*). — 26 décembre 1936. — K., n. 2997 (28 décembre 1936).

Grand-Duché de Luxembourg. — Arr. relatif à la valeur imposable en ce qui concerne la perception des droits de douane, pour les marchandises facturées en monnaies étrangères (*exécution de l'arrêté belge du 20 décembre 1935*). — 30 décembre 1935. — M. L., n. 1 (4 janvier 1936).

Arr. grand-ducal modifiant l'arr. grand-ducal du 29 juillet 1926, concernant l'emploi des alcools en exemption totale ou partielle des droits et la restitution des droits en cas d'exportation d'eau-de-vie. — 6 janvier 1936. — M. L., n. 3 (13 janvier 1936).

Arr. concernant le tarif des douanes (*application de l'arrêté royal belge du 18 janvier 1936*). (*Beurres végétaux, autres que cacao, huiles douces et fixes*). — 25 janvier 1936. — M. L., n. 8 (1^{er} février 1936).

Arr. concernant la simplification de la perception des droits de douane et d'accise. — 29 mai 1936. — M. L., n. 42 (6 juin 1936).

Arr. concernant le tarif des douanes (*vins mousseux*). — 14 août 1936. — M. L., n. 64 (20 août 1936).

Arr. concernant le tarif des douanes (*pamplemousses etc.*). — 28 octobre 1936. — M. L., n. 78 (31 octobre 1936).

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIII^{ème} Année, 1933, p. 63.

- Arr. concernant la perception de droits spéciaux sur l'importation de certains produits soumis à licence (*saindoux, viandes préparées*). — 30 octobre 1936. — M. L., n. 78 (31 octobre 1936).
- Arr. concernant la perception des taxes spéciales sur l'importation du beurre, du lait et de certains produits dérivés du lait, soumis à licence. — 3 novembre 1936. — M. L., n. 79 (7 novembre 1936).
- Arr. concernant la perception de droits spéciaux sur l'importation de certains produits soumis à licence (*viandes congelées, bovine, ovine, et porcine*). — 5 novembre 1936. — M. L. n. 79 (7 novembre 1936).
- Mexique.** — D. modifiant le tarif de l'impôt général d'importation (*biscuits ou pains pour animaux*). — 20 janvier 1936. — D. O., Tome XCV, n. 11 (13 mars 1936).
- D. modifiant le tarif des impôts d'exportation (*os*). — 20 janvier 1936. — D. O., Tome XCV, n. 13 (16 mars 1936).
- D. modifiant le tarif de l'impôt général d'importation (*certaines graminées*). — 20 janvier 1936. — D. O., Tome XCV, n. 14 (17 mars 1936).
- Télégramme-circulaire n. 30-1-12285 fixant les droits à percevoir éventuellement sur l'exportation du café sans gousse. — 27 février 1936. — D. O., Tome XCV, n. 26 (31 mars 1936).
- D. modifiant le tarif général d'importation (*légumes, fruits, huile d'olives, etc.*). — 19 mars 1936. — D. O., Tome, XCV, n. 19 (23 mars 1936).
- D. modifiant le tarif de l'impôt général d'importation (*piments « morrones » en saumure, amandes, olives, vins, etc.*). — 11 mai 1936. — D. O., Tome XCVI, n. 9 (13 mai 1936).
- D. modifiant le tarif de l'impôt d'exportation (*encouragement l'exportation de l'écorce de manglier, ainsi que des autres écorces, feuilles, etc., servant au tannage*). — 19 mai 1936. — D. O., Tome XCVI, n. 16 (21 mai 1936).
- D. modifiant le tarif de l'impôt d'exportation. (*Pois chiches. Les nouveaux droits sont de 20 à 21 pesos par quintal brut*). — 20 mai 1936. — D. O., Tome XCVI, n. 16 (21 mai 1936).
- D. exonérant des droits d'importation les machines, matériaux et accessoires destinés à des travaux de captation d'eaux. — 8 juin 1936. — D. O., Tome XCVII, n. 40 (15 août 1936).
- D. complétant l'art. 1^{er}, du régl. du 29 décembre 1933 relatif à l'art. 15 de la l. fédérale de colonisation (*importation en franchise de machines et équipements jugés nécessaires aux colons ou aux entreprises de colonisation*). — 8 juillet 1936. — D. O., Tome XCVII, n. 39 (14 août 1936).
- D. modifiant le tarif des droits d'exportation (*bananes fraîches*). — 20 juillet 1936. — D. O., Tome XCVII, n. 17 (20 juillet 1936).
- C. n. 301-54-172 énumérant les marchandises qui sont sujettes à la protection douanière. — 4 août 1936. — D. O., Tome XCVII, n. 40 (15 août 1936).
- D. modifiant le tarif de l'impôt général d'exportation (*résine de sapote, en récipients ou en vrac*). — 21 août 1936. — D. O., Tome XCVII, n. 48 (25 août 1936).
- D. modifiant le tarif de l'impôt d'exportation (*maïs*). — 14 septembre 1936. — D. O., Tome XCVIII, n. 13 (15 septembre 1936).

D. modifiant le tarif concernant l'impôt d'exportation (*chevaux et mulets*). — 20 octobre 1936. — D. O., Tome XCVIII, n. 45 (24 octobre 1936).

D. modifiant le tarif de l'impôt général d'importation (*sagou, tapioca, manioc et autres féculs agglomérées en pâtes*). — 30 octobre 1936. — D. O., Tome XCIX, n. 6 (7 novembre 1936).

D. modifiant le tarif de l'impôt général d'importation (*coton brut*). — 19 décembre 1936. — D. O., Tome XCIX, n. 40 (29 décembre 1936).

Nicaragua. — D. législatif établissant un droit de 0,50 cordoba par quintal de sucre introduit dans les ports du Littoral Atlantique. — 6 février 1936. — L. G., n. 34 (10 février 1936).

Norvège. — Arr. royal prorogeant la durée de validité des droits de douane saisonniers sur les pommes et les poires fraîches. — 1^{er} février 1936. — N. L., n. 5, p. 113 (6 février 1936).

Arr. royal portant réduction des droits de douane sur les semenceaux de betteraves fourragères. — 21 février 1936. — N. L., n. 8, p. 183 (24 février 1936).

Arr. royal établissant des droits de douane à partir du 1^{er} juillet 1936 (*levain, huile d'olive, sucre, etc.*). — 30 juin 1936. — N. L., n. 26, p. 786 (4 juillet 1936).

Arr. royal portant des modifications au tarif douanier (*café, pommes et poires*). — 4 août 1936. — N. L., n. 29, p. 1005 (10 août 1936).

Nouvelle-Zélande. — Règl. douanier (*alcool méthylique*). — 18 mars 1936. — N. Z. G., n. 23 (19 mars 1936).

Arr. ministériel concernant le tarif douanier (*aliments du bétail, farine de semence de caroubier*). — 14 octobre 1936. — N. Z. G., n. 68 (15 octobre 1936).

Paraguay. — D. n. 1767 modifiant le d. n. 140. (*L'exonération de droits d'importation pour le sucre, prévue par ledit d., s'appliquera seulement au sucre blanc raffiné, article de consommation et de première nécessité*). — 5 juin 1936. — G. O., n. 28 (6 juin 1936).

Pays-Bas. — Deux arr. concernant la ristourne respective payable pour l'exportation des produits contenant du beurre et pour l'huile de navette perdue lors de sa transformation en huile brevetée. t. a. Deux arr. de crise de 1936 concernant la ristourne (*produits contenant du beurre. Brevetage de l'huile de navette*). — 4 août 1936. — Stc., n. 150 (4 août 1936).

4 arr. modifiant respectivement divers arr. concernant les ristournes durant la crise (*arr. dils: 1935 grains II. Industrie des solvants; 1934 VI grains; 1933 I et II (seigle non dénaturé, tapioca et sagou); 1934 IX. Industries du brandevin de grains, de l'alcool, etc.*). — 1^{er} octobre 1936. — Stc., n. 191 (1^{er} octobre 1936).

L. réglementant la perception de centimes additionnels sur les droits d'importation dans les Indes néerlandaises, et approuvant une o. du gouverneur général des Indes concernant la réduction de droits d'importation. — 31 décembre 1936. — Stc., n. 916 (31 décembre 1936).

L. prolongeant (jusqu'au 1^{er} janvier 1942) la validité de la l. du 17 mai 1934 (Stbl. n. 260) autorisant l'établissement, la suppression, l'élévation ou la réduction, dans un bref délai, de droits d'importation. — 31 décembre 1936. — Stbl., n. 408 (31 décembre 1936).

Indes Néerlandaises. — Arr. élevant à 16 cent. par $\frac{1}{2}$ kg., à partir du 12 février 1936, les droits spéciaux d'exportation sur le caoutchouc produit par la population. — 10 février 1936. — Stbl. N. I., n. 53 (11 février 1936).

Arr. élevant à 16 $\frac{1}{2}$ cent. par $\frac{1}{2}$ kg., à partir du 20 février 1936, les droits spéciaux d'exportation sur le caoutchouc produit par la population. — 18 février 1936. — Stbl. N. I., n. 63 (19 février 1936).

L. ratifiant l'o. du Gouverneur général, datée du 23 septembre 1935, établissant un droit d'exportation sur le caoutchouc des entreprises, ainsi que sur le caoutchouc produit par la population, non grevé d'un droit spécial d'exportation. — 11 mars 1936. — Stbl. N. I., n. 185 (24 avril 1936).

Arr. élevant à 17 cent. par $\frac{1}{2}$ kg., à partir du 6 avril 1936, les droits d'exportation spéciaux sur le caoutchouc produit par la population. — 4 avril 1936. — Stbl. N. I., n. 173 (5 avril 1936).

Arr. élevant à 17 $\frac{1}{2}$ cent par $\frac{1}{2}$ kg., à partir du 19 avril 1936, les droits d'exportation spéciaux sur le caoutchouc produit par la population. — 17 avril 1936. — Stbl. N. I., n. 183 (18 avril 1936).

Rés. du Gouverneur général prolongeant d'un an, à partir du 30 juin 1936, la période prévue à l'art. 1^{er} de l'o. publiée dans le Staatsblad n. 707 de 1934 et pendant laquelle il doit être perçu des droits sur l'exportation de Java et Madoera, du tabac y cultivé et non destiné au marché indigène. — 11 mai 1936. — Stbl. N. I., n. 225 (19 mai 1936).

Arr. du Gouverneur général modifiant, à partir du 23 septembre 1936, les droits spéciaux d'exportation relatifs au caoutchouc de la population (*fixe, en général, lesdits droits à 37 f. par 100 kg. de caoutchouc, etc.*). — 19 septembre 1936. — Stbl. N. I., n. 477 (22 septembre 1936).

Arr. du Gouverneur Général modifiant, à partir du 4 octobre 1936, les droits spéciaux d'exportation sur le caoutchouc de la population (*fixe en général lesdits droits à 50 f. par 100 kg. de caoutchouc sec*). — 3 octobre 1936. — Stbl. N. I., n. 499 (3 octobre 1936).

Douze arr. modifiant les droits spéciaux d'exportation sur le caoutchouc de la population, respectivement à partir des 8, 11 et 20 octobre, 1, 2, 3, 6, 8, 18 et 19 novembre, 8 et 15 décembre 1936. — 7, 10, 19 et 31 octobre 2, 5, 7, 17 et 18 novembre, 7 et 14 décembre 1936. — Stbl. N. I., nos 507, 544, 564, 580, 586, 589, 594, 597, 613, 619, 639 et 659 (7, 10, 19 et 31 octobre, 2, 5, 7, 17 et 18 novembre, 7 et 14 décembre 1936).

O. modifiant le tarif des droits d'importation dans les Indes néerlandaises (*Fleur et farine de froment en sacs, etc. Surtaxes douanières en général pour 1936*). — 26 octobre 1936. — Stbl. N. I., n. 572 (27 octobre 1936).

Arr. abrogeant l'arr. du 8 décembre 1934 (*Staatsblad n. 668*) établissant une taxe sur l'importation du riz. — 30 octobre 1936. — Stbl. N. I., n. 581 (3 novembre 1936).

O. établissant temporairement des droits d'exportation extraordinaires, et abrogeant l'art. 16 de la l. de comptabilité des Indes. Arr. prévoyant dans certains cas, conformément à l'art. 1 (3) de l'o. la restitution des droits extraordinaires perçus en vertu de ladite. — 23 et 27 novembre 1936. — Stbl. N. I., nos 626 et 630 (24 et 30 novembre 1936).

Pologne. — Arr. du Ministre des finances, pris de concert avec les Ministres de l'industrie et du commerce et de l'agriculture et des réformes agraires, sur la réduction du droit de douane à l'importation des pommes fraîches. — 20 janvier 1936. — D. U., n. 5, texte 51 (24 janvier 1936).

Arr. du Ministre des finances, pris de concert avec le Ministre de l'industrie et du commerce et le Ministre de l'agriculture et des réformes agraires, sur les réductions des droits de douane à l'importation des pommes, des raisins, des abricots, des pêches, des pastèques et des carpes fraîches. 8 mai 1936. — D. U., n. 44, texte 326 (8 juin 1936).

Arr. du Ministre des finances, pris de concert avec les Ministres de l'industrie et du commerce et de l'agriculture et des réformes agraires, sur la modification du tarif douanier d'exportation. — 3 juin 1936. — D. U., n. 45, texte 332 (15 juin 1936).

Arr. du Ministre des finances, pris de concert avec les Ministres de l'industrie et du commerce et de l'agriculture et des réformes agraires, sur la modification de l'arrêté du 31 juillet 1935 portant restitution du droit de douane à l'exportation des céréales, des légumineuses, des graines oléagineuses, des produits de mouture, des pois polis et du malt. — 15 juin 1936. — D. U., n. 47, texte 345 (25 juin 1936).

Portugal. — D. n. 26446 modifiant les positions du tarif douanier en vigueur dans les colonies sur les vins généreux et liquoreux régionaux en vue de comprendre les vins régionaux de ce genre appelés « Estremadura » et visés par le décret n. 22123. — 23 mars 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 68 (23 mars 1936).

D. n. 26855 exonérant de droits et autres taxes douanières, dans la colonie de Timor, l'exportation du maïs et du riz. — 31 juillet 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 178 (31 juillet 1936).

Roumanie. — Arr. n. 335865 fixant de nouvelles valeurs moyennes pour certains articles du tarif unitaire (*huile d'olive, citrons, oranges, mandarines, etc.*). — 23 janvier 1936. — M. O., n. 21 (27 janvier 1936).

Arr. ministériel n. 75117 modifiant le tarif unitaire pour l'impôt sur le chiffre d'affaires (*marchandises importées*). — 10 juin 1936. — M. O., n. 135 (13 juin 1936).

D. royal n. 1557 modifiant le tarif douanier (*jute, coton et caoutchouc bruts*). — 2 juillet 1936. — M. O., n. 152 (3 juillet 1936).

Arr. ministériel n. 246616 modifiant les valeurs moyennes du tarif unitaire pour l'exportation (*fruits secs, traverses, etc.*). — 3 novembre 1936. — M. O., n. 258 (5 novembre 1936).

Salvador. — D. législatif n. 43 instituant une Direction générale des recettes douanières, dépendant du Ministère des finances et fixant la tâche de ladite Direction. — 7 mai 1936. — D. O., n. 104 (12 mai 1936).

D. législatif n. 71 autorisant la Direction générale des recettes douanières à connaître des franchises et autres questions se rapportant aux douanes (*en attendant la promulgation d'une l. organique des services douaniers, visant à l'établissement graduel d'un système décentralisé*). — 4 juin 1936. — D. O., n. 126 (8 juin 1936).

Suède. — D. royal n. 108 concernant les périodes de validité pour certains droits de douane. — 24 avril 1936. — S. F., n. 108-110 (24 avril 1936).

D. royal n. 127 modifiant l'art. 5 du d. du 4 octobre 1929, n. 316, concernant les droits de douane. — 30 avril 1936. — S. F., n. 127 et 128 (1^{er} mai 1936).

- Arr. royal n. 132 modifiant l'art. 20 de l'arr. du 29 novembre 1929, n. 373, portant des prescriptions d'application du d. sur le tarif douanier. — 30 avril 1936. — S. F., n. 131-133 (5 mai 1936).
- D. royal n. 140 modifiant l'art. 4 du dernier alinéa du d. du 4 octobre 1929, n. 307, concernant la restitution des droits de douane. — 8 mai 1936. S. F., n. 139-141 (13 mai 1936).
- Arr. royal n. 294 portant certaines modifications au d. du 31 janvier 1932, n. 15, portant des majorations ultérieures au tarif douanier en vigueur (*animaux vivants*). — 12 juin 1936. — S. F., n. 292-296 (18 juin 1936).
- D. royal n. 310 prorogeant l'application du d. du 17 juin 1932, n. 245, concernant la faculté du Roi d'établir des droits de douane spéciaux. — 19 juin 1936. — S. F., n. 309-311 (20 juin 1936).
- Arr. royal n. 340 portant certaines modifications au tarif douanier annexé au d. du 4 octobre 1929, n. 316, concernant les droits de douane (*plantes potagères, fruits et baies, prunes, pommes, poires etc.*). — 26 juin 1936. — S. F., n. 340 et 341 (27 juin 1936).
- Arr. royal n. 341 modifiant certains points du d. du 31 janvier 1932, n. 15, portant des adjonctions au tarif douanier en vigueur (*plantes potagères*). — 26 juin 1936. — S. F., n. 340 et 341 (27 juin 1936).
- Arr. royal n. 413 prorogeant l'arr. du 20 décembre 1935, n. 629, concernant les droits de douane sur la margarine. — 30 juin 1936. — S. F., n. 409-413 (30 juin 1936).
- D. royal n. 420 modifiant les art. 2 et 3 du d. du 18 mai 1934, n. 153, établissant un droit sur l'importation de l'avoine et du maïs ainsi que sur d'autres aliments concentrés du bétail. — 30 juin 1936. — S. F., n. 417-426 (1^{er} juillet 1936).
- Arr. royal n. 421 établissant un droit sur l'importation de l'avoine et du maïs ainsi que sur d'autres aliments concentrés du bétail. — 30 juin 1936. — S. F., n. 417-426 (1^{er} juillet 1936).
- Arr. royal n. 500 établissant un droit sur l'importation de l'avoine et du maïs ainsi que sur certains autres aliments concentrés du bétail. — 11 septembre 1936. — S. F., n. 500 et 501 (11 septembre 1936).
- Arr. royal n. 517 établissant un droit de douane sur la margarine. — 25 septembre 1936. — S. F., n. 516-518 (26 septembre 1936).
- Arr. royal n. 525 établissant un droit sur l'importation de l'avoine et du maïs ainsi que sur certains autres aliments concentrés du bétail. — 3 octobre 1936. — S. F., n. 524 et 525 (5 octobre 1936).
- Arr. royal n. 571 modifiant l'art. 158 du statut douanier du 7 octobre 1927, n. 391. — 20 novembre 1936. — S. F., n. 571 et 572 (23 novembre 1936).
- Arr. royal n. 605 accordant, pour une certaine période, la franchise douanière à l'importation de raisins. — 11 décembre 1936. — S. F., n. 605-608 (19 décembre 1936).
- Suisse (Confédération).** — Arr. du Conseil fédéral supprimant le droit d'entrée supplémentaire sur les marchandises d'origine italienne. — 29 juin 1936. — R. L. F., n. 23 (1^{er} juillet 1936).
- Arr. du Conseil fédéral réduisant le droit de douane sur la benzine pour moteurs agricoles. — 3 juillet 1936. — R. L. F., n. 24 (8 juillet 1936).

Arr. du Conseil fédéral portant abrogation ou réduction des droits de douane sur les fruits, les légumes et les œufs, ainsi qu'abrogation du droit de douane supplémentaire sur le maïs. — 2 octobre 1936. — R. L. F., n. 37 (7 octobre 1936).

Arr. du Conseil fédéral réduisant le droit de douane sur les raisins frais. 13 octobre 1936. — R. L. F., n. 38 (14 octobre 1936).

Union Sud-africaine. — L. n. 25 modifiant le tarif douanier (*dumping, etc.*). — 23 juin 1936. — U. S. A. G. G. Extraordinary, n. 2364 (23 juin 1936).

Uruguay. — L. autorisant le Gouvernement, pour telles périodes et provenances qu'il fixera, à supprimer les droits d'importation relatifs aux ananas et à réduire de 50 % ceux relatifs aux bananes. — 4 janvier 1935. — D. O., n. 8829 (25 janvier 1936).

D. exonérant de droits d'importation les ananas venant du Paraguay, et réduisant de 50 % les droits relatifs aux bananes de même provenance. — 7 janvier 1936. — D. O., n. 8834 (31 janvier 1936).

Rés. autorisant l'entrée, exempte de droits mais sujette au paiement des taxes additionnelles, de certaines quantités de graines oléagineuses destinées à la fabrication de l'huile. — 22 janvier 1936. — D. O., n. 8841 (8 février 1936).

Rés. approuvant un nouveau tableau des droits de douane relatifs à divers produits et marchandises d'exportation (*bétail, produits animaux, céréales, huiles, bois, etc.*). — 23 janvier 1936. — D. O., n. 8833 (30 janvier 1936).

D. exonérant de toute charge l'importation des fruits frais du Brésil (*sont exceptées les oranges et tangerines; pour les bananes, les droits sont réduits de 50 %*). — 24 janvier 1936. — D. O., n. 8834 (31 janvier 1936).

D. rectifiant le d. du 25 novembre 1935 en ce qui concerne les droits applicables aux bois ronds de cèdre (*les droits sont de 8 pesos par mille kg., et non par cent kg.*). — 3 février 1936. — D. O., n. 8849 (18 février 1936).

Rés. exonérant du paiement de la surtaxe-or les importations de phosphates du Maroc (*phosphorite*) effectuées, pour la fabrication d'engrais (*superphosphate de chaux*), par l'Institut de chimie industrielle. — 12 août 1936. — D. O., n. 8998 (21 août 1936).

D. exonérant jusqu'à nouvel ordre les pommes de terre importées du paiement de droits-or, ainsi que de la taxe de 20 centimes par 10 kg., établie par la l. n. 8712 du 15 décembre 1930. — 28 août 1936. — D. O. n. 9016 (12 septembre 1936).

D. accordant des facilités pour l'importation des machines agricoles et accessoires (*les firmes s'occupant de ladite importation au comptant ou à long terme, sont autorisées à l'effectuer en consignation, avec faculté d'étendre les délais de paiement, pourvu qu'elles se conforment aux conditions réglementaires visant le change*). — 31 août 1936. — D. O. n. 9034 (3 octobre 1936).

D. autorisant à titre provisoire la libre importation, sans droits de douane ni contingentements, des pommes de terre destinées à la consommation; et chargeant la Commission des subsistances de fixer les prix de vente dudit article. — 10 septembre 1936. — D. O., n. 9027 (25 septembre 1936).

D. prorogeant jusqu'à nouvel ordre la validité du d. du 30 octobre 1933 concernant le contrôle douanier relatif au transport et à la sortie des fruits du pays. — 24 octobre 1936. — D. O., n. 9059 (2 novembre 1936).

D. spécifiant que l'exonération de droits prévue par le d. du 10 septembre 1936 s'étend également aux pommes de terre de semence importées. — 30 octobre 1936. — D. O., n. 9067 (11 novembre 1936).

Vénézuéla. — Rés. établissant des droits d'importation sur les bovins (20 bolivares par tête, sauf pour les animaux de races fines et destinés à la reproduction). — 2 septembre 1936. — G. O., n. 19050 (3 septembre 1936).

Rés. modifiant le n. 228 de la l. concernant le tarif douanier (*tabac en feuilles ou brut, etc.*). — 30 octobre 1936. — G. O., n. 19098 (30 octobre 1936).

Yougoslavie. — Arr. du Conseil des ministres portant mise en vigueur temporaire des notes échangées, le 21 mars 1936, entre le Président du Conseil de Yougoslavie et le représentant diplomatique de l'Allemagne (droits de 25 dinars-or, applicables à l'entrée des produits, organiques ou inorganiques, servant à la lutte contre les fléaux ainsi qu'à la désinfection des céréales). — 23 avril 1936. — S. N. n. 108-XXIII (13 mai 1936).

Règl. concernant la communication de renseignements relatifs aux douanes et aux tarifs, ainsi que l'arbitrage de différends s'y rapportant (I, dispositions générales; II, dispositions particulières: office des douanes à Belgrade; laboratoires de chimie des douanes; différends; dispositions finales). — 9 juin 1936. — S. N., n. 133-XXXI (13 juin 1936).

Règl. de travail de l'Office central des douanes à Belgrade. — 27 juin 1936. — S. N., n. 151-XXXVI (4 juillet 1936).

IV^{me} PARTIE

PRODUCTION VÉGÉTALE

INDUSTRIE DES PRODUITS VÉGÉTAUX

CHAPITRE I.

LÉGISLATION VISANT LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE EN GÉNÉRAL

Etats-Unis d'Amérique (Confédération). — L. visant à encourager la conservation et l'utilisation profitable des ressources foncières agricoles au moyen d'une assistance fédérale provisoire aux agriculteurs et par l'établissement d'un système permanent d'assistance fédérale aux Etats, dans ce but. — 29 février 1936. — P., No. 461, 74th Congress (S. 3780) (1936).

Art. 1^{er}. — La loi approuvée le 27 avril 1935 et intitulée: « Loi portant des mesures pour la protection des richesses foncières contre l'érosion du sol ainsi que pour d'autres buts » est amendée par l'insertion, à la fin de la dite, du texte suivant:

« Art. 7. — (a) Il est déclaré par les présentes que l'objet de la présente loi est également d'assurer, et que les buts de cette loi comportent également: 1) la préservation et l'amélioration de la fertilité du sol; 2) l'encouragement de l'utilisation économique et de la conservation de la terre; 3) la diminution de l'exploitation abusive et de l'usage destructeur et irrationnel des ressources du sol national; 4) la protection des rivières et des ports contre les résultats de l'érosion du sol en vue d'entretenir la navigabilité des eaux et cours d'eau et de lutter contre les inondations; et 5) le rétablissement, aussi rapidement que le Secrétaire de l'agriculture l'estimera faisable et dans l'intérêt public général, du rapport ayant régné, pendant la période quinquennale allant d'août 1909 à juillet 1914 y compris, entre le pouvoir d'achat du revenu net par personne vivant de l'agriculture, et celui du revenu net par personne ne vivant pas de l'agriculture, tel que ce rapport résulte des statistiques possédées par le Département de l'agriculture des Etats-Unis; ainsi que le maintien du dit rapport. Les pouvoirs, conférés en vertu des art. 7 à 14 y compris de la présente loi, serviront à aider les activités libres lorsque celles-ci

tendront à réaliser les buts spécifiés au présent article. Les dits pouvoirs ne devront pas servir à décourager la production de fournitures d'aliments et de textiles en quantité suffisante pour subvenir à la consommation humaine normale de la nation, telle que le Secrétaire l'établira d'après les données concernant la dite consommation dans les années 1920 à 1929 inclusivement, en tenant compte de l'accroissement de la population, des quantités de toute marchandise versée dans la consommation nationale par suite de la baisse des exportations durant la dite période, des tendances actuelles à l'égard de la consommation nationale ainsi que de l'exportation des diverses marchandises, et des quantités de produits succédanés (*substitutes*) disponibles, pour la consommation nationale, dans une catégorie générale quelconque de denrées alimentaires. Lors de la réalisation des buts du présent article, on observera l'égard dû au maintien d'une offre continue et stable de marchandises agricoles, suffisante pour satisfaire la demande du consommateur, et cela à des prix convenables à la fois pour le producteur et pour le consommateur.

« (b) Le Secrétaire de l'agriculture collaborera avec les Etats, pour l'exécution de leurs plans visant à atteindre les buts mentionnés au présent article, en accordant, en vertu du dit article, des subsides afin de les mettre à même de réaliser ces plans.

« (c) Tout Etat qui soumettra au Secrétaire, avant l'époque et de la manière que le Secrétaire aura fixées, un plan d'Etat pour la réalisation des buts du présent article, aura droit à des paiements, prévus au dit article, pour l'année à laquelle s'applique le plan en question, pourvu que ce plan ait été approuvé par le Secrétaire de la manière ci-prévue.

« (d) Aucun plan ne pourra être approuvé si son contenu ne satisfait pas aux conditions suivantes:

1) Il doit prévoir que l'organisme (*agency*) chargé d'appliquer le plan sera l'organisme d'Etat que le Secrétaire aura désigné pourvu que le dit organisme soit autorisé par l'Etat; ou bien sera tout autre organisme d'Etat, autorisé par l'Etat et approuvé par le Secrétaire;

2) Il doit prévoir des méthodes d'application telles, ainsi qu'une participation telle à la dite application, des associations ou comités d'agriculteurs, organisés à cet effet dans les comtés ou communes, qu'elles seront jugées nécessaires par le Secrétaire en vue de l'application effective du plan; et

3) Il doit prévoir la présentation, au Secrétaire, des rapports (*reports*) qu'il estimera nécessaires pour s'assurer que le plan est exécuté conformément à son contenu; ainsi que l'observation de conditions pouvant être prescrites par le Secrétaire en vue de garantir l'exactitude de ces rapports et de rendre possible leur vérification.

« e) Un plan sera approuvé si le Secrétaire juge qu'il y a des chances raisonnables pour que:

1) des résultats notables soient obtenus, quant à la réalisation des buts du présent article, par l'effet du dit plan et des plans présentés par les autres Etats; et que

2) le dit plan doive produire, quant à la réalisation susdite, un progrès aussi grand qu'on peut raisonnablement l'obtenir par une action du dit Etat.

« f) Après approbation d'un plan quelconque d'Etat pour une année quelconque, le Secrétaire allouera au dit Etat la somme (ne dépassant pas le maximum fixé selon l'alinéa 3 pour l'Etat et pour l'année) qu'il jugera nécessaire pour l'exécution du dit plan pendant la dite année; puis il donnera au Secrétaire du Trésor la certification nécessaire pour le paiement, à l'organisme d'Etat que le Secrétaire pour l'agriculture aura certifié être désigné dans le plan, du quart du montant ainsi alloué, quart qui sera payé par le Secrétaire du Trésor au dit organisme.

Le reste du montant alloué sera certifié de la même manière et versé selon les paiements partiels (avant la fin de l'année solaire) pouvant être prévus dans le plan. Nul paiement partiel ne sera certifié pour versement si le Secrétaire de l'Agriculture estime qu'avant l'échéance du dit paiement il y a eu de la part de l'Etat respectif un manquement grave dans l'exécution du plan tel qu'il y avait été conçu, ou bien que l'application ultérieure du plan tel qu'il a été conçu ne tendrait pas à réaliser les buts visés par le présent article. De même on ne pourra certifier, pour versement en vertu d'un paiement partiel prévu, nulle somme en sus du montant que le Secrétaire aura jugé nécessaire pour l'application effective du plan durant la période à laquelle le dit paiement partiel se rapporte.

« g) A la date du 1^{er} novembre de chaque année ou auparavant, le Secrétaire répartira entre les divers Etats les fonds disponibles pour l'exécution des plans d'Etats au cours de l'année solaire suivante; et en déterminant le montant à assigner à chaque Etat, le Secrétaire prendra en considération la superficie et la valeur des principales cultures appauvrissantes et des principales cultures d'exportation pratiquées dans les Etats respectifs pendant une période typique, ainsi que la superficie et la productivité des terres consacrées à la production agricole (y compris les produits laitiers) dans les Etats respectifs pendant une période typique. Toutefois la dite répartition des fonds disponibles pour la réalisation, pendant l'année 1936, des buts poursuivis dans le présent article, pourra être opérée à un moment quelconque de l'année 1936; et des répartitions pour 1937 pourront avoir lieu à un moment quelconque de 1937. Nonobstant l'attribution prévue à un Etat quelconque pour une année quelconque, les fonds assignés à un

Etat à l'égard duquel nul plan n'a été approuvé pour l'année respective, de même que tous montants assignés à un Etat et non nécessaires pour exécuter, pendant la dite année, un plan approuvé concernant le dit Etat, seront considérés comme disponibles pour l'application des articles 7 à 14 y compris de la présente loi.

« Art. 8. — a) En vue de réaliser les buts spécifiés à l'article 7 a) durant la période nécessaire pour permettre raisonnablement, de la part d'un nombre suffisant d'Etats, une action législative tendant à assurer la réalisation des dits buts par l'action des Etats, comme aussi en vue d'encourager ou de faciliter, par la suite, une réalisation plus complète des buts susdits, le Secrétaire exercera les pouvoirs conférés dans le présent article durant la période antérieure au 1^{er} janvier 1938, exception faite des opérations agricoles commencées dans un Etat quelconque après la date effective d'un plan approuvé, pour le dit Etat, en vertu de l'article 7. Nuls pouvoirs ne pourront être exercés après le 31 décembre 1937, excepté en ce qui concerne les paiements ou subsides se rapportant à des opérations agricoles exécutées avant le 1^{er} janvier 1938.

« b) Sous réserve des restrictions prévues à l'alinéa a) du présent article, le Secrétaire aura la faculté de réaliser les buts spécifiés aux clauses 1) 2) 3) et 4) de l'article 7 a), en aidant, par des paiements ou autres modes d'assistance, les producteurs agricoles, y compris les fermiers et métayers (*share-croppers*), les montants étant mesurés par le Secrétaire de manière à être convenables et raisonnables en vue de la réalisation des dits buts pendant l'année pour laquelle les paiements ou subsides sont concédés, et la dite mesure ayant lieu d'après: 1) le traitement ou l'utilisation de la terre, ou d'une de ses parties, en vue de restaurer ou de conserver le sol. ou d'empêcher son érosion; 2) les changements dans l'emploi de la terre; 3) un pourcentage, par rapport à la production normale des intéressés, d'un ou de plusieurs produits agricoles indiqués par le Secrétaire, et égalant le pourcentage requis pour la consommation nationale, du ou des produits par rapport à la production nationale normale, ou 4) une combinaison quelconque des cas ci-dessus. En fixant le montant des paiements ou subsides déterminés dans les cas 1) et 2) ci-dessus, le Secrétaire tiendra compte de la productivité du terrain concerné par les pratiques agricoles adoptées pendant l'année à laquelle le dit paiement se rapporte. Lors de l'application des dispositions du présent article, le Secrétaire protégera, autant que possible, les intérêts des fermiers et des métayers. Dans la même circonstance, le Secrétaire est autorisé à se servir des comités de producteurs agricoles dans les comtés ou communes, ainsi que du Service fournissant des instructions ou conseils aux agriculteurs (*agric. extension service*) ou d'autres organismes approuvés. Lors de l'application des dispositions du présent article, le Secré-

taire ne pourra pas conclure de contrat imposant à un producteur quelconque des obligations, ni acquérir des terres, ni des droits ou des intérêts dans ces terres. Dans la même circonstance, le Secrétaire protégera, de toutes les manières qu'il pourra, les intérêts des petits producteurs. Le Secrétaire, en appliquant le présent article, encouragera et obtiendra, par toutes voies possibles, l'adoption de pratiques tendant à la conservation et à la reconstitution du sol, plutôt que de cultures commerciales aptes à produire l'usure (*depleting*) du dit sol.

« c) Tout paiement ou autre mode d'assistance concédé en vertu de l'alinéa b) comporte comme condition, à l'égard de la terre pour laquelle le dit paiement est accordé, une utilisation conforme aux pratiques agricoles dont le Secrétaire estimera qu'elles tendent à réaliser les buts spécifiés aux clauses 1) 2) 3) ou 4) de l'article 7 a).

« Art. 9. — Le Secrétaire est autorisé à conduire des études, enquêtes et recherches, relatives aux conditions et facteurs pouvant affecter, ainsi qu'aux méthodes permettant de réaliser d'une manière plus complète, l'objet et les buts mentionnés à l'article 7 a). Nonobstant toute disposition contenue dans les lois existantes, le Secrétaire est autorisé à publier les informations qu'il estimera nécessaires pour l'application de la présente loi.

« Art. 10. — Le terme « marchandise agricole », employé dans la présente loi, désigne toute marchandise de cette nature ainsi que tout type ou classe (*grade*) de cette marchandise selon une classification régionale ou marchande quelconque.

« Art. 11. — Tous les fonds disponibles pour l'application de la présente loi seront disponibles pour la répartition entre les bureaux et offices du Département de l'agriculture, ainsi que pour être transférés à tels autres organismes auxquels le Secrétaire de l'agriculture aura pu demander de collaborer ou d'aider à l'application de la présente loi.

« Art. 12. — Toutes les fois que le Secrétaire estimera que l'exercice des pouvoirs conférés par le présent article tendra à réaliser le but spécifié à la clause 5) de l'article 7 a), ou bien tendra à produire et à entretenir une offre permanente et stable de marchandises agricoles, apte à satisfaire la demande du consommateur à des prix également convenables pour le producteur et le consommateur, ou encore que l'exercice des dits pouvoirs tendra à réaliser les deux buts à la fois, il se servira de la partie qu'il jugera nécessaire des sommes, affectées à l'application de la présente loi, pour encourager l'expansion des marchés nationaux et étrangers ou pour assurer des marchés nouveaux ou complémentaires, aux marchandises agricoles ou aux produits qui en dérivent, ou encore pour obtenir l'élimination ou l'écoulement d'excédents des marchandises susdites ou de leurs dérivés.

« Art. 13. — Nonobstant les dispositions précédentes de la présente loi, le Secrétaire est autorisé et invité à confier à l'Administration chargée du rétablissement de l'équilibre dans l'agriculture, l'exercice des facultés à lui conférées par les articles 7 à 14 y compris et qu'il estimera pouvoir être exercées, d'une manière appropriée, par la dite Administration; et à cet égard, les dispositions légales concernant l'engagement et la rétribution des personnes employées par la dite Administration seront applicables.

« Art. 14. — Les faits servant de base à un paiement ou subside quelconque ou à leur montant autorisé en vertu des articles 7 ou 8 de la présente loi, une fois qu'ils auront été officiellement établis selon les normes ou règlements édictés par le Secrétaire de l'agriculture, ne pourront être remis en question que par le dit Secrétaire.

« Art. 15. — Est autorisée, de par les présentes, l'affectation, pour chaque exercice, d'une somme ne dépassant pas 500.000.000 \$, afin de permettre au Secrétaire de l'agriculture de réaliser les buts mentionnés dans les articles 7 et 8.

« Art. 16. — Les engagements contractés pour l'application, dans une année solaire quelconque, des dispositions contenues dans les articles 7 à 14 y compris, ne devront pas dépasser 500.000.000 \$.

« Art. 17 a). — La présente loi s'appliquera aux Etats-Unis, aux Territoires d'Alaska et Hawaï, ainsi qu'à la possession de Porto-Rico; et, dans la dite loi, le terme « Etat » comprend également Alaska, Hawaï, et Porto-Rico.

« b) La présente loi pourra être désignée sous le nom de « loi concernant la conservation du sol et la répartition de crédits nationaux » (*Soil conservation and domestic allotment act*).

Art. 2. — L'article 32 de la loi approuvée le 24 août 1935, amendement la loi concernant le rétablissement de l'équilibre dans l'agriculture, et visant également d'autres buts, est modifié par la suppression de la clause 3) et par l'insertion, en son lieu et place, de la clause suivante: « 3) rétablir le pouvoir d'achat des agriculteurs en faisant des paiements se rapportant à la production normale d'une marchandise agricole quelconque en vue de la consommation nationale. Les déterminations effectuées par le Secrétaire, sur le point de savoir ce qui constitue une déviation (*diversion*), ce qui constitue des canaux normaux (*normal channels*), et ce qui constitue la production normale pour la consommation nationale, seront définitives », ainsi que par la radiation de la partie de la dernière proposition précédant, dans le dit article, la seconde réserve et par l'insertion, en son lieu et place, du texte suivant: « Les sommes affectées en vertu du présent article seront dépensées pour l'un ou plusieurs des buts sus-mentionnés; cela aux époques, de la manière et pour les montants que le Secrétaire jugera convenables

pour obtenir des résultats notables à l'égard d'un ou de plusieurs des buts visés par le présent article ».

Art. 3. — Est autorisée jusqu'au 30 juin 1937 la mise à disposition, pour les buts énumérés dans les lois mentionnées ci-après, des ressources suivantes: le solde non dépensé des fonds prévus par le paragraphe deux de la résolution générale (*public resolution*) approuvée le 25 mai 1934, soixante-treizième Congrès, pour l'application de l'article 2 et de l'article 6 de la loi approuvée le 7 avril 1934, intitulée « loi amendant la loi concernant le rétablissement de l'équilibre dans l'agriculture de manière à inclure les bovins ainsi que d'autres produits parmi les produits agricoles fondamentaux et visant également d'autres buts »; de même que le solde non dépensé des fonds affectés ou réaffectés par l'article 37 de la loi générale numéro 320, soixante quatorzième Congrès, intitulée « loi portant amendement à la loi concernant le rétablissement de l'équilibre dans l'agriculture et visant également d'autres buts ». L'autorisation, limitée au 30 juin 1936 et contenue dans l'article 37 de la loi générale numero 320, soixante-quatorzième Congrès, est étendue de même de manière que les fonds y autorisés pourront être mis à disposition jusqu'au 30 juin 1937.

Art. 4. — La somme de 2.000.000 \$ du solde libre (*unobligated*) provenant des affectations aux buts d'assistance, contenues dans la loi approuvée le 8 avril 1935 et concernant les crédits d'assistance motivés par la crise est, de par les présentes, mise à la disposition du Secrétaire de l'agriculture, pour assignations et paiements aux Etats dans la zone méridionale des grandes plaines, ou à des agriculteurs y résidents, en vue de la défense contre l'érosion du sol par le vent, conformément aux plans qu'aura approuvés le Secrétaire de l'agriculture.

Art. 5. — L'article 22 de la loi concernant le rétablissement de l'équilibre dans l'agriculture prise sous sa forme modifiée, est modifié par l'insertion, après les mots « le titre », partout où ils se trouvent, du texte suivant; « ou loi concernant la conservation du sol et la répartition de crédits nationaux, sous sa forme modifiée »; ainsi que par la radiation des mots « an adjustment » partout où ils se trouvent et l'insertion, en leurs lieu et place, du mot « any » (*un... quelconque*).

Lettonie. — L. portant assistance aux agriculteurs sinistrés par suite de calamités naturelles. — 3 octobre 1935. — V. V., n. 229 (8 octobre 1935).

Art. 1^{er}. — Il est institué auprès du Ministère de l'agriculture un fonds destiné à porter secours aux agriculteurs dont les emblavures, les jardins et les bâtiments de ferme ont été en partie ou entièrement détruits par suite de orages, de la pluie ou de la grêle ou des inondations et vents violents.

Art. 2. — Les ressources du fonds seront constituées par: 1) les ressources prévues dans le budget, 2) les subventions de l'Etat, 3) 0,05 % du total de la valeur des biens des agriculteurs frappés par l'impôt de l'Etat; ce pourcentage sera perçu par le Ministère des finances par l'intermédiaire de l'office des impôts de l'Etat et versé au fonds de secours.

Art. 3. — Le montant du secours ne peut pas dépasser 75 % du montant du dommage constaté. Si les dommages sont inférieurs à 25 % de la valeur dans une branche agricole ou des valeurs des parties séparées des bâtiments ayant subi les dommages par suite de calamités naturelles, le secours ne sera pas accordé.

Art. 4. — La procédure de constatation effective des dommages revient au Ministère de l'agriculture.

Art. 5. — Le fonds est géré et la subvention est accordée par le Ministère de l'agriculture.

Art. 6. — Des dispositions sont édictées par le Ministre de l'agriculture, de concert avec les Ministres de l'intérieur et des finances, en vue de l'application de la présente loi.

Art. 7. — La présente loi autorise à accorder une indemnité aux agriculteurs ayant subi des dommages à partir du 1^{er} août 1935.

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication.

Allemagne. — L. modifiant la l. portant des mesures en vue de secourir les régions en détresse de la Prusse orientale. — 27 février 1936. — RGbl. Teil I, n. 26, p. 193 (24 mars 1936).

Belgique. — Arr. royal portant modification d'une disposition de l'arr. royal du 13 janvier 1935, permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution. — 30 mars 1936. — M. B., n. 98 (7 avril 1936).

Brésil. — L. n. 175 portant réglementation relative à l'art. 177 de la Constitution (*plan systématique de défense contre les effets de la sécheresse dans les Etats du Nord*); et texte corrigé de certains articles de ladite l. — 7 janvier 1936. — D. O., nos 13 et 16 (16 et 20 janvier 1936).

Chili. — D. n. 586 nommant une Commission pour l'élaboration d'un plan destiné à régler et à accroître la production agricole. — 3 octobre 1936. — D. O., n. 17594 (17 octobre 1936).

Etats-Unis d'Amérique (Confédération). — Rés. solidaire n. 131 modifiant l'art. 11 de la l. n. 461 visant à encourager la conservation et l'utilisation profitable des ressources foncières agricoles au moyen d'une assistance fédérale provisoire aux agriculteurs et par l'établissement d'un système permanent d'assistance fédérale aux Etats, dans ce but. — 24 juin 1936. — P. R., n. 131, 74th Congress, S. J. Res. 291 (1936).

L. autorisant le Ministre de l'agriculture à effectuer les revisions et réajustements nécessaires des contrats conclus par le Gouvernement avec les producteurs agricoles, en vertu de la l. sur le rétablissement de l'équilibre dans l'agriculture. — 25 juin 1936. — P., n. 802, 74th Congress, S. 4786 (1936).

France. — L. portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 28.500.000 fr. pour « subventions et secours destinés à la réparation de dommages causés et à la reconstitution de capitaux détruits par les inondations survenues dans la région du Sud-Est, au cours des mois de novembre et de décembre 1935 ». — 27 février 1936. — J. O., n. 54 (4 mars 1936)

Arr. relatif à l'application de la l. du 19 août 1936 instituant une aide temporaire aux entreprises commerciales, industrielles et agricoles. — 7 octobre 1936. — J. O., n. 237 (9 octobre 1936).

France (Indochine). — D. relatif à la protection de l'agriculture et de l'élevage et aux conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation des produits d'élevage, de culture et de cueillette en Indochine. — 21 décembre 1936. — J. O., n. 302 (25 décembre 1936).

France (Madagascar et dépendances). — D. relatif à l'amélioration et à la protection des cultures et de l'élevage à Madagascar et dépendances. — 13 mars 1936. — J. O., n. 65 (16 et 17 mars 1936).

Italie. — D. l., royal n. 2235 portant des dispositions en faveur des localités frappées par des inondations, éboulements et débordements pendant l'année 1935. — 5 décembre 1935. — G. U., n. 8 (11 janvier 1936).

D. l., royal n. 510 portant des dispositions en faveur de l'agriculture (*contributions pour l'exécution d'améliorations foncières et pour la lutte contre les insectes nuisibles*). — 9 mars 1936. — G. U., n. 82 (8 avril 1936).

D. royal n. 1872 réglementant les activités économiques dans les colonies. 21 août 1936. — G. U., n. 253 (31 octobre 1936).

Mexique. — Arr. autorisant le Secrétariat de l'agriculture à fournir gratuitement, jusqu'à la fin de l'année et dans la mesure de ses stocks, des animaux et outillages agricoles aux possesseurs de biens communaux, petits éleveurs et petits agriculteurs. — 28 avril 1936. — D. O., Tome XCVII, n. 4 (4 juillet 1936).

Nicaragua. — L. portant diverses mesures d'assistance en faveur des régions dévastées du Rio Coco (*les plantations de bananes, la rivière et ses affluents seront nettoyés et débarrassés des matières accumulées par le dernier ouragan; les frais seront remboursés à l'aide d'un impôt de dix centavos par régime de bananes exporté provenant de la région*). — 20 décembre 1935. — L. G., n. 6 (8 janvier 1936).

Pays-Bas. — Règl. concernant l'arbitrage des différends prévus à l'art. 3, alinéa 6, du d. de 1933 concernant les organisations de crise. t. a Règl. de 1936 concernant les arbitrages de crise. — 15 février 1936. — Stc. n. 33 (17 février 1936).

Arr. et règl. concernant l'aide aux petites exploitations agricoles (*Il est établi au Ministère un service chargé de fournir instructions et subsides aux petites exploitations. Ces subsides seront accordés par le Ministre, assisté dudit service et d'une Commission consultative spéciale, aux agriculteurs cultivant des domaines de 5 ha. au plus*). — 27 juillet 1936. — Stc., n. 144 (27 juillet 1936).

Arr. ministériel approuvant six régl. édictés respectivement par les organisations agricoles de crise de Groningue, Brabant-Nord, Limburg, Drenthe, Zélande et Overijssel, et concernant l'application des mesures touchant les subsides de crise, indemnisations, ristournes etc. aux domaines situés à cheval sur la frontière du pays. — 10 septembre 1936. — Stc., n. 177 (11 et 12 septembre 1936).

Pologne. — Arr. du Ministre des finances, pris de concert avec les Ministres de l'agriculture et des réformes agraires et de l'intérieur, sur la classification des terrains boisés. — 19 février 1936. — D. U., n. 24, texte 193 (31 mars 1936).

Suède. — Arr. royal n. 118 limitant pour l'année civile 1936, l'activité subventionnée par l'Etat en faveur du développement des petites exploitations agricoles. — 24 avril 1936. — S. F., n. 117-120 (25 avril 1936).

Suisse (Confédération). — Arr. fédéral sur les mesures extraordinaires d'ordre économique. — 29 septembre 1936. — R. L. F., n. 36 (2 octobre 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. du C. E. C. pris sur les rapports du Président du C. C. P. de l'U. R. S. S. et du Président de la Commission des plans d'Etat de l'U. R. S. S., concernant le plan économique national de l'U. R. S. S., en 1936, quatrième année du second plan quinquennal. — 14 janvier 1936. — S. Z. R., n. 4, textes 31 et 32 (31 janvier 1936).

Arr. n. 128 du C. C. P. tendant à accroître la production des articles de large consommation par la coopération de production et la coopération des invalides. — 3 février 1936. — S. Z. R., n. 7 texte 63 (25 février 1936).

Arr. n. 55/761 du C. E. C. et du C. C. P. amendant la structure de la Commission des plans gouvernementaux de l'U. R. S. S. — 27 avril 1936. — S. Z. R., n. 22, texte 199 (19 mai 1936).

République Socialiste Fédérative Soviétique Russe. — Arr. de la 2^{ème} Session du C. E. C. P. du XVI^{ème} Congrès pris sur les rapports du Président du C. C. P. de la R. S. F. S. R. et du Président du plan d'Etat de la R. S. F. S. R., concernant le plan d'économie nationale et de construction sociale de la R. S. F. S. R. en 1936. — 3 février 1936. — S. U. R., n. 10, texte 56 (31 mai 1936).

Arr. du C. E. C. P. et du C. C. P. amendant la structure de la commission des plans d'Etat de la R. S. F. S. R. — 1^{er} juin 1936. — S. U. R., n. 13, texte 89 (29 juin 1936).

Vénézuéla. — D. accordant au Département de l'agriculture un crédit additionnel de 5.000.000 de bolivares pour lui permettre d'accorder, aux agriculteurs et éleveurs, des crédits supplémentaires (*prochaines cultures et récoltes*). — 20 mars 1936. — G. O., n. 18911 (21 mars 1936).

D. modifiant le d. du 20 mars dernier prévoyant un crédit additionnel de 5 millions de bolivares au budget des dépenses de l'agriculture, afin d'aider les agriculteurs et éleveurs en leur concédant des prêts supplémentaires destinés aux travaux des *prochaines cultures et récoltes*. (*Publication rectifiée*). — 14 mai 1936. — G. O., n. 18956 (15 mai 1936).

CHAPITRE II.

LÉGISLATION DESTINÉE À RÉGLEMENTER
LES CULTURES SPÉCIALES ET LA PROTECTION DES PLANTES

Allemagne. — D. sur l'union des branches d'activité intéressées au cycle économique de l'horticulture allemande. — 21 octobre 1936. — RGbl., Teil I, n. 100, p. 911 (26 octobre 1936).

[Les dispositions sont presque identiques à celles qui ont été prises pour la concentration de l'économie laitière (décret du 17 avril 1936, p. 221): une Union centrale réunissant les associations horticoles des trois groupes, producteurs, transformateurs et distributeurs. Par horticulture, on entend la culture des fruits, légumes, champignons, fleurs, plantes ornementales, des graines et des semences de fleurs et de légumes. Sont comprises les pépinières à l'exception des pépinières de plantes forestières].

Autriche (Confédération). — L. fédérale n. 73 interdisant les nouvelles plantations de vignes et la plantation d'hybrides producteurs directs. — BGbl., 11. Stück (5 mars 1936).

Art. 1^{er}. — (1) Toute nouvelle plantation de vignes est interdite jusqu'à nouvel ordre.

(2) Cette interdiction ne s'applique pas à la création de nouvelles pépinières de plants de vignes.

(3) Sont exceptées de l'interdiction prononcée à l'alinéa 1 les superficies qui depuis le 1^{er} janvier 1925 ont déjà été plantées en vigne et qui jusqu'au 31 janvier 1936 ont été défoncées en vue de la plantation d'une nouvelle vigne.

(4) Pour éviter les rigueurs éventuelles résultant de l'application de la présente loi fédérale, le Ministre fédéral de l'agriculture et de la sylviculture pourra accorder dans des cas spéciaux, des exemptions à l'interdiction prononcée à l'alinéa 1, pour les superficies, qui jusqu'au 31 janvier 1936 ont été défoncées en vue de la plantation d'une nouvelle vigne et dont on peut prouver qu'elles ont été plantées en vignes déjà avant le 1^{er} janvier 1925. Les demandes d'exemptions devront être présentées au ministère fédéral de l'agriculture et de la sylviculture, par l'intermédiaire de la chambre d'agriculture compétente, jusqu'au 20 mars 1936 au plus tard.

Art. 2. — Est interdite la plantation d'hybrides producteurs directs.

Art. 3. — (1) Chaque propriétaire de vignoble doit déclarer à l'autorité communale jusqu'au 1^{er} mai 1936 la superficie totale des vignobles lui appartenant et située dans le territoire de ladite commune. La déclaration devra contenir également les mentions suivantes:

1) les superficies plantées en vigne et les superficies plantées en hybrides producteurs directs;

2) les superficies plantées en jeunes vignes de moins de 5 ans, en vignes de 5 ans à 25 ans, et en vignes de 25 ans et plus;

(2) Toutes les superficies devront être indiquées en hectares.

(3) Les propriétaires de vignes dont la superficie comprise dans le territoire de la commune ne dépasse pas 100 m² ne sont pas tenus de faire cette déclaration.

Art. 4. — Les autorités municipales devront examiner et, au besoin, corriger et compléter les déclarations, de concert avec les organes des chambres d'agriculture, ou, dans des pays où existent des sous-organisations, de concert avec les organes de celles-ci. Elles devront ensuite élaborer un tableau d'ensemble qui devra être présenté, par l'intermédiaire de la chambre d'agriculture, au Ministère fédéral de l'agriculture et de la sylviculture, jusqu'au 15 juin 1936.

Art. 5. — *Dispositions pénales...*

Art. 6. — Le Ministère fédéral de l'agriculture et de la sylviculture est chargé de l'exécution de la présente loi fédérale.

Belgique. — Arr. royal concernant la valorisation des céréales (récolte de 1935). — 11 avril 1936. — M. B., n. 149 (28 mai 1936).

Art. 1^{er}. — Il est alloué aux producteurs de froment une prime de deux cents francs (200 francs) et aux producteurs d'épeautre, de seigle, de méteil, d'escourgeon et d'orge une prime de cent cinquante francs (150 francs) par hectare cultivé en ces céréales en 1935. Ces primes sont imputables sur l'article 29 du budget de non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1935.

Art. 2. — Notre Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bulgarie. — D. l. amendant et complétant le d. l. concernant la nouvelle plantation de vignes et le remplacement des vignes déjà existantes. — 27 août 1936. — D. V., n. 199 (4 septembre 1936).

Paragraphe 1^{er}. — L'article 3, lettre b), alinéa 2, sera modifié et complété comme suit:

« Les vignes à remplacer devront avoir conservé au moins 50 % de leurs ceps. La plantation de nouvelles vignes pourra avoir lieu soit sur le même emplacement, après que les anciennes vignes auront été

arrachées si cet emplacement a été approuvé par les autorités agraires; soit ailleurs, sur une propriété du même vigneron d'une superficie ne dépassant pas celle où les vignes ont été détruites, après que cet emplacement aura été inspecté et approuvé par les autorités agraires ».

Paragraphe 2. — L'article 8, alinéa 1^{er}, sera complété comme suit:

« Les personnes coupables d'une infraction aux articles 1^{er}, 2, 3 et 5 seront passibles d'une amende allant de 1.000 à 10.000 leva et tenues d'arracher les vignes illégalement plantées ».

Paragraphe 3. — Dans le texte de la loi sur l'organisation de la plantation de nouvelles vignes et de l'agrandissement de vignes existantes, le terme « Ministère de l'économie nationale » sera remplacé par celui de « Ministère de l'agriculture et des domaines ».

France. — L. tendant à limiter la culture de la chicorée en France suivant les besoins de la consommation. — 24 mars 1936. — J. O., n. 73 (26 mars 1936).

Art. 1^{er}. — A dater de la promulgation de la présente loi, un décret rendu sur la proposition du Ministre de l'agriculture pourra fixer la quantité de chicorée qui pourra être récoltée et vendue en France à partir de la récolte 1936 et pour une durée de cinq années.

Art. 2. — Un décret rendu sur la proposition du Ministre de l'agriculture fixera les mesures de contrôle nécessaires pour assurer l'application de la mesure visée à l'article 1^{er} de la présente loi.

Art. 3. — Toute infraction aux prescriptions de l'article 1^{er} et des décrets pris en exécution de cet article sera punie d'une amende égale à la valeur de la marchandise fabriquée en surplus.

L'article 463 du Code pénal sera applicable.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

France. — L. tendant à proroger les délais fixés par le d. l. du 30 juillet 1935 pour réaliser l'arrachage facultatif des vignes. — 28 mars 1936. — J. O., n. 76 (29 mars 1936).

Art. 1^{er}. — Le décret-loi du 30 juillet 1935, déjà modifié et complété par les décrets-lois des 28 septembre et 30 octobre suivants est, à nouveau, modifié ou complété, comme il est prévu aux articles suivants.

Art. 2. — Le terme prévu à l'article 26, paragraphe 1^{er}, pour la remise des déclarations d'arrachages volontaires de vignes, est prorogé jusqu'au 20 octobre 1936. Sont, en conséquence, prolongés d'une année, les délais particuliers fixés par les articles 27, paragraphe 2, 33, paragraphe 4, et 38, paragraphe 1^{er}.

Les demandes d'arrachages, présentées dans chaque département conformément aux dispositions du paragraphe qui précède, seront soumises à la commission prévue à l'article 29, paragraphe 1^{er}, du décret-loi du 30 juillet 1935.

Art. 3. — La durée de la servitude prévue aux articles 26, 28, 35 et 38 et fixée initialement à trente ans, est ramenée à quinze ans.

Ladite servitude sera comptée du 30 novembre 1935, pour les arrachages opérés avant le 30 juin 1936, et du 30 novembre 1936 pour les arrachages réalisés après le 30 juin 1936. Il en sera de même à l'égard de la servitude quinquennale prévue à l'article 26.

Les arrachages obligatoires seront assortis d'une servitude trentenaire.

Art. 4. — Pour tous les arrachages volontaires de vignes réalisés après le 30 juin 1936, les indemnités attribuées aux viticulteurs, dans les conditions fixées par les décrets rendus en exécution de l'article 40, pourront être réduites de 20 %. D'autre part, les dispenses partielles de blocage et de distillation qui pourront être accordées, dans ce cas, s'appliqueront seulement aux récoltes qui suivront les arrachages.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux viticulteurs qui, par déclarations souscrites le 1^{er} juin 1936 au plus tard, auront manifesté leur intention de procéder à des arrachages volontaires assortis de la servitude de quinze ans. Ces déclarations seront irrévocables et les intéressés devront accepter le type d'indemnité à leur choix. Tout défaut d'arrachage sera sanctionné dans les conditions fixées au deuxième paragraphe de l'article 40.

Art. 5. — A l'occasion d'arrachages volontaires assortis d'engagements quindécennaux, les dispenses partielles de blocage et de distillation, susceptibles d'être attribuées, pourront, après avis des experts désignés à l'article 31, et par dérogation aux termes des articles 7 de la loi du 4 juillet 1931 codifiée et 16 de celle du 24 décembre 1934, être déterminées d'après le rendement effectif des parcelles de vignes détruites.

Art. 6. — L'article 39 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Les fonctions des membres de la commission départementale sont gratuites.

« Les membres non fonctionnaires des comités locaux prévus à l'article 31 auront droit à une attribution de 35 francs par journée de contrôle; ils obtiendront, en outre, le remboursement de leurs frais de déplacement, d'après le tarif adopté pour les fonctionnaires des services extérieurs du ministère de l'agriculture (groupe III). Ces dispositions prendront effet du 1^{er} décembre 1935 ».

Art. 7. — L'article 178 du Code des contributions indirectes est complété comme suit:

« La déclaration des stocks antérieurs restant dans les caves doit être souscrite tous les ans avant le 1^{er} octobre au plus tard ».

Art. 8. — La distillation obligatoire, prévue par l'article 10 de la loi du 4 juillet 1931 codifiée, modifiée et complétée par les articles 3, 6 et 7 du décret-loi du 30 juillet 1935, 1^{er} du décret-loi du 28 septembre 1935 et 1^{er} du décret-loi du 30 octobre 1935, peut être compensée pour la partie à fournir en alcool de vin par des exportations de vins à l'étranger.

Cette compensation jouera:

1) Pour la totalité lorsque l'exportation sera faite directement par le récoltant;

2) Pour les quantités supplémentaires de vins exportées à l'étranger, par rapport à la moyenne de ses expéditions pendant les deux années précédentes, lorsque les envois seront effectués par un commerçant.

Art. 9. — Dans un délai de deux mois, compté de la publication de la présente loi, le Gouvernement procédera, par voie de décret contresigné par les Ministres des Finances, de l'intérieur et de l'agriculture, et ayant force exécutoire, à la codification des textes législatifs et réglementaires relatifs à l'assainissement du marché du vin.

Art. 10. — Les dispositions de la présente loi seront applicables, dès leur promulgation, aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, ainsi qu'à l'Algérie.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Italie. — D. l. royal n. 625 portant des mesures pour le développement des cultures de coton et pour la production des succédanés. — 9 mars 1936. — G. U., n. 97 (27 avril 1936).

Art. 1^{er}. — Pour l'année 1936, les établissements industriels, qui utilisent du coton pour la production de produits ouvrés et demi-ouvrés, sont tenus de satisfaire une partie de leurs besoins avec de la matière première produite en Italie ou dans les Colonies ou obtenue au moyen de la cotonnisation du chanvre.

Le pourcentage de matière première provenant de l'intérieur ou des Colonies sera établi graduellement par rapport aux possibilités d'approvisionnement en partant d'un minimum de 5 % des besoins totaux prévus pour l'année 1936.

La détermination du pourcentage est établie par décret du Ministre de l'agriculture et des forêts et du Ministre des corporations, l'Institut Cotonnier italien entendu.

Art. 2. — L'Institut Cotonnier italien confirme les besoins totaux de matière première et propose le contingent à couvrir par la production indigène.

La proposition est soumise à l'approbation du Ministre de l'agriculture et des forêts et du Ministre des corporations, qui établissent également le délai pour la prise de livraison de la marchandise par l'Institut Cotonnier.

Art. 3. — L'acquisition de la quantité de matière première de production indigène, fixée en vertu de l'article précédent, est faite par l'Institut Cotonnier italien pour le compte des industriels obligés.

Les prix sont fixés par un Comité, présidé par un délégué du Ministère de l'agriculture et des forêts et composé d'un délégué du Ministère des corporations, d'un délégué de l'Institut Cotonnier, de deux délégués de la Fédération nationale des Consortiums de défense de la culture du chanvre, d'un délégué de la Fédération nationale fasciste des industriels cotonniers, et d'un délégué de la Fédération nationale fasciste des travailleurs de l'industrie textile.

Les délégués de la Fédération des consortiums de défense de la culture du chanvre seront choisis, l'un parmi les employeurs et l'autre parmi les travailleurs employés à la culture du chanvre.

Art. 4. — La distribution de la matière première acquise est faite par l'Institut Cotonnier italien et ses déterminations sont obligatoires pour les industriels tenus à l'acquisition.

Toutefois ceux-ci ont le droit de recourir, dans les trente jours à partir de la date de la communication faite par l'Institut Cotonnier, devant le Ministre des corporations qui décide des recours, de concert avec le Ministre de l'agriculture et des forêts.

La présentation du recours suspend l'exécution des déterminations.

Art. 5. — Les cultivateurs de chanvre ou de coton sont tenus de fournir les semences nécessaires aux nouvelles cultures. Dans ce but la Fédération des Consortiums de défense de la culture du chanvre peut confier, au moyen des Consortiums provinciaux qui en dépendent, la production de la semence, ou bien imposer à tous les cultivateurs de chaque Province ou à certains d'entre eux de destiner une partie de leurs cultures à la production des semences.

Les déterminations de la Fédération, contre lesquelles il n'a pas été recouru devant le Ministère de l'agriculture dans les 15 jours à partir de la communication, sont obligatoires pour les intéressés.

Art. 6. — Les établissements industriels de cotonnisation du chanvre sont compris parmi les établissements soumis à une autorisation administrative, au sens du décret-royal du 15 mai 1933, n. 590.

L'autorisation est donnée par décret du Ministre des corporations, de concert avec le Ministre de l'agriculture et des forêts.

Art. 7. — Quiconque contrevient aux dispositions des articles du présent décret sera puni d'une amende de 1000 à 10.000 livres.

Le personnel de la Fédération nationale des Consortiums de défense de la culture du chanvre, muni d'une autorisation spéciale délivrée par le Ministère de l'agriculture et des forêts, a le droit de dresser contravention pour la violation des règles de l'article 5 du présent décret.

Le présent décret sera soumis au Parlement pour la conversion en loi. Le Ministre proposant est autorisé à présenter le projet de loi y relatif.

Italie. — D. royal n. 1634 approuvant le texte unique des l. contenant les dispositions concernant la culture des plants de vignes hybrides producteurs directs. — 16 juillet 1936. — G. U., n. 210 (10 septembre 1936).

Vu le décret-loi royal n° 144 du 4 juin 1935, converti en loi par la loi n° 729 du 2 avril 1936 relative à la culture des plants de vigne hybrides producteurs directs, par lesquels, entre autres choses, il est donné faculté au Gouvernement de réunir et de coordonner en un texte unique, les dispositions contenues dans le décret lui-même avec celles de la loi n. 376, du 23 mars 1931, sur la culture des hybrides producteurs directs:

Article unique. — Est approuvé le texte unique ci-annexé des lois n. 376 du 23 mars 1931 et n. 729 du 2 avril 1936, contenant des dispositions relatives à la culture des hybrides producteurs directs, annexé au présent décret et visé, sur Notre ordre, par le Ministre proposant.

Texte unique des lois n° 376 du 23 mars 1931 et n° 729 du 2 avril 1936 contenant des dispositions pour la culture des plants de vignes hybrides producteurs directs.

Art. 1^{er}. — La culture des plants hybrides producteurs directs est interdite partout, sauf dans les vignes des stations expérimentales ainsi que dans les provinces où les organes techniques du Ministère de l'agriculture et des forêts, les Consortiums provinciaux de viticulture et les Unions provinciales fascistes des agriculteurs et des travailleurs de l'agriculture en reconnaîtront l'utilité.

Dans un cas comme dans l'autre, le Ministre des l'agriculture et des forêts établira par décret les limites et le mode de la dite culture.

Le commerce des plants hybrides producteurs directs est également interdit sauf dans des cas spéciaux à déterminer chaque fois par le Ministère de l'agriculture et des forêts.

Art. 2. — Les cultures actuelles d'hybrides producteurs directs seront transformées, au plus tard le 31 décembre 1937, sauf dans le cas prévu par l'article précédent, moyennant le greffage en vignes européennes.

Art. 3. — La vente de vins provenant d'hybrides producteurs directs est autorisée jusqu'au 31 décembre 1938 pourvu qu'elle soit effectuée de telle manière qu'apparaisse la dénomination de vins d'hybrides producteurs directs sur les récipients et sur les documents qui accompagnent la vente et le transport.

La même disposition est applicable aux coupages ou mélanges de vins provenant d'hybrides producteurs directs avec des vins provenant de vignes européennes.

Art. 4. — Les dispositions contenues dans les articles précédents s'appliquent également à la culture du pied de vigne « Isabella » (*Vitis Labrusca*) quel que soit le nom sous lequel on le qualifie. Cette culture, au surplus, est admise même en dehors des limites prévues à l'article 1^{er} du présent texte unique, dans le cas où il est démontré qu'elle est faite dans le seul but de produire des raisins destinés à la consommation directe.

Art. 5. — Les infractions aux dispositions du présent texte unique seront punies d'une amende de 100 à 2.000 livres.

Italie. — D. l. royal n. 1644 visant l'exécution du d. l. royal n. 625, du 9 mars 1936, portant des dispositions pour favoriser le développement de la culture du coton et la production des succédanés. — 24 juillet 1936. — G. U., n. 212 (12 septembre 1936).

Vu l'article 3, n. 2, de la loi n. 100 du 31 janvier 1926.

Vu le décret-loi royal n. 625 du 9 mars 1936 etc.

Art. 1^{er}. — Par établissements industriels qui utilisent du coton aux fins de l'article 1^{er} du décret-loi royal du 9 mars 1936, n. 625, on entend tous ceux qui filent, de quelque façon que ce soit, du coton ou des déchets de coton.

Art. 2. — Pour l'année 1936 tout ceux qui ont cultivé du coton, quelle qu'en soit la qualité, dans le territoire du Royaume, doivent céder le coton qu'ils ont produit exclusivement à l'Institut Cotonnier italien qui procédera à l'achat et à la distribution du coton selon les dispositions contenues dans le décret-loi royal du 9 mars 1936, n. 625 et dans le présent décret.

Art. 3. — Les opérations de stockage, d'égrenage et de confectionnement du coton devront s'effectuer seulement dans des centres d'égrenage reconnus appropriés et autorisés par le Ministère de l'agriculture et des forêts, après avis préalable de la Confédération fasciste des agriculteurs et de l'Institut Cotonnier italien.

Art. 4. — L'Institut Cotonnier italien doit, pour se procurer la quantité de chanvre cotonnisé à acquérir, au sens du décret-loi royal du 9 mars 1936, n. 625, pour le compte des établissements industriels indiqués dans ce même décret, s'adresser à la Fédération na-

tionale des consortiums de défense de la culture du chanvre, en tenant compte de la situation des fabriques qui procèdent directement à la cotonnisation des fibres de chanvre.

Art. 5. — L'Institut Cotonnier italien a la faculté d'édicter les dispositions que les entreprises, prévues dans le décret-loi royal du 9 mars 1936, n. 625, devront observer pour la prise de livraison et le paiement par chaque entreprise industrielle de la quantité de matière première visée à l'article 1^{er} du décret-loi royal cité ci-dessus et assignée à chacun d'elles.

Art. 6. — Quiconque contrevient aux dispositions des articles du présent décret sera puni d'une amende de 1000 à 10.000 liras.

Le personnel de la Fédération nationale des consortiums de défense de la culture du chanvre et celui de l'Institut Cotonnier italien sont autorisés à dresser les contraventions pour violation des articles du présent décret.

Art. 7. — L'Institut Cotonnier italien est autorisé à effectuer les opérations de crédit nécessitées par l'exécution des obligations imposées par le décret-loi royal n. 625, du 9 mars 1936, et par le présent décret.

Grand-Duché de Luxembourg. — Arr. grand-ducal concernant la réduction des plantations de vignes. — 15 avril 1936. — M. L., n. 32 (18 avril 1936).

Art. 1^{er}. — Les terres jachères ou incultes, les champs labourables ou fourragers, les prés et vergers ne pourront plus être aménagés en vignes.

Art. 2. — Le Gouvernement pourra, dans des cas spéciaux, autoriser des exceptions, si les terrains spécifiés à l'article 1^{er} se trouvent en plein vignoble et s'ils bénéficient des conditions favorables à la culture de la vigne. La Commission de surveillance de la Station viticole sera chargée de recueillir à cet effet les demandes écrites des intéressés. Elle en fera rapport au Gouvernement, après enquête faite sur les lieux par son président ou par un autre membre de la Commission qu'il aura délégué à cette fin.

Des contrôleurs locaux seront désignés pour signaler à la Commission les infractions qu'ils seront dans le cas de constater.

Art. 3. — Les contraventions au présent règlement seront punies d'une amende de 51 à 1000 francs. En outre, les vignes indûment plantées seront arrachées d'office aux frais du contrevenant.

Art. 4. — Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Mémorial*.

Grand-Duché de Luxembourg. — Arr. grand-ducal concernant la reconstruction des vignes. — 15 avril 1936. — M. L., 32 (18 avril 1936).

Art. 1^{er}. — Toutes les parcelles de vignes en voie de reconstruction, qui ne sont pas séparées par un sentier, seront aménagées de façon que la dernière rangée de ceps soit à 0,50 mètre de distance de la limite et qu'elle soit plantée en ligne droite.

Lorsque des contestations surgissent entre propriétaires de vignes au sujet de la limite, le Président de la commission de surveillance de la Station viticole ou un autre membre de la Commission qu'il délèguera à cet effet se rendra avec les parties sur les lieux pour les amener à un arrangement à l'amiable; il pourra, au besoin, se faire assister par le géomètre cantonal.

Art. 2. — Ne tombent pas sous les règles tracées à l'article précédent les parcelles de vignes dont deux tiers de la superficie au moins ont été reconstruits avant la mise en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. — Les infractions aux dispositions du présent règlement seront punies d'une amende de 51 à 1.000 francs. Les plantations non conformes seront arrachées d'office aux frais du contrevenant.

Art. 4. — Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Mé-morial*.

Nicaragua. — L. exonérant de tous droits l'importation des engrais artificiels destinés à la culture du bananier. — 22 juillet 1936. — L. G., n. 162 (25 juillet 1936).

Art. 1^{er}. — Est déclarée exempte de tous droits, y compris les impôts locaux et de toute autre nature, l'introduction à travers les Douanes de la République, des engrais artificiels destinés à la culture du bananier.

Art. 2. — La présente loi entrera en vigueur le jour de sa publication sur «La Gaceta» et il appartiendra au Pouvoir Exécutif de réglementer son application.

Roumanie. — L. n. 575 visant la protection de la viticulture. — 26 mars 1936. — M. O., 73 (27 mars 1936).

CHAPITRE I. — DISPOSITIONS CONCERNANT L'ORGANISATION ET LA RÉGLEMENTATION DE LA PLANTATION.

Art. 1^{er}. — Toute reconstitution, remplacement de pieds manquants ou nouvelle plantation de vigne sont interdits pendant un délai de cinq ans à partir de la publication de la présente loi dans le *Moniteur Officiel*.

Ce délai pourra être prolongé de cinq ans par arrêté du Conseil des Ministres.

Art. 2. — Par dérogation à l'article 1^{er}:

a) les pieds manquants dans les vignes greffées et indigènes pourront être remplacés chaque année avec l'autorisation des organes locaux du Ministère de l'agriculture et des domaines jusqu'à concurrence de 10 % du nombre total des pieds de vigne calculés pour la superficie et exclusivement avec des variétés admises par le Ministère;

b) on ne pourra replanter, remettre ou remplacer des pieds manquants au-delà de 10 % dans les vignes de cette catégorie qu'avec l'autorisation du Ministère de l'agriculture et des domaines qui déterminera aussi les variétés qui pourront être plantées;

c) la plantation de vigne greffée servant aux besoins du producteur dans les enclos attenants à la maison est admise, avec l'autorisation du Ministère de l'agriculture et des domaines, pour un maximum de 500 pieds de vigne.

Art. 3. — Il est interdit de planter, d'employer pour remplacer des pieds manquants, de multiplier, d'importer ou de mettre dans le commerce les ceps d'hybrides producteurs directs ainsi que de greffer les vignes des hybrides existant actuellement, en dehors des zones viticoles délimitées.

Seront considérées comme plantations d'hybrides producteurs toutes les vignes comprenant une proportion minimum de 25 % de producteurs sur le nombre total de pieds de vigne. Dans les zones viticoles délimitées on pourra remplacer, avec l'autorisation du Ministère de l'agriculture et des domaines, les ceps d'hybrides producteurs mentionnés à l'alinéa précédent par des ceps greffés, dans un délai maximum de trois ans après la délimitation.

Avec l'autorisation du Ministère de l'agriculture et des domaines, et seulement dans les zones viticoles délimitées, on pourra reconstituer aussi les vignobles d'hybrides producteurs avec des ceps greffés.

Si les propriétaires de vignobles d'hybrides producteurs situés dans n'importe quelle localité consentent à enlever tous les ceps d'hybrides producteurs dans un délai maximum de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, ils seront autorisés à planter avec des ceps greffés, dans le délai susmentionné, 25 % de la surface du vignoble cultivé en hybrides producteurs.

Art. 4. — Le Ministère de l'agriculture et des domaines n'accordera les autorisations pour la nouvelle plantation ou la reconstitution, une fois écoulé le délai indiqué à l'article 1^{er}, que pour les terrains compris dans les zones viticoles délimitées et seulement pour les variétés - porte-greffes et greffons - déterminées par le Ministère séparément pour chaque région.

Sont interdites l'importation, la multiplication et la vente de variétés autres que celles admises par le Ministère.

Le Ministère de l'agriculture pourra autoriser les nouvelles plantations ou reconstitutions, même pendant le délai spécifié par l'article 1^{er}, si la délimitation de la région en question est terminée et si le terrain pour lequel cette opération a été sollicitée fait partie de la zone délimitée. Dans les zones viticoles dont la délimitation sera ultérieurement effectuée seront compris les centres et les régions de colline qui ont été ou qui sont consacrées à la culture de la vigne et dont le produit avait ou a une renommée bien établie; il en sera de même pour les terrains dont l'inclinaison dépasse quinze degrés et qui auront été habituellement cultivés en vignes.

Art. 5. — Toute demande d'autorisation sera présentée au service agricole départemental qui entendra aussi l'avis de la section ou de la Chambre d'agriculture sur la situation de la propriété en question.

Art. 6. — Le Ministère de l'agriculture et des domaines procédera dans un délai de cinq ans à la délimitation des zones viticoles.

Le contour de ces zones sera établi dans chaque région par une Commission composée de: un délégué spécialiste du Ministère; le Directeur du Service agricole départemental; un délégué de la Section agricole et un délégué du Syndicat viticole local ou, en son absence, un viticulteur proposé par la Chambre d'agriculture. La procédure et les règles à suivre pour la délimitation seront établies par un règlement.

Le Ministère de l'agriculture et des domaines déterminera, par une décision motivée, les zones viticoles en se basant sur les travaux de cette Commission et après avoir entendu l'avis de la Commission prévue par l'article 46.

Cette décision sera portée à la connaissance des parties intéressées par voie administrative en l'affichant afin qu'on puisse la consulter à la mairie respective. Les intéressés ont le droit d'interjeter appel pendant un délai de trente jours après l'affichage devant le tribunal de la situation de l'immeuble.

Le tribunal citera le Ministère de l'agriculture et des domaines pour référer sur la décision rendue et pour la défendre.

Le tribunal se prononcera d'urgence et la sentence sera rendue sans droit d'opposition.

Art. 7. — Ne sont pas compris dans les zones viticoles les vignobles plantés dans les terrains agricoles de la plaine, même s'ils formaient une prolongation des anciennes régions de colline.

Les plantations des vignes existant dans la plaine seront maintenues dans les limites actuelles comme plantations isolées dont la superficie ne pourra pas être agrandie.

Dans les zones viticoles délimitées ne pourront pas être à l'avenir destinés à la viticulture des terrains actuellement non plantés en vignes, à l'exception des terrains en pente pauvres et dégradés et qui seront reconnus impropres à la culture des plantes, conformément aux dispositions du règlement.

Art. 8. — Dans les zones viticoles, on délimitera les centres, les régions de colline et les régions viticoles de manière à leur accorder le droit à une appellation d'origine pour leurs produits viticoles.

Aucun commerçant grossiste ou détaillant, en vin, eau-de-vie de prunes, marc de vin et eau-de-vie de marc ne pourra se servir du nom du vignoble ou de la vigne dont il aura acheté les produits sans un certificat d'origine.

Le producteur est tenu de délivrer, sur demande de l'acheteur, un certificat indiquant la couleur de la marchandise vendue, la récolte, le degré alcoolique, le bouquet et d'autres indications propres à identifier le produit. Dans les régions où se trouvent des laboratoires œnologiques on pourra joindre à ce certificat un certificat d'analyse du laboratoire.

Le producteur, les organes de contrôle du Ministère de l'agriculture et des domaines ainsi que les organes prévus par l'article 51 de la présente loi, délégués par les syndicats viticoles ont le droit de rechercher et de constater l'identité des marchandises mises en vente.

Les contrevenants aux dispositions de cet article seront punis conformément à l'article 53.

La procédure et les règles en seront établies par le règlement d'application de la présente loi.

Art. 9. — Dans un délai de 60 jours à partir de la publication au son du tambour, les propriétaires de vignes sont tenus de faire des déclarations à la mairie de la commune respective en indiquant d'une manière précise la superficie des plantations qu'ils possèdent et les variétés des ceps (américains greffés, indigènes, hybrides producteurs ou américains comme porte-greffes).

Les déclarations seront inscrites dans un registre spécial dans lequel figureront tous les propriétaires de vignes de la commune.

A l'expiration du délai, le notaire de la commune rassemblera les données requises dans un tableau énumérant nominativement tous les propriétaires et qui sera communiqué à la Section agricole du département pour servir de base aux travaux de la Commission de délimitation des zones viticoles.

Au cas où les propriétaires ne feraient pas les déclarations dans le délai susmentionné, le notaire de la commune sera tenu de les faire d'office en se servant des données dont il dispose et en prenant des informations de concert avec le percepteur ou l'agent fiscal.

Art. 10. — La surveillance, le contrôle et la constatation des contraventions aux dispositions de la présente loi incomberont aux organes institués ou autorisés par le Ministère de l'agriculture et des domaines.

Les organes de contrôle auront le droit de pénétrer, pour l'exécution des dispositions du Chapitre I^{er}, dans toutes propriétés cultivées en vignes.

Art. 11 à 18. — *Dispositions de contrôle et de procédure.*

CHAPITRE II. — VIN, VIN D'HYBRIDES PRODUCTEURS DIRECTS, MOÛT CONCENTRÉ, VIEILLE EAU-DE-VIE DE VIN.

Art. 19. — Le vin provenant d'hybrides producteurs directs ne pourra être tenu, mis en vente ou vendu que sous la dénomination de « vin d'hybrides producteurs ».

Il ne pourra pas être mélangé avec d'autres vins ou avec des moûts provenant de variétés greffées.

Dans les vignes comprenant aussi des hybrides producteurs, la vendange, la vinification et la vente de ces derniers auront lieu séparément; dans le cas contraire, tout le crû sera passible d'être déclaré comme provenant d'hybrides producteurs directs.

Le vin provenant d'hybrides producteurs directs ne pourra être mis en circulation qu'accompagné de bulletins de libre circulation d'une couleur différente de celle des bulletins applicables au vin de vignes greffées.

Art. 20. — Les récipients et les bouteilles contenant de tels vins devront porter, quand ils sont mis dans le commerce, des étiquettes portant la mention bien visible « Vin d'hybrides producteurs » ainsi que le nom et l'adresse du producteur et du vendeur.

Les établissements qui mettent en vente des vins d'hybrides producteurs devront afficher visiblement ou indiquer dans leurs listes qu'ils vendent de tels vins.

Art. 21. — Le vin de n'importe quelle provenance de moins de huit degrés de teneur alcoolique en volume ne pourra pas être livré comme boisson à la consommation si un tel vin provient de variétés de vignobles; il pourra être mélangé avec des vins supérieurs mais seulement par le producteur dans son pressoir ou dans les caves qui servent habituellement de dépôt pour la récolte et seulement avec du vin provenant des vignes de la même région.

Art. 22. — Est interdite la concentration du moût soit sur le vignoble, soit dans les locaux servant à la vinification ou à la conservation du vin. Il est interdit également de tenir du moût concentré dans les mêmes lieux que le vin.

La concentration du moût en vue de la préparation de sirops, vins de liqueur, gelées, etc., ne sera admise que pour le moût provenant de vigne européenne greffée et seulement dans des locaux séparés du pressoir ou des locaux servant à la vinification ou à la conservation des vins. Une autorisation du Ministère de l'agriculture sera nécessaire.

Il est à cet effet absolument interdit d'adjoindre du moût concentré au vin ou même au moût.

Art. 23. — Le produit de la distillation, connu sous le nom de « Cognac », est une boisson alcoolique fabriquée exclusivement avec un produit non raffiné obtenu par la distillation du vin et d'une teneur alcoolique de 60-70°.

Afin d'obtenir ces 60-70°, le produit de la distillation pourra subir une nouvelle distillation; ce fait devra être porté à la connaissance de l'administration du Monopole de l'alcool.

La couleur du cognac sera celle obtenue par le vieillissement naturel pendant au moins trois ans dans des récipients en chêne; après l'écoulement de ce délai la teneur alcoolique au moment de livrer le produit à la consommation sera celle établie par le règlement.

La fabrication de cette boisson par d'autres méthodes est interdite.

Cette boisson pourra être fabriquée non seulement par les entreprises et les fabriques prévues par la loi sur le monopole de la vente de l'alcool et des boissons alcooliques et sur les taxes de consommation, mais aussi par les propriétaires de vignobles d'une superficie minimum de 10 hectares chacun. Sont également admises à fabriquer cette boisson les coopératives de propriétaires de vignes remplissant cette condition et qui possèdent aussi actuellement des alambics autorisés pour la distillation du vin.

Les coopératives et les propriétaires qui ne disposent pas d'alambics pourront obtenir des autorisations exclusivement à ces fins par dérogation à l'article 41 de la loi sur le monopole de l'alcool.

Ces alambics fonctionneront dans les conditions de contrôle prévues par l'administration du monopole.

Seront considérées comme frauduleuses les manipulations et les pratiques servant à améliorer et à donner un bouquet à ce produit en vue de tromper le consommateur sur la qualité ou l'origine du cognac.

Les pratiques et les manipulations permises ainsi que les modalités pour la livraison du cognac à la consommation seront celles prévues par la loi sur le monopole de l'alcool.

Art. 24. — Toutes les dispositions des articles du Chapitre II constituent une dérogation aux dispositions de la loi sur le monopole de la vente de l'alcool, des boissons alcooliques et sur les taxes de consommation, à l'exception des dispositions de l'article 140 de ladite loi.

CHAPITRE III. — FABRICATION ET VENTE DU VINAIGRE NATUREL DESTINÉ À LA CONSOMMATION.

Art. 25. — Le vinaigre qui pourra être fabriqué, mis en vente ou livré à la consommation sera exclusivement le produit obtenu par la fermentation acétique du vin.

L'acide acétique obtenu par la distillation du bois ou par toute autre méthode ne pourra être employé ni à la fabrication du vinaigre destiné à la consommation, ni à la préparation de tout autre produit alimentaire.

On pourra le vendre sous n'importe quelle concentration mais seulement s'il a été dénaturé lors de la fabrication avec un dénaturant spécifique déterminé par le Ministère des finances selon le but auquel il est destiné et si la couleur le distingue de la couleur jaune clair à rouge du vinaigre de vin.

Art. 26. — Le vinaigre destiné à l'alimentation sera fabriqué seulement dans les fabriques spécialement autorisées à cet effet par le Ministère de l'agriculture et des domaines, l'avis de la Direction du monopole de l'alcool du Ministère des finances et du Ministère de la santé publique entendu.

Les fabriques de vinaigre sont tenues d'avoir des installations spéciales pour la fabrication et de travailler d'après des méthodes scientifiques afin d'exclure les ferments étrangers et d'assurer un produit pur et hygiénique.

Les fabriques existantes sont tenues, sous peine de l'annulation des autorisations, de transformer leurs installations dans un délai de 3 mois à partir de la publication pour les conformer aux conditions requises ci-dessus.

Pendant ce délai, elles ne pourront ni obtenir de l'alcool du monopole ni continuer la fabrication du vinaigre.

Art. 27. — Les producteurs de vin pourront vendre pour la consommation le vinaigre obtenu occasionnellement de leur récolte s'il remplit les conditions requises par les articles 30 et 33 de la présente loi.

Art. 28. — Il est interdit aux fabricants de vinaigre de garder ou d'employer pour la fabrication du vinaigre de l'alcool tiré de déchets de fruits, de vins, de céréales, de mélasses ou d'autre produits qui pourraient servir à la fabrication ou à la falsification du vinaigre.

Il est également interdit de garder, de déposer ou d'employer, dans n'importe quel local d'une fabrique de vinaigre, de l'alcool ou de l'acide acétique de n'importe quelle concentration provenant de la distillation du bois ou produit par une autre méthode.

Art. 29. — Les fabriques ne pourront employer comme matière première que le vin.

Art. 30. — Le vinaigre livré à la consommation doit avoir au minimum 3 et au maximum 9 degrés exprimés en acide acétique.

Il devra être fabriqué dans les limites de cette concentration.

Il devra remplir toutes les conditions qualitatives et contenir les éléments composants dans les proportions qui seront fixées par le règlement d'application de la présente loi.

Le vin employé comme matière première devra correspondre à la définition prévue par la loi sur le monopole de la vente de l'alcool et des boissons alcooliques et sur les taxes de consommation. Il pourra même avoir une teneur alcoolique inférieure à 8°.

Art. 31. — Il est interdit de conserver et de manipuler le vinaigre dans des récipients, entonnoirs, robinets, etc. fabriqués avec une matière autre que le bois, le verre ou le métal émaillé ou avec une matière non résistante aux acides.

Art. 32. — Il est interdit d'aromatiser le vinaigre avec des essences synthétiques.

Art. 33. — Le vinaigre ne sera vendu au détail que dans des bouteilles fermées, étiquetées et munies d'une capsule.

L'étiquette portera le nom du producteur ou du fabricant et son adresse, la nature et la concentration du produit et, le cas échéant, la marque de fabrique.

Art. 34. — Les fabricants sont obligés de tenir, à part le registre d'inventaire, un registre de fabrication visé par la Direction du monopole de l'alcool, et dans lequel on inscrira le vin introduit et employé dans la fabrique en indiquant le degré alcoolique du vin employé et le degré d'acide acétique obtenu par la fabrication.

Art. 35. — Les fabricants sont obligés de tenir pour le vin entrant dans la fabrique, en dehors du registre d'inventaire, les pièces justificatives destinées à être présentées sur demande aux organes de contrôle.

Par pièces justificatives, on entend les bulletins de libre circulation, les quittances de paiement des taxes de consommation et sur le chiffre d'affaires, etc.

Art. 36. — Le stock de vinaigre actuel préparé pour la consommation et déposé hors de la fabrique sera inventorié et devra être écoulé dans un délai de trois mois.

CHAPITRE IV. — ALCOOL INDUSTRIEL, ESPRIT-DE-VIN.

Art. 37. — L'alcool industriel sera retiré de la consommation pendant une période de cinq ans à partir de la campagne 1936-37 à raison de 20 % par an pour les campagnes 1936-37, 1937-38, 1938-39, 1939-40 et 1940-41.

Pour la campagne 1937-38, la quantité d'alcool nécessaire pour la consommation sera de 454 wagons d'esprit-de-vin que le Monopole de l'alcool prendra en charge en premier lieu; le reste sera utilisé comme alcool industriel.

A partir de la campagne 1936-37 comprise, la quantité d'esprit-de-vin augmentera de 20 % par an au cours de cinq périodes indiquées à l'alinéa 1^{er} dans la mesure de la diminution des quantités d'alcool industriel.

Dans l'alcool industriel destiné chaque année à la consommation sous forme de boissons sera compris en première ligne l'alcool provenant des établissements agricoles dans une proportion égale à celle de la campagne 1934-35, le reste de l'alcool provenant des établissements industriels.

Le monopole de l'alcool s'approvisionnera donc d'abord, par tranches mensuelles, sur les 454 wagons d'esprit-de-vin, ensuite sur l'alcool provenant des établissements agricoles, et enfin sur l'alcool provenant des établissements dits industriels.

Du contingent total revenant à l'esprit-de-vin une fraction de 10 % sera allouée aux producteurs d'eau-de-vie de fruits.

Au cas où l'on n'aurait pas tenu compte des dispositions ci-dessus, l'Union générale des syndicats viticoles et de culture fruitière ou toute autre association reconnue comme personne juridique et intéressée aura le droit d'intenter une action contentieuse en dommages-intérêts.

L'alcool servant aux besoins industriels sera acheté, quelle que soit son utilisation (laboratoires, pharmacies, parfumeries, combustion, laques, produits nécessaires au Ministère de la défense nationale, etc.), par le Monopole de l'alcool en première ligne auprès des établissements agricoles de fabrication d'alcool, tels qu'ils ont été définis ci-dessus, mais à la condition qu'ils fonctionnent et qu'ils aient utilisé et utilisent les pommes de terre comme matière première; on assurera à ces établissements la quote-part de la consommation générale qu'ils avaient dans l'année 1934-35.

Art. 38. — La fabrication de l'esprit-de-vin servant à la consommation comme boisson reviendra aux fabriques d'esprit-de-vin actuelles, aux distilleries assimilées de la première catégorie et aux fabriques d'alcool industriel pouvant être transformées en fabriques d'esprit-de-vin dans les conditions indiquées ci-dessous.

Art. 39. — Les fabriques d'alcool industriel pourront être transformées en fabriques d'esprit-de-vin, sur avis de la Commission technique spéciale fonctionnant auprès de la Direction de la viticulture, conformément au règlement.

Les contingents de ces fabriques équivaldront aux contingents d'alcool industriel assignés au cours de l'année précédente, diminuant

ainsi le contingent général d'alcool industriel de cette quantité au profit du contingent d'esprit-de-vin.

Art. 40. — Les fabriques d'alcool industriel qui seront transformées en fabriques d'esprit-de-vin ou qui se trouvent déjà installées dans les régions viticoles sont obligées, avant d'introduire le vin comme matière première, d'éloigner complètement de toute l'étendue de la propriété à une distance qui sera établie par le règlement tout l'outillage spécial (presses, réfrigérants, sections pour l'utilisation des résidus de la fermentation, etc.) employé pour la fabrication d'alcool industriel ou de le faire mettre sous scellé par les délégués des Ministères de l'agriculture et des domaines et des finances afin d'en empêcher l'utilisation.

Pour obtenir l'autorisation de transformation d'une fabrique d'alcool industriel en fabrique d'esprit-de-vin, le propriétaire est tenu d'annexer à la demande une déclaration authentique démontrant que la transformation est définitive et irrévocable et de liquider, en même temps, tous les stocks d'alcool qu'il possède.

Aux mêmes obligations sont assujetties aussi les fabriques d'alcool industriel transformées en fabriques d'esprit-de-vin et transférées dans des régions viticoles.

Art. 41. — La vente ou la concentration des contingents de fabrication est interdite tant aux fabriques d'alcool industriel qu'aux distilleries et alambics industriels d'esprit-de-vin et d'eau-de-vie de vin.

Art. 42. — Les fabriques et les distilleries de vin de la première catégorie qui ne pourront pas, dans un délai de trois mois à partir de la commande, livrer l'alcool pour couvrir le contingent alloué, perdront ce contingent pour toute la campagne de fabrication de l'année en cours. Leur contingent sera alloué aux autres fabriques et distilleries de la même catégorie.

Art. 43. — L'esprit-de-vin sera fabriqué exclusivement avec du vin.

La quantité de lie admise lors de la fabrication de l'esprit-de-vin est la quantité normale résultant de la vinification et qui sera fixée par le règlement d'application de la loi.

Le prix de l'esprit-de-vin sera fixé au plus tard jusqu'au premier novembre de chaque année.

Au cas où le nouveau prix n'aurait pas été fixé jusqu'au premier novembre, le prix pour la nouvelle campagne sera automatiquement le prix de l'année précédente augmenté de 25 %.

CHAPITRE V. — EMPLOI ET ADMINISTRATION DU FONDS CRÉÉ PAR L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LE MONOPOLE DE L'ALCOOL.

Art. 44. — Le pourcentage de 8 % du bénéfice net annuel prévu par l'article 17 de la loi sur le monopole de l'alcool et destiné à la constitution d'un fonds pour la délimitation des zones viticoles, l'indus-

trialisation et le commerce des fruits, l'amélioration des cultures d'arbres fruitiers et de vigne, la lutte contre les maladies cryptogamiques, pour l'étude de la production, des moyens pour la fabrication du vin et pour l'écoulement de la production viticole ainsi que pour la création des caves de standardisation et d'exportation du vin, sera versé par la Direction générale du monopole de l'alcool à la Banque nationale de Roumanie à la disposition du Ministère de l'agriculture et des domaines.

Art. 45. — Ce fonds sera administré par le Ministère de l'agriculture suivant les avis conformes émis par la Commission prévue par l'article 46.

Art. 46. — Afin d'établir les travaux, compris dans le programme énoncé à l'article 44, qui seront exécutés chaque année et aussi en vue de la répartition du fonds prévu, il sera institué une Commission composée des membres suivants:

- a) Le Secrétaire Général du Ministère de l'agriculture et des domaines, président;
- b) un délégué du Ministère des finances;
- c) le Directeur de la viticulture et de l'horticulture;
- d) le Directeur de l'Institut de recherches agronomiques de Roumanie;
- e) le Chef du service de la protection des plantes;
- f) le Président de l'Union générale des syndicats viticoles et de culture fruitière ou son délégué, un délégué des syndicats viticoles et un délégué des syndicats de culture fruitière approuvés par le Ministère de l'agriculture et des domaines;
- g) un délégué de la Caisse centrale de la coopération.

Cette Commission travaillera auprès du Ministère de l'agriculture et des domaines.

Chaque année le Ministère de l'agriculture, de concert avec le Ministère de l'industrie et entendu l'avis de la Commission prévue par le présent article, fixera le prix du sulfate de cuivre.

Art. 47. — Afin de faciliter l'emploi de ces sommes et de les utiliser en temps opportun, l'administration comptable incombera exclusivement, par dérogation aux dispositions de la loi réglementant la comptabilité publique et de la loi portant certaines dispositions financières urgentes, à la Direction de la comptabilité du Ministère de l'agriculture et des domaines.

Chaque année les comptes de gestion seront présentés à la Cour Supérieure des Comptes pour la justification des dépenses encourues.

CHAPITRE VI. — DISPOSITIONS PÉNALES.

Art. 48 à 55. —

CHAPITRE VII. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Art. 56-58. —

Art. 59. — Le prix minimum du vin acheté aux producteurs par les fabriques d'esprit-de-vin et de vinaigre sera le prix fixé par le Conseil des Ministres, sur proposition du Ministère de l'agriculture et des domaines, le 1^{er} octobre de chaque année.

Le fait de ne pas s'être conformé à ce prix rend passible des sanctions prévues par l'article 54, alinéa c.

Art. 60. — Toutes les dispositions législatives et réglementaires contraires à la présente loi sont abrogées.

Art. 61. — Un règlement d'application développera les dispositions de la présente loi.

Suisse (Confédération). — Arr. du Conseil fédéral tendant à protéger la production viticole suisse et à promouvoir le placement des vins indigènes. — 1^{er} septembre 1936. — R. L. F., n. 31 (2 septembre 1936).

Vu les articles 1^{er} et 2 de l'arrêté fédéral du 14 octobre 1933 (1) concernant les mesures de défense économique contre l'étranger, prorogé par l'arrêté fédéral du 11 décembre 1935 etc.

Art. 1^{er}. — En vue de protéger la viticulture suisse et d'encourager le placement de la production viticole indigène, le Conseil fédéral prend les mesures énumérées ci-après.

Art. 2. — Sur chaque hectolitre de vin ou de moût importé (nos 117a¹/b² du tarif des douanes), il est prélevé une taxe extraordinaire de 3 francs.

Le produit de cette taxe est exclusivement destiné à un fonds qui permet de venir en aide à la production viticole lorsque les conditions du marché sont telles que cette aide s'impose impérieusement.

Le département de l'économie publique est chargé d'administrer le fonds et de disposer de ses ressources.

Art. 3. — Les ressources du fonds sont affectées au soutien du marché dans les années de récoltes anormalement fortes.

A titre exceptionnel, elles peuvent être également mises à contribution pour d'autres mesures destinées à protéger la viticulture et à assurer l'écoulement des récoltes.

Art. 4. — Le département de l'économie publique est autorisé à subordonner les œuvres de soutien à l'accomplissement de conditions

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIII^{ème} Année, 1933, p. 265 et s.

spéciales ou à restreindre ces œuvres afin notamment de promouvoir la qualité et de faciliter l'adaptation de la production aux exigences du marché.

Les vigneron qui, manifestement, tendent à produire de grandes quantités de vins au détriment de la qualité ne seront pas admis au bénéfice des œuvres de soutien.

Art. 5. — Au cas où, dans les années de récoltes anormalement fortes, les mesures prévues à l'article 3 ne suffiraient pas à assurer l'écoulement de la production viticole du pays, le Conseil fédéral se réserve le droit d'obliger les importateurs de vins courants à acheter en automne une part équitable de la récolte indigène, sous forme de raisins ou de vins nouveaux, afin de soulager le marché et de loger la vendange.

Art. 6-9. —

Uruguay. — D. instituant la Commission nationale pour l'encouragement des cultures industrielles, et réglementant la composition et l'activité de ladite. — 23 juillet 1936. — D. O., n. 8983 (4 août 1936).

Art. 1^{er}. — Il est créé une Commission nationale pour l'encouragement des cultures industrielles, qui aura pour tâche principale, outre les autres ci-après spécifiées, d'étudier et de conseiller l'adoption de mesures sur tout ce qui se rapporte à la production de matières premières provenant de l'agriculture et à leur transformation industrielle.

Art. 2-3. —

Art. 4. — La Commission aura les attributions suivantes:

- a) encourager les cultures tendant à obtenir des matières premières d'origine végétale;
- b) organiser et diriger les services de la Commission;
- c) proposer la désignation du personnel technique agronomique dont la rétribution sera à sa charge;
- d) tenir des statistiques contrôlées concernant la production dans le pays de matières premières, ainsi que l'importation desdites;
- e) étudier l'importation éventuelle et la distribution, parmi ses affiliés, des semences destinées à l'élaboration;
- f) convoquer tous les semestres en assemblée les industriels coopérateurs, pour les renseigner sur le fonctionnement de la Commission; les convoquer tous les ans pour rendre compte et soumettre à leur examen le projet de budget, les droits portant sur les matières premières pour l'année suivante, de même que les prix minimums auxquels les récoltes devront être vendues; les convoquer tous les deux ans pour l'élection des délégués de l'industrie.

g) étudier et conseiller sur tout ce qui a trait à l'amélioration, à l'abaissement des coûts de production et à l'accroissement de la production etc.;

h) donner des avis, quand elle en sera requise, sur les demandes d'importation de matières premières en franchise.

Art. 5-9

Uruguay. — D. portant création et réglementation de la Division de l'industrie fruitière. — 10 septembre 1936. — D. O., n. 9027 (25 septembre 1936).

Vu le développement atteint par la culture fruitière indigène;

Considérant que la production fruitière est déjà considérable, de sorte que, étant donné l'abondant approvisionnement du marché intérieur, le problème se pose, d'une façon bien définie, de rechercher de plus vastes horizons pour la dite production;

Considérant qu'il est absolument indispensable à cette fin de favoriser la commercialisation de toute la récolte dans les meilleures conditions, et que cela ne pourra être obtenu qu'au moyen de la protection de l'État, non seulement au point de vue de la recherche de nouveaux débouchés et du développement du marché intérieur, mais encore grâce à l'orientation à réaliser dans tous les aspects de l'industrie pour la diriger sur un chemin plus ferme et plus sûr, afin d'obtenir des fruits qui puissent lutter avantageusement sur les marchés consommateurs;

Considérant que tout cela nécessite l'intervention directe des bureaux spécialisés et possédant une capacité technique pour affronter le problème.

Entendu la Direction d'Agronomie et compte tenu des dispositions de l'alinéa f) de l'article 18 de la loi budgétaire en vigueur;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Décète:

Art. 1^{er}. — Il est créé sous la dépendance directe de la Direction d'Agronomie, une Division de l'Industrie fruitière.

Art. 2. — La Division de l'Industrie fruitière aura les attributions suivantes:

a) Contrôle de toutes les opérations de commercialisation des fruits en général;

b) Fixation et contrôle des « Standards »;

c) Direction et entretien des machines pour le traitement des fruits;

d) Contrôle des transports, établissements de classification et frigorifiques employés dans l'industrie fruitière;

e) Informations sur la situation des marchés, cotations etc.;

f) Propagande fruitière en général;

g) Direction de pépinières et de champs d'expérimentation fruitière;

h) Etude des espèces et des variétés recherchées sur les marchés étrangers et utilisées par l'industrie;

i) Etudes de perfectionnements techniques et d'application de l'industrie frigorifique dans le commerce des fruits en général;

j) Etude et diffusion des meilleurs pieds pour qu'ils soient utilisés comme specimens dans les différentes zones du pays;

k) Contrôle des pépinières destinées à la propagation des arbres fruitiers, surtout en ce qui concerne l'aspect commercial des variétés multipliées;

l) Contrôle des lots de fruits destinés à l'exportation (avant et après l'exportation), conformément à la standardisation, aux règles de culture, à la récolte, à la réfrigération préalable etc.;

m) Contrôle des cultures dont la production est destinée à l'exportation.;

n) Contrôle des spécifiques et des machines importés ou fabriqués, et destinés à l'industrie fruitière en général. Cette fonction sera exercée conjointement avec la Section du Laboratoire Agronomique et d'Encouragement de la Défense Agricole;

o) Enseignement et divulgation des méthodes les plus convenables non seulement au point de vue de la production de fruits sélectionnés, mais aussi de la manipulation des fruits pendant la récolte, de leur classification, standardisation, commercialisation etc.;

p) Acquisition et entretien de machines à haute pression pour effectuer des traitements, non seulement dans des buts de démonstration, mais aussi de collaboration avec les producteurs; dans ce dernier cas les bénéficiaires seront tenus de payer les spécifiques employés;

q) Préparation du personnel spécialisé dans les opérations de récolte, classification, emballage etc. des fruits.

Art. 3. — Il appartiendra à la Division de l'Industrie fruitière d'intervenir directement dans tout problème concernant la production et le commerce des fruits, et toute Commission créée ou établie dans le but de donner des avis au Pouvoir Exécutif sur toute matière se rapportant à la dite industrie sera complétée par un représentant de la dite Division.

Art. 4. — Les recensements fruitiers que l'on opérera à l'avenir, seront réalisés, même quand ils seront effectués par la Section d'économie et de statistique agricole, sous la haute surveillance de la Division de l'Industrie fruitière.

Art. 5. — Les établissements destinés au classement des fruits (packings house) qui s'installent dans le pays, seront soumis à la direction de la Division de l'Industrie fruitière quand ils dépendront du Pouvoir exécutif et ils seront sous le contrôle réglementaire immédiat de la dite Division, quand il s'agira d'établissements privés.

Art. 6. — Aucune subvention officielle ne pourra être accordée pour des expositions, concours etc., de caractère fruitier, sans l'intervention préalable de la dite Division.

Art. 7. — La Division de l'Industrie fruitière entretiendra d'une façon permanente, sur les marchés de Montevideo, un bureau de statistique chargé de relever les quantités et les cotations des fruits et produits horticoles faisant l'objet de transactions commerciales et elle publiera mensuellement les données correspondantes.

Art. 8. — La Division de l'Industrie fruitière recueillera d'une manière permanente, par l'intermédiaire du Corps Consulaire et de la Section Commerciale du Ministère des Affaires Etrangères, des renseignements sur la situation générale et les cotations des fruits et produits horticoles dans les principaux pays importateurs. La Division de l'Industrie fruitière sera tenue d'établir un rapport complet sur les frais de tout lot de fruits ou produits horticoles exportés, sur les prix obtenus à la vente etc. et de s'informer sur les conditions dudit lot à son arrivée sur le marché de consommation.

Art. 9. — Les pépiniéristes, les exportateurs de fruits, les négociants en gros, les consignataires et les marchands au détail de fruits, les importateurs de machines et de spécifics destinés à l'industrie fruitière, les fabricants d'emballages pour les fruits, les établissements frigorifiques et les entreprises de transport des fruits seront tenus de s'inscrire dans les registres qu'ouvrira la Division de l'Industrie fruitière.

Art. 10. — La Division de l'Industrie fruitière devra étudier les mesures nécessaires à adopter pour réduire au minimum la détérioration des fruits du lieu de production jusqu'au consommateur ou jusqu'aux ports d'exportation, selon le cas.

Art. 11. — A la dite Division appartiendra de même le contrôle des pépinières consacrées à la propagation des arbres fruitiers, et elle sera autorisée à délivrer, sur demande, des certificats attestant les résultats obtenus au cours des inspections effectuées et concernant l'état sanitaire et la garantie des variétés destinées à la vente. En outre, elle devra recommander les variétés et types à multiplier.

Allemagne. — Arr. n. 43 de l'association centrale de l'économie allemande de la pomme de terre concernant l'autorisation obligatoire pour la production de nouveaux produits, l'agrandissement de l'exploitation et de la capacité de production d'entreprises existantes. — 14 février 1936. — V. R., n. 16 (14 février 1936).

Arr. concernant la constitution de districts viticoles. — 10 mars 1936. — RGbl., Teil I, n. 22, p. 149 (14 mars 1936).

Arr. n. 71 de l'association centrale de l'industrie horticole et viticole allemande concernant l'autorisation obligatoire pour la production de nouveaux produits et pour l'agrandissement ou l'intensification de leur capacité de production pour les entreprises du groupe de transformation. — 3 avril 1936. — V. R., n. 34 (6 avril 1936).

Règl. fondamentales pour la reconnaissance des greffons, des ceps et des vignes greffées. — 3 septembre 1936. — V. R., n. 83 (3 septembre 1936).

Arr. n. 83 de l'association centrale de l'industrie horticole et viticole allemande réglementant la vente des raisins des hybrides producteurs et les prix fixes des producteurs pour la fourniture desdits raisins aux membres du groupe de transformation. — 16 septembre 1936. — V. R., n. 89 (18 septembre 1936).

Argentine. — D. n. 69290 approuvant le projet présenté par la Junta régulatrice des vins, concernant la suppression et la substitution de vignobles moyennant indemnisation. — 21 octobre 1935. — B. O., n. 12471 (21 janvier 1936).

D. n. 72213 établissant le paiement des droits pour l'arrachage de vignobles, opération autorisée par le d. n. 69290 du 21 octobre 1935 en relation avec la l. n. 12137. — 30 novembre 1935. — B. O., n. 12499 (22 février 1936).

D. n. 73311 ordonnant à la junta régulatrice des vins d'établir un registre de tous les vignobles sur le territoire national. — 20 décembre 1935. — B. O., n. 12513 (12 mars 1936).

D. n. 78152 modifiant la réglementation concernant la suppression et substitution des vignobles, approuvée par le d. n. 69290 du 21 octobre 1935 (*les offres de vignobles à arracher pourront avoir lieu jusqu'au 31 mai 1936. Estimation des vignobles. L'arrachage devra être effectué dans les 90 jours après l'arr. de la Junta*). — 11 mars 1936. — B. O., n. 12574 (30 mai 1936).

Australie (Commonwealth). — O. n. 7 modifiant les o. de 1920 à 1933 concernant les pâturages et les enclos. — 18 mars 1936. — C. A. G., — n. 30 (19 mars 1936).

O. n. 17 visant la protection des fleurs sauvages et des plantes indigènes. 6 mai 1936. — C. A. G., n. 40 (7 mai 1936).

Australie (Australie de l'Ouest). — Proclamation visant à étendre la protection accordée par les dispositions de la l. de 1935 pour la protection de la flore indigène à certaines plantes indigènes (*Blancoa canescens*, *Macropidia fuliginosa*, *Cephalotus follicularis*, *Leschenaultia biloba*; l'espèce *Orchidaceae* seulement dans certaines parties de l'Etat). — 8 octobre 1936. — G. G. W. A., n. 53 (16 octobre 1936).

Autriche (Confédération). — D. n. 106 visant l'exécution de la l. fédérale n. 73 de 1936 interdisant les nouvelles plantations de vignes et la plantation de ceps producteurs directs. — BGbl., 22. Stück (6 avril 1936).

L. fédérale n. 138 modifiant la l. fédérale n. 73 de 1936 interdisant toute nouvelle plantation de vignes et la plantation de ceps producteurs directs. — BGbl., 31. Stück (11 mai 1936).

L. fédérale n. 367 réglementant la viticulture. — BGbl., 88. Stück (4 novembre 1936).

Autriche (Burgenland). — D. n. 62 d'application de la l. concernant la viticulture (1^{er} d. concernant la viticulture). — LGbl., 18. Stück (10 novembre 1936).

Brésil. — Accord conclu entre le Gouvernement fédéral et celui de l'Etat de Bahia pour l'exécution, sur le territoire dudit Etat, des services publics concernant la production, l'amélioration et la défense des fruits tropicaux. — 3 janvier 1936. — D. O., n. 5 (7 janvier 1936).

Accord conclu entre le Gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Etat de Sergipe pour l'exécution des services publics concernant la production, l'amélioration et la défense des fruits tropicaux sur le territoire dudit Etat. — 11 mars 1936. — D. O., n. 65 (18 mars 1936).

Accord conclu entre le Gouvernement fédéral et celui de l'Etat de Rio Grande du Nord, concernant l'exécution, sur le territoire dudit Etat, des services publics relatifs à la production, à l'amélioration et la défense des fruits tropicaux. — 19 juin 1936. — D. O., n. 149 (27 juin 1936).

Arr. du Ministère de l'agriculture modifiant l'arr. du 7 avril 1933 en ce qui concerne l'estimation des récoltes de coton. (*Divise à cet effet le territoire national en deux zones, nord et sud, et fixe les dates entre lesquelles auront lieu, dans ces deux zones, les estimations successives*). — 6 juillet 1936. — D. O., n. 159 (9 juillet 1936).

Bulgarie. — U. n. 6 approuvant le régl. pour l'exécution du d. l. réglementant la plantation de nouvelles vignes et le renouvellement des vignes déjà plantées. — 22 février 1936. — D. V., n. 50 (5 mars 1936).

U. n. 7 approuvant le Régl. pour l'application du d. l. pour l'encouragement de l'horticulture, publié dans le D. V., n. 268 du 28 novembre 1935. — 22 février 1936. — D. V., n. 52 (7 mars 1936).

Canada (Nouvelle-Ecosse). — L. modifiant la l. sur l'agriculture, ch. 64 des Statuts révisés de 1923 (*période d'interdiction de la cueillette de la canneberge*). — 2 mai 1936. — S. N. S., 1 Edw. VIII, ch. 16 (1936).

Colombie. — L. n. 54 déclarant d'intérêt public la culture et l'exploitation de la cannelle de Ceylan (*Cinnamomum zeylanicum*). — 25 mars 1936. D. O., n. 23167 (25 avril 1936).

Costa-Rica. — D. réglementant les facilités accordées par la l. n. 51 du 4 février 1935 pour l'entrée en franchise de machines, matériaux, semences et plantes destinés au développement de la culture et de l'industrie du caoutchouc. — 6 avril 1936. — L. G., n. 83 (9 avril 1936).

Espagne. — D. disposant que dans le délai de 15 jours soit constituée la Commission du chanvre dans la forme indiquée. — 29 janvier 1936. — G. M., n. 32 (1^{er} février 1936).

Arr. disposant que le service de distribution, aux agriculteurs, des différentes variétés de maïs s'effectue selon les règles ci-après indiquées. 4 février 1936. — G. M., n. 40 (9 février 1936).

Etats-Unis d'Amérique (*Confédération*). — L. modifiant la l. du 28 juin 1934 portant le titre: « l. visant à empêcher l'endommagement des terrains de pâturages publics par la prévention d'un pâturage excessif et de la dégradation du sol, réglementant leur usage, amélioration et développement » et visant à stabiliser l'industrie du bétail dépendant des terrains publics et visant d'autres buts. — 26 juin 1936. — P., n. 827-74th Congress, H. R. 10094 (1936).

Finlande. — Rés. du Conseil d'Etat n. 223 concernant les primes à accorder aux cultivateurs de betteraves à sucre pendant l'année 1936. — 28 mai 1936. — F. F., n. 223-225 (29 mai 1936).

France. — D. fixant la prime à l'oléiculture. — 19 janvier 1936. — J. O., n. 20 (24 janvier 1936).

L. complétant l'article 8 de la l. du 31 mars 1931 (1) tendant: 1^o à créer des caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français; 2^o à établir une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers. — 3 avril 1936. — J. O., n. 83 (6 et 7 avril 1936).

Arr. relatif à l'application de la l. du 3 avril 1936 complétant l'article 8 de la l. du 31 mars 1931 tendant: 1^o à créer des caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français; 2^o à établir une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers. — 8 avril 1936. — J. O., n. 86 (10 avril 1936).

D. apportant une modification de détail au d. du 20 mai 1932, complété par les d. des 15 novembre 1932 et 20 juin 1934, pris pour l'application des l. des 2 mars et 20 avril 1932 sur les encouragements à la culture du chanvre. — 17 avril 1936. — J. O., n. 98 (25 avril 1936).

D. modifiant le d. du 1^{er} juin 1932 pris pour l'application de la l. du 4 juillet 1931 sur les encouragements à la production du lin. — 24 avril 1936. — J. O., n. 99 (26 avril 1936).

Arr. relatif au paiement de l'indemnité due aux viticulteurs à la suite des arrachages volontaires de vignes. — 6 juillet 1936. — J. O., n. 162 (11 juillet 1936).

Arr. relatif au remplacement des vignes phylloxérées. — 8 juillet 1936. — J. O., n. 160 (9 juillet 1936).

Arr. relatif à l'irrigation des vignes. — 8 juillet 1936. — J. O., n. 160 (9 juillet 1936).

Arr. relatif à l'exécution de la l. tendant à limiter la culture de la chicorée à café. — 16 juillet 1936. — J. O., n. 166 (17 juillet 1936).

Arr. relatif au paiement de l'indemnité due aux viticulteurs à la suite des arrachages. — 23 juillet 1936. — J. O., n. 173 (25 juillet 1936).

Arr. fixant le montant de la prime à la culture du lin. — 27 août 1936. — J. O., n. 202 (29 août 1936).

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXI^{ème} Année, 1931, p. 426.

D. et arr. fixant le contingent de production de chicorée à café pour 1936. 8 septembre 1936. — J. O., n. 211 (9 septembre 1936).

D. prorogeant jusqu'au 31 décembre 1937 la durée d'application du d. l. du 23 octobre 1935 accordant des facilités aux viticulteurs pour le financement de leurs récoltes. — 6 octobre 1936. — J. O., n. 240 (12 et 13 octobre 1936).

D. fixant le taux de la prime à la culture de l'olivier pour l'année 1936. — 22 décembre 1936. — J. O., n. 302 (25 décembre 1936).

France (Maroc). — Dahir modifiant et complétant le dahir du 3 janvier 1935 portant à titre provisoire interdiction de plantation de vigne. — 28 janvier 1936. — B. O., n. 1214 (31 janvier 1936).

Kénia. — O. n. 12 modifiant l'o. n. 11 de 1934, concernant l'industrie des fibres de sisal. — 10 juin 1936. — Suppl. No. 26 to the O. G. (24 juin 1936).

Not. gouvernementale n. 530. Règl. concernant l'inspection du maïs produit par les indigènes dans les zones européennes. — 21 août 1936. — Suppl. No. 36 to the O. G. (1^{er} septembre 1936).

Protectorat de Nyassaland. — Règl. concernant le tabac (*arrachage des plants*). — 2 janvier 1936. — Suppl. to the N. G. G., Vol. XLIII, n. 1 (2 janvier 1936).

Grèce. — D. modifiant et complétant le d. du 15 septembre 1934 concernant l'application d'un programme spécial pour l'amélioration de la production du blé. — 8 mai 1936. — J. O., n. 216 (19 mai 1936).

D. l. modifiant et complétant les l. 5686, 5898, 6195 et le d. l. du 3 mai 1935 concernant la protection de la production indigène du blé. — 24 août 1936. — J. O., n. 369 (24 août 1936).

D. l. modifiant la l. 4660 sur la défense de la culture du tabac et les lois y relatives. — 24 septembre 1936. — J. O., n. 429 (30 septembre 1936).

Irlande (Etat-Libre d'). — Arr. concernant le tabac (*surfaces pour l'ensemencement en 1936*). — 7 janvier 1936. — S. R. & O., n. 4 (1936).

Arr. d'application de la l. concernant le lin (*détermination des régions dans lesquelles sera appliquée ladite l.*). — 13 juillet 1936. — S. R. & O., n. 201 (1936).

Arr. fixant le montant de la subvention pour le chanvre pour la saison de vente 1936-37. — 22 septembre 1936. — S. R. & O., n. 265 (1936).

Italie. — D. l. royal n. 2265 approuvant certaines modifications des statuts de l'Office (*Ente*) national du tabac. — 4 juillet 1935. — G. U., n. 10 (14 janvier 1936).

D. l. royal n. 2236 portant des dispositions pour l'irrigation et l'encouragement de la production de fourrages dans la Province de Ferrare. — 5 décembre 1935. — G. U., n. 8 (11 janvier 1936).

D. ministériel fixant la date de la clôture des vendanges de la campagne vinicole 1935. — 31 décembre 1935. — G. U., n. 13 (17 janvier 1936).

- D. l. royal n. 59 portant des dispositions pour l'oléiculture en Sicile, en Sardaigne et dans la province de Grosseto. — 2 janvier 1936. — G. U., n. 24 (30 janvier 1936).
- D. royal n. 373 concernant la participation de certaines institutions de caractère national à l'action des institutions et des techniciens pour la propagande du blé pour l'année agricole 1935-36. — 10 février 1936. G. U., n. 63 (16 mars 1936).
- D. ministériel prorogeant le terme fixé pour la présentation des demandes de subventions pour les plantations d'olives et la transformation de peuplements d'oléastres en olivaires. — 28 mars 1936. — G. U., n. 99 (29 avril 1936).
- D. l. royal n. 982 portant une nouvelle réglementation du Concours national pour le blé et les entreprises agricoles. — 4 mai 1936. — G. U., n. 132 (8 juin 1936).
- D. ministériel fixant la superficie destinée à la culture du tabac pour la campagne 1937. — 14 août 1936. — G. U., n. 204 (3 septembre 1936).
- D. l. royal n. 1955 réglementant la production et l'utilisation du chanvre. — 8 novembre 1936. — G. U., n. 267 (18 novembre 1936).
- Grand-Duché de Luxembourg.** — Arr. portant fixation du quotient applicable pour le calcul des primes d'emblavement pour 1935. — 10 juin 1936. — M. L., n. 45 (13 juin 1936).
- Nicaragua.** — L. prorogeant pour une période de cinq ans la validité du d. du 10 mars 1927 (*il est accordé un subside aux producteurs de blé; 1 cordoba par 50 kg. de blé produit, pour toute production non inférieure à 750 kg.*). — 20 août 1936. — L. G., n. 187 (27 août 1936).
- Nouvelle-Zélande.** — Arr. en Conseil portant un règl. concernant l'industrie de la culture du tabac. — 14 juillet 1936. — N. Z. G., n. 49 (23 juillet 1936).
- Pays-Bas.** — Règl. concernant, pour la campagne 1936, l'assistance aux cultivateurs de colza. — 11 janvier 1936. — Ste., n. 8 (13 janvier 1936).
- D. modifiant le plan économique de 1935 concernant les bulbes à fleurs (*culture*). — 28 janvier 1936. — Stbl., n. 743 (5 février 1936).
- Deux arr. ministériels dits de 1936 concernant, pour la campagne 1935-1936, l'assistance de crise dans le cas des roseaux et de l'osier respectivement, suivis des règl. correspondants. — 4 février 1936. — Ste., n. 24 (4 février 1936).
- D. modifiant le d. de crise de 1934 concernant les cultures de labour. — 25 mars 1936. — Stbl., n. 747 (3 avril 1936).
- Arr. et règl. concernant l'assistance de crise aux producteurs de chicorée (*campagne 1936*). — 8 avril 1936. — Ste., n. 70 (8 avril 1936).
- D. fixant au 15 mai 1936 la date prévue à l'art. 12, alinéa 1, du d. de crise de 1936-I concernant l'horticulture; et spécifiant que cette nouvelle disposition ne s'appliquera pas aux provisions possédées à la date du 30 avril 1936. — 28 avril 1936. — Ste., n. 91 (11 mai 1936).

- Arr. et règl. concernant, pour la récolte 1935, l'assistance relative aux pommes de terre de semences approuvées. — 13 mai 1936. — Stc., n. 93 (13 mai 1936).
- Arr. et règl. concernant l'assistance pour le lin de la campagne 1936. — 20 mai 1936. — Stc., n. 98 (20 mai 1936).
- Arr. et règl. concernant l'assistance relative au froment de la campagne 1935. — 22 mai 1936. — Stc., n. 99 (22 et 23 mai 1936).
- Arr. et règl. concernant l'assistance relative à la culture de l'orge pour la campagne 1936 (*subside de 2 fr. 50 par quintal aux producteurs, etc.*). — 26 mai 1936. — Stc., n. 101 (26 mai 1936).
- Arr. et règl. concernant l'assistance relative à la culture des grosses fèves pour la campagne 1936 (*subside de 3 fr. 50 par quintal aux producteurs*). — 26 mai 1936. — Stc., n. 101 (26 mai 1936).
- D. abrogeant les art. 16, 17 et 18 du d. de crise de 1934 concernant les cultures de labour, ainsi que le d. de crise 1935-I du 6 août 1935 concernant le froment et publiant un nouveau texte, dit d. de crise 1936-I concernant le froment (*concerne la culture et le stockage du froment, ainsi que sa vente, etc. En vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1938*). t. a. D. de crise 1936-I concernant le froment. — 6 juin 1936. — Stbl., n. 758 (22 juin 1936).
- D. n. 36 prévoyant la concession de dérogations aux dispositions de l'art. 12, alinéa 2, du d. 1936-I concernant l'horticulture pendant la crise (*en 1936, les fabricants de pois conservés pourront produire, tenir et vendre ladite marchandise jusqu'à des quantités maxima fixées par le Ministre d'après leur production antérieure, etc.*). — 9 juin 1936. — Stc., n. 114 (15 juin 1936).
- D. abrogeant les arts. 19, 20 et 21 du d. de crise de 1934 concernant les cultures de labour; ainsi que le d. de crise 1935-II du 28 août 1935 concernant le froment; et publiant un nouveau texte, dit d. de crise 1936-II concernant le froment (*mouture, stockage de la farine, etc. en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1938*). t. a. D. de crise 1936-II concernant le froment. — 20 juin 1936. — Stbl., n. 760 (1^{er} juillet 1936).
- Règl. concernant les recours dans les questions relatives aux plantes d'ornement (*établit une Commission des recours, conformément aux statuts de la Centrale néerlandaise des plantes d'ornement, et fixe l'activité de ladite commission*). — 4 juillet 1936. — Stc., n. 129 (6 juillet 1936).
- Arr. modifiant le règl. concernant le lin de la campagne 1936, règl. annexé à l'arr. concernant le subside de crise pour ledit produit. — 29 juillet 1936. — Stc., n. 146 (29 juillet 1936).
- D.: a) abrogeant le plan d'assainissement de 1935 concernant l'industrie des bulbes à fleurs; b) visant l'application, aux bulbes à fleurs et produits de la culture florale, des art. 9 et 14 de la l. de crise agricole, dite de 1933, ainsi que des deux d. de 1933 concernant les organisations de crise et les taxes de crise. (*Permis de culture, etc.*). t. a. Plan d'assainissement de 1936 concernant l'industrie des bulbes à fleurs (*culture*). — 29 juillet 1936. — Stbl., n. 767 (30 juillet 1936).
- Arr. publiant, pour 1936, le plan d'assainissement de l'économie des bulbes à fleurs (*culture*). — 30 juillet 1936. — Stc., n. 148 (31 juillet et 1^{er} août 1936).
- Arr. prévoyant, pour la récolte de 1936, un subside de crise payable selon le cas aux producteurs ou aux vendeurs de pois. Règl. concernant ledit subside. t. a. Arr. et règl. concernant le subside de crise pour les pois (*Récolte de 1936*). — 4 août 1936. — Stc., n. 150 (4 août 1936).

- Deux arr. et deux règl. concernant respectivement les primes d'assistance par ha. payables, en raison de la crise, aux cultivateurs d'osiers et de roseaux pour la campagne 1936-1937. — 25 août 1936. — Stc., n. 165 (25 août 1936).
- Arr. modifiant l'arr. de crise de 1936 concernant les achats de produits de la culture florale. (*Achats effectués par la Centrale. Vendeurs admis*). — 5 septembre 1936. — Stc., n. 173 (7 septembre 1936).
- Plan économique de 1936 concernant les bulbes à fleurs (*transfert des permis de culture*). — 7 septembre 1936. — Stc., n. 173 (7 septembre 1936).
- Arr. accordant, pour la campagne 1936, un subside de crise aux cultivateurs pour leurs lots de pommes de terre dénaturées. Règl. concernant ledit subside. t. a. II^{ème} arr. et règl. concernant le subside de crise pour les pommes de terre (*campagne 1936*). — 29 septembre 1936. — Stc., n. 189 (29 septembre 1936).
- Arr. ministériel approuvant le règl. de culture de 1936 élaboré par l'organisation provinciale du froment pour la Hollande septentrionale et la Hollande méridionale (*ledit règl. fixe les obligations des cultivateurs en tant qu'elles n'ont pas été déjà fixées par d'autres règl.*). — 6 octobre 1936. — Stc., n. 194 (6 octobre 1936).
- Arr. et règl. concernant le subside relatif au froment pour la récolte 1936 (*Il sera payé par les organisations provinciales du froment, au producteur, un subside pour les quantités livrées, qui seront vendues ensuite par l'intermédiaire de la Centrale du froment, etc.*). — 7 novembre 1936. — Stc., n. 218 (9 novembre 1936).
- D. modifiant l'art. 1^{er} du d. de crise 1933-I concernant l'horticulture (*extension à 1937*). — 17 décembre 1936. — Stbl., n. 779G (30 décembre 1936).
- D. modifiant le d. de crise de 1936 concernant les cultures de labour (*culture de la pomme de terre, tourteaux, etc.; prolongation de la validité pour 1937*). — 19 décembre 1936. — Stbl., n. 779M (29 décembre 1936).
- Arr. de 1936 concernant l'achat des arbres fruitiers durant la crise. Règl. concernant l'achat des arbres fruitiers. (*Achat aux producteurs organisés par la Centrale néerlandaise des plantes d'ornement*). — 21 décembre 1936. — Stc., n. 248 (21 décembre 1936).
- D. a) abrogeant le d. de crise 1935-I concernant la culture florale; b) visant l'application, aux produits de la culture florale, des art. 9, 12, 13 et 14 de la l. de crise agricole, dite de 1933, ainsi que des trois d. de 1933 concernant les organisations de crise, les monopoles et taxes de crise (*culture, superficies etc.; en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1938*), t. a. D. de crise de 1937 concernant la culture florale. — 21 décembre 1936. — Stbl., n. 779N (30 décembre 1936).
- D. visant l'application aux plantes horticoles, des art. 9, 13 et 14 de la l. de crise agricole, dite de 1933, ainsi que des deux décrets de 1933 concernant les organisations de crise et les taxes de crise (*permis de culture récoltes, ventes, etc.; en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1938*) t. a. D. de crise 1937-I concernant l'horticulture. — 21 décembre 1936. — Stbl., n. 779O (30 décembre 1936).
- D. a) abrogeant le d. de crise de 1935 concernant l'arboriculture; b) visant l'application aux produits de l'arboriculture des art. 9, 12, 13, et 14 de la l. de crise agricole, dite de 1933, ainsi que des trois d. de 1933 con-

cernant les organisations de crise, les monopoles et les taxes de crise (*cultures, permis, superficies; périodes et aussi exportation-importation*). t. a. D. de crise concernant l'arboriculture en 1937. — 21 décembre 1936. — Stbl., n. 779 Q (30 décembre 1936).

Arr. I et III, dits de 1937, concernant l'horticulture en période de crise (*à savoir respectivement: Pommes de terre nouvelles, permis pour l'exercice de l'horticulture en 1937; et prix minima*). — 31 décembre 1936. — Stc., n. 255 (31 décembre 1936).

Arr. dit de 1937, concernant l'arboriculture en période de crise, en relation avec le d. dit de 1937, se rapportant au même sujet. — 31 décembre 1936. — Stc., n. 255 (31 décembre 1936).

Arr. dit de 1937, concernant la culture florale en période de crise, en relation avec le d. dit de 1937, se rapportant au même sujet. — 31 décembre 1936. — Stc., n. 255 (31 décembre 1936).

Indes Néerlandaises. — Deux o. modifiant respectivement les o. de 1933 concernant la culture du thé, et celle de 1933, modifiée en 1934, concernant l'exportation du thé (*restrictions ou permis concernant la culture, le transport et le dépôt du thé*). — 12 mars 1936. — Stbl. N. I., nos 119 et 120 (17 mars 1936).

O. réglementant le débit de l'écorce de quina et restreignant la culture du quinquina durant la période 1937-1947. Arr. visant l'application de l'o. susdite (*entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1937*). t. a. o. et arr. dits de 1937, concernant les restrictions relatives au quina. — 8 octobre 1936. — Stbl. N. I., nos 508 et 509 (16 octobre 1936).

Pérou. — Rés. réglementant la culture du coton dans la vallée de Jequetepeque, en relation avec la présence de divers fléaux. — 31 janvier 1936. — E. P., 1^{er} trimestre, n. 34 (11 février 1936).

Rés. établissant des prix pour récompenser les provinces et départements ayant le plus augmenté leur production de blé en 1935. — 21 février 1936. — E. P., 1^{er} Trimestre, n. 72 (30 mars 1936).

Portugal. — D. l. n. 26481 permettant la plantation de pieds de vigne destinés à la production de raisins de table, moyennant une autorisation de la Direction générale des services agricoles. — 30 mars 1936. D. d. G., 1^{ère} série, n. 74 (30 mars 1936).

D. l. n. 26525 autorisant l'ensemencement, dans l'année céréalière courante, de toute variété de blé trémois de l'espèce *Triticum vulgare* Host., ainsi que des variétés: jaune à barbe blanche, dur à séparation facile, et trémois robuste de l'espèce *Triticum durum*, Desf., dans les terrains dont les ensemencements ont été détruits par les inondations. — 16 avril 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 88 (16 avril 1936).

D. l. n. 26916 autorisant la plantation et la reconstitution de vignobles dans la région des vins généreux du Douro. — 22 août 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 197 (22 août 1936).

D. l. n. 27285 permettant, sur autorisation, la reconstitution des vignobles plantés dans des terres appropriées, leur remplacement en vue d'améliorer la qualité et quelques petites plantations nouvelles pour la consommation des ménages d'agriculteurs. — 24 novembre 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 276 (24 novembre 1936).

Roumanie. — D. royal n. 1418 portant un régl. d'application de la l. visant la protection de la viticulture. — 18 juin 1936. — M. O., n. 141 (20 juin 1936).

Arr. de la Caisse autonome des monopoles déterminant les superficies admises à la culture du tabac dans tout le Pays. — 28 septembre 1936. — M. O., n. 230 (2 octobre 1936).

Suède. — Lettre royale n. 43 portant des mesures pour encourager la culture des betteraves à sucre. — 28 février 1936. — S. F., n. 39-44 (29 février 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. du C. C. P. et du C. C. P. C. P. (b) concernant le plan d'Etat pour lesensemencements de printemps de 1936. — 10 février 1936. — S. Z. R., n. 8, texte 67 (2 mars 1936).

Arr. du C. C. P. et du C. C. P. C. P. (b) tendant à promouvoir la production de froment et à augmenter le rendement des kolkhozy qui produisent du froment. — 11 février 1936. — S. Z. R., n. 9, texte 71 (4 mars 1936).

Arr. n. 387 du C. C. P. concernant les facilités accordées aux kolkhozy et aux exploitations individuelles s'adonnant à la culture du cotonnier dans le rayon de Mouminabadski dans le Tadjikistan. — 28 février 1936. — S. Z. R., n. 14, texte 124 (29 mars 1936).

Arr. du C. C. P. et du C. C. P. C. P. (b) étendant au Territoire Septentrional le paragraphe 4 de la section 1^{re} de l'Arr. du C. C. P. de l'U. R. S. S. et du C. C. P. C. P. (b) « sur le plan gouvernemental desensemencements de printemps 1936 ». — 11 mars 1936. — S. Z. R., n. 17, texte 146 (11 mars 1936).

Arr. n. 522 du C. C. P. concernant le plan pour la stipulation des contrats et les mesures pour augmenter le rendement des cultures de nouvelles plantes à graines oléagineuses, de lin et de graine des Canaries. — 17 mars 1936. — S. Z. R., n. 16, texte 134 (7 avril 1936).

Arr. n. 617 du C. C. P. concernant le plan pour le développement de la production des agrumes en 1936-1940 dans la République socialiste soviétique de la Géorgie. — 1^{er} avril 1936. — S. Z. R., n. 21, texte 189 (15 mai 1936).

Arr. n. 1375 du C. C. P. concernant le plan d'Etat pour lesensemencements d'hiver en 1936. — 29 juillet 1936. — S. Z. R., n. 44, texte 376 (29 août 1936).

Arr. n. 1390 du C. C. P. portant le plan des travaux d'ameublement des terrains pour lesensemencements de céréales de printemps en 1937. — 1^{er} août 1936. — S. Z. R., n. 44, texte 377 (29 août 1936).

République Socialiste Fédérative Soviétique Russe. — Arr. du C. C. P. concernant le développement de la culture fruitière et de la viticulture dans la R. S. F. S. R. (*texte unifié avec les modifications apportées par l'arr. du 8 janvier 1936*). — 27 novembre 1935. — S. U. R., n. 1, texte 4 (29 janvier 1936).

Arr. du C. C. P. concernant les cultures pour la semence et la conclusion de contrats pour les semences sélectionnées de plantes légumineuses, de cucurbitacées, et de racines et tubercules fourragers. — 2 mars 1936. — S. U. R., n. 7, texte 39 (26 avril 1936).

Arr. du C. C. P. concernant le plan des ensemencements de pommes de terre et de légumes verts en 1936 dans les sovkhozy du Commissariat du peuple pour l'agriculture de la R. S. F. S. R. et dans les kolkhozy. — 4 mars 1936. — S. U. R., n. 7, texte 38 (26 avril 1936).

Uruguay. — D. établissant des dispositions tendant à faciliter les prochains ensemencements en pommes de terre (*importation, par le service officiel de distribution, de 1500 tonnes au maximum pour les semences; institution d'une section de certification des pommes de terre pour semences; abrogation du d. du 4 juin 1935 concernant l'importation desdites*). — 12 juin 1936. — D. O., n. 8946 (20 juin 1936).

Vénézuéla. — Avis informant les cultivateurs que le Gouvernement délivre gratuitement des semences sélectionnées de blé. — 25 janvier 1936. — G. O., n. 18869 (1^{er} février 1936).

Rés. portant les mesures réglementaires visées à l'art. 11. du d. du 27 janvier 1936 accordant un crédit additionnel de 30 millions de bolivares destiné à fournir une aide aux producteurs de café ou d'autres produits agricoles. — 30 janvier 1936. — G. O., n. 18867 (30 janvier 1936).

Rés. étendant au coton la prime de 25 % ad valorem accordée, en ce qui concerne l'aide aux agriculteurs pour les produits obtenus par eux, par l'art. 12 du d. du 21 mars 1936. — 8 avril 1936. — G. O., n. 18926 (8 avril 1936).

Rés. réduisant de 10 Bs à 0,10 Bs, en raison de la hausse, la prime accordée aux producteurs de cacao par 50 kgs. de poids net. — 16 juillet 1936. — G. O., n. 19009 (16 juillet 1936).

Rés. établissant les bases et procédures concernant le calcul de la production du riz. — 6 novembre 1936. — G. O., n. 19104 (6 novembre 1936).

Rés. interdisant péremptoirement l'exploitation du bois des arbres de quina, afin d'éviter leur disparition. — 19 décembre 1936. — G. O., n. 19141 (19 décembre 1936).

Yougoslavie. — Deux arr. ministériels approuvant deux décisions de l'administration autonome des monopoles d'Etat du 25 mai 1936, modifiant respectivement: 1) le régl. concernant la culture et le rachat du tabac et 2) le régl. concernant l'emmagasiner, la fermentation et la préparation du tabac. — 9 et 23 juin 1936. — S. N., n. 151-XXXVI (4 juillet 1936).

CHAPITRE III.

LÉGISLATION DES EAUX

Allemagne. — D. concernant l'application dans la Sarre de prescriptions visant le régime des eaux et la culture du sol. — 13 janvier 1936. — RGbl., Teil I, n. 3, p. 12 (17 janvier 1936).

Allemagne (Bavière). — L. n. 9103 a $\frac{1}{2}$ modifiant la l. sur le régime des eaux. — 17 avril 1936. — GVbl., n. 15 (25 avril 1936).

Australie (Queensland). — L. n. 7 modifiant certaines dispositions des l. de 1926 à 1935 concernant les eaux dans leur forme modifiée par la l. de 1933 modifiant les l. concernant l'irrigation. — 15 octobre 1936. — Q. G. G., n. 90 (19 octobre 1936).

Belgique. — Arr. royal réglementant le déversement dans les cours d'eau des eaux résiduaires des fabriques de levure et des distilleries. — 10 septembre 1936. — M. B., n. 258-259 (14 et 15 septembre 1936).

Canada (Manitoba). — L. visant à empêcher la contamination des cours d'eau. — 6 avril 1935. — A. M., 24 & 25 Geo. V, ch. 34 (1934-1935).

Canada (Ontario). — L. modifiant la l. concernant les fossés et les cours d'eau. — 9 avril 1936. — S. P. O., 1 Edw. VIII, ch. 16 (1936).

Canada (Saskatchewan). — L. modifiant la l. de 1931 concernant les droits aux eaux. — 21 février 1935. — S. P. S., 25 Geo. V, ch. 19 (1934-35).

L. modifiant la l. concernant les districts d'irrigation. — 28 février 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 94 (1936).

L. modifiant la l. de 1931 concernant les droits sur les eaux. — 1^{er} avril 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 16 (1936).

L. concernant les associations des usagers d'eaux. — 1^{er} avril 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 95 (1936).

Chili. — D. n. 697 approuvant le règl. concernant la perception des sommes dues, pour eaux d'irrigation, au Département d'irrigation de la Direction générale des travaux publics, section exploitation. — 18 avril 1936. — D. O., n. 17457 (2 mai 1936).

Colombie. — L. n. 87 établissant diverses dépendances administratives (*encouragement et orientation de l'industrie, et création d'industries nouvelles; étude, distribution etc. des eaux d'usage public*) et autorisant le Pouvoir Exécutif à agrandir, réduire, et modifier les Services du Ministère des industries et du travail. — 27 décembre 1935. — D. O., n. 23076 (4 janvier 1936).

D. n. 266 créant, au Ministère des Industries et du travail, une Commission spéciale permanente chargée des questions concernant l'utilisation et la distribution des eaux d'usage public. — 13 février 1936. — D. O., n. 23120 (26 février 1936).

Equateur. — L. concernant les eaux. — 17 juillet 1936. — R. O., n. 242 (17 juillet 1936).

Etats-Unis d'Amérique (Confédération). — L. instituant une commission et accordant une assistance supplémentaire aux usagers d'eau des zones comprises dans les plans d'amélioration foncière fédéraux et les plans d'irrigation des territoires réservés aux indiens. — 14 avril 1936. — P., n. 519, 74th Congress, S. 4232 (1936).

L. autorisant la construction de certains travaux publics pour les rivières et les ports, en vue de combattre les inondations et visant d'autres buts). — 22 juin 1936. — P., No. 738, 74th Congress, H. R. 8455 (1936).

France. — D. approuvant un modèle de décret relatif à la participation des intéressés aux dépenses des travaux de curage. — 18 juin 1936. — J. O., n. 149 (26 juin 1936).

C. concernant l'exécution des travaux de curage et d'amélioration des cours d'eau non navigables et non flottables par les départements et les communes. — 10 juillet 1936. — J. O., n. 175 (27 et 28 juillet 1936).

Kénia. — O. modifiant l'o. de 1929, concernant les eaux. — 18 janvier 1936. — Supplement No. 6 to the O. G., n. 10 (4 février 1936).

Italie. — D. l. royal n. 1335 portant des dispositions concernant les canaux appartenant à l'Etat. — 18 juin 1936. — G. U., n. 163 (16 juillet 1936).

Mexique. — Règl. concernant les eaux de propriété nationale. — 24 mars 1936. — D. O., Tome XCV, n. 44 (21 avril 1936).

Indes Néerlandaises. — O. publiant un règl. général des eaux pour les diverses provinces de Java et Madoera. (*Les principaux chapitres concernent les terrains, l'usage des eaux publiques et autres pour les cultures, besoins domestiques, la production de force motrice, etc. La date d'entrée en vigueur sera spécifiée plus tard, et séparément pour chaque province. t. a. Règl. général des eaux, de 1936*). — 26 septembre 1936. — Stbl. N. I., n. 489 (9 octobre 1936).

Suède. — L. n. 70 modifiant les art. 4 et 73 du chap. 11 de la l. sur le régime des eaux. — 20 mars 1936. — S. F., n. 70-72 (2 avril 1936).

Yougoslavie. — Règl. concernant l'exécution en régie des travaux relatifs aux torrents, ainsi que le contrôle et l'examen final de ladite exécution. — 18 mars 1936. — S. N., n. 129-XXX (9 juin 1936).

CHAPITRE IV.

LÉGISLATION FORESTIÈRE
ET DES PRODUITS FORESTIERS

Allemagne. — D. concernant l'union des branches d'activité intéressées au cycle économique des produits forestiers et de l'industrie du bois. — 20 octobre 1936. — RGbl., Teil I, n. 100, p. 909 (26 octobre 1936).

[Il est créé une association de marché de l'industrie forestière et de l'industrie du bois réunissant les trois groupes d'entreprises s'occupant de la production, de la transformation et de la distribution du bois.

L'inscription et les contributions sont obligatoires pour les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel imposable est de 5.000 R. M. ou plus. Pour les entreprises qui n'atteignent pas ce chiffre, l'association de marché établira une réglementation spéciale.

Le Grand forestier du Reich (Reichforstmeister) nommera le Président de l'association de marché et le Directeur du Bureau central au siège de ladite association et désignera les Directeurs des autorités forestières supérieures comme Directeurs de bureau (Geschäftssteller) auprès des offices locaux (Aussenstellen). Ces bureaux et le bureau central dépendront directement du Grand forestier du Reich qui sera assisté par un Conseil du Reich.

Les Directeurs des bureaux auprès des offices locaux auront des experts des trois groupes pour collaborateurs].

Argentine. — D. n. 83731 instituant la Commission nationale des forêts et déterminant ses fonctions. — 3 juin 1936. — B. O., n. 12619 (27 juillet 1936).

Considérant:

que, en raison de leur valeur à de nombreux et différents titres et en raison de leurs influences climatologiques et sociales, les forêts représentent une richesse importante parmi les ressources naturelles du pays;

que les caractéristiques géographiques, écologiques et économiques exigent une étude particulière des conditions forestières de l'Argentine;

que l'exploitation intensive de diverses zones forestières et la destruction accidentelle ou intentionnelle d'autres ont diminué l'étendue des forêts domaniales et privées au détriment de l'intérêt général;

que la nécessité d'un régime légal organique qui établisse les règles d'exploitation, encourage la replantation, favorise le peu-

plement forestier des régions déboisées et facilite l'introduction et l'adaptation d'espèces et de variétés qui aient une valeur économique industrielle et commerciale s'impose nettement;

qu'il convient de s'assurer la consultation de personnes exerçant leur activité dans les centres scientifiques, industriels et commerciaux du pays.

LE PRÉSIDENT DE LA NATION ARGENTINE

Décète :

Art. 1^{er}. — Il est créé une Commission nationale des forêts avec les fonctions qui lui sont assignées par le présent décret.

Art. 2. — La dite Commission sera honoraire et présidée par le Ministre de l'Agriculture ou par un fonctionnaire désigné par lui et sera composée d'un représentant de chacun des organismes suivants: Commission des Parcs Nationaux, Faculté d'agronomie et de médecine vétérinaire de Buenos Aires, Direction générale de viabilité, Administration des Chemins de Fer de l'Etat, Société rurale argentine, Union Industrielle argentine et Société des Amis de l'Arbre. La Commission sera complétée par les personnes suivantes: trois planteurs de forêt, désignés par le Ministère de l'Agriculture, le Directeur des terres agricoles, le Directeur de la Météorologie, Géophysique et Hydrologie, un représentant des entreprises de chemins de fer dont le ressort s'étend au territoire national et un délégué de chaque province.

Art. 3. — Les membres de la Commission nationale des forêts, exception faite pour le Président, resteront en fonctions pendant quatre ans; ils pourront être réélus et tous les deux ans ils seront renouvelés par moitié, la première fois par tirage au sort.

La Commission désignera un vice-Président et un Secrétaire, et pourra fixer à ce dernier une rémunération ayant un caractère extraordinaire, pourvu qu'elle soit justifiée par la nature et le cumul de ses fonctions.

Art. 4. — La Commission Nationale des Forêts aura les droits et les obligations suivants:

a) donner son avis au Ministère de l'Agriculture sur toute question se rapportant au régime forestier, à la conservation, encouragement et propagation des forêts, et lui proposer l'adoption des mesures qu'elle jugera convenables et nécessaires;

b) encourager les études et toute sorte de recherches scientifiques se rapportant aux activités qui lui sont confiées et publier périodiquement les résultats y relatifs;

c) maintenir des relations avec les institutions instituées à l'étranger, s'occupant de tâches du même genre, et collaborer avec elles, dans la forme et les limites approuvées par le Ministère de l'Agriculture;

d) obtenir directement de toutes les administrations publiques les informations nécessaires à son travail et solliciter la collaboration des administrations provinciales et des entreprises particulières;

e) coordonner, avec approbation préalable du Ministère de l'Agriculture, dans chaque cas, les plans d'étude et les règles d'action avec les administrations publiques nationales et provinciales ou avec les entreprises particulières qui s'adonnent à des tâches analogues;

f) organiser dans toute la République une propagande permanente pour le peuplement forestier et la replantation scientifique du territoire, et nommer des commissions dans les villes principales afin qu'elles secondent son action de propagande, ses plans d'étude, etc.;

g) faire parvenir chaque année au Ministère de l'Agriculture un rapport exposant l'activité déployée.

Art. 5. — Le Ministère de l'Agriculture s'adressera aux gouvernements des provinces, en sollicitant leur collaboration et la nomination des délégués visés par l'article 2 du présent décret.

Art. 6. — Les dépenses qu'il sera nécessaire d'effectuer seront payées par le Ministère de l'Agriculture et imputées à l'alinéa 17, Chapitre 1, parties 2 et 3 du Budget en vigueur.

Vénézuéla. — L. concernant les eaux et forêts. — 29 septembre 1936. — G. O., n. 19087 (17 octobre 1936).

Art. 1^{er}. — Sont déclarés d'utilité publique la protection, la préservation, l'amélioration et le développement des forêts et des eaux.

Art. 2. — Sont soumises au régime de la présente loi:

1) toutes les forêts existant sur le territoire de la République, tant sur des terrains incultes de l'Etat et sur des biens communaux que sur des terrains de propriété particulière;

2) les eaux du domaine public et celles du domaine privé de la Nation et des États;

3) les eaux de propriété particulière, en ce qui concerne leur surveillance, salubrité, protection, préservation et développement.

Art. 3. — Aux effets de la présente loi, les forêts existant dans la République seront considérées comme comprises dans les catégories suivantes:

1) forêts situées à la naissance des eaux, sur les versants des montagnes, et aux bords des cours d'eau, des lacs, lagunes, mares, puits, sources et jets d'eau;

2) forêts situées sur des hauteurs et collines ayant un angle d'inclinaison dépassant 50 degrés;

3) forêts situées sur des hauteurs ou collines ayant un angle d'inclinaison inférieur à 50 degrés;

4) forêts situées loin des eaux.

Art. 4. — De même, aux effets de la présente loi, les eaux existant dans la République seront comprises dans les catégories suivantes:

1) les eaux du domaine public, c'est-à-dire, d'après le Code civil, les lacs et les fleuves; puis toutes les eaux qui se trouvent dans des terrains incultes déclarés inaliénables par la loi sur les Terres Incultes de l'Etat et les biens communaux et par le règlement d'administration publique pris en application;

2) les eaux de propriété particulière, c'est-à-dire:

a) celles qui ont été dévoyées, par des canaux privés, de fleuves du domaine public en vertu d'un droit légalement acquis ou d'une faculté légale;

b) celles des sources, jets d'eau ou puits d'origine naturelle ou créés par le travail de l'homme dans des terrains de propriété particulière;

c) celles des lagunes, étangs, citernes et autres réceptacles naturels ou artificiels d'eaux pluviales dans des terrains de propriété particulière, et en général toutes celles devant être considérées comme des eaux de propriété privée.

Art. 5. — Le Pouvoir Exécutif Fédéral sera chargé de veiller, par l'entremise du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, à ce que soient efficacement appliquées les dispositions de la présente loi et du règlement d'administration publique de la loi; et, de leur côté, les autorités locales devront de même surveiller leur application.

Art. 6. — Le Pouvoir Exécutif Fédéral pourra organiser, par l'entremise du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et dans la forme qu'il jugera la plus opportune, le personnel des fonctionnaires destinés au service de cette branche ainsi que créer les nouveaux postes qu'il estimera nécessaires pour assurer de la meilleure manière la surveillance, la protection, la préservation et le développement des forêts et des eaux. Il pourra de même désigner des commissaires spéciaux avec des attributions que leur confèrera le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage.

Art. 7. — Le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage fera former le cadastre des forêts et des eaux de la République en même temps que celui des terres que prescrit la loi relative.

TITRE I. — DES FORÊTS.

CHAPITRE I. — DE L'ADMINISTRATION DES FORÊTS SITUÉES SUR DES TERRAINS INCULTES.

Art. 8. — L'administration des forêts existant sur des terrains incultes sera confiée au Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, lequel l'exercera directement, en se servant des fonctionnaires désignés à cet effet.

Art. 9-20. —

CHAPITRE II. — DES FORÊTS D'EXPLOITATION INTERDITE.

Art. 21. — Sont déclarées forêts d'exploitation interdite celles qui sont comprises dans la première et la seconde catégorie de l'article 3 de la présente loi, sans distinguer s'il s'agit de forêts situées sur des terrains incultes, sur des aires communales ou sur des terres de propriété particulière.

Art. 22-23. —

CHAPITRE III. — DES COUPES, DÉFRICHEMENTS, INCENDIES ET DESTRUCTION DE HAUTE VÉGÉTATION AUX FINS D'AGRICULTURE DANS DES TERRAINS INCULTES.

Art. 24. — Les coupes, défrichements, incendies de bois et autres destructions de haute végétation aux fins d'agriculture dans les forêts situées sur des terrains incultes non compris dans les zones d'exploitation interdite ainsi que la création et la gestion de petites exploitations agricoles sur des terrains en pente d'une inclinaison ne dépassant pas cinquante, mais supérieure à dix degrés, ne pourront avoir lieu que moyennant licence délivrée par le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, sur rapport des fonctionnaires de la branche désignés par le règlement d'administration publique faisant suite à la présente loi.

Art. 25-26. —

CHAPITRE IV. — DES FORÊTS DE PROPRIÉTÉ PRIVÉE.

Art. 27-30. —

CHAPITRE V. — DE L'EXPLOITATION À TITRE GRATUIT DANS LES FORÊTS SITUÉES SUR DES TERRAINS INCULTES.

Art. 31-33. —

CHAPITRE VI. — DISPOSITIONS COMMUNES AUX EXPLOITATIONS ET TRAVAUX AGRICOLES SUR DES TERRAINS INCULTES, DES BIENS COMMUNAUX ET DES TERRES DE PROPRIÉTÉ PRIVÉE.

Art. 34-44. —

CHAPITRE VII. — DES FONCTIONNAIRES ET DE LA CIRCULATION DES PRODUITS.

Art. 45-50. —

TITRE II. — DES EAUX.

CHAPITRE I. — DES EAUX DU DOMAINE PUBLIC.

Art. 51. — La police des eaux du domaine public, déterminées à l'article 4, sera confiée au Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, lequel l'exercera par l'entremise des fonctionnaires compétents désignés dans le règlement ou par celle d'autres employés que ledit Département aura spécialement nommés à cet effet, sans préjudice de la surveillance que, conformément aux lois, les autorités locales exerceront sur les eaux mentionnées ci-dessus et sur celles de propriété privée.

Art. 52. — Le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage aura, en vertu des pouvoirs qui lui sont attribués au précédent article, les facultés suivantes:

Il pourra:

1) édicter les résolutions, dispositions et instructions nécessaires en vue d'une surveillance plus stricte du régime des eaux;

2) concéder des exploitations d'eaux du domaine public dans les cas et moyennant les procédés prescrits par la présente loi, sauf les dispositions de l'article 53;

3) former le cadastre de toutes les eaux de la République, conformément à ce qui est dit à l'article 7.

Art. 53-64. —

CHAPITRE II. — DES EAUX DE PROPRIÉTÉ PRIVÉE

Art. 65. — Tout propriétaire pourra creuser librement des puits pour se procurer de l'eau à l'intérieur de ses exploitations, en maintenant entre eux la distance qu'exige la sécurité des travaux.

S'il s'agit de puits non artésiens, la distance entre les puits devra être de dix mètres à l'intérieur des localités habitées, et de quinze mètres sur des terrains ruraux. On observera les mêmes distances à l'égard des étangs, sources ou canaux d'irrigation des voisins. Dans le cas des puits artésiens, ladite distance sera de cent mètres.

Art. 66. — Quand on aura obtenu la montée des eaux souterraines, le propriétaire ne perdra pas des droits sur elles, même si, après être montées à la surface de la terre, elles se répandent et quittent le terrain dudit propriétaire, à moins qu'il ne les ait abandonnées à leur cours naturel, sans construire d'aqueduc pour les recueillir et les diriger.

Le droit d'un tel aqueduc, s'il est construit, sera régi par les dispositions du Code civil sur la servitude respectives.

Art. 67. — Lorsqu'une lagune ou une mare auront été déclarées insalubres par l'autorité sanitaire compétente, les autorités procéde-

ront à leur drainage et assainissement, conformément aux lois en vigueur à ce sujet.

Art. 68. — Le Gouvernement National et ceux des États ainsi que les Municipalités veilleront, avec tous les moyens dont ils disposent et dans les limites de leurs attributions respectives, à la protection, la préservation, l'amélioration, au développement et à la salubrité des eaux territoriales ainsi qu'à leur meilleure utilisation dans l'intérêt public et particulier.

TITRE III. — DISPOSITIONS PÉNALES

Art. 69-81. — (*Omissis*).

TITRE IV. — DISPOSITIONS FINALES

Art. 82-83.

Allemagne. — Arr. n. 74 de l'association centrale de l'industrie horticole et viticole allemande interdisant la plantation de « Pseudotsuga » (*sapin de Douglas*). — 22 avril 1936. — V. R., n. 39 (23 avril 1936).

Arr. de l'Inspecteur des forêts du Reich réglementant la plantation commerciale dans les pépinières (*avec des graines fournies par les propriétaires de forêts*). — 20 juillet 1936. — V. R., n. 66 (27 juillet 1936).

D. réglementant l'épaisseur dans la production et la vente du bois de sciage. — 4 septembre 1936. — RGbl., Teil 1, n. 81, p. 717 (11 septembre 1936).

Deuxième l. modifiant et complétant la l. concernant la protection des beaux sites. — 1^{er} décembre 1936. — RGbl., Teil 1, n. 114, p. 1001 (4 décembre 1936).

D. portant des dispositions en vue d'intensifier l'approvisionnement en matières premières ligneuses. — 7 décembre 1936. — RGbl., Teil 1, n. 117, p. 1011 (11 décembre 1936).

D. portant des dispositions en vue de renforcer le rendement des coupes de bois. — 15 décembre 1936. — RGbl., Teil 1, n. 119, p. 1018 (16 décembre 1936).

D. portant des restrictions à la vente du bois sur pied. — 23 décembre 1936. — RGbl., Teil 1, n. 123, p. 1144 (24 décembre 1936).

Allemagne (Bavière). — Deuxième d. n. F. 8440 portant exécution de la l. portant des mesures en vue d'empêcher la dévastation des forêts. — 7 septembre 1936. — GVbl., n. 31 (30 septembre 1936).

Argentine. — D. n. 68513 interdisant de s'établir, sans une autorisation expresse de la Direction des terres, sur des terrains publics contenant des bois (*conservation de la richesse forestière; mode d'abatage des arbres*). — 20 novembre 1935. — B. O., n. 12485 (6 février 1936).

D. n. 71121 instituant, auprès de la Direction des terres, un service dénommé « Police forestière » (*conservation des forêts; infractions au régime forestier*). — 20 novembre 1935. — B. O., n. 12485 (6 février 1936).

Australie (*Australie de l'Ouest*). — Arr. en Conseil visant l'application des l. de 1933 concernant les biens-fonds et celles de 1918 concernant les forêts (*sauvegarde des droits de la Couronne au bois de taille sur les terrains qu'elle aura affermés*). — 13 mai 1936. — G. G. W. A., n. 27 (22 mai 1936).

Australie (*Queensland*). — L. n. 2 concernant les permis pour les scieries. — 24 septembre 1936. — Q. G. G., n. 75 (29 septembre 1936).

Autriche (*Confédération*). — D. n. 218 modifiant et complétant le d. n. 30 de 1903 dans la forme donnée par les d. n. 499 de 1923 et n. 135 de 1930 concernant les examens d'Etat pour les sylviculteurs ainsi que pour les services de protection forestière et auxiliaire technique. — BGbl., 53. Stück (4 juillet 1936).

Belgique (*Congo Belge*). — D. modifiant et complétant le d. du 4 avril 1934 sur l'exploitation des forêts domaniales. — 13 juin 1936. — B. O., n. 7 (15 juillet 1936).

Arr. royal modifiant le régl. particulier à l'exploitation des terrains boisés. — 4 juillet 1936. — B. O., n. 7 (15 juillet 1936).

Brésil. — Arr. du Ministère de l'agriculture ordonnant aux stations expérimentales, etc. de procéder, en vue du reboisement, à des plantations annuelles homogènes de 3000 unités au moins (*essences locales et exotiques, eucalyptus principalement*) jusqu'à obtenir un minimum de 30.000 arbres par établissement, sous le contrôle et avec l'aide du service d'irrigation, reboisement et colonisation dépendant du Département national de la production végétale. — 28 mai 1936. — D. O., n. 125 (30 mai 1936).

Bulgarie. — D. l. amendant la l. sur les forêts. — D. V., n. 153 (11 juillet 1936).

D. l. concernant le commerce du bois de noyer en grume. — 27 février 1936. — D. V., n. 49 (4 mars 1936).

D. l. concernant la protection de la nature — 28 février 1936. — D. V., n. 59 (16 mars 1936).

O. n. 367 prohibant la cueillette, l'arrachage et l'extirpation de certaines plantes, en vertu des dispositions de la l. sur la protection de la nature. — 21 avril 1936. — D. V., n. 104 (13 mai 1936).

Canada (*Nouveau-Brunswick*). — L. modifiant la l. concernant les incendies de forêts, ch. 32 de 1927. — 4 avril 1935. — A. N. B., ch. XXII (1935).

Canada (*Nouvelle-Ecosse*). — L. modifiant la l. de 1935 concernant les terres et forêts (*ch. 4 des l. de 1935*) (*interdiction de chasse, etc.*). — 24 avril 1936. — S. N. S., 1 Edw. VIII. ch. 52 (1936).

Canada (Ontario). — L. réglementant les ressources forestières de la Province de Ontario. — 9 avril 1936. — S. P. O., 1 Edw. VIII, ch. 22 (1936).

Canada (Saskatchewan). — L. modifiant la l. de 1931 sur les forêts. — 21 février 1935. — S. P. S., 25 Geo. V, ch. 18 (1934-35).

Colombie. — D. n. 1331 modifiant le d. n. 2227 de 1920. (*Les tenanciers à terme de forêts nationales ne pourront ni abattre ni brûler dans une zone de 50-100 m. de chaque côté des sources ou réservoirs naturels d'eau*). — 8 juin 1936. — D. O., n. 23251 (6 août 1936).

D. n. 1665 établissant certaines dispositions concernant l'exploitation de produits forestiers dans les zones destinées à la colonisation (*obligation de conclure des contrats avec le Gouvernement*). — 11 juillet 1936. — D. O., n. 23264 (24 août 1936).

Espagne. — D. portant nouvelle rédaction de l'art. 106 du décret du 17 mai 1865 portant application de la l. du 24 mai 1863 sur la prorogation d'exploitation de forêts. — 14 mai 1936. — G. M., n. 136 (15 mai 1936).

L. approuvant et ratifiant, avec force de l. depuis la date de son entrée en vigueur, le d. du 28 juin 1935 sur la constitution et le fonctionnement de la Centrale de vente des produits dérivés de la résine. — 30 mai 1936. — G. M., n. 155 (3 juin 1936).

Estonie. — L. modifiant le règl. statutaire de l'Entreprise des exploitations forestières de l'Etat. — R. T., n. 63 (1936).

Etats-Unis d'Amérique (Confédération). — L. modifiant la l. du 22 mai 1928 tendant à assurer à la population des Etats-Unis des approvisionnements suffisants en bois et en d'autres produits forestiers, etc., et visant aussi d'autres buts. — 15 juin 1936. — P., n. 683-74th Congress, H. R., 8271 (1936).

France. — D. relatif à l'application de la l. du 2 juillet 1935 sur les produits résineux. — 7 mars 1936. — J. O., n. 61 (12 mars 1936).

Arr. concernant les contingents de produits résineux et de l'essence de térébenthine pour l'année 1936. — 23 mars 1936. — J. O., n. 71 (23 et 24 mars 1936).

D. instituant le contrôle de la production des produits résineux. — 27 mars 1936. — J. O., n. 76 (29 mars 1936).

Arr. relatif à l'inventaire annuel des stocks de produits résineux. — 9 avril 1936. — J. O., n. 87 (11 avril 1936).

Arr. relatif à l'inventaire des usines de distillation de gemme. — 9 avril 1936. — J. O., n. 87 (11 avril 1936).

L. instituant des mesures pour venir en aide à la forêt française et protéger l'industrie du papier. — 16 avril 1936. — J. O., n. 91 (17 avril 1936).

D. relatif à l'application de la l. du 2 juillet 1935 sur les produits résineux. — 4 juin 1936. — J. O., n. 134 (8 et 9 juin 1936).

Arr. relatif à la délivrance des menus produits dans les forêts domaniales.
— 29 septembre 1936. — J. O., n. 230 (1^{er} octobre 1936).

France (Algérie). — Arr. portant réglementation de l'exploitation et du colportage des lièges en Algérie. — 8 janvier 1936. — J. O. A., n. 3 (17 janvier 1936).

France (Maroc). — Dahir modifiant le dahir du 10 octobre 1917 sur la conservation et l'exploitation des forêts. — 8 septembre 1936. — B. O., n. 1250 (9 octobre 1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord. — Convention internationale visant la protection de la faune et de la flore (*avec Protocole*). — 8 novembre 1933. — T. S., n. 27 (1936).

Chypre. — L. n. 1 modifiant les l. de 1930 et 1935 concernant les terrains pour la plantation d'arbres dans les villages. — 9 janvier 1936. — C. G., (Suppl. No. 1), n. 2486 (10 janvier 1936).

Kénia. — Not. gouvernementale n. 405. Règl. concernant le commerce de l'écorce d'acacia produite par les indigènes. — 26 juin 1936. — Suppl. No. 28 to the O. G. (7 juillet 1936).

Not. gouvernementale n. 406. Règl. modifiant le règl. de 1933 concernant le commerce de l'écorce d'acacia. (*Abrogation de certaines dispositions*). — 26 juin 1936. — Suppl. No. 28 to the O. G. (7 juillet 1936).

Grèce. — D. établissant le prix des produits forestiers. — 24 juillet 1936. — J. O., n. 316 (30 juillet 1936).

D. l. portant suspension de la validité de l'art. 2 du d. l. du 25 janvier 1936, concernant la modification des dispositions des l. sur les forêts. — 26 août 1936. — J. O., n. 388 (5 septembre 1936).

Inde (Birmanie). — L. n. VI portant des modifications supplémentaires à la l. de 1902 concernant les forêts. — 6 octobre 1936. — B. A., n. VI (1936).

Inde (Bombay). — Règl. modifiant le règl. de 1922 concernant le transit des produits forestiers. — 8 mai 1936. — B. G. G., Part IV (14 mai 1936).

Inde (Madras). — L. n. VII portant de nouvelles modifications à la l. de 1882 concernant les forêts. — 27 mars 1936. — F. S. G. G., n. 10 (14 avril 1936).

Italie. — D. du Chef du Gouvernement concernant la constitution du Comité technique corporatif pour la réglementation de la production du liège, du peuplier et des espèces d'arbres à croissance rapide. — 11 février 1936. — G. U., n. 41 (19 février 1936).

D. l. royal n. 1338 portant des dispositions visant l'encouragement et la propagation de la culture du peuplier et autres essences d'arbres dans les dépendances hydrauliques de l'Etat. — 18 juin 1936. — G. U., n. 163 (16 juillet 1936).

Japon. — D. n. 1 du Ministère de l'agriculture et des forêts portant les régl. concernant le cadastre des reboisements des forêts et plaines incultes appartenant au domaine de l'Etat. — 4 février 1936. — K., n. 2725 (4 février 1936).

D. n. 2 du Ministère de l'agriculture et des forêts portant les régl. concernant le cadastre des travaux de génie dans les forêts et plaines incultes appartenant au domaine de l'Etat. — 4 février 1936. — K., n. 2725 (4 février 1936).

O. impériale n. 132 amendant l'organisation de la Station expérimentale forestière. — 26 juin 1936. — K., n. 2845 (27 juin 1936).

O. impériale n. 133 amendant l'ordonnance portant le tarif des droits pour les analyses, les expertises et les expériences effectuées par la Station expérimentale forestière. — 26 juin 1936. — K., n. 2845 (27 juin 1936).

D. n. 4 du Ministère de l'agriculture et des forêts amendant les régl. administratifs de la Station expérimentale forestière. — 13 juillet 1936. — K., n. 2858 (13 juillet 1936).

Edit impérial n. 12 amendant l'organisation de l'office des forêts et des plaines incultes de la Couronne. — 23 décembre 1936. — K., n. 2995 (24 décembre 1936).

Japon (Karafuto). — Arr. n. 6 du Gouvernement de Karafuto portant le régl. tendant à encourager le reboisement à Karafuto. — 5 mars 1936. — K., n. 2790 (23 avril 1936).

Arr. n. 9 du Gouvernement de Karafuto, amendant le régl. concernant la vente des produits des forêts et des plaines incultes appartenant au domaine de l'Etat à Karafuto. — 18 mars 1936. — K., n. 2794 (28 avril 1936).

Arr. n. 10 du Gouvernement de Karafuto, amendant le régl. concernant le timbrage des produits des forêts et des plaines incultes appartenant au domaine de l'Etat à Karafuto. — 18 mars 1936. — K., n. 2794 (28 avril 1936).

Arr. n. 19 du Gouvernement de Karafuto amendant le régl. concernant les associations pour la prévention des incendies dans les forêts et les plaines incultes. — 21 mai 1936. — K., n. 2854 (8 juillet 1936).

Mexique. — D. fixant la part qui reviendra aux Etats ou municipalités sur les bénéfices provenant de l'exploitation de la résine de sapote dans des forêts nationales situées sur leur territoire. — 16 mars 1936. — D. O., Tome XCV, n. 18 (21 mars 1936).

D. complétant le régl. du 8 septembre 1927 relatif à la l. forestière. (*Les terrains de bois et d'arbustes situés dans un rayon de deux cents mètres de chaque côté des routes fédérales seront soumis à une interdiction absolue d'exploitation et pourront être reboisés; ceux situés dans un rayon de deux kilomètres seront déclarés zones forestières de protection*). — 8 avril 1936. — D. O., Tome, XCV, n. 43 (20 avril 1936).

Arr. donnant des instructions relatives à la création de parcs nationaux, réserves forestières et réserves de faune sylvestre, dans la zone-frontière du nord. — 31 mai 1936. — D. O., Tome XCVII, n. 6 (7 juillet 1936).

D. instituant un Comité pour l'encouragement et la surveillance de la production, de l'exploitation et de l'exportation des richesses forestières dans les Etats de Vera-Cruz, Tabasco, Campeche, Chiapas et Yucatan, ainsi que dans le territoire de Quintana Roo. — 29 août 1936. — D. O., Tome XCVIII, n. 4 (4 septembre 1936).

Norvège. — L. n. 11 modifiant la l. du 12 février 1912, sur la protection des forêts. — 19 juin 1936. — N. L., n. 24, p. 735 (24 juin 1936).

Pologne. — Arr. du Ministre des finances sur la classification des terrains administrés par l'administration des forêts domaniales et visés par le plan d'aménagement des exploitations forestières. — 19 mai 1936. — D. U., n. 47, texte 343 (25 juin 1936).

Portugal. — D. n. 27001 instituant la Junte nationale des produits résineux. — 12 septembre 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 215 (12 septembre 1936).

D. n. 27164 portant création de la Junte nationale du liège. — 7 novembre 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 262 (7 novembre 1936).

Roumanie. — Arr. n. 837 du Conseil des ministres interdisant la coupe de noyers et l'exportation de bois de noyer sous n'importe quelle forme. — 24 avril 1936. — M. O., n. 105 (8 mai 1936).

Suède. — L. n. 380 modifiant les art. 4 et 5 de la loi du 15 juin 1923, n. 212, concernant la protection des forêts. — 26 juin 1936. — S. F., n. 380-382 (30 juin 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 413 du C. C. P. concernant les contrats avec les kolkhozy pour l'approvisionnement en bois et le flottage. — 3 mars 1936. — S. Z. R., n. 11, texte 95 (14 mars 1936).

Arr. n. 66/1162 du C. E. C. et du C. C. P. portant création de la Direction générale de la protection des forêts et du reboisement auprès du C. C. P. de l'U. R. S. S. et portant détermination de la zone de protection des eaux. — 2 juillet 1936. — S. Z. R., n. 35, texte 311 (23 juillet 1936).

Arr. n. 1432 du C. C. P. concernant la structure de la Direction générale de la protection des forêts et du reboisement auprès du C. C. P. de l'U. R. S. S. — 8 août 1936. — S. Z. R., n. 44, texte 379 (29 août 1936).

Union Sud-africaine. — L. n. 9 modifiant la l. de 1926, concernant les parcs nationaux. — 3 avril 1936. — U. S. A. G. G., Extraordinary, n. 2344 (7 avril 1936).

Vénézuéla. — D. organisant le service des forêts et des eaux et indiquant les crédits assignés audit. — 2 mars 1936. — G. O., n. 18898 (6 mars 1936).

C. adressée par le Ministre de l'agriculture aux Présidents des Etats, au Gouverneur du District fédéral ainsi qu'aux Gouverneurs des territoires fédéraux (*concerne la protection des forêts*). — 24 mars 1936. — G. O., n. 18913 (24 mars 1936).

Rés. interdisant, en vue d'éviter la disparition des arbres désignés sous le nom de petits orangers (« naranjillo ») et utilisés pour leur bois, l'exploitation desdits sur les terrains en friche ou appartenant à l'Etat; et invitant les conseils municipaux à prendre des mesures pour suspendre l'exploitation desdits arbres sur les terrains communaux, ou des particuliers. — 26 novembre 1936. — G. O., n. 19121 (26 novembre 1936).

Yougoslavie. — O. réglementant la production forestière concernant l'assainissement de l'industrie du bois. Ordonnance complétant la l. concernant la protection de l'industrie nationale du bois. — 28 février 1936. — S. N., n. 54-XI (7 mars 1936).

Instr. visant l'application de l'o. du 28 février 1936 concernant la réglementation de la production forestière, ainsi que l'assainissement de l'industrie du bois. — 14 mars 1936. — S. N., n. 66-XIII (21 mars 1936).

O. concernant l'organisation du Ministère des mines et forêts et des établissements qui en dépendent, ainsi que l'administration des forêts de l'Etat et des entreprises minières de l'Etat: (I: *Dispositions générales*; II: *Ministère et établissements*; III: *Economie des forêts et des mines*; IV: *Partie financière*; V: *Contrôle*; VI: *Personnel*; VII: *Commissions, centrale et locales, servant de Conseils techniques*; VIII: *Dispositions temporaires*). — 23 avril 1936. — S. N., n. 99-XXI (1^{er} mai 1936).

O. ayant force de l. et concernant la concession de terrains forestiers de l'Etat, ainsi que la liquidation des usurpations, dans l'ancienne Bosnie-Herzégovine (*constitution, — à l'aide de terrains usurpés, de petites forêts de pâturages dépassant les besoins des usagers, etc., — d'un fonds de terrains à concéder aux agriculteurs et de préférence aux anciens volontaires*). — 12 juin 1936. — S. N., n. 147-XXXV (30 juin 1936).

Régl. visant l'application de l'o. concernant la concession de terrains forestiers de l'Etat ainsi que la liquidation des usurpations dans l'ancienne Bosnie-Herzégovine. — 11 novembre 1936. — S. N., n. 300-LXXVI (28 décembre 1936).

CHAPITRE V.

LÉGISLATION DES AMÉLIORATIONS FONCIÈRES

Colombie. — L. n. 27 ordonnant l'étude et l'exécution de différents travaux visant le développement de l'agriculture. — 5 février 1936. — D. O., n. 23113 (18 février 1936).

Art. 1^{er}. — Dès la publication de la présente loi, le Gouvernement constituera une Commission technique composée d'experts en hydraulique et en agronomie pour effectuer les études nécessaires dans les terrains de la Ciénaga del Bajo Sinu, baignée par les eaux du bras d'*Aguas prietas*, dans le but de les utiliser pour l'agriculture et particulièrement pour la culture du riz.

Ladite Commission devra tout spécialement étudier: *a, b, c, d.* (*détails techniques*). — *Omissis*.

Art. 2. — La Commission de techniciens devra en outre étudier les méthodes de culture employées dans les régions de Sinu, La Mojana et San Onofre et rapportera, sur les études effectuées, au Ministère de l'Agriculture et du Commerce, en indiquant les mesures qu'il convient d'adopter pour améliorer et stimuler le développement agricole dans les régions susdites.

Art. 3. — Le Gouvernement devra également faire étudier, par des techniciens en la matière, la construction de digues pour l'irrigation de la région de Valledupar dans le but de développer l'agriculture dans tout ce secteur du Département de Magdalena.

Art. 4. — Le Gouvernement procédera en outre à la constitution, auprès du Ministère compétent, d'une Section technique permanente, chargée spécialement des études appropriées, dans les différentes régions du pays qui nécessitent des travaux spéciaux, soit en vue de l'irrigation soit en vue de l'assèchement, soit pour la régularisation des eaux permettant ainsi d'exploiter des zones incultes ou non exploitables pour l'agriculture jusqu'ici à cause de l'absence desdits travaux.

Art. 5. — *Omissis*.

Art. 6. — La présente loi entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Etats-Unis d'Amérique (Confédération). — L. visant l'électrification rurale et d'autres buts. — 20 mai 1936. — P., n. 605, 74th Congress, S. 3483 (1936).

Il est créé et établi par la présente loi une institution des Etats-Unis dénommée « Administration pour l'Electrification Rurale » dont les pouvoirs seront exercés par un Administrateur, qui sera nommé

par le Président, après avis et avec l'approbation du Sénat, pour une période de dix ans, et qui touchera un traitement de \$ 10.000 par an. La présente loi pourra être citée sous le nom de « Loi de 1936 concernant l'électrification rurale ».

Art. 2. — L'Administrateur est autorisé et a le pouvoir: de concéder des prêts dans les différents Etats et Territoires des Etats-Unis, pour l'électrification rurale et la fourniture d'énergie électrique aux personnes habitant dans les zones rurales, qui ne jouissent pas du service des stations centrales électriques, ainsi qu'il sera établi par la suite; de faire, ou de faire effectuer, toutes études, recherches et rapports concernant la situation et le développement de l'électrification des zones rurales dans les différents Etats et Territoires; et de publier et de répandre tous renseignements y relatifs.

Art. 3. — a) La Reconstruction Finance Corporation est, par les présentes, autorisée et chargée de concéder des prêts à l'Administrateur, sur sa demande approuvée par le Président, pour un montant ne dépassant pas, au total, la somme de \$ 50.000.000 pour l'exercice financier, prenant fin le 30 juin 1937, avec un intérêt de 3 % par an, garantis par les obligations des emprunteurs de l'Administrateur nommé en vertu des dispositions de la présente loi ou bien de l'Administrateur de l'Administration pour l'Electrification rurale établie par l'arrêté exécutif n° 7037. Toutefois aucun desdits prêts ne devra dépasser la somme correspondant à 85 % du capital des obligations constituant la garantie des prêts. En outre les obligations contractées pour financer la construction et le fonctionnement d'installations génératrices de courant, de réseaux ou systèmes de transmission ou de distribution devront être complètement amorties dans une période qui ne sera pas supérieure à 25 ans, et l'échéance des obligations contractées pour financer l'installation électrique dans des locaux et l'acquisition et l'installation d'équipements électriques et de plomberie ne dépassera pas les deux-tiers de la durée normalement garantie desdits avec un maximum de cinq ans. L'Administrateur est, par les présentes, autorisé à faire tout endossement, à exécuter tout instrument, et à faire tout acte ou toute opération qui seront nécessaires pour effectuer le transfert et l'assignation des dites obligations à la Reconstruction Finance Corporation.

b) Par les présentes, il est donné l'autorisation d'affecter, chaque année, à l'aide de toutes sommes du Trésor non affectées à quelque autre fin, pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1937 et à partir de cette date, pendant les huit années successives, la somme de \$ 40.000.000 aux buts visés par la présente loi, ainsi qu'il sera établi par la suite.

c) 50 % des sommes annuelles disponibles ou affectées aux fins de la présente loi seront répartis chaque année par l'Administrateur

parmi les différents Etats pour les prêts à accorder proportionnellement au nombre des fermes de chaque Etat, ne jouissant pas du service électrique des stations centrales, par rapport au nombre total de fermes dans les Etats-Unis ne jouissant pas du même service. L'Administrateur sera tenu, dans le délai de quatre vingt dix jours à partir du commencement de chaque année fiscale, de déterminer par rapport à chaque Etat et par rapport aux Etats-Unis, le nombre de fermes ne jouissant pas du dit service.

d) Les 50 % restants des dites sommes annuelles seront disponibles pour tous prêts à accorder dans les différents Etats et dans les Territoires, indépendamment de la répartition proportionnelle susvisée, pour le montant, pour chaque Etat et Territoire, que l'Administrateur jugera utile d'employer effectivement aux fins de la présente loi et pour mettre à exécution les dispositions visées à l'article 7. Toutefois, on ne pourra employer dans tout Etat ou Territoire plus de 10 % des dites sommes annuelles non réparties proportionnellement.

e) Au cas où une partie quelconque des sommes annuelles affectées aux buts de la présente loi ne serait pas prêtée ou engagée pendant l'année fiscale pour laquelle les dites sommes sont affectées, les sommes non prêtées et non engagées seront disponibles pour la concession de prêts par l'Administrateur pendant l'année ou les années suivantes, d'une manière non proportionnelle; toutefois dans nul Etat ou Territoire on ne devra employer une somme supérieure à 10 % des dites sommes; et en outre nul prêt ne devra être fait par la Reconstruction Finance Corporation à l'Administrateur après le 30 juin 1937.

f) Toute somme représentant le remboursement du capital et les intérêts des prêts faits par l'Administrateur en vertu de la présente loi sera comprise par le Trésor sous la rubrique: recettes diverses, sauf que toute somme représentant le paiement du capital et des intérêts des obligations constituant la garantie des prêts faits par la Reconstruction Finance Corporation à l'Administrateur sera payée à la Reconstruction Finance Corporation en remboursement de ces dits prêts.

France. — L. relative à l'exécution d'un plan de travaux destinés à combattre et à prévenir le chômage. — 18 août 1936. — J. O., n. 194 (20 août 1936).

Art. 1^{er}. — En vue de résorber le chômage, le Gouvernement est chargé de prendre par décrets délibérés en conseil des ministres, jusqu'au 31 décembre 1936, les mesures d'ordre administratif nécessaires pour préparer et exécuter un plan de grands travaux s'élevant, part des collectivités comprise, à un montant total de 20 milliards de francs, à réaliser en trois ans, en sus des programmes existants, et destiné à

améliorer l'outillage économique et l'équipement agricole, sanitaire, scientifique, artistique, scolaire, sportif, touristique, maritime et colonial du pays, comme à exécuter, en général, tous travaux nécessaires d'intérêt national.

Art. 2-11. —

Argentine. — D. n. 74979 abrogeant, dans tous les règl. concernant l'irrigation du pays, les dispositions permettant de suspendre la fourniture d'eau aux propriétés qui seraient débitrices des droits d'irrigation et des amendes y relatives. — 16 janvier 1936. — B. O., n. 12535 (8 avril 1936).

Canada (Manitoba). — L. modifiant la l. de 1935 concernant la réglementation du drainage des terres. — 7 avril 1936. — A. M., 1 Edw. VIII, ch. 20 (1936).

Costa-Rica. — L. modifiant la l. générale des routes, datée du 24 août 1921 et déjà modifiée par les l. n. 9 du 17 octobre 1924, n. 89 du 1^{er} août 1925 et n. 69 du 6 juillet 1931. (*Renferme des dispositions relatives aux expropriations, ainsi qu'aux obligations des propriétaires dont les biens sont situés au bord des routes*). — 10 août 1936. — L. G., n. 183 (12 août 1936).

Etats-Unis d'Amérique (Confédération). — L. autorisant le Ministre de l'agriculture à procéder à l'examen et au réaménagement des charges d'irrigation sur des terrains visés par des projets d'irrigation dans les zones réservées aux Peaux-rouges et visant d'autres buts. — 22 juin 1936. — P., 742-74th Congress, S. 1318 (1936).

Finlande. — Rés. du Conseil des ministres n. 115 modifiant l'art. 5 de la résolution du Ministère de l'agriculture du 16 janvier 1932, portant application du d. du 15 janvier 1932 établissant des primes aux petits agriculteurs pour travaux de défrichement et d'exploitation de pâturages. — 29 février 1936. — F. F., n. 109-115 (29 février 1936).

Guatemala. — Règl. concernant le service ou travail obligatoire sur les chemins publics, service établi antérieurement par les d. nos 1474 et 1783. (*chap. I: Juntas départementales et Comités locaux de l'agriculture et des chemins, chargés de coopérer avec l'Etat pour la construction et l'entretien des chemins ainsi que pour l'encouragement de l'agriculture et des industries agricoles. Obligation pour tous les hommes de fournir, sur les chemins publics, deux semaines de travail par an ou de payer un quetzal pour chacune de ces semaines, etc. etc.*). — 29 mars 1936. — D. C. A., Tome XVI, n. 39 (20 avril 1936).

Italie. — D. l. royal n. 5 autorisant le ministre des finances à accorder des garanties et des facilités aux travaux de colonisation. — 9 janvier 1936. — G. U., n. 14 (18 janvier 1936).

L. n. 1204 portant de nouvelles allocations pour les travaux de bonification intégrale. — 28 mai 1936. — G. U., n. 150 (1^{er} juillet 1936).

D. l. royal n. 1192 instituant une section autonome pour le financement des travaux publics en Ethiopie auprès du Consortium de crédit pour les travaux publics. — 8 juin 1936. — G. U., n. 149 (30 juin 1936).

D. l. royal n. 1203 portant des dispositions pour la construction des centres urbains de l'Agro Pontino et des contributions en faveur de l'Oeuvre nationale des anciens combattants pour les oeuvres de bonification foncière de l'Agro Pontino. — 8 juin 1936. — Supplément à la G. U., n. 149 (30 juin 1936).

D. royal n. 1528 modifiant le troisième alinéa de l'art. 30 du texte unique du 10 novembre 1905, n. 647, concernant la vérification des travaux de l'« Agro Romano ». — 18 juin 1936. — G. U., n. 192 (20 août 1936).

D. l. royal n. 2123 modifiant les plans financiers s'étendant sur plusieurs années pour la bonification intégrale, conformément au d. l. royal n. 1431 du 30 juin 1934, et suivants. — 29 octobre 1936. — G. U., n. 295 (22 décembre 1936).

Japon. — Arr. n. 8 du Ministère de l'agriculture et des forêts portant le régl. pour l'encouragement des travaux d'aménagement hydraulique forestier. — 20 juin 1936. — K., n. 2839 (20 juin 1936).

Grand-Duché de Luxembourg. — Arr. grand-ducal portant classement des installations de silos de fourrages verts d'une capacité supérieure à 20 m³ parmi les établissements industriels réputés dangereux, insalubres et incommodes. — 4 mai 1936. — M. L., n. 38 (11 mai 1936).

Pérou. — Rés. approuvant le régl. du service des administrations techniques des eaux d'irrigation, et abrogeant l'ancien régl. daté du 3 mars 1932. — 7 mars 1936. — E. P., 11^{ème} trimestre, n. 74 (1^{er} avril 1936).

Suède. — Arr. royal n. 119 modifiant les art. 1 et 2 de l'arr. du 30 juin 1933, n. 435, concernant la subvention d'Etat pour la construction de fumières. — 24 avril 1936. — S. F., n. 117-120 (25 avril 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 47/425 du C. E. C. et du C. C. P. concernant la prestation de travail de la population rurale à la construction et à la réparation des routes. — 3 mars 1936. — S. Z. R., n. 11, texte 88 (14 mars 1936).

CHAPITRE VI.

LÉGISLATION DE L'INDUSTRIE
DES PRODUITS VÉGÉTAUX

Allemagne. — D. concernant la concentration de l'industrie viticole allemande. — 21 octobre 1936. — RGbl., Teil I, n. 100, p. 915 (26 octobre 1936).

[Les dispositions sont presque identiques aux dispositions prises pour l'économie laitière (décret du 17 avril 1936, p. 221): une union centrale réunissant les associations viticoles des trois groupes des producteurs, des transformateurs et des distributeurs].

France. — L. tendant à favoriser la production des mistelles et des vins doux naturels. — 21 mars 1936. — J. O., n. 70 (22 mars 1936).

Art. 1^{er}. — Il est accordé aux fabricants de mistelles, sur les alcools qu'ils emploient au mutage, pour couvrir les déchets de fabrication constatés à leur compte, une déduction fixée au maximum:

à 3 % pour les alcools ayant servi à la fabrication des mistelles blanches;

à 5 % pour les alcools ayant servi à la fabrication des mistelles rouges.

Un décret déterminera les conditions d'application du présent article.

Art. 2. — Est autorisée, dans les débits dispensés de l'impôt de la licence par application de l'article 36 de la loi du 15 juillet 1914, la détention, ainsi que la vente des vins doux naturels bénéficiant d'une appellation d'origine:

a) en vertu de la présomption légale inscrite à l'article 24 de la loi du 6 mai 1919;

b) à la suite d'une déclaration souscrite au plus tard le 1^{er} juillet 1936, sous la réserve, dans ce dernier cas, que cette déclaration s'applique à la production de superficies sises dans le territoire d'une localité où la préparation de vins doux naturels a eu lieu au moins pendant huit années consécutives au 1^{er} janvier 1936.

Ces vins devront être exclusivement vendus en bouteilles portant sur les étiquettes les noms du fournisseur et la désignation de l'appellation.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés sera exécutée comme loi de l'Etat.

Argentine. — D. n. 92740 réglementant l'importation, la fabrication, la mise en récipients et la vente des cidres. — 19 octobre 1936. — B. O., n. 12694 (26 octobre 1936).

Art. 1^{er}. — Tout cidre que l'on importe, ou élabore, que l'on met en circulation, qu'on garde en dépôt ou que l'on met en vente sera soumis aux dispositions portées par le présent règlement.

Art. 2. — Sera considérée comme cidre ou cidre pur, la boisson obtenue par la fermentation alcoolique normale du jus de pommes fraîches avec ou sans mélange de jus de poires dans une proportion maximum de 10 %.

Sera tolérée la désignation de cidre champagne pour les produits gazeux, pourvu que sur les étiquettes, l'écriture des deux mots soit des mêmes dimensions, type de lettres, relief et couleur.

Art. 3. — Toutes boissons imitant le cidre pur et tous mélanges, quelle que soit la proportion, seront classés comme « boissons artificielles » et ne pourront être désignés par aucune dénomination contenant le mot de cidre.

Art. 4. — Aux effets visés par le présent règlement, seront considérés comme cidres non purs, et par suite classés comme « boissons artificielles »:

a) Les cidres dérivant de l'utilisation des résidus de fruits pressés.

b) Les cidres auxquels on aura ajouté des substances qui, même étant naturelles dans les cidres purs, modifient ou changent le rapport entre leurs composants.

c) Les cidres contenant moins de 4 ou plus de 7 degrés d'alcool, avec une tolérance à l'analyse de 0,2 degré tant dans un cas que dans l'autre. Sont exceptés les cidres non alcoolisés qui pourront contenir 0,5 % d'alcool, au maximum.

d) Les cidres contenant moins de 16 grammes par litre d'extract sec réduit, en entendant comme tel l'extract que l'on obtient en soustrayant de l'extract total à 100 degrés les quantités de sucre dépassant un gramme par litre.

e) Les cidres contenant moins de 1,80 gramme de cendres par litre, avec 0,20 gramme de tolérance à l'analyse en moins.

Art. 5. — Seront considérés comme impropres à la consommation:

a) Les cidres corrompus, manifestement troubles, avariés, d'un goût ou d'une odeur désagréables, ou altérés de quelque manière, et les cidres ayant une acidité volatile dépassant 2,50 grammes par litre, exprimée en acide acétique.

b) Les cidres auxquels on aura ajouté l'une des substances prohibées en vertu de l'article 7 du présent règlement.

Art. 6. — Seront considérées comme pratiques ou manipulations licites, les opérations ci-après énumérées:

Dans les moûts. — L'adjonction de tanin, phosphate d'ammonium cristallisé ou phosphate de chaux pur; l'emploi de levures choisies et le traitement par l'anhydride sulfureux ou les bisulfites alcalins purs pourvu que la quantité retenue par la boisson élaborée ne dépasse pas 150 milligrammes d'anhydride sulfureux total, par litre.

Dans les cidres. — Le mélange entre eux de cidres purs et propres à la consommation.

La clarification et le filtrage moyennant l'emploi de l'albumine, gélatine ou colle de poisson purs et de tout autre produit expressément autorisés; la pasteurisation; l'adjonction d'acide tartrique ou citrique à raison de $\frac{1}{2}$ gramme au maximum par litre; l'adjonction d'anhydride carbonique pur; l'incorporation de saccharose, et le traitement par l'anhydride sulfureux ou par les bisulfites alcalins, aux conditions établies pour les moûts au paragraphe précédent du présent article.

Art. 7. — Il est interdit de colorer artificiellement les cidres, de même que d'ajouter des matières édulcorantes artificielles, des anti-ferments, des antiseptiques ou produits de conservation, des essences ou des substances aromatiques qui contribuent à rehausser l'odeur naturelle du cidre, et, en général, l'adjonction de tout autre produit non autorisé expressément par le Pouvoir Exécutif.

Les prohibitions visées ci-dessus seront applicables aux boissons artificielles imitant le cidre.

Reste interdite la fabrication, la circulation, la possession et la vente en contravention aux dispositions du présent règlement, de tout produit, de toute substance aromatique et de tout extrait destinés à l'élaboration des cidres.

Art. 8. — Seront considérées comme pratiques ou manipulations frauduleuses:

a) Toute pratique ou manipulation tendant à modifier la composition des produits purs par des méthodes non expressément autorisées, ou à en dissimuler l'altération.

b) L'exhibition, la réclame, ou la vente des substances destinées à effectuer les dites manipulations.

c) La vente des substances auxquelles se rapporte la lettre b) sous une nomenclature ou dénomination susceptible de faire croire qu'avec lesdites substances il est possible de préparer des boissons qui remplacent légalement, d'une façon partielle ou totale, les produits purs.

Art. 9. — Tout cidre, avant d'être importé dans le pays, et tout cidre indigène avant d'être livré à la consommation, devra être préalablement analysé par les Laboratoires Chimiques Nationaux.

La Direction Générale des Laboratoires Chimiques Nationaux établira les méthodes d'analyse qui devront être appliquées aux cidres et demandera l'avis du Pouvoir Exécutif dans tous les cas où l'on sollicitera toute modification au présent décret, requise par le progrès technique et par l'évolution de l'industrie.

Art. 10. — Le présent décret sera considéré comme réglementant les lois 4.363, 11.252, et 11.275, dont les peines seront appliquées d'après la nature de l'infraction.

Art. 11. — Le présent décret sera contresigné par le Ministre des Finances et le Ministre de l'Agriculture.

Art. 12. —

Grande-Bretagne et Irlande du Nord. — L. portant réorganisation de l'industrie sucrière (*l. concernant l'institution d'une commission pour le sucre, la fusion en un seul organisme des sociétés fabriquant le sucre avec des betteraves indigènes, la concession d'assistance financière audit organisme et aux dites sociétés, et la réorganisation de l'industrie sucrière*). — 21 mai 1936. — 26 Geo. 5 & 1 Edw. 8, ch. 18 (1936).

CONSTITUTION D'UNE COMMISSION DES SUCRES.

Art. 1^{er}. — (1) Il sera constitué une commission, appelée la Commission des Sucres (désignée par la suite « la Commission »), qui aura pour tâche de surveiller la culture de la betterave sucrière ainsi que la fabrication, le raffinage, la vente et la consommation du sucre au Royaume-Uni, de conseiller et assister le Ministre et la Trésorerie dans les questions concernant l'industrie sucrière, qu'ils pourraient lui soumettre, et d'exercer toutes autres fonctions qui lui auraient été confiées par la présente loi ou par un accord conclu en conformité avec celle-ci et approuvé par le Ministre.

(2) La Commission sera composée d'un président et de quatre membres, au plus, nommés par le Ministre avec le consentement de la Trésorerie. Sauf disposition contraire du présent article, tout membre de la Commission exercera, et cessera d'exercer, ses fonctions d'après les termes du décret par lequel il aura été nommé.

(3) Aucun membre de la Commission ne pourra être élu député ni siéger à la Chambre des Communes.

(4) Nul ne pourra être nommé membre de la Commission si, pendant les cinq années qui ont précédé sa nomination, il a exercé l'industrie de la fabrication ou du raffinage du sucre, ou a été directeur, fonctionnaire ou employé d'une entreprise exerçant une de ces deux industries.

(5) Tout membre de la Commission sera tenu de vendre ou céder, dans les trois mois qui suivront sa nomination, toute participation qu'il pourrait posséder, soit en son propre nom soit au nom d'un autre,

mais à son profit, dans une entreprise tant de culture de betterave sucrière ou de canne à sucre que de fabrication ou de raffinage de sucre ainsi que toutes valeurs industrielles du même genre. Aussi longtemps qu'il exerce ses fonctions, aucun membre de la Commission n'aura le droit d'acquérir, pour son profit, des participations à des entreprises semblables ni des valeurs émises par elles; et, si un membre de la Commission obtient, par testament ou succession ou de toute autre manière, une participation ou des valeurs pareilles, il devra les vendre ou les céder dans les trois mois qui suivront leur acquisition. Toutefois, si un membre de la Commission est à même de convaincre le Ministre que la participation qu'il possède est suffisamment indirecte ou telle par sa nature même qu'elle ne saurait avoir aucune influence sur sa conduite dans l'exercice de ses fonctions, le Ministre pourra le dispenser par écrit de l'observation des dispositions relatives du précédent paragraphe.

(6) Lorsqu'un membre de la Commission cesse d'être qualifié pour l'exercice de ses fonctions ou, sans avoir obtenu l'exemption mentionnée ci-dessus, néglige de se conformer aux dispositions du précédent paragraphe, le Ministre déclarera immédiatement que ses fonctions ont pris fin, et publiera sa décision de la manière qu'il aura jugée opportune; après quoi les fonctions dont il s'agit deviendront vacantes.

Art. 2. — (Employés, dépenses et procédure de la Commission).
(*Omissis*).

RÉORGANISATION DE L'INDUSTRIE SUCRIÈRE BRITANNIQUE.

Art. 3. — (1) Les sociétés mentionnées à la première colonne de la Première Partie de la 1^{re} Annexe à la présente loi (appelées par la suite « les sociétés transmettantes ») seront, d'après les accords approuvés par le Ministre avec le consentement de la Trésorerie, fusionnées en une société anonyme à responsabilité limitée, enregistrée en conformité de la loi de 1929 sur les sociétés, société qui sera constituée à cet effet, avec l'approbation et le consentement des mêmes autorités, sous le nom de British Sugar Corporation, Ltd. (appelée par la suite « la Corporation »). En conséquence, les entreprises exercées par les sociétés transmettantes dans les usines énumérées à la deuxième colonne de ladite Partie de ladite Annexe et tels actifs et passifs de ces sociétés, qui auront formé l'objet des accords relatifs, seront transférés à la Corporation.

(2) Si, passé un mois depuis la promulgation de la présente loi, les sociétés transmettantes n'auront pas été fusionnées, ni les entreprises, avec leurs actifs et passifs, transférées en vertu d'un accord, comme il est dit plus haut, le Ministre invitera la Commission — sauf s'il a raison de croire que la fusion et le transfert auront lieu aussitôt

que faire se pourra – à rédiger, et à lui soumettre, des projets relatifs de fusion et de transfert, et tout projet semblable entrera en vigueur dès qu'il aura été confirmé par un arrêté du Ministre, rendu avec le consentement de la Trésorerie, à la date indiquée dans ledit arrêté. Les dispositions énoncées dans la II^{ème} Partie de la I^{re} Annexe à la présente loi trouveront leur application en ce qui concerne la préparation, le contenu, la rédaction, la confirmation et l'effet de tout projet similaire.

(3) Aucun accord ni projet ne sera approuvé ni confirmé d'après les règles établies au présent article s'il ne contient des dispositions que le Ministre et la Trésorerie jugeront aptes à garantir que les affaires de la Corporation seront conduites en tenant dûment compte de l'intérêt public ainsi que de la nécessité d'une production satisfaisante en Grande-Bretagne de sucre fabriqué avec de la betterave indigène et d'une organisation adéquate de la vente d'un tel sucre. Et, une fois approuvés ou confirmés, comme il est dit ci-dessus, ni le statut de la Corporation ni les dispositions réglant la participation des différentes sociétés fusionnées ne pourront être modifiés sans l'approbation du Ministre, concédée avec le consentement de la Trésorerie.

(4) Tout acte accompli en vue de la remise à la Corporation, d'après les accords approuvés ou un projet confirmé en conformité avec les dispositions du présent article, d'une entreprise, des actifs ou des passifs d'une société transmettante sera réputé être du ressort de cette société; et nul acte semblable ne donnera aux possesseurs d'obligations ou d'autres titres d'une société transmettante, ni à d'autres personnes dans leur intérêt, le droit de s'en prévaloir pour y faire opposition.

(5) Lorsqu'un accord approuvé, ou un projet confirmé, en vertu du présent article, a prescrit l'échange des titres d'une société transmettante contre ceux de la Corporation, tout *trustee* ou toute autre personne agissant comme fiduciaire qui, à la date de la constitution de la Corporation, possédait, ou avait le droit de posséder, des titres de la société transmettante aura le droit de posséder des titres de la Corporation contre lesquels ceux-là auront été échangés.

Art. 4. — (1) Lorsque la Trésorerie a raison de croire que des obligations à émettre par la Corporation sont destinées à procurer à celle-ci un fonds de roulement, elle peut garantir, de la manière et sous les conditions qu'elle jugera opportunes, le paiement du capital et des intérêts des obligations ainsi émises.

Toutefois, la somme en capital des obligations ainsi garanties ne pourra dépasser au total une somme suffisant à la souscription d'un million de livres sterling.

(2) Toutes sommes dont aura besoin la Trésorerie pour faire face aux garanties concédées en vertu de la présente loi seront prélevées

sur le Fonds Consolidé du Royaume-Uni ou sur ses arrérages, et tout remboursement des sommes ainsi payées sera versé au Trésor.

(3) Aussitôt que possible, après la concession d'une garantie en vertu de la présente loi, la Trésorerie soumettra la documentation relative aux deux Chambres du Parlement.

(4) Lorsqu'une somme quelconque a été, en vertu de la présente loi, prélevée sur le Fonds Consolidé du Royaume-Uni ou sur ses arrérages, la Trésorerie soumettra aux deux Chambres du Parlement, aussitôt que faire se pourra après la clôture de l'exercice pendant lequel a eu lieu le premier versement, le relevé de tous versements pareils effectués à n'importe quelle époque ainsi que de tous remboursements effectués à ce sujet; un relevé semblable sera de même présenté chaque année suivante, à moins qu'il ne résulte du relevé présenté l'année précédente que toutes les sommes ainsi payées ont été remboursées.

Art. 5. — (1) Sauf disposition contraire du présent article, la Corporation sera tenue de conclure des contrats d'achat de betteraves indigènes, et cela aux termes et conditions qui auront été établis dans un accord intervenu, sur l'avis conforme de la Commission, entre la Corporation et l'Office de Vente des Betteraves Sucrières ou bien, là où un office semblable n'existe pas, entre la Commission et toute autre organisation que la Commission considérera comme suffisamment représentative des producteurs de la betterave indigène, ou enfin, faute d'un accord pareil, aux termes et conditions qui pourront être prescrits par une ordonnance de la Commission.

Toutefois, en vue d'obtenir que la quantité du sucre fabriqué par la Corporation en Grande-Bretagne avec de la betterave indigène qui lui est fournie chaque année soit, autant que possible, celle réputée normale, la Commission déterminera pour chaque année la surface des terres cultivées dont le produit pourra faire l'objet des contrats de livraison du genre défini ci-dessus à conclure par la Corporation pendant l'année en question; et la Corporation ne pourra conclure de contrats pareils en ce qui concerne la betterave produite, pour être livrée dans la même année, sur une extension de terrain supérieure.

(2) En vue d'éviter que soit dépassée la surface des terres cultivées quant à laquelle des contrats de livraison du genre désigné ci-dessus peuvent être conclus par la Corporation pour une année déterminée, il sera procédé de temps à autre, avec l'approbation de la Commission, à la détermination de la quantité de betteraves indigènes qui pourra être achetée à des particuliers par la Corporation, et cela moyennant soit un programme rédigé en vertu des Lois sur l'Organisation de la Vente des Produits Agricoles, promulguées de 1931 à 1933 et limitant la quantité des betteraves indigènes qui pourra être vendue par des particuliers à la Corporation, soit des accords, conclus

par la Corporation elle-même, et limitant la quantité des betteraves indigènes qu'elle pourra acheter à des particuliers.

(3) Tous contrats relatifs à des achats de betteraves indigènes par la Corporation, conclus à l'égard de l'année commencée le 1^{er} avril 1936:

a) devront être conformes, quant aux prix, aux dispositions contenues dans la II^{ème} Annexe à la présente loi; et

b) s'ils ont été conclus par le Ministre avant, ou depuis, la promulgation de la présente loi, aux termes et conditions prescrits, ils seront réputés conformes aux dispositions du présent article, et produiront les mêmes effets que s'ils avaient été conclus suivant les décisions de la Commission ou avec l'approbation de celle-ci.

Art. 6. — (1). La Corporation sera tenue de soumettre à la Commission, au plus tard un mois avant la fin de chaque année, un programme, rédigé dans la forme prescrite par la Commission et indiquant les mesures proposées quant à la production et la vente du sucre blanc par la Corporation dans l'année suivante; et la Commission approuvera ces mesures, par ordonnance, avec, le cas échéant, les modifications qu'après avoir consulté la Corporation elle aura réputé nécessaires dans l'intérêt public.

(2) Toute ordonnance de la Commission ratifiant, pour l'année, les mesures indiquées ci-dessus pourra être modifiée, pendant la même année, par une ordonnance successive, rendue en tenant compte de l'avis émis, ou des observations formulées, en la matière par la Corporation.

Art. 7. — (1) La Commission devra tenir un registre des raffineurs de sucre, et y transcrira les nom et adresse de chacun d'eux.

(2) Lorsque, après s'être conformée aux dispositions du présent article sur la publicité à donner à ses mesures et quant à l'audition des objections qui pourraient être soulevées à ce sujet, la Commission aura raison de croire qu'un raffineur de sucre n'a pas été enregistré en conformité avec les dispositions du présent article, elle pourra procéder d'office à la transcription de ses nom et adresse.

(3) Lorsque, après s'être conformée aux dispositions du présent article sur la publicité à donner à ses mesures et quant à l'audition des objections qui pourraient être soulevées à ce sujet, la Commission aura raison de croire qu'une personne enregistrée a cessé d'être un raffineur de sucre, elle supprimera ses nom et adresse sur le registre.

(4) Lorsque, à la suite d'observations qui lui auront été faites, la Commission aura raison de croire:

a) qu'une personne qui est un raffineur de sucre n'est pas enregistrée en conformité avec les dispositions du présent article; ou bien

b) qu'une personne enregistrée en conformité avec les dispositions du présent article a cessé d'être un raffineur de sucre, elle signifiera à l'intéressé (sauf si les observations relatives lui ont été faites

par celui-ci même) son intention, selon les cas, d'enregistrer ses nom et adresse ou de les supprimer sur le registre, à moins que, dans le délai indiqué dans la notification (et qui ne pourra être ni inférieur à quatorze jours, ni dépasser vingt-huit jours, à compter de la signification faite), il n'ait communiqué à la Commission son opposition; auquel cas la Commission devra, avant de décider, permettre à l'intéressé d'être entendu.

(5) Lorsqu'une personne lui demande, soit d'enregistrer ses nom et adresse, soit de les supprimer sur le registre pour avoir cessé d'être raffineur de sucre, la Commission devra, avant de décider, permettre à l'intéressé d'être entendu.

(6) La Commission signifiera à l'intéressé toute décision prise par elle en vertu du présent article; et toute personne qui croira avoir été lésée par une décision de la Commission pourra, dans le délai qui sera déterminé par les règles de la procédure et courra à partir de la signification faite, interjeter appel devant la Haute Cour, dont l'arrêt sera définitif.

(7) Quiconque pourra prendre communication, au bureau de la Commission et pendant les heures de bureau, du registre tenu en vertu du présent article et se faire délivrer, en payant un droit d'expédition d'un shilling, un certificat de la Commission, signé par le secrétaire ou par un autre fonctionnaire de la Commission dûment autorisé à cet effet, constatant que la personne qui y est nommée est, ou n'est pas, un raffineur enregistré et, dans l'affirmative, indiquant la date à laquelle elle a été enregistrée, ou a cessé de l'être. Tout certificat de ce genre sera réputé preuve suffisante des faits qui y sont énoncés.

Art. 8. — (1) Aussitôt que possible après la conclusion d'un accord intervenu entre la Corporation et d'autres raffineurs de sucre et relatif aux questions dont traite la III^{ème} Annexe à la présente loi, la Corporation sera tenue de soumettre cet accord au Ministre en vue d'en obtenir l'approbation. Une fois approuvé par un arrêté du Ministre, rendu après avis conforme de la Commission et avec le consentement de la Trésorerie, l'accord produira son plein effet, nonobstant toute disposition légale contraire quant aux accords visant les restrictions au commerce.

(2) Une fois expiré un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi, aucun accord de ce genre ne sera valable à moins d'avoir été approuvé par un arrêté, comme il est dit ci-dessus.

(3) Tout arrêté rendu en vertu du présent article sera aussitôt que possible soumis au Parlement, accompagné d'une expédition de l'accord approuvé par ledit arrêté.

Art. 9. — (1) Dès qu'un accord relatif au raffinage du sucre aura été approuvé conformément au précédent article, la Commission, après avoir entendu tous les raffineurs enregistrés, rédigera aussitôt

que possible, et soumettra au Ministre, un plan réglant la répartition des contributions à verser par tous les raffineurs enregistrés (sauf la Corporation elle-même), sans distinguer s'ils sont, ou non, parties contractantes — et cela de façon à répartir entre eux la responsabilité pour tous, ou certains, versements à effectuer à la Corporation en vertu de l'accord (soit avant, soit depuis l'entrée en vigueur du plan relatif) — et déterminant aussi le versement des contributions semblables à la Corporation pour acquit des sommes dues en vertu de l'accord.

(2) La Commission pourra en tout temps, après avoir entendu tous les raffineurs enregistrés, rédiger et soumettre au Ministre un plan réglant la répartition entre eux, ou entre certains d'entre eux, contractants ou non, de toute responsabilité, autre que celle dont il est question à l'alinéa précédent, qui pourrait résulter d'un accord relatif au raffinage du sucre; et tout plan semblable imposera aux parties en cause l'obligation de soumettre les contestations éventuelles à l'arbitrage d'une ou de plusieurs personnes, nommées selon les modalités prévues dans le plan lui-même.

DISPOSITIONS FINANCIÈRES.

Art. 10. — (1) Sous réserve des dispositions de la présente loi et des règlements d'administration publique y faisant suite en ce qui concerne les preuves exigées et d'autres matières pareilles, il sera concédé à la Corporation, sur les fonds votés par le Parlement, pour chaque *hundredweight* de sucre fabriqué par elle en Grande-Bretagne avec de la betterave indigène à partir du 1^{er} septembre 1936, une subvention dont le taux sera déterminé de temps à autre en vertu de la présente loi.

Toutefois, cette subvention ne sera pas concédée en vertu de la présente loi pour une quantité de sucre fabriquée avec de la betterave indigène achetée par la Corporation dans une année quelconque qui serait supérieure à la normale; et, si une quantité supérieure est fabriquée par la Corporation en Grande-Bretagne avec de la betterave indigène achetée par elle dans une année quelconque, la subvention ne sera payée que pour les premiers sucres ainsi fabriqués.

(2) Le total de la subvention à payer à la Corporation sera calculé sur la quantité du sucre fabriqué par elle avec de la betterave indigène par elle achetée dans une année quelconque, mais les versements à compte, calculés selon les règles établies en vertu de la présente loi quant au sucre ainsi fabriqué dans chaque semaine, seront effectués de temps à autre.

Art. 11. — (1) La subvention à l'égard du sucre ne deviendra due en vertu du précédent paragraphe que s'il aura été prouvé d'une manière jugée satisfaisante par le Ministre que:

a) le prix payé, ou stipulé à être payé, par la Corporation pour la betterave avec laquelle le sucre a été fabriqué n'était pas inférieur

au niveau minimum éventuellement établi pour le même type de betterave dans des contrats conclus en conformité avec les dispositions du premier paragraphe de l'article 5 de la présente loi;

b) les conditions approuvées par la Commission en vertu de la présente loi quant à la production et à la vente du sucre blanc par la Corporation ont été remplies;

c) aucune pièce en fait d'outillage, de machines, d'installations, de matériel ou d'autres articles n'ayant pas été entièrement fabriquée au Royaume-Uni n'a été, contrairement aux règlements édictés par la Commission en vertu du présent article, mise en œuvre ou employée dans l'usine dans laquelle a été produit le sucre.

(2) Aux effets de l'al. c) du précédent paragraphe, la Commission pourra interdire, par règlement, l'installation ou l'emploi, sans autorisation de sa part, de tous ou de certains types ou catégories d'outillage, machines, installations, matériel ou autres articles n'ayant pas été entièrement fabriqués au Royaume-Uni. Tout règlement semblable pourra être abrogé ou modifié par un règlement postérieur édicté par la Commission.

Art. 12. — (1) La Corporation suivra toutes les instructions imparties par le Ministre avec le consentement de la Trésorerie quant au placement en réserve — en vue de constituer un fonds de pensions au bénéfice de ses employés, de pourvoir aux cas de nécessité ou de compléter les dividendes — d'une partie des bénéfices réalisés dans une année quelconque, telle qu'elle aura été indiquée dans lesdites instructions. Partant, la Corporation placera, suivant les instructions imparties d'une façon analogue, chaque année où une subvention lui aura été payée en vertu de la présente loi, dans un fonds de réserve de dépréciation, destiné à couvrir le coût du remplacement de ses bâtiments, outillages, machines et installations, une somme qui ne pourra être inférieure à celle indiquée dans l'ordonnance rendue par le Ministre après avoir entendu la Commission et obtenu le consentement de la Trésorerie.

(2) Lorsque, d'après les instructions imparties par le Ministre en vertu du présent article, devront être placées d'une manière permanente les sommes versées dans les fonds de réserve, la Corporation se conformera à tout ce qui y aura été prescrit quant aux modalités suivant lesquelles devront être placées les sommes en question.

Art. 13. — Lorsque, après avoir entendu l'avis de la Commission, le Ministre aura raison de croire que la Corporation a enfreint certaine disposition de la présente loi ou des règlements d'administration publique y faisant suite, il pourra suspendre le paiement de la subvention qui lui est due jusqu'au moment où il aura pu constater que la disposition dont il s'agit a été observée ou bien, si les préjudices causés par l'infraction n'ont pu être entièrement compensés, qu'ils l'ont été, ou le seront, au moins dans la mesure du possible.

Art. 14. — (1) En vue de permettre de calculer, selon les dispositions du présent article, le taux effectif de la subvention à concéder à l'égard du sucre de toute polarisation, le Ministre déterminera annuellement, par arrêté rendu après avoir entendu l'avis de la Commission et obtenu le consentement de la Trésorerie, pour chaque année un taux par *hundredweight* (désigné par la suite « le taux prescrit ») à l'égard du sucre blanc; et ce taux sera déterminé en présumant que les conditions normales spécifiées au deuxième paragraphe de la Ière Annexe à la présente loi existeront pendant toute l'année.

Pour l'année commencée le 1^{er} avril 1936, le taux prescrit sera de cinq shillings et trois pence.

(2) Le taux normal de la subvention pour le sucre fabriqué dans une année quelconque sera le taux prescrit pour le sucre blanc et, à moins que l'arrêté déterminant le taux pour l'année n'en dispose autrement, pour celui d'une polarisation supérieure à 98° mais ne dépassant pas 99°. En ce qui concerne le sucre d'une polarisation inférieure, le taux normal de la subvention sera un taux par *hundredweight* fixé dans une proportion appropriée au taux prescrit.

(3) Le taux effectif de la subvention en vigueur d'après la présente loi pour le sucre de toute polarisation sera le taux normal dans le cas de ce type de sucre, et sera, en conformité avec les dispositions du troisième paragraphe de la IVème Annexe à la présente loi, adapté à ses variations dudit type normal.

(4) En vue d'encourager la Corporation, tant à mettre en pratique toutes les économies réalisables qu'à atteindre le plus haut rendement possible dans les affaires dont elle est chargée, le Ministre pourra, après avoir entendu l'avis de la Commission et obtenu le consentement de la Trésorerie, conclure avec la Corporation des accords établissant que, pendant une période indiquée dans ceux-ci, les taux prescrits seront calculés, selon les stipulations de l'accord, de façon à laisser bénéficier la Corporation d'une proportion déterminée de la diminution du coût de la subvention due aux économies réalisées par la Corporation ou au rendement supérieur obtenu par elle.

Toutefois, le Ministre devra soumettre au Parlement, aussitôt que faire se pourra, un exemplaire de tout accord semblable et, si une des deux Chambres du Parlement décide, dans les vingt-huit jours où elle a siégé à compter du dépôt de cet exemplaire sur son bureau, que l'accord doit être annulé, cet accord cessera immédiatement d'être valable, mais sans préjudice pour la conclusion d'un nouvel accord.

(5) Les dispositions suivantes seront applicables aux arrêtés rendus en vertu du présent article afin de déterminer le taux prescrit pour l'année:

a) Sauf stipulation contraire de tout accord conclu en vertu du précédent paragraphe, le taux prescrit sera déterminé comme si, en

raison du laps de temps écoulé depuis la fusion des sociétés transmettantes en la Corporation, toutes les économies possibles dérivées de cette fusion avaient été réalisées, et comme si le plus haut rendement possible avait été atteint dans les affaires dont est chargée la Corporation.

b) Sauf stipulation contraire de tout accord conclu en vertu du précédent paragraphe, le taux prescrit devra être, de l'avis de la Trésorerie, suffisant pour encourager la Corporation à persévérer dans ses efforts tendant à mettre en pratique toutes les économies réalisables et à atteindre le plus haut rendement possible dans les affaires dont elle est chargée, ainsi qu'à lui permettre (après s'être conformée aux instructions du Ministre quant aux réserves et avoir pourvu dans la mesure du nécessaire à toute autre matière approuvée par la Trésorerie) de réaliser des bénéfices équivalents à tels taux d'intérêt que la Trésorerie jugera adéquats en raison des circonstances existant au moment où l'arrêté a été rendu.

c) Tout arrêté de ce genre indiquera la somme minimum que la Corporation devra, en conformité avec les dispositions de la présente loi, verser à un fonds de réserve de dépréciation.

d) Tout arrêté de ce genre formulera des prévisions pour l'année en ce qui concerne le prix moyen du sucre brut ainsi que le revenu maximum.

e) Si, pendant l'année, un accord relatif au raffinage du sucre ou une de ses stipulations cessent d'être en vigueur, ou si ses termes sont modifiés, l'arrêté relatif pourra être abrogé par un autre, rendu par le Ministre après avoir entendu l'avis de la Commission et obtenu le consentement de la Trésorerie, et cette arrêté postérieur pourra déterminer le taux prescrit pour le reste de l'année.

f) Tout arrêté de ce genre sera soumis au Parlement aussitôt que faire se pourra, et entrera en vigueur à la date indiquée dans son texte.

Art. 15. — (1) Si, dans une année quelconque, la récolte de la betterave indigène est insuffisante par suite de conditions de culture défavorables, et si en conséquence la quantité de sucre fabriqué par la Corporation en Grande-Bretagne avec les betteraves qu'elle a obtenues dans cette année est inférieure à la normale, il sera — sous réserve qu'aient été observées les dispositions contenues dans les règlements d'administration publique faisant suite à la présente loi quant aux modes de preuve et questions semblables — versé à la Corporation, sur les fonds votés par le Parlement, une somme supplémentaire, calculée d'après les règles établies dans la Vème Annexe à la présente loi.

(2) Le montant du versement supplémentaire reçu par la Corporation pour une année quelconque sera distribué par elle, avec l'appro-

bation de la Commission, entre les producteurs de betteraves indigènes avec lesquels des contrats auront été conclus d'après les dispositions de l'article 5 de la présente loi, et en rapport avec les sommes dues à chacun d'eux en vertu de leurs contrats; et les sommes ainsi attribuées pourront être recouvrées par la Corporation, moyennant procédure sommaire, comme des dettes civiles.

Art. 16. — (1) Sous réserve qu'aient été observées les dispositions contenues dans les règlements d'administration publique faisant suite à la présente loi quant aux modes de preuve et questions semblables, il sera, sur les fonds votés par le Parlement, versé à l'égard du sucre fabriqué dans la période allant du 31 août 1935, au premier septembre 1936, pour laquelle la subvention est due en vertu des lois sur les subventions au sucre indigène promulguées dans les années comprises entre 1925 et 1935, les subventions suivantes:

a) à la Corporation, une subvention de 240.000 livres à titre de dépréciation, pendant le laps de temps précité, des bâtiments, outillages, machines et installations dans les usines transférées à la Corporation en vertu de la présente loi;

b) aux sociétés transmettantes, des subventions ne dépassant pas au total 315.000 livres à titre d'intérêts de leur capital.

(2) La Corporation versera dans un fonds de réserve de dépréciation, destiné à couvrir le coût d'amortissement de ses bâtiments, outillages, machines et installations, une somme égale aux subventions qui lui auront été payées en vertu du présent article.

(3) Le montant total des subventions à payer aux sociétés transmettantes en vertu du présent article à l'égard des sucres dont il a été question plus haut sera réparti entre les différentes sociétés dans les proportions déterminées d'accord entre elles et avec l'approbation du Ministre et la somme due à chaque société lui sera versée après que les accords auront été approuvés, ou un plan confirmé, d'après la présente loi en vue de la fusion de ces sociétés en la Corporation.

Art. 17. — (1) La Commission sera tenue d'étudier, et de communiquer à la Trésorerie le 31 mars 1941 au plus tard s'il conviendra, dans l'intérêt public, de modifier, en ce qui concerne le sucre fabriqué avec des betteraves indigènes, la différence existant entre les taux des droits d'octroi respectivement imposés sur le sucre blanc et sur le sucre d'une polarisation supérieure à 98° mais ne dépassant pas 99°; et, si elle considère qu'une modification est opportune, son rapport devra contenir des propositions concrètes quant à celle qui, selon elle, devrait adoptée.

(2) Dans l'exercice de ses fonctions en vertu du présent article, la Commission tiendra compte de la nécessité d'éviter toute perturbation inutile dans l'industrie sucrière, et particulièrement dans la fabrication, le raffinage et la vente du sucre.

TÂCHES SUPPLÉMENTAIRES DE LA COMMISSION DES SUCRES
QUANT À LA RÉORGANISATION DE L'INDUSTRIE SUCRIÈRE.

Art. 18. — (1) Aussitôt que faire se pourra après la promulgation de la présente loi, la Commission rédigera et soumettra au Ministre et à un Secrétaire d'Etat — d'accord avec l'Office de Vente des Sucres de Betterave (ou, si un tel office n'existe pas, avec telle autre organisation qui à son avis est suffisamment représentative des producteurs de betteraves indigènes) ainsi qu'avec la Corporation et avec tous les autres raffineurs enregistrés — un plan en vue d'encourager, d'aider et de guider les recherches scientifiques et l'enseignement dans toutes ou certaines matières concernant la culture de la betterave indigène ou la fabrication, le raffinage, la vente et la consommation du sucre.

(2) Tout plan à rédiger d'après le présent article devra prévoir en particulier:

a) la présentation au Ministre et au Département de l'Agriculture d'Ecosse, au moins une fois par an, de propositions en vue de réaliser les recherches scientifiques et l'enseignement mentionnés ci-dessus ainsi que de prévisions relatives au montant des dépenses à encourir pour l'application de ces propositions;

b) la répartition par la Commission de la somme nécessaire pour défrayer les dépenses estimées comme il est dit ci-dessus entre les producteurs de betteraves nationales, la Corporation et tous les autres raffineurs enregistrés, en tenant compte de la mesure dans laquelle, selon la Commission, les propositions affectent leurs intérêts respectifs;

c) la détermination des sommes à verser par tous les producteurs de betteraves indigènes, par la Corporation et par tous les autres raffineurs enregistrés, comme contribution au paiement des dépenses mentionnées ci-dessus ainsi que la perception de ces contributions.

Toutefois, il est entendu que les contributions à faire en vue de défrayer du montant des dépenses mentionnées ci-dessus ne pourra dépasser en aucune année une somme égale:

1^o) dans le cas de tout producteur de betteraves indigènes, à un penny par tonne de betteraves indigènes vendue par lui pour être livrée dans l'année à la Corporation;

2^o) dans le cas de la Corporation, à six pence pour toute quantité de sucre fabriqué ou raffiné par elle dans la même année et correspondant à une tonne de sucre blanc;

3^o) dans le cas de tout autre raffineur enregistré, à six pence pour toute quantité de sucre raffiné par lui dans l'année et correspondant à une tonne de sucre blanc.

(3) Toutes sommes perçues en conformité avec un plan rédigé en vertu du présent article seront versées dans un fonds de recher-

ches scientifiques et d'enseignement. Ce fonds sera administré par la Commission, et toute dépense, reconnue par le Ministre et par le Département de l'Agriculture d'Ecosse comme ayant été régulièrement encourue dans l'application des propositions approuvées par eux (y compris toutes dépenses faites par la Commission, le Ministre, le Secrétaire d'Etat ou le Département de l'Agriculture d'Ecosse ou pour leur compte), sera défrayée par le même fonds.

(4) Aussitôt que faire se pourra après la fin de chaque année, la Commission fera dresser, dans la forme approuvée par le Ministre et par le Département de l'Agriculture d'Ecosse, et soumettra au Ministre et au Secrétaire d'Etat, un bilan détaillé des revenus et des dépenses pour l'année en question du Fonds des Recherches Scientifiques et de l'Enseignement. Ce bilan sera, au plus tard le 30 novembre de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte, transmis au Contrôleur Général des Comptes, qui l'examinera, en vérifiera les chiffres, et soumettra au Parlement un exemplaire du bilan accompagné de son rapport y relatif.

(5) En ce qui concerne les plans qui ne seront pas applicables à l'Ecosse, le présent article restera en vigueur comme si les mots se référant au Secrétaire d'Etat et au Département de l'Agriculture d'Ecosse n'y figuraient pas.

Art. 19. — (1) Si, à un moment donné, la Commission est d'avis que, pour éliminer des procédés de faible rendement ou peu économiques dans le raffinage ou la vente du sucre, il conviendrait dans l'intérêt public (en tenant aussi compte de celui des consommateurs) qu'un contrôle fût exercé sur les établissements dans lesquels a lieu le raffinage du sucre, elle pourra, avec le concours du Ministre, prêté d'accord avec le Département du Commerce, rédiger, et lui soumettre, un plan (appelé par la suite « le plan des permis ») interdisant à quiconque d'exercer l'industrie de raffineur du sucre:

a) dans un bâtiment quelconque situé au Royaume-Uni, à moins qu'il ne soit couvert par un permis (désigné par la suite « le permis de raffineur ») concédant l'exercice de cette industrie dans le bâtiment en question, et délivré par une autorité compétente, dûment constituée en vue de l'exécution du plan et composée de personnes nommées par le Ministre; ou

b) d'une manière autre que conformément aux conditions imposées par le permis en vertu des pouvoirs conférés dans le plan.

(2) Tout plan des permis devra régler les questions suivantes:

a) Personne ne sera nommé membre de l'autorité chargée de délivrer les permis à moins que le Ministre n'ait constaté, après avoir entendu l'avis de la Commission, qu'il ne possède point de participation dans une entreprise de fabrication ou de raffinage de sucre pouvant l'influencer dans l'exercice de ses fonctions comme tel.

b) Les frais de l'autorité chargée de délivrer les permis (y compris tous droits, salaires et indemnités dus à ses membres) seront défrayés comme faisant partie des dépenses de la Commission en vertu du plan.

c) La délivrance des permis de raffineur à l'égard des édifices dans lesquels l'industrie du raffinage du sucre a été exercée à n'importe quel moment pendant les six mois qui ont précédé la présentation du plan au Ministre ne pourra être refusée avant que ne soit écoulée la période indiquée dans le plan, et qui ne pourra être inférieure à douze mois ni dépasser vingt-quatre mois, à compter de l'entrée en vigueur du plan.

d) La délivrance d'un permis de raffineur concernant un édifice quelconque ne pourra être refusée sinon pour des motifs indiqués dans le plan.

e) L'autorité chargée de délivrer les permis pourra subordonner leur concession, renouvellement ou transmission uniquement à telles conditions que, d'après les instructions imparties par la Commission, elle aura jugé nécessaires pour assurer un meilleur rendement ou une gestion plus économique du raffinage ou de la vente du sucre; et elle pourra révoquer les permis concédés lorsque ces conditions n'auront pas été observées.

f) Tout raffineur de sucre et toute personne désirant exercer cette industrie au Royaume-Uni qui se considéreraient comme lésés par un acte ou par une omission quelconque de l'autorité chargée de délivrer les permis pourront interjeter appel devant la Commission.

g) L'autorité chargée de délivrer les permis, ou la Commission sur appel, pourront attribuer des dommages-intérêts à toute personne lésée par le refus de renouveler ou de transférer un permis ou par l'effet des conditions auxquelles le renouvellement ou la transmission en question auraient été subordonnés. Le montant de ces dommages-intérêts sera évalué par un ou plusieurs arbitres, nommés de la manière indiquée dans le plan, et sera versé comme faisant partie des dépenses encourues par la Commission en vertu du plan.

h) Toutes dépenses encourues par la Commission en vertu du plan ou en rapport avec celui-ci seront défrayées par les contributions des raffineurs de sucre; et seront déterminées les modalités de la répartition et de la perception de ces contributions.

i) Pourront être exemptés, le cas échéant, de l'application de toutes ou de certaines dispositions du plan telles catégories de raffineurs de sucre ou tels raffineurs de sucre de telles catégories qui auront été indiqués dans le plan ou désignés par la Commission.

j) Toute personne munie d'une autorisation régulière écrite de la Commission pourra pénétrer dans les établissements indiqués

dans son pouvoir et les visiter à toute heure convenable, en tant qu'il s'agit d'établissements au sujet desquels la Commission a raison de croire qu'il s'y exerce une industrie de raffinage de sucre.

DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES CONCERNANT LES PLANS.

Art. 20. — (1) Tout plan rédigé d'après les dispositions de la présente loi en vue de régler la répartition des sommes à recouvrer en vertu de la même loi devra veiller à ce que:

a) toute personne lésée par la répartition desdites contributions puisse soumettre la question à un ou à plusieurs arbitres, nommés de la manière désignée dans le plan même;

b) les contributions en question puissent être perçues sur les personnes qui en sont débitrices, moyennant procédure sommaire, comme des dettes civiles, sans préjudice de tout autre moyen de les recouvrer.

(2) Tout plan rédigé d'après les dispositions de la présente loi pourra imposer aux personnes qui tombent sous son application l'obligation de posséder, et de soumettre sur demande à la Commission ou à tout fonctionnaire de celle-ci qui y serait régulièrement autorisé, toute documentation, prévisions, comptes, bilans et autres renseignements que la Commission jugerait utiles pour l'exécution du plan même, et il pourra pourvoir à toute autre question qu'elle considérerait comme nécessaire pour l'application, volontaire ou forcée, des dispositions du plan ou comme en découlant.

(3) Les dispositions des Lois sur l'Arbitrage promulguées dans les années comprises entre 1889 et 1934 ne seront pas applicables aux arbitrages fonctionnant en vertu de la présente loi à moins d'être expressément mentionnées dans le plan même ou dans les règlements d'administration publique faisant suite à la présente loi.

(4) Tout plan rédigé d'après les dispositions de la présente loi pourra être modifié par un plan postérieur, rédigé, présenté et approuvé ou confirmé de la même manière que le plan primitif, et les dispositions de la présente loi sur les plans seront en conséquence applicables à tout plan modifié, sauf qu'il ne sera point besoin que ce dernier contienne d'autres dispositions en dehors de celles qui seront nécessaires pour modifier un plan antérieur. Partant, les dispositions de la présente loi concernant les matières devant être comprises dans tout plan trouveront leur application au plan primitif dans sa forme modifiée par un plan postérieur quelconque.

(5) Toute personne qui commettra une infraction contre une disposition quelconque, autre que celles sur la perception des contributions, contenue dans un plan rédigé en vertu de la présente loi ou en dérivant, sera, si le plan attribue à une telle infraction un caractère délictueux, réputée avoir commis un délit prévu par la présente loi,

et sera passible, moyennant procédure sommaire, d'une amende dont le montant aura été déterminé dans le plan, mais qui ne saurait dépasser, pour une première infraction, 100 livres et, en cas de récidive, 500 livres.

Le présent paragraphe trouvera une application complémentaire, et non dérogatoire, de toute disposition contenue dans le plan en vue d'assurer, par d'autres moyens que des amendes, l'exécution des clauses, contenues dans un plan rédigé en vertu de la présente loi ou en découlant, autres que celles relatives à la perception des contributions.

(6) Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux plans rédigés en vertu de l'article 3 de la présente loi.

Art. 21. — (1) Les dispositions suivantes seront applicables aux plans des permis.

a) Après avoir rédigé le plan, la Commission en enverra un exemplaire à tous les raffineurs enregistrés, et tiendra compte des objections et observations formulées par eux à son sujet dans un délai de vingt-huit jours, ou dans tout délai ultérieur fixé par elle, à compter du jour de l'envoi du plan; et, si, à la suite de ces objections et observations, la Commission introduit dans le plan certaines modifications, elle devra les notifier à tous les raffineurs enregistrés.

b) Avant de soumettre au Ministre le plan élaboré par elle, la Commission publiera un avis, dans la forme indiquée par le Ministre, annonçant qu'un plan a été rédigé et indiquant le lieu où on pourra en prendre communication et en obtenir des exemplaires ainsi que leur prix (qui devra être approuvé par le Ministre) et le délai (qui ne pourra être inférieur à vingt-huit jours, à compter de la publication de l'avis) dans lequel des objections et observations au sujet du plan pourront être adressées au Ministre par écrit.

c) En soumettant le plan au Ministre, la Commission lui fera tenir aussi toutes les objections et observations qui lui seront parvenues au sujet du plan, et qui n'auront pas été retirées.

d) Lorsque le plan lui aura été soumis, le Ministre étudiera toutes objections et observations qui lui auront été adressées ou transmises à son sujet, et il pourra — le cas échéant, après enquête, s'il le juge utile — y introduire telles modifications qu'il réputera opportunes. Toutefois

1^o) si une objection a été régulièrement soulevée contre le plan par une personne que le Ministre croit avoir été lésée par son application, et n'a pas été retirée, le Ministre — à moins qu'il ne considère l'objection comme infondée, ou que le plan n'ait déjà subi une modification dans le sens désiré — devra, avant de prendre toute autre mesure au sujet du plan, ordonner une enquête publique, à laquelle il sera procédé selon les règles établies en vertu de la présente

loi, et prendre en considération le rapport de la personne qui aura dirigé l'enquête; et,

2^o) si le Ministre introduit lui-même des modifications dans le plan, il chargera la Commission de les notifier à tous les raffineurs enregistrés.

e) A moins que, dès qu'il a été satisfait aux dispositions précédentes du présent article, les deux majorités requises des raffineurs enregistrés ne lui aient communiqué leur acceptation du plan dans sa forme modifiée, le Ministre s'abstiendra de toute démarche ultérieure quant au plan.

f) Sous réserve des dispositions précédentes du présent article, si, après avoir consulté le Département du Commerce, le Ministre a raison de croire que le plan est conforme à l'intérêt public et assurera un meilleur rendement de l'industrie du raffinage du sucre, et qu'il tient suffisamment compte des intérêts des consommateurs, il pourra soumettre au Parlement un projet de plan; et, si le plan est approuvé par les deux Chambres, le Ministre rendra un arrêté approuvant le plan dans les termes du projet, après quoi le plan entrera en vigueur à la date indiquée dans ledit arrêté.

(2) Si, à un moment donné, les deux majorités requises des raffineurs enregistrés lui notifient leur désir que le plan soit abrogé, le Ministre devra, à moins qu'après avoir consulté le Département du Commerce il n'ait raison de croire qu'une mesure pareille ne serait point dans l'intérêt public, abroger par arrêté le plan, qui cessera d'être en vigueur à la date indiquée dans l'arrêté.

(3) Aux effets de l'al. e) du premier paragraphe du présent article ainsi que du précédent paragraphe, les majorités requises des raffineurs enregistrés sont:

a) les raffineurs enregistrés qui, selon le Ministre, sont capables de produire plus de la moitié de la quantité de sucre raffiné que peuvent produire tous les raffineurs enregistrés; et

b) plus de la moitié du nombre des raffineurs enregistrés.

(4) Si, à un moment donné, il le croit utile, le Ministre pourra inviter la Commission à donner, de la manière qu'il lui aura indiquée, avis public de son intention de procéder éventuellement à l'abrogation d'un plan des permis en vigueur. Tout avis semblable indiquera le délai dans lequel des objections et observations écrites contre l'abrogation du plan pourront être adressées au Ministre. Si, après avoir étudié les objections et observations semblables qui lui auront été présentées, et, le cas échéant, après les enquêtes auxquelles il aura jugé opportun de procéder, et enfin après avoir consulté le Département du Commerce et la Commission, le Ministre a raison de croire qu'un clause quelconque du plan ou un acte ou une omission quelconque de l'autorité chargée d'après le même plan de délivrer les

permis est contraire aux intérêts des consommateurs ou à ceux d'un nombre considérable de personnes lésées par le plan, et qu'elle n'est pas dans l'intérêt public, il soumettra au Parlement un projet d'arrêté abrogeant le plan et si chaque Chambre décide d'approuver l'arrêté, le Ministre prendra un arrêté abrogeant le plan dans les termes du projet d'arrêté, et ce plan cessera alors d'être en vigueur à la date indiquée dans l'arrêté.

(5) L'abrogation d'un plan des permis ne préjugera en rien la rédaction et l'approbation, en vertu de la présente loi, d'un autre plan des permis.

Art. 22. — (1) Les dispositions suivantes trouveront leur application dans le cas d'un plan élaboré en vertu de la présente loi, ceux rédigés d'après l'article 3 de la même loi ou d'après un plan des permis exceptés.

a) Avant de soumettre au Ministre le plan qu'elle a élaboré, la Commission en enverra des exemplaires à toutes les personnes et organisations qu'elle est tenue de consulter au préalable en vertu de la présente loi; elle examinera toutes objections et observations qui lui auront été faites par ces personnes et organisations à ce sujet dans le délai de quatorze jours ou dans tout délai ultérieur qu'elle aurait elle-même concédé, à compter du jour de l'envoi des exemplaires du plan à leur adresse; et, en transmettant le plan au Ministre, elle lui fera parvenir aussi toutes objections et observations similaires qui n'auront pas été retirées.

b) Lorsque le plan lui aura été soumis, le Ministre examinera toutes objections et observations qui lui seront parvenues à son propos, et pourra — après enquête, s'il le croit utile — introduire dans le plan toutes modifications qu'il jugera opportunes.

Toutefois, s'il introduit dans le plan des modifications, le Ministre invitera la Commission à les notifier à toutes les personnes et organisations à qui, d'après les dispositions précédentes du présent article, elle était tenue d'envoyer un exemplaire du plan, et il examinera toutes les objections et observations qui lui auront été adressées à ce sujet dans le délai indiqué dans la notification relative.

c) Dès qu'il aura été satisfait aux dispositions précédentes du présent article, le Ministre pourra confirmer par arrêté le plan et, une fois confirmé, celui-ci entrera en vigueur à la date indiquée dans l'arrêté.

d) Aussitôt que possible après avoir pris l'arrêté confirmant le plan, le Ministre soumettra au Parlement le plan et son arrêté. Si, dans les vingt-huit jours suivants pendant lesquels une des Chambres du Parlement aura siégé, à compter du dépôt de ces documents sur son bureau, cette Chambre décide que l'arrêté doit être abrogé, l'arrêté en question cessera immédiatement d'être valable, mais sans

préjudice de la validité des actes accomplis jusque là en vertu de ses dispositions ni de l'élaboration et de la confirmation d'un nouveau plan.

(2) En ce qui concerne tout plan relatif aux recherches scientifiques et à l'enseignement et applicable en Écosse aussi bien qu'en Angleterre et au Pays de Galles, toute mention du Ministre dans le présent article sera interprétée comme se référant au Secrétaire d'État.

SALAIRES ET CONDITIONS DE TRAVAIL.

Art. 23. — (1) Les salaires payés par la Corporation aux personnes qu'elle emploie dans la fabrication du sucre subventionnée en vertu de la présente loi ou par tout raffineur de sucre muni de permis aux personnes qu'il emploie dans son industrie aussi bien que les conditions de travail des personnes ainsi employées ne pourront être — sauf en cas d'accord contraire entre les patrons et les organisations représentant les ouvriers ou de décision rendue par un conseil industriel paritaire — moins favorables pour les personnes employées de cette façon que les salaires qui seraient payés, et les conditions qui seraient observées, en vertu d'un contrat conforme aux principes établis dans une résolution de la Chambre des Communes en vigueur au moment donné et applicable aux contrats de travail passés par l'Administration; et, si une contestation est soulevée quant aux salaires à payer ou aux conditions à observer d'après les dispositions du présent article, elle devra être soumise par le Ministre, sauf solution contraire, à la décision de la Cour Industrielle.

(2) Lorsqu'une affaire aura été portée devant elle en vertu du présent article, la Cour Industrielle devra, en statuant, tenir compte de toute détermination, dont elle aurait eu connaissance, intervenue quant aux salaires et aux conditions de travail de personnes employées d'une capacité semblable à celle des personnes qui sont engagées dans la contestation, notamment s'il s'agit d'une décision rendue par un Conseil Industriel Paritaire, un Office de Conciliation ou toute organisation semblable, ou bien d'un accord entre organisations représentant les patrons et les ouvriers.

(3) Dès qu'un jugement aura été rendu par la Cour Industrielle dans une contestation qui lui avait été soumise en vertu du présent article, il deviendra, dès le prononcé du jugement, ou à partir d'une date postérieure indiquée par la Cour, une clause implicite du contrat de travail entre le patron et les ouvriers qu'il concerne que le taux des salaires à payer, ou les conditions de travail à observer d'après le contrat resteront conformes à ce jugement, aussi longtemps qu'ils n'auront pas été modifiés selon les dispositions du présent article.

Art. 24-33 (*Omissis*).

Tableaux omis.

Hongrie. — L. V de 1936 sur la réglementation de la préparation, de la manipulation et du commerce des vins et sur l'interdiction du frelatage des vins. — 8 février 1936. — O. T. (14 février 1936).

CHAPITRE I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 1^{er}. — Le vin est une boisson alcoolique provenant de la fermentation alcoolique du jus de raisin frais.

Le vin d'aszu est un vin provenant de la fermentation alcoolique des raisins secs, passerillés ou atteints par la pourriture noble ou bien du lavage de leur marc avec du moût ou du vin produit au même lieu.

Le vin rouge est un vin provenant de la fermentation du jus de raisins noirs avec les peaux ou avec du marc.

Le siller est un vin rouge obtenu par pression des raisins noirs, mais qui n'a pas fermenté avec les peaux ou avec le marc.

Le moût de raisin est le jus séparé de la grappe qui n'a pas encore fermenté.

Le moût de vendange est le jus qui n'a pas encore ou pas tout à fait fermenté et qui contient tous les éléments des grappes foulées.

Le marc de raisin est la substance composée des peaux, des pépins et des rafles, restant après le pressurage du raisin.

La lie de vin est le dépôt restant après le soutirage du vin fermenté et épuré.

La lie de vin solide est la substance restant après le pressurage de la lie de vin.

Art. 2. — Aux fins de l'utilisation rationnelle du raisin et du moût ainsi que de la manipulation rationnelle du moût et du vin, les procédés ci-dessous établis peuvent être appliqués, et les matières indiquées ci-dessous peuvent être employées au cours de ces procédés:

- 1) la concentration du moût;
- 2) l'amélioration du moût et du vin avec du moût concentré ou avec des raisins secs (passerillés) du pays, entre les limites fixées dans l'article 5 de la présente loi;
- 3) l'amélioration du moût et du vin par l'addition d'eau de vie de vin pure ayant au moins 92 % d'alcool en volume, entre les limites et sous les conditions fixées dans l'article 6 de la présente loi;
- 4) le sulfitage du moût et du vin ainsi que le méchage des tonneaux et des récipients avec du soufre à 99 %, exempt d'arsenic ou de l'acide sulfureux liquide pur exempt d'arsenic, et en outre avec du métabisulfite de potassium (pirosulfite de potassium), entre les limites fixées dans l'article 8 de la présente loi;
- 5) l'emploi, pour le nettoyage des tonneaux, des bouteilles et des bouchons, pour la préparation de réactifs pour le collage des vins et pour le traitement des vins avariés, d'eau-de-vie de vin pur ayant

au moins 92 % d'alcool en volume, de façon que par ce procédé la teneur en alcool du vin n'augmente pas de plus d'1 % en volume;

6) la désacidification du moût et du vin avec du carbonate de chaux pur;

7) le collage du vin avec les produits de collage suivants: colle d'esturgeon et de silure, gélatine, acide tannique, blanc d'œuf, lait frais écrémé, produits de caséine pur, argile espagnole, kaolin, en outre le ferrocyanure de potassium, ce dernier seulement sous le contrôle des autorités, enfin l'acide citrique en cas de casse blanche;

8) l'amélioration de la couleur du moût et du vin avec du caramel ou du saflor;

9) le filtrage du moût ou du vin, ayant un faux goût ou une fausse couleur, avec du noir animal ou végétal pur;

10) la champagnisation du vin avec de l'acide carbonique pur;

11) l'emploi pour le moût et le vin de levure sélectionnée aux fins de la fermentation ou de la refermentation de vin mal fermenté, en outre l'addition au moût et au vin de 40 grammes de carbonate d'ammonium pur au maximum par hectolitre, en vue de favoriser l'action de la levure;

12) le lessivage du marc frais et sain ou de la lie d'un autre vin avec du moût et du vin pour l'améliorer - avec la restriction fixée dans l'article 27 pour la région vinicole de Tokajhegyalja;

13) le soutirage, le filtrage, le mutage du moût et du vin, en général, toute opération servant à la conservation du moût et à la conservation et au vieillissement du vin, mais n'introduisant aucune matière étrangère dans le moût ou dans le vin;

14) la congélation du moût et du vin pour la concentration; mais il n'est permis de concentrer le vin par congélation que jusqu'à une teneur maximum de 22,5 % d'alcool en volume;

15) le coupage des moûts et des vins, conformément aux restrictions contenues dans l'article 14 de la présente loi.

Aux fins d'expérimentation, le ministre de l'agriculture peut autoriser l'application de procédés et l'emploi de matières autres que ceux prévus par les dispositions insérées dans le présent article, mais la vente des boissons ainsi fabriquées est interdite.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture est autorisé à modifier et à amender par décret, parmi les restrictions de principe de la présente loi, les dispositions de l'article 2 de la présente loi, relatives aux procédés et à l'emploi des matières autorisées à cet effet, dans l'intérêt de la manipulation rationnelle du moût et du vin.

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture réglementera par décret le mode de concentration du moût (point 1 de l'article 2), le mode de congélation du vin (point 14 de l'art. 2), ainsi que les modalités de la fabrication du miel de moût, de la gelée de raisin, de la marmelade

de raisin provenant du moût concentré, et, en général, des différents produits du raisin et du moût.

Art. 5. — En vue de suppléer au manque de sucre naturel, il est permis, jusqu'à la fin du mois de janvier de l'année succédant à l'année des vendanges, d'ajouter au moût ou au vin nouveau, qui n'a pas encore été soutiré, du moût concentré ou du raisin passerillé dans une quantité qui augmente tout au plus la teneur en alcool du vin complètement fermenté de 3 % d'alcool en volume, et celle-ci ne peut dépasser 12 % d'alcool en volume.

Ce procédé d'amélioration doit être déclaré avant son application à l'inspecteur du district viticole et vinicole royal hongrois compétent.

En cas de demande dûment motivée, le ministre de l'agriculture peut autoriser, cas par cas, une amélioration excédant la teneur d'alcool fixée dans le paragraphe premier.

Pour l'amélioration des moûts et des vins nouveaux, produits sur le territoire réservé de Tokajhegyalja, il n'est permis d'employer que du moût provenant de la concentration de moûts produits sur le territoire réservé de Tokajhegyalja, ou de raisins passerillés qui y sont produits.

L'addition de moût concentré ou de raisins flétris au vin n'est permise que pour la fabrication de vins de liqueur et de vins-types (art. 38 et 39).

Art. 6. — Le ministre de l'agriculture peut autoriser l'addition d'eau-de-vie de vin pure au vin, ou au moût en vue de:

1) la préparation des vins, qualifiés de vins-types, de qualité, caractère et composition constants (art. 38);

2) l'amélioration de la récolte des années défavorables sur la base de l'avis de la station centrale d'essai viticole et vinicole royale hongroise, mais tout au plus de façon que la teneur en alcool du vin n'excède pas la teneur en alcool des vins des crus favorables de la région en question;

3) la fabrication de vins de liqueur (vermouth) (art. 39);

4) la production de vins servant à la fabrication du vinaigre;

5) la préparation de mistelles et

6) la production de vins pour les buts de distillation (Brennwein).

L'eau-de-vie de vin employée dans les cas énumérés aux points 1, 3 et 5 doit contenir au moins 92 % d'alcool en volume, et dans les cas énumérés aux points 4 et 6 au moins 70 % d'alcool en volume.

Pour assurer la douceur naturelle des vins de szamorodni, du más-lás et des vins d'aszú, produits dans la région vinicole de Tokajhegyalja, et pour sauvegarder la teneur en sucre naturel des moûts ayant une teneur en sucre de 24 degrés de Klosterneuburg, produits dans la région vinicole de Tokajhegyalja, il est permis d'employer de l'eau-de-

vie de vin aux conditions établies dans les articles 29 et 30 de la présente loi.

Le Ministre de l'agriculture fixe par décret les modalités d'emploi de l'eau-de-vie de vin, ainsi que celles de la préparation du vin (Brennwein) servant à la distillation.

Art. 7. — Sur la demande de l'acheteur, le vendeur est obligé, avant la conclusion de la vente, de porter à la connaissance de ce dernier, de façon à ne laisser subsister aucun doute, que le moût ou le vin a été amélioré avec du moût concentré ou avec du raisin sec passerillé (art. 5) ou avec de l'eau-de-vie de vin (art. 6).

Cette disposition ne se rapporte pas à la mise en vente au détail du moût ou du vin directement pour les consommateurs.

Art. 8. — Dans le cas du sulfitage du moût et du vin ainsi que du méchage des tonneaux (cuves) avec du soufre pur exempt d'arsenic, ou de l'acide sulfureux liquide pur exempt d'arsenic (point 4 de l'art. 2), un litre de moût sulfité ne peut contenir tout au plus que 300 milligrammes au total, ou 80 milligrammes d'acide sulfureux libre, le litre de vin sulfité tout au plus 300 milligrammes au total, ou 60 milligrammes d'acide sulfureux libre.

En cas de sulfitage avec du métrasulfite de potassium (pirosulfite de potassium), un litre de vin sulfité ne peut contenir, tout au plus, que 1,1 gramme d'acide sulfureux exprimé en acide sulfureux (SO_4) et 0,92 gramme exprimé en anhydride sulfureux (SO_2).

Art. 9. — En dehors des matières énumérées à l'article 2 de la présente loi, il est interdit d'ajouter n'importe quelle autre substance au moût et au vin ou d'en faire usage pour leur manipulation; il est, en outre, aussi interdit d'employer ou d'utiliser les matières autorisées, au-delà de la mesure permise.

Le moût et le vin qui ont été produits ou traités avec des matières non autorisées ou qui ont été fabriqués d'une façon non permise doivent être considérés comme falsifiés.

Art. 10. — Il est interdit de mettre en vente ou de faire entrer ou de tenir en magasin dans les locaux (cave, pressoir, salle de cuvage etc.), servant à la manipulation ou à l'emmagasinage des vins, les matières dont l'emploi n'est pas permis pour la fabrication ou pour la manipulation des boissons tombant sous les dispositions de la présente loi.

En outre, il est interdit de donner des conseils et de fournir des indications concernant la préparation ou la manipulation illicite des boissons tombant sous les dispositions de la présente loi, ou de les propager d'une façon quelconque.

Art. 11. — Les boissons tombant sous les dispositions de la présente loi ne peuvent être mises en vente que dans un état sain et conforme aux exigences, et seulement sous les dénominations fixées par la présente loi.

La teneur en alcool des vins mis en vente pour la consommation publique ne peut être inférieure à 9 % d'alcool en volume.

Il est interdit de mettre en vente pour la consommation publique des vins malades, avariés, ainsi que des vins tournés dont la teneur en acide volatil, exprimée en acide acétique, excède pour le vin blanc 1,2 gramme par litre, pour le vin rouge et le vin rosé 1,4 gramme et pour le vin de paille 2,0 grammes.

Art. 12. — Le territoire réservé de la région vinicole de Tokaj-hegyalja est fixé par l'article 25 de la présente loi. Le ministre de l'agriculture fixe par décret le territoire et la dénomination des autres régions vinicoles.

Suivant le besoin, le ministre de l'agriculture peut aussi déclarer territoire réservé d'autres régions vinicoles.

Art. 13. — Les vins (moûts) ne peuvent être mis en vente qu'avec la dénomination ou la désignation se rapportant à la région vinicole, à la localité, au lieu de production, ou au cépage et à la qualité, ou au nom ou à la cave du producteur qui correspond vraiment à l'origine, au caractère et au mode de préparation du vin (moût).

Le ministre de l'agriculture fixe par décret les vins de grands crus dignes d'une plus grande protection, dont l'origine doit être justifiée au cours du contrôle de l'autorité par un certificat d'origine, ainsi que les vins de crus qui ne peuvent être mis en vente que munis du bulletin de contrôle de l'Etat.

Art. 14. — Les vins (moûts) coupés avec des vins (moûts) provenant de la même région vinicole, de la même localité ou du même lieu de production, peuvent être mis en vente avec la dénomination se rapportant à la région vinicole, à la localité ou au lieu de production en question.

En cas de coupage de vins (moûts) provenant de différentes régions vinicoles, localités ou lieux de production ou qui sont obtenus de différents cépages, il n'est pas permis de mettre en vente le vin (moût) avec une dénomination se rapportant à une région vinicole, localité ou lieu de production, on bien à un cépage que si 75 % au moins du vin (moût) coupé provient de la région vinicole, localité ou lieu de production employé dans la dénomination, où a été vendangé du cépage mentionné dans la dénomination et que le vin (moût) coupé a gardé, malgré le coupage, les qualités caractéristiques de la région, de la localité ou du lieu de production, et du cépage en question.

Il est interdit de couper:

1) du moût ou du vin avec le moût ou le vin obtenu d'hybrides producteurs directs, excepté les vins rouges obtenus de producteurs directs dont l'emploi aux fins du coupage est autorisé par décret par le ministre de l'agriculture. Le pourcentage de coupage de ces derniers est fixé par décret du ministre de l'agriculture,

- 2) du moût ou du vin avec du vin de liqueur (vermouth),
- 3) du moût ou du vin produit dans le pays avec du vin étranger, et enfin
- 4) du moût ou du vin avec le jus fermenté d'autres fruits.

Le coupage des vins de Tokajhegyalja tombe sous les dispositions contenues dans l'article 26 de la présente loi.

Art. 15. — Il est interdit de mélanger le moût des cépages producteurs directs (hybrides) avec le moût des raisins du pays.

Le moût et le vin provenant des cépages producteurs directs, qui doivent être vendangés séparément, ne peuvent être mis en vente qu'avec la dénomination se rapportant explicitement au cépage producteur direct en question et pour les buts et dans la mesure à fixer par le ministre de l'agriculture.

Art. 16. — Les dispositions de la présente loi se rapportent aussi aux moûts, vins et eaux-de-vie de vin importés de l'étranger.

Les vins de liqueur (p. ex. Sherry, Malaga, Madeira, Marsala, Xérès, vins de Corinthe, de Cypre, de Porto etc.) alcoolisés ou doux, figurant sur le marché mondial comme des spécialités des pays vinicoles étrangers, ne peuvent être mis en vente que s'ils correspondent en tout point aux règles juridiques en vigueur à leur lieu de production et que leur teneur en alcool n'excède pas 22,5 % d'alcool en volume.

Ces vins doivent être pourvus, pendant leur emmagasinage (en cave, en dépôt etc.), ainsi qu'à l'occasion de leur mise en vente, d'une désignation apparente de leur provenance étrangère, de leur cépage et de leur qualité.

Art. 17. — Il est permis à quiconque de presser et de mettre en vente le vin contenu dans la lie non avariée de vin de sa propre production.

Les marchands de vin ainsi que les aubergistes (cabaretiers) peuvent aussi presser et mettre en vente le vin contenu dans la lie de vin (lie de vin liquide) non avariée, à condition que la lie de vin non avariée provienne du moût acheté directement du producteur et qui a fermenté dans leur cave, ou de la lie du vin qui n'a pas encore été soutiré. Les modalités du pressage et de la mise en vente sont fixées par le ministre de l'agriculture.

La lie de vin ainsi que le marc ne peuvent être mis en vente que pour la fabrication industrielle.

Il est interdit de fabriquer des boissons semblables au vin par l'addition d'eau à la lie de vin.

Art. 18. — Il est interdit de mettre en vente sous le nom de vin ou de n'importe quelle autre dénomination de vin de fruits (p. ex. vin de pommes, vin de groseilles, etc.) les boissons ne provenant pas de la fermentation alcoolique du jus de raisins, mais de la fermentation alcoolique du jus d'autres fruits frais.

Il est de même interdit de mettre en vente sous le nom de vin les boissons provenant de la fermentation alcoolique d'autres matières sucrées (p. ex. hydromel, etc.).

Art. 19. — Partout où dans la présente loi figure le mot de mise en vente, il ne faut pas seulement comprendre la vente de la marchandise, mais aussi son aliénation et son nantissement, quelle que soit la façon dont il y est procédé, ainsi que la publication, la recommandation y relative ou n'importe quelle autre offre ainsi que leur entremise.

Art. 20. — Ceux qui s'occupent de la mise en vente en petites quantités des boissons tombant sous les dispositions de la présente loi (marchands de vins, aubergistes, cabaretiers, débitants de boissons, etc.) sont obligés de munir les cuves, les tonneaux ou, en général, les récipients d'où le vin est tiré dans le récipient servant directement à la consommation, d'une désignation indiquant la qualité ou le type des boissons emmagasinées dans leurs caves, dépôts ou dans leurs débits.

Art. 21. — Les caves, dont le commerce annuel moyen atteint 4.000 hectolitres, sont tenues d'employer pour la manutention de leurs vins un maître caviste diplômé de l'école vinicole et viticole.

Les maîtres cavistes qui, avant 1930, ont été employés sans interruption pendant trois ans dans les mêmes caves, sont considérés comme les maîtres cavistes diplômés de l'école professionnelle.

Art. 22. — Les grandes maisons de vins ne peuvent employer dans leur firme une désignation se rapportant à une certaine région vinicole, à un certain lieu de production ou à un certain producteur que dans le cas où la vente des vins de la région, du lieu de production ou du producteur en question constitue la branche de commerce principale de leurs entreprises.

Art. 23. — Il est interdit d'employer sur l'étiquette des vins, mis en vente en bouteilles, un dessin et un texte pouvant induire en erreur les consommateurs. Les étiquettes des bouteilles doivent en tout temps faire ressortir le nom et l'établissement, soit du producteur soit des caves effectuant la mise en bouteilles.

Sur les étiquettes des vins d'aszu, il faut aussi faire ressortir, en caractères identiques à la dénomination du vin d'aszu, le lieu de provenance du vin d'aszu.

Art. 24. — Le ministre de l'agriculture est autorisé à mettre en blocage, dans les années où la production de vins du pays excède sensiblement les besoins intérieurs et la quantité pouvant être écoulée à l'étranger, le stock de vins excédentaire avec l'obligation de le notifier ultérieurement à la législation.

Le ministre de l'agriculture fixe par décret les règlements relatifs à la mise en blocage.

CHAPITRE II. — DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES AUX VINS DE TOKAJHEGYALJA.

Art. 25-33. —

Art. 34. — Il est interdit aux personnes (producteurs, marchands, etc.), s'occupant dans la région vinicole de Tokajhegyalja du commerce de moûts ou de vins, d'importer ou de tenir en dépôt sur le territoire réservé de la région vinicole de Tokajhegyalja du moût concentré, du raisin sec, du raisin de Corinthe, du raisin passerillé, des fruits du midi pouvant servir au frelatage du vin, et des produits chimiques contenant des matières aromatiques.

Les personnes exploitant un commerce d'épices, de comestibles ou d'autres commerces analogues — dans le cas où elles ne s'occupent pas du commerce de vins en gros — les personnes exploitant un restaurant, un café ou d'autres entreprises semblables, enfin les consommateurs directs, ne peuvent importer dans la région vinicole de Tokajhegyalja et y tenir en magasin les produits mentionnés dans l'alinéa précédent que dans une quantité nécessaire à la marche normale de leur commerce, à l'exploitation de leurs entreprises et aux besoins de leurs ménages.

Art. 35. — Les gares de chemins de fer et les stations de bateaux ainsi que les bureaux de postes, se trouvant sur le territoire réservé de la région vinicole de Tokajhegyalja, sont tenus d'aviser cas par cas, avec la communication du nom de l'expéditeur et du destinataire, l'inspecteur d'arrondissement viticole et vinicole compétent du territoire réservé de la région vinicole de Tokajhegyalja de l'arrivée des livraisons de moût concentré, de raisins secs, de raisins de Corinthe, de fruits du midi, de sucre ou de sirop de sucre dépassant un quintal ainsi que toute livraison d'alcool dépassant un hectolitre.

Art. 36. — Le ministre de l'agriculture fixe par décret, d'accord avec le ministre du commerce et des communications, les règles nécessaires pour le contrôle de l'observation des dispositions insérées au chapitre II de la présente loi.

CHAPITRE III. — DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LE VIN-TYPE, LE VIN DE LIQUEUR (VERMOUTH), LES MISTELLES, LE VIN MOUSSEUX, LE VIN GAZÉIFIÉ, LE VIN DE MARC, L'EAU-DE-VIE DE VIN (ESPRIT DE VIN) ET LE VIN MÉDICINAL.

Art. 37. — En tant que les dispositions spéciales du présent chapitre III n'en disposent autrement, les dispositions générales du chapitre 1^{er} de la présente loi sont aussi applicables pour la préparation, la manipulation et la mise en vente du vin-type, du vin de li-

queur (vermouth), de la mistelle, du vin mousseux, du vin gazéifié, du vin de marc, de l'eau-de-vie de vin et du vin médicinal.

Art. 38. — Le vin-type est un vin dont les propriétés spéciales ou la qualité spéciale provenant d'une certaine région vinicole, d'un certain lieu de production, d'un certain cépage, sont fixées d'une façon constante par un procédé convenable (coupage etc.) ou par un traitement convenable.

Seuls les entrepreneurs disposant de caves convenablement installées peuvent obtenir une licence du ministre de l'agriculture pour la préparation et la mise en vente des vins-types.

Le ministre de l'agriculture fixe par décret les règlements détaillés concernant la préparation, la dénomination, la mise en vente et le contrôle des vins-types.

Art. 39. — Le vin de liqueur (vermouth) est un vin dont la teneur en extrait, en sucre et en alcool est élevée à un haut degré par l'addition dans une mesure plus grande de moût concentré (raisin passerillé) et d'eau-de-vie de vin.

Le vin employé comme produit essentiel pour la fabrication de vin de liqueur (vermouth) doit au moins avoir une teneur en alcool de 12 % d'alcool en volume. Les vins ayant une teneur en alcool minimum de 12 % d'alcool en volume, qui sont préparés de moût amélioré avec du moût concentré (art. 5), peuvent aussi être employés pour le but ci-dessus. On ne peut cependant employer pour le but précité les vins dont la teneur en alcool a été élevée à 12 % d'alcool en volume par l'addition d'eau-de-vie de vin. Sur la base d'une demande dûment motivée, le ministre de l'agriculture peut permettre, selon le cas, comme produit essentiel pour la fabrication de vin de liqueur (vermouth), l'emploi de vins dont la teneur en alcool est inférieure à 12 % d'alcool en volume.

On peut aussi employer du raisin sec (passerillé) du pays, du moût concentré, du vin congelé et de l'eau-de-vie de vin pure, ayant au moins 92 % d'alcool en volume, pour la préparation des vins de liqueur (vins de vermouth), ainsi que certains ingrédients pour la fabrication du vermouth.

La teneur en alcool des vins de liqueur (vins de vermouth) ne peut dépasser 22,5 % d'alcool en volume.

On ne peut fabriquer des vins de liqueur (vins de vermouth) que sur la base d'une licence obtenue préalablement du ministre de l'agriculture.

Le ministre de l'agriculture fixe par décret les modalités de la fabrication des vins de liqueur (vins de vermouth).

On ne peut mettre en vente du vin de liqueur que sous la dénomination formelle de « vin de liqueur » et du vin de vermouth que sous la dénomination formelle de « vermouth ».

L'étiquette des vins de liqueur (vins de vermouth) mis en vente, ainsi que tous les papiers d'affaires ou imprimés relatifs à leur mise en vente (publication, recommandation, offre, etc) doivent contenir l'indication de la firme et de l'établissement du fabricant ou du vendeur.

Art. 40. — La mistelle (moût muté) est une boisson dans laquelle la fermentation du moût, ou la continuité de la fermentation est mutée par l'addition d'eau-de-vie de vin pure ayant au moins une teneur en alcool de 92 % d'alcool en volume (point 5 de l'art. 6).

Le ministre de l'agriculture fixe, d'accord avec le ministre des finances, les règlements détaillés se rapportant à la mise en vente des mistelles.

Art. 41. — Le vin mousseux est un vin riche en acide carbonique, dans lequel l'acide carbonique s'est développé par la voie de cuvage ou de fermentation naturelle en bouteille, en y ajoutant du sucre au vin et dans lequel l'acide carbonique a été retenu.

Il est permis d'additionner au vin mousseux du liquide (liqueur) employé d'habitude pour la fabrication du vin mousseux.

Pour la mise en vente du vin mousseux l'étiquette et le bouchon de la bouteille doivent contenir l'indication du nom et de l'établissement du fabricant.

Ces dispositions se rapportent aussi au vin mousseux provenant de l'étranger (art. 16).

Art. 42. — Le vin gazéifié est un vin semblable au vin mousseux, riche en acide carbonique, qui est saturé d'acide carbonique par voie artificielle.

Le vin gazéifié ne peut être mis en vente que sous le nom de « habzóbor » (vin gazéifié). Il est interdit de remplacer la dénomination de « habzóbor » (vin gazéifié) par la traduction étrangère de ce mot.

Pour la mise en vente du vin gazéifié, l'étiquette et le bouchon de la bouteille doivent contenir l'indication du nom et de l'établissement du fabricant.

Ces dispositions se rapportent aussi au vin gazéifié provenant de l'étranger (art. 16).

Art. 43. — Le vin de marc (piquette) est une boisson semblable au vin que l'on obtient par voie de fermentation en ajoutant de l'eau au marc de raisin frais.

Il n'est permis à quiconque de fabriquer du vin de marc qu'avec du marc de raisin de sa propre production et pour sa consommation domestique et seulement pour les exploitants dont les vignobles ne dépassent pas une superficie de 2 jugars cadastraux.

On doit entendre par consommation domestique la quantité de vin de marc consommée par la famille du producteur ainsi que par les domestiques et les ouvriers.

La quantité du vin de marc que l'on peut fabriquer annuellement en vue de consommation domestique ne peut excéder le besoin annuel en vin de marc du producteur. Les producteurs ne peuvent, en aucun cas, produire plus de 5 hectolitres de vin de marc par an.

Il est interdit aux producteurs, s'occupant de la vente et de l'achat de moût, de vin ou de raisin servant à la fabrication du vin, ou du débit de vins, ou de leur vente en détail, de fabriquer du vin de marc.

Il est interdit d'employer pour la fabrication du vin de marc du marc de raisin ayant plus de trois jours.

Pour la fabrication du vin de marc, il n'est permis d'employer qu'une seule fois le même marc de raisin et il n'est permis d'ajouter au marc qu'un quart d'eau au maximum de la quantité de moût de goutte.

Il n'est pas permis d'employer pour la préparation du vin de marc des produits autres que du marc de raisin et de l'eau.

En vue du traitement rationnel du vin de marc, il n'est permis de procéder au soutirage, au filtrage, au collage du vin de marc, ainsi qu'à des opérations servant à la conservation du vin de marc, que si ces opérations n'introduisent pas des matières étrangères dans le vin de marc.

Il est interdit d'ajouter de l'eau au vin de marc fermenté.

Les récipients contenant du vin de marc doivent, en tout temps, comporter l'inscription « vin de marc ».

La mise en vente du vin de marc est interdite.

Le producteur qui désire fabriquer du vin de marc est tenu de déclarer préalablement son intention à la mairie de la commune compétente, avec la désignation du lieu, de la date et de la quantité de vin de marc qu'il désire fabriquer.

Les mairies des communes sont tenues, sur la base des déclarations qui y ont été faites, de procéder au contrôle de la fabrication et de l'emploi du vin de marc.

Art. 44. — L'eau-de-vie de vin (esprit de vin) est un liquide alcoolique fabriqué exclusivement par voie de distillation du vin naturel.

L'eau-de-vie de vin comme boisson alcoolique est une boisson qui est préparée exclusivement par voie de vieillissement convenable de l'eau-de-vie de vin, éventuellement par l'addition d'ingrédients convenables et qui contient en quantité nécessaire des matières aromatiques qui se sont développées pendant le vieillissement de l'eau-de-vie de vin.

L'eau-de-vie de vin comme boisson alcoolique doit au moins contenir 38 % d'alcool en volume.

Le ministre de l'agriculture fixe par décret les règlements relatifs à l'emploi, au traitement, à la dénomination et à la mise en vente de l'eau-de-vie de vin comme boisson alcoolique, ainsi qu'à la fabrication

des autres boissons alcooliques tombant sous les dispositions de la présente loi.

Par eau-de-vie de vin, mentionnée aux points 3 et 5 de l'article 2 et aux articles 6, 29, 30, 39 et 40 de la présente loi, il faut chaque fois comprendre un liquide alcoolique.

Art. 45. — Le vin médicinal est un vin ayant un but curatif.

Pour la fabrication et la mise en vente des vins médicaux (vins de pharmacie), admis au Codex pharmaceutique hongrois officiel, il faut s'en tenir aux prescriptions du Codex pharmaceutique hongrois.

Le ministre de l'intérieur, d'accord avec le ministre de l'agriculture, peut permettre la fabrication et la mise en vente de vins médicaux ne figurant pas dans le Codex pharmaceutique hongrois officiel.

Il n'est permis de vendre des vins médicaux, contenant des remèdes (spécialités de vins médicaux), que dans les pharmacies et dans les drogueries.

Les dispositions de la présente loi ne se rapportent aux vins médicaux (spécialités de vins médicaux), qu'en ce qu'il n'est permis d'employer, comme produit essentiel ou matière première, pour la fabrication des vins médicaux que du vin naturel conforme aux dispositions fixées par la présente loi.

CHAPITRE IV. — DISPOSITIONS RELATIVES AU CONTRÔLE

Art. 46. — Le contrôle de l'observation des dispositions de la présente loi est exercé par des agents chargés directement par les autorités administratives et le ministre de l'agriculture.

Les autorités et les agents de contrôle sont autorisés à procéder à un examen des lieux, avec l'assistance de la force publique le cas échéant, dans n'importe quel local servant à la fabrication, au traitement, au placement et à la mise en vente ou au traitement des boissons tombant sous les dispositions de la présente loi, de prendre des échantillons de ces boissons et de ces produits, d'examiner les livres d'affaires, les annotations, les comptes et les autres écrits et d'en prendre éventuellement copie.

La Poste royale hongroise et les entreprises publiques de transports en commun sont tenues, dans le but de favoriser le contrôle des autorités, de communiquer sur la demande des agents en fonction les données relatives au transport des boissons et des divers autres produits tombant sous les dispositions de la présente loi.

Le ministre de l'agriculture fixe par décret les règlements détaillés relatifs à la procédure à suivre au cours du contrôle des autorités.

Art. 47. — Celui qui met à profit, pour sa propre personne ou pour le compte d'une autre personne, un secret d'affaire ou d'entre-

prise, dont il a pris connaissance au cours de son inspection officielle, effectuée en vertu de la présente loi, commet un délit passible d'une peine allant jusqu'à un an d'emprisonnement.

Art. 48. — Seront créés un conseil national de viticulture et d'œnologie, avec le concours des représentants des ministres intéressés, pour discuter des questions d'ordre professionnel viticole et vinicole, donner des avis et faire des propositions dans les questions professionnelles de principe, reviser les expertises et pour diriger les conseils communaux viticoles,

des commissions de contrôle des vins pour représenter les intérêts de la production, du commerce et de la consommation, ainsi que pour donner des avis en matière de commerce et d'écoulement des vins,

et une commission d'experts pour l'examen des boissons et d'autres produits tombant sous l'application des dispositions de la présente loi.

Le ministre de l'agriculture fixe par décret les règlements relatifs à la création et à l'organisation du conseil et des commissions.

CHAPITRE V. — DISPOSITIONS PÉNALES ET FINALES.

Art. 49-59. —

Art. 60. — Les lois IX de 1924 et X de 1929 sont abrogées.

Dans le cas où une règle de droit se réfère aux dispositions des lois IX de 1924 et X de 1929, il faudra entendre les dispositions y relatives de la présente loi.

Art. 61. — La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication et son exécution est confiée au ministre de l'agriculture d'accord avec les ministres intéressés.

Suisse (Confédération). — Arr. du Conseil fédéral concernant l'utilisation de la récolte de fruits à pépins de 1936 et l'approvisionnement du pays en fruits de table et en fruits à cuire. — 1^{er} septembre 1936. — R. L. F., n. 31 (2 septembre 1936).

Vu les articles 9, 24 et 70 de la loi sur l'alcool du 21 juin 1932 (1) et l'article 39 de l'arrêté fédéral concernant les nouvelles mesures extraordinaires destinées à rétablir l'équilibre des finances fédérales en 1936 et 1937.

Art. 1^{er}. — La régie des alcools est autorisée à prendre des mesures pour l'utilisation de la récolte indigène des fruits à pépins de 1936 et l'approvisionnement du pays en fruits de table et en fruits à cuire.

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXII^{ème} Année, 1932, p. 677 et suiv.

Art. 2. — Pour que la récolte de fruits puisse être utilisée autant que possible sans distillation, la régie est autorisée notamment à encourager par des subsides pour frais de transport et vente à prix réduits:

L'exportation de fruits de table, de fruits à cuire et de fruits à cidre, ainsi que des produits qui en sont tirés et de leurs résidus;

L'approvisionnement des populations de régions de montagne et des indigents en fruits à cuire et en fruits séchés;

Les nouveaux modes d'utilisation des fruits et de leurs déchets.

Art. 3. — La régie peut également accorder des subsides aux exploitations agricoles et aux cidreries qui utilisent sans distillation les matières premières provenant des fruits à pépins.

Art. 4. — La régie des alcools est autorisée à interdire la distillation du cidre, des fruits, de leurs déchets et résidus, s'il est possible d'utiliser ces matières sans les distiller. En particulier, la régie peut ordonner que les excédents de fruits servent à l'approvisionnement des régions de montagne et des villes ou soient séchés. Elle peut également attribuer ces excédents, ainsi que les déchets et résidus, aux exploitations qui sont à même de les utiliser sans distillation.

Art. 5. — Seuls ont droit aux subsides prévus aux articles 2 et 3 les cidreries, distilleries et commerces de fruits qui peuvent avoir payé aux producteurs des prix de 3 francs 50 à 4 francs 25 par 100 kilos pour les pommes à cidre mal conditionnées ou les poires et de 4 francs 50 à 5 francs par 100 kilos pour les pommes saines et bien conditionnées ayant servi à fabriquer du cidre de consommation.

Art. 6-9. —

Allemagne. — D. concernant le vermouth et le vin aromatisé. — 20 mars 1936. — RGbl., Teil I, n. 26, p. 196 (24 mars 1936).

Troisième d. portant exécution de la l. sur le vin. — 6 mai 1936. — RGbl., Teil I, n. 49, p. 443 (15 mai 1936).

Arr. n. 95 de l'association centrale de l'industrie horticole et viticole allemande concernant l'élaboration à façon des moûts sucrés. — 22 août 1936. — V. R., n. 77 (22 août 1936).

Quatrième d. portant application de la l. sur le vin. — 22 octobre 1936. — RGbl., Teil I, n. 99, p. 906 (23 octobre 1936).

Arr. n. 104 de l'association centrale de l'industrie horticole et viticole allemande interdisant l'emploi de pommes indigènes par les industries fabriquant des confitures, gelées, etc. — 22 octobre 1936. — V. R., n. 100 (22 octobre 1936).

D. concernant l'évaluation du seigle et du froment destinés à la distillation de l'eau-de-vie. — 27 novembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 109, p. 954 (30 novembre 1936).

- Arr. n. 32 de l'association économique de l'industrie allemande des denrées sucrées réglementant l'emploi des huiles et des graisses dans l'industrie des denrées sucrées. — 21 décembre 1936. — V. R., n. 115 (21 décembre 1936).
- Argentine.** — D. n. 73946 établissant la nomenclature des produits de brasserie, aux effets de la l. n. 11275. — 27 décembre 1935. — B. O., n. 12469 (18 janvier 1936).
- D. n. 73960 prolongeant pour une année l'autorisation d'employer du jus de raisins verts dans la fabrication des vins. — 30 décembre 1935. — B. O., n. 12516 (16 mars 1936).
- D. n. 77161 désignant une Commission honoraire chargée d'étudier le régime d'importation, de fabrication et de débit du cidre. — 22 février 1936. — B. O., n. 12559 (11 mai 1936).
- D. n. 80512 interdisant, sur les étiquettes des vins nationaux, l'emploi de dénominations géographiques de zones viti-vinicoles dont lesdits ne proviennent pas (*même si ces dénominations sont précédées du mot « type »*). — 16 avril 1936. — B. O., n. 12603 (7 juillet 1936).
- D. n. 82896 modifiant trois articles de la réglementation des tabacs (*classe les fabricants de tabacs en trois catégories, etc.*). — 22 mai 1936. — B. O., n. 12572 (28 mai 1936).
- Brésil.** — Instr. du Ministère de l'agriculture concernant les établissements d'égrenage (*séparation des graines et du linter*) du coton. (*Licences obligatoires, conditions à remplir par les locaux et installations; amendes*). — 15 juin 1936. — D. O., n. 147 (25 juin 1936).
- D. n. 1011 autorisant les ministres de l'agriculture et des finances à proroger de 3 ans la validité du contrat conclu, le 21 août 1933, entre le Gouvernement fédéral et la Banque du Brésil, pour le financement et la défense de l'industrie du sucre et de l'alcool. — 5 août 1936. — D. O., n. 184 (10 août 1936).
- Bulgarie.** — D. l. amendant et complétant le d. l. concernant la production des tissus de chanvre et de jute et le d. l. concernant l'achat des fibres de chanvre de la récolte 1935 et la protection de la production locale de chanvre. — 12 février 1936. — D. V., n. 39 (20 février 1936).
- D. l. amendant et complétant le d. l. du 13 mai 1935 amendant et complétant la l. visant la réglementation de la production et de la vente de l'huile de rose. — 23 mai 1936. — D. V., n. 118 (30 mai 1936).
- Canada (Manitoba).** — L. modifiant la l. autorisant la Province à garantir les titres d'une société entreprenant la construction, l'aménagement et la gestion d'une fabrique ou raffinerie de sucre de betterave. — 30 mars 1936. — A. M., 1 Edw. VIII, ch. 2 (1936).
- Chili.** — D. n. 1365 corrigeant quelques erreurs ou omissions dans le régl. relatif à la l. n. 5231, régl. promulgué par le d. n. 611 du 31 janvier 1936 (*traitement des vins par l'anhydride sulfureux; addition d'eau, etc.*). — 31 mars 1936. — D. O., n. 17446 (18 avril 1936).
- Cuba.** — D. l. n. 754 fixant pour 1935 les contingents relatifs à la production et à l'exportation du sucre; portant des dispositions concernant le commencement et la fin de la période de récolte et de traitement des cannes, les contingents individuels de production, exportation et consommation locale, etc. — 18 décembre 1934. — B. O. S. H., Tome XXXVIII, nos 1-2-3 (janvier-mars 1935).

D. l. n. 789 instituant une Commission de quatre membres, chargée d'étudier la production de l'alcool, les frais de production et de transport; le contrôle et le développement des marchés extérieurs. — 28 décembre 1934. — B. O. S. H., Tome XXXVIII, nos 1-2-3 (janvier-mars 1935).

Espagne. — D. approuvant le règl. des Juntas viti-vinicoles provinciales et abrogeant le règl. du 28 septembre 1933. — 21 janvier 1936. — G. M., n. 23 (23 janvier 1936).

D. édictant des règl. pour l'exécution immédiate et efficace des dispositions des articles 43 et 44 du Statut du vin (*l. du 26 mai 1933*) et établissant d'autres mesures d'ordre hygiénique. — 21 janvier 1936. — G. M., n. 23 (23 janvier 1936).

Estonie. — O. concernant la fabrication et le classement commercial des conserves de produits horticoles, ainsi que des jus et des boissons préparés de fruits ou de baies. — 2 août 1935. — R. T., n. 68, art. 602 (1935).

O. concernant l'emballage et le marquage des conserves de produits horticoles, ainsi que des jus et des boissons préparés de fruits ou de baies. — 2 octobre 1935. — R. T., n. 88, art. 737 (1935).

France. — Arr. relatif à la désacidification des moûts de raisins trop acides de la dernière récolte. — J. O., n. 268 (15 novembre 1936).

Arr. relatifs au degré minimum des vins de la dernière récolte. — 16 janvier 1936. — J. O., n. 15 (18 janvier 1936).

D. portant règl. d'administration publique pour l'application de la l. du 1^{er} août 1905 et du d. du 30 juillet 1935 en ce qui concerne le degré alcoolique minimum des eaux-de-vie et des liqueurs. — 12 février 1936. J. O., n. 41 (17 et 18 février 1936).

Arr. autorisant la construction de sucreries et distilleries nouvelles. — 27 février 1936. — J. O., n. 71 (23 et 24 mars 1936).

D. relatif au comité de propagande en faveur du vin. — 7 mars 1936. — J. O., n. 59 (9 et 10 mars 1936).

D. relatif à l'organisation administrative et financière de comité national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie. — 1^{er} avril 1936. — J. O., n. 80 (3 avril 1936).

D. relatif à la distillation obligatoire et à l'achat des alcools de vin. — 18 avril 1936. — J. O., n. 94 (20 et 21 avril 1936).

D. modifiant le d. du 12 mars 1936 relatif à la revision des contrats d'achats de betteraves et au contingentement de la production du sucre. — 23 avril 1936. — J. O., n. 97 (24 avril 1936).

C. relative à l'emploi abusif des mots « bière », « brasseur ». — 30 mai 1936. — J. O., n. 131 (5 juin 1936).

D. relatif aux fabricants de mistelles. — 27 août 1936. — J. O., n. 203 (30 août 1936).

D. relatif à la distillation obligatoire. — 4 octobre 1936. — J. O., n. 236 (8 octobre 1936).

D. relatif à la fabrication des piquettes et vins de sucre pour la consommation familiale en 1936. — 20 octobre 1936. — J. O., n. 252 (26 et 27 octobre 1936).

C. concernant l'application de la l. du 1^{er} janvier 1930 sur les vins et du décret du 8 février 1930. — 28 novembre 1936. — J. O., n. 280 (29 novembre 1936).

France (Algérie). — D. modifiant le d. du 15 juillet 1922 portant application à l'Algérie de la l. du 1^{er} août 1905 en ce qui concerne les vins et les eaux-de-vie. — 1^{er} avril 1936. — J. O., n. 93 (19 avril 1936).

D. rendant applicables à l'Algérie certaines dispositions du d. du 28 novembre 1935 relatif au régime économique de l'alcool. — 12 mai 1936. J. O., n. 116 (16 mai 1936).

Régence de Tunis. — D. abrogeant le d. du 23 août 1934 interdisant la distillation des marcs et lies de vins pressés. — 13 août 1936. — J. O. T., n. 65 (14 août 1936).

D. du Directeur des Affaires Economiques relatif au degré maximum d'acidité des huiles « extra ». — 15 septembre 1936. — J. O. T., n. 77 (25 septembre 1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord. — Règl. concernant la fabrication du sucre. — 14 septembre 1936. — S. R. & O., n. 1006 (1936).

Règl. concernant l'industrie sucrière (*paiement de subventions*). — 9 octobre 1936. — S. R. & O., n. 1082 (1936).

Kénia. — O. n. 13 modifiant l'o. n. 54 de 1934, concernant l'industrie du café. — 10 juin 1936. — Suppl. No. 26 to the O. G. (24 juin 1936).

Italie. — L. n. 155 portant approbation de la Convention internationale pour l'unification des méthodes d'analyse du vin dans le commerce international et du protocole de signature y relatif conclu à Rome le 5 juin 1935. — 6 janvier 1936. — G. U., n. 37 (14 février 1936).

D. l. royal n. 81 destinant à la distillation une partie du vin produit avec le raisin des vendanges de 1935. — 9 janvier 1936. — G. U., n. 26 (1^{er} février 1936).

D. ministériel prolongeant les délais fixés par les art. 2, 3, 4, et 5 du d. ministériel du 1^{er} février 1936 concernant la déclaration du vin de la production de 1935. — 8 février 1936. — G. U., n. 35 (12 février 1936).

D. l. royal n. 706 portant des facilités fiscales pour l'esprit de vin distillé avant le 31 décembre 1936 et destiné à la production du cognac. — 16 avril 1936. — G. U., n. 104 (5 mai 1936).

L. n. 829 portant conversion en l., avec modifications, du d. l. royal du 3 février 1936, n. 278, portant des dispositions réglementant la production et l'utilisation de l'essence de bergamote. — 23 avril 1936. — G. U., n. 115 (18 mai 1936).

Indes Néerlandaises. — O. réglementant la production du sucre par les entreprises dans la période de 1937 à 1939 inclus. t. a. Réglementation transitoire du sucre pour 1937-39. — 30 janvier 1936. — Stbl. N. I., n. 38 (30 janvier 1936).

O. réglementant la production du sucre par les entreprises après le 31 décembre 1939. t. a. Réglementation consolidée du sucre pour 1940. — 30 janvier 1936. — Stbl. N. I., n. 39 (30 janvier 1936).

Arr. visant l'application de la réglementation transitoire 1937-1939 concernant le sucre. t. a. Arr. transitoire concernant le sucre en 1936. — 30 janvier 1936. — Stbl. N. I., n. 43 (30 janvier 1936).

Pérou. — Rés. réglementant la fabrication de la boisson nationale dénommée « chicha » (*désigne la boisson produite par la fermentation de la matière amylacée de certaines céréales, et par extension, la fermentation de jus de fruits*). — 3 janvier 1935. — E. P., 1^{er} trimestre, n. 7 (10 janvier 1936).

Rés. établissant divers délais concernant l'application de la résolution du 3 janvier 1936 (*industrie et commerce de la « chicha »: boisson faite d'orge, maïs, etc.*). — 27 janvier 1936. — E. P., 1^{er} trimestre, n. 31 (7 février 1936).

Rés. concernant le contrôle et la réglementation de l'industrie de la brasserie. — 31 janvier 1936. — E. P., 1^{er} trimestre, n. 34 (11 février 1936).

Pologne. — Arr. du Ministre des finances, pris de concert avec les Ministres de l'agriculture et des réformes agraires et de l'industrie et du commerce, sur l'établissement d'une taxe spéciale destinée à certains buts visant la production sucrière. — 3 mars 1936. — D. U., n. 20, texte 168 (19 mars 1936).

Portugal. — D. l. n. 26914 réorganisant l'Institut du vin de Porto. — 22 août 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 197 (22 août 1936).

Salvador. — D. publiant un nouveau régl. organique pour la Commission de protection de l'industrie sucrière, règlement remplaçant celui publié par le d. du 8 juin 1933 (*choix des délégués de la corporation; enregistrement des établissements; contrôle de la production, de la vente, de l'exportation et de l'importation du sucre, etc.*). — 12 mars 1936. — D. O., n. 66 (19 mars 1936).

D. modifiant l'art. 3 du régl. organique de la Commission de défense de l'industrie sucrière (*secrétaire de la commission nommé, ainsi que le personnel subalterne, par le Gouvernement*). — 5 mai 1936. — D. O., n. 100 (7 mai 1936).

Suisse (Confédération). — Arr. du Conseil fédéral concernant l'emploi d'alcool de fruits à pépins comme carburant. — 30 mai 1936. — R. L. F., n. 18 (3 juin 1936).

Union Sud-africaine. — L. n. 28 concernant le sucre (*visant le contrôle de l'industrie sucrière par des accords entre les producteurs, fabricants et raffineurs ou par des décisions du Ministère du commerce et des industries, visant le contrôle des prix auxquels certaines sortes de sucre pourront être vendues ou écoulées et des buts connexes*). — 24 juin 1936. — U. S. A. G. G. Extraordinary, n. 2365 (24 juin 1936).

Uruguay. — D. établissant des prix et dispositions concernant la fabrication des flegmes de fruits. — 23 janvier 1936. — D. O., n. 8831 (28 janvier 1936).

D. déterminant les conditions à remplir par les vins naturels de la vendange 1936 (*relation alcool-acide, etc.*). — 10 mars 1936. — D. O., n. 8874 (20 mars 1936).

- D. reportant au 21 mai 1936 la mise en application de l'art. 1^{er} du décret du 21 août 1935 concernant le contrôle de la fabrication, de l'importation et de la circulation des alcools et boissons alcooliques — 18 mars 1936. — D. O., n. 8880 (27 mars 1936).
- D. prorogeant d'un an la date d'application des dispositions de la l. du 3 mars 1934 concernant le contrôle de la fabrication, de l'importation et de la circulation des alcools et boissons alcooliques (*afin de permettre aux intéressés de s'adapter auxdites dispositions*). — 30 mai 1936. — D. O., n. 8934 (6 juin 1936).
- D. fixant les relations (*alcool-acide, alcool-extrait*) pour les vins de la vendange 1936. — 4 juillet 1936. — D. O., n. 8997 (20 août 1936).

Yougoslavie. — Règl. concernant la composition et l'activité du Comité de contrôle attaché au Ministère du commerce et de l'industrie et chargé d'appliquer l'o. concernant le ravitaillement de l'industrie de l'huile de graines oléagineuses. — 22 juin 1936. — S. N., n. 151-XXXVI (4 juillet 1936).

VÈME PARTIE.

PRODUCTION ANIMALE INDUSTRIE DES PRODUITS ANIMAUX

CHAPITRE I.

ÉLEVAGE DES ANIMAUX

Allemagne. — L. portant des dispositions pour encourager l'élevage du bétail. — 17 mars 1936. — RGbl., Teil I, n. 24, p. 175 (19 mars 1936).

Art. 1^{er}. — Le Ministre du Reich de l'agriculture et du ravitaillement est autorisé à édicter les dispositions nécessaires en vue d'assurer et d'encourager une industrie animale indigène. Il pourra notamment arrêter que seuls les mâles reproducteurs approuvés seront employés pour la monte, réglementer cette approbation et établir que seuls les animaux appartenant à certaines races pourront être employés pour l'élevage.

Art. 2. — Si une commune (association de communes) ne dispose pas d'un nombre suffisant de mâles reproducteurs, elle pourra être obligée, suivant les instructions détaillées du ministre du Reich de l'agriculture et du ravitaillement et de concert avec ledit Ministre, de tenir des mâles reproducteurs publics; par la même occasion sera réglée, tant qu'il n'y aura pas une législation uniforme sur les taxes communales pour le Reich, la question de la couverture des frais pour la tenue des mâles reproducteurs publics.

Art. 3. — Par mâles reproducteurs au sens de la présente loi on entend les étalons, taureaux, verrats, béliers et boucs. Le Ministre du Reich de l'agriculture et du ravitaillement pourra étendre les dispositions de la présente loi à d'autres espèces animales.

Art. 4. — *Disposition pénales*

Art. 5. — Le Ministre du Reich de l'agriculture et du ravitaillement est autorisé à édicter les dispositions légales et administratives nécessaires. Il pourra les limiter à certaines espèces ou à certaines régions.

Allemagne. — Premier d. portant des dispositions pour encourager l'élevage des animaux. — 26 mai 1936. — RGBl., Teil I, n. 52, p. 470 (29 mai 1936).

En vertu de la loi du 17 mars 1936 visant l'encouragement de l'élevage, sont décrétées, de concert avec les ministres du Reich de l'intérieur et de la justice, les dispositions suivantes:

I^{ère} PARTIE. — EMPLOI DES MÂLES REPRODUCTEURS.

Art. 1^{er}. — *Les mâles reproducteurs* (étalons, taureaux, verrats, boucs et béliers) ne pourront être employés pour la monte que s'ils ont été approuvés. Une fois cette approbation retirée, ils ne pourront plus être employés pour la monte.

II^{ème} PARTIE. — ORGANES CHARGÉS DE L'APPROBATION.

Art. 2. — *Offices d'approbation.* — (1) Auprès de l'association paysanne de chaque Pays sera institué un office d'approbation comprenant cinq sections:

- a) pour les étalons;
- b) pour les taureaux;
- c) pour les verrats;
- d) pour les béliers;
- e) pour les boucs.

(2) Le chef des paysans du Pays est le directeur de l'office d'approbation. Il pourra nommer des suppléants.

(3) Feraient partie comme membres des différentes sections l'expert du Pays pour l'espèce animale en question, approuvé par la Corporation de l'alimentation du Reich, les fonctionnaires (employés) du Pays ou de l'association paysanne du Pays compétents pour l'élevage, les gérants des associations d'éleveurs reconnues pour l'espèce animale en question pour le territoire de l'association paysanne du pays et un éleveur pour chaque espèce animale et pour chaque aptitude; un suppléant sera désigné pour chaque éleveur. Le directeur de l'office d'approbation nommera les membres et les suppléants pour trois ans; il pourra les révoquer à tout moment. Il choisira parmi eux les présidents des différentes sections et leurs suppléants.

(4) De la section a) fera partie aussi le directeur d'un haras de l'Etat compétent pour l'association paysanne du Pays; il sera désigné de même que son suppléant par le ministre du Reich pour l'agriculture et l'alimentation.

(5) Tout membre pourra faire partie de plusieurs sections de l'office d'approbation.

(6) Les autorités supérieures du Pays devront être invitées aux manifestations et aux séances de l'office d'approbation.

Art. 3. — *Bureau d'approbation.* — (1) A l'office d'approbation sont subordonnés les bureaux d'approbation.

Un bureau d'approbation sera institué pour chaque district d'approbation (Körbezirk). Le district d'approbation correspondra dans la règle au district d'une autorité administrative inférieure. Avec l'assentiment des autorités administratives supérieures, l'office d'approbation pourra réunir plusieurs districts ou parties de districts en un district d'approbation.

(2) Comme les offices d'approbation, les bureaux d'approbation sont également divisés en cinq sections.

(3) Chaque section du bureau d'approbation devra compter en règle générale comme membres deux éleveurs et le fonctionnaire (employé) compétent du Pays ou de l'association paysanne du Pays s'occupant de l'élevage. Un des éleveurs au moins devra appartenir à une association d'éleveurs reconnue pour l'espèce animale en question; à sa place pourra être nommé aussi le gérant de cette association d'éleveurs.

Un suppléant sera désigné pour chaque membre; celui du fonctionnaire (employé) s'occupant de l'élevage devra être également un fonctionnaire (employé) s'occupant de l'élevage ou un autre fonctionnaire (employé) de l'association paysanne du Pays. Le directeur de l'office d'approbation désignera les membres et les suppléants pour une période de trois ans, il pourra les révoquer à tout moment. Il désignera également le directeur du bureau d'approbation qui devra être, dans la règle, membre d'une des sections du bureau.

(4) Le directeur du bureau d'approbation désignera les présidents des sections et leurs suppléants.

(5) Le directeur du haras de l'Etat compétent pour le district d'approbation sera également membre de la section a); son remplaçant sera désigné par le ministre du Reich pour l'agriculture et le ravitaillement.

(6) Tout membre pourra appartenir à plusieurs sections du bureau d'approbation; il pourra être membre de plusieurs bureaux et aussi de l'office d'approbation.

(7) Les chefs des autorités administratives inférieures et les vétérinaires officiels des districts formant le district d'approbation seront membres des bureaux d'approbation. Lesdits directeurs présideront aux assemblées, aux séances et aux distributions de distinctions et de prix; ils ne pourront pas se faire remplacer à ces occasions. Lors des approbations, les vétérinaires officiels devront examiner les mâles

reproducteurs afin de constater les défauts héréditaires et de constitution éventuels et leur état de santé; ils pourront être nommés directeurs des bureaux d'approbation dans les localités où l'usage existait jusqu'à présent.

III^{ème} PARTIE. — LES APPROBATIONS.

Art. 4. — *Procédure et modalités d'approbation.* — (1) Les approbations incomberont aux sections compétentes des bureaux d'approbation si les sections compétentes des offices d'approbation n'y procèdent pas directement.

En dehors de la collaboration des vétérinaires officiels au sens de l'article 3 alinéa 7 ne seront invités à collaborer que les membres compétents de la section en question. Devront être présents aux moins deux membres de la section compétente, parmi lesquels un éleveur. Aux approbations de la section a) devra assister aussi le directeur du haras de l'Etat compétent. Aux approbations des bureaux d'approbation devra toujours assister le fonctionnaire (employé) compétent s'occupant de l'élevage.

(2) Les approbations auront lieu à titre d'approbations principales, approbations spéciales ou approbations ultérieures.

(3) Les approbations principales n'auront lieu qu'une fois par an comme approbations collectives (Sammelkörngen). Au cas de difficultés exceptionnelles, l'office d'approbation pourra ne pas procéder aux approbations collectives; ce fait sera communiqué à l'autorité administrative supérieure.

(4) Des approbations spéciales pourront avoir lieu à l'occasion de ventes aux enchères, expositions et autres manifestations d'associations d'éleveurs reconnues ou de l'association paysanne du Pays. Les approbations spéciales incombent aux offices d'approbation; ceux-ci pourront toutefois en charger ou bien le bureau d'approbation compétent ou bien des membres de plusieurs bureau d'approbation.

(5) Des approbations ultérieures pour des mâles reproducteurs qui n'auront pas été présentés à une approbation principale ou spéciale ne seront admises que dans des cas urgents. Les mâles reproducteurs doivent être aptes à l'élevage (zuchttauglich).

(6) L'office d'approbation ne devra procéder, dans la règle, à des approbations principales et ultérieures que s'il s'agit d'approuver des mâles reproducteurs de tout le district de l'association paysanne du Pays ou d'une grande partie de ce district.

(7) La région pour laquelle aura lieu une approbation collective devra être déterminée de manière à être assez vaste pour permettre

la présentation d'un nombre suffisant de mâles reproducteurs, sans imposer, toutefois, des difficultés démesurées aux possesseurs (Tierhalter).

(8) Les mâles reproducteurs devront être présentés en liberté pour toute approbation. Les approbations dans les étables sont interdites.

(9) Seront exclus des approbations collectives les mâles reproducteurs malades ou provenant d'exploitations ou de régions dont l'exportation d'animaux de l'espèce en question a été interdite afin d'empêcher la propagation d'épizooties en vertu de dispositions de police vétérinaire ou à la suite des restrictions d'emploi arrêtées dans le même but.

(10) L'office d'approbation est responsable du fonctionnement général des approbations dans la circonscription de l'association paysanne du Pays.

(11) Le maire et le chef des paysans du lieu devront être présents aux approbations principales fixées pour leurs communes.

Art. 5. — *Présentation des mâles reproducteurs aux approbations principales.* — (1) Aux approbations principales seront présentés, sauf les exceptions des alinéas 2 à 4, tous les mâles reproducteurs de l'espèce animale en question provenant de la partie du district d'approbation ou de l'association paysanne pour laquelle elles auront lieu, dès que lesdits mâles auront atteint l'âge minimum. L'âge minimum sera:

- pour les étalons, de 2 ½ ans;
- pour les taureaux, de 12 mois;
- pour les béliers, de 9 mois;
- pour les boucs et verrats, de 6 mois.

La disposition de la première phrase s'applique aussi aux mâles reproducteurs qui ne sont pas encore aptes à la reproduction.

(2) Aux approbations principales ne seront pas présentés les mâles reproducteurs qui doivent être présentés dans les neuf mois suivants à une approbation spéciale (art. 4, alinéa 4) et les taureaux qui ne sont pas destinés à la reproduction.

(3) Les étalons devront être présentés, dans la règle, chaque année si l'office (le bureau) d'approbation n'en a pas décidé autrement. Les taureaux, verrats et boucs qui auront déjà été présentés une fois à une approbation principale ne seront présentés, dans la règle, qu'une seconde fois; les béliers ne seront présentés qu'une fois à l'approbation.

(4) Le délégué pour l'élevage animal allemand de la corporation de l'alimentation du Reich pourra établir des exceptions aux dispositions des alinéas 1 à 4.

Art. 6. — *Décision d'approbation.* — (1) Lors de l'approbation des mâles reproducteurs, les membres de la section compétente de l'office

(du bureau) d'approbation décideront uniquement d'après les besoins de l'élevage animal du Pays.

(2) Les décisions concernant l'approbation de mâles reproducteurs présentés seront immédiatement communiquées aux intéressés.

(3) Si, lors de l'approbation d'un mâle reproducteur, les membres de la section compétente ne pouvaient se mettre d'accord, le directeur de l'office (du bureau) d'approbation décidera définitivement.

Art. 7. — *Certificats généalogiques des mâles reproducteurs.* —

(1) Ne seront approuvés que les mâles reproducteurs pour lesquels seront présentés des certificats généalogiques suffisants émanant d'une association d'éleveurs reconnue. Le Ministre du Reich de l'agriculture et de l'alimentation pourra établir des directives concernant la reconnaissance des certificats généalogiques et arrêter qu'on devra faire la preuve de certains rendements des ascendants du mâle en question.

(2) Là où l'application des dispositions de l'alinéa 1^{er} causerait des difficultés, les mâles reproducteurs pourront être approuvés sans certificats généalogiques.

Art. 8. — *Marquage des mâles reproducteurs approuvés.* — Les mâles reproducteurs approuvés seront marqués d'une manière spéciale par l'office (le bureau) d'approbation si leur identité ne ressort pas suffisamment d'une autre manière.

Art. 9. — *Distinctions pour les mâles reproducteurs approuvés.* — Les distinctions et prix pour les mâles reproducteurs ne devront pas être conférés lors d'approbations principales qui ne sont pas en même temps collectives ni à l'occasion d'approbations ultérieures.

Art. 10. — *Approbation et concession du permis de monte.* —

(1) Après l'approbation, l'office (le bureau) d'approbation délivrera un permis de monte écrit. Ce n'est qu'alors que le mâle reproducteur sera considéré comme approuvé dans les limites du permis de monte; des saillies d'épreuve de mâles reproducteurs devant être présentés à l'approbation sont permises avant l'approbation afin de s'assurer de leur aptitude pour la monte.

(2) Pour les mâles reproducteurs approuvés seront délivrés des permis de monte pour les catégories d'élevage *A* ou *B*. Le permis de monte de la catégorie *A* sera délivré pour les races et variétés que le délégué de l'élevage animal allemand de la corporation de l'alimentation du Reich désignera pour le territoire entier ou pour le territoire d'une association paysanne du Pays ou pour une partie d'un de ces territoires, de concert avec le ministre du Reich de l'agriculture et de l'alimentation, l'office d'approbation entendu. Dans les autres cas, seront délivrés des permis de monte pour la catégorie *B*.

(3) Les mâles reproducteurs avec des permis de monte pour la catégorie d'élevage *A*, pourront être employés non seulement pour la monte des animaux de leur possesseur (Tierhalter), mais aussi pour

la monte d'animaux appartenant à des tiers (permis de monte A). Si le propriétaire du mâle reproducteur s'engage vis-à-vis de l'office (du bureau) d'approbation à tenir le mâle à disposition, sans restrictions, pour la monte d'animaux appartenant à des tiers, une clause y afférente sera incorporée dans le permis de monte (permis de monte A 1).

(4) Les mâles reproducteurs avec le permis de monte de la catégorie d'élevage B ne pourront être employés que pour la monte des animaux du possesseur en excluant la monte même à titre gratuit d'animaux appartenant à des tiers (permis de monte B). Aux animaux du possesseur seront assimilés les animaux du personnel (Gefolgschaft) de l'exploitation si ces animaux sont de la même race que le mâle en question. La concession du permis de monte pour la catégorie B pourra être, conformément aux instructions détaillées du délégué de l'élevage allemand de la corporation de l'alimentation du Reich, subordonnée à la condition que le propriétaire et le personnel ne céderont des descendants de tels mâles – s'il s'agit de produits de croisements – qu'après les avoir rendus inaptes à la reproduction, à moins qu'on ne garantisse que l'animal sera abattu dans un délai d'une semaine (permis de monte B 1).

(5) Le permis de monte pour la catégorie d'élevage A sera accordé pour des territoires déterminés, par exemple pour une commune, plusieurs communes, le territoire pour l'approbation collective, le territoire du bureau d'approbation, de l'office d'approbation. Si les conditions dans des communes avoisinantes le rendaient nécessaire, les offices (bureaux) d'approbation en question pourront étendre, de concert, le permis accordé au-delà du territoire initial. Si cependant il y avait trop de mâles reproducteurs approuvés des différentes espèces animales dans une certaine région, les permis de monte pour la catégorie d'élevage A seront limités, par dérogation aux dispositions de l'alinéa 2, au nombre nécessaire pour l'élevage animal du Pays; pour les autres mâles reproducteurs ne seront alors accordés que des permis de la catégorie d'élevage B.

(6) Le permis de monte pourra être limité à une période déterminée ou n'être accordé qu'à partir d'une date ultérieure. Il sera accordé, à moins qu'il n'en résulte autrement des dispositions de l'article 5, à l'occasion des approbations principales et spéciales et, dans la règle, jusqu'à l'approbation principale suivante; à l'occasion d'approbations ultérieures, il ne sera accordé que jusqu'à l'approbation principale suivante; à l'occasion d'approbations spéciales toutefois, il sera accordé au moins jusqu'à l'approbation principale qui suit la prochaine approbation si cette dernière a lieu dans les trois mois suivants. Pour les mâles approuvés lors d'une approbation principale mais qui ne sont pas encore aptes à la reproduction, le permis de monte sera

délivré pour la date à laquelle il y a lieu de prévoir qu'ils le deviendront.

(7) On ne pourra refuser le permis de monte pour la catégorie d'élevage A à un mâle approuvé à l'occasion d'une approbation spéciale que si ce permis n'était pas accordé, dans la localité à laquelle il est destiné, pour la race à laquelle il appartient. Si cette localité était sise dans le territoire de l'office d'approbation compétent pour délivrer l'approbation spéciale, la décision sur la concession du permis de monte reviendra au bureau qui avait été chargé de l'approbation spéciale, qui pourra en charger aussi, par délégation, le bureau d'approbation du lieu auquel est destiné le mâle en question. Si ce lieu est sis hors du territoire de l'office d'approbation, la décision reviendra au bureau d'approbation compétent pour ce lieu.

Art. 11. — *Livret d'approbation, carnet de monte, certificats de monte.*

(1) L'office (le bureau) d'approbation délivrera au possesseur (Halter) du mâle reproducteur un livret d'approbation. Celui-ci contiendra:

1) le certificat prouvant que le mâle reproducteur a été approuvé (certificat d'approbation);

2) le permis de monte.

(2) Les inscriptions dans le livret d'approbation ne pourront être effectuées que par l'office (le Bureau) d'approbation.

(3) Pour les mâles auxquels a été accordé le permis de monte pour la catégorie d'élevage A, l'office (le Bureau) d'approbation délivrera en outre au propriétaire un carnet de monte. Le propriétaire devra inscrire dans ce carnet toutes les saillies effectuées par le mâle; il devra détacher du carnet un certificat de monte qu'il remettra au possesseur (Halter) de la femelle montée, qui devra le conserver pendant deux ans.

(4) Les propriétaires de mâles reproducteurs sont responsables de la conservation du livre d'approbation et du carnet de monte. Le livret d'approbation, le carnet de monte et le certificat de monte devront être présentés à tout moment sur demande aux organes de police, aux représentants de l'association paysanne du Pays et aux membres et directeurs de l'office (du bureau) d'approbation; le livret d'approbation et le carnet de monte devront être apportés à chaque nouvelle présentation d'un mâle reproducteur à l'approbation.

(5) Les saillies d'épreuve des mâles seront notées; ces notes seront présentées lors de l'approbation.

Art. 12. — *Retrait de l'approbation et modification du permis de monte.* — (1) Après une nouvelle présentation du mâle à l'approbation, le permis de monte pourra être renouvelé, modifié ou retiré.

(2) Si un mâle reproducteur approuvé était transféré dans un lieu pour lequel le permis de monte délivré n'est pas valable, le bureau d'approbation décidera si le permis de monte sera maintenu, retiré

ou modifié. Si le mâle est transféré dans un lieu sis dans un autre district d'approbation, ce sera le nouveau bureau d'approbation qui décidera de concert avec l'ancien.

(3) Si les mâles reproducteurs souffrent de maladies qui pourraient être, selon l'avis du vétérinaire officiel, communiquées aux femelles, ou bien s'ils sont soupçonnés des pareilles maladies, le permis de monte délivré sera suspendu jusqu'à la constatation par le vétérinaire officiel que le mâle reproducteur en question est sain ou guéri.

(4) Si un permis de monte vient à expiration ou est retiré, l'approbation du mâle reproducteur sera également considérée comme retirée. Si le permis de monte vient à être modifié, le mâle reproducteur sera considéré comme approuvé dans les limites du nouveau permis de monte.

(5) L'Office (le Bureau) d'approbation devra retirer le livret, l'approbation et le carnet de monte d'un mâle reproducteur dont l'approbation a été retirée et les conserver jusqu'à nouvel ordre. Il devra effectuer les modifications portées au permis de monte.

Art. 13. — *Marquage des mâles reproducteurs dont l'approbation a été retirée.* — L'Office d'approbation pourra arrêter le marquage des mâles reproducteurs dont l'approbation a été retirée.

Art. 14. — *Résultats des approbations.* — (1) Les résultats des approbations seront rendus publics.

(2) Les offices (les bureaux) d'approbation devront tenir une liste des mâles reproducteurs qu'ils auront approuvés.

Art. 15. — *Frais des approbations.* — (1) Les frais des approbations seront supportés par la Corporation de l'alimentation du Reich; à celle-ci reviendront aussi les taxes perçues pour l'inscription aux examens d'approbation et pour la concession des permis de monte.

(2) Le ministre du Reich de l'agriculture et de l'alimentation arrêtera des directives réglementant le montant, la perception, la gestion et l'emploi de ces taxes.

(3) Le Chef des paysans du pays fixera le montant des taxes; la perception sera effectuée au moyen de la procédure d'exécution administrative.

Art. 16. — *Règlements d'approbation.* — L'office d'approbation rédigera un règlement d'approbation adapté aux conditions locales. L'assentiment préalable du ministre du Reich de l'agriculture et de l'alimentation sera requis pour la publication.

IV^{ème} PARTIE — OBLIGATION DE TENIR DES MÂLES REPRODUCTEURS.

Art. 17. — *Acquisition et tenue de mâles reproducteurs.* — (1) Par 100 vaches, 60 truies, 60 brebis et 80 chèvres, il devra y avoir dans chaque commune au moins un mâle reproducteur approuvé avec

un permis de monte A 1. Si le nombre de taureaux, verrats, béliers ou boues dans une commune ne suffit pas, on devra pourvoir à la disponibilité et à la tenue des mâles reproducteurs nécessaires, conformément à l'alinéa 2. S'il y a moins de 50 vaches, 30 truies, 30 brebis ou 20 chèvres dans une commune, il ne sera pas nécessaire pour la commune elle-même de tenir un mâle reproducteur; il suffira qu'en vertu d'une disposition, conforme à l'alinéa 2, point c, un mâle reproducteur soit disponible aussi pour ces femelles; on ne devra pourtant pas dépasser la proportion numérique indiquée par l'alinéa 1^{er}, entre les femelles et les mâles reproducteurs.

(2)-(9) *Dispositions détaillées concernant la répartition entre les communes des mâles reproducteurs et des frais.*

Art. 18. — *Obligation des particuliers à tenir des mâles reproducteurs.* — Dans les localités où des particuliers étaient obligés de tenir des mâles reproducteurs en vertu d'une charge réelle, ces obligations seront maintenues.

V^{ème} PARTIE. — MESURES SUPPLÉMENTAIRES POUR L'ENCOURAGEMENT DE L'ÉLEVAGE ANIMAL.

Art. 19. — *Dispositions particulières concernant l'emploi d'animaux de reproduction.* — (1) Le Ministre du Reich de l'agriculture et de l'alimentation pourra arrêter:

1) que, dans des parties du territoire ou dans tout le territoire des différentes associations paysannes des Pays, on ne pourra employer pour l'élevage que certains animaux reproducteurs ou seulement des reproducteurs de certaines races ou variétés et qu'on ne pourra faire monter par certains mâles ou par des mâles de certaines races ou variétés que certaines femelles ou seulement des femelles de certaines races ou variétés;

2) qu'on ne pourra faire monter par un mâle reproducteur qu'un nombre limité de femelles.

Il pourra déléguer ses pouvoirs entièrement ou en partie au délégué de l'élevage animal allemand de la corporation de l'alimentation du Reich.

(2) Le délégué de l'élevage animal allemand de la corporation de l'alimentation du Reich pourra arrêter que la descendance pure de mâles auxquels avait été accordé le permis de monte pour la catégorie d'élevage B ne pourra être introduite que dans des régions déterminées.

Art. 20. — *Traitement des mâles reproducteurs non-approuvés, ou auxquels on a retiré l'approbation.* — Le délégué pour l'élevage animal allemand de la corporation de l'alimentation du Reich pourra arrêter,

avec l'assentiment du Ministre du Reich pour l'agriculture et l'alimentation, que dans tout le territoire ou dans le territoire des différentes associations paysannes des Pays, ou parties de ces territoires on devra castrer ou abattre les mâles reproducteurs non-approuvés ou auxquels on a retiré l'approbation dans un délai à fixer par l'office (le bureau) d'approbation.

Art. 21. — *Taxes de monte.* — L'office d'approbation fixera des taux minima pour la monte; il pourra également arrêter des taux maxima.

Art. 22. — *Indication du lieu de stationnement d'un mâle reproducteur approuvé.* — Les possesseurs sont tenus de marquer d'une manière indiquée l'étable d'un mâle reproducteur jouissant d'un permis de monte pour la catégorie d'élevage A.

Art. 23. — *Étalons ambulants.* — Sont interdits les étalons ambulants qui passent d'une localité dans une autre pour saillir des juments. Pour certaines régions, l'office d'approbation pourra admettre des exceptions si une interdiction en vertu de la loi contre les épizooties ne s'y oppose pas.

Art. 24. — *Emploi de femelles saines pour l'élevage.* — On ne devra faire saillir par les mâles reproducteurs que des femelles saines; dans les cas douteux, le propriétaire du mâle devra demander un certificat vétérinaire.

VI^{ème} PARTIE. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES.

Art. 25. — *Exceptions.* — Le Ministre du Reich de l'agriculture et de l'alimentation pourra établir des exceptions aux dispositions concernant l'élevage contenues dans le présent décret s'il le juge opportun en vue de l'encouragement de l'élevage du Pays.

Art. 26. — *Mâles reproducteurs tenus par l'Etat.* — Le présent décret ne s'applique ni aux étalons tenus par l'administration d'un haras de l'Etat ou grevés d'une réserve de propriété en faveur du Pays ni aux mâles reproducteurs tenus dans les institutions de recherches du Reich ou des Pays et qui ne seront pas employés pour l'élevage au dehors de l'institution des stations expérimentales y appartenant.

Art. 27. — *Subordination.* — Les offices et les bureaux d'approbation dépendront du Ministre du Reich pour l'agriculture et l'alimentation. Il pourra exercer lui-même ou par des délégués les pouvoirs accordés par le présent décret aux offices et bureaux d'approbation et de leur sections.

Art. 28. — *Autorités administratives.*

Art. 29. — *Dispositions pénales.* —

Art. 30. — *Dispositions transitoires.* —

Art. 31. — *Dédommagement.* —

Aucun dédommagement ne sera accordé pour un dommage causé par une disposition arrêtée en vertu de la loi visant l'encouragement de la zootechnie.

Art. 32. — *Publication des dispositions.* —

Art. 33. — *Entrée en vigueur du décret.* — (1) Le présent décret entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1936.

(2) A la même date seront abrogées les dispositions légales contraires à la réglementation apportée par le présent décret. Si les dispositions légales en vigueur dans un Pays vont au delà de la réglementation apportée par le présent décret, le Ministre du Reich pour l'agriculture et l'alimentation pourra décider si ces dispositions resteront en vigueur et avec quelles modifications ou dans quelles limites; l'article 32, alinéa 1^{er}, sera applicable.

Irlande (Etat libre d'). — L. concernant le bétail et les ovins. — 17 juillet 1936. — Slaughter of Cattle and Sheep (Amendment) Act, n. 33 (1936).

1. — (1) Dans la présente loi, le terme « loi principale » signifie la loi de 1934 sur l'abatage du bétail et des ovins (n° 42 de 1934) et le terme « loi supplémentaire » signifie la loi supplémentaire de 1935 sur l'abatage du bétail et des ovins (n° 37 de 1935).

(2) La présente loi sera considérée comme formant un texte unique avec les lois de 1934 et de 1935 sur l'abatage du bétail et des ovins; par suite, chaque terme et mot ayant une signification spéciale dans l'une ou l'autre desdites lois aura la même signification aussi en ce qui concerne la présente loi.

2. — Le paragraphe 2 de l'article 2 de la loi principale est abrogé, et il y est substitué le texte suivant:

a) les Parties I, VI, VII et VIII de la loi principale resteront en vigueur tant que l'*Oireachtas* n'en aura pas décidé autrement, et

b) sauf abrogation antérieure, par arrêté du Conseil Exécutif rendu en vertu de la présente loi, les Parties II, III, IV, V et IX de la loi principale resteront en vigueur jusqu'au 31 décembre 1936 et seront abrogées, à cette date.

3. — Le paragraphe 3 de l'article 1^{er} de la loi supplémentaire est abrogé, et il est décidé en son lieu que, sauf abrogation antérieure par arrêté du Conseil exécutif pris en vertu de la présente loi,

la loi supplémentaire restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1936, et sera abrogée à cette date.

4. — (1) Le Conseil exécutif pourra déclarer par arrêté qu'une ou plusieurs des Parties II, III, IV, V et IX de la loi principale qui auront été spécifiées dans ledit arrêté seront abrogées à partir de la date déterminée dans le même arrêté, date qui ne pourra être ni antérieure à celle de l'arrêté lui-même ni postérieure au 31 décembre 1936.

(2) Le Conseil exécutif pourra déclarer par arrêté qu'une ou plusieurs dispositions de la loi supplémentaire (sauf l'article 17 de celle-ci) qui auront été spécifiées dans ledit arrêté seront abrogées à partir de la date déterminée dans le même arrêté, date qui ne pourra être ni antérieure à celle de l'arrêté lui-même ni postérieure au 31 décembre 1936.

(3) Lorsque le Conseil exécutif aura, par arrêté pris en vertu du présent article, déclaré abrogée une des Parties de la loi principale mentionnées au premier paragraphe du présent article, ou une disposition (sauf l'article 17) de la loi supplémentaire, ladite Partie ou disposition (selon les cas) sera abrogée à partir de la date indiquée dans l'arrêté en question.

5. — (1) Lorsqu'une Partie quelconque (autre que les Parties I, VI, VII et VIII) de la loi principale ou une disposition quelconque de la loi supplémentaire aura cessé d'être en vigueur en vertu de la présente loi ou d'un arrêté pris par le Conseil Exécutif en application de la présente loi, le paragraphe 2 de l'article 13 de la loi de 1923 sur l'interprétation (n° 46 de 1923) sera applicable relativement à une telle cessation ou expiration, comme si celle-ci était une abrogation par une loi de l'*Oireachtas*, votée le jour même où cette mesure entre en vigueur, et comme si ladite Partie ou disposition avait été abrogée à telle date par une telle loi de l'*Oireachtas*.

(2) Les dispositions suivantes du présent article seront appliquées comme élargissant ou étendant celles du paragraphe 2 de l'article 13 de la loi de 1923 sur l'interprétation (n° 46 de 1923) dans le sens du précédent paragraphe du présent article, et aucune desdites dispositions suivantes du présent article ne pourra être interprétée comme excluant ou remplaçant une disposition quelconque dudit paragraphe 2, appliquée dans le sens précité.

(3) Lorsque la II^{ème} Partie de la loi principale aura expiré ou cessé d'être en vigueur en vertu de la présente loi ou d'un arrêté rendu par le Conseil exécutif en application de celle-ci, les articles 14 (dans son texte modifié par l'article 6 de la loi supplémentaire) et 16 (son paragraphe 1^{er} excepté) de la loi principale resteront en vigueur, nonobstant toute expiration ou cessation (selon les cas) semblable, sauf que le terme « locaux enregistrés », là où il se trouve au premier

alinéa dudit article 14, sera interprété comme signifiant des locaux qui avaient été des locaux enregistrés immédiatement avant une telle expiration ou cessation, et que les pouvoirs conférés par les dispositions restées en vigueur de cette manière ne pourront être exercés qu'en rapport avec une disposition de la loi principale ou de la loi supplémentaire alors en vigueur conformément au présent article ou pour une autre raison.

(4) Lorsque la III^{ème} Partie de la loi principale aura expiré ou cessé d'être en vigueur en vertu de la présente loi ou d'un arrêté pris par le Conseil exécutif en application de celle-ci, l'article 19 (son paragraphe 1^{er} excepté) de la loi principale restera en vigueur, nonobstant toute expiration ou cessation (selon les cas) semblable, en ce qui concerne toute contribution due en vertu de l'alinéa 1^{er} dudit article 19 et à l'égard d'un mois finissant avant que ladite expiration ou cessation ait eu lieu ou le jour même de son application.

(5) Lorsque la IX^{ème} Partie de la loi principale aura expiré ou cessé d'être en vigueur en vertu de la présente loi ou d'un arrêté pris par le Conseil exécutif en application de celle-ci, les articles 48, 49, et 53 de la loi principale dans leur texte modifié par la loi supplémentaire resteront en vigueur, nonobstant toute expiration ou cessation (selon les cas) semblable, en ce qui concerne la viande de bœuf fournie, d'après les dispositions de ladite IX^{ème} Partie dans son texte modifié, pendant la période qui aura été prescrite, mais qui devra prendre fin au plus tard le jour où sera devenue effective ladite expiration ou cessation.

(6) Lorsque l'article 13 de la loi supplémentaire aura expiré ou cessé d'être en vigueur en vertu de la présente loi ou d'un arrêté pris par le Conseil exécutif en application de celle-ci, ledit article 13 restera en vigueur, nonobstant toute expiration ou cessation (selon les cas) semblable, en ce qui concerne toute contribution due en vertu de l'article 19 de la loi principale et à l'égard d'un mois finissant avant que ladite expiration ou cessation (selon les cas) ait eu lieu ou le jour même de son application.

(7) Lorsque l'article 14 de la loi supplémentaire aura expiré ou cessé d'être en vigueur en vertu de la présente loi ou d'un arrêté pris par le Conseil exécutif en application de celle-ci, les paragraphes 4, 5 et 7 dudit article 14 resteront en vigueur, nonobstant toute expiration ou cessation (selon les cas) semblable, en ce qui concerne toute contribution due en vertu du paragraphe 1^{er} du dit article et conformément à une signification du Ministre faite avant une telle expiration ou cessation.

6. — (1) L'article 41 de la loi principale sera modifié par l'adjonction, à la fin du paragraphe 3, de l'alinéa suivant:

« d) une clause par laquelle le Ministre consent à payer une indemnité au cas où il aurait manqué à l'engagement de fournir du

bétail, par lui contracté en conformité avec l'alinéa précédent du présent paragraphe », et ledit article sera interprété et appliqué en conséquence.

(2) Le présent article entrera et sera réputé être entré en vigueur en même temps que la VIII^{ème} Partie de la loi principale.

7. — En vue de maintenir en vigueur l'article 17 de la loi supplémentaire après l'expiration de ce dernier en vertu de la présente loi, l'article 34 de la loi principale sera modifié, à partir de ladite expiration, moyennant le remplacement de son paragraphe 4 par le paragraphe suivant, étant entendu que ledit article 34, pour autant qu'il restera en vigueur après ladite expiration, sera interprété et appliqué en conséquence:

« (4) Sauf les dispositions du paragraphe suivant du présent article, le Ministre pourra, s'il le juge opportun, rapporter toute autorisation de fabrication ».

8. — (1) Tout inspecteur sera autorisé, et aura faculté, de faire ce qui suit:

a) entrer, et avoir libre accès, à toute heure raisonnable, dans les établissements où sont, ou sont censés être, préparés pour la vente en vue de la consommation humaine la viande sous forme de conserves destinées à être vendues en barils, boîtes en métal, bocaux ou autres récipients, ou bien tout extrait ou essence ou tout autre produit (liquide ou solide) dérivé entièrement ou principalement de la viande, ou enfin les deux à la fois;

b) examiner toute viande, essence, extrait ou autre produit ci-dessus, trouvés dans les établissements auxquels il a libre accès en vertu du présent article, et ouvrir à cet effet tous barils, caisses, boîtes en métal, bocaux ou autres récipients trouvés dans ces établissements et contenant, ou étant censés contenir, de la viande ou tout produit dérivé;

c) poser, en tout temps et lieu, à toute personne ayant, ou ayant eu à n'importe quelle époque, en sa garde ou possession de la viande ou un produit dérivé trouvé dans l'exercice des pouvoirs qui lui ont été conférés à cet égard par le présent article, toute question qu'il jugera opportune en ce qui concerne ces viande ou produit; prendre le nom et l'adresse des personnes ainsi interrogées, et leur demander à leur tour le nom et l'adresse du propriétaire de ces viande et produit;

d) exiger, en tous temps et lieu, de toute personne ayant, ou ayant eu à n'importe quelle époque, en sa garde ou possession de la viande ou un produit dérivé trouvé dans l'exercice des pouvoirs qui lui ont été conférés à cet égard par le présent article, la production de tous livres, factures, bulletins de livraison, reçus et autres documents (en copies conformes à défaut d'originaux) se rapportant à cette viande ou à ce produit; et prendre des copies ou faire des extraits de tous les documents précités.

(2) Toute personne qui:

a) s'oppose à l'action de l'inspecteur ou qui l'empêche d'exercer les pouvoirs qui lui ont été conférés par le présent article; ou

b) manque ou refuse de répondre de son mieux aux questions qu'un inspecteur lui a posées en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le présent article; ou

c) donne sciemment à de telles questions des réponses fausses ou inexactes; ou

d) interrogée par l'inspecteur, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le présent article, quant à ses propres nom et adresse ou à ceux d'un autre, manque ou refuse de les indiquer ou en indique de faux ou d'inexactes; ou

e) manque ou refuse de produire tout document dont la production lui a été à bon droit demandée par un inspecteur en vertu des pouvoirs qui ont été conférés à ce dernier par le présent article; ou manque ou refuse de permettre à l'inspecteur de prendre des copies ou de faire des extraits de tout document semblable;

se rendra coupable d'une infraction au présent article, et sera passible de condamnation, par procédure sommaire, à une amende ne dépassant pas vingt livres sterling.

9. — (1) La présente loi pourra être citée sous le nom de loi supplémentaire de 1936 sur l'abatage du bétail et des ovins.

(2) Les lois de 1934 et 1935 sur l'abatage du bétail et des ovins et la présente loi pourront être citées ensemble sous le nom de lois de 1934 à 1936 sur l'abatage du bétail et des ovins.

Mexique. — D. établissant les stations nationales d'élevage du bétail et postes de zootechnie, et portant une réglementation y relative. — 30 juillet 1936. — D. O., Tome XCVIII, n. 22 (26 septembre 1936).

Art. 1^{er}. — En vertu du présent décret seront désignées sous le nom de postes de zootechnie les dépendances de la direction de l'Elevage du Secrétariat de l'Agriculture, chargées principalement de procurer gratuitement, sur requête des petits éleveurs de bétail, possesseurs de biens communaux (*ejidatarios*) et paysans, ou à des organisations formées par les dits, les services d'étalons de races pures, pour l'amélioration zootechnique de leurs propres animaux.

Art. 2. — Les postes exerceront en outre les activités ci-après:

a) Elevage et exploitation des animaux purs et améliorés;

b) Sélection;

c) Ecologie;

d) Nosologie animale et végétale;

e) Bromatologie et alimentation rationnelle;

f) Police sanitaire et hygiène vétérinaire;

g) Registre des animaux et établissement de statistiques du bétail;

h) Maniement et transport des animaux, conservation, emballage, transport et vente des produits d'origine animale;

i) Petites industries animales;

j) Organisation des personnes adonnées à l'élevage dans la région en Associations et Sociétés Coopératives, en vue de l'éducation et de l'orientation zootechniques et de la propagande en faveur de l'élevage.

Art. 3. — Il sera établi dans la République Mexicaine le nombre de postes requis par les besoins de l'élevage national.

Art. 4. — Les postes seront établis de préférence dans les zones ou lieux où l'écologie, la production agricole, les voies de communication, l'existence de marchés pour le bétail et produits dérivés et la nécessité d'améliorer les qualités zootechniques du bétail de la région, rendent avantageux et nécessaires l'élevage et l'exploitation d'animaux de races spécialisées.

Art. 5. — Afin que les postes puissent répondre aux buts d'élevage, sociaux et économiques pour lesquels ils ont été créés, des services permanents seront établis auprès de chacun d'eux pour l'étude, la recherche, la démonstration et l'enseignement zootechniques.

Art. 6. — Les personnes qui ne sont pas dans les conditions spécifiées à l'article 1^{er} seront tenues de payer les services du poste, conformément aux tarifs fixés pour chaque région.

Art. 7-68. —

Suisse (Confédération). — Arr. du Conseil fédéral concernant l'encouragement de l'élevage de l'espèce chevaline. — 31 juillet 1936. — R. L. F., n. 28 (5 août 1936).

Vu l'article 7 de la loi fédérale du 22 décembre 1893 concernant l'amélioration de l'agriculture par la Confédération;

vu l'article premier de l'arrêté fédéral du 31 janvier 1936 concernant de nouvelles mesures extraordinaires destinées à rétablir l'équilibre des finances fédérales en 1936 et 1937, etc.

1. — BUT D'ÉLEVAGE.

Article 1^{er}. — La Confédération subventionne l'élevage d'un cheval du type de trait léger ou moyen (y compris le type de demi-sang renforcé), près de terre, bien étoffé et bien membré, bien allant et d'allure correcte, accusant une bonne ligne de dessus et de bons sabots, qui puisse servir aussi bien aux besoins de l'agriculture qu'à ceux de l'armée.

2. — DÉPÔTS D'ÉTALONS ET DE POULAINS.

Art. 2. — La Confédération entretient un dépôt d'étalons, de juments et de poulains, comprenant:

a) Des étalons en nombre suffisant pour permettre de fournir les reproducteurs nécessaires aux stations de monte créées par les cantons (dépôt des étalons);

b) Des poulains entiers, achetés en vue du renouvellement de l'effectif des étalons (dépôt des poulains entiers);

c) Des sujets châtrés, provenant du dépôt des poulains entiers (dépôt des poulains châtrés);

d) Des juments poulinières et des pouliches, tous sujets de premier choix, en nombre réduit (jumenterie).

Art. 3-8. —

3. — ENCOURAGEMENT DE L'ÉLEVAGE ET DE LA GARDE D'ÉTALONS PAR LES SYNDICATS D'ÉLEVAGE CHEVALIN ET PAR LES PARTICULIERS.

Art. 9. — La Confédération encourage l'élevage et la garde d'étalons reproducteurs:

a) En allouant des primes en faveur de poulains entiers de bonne ascendance et de bonne conformation;

b) En octroyant des subsides pour la garde d'étalons reproducteurs qualifiés et d'excellente origine, approuvés et taxés par une commission que nommera le département de l'économie publique;

c) En remettant des cahiers fédéraux de saillie pour les étalons approuvés par les cantons et en délivrant des certificats d'ascendance pour les produits issus de ces étalons.

Art. 10-16 —

4. — ALLOCATION DE PRIMES

EN FAVEUR DES JUMENTS POULINIÈRES ET DES POULICHES.

Art. 17. — Les concours de juments poulinières et de pouliches ont lieu chaque année en automne aux jours et lieux désignés par le département de l'économie publique.

Ils sont ouverts aux juments et pouliches appartenant à des éleveurs, membres de syndicats chevalins dont les statuts ont été approuvés par ledit département et dont les livres zootechniques sont tenus conformément aux dispositions en vigueur.

Les syndicats qui n'accuseraient pas, durant deux années consécutives, au moins dix juments poulinières primées ne pourront être admis aux concours futurs que s'ils fournissent la preuve que leur lot de poulinières atteint de nouveau ce chiffre. Le département de l'économie publique peut autoriser des exceptions.

Art. 18-22. —

5. — ALLOCATION DE SUBSIDES POUR EXPOSITIONS CHEVALINES, MARCHÉS-CONCOURS DE POULAINS ET ÉPREUVES DIVERSES.

Art. 23. —

6. — ALLOCATION DE SUBSIDES EN FAVEUR DE L'ESTIVAGE ET DE L'HIVERNAGE DES POULAINS.

Art. 24. — La Confédération subventionne l'estivage des poulains en allouant des subsides en faveur de bons pâturages à poulains sur lesquels sont estivés au moins huit poulains, muletons y compris, issus d'étalons approuvés par la Confédération et âgés de un à trois ans et demi. Pour donner droit au subside, les poulains doivent être issus de mères provenant elles-mêmes d'un étalon approuvé par la Confédération. Le montant du subside est fixé selon la qualité du pâturage, le nombre des poulains donnant droit au subside, la durée de l'estivage et les soins donnés aux poulains, affouragement compris. Il ne peut toutefois dépasser cinquante francs par poulain.

Le département fédéral de l'économie publique établit les dispositions relatives à l'appréciation des pâturages et désigne les experts chargés de l'inspection de ceux-ci.

Les autorités cantonales recueillent les dossiers relatifs aux demandes de subsides fédéraux pour les pâturages à poulains. Les inscriptions, établies sur des formulaires *ad hoc* fournis par la division de l'agriculture, seront adressées avant le 30 juin à ce service, avec les certificats d'ascendance des poulains estivés.

Art. 25-26. —

7. — ALLOCATION DE SUBSIDES POUR LA CRÉATION ET LA TENUE DE STUD-BOOKS.

Art. 27. — La Confédération encourage par des subsides annuels la création, la tenue et la publication de stud-books par les soins des fédérations des syndicats chevalins. Le montant en est fixé, selon les cas, par le département de l'économie publique.

8. — DISPOSITIONS FINALES.

Art. 28. — Le présent arrêté, qui remplace celui du 7 juillet 1931 (1), entre en vigueur le 1^{er} août 1936. Le département de l'économie publique est chargé de son exécution.

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIème Année, 1931, p. 559.

Australie (*Commonwealth*). — O. n. 4 modifiant l'o. de 1934 concernant le bétail. — 15 janvier 1936. — C. A. G., n. 14 (23 janvier 1936).

Australie (*Australie du Sud*). — Règl. d'application de la l. de 1921 visant l'amélioration du bétail (*remboursement des frais de transport*). — 14 mai 1936. — S. A. G. G., n. 23 (14 mai 1936).

Autriche (*Salzbourg*). — L. n. 69 concernant l'approbation des taureaux de reproduction. — LGbl., 13. Stück (26 mars 1936).

D. n. 70 visant l'exécution de la l. de 1936 concernant l'approbation des taureaux. — LGbl., 13. Stück (26 mars 1936).

Autriche (*Vienne*). — L. urbaine n. 7 concernant l'approbation des étalons, taureaux et verrats. — 17 décembre 1935. — Gbl., 4. Stück (3 février 1936).

D. n. 8 visant l'exécution de la l. concernant l'approbation des étalons, taureaux et verrats. — 25 janvier 1936. — Gbl., 4. Stück (3 février 1936).

Belgique. — Arr. royal portant le règlement général relatif à l'amélioration de l'espèce chevaline. — 6 avril 1936. — M. B., n. 123 (2 mai 1936).

Arr. ministériel délimitant les régions et fixant les lieux de réunion pour l'expertise et concours de chevaux reproducteurs. — 7 avril 1936. — M. B., n. 123 (2 mai 1936).

Bulgarie. — U. n. 10 approuvant le Règl. concernant le service de l'élevage auprès du Ministère de l'agriculture et des forêts. — 23 février 1936. — D. V., n. 52 (7 mars 1936).

U. n. 54 portant le Règl. amendant et complétant le Règl. concernant l'institution et le fonctionnement du fonds pour l'élevage du bétail. — 10 septembre 1936. — D. V., n. 211 (18 septembre 1936).

Canada (*Manitoba*). — L. modifiant la l. concernant l'élevage des animaux (*contrôle des animaux dans les municipalités suburbaines*). — 6 avril 1935. — A. M., 24 & 25 Geo. V, ch. 1 (1934-1935).

L. modifiant la l. concernant l'élevage des animaux (*autorisation du Ministre à pourvoir à l'achat ou à l'élevage d'animaux en vue de l'amélioration du bétail, etc.*). — 6 avril 1935. — A. M., 24 & 25 Geo. V, ch. 2 (1934-1935).

L. modifiant la l. de 1933 concernant l'élevage des animaux (*droit de gage du propriétaire de l'étalon sur le poulain pour non paiement de la taxe de monte*). — 30 mars 1936. — A. M., 1 Edw. VIII, ch. 1 (1936).

Canada (*Nouvelle Ecosse*). — L. modifiant la l. visant la protection des ovins, (ch. 8 des l. de 1927) la l. concernant les municipalités (ch. 83 des Statuts révisés de 1923] et la l. concernant l'incorporation des villes (ch. 84 des Statuts révisés de 1923). — 8 avril 1936. — S. N. S., 1 Edw. VIII, ch. 38 (1936).

L. concernant l'inspection et l'enregistrement des étalons. — 2 mai 1936. — S. N. S., 1 Edw. VIII, ch. 5 (1936).

Canada (Ontario). — L. modifiant la l. concernant le marquage du bétail.
— 9 avril 1936. — S. P. O., 1 Edw. VIII, ch. 5 (1936).

Estonie. — L. visant l'amélioration de l'élevage du porc. — 22 mars 1935. — R. T., n. 30 (1935).

O. concernant l'application de la l. visant l'amélioration de l'élevage du porc. — 17 avril 1935. — R. T., n. 39 (1935).

L. concernant l'élevage du cheval. — 19 juillet 1935. — R. T., n. 64 (1935).

France. — Arr. relatif au repeuplement des étables dans les exploitations en cours d'assainissement. — 24 juillet 1936. — J. O., n. 174 (26 juillet 1936).

D. accordant des subventions aux associations de livres généalogiques. — 28 septembre 1936. — J. O., n. 236 (8 octobre 1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord (Ecosse). — Règl. visant l'amélioration du bétail (*approbation des taureaux*). — 2 avril 1936. — S. R. & O., n. 310/S. 10 (1936).

Irlande (État-Libre d'). — Règl. concernant le bétail (*types de verrats non indiqués*) (*révocation du règl. de 1935*). — 17 juin 1936. — S. R. & O., n. 176 (1936).

Italie. — D. du Chef du Gouvernement concernant la constitution du Comité technique corporatif pour la réglementation de l'activité économique visant la production zootechnique. — 31 janvier 1936. — G. U., n. 32 (8 février 1936).

Italie (Lybie). — D. royal n. 1695 portant des dispositions visant l'amélioration du patrimoine bovin de la Lybie. — 7 août 1936. — B. U. G. L., n. 32 (21 octobre 1936).

Japon. — Arr. n. 13 du Ministère de l'agriculture et des forêts, portant le règl. pour l'encouragement des mesures aptes à encourager l'augmentation du taux de natalité des chevaux. — 8 juillet 1936. — K. n. 2854 (8 juillet 1936).

Arrêté n. 21 du Ministère de l'agriculture et des forêts portant le règlement pour encourager l'élevage des chevaux. — 4 septembre 1936. — K., n. 2904 (4 septembre 1936).

Arr. n. 22 du Ministère de l'agriculture et des forêts portant le règlement pour encourager l'élevage des étalons de haras. — 4 septembre 1936. — K., n. 2904 (4 septembre 1936).

Arr. n. 23 du Ministère de l'agriculture et des forêts amendant le règlement pour encourager l'élevage des chevaux de trait. — 4 septembre 1936. — K., n. 2904 (4 septembre 1936).

Lithuanie. — L. modifiant la l. réglementant la monte des chevaux. — 15 mai 1936. — J. O., n. 534 (1936).

Grand-Duché de Luxembourg. — Arr. grand-ducal portant introduction de registres de contrôle pour les bovins. — 4 avril 1936. — M. L., n. 26 (7 avril 1936).

Arr. concernant la distribution des primes pour l'amélioration de la race chevaline en 1936. — 3 août 1936. — M. L., n. 61 (7 août 1936).

Arr. concernant l'expertise des étalons destinés à la monte pendant l'année 1937. — 3 novembre 1936. — M. L., n. 79 (7 novembre 1936).

Nouvelle-Zélande. — Arr. en conseil portant un règl. concernant le contrôle des vaches laitières. — 18 février 1936. — N. Z. G., n. 16 (27 février 1936).

Pays-Bas. — Règl. concernant l'assistance (à l'aide du Fonds de crise agricole) aux éleveurs de bovins. — 26 février 1936. — Stc., n. 40 (26 février 1936).

Arr. dit 1936-I, concernant les bovins (*organisations de crise*) en relation avec le d. de crise de 1934-I relatif aux bovins. — 25 mars 1936. — Stc., n. 61 (26 mars 1936).

Règl. dit de 1936, concernant l'élevage des bovins. — 25 mars 1936. — Stc., n. 61 (26 mars 1936).

Arr. de 1936 concernant les industries de l'élevage du bétail (*subside de 20 fl. par bovin élevé, etc.*). — 23 mai 1936. — Stc., n. 100 (25 mai 1936).

Deux arr. modifiant respectivement: 1) l'arr. de crise de 1936-I concernant les porcs (*nombre de porcs pouvant être engraisés dans les diverses provinces*) et 2) le règl. de 1936 concernant l'élevage des porcs (*diverses modifications et additions*). — 10 et 11 juin 1936. — Stc., n. 112 (11 juin 1936).

Arr. modifiant l'arr. 1936-I et le règl. de 1936 concernant l'élevage des bovins durant la crise (*veaux de « réserve-extra », c'est-à-dire élevés sans documents d'identité; et fourniture aux intéressés, par les organisations de crise, de documents permettant de garder après le 15 décembre 1936, en qualité de bœufs, un certain nombre desdits veaux*). — 24 août 1936. — Stc., n. 164 (24 août 1936).

Arr. modifiant le règl. de 1936 concernant l'élevage des bovins, ainsi que l'arr. de crise de 1936 concernant les bovins (*nombre de veaux pouvant être gardés et élevés dans chaque province, à titre de bœufs, etc.*). — 1^{er} décembre 1936. — Stc., n. 254 (1^{er} décembre 1936).

Arr. abrogeant l'arr. du 25 mars 1936 ainsi que le règl. de 1936 concernant l'élevage des bovins; et publiant le règl. concernant ledit élevage en 1937. — 22 décembre 1936. — Stc., n. 249 (22 décembre 1936).

Arr. modifiant sur divers points l'arr. de 1936 concernant les bovins (*élevage*) durant la crise. — 28 décembre 1936. — Stc., n. 252 (28 décembre 1936).

Arr. dit de 1937, concernant l'élevage des porcs en période de crise. — 28 décembre 1936. — Stc., n. 253 (29 décembre 1936).

Pologne. — Arr. du Ministre de l'agriculture et des réformes agraires sur la mise en vigueur dans certains territoires de l'État des stipulations de la l. sur le contrôle de l'élevage des bovins, porcs et ovins. — 11 janvier 1936. — D. U., n. 5, texte 54 (24 janvier 1936).

Suède. — Arr. royal n. 51 modifiant certains points du règl. du 13 janvier 1928, n. 10, concernant l'institution de primes, avec le concours de l'Etat, pour chevaux de race. — 20 mars 1936. — S. F., n. 51-53 (21 mars 1936).

L. n. 52 modifiant l'art. 4 de la l. du 23 décembre 1914, n. 451, concernant l'inspection obligatoire des chevaux. — 20 mars 1936. — S. F., n. 51-53 (21 mars 1936).

Arr. royal, n. 113, limitant l'activité subventionnée par l'Etat, qui visait l'élevage du gros bétail. — 24 avril 1936. — S. F., n. 111-113 (25 avril 1936).

Arr. royal n. 114 limitant les subventions de l'Etat accordées en faveur de l'élevage des porcs. — 24 avril 1936. — S. F., n. 114 (25 avril 1936).

Règl. royal n. 115 concernant l'activité, subventionnée par l'Etat, en faveur de l'élevage des moutons. — 24 avril 1936. — S. F., n. 115 (25 avril 1936).

Arr. royal n. 116 concernant les subventions de l'Etat en faveur de l'élevage des moutons. — 24 avril 1936. — S. F., n. 116 (25 avril 1936).

Arr. royal n. 117 limitant, pendant l'année 1936, les subventions de l'Etat accordées en faveur de l'élevage des chèvres. — 24 avril 1936. — S. F., n. 117-120 (25 avril 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. du C. C. P. et du C. C. P. C. P. (b) concernant le plan gouvernemental pour le développement de l'élevage des ovins à toison fine et pour l'aide aux kolkhoziens en vue de leur permettre l'entretien d'ovins en jouissance individuelle. — S. Z. R., n. 15, texte 128 (31 mars 1936).

Arr. n. 10 portant des mesures en vue du développement de l'élevage des chameaux. — 5 janvier 1936. — S. Z. R., n. 6, texte 55 (16 février 1936).

Arr. du C. C. P. et du C. C. P. C. P. (b) concernant le plan pour la vente aux kolkhozy, par les sovkhoby, de taureaux de race et la castration des taureaux dans les sovkhoby. — 29 avril 1936. — S. Z. R., n. 23, texte 213 (23 mai 1936).

Arr. n. 770 du C. C. P. concernant l'élevage des chevaux. — 29 avril 1936. — S. Z. R., n. 24, texte 229 (28 mai 1936).

Arr. du C. C. P. et du C. C. P. C. P. (b) concernant le plan gouvernemental pour le développement de l'élevage du bétail en 1936. — 28 mai 1936. — S. Z. R., n. 30, texte 273 (21 juin 1936).

Uruguay. — D. réglementant le fonctionnement et l'activité de la commission nationale d'amélioration de la production ovine. — 29 avril 1936. — D. O., n. 8920 (21 mai 1936).

D. modifiant certaines dispositions concernant les primes aux producteurs de bétail. — 30 octobre 1936. — D. O., n. 9067 (11 novembre 1936).

Vénézuéla. — L. concernant la Société industrielle vénézuélienne d'élevage (*institution autonome pour l'encouragement de l'élevage, dont le capital est fourni par la Nation et qui doit remplacer l'ancienne Compagnie du même nom*). — 14 juillet 1936. — G. O., n. 19017 (27 juillet 1936).

Règl. visant l'application de la l. concernant la Société vénézuélienne pour l'élevage du bétail. — 7 septembre 1936. — G. O., n. 19056 (10 septembre 1936).

CHAPITRE II.

MALADIES DES ANIMAUX

Belgique. — Arr. ministériel concernant la tuberculose bovine et les mesures de protection à la frontière. — 20 mars 1936. — M. B., n. 120 (29 avril 1936).

Vu la loi du 20 décembre 1897, relative à la répression de la fraude en matière d'importation, d'exportation et de transit de marchandises prohibées;

Vu l'arrêté royal du 19 juillet 1927 (1) sur la tuberculose bovine;

Revu l'arrêté ministériel du 2 août 1927 (2) concernant les mesures de protection contre la tuberculose bovine à la frontière;

Considérant qu'il convient de modifier la technique des méthodes de tuberculation appliquées au bétail importé;

etc.

Art. 1^{er}. — Les articles 6, 7 et 8 de l'arrêté ministériel du 2 août 1927, concernant les mesures de protection contre la tuberculose bovine à la frontière, sont rapportés.

Art. 2. — Les épreuves de tuberculation auxquelles seront soumises les bêtes bovines importées sont: l'oculo-tuberculation et la tuberculation intra-dermique appliquées conjointement.

Si la réaction est douteuse aux deux épreuves ou douteuse à l'une d'elles et négative à l'autre, il sera procédé à la tuberculation par la voie sous-cutanée.

Le vétérinaire de contrôle fera connaître vingt-quatre heures à l'avance à l'administration centrale et à l'inspecteur vétérinaire le jour et l'heure auxquels il procédera aux épreuves.

Art. 3. — Les résultats des réactions sont consignés au fur et à mesure des visites de contrôle dans le livre servant aux inscriptions des animaux (form. 32).

Une réaction positive à l'une des épreuves doit faire considérer l'animal comme atteint de tuberculose et les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 2 août 1927 susindiqué lui seront applicables.

Art. 4. — Sont considérées comme réactions positives:

a) à l'oculo-tuberculation, l'apparition, de la 6^e à la 12^e heure après l'instillation, d'une conjonctivite, accompagnée d'une

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XVII^{ème} Année, 1927, p. 141.

(2) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XVII^{ème} Année, 1927, p. 141.

sécrétion épaisse, opaque, blanche ou jaunâtre pouvant durer de trois à quatre jours;

b) à l'intradermo-tuberculation, la formation, parfois à la 24^e heure, mais plus souvent deux ou trois jours après l'injection et à l'endroit de celle-ci, d'une tuméfaction œdémateuse et généralement sensible à la pression doublant au moins l'épaisseur de la peau.

Cette tuméfaction se maintient en général pendant quarante-huit heures;

c) à la tuberculation sous-cutanée chez les animaux non fébricitants, c'est-à-dire dont la température avant l'injection ne dépasse pas 39°, une augmentation de température d'au moins 1°5 tout en dépassant 39° 5 ou une température qui monte à 40° au moins.

Art. 5. —

Belgique. — Arr. royal modifiant l'arrêté royal du 19 juillet 1927, relatif à l'action en réhabilitation pour tuberculose chez la bête bovine. — 1^{er} avril 1936. — M. B., n. 120 (29 avril 1936).

Vu la loi du 25 août 1885 sur les vices rédhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques;

Revu l'arrêté royal du 19 juillet 1927 (1) relatif à l'action en réhabilitation pour tuberculose chez la bête bovine;

Considérant que l'expérience a démontré la nécessité d'apporter certaines modifications aux dispositions de l'arrêté susdit;

etc.

Art. 1^{er}. — Les articles 1, 2 et 5 de l'arrêté royal du 19 juillet 1927 sont remplacés par les textes suivants:

« Art. 1^{er}. — Est réputé vice rédhibitoire, si la valeur de l'animal vendu ou échangé s'élève à plus de mille francs, la tuberculose, même accusée par simple réaction à la tuberculine chez le taureau, acheté pour la reproduction, chez la génisse n'ayant poussé aucune dent d'adulte, chez la bête bovine en état de gestation et chez la bête bovine en lactation achetée comme telle.

« Art. 2. — L'épreuve de la tuberculine à laquelle aura recours l'expert, en exécution du présent arrêté, comporte l'oculo-tuberculation et, conjointement avec celle-ci, l'un des procédés [suivants: l'intradermotuberculation ou la tuberculation sous cutanée. Pour cette dernière il fait usage du thermomètre à demeure.

« Art. 5. — Avant toute action en réhabilitation, l'acheteur a le droit de soumettre l'animal acheté à l'épreuve de la tuberculine mais

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XVII^eme Année, 1927, p. 141.

uniquement par un des procédés de tuberculation locale: oculo-tuberculation ou tuberculation intradermique. Cette épreuve ne le dispensera pas des formalités requises en vue d'une action en justice éventuelle.

« Le vendeur pourra, à son tour, en vue d'un arrangement à l'amiable, faire recourir à une tuberculation de contrôle, sans que cette intervention puisse d'aucune manière entraver la marche de l'action en réhabilitation ».

Art. 2. —

Belgique. — Arr. ministériel concernant la réhabilitation pour tuberculose et les caractéristiques de la réaction à la tuberculine. — 2 avril 1936. — M. B., n. 120 (29 avril 1936).

Vu l'arrêté royal du 19 juillet 1927 (1) modifié par celui du 1^{er} avril 1936 concernant la réhabilitation pour tuberculose chez la bête bovine;

Considérant que cet arrêté apporte des modifications à la technique de la méthode intradermique de tuberculation et qu'il importe de modifier dès lors la définition de la réaction caractéristique de cette épreuve;

Revu l'arrêté ministériel du 2 août 1927 (2) concernant les caractéristiques des réactions à la tuberculine;
etc.

Article unique. — Les lettres *b* et *c* de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 2 août 1927 sont remplacés par:

« Sont considérés comme présentant une réaction positive à l'intradermo-tuberculation, les bêtes bovines chez lesquelles il se produit parfois à la vingt-quatrième heure, mais plus souvent après deux ou trois jours après l'injection et à l'endroit de celle-ci, une tuméfaction oedémateuse et généralement sensible à la pression doublant au moins l'épaisseur de la peau.

« La tuméfaction se maintient en général pendant quarante-huit heures ».

Grand-Duché de Luxembourg. — Arr. grand-ducal portant modification de celui du 4 juin 1908, concernant l'exécution de la l. du 21 avril 1908 sur les vices rédhibitoires des animaux domestiques. — 27 juillet 1936. — M. L., n. 59 (1^{er} août 1936).

Vu les articles 2, 3 et 8 de la loi du 21 avril 1908, concernant les vices rédhibitoires des animaux domestiques;

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XVII^{ème} Année, 1927, p. 141.

(2) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XVII^{ème} Année, 1927, p. 141.

Revu Notre arrêté du 4 juin 1908, concernant l'exécution de cette loi;

etc.

Art. 1^{er}. — Les maladies et défauts ci-après spécifiés sont réputés vices rédhibitoires dans la vente et l'échange des animaux domestiques. Ils donneront lieu à action en garantie dans les délais fixés au présent article.

A) Pour les solipèdes:

1^o) La morve et le farcin délai 15 jours.

2^o) L'immobilité. » 15 jours.

Par immobilité on entend toute maladie chronique et incurable du cerveau entraînant une diminution de la conscience.

3^o) la pousse délai 15 jours.

On entend par pousse la difficulté respiratoire causée par une affection chronique et incurable des poumons et du cœur.

4^o) le cornage laryngé délai 15 jours.

On entend par là un bruit perceptible occasionné par une sténose chronique et incurable des voies respiratoires supérieures.

5^o) la fluxion périodique des yeux. délai 29 jours.

On entend par fluxion périodique des yeux toute altération inflammatoire chronique et incurable des organes internes de l'œil provenant de causes internes;

6^o) le tic proprement dit et la déglutition d'air. délai 15 jours.

On entend par tic proprement dit l'habitude vicieuse où, par une contraction violente des muscles du cou et du pharynx, l'air entre dans le pharynx accompagné d'un bruit perceptible.

Par déglutition d'air on entend l'action d'avaler de l'air sans bruit.

B) Pour les bovidés.

1) La tuberculose délai 15 jours.

Est considérée comme tuberculose des bovidés la forme de tuberculose qui se manifeste par des symptômes cliniques et par une réaction positive à l'épreuve souscutanée à la tuberculine ou par un examen bactériologique positif, à faire par la section vétérinaire du laboratoire bactériologique de l'Etat.

2) la paratuberculose délai 30 jours.

On entend par paratuberculose l'entérite paratuberculeuse, chez laquelle les symptômes cliniques ont été confirmés par l'examen bactériologique.

3) l'hématurie délai 15 jours.

On entend par hématurie le pissement de sang causé par des affections de la muqueuse de la vessie.

C) Pour l'espèce ovine.

La gale psoroptique et sarcoptique délai 15 jours.

D) Pour le porc.

La pneumo-entérite du porc délai 5 jours.

On entend par là la maladie des porcs provoquée par le bacillus *bipolaris suis*, se caractérisant par une marche aiguë ou à caractère septicémique, accompagnée éventuellement d'une pneumonie, d'une laryngite ou d'une entérite aiguë, ou d'un œdème inflammatoire sous-cutané.

Art. 2. — Si l'animal vient à périr avant l'expiration des délais visés à l'article 1^{er}, l'action devra être intentée sous peine de déchéance dans les vingt-quatre heures, à partir de la mort de l'animal.

Art. 3. — Sont à considérer comme animaux domestiques destinés à être abattus pour être livrés à la consommation, les animaux qui, d'après l'intention des parties, doivent être abattus à bref délai pour être livrés à la consommation humaine.

Art. 4. — Le délai pour intenter les actions en garantie, action en résolution ou action en diminution de prix, à propos des animaux domestiques de boucherie, sera de huit jours.

Art. 5. — Les délais mentionnés ci-dessus seront francs, sauf le cas prévu à l'article 2, ils courent à partir du jour fixé pour la livraison. Si le dernier jour est un jour férié, le délai sera prorogé au lendemain.

Art. 6. — Notre arrêté susmentionné du 4 juin 1908 est rapporté.

Art. 7. — Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent règlement.

Allemagne. — D. complétant les prescriptions visant les agents pathogènes (*épizooties*). — 16 mars 1936. — RGbl., Teil I, n. 24, p. 178 (19 mars 1936).

Premier d. portant des dispositions pour compléter et appliquer la réglementation de la profession de médecin (*applicabilité aux vétérinaires*). — 31 mars 1936. — RGbl., Teil I, n. 34, p. 338 (1^{er} avril 1936).

Réglementation du Reich sur la profession de vétérinaire. — 3 avril 1936. — RGbl., n. 36, p. 347 (6 avril 1936).

Premier d. concernant l'application de la réglementation du Reich de la profession de vétérinaire. — 25 juillet 1936. — RGbl., Teil I, n. 69, p. 571 (28 juillet 1936).

Allemagne (Bavière). — D. n. 641 e I. concernant l'anémie contagieuse des chevaux. — 4 février 1936. — GVbl., n. 5 (5 février 1936).

D. n. 641 e 11 concernant l'anémie contagieuse des chevaux. — 12 mars 1936. — GVbl., n. 11 (30 mars 1936).

Arr. n. 653 b 31 concernant la lutte contre l'avortement épizootique (*maladie de « Bang »*). — 16 mai 1936. — GVbl., n. 18 (19 mai 1936).

Australie (*Commonwealth*). — O. n. 5 concernant les maladies du bétail. — 18 mars 1936. — C. A. G., n. 30 (19 mars 1936).

Australie (*Australie du Sud*). — Règl. d'application de la l. de 1935 concernant les vétérinaires. — 27 février 1936. — S. A. G. G., n. 12 (27 février 1936).

Autriche (*Basse-Autriche*). — O. n. 11 réglementant l'inspection vétérinaire des animaux transportés par chemin de fer, bateau, camion, avion. — 21 décembre 1935. — LGbl., 1. Stück (22 janvier 1936).

O. n. 100 visant la lutte contre la tique des bovidés (*Hypoderma bovis* et *Hypoderma lineatum*). — 8 avril 1936. — LGbl., 9. Stück (20 avril 1936).

D. n. 99 réglementant le pâturage en vue de la lutte contre l'avortement épizootique des bovins. — 24 avril 1936. — LGbl., 9. Stück (30 avril 1936).

Autriche (*Burgenland*). — D. n. 32 portant des dispositions de police vétérinaire pour le commerce du bétail de reproduction et autre dans le Burgenland. — 23 mars 1936. — LGbl., 7. Stück (9 avril 1936).

D. n. 33 portant des dispositions de police vétérinaire pour le commerce des chevaux dans le Burgenland. — 23 mars 1936. — LGbl., 7. Stück (9 avril 1936).

Autriche (*Haute-Autriche*). — D. n. 9 concernant la lutte contre la tique des bovidés « *Hypoderma bovis* » et « *Hypoderma lineatum* ». — 23 janvier 1936. — LGbl., 4. Stück (31 janvier 1936).

Autriche (*Vienne*). — O. n. 14 concernant l'inspection vétérinaire des animaux transportés par chemin de fer, bateaux, automobiles (*remorques*) et par air et qui seront chargés ou déchargés à Vienne. — 29 février 1936. — Gbl., 5. Stück (6 mars 1936).

Belgique. — Arr. ministériel concernant la police sanitaire des animaux domestiques (*tuberculose bovine*). — 20 mars 1936. — M. B., n. 93 (2 avril 1936).

Arr. royal qui modifie l'article 7 de l'arrêté royal du 15 mars 1926, portant régl. organique du service vétérinaire. — 25 mai 1936. — M. B., n. 172 (20 juin 1936).

Arr. ministériel concernant la police sanitaire des animaux domestiques (*peste porcine*). — 5 septembre 1936. — M. B., n. 253 (9 septembre 1936).

Arr. ministériel concernant la police sanitaire des animaux domestiques (*peste porcine*). — 20 octobre 1936. — M. B., n. 296 (22 octobre 1936).

Brésil. — Arr. approuvant le plan général concernant la lutte contre l'épizootie de la rage au Brésil. — 31 décembre 1935. — D. O., n. 11 (14 janvier 1936).

Bulgarie. — U. n. 204 ratifiant la 1^{re} Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux. — 20 mai 1936. — D. V., n. 135 (20 juin 1936).

Colombie. — L. n. 28 concernant la protection de l'élevage et portant certaines autres mesures (*créé 20 postes permanents de vétérinaires; prévoit l'achat de produits et insecticides, ainsi que l'établissement de bains pour le bétail*). — 5 février 1936. — D. O., n. 23113 (18 février 1936).

D. n. 77 portant certaines mesures sanitaires concernant le bétail, applicables dans l'Intendance nationale du Méta. (*Certificats nécessaires pour l'abatage ou la sortie de femelles bovines, etc.*). — 15 juin 1936. — D. O., n. 23289 (22 septembre 1936).

Danemark. — Not. n. 54 portant des mesures en vue de la destruction de la larve de l'œstre du bœuf. — 6 mars 1936. — L. A., n. 8 (26 mars 1936).

Adjonctions n. 135 à la notification du Ministère de l'agriculture, du 30 novembre 1935, concernant l'abatage de bétail tuberculeux. — 25 avril 1936. — L. A., n. 19 (28 mai 1936).

Dispositions supplémentaires n. 215 à la notification du Ministère de l'agriculture, du 30 novembre 1935, concernant l'abatage de bétail tuberculeux. — 22 août 1936. — L. A., n. 29 (24 octobre 1936).

L. n. 256 portant des dispositions supplémentaires à la l. pour les îles de Féroé, du 28 février 1908, concernant les maladies contagieuses des animaux domestiques. — 27 novembre 1936. — L. A., n. 31 (28 novembre 1936).

Equateur. — D. n. 49 spécifiant que l'Université Centrale devra établir, pour le service vétérinaire public, une clinique avec hôpital et dispensaire, et qu'elle est chargée en outre d'assurer tous les services vétérinaires dans la République ainsi que la surveillance relative aux maladies des animaux. — 5 août 1936. — R. O., n. 271 (22 août 1936).

Espagne. — Arr. disposant que, dans le transport par cabotage, les expéditions d'animaux vivants, viandes, produits dérivés et peaux soient accompagnées d'un certificat sanitaire et d'origine. — 23 mars 1936. — G. M., n. 92 (1^{er} avril 1936).

Estonie. — L. portant modification et extension de la l. concernant la lutte contre les maladies épidémiques des animaux domestiques. — R. T., n. 29 (1936).

France. — D. portant règl. d'administration publique pour l'application de la l. du 20 février 1928 créant un institut de médecine vétérinaire exotique. — 25 décembre 1935. — J. O., n. 11 (13 et 14 janvier 1936).

Arr. relatif à l'emploi de la tuberculine pour l'exécution des opérations de prophylaxie antituberculeuse. — 10 juillet 1936. — J. O., n. 166 (17 juillet 1936).

Arr. relatif aux modalités d'application du paragraphe 1^{er} de l'art. 8 de la l. du 7 juillet 1933 (*importation, fabrication et vente des préparations destinées au diagnostic, à la prévention et au traitement de la tuberculose des animaux*). — 6 août 1936. — J. O., n. 184 (7 août 1936).

Arr. relatif à l'emploi de la vaccination dans la prophylaxie de la tuberculose des bovidés. — 17 août 1936. — J. O., n. 197 (23 août 1936).

D. ajoutant l'anémie infectieuse des équidés à la nomenclature des maladies réputées contagieuses. — 21 novembre 1936. — J. O., n. 275 (23 et 24 novembre 1936).

Arr. relatif à l'exécution du d. du 21 novembre 1936 ajoutant l'anémie infectieuse de équidés à la nomenclature des maladies réputées contagieuses. — 7 décembre 1936. — J. O., n. 288 (9 décembre 1936).

France (Maroc). — Dahir modifiant le dahir du 13 juillet 1914 édictant des mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses. — 17 août 1936. — B. O., n. 1247 (18 septembre 1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord. — Arr. concernant l'« hypoderma bovis » (*traitement du bétail*). — 31 janvier 1936. — S. R. & O., n. 71 (1936).

Arr. modifiant l'arr. de 1936 concernant la tique des bovidés (*hypoderma bovis*) (*traitement du bétail*). — 26 février 1936. — S. R. & O., n. 154 (1936).

Arr. concernant les maladies des animaux (*importation de substances thérapeutiques*). — 15 mai 1936. — S. R. & O., n. 515 (1936).

Kénia. — Règl. concernant les maladies des animaux (*modification du règl. de 1931*). — 4 janvier 1936. — Suppl. No. 2 to the O. G., n. 2 (14 janvier 1936).

Not. gouvernementale n. 644. Règl. modifiant le règl. de 1931 concernant les maladies des animaux (3^{ème} modification) (*vaccins*). — 5 octobre 1936. — Suppl. No. 42 to the O. G. (13 octobre 1936).

Inde (Provinces Centrales). — Règl. concernant les maladies des animaux. — 10 septembre 1936. — C. P. G., n. 37, Part. III (11 septembre 1936).

L. n. XXVII modifiant la l. de 1934 concernant les maladies du bétail. — 6 novembre 1936. — C. P. G., n. 48, Part III (27 novembre 1936).

Irlande (Etat-Libre d'). — Arr. concernant l'« hypoderma bovis » (*traitement du bétail*). — 29 janvier 1936. — S. R. & O., n. 20 (1936).

Arr. d'application de la l. de 1894 concernant les maladies des animaux (*application aux cas d'« hypoderma bovis »*). — 29 janvier 1936. — S. R. & O., n. 43 (1936).

Japon (Kwantung). — Arr. n. 78 du Haut Commissaire du Kwantung, portant le règl. concernant les vétérinaires. — 30 décembre 1935. — K., n. 2724 (3 février 1936).

Lithuanie. — L. sur la création et l'entretien de l'Académie Vétérinaire. — 25 août 1936. — J. O., n. 546 (1936).

Mexique. — C. n. 301-33-106 publiant la liste des produits animaux pour lesquels l'inspection sanitaire n'est pas exigée. — 28 avril 1936. — D. O., Tome XCVI, n. 4 (7 mai 1936).

Nouvelle-Zélande. — Règl. modifiant le règl. du 20 décembre 1915 concernant la prophylaxie du charbon symptomatique du bétail. — 1^{er} avril 1936. — N. Z. G., n. 27 (2 avril 1936).

Arr. en Conseil modifiant les règl. d'application de la l. de 1908 concernant le bétail en vue d'empêcher l'introduction des maladies du bétail. — 22 juillet 1936. — N. Z. G., n. 49 (23 juillet 1936).

Pays-Bas. — D. prévoyant l'application, aux fins de défense et de lutte contre la peste des porcins (*pneumo-entérite infectieuse*), de certaines dispositions de la l. concernant le bétail ainsi que du d. du 25 avril 1922. — 27 novembre 1936. — Stbl., n. 779-A (11 décembre 1936).

Roumanie. — Arr. ministériel n. 133695 visant l'application de dispositions de police vétérinaire. — 26 juin 1936. — M. O., n. 149 (30 juin 1936).

Salvador. — D. législatif n. 56 déclarant de nécessité et d'utilité publique la lutte contre les fléaux de l'agriculture et contre les maladies du bétail. — 30 mai 1936. — D. O., n. 136 (20 juin 1936).

Suisse (Confédération). — Arr. du Conseil fédéral maintenant en vigueur pour les années 1936 et 1937 l'arr. du Conseil fédéral du 11 avril 1924 (*allocation de subsides fédéraux pour l'abatage ou la mort d'animaux domestiques et en faveur des vaccinations contre les épizooties et de la lutte contre la fièvre aphteuse*). — 14 février 1936. — R. L. F., n. 5 (19 février 1936).

Uruguay. — D. unifiant et réglementant les dispositions concernant le contrôle et la vente des produits spécifiques utilisés en zoothérapie. — 20 mars 1936. — D. O., n. 8887 (4 avril 1936).

D. modifiant certaines dispositions concernant les certificats relatifs aux épreuves avec la tuberculine. — 30 octobre 1936. — D. O., n. 9067 (11 novembre 1936).

CHAPITRE III.

PROTECTION DES ANIMAUX. CHASSE ET PÊCHE
ET COMMERCE DES PRODUITS Y RELATIFS

Allemagne. — D. portant des dispositions pour la protection des plantes sauvages et des animaux vivant à l'état sauvage et dont la chasse est interdite (*d. sur la protection de la nature*). — 18 mars 1936. — RGbl., Teil I, n. 25, p. 181 (23 mars 1936).

Réglementation du commerce du gibier. — 21 mars 1936. — RGbl., Teil I n. 29, p. 259 (28 mars 1936).

Deuxième d. exécutoire de la l. concernant la protection des animaux. — 27 juin 1936. — RGbl., Teil I, n. 65, p. 539 (11 juillet 1936).

D. complétant la l. du Reich sur la chasse, du 3 juillet 1934 (*interdiction de la chasse à courre*). — 29 juillet 1936. — RGbl., Teil I, n. 70, p. 578, (3 août 1936).

3^{ème} d. d'application de la l. sur la protection des animaux. — 11 septembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 84, p. 735 (22 septembre 1936).

Argentine. — D. n. 85955 instituant la Commission consultative pour l'encouragement de la pisciculture. — 10 juillet 1936. — B. O., n. 12619 (27 juillet 1936).

Australie (Australie du Sud). — Règl. d'application des l. de 1919 à 1933 concernant la protection des animaux et des oiseaux. — 26 mars 1936. — S. A. G. G., n. 16 (26 mars 1936).

Autriche (Burgenland). — D. n. 63 modifiant le d. n. 60 de 1933 concernant la chasse. — LGbl., 18. Stück (10 novembre 1936).

Autriche (Carinthie). — L. n. 15 modifiant la l. sur la pêche (*paiement de taxes*). — 30 janvier 1936. — LGbl., 7. Stück (24 février 1936).

L. n. 50 complétant la l. sur la pêche (*baux*). — 27 mai 1936. — LGbl., 18. Stück (6 juillet 1936).

Belgique. — Arr. royal portant modification à la l. sur la pêche fluviale. — 26 décembre 1935. — M. B., n. 20-21 (20 et 21 janvier 1936).

Arr. royal relatif aux permis et licences de pêche. — 27 décembre 1935. — M. B., n. 20-21 (20 et 21 janvier 1936).

Arr. concernant la pêche fluviale (*exécution des l. des 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899*). — 13 mars 1936. — M. B., n. 95 (4 avril 1936).

Arr. ministériel concernant la chasse au gibier d'eau (*ouverture*). — 29 juin 1936. — M. B., n. 188-189 (6 et 7 juillet 1936).

Arr. ministériel concernant la chasse (*ouverture et fermeture en 1936-1937*). — 6 août 1936. — M. B., n. 222 (9 août 1936).

Brésil. — D. n. 573 prorogeant jusqu'au 31 décembre 1936 la délégation de compétence accordée à l'Etat de St. Paul pour l'application, sur son territoire et par l'intermédiaire de son service respectif, du code de la chasse et de la pêche. — 31 décembre 1935. — D. O., n. 15 (18 janvier 1936).

D. n. 704 publiant un nouveau règl. concernant l'entrepôt fédéral de la pêche du district fédéral (*poisson devant être consommé dans le district fédéral ou exporté*). — 24 mars 1936. — D. O., n. 116 (20 mai 1936).

Arr. concernant la chasse dans divers Etats en 1936 (*période de chasse, protection, pénalités*). — 30 avril 1936. — D. O., n. 105 (7 mai 1936).

Bulgarie. — D. l. sur la pêche. — 7 mai 1936. — D. V., n. 107 (16 mai 1936).

Canada (Manitoba). — L. modifiant la l. de 1930 concernant la chasse et la pêche. — 12 mars 1936. — A. M., 1 Edw. VIII, ch. 13 (1936).

Canada (Nouveau-Brunswick). — L. modifiant la l. sur la chasse, ch. 36 de 1927. — 4 avril 1935. — A. N. B., ch. XXIII (1935).

Canada (Ontario). — L. modifiant la l. sur la chasse et la pêche. — 9 avril 1936. — S. P. O., 1 Edw. VIII, ch. 23 (1936).

Canada (Québec). — Arr. en Conseil n. 1349 concernant la protection de la perdrix hongroise. — 4 mai 1936. — S. Q., 1 Edw. VIII, n. 1349 (1936).

Danemark. — L. n. 94 concernant les réserves de chasse pour certaines espèces de mammifères et d'oiseaux. — 7 avril 1936. — L. A., n. 13 (15 avril 1936).

Egypte. — D. l. n. 27 interdisant l'exportation des cailles. — 4 avril 1936. — J. O., n. 37 (6 avril 1936).

Arr. portant interdiction de la chasse des cailles au moyen de filets. — 25^e mai 1936. — J. O., n. 70 (8 juin 1936).

Espagne. — D. interdisant l'exercice de la chasse aux oiseaux de passage du 1^{er} mars de chaque année jusqu'à la date où est levée la défense de chasse dans les différentes zones indiquées dans la l. du 26 juillet 1935. — 8 avril 1936. — G. M., n. 100 (9 avril 1936).

D. portant nouvelle rédaction des articles 39 et 43 du règl. du 11 avril 1928 relatif aux Patronages pour la protection des animaux et des plantes. — 30 avril 1936. — G. M., n. 122 (1^{er} mai 1936).

Estonie. — L. modifiant la l. sur la chasse. — R. T., n. 47 (1936).

Etats-Unis d'Amérique (Confédération). — L. modifiant la l. du 3 juillet 1908 concernant le traité relatif aux oiseaux migrateurs, visant à étendre et adapter ces dispositions à la Convention du 7 février 1936 entre les Etats-Unis et les Etats-Unis du Mexique pour la protection des oiseaux migrateurs et du gibier mammifère et visant d'autres buts. — 20 juin 1936. — P., n. 728-74th Congress, S. 4584 (1936).

France. — D. portant règl. d'administration publique déterminant les conditions d'application de la l. du 14 février 1935 relative à la pêche fluviale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. — 19 mars 1936. — J. O., n. 74 (27 mars 1936).

- D. portant réglementation de la chasse dans les principaux territoires africains relevant du Ministère des colonies. — 13 octobre 1936. — J. O., n. 253 (28 octobre 1936).
- Italie.** — D. l. royal n. 799 rationalisant l'exercice des droits exclusifs de pêche dans les eaux douces. — 27 février 1936. — G. U., n. 111 (13 mai 1936).
- D. ministériel modifiant les dispositions portées par les d. ministériels du 14 et 29 novembre 1935 réglementant l'exercice de la chasse et la capture des oiseaux pour la saison de printemps en cours. — 20 mars 1936. — G. U., n. 71 (26 mars 1936).
- D. royal n. 858 portant reconnaissance juridique et approbation du Statut de la société d'assistance « Usagers de réserves de chasse et de parcs pour l'élevage du gibier ». — 10 avril 1936. — G. U., n. 118 (22 mai 1936).
- D. l. royal n. 836 portant des dispositions pour la réforme de la législation sur la chasse. — 14 avril 1936. — G. U., n. 116 (19 mai 1936).
- Japon.** — Arr. n. 3 du Ministère de l'agriculture et des forêts amendant le règl. pour encourager les installations en commun pour l'exploitation de la pêche. — 23 avril 1936. — K., n. 2790 (23 avril 1936).
- Arr. n. 16 du Ministère de l'agriculture et des forêts portant le règl. pour encourager l'amélioration de la transformation des produits de l'aquiculture. — 28 juillet 1936. — K., n. 2871 (28 juillet 1936).
- Japon (Karafuto).** — Arr. n. 28 du gouvernement de Karafuto amendant le règl. sur la chasse. — 26 août 1936. — K., n. 2944 (23 octobre 1936).
- Lithuanie.** — L. modifiant la l. sur la chasse. — 14 août 1936. — J. O., n. 545 (1936).
- Mexique.** — Arr. fixant les périodes durant lesquelles est interdite la chasse de diverses espèces. — 3 avril 1936. — D. O., Tome XCV, n. 40 (16 avril 1936).
- Nouvelle-Zélande.** — Arr. en conseil modifiant le règl. de 1930 visant la protection des animaux et la chasse (2^{ème} modification). — 4 mars 1936. — N. Z. G., n. 19 (5 mars 1936).
- Roumanie.** — Arr. n. 19724 réglementant la vente de différentes variétés de carpes provenant d'étangs artificiels pendant les époques d'interdiction de pêche. — 24 février 1936. — M. O., n. 52 (3 mars 1936).
- D. royal n. 1623 portant un règl. d'application de la l. visant la protection des animaux. — 10 juillet 1936. — M. O., n. 161 (14 juillet 1936).
- Suède.** — Arr. royal n. 406 établissant des périodes de protection temporaire pour certaines espèces d'animaux. — 26 juin 1936. — S. F., n. 406 (30 juin 1936).
- Arr. n. 416 établissant des périodes de chasse pour certaines espèces d'animaux. — 27 juin 1936. — S. F., n. 416 (1^{er} juillet 1936).

Arr. royal n. 513 modifiant l'art. 1^{er} de l'arr. du 26 juin 1936, n. 406, établissant les périodes de protection temporaire pour certaines espèces d'animaux. — 19 septembre 1936. — S. F., n. 513 (22 septembre 1936).

Arr. royal n. 575 modifiant l'art. 1^{er} de l'arr. du 27 juin 1930, n. 290, portant des dispositions occasionnelles en vue de la protection de la faune dans certains endroits. — 27 novembre 1936. — S. F., n. 575 (28 novembre 1936).

Suisse (Confédération). — Règl. concernant les districts francs et asiles fermés à la chasse. — 28 juillet 1936. — R. L. F., n. 27 (29 juillet 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 114 du C. C. P. portant les modalités pour réglementer et contrôler l'exercice correct de la chasse. — 23 janvier 1936. — S. Z. R., n. 6, texte 56 (16 février 1936).

Arr. n. 168 amendant la législation de l'U. R. S. S. par suite de l'arr. du C. C. P. de l'U. R. S. S. du 25 septembre 1935 « réglementant la pêche et la conservation des réserves de pêche ». — 3 février 1936. — S. Z. R., n. 7, texte 64 (25 février 1936).

Arr. n. 47/456 du C. E. C. et du C. C. P. amendant l'art. 4 de l'arr. du C. E. C. et du C. C. P. de l'U. R. S. S. du 17 décembre 1932 « sur la redevance de pêche en ce qui concerne les entreprises du secteur socialisé ». — 7 mars 1936. — S. Z. R., n. 13, texte, 115 (23 mars 1936).

Arr. n. 60/957 du C. E. C. et du C. C. P. ratifiant le Règl. concernant le système des kolkhozy de pêche de l'U. R. S. S. — 27 mai 1936. — S. Z. R., n. 28, textes 263a et 263b (16 juin 1936).

Uruguay. — D. établissant et réglementant la période de chasse pour l'année 1936. — 26 mars 1936. — D. O., n. 8887 (4 avril 1936).

Vénézuéla. — L. concernant la chasse. — 21 août 1936. — G. O., n. 19045 (28 août 1936).

L. concernant la pêche. — 11 septembre 1936. — G. O., n. 19061 (16 septembre 1936).

Yougoslavie. — Deux O. visant l'application de la l. du 5 décembre 1931 concernant la chasse dans les provinces (*Banovines*) de la Morava et de la Drina respectivement. — 30 mai et 9 juin 1936. — S. N., n. 140-XXXIII (22 juin 1936).

Règl. concernant l'administration et la surveillance des terrains de chasse délimités et appartenant à l'Etat. — 24 juillet 1936. — S. N., n. 207-XLVIII (8 septembre 1936).

CHAPITRE IV.

INDUSTRIE DES PRODUITS ANIMAUX

Argentine. — D. n. 84289 créant l'Institut des laines, placé sous la dépendance de la Direction de l'élevage, Ministère de l'agriculture. — 10 juin 1936. — B. O., n. 12619 (27 juillet 1936).

Art. 1^{er}. — Il est créé un Institut des Laines (Istituto de Investigación de Lanass), placé sous la dépendance de la Direction de l'Elevage du Ministère de l'Agriculture.

Art. 2. — L'Institut a les fonctions suivantes:

a) établir le classement (standard) des laines conformément aux nécessités du pays et adapté aux systèmes de standardisation en usage dans les pays importateurs;

b) confectionner des collections d'échantillons « standard » destinées à être distribuées aux organismes ruraux et aux éleveurs afin que ces derniers puissent comparer leurs produits avec les types officiels, dans le but d'uniformiser autant que possible les transactions commerciales;

c) fournir des collections d'échantillons « standard » aux Consuls Argentins, aux marchés et aux centres industriels des pays importateurs de laines argentines;

d) réaliser l'étude scientifique industrielle des laines de notre pays, en recherchant leurs caractéristiques au point de vue de la structure histologique, état sanitaire, rendement, finesse, résistance et des conditions fondamentales de filature;

e) déterminer l'état hygroscopique des laines et rédiger le certificat de conditionnement y relatif afin de garantir la loyauté des transactions commerciales des laines destinées à l'industrie indigène et à l'exportation;

f) établir le rendement probable des divers types de laine d'après leur qualité et selon les régions de production du pays;

g) conseiller aux producteurs les règles les plus appropriées à suivre pour la tonte, le classement, le conditionnement, l'emballage, le transport et le commerce des laines;

h) organiser des concours de toisons;

i) enregistrer et contrôler les prix;

j) calculer la récolte et les excédents éventuels;

k) répandre parmi les producteurs la connaissance des prix du marché indigène et des cotations de nos laines par rapport aux laines d'autre provenance sur les marchés internationaux;

l) étudier la possibilité d'unifier et d'abaisser le fret pour les laines.

Art. 3. — Il appartient en outre à l'Institut des Laines, avec la collaboration de la Section de Génétique Animale de la Division de Zootechnie:

a) d'étudier les croisements de races déjà existantes dans les diverses zones du pays afin de déterminer s'il convient de les intensifier ou de les modifier au point de vue lainier;

b) d'encourager l'élevage des ovins dans les zones du pays appropriées à cette fin.

Art. 4. — Le Département de l'Agriculture organisera ledit service et édictera la réglementation y afférente.

Art. 5. —

Bulgarie. — D. l. concernant la transformation du lait. — 3 juillet 1936.
— D. V., n. 153 (11 juillet 1936).

I. — ENTREPRISES POUR LA TRANSFORMATION DU LAIT.

Art. 1^{er}. — Ne pourront procéder à la transformation du lait en gros que des entreprises de la branche qui y auront été autorisées.

On entend par entreprises pour la transformation du lait des exploitations dans lesquelles le lait est transformé en beurre, en fromage, en kachkaval et en tous autres produits laitiers.

Ces entreprises pourront être:

a) des sociétés coopératives, quand elles transforment du lait fourni par les membres de la coopérative, ou

b) des sociétés privées.

Art. 2. — Tout arrondissement administratif sera divisé en rayons producteurs de lait, de façon que, dans chaque rayon, le lait soit recueilli et transformé dans une seule localité. Cette division en rayons sera effectuée par une commission dont feront partie l'inspecteur de l'élevage local ou le plus rapproché ainsi que l'agronome et le vétérinaire de l'arrondissement. Ladite commission choisira la localité où auront lieu la récolte et la transformation du lait et, d'accord avec la maire de la commune, le terrain sur lequel devra être construite l'exploitation laitière.

A proximité des limites des arrondissements, les rayons producteurs de lait pourront comprendre des localités appartenant à deux ou plusieurs arrondissements.

En procédant à la délimitation des rayons producteurs de lait et au choix des localités dans lesquelles devront être construites les

exploitations laitières, la commission tiendra compte des éléments suivants.

Il faut:

a) que le lait à transformer fourni par le rayon soit en quantité suffisante pour assurer la rentabilité de l'exploitation laitière et tel qu'il permette d'obtenir des produits de bonne qualité;

b) que les conditions générales soient favorables à la transformation du lait;

c) qu'il soit facile de récolter le lait dans le rayon entier.

Art. 3. — Tant que n'auront pas été créées les exploitations modèles dans lesquelles pourra être transformé, selon les exigences de la technique, le lait de tout le rayon, les rayons délimités par la commission pourront être ultérieurement divisés, en cas de nécessité, en sous-rayons avec des stations provisoires pour la transformation du lait. Toutefois, dès qu'aura été installée l'exploitation centrale du rayon, les stations provisoires seront fermées ou transformées en simples stations de récolte de lait, de manière que l'exploitation centrale reste la seule du rayon à transformer le lait.

Art. 4. — Ne seront pas assujettis à la division en rayons les rayons fournissant du lait aux grandes villes. Des localités données pourront être incorporées dans de tels rayons par la commission mentionnée à l'article 2, qui tiendra compte de la quantité de lait porté de ces localités en ville pour y être vendu à l'état frais, de la distance entre la même localité et la ville, des moyens de communication existants, de la possibilité d'obtenir du lait pur, etc.

Les dispositions relatives à la division en rayons ne seront pas applicables aux bergeries de montagne, reconnues comme telles par la commission.

Art. 5. — Les décisions de la commission quant à la division en rayons seront approuvées par le directeur du département, sur rapport du directeur départemental d'Économie rurale. Les maires, leurs adjoints, les coopératives et les industriels transformateurs de lait pourront interjeter appel contre ces décisions devant une commission supérieure constituée auprès du Ministère de l'Agriculture et des Domaines, dont feront partie les chefs des sections de l'élevage, vétérinaire et de l'agriculture dudit Ministère.

Les décisions de la commission supérieure seront approuvées par le Ministre de l'Agriculture et des Domaines, et ne seront plus susceptibles d'appel.

Art. 6. — Il ne pourra être créé dans une seule localité plus d'une exploitation pour la transformation du lait.

L'autorisation de fonder une exploitation pour la transformation du lait sera concédée à une coopérative à condition que plus de 50 % des producteurs qui fournissent du lait à la localité en question

soient membres de cette coopérative, ou bien que plus de 50 % du lait à transformer appartienne aux membres de la coopérative, et que cette dernière se charge aussi de la transformation du lait fourni par des producteurs qui n'en sont pas membres. Si les producteurs qui ne sont pas membres de la coopérative ne manifestent pas le désir que leur lait soit transformé par celle-ci, ce lait sera payé à des prix fixés qui ne pourront être inférieurs aux prix les plus bas auxquels le lait est acheté par des marchands transformateurs de lait dans les rayons voisins. Là où le pourcentage des producteurs de lait faisant partie d'une coopérative ou celui du lait fourni à l'exploitation par les membres de la coopérative est inférieur à 50 %, l'exploitation pourra avoir le caractère d'une entreprise privée.

Si la transformation du lait par un entrepreneur ou par une coopérative s'avère irrégulière d'après le deuxième alinéa du présent article, les contrats conclus à ce sujet seront déclarés non valables, et la transformation sera concédée une autre fois, conformément aux dispositions du même alinéa.

Si une coopérative de crédit ou toute autre coopérative non spécialement laitière crée une section laitière, la gestion de celle-ci sera confiée à un comité spécial, composé de membres qui sont producteurs de lait. Cette section n'opérera que pour le compte, et aux risques, des membres producteurs de lait.

Dans les localités faisant partie d'un rayon qui possède une exploitation pour la transformation du lait, pourront être créées des stations de récolte de lait.

A titre exceptionnel, pourront être admises, dans une même localité, deux exploitations pour la transformation du lait, quand le lait fourni par le rayon à cette localité est de qualités différentes, quand il est indispensable d'appliquer à la transformation de ces différentes qualités de lait des procédés techniques différents, ou quand le lait de différentes qualités représente, quant à sa quantité, un objet suffisamment important pour justifier l'existence d'une entreprise séparée pour sa transformation.

Pareillement, dans une localité où la transformation du lait a été concédée à une entreprise privée, pourra être admise aussi une exploitation coopérative, à condition que les membres de la coopérative s'engagent à fournir une quantité minima de lait, qui sera fixée par la commission mentionnée à l'article 2 du présent décret-loi.

Remarque. — Tout producteur de lait pourra transformer librement lui-même le lait produit dans sa propre ferme.

Art. 7. — Si, dans une localité donnée, la transformation du lait n'a pas été confiée à une coopérative, le lait fourni par le rayon à cette localité sera concédé à un entrepreneur, par accord librement contracté. Le contrat relatif sera conclu par la Commission de l'Éle-

vage, complétée par un représentant tant des groupements professionnels que des coopératives représentant les intérêts des producteurs de lait et en plus par trois représentants de ces derniers. Ce contrat sera accompagné d'un cahier des charges spécifiant la quantité et la qualité du lait, les conditions de livraison et de paiement, l'étendue et le genre des garanties, les sanctions prévues pour le cas de manquement, etc.

Avant de concéder à un entrepreneur le lait d'une station transformatrice donnée, la Commission de l'élevage dressera une liste des producteurs qui désirent lui fournir du lait. Pourront être également inscrits sur cette liste des producteurs des stations transformatrices voisines, quand, en raison des conditions du pâturage ou pour d'autres raisons, cela convient aux producteurs et quand c'est dans l'intérêt de la transformation.

Remarque. — Toute coopérative qui, conformément à l'article 6 du présent décret-loi, a été autorisée à transformer le lait dans une station transformatrice donnée pourra confier la transformation à un entrepreneur privé, à condition qu'elle observe le contrat relatif au lait. Dans le cas où la coopérative n'a pas cédé ses propriétés et installations pour la transformation du lait (édifices, outillage etc.) ou si elle les a cédées et en a fixé le loyer, elle n'aura pas droit à la commission de médiation y relative.

Art. 8. — Pourra être entrepreneur de lait toute personne physique ou juridique en possession d'une raison sociale enregistrée qui confiera la gestion de l'entreprise à un maître-fromager compétent, engagé selon la loi sur les employés, ou qui sera elle-même un maître-fromager enregistré au service de la commune, en conformité avec la même loi.

Art. 9. — Tout maître-fromager gérant une entreprise pour la transformation du lait devra posséder un livret spécial de maître et le présenter à la fin de la saison à l'inspecteur de l'élevage ou, là où il n'y en a pas, à l'agronome départemental. Le fonctionnaire compétent y mentionnera dans quelles entreprises le maître a travaillé, combien de lait il y a transformé, et quel résultat il a obtenu.

Art. 10. — Pour garantir le paiement du lait aux producteurs, l'entrepreneur fournira une caution dans la mesure d'au moins un tiers de la valeur du lait à livrer, selon les prévisions de la commission visée à l'article 2, à l'exploitation pour la transformation, pendant la saison, si le travail y est saisonnier, et pendant un trimestre, s'il est permanent. Une moitié de cette caution devra être bancaire, et consister en numéraire ou en titres de l'État ou garantis par l'État, qui seront estimés à leur valeur réelle. La caution sera déposée à la succursale la plus rapprochée de la Banque Bulgare Agricole et Coopé-

rative. L'autre moitié de la caution pourra être fournie en argent, en propriétés ou en produits de la transformation du lait.

Si, à la conclusion du contrat, l'entrepreneur se trouve avoir avancé de l'argent sur le lait à fournir, le montant de ses avances sera déduit de la caution en argent comptant, de façon que seul devra être fourni le solde de la somme de la caution prévue au précédent article.

Lorsque la transformation du lait est confiée à une coopérative, celle-ci ne donnera la caution mentionnée au présent article qu'à l'égard du lait à fournir par les producteurs qui ne sont pas membres et qui n'ont pas manifesté leur intention de faire transformer leur lait par la coopérative.

Art. 11. — Toutes les entreprises transformatrices de lait seront assujetties au contrôle des autorités vétérinaires, en conformité avec la loi sur l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale et le règlement d'administration publique pris pour son application.

Art. 12. — Les types et l'emballage des produits laitiers des entreprises de transformation du lait devront être conformes au règlement rendu en vue d'assurer l'application du présent décret-loi.

Pour le beurre de vache (beurre de table, beurre frais, beurre condensé) sera introduite une marque de protection de l'État, qui sera considérée comme protégée par la loi sur les marques commerciales et industrielles.

Les détails relatifs à la forme de cette marque et aux conditions de son emploi seront déterminées dans un règlement d'administration publique pris en application du présent décret-loi.

L'usage abusif de la marque de protection de l'État sera constaté dans un procès-verbal, qui pourra être dressé, non seulement par les agents indiqués dans la loi sur les marques commerciales et industrielles et dans le règlement d'administration publique pris pour son application, mais encore par des agents du Ministère de l'Agriculture et des Domaines (inspecteurs de l'Élevage, agronomes et vétérinaires), et sera puni d'après ladite loi sur les marques commerciales et industrielles.

Art. 13. — Les produits laitiers exportés seront assujettis au contrôle prévu par le règlement spécial visant l'organisation et le contrôle de l'exportation des produits laitiers.

II. — RAPPORTS ENTRE LES PRODUCTEURS ET LES TRANSFORMATEURS DU LAIT.

Art. 14. — Les producteurs qui fournissent du lait aux transformateurs devront:

a) livrer à l'entreprise laitière tout le lait produit dans leurs fermes en dehors des quantités nécessaires pour leur propre usage domestique;

b) lui livrer du lait trait d'une manière hygiénique, frais, pur et non adultéré;

c) ne pas mélanger du lait de diverses espèces d'animaux domestiques, et déclarer, à la livraison, sa qualité (lait de brebis, de vache, de buffle ou de chèvre);

Art. 15. — Les transformateurs du lait devront:

a) accepter tout le lait qui leur sera fourni par les producteurs du rayon, dans la mesure où il s'agit d'une qualité qu'ils travaillent;

b) payer régulièrement le lait et garantir les sommes dues aux producteurs.

Art. 16. — Après accord quant au lait, sera rédigé par écrit, entre l'entrepreneur et les producteurs de lait, un contrat, dans lequel seront spécifiés le prix et les autres conditions de l'accord, les obligations respectives des producteurs et de l'entrepreneur ainsi que les sanctions prévues pour le cas d'inexécution.

III. — CONSTRUCTION DES LAITERIES ET DES INSTALLATIONS FRIGORIFIQUES.

Art. 17-21. —

IV. — DISPOSITIONS PÉNALES.

Art. 22-27. —

Pologne. — L. sur l'abatage des animaux domestiques dans les abattoirs.
— 17 avril 1936. — D. U., n. 29, p. 237 (21 avril 1936).

Art. 1^{er}. — Le bétail à cornes, les porcins, les ovins, les chèvres, les chevaux et autres animaux à sang chaud doivent, lors de l'abatage dans les abattoirs publics, être étourdis ou mis d'une autre manière dans un état d'inconscience avant la saignée.

Art. 2. — (1) Il est interdit d'amener une bête au lieu d'abatage avant que tous les préparatifs précédant l'abatage de l'animal aient été terminés.

(2) La saignée ne peut avoir lieu que lorsque l'animal aura complètement perdu connaissance.

(3) Il est interdit d'écorcher un animal avant d'avoir constaté sa mort.

Art. 3. — L'abatage du bétail et des chevaux ne peut être effectué que dans des abattoirs publics ou privés, à l'exception des cas prévus par un arrêté du ministre de l'agriculture et des réformes agraires promulgué d'accord avec le ministre de l'intérieur.

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture et des réformes agraires déterminera, d'accord avec le ministre de l'industrie et du commerce, par voie d'arrêté, les conditions auxquelles devra répondre la viande avant d'être admise sur le marché (vente en gros et vente au détail).

Ces arrêtés peuvent prévoir en particulier:

a) l'interdiction, dans les abattoirs publics et privés, de dépecer les quartiers de viande autrement qu'en deux moitiés oblongues.

b) l'interdiction de laisser sortir d'un abattoir ou de transporter (livrer, recevoir et transporter), en dehors des abattoirs, des quartiers de viande partagés d'une autre façon qu'en deux moitiés oblongues.

Art. 5. — (1) Le ministre de l'agriculture et des réformes agraires établira, par arrêté, promulgué de concert avec le ministre des cultes et de l'instruction publique et le ministre de l'intérieur, les autres modes et conditions d'abatage des animaux pour des buts de consommation des groupes de la population dont le culte exige l'application d'opérations techniques spéciales lors de l'abatage. Cet arrêté limitera au point de vue quantitatif l'abatage effectué dans ces buts, en adaptant son volume aux besoins réels des groupes de la population, de manière que toute la viande provenant de cet abatage (les parties de devant aussi bien que les parties de derrière) corresponde aux besoins de consommation des dites groupes de la population et aux besoins d'exportation de ce genre de viande et des produits de cette viande.

(2) Le commerce de la viande (et des produits de la viande) provenant de l'abatage effectué conformément à l'alinéa (1), sera réglementé par arrêté du ministre de l'industrie et du commerce, promulgué de concert avec le ministre de l'agriculture et des réformes agraires. Cet arrêté stipulera en particulier que cette viande devra faire l'objet d'un marquage spécial et que sa vente devra être effectuée dans des lieux déterminés et par des institutions bénéficiant d'une concession spéciale qui leur sera accordée dans ce but et qu'enfin la vente de toute autre viande aux mêmes lieux sera interdite.

(3) La stipulation de l'alinéa (1) n'est pas applicable aux voïevodies où la population, dont le culte exige l'application de méthodes spéciales lors de l'abatage, constitue moins de 3 % de la population totale. L'introduction d'un autre mode et d'autres conditions d'abatage dans ces territoires dépend de la décision de l'organe compétent de la commune; cette décision devra être approuvée par le voïevode.

Art. 6. — (1) Quiconque contreviendrait aux prescriptions de la présente loi, ou des arrêtés promulgués en vertu de cette loi, sera passible d'un emprisonnement de trois mois ou d'une amende allant jusqu'à 3.000 zlotys ou des deux peines à la fois.

(2) Les tribunaux compétents en cette matière sont les tribunaux administratifs.

Art. 7. — L'exécution de la présente loi est confiée au ministre de l'agriculture et des réformes agraires de concert avec les ministres: de l'industrie et du commerce, de l'intérieur, et des cultes et de l'instruction publique.

Art. 8. — (1) La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1937.

(2) La présente loi entrera en vigueur dans le territoire de la voïévodie de Silésie le jour de la publication, dans le Journal des Lois de la République Polonaise, d'une déclaration du Président du Conseil des ministres relative à l'assentiment de la Diète de Silésie à sa mise en vigueur dans ce territoire. Toutefois l'entrée en vigueur de la présente n'aura pas lieu avant le 1^{er} janvier 1937.

Pologne. — L. sur l'industrie laitière. — 22 avril 1936. — D. U., n. 35, p. 272 (6 mai 1936).

I. — ETABLISSEMENTS LAITIERS.

Art. 1. — (1) Les prescriptions de la présente loi visent les établissements laitiers suivants: stations de récolte du lait, laiteries, crèmeries, beurreries, fromageries, et fabriques de fromage de lait de brebis dénommé « bryndza ».

(2) Les prescriptions de la présente loi ne visent pas les établissements qui s'occupent uniquement de la vente aux consommateurs du lait et des produits laitiers achetés dans les établissements laitiers.

(3) Le ministre de l'agriculture et des réformes agraires peut exclure, par arrêté, du domaine d'application de la présente loi, dans l'ensemble du territoire de l'Etat ou une partie de ce territoire, les établissements laitiers indiqués à l'alinéa 1 dont l'activité est exclusivement basée sur le lait provenant de leurs exploitations (fermes) et ne dépasse pas les limites établies dans ces arrêtés.

(4) Le ministre de l'agriculture et des réformes agraires peut, d'accord avec les ministres de l'intérieur et de l'industrie et du commerce, étendre les prescriptions de la présente loi à des établissements laitiers non prévus à l'alinéa 1.

Art. 2. — (1) Le ministre de l'agriculture et des réformes agraires déterminera, par arrêté promulgué d'accord avec le ministre de l'industrie et du commerce, les conditions auxquelles devront satisfaire:

- 1) les locaux et installations des établissements laitiers,
- 2) les qualifications professionnelles des directeurs techniques de ces établissements.

(2) Le ministre de l'agriculture et des réformes agraires peut en outre obliger, par arrêté, certains types d'établissements laitiers:

- 1) à tenir des listes de matières premières et de produits de transformation, d'après les principes établis dans l'arrêté;

2) à appliquer les méthodes techniques de fabrication des divers genres de produits laitiers, établies par l'arrêté;

3) à employer des matières premières satisfaisant aux conditions fixées dans l'arrêté, au point de vue de leur qualité;

4) à calculer le prix du lait fourni aux établissements laitiers d'après sa qualité et sa teneur en matière grasse.

Art. 3. — (1) L'établissement laitier devra être inscrit au registre des établissements laitiers tenu par la Chambre d'agriculture compétente, au plus tard dans un délai de sept jours, à partir de la date de sa mise en marche.

(2) La Chambre d'agriculture inscrira ledit établissement dans le registre en question s'il satisfait aux conditions fixées en vertu de l'article 2, alinéa 1, p. 1.

(3) Le ministre de l'agriculture et des réformes agraires déterminera les principes d'après lesquels le registre des établissements laitiers devra être tenu.

Art. 4. — Toute personne désirant fonder un établissement laitier devra demander à la Chambre d'agriculture des indications en ce qui concerne l'opportunité de ladite fondation; en cas de soumission à la Chambre des plans des locaux et des installations de l'établissement, celle-ci devra, dans un délai d'un mois, décider s'ils satisfont aux conditions fixées en vertu de l'article 2, alinéa 1, p. 1.

Art. 5. — (1) Les propriétaires des établissements laitiers existant à la date de la mise en vigueur de la présente loi sont tenus de faire enregistrer leur établissement à la chambre d'agriculture compétente, dans un délai de six mois à partir de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté promulgué en vertu de l'article 2, alinéa 1, p. 1, s'ils désirent conserver leurs entreprises; dans le cas contraire, ils sont tenus de fermer leurs établissements dans le même délai.

(2) La chambre d'agriculture procédera à l'enregistrement de l'établissement prévu à l'alinéa 1, s'il est aménagé conformément aux conditions fixées en vertu de l'article 2, alinéa 1, p. 1.

(3) Lorsqu'un établissement laitier n'est pas aménagé conformément aux conditions fixées en vertu de l'article 2, alinéa 1, p. 1, la chambre d'agriculture ne l'enregistrera qu'à condition qu'il soit adapté aux dites conditions dans le délai fixé par la chambre d'agriculture. La non adaptation de l'établissement à ces exigences dans le délai fixé entraînera sa radiation du registre.

(4) En ce qui concerne les établissements appartenant à des sociétés coopératives groupées dans des Unions de contrôle (revision) et ne prenant livraison que du lait qui leur est fourni par leurs membres, la décision relative à la radiation du registre ne peut être prise par la chambre d'agriculture qu'après consultation préalable de l'union de contrôle compétente.

(5) Avant de prendre une décision relative à la radiation du registre des établissements laitiers qui bénéficient de crédits pour des buts d'investissement, la chambre d'agriculture devra s'entendre avec l'institution créancière.

Art. 6. — La chambre d'agriculture peut radier un établissement laitier du registre de ces établissements si, après avoir cessé toute activité, il n'a pas été remis en marche dans le terme fixé, malgré la sommation de la chambre d'agriculture ou s'il n'est pas géré en conformité avec les prescriptions de la présente loi et des arrêtés pris en vertu de cette loi.

Art. 7. — Les établissements laitiers que la chambre d'agriculture a refusé d'enregistrer parce que leurs installations ne répondaient pas aux conditions fixées en vertu de l'article 2, alinéa 1, p. 1, ainsi que les établissements radiés, par la chambre, du registre des établissements laitiers, devront être fermés dans un délai de trois mois à partir de la date à laquelle la décision de la chambre d'agriculture, relative au refus d'enregistrement ou à la radiation du registre, a été remise à l'intéressé. La chambre d'agriculture devra porter à la connaissance des habitants de la localité donnée, par l'intermédiaire de l'administration locale, le fait du refus d'enregistrement ou de la radiation du registre d'un établissement laitier.

Art. 8. — (1) Les chambres d'agriculture exerceront un contrôle de l'activité des établissements laitiers dans les limites prévues par la présente loi.

(2) Les représentants de la chambre d'agriculture autorisés à remplir les fonctions de surveillance, ont le droit:

1) de remplir ces fonctions dans tous les locaux de l'établissement;

2) d'examiner les registres commerciaux, et autres documents et d'en prendre des copies;

3) d'examiner le lait et les produits laitiers, d'en prendre des échantillons gratuits dont la quantité devra être suffisante pour une épreuve de contrôle; ces quantités seront fixées, en ce qui concerne le lait et produits dérivés, par le ministre de l'agriculture et des réformes agraires.

(3) Les travailleurs des établissements laitiers sont tenus de faciliter, aux personnes remplissant des fonctions de contrôle, l'exécution de ces fonctions.

(4) Les informations obtenues à l'occasion de l'exécution du contrôle devront être considérées comme un secret commercial.

(5) Le contrôle de l'observation des conditions établies en vertu de l'article 2 et les fonctions liées à ce contrôle seront remplis, s'il s'agit d'établissements laitiers dirigés par des écoles de l'Etat ou des écoles publiques, par les autorités scolaires compétentes, dans

les mêmes limites que celles qui sont attribuées à l'activité de contrôle des chambres agricoles à l'égard des autres établissements laitiers.

Art. 9. — Les chambres d'agriculture peuvent instituer des taxes pour couvrir les frais d'exécution des fonctions de contrôle exigeant la présence du représentant de la chambre dans l'établissement. Le montant de ces taxes devra correspondre aux frais réels. Les taxes en question devront être approuvées par le ministre de l'agriculture et des réformes agraires.

Art. 10. — (1) Lors de l'exécution des fonctions prévues dans les prescriptions de l'article 3-8, relativement aux établissements appartenant à des sociétés coopératives, groupées dans des unions de contrôle et ne prenant livraison que du lait et de la crème qui leur sont fournis par leurs membres, les chambres d'agriculture devront se baser sur les données de ces unions.

(2) La prescription de l'alinéa 1 s'applique également aux établissements des sociétés coopératives ne faisant pas encore partie de l'union de contrôle, mais qui possèdent un certificat de l'union de contrôle, relatif à l'opportunité de leur création. Toutefois la prescription de l'alinéa 1 ne sera pas applicable si la société coopérative donnée ne devient pas membre de l'union de contrôle pendant la période de six mois suivant la date où elle a obtenu le certificat en question.

II. — ESTIMATION DES PRODUITS LAITIERS.

Art. 11. —

III. — EXPORTATION DES PRODUITS LAITIERS.

Art. 12. — (1) Le ministre de l'agriculture et des réformes agraires peut, par arrêté pris de concert avec le Ministre de l'industrie et du commerce:

1) établir les conditions auxquelles devront satisfaire les divers genres de produits laitiers, exportés à l'étranger, établir le classement de ces produits en divers types standard et définir le mode de classement de ces produits parmi les types établis;

2) déterminer les conditions d'exportation, en particulier l'emballage des produits laitiers, leur marquage, conservation et transport.

3) décider que seules les entreprises inscrites dans des registres correspondants seront autorisées à exporter les produits laitiers et déterminer les conditions d'enregistrement et les principes de tenue des registres.

(2) Le ministre de l'agriculture et des réformes agraires peut fixer, par arrêté promulgué de concert avec les ministres de l'industrie et du commerce et des finances, les lieux d'expédition en douane, les

lieux de contrôle et les points d'exportation aux frontières, des divers types de produits laitiers.

Art. 13. — (1) Le ministre de l'agriculture et des réformes agraires peut décider, par arrêté, que seuls les produits laitiers fabriqués dans des établissements laitiers satisfaisant aux conditions spéciales définies par l'arrêté, au point de vue des locaux, des installations et du volume de la production, seront autorisés à exporter leurs produits à l'étranger.

(2) En cas de promulgation d'un arrêté en vertu de l'alinéa précédent, les chambres d'agriculture devront sur proposition des propriétaires, constater si ces établissements satisfont ou non aux conditions prévues dans cet arrêté et tenir des registres des établissements satisfaisant à ces conditions (établissements laitiers d'exportation).

(3) La chambre d'agriculture est tenue d'aviser le propriétaire d'un dit établissement laitier de l'inscription ou de la radiation de son entreprise du registre des établissements laitiers d'exportation. Le dit fait devra être en outre publié dans le *Moniteur Polonais* aux frais du propriétaire par la chambre d'agriculture.

Art. 14. — (1) Le contrôle de l'exécution des prescriptions de la présente loi et des arrêtés promulgués en vertu de cette loi, sur l'exportation des produits laitiers à l'étranger, sera exercé par le ministre de l'agriculture et des réformes agraires.

(2) Le ministre de l'agriculture et des réformes agraires, d'accord avec le ministre de l'industrie et du commerce, fixera par arrêté les principes d'exécution du contrôle direct et déterminera les organes chargés de la surveillance.

(3) Les organes chargés d'exercer le contrôle pourront:

1) remplir leurs fonctions de contrôle dans tous les locaux des entreprises d'exportation, dans les lieux de chargement des produits, dans les points situés à la frontière, et, dans des cas exceptionnels, conformément aux prescriptions détaillées, même pendant le transport.

2) vérifier les registres commerciaux, etc, et autres documents, et en prendre copie,

3) prélever des échantillons gratuits, en quantité minimum indispensable au contrôle; cette quantité sera fixée par rapport aux divers genres de produits laitiers par le ministre de l'agriculture et des réformes agraires.

(4) Les travailleurs des entreprises sont tenus de faciliter aux organes de contrôle l'exécution de leurs fonctions.

(5) Les informations obtenues à l'occasion de l'exercice du contrôle doivent être considérées comme un secret commercial.

(6) Peuvent être perçues pour couvrir les frais de contrôle des produits laitiers exportés à l'étranger, des taxes dont le montant sera fixé par le ministre de l'agriculture et des réformes agraires, d'accord avec le ministre de l'industrie et du commerce.

IV. — DISPOSITIONS PÉNALES.

Art. 15. —

V. — DISPOSITIONS FINALES

Art. 16-20. —

Suisse (*Confédération*). — Arr. fédéral prolongeant l'aide aux producteurs de lait et les mesures prises pour atténuer la crise agricole. — 25 avril 1936. — R. L. F., n. 14 (29 avril 1936).

Art. 1^{er}. — Sont mis à la disposition du Conseil fédéral pour lui permettre d'atténuer la crise agricole, notamment de soutenir le prix du lait à partir du 1^{er} mai 1936 jusqu'au 30 avril 1937:

a) une somme de 10 millions de francs à prélever sur les recettes générales de la Confédération;

b) les bénéfices nets faits par la centrale suisse du ravitaillement en beurre (*Butyra*) y compris le produit des droits d'entrée supplémentaires et des surtaxes perçus sur le beurre du 1^{er} mai 1936 au 30 avril 1937 selon les instructions du Conseil fédéral;

c) le montant de la redevance sur le lait de consommation (centime de crise) payé du 1^{er} mai 1936 au 30 avril 1937 par les producteurs non fédérés;

d) le produit des droits d'entrée supplémentaires et des surtaxes perçus du 1^{er} mai 1936 au 30 avril 1937 sur les denrées fourragères.

Art. 2. — Les crédits prévus aux lettres *a*, *b*, et *c* de l'article premier, ainsi que deux tiers des recettes visées sous la lettre *d*, seront alloués à l'union centrale des producteurs suisses de lait, aux conditions que fixera le Conseil fédéral, pour lui permettre de couvrir une partie des dépenses provenant du soutien du prix du lait du 1^{er} mai 1936 au 30 avril 1937. Le solde des recettes visées sous la lettre *d* est mis à la disposition du Conseil fédéral pour d'autres mesures propres à atténuer la crise agricole. Il servira spécialement à faciliter la vente du bétail élevé dans les régions montagneuses.

Si les crédits ne sont pas épuisés dans le délai prévu, ils pourront servir aux mêmes fins après le 1^{er} mai 1937, aux conditions que fixera le Conseil fédéral.

Art. 3. — Le Conseil fédéral arrête les conditions auxquelles sont versés les montants ci-dessus et, en vue de sauvegarder les intérêts généraux, il surveille la gestion et la comptabilité de l'union centrale des producteurs de lait, de l'union suisse du commerce de fromage et de la centrale suisse de ravitaillement en beurre. Si les organismes ci-dessus ne remplissaient pas les conditions fixées ou pour d'autres

raisons majeures, le Conseil fédéral pourra recourir, en vue de soutenir le prix du lait, à d'autres associations professionnelles appropriées, et leur allouer des subsides en fonction de leurs propres dépenses.

Dans l'exécution des mesures, il sera équitablement tenu compte de la situation du consommateur. On s'efforcera de pourvoir autant que possible au soutien des prix payés aux producteurs en développant le placement des produits laitiers.

Art. 4. — Le Conseil fédéral invitera l'union centrale à faire le nécessaire pour que, dans la mise en valeur des produits laitiers, les producteurs des régions alpestres ne soient pas, en principe, désavantagés par rapport aux producteurs du reste de la Suisse.

Art. 5. — La validité des articles 3 à 7 de l'arrêté fédéral du 28 mars 1934 prolongeant l'aide aux producteurs de lait et les mesures prises pour atténuer la crise agricole est prolongée jusqu'au 30 avril 1937.

Art. 6. — Le Conseil fédéral peut ordonner toutes mesures propres à augmenter la consommation et l'exportation du lait, des produits laitiers et des graisses indigènes.

Il veillera en outre à ce que des mesures plus efficaces soient prises pour améliorer la qualité de la production laitière, notamment par une plus forte différenciation des prix.

Art. 7. — Le Conseil fédéral est autorisé à prendre, dans le sens du présent arrêté, toutes les mesures propres à soutenir le prix du lait.

Il pourra notamment édicter des prescriptions complémentaires sur le commerce de beurre et de fromage. Si c'est nécessaire, il fixera les conditions auxquelles les locaux et installations destinés à l'encaillage des fromages doivent être mis à disposition.

Art. 8. — Le crédit de 10 millions de francs prévu à l'article 1^{er}, lettre *a*, sera inscrit pour 6,5 millions dans les crédits supplémentaires de 1936, première série, et pour 3,5 millions dans le budget de 1937.

Art. 9. — Le présent arrêté est déclaré urgent et entre en vigueur le 1^{er} mai 1936.

Le Conseil fédéral est chargé de son exécution. Il édictera les dispositions d'exécution et les dispositions pénales nécessaires.

Yougoslavie. — Règl. concernant l'organisation et l'activité de l'Institut pour l'examen de la laine, à Belgrade. Règl. concernant le Fonds, créé au Ministère de l'agriculture, pour le développement de l'élevage des ovins. — 11 novembre 1936. — S. N., n. 270-LXVII (21 novembre 1936).

Art. 1^{er}. — L'établissement sera dénommé « Établissement pour l'examen de la laine » et aura son siège à Belgrade.

Art. 2. — L'établissement est une institution de l'État et dépend directement du Ministère de l'agriculture; il aura son budget, son administration et son personnel propres.

Tâche et organisation de l'établissement.

Art. 3. — L'« Établissement pour l'examen de la laine » est un organe accessoire du Ministère de l'agriculture et chargé, comme tel, du développement de l'élevage des ovins.

La tâche de l'établissement sera la suivante:

1) il devra examiner et opérer le conditionnement des laines de moutons, qui lui seront envoyées par les institutions d'Etat ou autonomes, les organisations coopératives et sociétés, les éleveurs privés, les industriels du textile, les commerçants en laines, les manufacturiers de laines, etc. L'Établissement communiquera à tous les intéressés les résultats de son examen et délivrera aux dits, sur leur demande, des certificats concernant les résultats de l'examen et du conditionnement de la laine;

2) par l'intermédiaire de ses organes et sur l'ordre du Ministère de l'agriculture, il fera visiter les stations de sélection d'ovins, les centres d'élevage, les coopératives, sociétés et éleveurs privés; et il fournira aux dits toutes instructions utiles pour leur travail ainsi que tous renseignements se rapportant au développement de l'élevage des ovins;

3) à la requête des particuliers, il enverra ses experts donner sur le terrain les instructions nécessaires et y opérer la sélection des ovins. Les frais de voyage des experts seront alors à la charge des intéressés et devront être conformes aux dispositions légales;

4) il se tiendra au courant des travaux scientifiques concernant l'élevage des ovins et le conditionnement de la laine;

5) il tiendra, sur l'ordre du Ministère de l'agriculture, des cours techniques d'élevage des ovins, cours destinés aux agriculteurs, et éleveurs d'ovins, ayant fait leurs études;

6) il s'acquittera de toutes autres activités qui lui seraient assignées par le Ministère de l'agriculture.

Art. 4-7. —

Personnel de l'établissement, ses obligations et ses droits.

Art. 8-13. —

Administration et tenue des livres.

Art. 14-20. —

Règlement concernant le Fonds, institué au Ministère de l'agriculture, pour le développement de l'élevage des ovins.

Art. 1-5. —

Allemagne. — Arr. concernant le filage à façon de la laine indigène. — 1^{er} février 1936. — V. R., n. 11 (4 février 1936).

Arr. n. 55 de l'association centrale de l'industrie allemande du bétail réglementant l'envoi de bétail destiné à l'abatage. — 25 mai 1936. — V. R., n. 46 (27 mai 1936).

Arr. n. 2 de l'association centrale de l'industrie laitière allemande concernant la création, reprise et agrandissement d'exploitations (*autorisation de l'association centrale*). — 8 juillet 1936. — V. R., n. 62 (17 juillet 1937).

Arr. n. 67 de l'association centrale de l'industrie allemande du bétail concernant les abatages à domicile. — 18 septembre 1936. — V. R., n. 90 (23 septembre 1936).

Arr. n. 69 de l'association centrale de l'industrie allemande du bétail concernant le contingentement de l'abatage des veaux. — 22 septembre 1936. — V. R., n. 91 (24 septembre 1936).

Arr. n. 6 de l'association centrale de l'industrie laitière allemande portant restriction de la production de la crème et visant à économiser la graisse dans la production des fromages. — 25 septembre 1936. — V. R., n. 93 (26 septembre 1936).

D. concernant l'affourragement de bétail de boucherie sur les marchés et dans les abattoirs et fixant la mesure du suraffourragement du bétail de boucherie. — 21 novembre 1936. — RGBl., Teil I, n. 108, p. 947 (24 novembre 1936).

Australie (*Australie du Sud*). — Règl. d'application des l. de 1934 et 1935 concernant les produits laitiers. — 9 janvier 1936. — S. A. G. G., n. 2 (9 janvier 1936).

L. n. 2291 concernant les abattoirs métropolitains et d'exportation. — 8 octobre 1936. — I Edw. VIII (1936).

Bulgarie. — D. l. amendant le d. l. concernant la transformation du lait, publié dans le « Darjaven Viestnik », n. 153 du 11 juillet 1936. — 18 juillet 1936. — D. V., n. 169 (30 juillet 1936).

Canada (*Manitoba*). — L. concernant la production laitière. — 19 mars 1935. — A. M., 24 & 25 Geo. V, ch. 10 (1934-1935).

L. concernant le bétail et les produits du bétail. — 30 mars 1936. — A. M., 1 Edw. VIII, ch. 24 (1936).

Canada (*Ontario*). — L. concernant l'industrie laitière. — 9 avril 1936. — S. P. O., 1 Edw. VIII, ch. 14 (1936).

Canada (*Saskatchewan*). — L. modifiant la l. concernant les produits laitiers. — 21 février 1935. — S. P. S., 25 Geo. V, ch. 57 (1934-35).

L. concernant le bétail et les produits du bétail. — 1^{er} avril 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 77 (1936).

L. modifiant la l. concernant les produits laitiers. — 1^{er} avril 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 79 (1936).

L. modifiant la l. de 1935 concernant le contrôle laitier. — 1^{er} avril 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 80 (1936).

Danemark. — L. n. 86 concernant la réglementation de la production porcine. — 7 avril 1936. — L. A., n. 12 (8 avril 1936).

Not. n. 197 concernant la réglementation porcine (*la not. du 21 octobre 1935 est prorogée jusqu'au 31 décembre 1936*). — 29 août 1936. — L. A., n. 26 (15 septembre 1936).

Espagne. — Arr. portant nouvelle rédaction de la première disposition de l'arr. du 26 janvier 1935 relatif aux conditions que doit réunir le bétail chevalin présenté à l'abatage et dont la viande est destinée à la consommation publique. — 28 février 1936. — G. M., n. 65 (5 mars 1936).

Finlande. — D. n. 320 modifiant le d. du 31 juillet 1930 concernant l'Institut d'Etat pour l'industrie laitière. — 16 octobre 1936. — F. F., n. 317-320 (17 octobre 1936).

France. — Arr. créant un comité du lait dans divers départements. — 17 mars 1936. — J. O., n. 68 (20 mars 1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord. — Arr. concernant l'industrie du bétail (*prorogation du délai visé par les dispositions extraordinaires*). — 15 juin 1936. — S. R. & O., n. 681 (1936).

Irlande (Etat-Libre d'). — Arr. concernant la crème en vrac (*3^{ème} arr. pour 1935 relatif aux subventions*). — 29 novembre 1935. — S. R. & O., n. 37 (1936).

L. concernant l'abatage des animaux (*visant un meilleur traitement des animaux dans les abattoirs et réglementant de meilleure façon l'abatage des animaux en général*). — 12 décembre 1935. — Slaughter of Animals Act, n. 45 (1935).

Arr. concernant la crème en vrac (*bulk cream*) (*subventions*). — 30 décembre 1935. — S. R. & O., n. 73 (1936).

Arr. concernant les subventions pour le beurre de crèmerie. — 31 mars 1936. — S. R. & O., n. 110 (1936).

Arr. concernant la crème en vrac (*2^{ème} arr. concernant les subventions*). — 31 mars 1936. — S. R. & O., n. 111 (1936).

Arr. abrogeant l'arr. de 1935 concernant le beurre (*7^{ème} arr. concernant l'impôt et la subvention*). — 31 mars 1936. — S. R. & O., n. 112 (1936).

Règl. modifiant le règl. de 1934 concernant l'abatage des bovins et des ovins (*impôt*). — 31 mars 1936. — S. R. & O., n. 114 (1936).

Arr. concernant les subventions pour le beurre ne provenant pas des crèmeries. — 31 mars 1936. — S. R. & O., n. 117 (1936).

Arr. concernant le fromage (*primes*). — 31 mars 1936. — S. R. & O., n. 119 (1936).

Arr. rapportant l'arr. de 1935 concernant l'impôt et les primes sur le fromage. — 31 mars 1936. — S. R. & O., n. 120 (1936).

Arr. visant les l. de 1934 et 1935 concernant l'abatage de bovins et d'ovins (*abrogation de la 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} partie de la l. de 1934 et des articles 10, 11, 15 et 16 de la l. de 1935*). — 28 juillet 1936. — S. R. & O., n. 211 (1936).

Règl. concernant l'enregistrement des établissements laitiers. — 27 octobre 1936. — S. R. & O., n. 299 (1936).

Règl. concernant l'abatage des animaux (*permis d'abatage*). — 28 octobre 1936. — S. R. & O., n. 303 (1936).

Italie. — D. royal n. 861 portant reconnaissance juridique et approbation du statut de l'association nationale fasciste de l'industrie lainière. — 10 avril 1936. — G. U., n. 119 (23 mai 1936).

D. l. royal n. 800 réglementant l'emploi industriel des graisses animales aux fins de la déglycération. — 25 avril 1936. — G. U. n. 111 (13 mai 1936).

Nicaragua. — D. complétant et unifiant la réglementation concernant le dépeçage des porcins. — 1^{er} septembre 1936. — L. G., n. 205 (19 septembre 1936).

Nouvelle-Zélande. — Arr. en conseil portant un règl. concernant les fournisseurs des entreprises fabriquant des produits laitiers. — 4 mars 1936. — N. Z. G., n. 19 (5 mars 1936).

Pays-Bas. — Arr. dit de 1935 concernant l'assistance durant la crise agricole (*produits de laitiers*); et règl. concernant ladite assistance. — 30 mars 1936. — Ste., n. 63 (30 mars 1936).

Arr. dit 1936-I, concernant l'assistance durant la crise agricole (*produits de laitiers*), et règl. concernant la restitution du petit-lait aux producteurs de lait. — 30 mars 1936. — Ste., n. 63 (30 mars 1936).

Indes Néerlandaises. — O. modifiant les dispositions concernant l'abatage ou l'ordre d'abattre des femelles de bétail à grandes cornes (*buffles et bovins*). *Interdit l'abatage, sauf dans certains cas* t. a. O. de 1936 concernant l'abatage du bétail femelle à grandes cornes. — 16 novembre 1936. — Stbl. N. I., n. 614 (24 novembre 1936).

Pérou. — D. réglementant la production et l'exploitation industrielle de la laine de vigogne. — 31 janvier 1936. — E. P., 1^{er} trimestre, n. 33 (10 février 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 263 du C. C. P. amendant les équivalents de calcul pour les moutons à queue pleine de graisse, rentrant dans le compte des livraisons obligatoires de viande. 13 février 1936. — S. Z. R., n. 12 texte 103 (19 mars 1936).

CHAPITRE V.

APICULTURE, AVICULTURE, SÉRICICULTURE

Yougoslavie. — O. concernant le développement de la sériciculture. — 16 octobre 1936. — S. N., n. 244-LX (22 octobre 1936).

Art. 1^{er}. — Les fabriques de soie de l'Etat achèteront les cocons de soie des producteurs indigènes au prix que fixera et publiera chaque année le Comité consultatif prévu à l'article 4, entendu le ministre de l'agriculture, de concert avec le ministre du commerce et de l'industrie.

Art. 2. — (1) Afin d'augmenter les prix d'achat des cocons de soie des producteurs et de compenser la différence entre le coût de production de la soie grège indigène et des filés de soie naturelle produits dans les fabriques de l'Etat d'une part, et d'autre part le prix de la soie grège étrangère et des filés étrangers, il est établi une taxe spéciale de contrôle sur chaque kilogramme de marchandise introduite, classée aux n. 326-340 ou au n. 356/1, ainsi que sur les cocons et déchets de soie non filée du n. 74 du Tarif douanier d'importation.

(2) Après avoir entendu le Comité consultatif, le ministre de l'agriculture proposera, de concert avec le ministre du commerce et de l'industrie, le montant de la taxe de contrôle, qui sera fixé par le ministre des finances et publié par lui, le 1^{er} février de chaque année au plus tard, dans les *Službene Novine*.

(3) La dite taxe spéciale de contrôle sera perçue par les douanes lors du dédouanement, et versée au « Fonds pour le développement de la sériciculture » qui est institué auprès de la Banque hypothécaire d'Etat à Belgrade.

(4) La taxe spéciale de contrôle établie sera perçue tant qu'elle n'aura pas été modifiée de la manière prévue à l'alinéa 2 du présent article.

(5) Le Fonds susdit servira, non seulement au but ci-dessus indiqué, mais aussi au développement de la sériciculture en général, et en particulier au développement de la production des plants de mûrier et de la graine de vers à soie.

(6) Le mode d'exploitation des plantations de mûriers de l'Etat et des institutions autonomes (p. ex. des communes), ainsi que des mûriers bordant les routes de l'Etat et des institutions autonomes — en vue du développement de la sériciculture — sera prescrit par le ministre de l'agriculture.

Art. 3. — Sur la proposition du Comité consultatif, le ministre de l'agriculture opérera chaque année, de concert avec le ministre du commerce et de l'industrie, la répartition des ressources du Fonds,

en vue du développement de la sériciculture et pour les buts prévus aux alinéas 1 et 5 de l'article 2, ainsi qu'à l'article 5. A cet effet, le dit ministre tiendra compte des prix des cocons, de la soie grège et des fils sur le marché mondial.

Les ressources du Fonds pour le développement de la sériciculture seront mises, après leur répartition, à la disposition de la Direction de la sériciculture pour servir aux buts susindiqués et leur emploi aura lieu avec l'approbation du ministre de l'agriculture.

Art. 4. — Il est institué, auprès du Ministère de l'agriculture, un Comité consultatif composé de la manière suivante: un représentant de la section d'élevage du bétail et un représentant de la section de politique agraire, du ministère de l'agriculture; deux représentants du ministère du commerce et de l'industrie; un représentant du ministère des finances; un représentant de la Direction de sériciculture et des fabriques de soie de l'État, choisi parmi les membres du Comité d'administration de la Direction nommés par le ministre de l'agriculture; deux représentants des organisations coopératives séricicoles et deux représentants de l'industrie de la soie.

Le représentant du ministère de l'agriculture sera président du comité consultatif; et son suppléant sera le représentant du ministère du commerce et de l'industrie.

Art. 5. — Des dispositions détaillées concernant l'activité et la compétence du Comité consultatif ainsi que ses dépenses seront établies par un règlement qui sera édicté par le ministre de l'agriculture, de concert avec le ministre du commerce et de l'industrie.

Art. 6. — Si l'on essaie de vendre des cocons étrangers en les présentant comme des cocons indigènes, les cocons ainsi offerts seront confisqués par les autorités compétentes et vendus aux enchères publiques et au bénéfice du Fonds pour le développement de la sériciculture. De plus, il sera imposé une amende d'un montant égal à la valeur des cocons. Les pénalités seront prononcées par le ministre de l'agriculture, sur la proposition du Comité consultatif.

Art. 7. — Pour 1936, le taux de la taxe spéciale de contrôle sera fixé avant la fin d'octobre 1936.

Art. 8. — La présente ordonnance entrera en vigueur dès sa publication dans les *Službene Novine*.

Bulgarie. — D. l. amendant et complétant le d. l. concernant l'achat des cocons de la récolte de 1935 et visant la prolongation de la validité de ses dispositions même en ce qui concerne la prochaine récolte. — 7 mars 1936. — D. V., n. 72 (31 mars 1936).

Chili. — D. n. 309 accordant un caractère officiel aux expositions ou concours de ponte organisés par la section avicole de la Société nationale d'agriculture. — 8 mai 1936. — D. O., n. 17474 (23 mai 1936).

Danemark. — Not. n. 368 concernant la lutte contre le typhus et la paralysie des poules dans les couvoirs et dans les lieux d'élevage de poules y rattachés. — 28 décembre 1935. — L. A., n. 46 (15 janvier 1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord. — Arr. concernant la peste aviaire. — 7 décembre 1936. — S. R. & O., n. 1297 (1936).

Arr. concernant la désinfection des marchés et des récipients pour la volaille. — 7 décembre 1936. — S. R. & O., n. 1299 (1936).

Italie. — D. l. royal n. 455 portant des dispositions en faveur de la production séricicole nationale pour la campagne 1936. — 24 février 1936. — G. U., n. 74 (30 mars 1936).

D. l. royal n. 516 modifiant la l. n. 3107 du 13 décembre 1928 concernant la création de l'Institut national séricicole. — 24 février 1936. — G. U., n. 83 (9 avril 1936).

D. royal n. 995 concernant la réquisition des produits de soie des récoltes de 1934 et des années précédentes. — 28 mai 1936. — G. U., n. 133 (9 juin 1936).

D. ministériel réglementant l'application du d. l. royal du 24 février 1936, n. 455, concernant la production nationale de la soie de la campagne 1936. — 15 juin 1936. — G. U., n. 146 (25 juin 1936).

D. ministériel fixant les primes revenant, pour le mois de juin, aux vendeurs de produits séricicoles visés par l'art. 7 du d. l. du 24 février. 1936, n. 455. — 22 août 1936. — G. U., n. 220 (22 septembre 1936)

D. ministériel fixant les primes qui seront accordées aux vendeurs des produits de soie pour les ventes durant le mois de juillet 1936. — 23 novembre 1936. — G. U., n. 295 (22 décembre 1936).

D. ministériel fixant les primes qui seront accordées aux vendeurs de produits de soie pour les ventes durant le mois d'août 1936. — 23 novembre 1936. — G. U., n. 295 (22 décembre 1936).

Japon. — L. n. 9 concernant le contrôle sur les opérations en cocons frais. — 25 mai 1936. — K., n. 2817 (26 mai 1936).

L. n. 10 amendant la l. sur les associations séricicoles (1). — 25 mai 1936. — K., n. 2817 (26 mai 1936).

L. n. 11 amendant la l. sur la sériciculture (2). — 25 mai 1936 = — K., n. 2817 (26 mai 1936).

Arr. n. 11 du Ministère de l'agriculture et des forêts portant le régl. pour encourager l'institution de moyens tendant à réduire le coût de production des cocons. — 27 juin 1936. — K., n. 2845 (27 juin 1936).

O. impériale n. 145 portant abolition de la Commission d'enquête sur le contrôle des opérations d'achat et de vente de la soie grège destinée à l'exportation. — 30 juin 1936. — K., n. 2848) 1^{er} juillet 1936).

O. impériale n. 148 portant la date de l'entrée en vigueur (au 5 juillet 1936) de la l. n. 25 de 1936 amendant la loi n. 40 de 1931 (*amendant la loi sur la sériciculture*). — 2 juillet 1936. — K., n. 2850 (3 juillet 1936).

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXI^{ème} Année, 1931, p. 776 et s.

(2) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, I^{ère} Année, 1911, p. 314 et s.

- O. impériale n. 209 fixant (au 25 juillet 1936) la date de l'entrée en vigueur d'une partie (alinéa 2 de l'art. 5 et art. 24) de la l. n. 25 de 1934 (1) concernant la gestion gouvernementale du grainage cellulaire des vers à soie. — 21 juillet 1936. — K., n. 2866 (22 juillet 1936).
- O. impériale n. 210 concernant les subventions du Trésor à accorder en vertu des dispositions de l'exception envisagée dans l'alinéa 2 de l'art. 5 de la l. concernant la gestion gouvernementale du grainage cellulaire des vers à soie. — 21 juillet 1936. — K., n. 2866 (22 juillet 1936).
- Arr. n. 18 du Ministère de l'agriculture et des forêts portant le règl. tendant à encourager les installations en commun pour le grainage des vers à soie. — 15 août 1936. — K., n. 2887 (15 août 1936).
- O. impériale n. 268 concernant l'application à la peste des poules des dispositions concernant le choléra des poules établies dans la l. pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux domestiques. — 18 août 1936. — K., n. 2890 (19 août 1936).
- O. impériale n. 292 fixant (au 1^{er} septembre 1936) la date de l'entrée en vigueur de la l. n. 11 de 1936 amendant la l. sur la sériciculture. — 28 août 1936. — K., n. 2899 (29 août 1936).
- Arr. n. 18 du Ministère de la justice concernant la procédure d'enregistrement des associations pour l'outillage en commun de la sériciculture. — 29 août 1936. — K., n. 2899 (29 août 1936).
- Arr. n. 19 du Ministère de l'agriculture et des forêts amendant le règl. d'application de la l. sur la sériciculture. — 29 août 1936. — K., n. 2899 (29 août 1936).
- Arr. n. 20 du Ministère de l'agriculture et des forêts amendant le règl. d'application de la l. sur la filature de la soie. — 29 août 1936. — K., n. 2899 (29 août 1936).
- O. impériale n. 349 portant la date de l'entrée en vigueur (au 15 octobre 1936) de la l. n. 27 de 1936 amendant la l. concernant le contrôle des tissus de soie destinés à l'exportation. — 22 septembre 1936. — K., n. 2920 (24 septembre 1936).
- O. impériale n. 383 fixant (au 1^{er} décembre 1936) la date de l'entrée en vigueur d'une partie (art. 1^{er}, 4, 5, n. 2 de l'art. 6 et articles 7 à 10) de la l. n. 9 de 1936 concernant le contrôle sur les opérations en cocons frais. — 21 octobre 1936. — K., n. 2943 (22 octobre 1936).
- O. impériale n. 384 établissant les modalités pour les opérations en cocons d'après les dispositions du n. 4 de l'art. 1^{er} de la l. sur le contrôle des opérations en cocons frais. — 21 octobre 1936. — K., n. 2943 (22 octobre 1936).
- Arr. n. 30 du Ministère de l'agriculture et des forêts portant le règl. d'application de la l. sur le contrôle des opérations en cocons frais. — 22 octobre 1936. — K., n. 2943 (22 octobre 1936).
- O. impériale n. 389 fixant (au 10 novembre 1936) la date de l'entrée en vigueur de la l. n. 10 de 1936 amendant la l. concernant les associations séricicoles. — 6 novembre 1936. — K., n. 2956 (7 novembre 1936).

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIV^{ème} Année, 1934, p. 576 et s.

O. impériale n. 390 amendant l'ordonnance impériale concernant l'application de la l. sur les associations séricicoles. — 6 novembre 1936. — K., n. 2956 (7 novembre 1936).

Arr. n. 32 du Ministère de l'agriculture et des forêts amendant le régl. d'application de la l. sur les associations séricicoles. — 7 novembre 1936. — K., n. 2956 (7 novembre 1936).

O. impériale n. 444 fixant (au 21 décembre 1936) la date de l'entrée en vigueur d'une partie (art. 4 et alinéa 2 de l'art. 11) de la l. concernant la gestion gouvernementale des graines cellulaires de ver à soie. — 18 décembre 1936. — K., n. 2991 (19 décembre 1936).

O. impériale n. 445 portant organisation du comité consultatif des races de vers à soie. — 18 décembre 1936. — K., n. 2991 (19 décembre 1936).

Arr. n. 35 du Ministère de l'agriculture et des forêts fixant (au 21 décembre 1936) la date de l'entrée en vigueur du régl. d'application de la l. sur la gestion gouvernementale des graines de ver à soie. — 19 décembre 1936. — K., n. 2991 (19 décembre 1936).

Arr. n. 36 amendant le régl. d'application de la l. sur la filature de la soie. — 29 décembre 1936. — K., n. 2998 (29 décembre 1936).

Japon (Corée). — Arr. n. 6 du gouvernement général de la Corée amendant le régl. d'application de l'o. sur la sériciculture en Corée. — 11 janvier 1936. — K., n. 2735 (17 février 1936).

Japon (Formose). — Arr. n. 80 du gouvernement général de Formose amendant le régl. concernant le contrôle des graines de ver à soie. — 15 décembre 1935. — K., n. 2704 (10 janvier 1936).

Pays-Bas. — Arr. ministériel concernant l'assistance de crise (*élevage de la volaille*). — 3 février 1936. — Stc., n. 23 (3 février 1936).

D. n. 24 visant l'application des art. 14 et 15 du d. de crise 1936-I concernant l'élevage de la volaille (*à partir du 23 juin 1936, il sera interdit de tenir plus d'un nombre fixé de poussins, etc.*). — 12 juin 1936. — Stc., n. 117 (18 juin 1936).

D. abrogeant le d. de crise 1936-I concernant l'industrie de la volaille, et visant l'application, à la volaille et aux œufs, des art. 9, 12 et 13 de la l. de crise agricole, dite de 1933, ainsi que des deux d. de 1933, concernant les monopoles de crise et les taxes de crise (*groupes d'éleveurs; couvage; et aussi importation-exportation*). t. a. D. de crise 1936-II concernant l'industrie de la volaille. — 2 décembre 1936. — Stbl., n. 779 B (18 décembre 1936).

Arr. VII de 1936 concernant l'industrie de la volaille durant la crise (*volaille; permis de couvage*). — 17 décembre 1936. — Stc., n. 247 (18-19 décembre 1936).

Arr. VIII, IX, X et XI de 1936 concernant l'industrie de la volaille durant la crise, à savoir respectivement: importation des œufs et des produits dérivés; exportation des œufs; exportation de la volaille de boucherie; et importation de la volaille. — 17 décembre 1936. — Stc., n. 247 (18-19 décembre 1936).

Roumanie. — D. n. 1303 visant la lutte contre les maladies des abeilles.
— 28 mai 1936. — M. O., n. 128 (5 juin 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 54 du C. C. P. concernant le paiement afférant au nettoyage, au lavage et à la désinfection des wagons de chemin de fer après le transport de volaille.
— 13 janvier 1936. — S. Z. R., n. 3, texte 29 (26 janvier 1936).

Uruguay. — D. établissant des régl. pour le contrôle sanitaire des abeilles et des fléaux des ruches (*certificats en cas d'importation; quarantaines de surveillance; déclarations, etc.*). — 23 juillet 1936. — D. O., n. 8982 (3 août 1936).

CHAPITRE I. LÉGISLATION VISANT LES ORGANISATIONS PUBLIQUES CENTRALES

Allemagne. — D. portant des dispositions complémentaires au premier décret relatif à la réorganisation des associations provinciales de la culture de l'apiculture. — 23 juin 1936. — RGBl., I, n. 55, p. 559 (24 juin 1936).

D. concernant l'application dans le cadre de prescriptions en matière de droit agricole. — 29 juin 1936. — RGBl., I, n. 55, p. 559 (1^{er} juillet 1936).

Travaux d'expertise de la L. concernant la préparation de la commission spéciale de l'économie allemande. — 26 octobre 1936. — RGBl., I, n. 55, p. 559 (27 octobre 1936).

Argentine. — D. n. 45381 instituant le service de la production des laits, placé sous la dépendance de la direction de l'agriculture. — 8 octobre 1935. — B. O., n. 13466 (10 janvier 1936).

D. n. 43784 spécifiant que le personnel de la Police de Rio de Janeiro exerce aussi des fonctions techniques, contrairement aux décrets n. 15204 et 15405 du 2 janvier et 2 février 1933. — 20 mai 1936. — B. O., n. 15672 (22 mai 1936).

Autriche (Republique). — L. n. 11 modifiant la L. n. 71 de 1934 instituant la coopération de l'agriculture et de la sylviculture (Landwirtschaftliche Genossenschaftsgesetz). — LGBl., II, 2364 (30 juillet 1935).

Autriche (Stempes). — L. n. 5 concernant l'institution de la coopération de l'agriculture et de la sylviculture. — 21 décembre 1935. — LGBl., I, 2364 (30 janvier 1936).

Autriche (Stempes). — L. n. 32 instituant la coopération de l'agriculture et de la sylviculture. — LGBl., II, 2364 (30 juillet 1935).

Bélarus. — L. n. 100 instituant la Police agricole à l'échelle des États soviétiques et de la République de l'Union soviétique. — 22 janvier 1936. — B. O., n. 10 (24 janvier 1936).

VIÈME PARTIE

LÉGISLATION DE L'ORGANISATION AGRAIRE ET DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

CHAPITRE I.

LÉGISLATION VISANT LES ORGANISATIONS PUBLIQUES CENTRALES

Allemagne. — D. portant des dispositions complémentaires au premier et au troisième décret concernant l'organisation provisoire de la corporation de l'agriculture. — 23 juin 1936. — RGbl., Teil I, n. 58, p. 510 (24 juin 1936).

D. concernant l'application dans la Sarre de prescriptions en matière de droit agricole. — 30 juin 1936. — RGbl., Teil I, n. 63, p. 530 (1^{er} juillet 1936).

Troisième d. exécutoire de la l. concernant la préparation de la constitution organique de l'économie allemande. — 26 octobre 1936. — RGbl., n. 101, p. 918 (28 octobre 1936).

Argentine. — D. n. 68397 instituant la division de la production des tabacs, placée sous la dépendance de la Direction de l'agriculture. — 5 octobre 1935. — B. O., n. 12466 (15 janvier 1936).

D. n. 82795 spécifiant que le personnel de la Police du vin remplira seulement des fonctions techniques, contrairement aux décrets nos 15308 et 16906 des 3 janvier et 9 février 1933. — 20 mai 1936. — B. O., n. 12572 (28 mai 1936).

Autriche (Burgenland). — L. n. 47 modifiant la l. n. 71 de 1935 instituant la corporation de l'agriculture et de la sylviculture (*modification de délais*). — LGbl., 15. Stück (30 juillet 1936).

Autriche (Carinthie). — L. n. 8 concernant l'institution de la corporation de l'agriculture et de la sylviculture. — 21 décembre 1935. — Lgbl., 4. Stück (30 janvier 1936).

Autriche (Salzbourg). — L. n. 59 instituant la corporation de l'agriculture et de la sylviculture. — LGbl., 11. Stück (24 mars 1936).

Brésil. — L. n. 199 autorisant le Pouvoir exécutif à conclure avec les Etats des accords en vue de développer et de coordonner les services rentrant dans le domaine de compétence du Ministère de l'agriculture. — 23 janvier 1936. — D. O., n. 25 (30 janvier 1936).

- Canada** (*Saskatchewan*). — L. modifiant la l. concernant la fondation pour les recherches agricoles. — 1^{er} avril 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 78 (1936).
- Chili**. — D. n. 455 approuvant le règl. de l'Institut bactériologique du Chili. — 29 août 1936. — D. O., n. 17561 (5 septembre 1936).
- Colombie**. — D. n. 2357 instituant, au Ministère de l'agriculture et du commerce, la section de navigation, travaux publics et colonisation. — 28 décembre 1935. — D. O., n. 23105 (8 février 1936).
- L. n. 12 réorganisant le Département du travail au Ministère des industries et du travail. — 18 janvier 1936. — D. O., n. 23097 (30 janvier 1936).
- D. n. 111 établissant le personnel et les traitements du Ministère de l'agriculture et du commerce, indiquant les fonctions dudit personnel, fixant la nouvelle orientation du Ministère et portant certaines autres dispositions. — 22 janvier 1936. — D. O., n. 23112 (17 février 1936).
- D. n. 232 instituant, au Ministère de l'agriculture et du commerce, une charge de conseiller technique, et fixant les fonctions et le traitement dudit conseiller. — 11 février 1936. — D. O., n. 23123 (29 février 1936).
- D. n. 666 établissant la composition, les fonctions et les traitements du personnel des Sections du Ministère des industries et du travail, et portant d'autres dispositions concernant l'organisation desdites Sections. — 30 mars 1936. — D. O., n. 23154 (7 avril 1936).
- Cuba**. — D. l. n. 737 autorisant à constituer, à l'aide de crédits non utilisés du budget de 1933-34 et se trouvant chez le Trésorier-payeur de l'agriculture, un fonds de 17486 pesos 48 centavos; et autorisant le Secrétaire de l'agriculture à destiner ce fonds à divers travaux prévus (*construction et installation d'une station météorologique à l'île du Grand Caïman, etc.*). — 4 décembre 1934. — B. O. S. H., Tome XXXVIII, n. 1-2-3 (janvier-mars 1935).
- Equateur**. — D. n. 356 attribuant au Ministère de la prévoyance sociale les branches suivantes: travail, assistance sociale, santé, hygiène, etc. — 7 septembre 1936. — R. O., n. 285 (8 septembre 1936).
- D. n. 799 instituant au Ministère des affaires étrangères, par fusion de la Direction du commerce et de la Section consulaire, la Direction générale du commerce et des affaires consulaires; et modifiant à cet effet le budget dudit Ministère. — 29 octobre 1936. — R. O., n. 333 (7 novembre 1936).
- Espagne**. — D. abrogeant certains articles du d. du Ministère de l'agriculture du 16 octobre 1935, rétablissant intégralement les services y énumérés et remettant en vigueur les dispositions réglementaires qui leur étaient appliquées. — 2 janvier 1936. — G. M., n. 3 (3 janvier 1936). p. Rectificatif v: G. M. n. 4 (4 janvier 1936).
- D. concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Institut des recherches agronomiques. — 21 février 1936. — G. M., n. 53 (22 février 1936).
- Arr. portant création de la section centrale du Ministère de l'agriculture avec les attributions ci-après indiquées. — 3 mars 1936. — G. M., n. 64 (4 mars 1936).
- D. rétablissant, au Ministère de l'agriculture, les Directions générales des forêts, pêche et chasse ainsi que de l'élevage et des industries du bétail. — 1^{er} avril 1936. — G. M., n. 93 (2 avril 1936).

Arr. éclaircissant des doutes sur l'interprétation du d. du 21 février de l'année courante, qui organisa l'Institut des recherches agronomiques. — 4 avril 1936. — G. M., n. 99 (8 avril 1936).

Arr. supprimant certaines sections du Département de l'agriculture et en rétablissant d'autres. — 13 mai 1936. — G. M., n. 143 (22 mai 1936).

Arr. relatif aux services de la Direction générale des forêts, de la pêche et de la chasse. — 17 juin 1936. — G. M., n. 170 (18 juin 1936).

Etats-Unis d'Amérique (*Confédération*). — L. portant des allocations pour le Ministère de l'agriculture et pour l'Administration du Crédit Agricole pour l'année fiscale prenant fin le 30 juin 1937 et visant d'autres buts. — 4 juin 1936. — P., n. 637-74th Congress, H. R. 11418 (1936).

France. — D. modifiant la division territoriale de la France en conservations des eaux et forêts et en commissions de chasse et de pêche. — 1^{er} mars 1936. — J. O., n. 55 (5 mars 1936).

D. portant réorganisation du service technique des eaux et du génie rural. — 1^{er} mai 1936. — J. O., n. 107 (6 mai 1936).

L. tendant à compléter la l. du 6 juillet 1927 sur le recrutement des gardes domaniaux des eaux et forêts. — 9 juillet 1936. — J. O., n. 162 (11 juillet 1936).

Grèce. — D. l. concernant l'institution du Conseil administratif du Ministère de l'agriculture. — 18 janvier 1936. — J. O., n. 32 (20 janvier 1936).

D. l. complétant la l. 248 concernant l'organisation du Service zootechnique et vétérinaire. — 23 janvier 1936. — J. O., n. 47 (24 janvier 1936).

D. l. abolissant le d. l. concernant l'institution d'une Direction générale des eaux auprès du Ministère de l'agriculture. — 25 janvier 1936. — J. O., n. 57 (25 janvier 1936).

D. établissant les compétences etc. de la Section des plantes de grande culture. — 19 avril 1936. — J. O., n. 173 (22 avril 1936).

Hongrie. — L. n. XVIII prorogeant l'autorisation du Gouvernement, en vertu de la l. n. XXVI de 1931, à assurer l'organisation économique, du crédit et du budget. — 29 juin 1936. — O. T., n. 7 (30 juin 1936).

L. n. XXIV modifiant la l. n. X de 1934 concernant l'organisation de l'Université des sciences techniques et économiques Palatin Joseph (*titres requis pour les fonctionnaires des inspectorats agricoles et des chambres d'agriculture*). — 13 juillet 1936. — O. T., n. 9 (15 juillet 1936).

Italie. — D. royal n. 851 concernant la réorganisation de l'Institut colonial fasciste. — 30 mars 1936. — G. U., n. 117 (20 mai 1936).

D. royal n. 862 instituant la « Direction générale pour les plans de production agricole et son financement » auprès du Ministère de l'agriculture et des forêts. — 14 avril 1936. — G. U., n. 119 (23 mai 1936).

L. n. 825 portant le budget de prévision du Ministère de l'agriculture et des forêts pour l'exercice financier du 1^{er} juillet 1936 au 30 juin 1937. — 16 avril 1936. — G. U., n. 114 (16 mai 1936).

- L. n. 848 concernant la réunion dans le Ministère de l'agriculture et des forêts des fonctions du secrétariat national pour la montagne. — 16 avril 1936. — G. U., n. 117 (20 mai 1936).
- D. royal n. 1174 portant des dispositions complémentaires au régl. pour la profession de géomètre. — 16 avril 1936. — G. U., n. 148 (27 juin 1936).
- D. l. royal n. 1689 visant la coordination des activités des Instituts et Offices (*Enti*) opérant dans le domaine de la production nationale. — 11 mai 1936. — G. U., n. 219 (21 septembre 1936).
- D. l. royal n. 1029 concernant l'organisation et l'administration de l'Afrique orientale italienne. — 1^{er} juin 1936. — G. U., n. 136 (13 juin 1936).
- D. du Chef du Gouvernement attribuant au Ministre de l'éducation nationale la tutelle et la surveillance des institutions culturelles agricoles. — 26 juin 1936. — G. U., n. 153 (4 juillet 1936).
- D. royal n. 1423 accordant la personnalité juridique à l'Observatoire italien de droit agricole siégeant à Rome. — 16 juillet 1936. — G. U., n. 174 (29 juillet 1936).
- D. l. royal n. 1780 modifiant le d. l. royal du 28 décembre 1931, n. 1684, concernant l'organisation de l'inspectorat corporatif. — 21 août 1936 — G. U., n. 236 (10 octobre 1936).
- Japon.** — O. Impériale n. 2 amendant la répartition extraordinaire du personnel entre les différents services du Ministère de l'Agriculture et des forêts. (*Augmentation de personnel pour les travaux de recherches et d'expériences sur l'utilisation des arbres à larges feuilles*). — 7 janvier 1936. — K., n. 2702 (8 janvier 1936).
- O. Impériale n. 57 amendant la répartition extraordinaire de personnel entre les différents services du Ministère de l'agriculture et des forêts. (*Service de sériciculture et service forestier etc.*). — 14 avril 1936. — K., n. 2783 (15 avril 1936).
- O. Impériale n. 71 amendant la répartition extraordinaire du personnel entre les différents services du Ministère de l'agriculture et des forêts (*services zootechniques, de sériciculture, etc.*). — 28 mai 1936. — K., n. 2820 (29 mai 1936).
- O. Impériale n. 162 amendant l'organisation du Ministère de l'agriculture et des forêts. — 4 juillet 1936. — K., n. 2852 (6 juillet 1936).
- O. Impériale n. 163 amendant la répartition extraordinaire du personnel entre les différents services du Ministère de l'agriculture et des forêts (*élevage des bovins et des chevaux, amélioration des pâturages, etc.*). — 4 juillet 1936. — K., n. 2852 (6 juillet 1936).
- O. Impériale n. 164 concernant l'organisation de la Direction générale de la remonte (*sous la dépendance du Ministère de l'agriculture et des forêts*). — 4 juillet 1936. — K., n. 2852 (6 juillet 1936).
- O. Impériale n. 219 amendant la répartition extraordinaire du personnel entre les différents services du Ministère de l'agriculture et des forêts (*contrôle des engrais, transformation des produits forestiers*). — 24 juillet 1936. — K., n. 2869 (25 juillet 1936).
- O. Impériale n. 296 amendant l'organisation du Ministère de l'agriculture et des forêts. — 4 septembre 1936. — K., n. 2905 (5 septembre 1936).

- O. Impériale n. 330 portant organisation de l'Institut de recherches sur la production tropicale sous la dépendance du gouvernement de la Micro-nésie japonaise. — 16 septembre 1936. — K., n. 2915 (17 septembre 1936).
- O. Impériale n. 331 amendant la répartition extraordinaire du personnel entre les différents services du Ministère de l'agriculture et des forêts (*élevage des chevaux, recherches sur les altérations du poids spécifique du riz, etc.*). — 18 septembre 1936. — K., n. 2917 (19 septembre 1936).
- O. Impériale n. 408 amendant l'o. Impériale n. 219 de 1932 instituant au Ministère de l'agriculture et des forêts un office extraordinaire pour la renaissance économique. — 24 novembre 1936. — K., n. 2970 (25 novembre 1936).
- O. Impériale n. 410 amendant l'organisation de la station expérimentale d'aquiculture du gouvernement général de la Corée. — 24 novembre 1936 K., n. 2970 (25 novembre 1936).

Grand-Duché de Luxembourg. — Arr. grand-ducal portant modification de l'art. 52 du règl. du 14 novembre 1911, pris en exécution des art. 4 et 27 de la l. du 7 avril 1909 sur la réorganisation de l'administration des eaux et forêts. — 14 septembre 1936. — M. L., n. 70 (19 septembre 1936).

Paraguay. — D. n. 2 instituant le Ministère de l'agriculture. — 20 février 1936. — G. O., n. 1 (29 février 1936).

D. n. 15 transférant au Ministère de l'agriculture les bureaux publics qui dépendaient du Ministère de l'économie (*personnel; publicité et propagande; départements de l'agriculture, des terres et colonies, des travaux publics, de l'élevage; Banque agricole; Direction générale de la statistique*). — 22 février 1936. — G. O., n. 1 (29 février 1936).

Pays-Bas. — L. portant des dispositions conformes au d. royal du 27 août 1935 modifié par le d. du 18 octobre 1935 instituant un Département dit Ministère de l'agriculture et des pêcheries et modifiant la dénomination du Ministère de l'économie. — 28 décembre 1935. — Stbl., n. 810 (14 janvier 1936).

Pologne. — Arr. du Ministre de l'intérieur, pris d'accord avec le Ministre de l'agriculture et des réformes agraires, sur la modification de l'arr. du 28 juin 1926, sur l'exécution de la l. relative aux arpenteurs assermentés. — 14 janvier 1936. — D. U., n. 5, texte 55 (24 janvier 1936).

Portugal. — L. n. 1934 établissant les conditions de recrutement pour les emplois des cadres de l'Etat et des collectivités publiques locales, exigeant une spécialisation donnée dans les écoles industrielles, commerciales et les écoles pratiques d'agriculture. — 15 février 1936. — D. d. G., 1^{re} série, n. 38 (15 février 1936).

L. n. 1940 promulguant les bases de l'organisation administrative. — 3 avril 1936. — D. d. G., 1^{re} série, n. 78 (3 avril 1936).

D. l. n. 27207 réorganisant les services du Ministère de l'agriculture. — 16 novembre 1936. — D. d. G., 1^{re} série, n. 269 (16 novembre 1936).

D. l. n. 27286 portant création de la Commission régulatrice des blés de l'archipel des Açores (C. R. T. A. A.) avec siège à Ponte Delgada et définissant ses attributions. — 24 novembre 1936. — D. d. G., 1^{re} série, n. 276 (24 novembre 1936).

Arr. n. 8567 éclaircissant certaines dispositions du décret n. 27207 qui réorganise les services du Ministère de l'agriculture. — 9 décembre 1936. — D. d. G. 1^{re} série, n. 288 (9 décembre 1936).

D. n. 27424 approuvant le Code administratif. — 31 décembre 1936. — D. d. G., 1^{re} série, n. 306 (31 décembre 1936).

Salvador. — D. législatif n. 20 approuvant l'activité du Gouvernement en 1935 pour les diverses branches (*Intérieur, Travail, Fomento, Agriculture, etc.*), activité exposée dans les mémoires présentés par le Gouvernement. — 17 mars 1936. — D. O., n. 67 (20 mars 1936),

Arr. réorganisant le personnel du Ministère de l'agriculture. — 7 juillet 1936. — D. O., n. 150 (9 juillet 1936).

Suède. — Arr. royal n. 60 modifiant l'art. 40 du d. du 25 novembre 1927, n. 416, concernant les indemnités aux arpenteurs. — 27 mars 1936. — S. F., n. 59-62 (28 mars 1936).

Arr. royal n. 61 modifiant l'alinéa 2 de l'art. 68 (2) de l'instruction du 11 novembre 1927, n. 407, pour les arpenteurs. — 27 mars 1936 — S. F., n. 59-62 (28 mars 1936).

Suisse (Confédération). — Arr. fédéral concernant de nouvelles mesures extraordinaires destinées à rétablir l'équilibre des finances fédérales en 1936 et 1937 (*perception d'un droit de douane sur les blés, suppléments de prix sur les huiles et graisses, etc.*) — 31 janvier 1936. — R. L. F., n. 3 (5 février 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 2659 du C. C. P. concernant la nomenclature des moyens de production qui sont fournis par le système du Commissariat du peuple pour l'agriculture de l'U. R. S. S. d'après la procédure centrale. — 15 décembre 1935. S. Z. R., n. 1, texte 11 (14 janvier 1936).

Arr. n. 14 du C. C. P. abrogeant certains arr. du C. C. P. de l'U. R. S. S. sur la structure du Commissariat du peuple pour le commerce intérieur de l'U. R. S. S. (*entre autres le texte 60 du 10 janvier 1935 portant organisation de la Direction générale des céréales*). — 5 janvier 1936. — S. Z. R., n. 2, texte 20 (19 janvier 1936).

Arr. n. 33-12 du C. E. C. et du C. C. P. portant réorganisation du Commissariat du peuple pour le commerce intérieur de l'U. R. S. S., des Commissariats du peuple pour le commerce intérieur des Républiques de l'Union et de leurs organes locaux. — 5 janvier 1936. — S. Z. R., n. 2, texte 17 (19 janvier 1936).

Arr. n. 783 du C. C. P. portant le règl. concernant le procureur de rayon du Comité pour les approvisionnements en produits agricoles auprès du C. C. P. de l'U. R. S. S. — 29 avril 1936. — S. Z. R., n. 23, texte 215 (23 mai 1936).

République Socialiste Fédérative Soviétique Russe. — Arr. de la 2^{ème} Session du C. E. C. du XVI^{ème} Congrès, pris sur le rapport du Gouvernement de la R. S. S. autonome des Yakoutes, concernant la construction économique, soviétique et culturelle. — S. U. R., n. 10, texte 59 (31 mai 1936).

Uruguay. — L. modifiant la l. 5530 du 24 novembre 1916 et spécifiant que les charges publiques ayant trait aux exploitations d'agriculture ou d'élevage seront confiées à des ingénieurs agronomes ou vétérinaires. — 3 janvier 1936. — D. O., n. 8816 (10 janvier 1936).

Vénézuéla. — D. instituant à la place du Ministère de la santé, de l'agriculture et de l'élevage, un Ministère de la santé et de l'assistance sociale, ainsi qu'un Ministère de l'agriculture. — 25 février 1936. — G. O., n. 18889 (25 février 1936).

D. organisant le service des terres incultes et indiquant les crédits assignés audit service (*indication des crédits pour les Intendances et sous-intendances à établir dans les Etats et territoires*). — 2 mars 1936. — G. O., n. 18898 (6 mars 1936).

L. concernant les Ministères (*agriculture, etc.*). — 17 juillet 1936. — G. O., n. 19011 (18 juillet 1936).

D. promulguant un régl. relatif à la l. du 17 juillet 1936 concernant les ministères. — 1^{er} août 1936. — G. O., numéro extraordinaire (1^{er} août 1936).

D. instituant un office d'immigration et colonisation dépendant du Ministère de l'agriculture et de l'élevage. — 4 août 1936 — G. O., n. 19024 (4 août 1936).

CHAPITRE II.

LÉGISLATION VISANT LES ORGANISATIONS
PUBLIQUES LOCALES

Canada (*Saskatchewan*). — L. modifiant la l. concernant les villages. — 21 février 1935. — S. P. S., 25 Geo. V, ch. 29 (1934-35).

L. concernant les villages. — 1^{er} avril 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 37 (1936).

L. concernant la concession de secours dans les municipalités rurales. — 1^{er} avril 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 48 (1936).

Colombie. — D. n. 2009 portant une réglementation concernant certaines dispositions des l. n. 74 de 1926 et n. 132 de 1931, en relation avec les fermes, stations et instituts agricoles des départements. (*Le Ministre de l'agriculture est chargé de diriger tous les services de recherches, expérimentation, enseignement, auxquels prennent part lesdites institutions. Déclarations et demandes à adresser au Ministère, dans ce but, par les autorités départementales, etc.*). — 14 novembre 1935. — D. O., n. 23058 (12 décembre 1936).

Espagne. — D. disposant que dans tous les Centres de caractère agricole non spécialisés, dépendant du Ministère de l'agriculture, devra exister le bétail bovin de travail et d'engraissement estimé nécessaire pour leurs buts d'expérimentation et disposant en outre que dans les Centres où prédomine l'élevage ovin devront exister, en outre, les cultures fourragères considérées comme nécessaires pour l'alimentation du bétail. — 21 janvier 1936. — G. M., n. 23 (23 janvier 1936).

Etats-Unis d'Amérique (*Confédération*). — L. visant à étendre au Territoire de l'Alaska les avantages de la l. Adams (*augmentant l'allocation annuelle pour les stations expérimentales agricoles et en réglementant le déboursement, du 16 mars 1906*), de la l. Purnell (*augmentant les allocations des Stations expérimentales agricoles et visant d'autres buts, du 24 février 1927*) et de la l. Capper-Ketcham (*visant l'encouragement du travail de certaines académies agricoles, du 22 mai 1928*). — 20 juin 1936. — P. n. 725-74th Congress, S. 3784 (1936).

France — D. relatif à la suppression des offices agricoles. — 26 février 1936. — J. O., n. 51 (29 février 1936).

D. relatif à la suppression des offices agricoles. — 9 juillet 1936. — J. O. n. 163 (12 juillet 1936).

Inde (*Bihar et Orissa*). — L. n. 1 modifiant la l. n. III, de 1922 concernant l'administration des villages. — 26 janvier 1936. — B. & O. G., n. 1 (5 février 1936).

L. modifiant la l. de 1922 concernant l'administration des villages. — 5 février 1936. — Act I of 1936.

Italie. — D. l. royal n. 1900 modifiant le texte unique des l. sur les conseils et sur les offices provinciaux de l'économie corporative. — 3 septembre 1936. — G. U., n. 258 (7 novembre 1936).

Japon. — Arr. n. 10 du Ministère de l'agriculture et des forêts portant le règl. concernant les subventions spéciales en vue de la renaissance des villages agricoles montagnaux et de pêcheurs. — 23 juin 1936. — K., n. 2841 (23 juin 1936).

O. impériale n. 409 amendant l'organisation de la Station expérimentale de sylviculture du gouvernement général de la Corée. — 24 novembre 1936. — K., n. 2970 (25 novembre 1936).

Pérou. — Rés. approuvant le règl. général des stations agricoles et des fermes (*comprenant 19 chapitres et 93 articles*). — 16 mars 1936. — E. P., II^{ème} trimestre, n. 84 (15 avril 1936).

Suède. — L. n. 378 modifiant l'art. 58 de la l. du 6 juin 1930, n. 251, concernant l'administration communale rurale. — 26 juin 1936. — S. F., n. 373-379 (30 juin 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques — Arr. n. 32-5 du C. E. C. et du C. C. P. tendant à accroître les ressources des budgets des villages. — 4 janvier 1936. — S. Z. R., n. 3, texte 23 (26 janvier 1936).

Uruguay. — D. établissant des dispositions réglementaires ainsi qu'un budget concernant les champs d'expérimentation de la Direction de l'élevage. — 15 juin 1936. — D. O., n. 8950 (25 juin 1936).

CHAPITRE III.

LÉGISLATION VISANT LES CORPS CONSULTATIFS
EN RAPPORT AVEC L'AGRICULTURE

France. — L. portant institution, organisation et fonctionnement d'un conseil national économique. — 19 mars 1936. — J. O., n. 69 (21 mars 1936).

Art. 1^{er}. — Le conseil national économique, institué par la loi du 29 avril 1926, est chargé d'étudier les problèmes intéressant l'économie nationale, d'émettre des avis sur les projets et propositions de loi dont il a été saisi par les pouvoirs publics, d'en suivre dans les mêmes conditions l'application, de proposer les mesures de contrôle et d'organisation de la production et des échanges.

Il peut également, à la demande des intéressés, arbitrer les conflits économiques.

Son président est le président du Conseil des Ministres, qui peut se faire remplacer par un Ministre ou un sous-secrétaire d'Etat.

DES SECTIONS PROFESSIONNELLES.

Art. 2. — Le conseil national économique est divisé en vingt sections professionnelles.

La section professionnelle est chargée d'étudier les questions intéressant la ou les professions qu'elle représente et de formuler des propositions en vue de leur solution.

Les propositions ont notamment pour objet le perfectionnement de l'apprentissage, l'organisation de la production, des échanges et des services, la loyauté et la moralité de la concurrence et des échanges, l'organisation et la rémunération du travail, le règlement des différends intéressant la ou les professions.

Ces propositions sont soumises à la commission permanente, qui en saisit l'assemblée générale, s'il y a lieu. Elles peuvent être transmises par le secrétaire général aux associations professionnelles ou aux membres de la profession.

Art. 3. — La section professionnelle comprend un nombre égal de représentants des chefs d'entreprises et de représentants des travailleurs intellectuels et manuels.

Toutefois, la représentation des associations professionnelles agricoles ne sera pas soumise à la règle établie par l'alinéa ci-dessus chaque

fois que la représentation des intérêts divers de l'agriculture se trouve assurée au sein de ces associations.

Art. 4. — Les sections professionnelles sont constituées par décret rendu après avis du conseil national économique, en tenant compte des personnes occupées et de l'importance de la profession pour l'économie nationale.

Le décret fixe les professions que la section doit représenter et le nombre de ses membres.

Le nombre total des membres des sections ne peut excéder deux cents.

Art. 5. — Il sera procédé, dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, et, dans la suite, tous les trois ans, à un recensement des associations professionnelles et à leur répartition entre les sections professionnelles. Un décret déterminera les modalités de ce recensement et de cette répartition.

Les associations chargées de désigner les membres des sections professionnelles sont déterminées par un décret qui répartit entre ces associations les sièges à pourvoir en tenant compte de tous les éléments de nature à fixer leur importance respective.

Les associations professionnelles intéressées peuvent, dans le mois qui suit l'expiration du délai d'un an après la constitution du conseil, saisir la section du contentieux du conseil d'Etat d'une requête tendant, soit à leur propre inscription, soit à la radiation d'autres associations, soit à une répartition différente des sièges. Cette requête est dispensée des droits d'enregistrement. Il est statué dans les deux mois de son dépôt.

De l'Assemblée générale.

Art. 6. — L'Assemblée générale du conseil national économique est formée par:

1) vingt délégués des sections professionnelles agricoles; vingt délégués des représentants des chefs d'entreprises dans les autres sections professionnelles; vingt délégués des représentants des travailleurs intellectuels et manuels dans lesdites sections;

2) douze représentants des organisations nationales économiques désignés suivant la procédure prévue par l'article 5, délégués pour un tiers par les organisations de chefs d'entreprises, pour un tiers par les organisations de travailleurs, pour un tiers par les organisations agricoles (chefs d'entreprises ou travailleurs);

3) vingt délégués des chambres de commerce; vingt délégués des chambres d'agriculture; vingt délégués des associations de travailleurs élus à raison d'un délégué de chaque catégorie pour chacune des vingt régions économiques qui seront déterminées par décret rendu sur avis du conseil national économique, par les chambres de

commerce, les chambres d'agriculture et les associations de travailleurs de la région;

4) quatre travailleurs intellectuels délégués par la confédération des travailleurs intellectuels;

5) quatre délégués élus par les chambres des métiers;

6) quatre délégués des territoires d'outremer relevant du ministère des affaires étrangères, désignés par le ministre, et huit délégués des territoires relevant du ministère des colonies, désignés par le ministre sur la présentation de la section économique du conseil supérieur des colonies;

7) douze délégués des associations de consommateurs et des associations d'usagers, spécialement des sociétés coopératives, des groupements de consommateurs, des associations de maires, de familles nombreuses, de tourisme et de mutualité;

8) un délégué des associations de propriétaires d'immeubles urbains; un délégué des associations de porteurs de valeurs mobilières; un délégué des associations ouvrières de production et un délégué des coopératives agricoles;

9) cinq personnalités désignées, en raison de leur compétence économique, par les autres délégués réunis en Assemblée générale.

Les délégués des associations désignées aux paragraphes 7 et 8 sont choisis dans les conditions prévues par l'article 5.

Art. 7. — Les membres des sections professionnelles et de l'Assemblée générale sont désignés pour trois ans.

L'Assemblée générale est convoquée par son président au moins une fois par an et obligatoirement quand il en est requis, soit par l'une des Chambres, soit par la Commission permanente prévue à l'article 10 ci-après.

Art. 8. — Le conseil national économique peut être saisi soit par le Gouvernement, soit par l'une des Chambres, soit par une Commission parlementaire, ou peut se saisir d'office de tout projet ou proposition de loi qui présente un intérêt économique national, ainsi que de l'étude de tout problème économique.

Les projets de loi et les propositions de loi présentant un intérêt économique national sont adressés, dès leur distribution, par le Gouvernement au conseil national économique.

Le conseil national économique est saisi, pour avis, des projets de règlement d'administration publique intéressant l'économie nationale.

Ses avis et rapports sont toujours adressés au Gouvernement et aux deux Chambres, ainsi qu'aux Commissions parlementaires qui l'ont consulté.

Ses recommandations seront toujours adressées au président du conseil qui fera connaître, dans le délai d'un mois, la suite donnée ou demandera d'examiner à nouveau la question.

Art. 9. — La Commission parlementaire, saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi, pourra demander à entendre le président du conseil national économique ou son délégué.

Art. 10. — Le conseil national économique désigne une Commission permanente chargée de recueillir les demandes et les vœux des différents groupements économiques, de répartir et de coordonner les travaux entre les sections, d'assurer les relations avec les pouvoirs publics, de préparer les sessions de l'Assemblée, de procéder aux études urgentes et de décider de toute question sur laquelle l'Assemblée lui aura délégué ses pouvoirs.

Dispositions générales.

Art. 11. — Les ministres, les sous-secrétaires d'Etat et les commissaires désignés par eux ont leur entrée à l'Assemblée générale, à la Commission permanente et aux sections du conseil national économique. Ils doivent être entendus quand ils le demandent.

Art. 12. — Le secrétaire général du conseil national économique est désigné par décret, pris sur le rapport du président du conseil, après avis de la Commission permanente.

Art. 13. — Le règlement intérieur du conseil national économique est arrêté par l'Assemblée sur le rapport de sa Commission permanente. Il fixe notamment la composition du bureau et ses attributions.

Un règlement d'administration publique déterminera toutes les modalités d'application de la présente loi et notamment l'organisation du secrétariat général et de ses services.

Art. 14. — Jusqu'à la constitution du conseil national économique, suivant les règles prévues par la présente loi, ses attributions sont exercées par le conseil constitué conformément aux dispositions du décret du 19 janvier 1925 modifié.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Roumanie. — L. n. 977 instituant le Conseil supérieur économique et organisant les chambres professionnelles. — 28 avril 1936. — M. O., n. 98 (29 avril 1936).

1^{re} PARTIE. — CONSEIL SUPÉRIEUR ÉCONOMIQUE.

Art. 1. — Un Conseil supérieur économique sera établi près la Présidence du Conseil des Ministres.

Art. 2. — Le Conseil supérieur économique aura pour attributions:

a) de donner son avis sur les projets de loi qui ont un caractère économique, financier ou social, et qui émanent soit du gouvernement soit de l'initiative parlementaire.

L'avis du Conseil supérieur économique précédera l'avis du Conseil législatif et sera donné dans un délai maximum de 15 jours; ce délai courra du jour de la réception du dit projet. En cas d'urgence, le délai sera réduit à 5 jours. Sans l'avis du Conseil supérieur économique, aucun projet de loi ne pourra être soumis aux délibérations du Corps législatif, sauf au cas où l'avis n'aura pas été donné dans le délai ci-dessus;

b) de donner son avis sur les projets des traités et des conventions qui ont un caractère économique, financier ou social; de déléguer, à la demande du gouvernement, des experts, choisis parmi les membres du Conseil ou hors du Conseil, pour prendre part aux Commissions;

c) de proposer, en sa qualité d'organe permanent d'études et de recherches, à la demande du gouvernement ou sur son initiative propre, des solutions pour tout ce qui concerne le commerce extérieur, la valorisation des produits agricoles, la réglementation des rapports entre patrons et ouvriers ou tout autre problème économique, financier ou social.

Le Conseil pourra demander aux Ministères respectifs de lui fournir les renseignements et d'entreprendre les enquêtes dont il aurait besoin, et les dits Ministères, seront tenus de lui prêter leur concours;

d) de remplir les attributions et obligations prévues par la présente loi ou par d'autres lois et règlements.

Art. 3. — Le Conseil supérieur économique sera composé de 26 membres, à savoir:

1) 5 délégués de l'Union des Chambres d'Agriculture;

2) 4 industriels et 4 commerçants délégués par l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie;

3) 3 délégués de l'Union des Chambres de travail;

4) 10 membres désignés comme suit par le Conseil de Ministres:

a) un délégué du Conseil supérieur bancaire;

b) un délégué de l'Union centrale des Syndicats agricoles et viticoles;

c) un délégué de l'Union générale des Industriels de Roumanie;

d) un délégué du Conseil d'administration de la Caisse Centrale des assurances sociales;

e) un délégué du Conseil supérieur de la Caisse centrale de la Coopération;

f) un représentant des Ministères de l'Agriculture et des Domaines, de l'Industrie et du Commerce, du Travail, de la Santé et de la Protection Sociale, des Travaux publics et des Communications, et des Finances.

Art. 4. —

Art. 5. — Le Conseil supérieur économique sera divisé en trois sections, à savoir:

- 1) la section de l'agriculture.
- 2) la section du commerce et de l'industrie;
- 3) la section du travail.

Chaque section sera composée des membres qui seront délégués par l'Union respective; les autres membres du Conseil seront répartis selon leur spécialité.

Art. 6. — Le Conseil pourra délibérer toutes sections réunies, ou en section; les résolutions, les avis et les propositions ne pourront être prononcés qu'en sections réunies et à la majorité des votants. Au cas où il y aura divergence d'opinions, les opinions seront rédigées et présentées sous cette forme aussi bien au gouvernement qu'au Corps Législatif. Tout avis sera motivé. Il ne devra pas présenter seulement une critique, mais aussi proposer des solutions.

Art. 7. — Le Conseil supérieur économique se réunira sur la convocation du président ou de son suppléant.

La convocation sera faite par écrit et mentionnera également les questions à l'ordre du jour.

On sera tenu de prendre part personnellement aux séances.

Tout membre qui aura été absent à trois séances sans motif reconnu légitime, perdra sa qualité de membre du Conseil.

Art. 8-11. —

II^{ème} PARTIE — CHAMBRES PROFESSIONNELLES.

TITRE I. — CHAMBRES D'AGRICULTURE.

CHAPITRE I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 12. — Les chambres d'agriculture sont des établissements publics départementaux, autonomes, et jouissant de la personnalité juridique; elles sont créées en vue de représenter, de défendre et de soutenir les intérêts de l'agriculture.

Art. 13. — Les chambres d'agriculture agissent sur initiative propre et avec leurs propres moyens dans les limites du programme annuel d'activité établi par le ministère; elles sont en même temps

les organes d'appui et d'exécution du Ministère d'Agriculture et des Domaines.

Art. 14. — Les chambres d'agriculture auront pour attributions:

1) de représenter, défendre et soutenir les intérêts de l'agriculture du département; elles exprimeront leurs vues sur toute question concernant l'agriculture et la production agricole dans toutes ses branches;

2) de contribuer, sur leur propre initiative et par tous les moyens, à l'augmentation, l'amélioration et la protection de toutes les branches de la production agricole du département respectif; mais il leur sera interdit de faire des actes de commerce pour leur propre compte, d'accorder des prêts et de distribuer des produits à crédit.;

3) de collaborer à l'application des lois qui intéressent l'agriculture, dans les limites fixées par le Ministère auquel incombe l'application des dites lois;

4) d'organiser les travaux agricoles, les assurances mutuelles, les statistiques agricoles et la police agricole du département respectif et de tenir les agriculteurs au courant de l'évolution des prix qui pourraient les intéresser;

5) d'organiser un service météorologique départemental chargé d'effectuer les annotations nécessaires et de tenir les agriculteurs du département respectif au courant des conditions atmosphériques.

6) d'exécuter toute mesure ayant un caractère agricole, zootechnique ou forestier qui incombera au Conseil départemental.

7) de dresser la liste des experts techniques du département respectif qui posséderont l'autorisation d'exécuter les expertises agromomiques, zootechnique et forestières;

8) de tenir un registre généalogique des différentes races locales d'animaux et de délivrer des attestations d'origine des animaux inscrits dans les registres;

9) de stimuler et d'encourager l'institution et le fonctionnement des associations d'agriculteurs et d'éleveurs;

10) de délivrer des certificats d'origine pour les marchandises, produits agricoles et animaux, conformément aux lois de police sanitaire vétérinaire et de police phytosanitaire, et conformément aux conventions douanières;

11) de rédiger des rapports sur la situation de l'agriculture du département respectif et de proposer toute mesure qu'elles jugeraient nécessaires au progrès de la situation agricole et à la défense de ses intérêts; ces rapports seront adressés, à la fin de chaque année, à l'Union de l'Agriculture et des Domaines;

12) de rédiger et de publier la monographie agricole du département.

Art. 15. — Les chambres d'agriculture pourront collaborer entre elles ou avec toute autre organisation légalement constituée en vue de mener à bonne fin leur mission.

Elles sont en droit d'exiger des autorités publiques tous renseignements qui leur seraient nécessaires dans l'exercice de leurs attributions, renseignements que les autorités sont tenues de mettre à leur disposition; les chambres d'agriculture sont tenues, de leur côté, de fournir aux dites autorités les avis et renseignements qui leur seraient demandés, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Pour toute question touchant des intérêts communs, les chambres d'agriculture seront tenues de collaborer en permanence avec les autres chambres professionnelles.

Art. 16. — L'organisation des chambres d'agriculture comprendra:

- a) les comités agricoles communaux;
- b) les chambres d'agriculture;
- c) l'Union des chambres d'agriculture.

CHAPITRE II. — ORGANISATION DES COMITÉS AGRICOLES COMMUNAUX

Art. 17. — Un comité agricole communal sera institué dans chaque commune; il y représentera les intérêts des agriculteurs de la région et y servira en même temps d'organe exécutif de la Chambre d'agriculture.

Art. 18. — Le comité agricole communal se compose des membres suivants:

1) Le maire de la commune ou son délégué; ce dernier sera pris parmi les membres du conseil communal ou de la commission intérimaire respective s'il est inscrit dans le collège agricole communal;

2) Trois membres titulaires et trois suppléants désignés comme suit par le collège agricole communal:

a) un agriculteur choisi parmi les agriculteurs qui posséderaient l'une des 3 propriétés suivantes: des biens-fonds agricoles ou forestiers d'une superficie de 3 à 10 ha, des vignobles de plants greffés d'une superficie de 1 à 5 ha, des vergers d'une superficie de 2 à 10 ha;

b) un agriculteur choisi parmi les agriculteurs qui posséderaient l'une des 3 propriétés suivantes: des biens-fonds agricoles ou forestiers d'une superficie de 10 à 50 ha, des vignobles de plants greffés d'une superficie de 5 à 20 ha, des vergers d'une superficie de 10 à 30 ha;

c) un agriculteur choisi parmi les agriculteurs qui posséderaient l'une des 3 propriétés suivantes: des biens-fonds agricoles ou forestiers dont la superficie dépasserait 50 ha, des vignobles de plants greffés dont la superficie dépasserait 20 ha, des vergers, dont la superficie dépasserait 30 ha.

En Transylvanie, dans le Banat et en Bucovine, les propriétés prévues aux lettres *a*, *b* et *c* seront mesurées en « jugars » (1).

Au cas où l'une de ces catégories viendrait à manquer, les agriculteurs dont il est fait mention à la lettre *a* ci-dessus choisiront encore un représentant pour chaque catégorie qui manquera.

§ I. — *Electeurs*

Art. 19. — Pourront être électeurs au collège agricole communal tous les agriculteurs de la commune respective de sexe masculin et âgés de 25 ans révolus, qui acquitteront l'impôt agricole et qui ne se trouveront dans aucun des cas d'incapacité ou d'indignité prévus par la loi électorale.

§ II. — *Listes électorales*

Art. 20. — Les listes des électeurs aux collèges agricoles communaux seront établies par le juge de paix sur la base des tableaux établis par les maires des communes qui font partie de la circonscription de la justice de paix respective; dans ces tableaux seront inscrites toutes les personnes qui rempliront les conditions prévues à l'art. 19.

Le tableau établi par le maire sera envoyé au juge de paix qui prendra les mesures nécessaires pour qu'il soit affiché, tant au tribunal, qu'à la mairie.

L'opération d'affichage à la mairie sera constatée par un procès-verbal signé par le maire et le « notar » (2); à défaut de « notar », il sera signé par le secrétaire.

L'opération d'affichage au tribunal sera constatée par un procès-verbal signé par le juge et le greffier.

Le tableau dressé par le maire sera affiché pendant 15 jours, délai dans lequel les intéressés pourront présenter leurs constatations conformément aux dispositions de la loi électorale.

Les contestations seront jugées par le juge de paix qui établira, de cette manière, la liste définitive des électeurs du collège agricole communal, pour chaque commune prise séparément; la rédaction de ces listes sera constatée par un procès-verbal qui sera dressé par le juge de paix.

Les premières listes seront établies dans un délai de deux mois à courir de la publication de la présente loi dans le Moniteur Officiel.

Chaque année, dans le courant de janvier, le juge de paix effectuera les inscriptions dans les listes électorales, sur la base des demandes

(1) Le « jugar » équivaut à 5000 m² environ.

(2) Le « notar » a les attributions du secrétaire de mairie.

d'inscription que les intéressés auront présentées, et les radiations sur la base des contestations qui viendraient à être présentées par les maires des communes ou par tout autre électeur du collège agricole communal.

La sentence prononcée par le juge de paix au sujet de la contestation pourra être attaquée par voie de pouvoir devant le tribunal dans un délai de 15 jours; ce délai courra du jour de la prononciation.

Tout maire qui, de mauvaise foi, aura négligé de remplir les obligations prévues par la présente loi sera passible de la peine d'emprisonnement, de 1 à 6 mois.

La même peine sera appliquée à toute personne qui aurait modifié ou falsifié les listes définitives.

§ III. — *Candidats*

Art. 21. — Pour pouvoir être élu membre du comité agricole communal, il est nécessaire de satisfaire aux conditions suivantes:

- 1) être inscrit sur les listes électorales du collège agricole communal respectif.
- 2) être âgé de 30 ans révolus;
- 3) posséder le certificat d'études primaires;
- 4) posséder, sur le territoire de la commune respective, l'une des propriétés suivantes: 3 ha de terre arable ou de vignobles de plants greffés, 2 ha de vergers, 5 ha de forêts et pâturages. Les propriétés de Transylvanie, du Banat et de Bucovine, seront mesurées en « jugars ».
- 5) diriger personnellement, et dans de bonnes conditions d'administration, l'exploitation de sa propriété et avoir la profession d'agriculteur pour occupation principale et habituelle.

§ IV. — *Opérations électorales*

Art. 22. — Les collèges agricoles communaux seront convoqués par le Ministère de l'agriculture et des domaines un mois au moins avant la date fixée pour les élections. L'arrêté ministériel de convocation sera publié dans le Moniteur du département et affiché à la porte de la mairie respective dans le délai précité.

Toute personne qui désirera être élue au comité agricole communal présentera par écrit sa déclaration au siège de la justice de paix respective 10 jours libres avant le jour des élections; la déclaration sera signée par 5 électeurs au moins.

Les déclarations seront enregistrées par le juge de paix qui délivrera aux candidats un récépissé.

Les déclarations devront également comprendre le consentement des candidats.

Dans leur déclaration de consentement, les candidats pourront désigner un délégué de bureau qui devra faire partie du collège agricole communal.

L'élection aura lieu dans le local de la mairie ou de l'école, sous la présidence du maire ou du président de la commission intérimaire, assisté du « notar »; à défaut de ces derniers, l'élection sera présidée par le secrétaire communal et par deux assistants qui seront tirés au sort devant l'assemblée; les assistants seront recrutés parmi les délégués proposés par les candidats.

L'élection aura lieu au bulletin secret; chaque électeur écrira sur son bulletin autant de noms qu'il y aura de membres titulaires et de suppléants à élire. On pourra également faire usage de bulletins imprimés.

L'élection pourra également avoir lieu par acclamation ou à mains levées, si la majorité des électeurs l'exige.

L'élection sera close à 17 heures.

Seront déclarés élus les candidats qui auront eu la majorité relative des voix exprimées, dans l'ordre de leur classification.

§ V. — Contestations

Art. 23.

§ VI. — Durée du mandat

Art. 24. — Le mandat des membres du comité agricole communal sera purement honorifique et aura une durée de 6 ans.

Les places qui viendraient à être vacantes par la démission, le décès ou la perte du mandat de l'un des membres seront occupées par des suppléants.

Le mandat des nouveaux membres sera valable jusqu'à l'expiration du mandat initial.

CHAPITRE III. — COMPOSITION ET ORGANISATION DES CHAMBRES

Art. 25. — La Chambre d'agriculture se compose des membres suivants:

- a) Membres élus;
- b) Membres de droit;
- c) Membres délégués et
- d) Membres nommés.
- a) Membres élus au scrutin de liste départementale:

Chaque liste devra comprendre 6 candidats; les candidats seront agriculteurs et propriétaires dans la circonscription de chaque canton; les 6 candidats seront recrutés comme suit:

1) deux membres choisis parmi les agriculteurs qui posséderaient l'une des 3 propriétés suivantes: biens-fonds agricoles ou fores-

tiers dont la superficie dépasserait 50 ha., vignobles de plants greffés dont la superficie dépasserait 20 ha., vergers dont la superficie dépasserait 30 ha.;

2) deux membres choisis parmi les agriculteurs qui posséderaient l'une des 3 propriétés suivantes: biens-fonds agricoles ou forestiers d'une superficie de 10 à 50 ha., vignobles de plants greffés d'une superficie de 5 à 20 ha., vergers d'une superficie de 10 à 30 ha.;

3) deux membres choisis parmi les agriculteurs qui posséderaient l'une des 3 propriétés suivantes: biens-fonds agricoles ou forestiers d'une superficie de 3 à 10 ha., vignobles de plants greffés d'une superficie de 1 à 5 ha., vergers d'une superficie de 2 à 10 ha.

En Transylvanie, dans le Banat et en Bucovine les propriétés mentionnées aux nos 1, 2 et 3 sont mesurées en « jugars »;

b) Seront membres de droit:

1) Le préfet du département ou tout membre du conseil général délégué par le préfet.

2) Le dernier Président de la Chambre;

3) Le directeur du Service agricole départemental;

4) Le médecin vétérinaire en chef du département;

5) L'ingénieur forestier du département le plus élevé en grade;

c) Seront membres délégués:

1) Le délégué du Conseil municipal du chef-lieu du département;

2) Le délégué de la Chambre de Commerce et l'Industrie;

3) Le délégué des Coopératives agricoles du département, qui sera désigné par la Coopérative Centrale de la valorisation agricole;

d) Seront membres nommés:

Trois agriculteurs désignés par le Ministère de l'Agriculture et des Domaines et recrutés de préférence parmi les anciens élèves des écoles d'agriculture.

Les membres élus, les membres de droit, les membres délégués et les membres nommés constituent, à eux tous, l'assemblée générale de la Chambre.

Art. 26. — Font partie du collège agricole départemental:

a) Les membres des comités agricoles communaux du département respectif;

b) les diplômés des écoles d'agriculture, de sylviculture, de médecine vétérinaire ou de toute autre spécialité agricole, qui auraient leur domicile ou un bien-fonds agricole dans le département respectif et qui ne se trouveraient dans aucun des cas d'incapacité ou d'indignité prévus par la loi électorale.

Art. 27. — La liste électorale du collège agricole départemental sera dressée par le premier président du tribunal dans un délai d'un mois; ce délai courra du jour où auront été effectuées les élections pour

les comités agricoles communaux; la liste sera affichée au tribunal et aux différentes mairies du département.

L'inscription sur la liste électorale des personnes mentionnées à l'al. *b* de l'article précédent sera effectuée sur la base des demandes en inscription que les intéressés présenteront au premier président du tribunal; ces demandes seront présentées dans un délai d'un mois, délai qui a été prévu à l'al. précédent.

Toute personne intéressée sera en droit d'attaquer par voie de contestation les omissions et les radiations; les contestations seront déposées dans un délai de 10 jours à courir du jour où la liste respective aura été affichée.

Les contestations seront déposées au tribunal qui jugera au complet et avec priorité.

La sentence prononcée par le tribunal pourra être attaquée par voie de pourvoi devant la Cour d'Appel dans un délai de 15 jours à courir du jour de la prononciation.

Chaque année, dans le courant de mars, seront effectuées les inscriptions et les radiations sur les listes des électeurs du collège départemental.

Les premières listes électorales seront dressées dans un délai d'un mois à courir du jour de la publication de la présente loi; en feront partie:

a) Les membres des comités agricoles communaux existant au moment de la publication de la présente loi.

b) Les personnes prévues à l'article 26 ci-dessus, lettre *b*.

Art. 28. — Pourra être élu à la chambre d'agriculture tout individu de sexe masculin inscrit sur les listes électorales des collèges agricoles communaux et qui satisfera aux conditions suivantes:

1) Etre âgé de 30 ans révolus.

2) Posséder le certificat d'études primaires.

3) Avoir la profession d'agriculteur pour occupation principale et habituelle.

4) Posséder la superficie de terrain mentionnée à l'article 25 ci-dessus, conformément à la catégorie de propriétaires qu'il aura à représenter, et diriger personnellement son exploitation agricole.

5) Il ne devra pas être débiteur de la chambre d'agriculture respective.

Pourront être élus, sans qu'ils soient tenus de satisfaire aux conditions ci-dessus, les individus mentionnés à l'al. *b* article 26, à condition toutefois qu'ils ne soient pas débiteurs de la chambre d'agriculture respective.

Art. 29. — Le collège agricole départemental sera convoqué par décret royal un mois au moins avant la date fixée pour les élections.

Le président du bureau électoral départemental sera tenu de déposer les listes des candidats 10 jours libres au moins avant la date des élections.

Ces listes seront déposées par écrit et présentées par 15 électeurs au moins.

Les candidats proposés donneront leur consentement soit verbalement et en présence du président du bureau électoral départemental, soit par écrit; les adhésions écrites seront légalisées; elles seront enregistrées au tribunal respectif 5 jours au moins avant les élections.

En même temps que sa candidature, chaque candidat déposera également une somme de 500 lei au profit de la Chambre d'agriculture, qui supportera les frais d'imprimerie des bulletins et les frais des élections. Cette somme ne sera pas restituée quel que soit le résultat des élections.

Toute liste de candidats qui ne satisfera pas aux conditions prévues ci-dessus sera rejetée par le premier président.

Après l'expiration du délai prévu pour la remise des listes, le premier président du tribunal veillera à ce que les bulletins de vote soient imprimés.

Toutes les listes seront transcrites sur le même bulletin.

Si le nombre des candidats proposés est égal au nombre des membres qu'il faut élire, les candidats seront proclamés élus sans qu'il soit nécessaire de procéder aux élections.

Chaque département forme une circonscription électorale.

L'élection aura lieu au scrutin de liste; celle-ci sera dressée conformément aux dispositions de l'article 25. Les élections auront lieu au chef-lieu du département, sous la présidence d'un magistrat prévu par la loi, désigné par le président du bureau électoral, et assisté d'un greffier qui sera délégué par ce dernier.

Le président du bureau électoral départemental pourra, au besoin créer, 8 jours au moins avant la date des élections, une nouvelle section de scrutin au siège de l'une quelconque des justices de paix; il désignera les communes qui auront à voter à cette section.

Le vote sera obligatoire et l'élection aura lieu au scrutin secret. Les électeurs appliqueront l'estampille « votée » sur la liste qu'ils désireront voter. Sera proclamée élue la liste qui aura eu la majorité relative des voix exprimés.

Le Président du bureau électoral transmettra le dossier des élections au Président du bureau électoral central; le résultat des élections sera constaté par un procès-verbal de constatation qui sera dressé par le Président du bureau électoral central; ce dernier remettra également à chaque candidat proclamé élu le mandat d'élection.

Tout électeur qui, sans motif reconnu légitime, ne se serait pas présenté au vote, sera condamné à une amende de 200 lei qui sera versée au profit de la chambre d'agriculture.

Pour toute question de procédure, qui n'aura pas été prévue par la présente loi, on aura recours aux dispositions générales de la loi électorale.

Au cas où surviendraient des contestations, elles seront adressées au président du bureau électoral qui statuera d'urgence et en dernier ressort.

Art. 30. — En vue de la constitution de la chambre d'agriculture, le Président du bureau électoral départemental convoquera, dans le local de la chambre d'agriculture ou du tribunal, les membres élus conformément aux dispositions de l'article précédent, les membres de droit, les membres délégués et les membres nommés; la convocation sera adressée aux membres respectifs 8 jours au moins avant la séance et fera mention du jour et de l'heure de ladite séance.

Aussitôt que le résultat des élections aura été proclamé, le Ministère de l'agriculture et des domaines communiquera au tribunal le nom et le domicile des membres de droit et des membres nommés; la Chambre d'agriculture devra être constituée dans un délai maximum de 30 jours à courir de la date à laquelle aura été proclamé le résultat des élections.

Les membres convoqués se réuniront sous le présidence d'un magistrat désigné par le Président du bureau électoral départemental et procéderont à la validation des membres élus. La validation aura lieu pour chaque membre de la liste pris séparément. L'invalidation d'un membre élu ne pourra être prononcée que si ce dernier ne réunit pas les conditions d'éligibilité prévues par la présente loi.

Tout membre intéressé pourra attaquer, par voie de contestation, la validation ou l'invalidation; la contestation sera adressée au tribunal du département dans un délai de 5 jours à courir du jour de la prononciation.

Le tribunal rendra sa décision dans les 8 jours qui suivront la réception de la contestation; cette décision sera définitive.

Quel que soit le nombre des invalidations, le magistrat chargé de présider l'assemblée déclarera la chambre d'agriculture constituée, si le nombre des membres validés représente la moitié plus un des membres qui devront composer la chambre; il en dressera procès-verbal de constitution.

En procédant à la constitution de la Chambre, il sera également procédé à l'élection du Président de la dite Chambre et des 6 membres du conseil d'administration, conformément aux dispositions ci-dessous: le président et les membres du conseil seront choisis parmi les membres élus et l'élection sera faite sous la présidence du magistrat.

L'élection aura lieu au scrutin secret.

Le Président devra avoir la profession d'agriculteur pour occupation principale ou devra posséder un diplôme de spécialité; il ne pourra

pas être pris parmi les fonctionnaires publics, quelle que soit leur catégorie.

En cas d'invalidation, le Ministère de l'agriculture et des domaines convoquera à nouveau le collège agricole départemental pour pourvoir aux places vacantes.

Les membres qui auront été invalidés ne pourront plus poser leur candidature à la nouvelle élection.

Art. 31. — Tout membre élu à la Chambre d'agriculture perdra son mandat, s'il ne satisfait plus aux conditions d'éligibilité prévues à l'article 28 ci-dessus.

Art. 32. — Les frais occasionnés par les élections, prévues aux chapitre I et II de la présente loi, seront à la charge de la Chambre d'agriculture respective.

Art. 33. — Les membres élus pour chaque catégorie de propriétaires agricoles seront renouvelés par moitié tous les 3 ans, de façon que la durée du mandat de chaque membre soit de 3 ans au maximum. Seront tirés au sort les membres dont le mandat devra prendre fin à l'expiration du premier terme de 3 ans; quant aux autres membres, il sera procédé au renouvellement de leur mandat à l'expiration du terme de 6 ans. Le Président du bureau électoral départemental procédera au tirage au sort lors de la dernière séance de l'assemblée générale antérieure à l'expiration du terme de 3 ans.

Les membres sortants sont rééligibles.

Après chaque nouvelle élection, la chambre sera à nouveau constituée, conformément aux dispositions de l'article 30, pour procéder à la validation des membres nouvellement élus; par la même occasion, il sera procédé à l'élection du Président et des 6 membres du conseil d'administration prévus à l'article 30.

Si un membre décède, démissionne ou perd son mandat, l'assemblée générale de la chambre sera tenue de pourvoir à la vacance; les nouveaux membres seront élus par cooptation et seront pris parmi les personnes qui auront posé leur candidature, dans la catégorie respective, lors des dernières élections, dans l'ordre décroissant du nombre de voix qu'elles auraient obtenues.

Au cas où de tels candidats n'existeraient pas, on procédera à la cooptation des membres qui satisferont aux conditions d'éligibilité prévues par la loi.

Au cas où les membres cooptés représenteraient le tiers des membres élus par le collège agricole départemental, il sera procédé à de nouvelles élections mais uniquement pour pourvoir aux places devenues vacantes; ces élections auront lieu dans un délai de 2 mois à courir du jour où ledit tiers aura été pourvu.

Il ne sera pas procédé à des élections supplémentaires au cas où il y aurait moins de 12 mois jusqu'à l'expiration du mandat des mem-

bres élus. Dans ce cas, les places vacantes seront pourvues par cooptation, conformément aux dispositions ci-dessus.

Le mandat des membres de droit cessera par la perte de la qualité ou de la fonction; le mandat des membres délégués cessera par le retrait de la délégation.

ORGANES DES CHAMBRES

Art. 34. — Les organes des Chambres sont:

- a) L'Assemblée générale.
- b) Le Conseil d'administration;
- c) Le Comité de direction.

a) *Assemblée générale.*

Art. 35-50. —

REVENUS ET GESTION DES CHAMBRES

Art. 51. — Pour l'exercice de ses attributions, la Chambre d'agriculture disposera, outre les bénéfices que lui procure l'exploitation des biens confiés à sa jouissance, des revenus suivants:

a) Des centimes additionnels de 1 % ajoutés à l'impôt agricole perçu sur les revenus agricoles et forestiers, conformément à la loi des contributions directes, qui seront entièrement versés aux Chambres respectives;

b) Une cote maximum de 3 % perçue sur les recettes encaissées sur les pâturages communaux;

c) Une cote de 10 % perçue sur les recettes fournies par les marchés de céréales et de bestiaux;

d) Les sommes résultant des taxes suivantes:

1) 5 lei, à la délivrance d'une carte d'identité par bête à cornes âgée de plus de 6 mois;

2) 3 lei, à la délivrance d'une carte d'identité par bête à cornes âgée de moins de 6 mois ou par cochon;

3) 2 lei, à la délivrance d'une carte d'identité par brebis, mouton ou chèvre;

4) 5 lei, à la délivrance d'un visa de vente par bête à cornes âgée de plus de 6 mois;

5) 3 lei, à la délivrance d'un visa de vente par bête à cornes âgée de moins de 6 mois ou par cochon;

6) 1 leu, à la délivrance d'un visa de vente par brebis, mouton ou chèvre;

7) 20 lei, à l'abatage d'une bête à cornes âgée de plus de 6 mois;

8) 10 lei, à l'abatage d'une bête à cornes âgée de moins de 6 mois ou d'un cochon;

9) 5 lei, à l'abatage d'une brebis, d'un mouton ou d'une chèvre;

10) 2 lei, à l'abatage d'un agneau ou d'un porcelet âgé de moins de 2 mois;

e) Une taxe d'expertise à encaisser conformément à l'article 3, point 14, du règlement de la loi sur l'élevage des animaux; cette taxe sera fixée annuellement par les Chambres;

f) Autres revenus.

Les réductions prévues par la loi sur la coopération concernant l'impôt agricole seront intégralement maintenues.

Art. 52. — Les recettes des Chambres d'agriculture provenant des centimes additionnels seront encaissées par les administrations financières en même temps que les recettes de l'Etat; les mêmes pénalités seront appliquées aussi bien en ce qui concerne l'encaissement des recettes des Chambres qu'en ce qui concerne l'encaissement des recettes de l'Etat.

Tous les autres revenus, ainsi que les arrérages des dettes contractées envers la Chambre, seront encaissés directement par la caisse de la Chambre ou par le fisc sur la base des tableaux dressés par l'administrateur financier et remis aux percepteurs, par les Chambres, en vue de l'encaissement.

Les sommes encaissées par le percepteur seront versées à l'administration financière au compte de la Chambre.

L'administration financière sera tenue d'adresser mensuellement à la Chambre respective l'état des encaissements effectués à son compte.

Art. 53. — Les taxes, prévues à l'article 51, al. d, ci-dessus, seront encaissées par apposition d'un timbre spécial appelé « Timbre zootechnique »; ce timbre sera fourni par l'Union des Chambres d'agriculture au compte et selon les besoins de chaque Chambre d'agriculture.

Les attestations d'origine, les cartes d'identité, les certificats pour les visas d'abatage, les récépissés du paiement des taxes d'abattoir ne seront délivrés qu'après apposition préalable du timbre zootechnique respectif.

Toute personne chargée de la délivrance ou du visa de ces certificats sera tenue personnellement responsable des dommages qu'aurait causés à la Chambre la non-apposition du timbre respectif imposé par la présente loi; elle sera débitée des sommes respectives conformément à la loi sur la poursuite et la perception des recettes publiques.

L'inobservation des obligations prévues à l'alinéa ci-dessus sera assimilée à la l'inexécution d'un service imposé par la loi et sera

punie comme telle, conformément aux dispositions du code pénal, sur la base des actes dressés par le directeur de la Chambres agricole respective ou par tout autre organe du service agricole départemental.

Art. 54-63. —

CHAPITRE IV. — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'UNION DES CHAMBRES D'AGRICULTURE.

Composition, constitution et attributions de l'Union.

Art. 64. — L'Union des Chambres d'agriculture est un établissement public autonome et jouissant de la personnalité juridique.

Elle sera représentée en justice par son président ou le délégué de ce dernier.

Elle a son siège dans la capitale du pays.

Art. 65. — Feront partie de l'Union des Chambres d'agriculture:

a) Les présidents des Chambres d'agriculture ou leurs délégués qui seront recrutés parmi les membres élus;

b) Les membres de droit suivants:

- 1) Le dernier président de l'Union des Chambres d'agriculture.
- 2) Le président de l'Union Centrale des Syndicats agricoles.
- 3) Le président de l'Union Générale des Syndicats viticoles.
- 4) Le directeur de l'Institut des Recherches agronomiques de Roumanie.
- 5) Le directeur de l'Institut National zootechnique.
- 6) Le directeur de l'Institut de recherches forestières.
- 7) Le directeur de l'Institut national d'exportation.
- 8) Le président de la Société des ingénieurs agronomes de Roumanie.
- 9) Le président de l'Association des médecins vétérinaires.
- 10) Le président de la Société « Progresul Silvic » (Le progrès forestier).
- 11) Le président du Conseil technique agronomique.
- 12) Le président du Conseil zootechnique et sanitaire vétérinaire.
- 13) Le président du conseil technique des forêts.
- 14) Le directeur de l'agriculture.
- 15) Le directeur de la viticulture et de l'horticulture.
- 16) Le directeur de la Direction zootechnique et sanitaire vétérinaire.
- 17) Le directeur du régime forestier.
- 18) Le directeur de la Coopérative Centrale de la valorisation agricole.

c) Les membres nommés suivants :

- 1) Deux ingénieurs agronomes ayant le titre d'ingénieurs agronomes conseillers.
- 2) Deux ingénieurs forestiers ayant le titre d'ingénieurs forestiers conseillers.
- 3) Deux médecins vétérinaires ayant le titre de conseillers,
- 4) Deux agriculteurs.

Tous ces membres seront nommés par décret royal et sur la proposition du Ministère de l'agriculture et des domaines; ils seront nommés pour 3 ans.

Les présidents des Chambres d'agriculture, ou leurs délégués, les membres de droit et les membres nommés, indiqués ci-dessus, constitueront l'Union des Chambres d'agriculture et auront vote délibératif à l'assemblée générale.

L'Union ne pourra délibérer que lorsque la moitié plus un de ses membres seront présents; les décisions seront prises à la majorité absolue des votants.

Art. 66. — L'Union des Chambres d'agriculture sera constituée sous la présidence du ministre de l'agriculture et des domaines, assisté du directeur de l'agriculture, de deux secrétaires et de deux scrutateurs désignés par l'assemblée qui élira, par la même occasion, un président qui sera pris parmi les membres prévus à l'article précédent, lettre a).

Le procès-verbal de constitution sera signé par le ministre en tant que président, par le président élu, par les secrétaires et les scrutateurs désignés par l'assemblée.

Sur la base de ce procès-verbal, l'assemblée procédera, dans la même séance, à l'élection du conseil d'administration de l'Union, sous la présidence du président élu assisté des secrétaires et des scrutateurs.

L'élection aura lieu au scrutin secret.

Art. 67. — L'Union aura pour attributions.

1) de diriger, stimuler et coordonner dans tous les domaines l'activité des Chambres d'agriculture.

2) d'atteindre des résultats que l'action séparée des Chambres d'agriculture atteindrait difficilement dans les questions agricoles d'ordre général ou toute autre question qui concernerait les intérêts desdites institutions.

3) de formuler des vœux et propositions en ce qui concerne les questions agricoles d'intérêt général, soit sur initiative propre, soit à la demande des autorités publiques.

4) de fournir des directives aux Chambres d'agriculture pour tout ce qui concerne leur activité.

5) de représenter, envers le gouvernement et les autorités, l'ensemble des Chambres d'agriculture pour toute question d'intérêt général.

6) de remplir toute autre attribution qui lui sera conférée par les lois et les règlements.

ORGANES DE L'UNION

Art. 68. — Les organes de l'Union des Chambres d'agriculture seront.

- a) *L'Assemblée générale;*
- b) *Le Conseil d'administration;*
- c) *Le Comité de direction.*
- a) Assemblée générale.

Art. 69-79. —

REVENUS ET GESTION DE L'UNION

Art. 80-81. —

CHAPITRE V. — CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DES CHAMBRES D'AGRICULTURE ET DE L'UNION

Art. 82-87. —

TITRE III. — CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

Art. 88-145

TITRE IV. — CHAMBRES DE TRAVAIL

Art. 146-200. —

TITRE V. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES — DISPOSITIONS FINALES

Aft. 201-214. —

Etats-Unis d'Amérique (*Iles Philippines*). — L. n. 2 instituant le Conseil économique national, définissant ses pouvoirs, allouant les fonds nécessaires et visant d'autres buts. — 23 décembre 1935. — O. G., n. 19 (13 février 1936).

Italie. — D. royal n. 974 modifiant la composition et les tâches du Comité permanent du blé. — 4 mai 1936. — G. U., n. 131 (6 juin 1936).

D. ministériel instituant une commission pour les engrais. — 28 mai 1936.
— G. U., n. 152 (3 juillet 1936).

Mexique. — Règl. concernant l'élection des représentants agriculteurs dans les Commission agraires mixtes des Etats; et abrogeant le règl. du 26 juillet 1934. — 14 mai 1936. — D. O., Tome XCVI, n. 20 (4 juin 1936).

Pérou. — D. modifiant le d. du 18 juin 1935. (*Le Conseil institué s'appellera: Conseil supérieur de l'agriculture, de l'élevage et de la colonisation. Le chef du Département de la colonisation fera partie dudit Conseil*). — 18 février 1936. — E. P., 1^{er} Trimestre, n. 71 (28 mars 1936).

D. approuvant le règl. concernant le Conseil supérieur de l'agriculture, de l'élevage et de la colonisation (*règl. formé de 15 articles*). — 21 février 1936. — E. P., 1^{er} Trimestre, n. 71 (28 mars 1936).

CHAPITRE IV.

CHAMBRES ET ACADÉMIES D'AGRICULTURE, DISTINCTIONS
HONORIFIQUES POUR LES AGRICULTEURS; PROFESSIONS
AGRICOLES; EXPOSITIONS ET CONCOURS.

Lettonie. — L. concernant la Chambre d'agriculture. — 9 janvier 1936.
— J. O., n. 8 (11 janvier 1936).

I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1. — Pour permettre de développer l'agriculture et d'assurer sa représentation, pour seconder l'initiative, l'activité et l'entraide des paysans par eux-mêmes et pour faire progresser toute la vie de la campagne, il est créé une «Chambre d'agriculture de Lettonie» ayant son siège à Riga.

2. — Aux termes de la présente loi, il y a lieu d'entendre par agriculture, outre la culture de la terre et ses branches spéciales (la culture du lin, la culture des semences, la culture des prés): l'élevage du bétail, l'industrie laitière, l'élevage des porcs, l'élevage des moutons, l'élevage de la volaille, l'élevage des chevaux, l'horticulture, la culture des légumes, l'apiculture, les travaux ménagers, l'artisanat à domicile, la sylviculture, la pisciculture, la pêche, toutes les formes de collaboration se rapportant à l'agriculture et les autres activités et branches de production liées à la culture de la terre.

3. — La Chambre d'agriculture est chargée:

1) de représenter les intérêts de l'agriculture auprès de l'Etat, des communes et des autres institutions de droit public, de les saisir de suggestions et d'avis, de participer, sur invitation, à leurs séances et de se faire représenter dans leurs commissions permanentes et délégations;

2) de délibérer et d'élaborer les suggestions et propositions en vue du développement de l'agriculture, de se prononcer à ce sujet et de leur donner suite dans les conditions prévues par la présente loi;

3) sur la demande des autorités de l'Etat et des communes, de donner son avis sur les projets de loi, décrets et toutes autres mesures importantes d'ordre politique concernant l'agriculture; de collaborer à la préparation et aux délibérations des projets de loi affectant le ménage, surtout l'agriculture; sur l'invitation des autorités de l'Etat, de collaborer à la préparation des traités commerciaux et, en général,

de tous les traités économiques, et de faire partie des délégations pour la conclusion de tels traités;

4) de représenter l'agriculture de Lettonie dans la vie internationale, en entrant dans les organisations économiques de caractère international et en y collaborant afin que des liens économiques soient établis, développés et affermis;

5) d'établir et d'entretenir des établissements d'avancement de l'agriculture, ainsi que des écoles et des cours destinés à ce but;

6) de créer et d'administrer des fonds servant à l'apprentissage en matière coopérative et agricole, et de fournir les secours aux praticiens et élèves des écoles et des cours, aux participants aux excursions et aux voyages particuliers;

7) de réunir et de fournir aux agriculteurs les renseignements sur le marché et la situation des prix, ainsi que sur les conditions économiques et surtout sur les conditions agricoles de l'intérieur et de l'extérieur;

8) d'organiser et d'entretenir les bureaux intermédiaires servant à l'achat, à la vente et aux baux à ferme; de tenir des registres des acheteurs et des vendeurs des fermes et du transfert des fermes dans de nouvelles mains;

9) sur la demande des autorités de l'Etat et des communes, ainsi que sur la demande des personnes privées, de délivrer des certificats constatant le genre, la qualité et d'autres caractères essentiels en matière agricole;

10) de désigner les représentants agricoles et de proposer les candidats aux institutions de l'Etat et des communes auxquelles se rapporte la loi;

11) de contribuer aux recherches des conditions agricoles et d'organiser, dans ce but, des enquêtes et visites de vérification sur l'état des fermes et sur des entreprises et institutions agricoles; d'exiger des renseignements et éclaircissements des différentes organisations coopératives agricoles, des sociétés agricoles sur leur activité et leurs besoins rentrant dans leur domaine d'activité; d'éditer et de répandre des écrits et des livres sur l'agriculture, ainsi que sur les réalisations obtenues par des enquêtes, recherches et observations; de même d'éditer et de diffuser des rapports sur leur activité;

12) de collaborer à l'élaboration des données statistiques suivant les indications reçues du Bureau de statistique de l'Etat et du Ministère de l'agriculture;

13) d'organiser les coopératives et les sociétés ayant un caractère agricole, de contribuer au développement de leur collaboration; d'organiser des réunions et des Congrès; d'instruire et de contrôler ces sociétés et coopératives et leurs unions, ainsi que de contribuer de toute manière au développement de leur collaboration; de renou-

veler, de fonder et, au besoin, de suggérer aux sociétés agricoles et aux coopératives de s'unir et de contribuer, par les moyens appropriés, au développement le plus efficace de leur activité; de rédiger et de tenir des registres sur les sociétés et coopératives de caractère agricole;

14) d'organiser et de diriger des petits cercles (Mazpulkus) et la pratique de la jeunesse rurale dans l'agriculture;

15) d'encourager et de récompenser les agriculteurs, hommes et femmes, les plus assidus au travail en leur accordant des récompenses honorifiques; d'encourager et de récompenser les ouvriers et les ouvrières les plus assidus au travail, ainsi que ceux qui ont travaillé depuis de longues années dans les fermes, en leur accordant des récompenses honorifiques; de tenir des registres des personnes et fermes ainsi encouragées et récompensées;

16) d'organiser et d'exercer une surveillance technique sur les différentes branches de l'agriculture et d'effectuer la sélection du gros et du menu bétail, ainsi que la sélection des semences et des plantes;

17) d'éditer des livres généalogiques se rapportant au gros (chevaux et vaches) et au menu bétail; d'organiser l'approvisionnement en bétail reproducteur;

18) de rémunérer et placer dans leurs établissements, sur place, dans chaque rayon, les fonctionnaires agronomiques, fonctionnaires techniques de construction, fonctionnaires techniques pour l'avancement de la culture agricole et autres fonctionnaires ruraux;

19) d'étudier la question de la main-d'œuvre, de créer et d'entretenir des bureaux de placement et d'organiser le placement de la main-d'œuvre agricole dans les fermes;

20) de suggérer des propositions concernant l'emballage des produits agricoles, les règles de classification et leurs conditions;

21) de renouveler et d'augmenter la fourniture d'instruments de travail et d'objets ménagers fabriqués dans le pays et destinés à être livrés aux agriculteurs, contribuant ainsi au relèvement de l'artisanat des paysans par des suggestions appropriées, et à faciliter l'écoulement des excédents de produits;

22) de contribuer à l'adaptation de la production agricole aux conditions climatiques et économiques;

23) de contribuer à la régularisation de l'exportation des produits et du marché intérieur, et de prendre part aux entreprises destinées à l'encouragement de l'exportation;

24) de contribuer à la régularisation du crédit agricole et du transport des produits ruraux;

25) d'aider les agriculteurs à organiser l'assurance sous toutes ses formes;

26) de contribuer à la fourniture du matériel de semences améliorées et du cheptel;

27) d'accomplir les tâches confiées à la Chambre par des lois particulières, décrets et prescriptions, ainsi que par des traités internationaux.

4. — La Chambre d'agriculture dépend du Ministère de l'agriculture; elle est tenue d'exécuter les ordonnances et les prescriptions du ministre conformément à la présente loi et à d'autres lois et dispositions correspondantes.

5. — La Chambre est tenue de fournir les informations qui lui sont demandées par les autorités de l'Etat et des communes ainsi que par les agriculteurs: elle est tenue, également, d'aider de toute manière les institutions de l'Etat dans leur activité. Les autorités de l'Etat peuvent exiger de la Chambre l'émission d'avis sur les projets de loi concernant les intérêts agricoles. Les autorités de l'Etat peuvent exiger également de la Chambre l'émission d'avis sur les projets d'ordonnances et d'arrêtés, ainsi que sur les mesures administratives à prendre au point de vue des intérêts agricoles.

6. — Les informations recueillies par des institutions économiques, entreprises et sociétés sont utilisées par les membres et fonctionnaires techniques de la Chambre, sous réserve toutefois de ne pas divulguer le secret commercial ou technique.

7. — Le ministre de l'agriculture peut, sur requête de la Chambre, infliger des amendes allant jusqu'à 500 lats au propriétaire ou au gérant de la ferme qui refuserait de fournir les renseignements demandés ou qui les aurait fournis d'une façon inexacte ou qui empêcherait les délégués de la Chambre de remplir leur mission.

8. — La Chambre d'agriculture peut réclamer une indemnité pour compenser les services rendus, d'après une taxe approuvée par le ministre de l'agriculture.

9. — Outre les institutions de l'Etat, la Chambre d'agriculture et les institutions créées par elle sont seules qualifiées, après l'entrée en vigueur de la présente loi, pour effectuer les travaux d'aide agronomique.

10. — Les organisations, sociétés et unions, existant sous différentes formes et dénominations et destinées à l'aide agronomique, à l'exception des unions des sociétés coopératives, sont tenues de procéder à leur liquidation dans un délai de trois mois après la date d'entrée en vigueur de la présente loi. En cas de nécessité, le ministre de l'agriculture désigne ses délégués pour l'exécution de la liquidation des organisations susvisées. Les organisations, qui ne se liquideront pas par elles-mêmes dans un délai déterminé, seront, sur la proposition du ministre de l'agriculture, liquidées obligatoirement par le ministre de l'intérieur. En proposant la liquidation de l'organisation, le ministre

prend en considération aussi bien les buts de l'organisation et les dispositions des statuts existants que le caractère de l'activité exercée par l'organisation jusqu'à ce jour. Les biens immobiliers, ressources et obligations des organisations visées par l'article présent deviennent la propriété et passent sous l'administration de la Chambre d'agriculture.

Après l'entrée en vigueur de la présente loi, il est interdit aux organisations visées par le présent article de vendre, d'hypothéquer leurs biens, d'en faire donation ou d'en disposer autrement ainsi que de les grever de dettes ou d'autres obligations. Pour l'exécution de leurs décisions et pour effectuer des paiements, les organisations sont tenues d'obtenir une autorisation du ministre de l'agriculture ou de son délégué.

11. — Pour que les charges et les travaux de la Chambre d'agriculture soient accomplis avec toute l'efficacité désirable et en vue de contribuer à encourager l'initiative et l'activité des paysans et de favoriser l'aide mutuelle; enfin pour contribuer à relever le niveau de la vie rurale, en général, chaque commune peut avoir une société agricole exerçant une activité déterminée. Ces sociétés exercent leur activité sous la direction et la surveillance directe de la Chambre et sont régies par les statuts élaborés par cette Chambre.

12. — Les sociétés agricoles, horticoles, apicoles et les autres sociétés existantes dans le domaine de l'agriculture, à l'exception des différentes sociétés de contrôle, des coopératives, des sociétés d'encouragement et d'autres sociétés pour l'utilisation des machines en commun, sont tenues d'enregistrer à nouveau leurs statuts conformément aux conditions de la présente loi et dans un délai de 6 mois après la date de la publication des statuts prévus par l'article 11 de la présente loi ou de suspendre leur activité.

Toutes questions concernant les biens, les moyens et les obligations, qui pourraient être soulevées par les organisations visées par le présent article au sujet de l'exécution de ses dispositions, seront réglées sous la surveillance directe du Ministère de l'agriculture, dans des conditions déterminées et dans un certain délai.

13. — Les biens immobiliers des organisations visées par les articles 11 et 12 de la présente loi doivent être transcrits au bureau du cadastre au nom des sociétés agricoles renouvelées ou au nom de la Chambre d'agriculture après la publication de l'annonce dans le journal officiel « Valdibas Vèstnesis » concernant la liquidation de ces sociétés ou organisations.

La communication au bureau du cadastre signée par les ministres de l'intérieur et de l'agriculture sera prise pour base de la transcription; la transcription est exemptée des droits de timbre. L'inscription du changement du propriétaire dans le cadastre est également exonérée de tous les droits de timbre et des impôts.

14. — La Chambre d'agriculture est dotée de la personnalité juridique. Pour pouvoir acquérir, exproprier et hypothéquer les biens immobiliers, ainsi que pour conclure des emprunts à long terme et acquérir la propriété d'actions et d'actions de jouissance, la Chambre est tenue d'obtenir chaque fois une autorisation du ministre de la agriculture.

15. — La Chambre d'agriculture emploie le sceau des armes de l'Etat avec l'inscription « *Latvijas lauksaimniecības kamera* » (La Chambre d'agriculture de Lettonie).

II. — COMPOSITION DE LA CHAMBRE.

16-24. —

III. — L'ADMINISTRATION DE LA CHAMBRE.

25. — Les organes de la Chambre d'agriculture sont le président, le conseil directeur et l'assemblée plénière.

26. — Le conseil directeur de la Chambre est composé du président, de cinq vice-présidents et d'un représentant du ministre de l'agriculture. L'un des vice-présidents est le doyen de la faculté d'agriculture de l'Université de Lettonie.

27. — Le président et les vice-présidents, excepté le représentant de la faculté d'agriculture, sont nommés par le ministre de l'agriculture pour une durée d'un an parmi les membres de la Chambre. Le doyen de la faculté d'agriculture est à la fois membre du conseil directeur et membre de la Chambre.

28-29. —

30. — Le président dirige l'activité de la Chambre d'agriculture et la représente vis-à-vis des tiers. Il veille à ce que l'activité de la Chambre s'exerce dans la légalité et dans le cadre des règlements et des instructions donnés en vue de l'administration de la Chambre. Tout avis devient une décision de la Chambre, si le Président de la Chambre lui donne son approbation.

En cas de désaccords résultant d'une différence d'avis sur les affaires d'administration, le Conseil directeur est compétent; sur des affaires touchant les principes, c'est la Commission principale qui doit se prononcer. En cas d'absence du président de la Chambre ou quand celui-ci est empêché de remplir ses obligations, il est remplacé par l'un des vice-présidents, suivant les indications du président de la Chambre.

31. — Les obligations du Conseil directeur sont les suivantes:

1) de surveiller et de gérer l'activité de la Chambre et de veiller à ce que les affaires de la Chambre soient exercées conformément aux dispositions de la loi et des instructions administratives et con-

formément aux indications du ministre de l'agriculture et aux décisions des assemblées plénières;

2) de décider la convocation des assemblées plénières de la Chambre;

3) d'élaborer les dispositions administratives de la Chambre et les projets de modification et de les soumettre au ministre de l'agriculture en vue de leur approbation;

4) d'organiser et de gérer l'administration de la Chambre;

5) d'engager et de licencier le personnel technique de la Chambre ainsi que de fixer le montant de sa rémunération d'après les règles établies par le ministre de l'agriculture;

6) de procéder à l'établissement des rapports annuels et du budget de la Chambre, et de les soumettre à l'assemblée plénière en vue de leur adoption puis au ministre de l'agriculture pour approbation.

7) de se prononcer sur toutes les autres questions se rapportant aux dispositions légales et réglementaires.

32. —

33. — L'activité de la Chambre s'exerce par l'intermédiaire de 15 bureaux: 1) bureau administratif, 2) bureau des sociétés agricoles 3) bureau de la culture des terres, 4) bureau de l'élevage; 5) bureau économique; 6) bureau du travail; 7) bureau de la collaboration; 8) bureau des organisations de la jeunesse agricole et de l'éducation de la jeunesse; 9) bureau d'horticulture; 10) bureau d'apiculture; 11) bureau de la construction; 12) bureau technique et des installations d'utilité publique; 13) bureau de la culture technique; 14) bureau des travaux ménagers; 15) bureau de la pisciculture et de la pêche.

34. — Les bureaux sont chargés de remplir les fonctions suivantes:

1) le bureau administratif exerce la surveillance sur l'utilisation des fonds de la Chambre, sur la caisse et la comptabilité; il est également chargé de vérifier les comptes, ainsi que de gérer les affaires relatives à l'administration et aux biens de la Chambre.

2) le bureau des sociétés agricoles relie et dirige l'activité des sociétés agricoles conformément aux attributions prévues par la loi sur les unions de sociétés.

Le bureau organise les sociétés agricoles (art. 11) et contribue au développement de leurs rapports avec la Chambre. Aidé par ces sociétés, le bureau contribue chez les paysans à l'affirmation de leur conscience nationale, des idées d'union du peuple et de l'amour de la patrie, en leur suggérant et en leur donnant une éducation ayant une importance sur la formation des initiatives et de leur entr'aide mutuelle, sur l'importance de leur collaboration dans le domaine de la culture, du travail et des loisirs. Pour atteindre les buts proposés, le bureau donne aux membres des sociétés toutes indications et tous

renseignements nécessaires sur la fondation et la gestion d'une société, sur les statuts-type et les règles de fonctionnement.

3) Le bureau d'agriculture organise et établit les stations d'expérimentation et les fermes-modèles et effectue des expériences ayant un caractère particulier, contribue à la culture des semences et au développement de l'horticulture, mène une lutte contre les maladies des plantes, dirige l'activité des agronomes des rayons, organise les expositions, les concours et la distribution des primes de distinction; en outre, il effectue les recherches touchant l'organisation des fermes et contribue au développement de l'exploitation de la tourbe.

4) Le bureau de l'élevage organise et dirige l'activité des sociétés de contrôle du bétail, établit les stations de reproduction du gros et du menu bétail, organise les expositions d'élevage du bétail, les concours et la fourniture du bétail reproducteur, effectue la sélection des chevaux, rédige les livres généalogiques du gros et du menu bétail reproducteur; en outre il organise et dirige toutes les affaires concernant l'encouragement de la production laitière et l'élevage de la volaille.

5) Le bureau économique fait des recherches sur la situation du marché de l'intérieur et de l'extérieur, ainsi que sur les questions du crédit, de l'assurance et du transport répondant aux besoins de l'agriculture; il publie les informations sur le marché et contribue à la standardisation des produits agricoles, entretient les bureaux de comptabilité et vulgarise la diffusion des bonnes méthodes ménagères.

6) Le bureau du travail poursuit les recherches sur la question de la main-d'œuvre, établit et entretient les bureaux de placement, organise la fourniture des ouvriers agricoles aux agriculteurs, contribue au relèvement des conditions du travail et de vie et à la rationalisation du travail.

7) Le bureau de la collaboration organise, relie, instruit et contrôle les organisations de caractère agricole, les sociétés coopératives et leurs unions.

8) Le bureau de l'éducation de la jeunesse agricole organise et dirige le mouvement de la jeunesse agricole et les institutions d'éducation de la Chambre, organise les cours permanents et les cours ambulants, la pratique pour la jeunesse rurale dans les fermes privées.

9) Le bureau d'horticulture surveille et dirige les sociétés de contrôle de l'horticulture, établit et surveille les jardins modèles, dirige l'activité des instructeurs horticoles dans leurs rayons, organise les cours ambulants d'horticulture et de jardinage pour la culture des graines potagères.

10) Le bureau d'apiculture surveille l'activité des instructeurs d'apiculture dans leurs rayons et effectue le contrôle des ruchers,

organise la fourniture du matériel d'apiculture, ainsi que les cours, les leçons et les visites d'apiculture.

11) Le bureau de la construction surveille l'activité des spécialistes de construction des bâtiments, contribue à la construction des maisons réfractaires au feu et à la reconstruction rationnelle du pays en maisons et en édifices répondant à l'esprit national.

12) Le bureau technique d'installations d'utilité publique organise et dirige les établissements destinés à l'expérimentation et à la vérification des machines, établit les stations d'utilisation des machines en commun, contribue à la diffusion de bonnes méthodes ménagères à introduire dans les entreprises agricoles, organise les expositions sur des résultats obtenus en faveur de l'amélioration de la condition du ménage agricole et les cours pour la formation des conducteurs de machines.

13) Le bureau de la culture technique surveille et dirige les bureaux de culture technique et règle les travaux d'amélioration des terres.

14) Le bureau des travaux ménagers dirige l'activité des instructeurs des travaux ménagers, organise les visites des ménages et les concours, entretient les cours ambulants sur des travaux ménagers et règle tous les autres travaux entrepris en faveur de l'amélioration de la condition du ménage.

15) Le bureau de la pisciculture et de la pêche surveille et dirige les travaux entrepris en faveur du relèvement de la pisciculture et de la pêche.

35. — Le Président décide de la répartition entre les bureaux des travaux et des charges mentionnés dans l'article précédent.

36. — Les bureaux sont dirigés par les chefs engagés par le Conseil directeur et approuvés par le ministre de l'agriculture, mais l'activité de tous les bureaux est coordonnée et dirigée par le président de la Chambre.

37. — Les affaires techniques de la Chambre sont surveillées et dirigées par le secrétaire général de la Chambre qui est subordonné directement au président de la Chambre. Le secrétaire général est engagé par le Conseil directeur sur la proposition du président de la Chambre et approuvé dans ses fonctions par le ministre de l'agriculture pour une durée indéterminée. Dans toutes les séances de la Chambre et du Conseil directeur le secrétaire général a voix consultative. En l'absence du secrétaire général, ses fonctions sont exercées par l'un des chefs de bureau, suivant les indications du président de la Chambre.

38-40. —

41. — Les assemblées plénières ont pour tâche:

1) d'examiner et d'approuver les programmes relatifs au développement de l'agriculture;

2) de se prononcer sur les questions concernant l'achat et la vente des biens immobiliers et le crédit;

3) de se prononcer sur les propositions concernant la fondation des établissements de la Chambre;

4) d'examiner et d'approuver les budgets des dépenses et des recettes;

5) d'examiner et d'approuver les rapports sur l'activité de la Chambre;

6) d'examiner les suggestions et les projets de loi et de règlement concernant l'agriculture qui sont mis à l'ordre du jour du Conseil directeur;

7) d'élire les membres de la Commission de revision;

8) de se prononcer sur d'autres questions proposées par le Conseil directeur.

42-50. —

51. — Seules, la Chambre d'agriculture et les organisations ayant reçu des pouvoirs de la Chambre, sont autorisées, à partir du 1^{er} juillet 1936, à convoquer des réunions et des congrès agricoles, à l'exception des réunions particulières des membres des sociétés.

IV. — LES SECTIONS.

52. — La Chambre d'agriculture est composée de 15 sections correspondant aux 15 bureaux du Conseil directeur. A chaque section peut être adjointe une sous-section composée de la même manière que la section.

De même, à chaque section est adjoint un délégué du ministre de l'agriculture jouissant du droit de vote.

53. — Le nombre des membres de chaque section est fixé par le ministre de l'agriculture. Les membres de la Chambre sont répartis en sections par le président de la Chambre pour une durée d'un an.

.

54. — Les sections sont tenues de délibérer sur: a) les questions soumises aux sections par le président de la Chambre, et b) les suggestions des sections approuvées par le président de la Chambre en vue de leur délibération.

Le président de la section doit donner communication des décisions prises au président de la Chambre.

Le président de la Chambre peut soumettre à la même section, ou à une autre section, une question délibérée par une des sections en vue de la faire examiner et délibérer pour la deuxième fois.

55. — Le président de la Chambre désigne lui même, parmi les membres de la Chambre, les présidents des sections pour une durée d'un an. On désigne également les suppléants des présidents de section. En l'absence du président de la section, ses obligations sont exercées

par son suppléant. Les obligations de secrétaire des sections sont exercées par les chefs des bureaux du Conseil directeur ou par leurs suppléants. Les séances des sections sont valables si au moins la moitié des membres de la section est présente à la séance. Les décisions sont prises à la majorité simple.

Le président et le vice-président de la Chambre ont le droit de prendre part aux délibérations des séances avec voix consultative. Les séances des sections sont convoquées par le président de la Chambre.

V. — LA COMMISSION PRINCIPALE.

56. — Le président de la Chambre, les membres du Conseil directeur et les chefs des différentes sections forment la Commission principale de la Chambre.

57. — Le président de la Commission de revision et le président d'une des Commissions dont les décisions viennent en discussion, ainsi que les rapporteurs pour les décisions en question des commissions et des sections respectives peuvent être invités à prendre part avec voix consultative aux séances de la Commission principale.

58. — Sur invitation, prennent part avec voix consultative aux séances de la Commission principale le secrétaire général de la Chambre les directeurs des départements et les chefs de bureau du ministère de l'agriculture.

59. — Le président de la Chambre, ou son suppléant, est le président de la Commission principale, et c'est lui qui dirige les séances. En leur absence, les séances de la Commission principale sont dirigées par un des membres les plus âgés du conseil directeur.

60. — La Commission principale est tenue de convoquer une séance si le ministre de l'agriculture l'exige. L'ordre du jour d'une telle séance est fixé par le ministre de l'agriculture et c'est ce dernier qui préside la séance.

61. — La Commission principale a pour mission de coordonner l'activité des différents organes de la Chambre, de délibérer sur les questions agricoles d'intérêt général, d'examiner le budget préparé par le conseil directeur avant qu'il ne soit soumis à l'assemblée plénière, de confirmer les décisions à soumettre au ministre. Le président informe d'une manière périodique la Commission principale sur l'activité des sections et des Commissions de la Chambre.

62. —

VI. — LA COMMISSION DE REVISION.

63. — L'assemblée générale élit deux membres de la Commission de revision pour un an. A la Commission de revision sont adjoints un délégué du ministre jouissant du droit de vote et deux délégués

du contrôle d'Etat. Le président de la Commission de revision est un représentant du Contrôle d'Etat désigné par le Chef de ce Contrôle.

64. — Un mois au moins avant l'ouverture de l'assemblée plénière, la Commission de revision est tenue de procéder à la vérification des comptes de la caisse et des capitaux, ainsi qu'à la vérification du rapport annuel de l'administration de la caisse. La Commission de revision est qualifiée pour vérifier l'état des biens de la Chambre et pour examiner les dépenses faites pendant l'année d'exercice.

65. — Avant que le projet de budget avec l'avis de la Commission soit soumis par le conseil directeur à l'approbation de l'assemblée plénière, il doit être vérifié par la Commission de revision.

66. — La Commission de revision est tenue de dresser des procès-verbaux de ses séances, en y inscrivant toutes ses décisions et avis particuliers. Les procès-verbaux mentionnés et accompagnés des rapports et des décisions de la Commission de revision doivent être soumis par le conseil directeur à l'assemblée plénière suivante.

VII. — RESSOURCES DE LA CHAMBRE.

67. — Les ressources de la Chambre proviennent:

- 1) du revenu de ses biens;
- 2) des recettes pour services rendus;
- 3) de subventions prévues au budget de l'Etat;
- 4) de dons et revenus éventuels.

VIII. — RAPPORT ANNUEL ET BUDGET.

68. — L'année d'exercice de la Chambre coïncide avec l'année d'exercice du budget de l'Etat.

69. — La Chambre est tenue de dresser chaque année un rapport sur les recettes et les dépenses en vue de le soumettre à l'approbation de l'assemblée plénière dans un délai de trois mois après la fin de l'exercice. Le rapport annuel doit être soumis au ministre de l'agriculture dans un délai d'un mois. S'il n'y a pas d'objections de la part du ministre de l'agriculture pendant les deux semaines qui suivent contre le rapport annuel, il est considéré comme approuvé. Le rapport sur le chiffre d'affaires et le rapport sur l'activité de la Chambre doivent être soumis au ministre de l'agriculture.

70. — Chaque année, le conseil directeur doit soumettre à l'assemblée plénière le 1^{er} octobre au plus tard le budget des recettes et dépenses de l'année suivante qui doit être examiné par la Commission principale. Le budget approuvé par l'assemblée plénière doit être soumis par le conseil directeur à l'approbation du ministre de l'agriculture jusqu'au 1^{er} décembre. Si dans un délai de quatre mois

le ministre de l'agriculture ne soulève pas d'objections le budget entre en vigueur. D'accord avec le ministre de l'agriculture, le délai pour l'établissement du budget et pour sa présentation peuvent être changés.

71. — Les règles d'application de la présente loi sont élaborées par le conseil directeur de la Chambre et édictées par le ministre de l'agriculture.

La loi concernant la Chambre d'agriculture de Lettonie (recueil des lois de 1935, 50), les modifications et les amendements à cette loi sont abrogés par la présente, mais la Chambre créée et ses organes continuent leur activité d'après les dispositions de la présente loi.

La présente loi entrera en vigueur le jour de sa publication au journal officiel.

Brésil. — D. n. 701 approuvant un régl. concernant la 5^{ème} exposition nationale d'animaux et produits dérivés, laquelle aura lieu à Bahia du 20 au 27 juin 1936. — 20 mars 1936. — D. O., n. 78 (2 avril 1936).

D. n. 1148 accordant le patronage officiel au XIII^{ème} congrès de zoologie qui doit se réunir à Rio de Janeiro en août 1939. — 15 octobre 1936. — D. O., n. 243 (20 octobre 1936).

Chili. — D. n. 397 déclarant que les expositions et concours de pondeuses, organisés par l'association chilienne d'aviculteurs, auront un caractère officiel. — 3 juillet 1936. — D. O., n. 17518 (16 juillet 1936).

D. n. 1333 approuvant la Convention conclue entre le Chili et l'Argentine, concernant les expositions de produits artistiques et industriels. — 15 septembre 1935. — D. O., n. 17588 (9 octobre 1936).

Estonie. — L. sur la Chambre des ouvriers agricoles et des petits propriétaires agricoles. — R. T., n. 34 (1936).

L. portant modification de la l. sur la Chambre des agronomes. — R. T., n. 96 (1936).

France. — D. portant admission des présidents des chambres algériennes à l'assemblée des présidents des chambres d'agriculture. — 25 septembre 1936. — J. O., n. 229 (30 septembre 1936).

France (Nouvelle-Calédonie et dépendances). — D. réorganisant la chambre d'agriculture de la Nouvelle-Calédonie et dépendances. — 18 mars 1936. — J. O., n. 69 (21 mars 1936).

Lithuanie. — L. modifiant la l. sur la chambre d'agriculture. — 25 août 1936. — J. O., n. 546 (1936).

Mexique. — D. spécifiant que l'organisation et la réglementation des Expositions nationales d'agriculture ou d'élevage pour les Etats, régions ou localités, appartiendront exclusivement au Secrétariat de l'agriculture et du Fomento. — 20 août 1936. — D. O., Tome XCVIII, n. 21 (25 septembre 1936).

Salvador. — Règl. concernant l'ouverture annuelle d'expositions et concours nationaux se rapportant au bétail et à la volaille, à la production du lait et des œufs, etc. — 1^{er} février 1936. — D. O., n. 45 (24 février 1936).

Uruguay. — D. autorisant et réglementant l'organisation du 1^{er} concours national de poules pondeuses. — 29 avril 1936. — D. O., n. 8917 (18 mai 1936).

Six résolutions accordant des subsides relatifs à diverses expositions agricoles et d'élevage du bétail. — 8 octobre 1936. — D. O., n. 9057 (30 octobre 1936).

Vénézuéla. — D. établissant des primes au bénéfice de l'agriculture et de l'élevage du bétail (*réadapte les dispositions du d. du 21 mars 1936 aux circonstances nouvelles et aux changes*). — 1^{er} décembre 1936. — G. O., n. 19125 (1^{er} décembre 1936).

CHAPITRE V.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Autriche (Vorarlberg). — L. n. 1 modifiant et complétant certaines dispositions de la l. n. 88 de 1920 concernant la création et l'entretien d'écoles d'enseignement complémentaire agricole (1^{er} complément). — L.Gbl., 1. Stück (17 janvier 1936).

D. n. 2 portant nouvelle publication du texte de la l. concernant la création et l'entretien d'écoles d'enseignement complémentaire agricole. — L.Gbl., 1. Stück (17 janvier 1936).

Belgique. — Arr. royal modifiant l'arr. royal du 31 octobre 1934 concernant l'enseignement agricole. — 16 juillet 1936. — M. B., n. 223-224 (10 et 11 août 1936).

Brésil. — Instructions du Ministère de l'agriculture concernant l'enquête préalable pour la reconnaissance des établissements d'enseignement supérieur agricole, conformément à l'art. 336 du régl. du Département national de la production végétale, émis par le d. n. 23979 du 8 mars 1934. — 18 mars 1936. — D. O., n. 69 (23 mars 1936).

Règl. interne de l'Ecole nationale d'agronomie. — 14 novembre 1936. — D. O., n. 277 (30 novembre 1936).

Bulgarie. — D. l. concernant les instituts de recherches et de contrôle d'économie agraire. — 15 janvier 1936. — D. V., n. 16 (23 janvier 1936).

Costa-Rica. — D. supprimant le Département d'agriculture scolaire; concernant l'institution et le contrôle de camps agricoles scolaires ainsi que la fourniture de semences, engrais, etc., auxdits camps. — 16 mai 1936. — L. G., n. 112 (1 mai 1936).

Equateur. — D. n. 1 incorporant, à l'Université Centrale, l'Ecole nationale vétérinaire ainsi que l'Institut des vaccins y attaché. — 7 janvier 1936. R. O., n. 97 (24 janvier 1936).

France. — Arr. portant réorganisation des comités départementaux de l'apprentissage agricole. — 28 février 1936. — J. O., n. 53 (2 et 3 mars 1936).

Arr. concernant les cours professionnels par correspondance pour l'apprentissage agricole. — 30 mai 1936. — J. O., n. 136 (11 juin 1936).

Arr. relatif à l'organisation de conférences-démonstrations d'enseignement laitier. — 3 juin 1936. — J. O., n. 131 (5 juin 1936).

D. portant réorganisation du conseil supérieur de l'enseignement vétérinaire. — 15 novembre 1936. — J. O., n. 271 (19 novembre 1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord (Ecosse). — Règl. concernant les allocations supplémentaires pour les collèges agricoles en Ecosse. — 24 février 1936. — S. R. & O., n. 330/S. 12 (1936).

Guatemala. — Arr. approuvant le plan d'études de l'Ecole nationale d'agriculture. — 14 avril 1936. — D. C. A., Tome XVI, n. 41 (22 avril 1936).

Arr. approuvant le plan d'études de l'Ecole nationale d'agriculture. — 1^{er} octobre 1936. — D. C. A., Tome XVIII, n. 15 (13 novembre 1936).

Japon. — O. impériale n. 393 amendant l'ordonnance impériale n. 18 de 1919 concernant les chaires des différentes facultés de l'Université impériale du Hokkaidô (*augmentant les chaires de sciences horticoles de la faculté de sciences agraires*). — 10 novembre 1936. — K., n. 2959 (11 novembre 1936).

Mexique. — Arr. créant le Conseil technique de l'éducation agricole. — 13 février 1936. — D. O., Tome XCV, n. 2 (3 mars 1936).

Nicaragua. — L. autorisant le Pouvoir exécutif à délivrer des titres d'expert-agricole ou vétérinaire à ceux ayant suivi les cours de l'Ecole d'agriculture de Chinandega (*cela d'une manière provisoire, en attendant que les titres à décerner aient été fixés d'une manière définitive*). — 18 mars 1936. — L. G., n. 70 (24 mars 1936).

Norvège. — L. n. 4 modifiant la l. du 18 juillet 1919, concernant l'école supérieure d'agriculture. — 19 juin 1936. — N. L., n. 24, p. 703 (24 juin 1936).

Roumanie. — D. royal n. 2159 portant le règl. de la faculté de médecine vétérinaire. — 29 septembre 1936. — M. O., n. 236 (9 octobre 1936).

VIIÈME PARTIE

MALADIES DES PLANTES. VÉGÉTAUX ET ANIMAUX NUISIBLES A L'AGRICULTURE

Argentine. — D. n. 76891 réglementant l'art. 19 de la l. n. 4863. — 18 février 1936. — B. O., n. 12498. (21 février 1936).

Art. 1^{er}. — En exécution de la loi n. 4863 et conformément aux dispositions de son article 19, les arbres fruitiers, forestiers et d'ornement, ainsi que leurs parties, exception faite pour les fleurs, les fruits et les semences, sont soumis à la réglementation suivante en ce qui concerne le transit sur le territoire de la République.

Art. 2. — Les plantes dont il est question à l'article 1^{er} devront, pour pouvoir circuler et transiter ainsi que pour être acceptées par les chargeurs et transporteurs, être accompagnés d'un bulletin sanitaire, valable cinq jours, à partir de la date d'expédition, délivré par la Division de contrôle phytosanitaire du Ministère de l'Agriculture de la Nation. Dans ledit bulletin seront indiqués: la série et le numéro du bulletin, la provenance et la destination de la cargaison ou de la commande, la désignation de la maison de transport, le nombre des unités ou le poids global des plantes, leur classification et catégorie (arbres fruitiers, forestiers ou d'ornement) lieu et date de la délivrance, signature ou sceau de la personne autorisée.

Le personnel préposé au chargement et au transport n'acceptera aucune cargaison ou commande de plantes ou parties de plantes si celles-ci ne sont pas munies de l'étiquette prévue à l'article 5.

Art. 3 à 5. — *Omissis*.

Art. 6. — L'original du bulletin sanitaire sera délivré au transporteur qui doit le conserver et le présenter, en cas de demande de la Division de contrôle phytosanitaire.

La copie dudit bulletin sera remise à ladite Division accompagnée d'une note explicative aux effets du contrôle et de la statistique y relative.

Art. 7. — Les propriétaires, fermiers ou usufructiers de pépinières, d'établissements de sélection, et d'établissements adonnés à la culture et à la vente d'arbres fruitiers, forestiers ou d'ornement sont tenus d'observer les clauses suivantes:

a) Ils doivent s'inscrire annuellement dans le registre spécial établi à cet effet par la Division de contrôle phytosanitaire. Ceux qui

demandront l'inscription par la suite devront le faire 30 jours avant de commencer leurs opérations commerciales.

La demande d'inscription sera effectuée sur le papier timbré correspondant devant la Division susdite.

Le renouvellement des inscriptions devra être effectué au cours des deux premiers mois de chaque année.

b) Dans toute demande d'inscription doit être indiqué l'emplacement exact de chaque établissement, sa nature, sa spécialité, son étendue, la quantité de plantes existantes, les moyens pour combattre les fléaux, si l'on dispose de chambres de désinfection, les moyens de transport, les gares de chemin de fer ou les ports dont on se sert habituellement pour l'expédition des plantes ainsi que leur distance de l'établissement.

Art. 8. — Les contrevenants aux dispositions de l'article 7 seront passibles d'une amende de 20 à 200 pesos selon l'importance de l'établissement ou maison de vente des plantes.

Art. 9. — Le personnel technique autorisé par la Division de contrôle phytosanitaire doit inspecter l'état sanitaire des établissements inscrits, en effectuant, à cet effet, des inspections périodiques.

Il établira les traitements préventifs et curatifs à exécuter. Quand on constatera le bon état sanitaire apparent des plantes mères ou de sélection, un certificat sanitaire (*sanidad-convenio*) sera délivré et renouvelé à chaque inspection réglementaire.

Art. 10. — Les établissements inscrits qui possèdent un tel certificat sanitaire et qui remplissent les conditions requises par la Direction de santé végétale seront officiellement habilités. Dans ce cas, ce seront les seuls établissements autorisés à produire et à expédier des plantes sans l'intervention immédiate des techniciens autorisés par la Division de contrôle phytosanitaire, exception faite pour les plantes destinées aux zones spécifiées à la fin de l'article 4, qui restent soumis aux inspections requises.

A cet effet la Division susdite fournira aux établissements des registres à souche de bulletins sanitaires pour le transport de végétaux, pour leur donner la possibilité d'expédier les plantes. Les envois restent toutefois soumis aux dispositions réglementaires établies par ladite Division.

Art. 11 à 25. — *Omissis*.

Art. 26. — Tous les végétaux ou leurs parties, qui entrent en transit dans le pays et qui sont destinés à l'étranger, restent soumis aux dispositions suivantes:

a) Ceux qui restent en contact immédiat avec le milieu extérieur seront acceptés en transit conformément aux dispositions réglementaires de la loi n. 4084.

b) Ceux qui sont isolés du milieu extérieur et dans des conditions qui ne présentent aucun danger de diffusion de fléaux resteront exemptés du contrôle sanitaire pendant le transit depuis le lieu d'entrée jusqu'à la gare ou au port d'embarquement pour l'étranger.

Art. 27. — Le présent décret entrera en vigueur le 1^{er} mars 1936.

Art. 28. — Le décret n. 36741 et toutes les dispositions contraires au présent décret sont abrogés.

Art. 29. —

Argentine. — D. n. 83732 réglementant, en relation avec la l. n. 4084 de 1902, l'importation des végétaux. — 3 juin 1936. — B. O., n. 12613 (25 juillet 1936).

Vu l'opportunité de coordonner et de réunir en un règlement général unique d'application de la loi N° 4084 les dispositions en vigueur concernant l'importation des végétaux et de leurs parties, afin d'éviter en la matière une diversité d'interprétation qui rend difficile l'application de ladite loi, etc.

Art. 1^{er}. — Tout végétal ou partie de végétal devant être introduit dans le pays sera soumis à une visite sanitaire de la part du Ministère National de l'Agriculture, visite qui sera effectuée par l'Inspection phytosanitaire du Port (Inspección Portuaria de Vegetales), dénomination sous laquelle sera désormais connu l'actuel Office Sanitaire d'Importation et d'Exportation des Plantes et Semences, dépendant de la Direction de la Santé Végétale.

a) Seront considérés comme végétaux ou partie de végétaux les plantes, rhizomes, bulbes, tubercules, racines, tiges, feuilles, fleurs, céréales, fruits frais, fruits secs ou séchés, graines, semences et tout produit végétal qui pourrait être porteur de quelque parasite dangereux pour l'agriculture en général ou pour ses dérivés;

b) seront de même examinés les récipients, le matériel d'emballage, les engrais naturels, la terre, les machines, etc., lorsqu'il y aura des raisons de les soupçonner d'être porteurs de quelque parasite dangereux pour l'agriculture;

c) seront exemptés de la visite sanitaire prescrite par le présent article les végétaux et parties de végétaux qui arrivent dans un état quelconque de conservation approprié (sirop, saumure, etc.) ou qui ont subi un commencement de cuisson et sont contenus dans des récipients hermétiquement clos (vescs, tomates, asperges, etc.).

Art. 2. — Toute espèce ou variété de végétal ou partie de végétal devant être introduite pour la première fois dans le pays sera soumise sans exception à une quarantaine qui aura lieu dans un endroit spécialement désigné pour chaque cas et sous le contrôle direct du Ministère de l'Agriculture. Les Instituts scientifiques officiels qui désireraient

introduire du matériel d'étude (herbiers, culture de germes, insectes, etc.) pouvant contenir des éléments nuisibles à l'agriculture devront demander au préalable au Ministère de l'Agriculture l'autorisation requise, qui sera accordée selon l'opportunité du cas; et l'Inspection phytosanitaire du Port prendra dans chaque cas semblable toutes les précautions nécessaires en vue d'éviter la propagation des parasites.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 3. — A l'effet d'introduire dans le pays un végétal ou partie de végétal, il sera nécessaire de présenter à l'Inspection phytosanitaire du Port une demande sur papier dûment timbré spécifiant:

le nom et le domicile de l'importateur;

le nom et le numéro d'enregistrement de l'agent de douane;

le nom du produit qu'on désire importer, sa provenance, le moyen de transport utilisé, le port et la date d'arrivée, la destination de la marchandise, etc.;

le nombre et le type des colis, leur marque et poids d'après la déclaration contenue dans le connaissement ou dans la copie de la facture;

le lieu d'origine du produit (État, province, etc.).

La demande en question, qui sera présentée séparément pour chaque produit, sera signée par l'importateur ou par un agent de douane (sauf dans le cas des colis postaux internationaux ou des bagages de passagers, pour lesquels l'intervention d'un agent de douane n'est pas requise) et munie du sceau du magasin de douane où la marchandise est déposée.

On unira à ladite demande le ou les certificats sanitaires dont il est question aux articles 8, 9 et 10 du présent règlement ainsi qu'une copie légalisée des documents de douane.

Lorsqu'il s'agit de plantes, bulbes, semences, etc., l'importateur ou l'agent de douane unira à la demande une liste des mêmes documents où seront indiquées les espèces devant être importées ainsi que le nombre et le poids de chaque pièce.

Les agents de douane ou importateurs qui auront soumis des déclarations erronées à cet égard seront passibles des pénalités prévues à l'article 25 du présent règlement.

Art. 4. — Une fois satisfaites toutes les exigences énoncées au précédent article et effectué le versement des droits dont il est question aux articles 19 et 20, il sera procédé à la visite de la marchandise; on en constatera les résultats sur la demande même, en y joignant en cas de besoin des copies des analyses exécutées par le Ministère de l'Agriculture. Après avoir constaté que l'état sanitaire des produits à importer

est satisfaisant et que l'emballage de ceux destinés à la consommation directe est neuf, comme il est prescrit, l'Inspection phytosanitaire du Port délivrera, contre reçu, un certificat d'importation qui devra être soumis aux autorités douanières afin d'en obtenir l'autorisation d'introduire les marchandises examinées (qui ne pourront en aucun cas être importées sans ledit certificat).

Art. 5. — Lorsque le produit examiné n'aura pas été trouvé en bon état sanitaire, il sera procédé comme suit:

a) sélection, désinfection ou opération équivalente, incinération ou réexpédition, selon les cas. Afin d'accomplir les trois premières opérations, l'intéressé s'engagera par écrit envers l'Inspection phytosanitaire du Port à transporter la marchandise en question, dans les dix jours, dans un établissement officiellement reconnu qu'il devra désigner. Contre cet engagement, ladite Inspection lui délivrera un certificat d'importation muni, selon les cas, de la mention « *A sélectionner* », « *A désinfecter* » ou « *A incinérer* »; ce document devra être remis aux autorités douanières.

Si l'intéressé préfère la réexpédition, la marchandise devra être réembarquée dans le même délai de dix jours à compter de la signification, sauf le cas de force majeure dûment constaté;

b) tout produit végétal qui, à l'examen, aura été trouvé atteint d'un parasite n'existant pas à l'intérieur, et qui ne pourra pas être soumis à la désinfection ou à une opération équivalente, devra être réexpédié ou incinéré dans les dix jours à compter de la signification faite à l'importateur ou à son agent de douane, le tout aux frais des intéressés;

c) si, passés les dix jours depuis la visite sanitaire mentionnée aux alinéas a) et b) du présent article, l'intéressé n'aura pas opté pour un des procédés indiqués ci-dessus ou ne les aura pas appliqués, il sera réputé avoir abandonné la marchandise; partant on procédera à la destruction de celle-ci, après procès-verbal et aux frais de l'intéressé;

d) une fois terminée la sélection, la désinfection, l'incinération ou la réexpédition de la marchandise, l'inspecteur qui aura contrôlé le procédé en question devra le constater dans le dossier respectif, en y spécifiant la forme dans laquelle, et le lieu où il a été accompli ainsi que les résultats obtenus.

RECOURS.

Art. 6. — Tout importateur ou agent de douane qui se croirait lésé par des procédés suivis à son égard par l'Inspection phytosanitaire du Port pourra demander, dans le délai maximum de trois jours, un nouvel examen des mesures prises en présentant à cet effet

à ladite autorité une demande sur papier dûment timbré, qui sera soumise, avec pièces à l'appui, au Directeur de la Santé Végétale.

S'il accueille le recours en question, ledit fonctionnaire désignera une Commission, composée de trois techniciens, qui procéderont à un nouvel examen du produit; à cette visite pourra assister un ingénieur agronome désigné par l'importateur ou par son représentant; la décision de ladite Commission ne sera plus susceptible d'appel.

Art. 7. — Tout végétal ou partie de végétal qui aura été introduit dans le pays en contravention au présent règlement pourra être confisqué et détruit par l'autorité compétente.

CERTIFICAT SANITAIRE D'ORIGINE.

Art. 8. — Sera appelé certificat sanitaire d'origine le document délivré par des fonctionnaires des autorités techniques compétentes du pays de provenance et constatant le bon état sanitaire de la pépinière ou plantation où a été récolté ou cultivé le produit dont il s'agit. A cet effet, il y sera spécifié qu'à l'occasion des inspections des cultures pendant la floraison et la récolte, on n'y a pas constaté la présence de fléaux nuisibles à l'agriculture. Le document en question mentionnera, outre le nom du produit, le nombre, le poids et la marque des colis ainsi que les noms du producteur et du destinataire. Ledit certificat devra être visé par le Consul d'Argentine dans le ressort duquel est situé le port d'embarquement de la marchandise.

CERTIFICAT SANITAIRE D'EMBARQUEMENT.

Art. 9. — Sera appelé certificat sanitaire d'embarquement le document délivré par des fonctionnaires des autorités techniques compétentes du pays de provenance et constatant le bon état sanitaire du produit au moment de l'embarquement. Le texte dudit certificat pourra être celui qui a été établi comme modèle par la Convention Internationale pour la Défense des Végétaux, réunie à Rome en 1929, ou un autre semblable, et devra mentionner la date de la délivrance, le nom du produit, la région de provenance (État, province, localité, etc.), le nombre, le poids et la marque des colis, le lieu d'embarquement, le bateau dans lequel sera transportée la marchandise et les noms de l'exportateur et du destinataire. Ce certificat devra être visé par le consul d'Argentine dans le ressort duquel se trouve le port d'embarquement ou par un autre fonctionnaire dont la juridiction s'étend à ce port. Ledit fonctionnaire ne visera pas les connaissements si ceux-ci ne sont pas accompagnés du certificat

ci-dessus ou de celui « d'usage industriel exclusif » exigé dans les cas prévus par le présent règlement.

La présentation du certificat sanitaire d'embarquement sera requise pour les marchandises suivantes:

a) plantes, boutures, rhizomes, tubercules, bulbes, racines, etc., destinés à la reproduction;

b) céréales, graines entières et semences de toute espèce, sauf celles qui sont accompagnées du certificat pour « usage industriel exclusif » dont il est question à l'article 10 et les cas prévus aux articles 32 et 34 du présent règlement;

c) fruits frais, pommes de terre et produits horticoles en général.

Le certificat en question devra être délivré pour *chaque catégorie de produits*, à condition que ceux-ci soient de la même provenance, transportés à la même date et par le même bateau et consignés au même destinataire. Sera censée constituer une catégorie distincte de produits chacune des trois classes spécifiées aux alinéas a), b) et c) du présent article.

Lorsqu'un certificat concerne plusieurs produits de la même catégorie, il devra spécifier la quantité de colis correspondant à chacun d'eux.

A défaut, dans le pays de provenance de la marchandise, de fonctionnaires publics autorisés à délivrer de tels certificats, le document en question pourra être délivré par un technicien spécialiste, et visé par le Consul d'Argentine accrédité dans ce pays.

CERTIFICAT POUR « USAGE INDUSTRIEL EXCLUSIF ».

Art. 10. — Lorsque sont importées des graines ou céréales (orge maltée, arachides, etc.) destinées à un usage industriel, les intéressés pourront présenter, au lieu du certificat sanitaire dont il est question à l'article 9, un certificat délivré par l'autorité compétente du pays exportateur et visé par le Consul d'Argentine qui y est accrédité, spécifiant que la marchandise est destinée à un usage industriel exclusif.

VISA DES CERTIFICATS.

Art. 11. — Les Consuls d'Argentine accrédités à l'étranger ne légaliseront les connaissements d'embarquement concernant des végétaux ou parties de végétaux que s'ils sont accompagnés, aux effets du visa respectif, du ou des certificats, selon les cas, dont il est question aux articles 8, 9 et 10 du présent règlement.

En outre, lesdits fonctionnaires devront constater, avant de légaliser les documents dont il s'agit:

a) que les produits végétaux qu'on veut importer dans notre pays ne sont pas frappés d'interdiction;

b) que l'importation desdits produits aura lieu par un port autorisé et en conformité avec la loi n° 4084;

c) que les certificats sanitaires ont été délivrés par une autorité compétente des services phytosanitaires du pays d'origine et qu'ils contiennent les déclarations expresses prescrites pour les produits soumis aux dispositions spéciales énoncées aux articles 41, 56 et 60 du présent règlement.

CERTIFICATS D'IMPORTATION.

Art. 12. — Lorsqu'il s'agit de produits végétaux dont l'importation n'est pas interdite, l'Inspection phytosanitaire du Port délivrera, sur demande et en conformité avec les dispositions des articles 4 et 5 un certificat d'importation à présenter aux autorités de douane et indiquant le nom du produit, la marque, le nombre et le poids des colis, la provenance, le bateau, le nom de l'importateur ou de l'agent de douane et la date de la délivrance. Ledit document sera valable pendant dix jours à compter de celui de la délivrance. Une fois passé ce délai, les intéressés ne pourront obtenir l'importation qu'en présentant une nouvelle demande, subordonnée à toutes les formalités prescrites pour la première visite du produit, sauf le versement de droits au titre de la visite sanitaire (articles 18 à 20).

AUTRES CERTIFICATS.

Art. 13. — Sur demande des intéressés, l'Inspection phytosanitaire du Port délivrera, sur le papier timbré prescrit, d'autres certificats concernant les traitements de sélection, de désinfection, d'incinération ou de réexpédition, etc., qu'auront subis les produits importés. Ces certificats constateront les résultats obtenus dans les opérations mentionnées.

De même, seront délivrés des certificats d'approbation d'ensemencement en vue d'obtenir l'annulation de la lettre de garantie signée par les intéressés quant aux droits de douane relatifs aux produits destinés à cet objet en vertu de l'art. 10 du décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi des Douanes n° 11281. Un tel certificat ne sera délivré qu'après l'approbation de l'ensemencement de la part de la Direction de l'Agriculture.

PRÉLÈVEMENT D'ÉCHANTILLONS POUR ANALYSES.

Art. 14. — Lorsqu'à la visite d'un produit arrivé il paraît nécessaire de le soumettre à une analyse dans les laboratoires respectifs du Ministère de l'Agriculture, ou bien de l'examiner d'une manière plus détaillée, le technicien chargé de la visite sanitaire prélèvera du matériel d'étude dans la mesure réputée strictement indispensable aux fins qu'il se propose. Ledit échantillon sera présenté au chef du magasin de la douane afin qu'il en vérifie le poids et le contenu, et mention en sera faite, sous la signature de l'inspecteur, sur le registre respectif.

Lorsque la visite a lieu en dehors des magasins de la douane, comme c'est le cas pour les marchandises auxquelles la douane concède le « dédouanement direct » (tels que les fruits frais, etc.), les échantillons seront de même prélevés dans la mesure strictement indispensable pour les observations ultérieures éventuelles.

DÉDOUANEMENT DIRECT DU RIZ.

Art. 15. — Afin d'éviter des retards dans l'importation d'envois de riz, produit auquel la douane accorde le « dédouanement direct », l'Inspection phytosanitaire du Port délivrera aux intéressés le certificat d'importation mentionné à l'article 12 muni des mots « *A visiter* », après signature d'un engagement de déposer la marchandise, qui de ce fait reste sous le contrôle de la douane, dans un établissement officiellement reconnu, où ladite Inspection surveillera la préparation du produit.

COLIS POSTAUX INTERNATIONAUX.

Art. 16. — Les végétaux ou parties de végétaux introduits dans le pays en colis postaux internationaux ainsi que ceux qui se trouvent dans les bagages des passagers seront soumis à la visite sanitaire prévue à l'article 1^{er} du présent règlement; ils seront exempts de l'obligation de présenter les certificats dont il est question aux articles 8 et 9, mais ils devront remplir les conditions suivantes:

a) L'Inspection phytosanitaire du Port autorisera la réunion en une seule demande d'importation d'un nombre quelconque de connaissements relatifs à des colis postaux internationaux, tant que le poids total de ceux-ci ne dépasse pas dix kg. et que leur expédition a eu lieu par le même bateau, train ou avion, etc. et à l'adresse du même destinataire;

b) la même Inspection autorisera pareillement la rédaction d'une seule demande d'importation dans les cas où un seul connais-

sement comprend jusqu'à trois colis d'un poids maximum de vingt kilogrammes chacun, arrivés par un seul desdits moyens de transport et à l'adresse du même destinataire;

c) les semences fourragères et horticoles seront exemptes à l'importation de l'analyse dont il est question aux articles 42 et 52 du présent règlement, tant que leur poids ne dépasse pas, pour chaque espèce, 200 grammes pour les fourrages et 500 grammes pour les produits horticoles. Lorsqu'il s'agit de quantités supérieures, l'importateur pourra opter entre l'analyse prescrite et l'abandon de l'excédent du poids indiqué. Dans tous les cas auxquels se rapporte le présent alinéa, l'Inspection phytosanitaire du Port prélèvera des échantillons dont le poids ne dépassera pas dix grammes.

ÉCHANTILLONS SANS VALEUR.

Art. 17. — Les végétaux et parties de végétaux introduits dans le pays comme échantillons sans valeur devront remplir les conditions suivantes:

a) seront réputés échantillons sans valeur les colis postaux internationaux simples ou recommandés contenant des semences, graines, etc., dont l'importation n'est pas interdite, tant que leur poids ne dépasse pas 200 grammes par échantillon; il sera admis jusqu'à deux échantillons de la même espèce et provenance arrivés par le même bateau, train, avion ou autre moyen de transport et à l'adresse du même destinataire;

b) lorsqu'il s'agit de plusieurs échantillons expédiés dans le même colis, le récipient contenant lesdites semences devra porter l'indication « échantillon sans valeur » aussi bien que l'emballage extérieur de l'ensemble. Avant d'être admises, les semences seront soumises, sur demande, à la visite sanitaire prescrite, qui aura lieu en présence de l'importateur ou de son représentant, sans que soit requise la présentation des certificats dont il est question aux articles 8, 9 et 10 du présent règlement;

c) le poids total des échantillons sans valeur de même provenance, arrivés par un des moyens de transport précités et adressés au même destinataire, ne pourra dépasser 1 kilogramme, s'il s'agit de semences de fleurs, de plantes fourragères ou de produits horticoles, et 3 kg., s'il s'agit de tout autre végétal;

d) si le poids des échantillons sans valeur dépasse, soit par espèce soit au total, les maxima énoncés aux alinéas a) et c) du présent article, l'importateur pourra opter entre le versement des droits de timbre échus et l'abandon de l'excédent indiqué;

e) les semences des plantes fourragères et des produits horticoles introduites comme échantillons sans valeur seront exemptes de

l'analyse dont il est question aux articles 42 et 52 du présent règlement;

f) est confirmée la décision du Ministre National des Finances en date du 29 juillet 1932 qui affranchit du droit de timbre les demandes d'importation relatives à des végétaux arrivés dans le pays sous forme d'échantillons sans valeur. En outre, lesdits produits seront exempts du paiement des droits dus au titre de la visite sanitaire dont il est question aux articles 18 à 20 du présent règlement.

DROITS DUS A TITRE DE VISITE SANITAIRE ET DE DÉSINFECTION.

Art. 18. — Toute visite de végétaux et de parties de végétaux effectuée par l'Inspection phytosanitaire du Port est subordonnée au paiement de droits qui seront perçus d'après les dispositions contenues dans les lois budgétaires.

Art. 19. — Les droits mentionnés au précédent article seront basés sur le poids brut des produits et perçus selon l'échelle suivante:

a) en raison de \$ 0.10 en monnaie nationale par tonne ou fraction de tonne, à l'égard des produits suivants: alpiste, avoine, orge, seigle, maïs, millet, et semblables;

b) en raison de \$ 0.20 par tonne ou fraction de tonne, à l'égard des produits suivants: coton, riz, colza, tournesol, lin, arachides, navets, pommes de terre, vesces, orge maltée, cacao, café, châtaignes, pois chiches, fèves, lentilles, haricots et semblables;

c) en raison de \$ 0.50 par tonne ou fraction de tonne, à l'égard des produits suivants: amandes, noisettes, noix, caroubes et semblables;

d) en raison de \$ 1.00 par tonne ou fraction de tonne, à l'égard des produits suivants: paille de Guinée, luzerne en ballots ou hachée, fruits découpés en général de duracine, poire, pomme, etc., produits broyés ou industrialisés (vesces, lentilles coupées ou pelées, graines écrasées, farines, son, cascarille, etc.);

e) en raison de \$ 2.00 par tonne ou fraction de tonne, à l'égard des produits suivants: pignons, pistaches, lupins; tiges, feuilles, racines etc. médicinales, fruits séchés (figues, raisins etc.), prunes sèches, dattes; semences de plantes horticoles et fourragères; de fleurs, de plantes industrielles et médicinales, de plantes à fruits, de forêt, d'ornement, etc.; noix de cocotier fraîches, mandarines, et oranges en vrac;

f) en raison de \$ 0.05 en monnaie par colis, sur les fruits et produits horticoles frais tels que les cerises, prunes, alberges, duracines, frutilles, grenades, guignes, limes, citrons, mandarines, pommes,

melons, coings, oranges, poires, pommes, raisins, etc.; ail, artichauts, aubergines, oignons, asperges, courgettes, etc.;

g) les pommes en barils payeront en raison de \$ 0.10 par colis;

h) les bananes payeront en raison de \$ 0.01 par régime;

i) les ananas payeront en raison de \$ 0.02 par colis;

j) les champignons secs et le safran payeront en raison de \$ 2.00 par 100 kg. ou fraction de 100 kg.;

k) les bulbes et rhizomes payeront en raison de \$ 2.00 par 100 kg. ou fraction;

l) les plantes à fruits, de forêts ou d'ornement payeront comme suit:

1^o) plantes jusqu'à deux ans, de semis, porte-greffes, branches coupées, etc., par 500 pièces ou fraction, \$ 1.00;

2^o) plantes de plus de deux ans; plantes greffées, etc., par 50 pièces ou fraction, \$ 1.00.

Art. 20. — Tout produit qui ne se trouve pas spécifié au précédent article sera assimilé à une catégorie analogue:

a) seront affranchis des droits mentionnés audit article les fruits frais destinés à l'exportation et le maté importé ainsi que tous produits végétaux dont le dédouanement a lieu avec préférence, à titre soit officiel soit d'échantillons sans valeur;

b) les produits végétaux importés ou exportés par colis postaux internationaux dans la mesure maximum de 60 kg. et ceux qui font partie des bagages de passagers payeront un droit unique de \$ 1.00.

Art. 21. — Quant à la désinfection de plantes ou de produits végétaux, qui aura lieu dans les locaux installés à l'Inspection phytosanitaire du Port, aux jours et heures déterminés par un règlement d'administration publique de prochaine publication, sera valable le tarif suivant, qui entrera en vigueur dès que ladite Inspection aura à sa disposition les locaux nécessaires pour le service en question:

a) à l'égard des produits végétaux destinés à être transformés ou consommés, par 100 kg. ou fraction, \$ 0.30;

b) à l'égard des végétaux destinés à être semés ou plantés, par 100 kg. ou fraction, \$ 0.40;

c) dès que l'Inspection phytosanitaire du Port aura été dotée des installations mentionnées au présent article, tout produit végétal, sauf le riz importé par le port de Buenos-Aires, sans distinguer s'il est destiné à être transformé, consommé, semé ou planté, qui aura été trouvé atteint, devra être désinfecté exclusivement dans les locaux de ladite Inspection.

Art. 22. — Les sommes à encaisser d'après les tarifs établis au présent règlement seront perçues par la direction de la Santé Végétale, selon les modalités en vigueur au Ministère de l'Agriculture en ce qui concerne la perception.

PORTS AUTORISÉS.

Art. 23. — Sauf les cas exceptionnels indiqués aux articles 32, 37, 59, 60 et 61 du présent règlement, l'importation de végétaux et parties de végétaux aura lieu par les ports de Buenos-Aires, Rosario, Santa-Fé et Douane de Mendoza, qui disposent actuellement des moyens nécessaires pour l'immunisation des produits atteints. Dès que des services de désinfection auront été installés aux bureaux de frontière, les bureaux de douane respectifs seront autorisés à l'admission des végétaux.

INTERVENTION DES AGENTS DE DOUANE ET DES IMPORTATEURS.

Art. 24. — L'introduction de végétaux et partie de végétaux devra avoir lieu par l'entremise d'un agent de douane ou d'un importateur dûment inscrits comme tels, sauf quand ladite importation a lieu par colis postal international ou quand les produits en question font partie des bagages de passagers, auquel cas une intervention semblable ne sera pas obligatoire:

a) les agents de douane et importateurs qui, dans l'accomplissement de ce qui est prescrit par le présent règlement, seront chargés des formalités relatives à l'importation de produits végétaux devront s'adresser à l'Inspection phytosanitaire du Port;

b) aux effets du présent article, ladite Inspection ouvrira un registre des raisons sociales, sur lequel seront inscrits les agents de douane et les importateurs ainsi que leurs représentants et fondés de pouvoirs, en vue de définir leurs fonctions régulières à ce sujet;

c) pour procéder à l'enregistrement dont il est question au précédent alinéa, ladite Inspection exigera la présentation d'un certificat des autorités douanières constatant que les intéressés sont inscrits comme tels sur les registres tenus par ces derniers bureaux; sans s'être conformés à cette condition, les intéressés ne pourront figurer sur le registre des raisons sociales;

d) pour obtenir l'enregistrement de leurs maisons, les agents de douane et les importateurs résidant en dehors de la Capitale Fédérale devront faire accompagner leur demande d'un certificat délivré par l'autorité douanière du lieu de leur résidence et constatant qu'ils y sont inscrits comme tels;

e) tout enregistrement de ce genre prend fin le 31 décembre de chaque année, et son renouvellement devra être demandé à l'Inspection phytosanitaire du Port au cours du mois de janvier suivant, pendant lequel pourront continuer à exercer leurs fonctions ceux qui avaient été enregistrés l'année précédente;

f) pour le renouvellement de l'enregistrement seront exigées les mêmes conditions que celles qui sont prévues aux alinéas c) et d), et les certificats qui y sont mentionnés devront être valables pour l'année pour laquelle est demandé l'enregistrement;

g) la représentation des agents de douane et des importateurs auprès de l'Inspection phytosanitaire du Port pourra être établie par un simple pouvoir déposé au bureau de ladite Inspection, et elle restera valable tant que les intéressés n'auront pas communiqué son annulation, vu que les conditions prescrites à l'alinéa c) ne sont pas applicables aux mandants;

h) l'Inspection phytosanitaire du Port, chargée de l'application de la loi n° 4084 et des dispositions du présent règlement, ne prendra pas en considération des affaires dont les documents seront dépourvus de la signature d'agents de douane, d'importateurs ou de leurs représentants dûment enregistrés.

Art. 25. — Tout agent de douane ou importateur qui aurait manqué aux engagements pris envers l'Inspection phytosanitaire du Port quant à la sélection, la désinfection, la destruction ou la réexpédition de végétaux ou parties de végétaux ainsi que quant à la présentation de certificats ou à tout autre engagement autorisé, sera passible, selon la gravité de la faute commise, des pénalités indiquées à l'alinéa suivant:

a) quant aux cas ordinaires d'infraction, sera appliquée la suspension, à la première faute, jusqu'à 180 jours; et, en cas de récidive, jusqu'à un an; en cas de récidive répétée, le coupable pourra être définitivement éliminé du registre respectif. Ces pénalités seront appliquées sans préjudice des actions auxquelles aurait pu donner lieu l'infraction en conformité des dispositions des articles 5 et 7 du présent règlement;

b) les pénalités prévues au présent article seront appliquées directement par la Direction de Santé Végétale selon son propre avis, même à défaut d'une proposition conforme de l'Inspection phytosanitaire du Port;

c) les sanctions disciplinaires, indiquées à l'alinéa a) et appliquées en conformité des dispositions de l'alinéa b), seront susceptibles d'appel devant le Ministère de l'Agriculture dans un délai de trois jours à compter de leur signification au coupable; l'appel produira effet suspensif jusqu'à la décision dudit Département.

Art. 26. — Lorsqu'il s'agit d'importateurs dont les établissements ont été officiellement autorisés à la transformation du riz ou au nettoyage des semences de luzerne, de trèfle, etc., infectées de cuscute et qui auront manqué aux engagements, pris envers ladite Inspection, de transporter aux locaux, qui y sont destinés d'office, les produits qui doivent être soumis à la visite, à la désinfection, etc., ils se rendront passibles des pénalités déterminées à l'article 25, pénalités qui seront appliquées à l'égard de l'autorisation accordée à leurs établissements. Dans ces cas, l'agent de douane qui sera intervenu dans l'importation du produit sera déchargé de toute responsabilité dès qu'il aura consigné la marchandise auxdits établissements pour qu'elle y soit soumise aux procédés prescrits.

Art. 27. — Dans les cas où les agents de douane ou les importateurs se seront rendus passibles des pénalités imposées par le présent règlement, le Ministre de l'Agriculture communiquera au Ministre des Finances l'application de la mesure adoptée.

Art. 28. — Tout agent de douane ou importateur tenu de remettre ses produits aux locaux de l'Inspection phytosanitaire du Port pour les y faire soumettre à des procédés de désinfection, de sélection etc. devra, une fois terminée l'opération relative, retirer sa marchandise, selon les cas, pour la diriger vers sa destination ou pour la faire détruire, et cela dans un délai de trois jours, sauf le cas de force majeure dûment justifié. Passés les trois jours fixés au présent article, l'Inspection phytosanitaire du Port fera transporter les marchandises où il lui conviendra le mieux, aux frais et risques des intéressés.

Les agents de douane et importateurs qui ne se seront pas conformés aux dispositions du présent article se rendront passibles de l'application des sanctions déterminées à l'article 25 du présent règlement.

VISITE SANITAIRE DES VÉGÉTAUX EN DEHORS DES HEURES DE BUREAU.

Art. 29. —

VISITES SANITAIRES À L'ÉTRANGER.

Art. 30. —

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

Art. 31. — En dehors des dispositions générales établies aux articles précédents du présent règlement, il en sera en vigueur aussi d'autres, d'un caractère particulier, qui sont indiquées pour chaque cas dans les articles suivants.

RIZ.

Art. 32. — Si le riz importé arrive décortiqué, il sera affranchi de la présentation des certificats sanitaires ou d'usage industriel dont il est question aux articles 9 et 10 du présent règlement.

L'importation du riz aura lieu par les ports désignés à l'article 23 ainsi que par celui de Paso de los Libres (Corrientes).

BANANIER.

Art. 33. — Est interdite l'importation de plantes et de rejetons de plantains ou de bananiers.

CAFÉ ET CACAO.

Art. 34. — Lorsqu'il s'agit de produits destinés à la torréfaction immédiate, les envois de café et de cacao importés seront exempts de la présentation des certificats dont il est question aux articles 9 et 10 du présent règlement.

CANNE À SUCRE.

Art. 35. — Tout envoi de plantes de canne à sucre, « cannes sèches » ou plants (*Saccharum officinarum*) à importer devra non seulement être accompagné du certificat sanitaire d'origine mentionné à l'article 8 du présent règlement, mais encore soumis à une quarantaine dans l'établissement officiel destiné à cet usage. Cette quarantaine donnera lieu aux observations et aux procédés de prophylaxie que les bureaux techniques auront réputés nécessaires à l'effet de garantir le bon état sanitaire de l'envoi.

FRUITS FRAIS.

Art. 36. — En dehors de ce qui est prévu dans les dispositions générales du présent règlement, l'importation des fruits frais sera soumise aux conditions suivantes:

a) chaque envoi devra être accompagné du certificat sanitaire mentionné à l'article 9. Afin d'éviter des retards dans le déchargement, vu qu'il s'agit de denrées périssables, il est accordé un délai de dix jours à compter de la date de l'importation des fruits pour présenter à l'Inspection phytopathologique du Port le dit certificat sanitaire, après signature de l'engagement respectif. Les importateurs ou agents de douane qui n'auront pas remis ledit document dans le délai concédé se rendront passibles des pénalités déterminées à l'article 25;

b) est interdite l'importation de fruits en vrac, les bananes exceptées. L'emballage sera fait au pays d'origine et les récipients seront neufs (« récipients perdus ») du type standard adopté dans les pays exportateurs de fruits. Les pommes, poires, oranges, mandarines, pamplemousses et citrons devront être enveloppés en papier de soie imperméable (de Manille ou sulfite huilé ou autres semblables) sur lequel seront imprimés le nom et la marque du producteur ou bien de l'entreprise d'emballage ou d'exportation ainsi que celui du pays d'origine. Les récipients porteront des étiquettes indiquant la nature du contenu, la catégorie, l'espèce, le poids net d'après le système métrique ou le nombre des pièces, le nom et l'adresse du producteur et le pays d'origine;

c) les envois de fruits importés devront arriver dans un état de maturité approprié, et seront visités dans les ports d'arrivée en conformité avec les dispositions du présent règlement. Lorsque le résultat de la visite des fruits aura donné des motifs fondés de soupçonner qu'ils sont infestés par un des parasites indiqués à l'alinéa d) du présent article, l'envoi sera soumis à une quarantaine de la durée jugée nécessaire par l'Inspection phytosanitaire du Port, dans les locaux désignés par les importateurs, et qui d'après l'avis de cette Inspection réuniront les conditions requises. Si l'examen des fruits, fait pendant la période de quarantaine, ne confirme pas l'existence sur eux des parasites cités audit alinéa, l'envoi sera remis à l'intéressé;

d) si, par contre, aura été constatée, dans un envoi de fruits quelconque, la présence des parasites suivants:

BACTÉRIES. — *Bacterium citri* (Hasse), Doidge (vulg. « Canker »);

CHAMPIGNONS. — *Phyllosticta solitaria* Ell. & E. (vulg. « Blotch »); *Phytophthora citrophthora* (E. & S.), Leonian (vulg. « Brown rot » et « Gummosis of Citrus »); *Thielaviopsis paradoxa* (d. Seyn.) v. Höhn. (vulg. « Blackheart » ou « Rot of pineapple »);

DIPTÈRES. — *Ceratitis capitata* (Wied.) (vulg. « Mouche de la Méditerranée »); *Anastrepha ludens* Löw. (vulg. « Mouche Mexicaine des Fruits »); *Anastrepha serpentina* (Wied.) (vulg. « Mouche noire des Fruits »); *Rhagoletis pomonella* Walsh (vulg. « Apple maggot »);

COLÉOPTÈRES. — *Anthonomus quadrigibbus* Say (vulg. « Apple curculio »); *Conotrachelus nenuphar* Herbst (vulg. « Plum curculio »); *Popillia japonica* Newm. (vulg. « Escarbot japonais »); *Pseudanthonomus crataegi* Walsh (vulg. « Apple Weevil »);

LÉPIDOPTÈRES. — *Enarmonia prunivora* Walsh (vulg. « Apple fruit miner »); *Tortrix citrana* Fern. (vulg. « Orange tortrix »); *Holcocera iceryaeella* Riley (vulg. « Orange holcocera »); *Platynota tinctana* Walk. (vulg. « Orange platynota »); *Myelois venipara* Dyar (vulg. « Arizona orange worm »); *Gymnandrosoma aurantianum* Costa Lima (vulg. « chenille de l'orange »);

le lot entier sera, au choix de l'intéressé, réexpédié ou incinéré, sans qu'une telle mesure donne droit à la moindre indemnité; en plus, les frais du transport jusqu'aux fours d'incinération seront supportés par l'importateur;

e) les fruits qui se trouveront être infectés par d'autres parasites reconnus comme dangereux, mais qui ne figurent pas dans la liste ci-dessus, seront refusés. Dans le cas de l'impossibilité de leur réexpédition, ils seront incinérés dans les conditions spécifiées à l'alinéa précédent.

f) Quant aux fruits infectés par des parasites existant déjà dans le pays et ne possédant pas le caractère nuisible de ceux mentionnés à l'alinéa d), seront concédées les marges de tolérance suivantes:

jusqu'à 5 % des pièces infectées, l'importation sera permise; si le pourcentage des pièces infectées ne dépasse pas 50 %, les fruits seront sélectionnés sous le contrôle d'un technicien de l'Inspection phytosanitaire du Port; si le pourcentage des pièces infectées dépasse 50 %, la marchandise sera refusée, au choix, pour l'intéressé, entre l'incinération ou la réexpédition;

g) l'importation des goyaves est interdite;

h) tout envoi de poires et de pommes à importer devra être transporté dans des chambres frigorifiques.

Art. 37. — L'importation de fruits frais ne pourra avoir lieu pour le moment que par les ports de Buenos-Aires, Rosario et Santa-Fé. Les envois introduits par Mendoza, La Quiaca et Posadas seront considérés comme marchandises en transit, et les wagons qui les transportent devront être plombés par les bureaux de douane respectifs dès leur entrée sur le territoire argentin. La Direction Générale des Douanes prendra les dispositions opportunes pour que ces wagons ne soient pas détournés et qu'ils arrivent à leur destination (les ports mentionnés), où seront accomplies les formalités de douane. Le nombre des ports autorisés sera accru dès qu'auront été organisés les services de quarantaine et de désinfection aux frontières.

Art. 38. — Sauf les dispositions de l'alinéa h) de l'article 36, sera autorisée l'importation de poires et de pommes provenant de Nouvelle-Zélande avec transbordement à Montevideo. L'Inspection phytosanitaire du Port sera chargée de contrôler l'arrivée audit port, dans des chambres frigorifiques, des envois de pommes et de poires de ladite provenance, en détachant à cet effet dans le port cité ci-dessus un inspecteur technique. Les frais causés à cet égard seront supportés par l'intéressé, qui les payera d'après ce qui a été établi en la matière à l'article 30 du présent règlement.

Des franchises analogues seront accordées à des fruits d'autres provenances, qui devront être examinés dans des conditions semblables.

Art. 39. — Sauf les dispositions de l'article 36, alinéa *b*), et uniquement en ce qui concerne l'obligation d'envelopper en papier chaque pièce des fruits dont il est question, seront affranchies de ladite obligation les pommes en barils de provenance nord-américaine.

Les pommes importées dans de telles conditions devront être accompagnées de deux certificats sanitaires (article 9), délivrés respectivement par l'autorité compétente de l'État d'origine et par les services techniques du Département de l'Agriculture du Gouvernement des États-Unis de l'Amérique du Nord. Les deux certificats, qui porteront le visa du Consul d'Argentine compétent, devront mentionner expressément que l'envoi auquel ils se rapportent est exempt des fléaux mentionnés à l'article 36, alinéa *d*).

De chaque envoi de pommes qui ne dépasse pas 500 barils, pourront être ouverts, aux effets de la visite douanière prescrite, jusqu'à 10 % des récipients; si une telle quantité est dépassée, il suffira d'en ouvrir 8 %. Les frais causés par la concession d'heures extraordinaires pour la visite en question seront à la charge des importateurs, et seront payés en conformité avec ce qui est prévu à l'article 29.

PRODUITS HORTICOLES FRAIS.

Art. 40. — Tout envoi importé de produits horticoles sera accompagné du certificat mentionné à l'article 9 du présent règlement. Comme il s'agit de denrées périssables, il sera accordé un délai de dix jours pour la présentation dudit document, dans des formes semblables à celles qui ont été établies à l'article 36, alinéa *a*), à l'égard des fruits frais.

Les produits horticoles frais devront être emballés dans des caisses neuves (« récipients perdus ») du type standard adopté par les pays exportateurs, et porteront des étiquettes indiquant la nature du contenu, l'espèce, le poids net, le nom du producteur et le pays d'origine.

SEMENCES DE COTONNIER.

Art. 41. — L'importation des semences de cotonnier sera soumise aux conditions suivantes:

a) chaque envoi devra être accompagné d'un certificat sanitaire d'origine indiquant, en dehors de ce qui est prescrit à l'article 8 du présent règlement, le nom de la variété de la semence, et attestant que, dans la région où celle-ci a été récoltée, il n'existe pas de charançon de la capsule (*Anthonomus grandis*);

b) l'importation de semences de cotonnier est limitée à un maximum de 10 kg. pour chaque variété, et n'aura lieu qu'en vue d'ensemencement expérimental sous le contrôle de la Commission Nationale du Coton.

c) les semences devront être propres et dépourvues de fibres adhérentes (« linter ») et arriver en boîtes de métal hermétiquement soudées. Avant de pouvoir être introduites dans le pays, elles devront subir une désinfection par le vide dans les locaux du Ministère de l'Agriculture, installés auprès de l'Inspection phytosanitaire du Port;

d) lorsque les semences à importer sont destinées à des expériences que devra faire directement la Commission Nationale du Coton, leur quantité ne sera pas limitée d'après l'alinéa b) du présent article; dans ce cas, il pourra être importé une quantité quelconque de semences, qui subiront la désinfection par le vide dans lesdits locaux;

e) dans le territoire du Chaco ne sera pas autorisée l'importation en vue d'ensemencement des semences appartenant aux espèces *Gossypium barbadense* et *Gossypium peruvianum*. Ceux qui, dans ledit territoire, désireraient importer, pour l'ensemencement, des semences des variétés à fibre longue du type « Upland » (moyen), devront demander au préalable l'avis de la Commission Nationale du Coton quant à l'opportunité d'une telle importation, et la décision finale à cet égard sera prise par le Ministère de l'Agriculture;

f) les Consuls d'Argentine accrédités à l'étranger ne viseront point les connaissements respectifs, si les intéressés ne se seront pas conformés au préalable aux dispositions de l'alinéa a) du présent article;

g) l'importation de semences de cotonnier aura lieu uniquement par le port de Buenos-Aires.

GRAINES FOURRAGÈRES.

Art. 42. — Sera interdite l'importation de graines des espèces fourragères lorsque l'analyse physico-botanique, à laquelle la Direction des Analyses et de la Classification Commerciale des Semences procédera dans chaque cas, a prouvé que ces semences ont été adultérées ou sont d'une qualité inférieure, peu indiquée pour l'ensemencement, en conformité avec les dispositions du présent règlement.

Art. 43. — L'Inspection phytosanitaire du Port fera prélever par son personnel technique, en conformité avec les dispositions du présent règlement, des échantillons des envois des semences importées, en premier lieu des espèces légumineuses et des graminées fourragères suivantes, mais aussi de toute autre espèce introduite dans ce but:

LÉGUMINEUSES. — *Anthyllis vulneraria* (vulnéraire); *Hedysarum coronarium* (sainfoin d'Espagne); *Lepedeza* sp. (trèfle du Japon); *Lotus corniculatus* (lotier corniculé); *Lotus uliginosus* (lotier); *Medicago lupulina* (lupuline); *Medicago sativa* (luzerne); *Melilotus alba* (trèfle blanc); *Melilotus alba* var. *annua* (trèfle de Huban); *Ornithopus sativus* (serradelle); *Onobrychis viciaefolia* (esparcette); *Trifolium alexandrinum* (trèfle d'Alexandrie); *Trifolium fragiferum* (trèfle fraisier); *Trifo-*

lium hybridum (trèfle hybride); *Trifolium incarnatum* (trèfle incarnat); *Trifolium pratense* (trèfle des prés); *Trifolium repens* (trèfle rampant);

GRAMINÉES. — *Agrostis alba* (agrostis blanche); *Alopecurus pratensis* (vulpin des prés); *Arrhenatherum elatius* (fromental); *Avena* sp. (avoine); *Bromus inermis* (brome inerme); *Bromus unioloides* (brome de Schrader); *Chloris gayana* (herbe de Rhodes); *Cynosurus cristatus* (cretelle des prés); *Dactylis glomerata* (dactyle pelotonné); *Eragrostis abyssinica* (teff), *Festuca pratensis* (fétuque des prés); *Festuca ovina* (fétuque ovine); *Festuca rubra* (fétuque rouge); *Hordeum vulgare* (orge fourragère); *Lolium perenne* (ray-grass d'Angleterre); *Phleum pratense* (fléole); *Poa pratensis* (paturin des prés); *Poa trivialis* (paturin commun); *Secale cereale* (seigle centenin); *Setaria italica* (moha); *Sorghum vulgare* var. *saccharatum* (sorgho sucré); *Sorghum vulgare* var. *sudanense* (sorgho du Soudan).

Art. 44. Les semences des plantes légumineuses seront analysées quant à leur valeur effective, pour la culture et l'usage et quant au contenu en semences étrangères, et sera refusé tout envoi qui aura été trouvé dans les conditions suivantes:

a) quand la valeur culturale de la semence de luzerne est inférieure à 85 %, avec un taux de pureté de 98 %;

b) quand les semences du trèfle blanc, du trèfle des prés, du trèfle incarnat, du trèfle hybride, du trèfle fraisier, du trèfle d'Alexandrie, du trèfle du Japon, de la lupuline, du sainfoin d'Espagne, et de l'anthyllide vulnéraire ont une valeur culturale inférieure à 75 %;

c) quand la valeur culturale des semences du trèfle blanc, du trèfle de Huban et de la serradelle est inférieure à 70 %;

d) quand la valeur culturale des semences du lotier corniculé, du lotier et de l'esparcette est inférieure à 60 %;

e) quand les semences des plantes légumineuses contiennent plus de cinq graines de cuscute, de n'importe quelle espèce, par kilogramme de semences;

f) quand les semences des plantes légumineuses contiennent plus d'un demi-pour cent ($\frac{1}{2}$ %), en poids, de semences de mauvaises herbes, étant réputées telles toutes celles appartenant aux espèces de plantes non cultivées;

g) quand il est démontré que les semences ont subi des procédés physiques ou chimiques en vue de modifier leur aspect et constitution.

Art. 45. — Quant aux semences de graminées fourragères, il sera déterminé leur pouvoir germinatif et leur contenu en semences étrangères, et seront refusées celles qui auront été trouvées dans les conditions suivantes.

1^o) Quant au pouvoir germinatif:

a) quand les semences de l'avoine, de l'orge, du seigle, de la fléole des prés et du teff ont un pouvoir germinatif inférieur à 80 %;

b) quand les semences du brome de Schrader, du dactyle pelotonné, de la fétuque des prés, de l'agrostis blanche, du « Ray-grass » d'Angleterre, du millet, du moha, du sorgho sucré et du sorgho du Soudan ont un pouvoir germinatif inférieur à 70 %;

c) quand les semences du fromental, du brome inerme, de la cretelle des prés, de la fétuque ovine, de la « mata douce » et du paturin commun ont un pouvoir germinatif inférieur à 60 %;

d) quand les semences de vulpin des prés, de la fétuque rouge et du paturin des prés ont un pouvoir germinatif inférieur à 50 %;

e) quand l'herbe de Rhodes contient moins de 500.000 germes par kilogramme de semences.

2) Quant au contenu en semences étrangères:

f) quand les semences des graminées contiennent plus de 1 % en poids de semences de mauvaises herbes;

g) quand lesdites semences contiennent plus de 5 % en poids d'autres espèces de plantes cultivées; partant ne sera pas permise l'importation de mélanges spéciaux de semences, soit fourragères soit de gazon;

h) seront exempts des dispositions du précédent alinéa les mélanges de *Lolium perenne* avec *Lolium italicum* et ceux des différentes espèces du genre *Poa* entre elles.

Art. 46. — Est interdite l'importation des semences de *Sorghum halepense* (sorgho d'Alep) ainsi que de toutes autres semences qui les contiendraient.

Art. 47. — Aucun envoi de semences de luzerne ne pourra être importé sans qu'au moins 5 % du contenu de chaque récipient n'ait été teint d'après les modalités suivantes:

a) les semences provenant d'Europe, moyennant une solution alcoolique de violette-cristal à 1,5 %;

b) les semences provenant d'autres pays ou régions seront teintées en vert-malachite à 1 %;

c) les matières colorantes, qui pourront être celles indiquées ci-dessus ou d'autres qui produisent des teintes égales, seront appliquées de façon que les semences teintées soient uniformément distribuées dans tout le récipient.

Art. 48. — Tout prélèvement pour analyse, fait en conformité avec les dispositions du présent règlement, ne pourra représenter, au total, plus de cent sacs ou récipients de la même marque, et aura lieu en prélevant des échantillons au détail dans la proportion suivante des récipients:

a) quand le chargement consiste en un seul lot jusqu'à vingt récipients, ou moins, on prélèvera des échantillons de chacun d'eux pour en constituer un échantillon d'ensemble;

b) quand les chargements consistent en un lot de plus de vingt et de moins de cent récipients, on prélèvera des échantillons sur 50 % des sacs ou récipients;

c) lorsqu'un envoi dépasse la quantité indiquée au précédent alinéa, on en constituera des lots de cent récipients chacun, lots qui devront être marqués de façon à permettre leur identification, et les échantillons seront prélevés en conformité de ce qui est déterminé audit alinéa.

Art. 49. — Après avoir reçu les échantillons et terminé leur analyse, la Direction des Analyses et de la Classification Commerciale des Semences remettra dans le plus bref délai et directement à l'Inspection phytosanitaire du Port le certificat d'analyse indiquant les résultats obtenus et spécifiant si l'importation de l'envoi pourra être autorisée, ou non.

Art. 50. — Lorsque les certificats des analyses faites spécifient que les envois de semences auxquels ils se rapportent ne peuvent être importés, vu qu'ils ne remplissent pas les conditions déterminées dans le présent règlement, l'importateur ou son représentant dûment autorisé pourra opter pour l'un quelconque des procédés suivants:

a) réexpédition de la marchandise, sans droit à aucune indemnité de la part du fisc, et aux frais de l'intéressé;

b) incinération de l'envoi, sans droit à aucune indemnité, comme dans le cas précédent, les frais de la garde et du transport de la marchandise jusqu'aux fours d'incinération étant à la charge de l'intéressé;

c) essai de nettoyage (quant à la cuscute) ou de ventilation dans un établissement autorisé par le Ministre de l'Agriculture. Dans ce cas, l'importation pourra avoir lieu uniquement par le port de Buenos-Aires. Si l'importateur opte pour ce dernier procédé, l'Inspection phytosanitaire du Port lui délivrera un certificat d'importation *conditionnelle* pour la douane, et la marchandise devra être déposée dans le local où aura lieu le nettoyage ou la ventilation, opération qui sera contrôlée par un technicien de ladite Inspection.

Si, après l'application des procédés de nettoyage ou de ventilation, la marchandise se trouve comprise dans les limites de tolérance fixées par le présent règlement, l'Inspection phytosanitaire du Port permettra l'importation définitive de l'envoi, en délivrant à l'établissement autorisé, pour sa décharge, un ordre de délivrance. Pareillement, l'importation définitive du produit sera communiquée à la douane. Enfin, on notera dans le dossier relatif tous les documents produits ainsi que toutes les opérations et analyses accomplies, avec les résultats obtenus.

Dans les cas où les essais de nettoyage n'auront pas donné les résultats requis, l'Inspection phytosanitaire du Port le communiquera à l'intéressé, et celui-ci devra opter entre la réexpédition de l'envoi (déchets compris) et son incinération. L'un ou l'autre de ces procédés

devra être exécuté dans les dix jours à compter de la notification, sous le contrôle des autorités douanières. Si ce délai est écoulé sans que l'intéressé ait eu recours à aucune des modalités indiquées, ce dernier sera réputé avoir fait abandon de ses droits, et l'Inspection phytosanitaire du Port procédera, après procès-verbal, à l'incinération de l'envoi en conformité de ce qui est dit à l'alinéa b) du présent article. Tous les procédés employés doivent être constatés dans le dossier respectif.

Art. 51. — Si le propriétaire des semences ou son représentant ne sont pas d'accord sur les résultats obtenus par l'analyse avant l'importation de la marchandise, ils pourront demander, sur papier dûment timbré, un nouvel examen de celle-ci. Si le recours en question est accueilli par le chef de l'Inspection phytosanitaire du Port, on prélèvera d'autres échantillons, d'après les modalités indiquées à l'article 48, et ces échantillons seront scellés, cachetés et signés par le technicien de ladite Inspection et par l'intéressé ou son représentant. A cette seconde analyse pourra assister un technicien désigné par l'intéressé. Les résultats obtenus ne seront plus susceptibles d'appel.

SEMENCES DE PRODUITS HORTICOLES ET DE LÉGUMES.

Art. 52. — Est interdite l'importation des espèces de semences de plantes horticoles et de légumes spécifiées ci-dessous lorsque l'analyse physico-botanique, faite dans chaque cas, a prouvé qu'elles ne répondent pas aux conditions suivantes.

1) Pureté:

a) les semences d'*Allium cepa* (oignon), *Allium porrum* (poireau), *Anethum graveolens* (anis), *Apium graveolens* (céleri), *Asparagus officinalis* (asperge), *Beta vulgaris* varr. (bette ou poirée), *Brassica* spp. (chou-cabus, chou-fleur, navet, etc.), *Cucumis* spp. (melon et concombre), *Cucurbita* spp. (courge et pastèque), *Cicer arietinum* (pois chiches), *Cynara* spp. (artichaut et cardon), *Capsicum annuum* (piment), *Foeniculum officinale* (fenouil), *Lactuca sativa* (laitue), *Lens esculenta* (lentille), *Nasturtium* spp. (cresson), *Petroselinum sativum* (persil), *Phaseolus vulgaris* (haricot), *Pisum sativum* (pois), *Raphanus sativus* (radis), *Solanum lycopersicum* (tomate), *Solanum melongena* (aubergine), *Spinacia oleracea* (épinard), *Scorzonera hispanica* (scorso-nère) *Tragopogon porrifolius* (salsifis), *Zea mays* var. *saccharata* (maïs sucré), lorsqu'ils n'arrivent pas à 95 % comme minimum;

b) les semences de *Cichorium* spp. (chicorée et scarole) et *Daucus carota* (carotte), lorsqu'elles n'arrivent pas à 90 % comme minimum.

2) Pouvoir germinatif:

c) *Brassica* spp. (chou cabus, chou-fleur, navet, etc), *Cicer arietinum* (pois chiches), *Lens esculenta* (lentille), *Phaseolus vulgaris*

(haricot), *Pisum sativum* (pois), *Vicia faba* (fève), *Zea mays* var. *saccharata* (maïs sucré), lorsqu'il est inférieur à 80 %;

d) *Beta vulgaris* (bette ou poirée), *Cucumis* spp. (melon et concombre), *Lactuca sativa* (laitue), *Nasturtium* spp. (cresson), *Raphanus sativus* (radis), *Solanum lycopersicum* et *Solanum melongena* (tomate et aubergine), lorsqu'il est inférieur à 70 %.

e) *Allium cepa* (oignon), *Allium porrum* (poireau), *Anethum graveolens* (anis), *Apium graveolens* (céleri), *Asparagus officinalis* (asperge), *Cucurbita* spp. (courge et pastèque), *Cynara* spp. (artichaut et cardon), *Capsicum annum* (piment), *Cichorium* spp. (chicorée et scarole), *Daucus carota* (carotte), *Foeniculum officinale* (fenouil), *Petroselinum sativum* (persil), *Spinacia oleracea* (épinard), *Scorzonera hispanica* (scorsonère), *Tragopogon porrifolius* (salsifis) lorsqu'il est inférieur à 55 %.

3°) Contenu en semences étrangères:

f) dans les semences des espèces mentionnées aux alinéas précédents du présent article il ne sera toléré, au maximum, en tout que 3 %, en poids, de semences étrangères, qu'elles soient de plantes cultivées ou de mauvaises herbes.

Art. 53. — Pour l'analyse dont il est question au précédent article il sera versé, dans chaque cas, trois pesos. Lorsque les semences indiquées à l'article 52 sont importées pour une quantité ne dépassant pas 500 grammes pour chaque espèce, elles seront exemptes de l'analyse prescrite.

SEMENCES DE MAÏS ET DE SORGHO.

Art. 54. — L'importation des semences de maïs et de sorgho (excepté celui d'Alep) ne sera autorisée qu'à condition qu'elles arrivent libres de tout déchet végétal. Si cette condition n'est pas remplie, il sera procédé à leur désinfection par l'acide cyanhydrique, le sulfure de carbone ou autres substances semblables; l'opération relative aura lieu sous vide, et, quant aux doses et au temps d'exposition, selon les règles édictées en la matière par l'Inspection phytosanitaire du Port.

Est interdite l'importation tant des plantes de maïs ou de leurs parties à l'état d'épi, de rafle, de tige, de feuilles, etc., que de paille de sorgho à destination d'usage industriel ou en qualité de matière première à utiliser pour l'emballage de machines agricoles ou d'autres articles.

POMMES DE TERRE DE SEMENCES ET DE CONSOMMATION.

Art. 55. — Tout envoi de pommes de terre introduit dans le pays soit pour l'ensemencement soit pour la consommation devra, en dehors des conditions générales établies dans le présent règlement, être

accompagné des certificats sanitaires d'origine et d'embarquement dont il est question aux articles 8 et 9 du même règlement.

Art. 56. — Le certificat sanitaire d'origine devra spécifier, en plus de ce qui est prescrit à l'article 8, que les cultures d'où proviennent les tubercules et leur voisinage immédiat jusqu'à une distance de 500 mètres sont exemptes de *Synchytrium endobioticum* (Schilb.) Perc., *Spongospora subterranea* (Wallr.) John., *Phthorimaea operculella* (Zell.), *Leptinotarsa decemlineata* (Say.) et de maladies à virus.

Art. 57. — Les tubercules destinés à l'ensemencement devront remplir les conditions suivantes:

a) ne sera autorisée que l'importation de pommes de terre de semence *certifiées* provenant soit de cultures enregistrées par les services spéciaux de contrôle de semences de pommes de terre, soumises à des règlements déterminés et inspectés périodiquement par les services mentionnés dépendant des Gouvernements nationaux ou des Etats, soit de stations expérimentales officielles du pays d'origine;

b) les pommes de terre doivent arriver dans un état de propreté parfaite, emballées en caisses ou en barils. Chaque récipient devra être muni d'une étiquette fixe contenant le certificat délivré par l'administration compétente et indiquant, outre le nom de la variété, le numéro du certificat sanitaire dont il est question à l'article 8 du présent règlement;

c) le poids minimum de chaque tubercule sera de 30 grammes, avec une marge de tolérance jusqu'à 5 % en poids, de tubercules plus petits;

d) en ce qui concerne les maladies superficielles, telles que la gale commune (*Actinomyces scabies* (Thaxter), Güssow), la variole (*Rhizoctonia solani* Kühn) et la gale argentée (*Spondylocladium atrovirens* Harz.) ou bien des maladies physiologiques, sera admise une tolérance maximum, au total, jusqu'à 5 %, en poids, de tubercules infectés. Dans les maladies à « virus », il n'y aura lieu à aucune tolérance, de même qu'en ce qui concerne toute maladie n'existant pas à l'intérieur du pays;

e) tout envoi de pommes de terre destinées à l'ensemencement dans lequel auront été constatées des maladies dans une proportion supérieure à celles qui sont admises par les pourcentages de tolérance indiqués à l'alinéa d) sera absolument refusé, et son importation ne pourra pas être autorisée, même pour la consommation.

Art. 58. — Les tubercules des pommes de terre destinées à la consommation devront remplir les conditions suivantes:

a) ils devront arriver emballés, et chaque récipient devra porter, en caractères bien visibles, l'inscription imprimée « pommes de terre pour consommation » ainsi que le nom de la variété à laquelle ils appartiennent;

b) le poids des tubercules ne pourra être inférieur à 50 grammes, avec une marge de tolérance jusqu'à 5 %, en poids, des tubercules plus petits;

c) les envois ne devront contenir aucune pomme de terre avec protubérance, creuse, perforée, crevassée, coupée, broyée, pourrie, gelée, ayant germé, à bourgeon sec, etc. Il sera admis, quant à ces défauts, une marge de tolérance jusqu'à 5 %, en poids, en tout.

d) quant aux pommes de terre infectées par des parasites bénins, tels que la gale commune (*Actinomyces scabies* Thaxter-Güssow), la variole (*Rhizoctonia solani* Kühn) et la gale argentée (*Spondylocladium atrovirens* Harz), il sera admis jusqu'à 10 %, en poids, de tubercules atteints;

e) le maximum total des tolérances, à l'égard des maladies, lésions et défauts indiqués aux alinéas précédents ne pourra, pour un envoi, dépasser 10 % du poids total de celui-ci.

Art. 59. — L'importation de pommes de terre, destinées tant à l'ensemencement qu'à la consommation, aura lieu par le port de Buenos-Aires.

VIGNES.

Art. 60. — L'importation de vignes ou parties de vignes sera subordonnée aux conditions suivantes;

a) ne sera autorisée l'introduction que d'espèces américaines ou hybrides de celles-ci, avec ou sans greffe, et la documentation relative devra être munie d'un certificat d'authenticité d'espèce, délivré par l'autorité compétente du pays d'origine du produit;

b) sera autorisée l'importation de sarments de *Vitis vinifera* (variétés européennes), lorsque ceux-ci seront destinés exclusivement au greffage sur des 'pieds américains ou hybrides. Cette opération aura lieu sous le contrôle du Ministère de l'Agriculture, et l'importateur devra présenter à cet effet une demande indiquant la localité où le greffage aura lieu;

c) avant d'être introduites dans le pays, toutes les plantes de vignes ou leurs parties seront désinfectées par le vide dans les locaux de l'Inspection phytosanitaire du Port destinés à cet usage;

d) le seul port autorisé pour l'introduction de plantes de vignes ou de leurs parties sera celui de Buenos-Aires.

MATÉ.

Art. 61. — L'importation du maté aura lieu par les ports de Buenos-Aires, Rosario, Santa-Fé, Corrientes, Formosa, Posadas, Paso de los Livres et Bahia-Blanca.

Art. 62. — Les personnes intéressées à l'introduction du maté devront présenter au préalable la demande dont il est question à l'article 3 du présent règlement, spécifiant en plus s'il s'agit de maté simplement préparé (séché et ventilé: « canchado ») ou moulu. Le produit en question sera exempt de la présentation du certificat sanitaire d'origine.

Art. 63. — Sera réputé du maté le produit composé exclusivement de feuilles de l'*Ilex paraguayensis* St. Hil. (*Aquifoliaceae*), séchées, légèrement grillées, brisées ou grossièrement pulvérisées, parfois avec des bouts de branches sèches jeunes, pétioles ou pédoncules floraux. A cet effet, toutes les herbes de maté seront soumises, à l'analyse, à l'essai micrographique d'après la méthode préconisée par le professeur Augusto C. Scala (*Annales de l'Association Chimique Argentine*, volume IX, p. 192 et s.) ou d'après tout autre procédé reconnu efficace.

Art. 64. — Seront réputés impropres à l'importation les maté simplement préparés (« canchados ») qui présenteront les caractéristiques suivantes:

a) quand ils contiennent plus de 11 % d'humidité, ne sont pas en bon état de conservation, ou contiennent des substances nuisibles ou étrangères;

b) quand ils contiennent plus de 9 % de cendres totales;

c) quand ils contiennent plus de 1,5 % de cendres solubles dans de l'acide chlorhydrique à 10 %;

d) quand ils contiennent plus de 20 % de brindilles; et seront considérées comme telles toutes celles qui seront restées sur un tamis dont les trous auront une ouverture de 2,5 millimètres de largeur et au moins 70 millimètres de longueur.

Art. 65. — Pour être réputés tels et aptes à être transformés, partant susceptibles d'être importés, les maté simplement préparés (« canchados ») devront laisser sur le tamis n° 12 (4.3 mailles par centimètre linéaire) un résidu supérieur à 40 %, exempt de brindilles, à condition que ce résidu soit composé d'une proportion plus grande de débris de feuilles d'une grandeur permettant d'en reconnaître la forme; ensuite ils ne devront point donner plus de 10 % de poussière susceptible de passer par le tamis N° 40 (16 mailles par centimètre linéaire). Dans le cas contraire, le maté sera classifié comme transformé, pourvu qu'il remplisse les conditions demandées pour ce dernier en ce qui concerne l'aptitude à la consommation.

Art. 66. — Seront classifiés comme impropres à la consommation les maté transformés qui présenteront les caractéristiques suivantes:

a) quand ils contiennent plus de 11 % d'humidité, ne sont pas en bon état de conservation, ou contiennent des substances nuisibles ou étrangères;

b) quand ils contiennent plus de 9 % de cendres totales;

c) quand ils contiennent plus de 1,5 % de cendres solubles dans de l'acide chlorhydrique à 10 %;

d) quand ils contiennent plus de 20 % de brindilles; et seront considérées comme telles toutes celles qui seront restées sur un tamis dont les trous auront une ouverture de 2,5 millimètres de largeur et au moins 70 millimètres de longueur;

e) quand ils contiennent plus de 2 % de brindilles moulues, révélées par des méthodes micrographiques.

Art. 67. — Le Ministère de l'Agriculture fera prélever, par l'entremise du personnel de la Direction de la Santé Végétale, dans les ports autorisés, des échantillons sur les envois de maté importés, en conformité avec les dispositions y relatives des articles 68 et 69.

Art. 68. — Quant au prélèvement d'échantillons, on procédera d'après les modalités suivantes:

a) lorsqu'il s'agit de maté simplement préparé (« canchado »), le prélèvement d'échantillons aura lieu, au minimum, sur deux sacs ou barils, si l'envoi ne dépasse pas 50 colis; sur trois, s'il est de 51 à 100 colis; sur cinq, s'il compte de 101 à 250 colis; et sur dix, s'il dépasse 250 colis. Avant le prélèvement, on numérotera les colis à examiner;

b) si, dans le même envoi, il existe des récipients de différentes catégories et grandeurs, le prélèvement d'échantillons aura lieu sur chaque catégorie et grandeur de ceux-ci, dans la proportion qui résultera de l'application du précédent alinéa;

c) si, au moment du prélèvement, on constate qu'une partie de l'envoi se trouve dans un état de conservation différent, ou que certains colis présentent extérieurement un aspect différent du reste, ou que l'étiquetage de ces colis offre des caractéristiques les distinguant du reste de l'envoi, le prélèvement aura lieu sur chacune des parties distinctes;

d) les récipients devront être ouverts de manière à permettre l'égalisation de leur contenu. Cette opération sera faite de façon que les branches et les fragments plus grands soient distribués uniformément. Avec les parties ainsi égalisées du contenu de chaque récipient on constituera un échantillon commun d'au moins 2,5 kg., qui sera partagé en deux parties égales; celles-ci seront renfermées dans des récipients appropriés à parois rigides, de façon à sauvegarder dans les deux récipients l'uniformité des échantillons.

Art. 69. — Lorsqu'il s'agit de maté transformé, les proportions des récipients à ouvrir pour le prélèvement nécessaire seront de deux sacs ou barils, si l'envoi ne dépasse pas 200 colis; de trois, s'il compte de 201 à 500 colis; et de cinq, s'il dépasse 500 colis. Les précautions à prendre à l'égard des échantillons à prélever seront les mêmes que dans le cas du maté simplement préparé (« canchado »).

Art. 70. — Les échantillons en question devront être scellés, cachetés et signés en présence de l'intéressé ou de son représentant, lequel devra aussi signer, en double exemplaire, le procès-verbal constatant la qualité et la région de provenance du produit, la quantité en kilogrammes, les types des récipients et leur marque, d'accord avec la déclaration contenue dans le connaissement ou dans la copie de la facture puis le nom et le domicile du destinataire.

Un des échantillons, accompagné de l'original du procès-verbal, devra être immédiatement remis au Laboratoire Chimique National compétent, tandis que l'autre, avec la copie du procès-verbal, sera conservé à l'Inspection phytosanitaire du Port en vue de l'éventualité d'une seconde analyse ou d'autres vérifications qui pourraient se rendre nécessaires en cas de doute ou de contestation, et sur demande soit de l'intéressé soit de la douane.

Art. 71. — Si l'analyse de l'original et de l'autre échantillon n'a pas donné de résultat conforme à la classification prescrite et si l'intéressé le demande, on prélèvera de nouveaux échantillons. Cette opération aura lieu en présence d'un technicien désigné par le Laboratoire Chimique National, d'un inspecteur du Ministère de l'Agriculture et de l'intéressé lui-même ou de son représentant. Dans ce cas, les échantillons seront prélevés tant sur les récipients qui avaient été utilisés antérieurement que sur d'autres, et seront d'un nombre au moins égal que l'autre fois; en outre, on observera des précautions et mesures identiques à celles qui furent prises à l'occasion du premier prélèvement.

Si une troisième analyse a lieu, l'intéressé ou son représentant pourront désigner, pour y assister, un chimiste diplômé d'une Université nationale, et ce dernier pourra aussi être présent au prélèvement d'échantillons dont il est question à l'alinéa précédent.

VÉGÉTAUX EN TRANSIT.

Art. 72. — Aux effets de l'accomplissement de la loi n° 4084 et de l'application du présent règlement, seront réputés végétaux en transit ceux qui, pour arriver à destination, doivent traverser une partie du territoire argentin, avant d'entrer sous la juridiction d'un autre pays.

Seront pareillement considérés, aux effets indiqués ci-dessus, comme végétaux en transit tous ceux qui, étant arrivés sur notre territoire, se trouvent entreposés sous le contrôle douanier, tant que n'a pas été encore réglée leur importation.

Art. 73. — Les végétaux en transit seront examinés *d'office* (contrôle qui ne sera pas subordonné aux conditions déterminées aux articles 1 à 7 du présent règlement) au seul effet de constater s'ils ne

sont pas atteints de parasites dangereux dont la propagation pourrait avoir lieu dans la région de notre pays qu'ils auraient à traverser sur leur parcours. Une fois faite cette constatation, les bureaux de douane plomberont les wagons qui contiennent ces marchandises, en prenant les mesures nécessaires pour assurer l'arrivée du produit jusqu'à la limite de la juridiction argentine ou bien jusqu'à un magasin d'État de la zone douanière, s'il s'agit de marchandises dont il est question dans la dernière partie de l'art. 72.

Art. 74. — Aucun végétal en transit ne pourra être soumis aux procédés de sélection, de nettoyage ou de désinfection; et, s'il était nécessaire d'avoir, dans son cas, recours à de tels procédés, il sera indispensable de nationaliser au préalable le produit, pour régler ensuite son importation en conformité avec les dispositions du présent règlement.

Si, après avoir nationalisé la marchandise, on constate l'existence de végétaux dont l'importation est interdite, on fixera à l'intéressé un délai de 48 heures pour opter entre la réexpédition et l'incinération des produits; ces mesures devront être accomplies dans les trois jours qui suivront l'opération. Si, passé ce délai, l'intéressé n'a pas exécuté le procédé choisi, il sera procédé en conformité avec les dispositions de l'article 50, alinéa b).

AUTORISATION OFFICIELLE D'ÉTABLISSEMENTS.

Art. 75-84. —

DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 85. — Seront provisoirement exempts de la visite sanitaire établie à l'alinéa a) de l'article 1^{er} du présent règlement et des droits mentionnés à l'article 18 du même règlement le tabac et le maté destinés à la transformation ou à la consommation ainsi que le thé et le bois de construction.

Art. 86. — Le Ministère de l'Agriculture est autorisé à résoudre les cas ayant rapport avec le présent règlement et qui n'y ont pas été prévus.

Art. 87. — Les seules dispositions réglementaires de la loi n° 4084 seront celles établies au présent règlement, lequel entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1936. Toute autre disposition est abrogée.

Art. 88. — Le Département de l'Agriculture fera imprimer en brochures le texte du règlement d'application la loi n° 4084, et des exemplaires de celui-ci seront distribués, par l'entremise du Ministère des Affaires Étrangères et du Culte, aux consulats d'Argentine ainsi qu'aux représentants diplomatiques étrangers accrédités auprès de la République.

Art. 89. — Le présent décret sera contresigné par MM. les Ministres de l'Agriculture, des Finances et des Affaires Étrangères et du Culte.

Art. 90. — Il sera communiqué, publié et passé aux Archives Nationales.

Autriche (*Confédération*). — L. fédérale n. 234 visant la lutte contre la gale noire de la pomme de terre. — BGbl., 57. Stück (18 juillet 1936).

Art. 1^{er}. — (1) En vue de pouvoir constater et, le cas échéant, combattre la gale noire des pommes de terre (*Synchytrium endobioticum*), les terrains cultivés en pommes de terre et les stocks de pommes de terre seront assujettis à un contrôle.

(2) Seront chargés de ce contrôle:

a) les Gouvernements des Pays confédérés et les autorités administratives des districts;

b) les fonctionnaires techniques des Pays confédérés et les techniciens des Chambres d'agriculture ou autres, expressément désignés par le Gouverneur (*Landeshauptmann*) du Pays respectif. (A moins d'avoir déjà été assermentés en leur qualité de fonctionnaires publics chargés de recherches et d'expertises dans le domaine de la protection des plantes, ces techniciens devront, dès leur nomination, s'engager par écrit envers le Gouverneur du Pays à procéder consciencieusement à toutes les recherches, à rédiger de leur mieux leurs expertises et rapports et à remplir leurs devoirs en toute impartialité);

c) l'Institut Fédéral pour la protection des plantes de Vienne et l'Institut Fédéral pour la culture des plantes et le contrôle des semences de Vienne sur tout le territoire de la Confédération, et l'Institut Fédéral pour les expériences agricoles et chimiques de Linz en Haute-Autriche.

(3) En déclinant leur qualité, les agents de contrôle auront, en tout temps, accès aux champs, jardins, silos, magasins, bureaux, moyens de transport, etc. Autant qu'il sera nécessaire pour le succès des recherches, ils pourront prélever, sans frais, des échantillons de plantes de pommes de terre, et spécialement de tubercules, dont ils délivreront, sur demande, un reçu aux intéressés. Les restrictions prévues aux articles 8, 10 et 13 ne seront pas applicables à de tels échantillons.

(4) Quiconque cultive, ou conserve, des pommes de terre sera tenu de fournir en tout temps auxdits autorités, instituts et agents de contrôle des renseignements exacts sur la provenance des pommes de terre et leur vente ou livraison ainsi que sur toute autre circonstance concernant l'apparition de la gale noire.

Art. 2. — Il est interdit de mettre dans le commerce d'une manière quelconque des plantes de pomme de terre, tubercules ou autres parties de ces plantes qui sont atteintes de la gale noire, ou montrent des symptômes — tels que des protubérances crevassées ayant l'apparence de choux-fleurs, de couleur blanchâtre à brun foncé — qui permettent de croire à l'existence de celle-ci ou donnent simplement lieu à des soupçons à ce sujet.

Art. 3. — (1) Quiconque aura noté sur des plantes de pomme de terre, ou sur des pommes de terre récoltées, des résidus de récolte ou des stocks de pommes de terre, de sa propriété ou confiés à sa garde, la présence de la gale noire ou des symptômes mentionnés au précédent article, sera tenu de dénoncer immédiatement le fait à l'administration communale compétente.

(2) La même obligation incombe aux agents de contrôle mentionnés à l'article 1^{er} de la présente loi, aux gardes-champêtres, aux agents affectés à la surveillance des marchés et aux services de l'alimentation, aux techniciens des coopératives, associations, corporations et instituts agricoles (et horticoles), aux agents des instituts scientifiques spécialisés, au personnel enseignant des écoles d'agriculture et aux instituteurs agricoles ambulants.

(3) L'administration communale sera tenue de communiquer immédiatement au Gouvernement du Pays confédéré et à l'Institut Fédéral pour la protection des plantes de Vienne toute dénonciation semblable et tout cas de gale noire ou de simple soupçon de gale noire dont elle aura eu connaissance d'une autre manière et de remettre audit institut un échantillon des plantes, ou des parties de plantes, suspectes.

Art. 4. — (1) Si le soupçon n'est pas confirmé, l'Institut Fédéral pour la protection des plantes en informera immédiatement le Gouvernement du Pays confédéré et l'administration communale, laquelle à son tour le communiquera sans retard au propriétaire, ou au gardien, des plantes ou des tubercules de pomme de terre.

(2) Si par contre la présence de la gale a été constatée à l'examen, l'Institut Fédéral pour la protection des plantes devra en informer immédiatement le Gouvernement du Pays confédéré, lequel chargera un technicien de la branche, assisté de représentants de l'administration communale, de la Chambre d'Agriculture de l'arrondissement (Chambre des paysans du district, coopérative professionnelle agricole et forestière), de procéder à une enquête locale en vue de constater l'extension du foyer de l'infection, son intensité et les autres circonstances essentielles du cas.

(3) L'agent chargé de l'enquête aura le droit d'étendre ses investigations, s'il le faut, au territoire des communes voisines.

Art. 5 — (1) Dans tout cas où la présence de la gale noire ne lui semble pas douteuse, l'agent chargé de l'enquête déclarera, au nom du Gouverneur du Pays, infectés de gale noire, selon les cas, le champ d'où proviennent les pommes de terre ou sous lequel elles sont conservées en silo (en indiquant, autant que possible, la commune du cadastre et le numéro du terrain) ou le local où elles sont gardées (en indiquant, autant que possible, la commune du cadastre et le numéro de l'immeuble) ainsi que l'exploitation à laquelle appartient le champ ou le magasin infecté. Toute déclaration de ce genre devra être rédigée par écrit sur le champ et remise aussitôt, contre reçu, au propriétaire (ou au gardien) des pommes de terre, au propriétaire (fermier, usufruitier) du terrain ou au propriétaire (locataire, usufruitier) de l'immeuble dans lequel est situé le magasin, ou bien signifiée immédiatement, contre reçu, par l'entremise de l'administration communale. En tout cas ladite déclaration devra être notifiée à cette dernière.

(2) Dès la signification de ladite déclaration deviendront applicables, à l'égard des pommes de terre, du terrain ou du magasin, les dispositions des articles 8 à 12 de la présente loi. La déclaration devra expressément mentionner cette circonstance ainsi que les dispositions du paragraphe suivant.

(3) Si la présence de la gale noire n'a pas été confirmée par l'examen d'un échantillon de la part de l'Institut Fédéral pour la protection des plantes, toute personne lésée aura le droit de demander que la première constatation soit soumise à un nouvel examen. Toutefois, nul n'aura le droit de demander à ce titre des dommages-intérêts. D'autre part, une demande semblable n'aura point l'effet de suspendre l'application immédiate des articles 8 à 12 de la présente loi.

Art. 6. — (1) Dans les cas où l'agent chargé de l'enquête n'aura pu constater avec toute certitude la présence de la gale noire, il devra prononcer, au nom du Gouverneur du Pays, l'isolement des pommes de terre. En ce qui concerne le mode de rédiger la déclaration relative, la signification de celle-ci aux intéressés et sa notification à l'administration communale, seront applicables les dispositions de l'article 5, paragraphe 1^{er}. L'agent chargé de l'enquête devra remettre immédiatement des échantillons des plantes de pomme de terre suspectes à l'Institut Fédéral pour la Protection des Plantes. Celui-ci communiquera le résultat de son examen au Gouverneur du Pays, lequel, en conséquence, annulera la mesure concernant l'isolement des pommes de terre ou prendra des mesures ultérieures d'après l'article 5 de la présente loi.

(2) Depuis la signification de la déclaration relative jusqu'à la décision du Gouverneur, les pommes de terre isolées resteront soumises aux mêmes prescriptions que celles qui sont reconnues infectées (articles 9 à 11 de la présente loi).

Art. 7 — (1) Au cours de l'enquête locale, l'agent qui en est chargé devra constater en plus, dans la mesure du possible:

- a) de quelles sortes de pommes de terre il s'agit;
- b) quand, où et par qui ont été acquises les semences ayant propagé l'infection;
- c) si et, le cas échéant, à qui et en quelles quantités ont déjà été livrées des pommes de terre de telle provenance; et
- d) de quelle manière pourront être utilisées sans danger les pommes de terre infectées de gale noire à l'intérieur de l'exploitation infectée ou au dehors.

(2) Dans les communes rurales, l'agent chargé de l'enquête fera porter à la connaissance du public, par les soins de l'administration communale et dans les formes usitées, les noms des exploitations infectées.

(3) Son enquête terminée, l'agent qui en était chargé remettra tout le matériel recueilli au Gouvernement du Pays confédéré et présentera en même temps un rapport ci-dessus à l'Institut Fédéral pour la protection des plantes.

(4) Si les résultats de l'enquête laissent croire que la gale noire a pénétré dans un autre Pays confédéré, ou bien qu'elle a été introduite d'un autre Pays confédéré, le Gouvernement du Pays devra en donner avis à l'autre Gouvernement intéressé.

Art. 8. — Les pommes de terre atteintes de gale noire, ou celles qui présentent des symptômes de cette maladie, ne pourront sortir de l'exploitation où elles se trouvent (art. 2), mais pourront y être utilisées comme fourrage, après avoir été cuites à l'étuve ou bouillies, ou bien recueillies et brûlées, ainsi que leur déchets et les résidus de la récolte.

Art. 9. — (1) Toutes pommes de terre provenant d'un champ (ou jardin) ou d'un local infecté, ou ayant eu un contact quelconque avec des pommes de terre malades de gale noire, mais qui ne présentent point de symptômes de celle-ci, ou même appartiennent à une variété résistante à ladite gale, seront toutefois considérées comme infectées.

(2) Les pommes de terre infectées de toute espèce, avec leurs déchets crus, devront être tenues loin des tas de fumier ou de compost et des fosses de purin, et ne pourront être déposées dans des silos souterrains, ni emmagasinées, que dans des terrains infectés.

Art. 10. — (1) Des pommes de terre de toute espèce, infectées de gale noire, se trouvant hors d'un territoire interdit (art. 13), et des pommes de terre des variétés non résistantes à la gale noire en tout lieu, ne pourront être:

- a) plantées pour semences;
- b) utilisées, cuites à l'étuve ou bouillies, comme aliment ou fourrage qu'à l'intérieur des exploitations rurales où elles se trouvent;

c) enlevées de cette exploitation que pour des raisons sérieuses et avec l'autorisation du Gouverneur du Pays, afin d'être utilisées dans un but industriel ou autre, en observant toutes les mesures de précaution prescrites pour chaque cas spécial.

(2) Lorsque leur utilisation selon les alinéas b) ou c) du précédent paragraphe est impossible, le Gouverneur fera détruire les pommes de terre en question d'une manière ne présentant aucun danger, soit par le feu, soit par l'enfouissement à une grande profondeur dans un lieu peu accessible, soit enfin par l'aspersion en couches avec de la chaux vive.

Art. 11. — Des pommes de terre infectées de gale noire d'une variété résistante pourront être cultivées pour semences à l'intérieur d'un territoire interdit (art. 13), mais — à moins que le Gouverneur ne concède à certaines exploitations ou communes des facilités plus étendues en la matière — uniquement sur des terrains déjà infectés; quant au reste, leur utilisation et commerce à l'intérieur du territoire interdit ne seront assujettis à aucune restriction spéciale.

Art. 12. — (1) Sur des terrains infectés de gale noire et dans des exploitations rurales déclarées infectées, ne pourront être cultivées des pommes de terre d'une variété non résistante à la gale.

(2) De la terre, du purin, du fumier et du compost ne pourront être enlevés d'une exploitation déclarée infectée, ni utilisés dans d'autres exploitations; et le Gouverneur pourra étendre cette interdiction même à d'autres produits agricoles, déchets et objets d'usage journalier.

(3) Des pommes de terre ne devant pas être considérées comme infectées de gale noire et destinées à être utilisées comme semences ne pourront être conservées dans des silos situés dans des champs infectés de gale, qu'elles soient résistantes à la gale ou non.

Art. 13. — Dans tous les cas où il a été constaté qu'un terrain est infecté de gale noire, le Gouverneur — tout en tenant compte des conditions locales de circulation et de production des pommes de terre et s'il s'agit d'un cas isolé ou fréquent de gale — déterminera exactement, et déclarera interdit (Sperrgebiet), un territoire qui, le cas échéant, pourra être limité à l'exploitation infectée ou à des parties de celle-ci. En conséquence — à moins que le Gouverneur n'ait concédé des facilités spéciales pour des cas exceptionnels — il sera interdit de transporter, en dehors de ce territoire, les tubercules et autres parties de plantes de pomme de terre, la terre, le fumier, le purin ou le compost ainsi que les sacs dans lesquels les pommes de terre ont été conservées. Pour qu'un transport semblable puisse avoir lieu dans un autre Pays de la Confédération, il sera nécessaire d'obtenir en outre l'autorisation du Gouverneur de ce Pays. Sauf les restrictions mentionnées aux articles 8 à 12 de la présente loi,

le commerce des pommes de terre est libre à l'intérieur d'un territoire interdit.

Art. 14. — (1) Le Gouverneur pourra: limiter la culture aux variétés de pommes de terre résistantes à la gale noire, soit seulement pour les territoires interdits, soit pour des régions particulièrement exposées ou importantes pour la culture des pommes de terre, soit enfin pour le pays entier; fixer un délai pour l'application des mesures en question; régler en détail l'ordre dans lequel, et les modalités d'après lesquelles, les exploitations visées devront être transformées en conséquence; interdire entièrement la culture des pommes de terre et d'autres plantes sujettes à la gale; prohiber ou, par contre, prescrire certaines cultures et utilisations; et prendre toutes autres mesures indiquées en vue d'empêcher la propagation de la gale noire des pommes de terre.

(2) Les mesures en question pourront envisager en particulier:

a) la destruction des plantes de pommes de terre provenant de la germination de pommes de terre abandonnées sur des champs infectés;

b) le nettoyage et la désinfection des outils agricoles, des souliers, fers à cheval, véhicules, etc., avec une solution de formaldéhyde;

c) l'interdiction d'emporter des pommes de terre de semence en cas de déménagements, en particulier d'horticulteurs, de colons et de journaliers agricoles recevant des allocations en nature;

d) la limitation de la culture des pommes de terre moyennant la prescription d'un assolement périodique conforme;

e) la transformation en pâturages des champs cultivés en pommes de terre;

f) la restriction ou l'interdiction du labour à gages;

g) l'interdiction de vendre ou d'affermier un terrain infecté sans avoir communiqué expressément ce fait à l'acheteur ou au fermier.

Art. 15. — Là où la culture des pommes de terre a été limitée aux espèces résistantes à la gale noire, ne pourront être utilisées à cet effet que des pommes de terre appartenant aux variétés reconnues comme résistantes à ladite gale par l'Institut Fédéral pour la protection des plantes. En outre, ne pourront être utilisées que des semences reconnues comme telles d'après les dispositions en vigueur ou désignées expressément par le Gouverneur, sur proposition de la Chambre d'Agriculture, comme convenant à la culture dans la région dont il s'agit. Par la suite, pourront être utilisés pour la culture aussi les produits dérivés des mêmes semences.

Art. 16. — Les dispositions des articles 10 à 12, 14 et 15 ne seront pas applicables à la culture des pommes de terre de la part

des stations expérimentales à titre d'essais ou de recherches phytopathologiques, d'après l'article 17, alinéa 1^{er}, de la présente loi.

Art. 17. — (1) Un terrain déclaré infecté pourra être, sur demande de l'intéressé, reconnu comme exempt de gale noire par le Gouverneur lorsque des recherches phytopathologiques, effectuées sous la surveillance de l'Institut Fédéral pour la Protection des Plantes, auront constaté son assainissement.

(2) Lorsqu'un champ infecté, situé à l'intérieur d'un territoire interdit, a été reconnu comme de nouveau exempt de gale noire, ou que le danger d'une propagation de l'infection a été en grande partie éliminé d'une autre manière (par exemple par la transformation du champ en pâturage), le Gouverneur fera examiner s'il ne serait pas possible de limiter ou de lever l'interdiction du territoire, et prendra le cas échéant toutes mesures indiquées dans ce sens.

Art. 18. — (1) Les pommes de terre qui ont été conservées dans un local déclaré infecté, mais situé en dehors d'un territoire interdit, devront être utilisées, aussitôt que l'opération pourra se faire d'une manière économique, d'une des façons admises par les articles 10 ou 11, ou bien détruites sans danger avec tous leurs déchets et résidus (art. 10, alinéa 2); ensuite, tout danger de contagion devra être éliminé moyennant une désinfection à exécuter aux frais de la partie intéressée. Cette désinfection sera effectuée en soumettant, dans le local, les planchers, les murs, les tables et tous autres objets d'ameublement à un lavage radical avec du formaldéhyde à 40 % dilué dans une quantité vingt fois plus grande d'eau. La désinfection devra s'étendre en outre aux sacs utilisés pour le transport des pommes de terre.

(2) Le Gouvernement du Pays confédéré chargera un des agents désignés à l'article 1^{er} de veiller à l'exécution des dispositions précédentes. Ledit agent délivrera au propriétaire un certificat constatant la désinfection régulièrement effectuée et déclarant le local comme désormais exempt de gale noire et pouvant être librement utilisé. Des expéditions de ce certificat seront remises au Gouvernement du Pays confédéré, à l'administration communale compétente et à l'Institut Fédéral pour la protection des plantes de Vienne.

(3) Sur demande de l'intéressé, le Gouvernement du Pays confédéré pourra également ordonner une procédure analogue à l'égard d'un local déclaré infecté qui est situé dans un territoire interdit.

Art. 19. — Si à l'avenir on découvre un nouveau procédé permettant d'assurer l'assainissement d'un champ (art. 17, § 1^{er}) ou bien une autre méthode d'éliminer sans danger des pommes de terre atteintes de gale noire (art. 10, § 2) ou de désinfection (art. 14 § 2, alinéa b, et art. 18, § 1^{er}), le Ministre Fédéral de l'Agriculture et des Forêts pourra, par ordonnance, prescrire l'emploi de ce nouveau procédé ou bien l'admettre à côté de ceux qui sont employés jusque là.

Art. 20. — (1) Avant de prendre des décisions concernant l'application de la présente loi, le Gouverneur devra entendre les techniciens des Gouvernements des Pays confédérés ou des Chambres d'agriculture. Lorsqu'il s'agit de cas de gale noire survenus dans des régions ayant une production excédentaire de pommes de terre et en exportant régulièrement dans d'autres pays de la Confédération ou à l'étranger, il devra demander en plus l'avis de l'Institut Fédéral pour la protection des plantes sur les mesures projetées.

(2) Les appels interjetés n'ont pas d'effet suspensif.

Art. 21. — (1) Quiconque aura enfreint une disposition de la présente loi ou d'un règlement d'administration publique pris pour son application, sera puni, par l'autorité administrative de l'arrondissement, d'une amende maximum de 500 schillings ou de détention jusqu'à quatre mois. En cas de circonstances aggravantes, les deux peines pourront être infligées à la fois.

(2) Dans l'arrêté y relatif pourra être ordonnée la confiscation des articles ayant fait l'objet de l'infraction, sans distinguer qui en est le propriétaire.

Art. 22-28. —

Bulgarie. — D. l. complétant l'art. 17 de la l. concernant la protection des végétaux contre les maladies et les ennemis des plantes. — 7 mai 1936. — D. V., n. 103 (12 mai 1936).

Paragraphe unique. — A l'article 17 sera ajouté l'alinéa suivant: « La destruction des arbres fruitiers atteints de maladies à virus (telles que la « mosaïque » du prunier, etc.) sera décidée par une Commission composée d'une personne compétente désignée par le Ministère de l'agriculture et des domaines pour constater l'état des choses, comme président, et d'un représentant de la commune, comme membre.

Les arbres fruitiers atteints de maladies à virus seront déracinés sur le champ, et leurs propriétaires seront indemnisés par la remise du même nombre d'arbres provenant des pépinières de l'Etat. Les espèces et variétés des rejetons d'arbres fruitiers qui seront distribués à cette occasion seront déterminés par le Ministère de l'agriculture et des domaines ».

Italie. — D. l. royal n. 1530 modifiant la l. n. 987 du 18 juin 1931 portant des dispositions pour la protection des plantes cultivées et des produits agricoles contre leurs fléaux et leurs ennemis et concernant les services y relatifs. — 11 juin 1936. — G. U., n. 193 (21 août 1936).

Vu la loi du 18 juin 1931, n. 987 (1), contenant des mesures pour la protection des plantes cultivées et des produits agricoles contre leurs ennemis et sur les services y relatifs;

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIème Année, 1931, p. 745.

Vu le décret-loi royal du 23 juin 1932, n. 913, converti en la loi du 22 décembre 1932, n. 1871, modifiant l'article 31 de la loi précitée;

Vu la loi du 22 décembre 1932, n. 1933, modifiant l'article 19 de la loi du 18 juin 1931, n. 987;

Vu le décret royal du 12 octobre 1933 approuvant le règlement relatif aux lois précitées;

Vu l'article 3 de la loi du 31 janvier 1926, n. 100, etc.

Art. 1^{er}. — L'article 6 de la loi du 18 juin 1931, n. 987, est remplacé par l'article suivant:

« Des territoires déclarés atteints ou suspects d'être atteints du phylloxera de la vigne, il ne pourra être exporté, quelle qu'en soit la raison, dans des localités reconnues indemnes de cette maladie, les vignes ou les parties de vignes, même sèches, pourvues de racines (plants) même si elles sont soumises préventivement à une désinfection.

« Est autorisée la circulation de vignes ou parties de vignes, pourvues de racines, de localités atteintes ou suspectées d'être atteintes de phylloxera, dans des localités également atteintes ou suspectes; si toutefois elles doivent traverser des zones indemnes, elles doivent être munies d'un certificat constatant que la désinfection a été pratiquée.

« Les limites de l'étendue des territoires à considérer comme atteints ou suspects d'être atteints de phylloxera seront établies dans chaque cas par décret du Ministre de l'agriculture et des forêts.

« Les parties de vignes privées de racines (boutures) peuvent circuler dans l'intérieur du Royaume quelles qu'en soient la provenance et la destination ».

Art. 2. — Le premier alinéa de l'article 7 de la loi du 18 juin 1931, n. 987, est remplacé par le suivant:

« Les directeurs de pépinières, d'établissements horticoles et d'autres exploitations autorisées, sont tenus de déclarer au commissariat provincial des maladies des plantes, qui en donnera immédiatement connaissance à la préfecture royale et à l'observatoire royal des maladies des plantes, l'apparition, dans leurs exploitations respectives, de maladies ou de parasites capables de compromettre l'état sanitaire dans les cultures ordinaires, ou de symptômes de leur présence, ainsi que de tout changement de situation ou d'agrandissement de locaux et de terrains ».

Art. 3. — Le premier alinéa de l'article 10 de la loi du 18 juin 1931, n. 987, est remplacé par le suivant:

« Les propriétaires de terrains, les tenanciers à quel titre que ce soit, les colons et tous ceux qui sont intéressés de n'importe quelle façon à l'exploitation, quand il y a des plantes attaquées par des maladies

ou des insectes susceptibles de propagation, peuvent se réunir, pour l'œuvre de défense, en consortiums volontaires, communaux, intercommunaux et provinciaux temporaires ou permanents ».

Art. 4. — La lettre b) de l'article 11 de la loi du 18 juin 1931, n. 987, est remplacée par la suivante:

« b) ordonner la constitution de consortiums obligatoires entre les propriétaires de terrains, tenanciers à quel titre que ce soit, colons et tous autres intéressés à l'exploitation, tenus d'exécuter les travaux de défense contre des maladies déterminées des plantes cultivées et des insectes ou autres ennemis de ces plantes ».

Art. 5. — L'article 12 de la loi du 18 juin 1931, n. 987, est abrogé.

Art. 6. — Le premier alinéa de l'article 15 de la loi du 18 juin 1931, n. 987, est remplacé par le suivant:

« Les consortiums de défense de la vigne constitués selon la lettre b) de l'article 11 précédent prennent la dénomination de consortiums pour la viticulture, ont une durée illimitée et une circonscription provinciale ou interprovinciale. Le siège des consortiums provinciaux est au chef-lieu de la province. Celui des consortiums interprovinciaux est établi par décret du Ministre de l'agriculture et des forêts, le comité pour la protection contre les maladies des plantes entendu ».

Art. 7. — A l'article 17 de la loi du 18 juin 1931, n. 987, après le premier alinéa, est ajouté le suivant:

« A ces consortiums, ainsi qu'à ceux pour l'oléiculture, s'appliquent les règles établies au premier alinéa de l'article 15 en ce qui concerne la circonscription et le siège ».

Art. 8. — A l'article 18 de la loi du 18 juin 1931, n. 987, est ajouté l'alinéa suivant:

« Les règlements intérieurs des consortiums sont soumis à l'approbation du Ministère de l'agriculture et des forêts ».

Art. 9. — Le second alinéa de l'article 20 de la loi du 18 juin 1931, n. 987, est remplacé par les suivants:

« L'administration de la Fédération est déléguée à une commission composée de huit membres, dont deux élus parmi les présidents et deux parmi les vice-présidents des commissions administratives des consortiums fédérés, un nommé par le Ministre de l'agriculture et des forêts, un par la Confédération fasciste des agriculteurs, un par la Confédération fasciste des travailleurs de l'agriculture, un par le Syndicat fasciste des techniciens agricoles.

« Le président et le vice-président de la Fédération sont élus par l'assemblée dans son propre sein, le premier parmi les employeurs de l'agriculture, le second parmi les travailleurs de l'agriculture.

« Les commissions administratives des Fédérations restent en charge trois ans, terme après lequel elles doivent être renouvelées. Toutefois leurs membres peuvent être réélus.

« Les règlements intérieurs des Fédérations sont soumis à l'approbation du Ministère de l'agriculture et des forêts ».

Art. 10. — Le second, le troisième et le quatrième alinéa de l'article 24 de la loi du 18 juin 1931, n. 987, sont remplacés par les suivants:

« La commission administrative est constituée:

a) par le chef de l'Inspectorat provincial de l'agriculture ou, dans le cas de consortium interprovincial, par les chefs des Inspectorats des provinces réunies en consortium indiquées par le Ministre de l'agriculture et des forêts;

b) par deux représentants des employeurs désignés, parmi les intéressés au consortium, par la Confédération fasciste des agriculteurs;

c) par deux représentants des travailleurs désignés, parmi les intéressés au consortium, par la Confédération fasciste des travailleurs de l'agriculture;

d) par un représentant des techniciens agricoles, désigné par le Syndicat national fasciste des techniciens agricoles.

« Sont en outre membres de la Commission, avec voix consultative, les directeurs des instituts de recherche et d'expérimentation existant dans la province ou dans les provinces, spécialisés dans la culture pour laquelle le consortium est constitué.

« Le président et le vice-président de la commission sont nommés par décret du Ministre de l'agriculture et des forêts, le premier parmi les représentants visés à la lettre b), le second parmi les représentants visés à la lettre c).

« Le Ministre de l'agriculture et des forêts a le pouvoir d'augmenter le nombre des représentants visés aux lettres b) et c) quand il est question de consortiums inter provinciaux ».

Art. 11. — Le premier alinéa de l'article 27 de la loi du 18 juin 1931, n. 987, est remplacé par le suivant.

« La direction technique des consortiums obligatoires, dont il est question aux articles 15, 16 et 17 précédents, est confiée à un personnel spécialisé. La nomination de ce personnel a lieu après concours à ouvrir selon les normes qui seront édictées d'après le règlement dont il s'agit à l'article 4 ou au moyen de l'appel des fonctionnaires appartenant au rôle des délégués techniques contre le phylloxera dont il est question au tableau B du décret royal du 19 mars 1931, n. 247. Le traitement économique sera établi dans ce même règlement ».

Art. 12. — L'article 32 de la loi du 18 juin 1931, n. 987, est remplacé par le suivant:

« Dans le cas où deux ou plusieurs consortiums communaux ou intercommunaux, provinciaux ou inter provinciaux sont constitués, dans le sens et pour les effets des articles 15, 16 et 17 précédents, pour la protection et l'accroissement de différentes cultures, dans la même cir-

conscription territoriale, ils peuvent être réunis en un consortium unique, administré par une seule commission, mais ayant une gestion séparée pour chacune des activités relatives à chaque culture, selon les dispositions qui seront établies dans le règlement prévu à l'article 4 précédent ».

« Le Ministre de l'agriculture et des forêts a le pouvoir d'augmenter le nombre des membres de la commission administrative en ce qui concerne les représentants dont il s'agit aux lettres *b)* et *c)* de l'article 24 ».

Art. 13. — Jusqu'au terme fixé à l'article 9 de la loi du 13 juin 1935, n. 1220, les attributions dévolues par le présent décret aux chefs des Inspectorats provinciaux de l'agriculture seront exercées par les directeurs des chaires ambulantes d'agriculture. Ce terme écoulé, les attributions dévolues d'après la loi du 18 juin 1931, n. 987, respectivement aux chaires ambulantes d'agriculture et à leurs directeurs s'entendent transférées aux inspectorats eux-mêmes et à leurs chefs.

Art. 14. — Le Gouvernement du Roi est autorisé à réunir et coordonner en un texte unique les dispositions du présent décret et celles contenues dans la loi du 18 juin 1931, n. 987, et dans les mesures édictées successivement et modifiant cette loi ou concernant des matières qui y sont envisagées.

Le présent décret entrera en vigueur le jour suivant celui de sa publication dans la *Gazzetta Ufficiale* du Royaume et sera présenté au Parlement pour être converti en loi. Le Ministre proposant est autorisé à présenter le projet de loi y relatif.

Grand-Duché de Luxembourg. — Arr. concernant la lutte contre le doryphore. — 27 février 1936. — M. L., n. 14 (29 février 1936).

Vu la loi du 15 mars 1892, sur la destruction des insectes et des végétaux nuisibles à l'agriculture;

Considérant qu'il importe de prendre des mesures pour éviter la propagation dans le pays du doryphore;

Art. 1^{er}. — Toute personne qui constate la présence du doryphore dans ses cultures ou ses dépôts, est tenue d'en faire immédiatement la déclaration au bourgmestre de la commune. Celui-ci en informera télégraphiquement le Département de l'agriculture à Luxembourg.

Art. 2. — Les cultures de pommes de terre et d'autres solanées déclarées contaminées par le doryphore pourront être soumises à des traitements spéciaux.

La même disposition pourra être appliquée aux solanées environnant le terrain contaminé.

Art. 3. — Les agents chargés du service de la lutte contre le doryphore sont autorisés à accéder librement, entre le lever et le coucher du soleil, aux champs ou jardins contaminés ou soupçonnés d'être

contaminés, pour y procéder à l'exécution des mesures prises en vertu de l'article 2 du présent arrêté.

En outre, tout propriétaire ou locataire de terrain planté de pommes de terre ou d'autres solanées, est tenu de se soumettre aux mesures de contrôle et de surveillance jugées nécessaires par les agents du service de la lutte contre le doryphore.

Art. 4. — Le Directeur général chargé des affaires agricoles pourra interdire la culture des pommes de terre ou d'autres solanées sur des terrains où la présence du doryphore aura été constatée ou sur lesquels on soupçonne cette présence, ou bien imposer à la personne qui a l'usage du terrain une culture limitée de pommes de terre.

Art. 5. — Il est interdit à toute personne d'avoir en sa possession ou de transporter des doryphores vivants ou des œufs ou larves vivantes de ce coléoptère.

Il est de même interdit de transporter des fanes de pommes de terre ou d'autres solanées provenant d'un terrain sur lequel la présence du doryphore a été constatée ou soupçonnée.

Art. 6. — La police générale et locale sera à la disposition des agents chargés du service de la lutte contre le doryphore pour assurer l'exécution des mesures prescrites par ces derniers.

Art. 7. — Sont désignés comme agents du service chargé de la lutte contre le doryphore les membres de la Commission pour l'amélioration des cultures et du service phytopathologique ainsi que leurs mandataires.

Art. 8. — Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues à l'article 3 de la loi du 15 mars 1892, concernant la destruction des insectes et végétaux nuisibles à l'agriculture.

Art. 9. — Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Portugal. — D. n. 27055 promulguant le régl. concernant le contrôle phytopathologique des pépinières. — 29 septembre 1936. — D. d. G. 1^{ère} série, n. 229 (29 septembre 1936).

Art. 1^{er}. — Sont considérées comme pépinières les cultures en vue de la vente:

a) d'arbres, arbustes ou arbrisseaux fruitiers, d'ornement et d'ombrage;

b) de plantes destinées à donner des greffons pour effectuer la greffe à cheval, la greffe en fente et en écusson, aux fins de la propagation.

Art. 2. — Ne sont pas considérés comme pépinières les jardins et établissements de jardinage où on ne peut acheter que des plantes herbacées, en pots ou non, et des fleurs coupées.

Art. 3. — Les particuliers ou les personnes morales qui ne cultivent pas de plantes, et qui se bornent à en acheter pour les revendre sur le marché ou dans des établissements urbains, ne seront pas considérés comme compris dans la disposition de l'article 1^{er} du décret-loi n° 25.326 du 14 mai 1935.

Art. 4. — L'exercice de l'industrie de pépiniériste dépend d'une autorisation de la Direction générale des services agricoles.

§ 1^{er}. — Ladite autorisation devra être demandée à la Direction générale des services agricoles dans une requête accompagnée d'une description de la pépinière (ou des pépinières), avec indication de sa situation, de son étendue et de ses limites, ainsi que d'un plan topographique désignant les planches dûment numérotées.

§ 2. — Les pépiniéristes seront tenus de joindre à leur requête le certificat ou reçu de l'impôt industriel dont il est question au § 2 de l'article 2 du décret n. 25.326, s'ils vendent des plantes achetées à d'autres cultivateurs, en dehors de celles provenant de leur propre exploitation; ils devront, par contre, joindre à leur requête une déclaration constatant qu'ils ne sont pas négociants, s'ils ne vendent que des plantes produites dans leurs propres pépinières.

Art. 5. — Les noms, les adresses et les numéros des autorisations des pépiniéristes autorisés résulteront d'un rapport publié chaque année au mois d'août, au *Diário do Governo*.

Paragraphe unique. — La Direction générale des services agricoles remettra à chaque pépiniériste l'autorisation respective, numérotée et dûment légalisée.

Art. 6. — Sera concédé aux pépiniéristes autorisés l'usage exclusif d'une marque gravée sur un sceau en acier couleur de vin dont ils devront munir tous les paquets de plantes par eux vendues.

§ 1. — La marque dont il est question au présent article sera enregistrée au Ministère de l'agriculture et devra contenir, d'un côté, une sphère armillaire en relief et les mots « pépinière autorisée », et de l'autre, le numéro d'ordre.

§ 2. — Le numéro d'ordre mentionné au précédent paragraphe sera, pour chaque pépiniériste, celui de son autorisation.

§ 3. — Le sceau officiel de « pépiniériste autorisé » ne peut être acquis qu'au Bureau des Services de l'inspection phytopathologique.

§ 4. — L'usage abusif du sceau de « pépiniériste autorisé » sera puni aux termes de l'article 206 de la Charte du 21 mai 1896.

Art. 7. — Les pépiniéristes autorisés seront soumis au contrôle permanent du Bureau des Services de l'Inspection phytopathologique et tenus de remettre chaque année, jusqu'au 30 avril aux effets de l'inspection, la liste des plantes existant dans leur pépinière, mentionnée à l'article 10 du décret n° 25326.

Paragraphe unique. — Lorsqu'un pépiniériste augmente l'étendue d'exploitation de ses pépinières, il accomplira les formalités prescrites à l'article 3 du décret n. 25326, et remettra en outre, jusqu'au 30 avril suivant, la liste des plantes contenues dans les nouveaux terrains dont les pépinières ont été agrandies.

Art. 8. — Si les pépiniéristes ne sont pas d'accord sur le contenu des instructions imparties par le Bureau des Services de l'Inspection phytopathologique d'après les dispositions des articles 5 et 8 du décret n. 25326, ils pourront recourir, dans un délai de huit jours, devant la Direction générale des services agricoles, qui résoudra définitivement la question, en se basant sur les résultats d'une nouvelle inspection, qui aura été faite par d'autres techniciens désignés par le Directeur général des services agricoles.

Paragraphe unique. Si le recours n'a pas été accueilli, les instructions devront être immédiatement exécutées, sous peine d'arrachage, aux termes du paragraphe unique de l'article 8 du décret n. 25326, et les frais causés par la nouvelle inspection seront payés par l'auteur du recours.

Art. 9. — Les pépiniéristes qui désirent publier et distribuer des catalogues devront demander l'autorisation de la Direction générale des services agricoles.

§ 1. — La requête devra être accompagnée de trois exemplaires dudit catalogue.

§ 2. — L'autorisation mentionnée au présent article ne sera accordée que si les catalogues correspondent aux faits observés pendant les inspections et sont conformes aux règles établies au § 2 de l'article 10 du décret n. 25326.

Art. 10. — Les pépiniéristes qui, en dehors des plantes de culture propre, vendent aussi des plantes achetées à d'autres cultivateurs, ne pourront en acquérir que dans les terrains soumis à des inspections:

a) dans des pépinières autorisées;

b) dans des planches de propriété particulière dont l'acheteur aura envoyé le plan topographique et la description à la Direction générale des services agricoles, aux effets de l'inspection, jusqu'au 30 avril de l'année où a eu lieu l'achat.

Art. 11. — Les pépinières seront fermées et l'autorisation d'exercer l'industrie de pépiniériste sera retirée dans les cas suivants:

a) quand on constate que le pépiniériste a, dans sa demande d'autorisation, passé sous silence l'existence d'une partie des terrains par lui exploités;

b) quand le pépiniériste n'observe pas les dispositions de l'article 7 du présent décret et de son paragraphe unique;

c) quand il achète des plantes dans des terrains non soumis à des inspections;

d) quand un foyer de grave maladie des plantes se manifeste dans la pépinière;

e) quand l'état sanitaire et cultural des plantes offertes en vente est mauvais, ou bien quand leur classement et marquage sont défectueux;

f) quand le Bureau des Services de l'Inspection phytopathologique se voit contraint pour la troisième fois de procéder à l'arrachage forcé des plantes, prévu au paragraphe unique de l'article 8 du décret n. 25326.

Art. 12-14. —

Roumanie. — Arr. n. 1816 du Conseil des ministres concernant l'exécution du contrôle phytosanitaire de tous les produits agricoles. — 29 août 1936. — M. O., n. 209 (8 septembre 1936).

Art. 1^{er}. — Le contrôle phytosanitaire de tous les produits agricoles (plantes, parties de plantes, fleurs, fruits, semences, etc.) destinés à l'importation et à l'exportation ne pourra être effectué que par les organes spéciaux de l'Institut de recherches agronomiques de Roumanie ayant une délégation spéciale et par les contrôleurs phytosanitaires du Service pour la protection des plantes également munis d'une délégation spéciale.

Art. 2. — Les Ministres de l'agriculture et des domaines, et de l'industrie et du commerce sont chargés de la mise en application des dispositions du présent décret.

Suède. — Arr. royal n. 50 concernant l'importation de plantes et de parties de plantes vivantes (*racines, tubercules, plantes potagères, etc.*). — 6 mars 1936. — S. F., n. 50 (17 mars 1936).

Art. 1^{er}. — 1) Les plantes et parties de plantes énumérées dans la liste statistique en vigueur des marchandises, sous les numéros suivants, ne doivent pas être importées dans le royaume, sous réserve des autres dispositions établies ci-dessous:

Numéro statistique

Espèces de marchandise

Racines non mangeables, non séparément dénommées, non pulvérisées, y compris les bulbes de glaïeul:

Ex 85

Racines de muguet.

Ex 87

Autres racines, à l'exception de celles qui sont destinées à des usages médicaux.

88

Bulbes; ainsi que tubercules et bulbilles, non séparément dénommés, de plantes à fleur.

Numéro statistique	Espèces de marchandise
Ex 89-90 92-95	Plantes vivantes, non séparément dénommées (même si elles doivent être taxées en douane comme fleurs, conformément à la note 1 de la position n. 92-95) naturelles, coupées, ornementales (n° 89-90).
Ex 99	Greffes, bourgeons et scions (boutures).
Ex 103	Racines mangeables non séparément dénommées: fraîchement cueillies (fraîches), importées pendant la période 1 ^{er} janvier-30 juin.
Ex 104	Cranson rustique.
Ex 105	Autres.
	Plantes potagères, non séparément dénommées, fraîches:
Ex 109	Oignon.
Ex 116 : 2	Autres (excepté les choux blancs, choux-fleurs, melons, concombres, asperges et tomates).

2) Des dispositions spéciales règlent l'importation dans le Royaume des plantes vivantes provenant d'un pays ou d'une partie d'un pays, qui a été déclaré contaminé par la fièvre aphteuse ainsi que l'importation de pommes de terre et l'importation de plantes vivantes de la famille des Ulmacées.

Art. 2. — Les plantes potagères sans racines attachées ou partie souterraine du tronc ainsi que les plantes aquatiques, destinées aux aquariums, peuvent être importées en dérogation aux dispositions établies dans l'art 1^{er} § 1.

Les plantes et les parties de plantes, importées dans le royaume, peuvent être transportées en transit à destination d'une localité située hors du royaume. Au contraire, le transit des plantes et des parties de plantes à un autre poste douanier à l'intérieur du royaume ne doit avoir lieu qu'après l'examen et l'approbation des documents et de la facture, par l'Institut National pour la protection des plantes de la manière ci-après spécifiée.

Au sens de cet arrêté, on ne considère pas comme importation le transbordement direct d'un navire à un autre si le transbordement n'a pas lieu par le quai.

Art. 3. — En dérogation aux dispositions établies dans l'art. 1^{er} § 1 peuvent être importées les plantes et les parties de plantes y indiquées à condition qu'au moment de la déclaration en douane, au plus tard, soit présenté non seulement un certificat, dont il sera traité plus particulièrement à l'art. 4, mais aussi une facture établie conformément aux prescriptions de l'art. 6 (ces documents doivent être munis d'un visa de l'Institut national pour la protection des plantes, attestant qu'ils viennent d'être examinés et approuvés). En outre

chaque colis devra être muni de la marque et du numéro indiqués dans le certificat, afin d'assurer indubitablement que les marchandises appartiennent au lot désigné dans le certificat; en tout cas, pour les marchandises entrant en wagons de chemin de fer plombés seule l'indication, dans le certificat, de la marque et du numéro du wagon, est nécessaire.

Art. 4. — 1) Le certificat, mentionné à l'art. 3, doit être délivré 15 jours avant l'expédition de la marchandise par l'inspecteur officiel des plantes ou par un autre expert phytopathologiste du pays d'exportation, autorisé par l'Etat à délivrer un tel certificat et de la compétence duquel fait foi une autorité suédoise diplomatique ou consulaire du pays d'exportation.

Le certificat, sauf dispositions contraires établies pour des cas particuliers, doit indiquer:

a) le nom et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire de la marchandise;

b) le lieu de production des plantes ou des parties de plantes, ainsi que le nom et l'adresse du producteur, au cas où la marchandise ne parviendrait pas des cultures mêmes de l'expéditeur;

c) le moyen de transport vers la Suède (bateau, chemin de fer, poste, etc.) ainsi que le point d'entrée (celui-ci ne doit pas être indiqué en cas d'expédition par poste);

d) le nombre et l'espèce des colis ainsi que leur marque et numéro;

e) la quantité et la désignation de la marchandise;

f) la date de la délivrance du certificat;

g) le nom, le grade et l'adresse de la personne qui délivre le certificat;

h) que les plantes ou les parties de plantes ne sont pas affectées de maladies, de parasites ou d'insectes nuisibles, indiqués dans la liste publiée par la Direction générale de l'agriculture, conformément aux dispositions de l'art. 5 de ce décret, et en outre qu'elles sont en bon état;

i) que le doryphore (*Leptinotarsa decemlineata*) n'existe pas, en tant qu'il est connu, ou qu'il n'a pas existé au lieu de culture des plantes ou des parties de plantes ou dans un rayon de 20 km. de ce même lieu.

2) Les certificats relatifs aux plantes munies de racines ou de parties souterraines du tronc, ainsi que le certificat relatif à des parties de plantes souterraines, doivent indiquer, outre les dispositions établies au § 1^{er}, que le lieu de culture est indemne de contagion de la gale noire de la pomme de terre (*Synchytrium endobioticum*) et du nématode (*Heterodera schachtii rostochiensis*) et qu'aucune invasion de ces parasites n'a eu lieu dans un rayon de 5 km. au moins de ce même lieu pendant les 10 dernières années.

3) Le certificat relatif aux plantes et aux parties de plantes non expédiées directement du centre de culture, doit indiquer, en dehors des dispositions établies aux §§ 1 et 2, que les plantes et les parties de plantes ont été constituées en dépôt dans un lieu où, autant qu'on le sache, le doryphore n'existe pas, ou n'a pas existé dans un rayon de 20 km. et que la gale noire et le nématode de la pomme de terre n'ont pas été observés dans un rayon de 5 km du même lieu pendant les 10 dernières années.

Au cas où les plantes ou les parties de plantes ont été cultivées dans un pays autre que celui d'où a lieu l'exportation, il doit être indiqué dans le certificat, au lieu des indications contenues dans les §§ 1 et 2 ci-dessus, que les plantes ou les parties de plantes, au moment de l'importation du pays de culture, étaient accompagnées d'un certificat délivré au pays de culture conformément aux prescriptions ci-dessus et attestant que le centre de culture et ses environs étaient exempts de doryphore, de la gale noire et du nématode de la pomme de terre.

Art. 5. — La Direction générale de l'agriculture est chargée de la publication d'une liste des maladies de plantes, des parasites et des insectes nuisibles à considérer comme particulièrement dangereux pour les cultures suédoises.

Art. 6. — Pour obtenir les visas d'examen et d'approbation, conformément à l'art. 3, les intéressés doivent envoyer à l'Institut National pour la protection des plantes, en deux exemplaires, le certificat prévu à l'art. 4 et une facture établie au nom du vrai destinataire et non à celui du commissionnaire ou d'un autre mandataire.

Ces documents, dont un exemplaire est destiné au bureau de la douane d'entrée, après l'examen et l'approbation de l'Institut pour la protection des plantes, doivent être envoyés à *Statens Värtskyddsanstalt*, sous l'adresse *Experimentalfältet, Suède*, en temps utile pour qu'ils puissent être mis à la disposition de l'autorité douanière au plus tard à l'entrée de la marchandise dans le Royaume, sauf les dispositions prévues à l'art. 7.

Art. 7. — Au cas où les circonstances l'exigent, l'Institut National pour la protection des plantes, avant de délivrer un certificat, est chargé d'effectuer un examen de l'envoi des plantes consigné en douane, et d'en prélever les échantillons nécessaires à l'examen, sans dédommagement pour le détenteur. Si une plante ou une partie de plante mentionnée à l'art. 1^{er} § 1^{er} est déclarée atteinte d'une maladie, d'un parasite ou d'un insecte nuisible, cités dans la liste visée à l'art. 5 ci-dessus, toute importation de ladite plante ou partie de plante est interdite. Si on constate la présence d'une autre maladie, parasite ou insecte nuisible, le détenteur de la marchandise doit en être informé.

Art. 8. — L'Institut National pour la protection des plantes, après avoir examiné chaque cas particulier, est autorisé à accorder

des exceptions aux prescriptions des art. 1, 3 et 4 s'il le juge opportun.

Art. 9. — La Direction générale de l'agriculture est chargée d'établir les prescriptions plus détaillées qui peuvent être nécessaires pour l'exécution du présent décret.

Art. 10-13. —

Turquie. — L. concernant la protection des plantes contre les maladies et les ennemis des plantes. — L., n. 2906 (5 février 1936).

I^{ère} PARTIE — DISPOSITIONS RÉGLEMENTANT L'IMPORTATION ET L'EXPORTATION DES PLANTES ET LEUR TRAITEMENT.

Art. 1^{er}. — L'importation de l'étranger de toutes plantes ou parties de plantes n'est permise que si ces plantes ou parties de plantes ne sont pas atteintes de maladies ou de parasites, respectivement de spores, œufs ou larves, dont l'introduction en Turquie est interdite; lesdites plantes ou parties de plantes doivent provenir d'endroits reconnus exempts de ces maladies et parasites.

Tout produit importé doit être accompagné d'un certificat spécial d'origine et sanitaire émanant d'un Office phytosanitaire reconnu par le Gouvernement turc.

Art. 2. — La liste des maladies et des parasites dont l'introduction en Turquie est interdite sera communiquée aux Pays en question et portée en outre à la connaissance du public par publication.

Art. 3. — Les plantes et parties de plantes visées à l'art. 1^{er}, accompagnées de certificats sanitaires, ne pourront être introduites que par les bureaux de douane désignés à cet effet par le Conseil des ministres sur proposition du ministère de l'agriculture.

Art. 4. — Les plantes et parties de plantes et leurs certificats sanitaires arrivant aux bureaux de douane indiqués par l'art. 3 seront contrôlés par l'office de désinfection et de contrôle de l'autorité douanière compétente. L'importation ne sera admise que si le contrôle a confirmé l'exactitude des certificats et que ces plantes et parties de plantes sont vraiment exemptes de maladies et de parasites.

Si l'on constate des maladies ou des parasites à la suite du contrôle des plantes, l'importateur sera avisé par l'office de désinfection et de contrôle que la marchandise devra être réexpédiée dans les 15 jours au lieu de provenance; si la réexpédition n'est pas effectuée dans les quinze jours, ledit office en arrête la destruction. La destruction aura lieu devant une commission composée du directeur de l'Office de désinfection et de contrôle, ou du directeur de l'agriculture compétent

ou du fonctionnaire agricole du lieu et d'un fonctionnaire délégué par les autorités douanières. Un procès verbal sera rédigé concernant la destruction. Les frais de la destruction seront supportés par l'office de désinfection et de contrôle.

Si les maladies et les insectes nuisibles constatés sur les plantes importées appartiennent à des espèces qui sont déjà largement répandues en Turquie, le ministère de l'agriculture pourra permettre l'importation après la désinfection préalable, exécutée, aux frais de l'importateur, par l'office de désinfection de l'autorité douanière compétente.

Art. 5. — Les certificats, pour les plantes et parties de plantes destinées à l'exportation de la Turquie vers l'étranger et qui doivent être accompagnées, à ces fins, de ces certificats, seront délivrés par l'organisation agricole et phytosanitaire du lieu de provenance. L'exportation ne pourra être effectuée que si les Offices de désinfection et de contrôle indiqués à l'art. 3 ont contrôlé les certificats requis pour l'exportation des plantes et ont certifié de leur côté que les produits satisfont effectivement aux conditions prescrites par le Pays importateur.

Art. 6. — Il appartient au ministère de l'agriculture de créer des offices de désinfection et de contrôle auprès des autorités douanières indiquées à l'art. 3, offices qui s'occuperont des questions d'importation et d'exportation et de la désinfection.

Art. 7. — En vue de la protection des plantes et produits indigènes contre leurs ennemis, l'importation ou le transit de certaines plantes ou parties de plantes pourra être interdite; cette mesure sera prise par une décision du Conseil des ministres sur proposition du ministère de l'agriculture.

2^{ème} PARTIE — MESURES DE PROTECTION POUR LES PLANTES CULTIVÉES INDIGÈNES.

Art. 8. — Les ennemis des plantes constatés dans les champs, jardins, vignes, plates-bandes et pépinières devront être signalés par les propriétaires ou fermiers de ces exploitations. Ces déclarations seront adressées, dans les villages, au maire ou au chef du district (nahiye müdürü), et, dans les localités plus importantes au fonctionnaire agricole ou phytosanitaire compétent. Cette obligation incombe aussi aux tuteurs des propriétaires d'entreprises de ce genre.

Si dans une localité il n'y a pas de fonctionnaire agricole ou phytosanitaire, les déclarations seront adressées aux autorités administratives compétentes (*Kaymakam*).

Les maires, chefs de district et les *Kaymakam* sont tenus de communiquer les dites dénonciations aux autorités agricoles et phytosanitaires. Les dénonciations parvenues seront enregistrées.

Art. 9. — Après avoir arrêté la méthode de lutte contre les maladies et les ennemis dénoncés, les autorités agricoles et phytosanitaires aviseront les agriculteurs des modalités et des époques de lutte et leur enseigneront les méthodes d'action.

Art. 10. — Les propriétaires et les fermiers des biens-fonds sont tenus d'appliquer les mesures phytosanitaires prescrites et enseignées par les autorités agricoles et phytosanitaires à l'époque indiquée.

Au cas où les mesures n'auraient pas été appliquées à l'époque indiquée, elles seront exécutées aux frais des intéressés.

Art. 11. — Si des maladies et des ennemis des plantes sont constatés sur des terrains sans propriétaires ou si leur propagation prend des formes menaçantes, tous les habitants sont tenus, conformément aux dispositions de la loi du 26 mai 1926, n. 858, sur les sauterelles, de participer aux mesures phytosanitaires. Dans ce cas, les dépenses pour les produits désinfectants et autre matériel phytosanitaire seront couvertes par les fonds budgétaires des Vilayets ou par le ministère de l'agriculture.

Les fonds budgétaires alloués par le Vilayet devront être employés conformément aux dispositions relatives aux fins phytosanitaires du budget de l'Etat.

Art. 12. — Si les organisations agricoles et phytosanitaires ont besoin d'assistance, toutes les autorités civiles et militaires, ainsi que les municipalités, sont tenues de participer directement, sur demande du fonctionnaire civil le plus élevé en grade, compétent pour la région menacée, aux mesures phytosanitaires.

Les moyens et instruments phytosanitaires seront transportés par les entreprises de transport privées ou de l'Etat, d'urgence et avec priorité. Celle-ci sont, en outre, tenues de contrôler qu'aucun transport de plantes malades interdit n'est effectué et que les dispositions réglementant le transport de plantes, qui ne peuvent être transportées qu'avec des mesures de précaution spéciales, sont appliquées.

Art. 13. — Afin d'empêcher la propagation de maladies ou d'ennemis des plantes nouvellement introduites ou déjà existantes dans certaines régions, dans des régions qui n'en sont pas encore atteintes, le ministère de l'agriculture pourra arrêter:

A) Que le transport de plantes et de parties de plantes susceptibles de ladite propagation soit interdit ou admis seulement avec des mesures de précaution spéciales.

B) Les mesures de protection nécessaires pour la plantation et l'ensemencement de plantes et pour les plantes déjà ensesmentées ou plantées.

C) L'interdiction de la plantation ou l'ensemencement des plantes ou semences malades.

D) La destruction de semences, plantes, parties de plantes ou produits infectés.

E) L'interdiction d'achat de semences, plantes ou produits atteints.

F) Le ramassage d'insectes et d'œufs, larves, cocons et chenilles de ces insectes nuisibles aux plantes ainsi que des plantes ou parties de plantes infectées en vue de leur destruction.

Art. 14. — Lors de la destruction de plantes conformément à l'art. 13, D), la moitié de la valeur estimée sera remboursée par le ministère de l'agriculture. La valeur du matériel détruit sera déterminée, pour les villages, par une commission composée de deux personnes désignées par le ministère de l'agriculture et de deux personnes désignées par le conseil communal (*ihitiyar meclisi*). Dans les localités plus importantes les représentants du conseil communal seront remplacés par deux représentants de la chambre d'agriculture ou de la municipalité.

Le ministère de l'agriculture pourra, le cas échéant, fixer et payer un prix pour les insectes et les œufs, larves, cocons, et chenilles indiqués à l'art. 13 F), ramassés en vue de leur destruction.

Art. 15. — Dans les régions menacées, le ministère de l'agriculture pourra entreprendre à ses propres frais la lutte contre les maladies et les ennemis des plantes.

Art. 16. — Si l'on constate des maladies et des ennemis des plantes dans les plantations appartenant à une société, celle-ci devra appliquer les mesures phytosanitaires selon les directives données par le ministère de l'agriculture.

S'il s'agit de terrains appartenant à un particulier, mais dont une société est tenue d'acquérir la récolte, c'est la société qui procurera le matériel phytosanitaire; le traitement incombera au possesseur selon les directives données par le ministère de l'agriculture.

Si la société, ou le possesseur, n'applique pas le traitement visé par le présent article, ils seront passibles des sanctions pénales prévues par la présente loi; le traitement sera appliqué, dans ce cas, par le ministère de l'agriculture, aux frais de la société ou du possesseur.

Art. 17. — Afin de contrôler l'état sanitaire des plantes et des produits de plantes, les fonctionnaires agricoles et ceux de l'organisation phytosanitaires auront libre accès dans les terrains, bâtiments et moyens de transport servant à la production, à l'emmagasiner ou au transport de produits agricoles.

Si les propriétaire ou fermiers ne permettent pas l'accès des locaux servant en même temps d'habitation, le fonctionnaire agricole ou de l'organisation phytosanitaire aura la faculté de les visiter accompagné par un membre de la municipalité ou du conseil communal ou par le maire.

Par ces visites, on constatera si les dispositions en question de la présente loi ont été appliquées.

Art. 18. — Les institutions particulières et de l'Etat s'occupant de la culture et de la vente d'arbrisseaux, jeunes plantes, plants, fleurs et semences seront soumises au moins deux fois par an à un contrôle de leurs plantations et produits par le ministère de l'agriculture et recevront des certificats phytosanitaires.

Art. 19. — L'importation, la fabrication et la vente de matériel phytosanitaire, tant de préparations que d'instruments pour la lutte contre les maladies et les ennemis des plantes de toutes espèces, ne sont admises qu'avec l'approbation du ministère de l'agriculture.

Art. 20. — Les préparations et instruments, dont l'importation, la fabrication, la production et la vente sont permises, devront toujours avoir les mêmes propriétés et compositions chimiques et physiques qu'ils ont révélé à l'analyse scientifique.

Dans le cas contraire, l'autorisation obtenue est annulée et l'importation, la production, la fabrication et la vente sont, par conséquent, interdites.

Art. 21. — Toute modification éventuelle de la composition ou des propriétés des préparations et instruments phytosanitaires dont l'importation, la fabrication et la vente sont admises doit être communiquée au ministère de l'agriculture qui pourra procéder à un nouvel examen de ces préparations et instruments.

Art. 22. — Le ministère de l'agriculture communiquera à temps aux parties intéressées les préparations et instruments phytosanitaires dont l'importation, la fabrication, la production et la vente sont admises.

3^{ème} PARTIE. — DISPOSITIONS PÉNALES.

Art. 23-26. —

DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES.

Art. 27. — Sont abrogées la loi du 27 décembre 1927 et la loi du 14 août 1930 visant la lutte contre les mauvaises herbes et les ennemis de l'agriculture, ainsi que les art. 28 et 29 de la loi n. 1528 concernant le greffage des arbres sauvages.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Art. 28. — La présente loi entrera en vigueur le jour de sa publication.

Art. 29. —

Allemagne. — D. concernant l'emploi d'hydrogène phosphoré pour la lutte contre les ennemis des plantes. — 6 avril 1936. — RGbl., Teil I, n. 37, p. 360 (8 avril 1936).

D. portant exécution du décret concernant la lutte contre les parasites au moyen de substances particulièrement toxiques. — 6 mai 1936. — RGbl., Teil I, n. 49, p. 444 (15 mai 1936).

D. portant exécution du d. concernant la lutte contre les ennemis des plantes au moyen de substances particulièrement toxiques. — 20 mai 1936. — RGbl., Teil I, n. 53, p. 479 (9 juin 1936).

Troisième d. modifiant le d. concernant l'emploi de l'oxyde d'éthylène pour la lutte contre les ennemis des plantes — 20 mai 1936. — RGbl., Teil I, n. 53, p. 480 (9 juin 1936).

2^{ème} d. concernant l'emploi d'hydrogène phosphoré pour la lutte contre les ennemis des plantes. — 15 août 1936. — RGbl., Teil I, n. 74 p. 633 (18 août 1936).

Allemagne (Bavière). — Prescriptions de police, n. III 6114 af 3, en vue d'empêcher la propagation du ver des cerises (*Rhagoletis cerasi*). — 7 février 1936. — GVbl., n. 6 (27 février 1936).

Arr. n. 5350 b 10 concernant l'emploi d'hydrogène phosphoré pour la lutte contre les ennemis des plantes. — 23 avril 1936. — GVbl., n. 17 (8 mai 1936).

Prescriptions de police pour prévenir l'introduction du doryphore de la pomme de terre. — 23 septembre 1936. — GVbl., n. 31 (30 septembre 1936).

Allemagne (Ville Libre Hanséatique de Lübeck). — Arr. de la police concernant l'extirpation du chardon. — 30 mai 1936. — GVbl., n. 7 (5 juin 1936).

Argentine. — Rés. spécifiant que la Division de défense agricole prêterait son concours à la Direction sanitaire des végétaux en vue de l'application du décret du 30 avril 1935 déclarant fléaux de l'agriculture diverses espèces de loris et perruches. — 10 juillet 1935. — B. O., n. 12481, supplément (1^{er} février 1936).

D. n. 70303 spécifiant que les machines servant à l'industrie du coton devront, lors de leur importation, être examinées par l'office d'importation et d'exportation des plantes et semences (*en vue d'éviter l'introduction de l'« Anthonomus grandis Boh. »*). — 7 novembre 1935. — B. O., n. 12478 (29 janvier 1936).

D. n. 70519 autorisant le Département de l'agriculture à ordonner l'achat du frai de sauterelle dans les régions envahies. — 12 novembre 1935. — B. O., n. 12479 (30 janvier 1936).

D. n. 72745 étendant à divers offices nationaux, possédant des terrains cultivés, les dispositions concernant la remise gratuite aux agriculteurs de palissades pour la défense contre les sauterelles. — 13 décembre 1935. — B. O., n. 12513 (13 mars 1936).

D. n. 74281 autorisant le Département de l'agriculture à dépenser, durant l'exercice 1936, la somme de 100.000 pesos pour des études et recherches sur la sauterelle. — 27 décembre 1935. — B. O., n. 12531 (3 avril 1936).

- D. n. 74335 autorisant la Département de l'agriculture à dépenser, durant 1936, la somme de 50.000 pesos pour l'installation, l'entretien, etc. des laboratoires de phytopathologie et d'étude des insectes. — 27 décembre 1935. — B. O., n. 12531 (3 avril 1936).
- D. n. 81277 ordonnant la réinscription des contrats de gage agricole concernant la vente à tempérament de palissades servant à la lutte contre les sauterelles. — 28 avril 1936. — B. O., n. 12627 (5 août 1936).
- D. n. 81294 autorisant la Direction de la défense agricole à engager elle-même, à titre transitoire, le personnel ouvrier à employer pour la lutte contre les sauterelles. — 28 avril 1936. — B. O., n. 12627 (5 août 1936).
- D. n. 84433 autorisant jusqu'au 30 octobre 1936 le transport des graines de coton non désinfectées et provenant de la zone déclarée atteinte par le ver rose, pourvu que lesdites graines soient destinées exclusivement à l'industrie. — 15 juin 1936. — B. O., n. 12639 (20 août 1936).
- D. n. 84823 interdisant l'envoi, dans certaines provinces du pays, de fruits susceptibles d'être attaqués par les mouches des fruits (*sont exceptés les envois provenant de régions notoirement indemmes*). — 20 juin 1936. B. O., n. 12643 (25 août 1936).
- D. n. 89213 accordant un crédit de 1200000 pesos pour subvenir aux dépenses nécessitées par la lutte contre les sauterelles. — 28 août 1936. — B. O., n. 12688 (17 octobre 1936).
- D. n. 92767 portant, en relation avec la l. n. 11843, une réglementation concernant la prophylaxie contre la peste ainsi que la dératisation sur tout le territoire de l'Argentine (*comprend les précautions à prendre dans la construction des dépôts et magasins de céréales pour éviter l'entrée des rongeurs*). — 21 octobre 1936. — B. O., n. 12701 (3 novembre 1936).
- D. n. 92869 réduisant les prix de loyer des palissades servant à la lutte contre les sauterelles. — 22 octobre 1936. — B. O., n. 12704 (6 novembre 1936).
- Australie (Commonwealth).** — O. n. 7 modifiant les ordonnances de 1921 à 1922 concernant les mauvaises herbes. — 26 février 1936. — C. A. G., n. 27 (27 février 1936).
- O. n. 9 modifiant l'o. de 1916 concernant les mauvaises herbes. — 18 mars 1936. — C. A. G., n. 30 (19 mars 1936).
- Procl. interdisant l'importation de pommes de certaines régions pour des raisons phytosanitaires. — 25 mars 1936. — C. A. G., n. 32 (26 mars 1936).
- Australie (Australie de l'Ouest).** — Arr. en Conseil modifiant le règlement de 1921, dans sa forme modifiée, en application de la l. concernant les maladies des plantes (*inspection phytosanitaire des semences de tabac*). — 12 mars 1936. — G. G. W. A. n. 17 (20 mars 1936).
- Arr. en Conseil modifiant le règl. d'application de 1921, dans sa forme modifiée de 1930, de la loi concernant les maladies des plantes (*tabac*). — 13 mai 1936. — G. G. W. A. n. 27 (22 mai 1936).
- Australie (Australie du Sud).** — Procl. déclarant comme maladie le « plomb » des arbres fruitiers et portant un règl pour la combattre. — 16 janvier 1936. — S. A. G. G., n. 3 (16 janvier 1936).

- L. n. 2269 concernant le phylloxera (*consolidant les l. visant la protection des vignes*). — 13 août 1936. — I Edw. VIII (1936).
- Australie (Queensland).** — Règl. visant la lutte contre les rats. — 23 juillet 1936. — Q. G. G., n. 28 (23 juillet 1936).
- L. n. 8 visant l'amélioration des chemins pour le bétail et la lutte contre les fléaux des animaux et des plantes. — 23 octobre 1936. — Q. G. G., n. 96 (29 octobre 1936).
- Autriche (Confédération).** — D. n. 122 concernant la publication de la liste des Etats et Pays exempts de la gale noire des pommes de terre et dont les pommes de terre peuvent être importées par chemin de fer. — BGbl., 26. Stück (16 avril 1936).
- Autriche (Carinthie).** — D. n. 6 visant l'exécution de la l. du 20 février 1932, n. 19, concernant la protection des plantes cultivées et de leur production. — 13 novembre 1935. — LGbl., 2. Stück (17 janvier 1936).
- Autriche (Salzbourg).** — D. n. 76 portant des dispositions pour empêcher une diffusion ultérieure des maladies et fléaux dans les jardins. — LGbl., 14. Stück (7 avril 1936).
- Autriche (Vorarlberg).** — D. n. 7 complétant le d. n. 16 de 1935 portant des dispositions supplémentaires visant la lutte contre le phylloxera (2^{ème} d. concernant le phylloxera). — LGbl., 2. Stück (18 février 1936).
- Belgique.** — Arr. royal portant des modifications au règl. du service phytopathologique spécial. — 26 mars 1936. — M. B., n. 117 (26 avril 1936).
- Arr. ministériel concernant l'interdiction du transport des fanes de pommes de terre. — 18 mai 1936. — M. B., n. 151 (30 mai 1936).
- Arr. ministériel concernant l'importation de cerises fraîches. — 20 mai 1936. — M. B., n. 156 (4 juin 1936).
- Arr. ministériel portant des mesures pour éviter la propagation du doryphore dans les établissements d'horticulture. (*La culture de la pomme de terre, de la tomate et de l'aubergine est interdite dans les établissements d'horticulture qui se trouvent sous le contrôle du service phytopathologique spécial*). — 21 septembre 1936. — M. B., n. 281 (7 octobre 1936).
- Brésil.** — Accord conclu entre le Gouvernement fédéral et celui de l'Etat de Bahia pour l'exécution, sur le territoire dudit Etat, des services publics concernant la production, l'amélioration, le traitement et la défense sanitaire du coton et d'autres plantes ayant une valeur économique, conformément au règl. approuvé par le décret n. 23979 du 8 mars 1934, visant la réorganisation des services du Ministère de l'agriculture. — 2 janvier 1936. — D. O., n. 3 (4 janvier 1936).
- Accord conclu entre le Gouvernement fédéral et celui de l'Etat de Parana pour l'exécution, sur le territoire dudit Etat, des services publics concernant la production, l'amélioration, le traitement et la défense sanitaire du coton et d'autres plantes textiles ayant une valeur économique, conformément au règl. approuvé par le d. n. 23979 du 8 mars 1934, visant la réorganisation des services du Ministère de l'agriculture. — 8 janvier 1936. — D. O., n. 12 (15 janvier 1936).

- Accord conclu entre le Gouvernement fédéral et celui de l'Etat d'Alagôas pour l'exécution, sur le territoire dudit Etat, des services concernant la production, l'amélioration, le traitement et la défense sanitaire du coton et d'autres plantes textiles ayant une valeur économique, conformément au régl. approuvé par le d. n. 23979 du 8 mars 1934 visant la réorganisation des Services du Ministère de l'agriculture. — 14 janvier 1936. D. O., n. 14 (17 janvier 1936).
- D. législatif n. 14 approuvant la Convention conclue à Buenos-Aires, le 29 mai 1935, entre le Brésil et l'Argentine dans le but de faciliter la visite réciproque d'experts phytosanitaires. — 2 juillet 1936. — D. O., n. 155 (4 juillet 1936).
- Bulgarie.** — D. édicté en vertu de la l. sur la protection des végétaux contre les maladies et les ennemis, portant des mesures en vue de la lutte contre la maladie de la mosaïque. — 5 mai 1936. — D. V., n. 103 (12 mai 1936).
- Chili.** — D. n. 226 spécifiant que la graine de coton importée et provenant de régions infectées par le ver rose devra être fumigée ou traitée par la chaleur avant l'embarquement. — 31 mars 1936. — D. O., n. 17452 (25 avril 1936).
- D. n. 350 autorisant l'envoi, au sud du pays, des produits végétaux frais originaires du département d'Arica, sauf pour les haricots, pastèques, melons, etc. (*Les produits devront être expédiés par le port d'Arica moyennant un certificat sanitaire de sortie. Zones et ports de débarquement. Le service sanitaire des végétaux demeure autorisé à suspendre les effets du présent décret, etc.*). — 15 juin 1936. — D. O., n. 17507 (3 juillet 1936).
- D. n. 628 interdisant la reproduction, pour la vente, des orangers et citronniers par semences, ou par boutures, marcottes ou drageons (*en vue de la lutte contre le champignon « Pythiacystis citrophthora » Sm. et Sm, autorise uniquement la greffe, à une certaine distance du sol, sur des plants d'orange amère*). — 21 octobre 1936. — D. O., n. 17612 (7 novembre 1936).
- Colombie.** — D. n. 248 accordant le caractère officiel aux Inspecteurs de santé végétale de la Fédération des industriels du café. — 12 février 1936. — D. O., n. 23123 (29 février 1936).
- Danemark.** — Dispositions supplémentaires n. 232 au régl. du Ministère de l'agriculture, du 30 septembre 1933 concernant le contrôle sanitaire des pommes de terre destinées à l'exportation. — 17 octobre 1936. — L. A., n. 30 (16 novembre 1936).
- Espagne.** — D. établissant des régl. pour l'action conjointe des services d'inspection phytopathologique et d'inspection, surveillance et réglementation des exportations, conformément aux dispositions de l'art. 2 du d. du 9 novembre 1935. — 31 janvier 1936. — G. M., n. 32 (1^{er} février 1936).
- Estonie.** — L. sur la protection des plantes. — 9 octobre 1935. — R. T., n. 88 (1935).
- Etats-Unis d'Amérique (Confédération).** — L. modifiant certaines l. concernant la quarantaine des plantes. — 4 juin 1936. — P., n. 643, 74th Congress, H. R. 8495 (1936).
- Rés. solidaire autorisant le Ministre de l'agriculture à appliquer les dispositions qu'il croira nécessaires pour combattre les sauterelles. — 24 juin 1936. — P. R., n. 127, 74-th Congress, H. J. Res. 642 (1936).

Etats-Unis d'Amérique (*Iles Philippines*). — L. n. 12 allouant la somme de 100.000 pesos pour l'exécution de la campagne pour l'extermination et la lutte contre les sauterelles, à déboursier de la manière et dans le but indiqués par la loi n. 3924, et pour la lutte contre le « budroot » et autres fléaux du cocotier et visant d'autres buts. — 31 décembre 1935. — O. G., n. 21 (18 février 1936).

France. — Arr. relatif au transit sur le territoire français de certains produits végétaux. — 17 février 1936. — J. O., n. 42 (19 février 1936).

Arr. fixant la délimitation des zones déclarées contaminées par le doryphore et des zones de protection. — 14 mars 1936. — J. O., n. 93 (19 avril 1936).

Arr. relatif au contrôle des pommes de terre, tomates et aubergines dans les ports et gares situés dans les zones doryphorées. — 3 avril 1936. — J. O., n. 82 (5 avril 1936).

France (*Maroc*). — Dahir sur les associations syndicales de lutte contre les parasites des plantes. — 17 décembre 1935. — B. O., n. 1216 (14 février 1936).

Arr. viziriel relatif à l'application du dahir du 17 décembre 1935 sur les associations syndicales de lutte contre les parasites des plantes. — 17 décembre 1935. — B. O., n. 1216 (14 février 1936).

Arr. viziriel relatif à l'application des mesures sanitaires aux pommes de terre, aux tomates et aux aubergines à leur entrée en zone française de l'Empire chérifien. — 1^{er} août 1936. — B. O., n. 1244 (28 août 1936).

Arr. du directeur des affaires économiques désignant les pays visés par les paragraphes a) et c) de l'article 4 de l'arr. viziriel du 1^{er} août 1936 relatif à l'application des mesures sanitaires aux pommes de terre, aux tomates et aux aubergines à leur entrée en zone française de l'Empire chérifien. — 3 septembre 1936. — B. O., n. 1246 (11 septembre 1936).

Arr. du directeur des affaires économiques relatif à la police sanitaire des végétaux à l'importation. — 10 septembre 1936. — B. O., n. 1247 (18 septembre 1936).

Régence de Tunis. — Arr. du Directeur des Affaires Economiques relatif à la propagation du phylloxera en Tunisie. — 16 mai 1936. — J. O. T., n. 44 (2 juin 1936).

Arr. du Directeur des Affaires Economiques relatif aux mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxera en Tunisie. — 22 mai 1936. — J. O. T., n. 45 (5 juin 1936).

D. du Directeur des Affaires Economiques relatif aux mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxera en Tunisie. — 3 juin 1936. — J. O. T., n. 50 (23 juin 1936).

Arr. du Directeur des Affaires Economiques relatif aux mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxera en Tunisie. — 12 juin 1936. — J. O. T., n. 53 (3 juillet 1936).

Arr. du Directeur des Affaires Economiques relatifs aux mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxera. — 29 septembre 1936. — J. O. T., n. 82 (13 octobre 1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord. — Arr. modifiant l'arr. de 1927 concernant la vente de plantes malades. — 27 février 1936. — S. R. & O., n. 163 (1936).

Arr. concernant l'importation des plantes (*modification des arr. de 1933 à 1935; restrictions à l'entrée de pommes de terre, légumes crus et pommes à cidre de production belge et de plantes et de légumes crus de production française*). — 3 avril 1936. — S. R. & O., n. 313 (1936).

Arr. concernant l'importation de cerises crues. — 29 avril 1936. — S. R. & O., n. 384 (1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord (Ecosse). — Arr. concernant l'importation des plantes (*modification*) (*interdiction de l'importation de plantes vivantes de bettes et de betteraves pour raisons phytosanitaires*). — 6 janvier 1936. — S. R. & O., n. 7/S. 1 (1936).

Arr. réglementant la vente de plantes malades. — 14 avril 1936. — S. R. & O., n. 341/S. 13 (1936).

Arr. concernant l'importation des plantes (2^{ème} arrêté) (*restrictions à l'entrée de plantes, pommes de terre, légumes crus, pommes à cidre de provenance belge, exemption des bulbes à fleurs, concombres, champignons; restrictions à l'entrée de légumes crus et plantes de provenance française*). — 17 avril 1936. — S. R. & O., n. 352/S. 14 (1936).

Arr. concernant l'importation de cerises crues (*certificats phytosanitaires*). — 9 mai 1936. — S. R. & O., n. 421/S. 16 (1936).

Kénia. — Règl. visant la lutte contre les maladies des plantes; modification du règlement de 1930. — 4 janvier 1936. — Suppl. N. 2 to the O. G., n. 2 (14 janvier 1936).

Not. gouvernementale n. 673. Règl. modifiant le règl. de 1935 visant la lutte contre les maladies des plantes (*café*). — 16 octobre 1936. — Suppl. No. 44 to the O. G. (27 octobre 1936).

Maurice. — Procl. n. 10 concernant la lutte contre les maladies des plantes (*défense et permis d'importation: vignes, plantes vivantes, engrais, fourrages, bois avec l'écorce, canne à sucre, plantes de théier, etc.*). — 29 février 1936. — Legal Suppl. of the O. G., n. 24 (29 février 1936).

Procl. n. 24 concernant la lutte contre les maladies des plantes (*protection du *Phytalus smithi* comme insecte utile*). — 5 septembre 1936. — Legal Suppl. to the O. G., n. 57 (5 septembre 1936).

Straits Settlements. — Not. n. 1485. Règl. concernant l'importation des plantes (*défense phytosanitaire*). — S. S. G. G., n. 47 (29 mai 1936).

Hongrie. — L. n. XVII ratifiant la Convention internationale pour la protection des végétaux, conclue à Rome le 16 avril 1929. — 8 juin 1936. — 1936. O. T., n. 6 (13 juin 1936).

Inde (Bengale). — L. n. XIII visant la lutte contre le « *Eichhornia crassipes* » Solms (« water hyacinth »). — 16 mai 1936. — C. G., Part III (28 mai 1936).

Irlande (Etat-Libre d'). — L. concernant les mauvaises herbes. — 8 août 1936. — Act, n. 38 (1936).

Italie. — D. l. royal n. 2262 portant des dispositions pour combattre le « mal secco » des agrumes en Sicile. — 5 décembre 1935. — G. U., n. 10 (14 janvier 1936).

D. l. royal n. 2491 portant de nouvelles dispositions concernant l'industrie nationale du soufre. — 30 décembre 1935. — G. U., n. 39 (17 février 1936).

D. ministériel interdisant l'exportation de la Sicile des plants d'agrumes des espèces citron, pamplemousse et cèdre. — 29 mai 1936. — G. U., n. 138 (16 juin 1936).

D. l. royal n. 1937 réglementant l'industrie nationale de la transformation du soufre. — 15 octobre 1936. — G. U., n. 265 (16 novembre 1936).

Japon. — Arr. n. 28 du Ministère de l'agriculture et des forêts amendant le régl. pour l'application de la l. concernant le contrôle de l'exportation et de l'importation des plantes. — 1^{er} octobre 1936. — K., n. 2926 (1^{er} octobre 1936).

Not. n. 332 du Ministère de l'agriculture et des forêts portant la liste des plantes destinées à l'exportation pour lesquelles certains pays importateurs exigent le certificat d'inspection du pays exportateur pour en permettre l'importation dans leur pays. — 1^{er} octobre 1936. — K., n. 2926 (1^{er} octobre 1936).

Japon (Formose). — Arr. n. 85 du Gouvernement général de Formose amendant l'arr. n. 18 de 1923, portant la liste des lieux où pourra être effectuée l'inspection aux fins de la loi sur le contrôle de l'importation et de l'exportation des plantes. — 28 décembre 1936. — K., n. 2722 (31 janvier 1936).

Grand-Duché de Luxembourg. — Arr. grand-ducal concernant la destruction du corbeau-freux. — 8 juin 1936. — M. L., n. 44 (10 juin 1936).

Mexique. — Arr. de quarantaine extérieure n. 5 modifiant l'arr. correspondant du 17 juillet 1927 concernant la « mouche des fruits » (*Ceratitis capitata*). — 27 janvier 1936. — D. O., Tome XCVII, n. 42 (18 août 1936).

Arr. réglementant la lutte contre « l'*Anthonomus grandis* » du cotonnier dans l'Etat de Sinaloa. — 4 février 1936. — D. O., Tome XCV, n. 50 (28 avril 1936).

Arr. réglementant la lutte contre l'« *Anthonomus grandis* » du cotonnier (*Chap. 1^{er}. Zones de contrôle et de lutte. Chap. II. sanctions*). — 4 février 1936. — D. O., Tome XCVI, n. 12 (16 mai 1936).

Arr. définissant la forme sous laquelle aura lieu la collaboration, offerte par les Etats-Unis d'Amérique, des inspecteurs du service sanitaire végétal dudit pays en ce qui concerne la lutte contre les fléaux du cotonnier dans la zone-frontière. — 11 mars 1936. — D. O., Tome XCV, n. 40 (16 avril 1936).

Arr. autorisant l'établissement d'un service de désinfection des produits dans les localités agricoles qui n'en possèdent pas. — 25 novembre 1936. — D. O., Tome XCIX, n. 32 (19 décembre 1936).

Nicaragua. — D. législatif portant des mesures concernant la défense contre le ver du cotonnier. — 28 juillet 1936. — L. G., n. 281 (22 décembre 1936).

D. législatif accordant un crédit de 3 mille cordobas pour la lutte contre les sauterelles. — 19 août 1936. — L. G., n. 186 (26 août 1936).

Nouvelle-Zélande. — Arr. en conseil interdisant l'importation d'insectes, etc. — 8 janvier 1936. — N. Z. G., n. 2 (16 janvier 1936).

Arr. en Conseil classant le « *Populus nivea* » dans la seconde liste annexée à la loi de 1928 concernant les mauvaises herbes. — 1^{er} avril 1936. — N. Z. G., n. 27 (2 avril 1936).

Indes Néerlandaises. — Arr. interdisant l'exportation de palmes à huile (*Elaeis guineensis*) et de parties vivantes (*graines, etc.*) desdites plantes. t. a. Arr. de 1936 concernant l'exportation des parties de palmes à huile. — 16 mai 1936. — Stbl. N. I., n. 232 (19 mai 1936).

Pérou. — Rés. interdisant l'entrée, dans la vallée de Moquega, de toutes sortes de fruits, légumes, plantes ou parties de plantes, fleurs, etc., sauf les plantes envoyées par la Direction de l'agriculture et de l'élevage pour servir à la culture. Rés. publiant une réglementation visant l'application de la précédente résolution. — 25 juillet et 2 août 1936. — E. P., III^{ème} trimestre, n. 171 (7 août 1936).

Portugal. — D. n. 27056 déclarant en régime de protection prophylactique, aux effets du d. n. 11161 et conformément à la doctrine dudit décret, la zone des districts d'Aveiro et Porto (*en relation avec l'apparition de certains insectes*). — 29 septembre 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 229 (29 septembre 1936).

Roumanie. — Arr. ministériel n. 93534 interdisant l'importation des plants et des semences de pin (*pour raisons phytosanitaires*). — 5 mai 1936. — M. O., n. 114 (19 mai 1936).

Arr. n. 220852 concernant l'importation des plantes (*défense phytosanitaire*). — 23 octobre 1936. — M. O., n. 267 (15 novembre 1936).

Salvador. — D. n. 33, renfermant des mesures contre les fléaux du cotonnier (*Fumigation des graines, ou certificat équivalent en cas d'importation. Arrachage et destruction des racines après la récolte; déclaration aux alcaldes. Pénalités*). — 1^{er} avril 1936. — D. O., n. 80 (4 avril 1936).

D. législatif n. 56 déclarant de nécessité et d'utilité publiques la lutte contre les fléaux de l'agriculture et contre les maladies du bétail. — 30 mai 1936. — D. O., n. 136 (20 juin 1936).

Suède. — Arr. royal n. 214 modifiant certaines parties de l'arr. du 10 mai 1929, n. 86, portant certaines dispositions visant les mesures à prendre en vue de la lutte contre la gale noire de la pomme de terre. — 22 mai 1936. S. F., n. 214 (4 juin 1936).

Union Sud-africaine. — Procl. nos 282, 284, 285, 286, 287 visant l'exécution de la l. n. 1911 concernant les fléaux de l'agriculture (*importation et transport de plantes et semences*). — 6 novembre 1936. — U. S. A. G. G., n. 2392 (4 décembre 1936).

Uruguay. — D. instituant la division de pathologie végétale et d'entomologie et fixant sa tâche. — 11 mars 1936. — D. O., n. 8879 (26 mars 1936).

D. autorisant la réalisation d'une campagne contre la « *Laspereysia molesta* » des vergers et accordant dans ce but un crédit de 10 mille pesos. — 23 juillet 1936. — D. O., n. 8983 (4 août 1936).

L. autorisant le Gouvernement à acquérir, moyennant achat direct, un million de kg. de palissades contre les sauterelles, conformes au type antérieurement établi (*ces palissades seront livrées aux agriculteurs au prix coûtant cif ports uruguayens; elles seront payables en 4 annuités anticipées de 20 % chacune, et avec faculté de restitution, etc.*). — 18 septembre 1936. — D. O., n. 9043 (14 octobre 1936).

VIII^{ÈME} PARTIE

COOPÉRATION, ASSURANCE ET CRÉDIT AGRICOLES

CHAPITRE I.

COOPÉRATION AGRICOLE; AUTRES FORMES D'ASSOCIATIONS AGRICOLES

France. — D. fixant les conditions d'application du d. du 8 août 1935 relatif au régime juridique et fiscal des sociétés coopératives agricoles et de leurs unions. — 13 août 1936. — J. O., n. 192 (16, 17 et 18 août 1936).

Vu la loi du 5 août 1920 (1) sur le crédit mutuel et la coopération agricoles et le décret portant règlement d'administration publique du 9 février 1921 (2) modifié par celui du 4 avril 1929 rendu pour son application;

Vu la loi du 12 juillet 1923 (3) facilitant la constitution des sociétés coopératives et des sociétés agricoles d'intérêt collectif visées à l'article 22 de la loi du 5 août 1920 et précisant le régime juridique de ces sociétés;

Vu le décret-loi du 8 août 1935 (4) relatif au régime juridique et fiscal des sociétés coopératives agricoles et de leurs unions, etc.

Art. 1^{er}. — Quelle que soit la date de leur constitution, les sociétés coopératives agricoles et leurs unions, qui demandent l'approbation ministérielle prévue par le décret-loi du 8 août 1935, adressent au ministre de l'agriculture (Secrétariat du conseil supérieur de la coopération agricole) les pièces suivantes, certifiées conformes par le Président du conseil d'administration ou par son représentant:

1) Un exemplaire de leurs statuts et de leur règlement intérieur accompagné d'une pièce justifiant que la société a été constituée de façon régulière. Les sociétés qui ont adopté la forme de sociétés anonymes doivent joindre une pièce justifiant que les formalités de dépôt et de publicité exigées par la loi ont bien été remplies ;

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, X^{ème} Année, 1920, p. 552 et s.

(2) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XI^{ème} Année, 1921, p. 807.

(3) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XIII^{ème} Année, 1923, p. 662.

(4) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXV^{ème} Année, 1935, p. 639.

2) Une copie du procès-verbal de l'assemblée générale constitutive, ainsi qu'une copie des procès-verbaux des assemblées générales extraordinaires ayant apporté des modifications aux statuts;

3) Les noms des administrateurs, des membres de la commission de surveillance, du directeur, avec l'indication de leur nationalité, et, en ce qui concerne les administrateurs, le nombre des parts souscrites par chacun d'eux;

4) Un engagement de se conformer aux dispositions de l'article 2 du présent décret.

Ces pièces doivent être adressées au ministre de l'agriculture dans un délai d'un an à partir de la publication du présent décret pour les sociétés déjà existantes, et de six mois à dater de leur constitution pour les sociétés nouvelles.

Art. 2. — Les sociétés coopératives et leurs unions devront fournir à toute réquisition des inspecteurs des finances et des agents du Trésor ayant au moins le grade de contrôleur ou de receveur, tous leurs livres de comptabilité et pièces annexes ainsi que toutes justifications utiles tendant à prouver qu'elles fonctionnent conformément aux dispositions légales qui les régissent.

Leur comptabilité devra être tenue conformément aux prescriptions du Code de commerce et les opérations de vente au détail effectuées par elles dans un magasin distinct de leur établissement principal devront être retracées dans une comptabilité spéciale.

Art. 3. — Le Ministre de l'agriculture fait connaître aux institutions intéressées si leurs statuts sont approuvés ou bien leur notifie les modifications qu'il convient d'y apporter.

Art. 4. — Les statuts des sociétés coopératives agricoles et de leur unions constituées postérieurement à la loi du 5 août 1920 doivent être établis conformément aux dispositions des articles 22 (alinéas 1^{er} et 2) et 23 de ladite loi du 5 août 1920, des lois du 30 décembre 1922, du 12 juillet 1923 et du décret-loi du 8 août 1935.

Art. 5. — Les statuts des sociétés coopératives agricoles et de leurs unions créées antérieurement à la loi du 5 août 1920 et ceux des sociétés coopératives agricoles dont le capital social n'est pas divisé en parts spécifient expressément:

1) Que les sociétaires doivent être soit des agriculteurs, soit des sociétés ou des associations constituées par des agriculteurs et que les fonctions des membres du conseil d'administration sont gratuites sous réserve du remboursement à ces membres, le cas échéant et sur leur demande, des frais spéciaux nécessités par l'exercice de leurs fonctions;

2) Que les produits agricoles conservés ou transformés par les sociétés coopératives, ou vendus par leur intermédiaire, doivent pro-

venir exclusivement des exploitations des sociétaires, sauf dispositions législatives ou réglementaires spéciales;

3) Que les sociétaires doivent s'engager à fournir à la société tout ou partie des produits de leur exploitation agricole, ou à acheter tout ou partie des objets nécessaires à l'exercice de leur exploitation, tels que matières premières, outils, instruments, machines, engrais, semences, plants, animaux et matières alimentaires pour le bétail;

4) Que l'intérêt servi soit aux parts, soit aux apports, s'il y a lieu, ne doit pas dépasser 5 %;

5) Que les excédents annuels, déduction faite des charges, frais généraux, amortissements, provisions pour pertes éventuelles, intérêt au capital et réserves, etc., ne peuvent être répartis, s'il y a lieu, entre les coopérateurs, que proportionnellement aux opérations faites par eux avec la société coopérative;

6) Le nombre maximum de voix que peut avoir un sociétaire, quel que soit le nombre de parts possédées par lui ou l'importance de ses apports;

7) Les conditions dans lesquelles pourra s'exercer le droit de retrait des sociétaires;

8) Le versement obligatoire, à l'expiration de la société ou en cas de dissolution, de l'excédent de l'actif net après paiement des dettes sociales et remboursement du capital effectivement versé, à une œuvre d'intérêt général agricole sur décision de l'assemblée générale approuvée par le ministre de l'agriculture et, à défaut de cette décision, désignée par le ministre.

Art. 6-9. —

Lithuanie. — L. sur l'Union des cercles de jeunes fermiers. — 28 mars 1936. — J. O., n. 528.

Art. 1^{er}. — Des cercles de jeunes fermiers sont créés,

pour que la jeunesse rurale apprenne à aimer sa nation et sa patrie d'un amour indélébile, à en défendre la liberté, la terre et acquière une vaillance inébranlable,

pour que l'amour de la nation et de la patrie puisse lier les jeunes villageois à leur terre natale à tel point que, devenus adultes, ils soient capables de garder les champs, les forêts et les fermes entre les mains de la nation,

pour que l'amour du travail agricole se développe chez la jeunesse rurale, travail qui relève le bien-être du lithuanien et de sa nation et qui fortifie l'Etat,

pour que la jeunesse rurale pénétrant dans l'agriculture la prenne en affection, acquière des connaissances scientifiques et apprenne à les appliquer d'une manière appropriée dans les travaux agricoles,

pour que la jeunesse rurale éprouve la joie du travail et que son travail enrichisse et embellisse la Lithuanie,

pour que la jeunesse rurale donne de la joie aux parents et à la patrie.

Art. 2. — Les cercles de jeunes fermiers constituent l'Union des cercles de jeunes fermiers.

Art. 3-16. —

Mexique. — L. concernant les associations d'éleveurs. — 7 avril 1936. — D. O., Tome XCVI, n. 8 (12 mai 1936).

CHAPITRE I. — CONSTITUTION ET BUTS DES ASSOCIATIONS D'ÉLEVEURS.

Art. 1^{er}. — Doivent être considérées comme associations d'éleveurs celles qui sont constituées par les éleveurs du pays pour encourager l'amélioration du bétail de la République et pour protéger les intérêts économiques des associés conformément aux buts indiqués dans l'article suivant.

Art. 2. — Les associations d'éleveurs constituées conformément aux dispositions de la présente loi auront pour but:

1) de préconiser l'adoption des méthodes scientifiques les plus pratiques et les plus économiques, permettant d'organiser et d'orienter la production du bétail dans le but d'en augmenter le rendement économique;

2) de régulariser la production soit en l'intensifiant soit en la limitant, en vue de l'adapter exclusivement aux nécessités de la consommation et non à la recherche d'avantages particuliers;

3) de procéder à une meilleure distribution des produits pour l'approvisionnement des marchés locaux et de s'efforcer d'augmenter la consommation des produits indigènes alimentaires et industriels d'origine animale; d'encourager en outre le commerce extérieur et s'organiser économiquement en vue d'éliminer les intermédiaires;

4) tâcher de réaliser la standardisation des produits de l'élevage de manière à satisfaire les besoins de la consommation, à faciliter les opérations commerciales et pour que cela puisse servir, avant tout, de stimulant pour ceux qui se préoccupent d'obtenir des produits de meilleure qualité, ainsi que pour l'obtention de prix plus élevés;

5) d'étudier, solliciter et favoriser toutes les mesures ayant pour but l'amélioration de l'élevage;

6) solliciter la concession de crédits en faveur de leurs membres, aux conditions les plus économiques et encourager la constitution d'institutions de crédit pour l'élevage;

7) de s'efforcer d'installer, dans les lieux jugés appropriés, des machines pour l'emballage, la pasteurisation, la réfrigération, le cardage, le lavage, etc., pour améliorer, transformer et concentrer les produits de l'élevage, dans le but de régulariser le marché, soit en diminuant, soit en soutenant, soit en augmentant les prix dans les limites convenables de rentabilité de l'exploitation, conformément aux dispositions du règlement de la présente loi.

8) de diffuser, parmi les petits éleveurs, l'opportunité d'orienter leurs exploitations d'élevage d'après la technique moderne de production, dans le but d'améliorer leurs conditions économiques, leur alimentation, leur habillement et de rendre leur foyer commode et hygiénique en rehaussant, en général, leur niveau moyen de vie.

9) de favoriser l'organisation de sociétés, coopératives d'éleveurs, en vue de la réalisation directe des activités économiques relatives à l'industrie du bétail.

10) de représenter, devant toute catégorie d'autorités, les intérêts communs de leurs membres et de proposer les mesures qu'elles jugent les plus appropriées pour la protection et la défense desdits intérêts.

CHAPITRE II. — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES ASSOCIATIONS D'ÉLEVEURS.

Art. 3. — Les éleveurs de la République devront se réunir en associations de caractère local, régional et national.

Art. 4. — Les associations prendront les dénominations suivantes: Associations locales d'éleveurs; Unions régionales et Confédération nationale des éleveurs.

Art. 5 à 12. (Nombre des membres et circonscription administrative). *Omissis*.

CHAPITRE III. — L'ÉTAT ET LES ASSOCIATIONS D'ÉLEVEURS.

Art. 13. — Le Secrétariat de l'Agriculture et du Fomento donnera son autorisation pour la constitution, l'organisation et le fonctionnement des organes créés d'après les dispositions établies dans la présente loi.

Art. 14. — Dès que l'autorisation en question aura été délivrée les organes créés, par la présente loi jouiront de la personnalité juridique aux termes du droit civil.

Art. 15 à 20. — *Omissis*.

Dispositions transitoires: *omissis*.

Norvège. — L. n. 4 portant certaines dispositions concernant les laiteries coopératives. — 25 juin 1936. — N. L., n. 25, p. 753 (29 juin 1936).

Art. 1^{er}. — La présente loi sera appliquée aux sociétés anonymes et à d'autres sociétés à responsabilité limitée dont l'activité principale est l'exploitation d'une laiterie ou le commerce du lait.

Art. 2. — L'Assemblée générale, lorsqu'il s'agit des sociétés visées à l'article 1^{er}, peut, à la majorité des deux tiers des voix, décider que la société soit convertie en société à capital variable, et dont le nombre des membres peut aussi varier.

Art. 3. — En cas de dissolution d'une société du type visé à l'article 1^{er}, il est accordé à celle-ci de transférer ses biens à une autre société en y prenant globalement une quote-part ou en souscrivant des actions pour une valeur équivalente, en conformité des dispositions des articles 83 et 84 de la loi sur les sociétés anonymes; la présente disposition est applicable même si l'une de ces sociétés ou toutes les deux ne sont pas des sociétés anonymes.

En relation avec un tel transfert, il peut être décidé que les membres, tenus de livrer leur lait à la société en liquidation, le livrent à l'autre société.

Les dispositions générales concernant la livraison du lait seront appliquées aux nouveaux membres, à moins que d'autres dispositions ne soient prises. Elles ne seront pas applicables si, de par leur nature, elles n'auraient pas pu être adoptées comme dispositions nouvelles et imposées individuellement aux membres de la société originaire dans le cas où celle-ci aurait continué à fonctionner.

Tout membre peut, si l'obligation de livraison vis-à-vis de la société dissoute était plus limitée, demander que cette limitation soit maintenue même à l'égard de la nouvelle société, à la condition qu'il en ait donné communication écrite dans les 3 mois à partir du moment où la nouvelle société le lui a demandé.

Il appartient à l'assemblée générale de statuer sur la décision de transfert des biens et sur le droit de livraison du lait en relation avec ledit transfert. Aux effets de la validité de la décision, la majorité des voix est exigée. La décision sera valable si elle a été prise en première assemblée générale par plus de la moitié des membres votants de la société, ou bien si elle a été prise par la majorité relative des votants au cours d'une assemblée générale successive.

Il en est de même pour les décisions approuvées par l'autre société.

Art. 4. — Toute société visée à l'article 1^{er} a la faculté de racheter les participations (ou actions) appartenant aux membres qui, pendant la dernière année, n'auront pas livré leur lait à la société; le prix de rachat sera établi par expertise.

Seront appliquées, par analogie, les règles des alinéas 5-6 de l'article 71 de la loi sur les sociétés anonymes.

Art. 5. — La présente loi entre immédiatement en vigueur.

Portugal. — L. n. 1936 promulguant différentes dispositions sur les coalitions économiques. — 18 mars 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 64 (18 mars 1936).

Base I. — Le Gouvernement pourra ordonner la substitution, totale ou partielle, des directions d'organes corporatifs, en disposant une nouvelle élection, dans le cas où il y a lieu de croire qu'elles poursuivent des buts économiques non appropriés à des organisations corporatives.

Base II. — Le Gouvernement est autorisé à organiser un système de publicité et de surveillance sur l'existence et l'activité des coalitions économiques.

Base III. — Le Gouvernement pourra dissoudre toutes les coalitions économiques exerçant une activité contraire aux buts de l'économie nationale corporative.

Base IV. — Tous les accords, combinaisons et coalitions ayant pour but de réduire abusivement la production, le transport ou le commerce des biens de consommation sont considérés comme illégaux et leurs promoteurs, ainsi que les contractants, seront punis d'une amende, correspondant à leur bénéfice, de un à trois ans, sitôt qu'ils auront commencé à appliquer les moyens envisagés, quand ces derniers étaient de nature à provoquer la réduction susdite.

Dans le cas où la réduction de la production, des transports ou du commerce des produits a été réalisée, une peine d'emprisonnement de 3 mois maximum avec l'amende correspondante sera applicable.

Base V. — Sont assujettis aux principes indiqués ci-dessus tous les accords, unions ou coalitions ayant pour but d'élever ou d'abaisser, d'une manière exagérée, les prix des biens d'usage commun, ou de diminuer frauduleusement leur qualité.

Bases VI et VII (Procédure): *Omissis*.

Allemagne. — D. modifiant le premier d. exécutoire de la l. concernant les coopératives de consommation. — 26 mars 1936. — RGBl., Teil I, n. 30, p. 274 (28 mars 1936).

Canada (Nouvelle-Ecosse). — L. modifiant le ch. 70 des Statuts révisés, de 1923 concernant l'incorporation des associations d'emmagasiner, des producteurs de denrées agricoles et de fruits. — 8 avril 1936. — S. N. S., 1 Edw. VIII, ch. 18 (1936).

L. concernant les associations d'emmagasiner des producteurs de denrées agricoles et de fruits. — 2 mai 1936. — S. N. S., 1 Edw. VIII, ch. 6 (1936).

- L. modifiant la l. visant l'incorporation de l'Association des agriculteurs de la Nouvelle Ecosse et des associations d'agriculteurs de Comté (*ou de district*), (*ch. 3 des lois de 1929*). — 2 mai 1936. — S. N. S., 1 Edw. VIII, ch. 39 (1936).
- Canada (Ontario).** — L. modifiant la l. de 1932 concernant les prêts en faveur des coopératives de vente. — 9 avril 1936. — S. P. O., 1 Edw. VIII, ch. 11 (1936).
- Canada (Saskatchewan).** — L. modifiant la l. concernant les associations coopératives — 21 février 1935. — S. P. S., 25 Geo. V, ch. 55 (1934-35).
- L. modifiant la l. concernant les associations coopératives de commerce. — 21 février 1935. — S. P. S., 25 Geo. V, ch. 56 (1934-35).
- Chili.** — D. n. 215 stipulant que le Département des coopératives dépendra désormais du Commissariat général des subsistances et des prix, et non plus de l'Inspection générale du travail. — 26 février 1936. — D. O., n. 17423 (20 mars 1936).
- D. n. 642 approuvant le régl. concernant les syndicats (*titre 1^{er}: Syndicats en général. Constitution. Personnalité juridique. Surveillance. Surveillance et emploi des fonds. Dissolution. Titre II: Syndicats industriels. Participation aux bénéfices. Titre III: Syndicats professionnels. Confédération. Titre final*). — 14 août 1936. — D. O., n. 17608 (3 novembre 1936).
- D. n. 790 approuvant le régl. concernant les sociétés coopératives (*divisé en 15 titres*). — 6 octobre 1936. — D. O., n. 17634 (3 décembre 1936).
- Colombie.** — Rés. n. 2 ordonnant de soumettre à l'approbation de la Surintendance des coopératives toutes résolutions, accords ou statuts réglementant l'organisation ou le fonctionnement desdites coopératives, ainsi que les modifications concernant ces résolutions ou statuts. — 10 mars 1936. — D. O., n. 23142 (24 mars 1936).
- L. n. 128 complétant et réformant la l. n. 134 de 1931; et modifiant la l. n. 132 de la même année (*facilités et droits accordés aux coopératives*). — 28 septembre 1936. — D. O., n. 23331 (11 novembre 1936).
- Equateur.** — D. n. 721 modifiant le d. n. 153 concernant les sociétés nationales ou étrangères qui se consacrent à l'exploitation des biens immeubles. — 12 septembre 1936. — R. O., n. 291 (15 septembre 1936).
- Espagne.** — Arr. concernant les Corporations officielles et les associations d'utilité publique en relation avec le d. du 19 juin 1935. — 19 février 1936. — G. M., n. 59 (28 février 1936).
- Finlande.** — D. n. 11 concernant les subventions d'Etat aux associations des petits agriculteurs, pour l'élevage des taureaux, pour le contrôle du bétail ainsi qu'à leurs associations coopératives. — 10 janvier 1936. — F. F., n. 10-12 (13 janvier 1936).
- France.** — D. déterminant les conditions de participation des coopératives titulaires de contrats de stockage, aux opérations d'échange des blés du stock de sécurité. — 31 mars 1936. — J. O., n. 78 (1^{er} avril 1936).
- Arr. relatif à la délivrance des attestations et certificats aux coopératives de stockage et aux négociants participant aux opérations d'échange des blés du stock de sécurité. — 31 mars 1936. — J. O., n. 78 (1^{er} avril 1936).

D. relatif à la participation des coopératives, titulaires de contrats de stockage, aux opérations d'échange des blés du stock de sécurité. — 18 avril 1936. — J. O., n. 93 (19 avril 1936).

Arr. fixant les conditions à remplir par les sociétés et unions de sociétés de secours mutuels non composées uniquement d'assurés des professions agricoles pour être considérées comme pratiquant à titre principal l'assurance sociale agricole. — 23 mai 1936. — J. O., n. 122 (24 mai 1936).

Arr. relatif aux subventions allouées sur les fonds du service du génie rural aux sociétés coopératives agricoles. — 25 juillet 1936. — J. O., n. 174 (26 juillet 1936).

L. tendant à faciliter la création d'unions de coopératives agricoles et de coopératives de consommation en vue de l'abaissement du coût de la vie. — 26 août 1936. — J. O., n. 201 (28 août 1936).

Arr. relatif aux subventions à allouer aux silos et magasins coopératifs à blé. — 29 août 1936. — J. O., n. 203 (30 août 1936).

D. relatif à l'organisation des syndicats d'élevage et des syndicats de contrôle laitier et beurrier et aux conditions dans lesquelles ces groupements peuvent obtenir des subventions de l'Etat. — 30 octobre 1936. — J. O., n. 261 (6 novembre 1936).

Arr. fixant les conditions dans lesquelles les subventions de l'Etat peuvent être accordées aux syndicats d'élevage et aux syndicats du contrôle laitier. — 10 novembre 1936. — J. O., n. 270 (18 novembre 1936).

Arr. relatif à l'attribution de subventions complémentaires aux Sociétés coopératives agricoles approuvées. — 12 novembre 1936. — J. O., n. 266 (12 et 13 novembre 1936).

D. relatif aux obligations incombant aux coopératives de blé et aux négociants inscrits. — 23 décembre 1936. — J. O., n. 306 (31 décembre 1936).

France (Maroc). — Arr. viziriel sur la coopération agricole. — 15 janvier 1936. — B. O., n. 1213 (24 janvier 1936).

Inde (Bombay). — L. n. VIII modifiant la l. de 1925 concernant les sociétés coopératives. — 26 avril 1936. — B. G. G., Part IV (7 mai 1936).

Italie. — D. royal n. 859 portant reconnaissance juridique et approbation du statut de l'association nationale des cultivateurs de plantes herbacées oléagineuses. — 10 avril 1936. — G. U., n. 118 (22 mai 1936).

D. royal n. 1176 modifiant les statuts des fédérations nationales appartenant à la confédération fasciste des ouvriers agricoles. — 28 mai 1936. — G. U., n. 148 (27 juin 1936).

D. l. royal n. 1579 portant un nouveau système de financement, pour l'année 1936, des Fédérations nationales des coopératives et, pour elles, de l'Institut national fasciste de la coopération. — 8 juin 1936. — G. U., n. 201 (31 août 1936).

D. ministériel visant l'exécution du d. l. royal du 8 juin 1936, n. 1579, concernant le financement de l'Office (*Ente*) national fasciste de la coopération. — 21 août 1936. — G. U., n. 215 (16 septembre 1936).

Japon. — L. n. 15 concernant la Compagnie pour le développement économique du Nord-Est. — 26 mai 1936. — K., n. 2818 (27 mai 1936).

Arr. n. 12 du Ministère de l'agriculture et des forêts amendant le règl. pour l'application de la l. sur la coopération. — 2 juillet 1936. — K., n. 2849 (2 juillet 1936).

O. impériale n. 149 modifiant l'organisation du Comité des cartels. — 2 juillet 1936. — K., n. 2850 (3 juillet 1936).

Arr. n. 33 du Ministère de l'agriculture et des forêts amendant le règl. d'application de la l. sur la coopération. — 7 novembre 1936. — K., n. 2956 (7 novembre 1936).

Japon (Corée). — Arr. n. 144 du Gouvernement général de la Corée portant la date d'application (au 20 décembre 1935) de l'o. sur les Unions économiques mutuelles. — 13 décembre 1935. — K., n. 2710 (17 janvier 1936).

Arr. n. 145 du Gouvernement général de la Corée portant le règl. d'application de l'o. concernant les Unions économiques mutuelles. — 13 décembre 1935. — K., n. 2710 (17 janvier 1936).

Arr. n. 148 du Gouvernement général de la Corée, amendant le règl. d'application de l'o. concernant l'impôt sur le revenu en Corée (*facilités aux Unions économiques mutuelles*). — 13 décembre 1935. — K., n. 2719 (28 janvier 1936).

Arr. n. 149 du Gouvernement général de la Corée, portant le règl. des modalités d'enregistrement des Unions économiques mutuelles. — 13 décembre 1935. — K., n. 2719 (28 janvier 1936).

Arr. n. 151 du Gouvernement général de la Corée, amendant le règl. d'application de l'o. concernant les associations d'aquiculture de la Corée. — 14 décembre 1935. — K., n. 2719 (28 janvier 1936).

Japon (Karafuto). — Arr. n. 17 du Gouvernement de Karafuto portant les règl. concernant les associations pour la culture des betteraves. — 16 mai 1936. — K., n. 2853 (7 juillet 1936).

Mexique. — D. remplaçant par un nouveau texte le d. du 16 août 1933 concernant les exemptions d'impôts en faveur des sociétés coopératives (*cas des sociétés ayant jusqu'à 5000 pesos de capital, et de celles ayant un capital de 5000 à 10000 pesos, etc*). — 4 mai 1936. — D. O., Tome XCVI, n. 5 (8 mai 1936).

D. modifiant le d. du 4 mai 1936, modificatif du d. du 16 août 1933 concernant les exemptions d'impôts en faveur des sociétés coopératives. — 8 juin 1936. — D. O., Tome XCVI, n. 26 (11 juin 1936).

Pays-Bas. — D. modifiant le d. de 1933 concernant les organisations de crise. — 3 janvier 1936. — Stbl., n. 740 (30 janvier 1936). ¶

D. visant l'exécution de l'art. 12, alinéa 2 et 4, du d. de 1935 concernant l'attribution, ou le refus, du caractère obligatoire aux ententes de nature économique (*composition et activité de la commission consultative compétente*). — D. concernant le mode de publication d'arr. pris en application dudit arr. de 1935. — 22 février et 14 septembre 1936. — Stbl., nos 640 et 646 (10 mars 1936 et 25 septembre).

Pérou. — D. concernant les associations dénommées « clubs coopératifs » (*coopératives d'achat, etc.*). — 3 avril 1936. — E. P., II^{ème} trimestre, n. 86 (17 avril 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. de la Commission de contrôle soviétique auprès du C. C. P. de l'U. R. S. S. « sur l'application par l'Union centrale de l'arr. du C. C. P. et du C. C. P. C. P. (b) du 29 décembre 1935 concernant le fonctionnement de la coopération de consommation dans la campagne » dans la partie relative au développement du commerce dans le village (*ratifié par le C. C. P. de l'U. R. S. S. et publié dans le n. 125 des Izvestia du 30 mai 1936*). — S. Z. R., n. 31, texte 277 (26 juin 1936).

Arr. n. 51 du C. C. P. concernant les sovkhozy de l'O. R. S. (*sections de l'approvisionnement ouvrier*), des organisations et institutions centrales et locales. — 11 janvier 1936. — S. Z. R., n. 6, texte 54 (16 février 1936).

Arr. n. 79 du S. T. D., portant les modalités pour le financement de la circulation de marchandises des sociétés de consommation rurales et des magasins ruraux (*pris en vertu de l'arrêté du 29 septembre 1935 sur le fonctionnement de la coopération de consommation à la campagne*). — 21 février 1936. — S. Z. R., n. 12, texte 106 (19 mars 1936).

Arr. n. 127 du S. T. D. portant les modalités pour la concession de crédit et le financement budgétaire des sovkhozy pour l'élevage du bétail. — 17 mars 1936. — S. Z. R., n. 21, texte 195 (15 mai 1936).

Arr. n. 618 du C. C. P. portant des mesures pour faciliter la transformation des associations pour l'exploitation en commun des terres dans la République socialiste soviétique des Tadjiks en artels agricoles. — 1^{er} avril 1936. — S. Z. R., n. 21, texte 191 (15 mai 1936).

Arr. n. 680 du C. C. P. tendant à renforcer les opérations d'approvisionnement des sociétés de consommation de village et à réduire le réseau intérieur d'approvisionnement du Gouvernement. — 9 avril 1936. — S. Z. R., n. 21, texte 190 (15 mai 1936).

Vénézuéla. — Rés. accordant une subvention mensuelle de 15 mille bolivares à la Fédération vénézuélienne d'agriculture et d'élevage, subvention qui doit permettre aux associations fédérées de développer efficacement leurs activités et qui sera imputée sur le Chap. X, n. 89, du budget du Ministère de l'agriculture et de l'élevage. — 3 septembre 1936. — G. O., n. 19050 (3 septembre 1936).

Yougoslavie. — Régl. visant l'application de l'o. du 3 août 1934 concernant les cartels. — 31 décembre 1935. — S. N., n. 4-1 (4 janvier 1936).

O. concernant l'assainissement de l'Union des coopératives agricoles à Novi-Sad. — 18 novembre 1936. — S. N., 284-LXX (8 décembre 1936).

CHAPITRE II.

ASSURANCE AGRICOLE

Italie. — D. l. royal n. 1502 visant à étendre l'assurance-maternité à certaines catégories d'ouvrières agricoles. — 7 août 1936. — G. U., n. 186 (12 août 1936).

Art. 1^{er}. — L'obligation de l'assurance-maternité est étendue aux femmes âgées de 15 ans révolus à 50 ans maximum, qui sont employées à des travaux agricoles, sous la dépendance d'autrui, et qui sont rétribuées de quelque façon que ce soit. Sont également soumises à l'obligation de l'assurance, dans les mêmes limites d'âge, les femmes appartenant au noyau familial des métayers et des colons, admises au bénéfice de l'assurance obligatoire contre la tuberculose, en vertu du décret-loi royal n. 761 du 19 mars 1936.

Art. 2. — L'Institut national fasciste de la prévoyance sociale verse, aux femmes visées à l'article précédent, les prestations suivantes:

a) une somme de lires 100 et de lires 75, respectivement, dans les cas prévus dans le premier alinéa de l'article 78 du décret-loi royal n. 1827 du 4 octobre 1935;

b) l'assistance hygiénique et sanitaire, dans les formes et dans les limites qui seront établies par le Comité spécial de l'assurance-maternité, visé à l'article 26 du décret-loi royal, n. 1827 du 4 octobre 1935.

L'assistance ci-dessus pourra être opportunément coordonnée avec celle de l'œuvre nationale de protection de la maternité et de l'enfance en faveur des femmes enceintes.

Les délibérations prises par le susdit Comité spécial, en application du présent article, sont soumises à l'approbation du Ministère des corporations.

Art. 3. — Il est pourvu aux buts visés à l'article précédent au moyen de la cotisation annuelle de 7 lires versée par toute salariée fixe ou « obligée », par toute femme employée au nettoyage du riz et par toute femme appartenant au noyau familial des métayers ou colons.

Pour les journalières agricoles et pour les ouvrières agricoles à part de fruits (compartecipanti) en général, la cotisation est de 0,07 lire par journée de travail.

Pour l'assurance des salariées fixes et « obligées » et des femmes employées au nettoyage du riz, la cotisation est de 5 lires à la charge de l'employeur et de 2 lires à la charge de l'assurée.

Pour l'assurance des femmes appartenant au noyau familial des métayers ou des colons la cotisation est de 5 livres à la charge du propriétaire, emphytéote, usufruitier ou locataire du fonds et de 2 livres à la charge du métayer ou colon chef de famille.

Pour l'assurance des journalières agricoles et des ouvrières agricoles à part de fruits en général, la cotisation est de 0,05 lire à la charge de l'employeur et de lire 0,02 à la charge de l'assurée.

Art. 4. — Le recouvrement de la cotisation visée à l'article précédent s'effectue cumulativement avec celui des cotisations dues pour les autres assurances obligatoires gérées par l'Institut national fasciste de la prévoyance sociale, à moins qu'il n'en soit disposé autrement par le Comité exécutif de ce même Institut, par délibération à approuver par le Ministère des corporations.

L'employeur a le droit de retenir la quote-part à la charge de l'assurée à l'occasion de la paye annuelle, périodique ou journalière, et à l'occasion de la liquidation des parts de fruits.

Le propriétaire, emphytéote, usufruitier ou locataire du fonds géré en métayage ou en colonat, a le droit de retenir les quotes-parts à la charge du colon à l'occasion de la clôture annuelle des comptes du colonat.

Art. 5. — La contribution de l'État au sens de l'article 59, lettre d), du décret-loi royal du 4 octobre 1935, n. 1827, est élevée à 40 livres pour les sommes payées en vertu du présent décret.

Art. 6. — Le droit aux prestations prévues à l'article 2 s'applique:

a) aux salariées fixes et « obligées » de l'agriculture, aux femmes du noyau familial du colon ou métayer et à toutes les autres femmes employées dans l'agriculture, pour lesquelles est établie la cotisation annuelle de 7 livres, quand les cotisations, relatives aux deux dernières années qui précèdent la date de l'événement qui donne droit aux prestations, ont été versées ou dues;

b) aux journalières agricoles et aux ouvrières agricoles à part de fruits, lorsque, dans la période quinquennale précédant la date de l'événement susdit, ont été versées ou dues des contributions pour au moins 200 journées et lorsque deux ans se sont écoulés depuis la date où a pris naissance l'assurance.

Art. 7-8. —

Dispositions transitoires.

Art. 9-11. —

Allemagne (Bavière). — Statut de l'Institut du Pays de Bavière d'assurance contre la grêle. — 13 mars 1936. — GVbl., n. 10 (17 mars 1936).

Statut de l'Institut d'assurance du bétail du Pays de Bavière. — 31 octobre 1936. — GVbl., n. 35 (14 novembre 1936).

Autriche (Confédération). — [L. fédérale n. 264 portant des dispositions provisoires concernant l'administration des institutions chargées des assurances sociales pour les ouvriers et employés dans l'agriculture et la sylviculture. — BGbl., 63. Stück (3 août 1936).

Bulgarie. — D. I. concernant les sociétés d'assurance mutuelle. — 28 avril 1936. — D. V., n. 98 (5 mai 1936).

Chili. — L. n. 5937 modifiant la l. n. 4054 du 8 septembre 1924 déclarant obligatoires les assurances se rapportant à la maladie, à l'invalidité et aux accidents du travail. — 29 septembre 1936. — D. O., n. 17593 (16 octobre 1936).

Equateur. — L. n. 18 créant l'assurance générale obligatoire, ainsi que l'Institut national de prévoyance. — 5 décembre 1935. — R. O., n. 87 (13 janvier 1936).

Arr. approuvant l'o. concernant l'inscription de toutes les personnes soumises à l'assurance sociale obligatoire, conformément à l'art. 2 de la l. relative à ladite assurance. — 4 juillet 1936. — R. O., n. 235 (9 juillet 1936).

Espagne. — Arr. approuvant le Règl. du Tribunal arbitral des assurances contre les risques agricoles. — 10 janvier 1936. — G. M., n. 14 (14 janvier 1936).

France. — D. portant règl. général d'administration publique pour l'application du d. du 30 octobre 1935 modifiant le régime des assurance sociales en ce qui concerne les assurés de l'agriculture. — 24 mars 1936. — J. O., n. 72 (25 mars 1936).

C. relative à l'application du d. du 24 mars 1936 portant règl. d'administration publique pour l'application de la l. du 30 octobre 1935 modifiant le régime des assurances sociales applicable aux assurés de l'agriculture. — 31 mars 1936. — J. O., n. 85 (9 avril 1936).

D. modifiant le d. du 20 décembre 1923 instituant une commission consultative pour l'étude des questions soulevées par la mise en application des dispositions législatives et réglementaires concernant les assurances mutuelles agricoles. — 25 avril 1936. — J. O., n. 106 (4 et 5 mai 1936).

Arr. fixant le maximum de gestion de l'assurance agricole. — 17 juin 1936. — J. O., n. 144 (20 juin 1936).

D. modifiant la composition de la commission chargée de répartir les subventions aux sociétés d'assurances mutuelles agricoles. — 20 juin 1936. — J. O., n. 154 (2 juillet 1936).

Arr. relatif à l'évaluation des frais de fabrication pouvant être déduits de la rémunération des fromages pour l'application du d. du 30 octobre 1935 modifiant le régime des assurance sociales en ce qui concerne les professions agricoles. — 15 septembre 1936. — J. O., n. 219 (18 septembre 1936).

D. modifiant le d. du 29 octobre 1935 fixant le taux des cotisations que doivent verser les sociétés d'assurances mutuelles agricoles contre la grêle régies par la l. du 4 juillet 1900 pour alimenter le fonds spécial de garantie institué par l'article 130 de la l. du 30 mars 1932. — 19 novembre 1936. — J. O., n. 284 (4 décembre 1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord. — L. concernant l'assurance-chômage (*agriculture*). — 9 avril 1936. — 26 Geo. V & 1 Edw. 8, Chap. 13 (1936).

Règl. provisoire concernant l'assurance-chômage (*contribution*) (*dispositions diverses visant l'agriculture*). — 21 avril 1936. — S. R. & O., n. 376 (1936).

Règl. provisoire concernant l'assurance-chômage (*emplois accessoires dans l'agriculture*). — 23 avril 1936. — S. R. & O., n. 387 (1936).

Règl. provisoire concernant l'assurance-chômage (*louages de services à long terme dans l'agriculture*). — 27 avril 1936. — S. R. & O., n. 388 (1936).

Arr. concernant l'assurance-chômage (*inclusion des jardiniers employés par des particuliers*). — 10 décembre 1936. — S. R. & O., n. 1308 (1936).

Guatemala. — D. n. 1848 modifiant l'art. 32 de la l. (d. n. 1040) instituant le crédit hypothécaire du Guatemala. (*Assurance éventuelle, contre les incendies et séismes, des constructions et installations se trouvant sur les domaines à hypothéquer*). — 11 juillet 1936. — D. C. A., n. 13 (16 juillet 1936).

Hongrie. — L. n. XXXVI concernant l'assurance obligatoire sur la vie des employés agricoles et contre l'invalidité et la vieillesse. — 31 décembre 1936. — O. T. (1936).

Italie. — D. ministériel concernant les conditions générales obligatoires pour les polices d'assurance-grêle. — 22 février 1936. — G. U., n. 56 (7 mars 1936).

D. l. royal n. 761 étendant l'assurance obligatoire contre la tuberculose aux métayers et colons partiaires. — 19 mars 1936. — G. U., n. 108 (9 mai 1936).

D. ministériel portant approbation du barème des cotisations de l'assurance obligatoire contre les accidents dans l'agriculture pour l'année 1936. — 6 août 1936. — G. U., n. 188 (14 août 1936).

Japon. — O. impériale n. 430 amendant les règl. concernant la commission consultative pour la réassurance du bétail. — 11 décembre 1936. — K., n. 2985 (12 décembre 1936).

Grand-Duché de Luxembourg. — Arr. grand-ducal portant exécution de l'art. 92, alinéa final, du code des assurances sociales (*article unique n. 17 de la l. du 6 septembre 1933*), concernant les accidents de trajet. — 22 août 1936. — M. L., n. 73 (10 octobre 1936).

Norvège. — L. n. 4 modifiant la l. concernant les sociétés d'assurance. — 13 mars 1936. — N. L., n. 11, p. 324 (19 mars 1936).

Pérou. — L. n. 8433 d'assurances sociales obligatoires (*concerne, pour les travailleurs et employés, les assurances: maladie, maternité, invalidité, vieillesse et décès. En annexe: dispositions provisoires visant l'application de la l.*) 12 août 1936. — E. P., III trimestre, nos 196, 197, 198, 199, 201 et 202 (4-10 septembre 1936).

Suisse (Confédération). — Arr. du Conseil fédéral fixant le taux des subventions fédérales en faveur de l'assurance du bétail. — 14 août 1936. R. L. F., n. 29 (14 août 1936).

O. concernant l'allocation de crise aux caisses-maladie reconnues. — 27 novembre 1936. — R. L. F., n. 45 (2 décembre 1936).

Yougoslavie. — O. concernant l'assurance obligatoire des ensemencements et récoltes contre la grêle dans la province (*banovine*) du Littoral. — 31 août 1936. — S. N., n. 207-XLVIII (8 septembre 1936).

CHAPITRE III.

CRÉDIT AGRICOLE.

ENDETTEMENT DES AGRICULTEURS

Danemark. — L. n. 121 portant des mesures concernant l'endettement agricole. — 9 avril 1936. — L. A., n. 16 (24 avril 1936).

[Cette loi, en vue de venir en aide aux agriculteurs, établit l'inscription au budget de l'Etat d'un crédit jusqu'à 100 millions de couronnes. Sur ces fonds sont accordés aux agriculteurs des prêts d'assainissement en vue du paiement de leurs dettes. Lorsqu'une dette grevant une propriété agricole dépasse de 10 % au moins sa valeur hypothécaire, le propriétaire intéressé peut solliciter un prêt d'assainissement pour se libérer de ses dettes. Ces prêts sont accordés par l'intermédiaire d'une commission désignée par le Ministre de l'agriculture, et ne peuvent être accordés qu'aux citoyens danois. Pendant une période de 16 semaines au maximum après la présentation des demandes de prêt, c'est-à-dire jusqu'à ce que la question se référant à l'allocation soit tranchée, la propriété endettée ne pourra faire l'objet d'une poursuite pour dettes; le délai susdit pourra être prorogé de 8 semaines.

Les prêts ne peuvent constituer que 25 % au maximum de la valeur hypothécaire de la propriété. Par valeur hypothécaire on entend la valeur calculée sur la base de l'évaluation foncière des terres et des bâtiments en plus de la valeur du cheptel mort et vif.

Les prêts d'assainissement ne peuvent être accordés qu'aux agriculteurs qui ont acquis leur propriété avant le 1^{er} janvier 1933, et ils sont libres jusqu'en 1942, après quoi les quotes-parts d'amortissement sont fixés à 2 % en plus des intérêts dont le taux est fixé à 1,5 %, pendant les 2 premières années, et à 4 ½ % les années suivantes.

Les prêts d'assainissement sont accordés en titres d'Etat dont le taux d'intérêt est de 4 ½ %. L'amortissement des obligations est prévu dans une période de 50 ans, à compter de 1^{er} janvier 1943. Bien entendu les emprunteurs peuvent se libérer de leurs dettes en remettant à la fois au Ministère des finances la somme due, soit en argent comptant soit en titres avec les intérêts.

Aux effets de l'allocation des prêts susdits, il est également accordé, sur le budget de l'Etat, un crédit de 10 millions de couronnes, mis à la disposition de la commission d'Etat pour l'exécution de la loi foncière, en vue de constituer de nouvelles exploitations agricoles ou d'augmenter les terrains des exploitations agricoles trop petites].

Equateur. — L. concernant le contrat de gage agricole et de gage industriel.
— 14 août 1936. — R. O., n. 267 (18 août 1936).

Art. 1^{er}. — Les gages agricoles et les gages industriels constituent un droit de gage sur les biens indiqués dans la présente loi et de ce fait, ils ne peuvent pas rester en la possession du débiteur.

Art. 2. — *Omissis.*

Art. 3. — Les contrats de gage agricole ou industriel sont régis par les dispositions du Titre XXXVII du Livre IV du Code Civil pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions de la présente loi.

Art. 5. — *Omissis.*

Art. 6. — Pour la constitution du gage agricole sur les fruits pendants ainsi que pour la constitution d'un gage agricole ou industriel sur d'autres produits qui ne sont pas encore perçus, ou sur des objets mobiliers qui, selon l'article 559 du Code civil, doivent être considérés comme immeubles par destination, on doit obtenir une autorisation du créancier hypothécaire dans le cas où une hypothèque a été prise sur la propriété.

Art. 7. — Tout contrat de gage agricole ou industriel doit être établi par écrit, quelle que soit son importance. Il peut être établi soit par acte public soit par acte sous seing privé judiciairement reconnu. Ces contrats seront inscrits dans les registres spéciaux dressés à cet effet dans chaque canton par le Conservateur de la propriété (Registrador de la Propriedad). Ces registres seront dénommés Registre du gage agricole et Registre du gage industriel. Le Conservateur enregistrera les contrats en inscrivant une note y relative dans le registre approprié. Dans le registre figurera une liste des meubles donnés en gage.

Dans le cas où ces derniers se trouvent dans des cantons différents, les contrats seront enregistrés dans les différents registres.

Les contrats de gage agricole ou industriel n'auront effet entre les parties ou vis-à-vis des tiers qu'à partir de la date d'inscription dans le registre.

Art. 8 à 29. — *Omissis.*

France. — L. tendant à modifier l'article 2102 du code civil en vue de faire bénéficier les vendeurs d'engrais, d'amendements et de produits destinés à la destruction des parasites animaux et végétaux, du privilège accordé pour les fournitures de semences et les frais de la récolte de l'année. — 24 mars 1936. — J. O., n. 73 (26 mars 1936).

Article unique. — Le quatrième alinéa du premier paragraphe de l'article 2102 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit:

« Néanmoins, les sommes dues pour les semences, pour les engrais et amendements, pour les produits anticryptogamiques et insecticides, pour les produits destinés à la destruction des parasites végé-

taux et animaux nuisibles à l'agriculture, ou pour les frais de la récolte de l'année, seront payées sur le prix de la récolte, et celles dues pour ustensiles, sur le prix de ces ustensiles, par préférence au propriétaire, dans l'un et l'autre cas ».

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

France. — L. tendant à accorder des délais aux producteurs agricoles pour le paiement des dettes qu'ils ont contractées pour les besoins de leur exploitation. — 20 août 1936. — J. O., n. 196 (22 août 1936).

Art. 1^{er}. — L'article 1244 (§ 2) du code civil est modifié ainsi qu'il suit:

« Les juges peuvent néanmoins, en considération de la position du débiteur et compte tenu de la situation économique, accorder pour le paiement des délais qui emprunteront leur mesure aux circonstances, sans toutefois dépasser un an, et surseoir à l'exécution des poursuites toutes choses demeurant en l'état ».

Art. 2. — Pendant le délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, les agriculteurs qui, en vertu d'une décision de justice, auront obtenu la suspension d'une mesure d'exécution ou une remise d'adjudication, pourront obtenir de la caisse de crédit agricole à laquelle ils sont affiliés, un prêt soit à court terme, soit à moyen terme, soit à long terme, destiné à rembourser la dette ayant fait l'objet de la décision.

Le débiteur devra justifier du remboursement ou donner délégation au créancier pour le recevoir directement de la caisse.

Art. 3. — Les prêts à court terme consentis par les caisses de crédit agricole à la date de la promulgation de la présente loi peuvent, à titre exceptionnel, être transformés en prêts à moyen terme.

Art. 4. — La date extrême de remboursement des avances d'un montant total de 800 millions de francs prévue à l'article 1^{er} de la loi du 24 mars 1936 est reportée au 31 décembre 1941.

Art. 5. — La présente loi est applicable aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

France (République Syrienne). — D. concernant l'insaisissabilité des récoltes. — 30 novembre 1935. — J. O. R. S., n. 6 (27 février 1936).

Art. 1^{er}. — Les numéros 4 et 5 de l'article 274 du Code de procédure civile sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

4) les outils et instruments aratoires des agriculteurs, la portion des produits agricoles revenant à l'Etat et celle appartenant à l'associé du saisi, s'il en a,

5) les produits agricoles non encore rentrés et les fruits non cueillis et qui se trouvent encore sur l'arbre. Toutefois, les récoltes peuvent être saisies sur pied et les fruits sur l'arbre, si le saisissant demande la nomination d'un séquestre judiciaire chargé de les surveiller et d'empêcher leur enlèvement clandestin. Les frais de séquestre sont avancés par le saisissant et supportés par la partie succombante.

Art. 2. — Le présent décret législatif sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Hongrie. — L. n. XIV concernant l'Institut national de crédit rural. — 19 mai 1936. — O. T., n. 5 (19 mai 1936).

Art. 1^{er}. — Le Crédit Foncier National des petits propriétaires, constitué conformément aux dispositions de la loi XXXIX de l'année 1879, et la Fédération Nationale des sociétés hongroises de Crédit foncier, constituée conformément aux dispositions de l'article de loi XV de l'année 1911, peuvent aux termes de la présente loi fusionner en une société coopérative sous la raison sociale: Crédit Foncier National.

Art. 2. — Quand l'assemblée générale du Crédit Foncier National des petits propriétaires et celle de la Fédération Nationale des sociétés hongroises de Crédit foncier auront déclaré la fusion, les conseils d'administration des deux instituts inviteront, par une communication faite 8 jours au moins à l'avance, les membres fondateurs du Crédit Foncier National des petits propriétaires et les membres de la Fédération Nationale des sociétés hongroises de Crédit foncier à assister à l'assemblée générale constitutive du Crédit Foncier National.

L'assemblée générale constitutive peut délibérer valablement sans égard au nombre des membres présents. L'assemblée générale prend des résolutions en matière de constitution, de fixation des statuts, d'élection du conseil d'administration et du conseil de surveillance du Crédit Foncier National.

Dans l'assemblée générale constitutive, les membres fondateurs du Crédit Foncier National des petits propriétaires et les membres de la Fédération Nationale des sociétés hongroises de Crédit foncier ont un droit de vote par 50 pengös de leur part de fondateur ou de leur action.

Les résolutions de l'assemblée générale déclarant la fusion ne pourront être attaquées d'après l'art. 174 de la loi XXXVII de 1875 que sur la base de l'inobservation des formalités prescrites dans la loi ou bien dans les statuts.

Art. 3. — Le ministre des finances approuve, de concert avec le ministre de l'agriculture et le ministre de la justice, les statuts du Crédit Foncier National. Le tribunal statuant en matière de Registre

commercial enregistre les statuts ainsi approuvés dans ce Registre sans examen de leur contenu.

En enregistrant la raison sociale du Crédit Foncier National, il faut en même temps radier celle du Crédit Foncier National des petits propriétaires et de la Fédération Nationale des sociétés hongroises de Crédit foncier.

Les règles de droit relatives à la dissolution des sociétés coopératives et les règles des statuts des instituts fusionnants relatives à la dissolution ne seront pas applicables à la cessation par fusion du Crédit Foncier National des petits propriétaires et de la Fédération Nationale des sociétés hongroises de Crédit foncier.

Art. 4-13. —

Inde (Madras). — L. n. XI instituant des commissions pour la conciliation des dettes, afin de secourir les agriculteurs endettés. — 5 avril 1936. — F. S. G. G., n. 12 (28 avril 1936).

[Le Gouvernement local peut établir dans tout district ou partie de district une Commission de conciliation des dettes (*Debt Conciliation Board*) composée d'un président et de deux membres, désignés pour 3 ans au plus après lesquels ils pourront être désignés à nouveau. Le président doit exercer, ou avoir exercé, des fonctions non inférieures à un certain grade (*Subordinate Judge*, juge des tribunaux inférieurs, ou *Deputy Collector*, sous-percepteur) et un membre au moins ne doit pas être fonctionnaire.

Les membres de la Commission sont considérés comme des agents publics (*public servants*) au sens de l'*Indian Penal Code*. Le Gouvernement local conserve la faculté de dissoudre une Commission et d'en établir une nouvelle, comme aussi de renvoyer tout membre ou le président. Le *quorum* sera prescrit. A égalité des voix, le président aura voix prépondérante.

Le débiteur visé par la loi est celui dont l'endettement dépasse cent roupies; qui tire ses ressources principalement de l'agriculture, y compris l'horticulture, l'élevage du bétail, l'apiculture, la sériciculture, etc.); ou le *landholder* (ici, un propriétaire ou un possesseur de terre payant l'impôt foncier, soit lui-même soit comme fermier dudit impôt; et cultivant la terre ou non); ou l'*occupancy tenant* (cultivateur ou fermier ayant acquis des droits permanents d'occupation).

Les dettes visées par la loi ne comprennent pas les arriérés de salaires, ni l'impôt foncier, ni l'arriéré d'impôt foncier ni les fermages tels qu'ils sont définis par le *Madras Estates Land Act* de 1908.

Il pourra être adressé une demande de conciliation à la Commission compétente pour la résidence du débiteur ou, s'il n'y n'en a pas, à celle de la région où se trouve la terre du dit, soit par le débiteur

lui-même, soit à son défaut par un créancier (qui peut être un créancier ordinaire ou une coopérative).

Si la demande est faite par le *débiteur*, elle devra contenir: la déclaration qu'il n'est pas en état de payer ses dettes; toutes données concernant les dettes; les noms et adresses des créanciers en tant qu'il peut arriver à les connaître; les données concernant les biens propres, meubles et immeubles, du débiteur et leur valeur, ainsi que les hypothèques, droits de gage ou privilèges pouvant les grever.

Si la demande vient d'un *créancier*, elle devra indiquer la résidence du débiteur et les données concernant la créance.

La Commission fixera une date et un lieu pour entendre la demande et enverra un avis recommandé au débiteur et à tous les créanciers. Elle pourra à un moment quelconque opposer à la demande un refus motivé par écrit; ou encore, si l'initiative est venue d'un créancier, lui substituer, pour la suite de la procédure, le débiteur ou quelque autre créancier. La Commission pourra refuser en particulier dans les cas où le débiteur montre de la négligence ou une intention frauduleuse.

Si par contre la Commission entend poursuivre la procédure de conciliation, elle enverra un avis aux créanciers, en invitant chacun d'eux à présenter, dans les deux mois, une déclaration (*statement*) concernant les créances à lui dues par le débiteur, les documents originaux sur lesquels il fonde ses droits, ainsi qu'une copie authentique de chaque document qui, après collationnement et timbrage de l'original, sera conservée par l'office. Toute créance non déclarée de la manière indiquée sera considérée comme acquittée; toutefois elle pourra être rétablie (*revived*), par la Commission ou par un tribunal civil, en cas d'excuse valable du retard. Il en sera de même pour la présentation d'un document.

La Commission invitera alors le débiteur et chaque créancier à venir expliquer son cas; elle préparera une liste complète des créanciers, des biens, et des engagements du débiteur; et elle possédera, en ce qui concerne l'invitation des parties ou des témoins, la production de documents, etc., les pouvoirs conférés aux tribunaux civils par le Code de procédure civile de 1908. De même, devront être conformes au dit Code, les déclarations présentées par les intéressés et les actes écrits de la Commission.

Si les créanciers représentant plus de 50 % des dettes du débiteur arrivent à un arrangement (*settlement*) amiable avec lui, cet arrangement sera mis par écrit sous la forme d'une convention (*agreement*) indiquant les montants dus, les modes et dates de paiement, ainsi que les biens ou ressources (*assets*) devant servir à cet effet. Si la dite convention est jugée équitable par l'office de la Commission, elle sera lue et expliquée aux parties, et signée ou autrement validée par les parties qui l'acceptent et par la Commission. Si un créancier couvert (*secured*), c'est-à-dire possédant des hypothèques ou autres garanties, n'accepte

pas l'arrangement, le dit arrangement ne portera pas atteinte à son droit d'agir à l'égard des biens servant de garantie.

La convention sera enregistrée, dans les 30 jours, conformément à l'*Indian Registration Act* de 1908, par le président de la Commission et produira dès lors tous les effets d'une sentence (*decree*) prononcée par un tribunal civil. Toutefois dans le cas du rétablissement, par la Commission ou par un tribunal civil, d'une créance signalée en retard, la convention et toutes procédures ultérieures seront nulles; et on considérera que la demande d'arrangement a été présentée le jour du dit rétablissement.

Les biens non susceptibles de saisie, conformément au Code de procédure civile de 1908, ne seront pas pris en considération dans la convention.

Aucun projet d'arrangement ne pourra accorder à un créancier, en capital et intérêts, plus de deux fois le montant du capital ni, si la dette est antérieure au 1^{er} juin 1933, plus de deux fois le montant dû à cette date.

Si un arrangement n'a pu être obtenu en 12 mois, la Commission rejettera la demande.

Au cas où un créancier refuse d'accepter un arrangement amiable comportant pour lui, au jugement de la Commission, une offre convenable (*fair*) du débiteur, la Commission délivrera au débiteur un certificat concernant la dette en question. Pour juger de la convenance d'une offre, la Commission considérera: les changements de valeur du sol et des produits dans la localité, les montants en numéraire ou en nature réellement fournis au débiteur, les taux d'intérêt plus ou moins raisonnables, les conditions onéreuses pouvant se trouver à l'origine de la dette, les offres de règlement ayant pu avoir lieu antérieurement et leur teneur, etc. Un tribunal civil qui aurait à opérer le recouvrement d'une créance visée par un tel certificat ne pourra, malgré toutes les lois en vigueur, accorder au plaignant en frais et intérêts, après la date du dit certificat, plus d'un intérêt simple de 6 % par an sur le capital dû à la dite date.

Si, après l'enregistrement de la créance susdite, un créancier veut effectuer le recouvrement d'une créance postérieure à la convention ou d'une autre créance quelconque (non comprise dans la convention), son action ne produira, nonobstant le Code de procédure de 1908, aucun effet contre les biens éventuellement inscrits dans la dite convention pour servir au remboursement des créances y établies.

Les tribunaux civils ne pourront conduire aucune action (*suit*) concernant: une question pendante devant une Commission; la validité d'une procédure ou la légalité d'une convention conforme à la loi; le recouvrement d'une dette payable en entier ou en partie en vertu d'une convention ci-visée; celui d'une dette considérée comme acquittée en

vertu de la loi et non rétablie; ni une demande d'exécution relative à une dette pour laquelle l'exécution est suspendue en vertu de la dite.

En ce qui concerne les propriétés du débiteur, tout transfert opéré dans une intention de fraude, après qu'une demande a été adressée à une Commission et avant qu'une convention adoptée soit pleinement exécutée, pourra être annulé par la Commission, à la requête des créanciers lésés. En revanche, la vente de terres pourra avoir lieu à un prix convenable et avec l'assentiment de la Commission, conformément à une convention adoptée ou à l'effet d'exécuter la dite; et la dite vente ne sera pas considérée comme frauduleuse, ni susceptible d'annulation aux termes des dispositions antérieures concernant l'insolvabilité dans la ville, ou dans la province, ou le transfert de la propriété (*Towns Insolvency Act, 1909; Provincial Insolvency Act, 1920; Transfer of Property Act, 1882*).

Les décisions (*orders*) d'une Commission ne comportent aucun recours ni appel. Toutefois une Commission pourra, sur demande reçue dans les 90 jours, revoir (*review*) sa décision, ou la revoir de sa propre initiative à une époque quelconque, et prendre la décision qu'elle jugera convenable après avoir entendu à nouveau les intéressés.

Le temps durant lequel une procédure de conciliation a été pendante devant une Commission et de même — s'il y a lieu — toute la période d'exécution d'une convention, ne seront pas calculés dans la limite de durée des procédures et dans le calcul des délais aux termes du Code de procédure de 1908 (art. 48) et de l'*Indian Limitation Act* de 1908.

Le Gouvernement pourra établir des règlements visant l'application de la loi et concernant en particulier: la procédure devant les Commissions, les frais (*charges*) à compter par une Commission pour un acte quelconque fait par elle en vertu de la loi; les registres des Commissions et les déclarations (*returns*) à faire par elles; les allocations éventuellement payables au président et aux membres; l'invitation de témoins et leur indemnisation; la production de documents; l'enregistrement des conventions; et les pénalités.

Toute réglementation devra être divulguée avant d'être établie.

Les pénalités pourront comporter des amendes allant jusqu'à cinquante *roupies* par infraction, ou jusqu'à dix *roupies* par jour dans le cas où l'infraction se poursuit.

Le titre abrégé de la loi est: *Madras Debt Conciliation Act, 1906*].

Norvège. — L. n. 3 modifiant la l. provisoire, du 29 juin 1934, concernant la réglementation des dettes des agriculteurs. — 25 juin 1936. — N. L., n. 25, p. 752 (29 juin 1936).

[La loi provisoire du 29 juin 1934 concernant la réglementation des dettes des agriculteurs sera désormais conçue en ces termes:

Art. 6 (3^{ème} alinéa renouvelé). — *Le Tribunal, lorsque le Conseil d'Administration de la Caisse de crédit agricole le demande, devra nommer un nouveau médiateur au lieu de celui qui a été nommé précédemment.*

Une nouvelle nomination devra avoir lieu également dans le cas où le tribunal estime que le médiateur en charge n'a pas toutes les qualités requises pour remplir ses fonctions.

Art. 8 (1^{er}-2^{ème} alinéa). — *Lorsqu'un débiteur, conformément aux dispositions de l'article 7, a sollicité l'assistance d'un médiateur, et que celui-ci n'exclut pas la possibilité d'aboutir à un arrangement, il appartient à ce dernier d'en donner immédiatement notification au Tribunal du district ou de la ville et à l'autorité chargée des voies d'exécution (namsmannen).*

Aucune ouverture de faillite, ni vente forcée aux enchères ni saisie-gagerie ou autres mesures rentrant dans la procédure de la poursuite pour dettes ne pourront être effectuées avant l'expiration d'un délai de 4 mois après la notification susdite. Ledit délai peut être prorogé par le Tribunal du district ou de la ville dans des cas particuliers lorsque la Caisse de crédit agricole le sollicite.

Art. 24 (adjonctions au 3^{ème} alinéa). — *Dans le cas d'appel (pour vices de procédure ou pour fausse application du droit), le délai visé au 2^{ème} alinéa de l'article 8 (voir l'article 19) n'expirera que 4 semaines après que l'expertise sera devenue définitive.*

Art. 28. — *La caisse de crédit peut accorder des prêts aux agriculteurs en vue de la libération d'une dette hypothécaire grevant la propriété de l'emprunteur, ou d'une autre dette, à condition que cela soit nécessaire pour que l'agriculteur intéressé puisse garder sa propriété, ou bien pour lui donner la possibilité de se libérer d'une dette dont le taux d'intérêt est supérieur à celui qu'il est à même de payer].*

Pologne. — D. du Président de la République portant des facilités de paiement pour les engagements des sociétés coopératives agricoles et de leurs centrales. — 14 janvier 1936. — D. U., n. 3, texte 23 (15 janvier 1936).

En vertu de l'article 55 alinéa (1) de la loi sur la Constitution et de la loi du 6 novembre 1935, sur l'octroi de pleins pouvoirs au Président de la République dans le domaine de la promulgation de décrets (Journal des Lois, n° 81, p. 501), j'ordonne ce qui suit:

Art. 1^{er}. — (1) Les sociétés coopératives agricoles et leurs centrales commerciales (sans qu'il soit tenu compte de la forme juridique de celles-ci), dont l'état financier justifie la nécessité d'un arrangement en ce qui concerne leur endettement, peuvent être soumises à une procédure tendant à la conclusion d'un accord avec leurs

créanciers. Cette prescription ne vise pas les coopératives agricoles de crédit et leurs centrales.

(2) Le Ministre des finances détermine le type des sociétés coopératives et de leurs centrales qui justifie la possibilité d'appliquer une procédure de ce genre.

Art. 2. — (1) L'office d'arbitrage pour les questions financières se rapportant aux propriétaires fonciers est appelé à se prononcer sur les questions liées à la procédure tendant à un accord.

(2) L'organe appelé à décider en la matière se compose d'un président ou de son suppléant et de quatre membres, à savoir:

- 1) deux assesseurs, délégués du Ministre des finances,
- 2) un assesseur, délégué du Ministre de l'agriculture et des réformes agraires,
- 3) un assesseur choisi parmi les autres membres de l'office d'arbitrage, représentant le crédit organisé.

Art. 3. — (1) L'ouverture de la procédure tendant à un accord peut avoir lieu:

- 1) sur la proposition de la société coopérative ou de sa centrale,
- 2) sur la demande du créancier de la société coopérative ou de sa centrale,
- 3) sur la demande du garant ou de la personne liée par un engagement solidaire avec la société coopérative ou la centrale.

(2) La motion, quant à l'ouverture de la procédure tendant à un accord, peut être soumise uniquement jusqu'au 31 décembre 1936.

Art. 4. — (1) Le projet d'accord peut prévoir:

- 1) une suspension des termes de paiement ou la répartition du capital de la dette en versements payables pendant 14 ans;
- 2) une réduction de la dette et de ses intérêts;
- 3) la libération partielle ou totale des garants; ou d'autres personnes liées par un engagement solidaire avec la coopérative ou sa centrale, de la responsabilité qu'ils assumaient en la matière;
- 4) si et de quelle manière l'acquittement des engagements visés par l'accord sera garanti.

(2) L'accord peut prévoir différentes conditions pour les diverses catégories de créance, suivant leurs garanties; les sommes garanties par une première hypothèque et qui ne dépassent pas la moitié de la valeur des immeubles peuvent être réduites moins sensiblement que celles garanties par des hypothèques ultérieures.

(3) Il est interdit de réduire les redevances publiques et les redevances à titre de contrat du travail, sans l'assentiment des créanciers intéressés.

Art. 5. — Les facilités relatives aux engagements des sociétés coopératives, prévues par l'accord, s'étendent également aux garants et aux personnes liées par l'engagement.

Art. 6. — Le Conseil des Ministres établira, par arrêté, les principes détaillés de la procédure tendant à la conclusion d'un accord, et en particulier les conditions et modes de procédure, les créances exclues de la procédure tendant à la conclusion d'un accord, les frais de procédure, les principes de contrôle de l'activité des offices d'arbitrage, enfin le rapport existant entre les prescriptions du présent décret et les autres prescriptions concernant le problème visé par le dit décret.

Art. 7. — Les Ministres des finances, de la justice, de l'agriculture et des réformes agraires sont chargés de l'exécution du présent décret.

Le présent décret entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Suisse (Confédération). — Arr. fédéral modifiant l'arr. fédéral du 28 septembre 1934 qui institue des mesures juridiques temporaires pour la protection des agriculteurs dans la gêne. — 23 décembre 1936. — R. L. F., n. 49 (30 décembre 1936).

Art. 1^{er}. — L'article 17 de l'arrêté fédéral du 28 septembre 1934 (1) instituant des mesures juridiques temporaires pour la protection des agriculteurs dans la gêne est abrogé et remplacé par la disposition suivante:

Art. 17. — Pour les créances en capital garanties par gage et couvertes par le gage, l'autorité de concordat peut, avec effet à partir de la dernière échéance antérieure à l'ouverture de la procédure (art. 6) et jusqu'à l'expiration du sursis au remboursement des capitaux au plus tard, réduire l'intérêt à quatre et demi pour cent, compte tenu des commissions et autres suppléments de ce genre, s'il est supérieur à ce taux et, si un intérêt inférieur a été convenu, interdire de l'élever à plus de quatre et demi pour cent.

Art. 2. — L'arrêté fédéral précité est complété par un article 57-bis, ainsi rédigé:

Art. 57-bis. — A la requête du débiteur, l'autorité de concordat peut prolonger jusqu'au 31 décembre 1938 les sursis au remboursement du capital, déjà expirés ou expirant avant la fin de 1938, qui ont été accordés en vertu de l'article 20 de l'arrêté fédéral du 13 avril 1933 instituant des mesures juridiques temporaires pour la protection des agriculteurs dans la gêne ou de l'article 14 du présent arrêté ou qui ont été acceptés dans une procédure volontaire d'assainissement exécutée conformément au présent arrêté.

L'autorité de concordat statue après que l'institution de secours agricole lui a donné son avis écrit. Sa décision est communiquée par

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIV^{ème} Année, 1934, p. 723 et suiv.

écrit aux intéressés et, dans les cantons où il existe une autorité supérieure de concordat, elle peut être déferée à celle-ci dans les dix jours dès la communication. Ce droit de recours appartient aussi à l'institution de secours agricole.

Le cas échéant, la décision de l'autorité de concordat peut aussi s'étendre à une réduction du taux des intérêts, conformément aux articles 17 et 18.

Les articles 15, 16 et 38, lettre b), sont applicables, l'article 38, lettre b), étant modifié en ce sens qu'il incombe à l'institution de secours agricole de faire annoter au registre foncier et sur les titres de gage la prolongation du sursis et, s'il y a lieu, d'autres modifications relatives à la réduction du taux des intérêts.

Art. 3. — Le présent arrêté est déclaré urgent et entre immédiatement en vigueur.

Yougoslavie. — Ordonnance concernant la liquidation des dettes agricoles. — 25 septembre 1936. — S. N., n. 223-LIII (26 septembre 1936).

CHAPITRE PREMIER. — [*Les agriculteurs et leur dettes, etc.*]

Art. 1^{er}. — La présente ordonnance se rapporte à toutes les dettes antérieures au 20 avril 1932, dues par des agriculteurs qui ont possédé cette qualité tant à l'époque de l'endettement que lors de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, et qui en outre satisfont aux conditions de l'ordonnance.

Art. 2. — (1) Sera considérée comme agriculteur, au sens de l'ordonnance, une personne physique dont l'agriculture constitue la profession principale (*); qui travaille la terre seule ou avec les membres de sa famille ou bien, en cas de besoin, avec de la main-d'œuvre rémunérée; dont les revenus imposés proviennent principalement de l'agriculture (culture du sol, des vignobles, vergers, jardins; élevage du bétail, etc.) et dont la propriété ne dépasse pas une superficie de 50 hectares de terre arable (**) ou encore ne dépasse pas 100 hectares de terre arable il s'agit d'une communauté familiale (*porodična zadruga*). On considérera comme communauté familiale une famille comportant la vie et l'activité commune de parents par le sang ou par incorporation, si elle compte au moins trois membres mâles.

(*) [Certaines professions ou fonctions (prêtres, avocats, notaires, ingénieurs, industriels, fonctionnaires actifs ou retraités, gérants de propriétés, etc. etc.), doivent toujours être considérées comme professions principales. Règlement d'application du 30 octobre 1936].

(**) [On désigne ici par terre arable toute terre pouvant être ainsi utilisée, y compris les prairies, vergers, vignobles, anciens vignobles, terres en friche, mais non les terres servant, d'une manière permanente, de pâturages. Règlement du 30 octobre 1936.]

(2) Les usufruitiers, fermiers ou métayers, qui cultivent la terre d'autrui, seront estimés agriculteurs au sens de l'alinéa 1^{er} du présent article, quoiqu'ils n'aient pas la propriété du sol, pourvu qu'ils remplissent les autres conditions voulues.

(3) On considérera également comme agriculteurs au sens de l'alinéa 1^{er} du présent article, les colons des régions méridionales, indiqués à l'art. 8 alinéa 7, du règlement pour l'application de la loi du 11 juillet 1931 concernant la colonisation des régions méridionales, avec les modifications et additions des 24 juin 1933 et du 3 août 1933.

(4) La femme mariée vivant en commun avec son mari, ne sera considérée comme agriculteur que si elle remplit personnellement les conditions prescrites, pour les agriculteurs, par la présente ordonnance et si le revenu total des dits époux provient principalement de l'agriculture.

(5) Dans le maximum admissible de terre arable, on comptera la propriété personnelle de l'agriculteur ainsi que la propriété de sa femme et de ses enfants, si les dits vivent en commun avec lui.

(6) Seront également considérés comme agriculteurs au sens de la présente ordonnance, si leur revenu imposé provient pour la plus grande part de l'agriculture et si leur propriété en terre arable ne dépasse pas la superficie fixée par l'alinéa 1^{er} du présent article:

a) les personnes qui, pour cause de maladie, ou par suite d'autres obstacles impossibles à écarter, ne sont pas en état de cultiver elles-mêmes leur terre; les enfants mineurs d'agriculteurs pendant la durée de leur minorité ainsi que les héritages d'agriculteurs tant qu'ils n'auront pas été remis aux héritiers;

b) les personnes cultivant, seules ou avec l'aide des membres de leur famille, de la terre appartenant à d'autres (ou les travailleurs agricoles) pourvu que cela constitue leur occupation principale et qu'elles ne payent, outre leur impôt de salariés, aucun autre impôt;

c-d) (les agriculteurs se livrant à des industries ou métiers ruraux accessoires).

(7) Lors de l'estimation du revenu imposé, on ne tiendra pas compte du revenu correspondant à la maison que l'agriculteur habite, seul ou avec les membres de sa famille.

(8) Sur la demande du créancier ou d'un autre intéressé, le débiteur sera tenu de fournir un certificat constatant qu'il est agriculteur. Le dit certificat sera délivré par l'autorité communale (ou les municipalités des villes). La demande de délivrance du certificat pourra être présentée par le débiteur ou par tout autre intéressé.

Art. 3. — (1) Seront considérés comme dettes d'agriculteur tous les engagements de droit privé portant sur des espèces, sans égard aux motifs dont ils proviennent ni au fait de savoir si l'agriculteur

y figure comme débiteur principal ou comme garant. Le garant, ou le débiteur solidaire, même s'il n'est pas agriculteur, répondra aux engagements de la même manière que le débiteur principal, agriculteur. L'engagement du débiteur principal ou du garant sera considéré comme constituant une dette pour lui seulement au moment où il devra remplir le dit.

(2) Les dispositions de l'ordonnance ne se rapportent pas au garant ou au débiteur solidaire, s'il est créancier de l'agriculteur et qu'il se soit endetté à l'aide de la traite du débiteur, par lui endossée à cet effet.

(3) L'ordonnance s'applique aussi aux dettes des agriculteurs à l'égard desquels a été ouverte, avant le 20 avril 1932, une procédure de faillite.

(4) On ne considérera pas comme dettes d'agriculteurs, dans le sens de l'alinéa 1^{er} du présent article: les dettes d'un agriculteur si leur montant total ne dépasse pas 250 dinars, ou [bien s'il dépasse 500.000 dinars; les contributions publiques et taxes (*) établies par les lois; les dettes provenant d'un achat de marchandises jusqu'à un montant de 500 dinars et contractées après le 20 octobre 1931 en tant qu'elles n'ont pas été converties en effets de commerce; les dettes en tant qu'elles sont garanties par la remise d'un objet meuble servant de gage; les créances relatives à un entretien (ou à des aliments) et les créances possédées par une personne vis-à-vis d'un agriculteur et basées sur une obligation d'entretien; les créances résultant d'un acte pénal, les créances concernant la rétribution (ou le salaire) de personnes travaillant dans la maison ou la propriété du débiteur; les créances d'artisans jusqu'à 500 dinars, concernant des travaux professionnels exécutés par lesdits, si elles sont postérieures au 20 octobre 1931. Les reconnaissances de dettes et autres documents, portant qu'une dette provient d'un achat de marchandises ou de services d'artisans, ne prouvent pas que la dette a été réellement contractée pour ces motifs.

(5) On ne considérera pas comme dettes d'agriculteurs les engagements résultant d'un héritage, ainsi que les engagements résultant d'un contrat de succession de nature quelconque (contrat de donation, contrat de remise et autres semblables). Si le débiteur, héritier ou partie au contrat, étant agriculteur aux termes de l'ordonnance, estime que le bien immeuble hérité, sur lequel la succession doit être payée en argent aux autres héritiers ou aux autres parties

(*) Sont comprises dans ces taxes ou indemnités (*pristojbe*) établies par les lois, celles dues aux témoins, experts, membres de commissions judiciaires, ainsi que les paiements aux Offices en vue de l'assurance des travailleurs. — Règlement d'application du 30 octobre 1936.

contractantes, a perdu depuis la naissance de la dette plus de 25 % de sa valeur, le dit pourra demander au tribunal, dans le délai d'un an après l'entrée en vigueur de l'ordonnance, de réduire le montant de la dite dette, proportionnellement à la diminution de valeur du bien immeuble. Cette réduction ne pourra pas dépasser 50 % de la dette primitive.

(6).

(7) Les dispositions de l'ordonnance ne s'appliquent pas aux créances de la Banque nationale du royaume de Yougoslavie, de la Banque hypothécaire d'Etat et de la Banque Agricole privilégiée, en tant que cela n'est pas dit expressément dans l'ordonnance (Chapitres IV et V). Il est laissé, à la Banque nationale, le pouvoir de prendre des décisions spéciales concernant les facilités à accorder à ceux de ses débiteurs auxquels est applicable, par ailleurs, l'ordonnance.

(8) En tant que le créancier, direct d'un agriculteur a aliéné, par voie de cession, mise en gage (*lombard*) ou réescompte auprès d'une institution de crédit, sa créance visée par l'ordonnance, il ne pourra pas exiger, du dit établissement, les facilités qu'il serait tenu lui-même d'accorder, selon les dispositions de l'ordonnance, au débiteur.

(9) Les dispositions de l'ordonnance ne s'appliquent pas aux dettes d'agriculteurs vis-à-vis de créanciers pauvres qui ne possèdent pas de biens propres ni d'autre revenus pour subvenir aux nécessités de leur entretien. La pauvreté sera constatée par le tribunal sur la demande du créancier.

Art. 4. — (1) Le montant d'une dette d'agriculteur sera fixé de manière à calculer les intérêts stipulés et dus, mais non supérieurs à 12 % par an, jusqu'au 20 avril 1932 et à les ajouter au capital. Le montant ainsi fixé servira de base pour les réductions de dette à opérer selon l'ordonnance.

(2) Les intérêts non payés et non atteints de prescription, correspondant à la période du 21 avril 1932 au 15 novembre 1936, pourvu qu'ils soient conformes à la loi et aux ordonnances antérieures concernant le protection des agriculteurs, ainsi qu'aux plans approuvés de remboursement des unions de coopératives, seront ajoutés, sans réduction, au montant fixé selon l'alinéa précédent. On ajoutera aussi, au capital de la dette, les frais de procès et d'exécution, antérieurs au 20 avril 1932 et définitivement assignés, puis les débours effectifs tels que primes d'assurance, impôts publics, taxes pour l'établissement d'une hypothèque (ou aussi plus généralement d'une inscription, définitive ou provisoire, dans les livres fonciers), ainsi que les autres paiements que le créancier peut avoir effectués aux lieu et place du débiteur. Le capital ainsi augmenté jouira du même rang de priorité que le capital primitif faisant l'objet d'une hypothèque (ou bien, également, d'une des inscriptions susdites).

(3) Si un créancier a perçu du débiteur-agriculteur, après le 20 avril 1932, des intérêts supérieurs à ceux admis par la loi et les ordonnances antérieures concernant la protection des agriculteurs, ainsi que par les plans approuvés de remboursement des unions de coopératives, le surplus sera déduit du capital de la dette.

Art. 5. — (1) L'agriculteur dont la propriété dépasse une superficie de 50 hectares, et la communauté familiale dont la propriété dépasse une superficie de 100 hectares de terre arable, sans avoir égard au chiffre d'endettement total dépassant 500.000 dinars, chiffre prévu par l'article 3 alinéa 4, payeront leur dette de la manière suivante: la somme totale de la dette, calculée selon l'article 4, mais sans aucune réduction, sera divisée par le nombre total d'hectares de terre arable; la portion de dette correspondant à 50 hectares, ou respectivement à 100 hectares, sera payée par le débiteur en 15 ans si la dette par hectare dépasse 3000 dinars, et en 10 ans si cette dette est de 500 à 3000 dinars; cela avec 4,5 % d'intérêts à partir de la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance, et par annuités égales dont la première échoit le 15 novembre 1936. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à la portion de dette restante (hectares en excès par rapport à 50, ou respectivement 100), non plus qu'à la dette qui, répartie par hectare de la propriété totale, n'atteindrait pas 500 dinars.

(2) Le ministre de l'agriculture édictera, de concert avec le ministre du commerce et de l'industrie, un règlement visant le mode de détermination des parcelles à calculer dans la surface de 50 hectares, ou de 100 hectares, susdite (*).

(3) Les créances visées à l'alinéa 1 du présent article ne seront pas assumées par la Banque agricole privilégiée (article 7).

CHAPITRE II. — [*Dettes aux instituts d'assurance, caisses d'orphelins, institutions humanitaires, fonds des églises, etc.*].

Art. 6. — Les dettes dues par des agriculteurs aux instituts d'assurance, établissements d'assurance des travailleurs et employés, institutions maniant des fonds pupillaires (caisses des autorités de tutelle et de curatelle, commissions de curatelle, caisses municipales ou communales d'orphelins, etc.), fonds des églises, institutions culturelles, humanitaires ou éducatives, après que le montant de ces

(*) [S'il n'y a pas accord à ce sujet entre le débiteur et les créanciers, une Commission spéciale statuera. On calculera d'abord le terrain sous la maison et les bâtiments agricoles, la cour, etc. Règlement du 30 octobre 1906 concernant les parcelles sus-visées].

dettes, à la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance, aura été fixé, conformément à l'article 4, mais sans aucune réduction, seront payables suivant le plan de remboursement ci-dessus, dans un délai de 12 années et avec 3 % d'intérêt annuel. La première annuité devra être versée jusqu'au 15 novembre 1936, et les autres seront versées jusqu'au 15 novembre de chaque année au plus tard.

Plan de remboursement.

.....

CHAPITRE III. — [*Dettes aux instituts financiers
et coopératives de crédit*].

Art. 7. — (1) Le paiement des dettes visées par l'ordonnance et dues aux instituts financiers, coopératives de crédit de tout genre et coopératives pouvant, de par leurs statuts, accorder aux agriculteurs des crédits en numéraire (à l'exclusion des coopératives d'achat et de consommation de tout genre), de même que le paiement des dettes aux Fonds (*) d'assistance des districts, ainsi qu'aux Unions de coopératives, mais seulement en tant qu'il s'agit de dettes d'agriculteurs et non de dettes coopératives, seront assurés par la Banque agricole privilégiée qui est autorisée à régler les dits engagements pour le compte de l'État, et conformément aux dispositions de l'ordonnance, et à opérer le recouvrement des créances y relatives. Lorsqu'il y aura doute sur le point de savoir si un établissement est un institut financier, ou encore une des coopératives visées ci-dessus, le ministre du commerce et de l'industrie en décidera, ou respectivement le ministre de l'agriculture, de concert avec le ministre des finances.

(2) Les dites institutions sont tenues de remettre à la Banque agricole privilégiée, dans un délai de 3 mois et à l'aide d'une liste spéciale, tous les documents de créance concernant les dettes susdites, avec les documents relatifs aux mesures de garantie, super-garanties, polices d'assurance, protêts, et tous autres écrits servant à établir ou à réaliser les créances susdites, ainsi que toutes données concernant les biens immeubles des obligataires. Les dites institutions présenteront aussi à la Banque agricole privilégiée une liste spéciale des créances définitivement rayées selon le bilan. Par les dites remises, tous les droits concernant les créances susdites seront transférés à la Banque agricole privilégiée qui acquerra, de ce fait, tous les droits

(*) Il s'agit de Fonds créés par le régime antérieur en Bosnie-Herzégovine, auprès des autorités de district, en vue du ravitaillement de la population et de l'avancement de l'agriculture. Ces institutions, qui ont été conservées, dépendent d'une Direction dont le siège est à Serajevo. Leur rôle est analogue à celui des coopératives.

d'un créancier et autres droits et en particulier les droits de gage (inscription définitive ou provisoire dans les livres fonciers, hypothèques) des créanciers actuels, et cela sans qu'elle ait à engager de son côté aucune procédure dans ce but.

(3) Les coopératives remettront les dits documents, dans un délai de trois mois, par l'intermédiaire de leurs Unions de contrôle, en tant qu'elles sont affiliées aux dites Unions.

(4) La Banque agricole privilégiée est autorisée à effectuer, par ses organes, l'inspection des livres et documents chez les institutions visées à l'alinéa 1^{er} du présent article, et à vérifier l'exactitude des déclarations présentées.

Art. 8. — (1-2) [La Banque agricole privilégiée se substitue aux créanciers. Conservation, en ce qui concerne les démarches relatives aux titres de dette, etc., des droits du créancier éventuellement compromis par négligence].

Art. 9. — (1) La Banque agricole privilégiée examinera si les titres de créance, à elle remis, ont leur valeur légale et si les dettes qu'ils concernent tombent sous le coup de l'ordonnance; puis, après avoir apporté les modifications nécessaires, elle approuvera les comptes relatifs au montant des dettes des divers débiteurs, comptes établis par les institutions dites à l'alinéa 1^{er} de l'article 7. La portion de créance correspondant à l'alinéa 1^{er} de l'article 4 sera diminuée des créances définitivement rayées comme insuffisamment garanties par les hypothèques, et le montant ainsi obtenu sera réduit de 25 %, après quoi l'on y ajoutera la portion de créance visée à l'alinéa 2^{ème} de l'article 4.

(2) Si l'institution créancière n'a pas de documents de dettes, elle devra remettre à la Banque agricole privilégiée un extrait de ses livres, signé par le créancier et le débiteur, avec l'attestation du tribunal compétent certifiant que l'extrait est conforme aux livres. Si le débiteur refuse de signer l'extrait, l'existence de la dette sera établie par le tribunal. Si la Banque agricole privilégiée conteste que des titres de créance, à elle remis, soient valables ou soient corrects ou bien si elle refuse le transfert d'une créance pour vices, le tribunal, sur proposition ou à la requête du créancier, statuera sur l'existence, le montant et la nature de la dette.

Art. 10. — (1) Les réductions de 25 %, conformes à l'article précédent, devront être mises, par les institutions visées à l'alinéa 1^{er} de l'article 7, exclusivement à la charge de leurs réserves réelles ainsi qu'à la charge du 50 % de leur capital, le dit étant constitué par les parts payées ou dues, y compris les radiations effectuées entre le 20 avril 1932 et l'entrée en vigueur de l'ordonnance, mais sans le nouveau capital d'assainissement, postérieur au 20 avril 1932.

(2) Dans la mesure où les dites valeurs ne suffiraient pas à couvrir la réduction de 25 % effectuée, la différence sera couverte par l'Etat

qui donnera aux institutions susdites le montant de la différence en obligations prévues à l'alinéa 2 de l'article 11.

(3) La surveillance relative au calcul de la différence manquante jusqu'à 25 % s'effectuera selon un règlement qu'édicteront, de concert, le Ministre des finances, le Ministre du commerce et de l'industrie, et le Ministre de l'agriculture.

Art. 11. — (1) Conformément à l'article 9, la Banque agricole privilégiée reconnaitra en compte courant, aux institutions dites à l'alinéa 1^{er} de l'article 7, 50 % des portions de créances visées à l'alinéa 1^{er} de l'article 4, ainsi que le montant total des portions de créances résultant de l'alinéa 2 du même article.

(2) Pour le reste formant les 25 % de la créance totale non réduite selon l'article 9, l'Etat fournira aux dites institutions des obligations (*Obveznice*) qui seront délivrées, pour le compte du dit, par la Banque agricole privilégiée. Ces obligations porteront un intérêt annuel de 3 % et seront amorties en 20 ans par annuités égales. Le montant, la forme et le mode des paiements, relatifs à l'amortissement, seront prescrits par le Ministre des finances à l'aide d'un règlement.

(3) Les instituts financiers, dits à l'alinéa 1^{er} de l'article 7, pourront inscrire dans leurs livres et bilans, avec la valeur nominale, les créances qu'ils posséderont ainsi en compte courant auprès de la Banque agricole privilégiée, ainsi que les obligations prévues au présent article.

Art. 12. — (1) Les créances, reconnues en compte-courant aux institutions visées à l'alinéa 1^{er} de l'article 7, ainsi que les obligations délivrées aux dits conformément aux articles 10 et 11 de l'ordonnance, représentent leur créance vis-à-vis de l'Etat, qui leur en garantit le paiement.

(2) A partir du prochain exercice, et pour toute la durée des paiements prévus, le Ministre des finances assurera, chaque année, au moyen des lois de finances, la couverture relative au paiement de l'annuité prévue à l'article 14 de l'ordonnance, en tant qu'apparaîtra la nécessité de ladite couverture; et il inscrira, au budget des dépenses de l'Etat, les sommes nécessaires au service des intérêts et de l'amortissement des obligations émises.

Art. 13. —

Art. 14. — (1) Les créances reconnues en compte-courant auprès de la Banque agricole privilégiée seront payables, aux institutions visées à l'alinéa 1^{er} de l'article 7, en 14 années, avec un intérêt annuel de 3 % et par annuités égales.

(2) L'échéance de la première annuité est fixée au 31 décembre 1937.

(3) Lorsque les créances d'instituts financiers protégés, dits à l'alinéa 1^{er} de l'article 7, doivent être liquidées conformément à l'ordonnance, une prolongation des délais de paiement peut leur être

consentie sur leur demande par le Ministre des finances, ou respectivement par le Ministre de l'agriculture.

Art. 15. — [Restitution éventuelle aux créanciers, par la Banque agricole privilégiée et dans le délai d'un an, des titres de dettes, lorsque la créance ne paraît pas recevable. Nouveaux délais de prescription.]

Art. 16. — (1) En vue d'assurer le paiement régulier des créances reconnues en compte-courant aux institutions visées à l'alinéa 1^{er} de l'art 7, il est créé, auprès de la Banque agricole privilégiée, un « Fonds pour le paiement des dettes agricoles », dont la disposition appartiendra au Conseil d'Administration de la dite Banque agricole privilégiée.

(2) Dans le « Fonds de paiement des dettes agricoles » on versera:

a) le montant des annuités perçues par la Banque agricole privilégiée en vertu des engagements des débiteurs;

b) tous autres paiements résultant des dits engagements;

c) le complément budgétaire d'annuité, payé par l'Etat conformément à l'alinéa 2 de l'article 12, en tant que les montants visés aux lettres a et b n'atteindront pas le montant de l'annuité échue.

Art. 17. —

Art. 18. — (1) La Banque agricole privilégiée est autorisée à remettre aux institutions visées à l'alinéa 1^{er} de l'article 7 et à l'alinéa 1^{er} de l'art. 11, sur leur demande et sur la base de leurs créances en compte-courant, des bons pour le montant des dites créances.

(2) Les bons porteront le libellé: « Bon pour le paiement des dettes agricoles auprès de la Banque agricole privilégiée » et serviront aux institutions susdites pour se procurer de l'argent par voie d'engagement.

(3) Les agriculteurs devenus, conformément à l'article 8 de l'ordonnance, débiteurs de la Banque agricole privilégiée, pourront payer leur dette à la Banque, pour le montant nominal, à l'aide de bons rachetés aux institutions dites à l'article 7, alinéa 1^{er}.

(4) La Banque agricole privilégiée réduira du montant des bons reçus en paiement la dette de l'agriculteur, et réduira de la même quantité la créance en compte-courant de l'institution correspondante.

(5) Des dispositions plus détaillées seront données par un règlement, édicté par le ministre du commerce et de l'industrie de concert avec le ministre des finances.

Art. 19. — [Les obligations visées aux art. 10 et 11 pourront servir à payer certains arriérés d'impôts. etc. etc.].

Art. 20. — (1) En vue de garantir toutes les dettes ainsi assumées pour le compte de l'Etat, la Banque agricole privilégiée acquiert le droit d'établir, en vertu des documents reçus, une hypothèque pour le montant total de la dette sur les biens immeubles de tous les obligataires. Les tribunaux inscriront ces hypothèques, sur la demande de la Banque agricole privilégiée elle-même et en vertu d'un extrait cer-

tifié de ses livres; cela sans demander l'assentiment du débiteur et sans exiger la présentation des documents relatifs au droit de propriété. Toutefois on enverra au débiteur une copie de la décision concernant l'établissement de l'hypothèque.

(2) Les charges mises, au cours d'une année après l'entrée en vigueur de l'ordonnance, sur les biens immeubles d'obligataires devenus, en vertu de l'article 8 alinéa 1^{er}, débiteurs de la Banque agricole privilégiée, pourront avoir rang de priorité seulement après l'hypothèque qu'établira, conformément à l'alinéa précédent, la Banque agricole susdite.

Art. 21. — (1) Les institutions visées à l'alinéa 1^{er} de l'art. 7, avant de faire la remise des documents à la Banque agricole privilégiée, devront demander au tribunal de suspendre toutes les actions entreprises à l'égard des créances concernées. Le tribunal pourra également suspendre la procédure sur la demande du débiteur.

(2) Le Banque agricole privilégiée pourra reprendre la procédure contre ceux des débiteurs qui ne se conforment pas à l'ordonnance.

Art. 22. — Si la dette totale d'un agriculteur envers les institutions visées à l'alinéa 1^{er} de l'art. 7, calculée selon l'alinéa 1^{er} de l'art. 4 de l'ordonnance, ne dépasse pas 25.000 dinars, elle sera réduite de 50 % (cinquante pour cent).

Art. 23. — Le réduction de dette conforme à l'article précédent sera opérée par la Banque agricole privilégiée sur la base des données et documents reçus; s'il en est besoin, la Banque agricole privilégiée vérifiera les données et demandera les compléments et preuves nécessaires.

Art. 24. — (1) Si la dette totale d'un agriculteur envers les institutions visées à l'alinéa 1^{er} de l'art. 7, calculée selon l'alinéa 1^{er} de l'art. 4, dépasse 25.000 dinars, elle sera réduite de 30 % au plus (trente pour cent) eu égard surtout à la relation entre la dette et la situation économique de chaque débiteur.

(2) Les débiteurs pour lesquels la dette totale non réduite, embrassée par les dispositions de l'ordonnance, dépasse 50 % (cinquante pour cent) de la valeur de leurs biens à l'époque de la procédure concernant la réduction de dette, pourront demander une réduction allant jusqu'à 50 % (cinquante pour cent).

(3) La valeur des terres est déterminée sur la base du revenu cadastral net. Le ministre de l'agriculture, de concert avec le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre des finances, prescrira, à l'aide d'un règlement, le mode d'évaluation des terres et autres biens du débiteur.

(4) La réduction des dettes, visée aux alinéas précédents, sera opérée par les tribunaux de district (*srez*) compétents pour la localité du débiteur.

Art. 25. — (1) Lors des décisions concernant la réduction des dettes, les tribunaux de district auront surtout égard aux circonstances suivantes:

a) montant de la dette non réduite, comparé à la grandeur et à la valeur de l'ensemble des biens du débiteur;

b) rapport entre la dette et le revenu annuel total moyen du débiteur;

c) charge qu'impose au débiteur le nombre des membres de sa famille;

d) titre ou cause de la dette; conditions dans lesquelles le débiteur a contracté le prêt et en a bénéficié; et usage fait du dit prêt.

Art. 26. — (1) Dans le délai de deux mois après la publication du règlement prévu à l'article 24, les débiteurs visés au dit article devront présenter, au tribunal de district compétent pour leur localité, leur demande à l'effet d'obtenir la réduction de dette.

(2) Outre la demande de réduction, le débiteur devra soumettre au tribunal les documents suivants:

a) le certificat constatant sa qualité d'agriculteur selon les dispositions de l'ordonnance;

b) la liste de tous ses créanciers, avec le montant et le motif juridique de chaque dette;

c) la liste, et l'indication de la valeur, de tous ses biens immeubles et meubles (sans les objets domestiques), ainsi que de tous ses revenus, quelle que soit leur provenance et leur source;

d) le certificat de l'autorité communale concernant le nombre des membres de la famille ainsi que la superficie du terrain pris à ferme, ou au contraire affermé;

e) le certificat de l'autorité communale concernant le nombre et la valeur du gros et du menu bétail possédé par lui.

(3) Le débiteur qui ne se conformera pas aux dispositions de l'alinéa 1^{er} du présent article perdra le droit de bénéficier d'une réduction de dette.

Art. 27. —

Art. 28. — Les dettes ainsi réduites (articles 22 et 24), accrues selon l'alinéa 2 de l'art. 4, seront payées par les débiteurs à la Banque agricole privilégiée, avec 4,5 % d'intérêt par an et en 12 annuités égales. La première échéance est fixée au 1^{er} novembre 1936, et les autres au 1^{er} novembre des années successives.

Art. 29. —

Art. 30. — (1) [La présentation d'une demande de réduction dans le cas de l'article 24 n'influera pas sur le cours régulier des pleines annuités. La compensation sera faite en son temps s'il y a lieu].

(2) En remettant leurs listes à la Banque agricole privilégiée, les institutions, visées à l'alinéa 1^{er} de l'article 7, devront remettre en

même temps le compte de l'annuité, calculée sur la moitié pour les dettes inférieures à 25.000 dinars, et sur le montant non réduit de la dette pour les autres.

(3) Dans la limite des annuités ainsi perçues, la Banque agricole privilégiée accordera des avances, en compte de la première annuité, aux institutions visées à l'alinéa 1^{er} de l'article 7.

Art. 31. — (1) Les débiteurs verseront leurs annuités à la Banque agricole privilégiée, par l'intermédiaire des bureaux compétents de l'Administration des impôts.

(2) A l'aide des listes que la Banque agricole privilégiée transmettra, à cet effet, aux bureaux des impôts, ceux-ci inscriront à la charge des débiteurs les annuités correspondantes; et en tant que ces annuités n'auront pas été versées à l'échéance, les dits bureaux en opéreront immédiatement le recouvrement selon la disposition de l'article 48, alinéa 2, en comptant les frais respectifs d'exécution conformément à la loi concernant les impôts directs.

(3-4)

CHAPITRE IV. — [Dettes directes à la Banque agricole privilégiée].

Art. 32. — (1) Le Banque agricole privilégiée accordera les facilités suivantes aux membres des coopératives ainsi qu'à ses autres débiteurs auxquels les dispositions de l'ordonnance sont, par ailleurs, applicables:

a) Les dettes sur obligations (*obveznice*) de ses débiteurs-coopérateurs, [membres des coopératives locales de crédit agricole] (*), ou des coopératives locales de crédit agricole, seront réduites, par la Banque agricole privilégiée, de 25 % (vingt-cinq pour cent), après qu'elle aura établi leur montant selon l'article 4, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance; après quoi elle procédera conformément à l'article 4, alinéa 2. Le montant ainsi fixé devra être payé par les débiteurs, à la Banque agricole privilégiée, dans un délai du 12 ans et avec un intérêt de 4,5 %.

b) Les dettes hypothécaires de ses débiteurs à long terme, après que leur montant aura été établi selon l'article 4 alinéa 1^{er}, pourront être réduites, par la Banque agricole privilégiée, de 25 % au plus, en considérant individuellement la situation de chaque débiteur et surtout la proportion entre le montant de la dette et le total des biens du débiteur. La somme déterminée de cette manière sera majorée conformément à l'article 4 alinéa 2. La dette ainsi calculée sera payée

(*) V. en ce qui concerne les coopératives de crédit agricole, *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIII^{ème} Année, 1933, pp. 118 et suivantes.

par les dits débiteurs, à la Banque agricole privilégiée, dans un délai de 15 (quinze) années avec un intérêt de 5 %.

(2) Si les débiteurs ne payent pas à la Banque agricole privilégiée, à l'échéance et directement, l'annuité échue, la Banque enverra aux bureaux des impôts la liste des débiteurs en défaut ainsi que les données nécessaires, et demandera au bureau des impôts de procéder, dans les deux mois au plus tard, au recouvrement par voie d'exécution, sur les biens meubles du débiteur, des sommes en retard. Si la vente des biens meubles saisis ne suffit pas à rembourser l'annuité non payée, la Banque agricole privilégiée demandera, par la voie des tribunaux, l'exécution sur la propriété immobilière du débiteur.

(3) Des dispositions plus détaillées, concernant la concession de facilités ainsi que le mode de réduction conforme à l'alinéa ci-dessus, seront édictées par le Ministre des finances, à l'aide d'un règlement établi sur la proposition de la Banque agricole privilégiée.

(4) Les réductions de dette concédées seront portées, par la Banque agricole privilégiée, au compte du « Fonds spécial pour le règlement des dettes agricoles ». Ce fonds est constitué à la charge de la participation de l'Etat et de la Loterie de classes au capital de la Banque (art. 8-a et b, de la loi concernant la Banque agricole privilégiée).

(5) Seront versées, au compte « Fonds spécial pour le règlement des dettes agricoles », et jusqu'à l'amortissement complet du dit, les sommes suivantes:

une dotation de l'Etat s'élevant à 5.000.000 de dinars pour chaque exercice budgétaire, à partir de l'exercice 1937-1938;

le dividende, revenant à l'Etat et à la Loterie de classes, conformément à l'article 39 de la loi concernant la Banque agricole privilégiée;

le surplus de dividende que la Banque agricole privilégiée pourrait verser aux actionnaires, en sus d'un dividende de 3 % par action (art. 39 et 50 de la loi concernant la Banque agricole privilégiée).

(6)-(7)

Art. 33. — La garantie de l'Etat concernant le paiement du dividende, à prendre sur le bénéfice net conformément à l'article 39 de la loi concernant la Banque agricole privilégiée (garantie prévue à l'art. 50 de la dite loi), est fixée à 3 % à partir de l'exercice 1936.

Art. 34. — Les actionnaires de la Banque agricole privilégiée sont exemptés du paiement de tous impôts de l'Etat et des autorités autonomes, d'impôts additionnels, de toutes taxes, et autres charges (*nameti*) d'espèce quelconque sur le dividende qui leur est payé, par la Banque agricole privilégiée, en vertu des articles 39 et 50 de la loi susdite; cette exemption s'appliquera à partir du dividende relatif à l'exercice 1936.

CHAPITRE V. — [*Dettes à la Banque hypothécaire d'Etat*].

Art. 35. — (1) Pour tous les prêts hypothécaires à long terme concédés par la Banque hypothécaire d'Etat à des agriculteurs — les dits s'étant endettés, en cette qualité, pendant la période comprise entre la fin de la guerre et le 20 avril 1932 et ayant prouvé, à l'aide du certificat ci-prévu, qu'ils satisfont aux conditions exigées par l'ordonnance — le taux d'intérêt sera réduit à 4,5 %; ce nouveau taux s'appliquera à partir de la première échéance d'annuité qui suivra l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, et le délai de remboursement sera porté à 32 ans, comptés à partir de l'endettement primitif.

(2) Pour toutes les dettes non en règle, dues à la dite Banque par des débiteurs satisfaisant aux conditions mentionnées à l'alinéa précédent, on effectuera la capitalisation des intérêts non payés ainsi que de toutes les charges grevant le compte individuel du débiteur, le tout à intérêts simples. Cette capitalisation sera faite au taux en vigueur jusqu'ici pour les dettes susdites, et jusqu'à la prochaine échéance de l'annuité.

(3) Les débiteurs qui se sont endettés en qualité d'agriculteurs et qui désirent bénéficier des facilités prévues aux alinéas 1^{er} et 2 du présent article, devront présenter avant le 1^{er} janvier 1937, à la Banque hypothécaire d'Etat, un certificat tel qu'il est prévu par l'ordonnance, pour établir qu'ils remplissent toutes les conditions nécessaires à cet effet. Simultanément, ils remettront à la Banque un rapport (*izveštaj*) concernant la valeur actuelle des biens qu'ils ont donnés en garantie à la Banque. Le dit rapport devra être visé par l'autorité communale.

(4) En tant qu'il aura été démontré que le nouvel endettement, après capitalisation des charges et intérêts dus, grevant le compte individuel, dépasse 50 % de la valeur des biens engagés et spécifiés dans le rapport mentionné à l'alinéa précédent, la Banque fera procéder à une nouvelle évaluation et nommera à cet effet une Commission. Si la dite évaluation montre également que le nouvel endettement dépasse 50 % de la valeur des biens engagés, le surplus par rapport aux dits 50 % sera rayé, par la Banque hypothécaire d'Etat, à l'aide d'un compte spécial qui sera amorti en cinq ans au plus.

(5) (6). — [Suspension des exécutions. Sont exceptées, des facilités accordées, les dettes antérieures à la guerre ou postérieures au 20 avril 1932, etc. etc].

CHAPITRE VI. — [*Dettes aux autres créanciers*].

Art. 36. — (1) Les agriculteurs tombant sous la coup de l'ordonnance payeront leurs dettes aux autres créanciers de la manière suivante:

a) Les dettes provenant de l'achat de marchandises, ou de services d'artisans, seront payables en 12 annuités égales à partir du 1^{er} novembre 1936, après que le montant de la dette aura été établi conformément à l'article 4 de l'ordonnance, mais sans la réduction prévue à l'alinéa 1^{er} dudit. Ces dettes ne porteront pas intérêt.

b) Les dettes provenant d'autres causes, après que le montant en aura été fixé conformément à l'article 4 alinéa 1^{er} de l'ordonnance, seront réduites de 50 %; le montant ainsi réduit conformément à l'article 4, alinéa 2, sera payé par les débiteurs, selon un plan de remboursement, en 12 annuités égales, avec 3 % d'intérêt, et au plus tard, jusqu'au 15 novembre de chaque année. La première annuité devra être versée avant le 15 novembre 1936.

(2) Les débiteurs-agriculteurs visés au présent article ne bénéficieront pas de la protection accordée par l'ordonnance, si leur situation matérielle est meilleure que celle de leurs créanciers. En cas de désaccord, la décision appartiendra au tribunal de district compétent pour la localité du débiteur.

(3) Tous titres de dettes concernant les dettes visées au présent article devront être remplacés par de nouvelles reconnaissances de dettes, portant sur le montant fixé selon les dispositions du présent article, alinéa 1^{er}, lettres a) et b). Le dit échange aura lieu devant l'autorité communale du débiteur. La procédure et le formulaire correspondant seront fixés par un règlement qu'édicterà le Ministre de la justice, de concert avec le Ministre du commerce et de l'industrie, et le Ministre de l'agriculture.

Art. 37. — (1) Si un créancier estime que son débiteur, qui a bénéficié de l'alinéa 1^{er} lettre b) de l'article précédent, est en état de payer plus de 50 % de sa dette, il pourra, dans le délai d'un an après l'entrée en vigueur de l'ordonnance et en présentant les preuves nécessaires, demander au tribunal de district compétent d'abaisser ou d'annuler complètement la réduction effectuée en vertu de l'article précédent, alinéa 1^{er}, lettre b).

(2) Le débiteur qui prouve qu'il n'est pas même en état de payer 50 % de sa dette conformément à l'article précédent, alinéa 1^{er}, lettre b), ou bien qui prouve qu'il a payé sur la dite, avant le 20 avril 1932, des intérêts usuraires, pourra demander au tribunal de district compétent, dans le délai d'un an après l'entrée en vigueur de l'ordonnance, d'abaisser le montant de sa dette de plus de 50 %.

CHAPITRE VII. — *Sujets agricoles. Achats de terres.*

Art. 38-47. —

CHAPITRE VIII. — [*Exécutions. Pénalités. Dispositions finales*].

Art. 48-57. —

Allemagne. — D. concernant le recouvrement (*par voie d'exécution forcée*) des versements périodiques, à effectuer pour l'extinction des dettes agricoles de colonisation. — 24 février 1936. — RGbl., Teil I, n. 22, p. 152 (14 mars 1936).

D. portant des dispositions exécutoires et complémentaires à la l. concernant les taux d'intérêt du crédit foncier en agriculture. — 4 juin 1936. RGbl. Teil I, n. 53, p. 480 (9 juin 1936).

Huitième d. d'application visant la réglementation de l'endettement agricole. — 20 juin 1936. — RGbl., Teil I, n. 57, p. 496 (23 juin 1936).

L. concernant les intérêts hypothécaires. — 2 juillet 1936. — RGbl., Teil I, n. 64, p. 533 (4 juillet 1936).

Premier d. exécutoire de la l. concernant les intérêts hypothécaires. — 2 juillet 1936. — RGbl., Teil I, n. 64, p. 536 (4 juillet 1936).

Deuxième d. visant l'exécution et le complètement de la l. du 31 juillet 1935 concernant les intérêts sur le crédit foncier agricole. — 28 septembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 89, p. 852 (1^{er} octobre 1936).

D. concernant les intérêts sur les prêts agricoles contractés à l'étranger. — 30 septembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 90, p. 859 (3 octobre 1936).

Argentine. — D. n. 79873 modifiant l'art. 3 du d. n. 77114 du 22 février dernier (*dans les zones où l'on pratique la culture du blé par superficies supérieures à 100 hectares, des prêts de semences pourront être accordés pour des superficies allant jusqu'à 150 hectares, au lieu du maximum de 100 antérieurement prévu*). — 30 mars 1936. — B. O., n. 12590 (20 juin 1936).

D. n. 84229 modifiant le d. du 31 octobre 1914 réglementant la l. n. 9644 (*concerne les Registres de gage agricole*). — 9 juin 1936. — B. O., n. 12619 (27 juillet 1936).

D. n. 90242 autorisant la Banque hypothécaire nationale à émettre une série de 50 millions de pesos de cédulas hypothécaires argentines. — 12 septembre 1936. — B. O., n. 12704 (6 novembre 1936).

L. n. 12310 prorogeant pour une période de deux ans la validité des l. nos 11720 et 11741 concernant le moratorium hypothécaire. — 1^{er} octobre 1936. — B. O., n. 12686 (15 octobre 1936).

Australie (Australie du Sud). — L. n. 2277 prorogeant l'application de la l. de 1931 portant secours aux débiteurs hypothécaires et visant d'autres buts. — 27 août 1936. — I Edw. VIII (1936).

Australie (Queensland). — Arr. en Conseil accordant des pouvoirs supplémentaires au Conseil des producteurs de canne à sucre (*autorisation de contracter des emprunts*). — 23 janvier 1936. — Q. G. G., n. 18 (25 janvier 1936).

Autriche (*Confédération*). — L. fédérale n. 101 modifiant la l. n. 227 de 1935 (*allègement de l'endettement des paysans des régions de montagne*) (*prorogation des délais*). — BGbl., 20. Stück (30 mars 1936).

L. fédérale n. 224 concernant la conversion des créances hypothécaires en schillings avec clause or en créances hypothécaires en schillings. — BGbl., 55. Stück (11 juillet 1936).

Belgique. — Arr. royal instituant un Office central de crédit hypothécaire. — 7 janvier 1936. — M. B., n. 6-7 (6 et 7 janvier 1936).

Arr. ministériel, pris en exécution de l'article 78, alinéa 1^{er}, de l'arr. royal n. 225, réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires. — 24 février 1936. — M. B., n. 74 (14 mars 1936).

Arr. royal portant régl. général du contrôle des entreprises de prêts hypothécaires. — 30 juin 1936. — M. B., n. 191 (9 juillet 1936).

Bulgarie. — D. l. amendant et complétant le d. l. pour l'allègement des débiteurs et l'assainissement du crédit. — 16 janvier 1936. — D. V., n. 14 (21 janvier 1936).

D. l. amendant et complétant le d. l. pour l'allègement des débiteurs et l'assainissement du crédit. — 18 février 1936. — D. V., n. 40 (21 février 1936).

Règl. pour l'application du d. l. pour l'allègement des débiteurs et l'assainissement du crédit. — 21 février 1936. — D. V., n. 46 (28 février 1936).

D. l. autorisant la Banque pour l'agriculture et la coopération de la Bulgarie à racheter l'ensemble des droits et intérêts afférents aux actionnaires et aux créanciers étrangers de la Banque hypothécaire bulgare. — 31 mars 1936. — D. V., n. 73 (1^{er} avril 1936).

D. l. amendant et complétant le d. l. pour l'allègement des débiteurs et l'assainissement du crédit. — 27 avril 1936. — D. V., n. 95 (1^{er} mai 1936).

D. l. réglementant les prêts accordés en vertu de la l. pour l'établissement des réfugiés et pour leur assurer les moyens de subsistance (D. V., n. 214 du 21 décembre 1920) et de la l. la complétant (D. V., n. 195 du 30 novembre 1922). — 18 juillet 1936. — D. V., n. 166 (27 juillet 1936).

D. l. amendant l'art. 86 du d. l. pour l'allègement des débiteurs et l'assainissement du crédit. — 7 août 1936. — D. V., n. 179 (11 août 1936).

D. l. amendant et complétant le d. l. pour assurer la réalisation des dettes de débiteurs émigrés envers la Banque agricole et coopérative de la Bulgarie et les sociétés coopératives financées par la même Banque. — 25 août 1936. — D. V., n. 206 (12 septembre 1936).

D. l. amendant 1) la l. concernant l'organisation du crédit hypothécaire et 2) la l. approuvant la Convention pour la création de la Banque Hypothécaire. — 19 septembre 1936. — D. V., n. 216 (24 septembre 1936).

Canada (*Manitoba*). — L. modifiant la l. concernant le droit de gage des propriétaires de batteuses (*déclaration du propriétaire de batteuses*). — 6 avril 1935. — A. M., 24 & 25 Geo. V. ch. 52 (1934-1935).

L. modifiant la l. de 1932 concernant l'aménagement des dettes. — 6 avril 1935. — A. M., 24 & 25 Geo. V., ch. 11 (1934-1935).

Canada (Nouveau-Brunswick). — L. portant des mesures de secours par la garantie de prêts bancaires aux agriculteurs. — 4 avril 1935. — A. N. B. ch. IX (1935).

Canada (Ontario). — L. modifiant la l. de 1933 visant l'assistance aux débiteurs hypothécaires et aux acquéreurs. — 9 avril 1936. — S. P. O., 1 Edw. VIII, ch. 38 (1936).

Canada (Québec). — L. modifiant la l. suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres. — 29 avril 1936. — S. Q., 1 Edw. VIII, ch. 6 (1936).

Canada (Saskatchewan). — L. visant à faciliter l'application, au Saskatchewan, des lois du Canada concernant les prêts aux agriculteurs. — 4 décembre 1934. — S. P. S., 25 Geo. V, ch. 59 (1934-35).

L. visant à faciliter l'aménagement des dettes (*suspension des exécutions forcées dans certains cas*). — 4 décembre 1934. — S. P. S., 25 Geo. V, ch. 88 (1934-35).

L. visant à rendre possible aux municipalités de contracter des emprunts en vue de la distribution de céréales de semence et de matériel agricole. — 21 février 1935. — S. P. S., 25 Geo. V, ch. 33 (1934-35).

L. concernant les avances aux agriculteurs de céréales de semence et de matériel agricole. — 21 février 1935. — S. P. S., 25 Geo. V, ch. 34 (1934-35).

L. concernant la concession de secours et d'assistance agricole dans les municipalités rurales (*faculté d'accorder des prêts aux agriculteurs*). — 21 février 1935. — S. P. S., 25 Geo. V, ch. 37 (1934-35).

L. concernant les l. sur les avances de céréales de semence. — 21 février 1935. — S. P. S., 25 Geo. V, ch. 60 (1934-35).

L. concernant les avances en vue de l'achat de céréales de semence. — 21 février 1935. — S. P. S., 25 Geo. V, ch. 61 (1934-35).

L. modifiant la l. concernant les exécutions forcées. — 1^{er} avril 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 22 (1936).

L. concernant les avances en vue de l'achat de céréales de semence. — 1^{er} avril 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 83 (1936).

L. concernant la priorité des emprunts contractés en vertu de la l. du Canada concernant les prêts aux agriculteurs. — 1^{er} avril 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 84 (1936).

Colombie. — L. n. 16 établissant diverses dispositions concernant les banques, l'épargne, le crédit hypothécaire et les Bourses de valeurs. — 28 janvier 1936. — D. O., n. 23103 (6 février 1936).

L. n. 66 établissant l'épargne obligatoire des employés et ouvriers; créant la section d'épargne et de prévoyance sociale, et portant d'autres dispositions concernant la construction d'habitations à bon marché. — 31 mars 1936. — D. O., n. 23184 (16 mai 1936).

L. n. 172 concernant le développement du crédit destiné à l'agriculture et à l'élevage du bétail. — 30 novembre 1936. — D. O., n. 23366 (23 décembre 1936).

Costa-Rica. — L. accordant, aux débiteurs du Crédit hypothécaire de Costa-Rica désirant bénéficier des facilités à eux accordées par les art. 1-4 de la l. n. 27 du 19 décembre 1935, un délai finissant le 31 août. — 5 août 1936. — L. G., n. 179 (7 août 1936).

Danemark. — L. n. 14 concernant le droit privilégié à accorder aux créanciers, sur la récolte de 1936, pour dettes contractées par des propriétaires et usufruitiers d'exploitations agricoles, en vue de se procurer des semences, graines et engrais chimiques. — 25 janvier 1936. — L. A., n. 3 (29 janvier 1936).

L. n. 109 concernant les associations de crédit. — 7 avril 1936. — L. A., n. 14 (17 avril 1936).

L. n. 110 portant des dispositions provisoires concernant les prêts des associations de crédit dans les propriétés foncières. — 7 avril 1936. — L. A., n. 14 (17 avril 1936).

L. n. 116 concernant la Banque nationale de Danemark. — 7 avril 1936. — L. A., n. 15 (18 avril 1936).

L. n. 126 concernant la couverture de frais en vue des mesures à prendre relatives à l'endettement agricole. — 21 avril 1936. — L. A., n. 17 (25 avril 1936).

L. n. 258 modifiant la l. n. 73, du 11 mars 1933, établissant des délais de paiement en faveur des propriétaires de terrains agricoles et forestiers. — 9 décembre 1936. — L. A., n. 32 (9 décembre 1936).

Equateur. — L. organique n. 273 de la Banque hypothécaire de l'Equateur (*titres: I, nom et domicile; II, capital et actions; III, Comité directeur et administration; IV, statuts; V, opérations. Les diverses espèces de prêts; VI, émission de cédules; VII, bénéfices; VIII, règles concernant les contrats et procédures; IX, dispositions générales*). — 22 avril 1936. — R. O., n. 174 (25 avril 1936).

D. n. 315 spécifiant qu'afin de faciliter le remboursement des banques recouvrant des crédits hypothécaires accordés, le dépôt provisoire de l'argent, ordonné par le juge en cas de présence de tiers, pourra être fait auxdites banques elles-mêmes, à moins que le mauvais état de leur situation soit constaté. — 6 mai 1936. — R. O., n. 190 (15 mai 1936).

L. organique de la Banque hypothécaire de l'Equateur, remplaçant la l. promulguée par le d. n. 273 du 22 avril 1936 (*Titres: I Nom et domicile; II Capital et actions; III Direction et administration; IV Statuts; V Opérations; VI Prêts chirographaires; VII Emission d'obligations; VIII Bénéfices; IX Règl. concernant les contrats et la procédure; X Dispositions générales*). — 9 juin 1936. — R. O., n. 214 (15 juin 1936).

Statuts de la Banque hypothécaire de l'Equateur. — 25 juin 1936. — R. O., n. 226 (29 juin 1936).

Espagne. — Arr. portant réglementation relativement à la concession de bonifications pour les prêts sur l'huile d'olive. — 17 janvier 1936. — G. M., n. 19 (19 janvier 1936).

Arr. établissant des modèles pour les titres de prêts gagés par de l'huile. — 24 janvier 1936. — G. M., n. 27 (27 janvier 1936).

D. relatif aux prêts gagés par des blés. — 31 janvier 1936. — G. M., n. 32 (1^{er} février 1936).

- D. relatif à l'annulation des engagements auprès du Service national de crédit agricole pour les prêts alloués avec garantie de blés gagés. — 21 février 1936. — G. M., n. 53 (22 février 1936).
- D. relatif aux blés déposés comme garanties d'avances et d'intérêts, tant à l'égard du Service national de crédit agricole que de l'Institut de la Réforme agraire, et qui sont devenus avariés. — 3 mars 1936. — G.M., n. 65 (5 mars 1936).
- D. fixant les règl. auxquelles devront s'assujettir les prêts alloués par la Banque officielle ou privée, et garantis par des alcools de vin et des déchets de la vinification. — 20 mars 1936. — G. M., n. 87 (27 mars 1936).
- Estonie.** — O. portant modification de l'o. fixant, pour les prêts destinés à la construction d'habitations rurales, les règl. relatives à l'octroi et au remboursement des prêts et aux garanties à exiger des emprunteurs. — R. T., n. 78 (1936).
- O. portant modification de l'o. concernant l'octroi des prêts de construction aux colons. — R. T., n. 78 (1936).
- Etats-Unis d'Amérique (Confédération).** — L. concernant l'autorisation de la « Reconstruction Finance Corporation » à accorder des prêts de reconstruction pour la réparation des dégâts causés par les inondations et autres catastrophes, et visant d'autres buts. — 17 avril 1936. — P., n. 525, 74th Congress, H. R. 11968 (1936).
- L. modifiant l'art. 36 de la l. de 1933 portant des dispositions extraordinaires concernant les hypothèques agricoles. — 22 juin 1936. — P., n. 752, 74th Congress. H. R. 9484 (1936).
- L. modifiant la l. concernant les prêts agricoles fédéraux et la l. de 1935 concernant le crédit agricole et visant d'autres buts. — 24 juin 1936. — P., n. 792, 74th Congress H. R. 10101 (1936).
- Finlande.** — L. n. 400 interdisant, dans certains cas, l'emploi de propriétés foncières agricoles pour le paiement de dettes. — 18 décembre 1936. — F. F., n. 388-402 (19 décembre 1936).
- France.** — D. relatif aux avances pouvant être accordées à des producteurs de vins bénéficiant d'une appellation d'origine. — 30 décembre 1935. — J. O., n. 4 (5 janvier 1936).
- Arr. fixant pour 1936 le taux d'intérêt des prêts à court terme consentis par les caisses de crédit agricole pour faciliter le financement des récoltes. — 31 décembre 1935. — J. O., n. 10 (12 janvier 1936).
- D. relatif à la caisse nationale du crédit agricole. — 17 janvier 1936. — J. O., n. 17 (20 et 21 janvier 1936).
- D. relatif aux caisses régionales de crédit agricole mutuel. — 22 janvier 1936. — J. O., n. 32 (7 février 1936).
- D. fixant pour l'année 1936 le taux d'intérêt des prêts individuels et collectifs à long terme consentis en application de la l. du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles. — 16 février 1936. — J. O., n. 45 (22 février 1936).
- D. relatif aux immunités fiscales accordées aux sociétés de crédit agricole. — 11 mars 1936. — J. O., n. 63 (14 mars 1936).

- L. relative à l'amortissement différé des prêts consentis par les caisses de crédit agricole. — 24 mars 1936. — J. O., n. 73 (26 mars 1936).
- L. tendant à modifier et à compléter les l. et statuts qui régissent la Banque de France. — 24 juillet 1936. — J. O., n. 173 (25 juillet 1936).
- L. portant création d'une caisse nationale des marchés de l'Etat, des collectivités et établissements publics. — 19 août 1936. — J. O., n. 194 (20 août 1936).
- L. tendant à instituer une aide temporaire aux entreprises commerciales, industrielles et agricoles. — 19 août 1936. — J. O., n. 194 (20 août 1936).
- France (Afrique équatoriale française).** — Arr. autorisant le prêt gratuit ou la cession à titre remboursable du matériel agricole aux cultivateurs indigènes. — 13 juin 1936. — J. O. A. E. F., n. 13 (1^{er} juillet 1936).
- D. modifiant le d. du 12 novembre 1931 instituant le crédit agricole en Afrique équatoriale française. — 25 juin 1936. — J. O., n. 151 (28 juin 1936).
- France (Algérie).** — D. relatif au contrôle des institutions de crédit agricole en Algérie. — 20 décembre 1935. — J. O., n. 1 (1^{er} janvier 1936).
- D. fixant les modalités d'application à l'Algérie du d. du 30 octobre 1935 tendant à instituer les prêts sur gage ou nantissement entre les grainetiers et les récoltants. — 2 mars 1936. — J. O., n. 56 (6 mars 1936).
- Arr. modifiant l'arr. du 19 avril 1935 qui réglemeute les conditions de fonctionnement de la caisse de prêts agricoles de l'Algérie. — 5 mars 1936. — J. O., n. 56 (6 mars 1936).
- D. modifiant le d. du 26 novembre 1925 relatif à la réorganisation du crédit mutuel et de la coopération agricoles en Algérie et déterminant les conditions d'application à l'Algérie de la l. du 24 mars 1936 relative à l'amortissement différé des prêts consentis par les caisses de crédit agricole. — 25 décembre 1936. — J. O., n. 303 (26 et 27 décembre 1936).
- France (Indochine).** — D. relatifs aux prêts fonciers aux petits propriétaires de rizières. — 7 octobre 1936. — J. O., n. 238 (10 octobre 1936).
- France (Madagascar et Dépendances).** — D. complétant le d. du 18 avril 1930 organisant le crédit agricole à Madagascar. — 12 septembre 1936. — J. O., n. 218 (17 septembre 1936).
- France (Maroc).** — Dahir modifiant le dahir du 27 août 1918 réglementant le nantissement des produits agricoles. — 7 janvier 1936. — B. O., n. 1215 (7 février 1936).
- Arr. viziriel sur le fonctionnement des caisses de crédit agricole mutuel. — 13 février 1936. — B. O., n. 1216 (14 février 1936).
- Arr. du directeur général de l'agriculture relatif aux opérations de crédit à court terme des caisses de crédit agricole mutuel. — 13 février 1936. — B. O., n. 1216 (14 février 1936).
- France (Nouvelle-Calédonie et dépendances).** — D. modifiant le d. du 13 décembre 1932 réglant l'organisation et le fonctionnement du crédit, de la mutualité et de la coopération agricoles en Nouvelle-Calédonie et dépendances. — 18 novembre 1936. — J. O., n. 272 (20 novembre 1936).

Régence de Tunis. — D. abrogeant l'art. 5 du d. du 21 février 1934 relatif à la liquidation et à la gestion des opérations de l'Office Public de Crédit Agricole Indigène. — 1^{er} septembre 1936. — J. O. T., n. 74 (15 septembre 1936).

Kénia. — O. n. 18 visant l'assistance aux agriculteurs (*instituant une Commission de conciliation des agriculteurs, lui conférant certains pouvoirs, en vue de l'assistance et du secours aux agriculteurs, et visant des buts connexes*). — 29 juin 1936. — Suppl. No. 29 to the O. G. (7 juillet 1936).

Grèce. — D. l. approuvant de d. du 17/22 octobre 1935 modifiant le d. du 13 septembre 1935 qui prolongeait le terme du moratoire pour les prêts agricoles. — 8 octobre 1936. — J. O., n. 448 (10 octobre 1936).

D. l. approuvant la Convention du 9 octobre 1936 entre l'Etat grec et la banque de Grèce sur la modification de la Convention du 27 juin 1926 concernant l'institution et le fonctionnement de la Banque agricole de Grèce. — 23 octobre 1936. — J. O., n. 468 (23 octobre 1936).

D. l. modifiant et complétant la l. 4332 sur l'institution et le fonctionnement de la Banque agricole de Grèce, déjà modifiée et complétée. — 23 octobre 1936. — J. O., n. 468 (23 octobre 1936).

Inde (Bengale). — L. n. VII portant secours aux débiteurs agricoles. — 29 mars 1936. — C. G., Part III (9 avril 1936).

Inde (Provinces Centrales). — L. n. XV modifiant ultérieurement la l. de 1933 concernant l'aménagement des dettes. — 22 avril 1936. — C. P. G., n. 19 (8 mai 1936).

Italie — D. l. royal n. 2426 modifiant l'art. 6 du d. l. royal du 19 juin 1924, n. 1125, concernant le crédit agricole pour les invalides de guerre. — 9 décembre 1935. — G. U., n. 25 (31 janvier 1936).

D. l. royal n. 287, modifiant l'interprétation de l'art. 21 du d. l. royal du 29 juillet 1927, n. 1509, portant des dispositions réglementant le crédit agricole dans le Royaume. — 3 février 1936. — G. U., n. 54 (5 mars 1936).

D. l. royal n. 375 portant des dispositions pour la protection de l'épargne et pour la réglementation des opérations de crédit. — 12 mars 1936. — G. U., n. 63 (16 mars 1936).

D. l. royal n. 376 concernant les opérations de crédit mobilier des instituts de droit public. — 12 mars 1936. — G. U., n. 63 (16 mars 1936).

D. l. royal n. 1346 portant des dispositions en faveur de l'Institut de crédit agricole pour la Sardaigne. — 11 juin 1936. — G. U., n. 164 (17 juillet 1936).

D. royal n. 2122 portant la reconnaissance juridique et l'approbation du Statut de l'Office national pour les caisses rurales, agricoles et des organes auxiliaires. — 19 novembre 1936. — G. U., n. 294 (21 décembre 1936).

Japon. — Arr. n. 4 du Ministère de l'agriculture et des forêts, amendant le régl. pour l'application de la l. autorisant la Caisse centrale de crédit à la coopération à consentir des avances spéciales de fonds et réglementant le dédommagement par le Gouvernement des pertes encourues dans ces opérations. — 1^{er} mai 1936. — K., n. 2796 (1^{er} mai 1936).

Arr. n. 11 du Ministère des finances, amendant les règl. concernant les avances de fonds envisagés par l'art. 1^{er} de la l. sur les prêts fonciers et le dédommagement en cas de pertes. — 1^{er} mai 1936. — K., n. 2796 (1^{er} mai 1936).

L. n. 21 amendant la l. sur les associations pour l'assainissement de l'endettement rural (1). — 25 mai 1936. — K., n. 2819 (28 mai 1936).

Arr. du Ministère de l'agriculture et des forêts de concert avec les Ministères des finances et de l'intérieur, amendant les règl. concernant les facilités spéciales de crédit en vue de l'assainissement de l'endettement et le dédommagement des pertes encourues dans ces opérations. — 27 novembre 1936. — K., n. 2972 (27 novembre 1936).

Japon (Corée). — Arr. n. 146 du Gouvernement général de la Corée amendant les règl. concernant le contrôle administratif sur les opérations des associations populaires de crédit. — 13 décembre 1935. — K., n. 2718 (27 janvier 1936).

Arr. n. 147 du Gouvernement général de la Corée amendant l'arr. n. 111 de 1932 portant des dispositions en vue de l'assainissement des dettes des membres des associations populaires de crédit. — 13 décembre 1935. — K., n. 2719 (28 janvier 1936).

O. n. 6 du Gouvernement général de la Corée, amendant l'o. concernant l'exercice du crédit mutuel en Corée. — 4 mai 1936. — K., n. 2807 (14 mai 1936).

Arr. n. 34 du Gouvernement général de la Corée amendant le règl. d'application de l'o. sur l'exercice du crédit mutuel en Corée. — 4 mai 1936. — K., n. 2830 (10 juin 1936).

O. n. 11 du Gouvernement général de la Corée amendant l'o. n. 7 de 1918 concernant la Banque pour le développement économique de la Corée (2) — 29 juillet 1936. — K., n. 2889 (18 août 1936).

Arr. n. 83 du gouvernement général de la Corée fixant (au 14 août 1936) la date de l'entrée en vigueur de l'o. amendant l'o. sur la banque pour le développement économique de la Corée. — 14 août 1936. — K., n. 2940 (19 octobre 1936).

Japon (Formose). — Arr. n. 92 du Gouvernement général de Formose portant le règl. concernant la concession à titre de prêt de juments. — 16 octobre 1936. — K., n. 2971 (26 novembre 1936).

Japon (Kwantung). — Arr. n. 6 du Haut-Commissaire pour le Kwantung, amendant le règl. d'application de l'o. sur les associations populaires de crédit dans le territoire du Kwantung et dans les terrains ressortissant aux chemins de fer de la Mandchourie. — 5 mars 1936. — K., n. 2792 (25 avril 1936).

Arr. n. 20 du Haut-Commissaire pour le Kwantung, amendant le règl. concernant le dédommagement des pertes encourues à l'occasion d'opérations de prêts immobiliers dans le Kwantung et dans le territoire ressortissant au chemin de fer de la Mandchourie du Sud. — 30 avril 1936. — K., n. 2844 (26 juin 1936).

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIII^{ème} Année, 1933, p. 851 et s.

(2) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, VIII^{ème} Année, 1918, p. 826 et s.

Lithuanie. — Règl. relatif au remboursement des dettes des agriculteurs. — 31 janvier 1936. — J. O., n. 521.

L. modifiant la l. ayant pour but d'alléger le remboursement des dettes des agriculteurs. — 25 août 1936. — J. O., n. 546 (1936).

Grand-Duché de Luxembourg. — Arr. grand-ducal portant modification de l'art. 27 de l'arr. grand-ducal du 31 octobre 1935 portant règl. d'exécution de la l. du 17 août 1935 concernant l'assainissement de certaines créances privilégiées et hypothécaires. — 9 avril 1936. — M. L., n. 31 (16 avril 1936).

Mexique. — L. modifiant la l. du 18 février 1935 concernant le crédit populaire. (*Unions de crédit populaire, formées par les syndicats, coopératives, etc.*). — 28 août 1936. — D. O., Tome XCVII, n. 53 (31 août 1936).

Norvège. — L. n. 2 modifiant la l. sur l'exécution forcée. — 1^{er} février 1936. — N. L., n. 5, p. 104 (6 février 1936).

L. n. 5 modifiant la l. du 20 août 1909 sur la répartition de dettes agricoles. 16 juillet 1936. — N. L., n. 28 (27 juillet 1936).

L. n. 11 concernant les crédits d'exploitation aux petits agriculteurs. — 16 juillet 1936. — N. L., n. 28 (27 juillet 1936).

Nouvelle-Zélande. — Arr. en conseil portant un règl. concernant les débiteurs hypothécaires ruraux. — 16 décembre 1935. — N. Z. G., n. 1 (9 janvier 1936).

Arr. en Conseil portant l'application des dispositions de la l. de 1934-35 concernant l'arrangement final pour les débiteurs hypothécaires ruraux à certaines catégories de locations. — 17 mars 1936. — N. Z. G., n. 23 (19 mars 1936).

Règl. concernant les frais provenant de l'application des dispositions portant secours aux débiteurs hypothécaires (*tarif pour les avoués*). — 1^{er} avril 1936. — N. Z. G., n. 27 (2 avril 1936).

Pays-Bas. — L. portant des mesures spéciales tendant à éviter dans certaines conditions, le recouvrement des capitaux, en garantie desquels on a stipulé des hypothèques grevant des biens immobiliers; et tendant également à éviter des séquestres vexatoires. t. a. L. de 1936 concernant le remboursement des hypothèques. — 7 février 1936. — Stbl., n. 200 (8 février 1936).

Pérou. — D. portant addition d'un art. 37 à la l. organique de la Banque agricole du Pérou (*escompte des traites tirées par la compagnie d'administration du guano pour la valeur des fertilisants fournis; avances à ladite compagnie*). — 30 décembre 1935. — E. P., 1^{er} trimestre, n. 4 (7 janvier 1936).

L. n. 8372 concernant les contrats de prêts et hypothécaires. (*Interdit aux banques et aux particuliers la perception d'intérêts pénéaux; accorde aux créanciers le droit de demander l'administration du bien hypothéqué lorsque le débiteur a négligé de payer 3 échéances trimestrielles d'intérêt et d'amortissement*). — 22 juin 1936. — E. P., III^{ème} trimestre, n. 162 (20 juillet 1936).

Portugal. — D. l. n. 26295 autorisant la Caisse nationale de crédit à concéder des prêts aux agriculteurs pour faire face aux frais de cueillette des olives et de fabrication de l'huile jusqu'à la fin du mois de février de l'année courante. — 29 janvier 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 24 (29 janvier 1936).

D. l. n. 26423 élevant à 16.000.000 \$ la limite des emprunts à contracter par la Fédération nationale des producteurs de blé auprès de la Caisse générale de dépôt, crédit et prévoyance en vue de la construction de silos (*celeiros*) pour ladite Fédération. — 17 mars 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 63 (17 mars 1936).

D. l. n. 26895 autorisant la Caisse nationale de crédit à accorder assistance financière dans les opérations agricoles de la campagne du blé 1936-1937, et fixant les modalités de ladite assistance. — 17 août 1936. — D. d. G. 1^{ère} série, n. 192 (17 août 1936).

D. l. n. 26979 autorisant la Fédération nationale des producteurs de blé à émettre et escompter des warrants établis en faveur des syndicats municipaux (*greniers des producteurs de blé*) avec la garantie de blés acquis par lesdits syndicats et déposés dans leurs greniers constitués en magasins généraux. — 4 septembre 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 208 (4 septembre 1936).

Roumanie. — L. n. 873 interprétant les articles 1 et 30 de la l. du 7 avril 1934 visant la liquidation des dettes agricoles et urbaines. — 7 avril 1936. — M. O., n. 83 (8 avril 1936).

Salvador. — D. législatif n. 82 réformant la l. concernant la Banque hypothécaire du Salvador. — 27 juin 1936. — D. O., n. 145 (3 juillet 1936).

L. (*décret législatif n. 124*) concernant la Junte de surveillance des banques et sociétés anonymes. — 12 septembre 1936. — D. O., n. 201 (17 septembre 1936).

D. législatif n. 129 modifiant la l. en vigueur concernant les gages se rapportant à l'agriculture, à l'élevage du bétail ou à l'industrie. (*Aucun prêt ne pourra dépasser les 3/4 de la valeur actuelle du gage. Ecritures. Timbres.*) — 18 septembre 1936. — D. O., n. 206 (23 septembre 1936).

Suède. — L. n. 89 modifiant l'art. 75 de la l. sur la poursuite pour dettes. — 27 mars 1936. — S. F., n. 81-96 (7 avril 1936).

L. n. 94 modifiant l'art. 23 de la l. du 29 juin 1923, n. 286, sur les caisses d'épargne. — 27 mars 1936. — S. F., n. 81-96 (7 avril 1936).

Arr. royal n. 100 concernant l'augmentation des subventions d'Etat aux petits agriculteurs ouvriers. — 17 avril 1936. — S. F., n. 99-102 (17 avril 1936).

Arr. royal n. 102 modifiant l'art. 6 de l'arr. du 7 juin 1935, n. 277, concernant les prêts à accorder aux agriculteurs pour la stipulation de concordats et d'autres contrats. — 17 avril 1936. — S. F., n. 99-102 (17 avril 1936).

D. royal n. 128 modifiant les art. 2, 3 et 9 du d. du 17 mai 1935, n. 176, concernant la Caisse hypothécaire du Royaume de Suède. — 30 avril 1936. — S. F., n. 127 et 128 (1^{er} mai 1936).

L. n. 228 modifiant l'art. 85 de la l. sur la poursuite pour dettes. — 29 mai 1936. — S. F., n. 224-230 (5 juin 1936).

D. royal n. 241 modifiant certaines parties du d. du 16 mai 1890 concernant la Banque hypothécaire générale de la Suède. — 5 juin 1936. — S. F. n. 241-243 (6 juin 1936).

L. n. 278 modifiant l'art. 70 de la l. sur la poursuite pour dettes. — 5 juin 1936. — S. F., n. 276-278 (15 juin 1936).

L. n. 373 portant certaines dispositions concernant les caisses centrales de crédit agricole. — 26 juin 1936. — S. F., n. 373-379 (30 juin 1936).

D. royal n. 374 portant certaines modifications au d. du 3 juillet 1930, n. 317, concernant les caisses de crédit agricole. — 26 juin 1936. — S. F., n. 373-379 (30 juin 1936).

D. royal n. 375 modifiant les art. 6 et 7 du d. du 3 juin 1932, n. 165, concernant le droit de la caisse de crédit agricole d'accepter parmi ses membres, outres les caisses agricoles, d'autres associations économiques. — 26 juin 1936. — S. F., n. 373-379 (30 juin 1936).

Arr. royal n. 377 modifiant les art. 4 et 6 de l'arr. du 13 février 1931, n. 17, concernant la subvention d'Etat destinée à l'administration des caisses de crédit agricole. — 26 juin 1936. — S. F., n. 373-379 (30 juin 1936).

Lettre royale n. 489 au Gouverneur de la Banque nationale, concernant les dispositions de l'arr. du 12 septembre 1930, n. 343, sur les conditions et les prescriptions générales relatives aux prêts accordés sur les fonds d'Etat destinés à l'acquisition de céréales, en ce qui concerne le prix des céréales fixé pour la période allant du 1^{er} septembre au 30 novembre 1936. — 24 août 1936. — S. F., n. 489 (25 août 1936).

Suisse (Confédération). — Arr. du Conseil fédéral concernant l'assainissement des banques. — 17 avril 1936. — R. L. F., n. 13 (22 avril 1936).

Union Sud-africaine. — L. n. 20 prorogeant la validité de la l. n. 34 de 1933 concernant les intérêts sur les hypothèques agricoles. — 19 juin 1936. — U. S. A. G. G., Extraordinary, n. 2362 (19 juin 1936).

L. n. 21 modifiant la législation concernant la Banque foncière et agricole de l'Afrique du Sud. — 19 juin 1936. — U. S. A. G. G., Extraordinary, n. 2362 (19 juin 1936).

Uruguay. — D. réglementant la l. du 2 juillet 1936 concernant la consolidation des dettes constituées par les arriérés de contribution immobilière et additionnelle. — 23 juillet 1936. — D. O., n. 8981 (1^{er} août 1936).

Vénézuéla. — Rés. autorisant la Banque du Vénézuéla à concéder, sous certaines conditions, des prêts gagés par le café et le cacao (*les produits doivent être susceptibles d'exportation. Montant des prêts: 80 % de la valeur y compris la prime; intérêt annuel de 4 %; traites à 6 mois pour le café, et à 3 mois pour le cacao*). — 23 mars 1936. — G. O., n. 18912 (23 mars 1936).

Rés. concernant les prêts gagés par du coton et concédés par la Banque du Vénézuéla (*avances jusqu'à 80 % de la valeur marchande, intérêt annuel de 4 %, traites à 6 mois*). — 8 avril 1936. — G. O., n. 18926 (8 avril 1936).

Règl. relatif à la l. concernant la Banque agricole et d'élevage (*chapitres I à XI; personnel de la banque; XII, opérations; XIII, intérêts; XIV, prêts hypothécaires amortissables; XV, prêts pour effectuer les récoltes, etc.*). — 28 avril 1936. — G. O., n. 18942 (29 avril 1936).

Rés. concernant l'aide accordée aux agriculteurs du pays (*les prêts concédés par la Banque du Vénézuëla et gagés par des produits agricoles, prêts visés par les résolutions des 23 mars et 8 avril 1936, devront être utilisés par les bénéficiaires pour leur commerce ou pour leurs cultures*). — 5 juin 1936. — G. O., n. 18974 (5 juin 1936).

L. concernant la Banque agricole et d'élevage fondée par la l. du 13 juin 1928. — 8 juillet 1936. — G. O., n. 19008 (15 juillet 1936).

L. concernant la Banque ouvrière. — 30 septembre 1936. — G. O., n. 19078 (6 octobre 1936).

L. concernant les magasins généraux de dépôt. — 20 octobre 1936. — G. O., n. 19105 (7 novembre 1936).

D. publiant le règl. relatif à la l. concernant la banque agricole et d'élevage. — 26 octobre 1936. — G. O., n. 19096 (28 octobre 1936).

Yougoslavie. — O. prorogeant les exécutions relatives aux dettes d'agriculteurs (*Ceux qui, n'ayant pas renouvelé à temps leur traite, ont perdu la protection, pourront la réacquérir s'ils font le renouvellement dans les 90 jours. Toutes exécutions ou administrations forcées sont reportées au 1^{er} octobre 1936 s'il s'agit d'agriculteurs protégés*). — 17 avril 1936. — S. N., n. 93-XX (24 avril 1936).

O. ayant force de l. réglementant le remboursement des prêts concédés en vertu de la l. du 30 mars 1928 concernant les prêts sans intérêt aux colons anciens volontaires, aux agriculteurs, ainsi qu'aux autres intéressés à la réforme agraire (*les prêts accordés jusqu'au 20 novembre 1935, sur le fonds de colonisation du Ministère de l'agriculture, auxdits colons, etc., ainsi qu'aux coopératives agraires et aux fédérations de ces coopératives, seront réduits de 60 à 80 %*). — 30 avril 1936. — S. N., n. 112-XXIV (18 mai 1936).

O. concernant l'assainissement ainsi que le moratoire pour l'Union centrale des coopératives agricoles croates à Zagreb, et concédant à ladite Union, pour ses dettes, un moratoire de bons, etc. — 30 avril 1936. — S. N., n. 118-XXVI (26 mai 1936).

Six règl. particuliers se rapportant à l'o. concernant la liquidation des dettes agricoles, à savoir: mode d'évaluation des terres et autres biens du débiteur; détermination des parcelles devant être comptées dans la superficie de 50 ou 100 hectares; facilités à accorder aux débiteurs de la Banque agraire privilégiée de Belgrade; emploi et gestion du « fonds spécial pour le paiement des dettes agricoles »; remplacement des titres de dette par de nouvelles obligations; contrôle de la différence à couvrir, selon l'art. 10, alinéa 3, à l'aide d'obligations de l'Etat. — 29, 30, 31 octobre 1936. — S. N., n. 252-LXIII (31 octobre 1936).

Règl. visant l'application de l'o. concernant la liquidation des dettes agricoles. — 30 octobre 1936. — S. N., n. 252-LXIII (31 octobre 1936).

IX^{ÈME} PARTIE

PROPRIÉTÉ RURALE - COLONISATION INTÉRIEURE

Allemagne. — D. portant la législation concernant les domaines paysans héréditaires. — 21 décembre 1936. — RGBl., Teil I, n. 121, p. 1069 (23 décembre 1936).

En conformité des articles 46, 47, 51, 52 et 61 de la loi du Reich sur les domaines paysans héréditaires du 29 septembre 1933 (1) (*Reichsgesetzblatt* I, p. 685), il est décrété ce qui suit en vue de compléter ladite loi et d'en régler l'application.

CHAPITRE I. — DU DOMAINE PAYSAN HÉRÉDITAIRE.

Art. 1^{er}. — *Endettement du propriétaire lors de la constitution d'un domaine paysan héréditaire.*

(1) Tout bien-fonds qui n'était pas devenu domaine paysan héréditaire avant l'entrée en vigueur du présent décret ne pourra acquérir une telle qualité que si :

1) sont remplies les conditions, tant réelles que personnelles, d'ordre général exigées pour l'acquisition de la qualité de domaine paysan héréditaire; et si

2) la somme totale des dettes du propriétaire ne dépasse pas le montant de soixante-dix pour cent de la valeur fiscale unitaire du bien-fonds, telle qu'elle a été estimée lors du dernier établissement de l'assiette de l'impôt foncier.

(2) Au cours de la procédure engagée devant le tribunal des transmissions successorales intégrales, afin de constater la qualité de domaine paysan héréditaire d'un bien-fonds du genre mentionné au paragraphe 1, le propriétaire sera tenu de fournir des renseignements sur l'état de ses dettes et de confirmer, si le juge le demande, l'exactitude de sa déposition par une déclaration ayant la valeur d'un serment formel.

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXIII^{ème} Année, 1933, pag. 955 et s.

(3) Aux fins d'arrêter le montant total des dettes selon le paragraphe 1, alinéa 2, la valeur des prestations périodiques dues par le propriétaire sera considérée comme étant égale à la moitié de la somme que l'on aurait obtenue en appliquant dans ce cas les dispositions de l'article 22, paragraphes 1, 2 et 5 de l'ordonnance des frais judiciaires du 25 novembre 1935 (*Reichsgesetzblatt* I, p. 1371).

(4) Dès qu'un bien-fonds aura été inscrit sur le rôle des domaines paysans héréditaires, la condition prescrite au paragraphe 1, n. 2, sera réputée avoir été remplie, même s'il devait résulter par la suite que l'état des dettes au moment de la décision dépassait la proportion admise.

(5) La condition prescrite au paragraphe 1, alinéa 2, ne sera pas applicable:

1) aux domaines créés au cours d'une procédure ayant pour objet la reconstitution de la paysannerie allemande (procédure de nouvelle colonisation ou d'agrandissement de petites exploitations) moyennant l'application de la loi du Reich sur la colonisation du 11 août 1919 (*Reichsgesetzblatt*, p. 1429) ou de la loi sur la reconstitution de la paysannerie allemande du 14 juillet 1933 (*Reichsgesetzblatt* I, p. 517);

2) aux biens-fonds pour lesquels le Ministre du Reich pour l'alimentation et l'agriculture aura, aux termes de l'article 5 de la loi, accordé une exemption des conditions prescrites à l'article 3 de la même loi;

3) aux biens-fonds pour lesquels les conditions prescrites pour l'acquisition de la qualité de domaine paysan héréditaire auront été remplies au cours d'une procédure engagée en vue de désendetter le patrimoine du propriétaire.

Art. 2. — Agrandissement d'un domaine paysan héréditaire au-delà des dimensions maxima admises.

(1) Lorsqu'un domaine paysan héréditaire a été agrandi par l'adjonction de terrains voisins, au-delà de la superficie totale de cent vingt-cinq hectares, les surfaces adjointes ne deviendront partie du domaine que si le Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture accorde, aux termes de l'article 5 de la loi, une exemption des conditions prescrites à l'article 3 de cette loi.

(2) La même règle sera observée dans le cas de l'agrandissement d'un bien-fonds qui est devenu domaine paysan héréditaire d'après l'article 5 de la loi.

(3) Les règles établies aux articles 44 et 45 du décret réglementant la procédure relative aux domaines paysans héréditaires seront dans un tel cas appliquées par analogie.

Art. 3. — *Terrains soumis à une procédure de remembrement.*

L'attribution à titre provisoire de terrains soumis à une procédure de remembrement parcellaire à un autre propriétaire dont les biens-fonds sont soumis à la même procédure ne touchera en rien, en ce qui concerne l'application de la loi sur les domaines paysans héréditaires et en particulier de son article 7, leur appartenance à la propriété dont ils dépendaient jusqu'ici.

Art. 4. — *Usufruits et participations.*

(1) Les droits d'usage forestiers, les autres usufruits réels établis en faveur du domaine paysan héréditaire, les participations à une coopérative forestière et les autres droits semblables dont jouit le domaine appartiendront à ce dernier. Il est indifférent que ces droits soient liés à la propriété du domaine ou qu'ils appartiennent personnellement au paysan. Il en sera de même pour les parts de copropriété d'un terrain dont dispose le domaine paysan héréditaire, pour autant que ces parts sont d'une importance secondaire par rapport aux autres biens-fonds constituant ledit domaine.

(2) Les parts de copropriété d'une laiterie, sucrerie ou autre établissement semblable dans lequel sont transformés ou utilisés les produits du domaine paysan héréditaire appartiendront à ce dernier. Il est indifférent que ces droits soient liés à la propriété du domaine ou qu'ils appartiennent personnellement au paysan. Il en sera de même pour les parts de propriété d'une batteuse exploitée en commun ou de toute autre installation du même genre.

CHAPITRE II. — DU PAYSAN.

Art. 5. — *Exemption de la condition du droit de cité allemand.*

(1) Le Ministre du Reich pour l'Alimentation et l'Agriculture pourra accorder, sur demande, des dérogations à la condition du droit de cité allemand prévue à l'article 12 de la loi.

(2) Lorsqu'un domaine paysan héréditaire sera échu à une personne n'ayant pas le droit de cité allemand, celle-ci sera considérée comme ayant répudié sa succession si, dans le délai fixé à l'article 29, paragraphe 2 de la loi, elle n'aura demandé ni sa naturalisation aux termes de l'article 29, paragraphe 3, de la même loi, ni l'exemption prévue au paragraphe 1 précédent.

(3) Dans le cas où la demande de naturalisation n'a pas été présentée à temps ou a été rejetée, la personne appelée en qualité d'héritier principal sera réputée avoir renoncé à l'hérédité si, dans le délai

de six semaines à compter du refus de naturalisation, elle n'a pas présenté la demande d'exemption mentionnée au paragraphe 1, ou si cette demande a été rejetée.

(4) Dans le cas où la demande d'exemption prévue au paragraphe 1 a été présentée dans le délai prescrit, mais a été rejetée, la personne appelée en qualité d'héritier principal sera censée avoir renoncé à l'hérédité si, dans un délai de six semaines à compter de la notification de la décision rejetant la demande, elle n'a pas demandé la naturalisation, ou si celle-ci lui a été pareillement refusée.

(5) Les délais prévus à l'article 29, paragraphe 3 de la loi ainsi qu'aux paragraphes précédents seront réputés avoir été observés si la demande de naturalisation ou d'exemption est parvenue à une autorité de l'intérieur ou à un office de la Corporation de l'Alimentation du Reich avant que le délai soit écoulé. Si la demande relative est parvenue à un bureau non compétent en la matière, ce dernier sera tenu de la transmettre sans retard à l'office compétent pour en décider.

Art. 6. — *Preuve du droit de cité allemand et de la souche (origine).*

Les certificats requis pour l'application des articles 12 et 13 de la loi et devant être délivrés par des autorités administratives ou ecclésiastiques seront exempts de tous droits.

CHAPITRE III. — DE L'ORDRE DE SUCCESSION EN VERTU DU DROIT DE TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE INTÉGRALE.

Art. 7. — *Enfants issus de plusieurs mariages.*

(Art. 21, § 4, de la loi).

(1) Lorsque le propriétaire marié d'un domaine paysan héréditaire a des fils issus de plusieurs mariages, les fils du premier lit auront la priorité sur les autres.

(2) Lorsque le propriétaire marié d'un domaine paysan héréditaire a des filles issues de plusieurs mariages, les filles du premier lit auront la priorité sur les autres.

(3) Les dispositions des paragraphes 1 et 2 seront appliquées, par analogie aux cas où, dans les autres rangs, il y aura des fils et des filles issus de plusieurs mariages.

(4) Tout *de cujus* ne pourra désigner comme héritier principal un fils du second lit, en excluant un fils du premier lit, qu'avec l'autorisation du tribunal des transmissions successorales intégrales. Ce dernier n'accordera une telle autorisation que pour des motifs graves.

Art. 8. — *Exclusion d'un héritier principal qui possède déjà un domaine paysan héréditaire.* (Art. 22, § 1, de la loi).

(1) Lorsque le *de cujus*, dont l'héritier principal est exclu parce qu'il possède déjà un domaine paysan héréditaire, a un autre parent du même rang (par exemple un autre fils ou frère ou une autre fille ou sœur), et lorsque ni ce parent lui-même ni son époux ni aucun de ses descendants ne possède un domaine paysan héréditaire, ce parent aura la priorité sur les descendants de l'héritier principal exclu.

(2) Si ledit parent est décédé, ou si pour tout autre motif il ne devient pas héritier principal, la priorité établie au paragraphe 1 restera acquise à son fils ou au fils de son fils.

Art. 9. — *Préterition d'une personne ayant droit à la transmission de la succession intégrale.* (Art. 25 de la loi).

(1) Pour un motif grave, et avec l'autorisation du tribunal des transmissions successorales intégrales, le *de cujus* pourra, par préterition d'un fils qui n'a pas encore été éliminé par suite de décès, de renonciation ou d'une autre manière, désigner comme héritier principal le fils ou le fils du fils de celui-ci.

(2) La même règle sera applicable par analogie dans le cas de préterition d'un frère (d'une fille ou d'une sœur) du *de cujus* en faveur d'un fils ou d'un fils du frère (de la fille ou de la sœur).

(3) La disposition du paragraphe 1 sera de même applicable lorsqu'un descendant du sixième rang du *de cujus* devra être exclu au profit d'un descendant de ce descendant.

Art. 10. — *Statut du domaine prescrivant l'ordre de succession des héritiers principaux dans la ligne masculine.*

(Art. 25 de la loi).

(1) Le paysan pourra établir, une fois pour toutes, dans un statut du domaine, que ce dernier ne se transmettra d'abord que dans la ligne masculine, donc uniquement à des personnes du sexe masculin apparentées au paysan par des mâles. A cet égard, les personnes ayant droit à la transmission de la succession intégrale du quatrième au sixième rang pourront être placées à la suite de parents mâles qui n'appartiennent pas, d'après l'article 20 de la loi, au nombre des personnes ayant ce droit, ou même qui sont entièrement exclues.

(2) Il y aura en outre lieu d'indiquer dans le statut du domaine la mesure dans laquelle chaque propriétaire de celui-ci aura la faculté de désigner l'héritier principal dans les limites de l'ordre de succession établi.

(3) Le statut du domaine devra être fait par acte judiciaire ou notarié.

(4) Le statut du domaine sera soumis à l'autorisation des Ministres du Reich de la Justice et de l'Alimentation et Agriculture. Avant que cette autorisation soit accordée, le chef des paysans du Reich devra être entendu. L'autorisation pourra être assujettie à la condition que la désignation de l'héritier principal soit, dans certains cas, approuvée par le tribunal des transmissions successorales intégrales.

(5) La décision relative à l'approbation du statut du domaine sera notifiée d'office au requérant. Les opérations judiciaires relatives à l'approbation en question seront frappées des droits entiers en conformité de l'ordonnance du 25 novembre 1935 sur les frais de justice (*Reichsgesetzblatt* I, p. 1371); la valeur fiscale sera déterminée d'après l'article 24, paragraphe 2, de ladite ordonnance, et les dispositions des articles 7 et 28 de la même ordonnance seront appliquées par analogie.

(6) La décision relative à l'approbation du statut du domaine sera envoyée au tribunal des transmissions successorales intégrales, accompagnée d'une copie légalisée dudit statut. Ce tribunal fera insérer d'office et sans frais sur le rôle des domaines paysans héréditaires, sous la rubrique « Annotations », la mention de ce que l'ordre de succession des héritiers principaux s'établira à l'avenir conformément au statut approuvé.

(7) Les dispositions des paragraphes 3 et 6 seront appliquées par analogie dans le cas de la modification ou de l'annulation du statut.

Art. 11. — *Administration et usufruit de l'époux du de cujus.*

(Art. 26 de la loi).

(1) Il pourra être établi par un testament ou par une convention d'hérédité que l'administration et l'usufruit du domaine paysan héréditaire seront réservés à l'époux du *de cujus*, et précisément, dans le cas où l'héritier principal appartient au premier ou au quatrième rang, jusqu'à sa vingt-cinquième année révolue, et, dans les autres cas, même au-delà de cette limite d'âge.

(2) Dès que l'héritier principal aura accompli sa trentième année, le tribunal des transmissions successorales intégrales pourra, sur proposition du chef des paysans du pays, mettre fin à l'administration et à l'usufruit mentionnés au paragraphe 1.

Art. 12. — *Nom du domaine* (Art. 27 de la loi).

(1) Lorsque le *de cujus* a disposé par testament, conformément aux articles 27 et 28 de la loi, que l'héritier principal joindra à son nom de famille celui du domaine, cette modification de nom aura lieu au moment de la transmission du domaine; elle ne s'étendra pas à l'époux, ni aux enfants de l'héritier principal.

(2) Dans le cas prévu au paragraphe 1, le nom du domaine sera accolé par un trait-d'union au nom de famille de l'héritier principal. En cas de doute quant au nom du domaine, le tribunal des transmissions successorales intégrales en décidera d'une manière définitive, soit sur demande d'un intéressé, soit d'office. Avant de prendre la décision dont il s'agit, le tribunal des transmissions successorales intégrales entendra le chef des paysans de l'arrondissement. Ledit tribunal fera parvenir au tribunal compétent pour la succession une expédition légalisée de sa décision.

(3) Pour un motif grave, l'héritier principal pourra, moyennant une déclaration faite devant le tribunal des transmissions successorales intégrales, refuser de joindre au sien le nom du domaine. Dans ce cas, les dispositions relatives à la répudiation d'une succession seront appliquées par analogie. Le tribunal des transmissions successorales intégrales décidera d'office et sans appel, après avoir entendu le chef des paysans de l'arrondissement, s'il existe en réalité un motif grave. Une expédition légalisée de la décision prise en l'espèce sera transmise au tribunal compétent pour la succession.

(4) Dès que la question de l'adjonction du nom du domaine et de son acceptation aura été réglée, le tribunal compétent pour la succession fera inscrire une mention marginale à ce sujet sur les registres de naissance et de mariage de l'héritier principal.

(5) Les opérations devant le tribunal des transmissions successorales intégrales et devant le tribunal compétent pour la succession, telles qu'elles sont prévues au paragraphes 2 à 4, seront exemptes de tous droits.

Art. 13. — *La forme prescrite pour désigner l'héritier principal ou pour établir l'administration et l'usufruit.*

(1) Le *de cujus* pourra désigner un héritier principal ou établir l'administration et l'usufruit du domaine paysan héréditaire pour cause de mort non seulement par testament ou par convention d'hérédité (art. 28 de la loi), mais encore verbalement, par devant le président du tribunal des transmissions successorales intégrales compétent ou par devant notaire, qui en dresseront acte.

(2) La forme dudit acte sera celle qui est prescrite pour la rédaction des actes judiciaires ou notariés concernant les actes juridiques entre vifs. L'acte en question ne devra pas être désigné comme testament. Toutefois, pour le reste, il sera assimilé à un testament régulièrement fait devant un juge ou un notaire, en particulier quant au dépôt la révocation, l'ouverture et la force probatoire de l'acte.

Art. 14. — *Responsabilité pour les charges de la succession.*

(Art. 34 de la loi).

(1) L'héritier principal est responsable pour les charges de la succession comme débiteur solidaire même s'il ne participe pas, en qualité de cohéritier, au reste de l'hérédité.

(2) L'héritier principal répond de l'exécution des charges de la succession au moins jusqu'à concurrence des revenus saisissables du domaine paysan héréditaire. Le droit de gage sur les revenus dudit domaine constitué par une saisie en faveur d'un créancier de la succession aura, par dérogation à l'article 804, paragraphe 3, du code de procédure civile, et sans tenir compte de l'ordre chronologique des saisies, la priorité sur le droit de gage dérivé d'une saisie pratiquée par un créancier de l'héritier principal dont le titre est antérieur à l'ouverture de la succession.

Art. 15. — *Certificat de succession.*

(1) Lorsqu'une succession comprend un domaine paysan héréditaire, l'héritier principal devra être mentionné comme tel dans le certificat de succession.

(2) L'héritier principal pourra se faire délivrer par le tribunal compétent pour la succession un certificat confirmant uniquement sa succession au domaine paysan héréditaire.

(3) Les dispositions concernant les certificats de succession seront appliquées par analogie à la preuve de la transmission du domaine paysan héréditaire, conformément à l'article 22, paragraphe 3, de la loi et aux articles 20, 21, 22 et 24 du présent décret.

Art. 16. — *Constatation du défaut d'héritier principal.*

(1) S'il y a raison de croire qu'il n'existe pas d'héritier principal (art. 25, § 5, 2^{ème} phrase, de la loi), le tribunal compétent pour la succession devra clairement établir la situation d'office.

(2) Le tribunal compétent pour la succession pourra publier un avis invitant les ayants droit à faire valoir leur qualité d'héritiers principaux. Les modalités de la publication et de la durée du délai de notification seront réglées d'après les dispositions des articles 948 à 950 du code de procédure civile quant à la publicité des actes officiels. L'avis en question devra être publié tant dans l'organe officiel de la paysannerie du pays que dans un quotidien local.

(3) S'il résulte de l'enquête faite à ce sujet qu'il n'existe pas d'héritier principal, le tribunal compétent pour la succession le constatera dans une ordonnance. Cette ordonnance sera notifiée d'office

au chef des paysans du Reich et, le cas échéant, à celui qui prétend être héritier principal. Ces opérations seront exemptes de droits.

(4) Le chef des paysans de l'arrondissement pourra demander au tribunal compétent pour la succession de rendre une ordonnance du contenu prévu au paragraphe 3. En cas de rejet, le chef des paysans de l'arrondissement a un droit de recours immédiat et le chef des paysans du pays aura le droit de recours ultérieur.

(5) La constatation dont il est question au paragraphe 3 établit la présomption qu'il n'existe pas d'héritiers principaux.

(6) Toute personne pouvant justifier d'un intérêt fondé pourra prendre communication de l'enquête du tribunal compétent pour la succession et se faire délivrer des copies des pièces à l'appui. Ces copies seront légalisées sur demande.

CHAPITRE IV. — DES DOMAINES PAYSANS HÉRÉDITAIRES APPARTENANT À DES ÉPOUX.

Art. 17. — *Domaines paysans héréditaires dont les époux sont copropriétaires.*

(1) Tout bien-fonds qui, à la date du 1^{er} octobre 1933 (jour de l'entrée en vigueur de la loi sur les domaines paysans héréditaires), remplissait, indépendamment de la question de la propriété exclusive, les conditions établies aux articles 1 à 4 et 6 de la loi et se trouvait faire partie du patrimoine de deux époux vivant en communauté de biens, ou dont étaient d'une façon quelconque copropriétaires des époux ayant la capacité d'être des « paysans » (*Bauernfähig*), sera censé être un domaine paysan héréditaire depuis l'entrée en vigueur de la loi.

(2) Tout bien-fonds qui, sans être devenu jusque là un domaine paysan héréditaire, aura, au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, rempli les conditions prévues au paragraphe 1 (à part la date qui y est indiquée) sera réputé être un tel domaine dès l'entrée en vigueur du présent décret. Les dispositions de l'article 1^{er} du présent décret ne seront pas applicables en l'espèce.

(3) Un bien-fonds, qui ne l'aura pas encore été, deviendra un domaine paysan héréditaire dès que, après l'entrée en vigueur du présent décret, il aura rempli les conditions établies au paragraphe 1 précédent et de l'article 1^{er} du présent décret.

(4) Sur demande d'un des époux ou du chef des paysans de l'arrondissement, le tribunal des transmissions successorales intégrales pourra déclarer que le défaut de la capacité paysanne (*Bauernfähigkeit*) chez un des époux n'empêche pas l'acquisition de la qualité de domaine paysan héréditaire. Toutefois, une telle demande ne pourra

être accueillie que si l'époux qui manque de ladite capacité remplit au moins les conditions établies aux articles 12 et 13 de la loi et si l'autre époux possède la capacité en question et garantit par sa personnalité une exploitation régulière du domaine. Les dispositions des articles 48, paragraphe 2, et 49, paragraphe 2, de la loi seront applicables par analogie. Dès que l'ordonnance accueillant la demande sera devenue définitive, l'exemption sera censée avoir été accordée avec effet à partir du jour de la présentation de la demande au tribunal des transmissions successorales intégrales.

Art. 18. — *Domaines paysans héréditaires appartenant à des époux et composés de différents genres de propriété.*

(1) Tout bien-fonds ressortissant à une exploitation agricole qui, le 21 décembre 1933 (date de l'entrée en vigueur du Deuxième Règlement d'administration publique d'application de la loi), se trouvait être :

1) en partie propriété exclusive du mari et en partie propriété exclusive de la femme, ou

2) en partie propriété commune des deux époux et en partie propriété exclusive de l'un ou de chacun d'eux, et qui, indépendamment de la question de propriété, remplissait, à ladite date, les conditions établies aux articles 1 à 4 et 6 de la loi, en particulier aussi en ce qui concerne la capacité paysanne des deux époux, devient domaine paysan héréditaire à partir de la même date.

(2) Tout bien-fonds qui, sans être devenu jusque là un domaine paysan héréditaire, aura, au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, rempli les conditions prévues au paragraphe 1 (à part la date qui y est indiquée), deviendra un tel domaine dès l'entrée en vigueur du présent décret. Les dispositions de l'article 1^{er} du présent décret ne seront pas applicables en l'espèce.

(3) Un bien-fonds qui ne l'aura pas encore été deviendra un domaine paysan héréditaire dès que, après l'entrée en vigueur du présent décret, il aura rempli les conditions établies au paragraphe 1 précédent et à l'article 1^{er} du présent décret.

(4) Les dispositions de l'article 17, paragraphe 4, seront appliquées par analogie en l'espèce.

Art. 19. — *Situation légale des domaines paysans héréditaires appartenant à des époux.*

Les domaines paysans héréditaires appartenant à des époux seront assujettis aux mêmes dispositions que ces domaines en général, sauf s'il en est statué autrement aux articles 20 à 23 suivants.

Art. 20. — Désignation des héritiers principaux.

(1) Tout époux pourra désigner l'autre époux comme héritier principal.

(2) En outre, les deux époux pourront établir, par testament fait en commun ou par convention d'hérédité, que le domaine paysan héréditaire devra passer, à la mort du prédécédé ou du dernier survivant des époux, à une personne qui, d'après la loi du Reich sur les domaines paysans héréditaires, serait appelée comme héritier principal de l'un ou de l'autre ou pourrait être désignée comme tel.

(3) A moins d'être lié par un testament fait en commun, l'époux survivant devenu héritier principal pourra établir, même à lui seul, que le domaine passera après sa mort à une personne qui, d'après la loi du Reich sur les domaines paysans héréditaires, serait appelée comme héritier principal de l'un ou de l'autre des époux, ou pourrait être désignée comme tel.

(4) Les dispositions d'après lesquelles l'autorisation du tribunal des transmissions successorales intégrales est requise dans certains cas resteront en vigueur, sauf en ce qui concerne les dispositions *mortis causa* établies, dans le cas des domaines appartenant à des époux mentionnés à l'article 17, avant l'entrée en vigueur de la loi, et, dans le cas de ceux mentionnés à l'article 18, avant le 21 décembre 1933.

Art. 21. — Droit de la femme de désigner à elle seule dans certains cas l'héritier principal.

(1) La femme qui a apporté dans le mariage la part d'une valeur économique prépondérante du bien-fonds qui constitue le domaine paysan héréditaire pourra, à moins d'être liée par une disposition *mortis causa* prise en commun et sauf approbation du tribunal des transmissions successorales intégrales, établir, même sans l'intervention du mari, qu'elle sera elle-même l'héritière principale du mari, ou que le domaine passera, en cas de décès de son mari ou de son propre prédécès, à une personne qui pourrait être désignée, d'après la loi du Reich sur les domaines paysans héréditaires, comme héritier principal de l'un ou de l'autre des époux, ou que l'administration et l'usufruit du domaine seront réservés à elle-même ou à l'autre époux, même au-delà de la vingt-cinquième année de l'héritier principal.

(2) La femme ne pourra prendre les dispositions prévues au paragraphe 1 que du vivant du mari et que dans la forme d'un testament fait par acte public, le dépôt d'un pli fermé étant exclu à cet effet. Toutefois, les dispositions dont il s'agit ne seront valables que

si une expédition légalisée en aura été remise au mari. Le juge ou le notaire qui aura dressé l'acte le fera notifier d'office.

(3) Chacun des époux pourra demander au tribunal des transmissions successorales intégrales de rendre une ordonnance relative à l'homologation du testament.

(4) Le tribunal des transmissions successorales intégrales pourra établir, sur demande, que l'administration et l'usufruit seront réservés à l'époux survivant, si celui-ci ne devient pas héritier principal, même au-delà de la vingt-cinquième année de l'héritier principal désigné par la femme.

(5) Les dispositions des articles 48, paragraphe 2, et 49, paragraphe 2, de la loi seront appliquées par analogie dans les cas prévus aux paragraphes précédents.

Art. 22. — *Ordre de succession légal des héritiers principaux.*

(1) Si les époux n'ont pas fait usage de leur droit de désigner l'héritier principal conformément aux articles 20 et 21, le domaine paysan héréditaire écherra, à la mort de la femme, au mari en qualité d'héritier principal.

(2) En cas de décès du mari, qu'il survienne avant ou après celui de la femme, le domaine écherra à la personne qui y est appelée, d'après la loi du Reich sur les domaines paysans héréditaires, en qualité d'héritier principal du mari.

(3) Dans le cas prévu au paragraphe 2, la femme gardera l'administration et l'usufruit du domaine jusqu'à la vingt-cinquième année révolue de l'héritier principal, pour autant que ce droit n'a pas été exclu ou limité par une disposition établie *mortis causa* en commun. Dans les mêmes conditions, le tribunal des transmissions successorales intégrales pourra décider, dans certains cas spéciaux, afin d'éviter des conséquences contraires à l'équité, que l'administration et l'usufruit du domaine seront conservés par la femme survivante, même au-delà de la vingt-cinquième année de l'héritier principal.

Art. 23. — *Divorce.*

(1) Tout domaine paysan héréditaire appartenant à des époux ne perd point sa qualité comme tel à la suite d'un divorce légalement prononcé entre eux.

(2) Sur demande d'un des époux divorcés, le tribunal des transmissions successorales intégrales ouvrira la procédure nécessaire en vue d'arriver à un accord quant au domaine paysan héréditaire (art. 67 et suivants du décret réglant la procédure relative aux domaines paysans héréditaires).

Art. 24. — *Communauté des biens continuée.*

(1) Tout bien-fonds qui, indépendamment de la question de la propriété exclusive, remplit les conditions établies aux articles 1 à 4 et 6 de la loi et qui, à la date de l'entrée en vigueur de celle-ci, faisait partie de la fortune soumise au régime d'une communauté de biens continuée, devient domaine paysan héréditaire à partir de l'entrée en vigueur de ladite loi. L'acquisition de la qualité de domaine paysan héréditaire ne sera pas empêchée par le fait que tous les descendants ayant droit à une part des biens ne possèdent pas la capacité paysanne (*Bauernfähigkeit*); toutefois, l'époux survivant et au moins un desdits descendants devront posséder cette capacité.

(2) Lorsque les époux ont, avant d'entrer dans une communauté des biens continuée, désigné d'accord un héritier principal (par exemple conformément aux dispositions des articles 1515 et 1516 du code civil), le domaine paysan héréditaire écherra, à la mort de l'époux dernier survivant, à cette personne en qualité d'héritier principal, si elle pouvait, d'après la loi du Reich sur les domaines paysans héréditaires, être désignée comme héritier principal de l'un ou de l'autre des époux.

(3) Si les époux n'ont pas désigné d'accord un héritier principal, l'époux survivant pourra le faire à lui seul, avec l'autorisation du tribunal des transmissions successorales intégrales, en choisissant cet héritier parmi les descendants ayant droit à une part des biens.

(4) Dans le cas où les époux n'ont pas désigné d'accord un héritier principal, et où l'époux survivant n'a pas fait usage du droit qui lui est accordé au paragraphe 3, le domaine paysan héréditaire écherra, dès que la communauté continuée des biens aura pris fin, à la personne appelée, d'après la loi du Reich sur les domaines paysans héréditaires, à être l'héritier principal du mari. Les descendants ayant droit à une part des biens auront à cet égard la priorité sur les autres personnes ayant droit à la transmission de la succession intégrale.

(5) Les dispositions du paragraphe 4 ne seront pas applicables dans le cas où toutes les parts d'une communauté continuée des biens auront été réunies dans les mains de l'époux survivant (art. 1490 et 1491 du code civil).

(6) Dans le cas prévu à l'article 4, le tribunal des transmissions successorales intégrales pourra décider, sur demande, que, durant le laps de temps qui suivra la fin de la communauté des biens continuée, l'administration et l'usufruit du domaine paysan héréditaire seront réservés à l'époux survivant, même au-delà de la vingt-cinquième année de l'héritier principal. Cette disposition ne sera pas applicable aux cas où la communauté continuée des biens a été, d'après l'article 1495 du code civil, abolie par un jugement.

(7) Les dispositions des articles 48, paragraphe 2, et 49, paragraphe 2, de la loi trouveront une application analogue dans les cas mentionnés aux paragraphes 3 et 6.

Art. 25. — *Contrats de colonisation conclus avec des époux avant le 1^{er} octobre 1933.*

(1) Lorsque des époux ayant la capacité paysanne auront, au cours d'une procédure visant la reconstitution de la paysannerie allemande (procédure de nouvelle colonisation ou d'agrandissement de petites exploitations) selon la loi du Reich sur la colonisation du 11 août 1919 ou celle sur la reconstitution de la paysannerie allemande du 14 juillet 1933 et en vertu d'un contrat conclu avant le 1^{er} octobre 1933, acquis, après le 30 septembre 1933, un lot de colonisation, soit comme partie de la fortune composant leur communauté de biens conjugale, soit d'une autre manière comme leur propriété commune, et que ce bien-fonds remplit, indépendamment de la question de la propriété exclusive, les conditions établies aux articles 1 à 4 et 6 de la loi, il deviendra, lors du passage en la propriété des époux, un domaine paysan héréditaire.

(2) Les dispositions des articles 19 à 23 du présent décret seront applicables en l'espèce.

CHAPITRE V. — RESTRICTIONS AU DROIT D'ALIÉNER
ET DE GREVER UN DOMAINE PAYSAN HÉRÉDITAIRE.

Art. 26. — *Dette foncière au profit du propriétaire.
Paiement d'une hypothèque.*

(1) Le fait d'aliéner ou de grever une dette foncière au profit du propriétaire sera également considéré comme grever un terrain aux termes de l'article 37 de la loi.

(2) Dans le cas où, à l'époque où un bien-fonds est devenu un domaine paysan héréditaire, une hypothèque était inscrite, mais que la somme correspondante n'avait pas encore été versée, la disposition de l'article 37, paragraphe 1 de la loi n'empêchera pas le créancier d'acquérir le droit hypothécaire en remboursant la somme qu'il représente.

Art. 27. — *Partage du domaine paysan héréditaire.
Retrait de la qualité de domaine paysan héréditaire.*

(1) A partir de l'entrée en vigueur de la loi, la constitution de plusieurs domaines paysans héréditaires moyennant le partage d'un domaine existant n'aura lieu qu'avec l'autorisation du tribunal des transmissions successorales intégrales.

(2) La qualité de domaine paysan héréditaire ne pourra être retirée à des parties d'un domaine qu'avec l'autorisation du tribunal des transmissions successorales intégrales.

(3) Les articles 48, paragraphe 2, et 49, paragraphe 2, de la loi seront appliqués par analogie en l'espèce.

Art. 28. — *Assurance de l'amortissement.*

(1) Lorsqu'un domaine paysan héréditaire a obtenu un emprunt d'une institution de crédit de droit public, en particulier d'une Banque coopérative de crédit agricole (*Landschaft*), le tribunal des transmissions successorales intégrales pourra autoriser, d'après les articles 9 et 37, paragraphe 2, de la loi, que le fonds d'amortissement constitué en vue du remboursement de la dette grevant le domaine ainsi que les annuités d'amortissement futures soient, en conformité avec le statut de l'institution en question, utilisés comme contre-valeur d'une assurance sur la vie. Ladite autorisation ne sera pas requise lorsque l'accord relatif à une utilisation semblable des annuités d'amortissement a été conclu dès avant le moment où le bien-fonds est devenu un domaine paysan héréditaire.

(2) L'assureur devra remplir à l'échéance ses obligations envers l'institution de crédit dérivées d'une telle assurance de l'amortissement (montant de l'assurance et remboursement en cas de cessation anticipée du rapport d'assurance) au moins dans la proportion dans laquelle un fonds d'amortissement se serait constitué auprès de cette institution moyennant l'accumulation des annuités d'amortissement obligatoires même sans la conclusion du contrat d'assurance.

(3) L'institution de crédit versera au fonds d'amortissement les contributions qui lui seront parvenues en conformité du paragraphe 2, et les utilisera pour le remboursement des intérêts échus de l'emprunt et de l'emprunt lui-même.

(4) Pour un motif grave, le tribunal des transmissions successorales intégrales pourra, en dérogation au paragraphe 3, autoriser l'institution de crédit à affecter à d'autres buts, entièrement ou en partie, les contributions de l'assureur.

(5) Quant à l'application des paragraphes 2 à 4, il n'y a pas lieu de distinguer si l'accord relatif à la manière de l'utilisation, prévue au paragraphe 1, des contributions d'amortissement a été conclu avant ou après le moment où le bien-fonds a obtenu la qualité de domaine paysan héréditaire.

Art. 29. — *Incorporation à titre de partie intégrante.*

(1) Un bien-fonds appartenant à un domaine paysan héréditaire ne pourra être incorporé comme partie intégrante à un autre domaine

pareil grevé d'une hypothèque ou d'une dette ou d'une rente foncière (art. 53 de la loi, art. 890, § 2, et 1131 du code civil) qu'avec l'autorisation du tribunal des transmissions successorales intégrales, d'après l'article 37, paragraphe 2, de la loi, à moins que la dette grevant le domaine principal n'ait été étendue au bien-fonds à incorporer dès avant l'incorporation de ce dernier.

(2) Si une telle incorporation a été inscrite contrairement à la disposition du paragraphe 1, par les soins de l'office du Livre foncier avant l'entrée en vigueur du présent décret sans l'autorisation du tribunal des transmissions successorales intégrales, elle sera considérée comme une purge aux termes de l'art. 890, paragraphe 1, du code civil effectuée au moment de l'incorporation nonobstant les dispositions en faveur des tiers qui ont des droits provenant d'un non ayant-droit.

(3) Dans les cas prévus au paragraphe 2, il sera loisible au paysan de demander au tribunal des transmissions successorales intégrales l'autorisation de faire incorporer le terrain comme partie intégrante à un terrain grevé. S'il use de cette faculté dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent décret, la décision y relative du tribunal des transmissions successorales intégrales sera exempte de droits. Pareillement, l'inscription de l'incorporation à titre de partie intégrante au Livre foncier sera exemptée des droits si le paysan l'a demandée dans le délai d'un mois, à compter du jour où la décision du tribunal des transmissions successorales intégrales est devenue définitive.

Art. 30. — Affermage du domaine paysan héréditaire.

(1) Tout contrat en vertu duquel un domaine paysan héréditaire ou une partie d'un tel domaine seront affermés pour plus d'un an ou pour une durée indéterminée devra être autorisé par le tribunal des transmissions successorales héréditaires.

(2) Les articles 48, paragraphe 2, et 49, paragraphe 2, de la loi seront appliqués par analogie en l'espèce.

Art. 31. — Demandes antérieures d'aliéner ou de grever des domaines.

(1) L'autorisation du tribunal des transmissions successorales intégrales, prévue à l'article 37 de la loi, sera requise même dans le cas où, au moment où le bien-fonds est devenu un domaine paysan héréditaire, la déclaration du propriétaire tendant à aliéner ou à grever le terrain avait été faite dans une forme légale et la demande d'inscription au bureau du Livre foncier avait été présentée mais sans que l'inscription ait été effectuée avant le moment susindiqué.

(2) Dans le cas mentionné au paragraphe 1, le tribunal des transmissions successorales intégrales accordera, en règle générale, l'autorisation demandée, sauf si des raisons spéciales s'y opposent.

Art. 32. — *Exceptions à l'interdiction de grever et d'aliéner.*

(1) L'autorisation du tribunal des transmissions successorales intégrales prévue à l'article 37 de la loi ne sera pas requise lorsqu'il s'agira:

1) de grever le domaine paysan héréditaire de servitudes réelles, de servitudes personnelles limitées ou de charges publiques;

2) de comprendre un domaine paysan héréditaire dans les opérations d'un remembrement parcellaire;

3) de grever, avec le consentement de l'autorité de colonisation, les domaines paysans héréditaires qui auront été constitués au cours d'opérations entreprises pour la reconstitution de la paysannerie allemande (procédure de nouvelle colonisation ou d'agrandissement de petites exploitations) d'après la loi du Reich sur la colonisation du 11 août 1919 ou d'après la loi sur la reconstitution de la paysannerie allemande du 14 juillet 1933;

4) de grever un domaine paysan héréditaire, lorsque le bien-fonds n'a obtenu cette qualité qu'en conséquence d'une aliénation de ce dernier et a été grevé en rapport avec celle-ci;

5) de faire inscrire l'hypothèque de garantie contre l'acheteur prévue à l'article 128 de la loi sur les ventes forcées aux enchères.

(2) L'autorisation du tribunal des transmissions successorales intégrales ne sera pas requise lorsque, dans la région jouissant des secours spéciaux pour les provinces de l'Est (art. 97, § 1, de la loi du 1^{er} juin 1933 sur le règlement des dettes) et au cours d'une procédure de désendettement déjà engagée au moment de l'entrée en vigueur de la loi du Reich sur les domaines paysans héréditaires, un domaine paysan héréditaire devra être grevé d'une hypothèque de désendettement en faveur de la Banque pour les Obligations industrielles allemandes (*Bank für deutsche Industrie-Obligationen*) ou d'une hypothèque de garantie d'exploitation en faveur du Reich.

Art. 33. — *Contrats obligatoires.*

(1) Dans les cas où une autorisation du tribunal des transmissions successorales intégrales est nécessaire pour qu'il puisse être disposé d'un domaine paysan héréditaire, cette autorisation doit également être requise pour tout acte juridique ayant pour objet la constitution d'une obligation à disposer dudit domaine. Cette disposition ne s'applique pas aux actes juridiques qui sont la source d'une obligation

de ce genre mais qui ont été conclus avant l'entrée en vigueur du présent décret.

(2) L'approbation accordée à un acte juridique emportant une semblable obligation s'étendra aussi à l'acte juridique ayant pour objet l'accomplissement de cette obligation.

(3) L'exercice d'un droit de préemption ne dépend pas de l'autorisation du tribunal des transmissions successorales intégrales accordée à l'acte juridique, auquel se rapporte ledit droit. Quant aux rapports contractuels auxquels donne origine l'exercice du droit de préemption entre celui qui en jouit et l'obligé, les dispositions des paragraphes 1 et 2 seront applicables.

Art. 34. — *Rapports avec les restrictions à la liberté de disposer existant dans le droit agricole et de colonisation.*

(1) Le décret du 15 mars 1918 (1) sur les transactions concernant les terrains agricoles (*Reichsgesetzblatt*, p. 123) et les autres dispositions législatives du Reich et des pays qui interdisent ou limitent la faculté d'aliéner, de partager ou de grever des terrains ou de supprimer leur indépendance économique (ou bien de contracter une obligation emportant une mesure semblable) ne sont pas applicables aux domaines paysans héréditaires.

(2) Les actes juridiques qui n'ont pas encore été soumis à l'autorité compétente d'après les dispositions mentionnées au paragraphe 1 en vue d'obtenir l'autorisation prescrite et ceux au sujet desquels la décision prise par ladite autorité quant à l'autorisation demandée ne sera pas encore devenue définitive au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, seront considérés comme ayant été approuvés sans aucune restriction.

(3) Les paragraphes précédents ne seront pas applicables aux restrictions apportées par les lois du 22 septembre 1933 sur la création de territoires de colonisation stable (*Reichsgesetzblatt* I, p. 659) et du 1^{er} juin 1933 réglant les conditions des dettes agricoles (*Reichsgesetzblatt* I, p. 331).

Art. 35. — *Rapports avec les autres restrictions dérivées du droit de colonisation.*

(1) Les droits de rachat, d'achat et de réversion dérivés d'opérations de colonisation ou de constitution de propriétés grevées de rentes foncières et les autres restrictions semblables de la propriété

(1) Ce décret, remanié par une Ordonnance du 26 janvier 1937, sera publié dans la Série 1937 des Textes Législatifs (n. 3).

d'un domaine paysan héréditaire découlant d'opérations du même genre prendront fin dès l'entrée en vigueur du présent décret; et, dans le cas de domaines paysans héréditaires à constituer à l'avenir, dès que ceux-ci auront obtenu cette qualité.

(2) Les droits du genre indiqué au paragraphe 1 qui ont été inscrits à l'office du Livre foncier seront au fur et à mesure radiés d'office. Les dispositions de l'article 46, paragraphe 2, du présent décret seront applicables par analogie en l'espèce.

(3) Rien ne sera changé au droit de préemption dont jouissent, d'après les articles 4, 11 et 14 de la loi du Reich sur la colonisation du 11 août 1919 (*Reichsgesetzblatt*, p. 1429), l'Entreprise de colonisation d'utilité publique et l'Association pour la remise de terrains.

Art. 36. — *Contestations relatives à des droits alimentaires contractuels.*

(1) Le tribunal des transmissions successorales intégrales sera compétent pour connaître des contestations qui s'élèvent quant aux droits aux aliments dus par celui qui a reçu le domaine paysan héréditaire à la personne qui le lui a transmis ou à des membres de sa famille, en vertu d'un contrat d'aliénation ou d'après un contrat conclu à l'occasion de la transmission, sans distinguer si un tel contrat a été conclu avant que le bien-fonds ait acquis la qualité de domaine paysan héréditaire ou après cet événement.

(2) La même règle s'appliquera aux droits aux aliments des membres de la famille du paysan qui découlent d'une convention faite par ce dernier avec lesdits membres de sa famille ou avec l'héritier principal, ou bien d'une disposition *mortis causa* et que l'on fait valoir contre un héritier principal du paysan qui est entré en possession du domaine à la suite, non d'un contrat d'aliénation, mais d'un décès.

(3) Le tribunal des transmissions successorales intégrales pourra, sur demande, fixer les aliments (paragraphe 1 et 2) dans une mesure différente, lorsqu'une telle solution paraîtra équitable en considération des circonstances spéciales du cas: en particulier, si la situation qui avait servi de base pour déterminer les prestations relatives a été sérieusement modifiée depuis la conclusion du contrat ou la rédaction d'une disposition *mortis causa*.

(4) Lorsque les droits aux aliments ont déjà fait l'objet d'une décision du tribunal des transmissions successorales intégrales (par exemple lors de l'approbation d'un contrat d'aliénation), ils ne pourront être déterminés dans une mesure différente, en conformité du paragraphe 3, que si la situation qui avait servi de base pour déterminer les dites prestations a subi une modification sérieuse depuis que la décision du tribunal a eu lieu.

(5) Pour autant que le tribunal des transmissions successorales intégrales est compétent d'après les présentes dispositions, celles de la loi du 18 août 1923 sur la modification des prestations en argent ayant leur origine dans des contrats constituant des droits alimentaires en faveur des parents (*Reichsgesetzblatt* I, p. 815) ne seront pas applicables en la matière.

(6) Les dispositions actuelles resteront applicables aux opérations déjà engagées au moment de l'entrée en vigueur du présent décret.

CHAPITRE VI. — RESTRICTION DES EXÉCUTIONS FORCÉES.

Art. 37. — *L'exécution forcée sur des créances.*

(1) L'exécution forcée sur les créances revenant au paysan et provenant de la vente des produits du domaine paysan héréditaire ou sur les créances de loyer ou de fermage provenant du bail de terrains appartenant à ce domaine est soumise aux restrictions suivantes.

(2) La saisie-exécution pourra être levée, sur demande du paysan, par le tribunal d'exécution (dans les procédures administratives d'exécution, par l'autorité d'exécution) dans la mesure nécessaire pour laisser au paysan les revenus indispensables pour assurer à lui-même et à sa famille la nourriture et l'habillement et pour gérer le domaine paysan héréditaire.

(3) Les conditions exigées au paragraphe 2 ne seront pas considérées comme données si le paysan est à même de pourvoir aux besoins indiqués en utilisant directement les produits du domaine (art. 2, § 2, et 39, § 1, de la loi) ou d'autres revenus.

Art. 38. — *Dette foncière au profit du propriétaire.*

L'interdiction de toute exécution dans un domaine paysan héréditaire, établie à l'article 38 de la loi, a pour conséquence qu'une dette foncière au profit du propriétaire sur le domaine paysan héréditaire ne peut non plus y faire l'objet d'une saisie à raison d'une créance d'argent.

Art. 39. — *Dispositions contre l'invocation abusive des mesures de protection contre les exécutions forcées.*

(1) Lorsqu'un terrain qui ne possède pas la qualité de domaine paysan héréditaire a été aliéné par un acte juridique attaqué à raison du préjudice causé aux créanciers, et que le défendeur prétend que

le terrain a obtenu ladite qualité, le tribunal devant lequel est engagé le procès ne pourra recevoir la demande de condamner le défendeur à subir l'exécution forcée sur le terrain, sans que la protection contre les exécutions forcées établie à l'article 38 de la loi puisse être invoquée, qu'après que le tribunal des transmissions successorales intégrales aura, au cours d'une procédure ouverte sur demande, nié d'une manière définitive la qualité de domaine paysan héréditaire à ce terrain (§ 3).

(2) Lorsqu'un débiteur a aliéné un terrain qui ne possède pas la qualité de domaine paysan héréditaire après que ce terrain a été saisi en vue d'une exécution forcée, et qu'on prétend que le même terrain a obtenu ladite qualité, le tribunal d'exécution forcée ne pourra poursuivre la procédure relative, sauf s'il est manifeste que l'assertion quant à la qualité de domaine paysan héréditaire est infondée, qu'après que le tribunal des transmissions successorales intégrales aura, au cours d'une procédure ouverte sur demande, refusé d'une manière définitive la qualité de domaine paysan héréditaire à ce terrain (§ 3). Si le tribunal des transmissions successorales intégrales confirme d'une manière définitive la qualité de domaine paysan héréditaire, le tribunal qui a ordonné l'exécution forcée devra lever la saisie.

(3) Dans les cas mentionnés aux paragraphes 1 et 2, le tribunal des transmissions successorales intégrales refusera également la qualité de domaine paysan héréditaire lorsque l'aliénation porte l'empreinte d'une machination déloyale ou paraît avoir constitué une tentation de recourir d'une façon abusive à la protection contre les exécutions forcées prévue à l'article 38 de la loi.

(4) Les dispositions précédentes seront applicables même aux procédures déjà engagées au moment de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 40. — *Annulation des dépens.*

Lorsqu'une procédure d'exécution ou d'administration forcée a été arrêtée à la suite de l'interdiction des exécutions forcées prononcée à l'article 38 de la loi, les droits fiscaux de procédure seront annulés, et les sommes déjà perçues à ce titre devront être remboursées.

Art. 41. — *Recouvrement des créances d'argent de droit public.*

(1) Lorsqu'une créance d'argent de droit public qui tombe sous les dispositions de l'article 39, paragraphe 1, de la loi devra être recouvrée moyennant une procédure d'exécution forcée administrative, on appliquera les règles suivantes.

(2) L'autorité d'exécution chargée du recouvrement notifiera une sommation dans laquelle elle :

1) nommera les créanciers et les débiteurs ainsi que le motif et le montant de la créance;

2) indiquera la disposition (décision, ordonnance, résolution) portant l'obligation de payer;

3) déclarera la créance exécutoire et à recouvrer moyennant une procédure administrative d'exécution forcée.

(3) L'autorité chargée de l'exécution fera signifier cette dernière déclaration au chef des paysans de l'arrondissement; une telle formalité tiendra lieu de la notification du titre exécutoire prescrite à l'article 39, paragraphe 2, de la loi.

(4) Si le chef des paysans de l'arrondissement est disposé à assumer la dette pour le compte de la Corporation de l'Alimentation du Reich, conformément à l'article 39, paragraphe 3, de la loi, il devra le déclarer à l'autorité d'exécution. La Corporation de l'Alimentation du Reich s'acquittera à l'égard des créanciers moyennant paiement fait à l'autorité d'exécution. L'obligation de la Corporation de l'Alimentation du Reich d'acquitter la dette dépendra de la présentation d'un certificat, délivré par l'autorité d'exécution et muni de son sceau, du contenu indiqué au paragraphe 2 et confirmant en outre que la Corporation de l'Alimentation du Reich a assumé et remboursé la dette, et que la créance envers le débiteur lui est transférée conformément à l'article 39, paragraphe 3, de la loi.

(5) Dès que le certificat mentionné au paragraphe 4 aura été remis au chef des paysans de l'arrondissement, la Corporation de l'Alimentation du Reich aura le droit de recouvrer la créance en question d'après les dispositions en vigueur concernant le recouvrement des impôts publics.

CHAPITRE VII. — FACILITÉS FISCALES ET AUTRES.

Art. 42. — *Exemptions d'impôts.*

(1) Sont exempts des droits de succession, de mutation (suppléments compris) et d'enregistrement ainsi que des impôts des communes, associations de communes sur les accessoires (impôt sur les acquisitions industrielles):

1) la transmission du domaine paysan héréditaire à l'héritier principal par voie de succession ou par contrat de transfert;

2) la transmission du domaine paysan héréditaire à une personne n'ayant pas droit à la transmission de la succession intégrale, pour autant qu'elle a été autorisée par exception par le tribunal des transmissions successorales intégrales conformément à l'article 37 de

la loi, et que le contrat relatif peut être, d'après son contenu, considéré comme un contrat de transfert;

3) la transmission d'un domaine paysan héréditaire appartenant à plusieurs personnes au titre de propriété exclusive à une seule personne ayant la capacité paysanne;

4) l'acquisition de biens-fonds, pour autant qu'il en résulte la constitution d'un nouveau domaine paysan héréditaire; lorsqu'un bien-fonds a été agrandi par des acquisitions successives de parcelles jusqu'à l'étendue d'un fonds nourricier, l'exemption ne sera applicable qu'à la dernière acquisition qui a permis d'obtenir ladite qualité.

5) la transmission d'un bien-fonds d'une étendue supérieure à cent vingt-cinq hectares en la propriété exclusive d'une personne ou d'époux ayant la capacité paysanne, si la demande d'exemption des conditions établies à l'article 3 de la loi, prévue à l'article 5 de la même loi, aura été présentée au tribunal des transmissions successorales intégrales dans les trois mois à partir de la transmission et si, une fois accueillie cette demande, le bien-fonds aura obtenu la qualité de domaine paysan héréditaire.

(2) Si, dans le cas prévu au paragraphe 1, n. 5, la condition prescrite pour l'exemption de droits ne s'est réalisée qu'après que l'impôt est devenu dû, le montant des impôts ci-dessus sera, sur demande, annulé ou remboursé. La demande y relative pourra être présentée dans le délai d'un an à partir du moment où le bien-fonds a obtenu la qualité de domaine paysan héréditaire.

Art. 43. — *Droits notariés ou judiciaires.*

(1) Les droits notariés ou judiciaires dus pour la certification officielle des déclarations relatives aux acquisitions de terrains jouissant des facilités fiscales prévues à l'article 42, paragraphe 1, n. 3 à 5, seront réduits de moitié. La même règle sera appliquée aux droits notariés ou judiciaires dus pour l'intervention dans la dissolution, devenue nécessaire en cette occasion, d'une communauté. Enfin, aucun droit judiciaire ne sera perçu dans des cas pareils pour l'inscription au Livre foncier.

2) L'excédent des sommes versées qui aura été constaté en appliquant la disposition du paragraphe 1^{er} sera remboursé.

CHAPITRE VIII. — FORMES SPÉCIALES DE PROPRIÉTÉ FONCIÈRE.

Art. 44. — *Fidéicommiss de famille et autres biens assujettis à des restrictions.*

(1) Lorsqu'un fidéicommiss devient domaine paysan héréditaire, l'ordre de succession des héritiers principaux continuera à être régi

par les dispositions réglant le fidéicommis, tant que ce dernier n'aura pas été dissous ou que la propriété sera assujettie aux restrictions d'un avant-héritier (Vorerbe).

(2) Lorsqu'un bien-fonds qui antérieurement avait formé l'objet d'un fidéicommis et dont le propriétaire est assujetti aux restrictions d'un avant-héritier devient un domaine paysan héréditaire, l'ordre de succession continuera à être régi par les dispositions réglant le fidéicommis, tant que durera cette situation du propriétaire.

(3) Si la personne ayant droit à la qualité d'héritier principal d'après les paragraphes 1 et 2 n'a pas la capacité paysanne, l'ordre de succession sera exclusivement régi par la loi du Reich sur les domaines paysans héréditaires. Il en sera de même lorsque, d'après les dispositions réglant le fidéicommis, la succession doit échoir à plusieurs personnes en communauté de droits.

(4) Si la personne ayant droit à la qualité d'héritier principal d'après les paragraphes 1 et 2 n'appartient pas à un des rangs indiqués à l'article 20 de la loi, le possesseur du fidéicommis ou le propriétaire assujetti aux restrictions d'un avant-héritier (Vorerbe) pourra, avec le consentement du tribunal des transmissions successorales intégrales, désigner comme héritier principal, au lieu de celle appelée d'après les paragraphes 1 et 2, une personne ayant droit à la qualité d'héritier principal, appartenant au quatrième jusqu'au sixième rang de l'article 20 de la loi, pour autant qu'une telle solution sera équitable selon les circonstances du cas. Les dispositions des articles 48, paragraphe 2, et 49, paragraphe 2, de la loi seront applicables par analogie en l'espèce.

(5) Dans les cas mentionnés aux paragraphes 3 et 4, le tribunal des transmissions successorales intégrales pourra imposer à l'héritier principal l'obligation de fournir des aliments congrus au survivancier (à l'ayant droit à la transmission, à l'arrière-héritier) qui devrait être appelé d'après les paragraphes 1 et 2.

(6) Les tribunaux des fidéicommis seront compétents pour décider des litiges à l'occasion de la détermination du fidéicommissaire suivant dans l'ordre de succession d'après les dispositions réglant le fidéicommis.

(7) Les dispositions précédentes seront applicables par analogie en ce qui concerne les fiefs, les biens de famille et les autres patrimoines soumis à des restrictions aux termes de l'article 59 de la loi d'introduction au code civil ainsi que les patrimoines dynastiques.

(8) Les dispositions des paragraphes 1 à 7 seront réputés être entrés en vigueur dès le 1^{er} octobre 1933.

Art. 45. — *Biens grevés d'un droit d'emphytéose et domaines paysans fieffés.*

(1) Lorsqu'un bien grevé d'un droit d'emphytéose remplit les conditions établies pour la constitution d'un domaine paysan héréditaire, à part le fait que l'emphytéote n'a qu'un droit de jouissance, ledit bien sera considéré comme tel.

(2) Des lois des pays, promulguées d'accord avec les Ministres du Reich de la Justice et pour l'Alimentation et l'Agriculture pourront prescrire des dispositions du contenu suivant:

1) il pourra être déterminé que le droit de jouissance des emphytéotes sera converti en libre propriété de ceux-ci sans compensation aux nus-propriétaires.

2) des dispositions pourront déterminer la mesure dans laquelle les charges de la jouissance grèveront la propriété et la manière dont seront réglés les droits et les obligations réciproques du nu propriétaire et de l'emphytéote dérivés des rapports d'emphytéose ayant existé jusqu'ici;

3) il pourra être disposé que les hypothèques inscrites en vue du rachat des droits fondés sur les rapports emphytéotiques seront rayées dès que les créances qu'elles représentent auront été remboursées;

4) les obligations et les droits dérivés des rapports d'emphytéose pourront obtenir la priorité sur les autres droits.

(3) La transformation des charges et des limitations de la jouissance en charges de la propriété ne nécessitera pas l'autorisation du tribunal des transmissions successorales intégrales prévue à l'article 37 de la loi.

(4) Les dispositions des paragraphes 1 à 3 seront applicables par analogie dans le cas des domaines paysans fieffés.

Art. 46. — *Droits des héritiers principaux d'après les lois des pays dans le cas des propriétés grevées de rentes foncières et des biens de colons.*

(1) Rien ne sera changé aux dispositions concernant les droits de l'héritier principal des propriétés grevées de rentes foncières et des biens de colons en Prusse ne dépassant pas une étendue de cent vingt-cinq hectares, pour autant que ces biens ne deviennent pas des domaines paysans héréditaires.

(2) Si, après que le bien-fonds a été inscrit sur le rôle des domaines paysans héréditaires et que l'annotation relative à la qualité de bien-fonds à transmission successorale intégrale a été rayée du Livre foncier, il résulte que l'inscription a eu lieu à tort, l'annulation de la qualité de bien-fonds à transmission successorale intégrale sera réputée non avenue. Rien ne sera changé aux dispositions en faveur des tiers ayant acquis des droits d'une personne qui n'en avait pas elle-même.

Après que le bien-fonds aura été rayé sur le rôle des domaines paysans héréditaires, le Livre foncier sera rectifié d'office par la réinscription, sans frais, de l'annotation antérieure.

CHAPITRE IX. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Art. 47. — *Situation légale de l'enfant adopté.*

(Art. 21, § 6, de la loi).

(1) Si le *de cujus* a adopté un enfant avant le 1^{er} octobre 1933, cet enfant aura, quant à l'ordre de succession des héritiers principaux, les mêmes droits qu'un enfant légitime.

(2) Si le paysan a adopté une personne après le 30 septembre 1933, il ne pourra la désigner comme héritier principal qu'avec le consentement du tribunal des transmissions successorales intégrales, uniquement pour le premier cas de succession qui se présentera après que le bien-fonds aura acquis la qualité de domaine paysan héréditaire, et à condition que la personne dont il s'agit ait vécu en enfant dans la maison du paysan pendant un temps assez long avant que la qualité de domaine paysan héréditaire eût été acquise par le bien-fonds.

(3) Lorsque, dans le cas d'un domaine paysan héréditaire appartenant à des époux, l'époux survivant est devenu d'abord héritier principal, son décès sera considéré comme premier cas de succession en ce qui concerne l'application du paragraphe 2.

(4) Lorsqu'une personne adoptée aura reçu un domaine paysan héréditaire de son père adoptif par voie de succession ou par contrat de transfert, l'ordre de succession au domaine sera réglé à son décès comme si l'adopté avait été un enfant légitime de l'adoptant, sans distinguer si la transmission du domaine à l'adopté a eu lieu avant que le bien eût acquis la qualité de domaine paysan héréditaire ou après cet événement.

Art. 48. — *Désignation comme héritière principale de la fille du de cujus.*

(Art. 21, § 7, de la loi).

(1) La priorité, établie à l'article 21, paragraphe 7, de la loi en faveur de la fille du *de cujus* et des autres héritiers principaux du quatrième rang sur ceux du deuxième et du troisième rang, ne sera valable que pour le premier cas de succession qui aura lieu après que le bien-fonds sera devenu domaine paysan héréditaire. Cette règle sera appliquée sans distinguer si les fils ou les fils des fils manquaient, ou n'avaient pas encore la capacité paysanne au moment indiqué ci-dessus, ou s'ils ont fait défaut depuis.

(2) Lorsque, dans le cas d'un domaine paysan héréditaire appartenant à des époux, l'époux survivant est devenu d'abord héritier principal, son décès sera considéré comme premier cas de succession en ce qui concerne l'application du paragraphe précédent.

Art. 49. — *Pluralité des domaines paysans héréditaires.*

(Art. 23 et 58 de la loi).

Lorsque, dans le cas d'un domaine paysan héréditaire appartenant à des époux, l'époux survivant est devenu d'abord héritier principal, son décès sera considéré comme premier cas de succession en ce qui concerne l'application de l'article 58 de la loi.

Art. 50. — *Dispositions mortis causa faites en commun avant l'acquisition de la qualité de domaine paysan héréditaire par le bien-fonds.*

(1) Si les époux se sont réciproquement désignés comme héritiers, et si l'un des époux est décédé avant que le bien-fonds ne soit devenu domaine paysan héréditaire, et si, selon les dispositions mortis causa, la succession doit passer, après la mort du survivant, à des parents du prédécédé, le domaine paysan héréditaire écherra dans ce cas à celui des parents nommés qui serait appelé comme héritier principal du prédécédé d'après la loi du Reich sur les domaines paysans héréditaires.

(2) Lorsque, selon la disposition mortis causa faite en commun, un parent du prédécédé doit seul prendre possession du domaine, ce dernier lui écherra à titre d'héritier principal, si ce parent appartient au nombre des personnes qui pourraient être désignées comme héritiers principaux du prédécédé d'après la loi du Reich sur les domaines paysans héréditaires.

(3) Lorsque les époux n'ont ni désigné d'héritier principal ni pris de dispositions du contenu prévu au paragraphe 2, l'époux survivant pourra, avec le consentement du tribunal des transmissions successorales intégrales, désigner un héritier principal parmi les parents institués.

Art. 51. — *L'avant-héritage (Vorerbschaft).*

(1) La constitution d'un domaine paysan héréditaire ne sera pas exclue par le fait que le bien-fonds n'appartient au propriétaire qu'en la qualité d'avant-héritier (Vorerbe).

(2) En cas de substitution d'héritier, le domaine paysan héréditaire écherra à celui des héritiers qui serait devenu héritier principal si le *de cujus* était mort au moment où le cas de substitution s'est produit.

(3) Lorsque le *de cujus* a déterminé dans une disposition *mortis causa* qu'un des arrière-héritiers devra seul prendre possession du bien-fonds, ce dernier écherra audit héritier, à titre d'héritier principal, si celui-ci appartient au nombre des personnes qui pourraient être désignées comme telles par le testateur d'après la loi du Reich sur les domaines paysans héréditaires.

(4) Si le *de cujus* n'a pas désigné d'héritier principal et s'il n'a pris aucune disposition du contenu prévu au paragraphe précédent, l'avant-héritier pourra, avec le consentement du tribunal des transmissions successorales intégrales, nommer l'héritier principal parmi les arrière-héritiers.

Art. 52. — *Pleine propriété et droit de propriété de l'avant-héritier.*

(1) La circonstance qu'un bien-fonds appartenait, le 1^{er} octobre 1933, à un propriétaire en partie comme propriété pleine et entière et en partie comme propriété de l'avant-héritier n'empêchera pas qu'il ait obtenu à cette date la qualité de domaine paysan héréditaire.

(2) Si la partie du bien-fonds qui appartient au propriétaire en pleine propriété représentait, même avant l'acquisition de la propriété par celui-ci en sa qualité d'avant-héritier, au moins la moitié de la valeur du bien total, l'ordre de succession intégrale sera régi par la personne du propriétaire. Il sera loisible à ce dernier de désigner comme héritier principal, avec le consentement du tribunal des transmissions successorales intégrales, une personne qui aurait pu être nommée héritier principal du *de cujus* d'après la loi du Reich sur les domaines paysans héréditaires.

(3) Si la valeur de la partie du bien-fonds qui appartenait au propriétaire en pleine propriété au moment de l'acquisition en sa qualité d'avant-héritier était inférieure à la valeur de cette dernière, l'ordre de succession des héritiers principaux sera régi par l'article 51, paragraphes 2 à 4, du présent décret. Il sera loisible au propriétaire de désigner comme héritier principal, avec le consentement du tribunal des transmissions successorales intégrales, une personne qui aurait pu être nommée son héritier principal d'après la loi du Reich sur les domaines paysans héréditaires, si l'ordre de succession des héritiers principaux était régi par la personne du propriétaire.

(4) Lorsque le cas d'une succession avec arrière-héritier a lieu avant le décès du propriétaire, le tribunal des transmissions successorales intégrales pourra déterminer, sur demande dudit propriétaire, que ce dernier gardera l'administration et l'usufruit du domaine paysan héréditaire, même au-delà de la vingt-cinquième année de l'héritier principal. Les dispositions des articles 48, paragraphe 2, et 49, paragraphe 2, de la loi seront appliquées par analogie en l'espèce.

Art. 53. — *Désignation d'un héritier principal
parmi la parenté de l'époux.*

(1) Le propriétaire d'un domaine paysan héréditaire qu'il a acquis, par hérédité ou par contrat, de son époux ou d'une communauté (par exemple d'une communauté d'héritiers), dont celui-ci faisait partie avant que le bien-fonds ait obtenu la qualité de domaine paysan héréditaire, pourra désigner comme héritier principal aussi une personne qui aurait pu être nommée héritier principal de l'autre époux.

(2) Si l'ayant droit ne fait pas usage de la faculté qui lui est conférée par le paragraphe 1, on appliquera les dispositions d'après lesquelles l'autorisation du tribunal des transmissions successorales intégrales est requise dans certains cas pour la désignation des héritiers principaux; le cas sera traité de la même manière que celui de la désignation de l'héritier principal de l'autre époux, sauf quand il s'agira de dispositions mortis causa faites avant l'entrée en vigueur de la loi.

CHAPITRE X. — DISPOSITIONS FINALES.

Art. 54. — *Modification admise de l'ordre de succession légal
des héritiers principaux.*

(1) Dans le cas où l'application de l'ordre de succession prescrit par la loi aurait, à raison de circonstances particulières, des conséquences très injustes et contraires à l'équité, le Ministre du Reich de la Justice pourra, d'accord avec le Ministre de l'Alimentation et l'Agriculture, sur demande du chef des paysans du pays — demande qui devra être présentée dans les trois mois à partir de l'ouverture de la succession — et après avis du tribunal des transmissions successorales intégrales, désigner comme héritier principal une autre personne qualifiée comme telle, avec effet au cas de succession.

(2) La disposition du paragraphe 1 sera appliquée par analogie à la transmission du domaine paysan héréditaire dans les cas prévus à l'article 22, paragraphe 3, de la loi. Le délai fixé pour la présentation de la demande du chef des paysans du pays commencera à courir dans ces cas au moment où la déclaration d'acceptation de l'hérédité par l'héritier principal aura été remise au tribunal des transmissions successorales intégrales.

(3) Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne seront pas applicables aux cas de succession ayant eu lieu avant l'entrée en vigueur du présent décret. Toutefois, elles pourront être appliquées, par exception, sur demande du chef des paysans du Reich, aussi aux cas de

succession ayant eu lieu entre le 1^{er} octobre 1934 et l'entrée en vigueur du présent décret. Une telle demande devra être présentée au plus tard dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent décret.

(4) Les dispositions des paragraphes 1 à 3 cesseront d'être en vigueur à la fin du 31 décembre 1938.

Art. 55. — *Entrée en vigueur.*

(1) Le présent décret entrera en vigueur le jour même de sa promulgation.

(2) Le même jour cesseront d'être en vigueur les trois règlements d'administration publique portant application de la loi, et précisément le premier en date du 19 octobre 1933 (*Reichsgesetzblatt* I, p. 749), le second en date du 19 décembre 1933 (*Reichsgesetzblatt* I, p. 1096) et le troisième en date du 27 avril 1934 (*Reichsgesetzblatt* I, p. 343).

Colombie. — L. n. 107 visant l'amélioration économique des terres, et donnant au Gouvernement certaines autorisations. — 30 avril 1936. — D. O., n. 23216 (25 juin 1936).

Art. 1^{er}. — Le Gouvernement est autorisé à étudier les zones du pays susceptibles d'être irriguées ou asséchées économiquement.

Art. 2. — Si le Gouvernement National, une fois les études techniques correspondantes vérifiées, juge favorable au point de vue commercial et social l'établissement de systèmes d'irrigation ou d'assèchement dans des zones déterminées, il pourra entreprendre l'exécution des travaux nécessaires, soit au moyen de contrats soit en régie directe.

Art. 3. — Pour financer lesdits travaux, le Gouvernement pourra adopter l'un ou plusieurs des moyens ci-dessous indiqués:

a) Acquisition des terres par accord amiable avec les propriétaires et, si cela n'est pas possible, moyennant l'expropriation des dites terres en vertu de la déclaration d'utilité publique que la loi confère à de tels travaux; parcellement et vente des terres acquises de cette manière, autant que possible par l'entremise de la Banque Agricole Hypothécaire, en donnant la préférence aux propriétaires qui accepteront que l'indemnité leur soit payée en terres bonifiées par l'irrigation ou l'assèchement;

b) fixation de l'impôt direct de valorisation, qui pourra être payé par annuités ou payable en terrains, et qui grèvera toute zone bonifiée;

c) établissement d'une taxe par mètre cube d'eau, que le Gouvernement fixera à l'occasion de la réglementation de la présente loi.

Art. 4-11. —

Finlande. — L. n. 332 sur la colonisation. — 6 novembre 1936. — F. F., n. 332-339 (10 novembre 1936).

CHAPITRE I^{er}. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 1^{er}. — L'Etat encourage la colonisation dans le but d'augmenter et de favoriser la classe des petits agriculteurs indépendants, pour améliorer les conditions d'habitation dans les régions rurales et pour favoriser les citoyens finnois dont les moyens d'existence dérivent exclusivement de travaux corporels, ou bien ceux qui, au point de vue économique, peuvent être assimilés à ces derniers et qui désirent se procurer des moyens d'existence ou bien l'habitation et une partie de ces moyens en s'adonnant à l'exploitation de la terre.

Art. 2. — Quand il s'agit de terres appartenant au domaine de l'Etat, elles peuvent faire l'objet d'une concession; quand il s'agit de terres appartenant à des particuliers, elles peuvent être acquises par achat amiable; elles peuvent être octroyées par voie d'expropriation quand il s'agit d'habitations ou de terres appartenant aux associations évangéliques-luthériennes ou catholiques grecques, aux pasteurs ou aux organistes sacristains. Il en est de même lorsqu'il s'agit de terres appartenant à des communautés rurales, à des « Kióplings » ainsi que quand il s'agit de terres appartenant à des communautés urbaines, à des fondations ou autres, de même, quand il s'agit de terres appartenant à des sociétés anonymes, à des associations coopératives ou à des associations ou fondations dont le but n'est pas uniquement celui d'exploiter ou d'exercer une activité de colonisation d'utilité publique.

Quand il s'agit d'étendues de parcelles supplémentaires, elles peuvent faire l'objet d'expropriation même si elles font partie d'une propriété foncière appartenant à des particuliers, ou à des sociétés anonymes ou coopératives ou associations et fondations, autres que celles visées à l'alinéa précédent. Les terres devront également être rachetées par voie d'expropriation en conformité des dispositions du premier alinéa, lorsqu'il s'agit d'une propriété foncière appartenant à un particulier, dont les moyens de subsistance dérivent essentiellement de l'exportation de produits du bois ou de personnes exploitant une scierie en vue de l'exportation, ou une autre industrie dont la matière première est représentée par les produits forestiers.

Art. 3. — Aux buts visés par l'article 1^{er}, sont affectés des fonds de réserve ou des fonds inscrits sur le budget de l'Etat (crédits de colo-

nisation), et des crédits sont accordés à un taux d'intérêt peu élevé par l'intermédiaire du Fonds de colonisation (Kolonisations-fonden).

Art. 4. — Sur les crédits destinés à la colonisation sont accordés:

- 1) des prêts destinés à l'acquisition de terres;
- 2) des prêts destinés aux travaux de défrichement, à effectuer sur certaines propriétés, constituées en conformité des dispositions de la présente loi, ou sur d'autres propriétés nouvelles assimilées à celles-là, ou bien sur celles auxquelles des terres supplémentaires ont été attribuées;

- 3) prêts de construction en vue de la construction de nouveaux bâtiments sur les propriétés visées à l'alinéa 2;

- 4) prêts destinés à la construction d'habitations particulières sur des biens-fonds affermés;

- 5) prêts destinés à l'amélioration des conditions de pâturage ainsi que

- 6) prêts à des coopératives familiales destinés au rachat de certaines parties d'une propriété foncière dont l'étendue est prévue à l'article 6, et qui constitue une copropriété.

Art. 5. — Sont constituées aux termes de la présente loi, des propriétés destinées à la *culture* et aux *habitations*; seront fournies, le cas échéant, des parcelles supplémentaires.

Art. 6. — L'étendue de terres à prélever aux effets de la culture, en vue de la constitution d'un bien-fonds agricole, devra suffire aux besoins d'une famille moyenne, lorsque le dit bien-fonds est exploité en conformité des conditions locales au point de vue de l'agriculture et des communications, de manière que la famille en question puisse en tirer ses principaux moyens d'existence; toutefois, lorsque les terres ont été mises dans l'état de culture le plus approprié à la terre arable, ladite étendue ne devra pas dépasser 15 hectares de champs cultivés transformés, à moins que des motifs fondés ne justifient le prélèvement d'un bien-fonds d'une étendue supérieure; on peut en outre assigner des terrains forestiers à un bien-fonds destiné à la culture en considération des besoins indispensables de la ferme; mais cette concession ne devra pas, même dans les circonstances les plus défavorables, atteindre une importance qui puisse porter atteinte à une régénération normale annuelle de 75 mètres cubes en produits forestiers.

Art. 7. — L'étendue de terrains à attribuer à un bien-fonds destiné à l'habitation devra être suffisante, pour assurer, outre la superficie nécessaire à l'habitation, une superficie suffisante pour la création d'un potager, et pour la culture de pommes de terre, ainsi que pour le pâturage de deux vaches au maximum; toutefois la superficie globale ne devra pas dépasser deux hectares, lorsque l'emplacement des lots, ou d'autres circonstances spéciales, n'exigent pas une étendue plus grande.

Art. 8. — L'étendue des parcelles supplémentaires à attribuer à un bien-fonds devra être telle que le bien-fonds original, avec les parcelles supplémentaires, constitue une exploitation répondant aux prescriptions établies à cet effet par les articles 6 ou 7. De même des parcelles supplémentaires peuvent être acquises, même s'il s'agit d'un bien-fonds qui, sur la base des dispositions légales sur le partage des terres, ou par l'expert, lors des opérations de partage, a été destiné à l'expropriation de la part du fermier.

Des parcelles supplémentaires ne peuvent être acquises, au moyen d'un rachat forcé, que dans le cas où s'il s'agit d'un bien-fonds qui a été enregistré dans les livres fonciers avant le 1^{er} janvier 1936, ou dans le cas où les opérations d'arpentage relatives à la construction ont été commencées avant cette date.

Art. 9. — Aucun bien-fonds destiné à la culture ne devra comporter la cession de plus de trois lots et quand il s'agit de biens-fonds destinés à l'habitation ou bien de cession de parcelles supplémentaires, la cession ne devra porter que sur deux lots au maximum à moins qu'une cession d'un nombre supérieur de lots ne s'avère nécessaire à cause des conditions locales.

Art. 10. — Par terrains appartenant à l'Etat, on entend, aux termes de la présente loi, tout terrain forestier appartenant à l'Etat visé par les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 3 septembre 1886 de la loi forestière, ainsi que tout autre terrain appartenant à l'Etat, à l'exception des habitations ou des fermes appartenant au domaine de l'Etat ou de la Couronne, et détenu par droit d'emphytéose.

Toutefois les dispositions de la présente loi ne devront pas être appliquées aux terres situées dans les communes « Enare » « Enentekis » et « Utojoki », ni dans le district de Petsámo ou dans la région d'Åland.

Art. 11. — *Omissis (définition de ce que l'on entend par futaies).*

CHAPITRE II. — CONDITIONS REQUISES POUR L'OCTROI DE TERRES OU DE CRÉDITS.

Art. 12. — Des terres ou des crédits, dont il est question aux articles 2 et 3, sont accordés aux personnes visées à l'article 1^{er} pleinement capables, ayant la pleine disponibilité de leur propriété et dont les conditions générales ainsi que les qualités personnelles sont telles que l'organe administratif de colonisation estime nécessaire ou opportun de leur venir en aide moyennant la concession de crédits ou de terres.

Art. 13. — Quiconque désire acquérir un *bien-fonds destiné à la culture* devra avoir la capacité requise pour l'exploitation agricole, et être en état d'apporter le cheptel nécessaire.

Art. 14. — Quiconque désire acquérir un *bien-fonds à usage d'habitation* devra disposer de moyens ou de crédits suffisants ou bien avoir une capacité professionnelle ou de travail notoire, de manière que l'on puisse supposer qu'il est à même de construire une habitation et de savoir se tirer d'affaire.

Art. 15. — Dans le cas où des circonstances spéciales le justifient, des parcelles supplémentaires peuvent être fournies aux personnes se trouvant dans les conditions prévues par l'article 12. Des parcelles supplémentaires, à prélever sur les terrains de l'Etat, ou à acquérir par expropriation peuvent être concédées exclusivement aux personnes qui, dans la mesure du possible, ont défriché et mis en culture leurs biens-fonds ou les terres arables du territoire affermé, à moins que, à la suite d'une demande présentée par un tiers, l'on estime opportun ou nécessaire, en vue d'une réglementation générale des propriétés, l'octroi de parcelles supplémentaires appartenant à l'Etat ou fournies après expropriation, aux effets de la colonisation.

CHAPITRE III. — COLONISATION FACULTATIVE.

Art. 16. — L'acquisition de terres, pour des buts de colonisation, peut être effectuée avec les sommes destinées à la colonisation et affectées au « Fonds de colonisation », en conformité des dispositions de la présente loi. Dans le cas où la propriété acquise ne peut pas être cédée dans son intégralité pour les buts visés, la partie restante de la propriété peut être concédée pour toute autre destination.

Art. 17. — Les crédits de colonisation peuvent également être destinés:

1) à la culture de terres, achetées sur la base des dispositions de l'article 16;

2) à l'exécution des travaux de drainage et d'hydraulique nécessaires;

3) aux travaux de défrichement, à effectuer dans des cas particuliers, sur les premières exploitations ainsi qu'aux travaux de construction à effectuer sur les biens-fonds agricoles, constitués en conformité de la présente loi, avant qu'ils ne soient concédés en propriété aux colons;

4) aux indemnités pour les prêts et aux frais de recouvrement des annuités dont il est question aux articles 18 et 19.

Art. 18. — Des prêts peuvent être prélevés sur les fonds destinés à la colonisation et accordés aux communes, en vue des concessions ultérieures à effectuer par celles-ci et sous leur responsabilité, à titre de prêts concédés en conformité des dispositions de la présente loi pour les buts visés à l'article 4. Des prêts destinés à l'amélioration des pâturages, accordés comme il est dit au premier alinéa, ne peuvent être

donnés qu'aux personnes qui disposent d'une superficie de terres cultivables de huit hectares au plus et qui ne peuvent, par leur propres moyens, y constituer des pâturages.

Toute personne pouvant bénéficier des prêts, ou toute association composée de personnes sans ressources, mais ayant besoin de pâturages, peut également obtenir des prêts sur les dits fonds pour l'acquisition de pâturages en commun, qui doivent être prélevés d'un territoire approprié à ce but, en vue de sa conversion en pâturage cultivé. Les dits prêts peuvent aussi être accordés en vue de la création de pâturages affermés pour fournir aux personnes susdites les pâturages dont ils ont besoin.

Art. 19. — Des prêts sur le fonds de colonisation sont accordés aux communes, aux associations coopératives et aux sociétés anonymes de colonisation d'utilité publique en vue de l'acquisition de terres en conformité des dispositions de la présente loi, et en vue de l'exécution des travaux visés à l'alinéa 2 de l'article 17, à effectuer sur des terres acquises.

Art. 20. — Dans le cas où des prêts ne peuvent autrement être convenablement accordés, ou lorsque le montant des prêts pour l'acquisition de terres est trop considérable, les prélèvements peuvent être effectués directement sur le fonds de colonisation.

Art. 21. — En ce qui concerne les terres pour l'acquisition desquelles l'Etat prête son assistance moyennant l'achat facultatif, le prix ne devra pas dépasser le prix courant du marché local. Aucun crédit accordé ou fourni sur les fonds d'Etat ne devra dépasser le prix que payerait tout acheteur judicieux pour lesdites terres, si elles devaient être utilisées d'une façon lucrative pour les buts visés.

Lors de l'évaluation du sol, on devra même tenir compte des arbres existants et qui sont moins grands que les arbres de futaies.

Les dispositions du 1^{er} alinéa visant les terres seront également appliquées aux bâtiments qui sont nécessaires pour le bien-fonds en question, aux futaies destinées à la production de bois de constructions ainsi qu'aux arbres dont l'abatage est interdit par les statuts en vigueur concernant l'exploitation des forêts des particuliers, et aux accessoires nécessaires du bien-fonds, qui ont été acquis ou rachetés avec la terre.

Art. 22. — Aucun terrain ne peut, aux termes des dispositions du présent chapitre, être cédé à des personnes ayant l'intention de s'adonner aux travaux de colonisation; de même aucun prêt ne peut être accordé pour l'acquisition de terres, à moins que l'autorité cadastrale compétente, sur la base d'une expertise, ait constaté que l'acquisition de la propriété est légale, et que la superficie ne dépasse pas l'étendue prescrite par les articles 6-8. Elle devra constater également que le prix y relatif ne dépasse pas le prix courant, et que le terrain en ques-

tion, en ce qui concerne la situation, l'étendue et d'autres circonstances, correspond aux buts pour lesquels les crédits ont été sollicités, et peuvent être accordés aux termes de la présente loi.

Dans le cas où il ne s'agit pas de morcellement, l'expertise ne devra toutefois pas avoir lieu si les conditions susdites peuvent être établies sur la base de documents. On doit également fixer le montant maximum que peut atteindre le crédit à accorder sur les fonds de l'Etat en conformité des dispositions de l'article 21.

Art. 23. — Sur le titre de créance attestant que les prêts susdits ont été accordés sur le fonds de colonisation, aux termes des articles 18, 19 ou 20, on devra ajouter une clause en vertu de laquelle le remboursement du prêt en question pourra devenir exigible avant la date normalement fixée, dans le cas où les crédits accordés ont été utilisés autrement que le prescrivent les dispositions de la présente loi.

CHAPITRE IV. — REMBOURSEMENT DU PRIX DES TERRES ET DES PRÊTS ACCORDÉS SUR LE FONDS DE COLONISATION.

Art. 24. — Tout prêt destiné à l'acquisition de terres ou tout prix de rachat d'un bien-fonds cédé ou acquis sur la base des dispositions des articles 16 et 19, toute somme payée par l'Etat à la suite d'un rachat forcé, et tout prix de rachat d'un bien-fonds prélevé sur les terres de l'Etat seront remboursés par annuités dans la mesure de 4 % par an dont 3 % au maximum représenteront l'intérêt du capital non remboursé et le restant sera destiné à l'amortissement du capital en question.

Art. 25. — Tout prêt destiné aux travaux de culture, à la construction de bâtiments et de maisons particulières ainsi que tout prêt destiné au rachat de lots appartenant aux parents seront remboursés par annuités à raison de 5 % par an, dont 3 % au maximum représenteront l'intérêt du capital non remboursé; le restant sera destiné à l'amortissement du capital prêté.

Art. 26. — Tout prêt destiné à l'amélioration des pâturages est exonéré du paiement de l'annuité pendant la première année à partir du jour où le prêt aura été accordé. Quant aux prêts destinés à l'acquisition de pâturages, l'intérêt est fixé à raison de 4 % par an; tandis que, quand il s'agit de prêts accordés pour la mise en culture de pâturages, l'annuité à payer sera de 10 %, dont 3 % au maximum représenteront les intérêts; le restant sera affecté à l'amortissement du capital prêté.

Art. 27. — Des sursis de paiement, pour les annuités dont il est question à l'article 24, peuvent être accordés aux emprunteurs pour un délai de 10 ans, en tenant compte des circonstances, de leurs conditions de fortune et des travaux à effectuer sur les biens-fonds

nouvellement acquis (travaux de culture et construction d'installations). Lorsqu'il s'agit de prêts destinés aux travaux de culture ou à la construction de maisons d'habitation particulières, les annuités seront payables pour une période de 5 ans au maximum, tandis que les prêts destinés à l'amélioration de pâturages devront être remboursés en une période maximum de 3 ans. Dans le cas où les prêts accordés pour la mise en culture de pâturages ont été employés convenablement et conformément aux buts visés, l'on pourra accorder aux emprunteurs la remise du remboursement de la quatrième partie des prêts accordés.

En ce qui concerne le paiement des crédits visés à l'article 24, des facilités pourront en outre être accordées, pour la première période décennale, aux détenteurs de biens-fonds prélevés sur les terrains forestiers de l'Etat, qu'ils soient exempts d'impôt ou non, et dont la gestion ressortit à la compétence de l'administration forestière de l'Etat.

Dans le cas où des facilités de paiement ont été accordées à un bénéficiaire qui n'a pas observé les conditions stipulées ou en cas de nécessité pour d'autres raisons, les facilités susdites pourront être supprimées.

Il appartient à la commission de colonisation, quand il est question de colonisation de terrains domaniaux, de procéder à l'examen des propositions avancées dans le plan de colonisation; mais, quand il s'agit d'expropriation, la commission devra aussi se prononcer sur les facilités à accorder et le plan de colonisation devra, dans ce cas, être dressé par elle. Dans tout autre cas, même si l'octroi de facilités s'avère nécessaire pendant la période de remboursement, ou s'il est question de procéder à leur révocation, c'est à l'organe, auquel la gestion des fonds de colonisation a été confiée, de décider de la question.

Dans le cas où le montant des frais pour travaux effectués sur un bien-fonds agricole, comme il est prévu par l'alinéa 3 de l'article 17, a été prélevé sur les fonds de colonisation ou sur d'autres fonds de l'Etat, le bien-fonds en question, avant qu'il ne soit cédé en propriété, fera l'objet d'une simple concession d'exploitation à titre d'essai, pendant une période de dix ans au maximum, et les conditions de cette concession seront établies en détail par décret.

CHAPITRE V. — COMMISSION DE COLONISATION.

Art. 28. — Le plan de colonisation, en conformité duquel les terres appartenant à l'Etat sont concédées et les autres sont acquises par voie d'expropriation forcée, est rédigé par une commission de colonisation constituée à cet effet.

Art. 29-32. — (*Attributions, composition et émoluments de la Commission susdite: Omissis*).

CHAPITRE VI. — CONCESSION DE TERRAINS APPARTENANT À L'ÉTAT POUR LES BUTS DE COLONISATION.

Art. 33. — Avec des terrains de l'Etat seront constituées des propriétés et accordées des parcelles supplémentaires au fur et à mesure que les demandes de fonds, destinés à la culture ou aux habitations, ou bien de parcelles supplémentaires, sont présentées. Dans le cas où des travaux de drainage ont été commencés sur des terrains appartenant à l'Etat, ou lorsque ces terrains, au point de vue communication et adaptation à la culture, se prêtent particulièrement à la colonisation, un plan de colonisation peut, même si le cas visé par l'article 45 se vérifie, être dressé sans demande; de même, le plan susdit comprendra aussi des propositions relatives à la constitution de propriétés pour lesquelles des requérants ne se sont pas présentés auparavant.

De vastes zones marécageuses, situées dans les terrains forestiers de l'Etat et ne pouvant pas être utilisées pour les buts susdits d'une façon rationnelle, peuvent être cédées, avec les terrains forestiers nécessaires, pour exploitation, à des personnes autres que celles visées à l'article 1^{er}.

En ce qui concerne ladite concession, il appartient au Ministère de l'agriculture, sur demande, de prendre la décision requise en l'espèce ainsi que de fixer le prix et les conditions de la concession.

Art. 34. — Dans le cas où la concession de terrains appartenant à l'Etat est conditionnée dans le but de la colonisation, par l'exécution de travaux de drainage et hydrauliques, devant être effectués aux frais de l'Etat, ou bien si ladite concession est subordonnée au remboursement des indemnités et des contributions visées à l'article 40, la concession ne devra avoir lieu qu'à condition que les fonds y relatifs aient été inscrits au budget de l'Etat.

Art. 35. — Il appartient à l'Administration forestière, à la compétence de laquelle ressortit la gestion des terrains appartenant à l'Etat, de fixer les zones pour lesquelles on devra dresser un plan de colonisation. Dans le cas où l'Administration forestière estime qu'à cause des demandes présentées, elle ne peut statuer sur l'établissement d'un plan de colonisation, elle soumettra la question à la décision du Ministère de l'agriculture.

Il appartient au Ministère de l'agriculture de statuer sur l'établissement du plan de colonisation relatif aux autres terrains appartenant à l'Etat.

Des zones peu étendues appartenant au domaine de l'Etat soumis ou non à l'impôt, aux terrains forestiers de l'Etat ou aux pâturages communs, prairies et îlots de l'Etat, peuvent être concédées, dans le but de colonisation, même sans qu'un plan de colonisation ait été dressé. Toute concession faite sur les terrains dont la gestion incombe

à l'administration forestière est soumise à l'approbation du Ministère de l'agriculture.

Art. 36. — Les terres qui restent en la possession de l'Etat, après qu'une concession de ses terres a eu lieu, ne peuvent faire l'objet d'un morcellement préjudiciable; de même, on ne devra pas destiner à la colonisation des terres qui doivent être réservées aux institutions de l'Etat ou des communes ou bien des terres d'utilité publique.

Art. 37. — Relativement aux futaies qui se trouvent sur des terrains concédés seront appliquées les dispositions de l'article 58.

Si, lors de la constitution d'un bien-fonds, il s'avère nécessaire de s'approvisionner du dehors en matériel de construction, il incombe à l'administration forestière de procéder au martelage des arbres dans la mesure nécessaire, dans une forêt de l'Etat se trouvant dans le voisinage; le requérant est autorisé, dans ce cas, et dans un délai déterminé, à acheter et à transporter hors de la forêt ledit matériel au prix fixé par l'alinéa 2 de l'article 41.

Art. 38. — Des parcelles supplémentaires ne peuvent être concédées à l'aide des terrains forestiers de l'Etat que lorsque ces terrains sont limitrophes ou se trouvent dans le voisinage immédiat de la ferme, et dans la mesure nécessaire aux besoins de cette dernière.

Art. 39. — Les prairies appartenant aux particuliers par usucapion et faisant partie du domaine forestier de l'Etat peuvent, lorsqu'on l'estime opportun, être utilisées dans un but de colonisation.

Des propositions se référant auxdites prairies et aux indemnités qui, aux termes de la présente loi, sont dues à leurs détenteurs, doivent figurer dans le plan de colonisation. A cet effet, il appartient à la commission d'entendre l'avis du détenteur et de donner à ce dernier la possibilité de présenter une demande d'indemnité dans un délai déterminé, sous peine autrement de perdre son droit à l'indemnité.

Art. 40. — Tout détenteur d'une prairie possédée par usucapion, peut, lorsqu'on l'estime opportun, bénéficier d'une subvention en vue d'effectuer des travaux de drainage, d'amélioration et de destruction de terres argileuses pour une étendue qui, au point de vue du rendement, soit équivalente à la prairie qui lui a été enlevée.

Art. 41. — Le prix à verser pour la concession d'un terrain appartenant à l'Etat dans un but de colonisation devra être équivalent au prix que payerait un acheteur judicieux pour la terre afin que celle-ci puisse être utilisée d'une façon lucrative pour le but visé.

Dans le cas où des arbres utilisables comme bois de construction et se trouvant sur les terrains du bien-fonds ont été réservés à ce dernier,

le prix y relatif devra être équivalent à la moitié du prix courant minimum en vigueur au moment du prélèvement des produits ligneux dans la localité en question.

Le prix alloué pour les arbres qui restent sur les terrains susdits, en dehors de ceux qui sont utilisables comme bois d'œuvre, devra être équivalent au prix courant.

Les prix, dont il est question aux alinéas 2 et 3 et à l'alinéa 2 de l'article 37, devra être ajouté au prix de la concession.

Si, dans l'intérêt de l'Etat, il est nécessaire de constituer de nouveaux biens-fonds sur les vastes terrains forestiers non habités de l'Etat, des terres — lorsque les peuplements qui s'y trouvent et qui sont d'une valeur supérieure à celle des futaies, ne sont pas particulièrement précieux — et les arbres fournissant le bois d'œuvre peuvent être cédés au requérant sans paiement du prix d'achat. On devra en même temps fixer le prix du bien-fonds, en conformité des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 87 et, dans le cas où se vérifie une circonstance prévue par ledit article, ce prix sera perçu par le Trésor avec les intérêts supplémentaires et les pénalités dues.

Art. 42-47. — (*Modalités pour les demandes; obligations de la commission de colonisation et plan de colonisation. Omissis*).

CHAPITRE VII. — PRINCIPES GÉNÉRAUX À OBSERVER EN CAS DE RACHAT.

Art. 48. — Les terres propres à la constitution de biens-fonds de culture et d'habitation ainsi que celles pouvant être utilisées comme parcelles supplémentaires peuvent, à moins que la loi n'en dispose autrement, faire l'objet d'une expropriation forcée, et seront prélevées sur les terrains pour lesquels, en conformité des dispositions du 1^{er} et 3^{ème} alinéa de l'article 2, l'expropriation forcée est autorisée.

Le Conseil des Ministres peut, sur la base de motifs fondés, autoriser l'exonération de la concession obligatoire; mais cette exonération ne sera pas accordée toutefois lorsqu'il s'agit de parcelles supplémentaires.

Art. 49. — Dans le cas où des parcelles supplémentaires ne peuvent pas être fournies d'une façon opportune sur les terres appartenant à l'Etat ou par voie d'expropriation forcée, en conformité des dispositions du 1^{er} et 3^{ème} alinéa de l'article 2, les terres nécessaires doivent être fournies, par voie d'expropriation forcée, aux termes des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 2, et prélevées sur une propriété foncière appartenant à un particulier possédant des terres, qui peuvent être séparées de la façon la plus opportune et employées comme

parcelles supplémentaires; des terres peuvent être soustraites dans des conditions analogues à une propriété foncière, d'où relativement peu de terre a été cédée ou affermée en vue de la colonisation.

Les parcelles supplémentaires destinées à un bien-fonds d'habitation ne peuvent faire l'objet d'une expropriation sur la base des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 2.

Art. 50. — Les zones ci-après indiquées ne peuvent faire l'objet d'expropriation forcée:

1) zones dont le propriétaire a besoin ou dont il aura besoin, dans un proche avenir, pour se procurer un chantier, une enceinte pour l'exploitation de mines, un emplacement pour l'emmagasinement de matériaux à savoir: pierres, gravier, argile, terre de marais, litière de tourbe; ou bien lorsqu'il s'agit d'industriels qui ont besoin des zones susdites pour des habitations ouvrières dans le voisinage des fabriques;

2) terrains forestiers nécessaires pour l'approvisionnement de la propriété en produits forestiers etc.;

3) zones qui, aux termes de la législation en vigueur, peuvent faire l'objet d'un rachat;

4) zones qui doivent être réservées en vue des besoins des institutions de l'Etat ou communales ou d'utilité publique;

5) d'autres zones....

Art. 51-60. — *Omissis*.

CHAPITRE VIII. — PROCÉDURE DE L'EXPROPRIATION FORCÉE.

Art. 61. — Toute expropriation est effectuée dans la mesure des crédits inscrits au budget de l'Etat, pour le paiement de l'indemnité d'expropriation, et des émoluments et frais visés à l'article 32 et des frais visés aux articles 57 et 66.

Il incombe au Conseil des Ministres de désigner les zones qui annuellement devront faire l'objet d'expropriation forcée.

Art. 62-71. — (*Composition et attributions de la commission de colonisation; désignation de terrains en vue de l'expropriation; droits des concessionnaires et des fermiers; faculté de la commission susdite d'interdire l'abatage, etc.... Omissis*).

CHAPITRE IX. — SÉPARATION DES ZONES EN VUE DE LA CONSTITUTION DES BIENS-FONDS INDÉPENDANTS.

Art. 72-78. — (*Expropriation forcée effectuée au moyen du morcellement; modalités relatives à l'inscription cadastrale des propriétés nouvellement constituées, et leur situation au point de vue fiscal; dates fixées pour la concession, etc. — Omissis*).

CHAPITRE X. — DROIT DES CRÉANCIERS HYPOTHÉCAIRES; RÉDUCTION ET PAYEMENT DU PRIX DE RACHAT

Art. 79. — Le paiement du prix du rachat de la part de l'Etat est effectué le jour où la zone en question passe en possession du nouveau propriétaire.

Le taux d'intérêt du prix de rachat devra être équivalent au taux courant calculé par les grandes banques privées pour les chèques, à partir du jour susdit.

Art. 80-86. — (*Réglementation des droits des créanciers en cas d'expropriation forcée d'un bien-fonds prélevé sur une propriété grevée d'inscriptions ou d'autres charges; autorités compétentes; constitution et rang des hypothèques résultant de la cession de terres acquises par voie d'expropriation sur les domaines de l'Etat dans un but de colonisation par le fonds de colonisation. — Omissis*).

CHAPITRE XI. — GARANTIE DE L'EXÉCUTION DES MESURES DE COLONISATION

Art. 87. — Aucun bien-fonds de culture ou terres supplémentaires ou partie de celles-ci, acquis par voie d'expropriation en conformité des dispositions de la présente loi, ou cédé sur les domaines de l'Etat, ou de terrains acquis par le fonds de colonisation ne peut, sans l'approbation de l'autorité compétente, être cédé à d'autres personnes que celles visées à l'article 1^{er}; de même, le bien-fonds en question ne peut être affermé ou divisé en faveur d'autres personnes... *Omissis* (*Cession de terrains forestiers soumise à l'approbation de l'autorité compétente, mesures prises par celle-ci dans le cas où les concessionnaires n'ont pas observé les conditions établies*).

Art. 88-89. — (*Conclusion d'accords en ce qui concerne l'exploitation du bien-fonds concédé; application de la loi à la vente de terrains forestiers. — Omissis*).

CHAPITRE XII. — DISPOSITIONS SPÉCIALES.

Art. 90-95. — (*Application des dispositions de la présente loi aux habitations des organistes-sacristains; application à titre provisoire des lois précédentes visant la colonisation au cas où l'établissement du plan de colonisation, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, n'aura pas été terminé. — Omissis*).

Art. 96. — Des dispositions ultérieures concernant l'application de la présente loi seront édictées par décret.

Art. 97. — La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1938. Est abrogé, sauf les exceptions visées aux articles 92-95, le décret du

25 janvier 1892, concernant la concession aux particuliers de certaines terres appartenant à la Couronne; de même est abrogée la loi du 25 novembre 1922, concernant l'acquisition de terres en vue de la colonisation et la loi du 3 juin 1927 concernant les subventions de l'Etat en faveur de la colonisation, ainsi que toute disposition complétant ou modifiant les lois susdites.

De même est abrogée la loi du 20 mai 1922 concernant la colonisation des terrains forestiers de l'Etat et le rachat des bien-fonds affermés qui s'y trouvent ainsi que la loi du 1^{er} février 1929 concernant la colonisation de terrains appartenant à l'Etat soumis ou non à l'impôt; de même sont abrogées toutes dispositions complétant ou modifiant les lois susdites, même en ce qui concerne les dispositions qui visent les questions autres que les précédentes.

France. — D. portant règl. d'administration publique pour l'application du d. du 30 octobre 1935 sur le remembrement de la propriété rurale. — 1^{er} septembre 1936. — J. O., n. 208 (5 septembre 1936).

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, du garde des sceaux, ministre de la justice, des ministres de l'intérieur et des finances;

Vu le décret-loi du 30 octobre 1935 (1), relatif au remembrement de la propriété rurale, et notamment l'article 9, ainsi conçu:

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'exécution du présent décret, et notamment la procédure à suivre, devant la commission instituée par l'article 4.

« Il fixera aussi les mesures à prendre pour le transfert des baux et des droits réels grevant les immeubles échangés, soit par voie de remembrement, soit par application de la loi du 3 novembre 1884, ainsi que les modalités d'application de l'article 7 »;

Vu la loi des 21 juin 1865-22 décembre 1888, modifiée par le décret-loi du 21 décembre 1926, sur les associations syndicales, et par le décret-loi du 30 octobre 1935;

Vu le règlement d'administration publique du 18 décembre 1927, pris pour l'application de la loi précitée;

Vu la loi du 20 août 1881 sur les chemins ruraux;

Vu la loi du 3 novembre 1884 concernant les droits fiscaux à percevoir sur les échanges d'immeubles ruraux;

Vu l'article 426 du décret-loi du 21 décembre 1934, portant codification en matière de droits de timbre;

Vu les articles 656, 657, 658 et 796 du décret-loi du 21 décembre 1934 portant codification en matière d'enregistrement;

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXV^{ème} année, 1935, p. 712 et suiv.

Vu le décret du 5 juillet 1920, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 27 novembre 1918 ayant pour objet de faciliter le remembrement de la propriété rurale; etc.

TITRE I^{er}. — REMEMBREMENTS COLLECTIFS.

CHAPITRE I^{er}. — CONSTITUTION DES ORGANES DE REMEMBREMENTS.

1^{re} Section. — *Associations syndicales de remembrement.*

Art. 1^{er}. — Les associations syndicales libres ou autorisées constituées pour le remembrement de la propriété rurale sont soumises aux conditions générales édictées par le décret portant règlement d'administration publique du 18 décembre 1927, pris en exécution et pour l'application de la loi du 21 juin 1865, modifiée par la loi du 22 décembre 1888 et par le décret-loi du 21 décembre 1926.

Les associations autorisées de remembrement sont soumises, en outre, aux conditions spéciales déterminées par les articles ci-après qui concernent tant ces groupements que leurs relations avec la commission arbitrale prévue par l'article 4 du décret-loi du 30 octobre 1935.

Art. 2-3. —

2^{ème} Section. — *Commission arbitrale.*

Art. 4. — Dès que le syndicat a constitué son bureau, le directeur de l'association notifie cette constitution au préfet qui, sur l'avis du service du génie rural, invite la Chambre départementale d'agriculture, à désigner, en vue de faire partie de la commission arbitrale, six propriétaires fonciers et trois suppléants, n'ayant aucun intérêt à l'entreprise.

Le préfet constitue ensuite cette commission, conformément aux dispositions de l'article 4 du décret-loi du 30 octobre 1935 et notifie à chacun des membres sa nomination, en même temps qu'il en avise le président.

Si, par suite de décès, de démission ou autres causes, des vacances se produisent parmi les membres titulaires, ceux-ci sont remplacés par les membres suppléants dans l'ordre du tableau.

Art. 5. — La commission arbitrale statue en dernier ressort sur les contestations soulevées par les propriétaires associés ou les tiers intéressés au sujet de la désignation des immeubles assujettis à l'échange; elle doit, dans ses décisions, tenir compte à la fois des réclamations présentées par les intéressés, et de la nécessité de faciliter la réalisa-

tion des opérations, notamment en ce qui concerne l'ouverture ou la rectification des chemins.

Il en est de même pour les contestations soulevées au sujet du classement et de l'évaluation des immeubles ainsi que du projet de remembrement ou de l'interprétation de l'acte d'association.

La commission fixe le montant de la soulte attribuée par application de l'article 3 du décret-loi du 30 octobre 1935.

Il lui appartient, par une délibération spéciale, de déclarer terminées les opérations de remembrement.

Art. 6-7. —

CHAPITRE II. — ÉLÉMENTS SUCCESSIFS DE L'OPÉRATION DE REMEMBREMENT.

1^{re} Section. — *Délimitation — Classement et évaluation. Enquête correspondante.*

Art. 8-10. —

2^{ème} Section. — *Etude du projet — Enquête correspondante.*

Art. 11-12. —

3^{ème} Section. — *Clôture de l'opération de remembrement par la commission arbitrale.*

Art. 13-14. —

CHAPITRE III. — CONDITIONS SPÉCIALES AUX CHEMINS RURAUX.

Art. 15. —

CHAPITRE IV. — CADASTRE.

Incorporation des résultats du remembrement.

Art. 16-19. —

CHAPITRE V. — TRANSFERT ET TRANSCRIPTION DES DROITS RÉELS GREVANT LES IMMEUBLES REMEMBRÉS ET DES BAUX.

Art. 20-23. —

TITRE II. — ÉCHANGES D'IMMEUBLES RURAUX EFFECTUÉS
CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE LA LOI DU 3 NOVEMBRE 1884.

Art. 24-27. —

Roumanie. — L. n. 826 concernant le régime de la colonisation. — 4 avril 1936. — M. O., n. 82 (7 avril 1936).

CHAPITRE I^{er}. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 1^{er}. — Les terres demeurées disponibles après l'application des lois pour la Réforme agraire et de la loi pour l'Organisation de la Nouvelle Dobroudja — terres qui constituent le fonds immobilier de la colonisation — seront affectées à la colonisation par les personnes qui rempliront les conditions suivantes:

- a) avoir tout au plus 45 ans révolus;
- b) jouir des droits politiques;
- c) avoir accompli le service militaire et n'avoir pas été puni pour désertion;
- d) être marié, ou veuf, et avoir des enfants;
- e) travailler la terre et avoir la profession d'agriculteur pour unique occupation;
- f) prouver au moyen de certificats médicaux qu'aucun membre de la famille n'est atteint de tuberculose ou syphilis.

Art. 2. — Auront la priorité tous ceux qui, en plus des conditions précédentes, satisferont aux conditions ci-dessous:

- a) être démobilisés;
- b) disposer du capital nécessaire à la mise en train de l'exploitation agricole et à l'acquittement des dettes contractées envers l'Etat;
- c) savoir lire et écrire;
- d) être diplômés d'une école d'agriculture du 1^{er} ou du 2^{ème} degré.

Art. 3. — Les prêtres, les instituteurs et les fonctionnaires ruraux pourront être installés à l'endroit où ils exercent leurs fonctions s'ils satisfont aux conditions ci-dessus, à l'exception de l'alinéa e, article 1^{er}.

Art. 4. — Les lots-types de colonisation auront tout au plus une superficie de 10 ha. affectée à la culture; 2.500 m² seront destinés aux constructions.

Art. 5. — Les lots de colonisation seront évalués en hectares, conformément aux dispositions ci-dessous, et en tenant compte

de la qualité, de la situation économique et de la destination du sol:

a) pour les terres devenues disponibles à la suite de l'expropriation ou de l'application de la loi pour l'organisation de la Nouvelle Dobroudja, et que l'Etat aurait en sa possession, on prendra pour base les normes établies par les lois respectives; on y ajoutera la cote des frais que d'éventuelles réparations pourraient occasionner et l'intérêt afférent aux dits frais par rapport au temps;

b) pour les terres provenant des opérations d'échange ou de remembrement, on prendra pour base le prix mentionné dans les actes d'échange ou le prix qu'on aurait eu en vue lors du remembrement; on y ajoutera les frais que d'éventuelles réparations pourraient occasionner et l'intérêt afférent à toute la somme par rapport au temps.

Art. 6. — Le prix des lots de colonisation sera supporté moitié par l'Etat et moitié par le colon.

Art. 7. — Le colon contractera envers l'Etat une dette qui sera composée de toutes les sommes dont il sera débiteur, conformément aux dispositions des articles 5 et 6.

La dette sera acquittée en 60 tranches semestrielles, le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année. Les tranches seront exigibles aussitôt que le contrat de vente-achat aura été conclu.

Jusqu'à la conclusion du dit contrat, les colons installés verseront à l'Administration commerciale de la colonisation le montant des fermages fixés par le comité de direction; la dette sera encaissée par les organes fiscaux de l'Etat.

Art. 8. — Tout colon deviendra propriétaire de son lot à la suite d'un contrat d'achat-vente intervenu entre le colon, d'une part, et l'Etat, représenté par l'Administration commerciale de la colonisation, d'autre part. Le contrat d'achat-vente sera exempté des taxes de timbre et d'enregistrement.

Art. 9. — Les lots des colons ne pourront être divisés en parcelles inférieures à la moitié du lot-type de colonisation. Les lots dont la superficie dépasserait 10 hectares pourront être divisés en parcelles de 5 ha. Les colons auront le droit de bénéficier des dispositions des articles 133 et 134 de la loi sur la Réforme agraire de l'Ancien-Royaume, dont les dispositions sont appliquées aux colons du pays tout entier.

Art. 10. — Les lots des colons ne pourront être cédés par aliénation volontaire, ou exécution forcée, qu'à d'autres colons, ou à leurs enfants; ils pourront également être aliénés pour pourvoir les enfants, en respectant toutefois les dispositions de l'article 9.

Les aliénations volontaires, à l'exception des aliénations destinées à pourvoir les enfants, seront prohibées pour une période de

5 ans à compter du jour où les colons seront devenus propriétaires par la transcription et l'enregistrement des contrats d'achat-vente conclus conformément à l'article 8 de la présente loi. Après l'expiration du terme de 5 ans, il sera indispensable d'obtenir l'avis de l'Administration commerciale de la colonisation et l'approbation du Ministère de l'Agriculture et des Domaines.

Toute aliénation, quelles que soient sa nature et la forme sous laquelle elle aura été effectuée, qui n'aura pas été faite conformément aux dispositions ci-dessus, sera et demeurera nulle de droit.

La nullité est d'ordre public et pourra être demandée par toute personne intéressée, le Ministère public ou une tierce personne, dans un délai de 5 ans à courir du jour où aura été faite l'aliénation.

Art. 11. — Les dispositions des articles 127, 128, 129, 130 et 131 de la loi sur la Réforme agraire de l'Ancien Royaume seront appliquées aux colons du pays tout entier, en tenant compte de l'article 9 de la présente loi.

Art. 12. — Tout colon qui perdra sa qualité de citoyen roumain perdra de droit la propriété du lot qui lui aura été assigné.

Il sera procédé à la dépossession du colon propriétaire par les voies de droit, selon la procédure prévue à l'article 139 de la loi sur la Réforme agraire de l'Ancien Royaume.

Art. 13. — En cas de dépossession, le lot du colon, y compris le lot affecté aux constructions, et les constructions existantes rentreront en la possession de l'État.

Le Ministère de l'Agriculture et des Domaines dédommagera le colon dépossédé en lui restituant le valeur commerciale, fixée par le tribunal, des constructions et les sommes qu'il aura effectivement versées au compte du prix du terrain, déduction faite d'une somme correspondant au droit de jouissance dont aura bénéficié le colon.

Le colon dépossédé aura la jouissance des récoltes sur pied.

Art. 14. — En cas d'exécution forcée, de la part d'un créancier quelconque, des biens immobiliers d'un colon, toutes les dettes, de quelque nature qu'elles soient, que le colon aurait contractées envers l'État deviendront intégralement exigibles. Dans ce cas, la partie poursuivante sera également tenue de notifier le commandement au Ministère de l'Agriculture et des Domaines, sous peine des sanctions prévues au dernier alinéa du présent article.

La dette du colon sera liquidée de la façon suivante: il sera d'abord remboursé à l'État les dettes qui auront résulté des impôts, puis il sera remboursé à l'Administration commerciale de la colonisation les dettes que le colon aurait éventuellement contractées, enfin les autres créanciers seront satisfaits, dans l'ordre de l'enregistrement de leurs créances.

Toute exécution forcée qui n'aura pas respecté les dispositions ci-dessus sera nulle de droit et ne pourra être opposée à l'État.

Art. 15. — Les lots résultant des opérations de dépossession prévues à l'article 12 seront affectés à de nouvelles colonisations; les héritiers du colon dépossédé, s'ils remplissent les conditions prévues par la présente loi, auront la priorité.

Art. 16. — Tout colon qui détiendra son lot sans titre de propriété sera exclu de la colonisation et comme tel dépossédé par voie administrative s'il ne remplit pas les conditions suivantes:

- a) Etre installé avec sa famille dans les centres respectifs;
- b) Cultiver personnellement les lots à lui assignés.

On procédera individuellement à la constatation; à cette fin un procès-verbal de constatation sera dressé par un organe du Ministère de l'Agriculture et des Domaines ou de l'Administration commerciale de la colonisation, qui sera assisté du maire de la commune respective ou de son remplaçant, et de deux colons qui serviront de témoins.

On procédera aux exclusions uniquement par voie administrative et sur la base des procès-verbaux précités; les ordres de dépossession, opposables à tout détenteur de lots, seront exécutés par un organe du Ministère de l'Agriculture et des Domaines ou de l'Administration commerciale de la colonisation, assisté d'un représentant de la force publique.

Tout colon dépossédé aura droit à des dommages-intérêts en ce qui concerne les constructions existantes et la récolte sur pied.

Art. 17. — Les dispositions prévues aux articles 137 et 139 de la loi sur la Réforme agraire de l'Ancien Royaume seront appliquées aux colons du pays tout entier.

CHAPITRE II. — DISPOSITIONS SPÉCIALES.

Art. 18. — Les terrains acquis, ou qui seront acquis par l'État, par achat, préemption, ou toute autre voie, seront entièrement affectés à la colonisation.

Art. 19. — Il sera procédé à l'évaluation des lots provenant des terrains mentionnés à l'article précédent en tenant compte du prix spécifié dans le contrat d'achat ou dans la convention.

Art. 20. — Toute personne qui aura colonisé ces terrains sera tenue de verser à l'État toute la somme payée par celui-ci lors de l'acquisition du lot à elle assigné.

Art. 21. — Tout colon qui fera partie de cette catégorie spéciale sera tenu de verser à l'État, au moment d'authentifier le contrat de vente conclu conformément à l'article 8 de la présente loi, au moins 10 % du prix et sera débité du reste qu'il sera tenu d'ac-

quitter en 18 tranches semestrielles, égales entre elles et consécutives, exigibles le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année.

Le non acquittement de deux tranches consécutives entraînera la résiliation du contrat de vente, sans sommation et sans mise en demeure, et la dépossession immédiate du colon. Des sommes qui auront été effectivement acquittées, l'État retiendra une somme représentant le droit de jouissance dont aura bénéficié le colon.

Art. 22. — Les terrains mentionnés à l'article 18 pourront être assignés aux colons de même qu'à ceux qui rempliront les conditions prévues à l'article 1^{er}, alinéas *b*, *c*, *d* et *f*.

Art. 23. — Les plans de colonisation se rapportant à ces terrains contiendront des lots de culture dont la superficie variera selon les besoins, mais ne pourra pas dépasser 25 hectares.

CHAPITRE III. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Art. 24-30 —

Suisse (Confédération). — Arr. du Conseil Fédéral concernant le commerce des immeubles agricoles. — 16 octobre 1936. — R. L. F., n. 39 (21 octobre 1936).

Vu l'article premier de l'arrêté fédéral du 29 septembre 1936 sur les mesures extraordinaires d'ordre économique; etc.

Art. 1^{er}. — L'article 218 du code des obligations cesse ses effets pendant la durée du présent arrêté et est remplacé par la disposition suivante, sans modification du titre marginal:

Art. 218. — Les immeubles agricoles acquis après le 1^{er} janvier 1934 ne peuvent être aliénés, ni en entier ni par parcelles, pendant six ans à compter de l'inscription de l'acquisition sur le registre foncier.

Cette disposition ne s'applique pas aux terrains à bâtir, ni aux immeubles administrés par un tuteur ou réalisés par voie de poursuite ou de faillite.

L'autorité déclarée compétente par le canton sur le territoire duquel se trouve l'immeuble peut permettre, pour de justes motifs, l'aliénation avant l'expiration du délai, notamment s'il s'agit de liquider une succession ou d'arrondir une exploitation agricole.

Toute opération qui contrevient à ces dispositions ou qui vise à les éluder est nulle et ne peut être inscrite sur le registre foncier.

Art. 2. — Les cantons désignent les autorités compétentes pour permettre l'aliénation d'immeubles avant l'expiration du délai, à défaut de quoi cette compétence appartient au gouvernement cantonal.

Art. 3. — Le présent arrêté entre en vigueur le 21 octobre 1936.

Vénézuéla. — L. concernant les terres incultes et les biens communaux. — 19 août 1936. — G. O., numéro extraordinaire (3 septembre 1936).

CHAPITRE I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 1.^{er} — Sont incultes les terres qui se trouvent sur les territoire de la République et ne sont pas des aires communales ni des propriétés particulières et qui n'appartiennent pas d'une manière légitime à des corporations ou à des personnes juridiques.

Paragraphe unique. — Sont pareillement réputées incultes, et la Nation entrera immédiatement en possession desdites, les aires communales qui ont été abandonnées à la suite de l'extinction, officiellement constatée, du droit de domaine qu'y avait exercé une Commune.

Art. 2. — Les terrains incultes des États sont de leur domaine privé; ceux existant au District Fédéral, dans les Territoires Fédéraux et dans les îles de la Mer des Antilles sont du domaine privé de la Nation. Toutefois, comme l'administration des terrains incultes des États a été, par la Constitution, confiée à la Nation, les dispositions de la présente loi seront applicables à tous les terrains incultes situés à l'intérieur des frontières de la République.

Paragraphe unique. — Ne sont pas soumis à la présente loi les terrains que la Nation a acquis à des effets déterminés, et qui sont classés dans la catégorie des biens nationaux à administrer d'après la Loi Organique du Patrimoine National.

Art. 3. — Sont des aires communales:

1) les terrains dont ont joui à ce titre différentes Communes et localités de la République datant de l'époque coloniale;

2) les terrains qui ont été acquis comme aires communales par les Communes respectives en conformité avec les lois qui réglaient cette matière antérieurement;

3) les réserves des anciennes communautés indigènes; quant à ces terrains, seront respectés les droits individuellement acquis par les possesseurs de fractions déterminées conformément à la Loi du 8 avril 1904 ainsi que les droits acquis par prescription;

4) les terrains incultes et privés passés dans le domaine des Communes qui l'auront demandé et obtenu en conformité avec les dispositions de la présente loi.

Art. 4. — Les aires communales seront régies par des ordonnances des Communes respectives, à condition que ces ordonnances ne soient pas contraires aux principes de la législation générale de la République sur les points où cette législation doit être uniforme d'après la Constitution Nationale.

Art. 5. — Le Pouvoir Exécutif Fédéral fera former un cadastre des terres incultes, et à cet effet il pourra prendre toutes les dispositions et édicter tous les règlements et résolutions nécessaires.

Dans le cadastre seront spécifiés également tous les terrains de propriété particulière, communale ou de corporations ou personnes juridiques.

Art. 6-12. —

CHAPITRE II. — DES TERRAINS INCULTES NE POUVANT ÊTRE ALIÉNÉS.

Art. 13-15. —

CHAPITRE III. — DE L'UTILISATION DES TERRAINS INCULTES ET DE LEUR ADMINISTRATION.

Art. 16-21. —

CHAPITRE IV. — DE L'AFFERMAGE ET DE LA VENTE DES TERRES INCULTES.

Art. 22. — Tout Vénézuélien ou étranger jouissant des droits civils pourra prendre à bail et acquérir des terres incultes en conformité avec les règles et conditions établies au présent chapitre.

Art. 23. — Ne pourront prendre à bail ni acheter, soit directement soit par l'entremise de personnes interposées:

1) le Président de la République, ni son suppléant, ni ses Ministres, ni son Secrétaire Général et Particulier;

2) les Directeurs du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage;

3) le Président de l'État et son suppléant, le Gouverneur du District Fédéral, les Gouverneurs des Territoires Fédéraux, leurs secrétaires, ni les Chefs Civils des districts et communes, en ce qui concerne des terrains situés sous leurs juridictions respectives;

4) les ingénieurs et arpenteurs et autres employés chargés de former le cadastre.

Art. 24. — Ne pourront être affermées ni vendues, soit directement soit par l'entremise de personnes interposées, des terres incultes:

a) aux possesseurs de terres arables de première catégorie de l'étendue de 200 hectares;

b) aux possesseurs de terres arables de deuxième catégorie de l'étendue de 400 hectares;

c) aux possesseurs de terres d'élevage de première catégorie de l'étendue de 2000 hectares;

d) aux possesseurs de terres d'élevage de deuxième catégorie de l'étendue de 4000 hectares.

Art. 25. — De même, ne pourront être affermées ni vendues des terres incultes aux possesseurs de terrains de différentes qualités et catégories, dispersés ou contigus, dont l'étendue totale dépasse les limites établies à l'article précédent.

Paragraphe unique. — Le total des terres visées par le présent article sera déterminé d'après les équivalences suivantes:

a) Pour tout hectare de terre arable de première catégorie il sera calculé deux hectares de terres arables de deuxième catégorie, dix de terres d'élevage de première catégorie et vingt de terres de deuxième catégorie.

b) Pour tout hectare de terre arable de deuxième catégorie il sera calculé cinq de terrains d'élevage de première catégorie et dix de terrains d'élevage de deuxième catégorie.

c) Pour tout hectare de terrain d'élevage de première catégorie il sera calculé deux de terrains d'élevage de deuxième catégorie.

Art. 26. — D'après la règle établie dans la Constitution Nationale, aucun Gouvernement étranger ne pourra acquérir de terrains au Vénézuéla, ni obtenir aucune espèce de droits sur de tels terrains. L'infraction à cette disposition produira, de plein droit et d'une manière absolue, la perte de la propriété ayant été l'objet de la négociation. Le terrain en question sera réputé *ipso facto* inculte, et restera comme tel soumis aux dispositions de la présente loi.

Art. 27. — Toute personne qui se propose d'acheter ou de prendre à bail des terres incultes accepte, par le seul fait d'avoir rédigé ses offres, les conditions suivantes, et s'y soumet:

1) elle achète ou prend à bail à ses risques, de façon qu'elle ne pourra à aucune époque réclamer une indemnité pour une éviction dont elle aura été l'objet ni exiger le remboursement du prix payé;

2) elle reconnaît aux occupants du terrain tous les bénéfices que leur concède la loi.

Art. 28. — Il ne pourra être affermé ni vendu à une seule personne, en une seule concession, des terres incultes dépassant les étendues maxima suivantes:

a) terres arables de première catégorie: jusqu'à 100 hectares;

b) terres arables de deuxième catégorie: jusqu'à 200 hectares;

c) terres d'élevage de première catégorie: jusqu'à 1000 hectares;

d) terres d'élevage de deuxième catégorie: jusqu'à 2000 hectares.

Art. 29. — La règle énoncée à l'article précédent ne sera pas applicable:

1) quand le Pouvoir Exécutif Fédéral jugera opportun pour le progrès de l'agriculture et de l'élevage dans des régions peu exploitées

du pays l'affermage d'étendues plus vastes de terre; dans ce cas, les démarches relatives seront commencées par une requête de l'intéressé adressée directement au Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et demandant l'autorisation de proposer l'affermage à l'autorité compétente;

2) quand la personne qui demande l'autorisation a déjà, comme occupant, cultivé le terrain, s'il est arable, ou y a placé une quantité suffisante de bétail, s'il s'agit d'une terre d'élevage.

Ladite circonstance devra être prouvée d'une façon satisfaisante dans le dossier respectif.

§ 1. — Si l'occupant a établi sur les terrains dont il est question au n° 2 du présent article un vrai fonds rural ou d'élevage d'un rendement économique suffisant de l'avis du Pouvoir Exécutif Fédéral, il pourra en proposer l'affermage ou l'achat, ou les deux à la fois: l'affermage pour le cas où la vente ne serait pas possible. Dans des cas semblables, on suivra les procédés établis au présent chapitre, pour autant qu'ils seront applicables, et l'expertise qui devra avoir lieu en vue de déterminer les données de l'article 50 de la présente loi sera de même basée sur les conditions actuelles des terres et mentionnera les améliorations, constructions, établissements et plantations qui s'y trouvent.

§ 2. — En aucun cas, la concession extraordinaire de terrains incultes dont il est question au présent article ne pourra dépasser les limites prescrites à l'article 24 de la présente loi, en tenant compte des équivalences établies à l'article 25 de la même loi.

Art. 30. — Toute vente de terres incultes faite en contravention à la présente loi sera nulle de plein droit.

Art. 31. — Les personnes ayant pris à bail des terrains incultes dans les termes établis par la présente loi auront droit à ce que leur soient vendus en pleine propriété les terrains qu'ils occupent, si ceux-ci sont aliénables, dès qu'elles y ont constitué, de l'avis du Pouvoir Exécutif Fédéral, un vrai fonds agricole ou d'élevage d'un rendement économique suffisant. Le prix d'une telle vente sera celui qui aura été attribué aux terrains dans l'expertise dont il est question à l'article 36 de la présente loi. Sur demande de l'intéressé, et pour un motif justifié, le Pouvoir Exécutif Fédéral pourra accorder un rabais sur le prix en question. A cet effet, on procédera à une nouvelle expertise.

Art. 32. — On ne pourra affermer de nouvelles terres incultes à des personnes en ayant déjà pris à bail ou acheté d'autres, d'une étendue, qualité et catégorie quelconques, à moins qu'elles ne prouvent d'une manière satisfaisante au Pouvoir Exécutif Fédéral que les terres qu'elles ont obtenues antérieurement sont effectivement et efficacement exploitées.

Art. 23. — Les contrats de fermage conclus par le Pouvoir Exécutif Fédéral en vertu de la présente loi ne dépasseront pas la durée de vingt ans.

Toutefois, le Pouvoir Exécutif Fédéral pourra augmenter le terme maximum prévu à cet effet, s'il le juge nécessaire pour la stabilité et la permanence d'entreprises industrielles.

Art. 34. — Le loyer de fermage sera versé au Trésor National par annuités anticipées, dans le délai de trente jours à compter de la date de l'entrée en vigueur du contrat, moyennant l'annulation de la feuille de paiement respective, qui sera liquidée dans la Capitale de la République par la Direction Administrative du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et dans celles des États par l'Intendant des Terres Incultes. Dans ce dernier cas, le paiement aura lieu dans les bureaux légalement autorisés par le Pouvoir Exécutif Fédéral.

Art. 35. — Le fermier devra créer les établissements agricoles ou d'élevage nécessaires en vue de convertir le terrain en un fonds d'exploitation d'un rendement effectif. Si, dans un délai de cinq ans, le concessionnaire du contrat n'aura pas pu prouver d'une manière digne de foi qu'il a commencé à créer lesdits établissements et qu'il possède des cultures et des exploitations d'une étendue en rapport avec la superficie prise à bail, le contrat sera résilié de plein droit.

Art. 36. — Le loyer de fermage sera déterminé le cas échéant par une expertise faite à cet effet, mais il ne pourra en aucun cas être inférieur aux minima qui seront établis à ce sujet dans un règlement d'administration publique faisant suite à la présente loi.

Lorsqu'il s'agit de terrains aliénables, les experts fixeront dans le même acte la valeur de chaque hectare, laquelle ne pourra de même en aucun cas être inférieure aux minima qui seront établis dans ledit Règlement.

Art. 37. — Les terres incultes aliénables sont soit arables soit d'élevage.

Art. 38. — Seront terres arables celles pouvant être utilisées pour la culture de quelque espèce que ce soit de produits, soit parce qu'elles peuvent être irriguées, vu qu'elles disposent, dans leurs propres limites ou dans le voisinage, d'une rivière ou d'une source leur fournissant de l'eau dans une mesure suffisante à cet effet, soit parce que, même sans avoir d'irrigation, elles sont aptes, grâce à leurs conditions naturelles, à donner des récoltes de culture sèche.

§ 1. — Les terres de cette espèce seront réputées de première catégorie quand elles réuniront au moins deux quelconques des conditions suivantes:

- 1) facilité d'irrigation;
- 2) température n'excédant pas 25° centigrades;

3) situation à moins de vingt kilomètres d'une ligne de chemin de fer ou route carrossable, du bord de la mer ou du Lac de Macaraibo ou de toute autre artère de navigation fluviale, ou d'une ville importante.

§ 2. — Les terres qui ne peuvent être réputées de première catégorie seront considérées comme étant de la deuxième.

Art. 39. — Seront réputées terres d'élevage les savanes et montagnes propres à y faire paître des animaux, lorsque, à cause de leurs conditions naturelles, il ne serait pas possible, sans grands frais et risques, de les utiliser pour l'agriculture.

§ 1. — La circonstance qu'un terrain est apte à servir de varenne ne lui confère pas la qualité de terrain d'élevage, si on y peut faire des plantations.

§ 2. — Les terres auxquelles se rapporte le présent article seront de première catégorie, si elles réunissent au moins deux quelconques des conditions suivantes:

- 1) être des savanes fertiles et riches en plantes fourragères;
- 2) se trouver dans des régions qui ne sont pas frappées de fréquentes sécheresses;

3) être, sur une de leurs limites, éloignées de moins de vingt kilomètres d'un des points mentionnés au n° 3 du paragraphe 1 de l'article précédent.

Art. 40-77. —

CHAPITRE V. — DE L'ADJUDICATION GRATUITE.

Art. 78. — Tout Vénézuélien, âgé de dix-huit ans, s'il n'est pas marié, et de n'importe quel âge s'il est marié, aura droit, d'après la présente loi, à ce qu'il lui soit adjugé gratuitement un lot de terrains incultes aliénables, pour lui constituer un fonds rural, agricole ou d'élevage, selon la catégorie par lui préférée.

§ 1. — Si l'intéressé a sous sa puissance paternelle des enfants légitimes, la concession sera réputée faite aussi en leur faveur.

§ 2. — A tous les effets de la présente loi, la femme mariée sera réputée enfant.

§ 3. — Si l'intéressé n'est pas marié et n'a pas d'enfants légitimes sous sa puissance paternelle, la concession pourra être étendue, sur sa demande, aux enfants naturels reconnus qu'il aurait.

Art. 79. — Le bénéfice accordé par le précédent article s'étend aussi à la Vénézuélienne, non mariée, veuve ou divorcée, qui réunit les conditions établies ci-dessus, aussi bien qu'à la femme mariée légalement séparée de biens.

Paragraphe unique. — Si l'intéressée a des enfants légitimes ou naturels, les dispositions du paragraphe 1 du précédent article lui seront applicables.

Art. 80. — Les droits concédés en vertu du présent chapitre de la loi aux Vénézuéliens âgés de moins de vingt-un ans ne seront pas assujettis à l'usufruit légal.

Art. 81. — En dehors des conditions établies à l'article 78, seront absolument indispensables, pour la concession du bénéfice qui y est constitué, les conditions suivantes:

- 1) bonne conduite de l'intéressé;
- 2) qu'il ne possède aucun genre d'immeubles urbains ni ruraux; sera excepté de la présente disposition le logis indispensable du travailleur et de sa famille, s'il en a;
- 3) qu'il manque de ressources économiques suffisantes pour pouvoir faire l'acquisition des immeubles dont il est question au n° 2.

Paragraphe unique. — L'existence de ces conditions sera prouvée par le témoignage de trois témoins majeurs, libres de toute exception et n'étant pas des habitants de la même Commune que l'intéressé. Les procès-verbaux relatifs seront dressés sur papier simple, et ne seront pas assujettis au droit de timbre.

Art. 82. — La concession ne dépassera en aucun cas six hectares de terrains arables de première catégorie pour des demandeurs sans enfants; neuf hectares des mêmes terrains pour ceux ayant au moins un enfant; douze hectares de terrains arables de seconde catégorie pour les demandeurs sans enfants; dix-huit hectares des mêmes terrains pour ceux ayant au moins un enfant; soixante hectares de terrains d'élevage de première catégorie pour ceux sans enfants; quatre-vingt-dix hectares des mêmes terrains pour ceux ayant au moins un enfant; cent vingt-cinq hectares de terrains arables de seconde catégorie pour ceux sans enfants; et cent quatre-vingts hectares des mêmes terrains pour ceux ayant au moins un enfant.

§ 1. — Aux effets du présent article, seront réputés enfants les enfants légitimes soumis à la puissance paternelle du demandeur et les enfants naturels reconnus jouissant du bénéfice de la concession en vertu du paragraphe 3 de l'article 78 de la présente loi.

§ 2. — Ceux qui auront propagé, replanté ou cultivé des plantes de *cocuy*, de fourcroye (*cocuiza*), de sisal ou autres sur des terrains à culture sèche par leur nature, mais adaptables à des cultures semblables, pourront les acquérir gratuitement, avec les mêmes droits, sous les mêmes conditions et dans les mêmes circonstances légales que celles qui sont déterminées au présent chapitre.

Art. 83. — Le terrain adjudgé en conformité avec les conditions du présent chapitre restera en dehors du patrimoine des bénéficiaires, partant il ne sera pas soumis au droit de saisie ordinaire des créanciers. Il ne pourra être grevé que dans le cas prévu par l'article 85 de la présente loi.

Art. 84. — Si le bénéficiaire a déjà occupé le terrain dont il demande l'adjudication, et s'il y a construit une maison d'habitation ou introduit d'autres améliorations, celles-ci resteront assujetties aux dispositions du précédent article, pourvu qu'elles aient été mentionnées expressément et en détail dans la demande d'adjudication, et qu'il n'y ait pas eu, dans le délai déterminé à cet effet par la présente loi, aucune opposition de tiers prétendant être des créanciers dudit demandeur.

Art. 85. — Si, après dix ans, les bénéficiaires ont établi sur le terrain cédé un vrai fonds agricole ou d'élevage d'un bon rendement économique, ils pourront demander au Pouvoir Exécutif Fédéral, par le canal de l'autorité civile compétente, après avoir accompli les conditions établies à l'article 632 du Code Civil, l'autorisation de vendre ou de grever leur propriété pour cause de besoin extrême.

§ 1. — Le Pouvoir Exécutif Fédéral aura la faculté de concéder, s'il le juge nécessaire, les autorisations mentionnées au présent article.

§ 2. — Les demandes causées par les motifs indiqués au présent article seront affranchies de tout droit.

Art. 86. — Ceux qui auront obtenu des terrains adjugés conformément au présent chapitre ne pourront les affermer ni les concéder sous toute autre forme de contrat emportant une exploitation indirecte de la terre.

Art. 87. — Les adjudicataires de terrains incultes en vertu du présent chapitre perdront leurs droits sur les terrains adjugés:

a) s'ils n'ont pas accompli l'obligation établie à l'article 89 de la présente loi;

b) s'ils ont contrevenu à l'interdiction formulée à l'article 86 de la présente loi;

c) s'ils n'exploitent pas leurs terrains, à une époque quelconque, pendant deux années de suite;

d) pour cause d'aliénation mentale, d'aliénation alcoolique ou d'emprisonnement pour un terme de deux ans, toujours à défaut de membres de la famille pouvant se charger de l'exploitation des terrains;

e) pour ne pas avoir accompli les autres obligations imposées par la présente loi.

Art. 88. — Les bénéficiaires auxquels se rapportent les paragraphes 1 et 3 de l'article 78 et le paragraphe unique de l'article 79 pourront obtenir des adjudications gratuites de terrains dans les termes établis par la présente loi, s'ils réunissent les conditions exigées par celle-ci. Dans un tel cas, le bénéficiaire qui a obtenu une nouvelle concession de terrains perdra les droits dont il jouissait dans la concession antérieure.

Art. 89-95. —

CHAPITRE VI. — DE LA CONCESSION ET DE L'AGRANDISSEMENT DE BIENS COMMUNAUX.

Art. 96. — Le bénéfice que le n° 4 de l'article 3 de la présente loi concède aux Communes déjà existantes dans la République ou devant y être créées par la suite ne le sera qu'à ceux qui manquent d'aires communales ou n'en ont pas suffisamment pour leurs besoins et il consistera dans l'adjudication gratuite de terrains entourant le siège de la Commune en question, jusqu'à l'étendue de 2.500 hectares.

A défaut, dans la direction d'un des quatre vents, de terrains convenables jusqu'à une distance de deux kilomètres et demi du centre de la localité, la concession pourra être augmentée, si possible, dans d'autres directions, jusqu'à arriver auxdits 2.500 hectares, mais de manière que leur limite extrême ne soit pas éloignée de plus de cinq kilomètres du siège de la Commune, si l'étendue de celle-ci le permet.

Art. 97. — Dans les concessions et agrandissements d'aires communales faites à des Communes, seront comprises, autant que possible, d'accord avec leurs besoins, des terres de culture suffisantes pour satisfaire les nécessités des personnes ayant le droit d'obtenir des parcelles, ainsi que d'autres terres, montagnes, eaux, pâturages et ressources naturelles et de superficie exigées, qui seront exploitées en commun par tous les habitants de la Commune. Seront concédées en premier lieu les terres utilisables pour satisfaire les besoins de la communauté. Dans la concession de terres de culture, seront réputées comprises les eaux nécessaires.

Art. 98. — Pour la constitution ou l'agrandissement d'aires communales, on se conformera à la règle suivante: quant à la qualité, on choisira les meilleures terres, et, quant à leur emplacement, celles qui seront les plus rapprochées de la Commune demanderesse.

Art. 99. — L'étendue des terres à concéder sera en rapport avec les besoins de la Commune, et le nombre des parcelles avec celui des personnes qualifiées pour en obtenir.

En aucun cas, on ne fera de concessions excessives de terres incultes pour compenser le défaut de terres de culture.

Art. 100. — Les terres d'élevage ne pourront être partagées et distribuées entre les habitants d'une Commune qualifiés pour obtenir des parcelles. Toutefois, s'il y avait, conformément au présent chapitre de la présente loi, un nombre suffisant de travailleurs ayant le droit d'obtenir des terres, la Commune pourra demander pour eux une zone déterminée de terrain qui leur sera accordée en commun et avec la faculté d'y construire des maisons et des enclos à bétail aux fins d'élevage.

Art. 101-131. —

CHAPITRE VII. — EXPROPRIATION DE TERRAINS EN VUE DE CONSTITUER OU D'AGRANDIR LES BIENS COMMUNAUX DE COMMUNES.

Art. 132. — A défaut de terres incultes suffisantes et utiles, les concessions ou agrandissements d'aires communales dont il est question au Chapitre VI de la présente loi pourront avoir lieu de l'avis du Pouvoir Exécutif Fédéral, sur des terres de propriété publique ou particulière, après expropriation. A cet effet, seront déclarés d'utilité publique et sociale la constitution et l'agrandissement des aires communales des Communes indigentes.

Art. 133. — Les propriétés particulières affectées conformément à l'article précédent contribueront à la dotation en proportion de l'étendue de leurs superficies et de la qualité de leurs terrains, selon les modalités établies à l'article 134 de la présente loi.

Art. 134. — Seront considérées comme une seule propriété les différentes exploitations, séparées ou contiguës, appartenant au même propriétaire à l'intérieur de chaque État. Pareillement sera considérée comme une seule propriété celle qui appartient en commun à plusieurs personnes.

Art. 135. — En vue de la sélection des terres, on suivra la règle établie à l'article 98 de la présente loi. A conditions égales, seront affectées en premier lieu les exploitations et propriétés voisinant avec la Commune. Ce n'est que si les propriétés immédiatement contiguës ne sont pas utilisables d'après la présente loi, parce qu'elles ne possèdent pas de terres de bonne qualité ou n'en ont pas dans une mesure suffisante pour pourvoir à la concession ou à l'agrandissement demandé des aires communales, que l'on prendra en considération les exploitations ou propriétés contiguës aux premières, et ainsi de suite, jusqu'à obtenir l'étendue déterminée à l'article 96 de la présente loi.

Art. 136. — A conditions égales, les terres incultes, en premier lieu, et les propriétés publiques, en second lieu, seront affectées de préférence aux propriétés particulières.

Art. 137-143. —

CHAPITRE VIII. — DE L'OCCUPATION DES TERRES INCULTES.

Art. 144-148. —

CHAPITRE IX. — PRÉFÉRENCES.

Art. 149-151. —

CHAPITRE X. — DES OPPOSITIONS.

Art. 152-168. —

CHAPITRE XI. — DES APPELS.

Art. 169-173. —

CHAPITRE XII. — DISPOSITIONS FINALES.

Art. 174-180. —

Allemagne. — D. modifiant le d. concernant l'application dans la Sarre de l. et d. en matière d'habitations et de colonisation. — 18 janvier 1936. — RGbl., Teil I, n. 7, p. 40 (29 janvier 1936).

D. concernant la concession de terrains pour la petite colonisation. — 17 octobre 1936. — RGbl., Teil I, n. 97, p. 893 (20 octobre 1936).

Réglementation de la procédure ayant trait aux domaines paysans héréditaires. — 21 décembre 1936. — RGbl., Teil, I n. 121, p. 1082 (23 décembre 1936).

Argentine. — D. n. 70983 interdisant, sauf cas exceptionnels, la vente de terres publiques situées dans la zone frontalière à des citoyens du pays voisin; et soumettant à une autorisation du Gouvernement la vente desdites terres à des étrangers. — 3 décembre 1935. — B.O., n. 12496 (19 février 1936).

Australie (Commonwealth). — Règl. concernant les terres de la Couronne (*pâturages communs « commonage »*). — 6 avril 1936. — C. A. G., n. 36 (16 avril 1936).

O. n. 15 modifiant les o. de 1925 à 1934 concernant les propriétés foncières. — 7 avril 1936. — C. A. G., n. 38 (30 avril 1936).

Australie (Australie du Sud). — L. n. 2299 modifiant les dispositions de la l. n. 1923 de 1929 concernant les terrains de la Couronne se référant à la constitution de la Commission foncière. — 5 novembre 1936. — I Edw. VIII (1936).

Autriche (Confédération). — L. fédérale n. 207 modifiant la loi n. 243 de 1932 portant des modifications provisoires à la procédure des ventes aux enchères forcées. — BGbl., 50. Stück (27 juin 1936).

L. fédérale n. 349 concernant le démembrement de terrains dans le Burgenland. — BGbl., 85. Stück (26 octobre 1936).

Autriche (Carinthie). — L. n. 7 concernant le remembrement agricole. — 7 décembre 1935. — LGbl., 3. Stück (23 janvier 1936).

Bulgarie. — D. l. complétant la l. pour l'amélioration de la production agricole et la protection des biens ruraux. — 4 avril 1936. — D. V., n. 87 (22 avril 1936).

Canada (Manitoba). — L. modifiant la l. concernant les terres de la Couronne. — 19 mars 1935. — A. M., 24 & 25 Geo. V, ch. 9 (1934-1935).

- L. modifiant la l. concernant la propriété foncière. — 19 mars 1935. — A. M., 24 & 25 Geo. V, ch. 38 (1934-1935).
- L. modifiant la l. concernant la législation sur la propriété. — 6 avril 1935. — A. M., 24 & 25 Geo. V, ch. 24 (1934-1935).
- L. modifiant la l. concernant l'assiette des impôts en faveur des Provinces, sur certains terrains dans les Territoires non-organisés. — 6 avril 1935. — A. M., 24 & 25 Geo. V, ch. 50 (1934-1935).
- L. modifiant la l. concernant la législation sur la propriété. — 12 mars 1936. — A. M., 1 Edw. VIII, ch. 30 (1936).
- Canada (Saskatchewan).** — L. modifiant la l. sur les titres fonciers. — 21 février 1935. — S. P. S., 25 Geo. V, ch. 23 (1934-35).
- L. concernant l'utilisation de certains terrains (*possibilité de les déclarer inutilisables aux fins agricoles, etc.*). — 21 février 1935. — S. P. S., 25 Geo. V, ch. 62 (1934-35).
- L. concernant certains terrains des communautés agricoles. — 28 février 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 82 (1936).
- L. modifiant la l. concernant les titres fonciers. — 1^{er} avril 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 27 (1936).
- L. modifiant la l. concernant les « homesteads ». — 1^{er} avril 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 28 (1936).
- L. modifiant la l. de 1935 concernant l'utilisation des terres. — 1^{er} avril 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 81 (1936).
- L. modifiant la l. concernant le bornage. — 1^{er} avril 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 96 (1936).
- Chili.** — D. n. 116 approuvant le règl. visant l'application des art. 4 et 7 de la l. n. 5758 du 13 décembre 1935 (*personnes possédant la qualité de colons*). — 28 janvier 1936. — D. O., n. 17390 (11 février 1936).
- D. n. 907 fixant des règl. destinées aux particuliers qui désirent offrir en vente à l'Etat des biens immeubles de leur propriété. — 24 avril 1936. — D. O., n. 17479 (29 mai 1936).
- L. n. 5922, rectifiée, interdisant la propriété, la possession ou même la simple occupation pendant plus de cinq ans, de biens-fonds situés dans les départements que fixera le Président de la République, aux ressortissants de pays dans lesquels une interdiction analogue s'applique aux citoyens chiliens. — 25 septembre 1936. — D. O., n. 17589 (10 octobre 1936).
- D. n. 2262 modifiant le d. n. 1184 du 17 mai 1935 approuvant le règl. relatif à la l. concernant la colonisation agricole, (*Prévoit, dans des cas exceptionnels, la consolidation de prêts accordés aux colons et paiements échus, par transformation en nouveaux prêts remboursables en 20 ans au plus*). — 17 octobre 1936. — D. O., n. 17609 (4 novembre 1936).
- Colombie.** — L. n. 29 portant des dispositions concernant la colonisation, et modifiant l'art. 2 de la l. n. 132 du 9 décembre 1931 (1) relatif à la composition du Conseil national de l'agriculture. — 12 février 1936. — D. O., n. 23119 (25 février 1936).

(1) V. *Annuaire International de Législation Agricole*, XXI^{ème} Année 1931, p. 679 et s.

L. n. 34 modifiant certaines dispositions du Code fiscal, ainsi que les l. n. 47 de 1926 et n. 85 de 1920; complétant la l. n. 52 de 1931 (1); abrogeant la l. n. 75 de 1887; portant certaines mesures concernant les terrains incultes, et portant un nouvel alinéa premier de l'art. 1677 du Code civil (*colonisation, adjudication et acquisition des terrains incultes*). — 20 février 1936. — D. O., n. 23129 (7 mars 1936).

D. n. 526 désignant une Commission chargée d'étudier les zones destinées à la colonisation, en relation avec les l. n. 114 de 1922, 74 de 1926 et 29, art. 2, de 1936. — 12 mars 1936. — D. O., n. 23167 (25 avril 1936).

L. 149 fixant la proportion d'employés, «contratistas» et ouvriers colombiens dans les entreprises établies ou à établir dans le pays. — 31 octobre 1936. — D. O., n. 23342 (24 novembre 1936).

L. n. 170 prévoyant la construction de maisons et de fermes familiales pour les employés et ouvriers. — 25 novembre 1936. — D. O., n. 23357 (12 décembre 1936).

Danemark. — L. n. 75 portant des modifications et des adjonctions à la l. n. 163, du 14 mai 1934, concernant la création et l'agrandissement de petites exploitations agricoles, y compris les établissements d'horticulture et de jardinage, ainsi que l'allocation de lots destinés aux emplacements et aux jardins. — 31 mars 1936. — L. A., n. 10 (3 avril 1936).

Not. n. 138 portant le texte de la l. n. 163 du 14 mai 1934, modifiée en conformité de la l. n. 75 du 31 mars 1936, concernant la création et l'agrandissement de petites exploitations agricoles, y compris les établissements d'horticulture et de jardinage, ainsi que l'allocation de lots destinés aux emplacements et aux jardins. — 30 avril 1936. — L. A., n. 19 (28 mai 1936).

Equateur. — D. n. 10 modifiant la l. de 1932 concernant la propriété foncière (*évaluation et imposition*). — 15 janvier 1936. — R. O., n. 94 (21 janvier 1936).

D. n. 153 spécifiant que toute société civile ou de commerce, nationale ou étrangère, se livrant à l'exploitation de biens immeubles en Equateur, devra posséder son domicile légal dans le pays. — 10 mars 1936. — R. O., n. 143 (18 mars 1936).

D. n. 271 modifiant l'art. 1^{er} du d. n. 153 concernant les sociétés étrangères qui se livrent à l'exploitation de biens immeubles dans le pays. — 22 avril 1936. — R. O., n. 178 (30 avril 1936).

L. concernant les terres incultes et la colonisation. — 12 mai 1936. — R. O., n. 187 (12 mai 1936).

D. n. 288 réformant le Code de procédure civile (*expropriations, etc.*). — 13 juillet 1936. — R. O., n. 238 (13 juillet 1936).

Règl. concernant la cession de domaines agricoles appartenant à l'Etat (*par l'intermédiaire de la Banque hypothécaire*). — 13 juillet 1936. — R. O., n. 240 (15 juillet 1936).

D. n. 635 modifiant le règl. du 13 juillet 1936 concernant l'aliénation de domaines ruraux de l'Etat destinés au parcellement. — 17 août 1936. — R. O., n. 269 (20 août 1936).

D. n. 70 modifiant la l. concernant les terres incultes et la colonisation (*délais*). — 31 octobre 1936. — R. O., n. 331 (5 novembre 1936).

Espagne. — D. portant création de la Direction de l'Institut de la réforme agraire. — 3 mars 1936. — G. M., n. 65 (5 mars 1936).

Arr. déterminant quand il y a lieu de considérer que l'occupation d'un fonds a été pratiquée en fait (*réforme agraire*). — 4 mars 1936. — G. M., n. 66 (6 mars 1936).

D. disposant que l'Institut de la réforme agraire pourra déclarer d'utilité publique les fonds ruraux situés sur le territoire d'une ou de plusieurs communes et présentant les caractéristiques ci-après indiquées. — 20 mars 1936. — G. M., n. 88 (28 mars 1936).

Arr. relatif au Service central du cadastre. — 31 mars 1936. — G. M., n. 94 (3 avril 1936).

D. relatif à l'Institut de la réforme agraire. — 7 mai 1936. — G. M., n. 129 (8 mai 1936).

L. abrogeant la l. du 1^{er} août 1935 et déclarant en vigueur la l. sur la réforme agraire du 15 septembre 1932 et les articles ci-après énumérés du décret du 20 mars 1936. — 18 juin 1936. — G. M., n. 171 (19 juin 1936).

Estonie. — L. portant extension à la l. du Fonds de colonisation. — R. T., n. 24 (1936).

L. modifiant la l. relative à la cession de la propriété des terres de l'Etat. — R. T., n. 10 (1936).

L. réglant les expropriations dans les propriétés foncières morcelées par la frontière entre l'Estonie et la Lettonie. — R. T., n. 102 (1936).

Etats-Unis d'Amérique (Confédération). — L. concernant la renonciation à toute juridiction exclusive sur les terrains destinés aux projets de colonisation intérieure ou de bonification rurale; autorisant des paiements en faveur des Etats fédérés, des unités administratives et des autorités fiscales locales au lieu des impôts grevant lesdits terrains; et visant d'autres buts. — 29 juin 1936. — P., n. 845,74th, Congress, H. R. 12876 (1936).

Etats-Unis d'Amérique (Iles Philippines). — L. n. 18 modifiant l'art. 13 de la l. n. 4197 dite « l. encourageant et favorisant l'occupation et la culture des terrains publics inoccupés en ce moment par l'établissement de districts de colonisation; allouant la somme d'un million de pesos et visant d'autres buts » par l'autorisation de l'emploi du fonds alloué pour la construction de routes et de ponts. — 2 janvier 1936. — O. G., n. 22 (20 février 1936).

L. n. 20 autorisant le Président des Iles Philippines à ordonner des procédures d'expropriation ou de négocier en vue de l'acquisition de parties de grandes propriétés foncières utilisées comme lots d'habitation pour les revendre au prix d'achat aux occupants de bonne foi et allouant les fonds nécessaires. — 11 juillet 1936. — O. G., n. 94 (6 août 1936).

Finlande. — D. n. 126 portant application de la l. concernant le rachat de terrains affermés situés dans les zones à population dense. — 10 mars 1936. — F. F., n. 126 (10 mars 1936).

Rés. du Conseil d'Etat n. 200 portant le régl. pour l'administration des propriétés dont la gestion ressortit à la compétence de l'administration de l'agriculture. — 30 avril 1936. — F. F., n. 188-200 (12 mai 1936).

Rés. n. 324 du Conseil d'Etat modifiant l'instruction pour les caisses de colonisation des communes rurales. — 22 octobre 1936. — F. F., n. 323-326 (31 octobre 1936).

L. n. 323 modifiant l'art. 4 de la l. concernant les travaux spéciaux de colonisation. (*Conformément à la résolution du Riksdag, l'art. 4 de la l. du 10 janvier 1934, concernant les travaux spéciaux de colonisation, est modifié comme suit: art. 4: la durée de validité de la présente l. est prorogée jusqu'à la fin de l'année 1937.*) — 23 octobre 1936. — F. F., n. 323-326 (31 octobre 1936).

L. n. 333 concernant les fonds destinés à la colonisation. — 6 novembre 1936. — F. F., n. 332-339 (10 novembre 1936).

L. n. 334 abrogeant certaines dispositions concernant les propriétés destinées à la colonisation et portant des mesures y relatives. — 6 novembre 1936. — F. F., n. 332-339 (10 novembre 1936).

L. n. 335 portant des restrictions aux délais établis pour les actions judiciaires en vue du rachat des terrains affermés. — 6 novembre 1936. — F. F., n. 332-339 (10 novembre 1936).

L. n. 336 concernant la suppression de l'administration de colonisation. — 6 novembre 1936. — F. F., n. 332-339 (10 novembre 1936).

L. n. 337 concernant la création auprès du Ministère de l'agriculture d'une section pour les questions ayant trait à la colonisation. — 6 novembre 1936. — F. F., n. 332-339 (10 novembre 1936).

L. n. 339 modifiant la l. qui modifie les régl. visant la procédure à suivre pour les opérations de morcellement. — 6 novembre 1936. — F. F., n. 332-339 (10 novembre 1936).

L. n. 385 portant réduction des annuités à payer par les détenteurs de propriétés foncières destinées à la colonisation. — 18 décembre 1936. — F. F., n. 383-387 (19 décembre 1936).

L. n. 446 concernant le rachat de la part de l'Etat de propriétés foncières destinées à la vente forcée aux enchères. — 30 décembre 1936. — F. F., n. 446-454 (31 décembre 1936).

Rés. du Conseil d'Etat n. 460 concernant l'application de la l. du 18 décembre 1936, portant réduction des annuités à payer par les détenteurs de propriétés foncières destinées à la colonisation. — 30 décembre 1936. — F. F., n. 455-461 (31 décembre 1936).

France. — D. étendant à l'Algérie les dispositions du décret du 30 octobre 1935 portant modification du régime de la transcription. — 11 mars 1936. — J. O., n. 63 (14 mars 1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord. — Régl. concernant les petites propriétés et les parcelles (*allotments*) (*achats obligatoires*). — 7 mars 1936. — S. R. & O., n. 195 (1936).

- L. concernant l'enregistrement des biens-fonds. — 14 juillet 1936. — 26 Geo. 5. & 1 Edw. 8., chap. 26 (1936).
- L. concernant les dîmes (*abolition des charges foncières y relatives*). — 31 juillet 1936. — 26 Geo. 5. & Edw. 8., ch. 43 (1936).
- Chypre.** — L. n. 11 réglementant l'achat de propriétés immobilières par des étrangers. — 24 avril 1936. — Suppl. No. 1 au C. G., n. 2511 (24 avril 1936).
- Rhodésia du Sud.** — L. n. 31 modifiant la loi de 1930 concernant l'allocation de terres. — 19 juin 1936. — S. R. G. G., n. 49 (4 décembre 1936).
- Grèce.** — D. modifiant certaines dispositions de l'art. 1^{er} du décret du 21 février 1934 sur les modalités de la distribution et de l'exploitation des terres asséchées en Macédoine. — 25 février 1936. — J. O., n. 120 (5 mars 1936).
- D. l. modifiant et complétant les l. 5783, 5800, etc. concernant la distribution des terres asséchées en Macédoine. — 26 août 1936. — J. O., n. 387 (3 septembre 1936).
- Guatemala.** — D. n. 1784 promulguant la l. agraire de la République du Guatemala. — 10 février 1936. — D. C. A., Tome XV, n. 83 (11 février 1936).
- L. agraire (*titre I: Domaine de l'Etat; titre II: Domaine municipal; titre III: Procédure; titre IV: Dispositions finales*). — 29 avril 1936. — D. C. A., Tome XVI, n. 72 (28 mai 1936).
- Hongrie.** — L. n. XI concernant les fidéicommiss de famille et les petites propriétés fidéicommissaires (*dispositions réglementant une éventuelle liquidation des fidéicommiss, leur nouvelle forme et créant la petite propriété fidéicommissaire*). — 19 mai 1936. — 1936. O. T., n. 5 (19 mai 1936).
- L. n. XII modifiant et complétant les dispositions légales en vigueur concernant le traitement centralisé en matière cadastrale des chemins de fer et des canaux. — 19 mai 1936. — 1936. O. T., n. 5 (19 mai 1936).
- L. n. XXVII concernant la colonisation intérieure et portant des mesures de politique agraire. — 13 juillet 1936. — 1936. O. T., n. 9 (15 juillet 1936).
- Inde (Madras).** — L. n. I modifiant la l., n. VIII, de 1934 concernant la propriété foncière (*de modification*). — 16 décembre 1935. — F. S. G. G., n. 1 (7 janvier 1936).
- L. n. VI modifiant ultérieurement la l. de 1908 concernant les propriétés foncières. — 27 mars 1936. — F. S. G. G., n. 9 (31 mars 1936).
- L. n. XIII concernant les propriétés foncières (*2^{ème} modification*). — 29 avril 1936. — F. S. G. G., n. 13 (5 mai 1936).
- L. n. XVIII modifiant la l. de 1908 concernant les propriétés foncières et la l. de modification de 1934. — 27 octobre 1936. — F. S. G. G. extraordinary, n. 3 (31 octobre 1936).
- Italie.** — D.-l. royal n. 143 prorogeant jusqu'au 31 décembre 1936 l'application du d.-l. royal du 30 décembre 1932, n. 3244 concernant les « tratturi » et « trazzere » royaux. — 9 janvier 1936. — G. U., n. 35 (12 février 1936).

D. royal n. 1706 modifiant les règl. en vigueur concernant les « traturu » et les « trazzere ». — 16 juillet 1936. — G. U., n. 224 (26 septembre 1936).

Japon. — O. impériale n. 23 portant suppression de l'organisation de la Commission d'enquête sur le plan de colonisation du Hokkaidô. — 5 mars 1936. — K., n. 2751 (6 mars 1936).

L. n. 37 concernant les exceptions à l'application de la l. sur le remembrement des terres cultivées à l'occasion de l'application de la l. sur la revision de la valeur locative des terrains. — 30 mai 1936. — K., n. 2822 (1^{er} juin 1936).

L. n. 43 concernant la société par actions pour la colonisation de Formose. — 2 juin 1936. — K., n. 2824 (3 juin 1936).

O. impériale n. 228 concernant la société par actions pour la colonisation de la Micronésie japonaise. — 25 juillet 1936. — K., n. 2870 (27 juillet 1936).

O. impériale n. 238 concernant l'application de la l. sur la société par actions pour la colonisation de Formose. — 29 juillet 1936. — K., n. 2873 (30 juillet 1936).

O. impériale n. 470 concernant l'application à la Corée de la l. foncière pour les étrangers. — 26 décembre 1936. — K., n. 2997 (28 décembre 1936).

O. impériale n. 471 amendant l'ordonnance impériale concernant l'application de la l. foncière pour les étrangers. — 26 décembre 1936. — K., n. 2997 (28 décembre 1936).

Japon (Corée). — O. n. 1 du Gouvernement général de la Corée concernant les poteaux d'arpentage des terres en Corée. — 6 février 1936. — K., n. 2742 (25 février 1936).

Arr. n. 45 du Gouvernement général de la Corée portant la date de l'entrée en vigueur (au 18 juin 1936) de l'o. sur la société par actions pour la colonisation de la Corée et de la Mandchourie. — 17 juin 1936. — K., n. 2880 (7 août 1936).

Arr. n. 56 du Gouvernement général de la Corée fixant (au 15 juillet 1936) la date de l'entrée en vigueur de l'ordonnance concernant les poteaux d'arpentage des terres en Corée. — 14 juillet 1936. — K., n. 2927 (2 octobre 1936).

Arr. n. 57 du Gouvernement général de la Corée portant le règl. pour l'application de l'o. sur les poteaux d'arpentage des terres en Corée. — 14 juillet 1936. — K., n. 2927 (2 octobre 1936).

Japon (Karafuto). — Arr. n. 3 du Gouvernement de Karafuto portant la liste des productions principales aux fins visées par le n. 2 de l'art. 1^{er} de l'arr. n. 14 de 1914 sur la concession spéciale des terres incultes appartenant au domaine de l'Etat à Karafuto. — 5 mars 1936. — K., n. 2786 (18 septembre 1936).

Arr. n. 5 du Gouvernement de Karafuto, amendant le règl. pour l'application de l'arr. concernant la concession spéciale de terres incultes appartenant au domaine de l'Etat à Karafuto. — 5 mars 1936. — K., n. 2786 (18 septembre 1936).

Lithuanie. — L. modifiant la l. sur l'organisation agraire (*remembrement des terres*). — 31 janvier 1936. — J. O., n. 521.

L. modifiant la l. sur l'organisation agraire (*remembrement des terres*). — 3 décembre 1936. — J. O., n. 559.

Mexique. — L. concernant l'expropriation. — 23 novembre 1936. — D. O., Tome XCIX, n. 20 (25 novembre 1936).

Norvège. — L. n. 1 portant des modifications à la législation sur le régime allodial. — 16 juillet 1936. — N. L., n. 28 (27 juillet 1936).

Paraguay. — D. l. n. 1060 réformant la l. agraire. (*Institution d'un conseil de réforme agraire. Distribution de lots de terre aux agriculteurs. Colonisation privée. Education agraire. Rationalisation. Financement, etc.*). — 5 mai 1936. — G. O., n. 19 (6 mai 1936).

Pérou. — L. n. 8305 autorisant le Gouvernement à promulguer le projet du Code civil, modifié s'il y a lieu. — Code civil. — 2 juin et 30 août 1936. — E. P., III^{ème} trimestre, n. 200 (8 septembre 1936).

Pologne. — Arr. des Ministres des finances et de la justice, pris de concert avec le Ministre de l'agriculture et des réformes agraires, sur le mode d'exclusion des terrains des propriétés foncières appartenant à des majorats ou autres exploitations rurales constituant des fidéicommiss ou visées par d'autres limitations permanentes du droit de propriété. — 31 janvier 1936. — D. U., n. 9, texte 92 (6 février 1936).

Arr. du Conseil des Ministres sur la fixation d'un plan de parcellement pour 1937. — 7 février 1936. — D. U., n. 11, texte 109 (15 février 1936).

Arr. du Ministre de l'agriculture et des réformes agraires, pris de concert avec les Ministres des finances et de la justice, sur les modifications à apporter à l'arr. du 7 décembre 1926, relatif à la l. sur l'exécution de la réforme agraire. — 9 avril 1936. — D. U., n. 28, texte 233 (20 avril 1936).

Arr. du Ministre de l'agriculture et des réformes agraires et du Ministre de la justice, sur la modification de l'arr. d'application de la l. relative au remembrement des terrains. — 11 mai 1936. — D. U., n. 42, texte 309 (30 mai 1936).

Arr. du Ministre des finances sur la classification des terrains constituant la propriété de l'Etat. — 19 mai 1936. — D. U., n. 47, texte 342 (25 juin 1936).

Roumanie. — Arr. n. 113026 approuvant le cahier de charges-type pour l'exécution des travaux techniques d'application des l. de réforme agraire et de la l. organisant le cadastre foncier. — 27 février 1936. — M. O., n. 50 (29 février 1936).

D. royal n. 2372 modifiant certains articles du règlement d'application de la l. concernant la réforme agraire en Transylvanie, Banat, Crisana et Maramures. — 26 octobre 1936. — M. O., n. 259 (6 novembre 1936).

Suède. — Arr. royal n. 212 concernant l'activité visant l'acquisition de terres dans les provinces de Västerbotten et de Norrbotten. — 29 mai 1936. — S. F., n. 212 et 213 (2 juin 1936).

L. n. 318 modifiant l'art. 1 de la l. du 18 juin 1926, n. 336, concernant le remembrement des propriétés foncières rurales. — 19 juin 1936. — S. F., n. 316-319 (26 juin 1936).

Arr. royal n. 356 modifiant les dispositions établissant les limites dans lesquelles le livre foncier de la Couronne devra être tenu. — 26 juin 1936. — S. F., n. 356-372 (30 juin 1936).

Arr. royal n. 358 modifiant certains points du décret du 13 juin 1908, n. 74, concernant le registre foncier. — 26 juin 1936. — S. F., n. 356-372 (30 juin 1936).

Arr. royal n. 368 modifiant les art. 1 et 4 du d. du 17 décembre 1920, n. 850, concernant l'arpentage. — 26 juin 1936. — S. F., n. 356-372 (30 juin 1936.)

Arr. royal n. 369 portant certaines modifications à l'instruction du 11 novembre 1927, n. 407, concernant les arpenteurs. — 26 juin 1936. — S. F., n. 356-372 (30 juin 1936).

Suisse (Confédération). — O. tendant à favoriser la colonisation intérieure et à faciliter l'établissement de citoyens suisses dans d'autres pays d'Europe. — 14 décembre 1936. — R. L. F., n. 47 (16 décembre 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 66/1221 du C. E. C. et du S. C. P. portant réorganisation de la Direction des affaires de colonisation intérieure. — 10 juillet 1936. — S. Z. R., n. 37, texte 322 (4 août 1936).

Union Sud-africaine. — L. n. 18 instituant une fondation pour les indigènes de l'Afrique du Sud et définissant ses buts; portant des dispositions concernant l'acquisition et l'occupation de terrains par les indigènes et autres personnes; modifiant la l. n. 27 de 1913 (*concernant les terrains des indigènes*) et visant d'autres buts connexes. — 19 juin 1936. — U. S. A. G. G., Extraordinary, n. 2362 (19 juin 1936).

L. n. 30 modifiant la législation concernant l'occupation et l'acquisition de biens-fonds dans la Province du Transvaal par des asiatiques et personnes de couleur et réglementant des matières connexes. — 24 juin 1936. — U. S. A. G. G., Extraordinary, n. 2365 (24 juin 1936).

Vénézuéla. — L. concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique (*Titres: I généralités; II déclaration; III procédure; IV accord et évaluation; V paiement; VI occupation temporaire; VII disposition finale*). — 14 juillet 1936. — G. O., n. 19013 (21 juillet 1936).

Règl. visant l'application de la l. concernant les terres incultes et les biens communaux. — 21 août 1936. — G. O., numéro extraordinaire (3 septembre 1936).

D. portant une réglementation concernant le cadastre des terres incultes. — 21 août 1936. — G. O., numéro extraordinaire (3 septembre 1936).

D. ordonnant d'effectuer le cadastre des biens nationaux. — 27 octobre 1936. — G. O., n. 19095 (27 octobre 1936).

Yougoslavie. — Règl. visant l'application de l'ordonnance du 14 octobre 1936 modifiant et complétant les l. du 3 décembre 1928 et du 25 novembre 1930 concernant les terres de « begluks » en Bosnie-Herzégovine, ainsi que la l. du 12 août 1933 modifiant les l. concernant la réforme agraire en Bosnie-Herzégovine. — 17 novembre 1936. — S. N., n. 273-LXVIII (25 novembre 1936).

XÈME PARTIE

LÉGISLATION CONCERNANT LES RAPPORTS ENTRE CAPITAL ET TRAVAIL DANS L'AGRICULTURE

CHAPITRE I

LÉGISLATION CONCERNANT LES CONTRATS AGRICOLES ET LES EXPLOITATIONS RURALES

Finlande. — L. n. 120 concernant le rachat de terrains affermés situés dans les zones à population dense. — 28 février 1936. — F.F., n. 120 (3 mars 1936).

Il est édicté par la présente ce qui suit, en conformité de la décision prise par la Diète et suivant l'ordre prévu dans l'art. 67 du règlement sur le régime parlementaire.

Art. 1^{er}. — Tout cultivateur qui a affermé, avec droit d'usufruit, un terrain appartenant à un tiers sur le territoire d'une agglomération à population dense, ou sur un domaine soumis à un plan d'aménagement, ou sur un terrain à bâtir dans une région rurale, qui, à cause de la densité de la population est assimilé au précédent, ou encore qui est situé sur un terrain semblable ou sur un terrain soumis à un plan d'aménagement faisant partie des domaines d'un village et qui y possède une maison d'habitation dont il fait un usage permanent et qui, avec la terre affermée, sert principalement à satisfaire un tel but, est autorisé, en vertu de cette loi, à racheter la terre affermée ou une partie de celle-ci. Cette opération sera permise en vue d'en faire un emplacement d'habitation de la façon indiquée ci-après, dans le cas où les rapports de location relatifs à ladite terre auraient existé avant le 12 mars 1921, et si ces mêmes rapports existent encore lors de la mise en vigueur de cette loi, soit sur la base d'un contrat antérieur, soit sur la base d'un contrat nouveau. Le même droit est également conféré au cultivateur labourant une terre appartenant au territoire d'une ville et non incorporée à celle-ci, bien qu'une telle incorporation, vu le développement naturel de la ville, soit nécessaire. Il en sera de même pour l'usufruitier exploitant une terre incorporée à la ville après ladite date et pour laquelle aucun plan d'aménagement n'a

été établi avant la mise en vigueur de cette loi, ou encore dont il n'aurait pas été disposé, antérieurement à cette époque par les soins de la ville, en sa qualité de propriétaire de la terre envisagée, en faveur de l'activité de la construction d'habitations à bon marché

Tout cultivateur qui tient à ferme un terrain rural, dont il a été fait mention dans l'article 7 de la loi du 23 avril 1926 portant sur le rachat de terres affermées appartenant aux domaines servant à la résidence des fonctionnaires d'Etat, ainsi que sur la manière de disposer de ces domaines, a le droit de racheter ladite terre affermée, aux conditions établies par les dispositions de la présente loi.

En ce qui concerne le rachat, s'il y a, sur le terrain incorporé au territoire de la ville, une tenure corvéable ou une petite cabane, qui n'appartiendront pas strictement au terrain soumis au plan d'aménagement même après une extension éventuelle de la superficie habitée de la ville, seront appliquées par analogie les dispositions de la loi du 15 octobre 1918 sur le rachat des terrains affermés, et des lois des 10 juillet 1919, 11 juin 1920 et 19 mai 1925 portant modification à ladite loi.

Toute demande de rachat doit être introduite avant la cessation des rapports d'affermage en question et dans le délai d'un an au plus tard après l'entrée en vigueur de cette loi.

Art. II. — Le droit au rachat n'existera pas:

1) si le cultivateur a perdu ses droits d'affermage en vertu d'un jugement du tribunal; et

2) dans le cas où le terrain affermé ferait partie de terres rurales constituant des biens de l'Eglise suivant les dispositions de l'article 304 de la loi ecclésiastique du 6 décembre 1869.

Art. III. — Dans le cas présumé où la nécessité s'imposerait de destiner à des besoins généraux un terrain affermé, situé sur les domaines appartenant à l'Etat, à la commune, à une communauté ou à une agglomération à population dense, il peut être enjoint au cultivateur de déguerpir à la condition toutefois de lui assigner un autre terrain susceptible de lui servir, selon toute justice, de terrain d'habitation, et, autant que possible, de lui donner des avantages équivalents à ceux dont il a joui précédemment.

Il en sera de même s'il devient indispensable, aux effets de la réglementation relative à l'exécution du plan d'aménagement des villes, de renvoyer le cultivateur en vue de l'établissement sur un autre terrain.

Le déguerpissement du cultivateur peut avoir lieu même si la séparation du terrain affermé d'avec la ferme principale est préjudiciable, dans une mesure considérable, à l'usage et à l'exploitation rationnels des bâtiments et des propres cultures de la ferme principale et de ses dépendances ayant des cultures en commun avec elle et appartenant au même propriétaire foncier. Il en sera de même si le bailleur a besoin

du terrain affermé pour y établir une industrie projetée par lui ou pour agrandir une industrie y installée antérieurement, ou encore si le terrain affermé est situé dans un endroit qui paraît particulièrement propre à faire prospérer un établissement industriel, ou qui, vu sa susceptibilité de donner un emploi utile à une telle activité, a une valeur manifestement supérieure à celle du terrain affermé, dans le cas où ce terrain continuerait à servir de terrain d'habitation au cultivateur.

Sont considérés, également, comme établissements industriels: les entrepôts, chemins de fer, tramways, constructions pour l'Administration, dépendances, les bâtiments d'habitation pour les fonctionnaires et les ouvriers de l'entreprise, et toute autre construction ou installation semblable.

Si le déguerpissement du cultivateur n'est pas possible, ou s'il était si cher qu'il ne répondrait guère au but cherché, le droit de rachat pourra être refusé dans les cas mentionnés ci-dessus, mais le bailleur est tenu, dans cette hypothèse, de racheter les bâtiments appartenant au cultivateur et de lui rembourser les améliorations foncières qu'aurait faites celui-ci sur le terrain affermé avant la mise en vigueur de cette loi.

On pourra accorder des sursis pour le déguerpissement dans l'hypothèse prévue ci-dessus, dans cet article, jusqu'au moment où le terrain visé serait affecté au but qu'on a en vue; toutefois le sursis ne devra pas dépasser dix ans à compter de la date de l'arrêt définitif relatif au déguerpissement. On devra établir en même temps, compte tenu des dispositions y relatives de l'article 5, alinéa 1^{er}, quel est le terrain appartenant au terrain affermé qui sera mis à la disposition du cultivateur, au lieu de celui qui a été détaché de sa terre, et en attendant l'exécution de son déguerpissement.

Art. IV. — Le bailleur et le cultivateur ont toute latitude, sans que cette loi y mette obstacle, de s'accorder de plein gré sur l'abandon au cultivateur, soit du terrain affermé visé dans cette loi, soit d'un autre terrain en remplacement du premier, ainsi qu'en ce qui concerne la continuation des rapports nés de l'affermage dont il s'agit ou encore en ce qui concerne le rachat du terrain affermé, en vue de la reprise de possession par le bailleur; toutefois seront observées, lors de la séparation d'un terrain d'avec la ferme principale, les dispositions prévues sur ce point dans les articles 21, 22 et 24 de la présente loi.

Art. V. — Devront être considérés comme appartenant au terrain affermé qui fait l'objet de rachat d'après les dispositions de la présente loi, le terrain nécessaire pour l'habitation de même que le terrain s'y rattachant directement et se trouvant entre les mains du cultivateur. Le terrain peut être augmenté ou réduit, si l'utilité

en est évidente. Toutefois un terrain dépassant deux mille mètres carrés ne sera pas rachetable aux termes de la présente loi, à moins qu'un aménagement rationnel commande le rachat d'un terrain d'une superficie plus étendue.

Dans le cas où, pour une zone dans laquelle est situé le terrain affermé, ont déjà été établis ou sont établis un plan d'aménagement pendant la procédure de rachat, ou bien des prescriptions concernant la destination dudit terrain, on devra, en déterminant la parcelle faisant l'objet de rachat au fermier, se conformer audit plan d'aménagement ou auxdites prescriptions.

Dans le cas, où un plan d'aménagement a été arrêté, on devra, autant que possible, assigner au fermier un terrain destiné à devenir, suivant le plan d'aménagement, un terrain d'habitation, et qui corresponde à son terrain affermé.

Si un plan de construction a été fixé pour le terrain sur lequel est situé le terrain affermé, ou si un plan de construction est fixé pour ce terrain pendant la procédure de rachat, l'on doit autant que possible, en séparant la parcelle destinée à l'habitation, se conformer au plan de construction.

Art. VI. — Si le bailleur et le cultivateur s'accordent au sujet de la superficie du terrain qui doit être racheté, cet accord [doit être suivi et observé, à moins que la réglementation de l'établissement de la population, suivant les dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 5, n'obligent à s'en écarter.

Art. VII. — S'il y a, sur le terrain affermé qui sera racheté sur la base de cette loi, pour demeurer en propre au cultivateur, des bâtiments dont le bailleur est propriétaire, occupés par le cultivateur et qui sont nécessaires pour l'exploitation future dudit terrain par le cultivateur, celui-ci doit être mis en état de les racheter. Dans le cas où le bailleur l'exigerait et où de tels bâtiments ne répondraient plus, pour lui, à leur utilité première, après le rachat du terrain affermé, le cultivateur sera enjoint de les acheter également.

Art. VIII. — Le prix de rachat du terrain à racheter, avec les avantages y relatifs, sera déterminé au prix courant du lieu envisagé à l'époque où la demande relative au rachat est introduite. Les améliorations foncières exécutées sur le terrain affermé par le cultivateur ou par son prédécesseur immédiat ne sont pas comptées dans le prix de rachat.

Art. IX. — Le prix de rachat des constructions se trouvant sur le terrain affermé et appartenant au bailleur, et qui doivent être rachetées par le cultivateur, sera fixé au prix courant du lieu visé à l'époque où la demande de rachat est déposée. Si le cultivateur, qui a exigé que le rachat ait lieu, ou celui de ses prédécesseurs immédiats dont il a reçu le droit d'affermage en question par héritage ou

contre paiement d'un titre translatif de ladite possession, a construit des bâtiments ou les a améliorés pendant le temps où il les a occupés, il sera opéré une déduction sur le prix courant portant sur la partie de la valeur des bâtiments qui est inhérente aux travaux de construction et aux améliorations. Cette déduction n'aura pas lieu en cas de remboursement y relatif déjà fait au cultivateur sous la forme d'un fermage réduit, ou sous la forme d'années sans paiement de fermage ou d'une autre compensation quelconque, destinée à représenter un avantage équivalent.

Art. X. — *Omissis.*

Art. XI. — Si les ayants cause s'accordent sur le prix de rachat, il faut que cet accord soit suivi et observé, nonobstant les règles prescrites ci-dessus.

Art. XII. — Si le cultivateur est une personne appartenant à la population qui n'est pas fixée à la terre d'une manière stable, et qui est prévue par l'article 76 de la loi du 15 octobre 1918, portant sur le rachat des terrains affermés, ou si l'on juge, vu les conditions financières, les revenus ou les possibilités de cette personne de tirer profit de son travail, qu'elle ne pourrait pas, sans l'intervention de l'Etat, s'acquitter du prix de rachat du terrain à détacher pour elle en vertu de cette loi, le prix de rachat sera avancé par l'Etat sous la forme d'obligations à cinq pour cent ou en argent comptant ou encore partiellement sous les deux formes. Le prix de rachat ne peut cependant pas être avancé sur les fonds d'Etat, si le terrain visé a été racheté sur les domaines d'une ville ou si le prix de rachat est inférieur à mille marks.

Art. XIII. — Le prix de rachat, payé avec l'avance de l'Etat, doit être remboursé à ce dernier par l'occupant par annuités de six pour cent, dont cinq pour cent à titre d'intérêt du capital non payé à cette époque et 1 % à titre d'amortissement du capital.

Dans le cas où le terrain affermé aurait été racheté par le cultivateur mentionné dans l'article 12, sur les domaines de l'Etat ou sur ceux d'une ville, devront être suivies et observées à cet égard les dispositions de l'alinéa 1^{er}.

Le prix de rachat peut également être remboursé par des annuités supérieures à celles dont il a été parlé ci-dessus ou versé en même temps en une seule fois selon les dispositions à prendre par arrêté y relatif.

Art. XIV. — Lorsque le cultivateur, pour les raisons indiquées dans l'article 3, alinéa 1^{er}, doit se transférer sur un terrain nouveau, et quitter celui occupé par lui jusque-là, les frais de cette sortie sont à la charge de l'Etat, de la commune, de la communauté ou de la localité à population plus dense.

Si, pour les motifs exposés dans l'article 3, alinéa 2, le cultivateur doit déménager, la commune est tenue de payer les frais y

afférents; toutefois, ces frais de déménagement peuvent être avancés sur les fonds publics, de la manière prescrite pour le paiement de tels frais lors du partage de terres.

Quand il s'agit d'un déguerpissement du cultivateur dans les conditions prévues dans l'article 3, alinéa 3, il appartient au propriétaire foncier de prendre ces frais à sa charge.

Doivent être uniquement considérés comme frais de déménagement qui sont occasionnés par la démolition des bâtiments, le transport et la reconstruction de ces bâtiments dans leur état primitif, et en plus les frais pour les matériaux nouveaux indispensables, pour le creusement de puits, la construction de routes et fossés de décharge ainsi que pour l'établissement de plans pour l'emplacement de l'habitation et la clôture de cet emplacement.

Art. XV-XXIV. —

Art. XXV. — Les dispositions des lois du 11 mars 1921 concernant la sécurité contre l'expulsion, à donner au cultivateur pendant la procédure de rachat de terrains affermés, ainsi que l'usage limitatif des terrains boisés des zones où il y a des terrains affermés soumis aux mesures de rachat, doivent être observées, au sujet des points susceptibles d'application analogue, également pour les terrains affermés visés par la présente loi.

Art. XXVI. — Si un immeuble, sur les domaines duquel un terrain affermé sera racheté en vertu de cette loi, est grevé d'une créance sur la base d'une hypothèque ou suivant les dispositions concernant le droit d'achat impayé, ou sur la base d'un droit de perception d'un revenu déterminé sous la forme d'argent ou de produits, l'immeuble racheté sera libéré d'une telle charge et le créancier jouira en retour du même droit au prix de rachat qu'il avait antérieurement dans ledit immeuble.

Si un accord volontaire sur le prix de rachat est intervenu, ou si le terrain affermé ou un autre terrain en remplacement de celui-ci est concédé au cultivateur, de bon gré, pour lui demeurer en propre, le consentement du créancier hypothécaire est indispensable pour obtenir l'exonération mentionnée à l'alinéa 1^{er}. En cas de non obtention de ce consentement, l'immeuble sera cependant affranchi d'une telle charge, si l'on juge que le reste de l'immeuble, dans l'évaluation qui en serait faite, répond pleinement à la valeur de la créance ou du droit envisagé à l'alinéa 1^{er}, ou si le prix de rachat ou celui d'achat est en rapport avec le prix courant et si l'on réduit de la façon indiquée à l'article 55 de la loi du 15 octobre 1918 relative au rachat de terrains affermés.

.
Art. XXVII. — Lorsque la procédure de rachat a été intentée suivant les prescriptions de la présente loi ou lorsque le terrain visé

a été abandonné de plein gré et affranchi des droits, mentionnés à l'article 26, alinéa 1^{er}, dont l'immeuble est grevé et quand l'affranchissement a été inscrit sur le registre des immeubles saisis, l'abandon de l'immeuble ne peut pas faire obstacle à la séparation du terrain faite en vue d'en former un immeuble indépendant.

Art. XXVIII. — Quand l'immeuble a été affranchi de la responsabilité d'une créance ou d'un droit de perception d'un revenu déterminé sous la forme d'argent ou de produits, comme cela est prévu à l'article 26, le bureau d'arpentage est tenu d'en informer par écrit le tribunal compétent de première instance, et cet affranchissement doit être inscrit au registre des hypothèques, et l'inscription faite au registre des immeubles saisis doit être rayée.

Art. XXIX. — Les dispositions des articles 37, 39-41, 43-47, 50, 55-57, 59 alinéa 1^{er}, 61, 70, 71, 73 et 74 de la loi relative au rachat de terrains affermés, promulgués le 15 octobre 1918, et de l'article 59, dans la forme donnée par la loi du 10 juillet 1919, auront effet, quant aux points susceptibles d'une application analogue, en ce qui concerne les terrains affermés rachetables aux termes de la présente loi.

Art. XXX. — Lors du rachat de terrains affermés, sis sur les domaines des propriétés constituant la résidence des ecclésiastiques ou des sacristains-organistes des paroisses luthériennes ou catholiques-grecques, et visés dans cette loi, les dispositions de la loi du 18 mars 1921, — article 1^{er}, alinéa 2, article 2, article 3, alinéa 3, et articles 4-6 — relative au rachat de tenures corvéables et des petites tenures dépendant des susdites propriétés devront être suivies et observées. A tous autres égards, les dispositions de la présente loi devront servir de règle pour le rachat de ces terrains affermés.

Art. XXXI-XXXIII. —

Art. XXXIV. — Si un immeuble, dont le rachat a eu lieu pour une personne mentionnée à l'article 12, et suivant les dispositions de la présente loi, est concédé à une personne autre qu'une telle personne, avant que la créance de l'Etat ou celle d'une ville ait été entièrement payée, ladite créance sera considérée comme immédiatement échue.

Art. XXXV. — Tout immeuble, qui a été racheté en vertu de la présente loi, ne sera pas soumis à la législation relative aux tenures de colonisation.

Art. XXXVI. — Des dispositions détaillées seront édictées par décret pour la mise à exécution de la présente loi.

Art. XXXVII. — Les rapports d'affermage se rapportant à un terrain affermé envisagé dans cette loi, qui ont existé avant le 12 mars 1921 et qui, sur la base d'un accord de location existant alors ou sur la base d'un accord de location nouveau, se terminent avant

le 14 mars 1937, sont considérés comme prorogés et valables jusqu'à la dernière date susmentionnée.

Art. XXXVIII. — La présente loi entrera en vigueur le 10 mars 1936.

Allemagne. — Arr. de l'office d'administration concernant la conclusion, entre producteurs et maisons s'occupant de la distribution, de contrats de culture pour la production de pommes de terre de semence reconnues. — 10 février 1936. — V. R., n. 16 (14 février 1936).

Arr. n. 52 de l'association centrale de l'industrie horticole et viticole allemande concernant les contrats de culture et de fourniture. — 3 mars 1936. — V. R., n. 22 (5 mars 1936).

L. prolongeant la durée de la législation de crise concernant les baux. — 30 septembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 89, p. 851 (1^{er} octobre 1936).

D. portant des dispositions en vue de rendre uniformes les compétences pour les questions ayant trait à la protection du fermage. — 22 octobre 1936. — RGbl., Teil I, n. 99, p. 906 (23 octobre 1936).

Allemagne (Bavière). — D. concernant le régime de protection du fermage. — 27 février 1936. — GVbl., n. 8 (7 mars 1936).

Australie (Australie du Sud). — L. n. 2263 prolongeant l'application des l. de 1932 à 1935 concernant les propriétaires et les fermiers (*réduction du fermage*) et visant d'autres buts connexes. — 30 juillet 1936. — I Edw. VIII (1936).

Brésil. — Arr. publiant le régl. interne des apprentissages agricoles (*établissements donnant l'instruction professionnelle aux fils des petits et moyens propriétaires, des travailleurs agricoles, etc.*). — 11 mars 1936. — D. O., n. 71 (25 mars 1936).

Canada (Saskatchewan). — L. concernant les propriétaires et les fermiers. — 28 février 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 93 (1936).

Espagne. — D. disposant que les juges et les tribunaux qui connaissent des actions de congé intentées contre des fermiers, colons ou amodiateurs de fonds ruraux, en cours d'instance, suspendent les poursuites quand la demande primitive n'est pas fondée sur le manque de paiement du fermage; et disposant qu'ils suspendent également motu proprio dans les mêmes cas les mesures d'exécution forcée en cours. — 28 février 1936. — G. M., n. 60 (29 février 1936).

D. disposant qu'on entende par année agricole, aux effets de l'application de l'art. 25 de la l. du 15 mars 1935, le cycle qu'impose la nature de la culture ou l'exploitation du terrain sur la base du temps qui s'écoule d'une récolte à l'autre. — 3 mars 1936. — G. M., n. 65 (5 mars 1936).

Arr. déclarant sans effet l'arr. du 17 avril 1934 portant approbation du régl^e de la Commission mixte arbitrale agricole. — 16 mars 1936. — G. M., n. 78 (18 mars 1936).

L. relative aux congés de fermage des fonds ruraux. (*Rectificatif à la l. parue dans la Gaceta de Madrid n. 156 du 4 juin 1936*). — 2 juin 1936. — G. M., n. 157 (5 juin 1936).

Etats-Unis d'Amérique (Iles Philippines). — L. n. 30 modifiant les articles 34, 36 et 37 de la l. n. 2874 concernant les terrains publics (*affermage desdits terrains*). — 8 septembre 1936. — O. G., n. 127 (22 octobre 1936).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord. — Règl. n. 196 concernant les petites propriétés et les parcelles (*allotments*) (*affermage obligatoire*). — 7 mars 1936. — S. R. & O., n. 196 (1936).

Grèce. — D. l. modifiant les dispositions du d. l. du 3 mai 1935 sur l'ajournement des dispositions concernant la location des pâturages. — 19 octobre 1936. — J. O., n. 465 (21 octobre 1936).

Japon (Corée). — O. n. 2 du Gouvernement général de la Corée amendant l'o. concernant la conciliation en matière de fermages en Corée. — 12 février 1936. — K., n. 2742 (25 février 1936).

Arr. n. 12 du Gouvernement général de la Corée portant la date de l'entrée en vigueur (au 20 mars 1936) de l'o. n. 2 de 1936 amendant l'o. sur la conciliation en matière de fermages en Corée. — 26 février 1936. — K., n. 2757 (13 mars 1936).

Paraguay. — D. n. 705 suspendant, à l'effet de protéger les agriculteurs et dans l'attente de nouvelles mesures législatives, les procédures de congé relatives aux biens-fonds ruraux, dirigées contre les agriculteurs-occupants, colons, etc. — 13 avril 1936. — G. O., n. 13 (16 avril 1936).

CHAPITRE II.

LÉGISLATION VISANT LES CONTRATS DE TRAVAIL
CONCERNANT L'AGRICULTURE ET LA PROTECTION DES
OUVRIERS AINSI QUE L'ÉMIGRATION ET L'IMMIGRATION

France. — L. instituant un congé annuel payé dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture. — 20 juin 1936. — J. O., n. 149 (26 juin 1936).

Art. 1^{er}. — Sont codifiées dans la forme ci-après et formeront les articles 54 f à 54 j du livre II du code du travail, les dispositions suivantes:

CHAPITRE IV-ter. — *Congés annuels.*

Art. 54 f. — Tout ouvrier, employé ou apprenti occupé dans une profession industrielle, commerciale ou libérale ou dans une société coopérative, ainsi que tout compagnon ou apprenti appartenant à un atelier artisanal, a droit, après un an de services continus dans l'établissement, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de quinze jours comportant au moins douze jours ouvrables.

Si la période ordinaire des vacances dans l'établissement survient après six mois de services continus, l'ouvrier, employé, compagnon ou apprenti aura droit à un congé continu payé d'une semaine.

Les dispositions qui précèdent ne portent pas atteinte aux usages ou aux dispositions des conventions collectives de travail qui assureaient des congés payés de plus longue durée.

Art. 54-g. — L'ouvrier, employé, compagnon ou apprenti reçoit, pour son congé, une indemnité journalière équivalant:

1^o) S'il est payé au temps, au salaire qu'il aurait gagné pendant la période de congé;

2^o) S'il est payé suivant un autre mode, à la rémunération moyenne qu'il a reçue pour une période équivalente dans l'année qui a précédé son congé.

Dans la fixation de l'indemnité, il doit être tenu compte des allocations familiales et des avantages accessoires et en nature dont il ne continuerait pas à jouir pendant la durée de son congé.

Art. 54-h. — Tout accord comportant la renonciation par l'ouvrier, l'employé, le compagnon ou l'apprenti au congé prévu par les

dispositions qui précèdent, même contre l'octroi d'une indemnité compensatrice, est nul.

Art. 54-i. — Dans les professions, industries et commerces dans lesquels les ouvriers, employés, compagnons et apprentis ne sont pas normalement occupés d'une façon continue pendant une année dans le même établissement, un décret pris en conseil des ministres détermine les modalités suivant lesquelles pourront être appliquées les dispositions du présent chapitre, notamment par la constitution de caisses de compensation entre les employeurs intéressés.

Art. 54-j. — Un décret pris en conseil des ministres détermine les autres modalités d'application des dispositions du présent chapitre ainsi que le contrôle de leur exécution.

Art. 2. — Un règlement d'administration publique, rendu après consultation des chambres d'agriculture et des syndicats agricoles mixtes ou ouvriers, déterminera les modalités d'application des dispositions de l'article précédent aux ouvriers et employés des professions agricoles.

Un règlement d'administration publique déterminera également les modalités d'application de l'article 1^{er} au personnel des services domestiques.

Des accords pourront permettre des congés fractionnés.

Les infractions aux dispositions des règlements d'administration publique prévus par le présent article seront constatées par les officiers de police judiciaire.

Art. 3. — La présente loi est applicable à l'Algérie. Des décrets détermineront les conditions de son application dans les colonies et pays de protectorat.

France. — D. portant règl. d'administration publique en exécution des paragraphes 1^{er} et 3 de l'article 2 de la l. du 20 juin 1936 relatif aux congés payés annuels dans l'agriculture. — 26 septembre 1936. — J. O., n. 227 (27 septembre 1936).

Vu la loi du 20 juin 1936, codifiée dans le chapitre 4-ter du livre II du code du travail sous les articles 54-f à 54-j, instituant un congé annuel payé dans le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture et, notamment, le premier paragraphe de l'article 2 ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique, rendu après consultation des chambres d'agriculture et des syndicats agricoles mixtes ou ouvriers, déterminera les modalités d'application des dispositions de l'article précité aux ouvriers et employés des professions agricoles » ;

Vu le décret-loi du 30 octobre 1935 relatif aux associations agricoles et à certaines personnes exerçant des professions connexes à l'agriculture ;

Vu les avis du président du conseil, du ministre de l'économie nationale et du ministre du travail;

Vu les avis des chambres d'agriculture et des syndicats agricoles mixtes ou ouvriers;

Le conseil d'Etat entendu,

CHAPITRE 1^{er}. — *Droit au congé annuel payé.*

Art. 1^{er}. — Le droit au congé annuel minimum payé de quinze jours dont douze jours ouvrables prévu par l'article 54-f du chapitre 4-ter du livre II du code du travail est acquis à tous les ouvriers, employés ou apprentis, de l'un ou l'autre sexe, relevant des professions agricoles telles qu'elles sont définies par le décret-loi susvisé du 30 octobre 1935, qui comptent un an de services continus dans le même établissement.

Les employés, ouvriers ou apprentis utilisés durant moins de douze mois dans un même établissement ont droit, à condition de compter au moins six mois de services continus accomplis dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, à un jour ouvrable de congé par mois écoulé depuis leur entrée en service.

Art. 2. — Pour l'acquisition du droit au congé, la durée des services continus s'entend de la période pendant laquelle le bénéficiaire est lié à son employeur par un contrat de travail, verbal ou écrit, ou par un contrat d'apprentissage répondant aux conditions fixées par la loi du 18 janvier 1929.

N'interrompent pas, notamment, la durée des services continus conduisant à l'acquisition du droit au congé: les jours de maladie, les repos des femmes en couches prévus par l'article 29 du livre 1^{er} du code du travail, les périodes obligatoires d'instruction militaire, les absences autorisées.

Art. 3. — Sous réserve des dispositions transitoires visées à l'article 15 ci-après, les bénéficiaires d'un congé devront en jouir, s'il s'agit d'un congé de quinze jours, dans l'année qui suit la date d'ouverture du droit à congé; s'il s'agit d'un congé de moins de quinze jours, dans les six mois qui suivent cette même date.

CHAPITRE II. — *Aménagement du congé.*

Art. 4. — Le congé annuel payé des employés, ouvriers et apprentis des établissements assujettis peut être fractionné en périodes d'un ou plusieurs jours jusqu'à concurrence de la moitié de sa durée totale.

Sont réputés jours ouvrables pour la jouissance d'un congé annuel payé, les jours normalement consacrés au travail dans l'établissement, même s'ils sont chômés temporairement, en totalité ou partiellement

par suite de morte-saison ou d'intempéries, à l'exception des dimanches et des jours de fête ou de repos consacrés par la loi ou les usages

Ne peuvent être imputés sur le congé annuel, les jours de maladie les repos des femmes en couches, les périodes obligatoires d'instruction militaire.

CHAPITRE III. — *Epoques des congés.*

Art. 5. — Les absences de plus de vingt-quatre heures au titre du congé annuel payé ne peuvent être exigées par le personnel des établissements assujettis, durant les périodes de grands travaux ou de travaux spéciaux importants dans la profession, ou dans certaines catégories d'emplois appartenant à ladite profession.

Ces périodes sont déterminées avant le 1^{er} novembre de chaque année, pour l'année suivante, par arrêté préfectoral, pris après consultation de la chambre d'agriculture et des syndicats agricoles mixtes ou ouvriers du département. La durée des périodes durant lesquelles les congés de plus de vingt-quatre heures ne peuvent être exigés ne peut dépasser cinq mois consécutifs dans une même profession ou dans une catégorie spéciale d'emplois de ladite profession.

Art. 6. — Lorsqu'un contrat de travail ou d'apprentissage est stipulé pour une durée déterminée, le titulaire de ce contrat doit jouir de son congé dans des conditions telles que ce congé soit achevé une semaine au moins avant l'expiration dudit contrat.

CHAPITRE IV. — *Ordre des départs en congé.*

Art. 7. — L'ordre des départs en congé devra, s'il s'agit d'une absence de plus de vingt-quatre heures, être communiqué à chaque ayant droit huit jours au moins avant son départ. Il sera déterminé par l'employeur et, s'il y a lieu, par roulement dans l'ensemble de l'établissement ou pour certaines catégories d'emplois, après consultation des membres du personnel intéressé ou de ses délégués; en tenant compte de la situation de famille des bénéficiaires, de la durée de leurs services dans l'établissement et de la nécessité d'assurer d'une façon convenable l'exécution des différents travaux dans ledit établissement.

CHAPITRE V. — *Indemnité journalière.*

Art. 8. — L'indemnité journalière versée à l'employé, ouvrier ou apprenti au titre du congé annuel payé est égale au salaire moyen journalier qu'il a ou aurait gagné pendant l'année, dans l'établissement pour une période équivalente à celle du congé, toutes indemnités ou primes comprises.

Art. 9. — Les avantages accessoires ou en nature dont les ayants droit ne continueraient pas à jouir pendant la durée de leur congé seront évalués soit d'après les indications fournies par les conventions collectives applicables aux intéressés, s'il en existe, soit conformément aux arrêtés préfectoraux, fixant, par département, le taux des salaires devant servir de base à la détermination des indemnités concernant les ouvriers agricoles victimes d'accidents du travail, en exécution des articles 8 et 9 de la loi du 15 décembre 1922.

Les travailleurs bénéficiaires des allocations familiales prévues par la loi du 11 mars 1932 continueront à en jouir pendant leur congé annuel.

Art. 10. — Lorsque le contrat de travail ou d'apprentissage d'un employé, ouvrier ou apprenti, des établissements assujettis, ayant au moins six mois de services continus dans la même entreprise, est résilié par le fait de l'employeur avant que ledit employé, ouvrier ou apprenti ait pu bénéficier de son congé annuel payé, et sans que cette résiliation soit provoquée par une faute lourde du travailleur, ce dernier a droit à une indemnité correspondant au nombre de jours de congé dont il aurait dû bénéficier en raison de la durée des services continus accomplis au moment où le contrat est résilié, et dont il n'a pas encore joui.

CHAPITRE VI. — *Interdiction du travail rétribué pendant le congé.*

Art. 11. — Pendant la durée du congé annuel, fractionné ou non, tout travail rétribué est interdit au bénéficiaire dudit congé.

Art. 12. — L'employeur qui occupera pendant la période fixée pour son congé annuel payé un ouvrier, employé ou apprenti, à une besogne rémunérée, même en dehors de l'établissement où il travaille habituellement, sera considéré comme ne donnant pas le congé légal.

CHAPITRE VII. — *Dispositions diverses.*

Art. 13. — Dans les établissements qui assurent des congés payés de durée plus longue que les minima fixés par la loi, les conditions d'attribution de ces congés restent déterminées par les usages ou les dispositions des conventions collectives de travail en vertu desquelles les congés sont donnés. Toutefois, pour la partie de ces congés qui correspondent aux minima légaux, les dispositions du présent décret sont applicables, à moins que les usages ou les conventions précitées ne prévoient des dispositions équivalentes ou plus favorables.

Art. 14. — Les fonctionnaires et agents du service de la main-d'œuvre agricole, ainsi que tous autres agents qui seront désignés à cet

effet par le ministre de l'agriculture, sont chargés de veiller à l'application, en ce que concerne les professions agricoles, de la loi du 20 juin 1936 et du présent décret.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires.*

Art. 15. — A titre transitoire, le droit au congé annuel payé de quinze jours, ou d'une semaine, est acquis aux ouvriers employés ou apprentis, ayant effectué respectivement au moins douze mois ou au moins six mois de services continus dans le même établissement au 1^{er} juillet 1936, la moitié au moins de ce congé devant être accordée avant le 31 décembre 1936.

Pour les ouvriers, employés et apprentis engagés avant le 1^{er} juillet 1936 et ne réunissant pas à cette date la durée de services requise, les services accomplis antérieurement à cette date compteront pour l'acquisition du droit au congé annuel payé.

Art. 16. — Le ministre de l'agriculture et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Grand-Duché de Luxembourg. — Arr. grand-ducal concernant l'organisation de centres de préparation professionnelle et de colonisation intérieure pour les jeunes chômeurs. — 14 mars 1936. — M. L., n. 19 (17 mars 1936).

Art. 1^{er}. — L'Etat instituera à ses frais des centres d'emploi pour les jeunes chômeurs et assumera la moitié des dépenses engagées par les communes pour l'installation et le fonctionnement de tels centres.

L'activité des centres aura pour objet la préparation des jeunes gens aux professions manuelles présentant une issue certaine et la colonisation intérieure.

Art. 2. — Le plan de travail des centres de préparation professionnelle comprendra:

a) l'apprentissage manuel d'une profession industrielle, artisanale ou agricole;

b) des cours complémentaires qui auront pour objet les connaissances indispensables pour la vie professionnelle telles que, suivant les différents métiers enseignés:

des éléments de comptabilité et de technologie du métier;

la lecture de plans et d'esquisses;

l'arithmétique;

des notions de sécurité et d'hygiène professionnelle et d'assurance sociale.

Art. 3. — L'activité des centres de colonisation intérieure aura pour objet le défrichement et l'aménagement de terrains dont les collectivités auront la disposition.

Les parcelles défrichées seront affermées, par bail de longue durée, et par droit de préférence, aux travailleurs ayant coopéré à leur aménagement, ou à leur famille.

Art. 4. — Le plan d'occupation prévu par les articles 2 et 3 ne devra comporter plus de quarante heures par semaine; il pourra être complété notamment par des visites de chantiers et d'exploitations, des exercices de culture physique et la pratique des sports.

Art. 5. — Seront, en règle générale, admis aux centres les jeunes chômeurs âgés de moins de 21 ans; les jeunes gens qui se destinent à l'agriculture seront admissibles aux centres agricoles et de colonisation intérieure jusqu'à l'âge de 24 ans accomplis, qu'ils soient en état de chômage ou non.

Les articles 4 et 11 de l'arrêté du 20 avril 1933 portant organisation productive de l'assistance aux chômeurs seront applicables à la fréquentation des centres; les décisions afférentes des commissions paritaires seront subordonnées à l'agrément des directions des centres.

Art. 6. — Les jeunes gens admis dans les centres de l'Etat pourront être logés et nourris à sa charge dans les internats qu'il établira à cet effet; l'entretien fourni par l'Etat compensera la part non remboursable par les communes des allocations pouvant revenir aux chômeurs intéressés en vertu des arrêtés du 5 janvier 1931, art. 2, et du 20 avril 1933, art. 5, n. 1.

Art. 7. — L'Etat et les communes pourront verser aux jeunes gens qui ne seraient pas bénéficiaires d'une allocation de chômage, ou à leurs parents, une allocation ne dépassant pas le montant normal de l'indemnité de chômage par journée passée dans un centre.

Les jeunes gens occupés dans un centre de colonisation seront indemnisés conformément à l'arrêté du 20 avril 1933 précité.

Les cotisations d'assurance seront à la charge des centres.

Art. 8. — S'il y a lieu, l'équipement et les moyens de transports nécessaires pourront être mis à la disposition par les centres.

Les communes pourront payer, sur les fonds de crise, les frais des déplacements individuels vers les centres.

Art. 9. — L'octroi des subventions pour les centres communaux et intercommunaux sera subordonné à l'approbation par le Gouvernement du plan d'organisation et de travail et généralement de toutes mesures engageant des dépenses.

Ces centres seront placés sous la surveillance du Gouvernement qui pourra, à tout moment, suspendre les subventions.

Art. 10. — Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et Notre Directeur général du Travail et de la Prévoyance sociale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Suède. — Loi n. 333 concernant la durée de travail dans l'agriculture. — 26 juin 1936. — S. F. n. 333-334 (27 juin 1936).

[Cette loi établit la durée de travail, par jour et par semaine, dans l'agriculture, pour certains ouvriers agricoles, mais seulement dans le cas où le nombre des ouvriers engagés par l'employeur est supérieur à 4. Sont considérés aux effets de la présente loi les ouvriers d'une ferme qui n'est pas exploitée comme entreprise indépendante, les ouvriers exécutant des travaux de construction pour ladite exploitation et les ouvriers maraîchers. Par contre la loi ne s'applique pas aux ouvriers qui travaillent pour le compte de l'Etat, ni à ceux qui s'occupent de l'élevage d'animaux domestiques, ni à ceux qui font des travaux dans des conditions ne permettant pas à l'employeur de les contrôler, ni à ceux qui effectuent des travaux forestiers, de creusement de fossés etc. lorsque ces travaux sont effectués à forfait.

La durée de travail hebdomadaire ordinaire est établie à 46, ou 51, ou 58 heures selon la nature du travail et selon l'époque où il est effectué. Lorsqu'il s'agit de travail extraordinaire à effectuer dans le cas de nécessité, la loi prévoit que l'employeur, avant de les commander, demande l'autorisation y relative de la part de l'autorité compétente].

Suisse (Confédération). — Arr. fédéral sur une nouvelle prolongation de la lutte contre le chômage par des travaux productifs. — 23 avril 1936. — R. L. F., n. 14 (29 avril 1936).

Art. 1^{er}. — Un nouveau crédit pouvant s'élever à dix millions de francs au plus est ouvert au Conseil fédéral pour prolonger la lutte contre le chômage par des travaux productifs au sens de l'arrêté fédéral du 18 mars 1932—20 juin 1934.

Art. 2. — Il est constaté que la dépense résultant de la présente ouverture de crédit est couverte par la suppression de dépenses admises pour l'année 1936 par le programme financier.

Art. 3. — Le présent arrêté, qui n'est pas d'une portée générale, entre immédiatement en vigueur.

Le Conseil fédéral est chargé de son exécution.

Suisse (Confédération). — Arr. fédéral concernant une aide à la colonisation intérieure et extérieure. — 20 juin 1936. — R. L. F., n. 22 (24 juin 1936).

Art. 1^{er}. — En vue de soulager le marché du travail, il est ouvert au Conseil fédéral un crédit de un million de francs pour venir

en aide à des citoyens suisses, nécessiteux mais qualifiés, qui désirent émigrer dans les pays d'outremer. Les subventions prises sur ce crédit sont octroyées à la condition, que, dans chaque cas, le canton fournisse au moins un tiers du subside total.

Art. 2. — Un second crédit de un million de francs est ouvert au Conseil fédéral pour développer la colonisation intérieure et venir en aide à des citoyens suisses, nécessiteux mais qualifiés, qui désirent émigrer dans les pays d'Europe.

Art. 3. — Le Conseil fédéral est autorisé à édicter les prescriptions nécessaires à l'emploi des crédits.

Art. 4. — Le présent arrêté est déclaré urgent et entre immédiatement en vigueur.

Le Conseil fédéral pourvoit à son exécution.

Allemagne. — 7^{ème} d. d'application et de complètement de la l. du Reich sur le service de travail, du 26 juin 1935 (*service de travail de la jeunesse féminine*). — 15 août 1936. — RGbl., Teil I, n. 74, p. 633 (18 août 1936).

Edit du Chef et Chancelier du Reich concernant la durée du service du travail du Reich, le montant de ses effectifs et du service du travail de la jeunesse féminine. — 26 septembre 1936. — RGbl., Teil I, n. 85, p. 747 (28 septembre 1936).

Australie (Queensland). — L. n. 3 portant des nouvelles mesures d'assistance relatives aux fermages de certaines propriétés servant à l'élevage des ovins; modifiant certaines dispositions des l. foncières de 1910 à 1934 et d'autres l. et visant d'autres buts, — 2 octobre 1936. — Q. G. G., n. 79 (5 octobre 1936).

Autriche (Basse-Autriche). — L. n. 37 modifiant la l. du 22 mars 1921, n. 240, portant le règl. pour les ouvriers agricoles de la Basse-Autriche. — 31 janvier 1936. — LGbl., 5 Stück (29 février 1936).

L. n. 38 concernant la nouvelle publication du règl. pour les ouvriers agricoles. — 31 janvier 1936. — LGbl., 5. Stück (29 février 1936).

D. n. 44 concernant le livret de travail pour les ouvriers agricoles. — 6 mars 1936. — LGbl., 7. Stück (19 mars 1936).

D. n. 45 publiant le texte actuellement en vigueur de la loi du 22 mars 1921, n. 240, portant le règl. pour les ouvriers agricoles (*règl. pour les ouvriers agricoles, texte de 1936*). — 6 mars 1936. — LGbl., 7. Stück (19 mars 1936).

Autriche (Burgenland). — L. n. 31 réglementant le travail des enfants dans l'agriculture et la sylviculture. — LGbl., 6. Stück (26 mars 1936).

D. n. 44 réglementant le travail des enfants dans l'agriculture et la sylviculture. — LGbl., 12. Stück (4 juin 1936).

Autriche (Salzbourg). — L. n. 71 réglementant le travail des enfants dans l'agriculture et la sylviculture. — LGbl., 14. Stück (7 avril 1936).

Autriche (Styrie). — L. n. 20 réglementant le travail des enfants dans l'agriculture et la sylviculture. — LGbl., 5 Stück (19 février 1936).

D. n. 31 concernant la délivrance de livrets pour le travail des enfants dans l'agriculture et la sylviculture. — LGbl., 9. Stück (24 mars 1936).

Autriche (Tyrol). — L. n. 7 réglementant le travail des enfants dans l'agriculture et la sylviculture. — 21 décembre 1935. — LGbl., III Stück (22 février 1936).

Autriche (Vienne) — L. urbaine n. 26 réglementant le travail des enfants dans l'agriculture et la sylviculture. — 22 mai 1936. — Gbl., 11. Stück (26 juin 1936).

Belgique. — Arr. ministériel organisant le contrôle des chômeurs. — 1^{er} avril 1936. — M. B., n. 102 (11 avril 1936).

Arr. royal relatif à la responsabilité des caisses de chômage. — 7 avril 1936. — M. B., n. 124 (3 mai 1936).

Arr. royal relatif à la responsabilité des caisses de chômage. — 7 avril 1936. — M. B., n. 127 (6 mai 1936).

Arr. royal portant création d'un Office national des loisirs du travailleur — 27 juillet 1936. — M. B., n. 229-230-231 (16, 17 et 18 août 1936).

Arr. royal concernant les allocations familiales. Réadaptation des taux des cotisations à verser par les agriculteurs, éleveurs de bétail et exploitants d'entreprises forestières, du chef des travailleurs qu'ils occupent à titre non permanent ou non exclusif). — 10 septembre 1936. — M. B., n. 311 (6 novembre 1936).

Brésil. — L. n. 185 instituant les Commissions de salaire minimum. — 14 janvier 1936. — D. O., n. 17 (21 janvier 1936).

Bulgarie. — D. l. concernant l'émigration intérieure des habitants des régions du pays à faible production et surpeuplées. — 13 mai 1936. — D. V., n. 110 (20 mai 1936).

D. l. concernant les contrats collectifs de travail et le règl. des conflits du travail. — 1^{er} septembre 1936. — D. V., n. 214 (22 septembre 1936).

Chili. — D. n. 1160 approuvant le règl. interne général des services du travail. — 3 décembre 1935. — D. O., n. 17378 (28 janvier 1936).

D. n. 719 approuvant le règl. visant l'application du titre II, livre IV, du Code du travail concernant les conflits collectifs (*conflits collectifs, délégations d'ouvriers ou employés, demandes formulées, junte permanente de conciliation, junte spéciale, procédure, arbitrage, grève, dispositions générales*). — 10 septembre 1936. — D. O., n. 17586 (7 octobre 1936).

Cuba. — D. l n. 854 fixant les prix, estimés en sucre et payables en numéraire au prix moyen de la quinzaine, pour la coupe et le rangement de cent arrobes de canne. — 1^{er} février 1935. — B. O. S. H., Tome XXXVIII, nos 1-2-3 (janvier-mars 1935).

Equateur. — D. n. 2 et 3 modifiant respectivement la l. concernant le contrat individuel de travail et la l. concernant le congédiement des travailleurs. — 21 janvier 1936. — R. O., n. 103 (31 janvier 1936).

D. n. 18 spécifiant que les contrats concernant le service de travailleurs à l'étranger devront être conclus par écrit. — 21 février 1936. — R. O., n. 136 (10 mars 1936).

D. n. 133 modifiant l'art. 11 de la l. concernant le contrat individuel de travail (*spécifie que dans les travaux de genre permanent, les contrats seront stipulés par mois et année, de manière à éviter les engagements inférieurs à 30 jours*). — 6 mars 1936. — R. O., n. 142 (17 mars 1936).

D. n. 174 complétant la l. concernant le congédiement des travailleurs, texte du 21 janvier 1936 (*indemnité due aux travailleurs congédiés dans divers cas, etc.*). — 6 avril 1936. — R. O., n. 162 (11 avril 1936).

D. n. 197 concernant la procédure relative aux différends dans les relations entre patrons et travailleurs ainsi que l'application des l. sur le travail. — 24 avril 1936. — R. O., n. 176 (28 avril 1936).

Arr. approuvant l'o. générale concernant les Missions sociales. (*Service à organiser par l'Institut national de prévoyance, pour l'étude des conditions de vie du peuple et pour leur amélioration progressive*). — 30 juin 1936. — R. O., n. 235 (9 juillet 1936).

L. concernant les grèves (*réglemente l'exercice du droit de grève*). — 31 juillet 1936. — R. O., n. 255 (3 août 1936).

Espagne. — D. déclarant que les paysans domiciliés dans les villages des provinces de Cáceres et Badajoz appartenant à la classe appelée valets de charrue (*yunteros*) qui ont travaillé pendant les années indiquées et qui n'ont pas actuellement de terre à laquelle appliquer leur activité, ont le droit de recouvrer l'usufruit des terres qu'ils avaient antérieurement utilisées conformément aux règles et aux limites ci-après indiquées. — 3 mars 1936. — G. M., n. 65 (5 mars 1936).

D. étendant aux ouvriers agricoles de la même classe que les valets de charrue domiciliés dans les villages des provinces espagnoles limitrophes de Cáceres et Badajoz les avantages accordés par le décret du 3 mars 1936 aux valets de charrue d'Extrémadure. — 14 mars 1936. — G. M., n. 75 (15 mars 1936).

D. portant des dispositions additionnelles au d. du 3 mars 1936 relatif aux personnes appelées valets de charrue d'Extrémadure. — 14 mars 1936. — G. M., n. 77 (17 mars 1936).

Arr. disposant que l'article 6 du d. relatif aux valets de charrue d'Extrémadure et des provinces limitrophes, du 14 mars 1936, soit interprété de la manière ci-après indiquée. — 23 mars 1936. — G. M., n. 84 (24 mars 1936).

L. abrogeant la l. du 16 juillet 1935 et ses dispositions d'application et remettant en vigueur la l. du 27 novembre 1931, en ce qui concerne les jurys mixtes du travail. — 30 mai 1936. — G. M., n. 154 (2 juin 1936).

D. abrogeant différentes dispositions sur les jurys mixtes du travail. — 5 juin 1936. — G. M., n. 159 (7 juin 1936).

Arr. rétablissant l'organisation des groupements et jurys mixtes du travail existant avant l'arr. du 9 septembre 1935. — 11 juin 1936. — G. M., n. 167 (15 juin 1936).

France. — Avis relatif à la consultation des associations agricoles en vue de l'application en agriculture de la l. du 11 mars 1932 sur les allocations familiales. — J. O., n. 195 (21 août 1936).

Arr. relatif à l'examen de fin d'apprentissage agricole et horticole. — 14 février 1936. — J. O., n. 40 (16 février 1936).

D. portant régl. l'administration publique pour l'application aux exploitations agricoles de la l. du 11 mars 1932 sur les allocations familiales. — 5 août 1936. — J. O., n. 184 (7 août 1936).

L. relative à l'exécution d'un plan de travaux destinés à combattre et à prévenir le chômage. — 18 août 1936. — J. O., n. 194 (20 août 1936).

L. relative à l'insaisissabilité et à l'incessibilité des allocations de chômage. — 26 août 1936. — J. O., n. 200 (27 août 1936).

D. relatifs à la mise en vigueur des allocations familiales en agriculture. — 7 et 8 novembre 1936. — J. O., n. 267 (14 novembre 1936).

Arr. fixant le taux des allocations familiales applicables aux professions agricoles. — 14 novembre 1936. — J. O., n. 272 (20 novembre 1936).

D. relatif aux caisses de surcompensation d'allocations familiales agricoles. — 15 novembre 1936. — J. O., n. 269 (16 et 17 novembre 1936).

D. portant création d'un centre national d'organisation scientifique du travail pour l'abaissement des prix de revient français. — 25 novembre 1936. — J. O., n. 278 (27 novembre 1936).

C. concernant les mesures à prendre pour l'exécution des travaux destinés à prévenir ou combattre le chômage. — 4 décembre 1936. — J. O., n. 286 (6 décembre 1936).

Arr. relatif à l'application aux exploitations agricoles de la l. du 11 mars 1932 sur les allocations familiales. — 8 décembre 1936. — J. O., n. 290 (11 décembre 1936).

France (Algérie). — D. relatif à la détermination en Algérie des salaires moyens normaux des travailleurs agricoles. — 1^{er} août 1936. — J. O., n. 180 (2 août 1936).

Inde (Madras). — L. n. XVI instituant un fonds pour l'assistance en cas de famine. — 2 octobre 1936. — F. S. G. G., extraordinary, n. 2 (8 octobre 1936).

Inde (Provinces Centrales). — L. n. XXXI modifiant la l. de 1920 concernant l'affermage. — 15 novembre 1936. — C. P. G., n. 48, Part III (27 novembre 1936).

Irlande (Etat-Libre d'). — L. n. 53 réglementant les salaires des ouvriers agricoles. — 28 novembre 1936. — Act, n. 53 (1936).

Italie. — D. ministériel réglementant l'établissement des listes des dirigeants d'entreprises agricoles. — 18 mai 1936. — G. U., n. 127 (2 juin 1936).

Italie (Erythrée). — D. du Gouverneur Général de l'A. O. I. n. 7674 portant l'institution et l'attribution des Bureaux pour l'A. O. I. du Commissariat pour les migrations et la colonisation. — 13 juillet 1936. — B. U. G. E., n. 34, extraordinaire (14 août 1936).

Grand-Duché de Luxembourg. — Arr. grand-ducal ayant pour objet l'institution d'un Conseil National du Travail pour la conciliation des conflits collectifs du travail. — 23 janvier 1936. — M. L., n. 6 (25 janvier 1936).

Arr. ayant pour objet les mesures d'exécution de l'arr. grand-ducal du 23 janvier 1936, concernant l'institution d'un Conseil National du Travail pour la conciliation des conflits collectifs du travail. — 13 février 1936. — M. L., n. 10 (15 février 1936).

Mexique. — Contrat collectif du travail pour l'industrie du sucre, ainsi que des produits dérivés ou similaires. — Jugement arbitral du Président de la République réglementant les rapports des patrons et ouvriers dans lesdites industries. — D. O., Tome XCV, n. 30 (4 avril 1936).

D. complétant l'art. 78 de la l. fédérale du travail (*repos hebdomadaire des travailleurs*). — 18 février 1936. — D. O., Tome XCIV, n. 42 (20 février 1936).

Pays-Bas. — L. modifiant la l. de 1922 concernant les accidents du travail dans l'agriculture et l'horticulture. — 17 juillet 1936. — Stbl., n. 801 (4 août 1936).

Indes Néerlandaises. — O. concernant l'enrôlement de travailleurs nationaux à Java et Madoera. t. a. O. de 1936 concernant les embauchages. — 4 mai 1936. — Stbl., N. I., n. 208 (12 mai 1936).

Arr. du Gouverneur Général modifiant et complétant les dispositions du Code civil concernant les conventions de travail, en ce qui a trait à la fixation de jours fériés pour le travailleur (*on doit accorder, sauf décision spéciale, au moins deux dimanches libres par mois. Le total des jours fériés doit être de 52 au moins par an, etc.*). — 21 septembre 1936. — Stbl., N. I., n. 481 (29 septembre 1936).

O. réformant l'o. de 1931 (Staatsblad n. 94) concernant les coolies. (*Vise à restreindre et abolir progressivement, dans les possessions extérieures, les conventions de travail comportant des pénalités, amendes, pour les ouvriers. Entre en vigueur le 1^{er} novembre*). t. a. O. 1931-1936 concernant les coolies. — 10 octobre 1936. — Stbl. N. I., n. 545 (20 octobre 1936).

O. modifiant l'o. de 1936 concernant les embauchages (Stbl. n. 208). Dispositions visant l'application de l'o. ainsi modifiée. Décret du Gouverneur Général fixant la date d'entrée en vigueur de l'o. susdite. (*Ces mesures concernent les établissements servant de logements collectifs aux groupes d'ouvriers embauchés, en attendant leur transport ou leur embarquement, etc.*). t. a. O. de 1936 concernant les embauchages, et dispositions visant l'application de ladite o. — 12 octobre 1936. — Stbl. N. I., n. 549, 550 et 551 (20 octobre 1936).

Pérou. — Rés. approuvant vingt huit conventions adoptées par la conférence internationale du travail de 1919 à 1935 (*heures de travail ; travail obligatoire ; assurances des travailleurs agricoles, etc. etc. ; réserves concernant l'approbation de certaines des conventions*). — 6 mars 1936. — E. P., 11^{ème} trimestre, n. 132 (13 juin 1936).

D. concernant l'immigration. — 26 juin 1936. — E. P., IV^{ème} trimestre, n. 244 (31 octobre 1936).

Portugal. — L. n. 1942 réglementant le droit à indemnisation pour accidents du travail ou maladies professionnelles. — 27 juillet 1936. — D. d. G., 1^{ère} série, n. 174 (27 juillet 1936).

Roumanie. — D. royal n. 2560 approuvant la Convention réglementant l'émigration de la population turque de Dobroudja. — 11 novembre 1936. — M. O., n. 264 (12 novembre 1936).

Suisse (Confédération). — Arr. fédéral concernant la lutte contre la crise et la création de possibilités de travail. — 23 décembre 1936. — R. L. F., n. 49 (30 décembre 1936).

Arr. fédéral réglant le service des allocations de crise aux chômeurs. — 23 décembre 1936. — R. L. F., n. 49 (30 décembre 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 414 du C. C. P., concernant la rémunération du travail dans les approvisionnements en bois. — 3 mars 1936. — S. Z. R., n. 16, texte 138 (7 avril 1936).

République Socialiste Fédérative Soviétique Russe. — Arr. du C.C.P. concernant les maisons d'accouchement pour les kolkhoziennes. — 26 mars 1936. — S. U. R., n. 8, texte 43 (10 mai 1936).

Uruguay. — Rés. instituant une Commission spéciale chargée d'adapter la législation nationale aux conventions internationales du travail. — 17 février 1936. — D. O., n. 8854 (26 février 1936).

D. modifiant l'organisation administrative de l'Institut national du travail et de ses services annexes. — 25 septembre 1936. — D. O., n. 9036 (6 octobre 1936).

Vénézuéla. — L. garantissant l'ordre public et l'exercice des droits individuels (*renferme des dispositions concernant les associations et les grèves*). — 16 juin 1936. — G. O., n. 18987 (20 juin 1936).

L. concernant le travail (*Titres: I Dispositions générales; II Contrats; III Conditions; IV Risques professionnels; V Assurance sociale obligatoire; VI Organisations; VII Office national du travail; VIII Conflits collectifs; IX Tribunaux; X Agences de placement et Bourses du travail; X Sanctions; XI Prescription des actions et dispositions transitoires*). — 16 juillet 1936. — G. O., numéro extraordinaire (16 juillet 1936).

L. concernant l'immigration et la colonisation. — 22 juillet 1936. — G. O., n. 19033 (14 août 1936).

D. instituant les services techniques spéciaux dépendant de l'office national du travail — 22 août 1936. — G. O., n. 19040 (22 août 1936).

CHAPITRE III.

LEGISLATION CONCERNANT
LES HABITATIONS RURALES

Chili. — L. n. 5950 créant, sous la dépendance du Ministère du travail, la Caisse de l'habitation populaire. (*Titres: I Caisse de l'habitation, II Conseil suprême, conseils départementaux etc., III encouragement concernant l'habitation, IV prêts aux particuliers, V garantie de l'Etat, VI conditions auxquelles doivent satisfaire les habitations, etc. etc.*). — 8 octobre 1936. — D. O., n. 17589 (10 octobre 1936).

Finlande. — Rés. n. 171 du Ministère de l'agriculture concernant la redevance sur les habitations afférentes à une charge due à l'Etat, ainsi que d'autres paiements en nature. — 23 avril 1936. — F. F., n. 167-171 (27 avril 1936).

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 41/322 du C. E. C. et du C. C. P. amendant l'art. 33 de l'arr. du C. E. C. et du C. C. P. de l'U. R. S. S. du 23 janvier 1934 « sur la contribution pour les besoins de l'organisation des logements et de la vie culturelle et sociale dans les villes et les localités rurales ». — 17 février 1936. — S. Z. R., n. 11, texte 87 (14 mars 1936).

Uruguay. — L. établissant les conditions et facilités relatives à la construction de logements à bon marché. — 27 novembre 1936. — D. O., n. 9092 (12 décembre 1936).

XI^{ÈME} PARTIE

LÉGISLATION VISANT L'HYGIÈNE RURALE ET LA POLICE DES CHAMPS

France. — L. complétant l'article 7 de la l. du 26 mars 1924 concernant les diverses mesures à prendre contre les incendies de forêts. — 22 février 1936. — J. O., n. 47 (24 et 25 février 1936).

Article unique. — L'article 7 de la loi du 26 mars 1924 (1) est complété comme suit:

« Toutefois, lorsque l'incendie s'étend sur le territoire de plusieurs communes ou de plusieurs associations syndicales, le préfet ou son délégué prendra la direction des secours en vue de les coordonner ».

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Vénézuéla. — L. concernant la défense contre le paludisme. — 10 juillet 1936. — G. O., n. 19005 (11 juillet 1936).

Art. 1^{er}. — A cause de sa diffusion et du pourcentage élevé de la mortalité, l'extinction du paludisme est déclarée problème national réclamant une solution urgente. Par conséquent, les autorités fédérale, celles des Etats et celles des Communes et, en général, tout citoyen vénézuélien ou étranger, résidant dans le territoire de la République, auront le devoir d'intervenir et de collaborer à cette fin.

Art. 2. — Aux effets des dispositions visées à l'article précédent, l'Exécutif Fédéral enverra des Commissions Techniques pour déterminer les zones et les régions marécageuses, et seront déclarées telles les parties du territoire où la malaria est reconnue comme endémique, et les parties où elle est constatée périodiquement.

Art. 3. — La défense sera réalisée par des travaux d'assainissement du terrain, par la destruction des larves et anophèles et par l'application de tous les moyens que la prophylaxie a reconnu efficaces, tels que drainages, puits absorbants, pétrolisation, colonisation et cultures intensives, provision de médicaments préventifs, protection des habitations par des toiles métalliques et enseignement antipaludéen obligatoire.

Art. 4. — Dès qu'une région aura été déclarée officiellement « zone marécageuse », l'action sanitaire sera concentrée d'une manière spéciale sur la dite, jusqu'à ce qu'on ait réalisé entièrement le plan élaboré par les techniciens, sans négliger les moyens visés à l'article 23 de la présente loi par rapport aux zones qui ne sont pas encore déclarées marécageuses.

Art. 5. — Les habitants des zones déclarées marécageuses seront tenus de se soumettre aux examens cliniques et microscopiques qu'on jugera nécessaires, et aux traitements prophylactiques et curatifs ordonnés par l'autorité sanitaire.

Art. 6. — Dès que la campagne contre le paludisme aura été commencée, nul citoyen ne pourra résider dans la zone déclarée marécageuse, sans être muni d'un document ou certificat sanitaire attestant son nom, son domicile et l'examen ou les examens auxquels il aura été soumis, conformément aux dispositions y relatives, visées à l'article 5 de la présente loi.

Art. 7. — L'assistance médicale gratuite sera effectuée dans les zones marécageuses par les médecins désignés à cette seule fin par l'Exécutif Fédéral.

Art. 8. — Les sociétés pétrolifères, les entreprises de chemins de fer dont les lignes traversent une ou plusieurs régions paludéennes et les propriétaires ou gérants d'ateliers, manufactures, fabriques et tous autres établissements industriels établis dans la même région et dans lesquels travaillent plus de deux cents personnes, seront tenus d'établir un service médical gratuit pour leurs employés et ouvriers.

Art. 9. — Toute entreprise agricole ou d'élevage, occupant au minimum quinze travailleurs, sera obligée de tenir d'une façon stable et gratuite, à la disposition de ses travailleurs, les médicaments et les moyens de protection nécessaires.

Art. 10. — Les employés et les ouvriers qui contracteront le paludisme au service de compagnies pétrolifères, d'entreprises de chemins de fer, de fabriques ou d'autres établissements industriels, et d'entreprises agricoles ou d'élevage établis dans une zone marécageuse, continueront à percevoir leurs salaires pendant tout le temps que le médecin les jugera inaptes au travail.

Art. 11. — L'Exécutif Fédéral fournira aux autorités sanitaires et aux médecins placés sous sa dépendance la quinine, atébrine, plasmoquine, et tout autre spécifique que l'on pourrait découvrir, en quantité suffisante pour qu'ils soient administrés gratuitement aux malades indigents des localités paludéennes.

§ 1^{er}. — Les Gouvernements des Etats et des territoires fédéraux de même que les Municipalités pourront acheter au Pouvoir Exécutif Fédéral, sans payer de surtaxe, les produits dont il est question au présent article.

§ 2. — Dans les lieux où ne se trouve point d'établissement de vente autorisé de produits pharmaceutiques, la vente des dits produits sera permise par tous les établissements de commerce.

§ 3. — Les médicaments susmentionnés ne pourront pas être mis en vente avec une surtaxe supérieure à dix pour cent d'augmentation sur le prix d'achat.

Art. 12. — Les autorités sanitaires, recevant la fourniture gratuite des produits pharmaceutiques ou spécifiques, devront tenir une statistique concernant les cas de paludisme traités et la quantité de médicaments distribués, et la dite statistique sera envoyée mensuellement au Ministère compétent.

Art. 13. — Est déclarée obligatoire dans tout le territoire de la République la déclaration de tout cas de paludisme; la dénonciation devra être faite à l'autorité locale sanitaire la plus proche, ou, à défaut de celle-ci, à l'autorité civile.

Art. 14. — Seront d'une façon particulière tenus à la dite déclaration sous peine d'encourir les peines établies par la présente loi:

- 1) Les médecins des établissements d'éducation et d'asile;
- 2) Les médecins des établissements d'élevage, agricoles ou industriels;
- 3) Les médecins des compagnies pétrolifères, des entreprises de chemins de fer et des entreprises de travaux publics et privés situées dans les différentes localités des zones déclarées marécageuses, conformément aux dispositions de la présente loi.
- 4) Les médecins des troupes cantonnées dans des régions paludéennes, qui devront faire leur déclaration à leur supérieur immédiat.

Art. 15. — Les études dont il est question à l'article 2 devront comprendre aussi le recensement des habitants de la localité, le graphique endémique, la classification des anophèles, la localisation des foyers producteurs de malaria, les œuvres d'assainissement nécessaires et les systèmes d'irrigation et de culture qu'il convient d'effectuer dans les zones déclarées marécageuses.

Art. 16. — Les Compagnies pétrolifères, les entreprises de chemins de fer et, en général, les entreprises exécutant des travaux publics ou privés soit dans les zones marécageuses, soit dans celles qui ne le sont pas, seront tenus de remplir les excavations et de combler les mares formées à la suite de la construction d'un terre-plein, ou de tout autre ouvrage effectué dans un périmètre de cinq kilomètres autour des centres habités.

Art. 17. — Les compagnies pétrolifères, les propriétaires ou gérants d'entreprises de chemins de fer, ateliers, fabriques ou manufactures, qui contreviendront aux dispositions de l'article 8, seront passibles d'une amende de mille bolivares.

Art. 18. — Tout contrevenant aux dispositions de l'article 9 sera puni d'une amende de cinquante à cent bolivares.

Art. 19. — Tout contrevenant aux dispositions de l'article 14 sera puni d'une amende de cinquante à deux cents bolivares.

Toute infraction aux dispositions du numéro 4 de l'article 14 sera punie conformément aux règlements militaires.

Art. 20. — Les entreprises visées à l'article 16, qui omettront d'exécuter les travaux dont il est question au dit article dans le délai fixé par le Pouvoir Exécutif Fédéral, seront passibles d'une amende à partir de cinq cents jusqu'à deux mille bolivares.

Art. 21. — Le Pouvoir Exécutif Fédéral, le Pouvoir Exécutif des Etats et les Municipalités rédigeront les dispositions voulues pour éviter le déversement des eaux dans les chemins publics à l'intérieur des zones déclarées marécageuses.

Art. 22. — Aux fins de la parfaite application de la présente loi, l'Exécutif Fédéral désignera une Commission Permanente dans chaque zone déclarée marécageuse. Les attributions et les tâches des fonctionnaires composant la dite Commission seront établies par le Ministère de la Santé et de l'Assistance Sociale.

Art. 23. Pendant qu'on mènera à bien les études et les travaux d'assainissement dont il est question aux articles 9 et 15 de la présente loi, seront appliqués dans les centres habités, les petites mesures d'action collective contre les anophèles et leurs larves, le traitement spécifique et la protection mécanique.

Art. 24. — En même temps qu'on déploiera l'action proprement dite contre le paludisme, les autorités chargées de la dite action adopteront les mesures à leur portée pour combattre les causes favorisant le paludisme, l'alcoolisme, les habitations malsaines, la mauvaise alimentation, le travail excessif et antihygiénique, et tout autre facteur qui puisse compromettre l'efficacité de la prophylaxie.

Art. 25. — Les compagnies pétrolifères, les entreprises de chemins de fer, de même que les établissements industriels sont obligés de procéder, dans les zones paludéennes, à la protection mécanique permanente des habitations de leurs employés ou à la protection individuelle au moyen de moustiquaires. De même, les ateliers et les locaux destinés au travail où sont réunis les ouvriers devront être pourvus de toile métallique à chaque porte ou fenêtre.

Art. 26. — Le Ministère de la Santé et de l'Assistance Sociale et le Ministère des Travaux Publics étudieront les moyens de procurer et fourniront l'approvisionnement en eau potable aux populations des zones marécageuses qui en manquent.

Art. 27. — Le Ministère de la Santé et de l'Assistance Sociale établira une Direction Spéciale de Malariologie et créera une Ecole pour la formation d'experts en malariologie. Il veillera, par les moyens

à sa disposition, à la diffusion parmi le peuple des connaissances pratiques concernant la défense contre le paludisme. Il encouragera dans ce sens l'activité des associations de bienfaisance en s'intéressant à l'éducation, et favorisera de même la fondation de ligues spéciales ayant des buts analogues. Il fera en sorte que, dans le programme d'instruction des écoles publiques et privées des régions marécageuses, soit compris aussi l'enseignement des notions nécessaires sur l'étiologie et la prophylaxie du paludisme, et il sera secondé à cet effet par le Ministère de l'Instruction Publique.

Art. 28. — Le Pouvoir Exécutif Fédéral disposera l'établissement de dispensaires contre le paludisme et d'hôpitaux et d'asiles dans les lieux ou zones où il les jugera utiles.

Art. 29. — Le Pouvoir Exécutif Fédéral, par l'intermédiaire des Ministères de la Santé et Assistance Sociale et de l'Agriculture, disposera que l'on procède à l'exécution d'essais de culture de l'arbre à quinquina, d'espèces végétales et de plantes propres au dessèchement des terrains, et il veillera de même à la détermination, qualification et classification des poissons larvophages du pays et à l'importation et acclimatation des espèces choisies.

Art. 30. — Est déclarée libre de tout droit l'importation de la quinine et de ses sels, de l'atébrine, plasmoquine, et de tout autre spécifique contre le paludisme, de même que l'importation de la toile métallique contre les anophèles, de la toile pour les moustiquaires et de toutes préparations industrielles reconnues efficaces contre les anophèles.

Art. 31. — Le Pouvoir Exécutif Fédéral est autorisé à se procurer par contrat, pour un temps déterminé, les services d'Institutions, Professeurs, Techniciens, Experts et Conseillers, dans le but de donner application aux dispositions de la présente loi.

Art. 32. — Dans la loi du Budget général des Revenus et Dépenses Publics sera compris, chaque année, un crédit non inférieur à trois millions de bolivares, pour couvrir les dépenses dérivant de l'application de la présente loi.

Art. 33. — Le Pouvoir Exécutif Fédéral est autorisé à édicter les Règlements nécessaires pour la parfaite exécution de la présente loi.

Australie (Commonwealth). — O. n. 20 visant à empêcher l'incurie dans l'emploi du feu. — 13 mai 1936. — C. A. G., n. 41 (14 mai 1936).

Canada (Ontario). — L. modifiant la l. concernant la taxe sur les chiens et la protection des moutons. — 9 avril 1936. — S. P. O., 1 Edw. VIII, ch. 18 (1936).

Canada (Saskatchewan). — L. modifiant la l. visant la protection des moutons et les permis pour les chiens. — 21 février 1935. — S. P. S., 25 Geo. V, ch. 63 (1934-35).

L. modifiant la l. concernant les animaux égarés. — 1^{er} avril 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 76 (1936).

L. modifiant la l. concernant les incendies des prairies et des forêts. — 1^{er} avril 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 97 (1936).

L. modifiant la l. concernant la santé publique (*inspection du bétail laitier etc.*). — 1^{er} avril 1936. — S. P. S., 1 Edw. VIII, ch. 100 (1936).

Cuba. — D. l. n. 813 établissant la peine de la chaîne perpétuelle ou la peine de mort pour ceux qui incendieraient, durant la période de récolte et fabrication, les sucreries et les plantations de canne à sucre, ou qui endommageraient les plantations de cannes ainsi que les installations et outillages servant au chargement ou au transport des cannes à sucre. — 15 janvier 1935. — B. O. S. H., Tome XXXVIII, nos 1-2-3 (janvier-mars 1935).

Equateur. — D. n. 226 déclarant d'urgence la campagne antipaludéenne dans toutes les localités atteintes de paludisme. — 14 mai 1936. — R.O., n. 190 (15 mai 1936).

Arr. n. 1024 approuvant le régl. du 11 juillet 1936, concernant le Département d'assistance médicale gratuite et de défense biologique des campagnards du Littoral. — 30 juillet 1936. — R. O., n. 259 (7 août 1936).

Espagne. — Arr. réorganisant les centres secondaires d'hygiène rurale. — 12 février 1936. — G. M., n. 44 (13 février 1936).

Inde (Provinces Centrales). — L. n. XIV modifiant ultérieurement la l. de 1920 concernant l'aménagement sanitaire des villages et l'administration publique. — 8 avril 1936. — C. P. G., n. 19 (8 mai 1936).

Japon (Karafuto). — Arr. n. 15 du Gouvernement de Karafuto amendant les régl. concernant le contrôle des feux allumés dans les forêts et les plaines incultes. — 25 avril 1936. — K., n. 2831 (11 juin 1936).

Lithuanie. — L. modifiant la l. sur la police des champs. — 15 février 1936. — J. O., n. 523.

Union des Républiques Socialistes Soviétiques. — Arr. n. 68/1298, du C. E. C. et du C. C. P. portant organisation du Commissariat du peuple pour la santé publique de l'U. R. S. S. — 20 juillet 1936. — S. Z. R., n. 40, texte 337 (15 août 1936).

Vénézuéla. — Régl. visant l'application de la l. du 10 juillet 1936 concernant la défense contre le paludisme. (*Certaines dispositions se rapportent aux cultures, irrigations, etc., ainsi qu'à la fourniture gratuite de médicaments, par les patrons-agriculteurs, aux travailleurs.*) — 20 novembre 1936. — G. O., n. 19123 (28 novembre 1936).

TABLE CHRONOLOGIQUE PAR PAYS

ABBREVIATIONS :

appret.	approvisionnement, appret	l.	let, lets
	diminution	modif.	modifiant
arr.	arrêté, arrêté	not.	notification
r.	recensement	o.	obligation, obligations
plan.	planification	org.	organisation
comm.	commerce	prod.	production
d.	départ, départ	prob.	probabilité
dis.	dispositif	reorg.	reorganisation
import.	importation	res.	résolution
int.	intention		
inté.	intéressant		

TABLE CHRONOLOGIQUE PAR PAYS

Les dispositions indiquées par les abréviations sont celles dont il a été défini qu'elles étaient. Les dispositions indiquées par des abréviations sont celles dont le texte est la source.

SOMMAIRE

		Page
1941	27. 12. 1941 - Arrêté de l'Assemblée nationale et d'urgence législative de 1941.	201
1942	1. 1. 1942 - Arrêté de l'Assemblée nationale et d'urgence législative de 1942.	202
1943	1. 1. 1943 - Arrêté de l'Assemblée nationale et d'urgence législative de 1943.	203
1944	1. 1. 1944 - Arrêté de l'Assemblée nationale et d'urgence législative de 1944.	204
1945	1. 1. 1945 - Arrêté de l'Assemblée nationale et d'urgence législative de 1945.	205
1946	1. 1. 1946 - Arrêté de l'Assemblée nationale et d'urgence législative de 1946.	206
1947	1. 1. 1947 - Arrêté de l'Assemblée nationale et d'urgence législative de 1947.	207
1948	1. 1. 1948 - Arrêté de l'Assemblée nationale et d'urgence législative de 1948.	208
1949	1. 1. 1949 - Arrêté de l'Assemblée nationale et d'urgence législative de 1949.	209
1950	1. 1. 1950 - Arrêté de l'Assemblée nationale et d'urgence législative de 1950.	210
1951	1. 1. 1951 - Arrêté de l'Assemblée nationale et d'urgence législative de 1951.	211
1952	1. 1. 1952 - Arrêté de l'Assemblée nationale et d'urgence législative de 1952.	212
1953	1. 1. 1953 - Arrêté de l'Assemblée nationale et d'urgence législative de 1953.	213
1954	1. 1. 1954 - Arrêté de l'Assemblée nationale et d'urgence législative de 1954.	214
1955	1. 1. 1955 - Arrêté de l'Assemblée nationale et d'urgence législative de 1955.	215
1956	1. 1. 1956 - Arrêté de l'Assemblée nationale et d'urgence législative de 1956.	216
1957	1. 1. 1957 - Arrêté de l'Assemblée nationale et d'urgence législative de 1957.	217
1958	1. 1. 1958 - Arrêté de l'Assemblée nationale et d'urgence législative de 1958.	218
1959	1. 1. 1959 - Arrêté de l'Assemblée nationale et d'urgence législative de 1959.	219
1960	1. 1. 1960 - Arrêté de l'Assemblée nationale et d'urgence législative de 1960.	220

TABLE CHRONOLOGIQUE PAR PAYS

ABRÉVIATIONS :

approv.	approvisionnement, approvi-	l.	loi, lois.
	sionnements.	mod.	modifiant.
arr.	arrêté, arrêtés.	not.	notification.
c.	concernant.	o.	ordonnance, ordonnances.
colon.	colonisation.	org.	organisation.
comm.	commerce.	procl.	proclamation.
d.	décret, décrets.	prohib.	prohibant.
déc.	décision, décisions.	réexport.	réexportation.
export.	exportation.	rég.	règlement, règlements.
import.	importation.	réorg.	réorganisation.
instr.	instruction.	rés.	résolution.
interd.	interdisant.		

Les dispositions marquées par un astérisque sont celles dont il n'est donné qu'un extrait. Les dispositions marquées par deux astérisques sont celles dont le texte est in extenso.

ALLEMAGNE

Page

1935	30 déc.	D. c. la livraison de denrées alimentaires et d'aliments concentrés du bétail.	207
1936	2 janv.	Troisième disposition d'application de l'arr. du 26 novembre 1934 c. la production et le comm. des semences de trèfle et de graminées et des légumineuses fourragères	203
"	7 —	D. c. les prix maxima dans le comm. en détail	336
"	13 —	D. c. l'application dans la Sarre de prescriptions visant le régime des eaux et la culture du sol	480
"	14 —	Arr. n. 48 réglementant la concurrence dans l'industrie viticole . .	336
"	15 —	D. portant les dispositions complémentaires à la l. sur le pain . .	164
"	17 —	* Arr. portant le nouveau texte de la l. sur les denrées alimentaires.	343
"	18 —	D. mod. le d. c. l'application dans la Sarre de l. et d. en matière d'habitations et de colon.	829
"	18 —	Arr. n. 28 c. la perception d'une taxe de compensation additionnelle sur la mouture du froment	402
"	20 —	Arr. n. 23 de l'association centrale de l'industrie sucrière réglementant le marché du sucre brut	187
"	20 —	D. portant application de la l. sur l'assiette de l'impôt foncier . .	378
"	22 —	D. mod. le d. c. la concentration de l'économie laitière allemande.	265
"	28 —	Arr. n. 9 réglementant la concurrence entre les brasseries et les distributeurs en gros de bière	336

			<i>Page</i>
1936	31 janv.	D. c. la publication des données se référant à l'évaluation du sol cultivé	378
"	1 ^{er} févr.	Arr. c. le filage à façon de la laine indigène	593
"	1 ^{er} —	Arr. n. 29 c. le marquage obligatoire des produits de mouture de seigle et de froment	164
"	10 —	Arr. c. la conclusion, entre producteurs et maisons s'occupant de la distribution de contrats de culture pour la production de pommes de terre de semence reconnues	846
"	14 —	Arr. n. 43 visant la production de la pomme de terre	469
"	18 —	Arr. n. 44 c. l'autorisation obligatoire dans le comm. des pommes de terre destinées à l'alimentation animale	211
"	21 —	Quatrième d. c. les facilités à accorder à l'import	302
"	22 —	Arr. n. 45 réglementant la vente des bovins et de la viande de bœuf	265
"	24 —	D. c. le recouvrement (par voie d'exécution forcée) des versements périodiques, à effectuer pour l'extinction des dettes agricoles de colon.	757
"	26 —	D. portant des modifications au tarif douanier (<i>fruits, bananes, lait, huile, crème, etc.</i>)	416
"	27 —	L. mod. la l. portant des mesures en vue de secourir les régions en détresse de la Prusse orientale	442
"	28 —	D. mod. la l. sur le maïs	164
"	3 mars	Arr. n. 12 c. l'approv. avec le houblon de la récolte 1935	187
"	3 —	Arr. n. 52 c. les contrats de culture et de fourniture.	846
"	4 —	Arr. n. 63 réglementant le marché du vin	187
"	10 —	Arr. c. la constitution de districts viticoles	470
"	12 —	Règl. fondamentales pour la reconnaissance des semences agricoles.	203
"	16 —	D. complétant les prescriptions visant les agents pathogènes (<i>épi-zooties</i>)	568
"	17 —	* L. portant des dispositions pour encourager l'élevage du bétail	541
"	18 —	D. c. la protection des plantes sauvages et des animaux vivant à l'état sauvage et dont la chasse est interdite	573
"	18 —	Troisième d. établissant des pénalités pour des cas de transgression aux taux obligatoires des mercuriales établies pour les denrées alimentaires.	336
"	20 —	D. c. le vermouth et le vin aromatisé	535
"	21 —	Réglementation du comm. du gibier	573
"	23 —	D. portant des modifications au tarif douanier (<i>pommes de terre, fruits, saindoux</i>)	416
"	23 —	Arr. n. 65 c. les tâches, droits et devoirs des offices de vente de district	187
"	25 —	Arr. n. 46 c. le contingentement des entreprises s'occupant de l'abatage et du comm. de la viande de porc	265
"	26 —	D. mod. le premier d. exécutoire de la l. c. les coopératives de consommation.	721
"	30 —	D. l. mod. la l. sur la péréquation financière	378
"	31 —	Premier d. portant des dispositions pour compléter et appliquer la réglementation de la profession de médecin (<i>applicabilité aux vétérinaires</i>)	568
"	3 avr.	Arr. n. 71 c. l'autorisation obligatoire pour la production de nouveaux produits et pour l'agrandissement ou l'intensification de leur capacité de production pour les entreprises du groupe de transformation	470
"	3 —	Réglementation de la profession de vétérinaire	568
"	6 —	Arr. n. 2 c. la production et la vente des semences de trèfle, de graminées et des légumineuses fourragères.	203
"	6 —	D. c. l'emploi d'hydrogène phosphoré dans la lutte contre les ennemis des plantes	706
"	8 —	D. mod. le tarif douanier (<i>fromage, amidon</i>)	416

			Page
1936	8 avr.	Troisième d. réglementant le comm. du bétail de boucherie . . .	265
	9 —	D. mod. la l. visant les impôts sur la vente [<i>impôt de compensation</i>]	402
	9 —	D. mod. le d. portant concentration des branches d'activité intéressées au cycle économique de la pomme de terre.	187
	15 —	Arr. n. 4/36 c. les entreprises de transformation et de distribution des œufs, de la volaille d'abatage et du miel	265
	16 —	Arr. n. 5/36 de l'Association centrale de l'économie allemande des œufs c. l'égalisation des marchés	265
	17 —	* D. c. la concentration de l'économie laitière.	221
	18 —	Arr. n. 35 c. la production et la vente des produits de mouture qui ne sont pas destinés à l'alimentation humaine	211
	21 —	Arr. n. 72 réglementant le comm. des asperges	187
	22 —	Arr. n. 74 interdisant la plantation de « <i>Pseudostuga</i> » (<i>sapin de Douglas</i>)	488
	23 —	Arr. n. 49 réglementant le comm. des boyaux, estomacs, vessies.	265
	25 —	Cinquième d. portant exécution de la l. sur le lait.	265
	4 mai	D. établissant des pénalités pour des ventes au-dessus et au-dessous des cours obligatoires des mercuriales établies pour les produits forestiers et de l'industrie du bois	336
	6 —	Troisième d. portant exécution de la l. sur le vin	535
	6 —	D. portant exécution du d. c. la lutte contre les parasites au moyen de substances très toxiques.	706
	8 —	Arr. n. 7/36 de l'association centrale de l'économie allemande des œufs c. l'emmagasinage	265
	12 —	Règl. pour la reconnaissance des semences de plantes officinales et aromatiques	203
	18 —	Premier d. mod. la l. sur les poids et mesures.	352
	20 —	D. portant exécution de la l. c. les poids et mesures	352
	20 —	D. portant exécution du d. c. la lutte contre les ennemis des plantes au moyen de substances particulièrement toxiques.	706
	20 —	Troisième d. mod. le d. c. l'emploi de l'oxyde d'éthylène dans la lutte contre les ennemis des plantes	706
	25 —	Arr. n. 55 c. le bétail destiné à l'abatage.	593
	25 —	Cinquième d. visant la l. c. le régime des devises	352
	26 —	Cinquième d. mod. les directives c. le régime des devises	352
	26 —	* Premier d. portant des dispositions pour encourager l'élevage des animaux	542
	27 —	Arr. n. 1 c. la vente de boucs reproducteurs	265
	27 —	Not. c. les conditions commerciales établies par ladite association centrale	187
	3 juin	Arr. n. 1 c. les fournitures de beurre.	265
	4 —	D. visant la l. c. les taux d'intérêt du crédit foncier en agriculture.	757
	8 —	Arr. n. 79 c. la dénonciation des ventes de conserves de légumes et de fruits	187
	9 —	** L. c. la gestion des fonds des contributions destinées à l'union centrale des branches intéressées au cycle économique du bétail	224
	9 —	D. portant des modifications au tarif douanier (<i>framboises, prunes, bananes et autres fruits, viande, graisses, suif, etc.</i>)	416
	15 —	Arr. c. la reconnaissance définitive de lupins exempts d'alcaloïdes	187
	19 —	Arr. n. 84 réglementant le comm. des baies et champignons sauvages	187
	20 —	Huitième d. d'application visant la réglementation de l'endettement agricole.	757
	22 —	D. portant des modifications au tarif douanier (<i>pommes de terre</i>).	416
	23 —	D. mod. le d. c. l'org. provisoire de la corporation de l'agriculture	603
	27 —	Deuxième d. exécutoire de la l. c. la protection des animaux.	573

			Page
1936	27 juin	Arr. n. 22 c. la fourniture et l'emploi du glucose et du sucre d'amidon de toutes espèces	187
	29 —	Arr. n. 54 abrogeant l'autorisation obligatoire pour le comm. des pommes de terre destinées à l'alimentation animale	207
	30 —	D. c. l'application dans la Sarre de prescriptions en matière de droit agricole	603
	2 juill.	L. c. les intérêts hypothécaires	757
	2 —	L. mod. la l. établissant les taxes de marchés de bétail, des abattoirs et des marchés de viande en gros	402
	2 —	Premier d. visant la l. c. les intérêts hypothécaires.	757
	8 —	Arr. n. 2 c. l'industrie laitière	593
	10 —	** D. mod. le d. réglementant le régime des blés	25
	10 —	D. c. la perception dans la Sarre d'un impôt communal sur la bière	402
	11 —	Premières dispositions d'application de l'arr. réglementant la production et la vente des semences de trèfle et de graminées et des légumineuses fourragères.	203
	11 —	Premières dispositions d'application de l'arr. réglementant la production et le comm. des semences fourragères	203
	11 —	Arr. portant des dispositions pour l'année céréalière 1936-37	164
	17 —	D. portant des modifications au tarif douanier (<i>froment, avoine, orge, haricots, herbage, fruits, etc.</i>) et c. les bons d'export.	416
	20 —	Arr. réglementant la plantation commerciale dans les pépinières (<i>avec graines fournies par les propriétaires de forêts</i>)	488
	23 —	Arr. n. 17 réglementant la vente du houblon de la récolte 1936.	188
	23 —	Arr. n. 18 c. la répartition d'orge de brasserie et du malt d'orge de la récolte 1936 aux brasseries et malteries	188
	24 —	D. c. les œufs de canard	266
	24 —	D. c. la viande hachée et dégraissée et d'autres produits similaires (<i>d. sur la viande hachée</i>)	265
	25 —	Premier d. c. la réglementation de la profession de vétérinaire.	568
	29 —	L. mod. la l. du 15 juin 1895-20 mai 1898, c. les rapports de droit privé de la navigation d'eau douce	353
	29 —	D. complétant la l. sur la chasse du 3 juillet 1934.	573
	7 août	Arr. c. la création de stations de multiplication de céréales de semence avec vente de leurs propres produits.	203
	10 —	Arr. c. la vente des marcottes de houblon	188
	15 —	Deuxième d. c. l'emploi d'hydrogène phosphoré pour la lutte contre les ennemis des plantes	706
	15 —	Arr. n. 83-c c. la perception d'une taxe de compensation sur la fourniture de fruits de production indigène aux membres du groupe de transformation.	402
	15 —	Septième d. d'application de la l. sur le service de travail, du 26 juin 1935 (<i>service de travail de la jeunesse féminine</i>)	856
	20 —	Arr. c. la procédure d'admission (dans le comm.) de semences de qualité marchande à l'exception des pommes de terre	203
	21 —	D. mod. les dispositions d'application de la l. du 16 octobre 1934, c. les impôts sur la vente	403
	22 —	Arr. n. 95 c. l'élaboration à façon des moûts sucrés	535
	22 —	Arr. visant la vente des semences destinées au comm. de betteraves fourragères	203
	27 —	Not. c. la dénonciation et l'offre obligatoire des céréales destinées à l'alimentation du bétail	164
	27 —	Not. c. le contingentement des entreprises produisant les pâtes alimentaires	164
	27 —	L. mod. la l. du 16 octobre 1934, c. les impôts sur les corporations.	403
	3 sept.	Règl. fondamentales pour la reconnaissance des greffons, des cepes et des vignes greffées	470
	3 —	D. mod. certains droits de douane (<i>pommes de terre, huiles</i>).	416

		Page
1936	4 sept. D. réglementant l'épaisseur dans la production et la vente du bois de sciage	488
	7 — D. réglementant la production, la vente, les prix et différences de prix des produits des pépinières	336
	11 — Arr. n. 2 c. l'introduction de bordereaux pour les ventes du bétail	266
	11 — Arr. n. 3 visant la vente de mâles reproducteurs destinés à l'élevage	266
	11 — Troisième d. d'application de la l. sur la protection des animaux	573
	11 — Arr. n. 4 visant le comm. du bétail	266
	16 — Arr. n. 83 réglementant la vente des raisins des hybrides producteurs	470
	16 — Arr. n. 29 visant les moulins à froment et à seigle	164
	18 — Arr. n. 67 c. l'industrie du bétail	593
	18 — D. visant l'application de la l., du 16 octobre 1934, c. les impôts sur la vente (<i>impôt de compensation</i>)	403
	22 — D. mod. les droits de douane (<i>prunes, pulpe de pommes</i>)	416
	22 — Arr. n. 69 c. le contingentement de l'abatage des veaux	593
	25 — Arr. n. 6 portant restriction de la production de la crème	593
	26 — Edit visant la durée du service du travail, etc.	856
	28 — Deuxième d. visant l'exécution de la l. du 31 juillet 1935 c. les intérêts sur le crédit foncier agricole	757
	30 — L. prolongeant la durée de la législation de crise c. les baux	846
	30 — ** L. réglementant le comm. des produits horticoles et viticoles	176
	30 — ** D. visant le comm. des produits horticoles et viticoles	179
	30 — D. c. les intérêts sur les prêts agricoles contractés à l'étranger	757
	6 oct. D. mod. le d. réglementant le régime des blés	164
	17 — D. c. la concession de terrains pour la petite colon.	829
	20 — D. réglementant les dénominations, les prix et la vente des produits des sécheries de graines forestières	336
	20 — * D. c. l'union des branches d'activité intéressées au cycle économique des produits forestiers et de l'industrie du bois	482
	21 — * D. sur l'union des branches d'activité intéressées au cycle économique de l'horticulture allemande	445
	21 — * D. c. la concentration de l'industrie viticole allemande	500
	22 — Quatrième d. portant application de la l. sur le vin	535
	22 — D. c. les prix de la viande et de la charcuterie	336
	22 — Arr. n. 104 interdisant l'emploi de pommes indigènes par les industries fabriquantes des confitures, gelées, etc.	535
	22 — D. portant des dispositions en vue de rendre uniformes les compétences pour les questions ayant trait à la protection du fermage	846
	26 — D. interdisant l'import. de graines et de pommes de conifères	302
	26 — Troisième d. exécutoire de la l. c. la préparation de la constitution organique de l'économie allemande	603
	30 — Arr. c. la vente des céréales panifiables et de la farine	164
	10 nov. Arr. c. l'accomplissement de la livraison obligatoire	165
	11 — Arr. n. 29 c. la fourniture et l'emploi de sirop d'amidon, de sucre de raisin et de sucre d'amidon de toute espèce	188
	12 — Arr. portant des régl. fondamentales pour l'admission de variétés de plantes pour le comm.	204
	16 — D. c. l'import. de foies de porc salés	302
	16 — D. portant des modifications au tarif douanier (<i>pommes de terre, bananes, œufs</i>)	416
	17 — Arr. n. 9 c. l'approv. en beurre	266
	19 — L. portant des dispositions visant à garantir les crédits résultant de l'approv. en semences et en engrais	204
	21 — D. c. l'affouragement du bétail de boucherie sur les marchés et dans les abattoirs	593
	23 — D. c. l'import. d'articles de charcuterie	302
	23 — Cinquième d. c. les facilités à accorder à l'import.	302
	24 — Arr. c. la transformation des céréales en succédanés du café	165
	25 — D. mod. le d. réglementant le régime des blés	165

			Page
1936	25 nov.	D. fixant le prix maximum du gibier et de la volaille	336
"	27 —	D. c. l'évaluation du seigle et du froment destinés à la distillation de l'eau-de-vie	535
"	28 —	Arr. c. la taxe et la dénonciation obligatoire pour les entreprises s'occupant de la distribution des céréales	165
"	28 —	Arr. c. la vente de la farine de froment	165
"	1 ^{er} déc.	* L. sur l'impôt foncier	377
"	1 ^{er} —	L. mod. la l. le régime des devises	352
"	1 ^{er} —	Deuxième l. mod. et complétant la l. c. la protection des beaux sites	488
"	7 —	D. portant des dispositions en vue d'intensifier l'approv. en matières premières ligneuses	488
"	15 —	D. portant des dispositions en vue de renforcer le rendement des coupes de bois	488
"	18 —	Deuxième d. portant application de la l. sur l'assiette de l'impôt foncier	378
"	19 —	Arr. c. la modification des types de farine de froment	165
"	19 —	D. c. le régime des devises	352
"	21 —	* D. portant la législation c. les domaines paysans héréditaires	769
"	21 —	Réglementation de la procédure ayant trait aux domaines paysans héréditaires	829
"	21 —	Arr. n. 32 réglementant l'emploi des huiles et des graisses dans l'industrie des denrées sucrées	536
"	22 —	Arr. n. 23 réglementant le comm. et l'emploi de l'orge, du malt d'orge, du froment et du malt de froment aux fins de brasserie	165
"	23 —	Arr. n. 29 portant des dispositions visant l'accomplissement des buts de l'industrie sucrière allemande	188
"	23 —	D. c. les prix de la viande et des saucissons	336
"	23 —	D. portant des restrictions à la vente du bois sur pied	488
"	23 —	D. portant des modifications au tarif douanier (<i>seigle, froment, orge, avoine, maïs et dari, fruits, moutons, viande, graisses, huiles, etc.</i>)	416

Bavière.

1936	29 janv.	D. n. 695-b 2 c. l'import. de la viande congelée	302
"	4 févr.	D. n. 641 e 1 c. l'anémie contagieuse des chevaux	568
"	7 —	Prescriptions de police, n. 111 6114 af 3, en vue d'empêcher la propagation du ver des cerises (<i>Rhagoletis cerasi</i>)	706
"	25 —	D. n. 699 e 7 mod. le d. c. l'inspection des viandes	350
"	27 —	D. c. le régime de protection du fermage	846
"	12 mars	D. n. 641 e 11 c. l'anémie contagieuse des chevaux	569
"	13 —	Statut de l'Institut du Pays de Bavière d'assurance contre la grêle	728
"	24 —	Arr. n. 674 a 2, c. le contrôle du comm. des moutons	266
"	17 avr.	L. n. 9103 a 1/2 mod. la l. sur le régime des eaux	480
"	23 —	Arr. n. 5350 b 10 c. l'emploi d'hydrogène phosphoré dans la lutte contre les ennemis des plantes	706
"	16 mai	Arr. n. 653 b 31 c. la lutte contre l'avortement épidémiologique (<i>mala-die de "Bang"</i>)	569
"	7 août	Arr. n. 633 e 58 mod. les dispositions c. les établissements du lait (<i>installation pour la stérilisation</i>)	266
"	21 —	Arr. n. 674 a 7 c. le contrôle du comm. des moutons	266
"	7 sept.	Deuxième d. c. la l. portant des mesures en vue d'empêcher la dévas-tation des forêts	488
"	23 —	Prescriptions de police pour prévenir l'introduction du doryphore de la pomme de terre	706
"	31 oct.	Statut de l'Institut d'assurance du bétail du Pays de Bavière	728

Ville Libre Hanséatique de Lübeck.

1936	30 mai	Arr. de la police c. l'extirpation du chardon	706
------	--------	---	-----

ARGENTINE.

1935	10 juill.	Rés. c. l'application du d. du 30 avril 1935 déclarant fléaux de l'agriculture diverses espèces de lorises et perruches	706
"	30 sept.	D. n. 68109 visant les statistiques c. la production, l'industrie et le comm. du coton	22
"	5 oct.	D. n. 68397 instituant la division de la production des tabacs, placée sous la dépendance de la direction de l'agriculture	603
"	17 —	D. n. 69033 suspendant l'application des droits de douane additionnels de 10 % à l'herbe maté	416
"	21 —	D. n. 69290 c. la suppression et la substitution de vignobles moyennant indemnisation	470
"	24 —	D. n. 69477 autorisant l'export. de la conserve de tomates dans des récipients plus grands ou différents de ceux prescrits par les dispositions en vigueur	302
"	2 nov.	D. n. 70152 étendant jusqu'au 15 décembre 1935 le délai fixé par le d. n. 59802 du 27 avril 1935 pour la fixation de types officiels du coton argentin	218
"	7 —	D. n. 70303 spécifiant que les machines servant à l'industrie du coton devront, lors de leur import., être examinées par l'office d'import. et d'export. des plantes et semences (<i>en vue d'éviter l'introduction de l'« Anthonomus grandis Boh »</i>)	706
"	12 —	D. n. 70519 autorisant le département de l'agriculture à ordonner l'achat du frai de sauterelle dans les régions envahies	706
"	20 —	D. n. 68513 interdisant de s'établir, sans une autorisation expresse de la direction des terres, sur des terrains publics contenant des bois	488
"	20 —	D. n. 71121 instituant, auprès de la direction des terres, un service dénommé « Police forestière »	489
"	30 —	D. n. 71861 ordonnant un recensement national des plantations et de la production de maté	22
"	30 —	D. n. 72095 c. le plan de propagande à l'étranger en faveur de toute la production nationale agricole ou d'élevage	266
"	30 —	D. n. 72213 établissant le paiement de droits pour l'extirpation de vignobles	470
"	3 déc.	D. n. 70983 interdisant, sauf cas exceptionnels, la vente de terres publiques situées dans la zone frontalière à des citoyens du pays voisin	829
"	12 —	D. n. 72756 élevant les prix de base pour l'achat du blé et du lin par la Junta régulatrice des grains	336
"	13 —	D. n. 72745 c. la remise gratuite aux agriculteurs de palissades pour la défense contre les sauterelles	706
"	20 —	D. n. 73311 ordonnant à la junta régulatrice de vins d'établir un registre de tous les vignobles	470
"	27 —	D. n. 73946 établissant la nomenclature des produits de brasserie, aux effets de la l. n. 11275	536
"	27 —	D. n. 74033 c. la Commission nationale des éleveurs de grains.	165
"	27 —	D. n. 74281 visant les études et recherches sur la sauterelle	706
"	27 —	D. n. 74335 c. les laboratoires de phytopathologie et d'étude des insectes	707
"	30 —	D. n. 73958 mod. le d. n. 58137 du 1 ^{er} avril 1935 réglementant le paiement des impôts fonciers échus	379
"	30 —	D. n. 73960 c. l'autorisation d'employer du suc de raisins verts dans la fabrication des vins	536
1936	13 janv.	D. n. 74770 c. la procédure à suivre en cas de divergences entre les parties intéressées, lors de la fixation des prix des céréales	337
"	16 —	D. n. 74979 abrogeant, dans tous les régi. c. l'irrigation, les dispositions permettant de suspendre la fourniture d'eau aux propriétés qui seraient débitrices des droits d'irrigation	498

		<i>Page</i>
1936	25 janv. * D. n. 75609 portant réglementation relative aux art. 22 à 27 de la l. n. 12253 (<i>registre des graines contrôlées de céréales et oléagineux</i>)	196
»	4 févr. D. n. 76148 complétant l'art. 29 du d. n. 75609 du 25 janvier 1936 instituant le registre officiel des semences contrôlées de céréales et oléagineux	204
»	11 — D. n. 76436 mod. l'art. 10 du d. réglementant la l. n. 11281 c. le contrôle de l'emploi effectif des semences importées	204
»	18 — * D. n. 76891 portant réglementation relative à l'art. 19 de la l. n. 4863 (<i>contrôle sanitaire relatif à la production et au transport des plantes</i>)	651
»	18 — D. n. 76893 et 76894 établissant le prix de vente des copies des standards officiels du coton argentin	337
»	19 — D. n. 76972 prorogeant la validité du d. n. 65738 du 22 août 1935 autorisant la Junta nationale du coton à se passer de l'adjudication publique en ce qui concerne l'achat-vente de la récolte des cultures contrôlées de semences et des champs de multiplication	218
»	20 — D. n. 76993 spécifiant que l'obligation d'envelopper dans du papier chaque unité séparément ne s'appliquera pas aux poires et pommes exportées en Belgique	302
»	22 — D. n. 77161 désignant une Commission honoraire chargée d'étudier le régime d'import., de fabrication et de débit du cidre.	536
»	22 — D. n. 77114 autorisant le Ministère de l'agriculture à acheter jusqu'à 40.000 tonnes de semences de blé et jusqu'à 25.000 tonnes de semences de lin	204
»	28 — D. n. 77473 c. la l. n. 12236 établissant le régime de production, industrie et comm. du maté	188
»	11 mars D. n. 78152 mod. la réglementation c. la suppression et substitution des vignobles	470
»	16 — D. n. 78108 autorisant le transport de vins jusqu'aux dépôts d'emmagasinage sans le paiement préalable de l'impôt	403
»	30 — D. n. 79873 mod. l'art. 3 du d. n. 77114 du 22 février dernier (<i>dans les zones où l'on pratique la culture du blé par superficies supérieures à 100 hectares, des prêts de semences pourront être accordés</i>)	757
»	16 avril D. n. 80511 approuvant un emballage spécial pour les raisins à exporter	302
»	16 — D. n. 80512 interdisant, sur les étiquettes des vins indigènes, l'usage de dénominations géographiques de zones viti-vinicoles dont les dits ne proviennent pas	536
»	17 — D. n. 80538 mod. les arts. 4 et 10 du d. n. 77473 c. la perception et le contrôle de l'impôt sur le maté	403
»	22 — D. n. 80817 complétant le d. du 30 janvier 1925 c. l'emballage des marchandises	188
»	28 — D. n. 81277 ordonnant la réinscription des contrats de gage agricole c. la vente à tempérament de barrages servant à la lutte contre les sauterelles	707
»	28 — D. n. 81294 visant l'engagement du personnel ouvrier à employer pour la lutte contre les sauterelles	707
»	6 mai D. n. 81862 c. la fixation du prix du coton et de ses sous-produits	337
»	9 — D. n. 82163 réglementant la perception des droits établis pour le contrôle des graines de coton	218
»	11 — D. n. 82217 visant la construction des éleveurs de grains	165
»	15 — D. n. 82526 visant la production et la vente des semences d'herbe du Soudan » ou « Sudan grass » et de sorgho sucré.	204
»	20 — D. n. 82795 spécifiant que le personnel de la Police du vin remplira seulement des fonctions techniques.	603
»	22 — D. n. 82896 mod. trois articles de la réglementation des tabacs.	536

		Page	
1936	23 mai	D. n. 83065 autorisant la Junta nationale du coton à délivrer sans frais des séries de standards officiels de coton aux Bourses et marchés du pays et de l'étranger	218
	3 juin	* D. n. 83732 réglementant, en relation avec la l. n. 4084 de 1902, l'import. des végétaux	653
	3 —	** D. n. 83731 instituant la Commission nationale des forêts.	482
	9 —	D. n. 84229 mod. le d. du 31 octobre 1914 réglementant la l. n. 9644 (c. les <i>Registres de gage agricole</i>)	757
	10 —	* D. n. 84289 créant l'Institut des laines	577
	15 —	D. n. 84433 autorisant le transport des graines de coton non désinfectées et provenant de la zone déclarée atteinte par le ver rose, pourvu que lesdites graines soient destinées à l'industrie.	707
	16 —	D. n. 84513 autorisant la Junta régulatrice des vins à céder une partie des raisins de la vendange 1936 au prix minimum de 1 peso par quintal	337
	20 —	D. n. 84823 interdisant l'envoi, dans certaines provinces du pays, de fruits susceptibles d'être attaqués par les mouches des fruits.	707
	24 —	L. n. 12297 autorisant le gouvernement à dépenser jusqu'à 1.500.000 pesos pour l'achat à l'étranger de semence de pommes de terre.	204
	26 —	* D. n. 85193 portant réglementation de la l. n. 12297 autorisant l'achat de semence de pommes de terre à l'étranger	200
	30 —	D. n. 85373 mod. le règl. c. les impôts de l'intérieur grevant les vins composés	403
	10 juill.	D. n. 85955 instituant la Commission consultative pour l'encouragement de la pisciculture	573
	17 —	D. n. 86305 fixant à 0,5 % la commission perçue par la Banque de la Nation argentine pour son intervention dans les achats de céréales réalisés par la Junta régulatrice des grains.	165
	22 —	D. n. 86662 autorisant l'adoption de mesures destinées à faciliter le recensement des vins	22
	26 août	D. n. 89048 réglementant le transport du bétail.	353
	26 —	* D. n. 89051 c. l'égrenage, la désinfection et le transport des produits du cotonnier	213
	28 —	D. n. 89213 c. la lutte contre les sauterelles.	707
	11 sept.	D. n. 90156 mod. le titre II de la Réglementation générale des impôts (<i>tabacs</i>)	403
	12 —	D. n. 90242 autorisant la Banque hypothécaire nationale à émettre une série de 50 millions de pesos de cédules hypothécaires argentines	757
	1 ^{er} oct.	L. n. 12310 prorogeant pour une période de deux ans la validité des l. n. 11720 et 11741 c. le moratorium hypothécaire	757
	1 ^{er} —	D. n. 91422 fixant à 20 pesos par quintal le prix de la semence sélectionnée de riz produite par les établissements dépendant du Ministère de l'Agriculture	204
	9 —	L. n. 12318 ordonnant au gouvernement de faire effectuer un recensement hypothécaire national	22
	13 —	D. n. 92402 promulguant la l. n. 12313 réduisant et supprimant les patentes, etc.	403
	19 —	* D. n. 92740 réglementant l'import., la fabrication, la mise en récipients et la vente des cidres.	501
	21 —	D. n. 92767 c. la prophylaxie contre la peste ainsi que la dératisation sur tout le territoire de l'Argentine	707
	22 —	D. n. 92869 réduisant les prix de loyer des palissades servant à la lutte contre les sauterelles.	707
	24 —	D. n. 92992 ordonnant à tout commerçant en grains de présenter à la Commission nationale des grains et éleveurs, dans les cinq premiers jours de chaque mois, une déclaration sous serment concernant les grains qu'il possède	22

			<i>Page</i>
1936	19 nov.	D. n. 94653 prorogeant jusqu'à nouvel ordre la période d'application des dispositions douanières découlant de l'accord supplémentaire de la Convention de Londres du 1 ^{er} mai 1933	416
"	28 —	D. n. 95260 visant l'application de la l. n. 12312 c. les facilités de paiement de l'impôt foncier.	379
"	15 déc.	Rés. visant l'application du d. n. 96066 du 14 décembre 1936 réglementant l'export. des fruits frais	302

AUSTRALIE.

Commonwealth.

1935	19 déc.	O. n. 1 c. l'application des sanctions contre l'Italie (<i>animaux de transport, etc.</i>)	302
1936	8 janv.	O. n. 2 visant le contrôle de l'export. des haricots de semence	303
"	15 —	O. n. 4 mod. l'o. de 1934 c. le bétail	560
"	26 févr.	Proclamation c. la date à partir de laquelle seront perçus les droits imposés sur la viande exportée	417
"	26 —	O. n. 7 mod. les o. de 1921 à 1922 c. les mauvaises herbes	707
"	5 mars	Règl. c. l'export. des fruits (<i>bananes</i>)	303
"	18 —	O. n. 5 c. les maladies du bétail	569
"	18 —	O. n. 7 mod. les o. de 1920 à 1933 c. les pâturages et les enclos	470
"	18 —	O. n. 9 mod. l'o. de 1916 c. les mauvaises herbes	707
"	25 —	Proclamation interdisant l'import. de pommes de certaines régions pour des raisons phytosanitaires	707
"	6 avr.	Règl. c. les terres de la couronne	829
"	7 —	O. n. 15 mod. les o. de 1925 à 1934 c. les propriétés foncières	829
"	6 mai	O. n. 17 visant la protection des fleurs sauvages et des plantes indigènes	470
"	13 —	O. n. 20 visant à empêcher l'incurie dans l'emploi du feu	867
"	20 —	Arr. c. les taxes d'export. pour certaines export. de viande	417
"	22 —	Règl. c. l'export. des pommes de terre	303

Australie de l'Ouest.

1936	12 mars	Arr. mod. le règl. de 1921 en application de la l. c. les maladies des plantes (<i>tabac</i>).	707
"	13 mai	Arr. visant l'application des l. de 1933 c. les biens-fonds et celles de 1918 c. les forêts	489
"	13 —	Arr. mod. le règl. d'application de 1921 de la l. c. les maladies des plantes (<i>tabac</i>)	707
"	13 —	Arr. mod. le règl. de 1931 en application de la l. de 1929 c. les produits agricoles (<i>emballage des œufs</i>).	266
"	8 oct.	Procl. visant à étendre la protection accordée par les dispositions de la l. de 1935 pour la protection de la flore indigène à certaines plantes	470

Australie du Sud.

1936	9 janv.	Règl. d'application des l. de 1934 et 1935 c. les produits laitiers	593
"	16 —	Proclamation déclarant le « plomb » des arbres fruitiers comme maladie et portant un règl. pour la combattre	707
"	30 —	Règl. d'application de la l. de 1934 c. les fruits secs (<i>emballages</i>)	188
"	27 févr.	Règl. d'application de la l. de 1935 c. les vétérinaires	569
"	26 mars	Règl. d'application des l. de 1919 à 1933 c. la protection des animaux et des oiseaux	573
"	14 mai	Règl. d'application de la l. de 1921 visant l'amélioration du bétail (<i>remboursement des frais de transport</i>)	560
"	30 juill.	L. n. 2263 prolongeant l'application des l. de 1932 à 1935 c. les propriétaires et les fermiers (<i>réduction du fermage</i>)	846
"	13 août	L. n. 2269 c. le phylloxera	708

			<i>Page</i>
1936	27 août	L. n. 2277 prolongeant l'application de la l. de 1931 portant assistance aux débiteurs hypothécaires	757
"	8 oct.	L. n. 2291 c. les abattoirs métropolitains et d'export.	593
"	22 —	L. n. 2296 réglementant l'assiette de l'impôt sur le revenu	379
"	5 nov.	L. n. 2299 mod. les dispositions de la l. n. 1923 de 1929 c. les terrains de la Couronne se référant à la constitution de la Commission foncière	829
"	19 —	L. n. 2307 établissant les taux de l'impôt sur le revenu	379
"	19 —	L. n. 2309 mod. la l. n. 630 de 1895 réglementant la vente de marchandises par certaines dispositions c. la vente de la laine . . .	266

Queensland.

1936	23 janv.	Arr. accordant des pouvoirs supplémentaires au Conseil des producteurs de canne à sucre	757
"	6 févr.	Règl. c. les impôts fonciers	379
"	13 —	Arr. prorogeant la validité des dispositions des l. de 1923 à 1930 c. l'org. du comm. des fruits	188
"	27 —	Règl. mod. le règl. de 1928 c. le classement et l'emballage des fruits et légumes	188
"	27 —	Règl. mod. le règl. de 1930 c. l'import. d'oignons et de pommes de terre (<i>mesures phytosanitaires</i>)	303
"	27 —	Prorogation pour 12 mois de la validité du règl. c. la taxe sur les agrumes	403
"	19 mars	Procl. étendant au sucre fabriqué dans les années 1936 et 1937 l'application des dispositions de la l. de 1915 c. l'achat du sucre .	188
"	19 —	Procl. réglementant l'achat par le Gouvernement du sucre de la production de 1936 et 1937	188
"	9 avril	Règl. d'application des l. de 1923 à 1934 c. l'org. du comm. des fruits	188
"	15 mai	Procl. réglementant le prix du sucre fabriqué avec la canne à sucre de la récolte de 1936	337
"	24 juin	Règl. d'application des l. de 1915 à 1935 réglementant le prix de la canne à sucre	337
"	2 juill.	Règl. d'application des l. de 1920 à 1935 c. les produits laitiers . . .	266
"	23 —	Règl. visant la lutte contre les rats	708
"	24 sept.	L. n. 2 c. les permis pour les scieries	489
"	2 oct.	L. n. 3 portant de nouvelles mesures d'assistance relatives aux fermages de certaines propriétés servant à l'élevage des ovins. .	856
"	15 —	L. n. 7 mod. certaines dispositions des l. de 1926 à 1935 c. les eaux	480
"	23 —	L. n. 8 visant l'amélioration des routes pour le bétail et la lutte contre les fléaux des animaux et des plantes	708
"	23 —	L. n. 10 prolongeant l'application de la l. de 1933 c. la stabilisation du prix des produits laitiers	266
"	29 —	Règl. c. les boissons alcooliques	188

Victoria.

1936	7 sept.	L. n. 4379 c. les éleveurs de blé	165
"	21 —	L. n. 4382 c. les aliments du bétail	207
"	21 —	L. n. 4383 mod. les articles 3 et 4 de la l. de 1928 c. compensation pour le bétail	266
"	19 oct.	L. n. 4397 c. l'impôt foncier pour 1937	379
"	19 —	L. n. 4398 mod. la l. de 1933 c. les produits laitiers	267
"	19 —	L. n. 4400 fixant le taux des impôts sur le revenu pour 1936 . .	379
"	19 —	L. n. 4404 mod. l'art. 19 de la l. de 1928 c. les engrais	207
"	29 —	L. n. 4408 réglementant la vente de la laine	267

AUTRICHE.

Confédération.

1936	D. n. 15 c. l'import. (<i>interdisant l'import. et l'export. de bois de noyer, etc.</i>) (<i>autorisant l'import. du riz et de charries</i>)	303
"	L. n. 26 mod. la l. n. 328/1934 c. l'export. de peaux brutes de cheval, de bœuf et de veau	303
"	D. n. 29 c. l'export. de peaux brutes de bœuf et de veau	303
"	D. n. 51 c. l'entrée en vigueur provisoire de l'échange de notes du 15 février 1936 avec la Hongrie mod. une disposition du traité de comm. du 21 décembre 1932 (<i>conserves de légumes</i>)	359
"	D. n. 69 c. l'entrée en vigueur des dispositions matérielles de l'échange de notes du 11 février 1936 c. l'import. d'oiseaux abattues de la Lithuanie	359
"	* L. n. 73 interdisant les nouvelles plantations de vignes	445
"	L. n. 101 mod. la l. n. 227 de 1935 (<i>allègement de l'endettement des paysans des régions de montagne</i>)	758
"	D. n. 106 visant l'exécution de la l. n. 73 de 1936 interdisant les nouvelles plantations de vignes	470
"	O. n. 108 c. l'entrée en vigueur définitive des dispositions de l'échange de notes du 25 mars 1935 avec l'Italie c. l'abolition du régime douanier conventionnel pour l'huile de sésame	417
"	D. n. 122 c. la publication de la liste des Etats et Pays exempts de la gale noire de la pomme de terre	708
"	124. Echange de notes avec l'Italie mod. le délai de dénonciation de l'Accord, de 1935, réglementant les paiements réciproques	359
"	L. n. 138 mod. la l. n. 73 de 1936 interdisant une nouvelle plantation de vignes	470
"	D. n. 146 c. l'entrée en vigueur des dispositions matérielles du Protocole du 30 avril 1936 réglementant les paiements entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie	359
"	D. n. 164 c. l'assiette forfaitaire de l'impôt sur la vente	403
"	D. n. 165 mod. le d. n. 432/II de 1934 visant l'application du d. c. l'impôt sur la vente à l'import.	403
"	167. Protocole mod. l'Accord italo-autrichien du 14 mai 1934.	359
"	D. n. 175 c. l'entrée en vigueur des dispositions matérielles du traité du 27 mai avec l'Allemagne, réglementant le trafic des monnaies et devises	359
"	179. Ratification de l'échange de notes du 28 juin 1934 c. le traité de comm. avec la Hongrie	359
"	180. Ratification de l'échange de notes du 15 mai 1935 c. le traité de comm. avec la Hongrie	359
"	D. n. 183 visant l'exécution du traité du 18 février 1922 avec la Tchécoslovaquie pour la compensation de l'imposition intérieure et à l'étranger	379
"	D. n. 204 c. l'import. (21ème d. portant des interdictions d'import.)	303
"	D. n. 207 mod. la l. n. 243 de 1932 visant la procédure des ventes aux enchères forcées	829
"	D. n. 213 c. l'entrée en vigueur des dispositions de l'Avenant du 27 juin 1936 au Protocole du 30 décembre 1930 visant l'Accord sur l'export. du 18 février 1932, avec l'Italie	359
"	D. n. 218 mod. le d. n. 30 de 1903 dans la forme donnée par les d. n. 499 de 1923 et n. 135 de 1930 c. les examens d'Etat pour les sylviculteurs	489
"	219. Accord de clearing austro-turc	359
"	L. n. 224 c. la conversion des créances hypothécaires en schilling avec clause or en créances hypothécaires en schilling.	758
"	L. n. 232 mod. la l. n. 95 de 1888 c. l'impôt sur l'eau-de-vie.	403

		Page
1936	** L. n. 233 visant l'encouragement de la vente des animaux destinés à l'engraissement	224
"	* L. n. 234 visant la lutte contre la gale noire des pommes de terre	682
"	D. n. 258 c. l'entrée en vigueur des dispositions de l'accord du 2 avril 1936 avec la Tchécoslovaquie	359
"	D. n. 260 c. l'import. (22ème d. portant des interdictions d'import. (viande préparée, caséine, œufs de poisson, poissons pour la reproduction)	303
"	L. n. 264 portant des dispositions provisoires c. l'administration des institutions chargées des assurances sociales pour les ouvriers et employés dans l'agriculture et la sylviculture	728
"	D. n. 295 c. l'entrée en vigueur des dispositions de l'accord du 29 juillet 1936	360
"	305. Accord pour régler l'échange de marchandises et le clearing austro-turc	360
"	L. n. 312 et 375 mod. la l. n. 456 de 1935, c. la perception d'une taxe sur le comm. du bétail et de la viande sur les marchés protégés.	403
"	L. n. 327 prorogeant l'entrée en vigueur de la l. n. 312 de 1936 c. la taxe sur le comm. du bétail et de la viande	403
"	N. 344. Accord avec la Hongrie réglementant les paiements commerciaux	360
"	L. n. 349 c. le démembrement de terrains dans le Burgenland.	829
"	D. n. 356 c. l'entrée en vigueur des dispositions du traité de comm. avec l'Argentine du 27 août 1936	360
"	L. n. 367 réglementant la viticulture	471
"	L. n. 395 c. la ristourne partielle du droit de licence pour le maïs destiné à la mouture.	404
"	D. n. 402 visant l'application de la l. précédente	404
"	O. n. 403 mod. l'or. n. 412/II de 1934 publiant les normes pour l'Institut fédéral pour la culture des plantes et pour l'examen des semences.	204
"	L. n. 404 c. une taxe sur le bétail et la viande	404
"	L. n. 427 c. le droit de douane sur l'orge	417

Basse-Autriche.

1935	21 déc.	O. n. 11 réglementant l'inspection vétérinaire des animaux transportés par chemin de fer, bateau, camion, avion	569
1936	31 janv.	L. n. 37 mod. la l. du 22 mars 1921, n. 240, portant le régl. pour les ouvriers agricoles	856
"	31 —	L. n. 38 c. la nouvelle publication du régl. pour les ouvriers agricoles.	856
"	6 mars	D. n. 44 c. le livret de travail pour les ouvriers agricoles	856
"	6 —	D. n. 45 publiant le texte de la l. du 22 mars 1921, n. 240, portant le régl. pour les ouvriers agricoles	856
"	13 —	D. n. 46 c. le montant des taxes pour l'inspection du bétail et de la viande	404
"	25 —	D. n. 71 abolissant les taxes administratives communales pour l'inspection du bétail et de la viande	404
"	8 avril	O. n. 100 visant la lutte contre la tique des bovidés (<i>Hypoderma bovis</i> et <i>Hypoderma lineatum</i>)	569
"	24 —	D. n. 99 réglementant le pâturage en vue de la lutte contre l'avortement épizootique des bovins	569
"	19 mai	D. n. 120 déterminant le montant des taxes pour l'inspection du bétail et de la viande	267

Burgenland.

1936	L. n. 31 réglementant le travail des enfants dans l'agriculture et la sylviculture	856
"	D. n. 44 réglementant le travail des enfants dans l'agriculture et la sylviculture	856

			<i>Page</i>
1936		D. n. 47 mod. la l. n. 71 de 1935 instituant la corporation de l'agriculture et de la sylviculture	603
"		D. n. 62 d'application de la l. c. la viticulture	471
"		D. n. 63 mod. le d. n. 60 de 1933 c. la chasse	573
"	23 mars	D. n. 32 portant des dispositions de police vétérinaire pour le comm. du bétail.	569
"	23 —	D. n. 33 portant des dispositions de police vétérinaire pour le comm. des chevaux	569
<i>Carinthie.</i>			
1935	13 nov.	D. n. 6 visant l'exécution de la l. n. 19 du 20 février 1932 c. la protection des plantes cultivées	708
"	7 déc.	L. n. 7 c. le remembrement agricole	829
"	21 —	L. n. 8 c. l'institution de la corporation de l'agriculture et de la sylviculture	603
1936	30 janv.	L. n. 15 mod. la l. sur la pêche	573
"	28 mars	L. n. 40 c. la perception d'un impôt sur la consommation des céréales et des produits de la mouture	404
"	21 mai	D. n. 41 déterminant le montant des taxes pour l'inspection du bétail et de la viande	267
"	27 —	L. n. 50 complétant la l. sur la pêche	573
<i>Haute-Autriche.</i>			
1936	23 janv.	D. n. 9 c. la lutte contre la tique des bovidés « <i>Hypoderma bovis</i> » et « <i>Hypoderma lineatum</i> »	569
<i>Salzbourg.</i>			
1936		L. n. 2 mod. la l. de 1927 sur l'impôt foncier	379
"		L. n. 59 instituant la corporation de l'agriculture et de la sylviculture	603
"		L. n. 69 c. l'approbation des taureaux de reproduction	560
"		D. n. 70 visant l'exécution de la l. de 1936 c. l'approbation des taureaux	560
"		L. n. 71 réglementant le travail des enfants dans l'agriculture et la sylviculture	856
"		D. n. 76 portant des dispositions pour empêcher une diffusion ultérieure des maladies et fléaux dans les jardins	708
<i>Styrie.</i>			
1936		L. n. 20 réglementant le travail des enfants dans l'agriculture et la sylviculture	857
"		D. n. 31 c. la délivrance de livrets pour le travail des enfants dans l'agriculture.	857
<i>Tyrol.</i>			
1936	21 déc.	L. n. 7 réglementant le travail des enfants dans l'agriculture et la sylviculture	857
<i>Vienne.</i>			
1935	17 déc.	L. n. 7 c. l'approbation des étalons, taureaux et verrats	560
1936	25 janv.	D. n. 8 visant l'exécution de la l. c. l'approbation des étalons, taureaux et verrats	560
"	29 févr.	D. n. 12 déterminant le montant et la perception des taxes pour l'inspection du bétail et de la viande	404
"	29 —	O. n. 13 déterminant les taxes des marchés de bétail et de viande et des abattoirs	404

			Page
1936	29 févr.	O. n. 14 c. l'inspection vétérinaire des animaux transportés par chemin de fer, bateaux, automobiles, etc	569
	21 mars	D. n. 23 mod. le d. du 29 février 1936, n. 12, déterminant le montant et la perception des taxes pour l'inspection du bétail	404
	22 mai	L. n. 26 réglementant le travail des enfants dans l'agriculture et la sylviculture	857

Vorarlberg.

1936		L. n. 1 mod. et complétant certaines dispositions de la l. n. 88 de 1920 c. la création et l'entretien d'écoles d'enseignement complémentaire agricole	648
		D. n. 2 portant nouvelle publication du texte de la l. c. la création et l'entretien d'écoles d'enseignement complémentaire agricole	648
		D. n. 7 complétant le d. n. 16 de 1935 portant des dispositions visant la lutte contre le phylloxera	708
		D. n. 25 déterminant le montant des taxes administratives pour l'inspection du bétail et de la viande	404

BELGIQUE

1935	16 déc.	Arr. relatif au régime fiscal des sucres	404
	16 —	Arr. relatif au régime fiscal des glucoses	404
	16 —	Arr. relatif au régime fiscal des tabacs	404
	26 —	Arr. mod. la l. sur la pêche fluviale	573
	27 —	L. relative au tarif des douanes	417
	27 —	Arr. relatif aux permis et licences de pêche	573
1936	7 janv.	Arr. instituant un Office central de crédit hypothécaire	758
	13 —	Arr. c. un droit spécial à percevoir à l'occasion de la délivrance des autorisations d'import. (<i>froment</i>)	303
	13 —	Arr. c. la réglementation de l'export. vers la France des chicorées de Bruxelles	303
	15 —	Arr. mod. l'arr. du 4 novembre 1935 relatif à l'indication du pays de fabrication de certains produits	303
	18 —	Arr. c. le tarif des douanes (<i>beurres végétaux, huiles douces et fines; huile d'olive, etc.</i>)	417
	27 —	Arr. relatif aux beurres, margarines, graisses préparées et autres matières grasses comestibles	267
	29 —	Arr. c. l'export. des chicorées witloof vers la France	303
	31 —	Arr. mod. l'arr. du 4 décembre 1934 sur le contrôle des prix des viandes de boucherie et de charcuterie	337
	12 févr.	Arr. portant à 6 p. c. le taux de la contribution foncière.	379
	15 —	* Arr. relatif aux mélanges et à l'indication de l'origine de certaines catégories de beurre	227
	19 —	Arr. visant l'autorisation d'import. de pommes de terre	303
	20 —	** Arr. relatif aux mélanges de beurre indigène et de beurre étranger.	230
	24 —	Arr. c. l'arr. n. 225, réglementant les prêts hypothécaires.	758
	27 —	Arr. c. l'export. des chicorées witloof vers la France	303
	7 mars	Arr. c. la Convention pour favoriser les échanges commerciaux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Lettonie	360
	13 —	Arr. c. la pêche fluviale	573
	20 —	Arr. c. la police sanitaire des animaux domestiques	569
	20 —	* Arr. c. la tuberculose bovine et les mesures de protection à la frontière	564
	21 —	Arr. c. le tarif des douanes (<i>soie</i>)	417
	26 —	Arr. ayant pour objet de simplifier la perception des droits de douane et d'accise.	417
	26 —	Arr. mod. le régl. du service phytopathologique spécial	708
	28 —	Arr. relatif au régime fiscal des sucres	404

		Page
1936	28 mars ** Arr. relatif au régime fiscal de la margarine et des graisses préparées .	385
"	28 — Arr. c. la taxe de transmission à l'import.	417
"	30 — * L. relative à la prohibition des succédanés de certains produits laitiers	231
"	30 — Arr. mod. les l. relatives aux impôts sur les revenus.	379
"	30 — Arr. portant réglementation de la délivrance de certificats d'origine	303
"	30 — Arr. mod. l'arr. du 13 janvier 1935 permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution .	442
"	31 — Arr. mod. les l. relatives aux impôts sur les revenus	379
"	31 — Arr. relatif à la liquidation des interventions de crise	303
"	1 ^{er} avril Convention pour favoriser les échanges et les régl. commerciaux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Royaume de Belgique	360
"	1 ^{er} — Arr. organisant le contrôle des chômeurs.	857
"	1 ^{er} — * Arr. relatif à l'action en réhabilitation pour tuberculose de l'espèce bovine	565
"	2 — ** Arr. c. la réhabilitation pour tuberculose et les caractéristiques de la réaction à la tuberculine	566
"	6 — Arr. portant le régl. général relatif à l'amélioration de l'espèce chevaline	560
"	7 — Arr. visant les chevaux reproducteurs	560
"	7 — L. tendant à modifier l'article 10 de la l. du 13 juillet 1930 (<i>impôt foncier</i>)	379
"	7 — Arr. relatif à la responsabilité des caisses de chômage	857
"	7 — Arr. relatif à la responsabilité des caisses de chômage	857
"	11 — ** Arr. c. la valorisation des céréales (<i>récolte de 1935</i>)	446
"	13 — Arr. mettant en vigueur la Convention générale des paiements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République espagnole	360
"	13 — Arr. relatif à la mobilisation de créances bloquées en Italie. . . .	303
"	28 — Instruction c. la margarine et les graisses préparées	267
"	30 — Accord commercial provisoire entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Brésil (<i>dénunciation</i>)	360
"	4 mai Arr. mod. l'arr. du 30 mai 1934 relatif au comm. des œufs	267
"	4 — Arr. c. l'export. des œufs	304
"	4 — Arr. c. le service de propagande pour la consommation du lait . .	267
"	5 — L. approuvant la Convention commerciale provisoire entre l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes	360
"	6 — Arr. c. les droits spéciaux à percevoir à l'occasion de la délivrance des autorisations d'import. (<i>produits: lait, lait battu liquide, crème fraîche et crème en poudre, lait et crème condensés</i>)	304
"	6 — Arr. mod. l'arr. du 22 janvier 1935, organisant l'Office national du ducroire	304
"	6 — Arr. c. la réglementation sur les tourbières	375
"	7 — Arr. c. les droits spéciaux exigibles à l'occasion des autorisations ou licences d'import.	304
"	8 — * Arr. relatif au recensement des parcelles de céréales	1
"	15 — Arr. c. le tarif des douanes (<i>grains même torréfiés, avoine</i>)	417
"	16 — Arr. approuvant l'instruction c. la préparation du saindoux destiné à l'export.	304
"	18 — Arr. c. l'interdiction du transport des fanes de pommes de terre .	708
"	20 — Arr. c. l'import. de cerises fraîches	708
"	22 — Arr. pour la simplification de la perception des droits de douane et d'accise	417
"	25 — Arr. c. la taxe de transmission à l'import.	417
"	25 — Arr. qui modifie l'article 7 de l'arr. royal du 15 mars 1926, portant régl. organique du service vétérinaire	569

			Page
1936	26 mai	Arr. royal suspendant la perception du droit spécial à l'occasion de la délivrance des autorisations d'import. de pommes de terre . .	417
"	26 —	Arr. royal complétant les arr. des 31 juillet 1935 et 19 décembre 1935 relatifs aux paiements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, le Congo belge, les territoires sous mandat belge et l'Allemagne	360
"	30 —	Arr. c. l'exécution de l'arr. du 31 mars 1936, n. 291, en ce qui concerne le régime fiscal de la petite propriété	404
"	29 juin	Arr. c. la chasse au gibier d'eau (<i>ouverture</i>)	573
"	30 —	Arr. portant régl. général du contrôle des entreprises de prêts hypothécaires	758
"	4 juill.	Arr. approuvant l'accord pour favoriser les échanges commerciaux et les régl. de créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Uruguay	360
"	7 —	Arr. relatif à la levée de l'interdiction d'opérations commerciales ou financières avec l'Italie	304
"	9 —	Arr. réglementant l'import. des bananes	304
"	9 —	Accord commercial provisoire entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République d'Haïti	360
"	10 —	Arr. approuvant l'instruction ministérielle c. les viandes préparées destinées à l'export.	304
"	14 —	Arr. c. la réglementation de certaines marchandises (<i>viandes congelées</i>)	267
"	14 —	Arr. c. la réglementation de l'import. de certaines marchandises (<i>viandes préparées et saindoux</i>)	304
"	16 —	Arr. mod. l'arr. du 31 octobre 1934 c. l'enseignement agricole . .	648
"	25 —	Arr. c. l'import. de marchandises en provenance de l'Italie et des colonies et possessions italiennes	304
"	27 —	Arr. portant création d'un Office national des loisirs du travailleur .	857
"	6 août	Arr. c. la chasse (<i>ouverture et fermeture en 1936-1937</i>)	573
"	8 —	Arr. réglant l'exécution de l'arr. du 30 mars 1936 portant réglementation de la délivrance des certificats d'origine	304
"	13 —	Arr. mettant en vigueur la Convention pour favoriser les échanges et les régl. commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie	360
"	27 —	Arr. portant exécution de l'arr. du 23 août 1935 relatif au comm. des semences, etc.	350
"	5 sept.	Arr. c. la police sanitaire des animaux domestiques (<i>peste porcine</i>)	569
"	10 —	Arr. réglementant le déversement dans les cours d'eau des eaux résiduaires des fabriques de levure et des distilleries.	480
"	10 —	Arr. relatif aux dérivés en poudre et en grains de certains tubercules et céréales	350
"	10 —	Arr. c. les allocations familiales.	857
"	11 —	Arr. c. l'import. de viandes de boucherie	304
"	16 —	Arr. c. l'import. de pêches et abricots frais, en provenance de l'Espagne, de la France et de l'Italie	304
"	21 —	Arr. portant des mesures pour éviter la propagation du doryphore dans les établissements d'horticulture	708
"	1 ^{er} oct.	Arr. réglementant l'export. des chicorées « witloof » pour une destination autre que celle du Grand-Duché de Luxembourg	304
"	1 ^{er} —	Arr. c. l'export. des chicorées « witloof » pour une destination autre que celle du Grand-Duché de Luxembourg.	304
"	20 —	Arr. c. la police sanitaire des animaux domestiques (<i>peste porcine</i>) .	569
"	22 —	Arr. réglementant l'import. de certaines marchandises (<i>viandes, saindoux</i>)	304
"	22 —	Arr. réglementant l'import. de certaines marchandises (<i>produits laitiers</i>)	305
"	27 —	Arr. réglementant l'import. de certaines marchandises (<i>viandes</i>) . .	305

			<i>Page</i>
1936	18 nov.	Arr. mettant en vigueur l'Accord commercial provisoire entre l'Italie et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, conclu à Rome le 3 novembre 1936	360
"	18 —	Arr. mettant en vigueur l'Arrangement additionnel à l'Accord de paiement entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Allemagne du 27 juillet 1935	360

Congo Belge.

1936	13 juin	D. mod. et complétant le d. du 4 avril 1934 sur l'exploitation des forêts domaniales	489
"	4 juill.	Arr. mod. le régl. particulier à l'exploitation des terrains boisés . . .	489
"	28 —	D. c. l'export des produits végétaux de cueillette ou de culture . .	305

BRÉSIL.

1935	20 déc.	Instr. c. les permis d'expédition et certificats sanitaires pour le lait et les produits laitiers	267
"	30 — **	D. n. 552 c. l'uniformisation et l'aménagement des accords commerciaux entre le Brésil et les nations étrangères	355
"	31 —	D. n. 573 visant l'application du Code de la chasse et de la pêche dans l'Etat de St. Paul	574
"	31 —	Arr. approuvant le plan général c. la lutte contre l'épizootie de la rage	569
1936		Arr. de la Commission régulatrice des prix c. le classement des types de riz	337
"	2 janv.	Accord conclu entre le gouvernement fédéral et celui de l'Etat de Bahia pour l'exécution des services publics c. la production, l'amélioration, le traitement et la défense sanitaire du coton	708
"	3 —	Arr. conclu entre le Gouvernement fédéral et celui de l'Etat de Bahia pour l'exécution des services publics c. la production, l'amélioration et la défense des fruits tropicaux	471
"	6 —	L. n. 171 approuvant la Convention conclue en juillet 1935 entre les Etats brésiliens producteurs de café	361
"	7 —	L. n. 175 portant réglementation relative à l'art. 177 de la Constitution (<i>plan systématique de défense contre les effets de la sécheresse dans les Etats du Nord</i>)	442
"	8 —	Accord conclu entre le Gouvernement fédéral et celui de l'Etat de Panama pour l'exécution, sur le territoire dudit Etat, des services publics c. la production, l'amélioration, le traitement et la défense sanitaire du coton	708
"	9 —	L. n. 178 réglementant les transactions c. l'achat et la vente de canne à sucre entre les cultivateurs et les usiniers	189
"	14 —	Accord conclu entre le Gouvernement fédéral et celui de l'Etat d'Alagoas pour l'exécution des services c. la production, l'amélioration, le traitement et la défense sanitaire du coton	709
"	14 —	L. n. 185 instituant les Commissions de salaire minimum	857
"	23 —	L. n. 199 autorisant le Pouvoir exécutif à conclure avec les Etats des accords en vue de développer et de coordonner les services rentrant dans le domaine de compétence du Ministère de l'agriculture	603
"	30 —	Instr. du Ministère de l'agriculture c. le registre des agriculteurs et éleveurs, confié à la Direction de statistique de la production . .	22
"	29 févr.	D. n. 667 prorogeant le délai pour l'application du d. n. 24541 du 3 juillet 1934 interdisant l'export. du café contenant des impuretés	305
"	11 mars	Accord conclu entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de l'Etat de Sergipe pour l'exécution des services publics c. la production, l'amélioration et la défense des fruits tropicaux	471
"	11 —	Arr. publiant le régl. interne des apprentissages agricoles	846

			Page
1936	18 mars	Instr. du Ministère de l'agriculture c. l'enquête préalable pour la reconnaissance des établissements d'enseignement supérieur agricole	648
"	20 —	D. n. 701 approuvant un régl. c. la 5ème exposition nationale d'animaux.	646
"	24 —	D. n. 704 publiant un nouveau régl. c. l'entrepôt fédéral de la pêche.	574
"	30 avril	Arr. c. la chasse dans divers Etats en 1936 (<i>période de chasse, protection, pénalités</i>)	574
"	8 mai	D. n. 803 réduisant les droits d'import. sur la farine de blé.	417
"	28 —	Arr. ordonnant aux stations expérimentales, etc., de procéder, en vue du reboisement, à des plantations annuelles homogènes de 3000 unités au moins	489
"	9 juin	Circulaire n. 26 publiant des instr. pour le service d'inspection de l'impôt de consommation	404
"	15 —	Instructions c. les établissements d'égrenage du coton	536
"	19 —	Accord conclu entre le Gouvernement fédéral et celui de l'Etat de Rio Grande du Nord, c. l'exécution des services publics relatifs à la production des fruits tropicaux.	471
"	2 juill.	D. n. 14 approuvant la Convention entre le Brésil et l'Argentine dans le but de faciliter la visite réciproque d'experts phyto-sanitaires	709
"	6 —	Arr. mod. l'arr. du 7 avril 1933 en ce qui concerne l'estimation des récoltes de coton	471
"	7 —	D. n. 946 portant une réglementation relative à la conclusion de la Convention nationale de statistique.	22
"	22 —	D. n. 980 portant des dispositions relatives aux services de contrôle et de surveillance des échanges commerciaux du Brésil avec les autres pays, etc.	305
"	27 —	D. n. 989 chargeant le Ministre de l'agriculture de fixer les prix des produits de première nécessité	305
"	4 août	D. n. 1007 instituant, dans le District fédéral, une Commission régulatrice chargée de fixer les prix de produits de première nécessité.	305
"	5 —	D. n. 1011 visant le financement et la défense de l'industrie du sucre et de l'alcool	536
"	11 —	D. n. 1022 approuvant et ratifiant la Convention nationale de statistique	22
"	15 oct.	D. n. 1148 accordant le patronage officiel au XIIIème congrès de zoologie qui doit se réunir à Rio de Janeiro en août 1939.	646
"	14 nov.	Régl. interne de l'Ecole nationale d'agronomie	648
"	16 —	D. approuvant diverses conventions ou accords conclus entre le Brésil et l'Uruguay	361
"	17 —	* D. n. 1200 réglementant la constitution et l'activité du Conseil national de statistique.	3
"	7 déc.	L. n. 339 c. l'ouverture d'un crédit spécial pour l'application du d. n. 24609 du 6 juillet 1934 créant l'Institut national de statistique	22

BULGARIE.

1935	11 déc.	Ukaze n. 509 c. la Convention internationale pour le marquage des œufs dans le comm. international	361
"	13 —	Ukaze n. 516 ratifiant l'arrangement de compensation et de clearing entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Bulgarie	361
"	29 —	Ukaze n. 59 approuvant le Régl. c. le fonctionnement du bureau pour le contingentement et le contrôle du sucre	189
1936		D. l. amendant la l. sur les forêts	489
"	11 janv.	Ukaze n. 2 approuvant le Régl. c. le service de contrôle des semences.	204
"	12 —	D. l. amendant et complétant la l. tendant à faciliter le ravitaillement et à diminuer la cherté de vie	165

			Page
1936	15 janv.	D. l. c. les instituts de recherches et de contrôle d'économie agraire.	648
"	16 —	D. l. amendant le d. l. tendant à accroître les recettes gouvernementales et la l. c. les accises et les droits de patente sur les boissons	405
"	16 —	D. l. amendant et complétant le d. l. pour l'allègement des débiteurs et l'assainissement du crédit	758
"	24 —	D. n. 1700 c. le dénombrement des moutons et des chèvres, assujettis à l'impôt sur les moutons en 1936	405
"	29 —	D. l. c. l'impôt sur le revenu	379
"	4 févr. **	D. l. c. l'achat et l'export. des céréales	33
"	12 —	D. l. mod. la l. tendant à faciliter le ravitaillement et à diminuer la cherté de vie	165
"	12 —	D. l. amendant et complétant le d. l. c. le droit de statistique . .	417
"	12 —	D. mod. le d. l. c. la production des tissus de chanvre et de jute .	536
"	18 —	D. l. mod. le d. l. c. l'allègement des débiteurs et l'assainissement du crédit	758
"	21 —	Règl. pour l'application du d. l. pour l'allègement des débiteurs et l'assainissement du crédit	758
"	22 —	Ukaze n. 6 approuvant le règl. pour l'exécution du d. l. réglementant la plantation de nouvelles vignes	471
"	22 —	Ukaze n. 7 approuvant le règl. pour l'application du d. l. pour l'encouragement de l'horticulture	471
"	23 —	Ukaze n. 10 approuvant le Règl. c. le service de l'élevage auprès du Ministère de l'agriculture et des forêts	560
"	27 —	D. c. l'export. du lard à destination de la Grande-Bretagne . .	305
"	27 —	D. l. c. le comm. du bois de noyer en grume	489
"	28 —	D. l. c. la protection de la nature du pays	489
"	7 mars	D. l. complétant le d. l. c. l'achat des cocons de la récolte de 1935.	597
"	12 —	D. l. portant des dégrèvements fiscaux et autres allègements . .	379
"	19 —	Ukaze n. 8 approuvant le Règl. c. l'org. et le contrôle de l'export. du lard	305
"	21 —	D. n. 56 c. l'achat du riz	165
"	23 —	Règl. c. l'org. et le fonctionnement de marchés de laine	267
"	31 —	D. l. autorisant la Banque pour l'agriculture et la coopération à racheter l'ensemble des droits et intérêts afférents aux actionnaires et aux créanciers étrangers de la Banque hypothécaire bulgare .	758
"	4 avril	Ukaze n. 130 ratifiant la Convention pour favoriser les échanges entre le Royaume de Bulgarie et l'Union économique belgo-luxembourgeoise	361
"	4 —	D. l. amendant et complétant le d. l. du 3 février 1936 c. l'impôt sur les revenus	370
"	4 —	D. l. complétant la l. pour l'amélioration de la production agricole	829
"	17 —	Règl. sur l'import. et l'export.	305
"	21 —	O. n. 367 prohib. la cueillette et l'extirpation de certaines plantes, en vertu des dispositions de la l. sur la protection de la nature du pays	489
"	25 —	D. l. mod. la l. pour accroître les recettes de l'Etat et la l. sur les accises et les droits de patente sur les boissons	405
"	27 —	D. l. complétant le d. l. pour l'allègement des débiteurs et l'assainissement du crédit	758
"	28 —	D. l. c. les sociétés d'assurance mutuelle	728
"	5 mai	D. édicté en vertu de la l. sur la protection des végétaux contre les maladies et les ennemis (<i>la lutte contre la maladie de la mosaïque</i>).	709
"	7 —	D. l. sur la pêche	574
"	7 — **	D. l. complétant l'art. 17 de la l. c. la protection des végétaux contre les maladies et les ennemis	689
"	13 —	D. l. c. l'émigration intérieure des habitants des régions du pays à faible production et surpeuplées	857
"	20 —	D. l. c. l'org. et le contrôle de l'export.	305

			Page
1936	20 mai	Ukaze n. 204 ratifiant la 1ère Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux	570
"	23 —	Règl. portant réglementation des marchés de fruits et légumes frais	189
"	23 —	D. l. amendant le d. l. du 13 mai 1935 et complétant la l. visant la production et la vente de l'huile de rose	536
"	27 —	D. l. amendant le d. l. c. l'Institut d'export.	305
"	28 —	O. c. l'import. en exemption des droits de douane des machines et du matériel nécessaires à l'horticulture et à l'industrie des conserves	417
"	6 juin **	Ukaze n. 12 approuvant le règl. c. l'org. et le contrôle de l'export. des œufs	274
"	9 — **	Ukaze n. 13 approuvant le règl. c. l'org. de l'export. des produits laitiers	283
"	9 —	Ukaze n. 14 approuvant le règl. c. l'org. de l'export. du raisin, des fruits et légumes à l'état frais et conservés	305
"	11 —	O. c. le comm. du coton et des graines de coton	218
"	13 —	D. l. c. le comm. du coton et des graines de coton	218
"	25 —	Règl. n. 60 c. l'achat, le stockage et le transport des céréales	165
"	3 juill. *	D. l. c. la transformation du lait	578
"	4 —	Ukaze n. 283 ratifiant la Convention internationale pour l'unification des méthodes d'analyse des vins dans le comm. international	361
"	13 —	Ukaze n. 301 ratifiant l'Accord des paiements franco-bulgares	361
"	13 —	Ukaze n. 302 ratifiant l'Accord de clearing entre le Royaume de Bulgarie et la Confédération Suisse	361
"	14 —	D. l. c. le comm. des graines de tournesol	204
"	14 —	D. l. étendant aux sinistrés de 1936 les dispositions du d. l. de 1935 c. la distribution de froment, seigle, méteil et maïs de semence.	204
"	15 —	Ukaze n. 16 approuvant le règl. c. le contrôle sur les peaux tannées	267
"	18 —	D. l. complétant le d. l. tendant à encourager l'export. du vin, du marc et du moût de raisin ainsi que des boissons alcooliques	305
"	18 —	D. l. c. la transformation du lait	593
"	18 —	D. l. visant les prêts accordés en vertu de la l. pour l'établissement des réfugiés et pour leur assurer les moyens d'existence	758
"	3 août	D. n. 57 c. le comm. du chanvre et du lin en filasse	218
"	6 —	D. l. c. le comm. du chanvre et du lin en filasse	218
"	7 —	Règl. c. l'utilisation des machines pour le triage et le nettoyage des haricots	189
"	7 —	Règl. c. l'utilisation des machines nettoyeuses des graines de semence appartenant à l'Etat	205
"	7 —	D. l. amendant l'art. 86 du d. l. pour l'allègement des débiteurs et l'assainissement du crédit	758
"	12 —	D. l. amendant et complétant la l. concernant les accises et les droits de patente sur les boissons	405
"	13 —	D. l. amendant le d. l. c. le comm. des graines de tournesol	205
"	25 —	D. l. amendant et complétant la l. sur les douanes	418
"	25 —	D. l. complétant le d. l. pour assurer la réalisation des dettes de débiteurs émigrés envers la Banque agricole et coopérative de la Bulgarie	758
"	26 —	D. l. c. les privilèges de l'Etat, les accises et les patentes	405
"	27 — **	D. l. mod. le d. l. c. la nouvelle plantation de vignes	446
"	1 ^{er} sept.	D. l. c. les contrats collectifs de travail et le règl. des conflits du travail	857
"	5 — **	D. l. complétant le d. l. c. l'achat et l'export. des céréales	40
"	10 —	Ukaze n. 54 portant le règl. complétant le règlement c. l'institution et le fonctionnement du fonds pour l'élevage du bétail.	560
"	19 —	D. l. amendant la l. c. l'org. du crédit hypothécaire	758

CANADA.

Manitoba.

1935	19 mars	L. mod. la l. c. les terres de la Couronne	829
"	19 —	L. c. la production laitière	593
"	19 —	L. mod. la l. c. la santé publique (<i>contrôle sanitaire des crémeries</i>)	267
"	19 —	L. mod. la l. c. la propriété foncière	830
"	6 avril	L. mod. la l. c. l'élevage des animaux (<i>contrôle des animaux dans les municipalités suburbaines</i>)	560
"	6 —	L. mod. la l. c. l'élevage des animaux	560
"	6 —	L. mod. la l. c. la législation sur la propriété	830
"	6 —	L. visant à empêcher la contamination des cours d'eau	480
"	6 —	L. mod. la l. c. l'assiette des impôts en faveur des provinces	830
"	6 —	L. mod. la l. c. le droit de gage des propriétaires de batteuses	758
"	16 —	L. mod. la l. de 1932 c. l'aménagement des dettes	758
1936	12 mars	L. mod. la l. de 1930 c. la chasse et la pêche	574
"	12 —	L. mod. la l. c. la législation sur la propriété	830
"	30 —	L. mod. la l. de 1933 c. l'élevage des animaux	560
"	30 —	L. c. le cheptel vivant et ses produits	267
"	30 —	L. mod. la l. visant à garantir les titres d'une société entreprenant la construction et la gestion d'une fabrique ou raffinerie de sucre de betterave	536
"	30 —	L. c. le bétail et les produits du bétail	593
"	7 avril	L. mod. la l. de 1935 c. la réglementation du drainage des terres	498

Nouveau Brunswick.

1935	4 avril	L. portant des mesures de secours par la garantie de prêts bancaires aux agriculteurs	759
"	4 —	L. c. les produits laitiers	267
"	4 —	L. mod. la l. c. les incendies de forêts	489
"	4 —	L. mod. la l. sur la chasse	574

Nouvelle-Ecosse.

1936	8 avril	L. mod. le ch. 70 des Statuts révisés de 1923 c. l'incorporation des associations d'emmagasinage, des producteurs de denrées agricoles et de fruits	721
"	8 —	L. mod. la l. visant la protection des ovins	560
"	24 —	L. mod. la l. de 1935 c. les terres et forêts (<i>interdiction de chasse, etc.</i>)	489
"	2 mai	L. c. l'inspection et l'enregistrement des étalons	560
"	2 —	L. c. les associations d'emmagasinage, des producteurs de denrées agricoles et des fruits	721
"	2 —	L. mod. la l. sur l'agriculture, ch. 64 des Statuts révisés de 1923 (<i>période d'interdiction de la cueillette de la canneberge</i>)	471
"	2 —	L. mod. la l. visant l'incorporation de l'Association des agriculteurs et des associations d'agriculteurs de Comté	722

Ontario.

1936	2 mars	L. c. l'impôt sur le revenu	380
"	9 avril	L. mod. la l. c. l'assiette des impôts (<i>Chap. 3</i>)	380
"	9 —	L. mod. la l. c. l'assiette des impôts (<i>Chap. 4</i>)	380
"	9 —	L. mod. la l. c. le marquage du bétail	561
"	9 —	L. mod. la l. de 1932 c. les prêts en faveur des coopératives de vente	722
"	9 —	L. c. l'industrie laitière	593
"	9 —	L. mod. la l. c. les fossés et les cours d'eaux	480
"	9 —	L. mod. la l. c. la taxe sur les chiens et la protection des moutons	867

			<i>Page</i>
1936	9 avril	L. réglementant les ressources forestières	490
"	9 —	L. mod. la l. sur la chasse et la pêche	574
"	9 —	L. mod. la l. de 1933 visant l'assistance aux débiteurs hypothécaires	759

Québec.

1936	29 avril	L. mod. la l. suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires.	759
"	4 mai	Arr. n. 1349 c. la protection de la perdrix hongroise	574

Saskatchewan.

1934	4 déc.	L. visant à faciliter l'application, au Saskatchewan, des l. du Canada c. les prêts aux agriculteurs	759
"	4 —	L. visant à faciliter l'aménagement des dettes	759
1935	21 févr.	L. abrogeant les l. de 1930 et 1932 c. les impôts sur le bois	405
"	21 —	L. mod. la l. de 1931 sur les forêts	490
"	21 —	L. mod. la l. de 1931 c. les droits aux eaux	480
"	21 —	L. mod. la l. c. les titres fonciers	830
"	21 —	L. mod. la l. c. les villages	610
"	21 —	L. visant à rendre possible aux municipalités de contracter des emprunts en vue de la distribution de céréales de semence et de matériel agricole	759
"	21 —	L. c. les avances aux agriculteurs de céréales de semence et de matériel agricole	759
"	21 —	L. c. la concession de secours et d'assistance agricole dans les municipalités rurales	759
"	21 —	L. mod. la l. c. les associations coopératives	722
"	21 —	L. mod. la l. c. les associations coopératives de comm.	722
"	21 —	L. mod. la l. c. les produits laitiers	593
"	21 —	L. réglementant la production, l'offre, la distribution et la vente du lait	267
"	21 —	L. c. les l. sur les avances de céréales de semence	759
"	21 —	L. c. les avances en vue de l'achat de céréales de semence	759
"	21 —	L. c. l'utilisation de certains terrains	830
"	21 —	L. mod. la l. visant la protection des moutons et les permis pour les chiens	868
"	21 —	L. mod. la l. de 1934 c. le comm. des produits naturels	189
1936	28 févr.	L. c. certains terrains des communautés agricoles	830
"	28 —	L. c. les propriétaires et les fermiers	846
"	28 —	L. mod. la l. c. les districts d'irrigation	480
"	1 ^{er} avril	L. abrogeant la l. c. les impôts sur les terres sauvages	380
"	1 ^{er} —	L. mod. la l. de 1931 c. les droits sur les eaux	480
"	1 ^{er} —	L. mod. la l. c. les exécutions forcées	759
"	1 ^{er} —	L. mod. la l. c. les titres fonciers	830
"	1 ^{er} —	L. mod. la l. c. les « homesteads »	830
"	1 ^{er} —	L. c. les villages	610
"	1 ^{er} —	L. mod. la l. c. les impôts arriérés	380
"	1 ^{er} —	L. visant la concession de secours dans les municipalités rurales	610
"	1 ^{er} —	L. mod. la l. c. les animaux égarés	868
"	1 ^{er} —	L. c. le bétail et les produits du bétail	593
"	1 ^{er} —	L. mod. la l. c. la fondation pour les recherches agricoles	604
"	1 ^{er} —	L. mod. la l. c. les produits laitiers	593
"	1 ^{er} —	L. mod. la l. de 1935 c. le contrôle laitier	594
"	1 ^{er} —	L. mod. la l. de 1935 c. l'utilisation des terrains	830
"	1 ^{er} —	L. c. les avances en vue de l'achat de céréales de semence	759
"	1 ^{er} —	L. c. la priorité des emprunts contractés en vertu de la l. du Canada c. les prêts aux agriculteurs	759
"	1 ^{er} —	L. c. les associations des usagers d'eaux	480

			<i>Page</i>
1936	1 ^{er} avril	L. mod. la l. c. le bornage	830
"	1 ^{er} —	L. mod. la l. c. les incendies des prairies et des forêts	868
"	1 ^{er} —	L. mod. la l. c. la santé publique (<i>inspection du bétail laitier, etc.</i>)	868

CHILI.

1935	3 déc.	D. n. 1160 approuvant le régl. interne général des services du travail	857
"	28 —	D. n. 3859 disposant que les douanes de la République appliqueront aux marchandises originaires d'Allemagne le traitement de la nation la plus favorisée	418
1936		D. n. 322 interdisant, l'export. de certains produits (<i>blé, farine de blé, pommes de terre, haricots, etc.</i>)	306
"		Liste de produits français auxquels seront applicables les droits d'import. indiqués et résultant du traité de comm. du 6 janvier dernier (<i>conserves de viande, de légumes ou fruits, vin, noix, etc.</i>)	418
"	2 janv.	L. n. 5786 grevant d'un impôt de 5 % l'import. ou la production de toute marchandise (<i>sauv: les huiles comestibles, graisses, viandes, farines, lait et produits laitiers, pain, thé et maté, etc.</i>)	418
"	8 —	L. n. 5788 abrogeant les l. n. 5092 du 12 avril 1932, n. 5291 du 23 octobre 1933, n. 5484 du 21 septembre 1934 (<i>c. l'emballage de divers produits: pomme de terre, fruits, sucre</i>)	306
"	11 —	L. n. 5791 autorisant le Président de la République à libérer du paiement de droits d'import. jusqu'à 20.000 têtes de bétail ovin de diverses races en vue de la reproduction	418
"	17 —	L. n. 5769 faisant remise, aux débiteurs du fisc, des amendes et pénalités c. l'impôt sur les biens immobiliers	380
"	25 —	D. n. 80 approuvant le régl. c. la l. n. 5791 du 11 janvier 1936 (<i>import. des ovins</i>)	306
"	28 —	D. n. 116 approuvant le régl. visant l'application des arts. 4 et 7 de la l. n. 5758 du 13 décembre 1935 (<i>personnes possédant la qualité de colons</i>)	830
"	30 —	D. n. 593 visant l'application de la l. n. 5786 par les douanes de la République	418
"	30 —	D. n. 594 spécifiant que les marchandises provenant de France, Algérie et Monaco, payeront les droits réduits prévus au traité de comm. franco-chilien	418
"	31 —	D. n. 611 relatif au Livre I de la l. n. 5231 fixant le texte définitif de la l. c. les alcools et boissons alcooliques	189
"	3 févr.	D. n. 616 fixant à 300 % la surtaxe douanière à percevoir dans la semaine du 2 au 9 février	418
"	8 —	Liste rectifiée indiquant pour les produits français importés au Chili, les droits réduits qui leur seront applicables (<i>vin, conserve, truffes, etc.</i>)	418
"	11 —	L. n. 5816 accordant le bénéfice de la l. n. 5796 du 20 janvier 1936 aux débiteurs retardataires d'impôts sur les biens immobiliers, etc.	380
"	24 —	D. n. 282 contingentant l'import. des bananes	306
"	26 —	D. n. 215 stipulant que le département des coopératives dépendra désormais du Commissariat général des subsistances et prix.	722
"	18 mars	D. n. 1197 déclarant de production nationale le suif tiré d'animaux de provenance argentine	268
"	23 —	D. n. 208 étendant au 1 ^{er} juin 1936 le délai accordé par l'art. 1 ^{er} du d. n. 80 du 25 janvier dernier pour les demandes c. l'import. en franchise des ovins	418
"	31 —	D. n. 1365 mod. le régl. c. la l. n. 5231 (<i>traitement des vins par l'anhydride sulfureux. Addition d'eau, etc.</i>)	536
"	31 —	D. n. 226 spécifiant que la graine de coton provenant de régions infectées par le ver rosé devra être fumiguée ou traitée par la chaleur avant l'embarquement	709

			<i>Page</i>
1936	18 avril	D. n. 697 visant le régl. c. la perception des sommes dues pour les eaux d'irrigation	480
"	24 —	D. n. 907 fixant des régl. visant la vente à l'Etat des biens immeubles	830
"	6 mai	D. n. 1732 visant l'application du traitement douanier établi par la Convention de comm. conclue entre le Chili et l'Equateur . .	418
"	8 —	D. n. 309 visant les expositions ou concours de ponte organisés par la section avicole de la Société nationale d'agriculture	597
"	12 —	D. n. 680 ratifiant la Convention c. les échanges de fruits frais entre le Chili et le Pérou	361
"	15 juin	D. n. 350 autorisant l'envoi, au Sud du pays, des produits végétaux frais originaires du département d'Arica, sauf pour les haricots, pastèques, melons, etc.	709
"	3 juill.	D. n. 397 déclarant que les expositions et concours de pondeuses, organisés par l'association d'aviculteurs, auront un caractère officiel	646
"	6 —	D. n. 2419 fixant à 300 %, du 5 au 12 juillet 1936, la surtaxe sur les droits de douane	418
"	13 —	D. n. 2490 fixant à un an la validité du d. n. 1732 du 6 mai dernier mettant en vigueur la Convention de comm. avec l'Equateur . .	361
"	13 août	L. n. 5875 déclarant exemptées du paiement d'impôts les propriétés des communautés indigènes faisant l'objet d'une procédure de partage	380
"	14 —	D. n. 642 approuvant le régl. c. les syndicats	722
"	27 —	D. n. 3142 mod. les régl. 201 et 202 c. l'application du tarif douanier	419
"	27-28 —	D. n. 3143 et 3151 fixant à 300 % la surtaxe douanière, du 23 au 30 août 1936	419
"	29 —	D. n. 455 approuvant le régl. de l'Institut bactériologique	604
"	10 sept.	D. n. 719 approuvant le régl. visant l'application du titre II, Livre IV, du Code du travail c. les conflits collectifs	857
"	12 —	D. n. 3419 déclarant sans effet la réduction des droits d'import. du riz brut, accordée par le d. n. 1541 du 22 avril 1936	419
"	12 —	D. n. 4074 spécifiant qu'il ne sera pas exigé de patente pour la vente de la bière	405
"	15 —	D. n. 542 nommant une Commission chargée d'étudier des mesures tendant à produire une baisse de prix de la viande	337
"	15 —	D. n. 1333 approuvant la Convention conclue entre le Chili et l'Argentine c. les expositions de produits artistiques et industriels . .	646
"	17 —	D. n. 1816 complétant le d. n. 2436 du 11 août 1934 (<i>export. des peaux de certains animaux</i>)	306
"	17 —	D. n. 3535 visant l'export. de piment rouge moulu	306
"	25 —	L. rectifiée n. 5922 interdisant la propriété, la possession ou même la simple occupation pendant plus de cinq ans, de biens-fonds situés dans les départements que fixera le Président de la République, aux ressortissants de pays dans lesquels une interdiction analogue s'applique aux citoyens chiliens	830
"	26 —	D. n. 3604 visant l'import. du riz décortiqué	419
"	29 —	D. n. 5937 mod. la l. n. 4054 du 8 septembre 1924 déclarant obligatoires les assurances-maladie, assurances-invalidité et contre les accidents du travail	728
"	2 oct.	D. n. 3658 fixant à 300 % la surtaxe douanière payable du 4 au 11 octobre	719
"	3 —	D. n. 586 nommant une Commission pour l'élaboration d'un plan destiné à régler et à accroître la production agricole	442
"	6 —	D. n. 790 approuvant le régl. c. les sociétés coopératives	722
"	8 —	L. n. 5950 créant, sous la dépendance du Ministère du travail, la Caisse de l'habitation populaire	862
"	17 —	D. n. 2262 visant le régl. de la l. c. la colon. agricole	830

			Page
1936	21 oct.	D. n. 628 interdisant la reproduction pour la vente des orangers et citronniers par semence, ou par boutures (<i>lutte contre le champignon « Phythiacystis citrophora »</i> Sm.)	709
»	21 —	D. n. 3916 réduisant à 0,01 peso les droits d'entrée des vesces de semence	419
»	30 —	D. n. 3981 réduisant à 0,01 peso les droits d'entrée de la graine de lin.	419
»	19 nov.	D. n. 717 établissant des régl., conditions et formes, relatives à la vente du pain dans les communes	165
»	13 déc.	D. n. 4412 mod. certaines clauses du traité de comm. chilien-péruvien	361
COLOMBIE.			
1935	5 août	Rés. n. 91-A c. les analyses de café	189
»	27 sept.	L. n. 21 établissant un impôt sur la vente des traites provenant de l'export. (<i>café</i>).	306
»	14 nov.	D. n. 2009 portant une réglementation c. certaines dispositions des l. n. 74 de 1926 et n. 132 de 1931, en relation avec les fermes.	610
»	23 déc.	L. n. 78 mod. les dispositions c. l'impôt sur le revenu, augmentant les taux d'imposition	380
»	23 —	* L. n. 82 c. la statistique	8
»	27 —	L. n. 87 établissant diverses dépendances administratives et autorisant le Pouvoir Exécutif à modifier les Services du Ministère des industries et du travail	480
»	28 —	D. n. 2357 instituant, au Ministère de l'agriculture et du comm., la section de navigation, travaux publics et colon.	604
1936	18 janv.	L. n. 12 réorganisant le Département du travail au Ministère des industries et du travail	604
»	22 —	D. n. 111 c. le personnel et les traitements du Ministère de l'agriculture et du comm.	604
»	28 —	L. n. 16, c. les banques, l'épargne, le crédit hypothécaire, etc..	759
»	5 févr.	* L. n. 27 c. l'étude de divers travaux pour le développement de l'agriculture	495
»	5 —	L. n. 28 contenant la protection de l'élevage	570
»	11 —	D. n. 232 instituant, au Ministère de l'agriculture et du comm. une charge de conseiller technique	604
»	11 —	D. n. 238 mod. les dispositions c. le contrôle des changes et des export.	306
»	12 —	L. n. 29 portant des dispositions c. la colon.	830
»	12 —	D. n. 248 accordant le caractère officiel aux Inspecteurs de santé végétale de la Fédération des industriels du café	709
»	13 —	D. n. 266 créant une Commission spéciale permanente chargée des questions c. l'utilisation et la distribution des eaux d'usage public.	481
»	20 —	L. n. 34 mod. certaines dispositions du Code fiscal	831
»	20 —	D. n. 334 suspendant l'effet des d. n. 1487 et 1642 de 1929 portant des restrictions d'ordre sanitaire à l'import. du cacao	506
»	10 mars	Résolution n. 2 visant l'org. et le fonctionnement des dites coopératives	722
»	12 —	D. n. 526 désignant une Commission chargée d'étudier les zones destinées à la colon.	831
»	25 —	L. n. 54 déclarant d'intérêt public la culture et l'exploitation de la cannelle de Ceylan	471
»	25 —	L. n. 59 ratifiant la Convention générale inter-américaine c. la protection des marques et du comm.	361
»	30 —	D. n. 666 c. le personnel et les traitements pour les Sections du Ministère des industries et du travail	604
»	31 —	L. n. 66 établissant l'épargne obligatoire des employés et ouvriers et portant des dispositions c. la construction d'habitations à bon marché	759

			Page
1936	14 avr.	L. n. 74 ratifiant la Convention de comm. conclue à Washington, le 13 septembre 1935, entre la Colombie et les Etats-Unis.	361
"	16 —	D. n. 818 portant réglementation relative à la l. n. 78 de 1935 (<i>déclarations c. les revenus et le patrimoine</i>).	405
"	16 —	D. n. 812 conférant certaines autorisations à l'office de contrôle des changes et export.	306
"	24 —	L. n. 94 autorisant le gouvernement à abaisser certains droits d'import. (<i>copra, coton brut et filés</i>).	419
"	30 — *	L. n. 107 visant l'amélioration économique des terres	798
"	15 mai	D. n. 1108 promulguant la Convention de comm. conclue entre la Colombie et les Etats-Unis d'Amérique	361
"	15 —	D. n. 1109 fixant la date à laquelle entreranno en vigueur les modifications apportées, au tarif douanier, par la nouvelle Convention de comm. avec les Etats-Unis d'Amérique	419
"	8 juin	D. n. 1331 mod. le d. n. 2227 de 1920. (<i>Les tenanciers à ferme de forêts nationales ne pourront ni abattre ni faire du feu dans une zone de 50-100 m. de chaque côté des sources ou réservoirs naturels d'eau</i>).	490
"	15 —	D. n. 77 portant certaines mesures sanitaires c. le bétail.	570
"	16 —	D. n. 1397 mod. le d. n. 818 de 1936, etc. (<i>Exonérations de contributions accordées aux producteurs de café et de bananes</i>).	380
"	6 juill.	D. n. 1588 portant certaines dispositions c. l'import. des marchandises.	306
"	11 —	D. n. 1665 établissant certaines dispositions c. l'exploitation de produits forestiers, etc.	490
"	25 —	D. n. 1797 portant une réglementation relative à la l. n. 94 de 1936 (<i>Réductions de droits accordées aux importateurs de coton</i>).	306
"	26 août	D. n. 2091 publiant certaines dispositions c. le tribunal supérieur des donanes	419
"	4 sept.	D. n. 2224 mod. le d. n. 1461 de 1932 c. les marques et types de café d'export.	307
"	14 —	D. n. 2278 visant le comm. d'anis étoilé ou fleurs de badiane, du fenouil en branche, etc.	307
"	28 —	L. n. 128 mod. certaines l. c. les facilités accordées aux coopératives.	722
"	31 oct.	n. 149 fixant la proportion d'employés, «contratistas» et ouvriers colombiens dans les entreprises établies ou à établir dans le pays	831
"	25 nov.	L. n. 170 prévoyant la construction de maisons et de fermes familiales pour les employés et ouvriers	831
"	27 —	D. n. 2932 c. la fabrication des vins de fruits (<i>impts</i>)	405
"	30 —	L. n. 172 c. le développement du crédit destiné à l'agriculture et à l'élevage du bétail	759

COSTA-RICA.

1936	6 avril	D. visant le développement de la culture et de l'industrie du caoutchouc	471
"	16 mai	D. supprimant le Département de l'agriculture scolaire, etc.	648
"	3 juill.	D. autorisant l'administration générale des impôts directs à conclure des arrangements avec les débiteurs d'arriérés de l'impôt foncier	380
"	9 —	D. visant l'application de la l. du 16 juillet 1932 c. le ravitaillement, l'accaparement, etc.	337
"	21 —	D. réglementant l'export. en franchise du café récolté en Guanacaste (<i>certificats d'origine</i>)	307
"	5 août	D. stipulant que l'impôt foncier sera payé en quatre échéances trimestrielles	380
"	5 —	L. accordant, aux débiteurs du Crédit hypothécaire, un délai finissant le 31 août	760
"	10 —	L. mod. la l. générale des routes	498

CUBA.

1934	30 nov.	D. l. n. 729 portant diverses mesures destinées à diminuer le prix de la viande	337
„	30 —	D. l. n. 733 instituant une commission technique nationale du lait	268
„	4 déc.	D. l. n. 737 autorisant à constituer, à l'aide de crédits non utilisés du budget de 1933-34, un fonds de 17.486 pesos 48 centavos; et autorisant le Secrétaire de l'agriculture à appliquer ce fonds à divers travaux prévus	604
„	18 —	D. l. n. 754 fixant pour 1935 les contingents relatifs à la production et à l'export. du sucre	536
„	18 —	D. l. n. 755 fixant les prix de vente, à la Havane, de la viande de bovins	338
„	28 —	D. l. 789 instituant une Commission de quatre membres, chargée d'étudier la production de l'alcool, les frais de production et de transport	537
„	31 —	D. n. 13 remplaçant par un nouveau texte le régl. de l'impôt sur le sucre devant être consommé dans le pays	405
1935	11 janv.	D. l. n. 810 mod. l'art. 9 des dispositions générales du tarif douanier (<i>Sacs pour l'emballage du sucre</i>).	419
„	15 —	D. l. n. 813 établissant la peine de la chaîne perpétuelle ou la peine de mort pour ceux qui incendieraient, durant la période de récolte et fabrication, les sucreries et les plantations de canne . . .	868
„	22 —	D. l. n. 837 établissant les prix qui seront payés aux producteurs pour le lait destiné à la pasteurisation	268
„	29 —	D. l. n. 849 c. la fixation du prix maximum des viandes	338
„	1 ^{er} févr.	D. l. n. 854 fixant les prix pour la coupe et le rangement de cent arrobes de canne	857
„	18 —	D. l. n. 877 faisant remise, à cause de la calamité publique qu'a été le cyclone de 1933, et avec exclusion de l'exercice en cours, des sommes dues pour impôt foncier et surtaxe provinciale	380
„	19 —	D. l. n. 887 abrogeant l'art. 3 de la l. du 16 décembre 1932 qui avait augmenté l'impôt sur le sucre de consommation	405
„	27 —	Circulaire n. 4 contenant des instructions aux administrateurs du fisc les autorisant à accepter le paiement anticipé	405

DANEMARK.

1935	23 déc.	Arr. n. 363 c. l'export. de fromages danois du type roquefort . .	307
„	28 —	Adjonction n. 367 à la notification du Ministère de l'agriculture, du 10 novembre 1934, c. les taxes sur l'abatage des porcs	405
„	28 —	Notification n. 368 c. la lutte contre le typhus et la paralysie des poules	598
1936	25 janv.	L. n. 14 c. le droit privilégié à accorder aux créanciers, sur la récolte de 1936, pour les dettes contractées par des propriétaires et usufructiers d'exploitations agricoles	760
„	19 févr.	Notification n. 41 c. l'export. de bétail et de viande	307
„	6 mars	Not. n. 54 portant des mesures en vue de la destruction de la larve de l'œstre du bœuf	570
„	18 —	Adjonctions n. 58 à la not. du Ministère de l'agriculture, du 31 mars 1933, sur l'export. et l'import. d'œufs	268
„	25 —	Arr. n. 62 c. l'export. du fromage danois	307
„	31 —	L. n. 75 mod. la l. n. 163 du 14 mai 1934, c. la création et l'agrandissement de petites exploitations agricoles	831
„	7 avril	L. n. 86 c. la réglementation de la production porcine	594
„	7 —	L. n. 87 sur le régime des blés	166
„	7 —	L. n. 94 c. les réserves de chasse pour certaines espèces de mammifères et d'oiseaux	574

			Page
1936	7 avril	L. n. 99 mod. la l. n. 98 du 29 mars 1924 portant des dispositions c. la concurrence illicite et la fausse dénomination des marchandises.	338
»	7 —	L. n. 100 mod. la l. n. 69, du 13 avril 1894, sur les brevets d'invention.	351
»	7 —	L. n. 101 c. les marques de fabrique	351
»	7 —	L. n. 102 c. les marques de fabrique communes	351
»	7 —	L. n. 109 c. les associations de crédit	760
»	7 —	L. n. 110 portant des dispositions c. les prêts des associations de crédit	760
»	7 —	L. n. 116 c. la Banque nationale de Danemark	760
»	8 —	Not. n. 88 c. le régime des blés	166
»	8 —	Not. n. 106 c. l'export. de chevaux sur pied	307
»	9 —	* L. n. 121 portant des mesures c. l'endettement agricole	731
»	21 —	L. n. 125 établissant un impôt extraordinaire sur la fortune	381
»	21 —	L. n. 126 c. la couverture de frais en vue des mesures à prendre relatives à l'endettement agricole	760
»	25 —	Adjonctions n. 135 à la not. du 30 novembre 1935, c. l'abatage de bétail tuberculeux	570
»	30 —	Not. n. 138 portant le texte de la l. n. 163 du 14 mai 1934, c. la création et l'agrandissement de petites exploitations agricoles	831
»	15 mai	Adjonctions n. 144 à la not. du Ministère de l'agriculture du 10 novembre 1934, c. les taxes sur l'abatage des pores	406
»	24 juin	Not. n. 164 c. l'export. de la graisse et du suif	307
»	22 août	Disposition n. 215 c. la not. du Ministère de l'agriculture, du 30 novembre 1935, c. l'abatage de bétail tuberculeux	570
»	25 —	Dispositions supplémentaires, n. 216, c. la not. du Ministère de l'agriculture du 8 avril 1936 c. le régime des blés	166
»	29 —	Not. n. 197 c. la réglementation porcine	594
»	1 ^{er} sept.	Not. n. 192 portant le texte de la l. sur les brevets d'invention	351
»	16 —	Dispositions n. 218 c. le contrôle de la qualité des pommes de terre destinées à l'export.	307
»	17 oct.	Dispositions n. 232 c. le contrôle sanitaire des pommes de terre destinées à l'export.	709
»	27 nov.	L. n. 256 c. les maladies contagieuses des animaux domestiques (îles Féroé)	570
»	9 déc.	L. n. 258 visant les délais de paiement en faveur des propriétaires de terrains agricoles et forestiers	760
»	14 —	L. n. 261 c. l'export. de produits agricoles	307

EGYPTE.

1936	6 janv.	Arr. n. 1 visant la ristourne à accorder sur le prix de transport du riz sur le réseau des chemins de fer de l'Etat	353
»	9 —	Arr. désignant les animaux utiles à l'agriculture ou au transport dont l'export. est interdite	307
»	11 —	Arr. déterminant les conditions d'autorisation pour l'export. des chevaux	307
»	12 mars	D. c. la prorogation de l'accord commercial du 7 juin entre le Royaume d'Egypte et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord	362
»	12 —	D. c. la prorogation de l'accord commercial provisoire entre le Royaume d'Egypte et le Gouvernement de Saorstát Eireann du 28 juillet 1930	362
»	12 —	D. mettant en application l'accord commercial provisoire entre l'Egypte et le Roumanie, signé le 16 janvier 1936	362
»	4 avril	D. n. 27 interdisant l'export. des cailles	574
»	27 —	Arr. n. 17 interdisant l'export. des cailles	307
»	28 —	D. mod. les droits de douane sur certains articles (houblon, amandes, noix, châtaignes, pommes, poires, coings, acides gras, mall, lin, chanvre, fute)	419

			Page
1936	16 mai	Arr. n. 9 portant réduction du prix de transport de pastèques et melons par petite vitesse sur le réseau des chemins de fer de l'Etat	353
	25 —	Arr. portant interdiction de la chasse des cailles au moyen de filets.	574
	6 juin	Arr. n. 11 portant application au prix du transport des tourteaux de graines de coton de la ristourne accordée sur le prix de transport de certaines marchandises sur le réseau des chemins de fer de l'Etat.	353
	7 —	Arr. portant limitation de la proportion des graines étrangères, indiennes ou veloutées et du degré de sélection des graines de coton tagawi	218
	10 —	Arr. n. 23 instituant une Commission interministérielle de Statistique	23
	13 juill.	Arr. n. 14 portant réduction du prix de transport du coton égrené	353
	20 —	L. n. 57 abrogeant le d. l. n. 145 de 1935 portant interdiction de l'export. en Italie de certains produits et marchandises et des import. italiennes	307
	29 sept.	D. portant promulgation de l'accord commercial conclu le 18 août 1936 entre le Royaume d'Egypte et la Palestine	362
	1 ^{er} oct.	D. ajoutant la variété de coton Guizeh 12 à l'annexe du d. l. n. 51 de 1934 pour empêcher le mélange des variétés de coton	218
	12 —	Arr. n. 22 prorogeant d'une année l'arr. n. 30 de 1934 au sujet de la ristourne à accorder sur le prix du transport du riz.	353
	12 —	Arr. n. 23 prorogeant d'une année l'arr. n. 17 de 1933 au sujet de la ristourne à accorder sur le prix du transport du riz.	353
	20 —	Arr. n. 26 portant application au prix du transport des tourteaux de sésame de la ristourne accordée sur le prix de transport de certaines marchandises	353
	31 —	Arr. n. 28 portant octroi d'une ristourne sur le prix de transport du coton égrené.	353

EQUATEUR.

1935	5 déc.	L. n. 18 créant l'assurance générale obligatoire	728
	27 —	D. n. 660 mod. la l. c. l'impôt sur la propriété foncière	381
	31 —	D. n. 668 prorogeant le délai accordé aux débiteurs retardataires du fisc	381
1936	3 janv.	D. mod. le tarif douanier en vigueur (<i>droits sur la graisse de porc, et ses succédanés</i>)	419
	7 —	D. n. 1 incorporant, à l'Université Centrale, l'Ecole nationale vétérinaire	648
	15 —	D. n. 10 c. la propriété foncière	831
	15 —	D. n. 12-bis mod. le tarif douanier en vigueur (<i>supprime les droits d'export. sur le cacao</i>)	420
	21 —	D. n. 2 et 3 mod. la l. c. le contrat individuel de travail et la l. c. le congédiement des travailleurs	858
	24 —	D. n. 4 c. le recensement général de la République	23
	21 févr.	D. n. 18 spécifiant que les contrats c. le service de travailleurs à l'étranger devront être conclus par écrit	858
	29 —	D. n. 118 c. la section de statistique agraire et des travaux agricoles	23
	6 mars	D. n. 146 publiant le régl. de la Direction des recettes visant l'application de la l. de l'impôt sur la propriété rurale.	381
	6 —	D. n. 133 mod. l'art. 11 de la l. c. le contrat individuel de travail.	858
	10 —	D. n. 153 spécifiant que toute société civile ou de comm., nationale ou étrangère, se livrant à l'exploitation de biens immeubles devra posséder son domicile légal dans le Pays	831
	31 —	D. n. 209 instituant un office de contrôle pour l'export. des bananes.	307
	31 —	D. n. 212 mod. le régl. du 15 mars 1936 c. la régie des tabacs.	308

			Page
1936	1 ^{er} avril	D. n. 29 instituant, une Commission permanente pour l'étude des traités de comm.	362
"	6 —	D. n. 174 complétant la l. c. le congédiement des travailleurs . . .	858
"	7 —	D. n. 25 déclarant en vigueur, le d. n. 73 du 17 juillet 1928 c. les brevets exclusifs pour l'exploitation d'inventions	351
"	7 —	Convention de comm. conclue par notes diplomatiques entre l'Equateur et le Chili	362
"	21 —	D. n. 268 mod. la l. c. le tarif douanier (<i>droits d'export. sur les peaux de bovins, ovins, chevaux, etc.</i>)	420
"	22 —	L. organique n. 273 de la Banque hypothécaire de l'Equateur . . .	760
"	22 —	D. n. 271 mod. l'art. 1 ^{er} du d. n. 153 c. les sociétés étrangères qui se livrent à l'exploitation de biens immeubles dans le pays . . .	831
"	24 —	D. n. 197 c. les relations entre patrons et travailleurs	858
"	6 mai	D. n. 315 visant le remboursement des crédits hypothécaires	760
"	8 —	D. n. 327 exonérant de l'impôt de 1 % sur les ventes l'écoulement du tabac préparé en 1935	218
"	12 —	L. c. les terres incultes et la colon.	831
"	14 —	D. n. 226 déclarant d'urgence la campagne antipaludéenne dans toutes les localités atteintes de paludisme	868
"	14 —	D. n. 348 mod. la l. c. le tarif douanier (<i>établit des droits sur l'export. des graines de coton</i>)	420
"	16 —	D. n. 359 mod. la l. du 19 octobre 1935 c. la Régie (<i>import. et achat-vente de tabac</i>)	406
"	16 —	Ratification à Berne du modus vivendi commercial entre l'Equateur et la Suisse	362
"	22 —	D. n. 371 mod. l'art. 14 du d. n. 209 instituant le contrôle de l'export. des bananes	308
"	9 juin	L. organique de la Banque hypothécaire de l'Equateur (<i>remplace celle promulguée le 22 avril 1936</i>)	760
"	12 —	Accord de comm. conclu entre l'Equateur et les Etats-Unis d'Amérique	362
"	15 —	Ratification par l'Equateur de la Convention c. les traités, signée à la Havane le 20 février 1928	362
"	17 —	D. n. 457 plaçant sous la dépendance de la Banque hypothécaire le Service de contrôle de l'export. des bananes	308
"	25 —	D. n. 480 c. le prix d'achat, par l'Etat, de tabacs bruts et semi-préparés, destinés à la consommation publique	338
"	25 —	Statuts de la Banque hypothécaire de l'Equateur	760
"	30 —	Arr. approuvant l'o. c. les Missions sociales (<i>Service à organiser, par l'Institut national de prévoyance, pour l'étude des conditions de vie du peuple</i>)	858
"	2-4-24 juill.	Conventions conclues, moyennant échange de notes, avec les Etats-Unis et le Brésil	420
"	3 —	D. n. 68 élevant de 50 % les droits sur les marchandises provenant du Japon, Canada, la Trinité, Suède, Russie, Finlande, etc. . .	420
"	4 —	Arr. approuvant l'o. c. l'inscription de toutes les personnes soumises à l'assurance sociale obligatoire	728
"	13 —	Règl. c. la cession de domaines agricoles appartenant à l'Etat . . .	831
"	13 —	D. n. 288 réformant le Code de procédure civile (<i>expropriation, etc.</i>) .	831
"	17 —	L. c. les eaux	481
"	30 —	Arr. n. 1024 approuvant le règl. c. le Département d'assistance médicale gratuite et défense biologique des campagnards du Littoral. .	868
"	31 —	L. c. les grèves (<i>réglamente l'exercice du droit de grève</i>)	858
"	5 août	D. n. 49 spécifiant que l'Université Centrale devra établir, pour le service vétérinaire public, une clinique avec hôpital et dispensaire, etc.	570
"	14 —	* L. c. le contrat de gage agricole et de gage industriel	732
"	15 —	Règl. visant l'application du d. n. 956 du 30 juillet 1936 c. le contrôle de l'import., de l'export. et des changes	308

			<i>Page</i>
1936	15 août	D. n. 628 mod. la l. organique des douanes	420
"	17 —	D. n. 635 mod. le Règl. du 13 juillet 1936 c. l'aliénation de domaines ruraux de l'Etat destinés au parcellement	832
"	20 —	D. n. 651 exonérant des droits de douane les import. de farine de blé en général, ainsi que le blé en grain	420
"	22 —	D. n. 653 mod. la l. c. le tarif douanier	420
"	25 —	D. n. 666 augmentant le prix de l'alcool industriel, et mod. sur ce point la l. c. les Régies	338
"	31 —	D. n. 690 déterminant les marchandises importées qui, provenant de certains pays, payeront une surtaxe de 50 %	420
"	7 sept.	D. n. 356 attribuant au Ministère de la prévoyance sociale les branches suivantes: travail, assistance sociale, santé, hygiène, etc. . .	604
"	12 —	D. n. 721 mod. le d. n. 153 c. les sociétés qui se consacrent à l'exploitation des biens immeubles	722
"	28 —	D. n. 742 fixant le prix auquel la Régie payera le litre d'alcool de consommation	338
"	28 —	D. n. 743 fixant le tarif c. la vente, aux fabricants, des tabacs bruts sélectionnés des récoltes 1932, 1933, 1934 et 1935	218
"	27 oct.	D. n. 67 interdisant temporairement l'export. de toutes céréales (maïs, froment, orge, pommes de terre, lentilles, haricots, etc.) . .	308
"	29 —	D. n. 799 instituant au Ministère des affaires étrangères la Direction générale du Comm.	604
"	31 —	D. n. 70 mod. la l. c. les terres incultes et la colon.	832
"	14 nov.	D. n. 829 complétant l'art. 29 de la l. c. l'impôt sur la propriété rurale	381
"	14 —	D. n. 831 portant extension du d. n. 640 du 19 août dernier visant l'impôt sur les stocks	406

ESPAGNE.

1936	2 janv.	D. portant dissolution du Comité d'information et d'inspection du marché des blés	166
"	2 —	D. abrogeant certains articles du d. du Ministre de l'agriculture du 16 octobre 1935 rétablissant intégralement les services y énumérés, etc.	604
"	4 —	Arr. relatif à l'adjudication de contingents mensuels de blé et à leur distribution entre les fabricants de farine	308
"	6 —	Arr. édictant des régl. pour l'exécution des services du Comité d'information et d'inspection du marché du blé, qui a été dissous. .	166
"	7 —	Arr. visant l'exécution du d. du 23 février 1934 relatif au marché de la margarine	268
"	10 —	Arr. approuvant le régl. du Tribunal arbitral des assurances des risques agricoles	728
"	11 —	Arr. mod. l'arr. du 18 décembre 1935 réglant l'export. des oranges, mandarines et clémentines en France	308
"	14 —	Arr. relatif aux permis d'import. de caséine	308
"	16 —	Arr. déclarant que seules les denrées énumérées à l'article 2 § 2 du régl. du 29 mars 1930 pourront être qualifiées de denrées alimentaires de première nécessité	166
"	17 —	Arr. portant réglementation relativement à la concession de bonifications pour les prêts sur l'huile d'olive	760
"	17 —	Arr. relatif aux contingents d'import. de café	308
"	21 —	D. approuvant, à titre provisoire, l'accord commercial et l'accord de compensation, signés à Madrid le 31 décembre 1935, entre l'Espagne et la Turquie.	362
"	21 —	D. approuvant le régl. des Juntas viti-vinicoles provinciales . . .	537
"	21 —	D. édictant des règles pour l'exécution immédiate et efficace des dispositions des articles 43 et 44 du Statut du vin.	537

			Page
1936	21 janv.	D. disposant que dans tous les Centres de caractère agricole non spécialisés, dépendant du Ministère de l'agriculture, devra exister le bétail bovin de travail et d'engraissement estimé nécessaire pour leurs buts d'expérimentation	610
"	21 —	D. interdisant, à titre provisoire, l'import. de certains produits (<i>legumes secs, farine de soja, racines de manioc, etc.</i>)	308
"	22 —	D. c. la dénaturation du blé de l'Etat	166
"	24 —	D. portant application de l'autorisation concédée par l'article unique, § D, alinéa c, de la l. du 4 juin 1935 portant emploi exclusif des alcools de vin, pour tous les usages	189
"	24 —	Arr. établissant des modèles pour les titres de prêts gagés par de l'huile	760
"	28 —	D. c. l'Accord commercial et le Protocole additionnel, signés par les représentants de l'Espagne et de la République dominicaine	362
"	29 —	D. disposant que soit constituée la Commission du chanvre dans la forme indiquée	471
"	31 —	D. établissant des régl. pour l'action conjointe des services d'inspection phytopathologique et d'inspection, surveillance et réglementation des export.	709
"	31 —	D. relatif aux prêts gagés par des blés	760
"	4 févr.	Arr. visant la distribution, aux agriculteurs, des différentes variétés de maïs	471
"	12 —	Arr. réorganisant les centres secondaires d'hygiène rurale	868
"	18 —	Arr. disposant que la Direction générale du comm. et de la politique douanière, édicte et applique les régl. qu'elle estimera nécessaires pour la revision du Registre	420
"	19 —	Arr. c. les Corporations officielles et les associations d'utilité publique	722
"	21 —	D. c. l'org. et le fonctionnement de l'Institut des recherches agronomiques	604
"	21 —	D. relatif à l'annulation des engagements auprès du Service national de crédit agricole pour les prêts alloués avec garantie de blés gagés	761
"	28 —	D. disposant que les juges et les tribunaux qui connaissent des actions de congé, intentées contre des fermiers, colons ou amodiateurs de fonds ruraux en cours d'instance, suspendent les poursuites quand la demande primitive n'est pas fondée sur le manque de paiement du fermage, etc.	846
"	28 —	Arr. relatif aux conditions que doit réunir le bétail chevalin, présenté à l'abatage, et dont la viande est destinée à la consommation publique	594
"	3 mars	Arr. portant création de la section centrale du Ministère de l'agriculture	604
"	3 —	D. relatif aux blés déposés comme garanties d'avances et d'intérêts, et qui sont devenus avariés	761
"	3 —	D. déclarant que les paysans domiciliés dans les villages des provinces de Cáceres et Badajoz, appartenant à la classe appelée valets de charrue (<i>yunteros</i>) qui ont travaillé pendant les années indiquées et qui n'ont pas actuellement de terre à laquelle appliquer leur activité, ont le droit de recouvrer l'usufruit des terres qu'ils avaient antérieurement utilisées.	858
"	3 —	D. disposant qu'on entende par année agricole, le cycle qu'impose la nature de la culture ou l'exploitation du terrain sur la base du temps qui s'écoule d'une récolte à l'autre	846
"	3 —	D. portant création de la Direction de l'Institut de la réforme agraire	832
"	4 —	Arr. déterminant quand il y a lieu de considérer que l'occupation d'un fonds a été pratiquée en fait (<i>réforme agraire</i>)	832

			Page
1936	14 mars	D. étendant aux ouvriers agricoles de la même classe que les valets de charrue, domiciliés dans les villages des provinces espagnoles limitrophes de Cáceres et Badajoz, les avantages accordés par le décret du 3 mars 1936 aux valets de charrue d'Extrémadure. . .	858
"	14 —	D. portant des dispositions additionnelles au d. du 3 mars 1936 relatif aux personnes appelées valets de charrue d'Extrémadure. . .	858
"	14 —	D. mettant en vigueur, les dispositions de l'Accord sur le comm. des marchandises hispano-allemandes du 9 mars 1936.	362
"	16 —	Arr. visant le régl. de la Commission mixte arbitrale agricole. . .	846
"	20 —	D. édictant des régl., relatives aux alcools de vin destinés à tous les usages	189
"	20 —	D. fixant les régl. auxquelles devront s'assujettir les prêts alloués par la Banque officielle ou privée, et garantis par des alcools de vin et des déchets de la vinification	761
"	20 —	D. disposant que l'Institut de la réforme agraire pourra déclarer d'utilité publique les fonds ruraux situés sur le territoire d'une ou de plusieurs communes	832
"	21 —	Arr. relatif à la circulation et au transport de la viande maigre de porc	268
"	23 —	Arr. c. le d. relatif aux valets de charrue d'Extrémadure.	858
"	23 —	Arr. disposant que, dans le transport par cabotage, les expéditions d'animaux vivants, viandes, produits dérivés et peaux soient accompagnées d'un certificat sanitaire et d'origine	570
"	24 —	D. disposant que la taxation du prix de vente soit appliquée au pain fabriqué en formes de 500 grammes	338
"	31 —	Arr. relatif au Service central du cadastre.	832
"	1 ^{er} avril	D. rétablissant, au Ministère de l'agriculture, les Directions générales des forêts, pêche et chasse ainsi que de l'élevage et des industries du bétail	604
"	4 —	Arr. éclaircissant des doutes sur l'interprétation du d. du 21 février de l'année courante, qui organisa l'Institut des recherches agronomiques	605
"	8 —	** D. rétablissant la liberté d'opérations sur les blés et farines de blé.	40
"	8 —	D. interdisant l'exercice de la chasse aux oiseaux de passage. . .	574
"	9 —	Arr. prescrivant l'application la plus stricte des dispositions relatives à l'export. des tomates provenant des Iles Canaries . . .	308
"	18 —	Arr. abrogeant le régl. actuel du Conseil régulateur de l'appellation d'origine « Jerez-Xeres-Sherry »	308
"	30 —	D. mod. le régl. relatif aux Patronages pour la protection des animaux et des plantes	574
"	7 mai	D. relatif à l'Institut de la réforme agraire	832
"	9 —	Arr. publiant et approuvant le Régl. de l'Inspection des contingents d'import.	308
"	11 —	D. rapportant l'interdiction temporaire d'import. des pois chiches. .	308
"	13 —	Arr. supprimant certaines sections du Département de l'agriculture et en rétablissant d'autres	605
"	14 —	D. c. l'application de la l. du 24 mai 1863 sur la prorogation d'exploitation de forêts	490
"	28 —	Arr. relatif aux propositions formulées pour fixer mensuellement le prix du pain de famille	338
"	30 —	L. autorisant le Ministre de l'agriculture à convenir avec les fabricants de farine le placement du blé acheté et stocké en application de la l. du 9 juin 1935	166
"	30 —	L. remettant en vigueur la l. du 27 novembre 1931, en ce qui concerne les jurys mixtes du travail	858
"	30 —	L. approuvant le d. du 28 juin 1935 sur la constitution et le fonctionnement de la Centrale de vente des produits dérivés de la résine	490
"	2 juin	L. relative aux congés de fermage des fonds ruraux.	846

			<i>Page</i>
1936	3 juin	Arr. disposant que l'on procède de toute urgence à la remise du blé de l'Etat	166
"	5 —	D. abrogeant différentes dispositions sur les jurys mixtes du travail.	858
"	11 —	Arr. rétablissant l'org. des groupements et jurys mixtes du travail.	858
"	17 —	Arr. relatif aux services de la Direction générale des forêts, de la pêche et de la chasse	605
"	18 —	L. abrogeant la l. du 1 ^{er} août 1935 et déclarant en vigueur la l. sur la réforme agraire du 15 septembre 1932, etc.	832
"	19 —	Arr. relatif aux contrats pour le dépôt et le remplacement du blé propriété de l'Etat	166

ESTONIE.

1936	30 janv.	L. c. l'application d'une taxe spéciale aux fruits importés	420
"	1 ^{er} févr.	O. c. le prélèvement d'une taxe spéciale sur les fruits importés. .	420
"	22 mars	L. visant l'amélioration de l'élevage du porc	561
"	29 —	L. portant réglementation de l'export. des animaux vivants, de la viande de bœuf et de mouton	308
"	17 avril	O. c. l'application de la l. visant l'amélioration de l'élevage du porc. .	561
"	19 juill.	L. c. l'élevage du cheval.	561
"	2 août	O. c. la fabrication des conserves de produits horticoles et des boissons préparées de fruits ou de baies	537
"	2 oct.	O. c. l'emballage et le marquage des conserves de produits horticoles, etc.	537
"	9 —	L. sur la protection des plantes	709
1936		L. mod. la l. relative à la cession de la propriété des terres de l'Etat	832
"		O. c. les prix moyens des animaux de boucherie et les taxes perçues par l'Etat	338
"		L. portant extension à la l. du Fonds de colon.	832
"		L. mod. la l. c. la lutte contre les maladies épidémiques des animaux domestiques	570
"		L. c. le contrôle de la fabrication, de l'import. et de la vente des engrais.	207
"		L. c. la réglementation de l'export. du beurre.	268
"		L. mod. la l. sur le contrôle du magasinage et du transport de la fibre et de la semence de lin	218
"		O. mod. l'o. c. l'export. de la viande et des produits de la viande. .	268
"		L. mod. la l. c. l'export. des produits laitiers	268
"		L. sur la Chambre des ouvriers agricoles et des petits propriétaires agricoles	646
"		L. abrogeant la l. c. le contrôle de l'export. des animaux de boucherie, de la viande et des produits de la viande	268
"		L. mod. la l. sur la stabilisation des prix du beurre	338
"		L. mod. la l. sur la chasse	574
"		L. mod. le régl. c. l'entreprise des exploitations forestières de l'Etat	490
"		O. mod. l'o. c. les prêts destinés à la construction d'habitations rurales	761
"		O. mod. l'o. c. l'octroi des prêts de construction aux colons. . .	761
"		O. c. la fabrication et la classification commerciale des boissons et des moutis	189
"		L. mod. la l. sur la Chambre des agronomes	646
"		L. réglant les expropriations dans les propriétés foncières morcelées par la frontière entre l'Estonie et la Lettonie	832
"		O. c. les prix moyens des animaux de boucherie et les taxes perçues par l'Etat	338

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Confédération.

1936	29 févr. **	L. visant à encourager la conservation et l'utilisation profitable des ressources foncières agricoles	435
"	2 mars	L. abolissant les créances et les nantissements fiscaux provenant des l. sur le tabac, le coton et les pommes de terre	406
"	10 avril	L. visant à mettre la « Commodity Credit Corporation » en état de fournir aux agriculteurs une assistance plus appropriée, en vue de favoriser un écoulement régulier de leurs produits	166
"	14 —	L. instituant une commission et accordant une assistance supplémentaire aux usagers d'eau des zones comprises dans les plans d'amélioration foncière	481
"	17 —	L. visant la concession de prêts de reconstruction pour la réparation des dégâts causés par les inondations et autres catastrophes.	761
"	25 —	L. c. les accords entre les Etats fédérés produisant du tabac, visant le contrôle de la production et du comm.	354
"	20 mai **	L. visant l'électrification rurale et d'autres buts	495
"	4 juin	L. portant des allocations pour le Ministère de l'agriculture et pour l'Administration du Crédit Agricole	605
"	4 —	L. mod. certaines l. c. la quarantaine des plantes	709
"	15 —	L. mod. la l. du 22 mai 1928 tendant à assurer à la population des Etats-Unis des approv. suffisants en bois et en d'autres produits forestiers, etc.	490
"	19 —	Rés. solidaire mod. la l. du 9 mai 1934 tendant à comprendre les betteraves à sucre et la canne à sucre parmi les produits agricoles fondamentaux	189
"	19 —	L. mod. la l. du 10 juin 1930 c. les denrées agricoles périssables.	189
"	20 —	Rés. mod. celle du 27 août 1935 portant le titre: rés. solidaire autorisant la Commission fédérale du comm. à instituer une enquête c. les revenus agricoles	23
"	20 —	L. visant à étendre au Territoire de l'Alaska les avantages de la l. Adams et de la l. Gurnell (augmentant l'allocation annuelle pour les stations expérimentales agricoles) ainsi que de la l. Capper-Ketcham (visant l'encouragement du travail de certaines académies agricoles).	610
"	20 —	L. mod. la l. du 3 juillet 1908 c. le traité relatif aux oiseaux migrants	574
"	22 —	L. autorisant la construction de certains travaux publics pour les rivières et les ports, en vue de combattre les inondations.	481
"	22 —	L. c. les revenus publics (visant à créer des revenus publics, à égaliser l'imposition et d'autres buts)	381
"	22 —	L. autorisant le Ministère de l'agriculture à procéder à l'examen et au réaménagement des charges d'irrigation	498
"	22 —	L. mod. l'art. 36 de la l. de 1933 portant des dispositions extraordinaires c. les hypothèques agricoles	761
"	24 —	L. visant le recueil et la publication des données statistiques c. les arachides	23
"	24 —	Rés. visant la fabrication, la vente ou la distribution d'outils et machines agricoles	375
"	24 —	Résol. solidaire n. 131 mod. l'art. 11 de la l. n. 461 visant à encourager la conservation et l'utilisation profitable des ressources foncières agricoles au moyen d'assistance fédérale provisoire aux agriculteurs.	442
"	24 —	L. mod. la l. c. les prêts agricoles fédéraux et la l. de 1935 c. le crédit agricole	761
"	24 —	Rés. visant la lutte contre les sauterelles	709
"	25 —	L. visant l'application des dispositions c. les boissons alcooliques.	190

			Page
1936	25 juin	L. visant les revisions et réajustements nécessaires des contrats conclus par le Gouvernement avec les producteurs agricoles . .	443
"	26	— Rés. instituant une enquête sur les pertes subies par les associations coopératives de comm. par le fait des opérations de stabilisation du marché du blé	166
"	26	— L. c. le recouvrement de l'impôt sur les boissons alcooliques visant à assurer la perception des impôts sur les alcools, vins, boissons maltées distillées, etc.	406
"	26	— L. mod. la l. du 28 juin 1934 visant à empêcher l'endommagement des terrains de pâturages publics par la prévention d'un pâturage excessif	472
"	29	— L. c. la renonciation à toute juridiction exclusive sur les terrains destinés aux projets de colon. intérieure ou de bonification rurale.	832

Iles Philippines.

1935	27 sept.	Arr. n. 872 publiant un régl. provisoire c. l'achat, la vente et le stockage du palay et du riz	166
"	23 déc.	L. n. 2 instituant le Conseil économique national, définissant ses pouvoirs, etc.	632
"	31	— L. n. 12 allouant la somme de 100.000 pesos pour l'exécution de la campagne pour l'extermination et la lutte contre les sauterelles .	710
1936	2 janv.	L. n. 18 mod. l'art. 13 de la l. n. 4197 dite « l. encourageant et favorisant l'occupation et la culture des terrains publics inoccupés en ce moment par l'établissement de districts de colon., etc. . . .	832
"	21	— Arr. n. 14 instituant un Département pour le sucre de production indigène	190
"	17 févr.	Arr. n. 18 instituant une Commission du riz afin d'étudier et de proposer des mesures pour résoudre la crise actuelle du riz	166
"	5 mars	Arr. visant l'achat, la vente et le stockage du « palay » et du riz . .	167
"	23 avril	Procl. n. 68 désignant la Société nationale du riz et du maïs comme org. de secours ayant la franchise douanière pour l'import. du riz.	167
"	11 juill.	L. n. 20 visant les procédures d'expropriation	832
"	8 sept.	L. n. 30 mod. les articles 34, 36 et 37 de la l. n. 2874 c. les terrains publics (<i>affermage desdits terrains</i>)	847
"	6 oct.	L. n. 35 mod. la l. n. 4181 c. les impôts sur la propriété foncière et les amendes dues et non payées pour l'année 1935.	381

FINLANDE.

1936	10 janv.	D. n. 11 c. les subventions d'Etat aux associations des petits agriculteurs	722
"	16	— Rés. n. 17 établissant les primes d'export. pour l'année 1936, en vue d'assurer la stabilité des prix de certains produits dérivant de l'élevage des animaux domestiques	338
"	23	— Rés. n. 62 réglementant l'import. ainsi que l'utilisation de l'avoine destinée à l'ensemencement	309
"	13 févr.	Rés. n. 91 établissant un droit de douane préférentiel sur le maïs .	420
"	13	— Rés. n. 93 c. la fixation du taux de mouture pour le seigle indigène et le taux d'immixtion pour la farine de seigle indigène	167
"	28	— D. n. 118 c. la suspension de crédits à l'Italie	309
"	28	— * L. n. 120 c. le rachat de terrains affermés situés dans les zones à population dense	839
"	29	— Rés. n. 115 visant l'application du d. du 15 janvier 1932 établissant des primes aux petits agriculteurs pour travaux de défrichement, etc.	498
"	5 mars	Rés. n. 122 mod. la résol. du 23 janvier 1936, réglementant l'import. ainsi que l'utilisation de l'avoine destinée à l'ensemencement . .	309
"	10	— D. n. 126 visant la l. c. le rachat de terrains affermés situés dans les zones à population dense	833

			Page
1936	20 mars	L. n. 127 mod. l'accord additionnel au traité de comm. entre la Finlande et l'Espagne	362
	2 avril	Rés. n. 143 c. la fixation du taux de mouture pour le seigle indigène et le taux d'immixtion pour la farine de seigle indigène . .	167
	8 —	D. n. 148 c. l'application d'un accord additionnel entre la Finlande et la Lettonie	363
	16 —	Rés. n. 152 mod. la rés. du 16 janvier 1936 établissant les primes d'export. pour l'année 1936 en vue d'assurer la stabilité des prix de certains produits dérivant de l'élevage des animaux domestiques.	309
	17 — **	L. n. 153 c. le contrôle à effectuer sur l'import. de froment et sur la vente dans le pays de cette céréale	41
	17 — **	Rés. n. 154 c. le contrôle à effectuer sur l'import. de froment et sur la vente de cette céréale.	42
	23 —	Rés. n. 171 c. la redevance sur les habitations afférentes à une charge due à l'Etat, ainsi que d'autres paiements en nature . .	862
	25 —	L. n. 167 c. la perception, dans certains cas, de droits de douane majorés	421
	30 —	Rés. n. 200 portant le régl. pour l'administration des propriétés dont la gestion ressortit à la compétence de l'administration de l'agriculture	833
	15 mai	L. n. 206 mod. la l. c. l'application du tarif douanier	421
	28 —	Rés. n. 223 c. les primes à accorder aux cultivateurs de betteraves à sucre pendant l'année 1936	472
	4 juill.	D. n. 246 c. l'application d'un accord commercial avec la Turquie .	363
	4 —	D. n. 247 c. l'application d'un accord de clearing avec la Turquie.	363
	4 —	D. n. 248 c. l'application d'un accord additionnel à la convention, stipulée entre la Finlande et la Roumanie, sur les paiements . .	309
	4 —	Rés. n. 250 c. l'exécution des paiements à la Turquie	309
	4 —	Rés. n. 251 mod. la Rés. du 9 janvier 1936 c. l'exécution de paiements avec la Roumanie.	309
	9 —	Rés. n. 253 mod. la Rés. du 16 janvier 1936, établissant les primes à l'export. pour l'année 1936 en vue d'assurer la stabilité des prix de certains produits dérivant de l'élevage des animaux domestiques	309
	14 août	D. n. 266 c. l'exécution de paiements à l'Espagne	309
	14 —	Rés. n. 267 c. l'exécution de paiements à l'Espagne	309
	14 —	Rés. n. 269 c. l'export. d'œufs de poule	309
	24 —	D. n. 273 c. l'application d'un protocole additionnel sur les tarifs douaniers, stipulé entre la Finlande et la Pologne	421
	31 —	D. n. 274 c. l'application d'un protocole sur les tarifs douaniers entre la Finlande et les Pays-Bas	421
	3 sept.	Rés. n. 278 c. la fixation du taux de mouture pour le seigle indigène et le taux d'immixtion pour la farine de seigle indigène . . .	167
	3 —	Rés. n. 279 portant majoration des droits de douane sur la féculle de pommes de terre	421
	11 —	D. n. 285 mod. le statut douanier	421
	24 —	Rés. n. 294 mod. la rés. du 16 janvier 1936, établissant les primes à l'export. en vue d'assurer la stabilité des prix de certains produits dérivant de l'élevage des animaux domestiques.	309
	1 ^{er} oct.	Rés. n. 301 fixant le taux de consommation pour les graines d'avoine indigène	167
	2 —	L. n. 302 c. l'approbation de certains points d'un accord, stipulé avec les Etats-Unis d'Amérique, sur les tarifs douaniers	421
	2 —	D. n. 303 c. l'application d'un accord avec les Etats-Unis d'Amérique sur les tarifs douaniers	421
	2 —	D. n. 307 c. l'application d'un accord avec l'Italie en vue de la réglementation des échanges commerciaux et des paiements qui en résultent	363
	3 —	Rés. n. 308 c. l'exécution des paiements à l'Italie	309

			<i>Page</i>
1936	8 oct.	Rés. n. 310 portant majoration aux droits de douane sur le pain	421
"	9 —	L. n. 313 approuvant certaines dispositions du protocole additionnel de l'accord commercial avec la Turquie	363
"	9 —	D. n. 314 c. l'application d'un protocole additionnel II à l'accord commercial avec la Turquie	363
"	16 —	D. n. 320 mod. le d. du 31 juillet 1930 c. l'Institut d'Etat pour l'industrie laitière	594
"	21 —	Rés. n. 321, établissant les primes à l'export. en vue d'assurer la stabilité des prix de certains produits dérivant de l'élevage des animaux domestiques	209
"	22 —	Rés. n. 324 mod. l'instruction pour les caisses de colon. des communes rurales	833
"	23 —	L. n. 323 mod. l'art. 4 de la l. c. les travaux spéciaux de colon.	833
"	29 —	Rés. n. 325 portant fixation du taux de mouture pour le seigle indigène	167
"	6 nov.	* L. n. 332 sur la colon.	799
"	6 —	L. n. 333 c. les fonds destinés à la colon	833
"	6 —	L. n. 334 c. les propriétés destinées à la colon.	833
"	6 —	L. n. 335 portant des restrictions aux délais établis pour les actions judiciaires en vue du rachat des terrains affermés	833
"	6 —	L. n. 336 c. la suppression de l'administration de colon.	833
"	6 —	L. n. 337 c. la création d'une section pour les questions ayant trait à la colon.	833
"	6 —	L. n. 339 mod. la l. qui modifie les règl. visant la procédure à suivre pour les opérations de morcellement	833
"	13 —	D. n. 347 c. l'application d'un accord de clearing avec la Bulgarie.	363
"	13 —	D. n. 348 c. l'application d'un protocole additionnel au traité de comm. stipulé entre la Finlande et la Hongrie	363
"	13 —	D. n. 349 c. l'application d'un accord avec l'Italie visant la réglementation des échanges commerciaux.	310
"	13 —	D. n. 350 c. la convention, conclue entre la Finlande et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et Irlande du Nord	363
"	13 —	D. n. 351 mod. le statut douanier	421
"	14 —	Rés. n. 355 c. l'acquiescement des paiements à l'Italie	363
"	4 déc.	L. n. 381 mod. la l. c. les boissons alcooliques	190
"	10 —	Rés. n. 382 mod. la résolution du 16 janvier 1936, c. les primes d'export. en vue d'assurer la stabilité des prix de certains produits dérivant de l'élevage des animaux domestiques.	310
"	18 —	L. n. 385 portant réduction des annuités à payer par les détenteurs de propriétés foncières destinées à la colon.	833
"	18 —	L. n. 396 c. l'impôt sur les produits de margarine et sur les aliments concentrés du bétail	406
"	18 —	D. n. 397 c. la l. visant l'impôt sur les produits de margarine et sur les aliments concentrés du bétail	406
"	18 —	L. n. 400 interdisant l'emploi de propriétés foncières agricoles pour le paiement de dettes	761
"	23 —	L. n. 427 c. la perception des droits de douane pendant l'année 1937 (céréales, café, plantes potagères, sucre).	421
"	29 —	Rés. n. 429 portant fixation du prix du seigle importé.	338
"	30 —	L. n. 433 réglementant l'export. dans certains cas	310
"	30 —	D. n. 434 c. la réglementation de l'export. de produits agricoles	310
"	30 —	D. n. 439 réglementant l'export. de lichen	310
"	30 —	D. n. 442 prorogeant la durée de validité du traité de comm. conclu avec l'Allemagne.	363
"	30 —	Rés. n. 444 c. les droits de douane préférentiels sur le maïs	421
"	30 —	L. n. 446 c. le rachat de la part de l'Etat de propriétés foncières destinées à la vente forcée aux enchères	833

			<i>Page</i>
1936	30 déc.	Rés. n. 460 c. l'application de la l. du 18 décembre 1936, portant réduction des annuités à payer par les détenteurs de propriétés foncières destinées à la colon.	833
	30 —	Rés. n. 461 c. l'application de la l. c. l'impôt sur les produits de margarine et sur les aliments concentrés du bétail	406

FRANCE.

1935	14 déc.	Circulaire et instruction relatives au dénombrement de la population en 1936	23
	25 —	D. portant régl. pour l'application de la l. du 20 février 1928 créant un Institut de médecine vétérinaire exotique	570
	30 —	D. relatif au contingentement de l'import. des truites fraîches. . .	310
	30 —	D. relatif aux avances pouvant être accordées à des producteurs de vins bénéficiant d'une appellation d'origine	761
	31 —	Arr. c. les opérations de défense du marché du blé	167
	31 —	Arr. fixant le taux d'intérêt des prêts à court terme consentis par les caisses de crédit agricole pour faciliter le financement des récoltes.	761
1936		Déc. fixant le prix d'achat et le prix de rétrocession du blé tendre.	338
		Déc. de l'Office national interprofessionnel du blé fixant le prix du blé dur.	339
		Avis visant l'application de la l. du 11 mars 1932 sur les allocations familiales	859
		Arr. complétant la liste des denrées, objets et marchandises de première nécessité	190
		Arr. relatif à la désacidification des moûts de raisins trop acides de la dernière récolte	537
	5 janv.	D. relatif aux blés destinés à la consommation familiale des producteurs	167
	6 —	D. visant l'arrangement prorogeant l'accord commercial signé le 11 janvier 1934 entre la France et l'U. R. S. S.	363
	14 —	Arr. portant création d'un comité du lait dans divers départements. . .	268
	16 —	Arr. relatifs au degré minimum des vins de la dernière récolte. . .	537
	17 —	D. relatif à la caisse nationale du crédit agricole.	761
	19 —	D. fixant la prime à l'oléiculture	472
	22 —	Arr. visant l'import. de bananes étrangères	310
	22 —	Arr. fixant les conditions d'export. d'œufs en Espagne	310
	22 —	D. c. l'arrangement commercial signé le 6 janvier 1936 entre la France et l'U. R. S. S.	363
	22 —	D. relatif aux caisses régionales de crédit agricole mutuel	761
	28 —	Circulaire relative au comm. des semences de blé, des plants de pomme de terre et des semences d'avoine.	205
	4 févr.	D. portant mise en application d'un accord, signé le 4 février 1936, entre la France et l'U. R. S. S., au sujet de la taxe à l'import. des produits de l'U. R. S. S., etc.	363
	5 —	Circulaire c. l'application de l'art. 18 de la l. du 24 décembre 1934 (<i>surveillance des prix</i>)	339
	10 —	D. relatif au contingentement des alcools de betteraves payés au prix de parité du sucre	190
	12 —	D. visant le degré alcoolique minimum des eaux-de-vie et des liqueurs	537
	13 —	D. c. l'accord commercial entre la France et le Chili signé à Santiago le 16 janvier 1936	363
	13 —	D. relatif à l'import. des graines de semence de lin	310
	14 —	Arr. organisant une enquête destinée à déterminer la capacité de production de chaque moulin.	167
	14 —	Arr. relatif à l'examen de fin d'apprentissage agricole et horticole. . .	859
	15 —	D. relatif aux droits de douane applicables aux beurres	421

			Page
1936	16 févr.	D. fixant pour l'année 1936 le taux d'intérêt des prêts individuels et collectifs à long terme (<i>application de la l. du 5 août 1920</i>).	761
"	17 —	Arr. relatif au transit sur le territoire français de certains produits végétaux	710
"	18 —	D. et arr. fixant la réglementation des export. de saindoux.	310
"	18 —	D. relatif à l'écoulement des blés non stockés ayant fait l'objet d'un contrat de prise en charge.	167
"	22 —	** L. complétant l'art. 7 de la l. du 26 mars 1924 c. les diverses mesures à prendre contre les incendies de forêts.	863
"	26 —	L. visant la modification du tarif douanier (<i>produits agricoles</i>).	421
"	26 —	D. relatif à la suppression des offices agricoles.	610
"	27 —	L. portant ouverture d'un crédit extraordinaire pour « subventions et secours destinés à la réparation de dommages causés et à la reconstitution de capitaux détruits par les inondations survenues dans la région du Sud-Est etc. »	443
"	27 —	Arr. autorisant la construction de sucreries et distilleries nouvelles.	537
"	28 —	Arr. homologuant le régl. du marché des sucres à Paris.	374
"	28 —	Arr. portant réorg. des comités départementaux de l'apprentissage agricole	648
"	29 —	Arr. relatif au compte spécial prévu pour l'inscription des opérations de dépenses de la défense du marché du blé	167
"	1 ^{er} mars	D. mod. la division territoriale de la France en conservations des eaux et forêts et en commissions de chasse et de pêche.	605
"	1 ^{er} —	D. et cahier des charges relatifs aux opérations d'échange des blés du stock de sécurité contre des blés de la récolte 1935	167
"	7 —	Arr. relatif à la composition des comités interprofessionnels chargés de donner leur avis sur les autorisations d'import.	310
"	7 —	L. c. le d. du 10 juin 1934 tendant à permettre, par mesure de réciprocité, l'interdiction d'import. et de transit en France des animaux et de certains produits d'origine animale	310
"	7 —	L. ayant pour objet de ratifier le d. du 19 juillet 1934 modifiant les droits de douane applicables aux animaux vivants et aux viandes.	421
"	7 —	D. relatif au comité de propagande en faveur du vin	537
"	7 —	D. fixant le taux des taxes auxquelles sont assujettis les importateurs de certaines marchandises agricoles contingentées.	421
"	7 —	D. relatif à l'application de la l. du 2 juillet 1935 sur les produits résineux	490
"	7 —	D. portant publication et mise en application à titre provisoire de l'échange de lettres entre la France et le Brésil signé à Paris, le 4 mars 1936	364
"	11 —	D. c. le d. du 20 septembre 1935 relatif au comité national des appellations d'origine	310
"	11 —	D. mod. le d. du 27 septembre 1935 relatif à la commission consultative pour la surveillance des prix (<i>vins et spiritueux</i>)	339
"	11 —	D. étendant à l'Algérie les dispositions du d. du 30 octobre 1935 portant modification du régime de la transcription.	833
"	11 —	D. relatif aux immunités fiscales accordées aux sociétés de crédit agricole	761
"	12 —	D. relatif à la revision des contrats d'achats de betteraves et au contingentement de la production du sucre	190
"	13 —	D. mod. le régime de l'admission temporaire des maïs en grains destinés à l'amidonnerie	310
"	13 —	D. mod. le régime de l'admission temporaire des blés durs et des maïs destinés à la semoulerie.	310
"	14 —	Arr. fixant la délimitation des zones déclarées contaminées par le doryphore et des zones de protection.	710
"	17 —	Arr. créant un comité du lait dans divers départements	594
"	18 —	D. relatif à l'emploi des blés de la récolte de 1935 ayant fait l'objet d'un contrat de stockage	167

			Page
1936	19 mars	** L. portant institution, org. et fonctionnement d'un conseil national économique	612
"	19	— D. relatif à la circulation des farines panifiables de blés.	167
"	19	— D. c. la l. du 14 février 1935 relative à la pêche fluviale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.	574
"	20	— Arr. fixant les conditions d'écoulement des blés stockés 1935.	168
"	21	— ** L. tendant à favoriser la production des mistelles et des vins doux naturels	500
"	23	— Arr. c. les import. de bois communs, de pailles ou laines de bois, etc.	310
"	23	— Arr. c. les contingents de produits résineux et de l'essence de térébenthine	490
"	24	— D. visant l'application du d. du 30 octobre 1935 mod. le régime des assurances sociales en ce qui concerne les assurés de l'agriculture.	728
"	24	— ** L. tendant à limiter la culture de la chicorée	447
"	24	— L. relative à l'amortissement différé des prêts consentis par les caisses de crédit agricole	762
"	24	— ** L. tendant à modifier l'art. 2102 du Code civil en vue de faire bénéficier les vendeurs d'engrais et de produits destinés à la destruction des parasites animaux et végétaux, du privilège accordé pour les fournitures de semences et les frais de la récolte de l'année.	732
"	26	— L. ayant pour objet de ratifier le d. du 12 septembre 1933 mod. les droits de douane applicables aux pommes de terre et aux féculs de pommes de terre	421
"	27	— D. instituant le contrôle de la production des produits résineux.	490
"	28	— ** L. tendant à proroger les délais fixés par le d. l. du 30 juillet 1935 pour réaliser l'arrachage facultatif des vignes	447
"	28	— L. tendant à réglementer le comm. des amendements (<i>engrais</i>).	207
"	28	— L. portant ratification de la convention internationale conclue le 5 juin 1935 pour l'unification des méthodes d'analyse des vins dans le comm. international	364
"	30	— Arr. c. l'import. de certaines marchandises étrangères (<i>bétail, viandes, graisses, oeufs, lait, miel, céréales, huiles, etc.</i>).	310
"	31	— D. relatif au taux des taxes auxquelles sont assujettis les importateurs de produits agricoles contingentés	406
"	31	— D. déterminant les conditions de participation des coopératives titulaires de contrats de stockage aux opérations d'échange des blés du stock de sécurité	722
"	31	— Arr. relatif à la délivrance des attestations et certificats aux coopératives de stockage et aux négociants participant aux opérations d'échange des blés du stock de sécurité.	722
"	31	— Circulaire visant le régime des assurances sociales applicable aux assurés de l'agriculture	728
"	1 ^{er} avril	D. relatif à l'org. du comité national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie	537
"	1 ^{er} —	D. relatif à l'apurement par l'export. de farines, semoulettes et son, des blés tendres entrés en admission temporaire	311
"	3	— L. tendant à étendre le régime de l'admission temporaire aux amandes douces, non avariées, destinées à la fabrication de l'huile fixe d'amande	311
"	3	— Arr. relatif au contrôle des pommes de terre, tomates et aubergines dans les ports et gares situés dans les zones doryphorées.	710
"	3	— L. complétant l'art. 8 de la l. du 31 mars 1931 tendant à créer des caisses de compensation, en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies	472
"	8	— Arr. relatif à l'application de la l. du 3 avril 1936, complétant l'art. 8 de la l. du 31 mars 1931 tendant à créer des caisses de compensation, en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies	472

			<i>Page</i>
1936	9 avril	Arr. relatif à l'inventaire annuel des stocks de produits résineux.	490
"	9 —	Arr. relatif à l'inventaire des usines de distillation de gemme . . .	490
"	9 —	D. mod. la composition du comité de contrôle des semences. . . .	205
"	16 —	L. instituant des mesures pour venir en aide à la forêt française. .	490
"	16 —	D. relatif à l'admission temporaire des sucres	311
"	17 —	D. visant les encouragements à la culture du chanvre	472
"	18 —	D. relatif à la participation des coopératives, titulaires de contrats de stockage, aux opérations d'échange des blés du stock de sécurité.	723
"	18 —	D. relatif à la distillation obligatoire et à l'achat des alcools de vin.	537
"	22 —	Arr. relatif aux conditions d'import. des maïs « petit grain » dits de Bessarabie	311
"	23 —	D. mod. le d. du 12 mars 1936 relatif à la revision des contrats d'achats de betteraves et au contingentement de la production du sucre	537
"	24 —	D. mod. le d. du 1 ^{er} juin 1932 pris pour l'application de la l. du 4 juillet 1931 sur les encouragements à la production du lin . .	472
"	24 —	D. mod. le d. du 10 septembre 1935 relatif à l'assainissement du marché de la viande	268
"	24 — **	D. portant codification des textes législatifs relatifs à l'org. et à la défense du marché du blé	43
"	25 —	D. c. les assurances mutuelles agricoles	728
"	29 —	D. relatif à l'écoulement des blés des récoltes de 1933 et 1934 ayant fait l'objet de contrats de prise en charge	168
"	30 —	D. relatif à l'échelonnement des enlèvements des vins de la pro- priété	190
"	1 ^{er} mai	D. et arr. réglementant l'import. des bois à papier.	311
"	1 ^{er} —	D. portant réorg. du service technique des eaux et du génie rural.	605
"	2 —	D. et arr. relatifs au remboursement des attestations d'emploi de blé de report	168
"	6 —	D. mod. la tarification douanière des bois à papier.	421
"	7 —	Arr. relatif aux quantité de légumes frais importées de la zone française de l'empire chérifien à admettre en franchise de droits de douane en France et en Algérie	311
"	7 —	D. relatif au contingentement des orges d'origine étrangère	311
"	8 —	D. relatif à la limitation de la récolte et de la vente de la chicorée à café	190
"	11 —	D. portant mise en application de l'accord commercial conclu entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique	361
"	11 —	Arr. homologuant le régl. du marché des blés, seigles, avoines et orges à Paris	374
"	11 —	Arr. homologuant le régl. du marché des huiles à Paris	374
"	12 —	D. relatif au renouvellement du stock de sécurité (<i>blé</i>)	168
"	13 —	Arr. relatif au contrôle de la salubrité des viandes	268
"	14 —	D. relatif à l'emploi des blés de la récolte de 1935 ayant fait l'objet d'un contrat de stockage, etc.	168
"	14 —	D. relatif à la délivrance des attestations et des certificats justifiant de l'acquisition des blés de la récolte de 1935 ayant fait l'objet de contrat de stockage	168
"	15 —	D. relatifs à la définition d'appellations contrôlées (<i>vins</i>)	190
"	16 —	Arr. suspendant les dérogations relatives aux import. de pièces dé- tachées de mouton	311
"	16 —	D. relatif à l'import. des blés marocains	311
"	23 —	Arr. visant les sociétés pratiquant l'assurance sociale agricole . . .	723
"	26 —	D. portant incorporation obligatoire de blé dur algérien stocké dans les minoteries et semouleries algériennes et les semouleries mé- tropolitaines	168
"	26 —	Arr. créant des comités départementaux du lait	268
"	29 —	D. relatif à l'emploi par la meunerie des blés de la récolte de 1935 ayant fait l'objet d'un contrat de stockage	168

			Page
1936	29 mai	D. relatif à la définition d'appellation contrôlée (<i>vins</i>)	190
	30 —	Circulaire relative à l'emploi abusif des mots « bière », « brasseur »	537
	30 —	Arr. c. les cours professionnels par correspondance pour l'apprentissage	648
	31 —	D. relatifs à la définitions d'appellation contrôlée (<i>vins</i>).	190
	3 juin	D. exonérant les marchandises originaires et en provenance des Etats-Unis d'Amérique des majorations du taux de la taxe à l'import. prévue par la l. du 31 mars 1932.	422
	3 —	Arr. relatif à l'org. de conférences-démonstrations d'enseignement laitier	648
	3 —	D. portant exonération pour les marchandises estoniennes des majorations du taux de la taxe à l'import.	422
	4 —	Arr. relatif à l'import. de tourteaux de fumure d'origine belge	311
	4 —	D. relatif à l'application de la l. du 2 juillet 1935 sur les produits résineux	490
	11 —	D. relatif à l'emploi par les meuniers des blés de la récolte de 1935 ayant fait l'objet de contrats de stockage	168
	12 —	D. relatif à l'échelonnement des enlèvements des vins de la propriété	190
	17 —	Arr. fixant le maximum de gestion de l'assurance agricole	728
	18 —	D. approuvant un modèle de d. relatif à la participation des intéressés aux dépenses des travaux de curage	481
	20 —	D. relatif à l'emploi des blés de la récolte 1935 ayant fait l'objet d'un contrat de stockage	168
	20 —	D. mod. la composition de la commission chargée de répartir les subventions aux sociétés d'assurances mutuelles agricoles	728
	20 — **	L. instituant un congé annuel payé dans l'industrie, le comm. les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture	848
	22 —	Arr. relatif aux quantités de légumes frais importées directement de la zone française de l'empire chérifien à admettre en franchise de droits de douane en France et en Algérie	422
	24 —	D. relatif au régime douanier applicable à certains produits d'origine étrangère importés dans la partie du Gabon non comprise dans les limites du bassin conventionnel du Congo (<i>graisses animales, fruits et graines oléagineux</i>)	422
	25 —	L. tendant à la protection du cuir et à répression de la fraude dans la vente du cuir	339
	27 —	D. relatif à la prise en charge et à l'emploi des blés durs des récoltes de 1933 et de 1934 détenus par les semouleries de la métropole	168
	29 —	D. relatif à la définition d'appellation contrôlée « Champagne »	190
	29 —	Arr. relatif à l'import. de certaines marchandises étrangères (<i>animaux, viandes, céréales, produits laitiers, œufs, farines, beurre, etc.</i>).	311
	30 —	D. relatif à l'import. de certaines marchandises étrangères	311
	30 —	D. relatif aux taxes auxquelles sont assujettis les importateurs de produits agricoles contingentés	422
	6 juill.	Arr. relatif au paiement de l'indemnité due aux viticulteurs à la suite des arrachages volontaires de vignes	472
	7 —	D. complétant le d. du 13 mars 1936 relatif au régime de l'admission temporaire des maïs en grains	422
	7 —	Arr. relatif à l'import. en France de fruits	311
	8 —	Arr. relatif au remplacement des vignes phylloxérées	472
	8 —	Arr. relatif à l'irrigation des vignes	472
	9 —	D. visant la convention commerciale franco-polonaise du 9 décembre 1924	364
	9 —	L. tendant à compléter la l. du 6 juillet 1927 sur le recrutement des gardes domaniaux des eaux et forêts	605
	9 —	D. relatif à la suppression des offices agricoles	610
	10 —	Arr. relatif à l'emploi de la tuberculine pour l'exécution des opérations de prophylaxie antituberculeuse	570

1936	10 juill.	D. visant l'application des dispositions prévues par l'échange de lettres franco-équatorien du 12 mai 1936.	364
"	10 —	Circulaire c. l'exécution des travaux de curage et d'amélioration des cours d'eau.	481
"	11 —	Arr. créant des comités du lait dans divers départements.	268
"	16 —	Arr. c. la l. tendant à limiter la culture de la chicorée à café. . . .	472
"	18 —	D. portant publication et mise en application, à titre provisoire, de l'accord commercial conclu entre la France et la Pologne.	364
"	23 —	Arr. relatif au paiement de l'indemnité due aux viticulteurs à la suite des arrachages.	472
"	24 —	L. mod. les l. et statuts qui régissent la Banque de France.	762
"	24 —	Arr. relatif au repeuplement des étables dans les exploitations en cours d'assainissement.	561
"	25 —	Arr. relatif aux subventions allouées aux sociétés coopératives agricoles.	723
"	30 —	D. relatif à l'emploi par les meuniers des blés de la récolte de 1935 ayant fait l'objet de contrats de stockage.	168
"	31 —	L. tendant à l'approbation des échanges de lettres relatifs à l'attribution, à la zone frontalière luxembourgeoise, d'un contingent d'import. de pommes de terre à un droit de douane spécial. . . .	422
"	31 —	D. relatif aux taxes auxquelles sont assujettis les importateurs de certaines marchandises agricoles contingentées.	422
"	3 août	Arr. portant application à l'Espagne des dispositions de l'arr. du 15 février 1932 (<i>contrôle des import.</i>)	311
"	4 —	D. relatif à la délivrance des attestations et des certificats justifiant de l'acquisition des blés ayant fait l'objet d'un contrat de stockage, etc.	168
"	5 —	D. portant régl. d'administration publique pour l'application aux exploitations agricoles de la l. du 11 mars 1932 sur les allocations familiales.	859
"	6 —	Arr. relatif aux modalités d'application du paragraphe 1 ^{er} de l'art. 8 de la l. du 7 juillet 1933 (<i>import., fabrication et vente des préparations destinées au diagnostic, à la prévention et au traitement de la tuberculose des animaux</i>).	570
"	6 —	D. relatifs à la définition des appellations contrôlées « Armagnac, Banyuls, Maury, Rivesaltes, Côtes d'Agly, Côtes de Haut-Roussillon » et « Quincy ».	311
"	8 —	L. c. les échanges commerciaux entre le Maroc et les colonies françaises (<i>mesures douanières</i>)	422
"	10 —	Arr. c. les livraisons à l'Etat d'alcools de pommes et de poires et d'alcools de cidres et de poirés.	190
"	11 —	Arr. fixant les prix d'achat des alcools de betteraves pour la campagne 1935-1936.	339
"	13 —	* D. visant le régime juridique et fiscal des sociétés coopératives agricoles.	715
"	13 —	L. mod. le d. du 7 novembre 1935 portant modification du tarif douanier du pyréthre.	422
"	13 —	L. visant le tarif douanier et les majorations de la taxe d'import.	422
"	13 —	D. portant publication et mise en application d'un <i>modus vivendi</i> commercial entre la France et l'Italie.	364
"	13 —	D. portant publication et mise en application d'un accord de compensation pour les paiements entre la France et l'Italie.	364
"	14 —	L. mod. le d. du 27 avril 1935 relatif à l'import. de certaines marchandises étrangères (<i>oranges, mandarines, etc.</i>)	311
"	14 —	L. visant la fixation du taux des taxes auxquelles sont assujettis les importateurs de bananes étrangères.	311
"	15 —	** L. tendant à l'institution d'un office national interprofessionnel du blé.	65
"	16 —	L. visant l'application d'un accord réservant aux maïs d'origine yougoslave des avantages préférentiels.	422

			Page
1936	17 août	Arr. relatif à l'emploi de la vaccination dans la prophylaxie de la tuberculose des bovidés	571
»	18 — **	L. tendant à modifier la taxe unique sur les corps gras en ce qui concerne les huiles de noix et les huiles de colza	386
»	18 — *	L. relative à l'exécution d'un plan de travaux destinés à combattre et à prévenir le chômage	497
»	19 — **	L. tendant à réprimer la hausse injustifiée des prix	331
»	19 —	L. portant création d'une caisse nationale des marchés de l'Etat, des collectivités et établissements publics	762
»	19 —	L. tendant à instituer une aide temporaire aux entreprises commerciales, industrielles et agricoles	762
»	19 —	Arr. relatif aux conditions d'export. de saindoux	311
»	20 — **	L. tendant à accorder des délais aux producteurs agricoles pour le paiement des dettes qu'ils ont contractées pour les besoins de leur exploitation	733
»	24 —	D. relatif à l'emploi par les meuniers des blés de la récolte de 1935 ayant fait l'objet de contrats de stockage	168
»	25 —	Arr. constituant le conseil central de l'office national interprofessionnel du blé	168
»	26 —	L. relative à l'insaisissabilité et à l'incessibilité des allocations de chômage	859
»	26 —	D. portant org. de l'office national interprofessionnel du blé	168
»	26 —	D. portant délégation dans les fonctions de directeur de l'office national interprofessionnel du blé	169
»	26 —	D. c. l'échange du blé contre de la farine ou du pain	169
»	26 —	D. c. les exploitants de moulins et de minoterie, etc.	169
»	26 —	L. tendant à faciliter la création d'unions de coopératives agricoles et de coopératives de consommation en vue de l'abaissement du coût de la vie	723
»	26 —	L. visant la vente des raisins et du vin récoltés dans la Champagne délimitée	190
»	27 —	D. relatif à l'échelonnement des enlèvements des vins de la propriété	190
»	27 —	Arr. fixant le montant de la prime à la culture du lin	472
»	27 —	D. relatif aux fabricants de mistelles	537
»	29 —	D. fixant le taux de la taxe à la mouture pour les produits dérivés des farines et semoules	169
»	29 —	Arr. relatif aux subventions à allouer aux silos et magasins coopératifs à blé	723
»	31 —	D. relatif à l'emploi par les meuniers des blés de la récolte de 1935 ayant fait l'objet de contrats de stockage	169
»	31 —	D. relatif à l'emploi par les minotiers et semouliers algériens et les semouliers métropolitains des blés durs algériens de la récolte 1935, etc.	169
»	31 —	D. relatif aux déclarations des stocks de blés et de farines prescrites par l'article 10 de la l. du 15 août 1936	162
1 ^{er} sept.	*	D. c. le remembrement de la propriété rurale	811
1 ^{er} —	—	Arr. relatif à l'export. des beurres	311
5 —	—	D. relatif aux carburants détaxés à l'usage de l'agriculture	375
7 —	—	D. portant des comités départementaux des céréales	169
7 —	—	D. portant approbation des échanges de lettres des 18 juillet et 23 décembre 1935 signé entre la France et le Luxembourg	364
8 —	—	D. relatif aux déclarations de récoltes, à la taxe à la production et aux redevances et cotisations prévues par la l. du 15 août 1936 instituant l'office national interprofessionnel du blé	169
8 —	—	D. et arr. fixant le contingent de production de chicorée à café pour 1936	473
11 —	—	D. relatif à la définition de l'appellation contrôlée Bergerac	312

			Page
1936	11 sept.	D. relatifs à la définition d'appellations contrôlées Pommard, Beaune, Nuits ou Nuits-Saint-Georges, Vosne-Romanée, Romanée-la Tache, Chambolle-Musigny, Musigny, Gevrey-Chambertin	312
	15 —	Arr. relatif aux exportations de beurre	312
	15 —	Arr. visant l'application du d. du 30 octobre 1935 mod. le régime des assurances sociales en ce qui concerne les professions agricoles . .	728
	16 —	D. visant le fonctionnement immédiat de l'office national interprofessionnel du blé	169
	17 —	D. relatif à l'assainissement du marché de la viande	268
	18 —	D. fixant les cadres, traitements, conditions d'avancement et de recrutement du personnel de l'office national interprofessionnel du blé	169
	18 —	Arr. abrogeant des arr. relatifs aux opérations confiées au comité interprofessionnel du contrôle des import.	312
	18 —	D. mod. le d. du 13 mars 1936 relatif au régime de l'admission temporaire des maïs en grains destinés à l'amidonnerie	422
	25 —	D. relatif à l'échelonnement des enlèvements de vin de la propriété . .	190
	25 —	D. portant admission des présidents des chambres algériennes à l'assemblée des présidents des chambres d'agriculture	646
	26 —	D. portant org. financière de l'office national interprofessionnel du blé	169
	26 — **	D. relatif aux congés payés annuels dans l'agriculture	849
	28 —	D. accordant des subventions aux associations de livres généalogiques	561
	29 —	Arr. fixant le prix des mélasses indigènes destinées à la nourriture des animaux	339
	29 —	Arr. relatif à la délivrance des menus produits dans les forêts domaniales	491
	30 —	Arr. fixant la valeur du sucre devant servir de base au calcul de la taxe unique pendant la campagne 1936-37	406
	30 —	Arr. relatif à l'import. de certaines marchandises étrangères (animaux, viandes, produits laitiers, céréales, fruits, etc.)	312
	1 ^{er} oct.	L. monétaire	352
	2 —	Arr. portant suspension de certains contingents (chevaux de boucherie, millet, pois chiches, etc.)	312
	2 —	D. mod. le régime de l'entrepôt des spiritueux en Corse	422
	4 —	D. relatif à la distillation obligatoire	537
	6 —	D. fixant les quantités de vin de la récolte de 1936 que les viticulteurs sont autorisés à faire sortir de leurs chais	190
	6 —	D. prorogeant la durée d'application du d. l. du 23 octobre 1935 accordant des facilités aux viticulteurs pour le financement de leurs récoltes	473
	7 —	Arr. relatif à l'application de la l. du 19 août 1936 instituant une aide temporaire aux entreprises commerciales, industrielles et agricoles	445
	7 —	D. portant org. financière des comités départementaux des céréales .	169
	9 — **	D. relatif à la taxe unique sur les corps gras	387
	12 —	D. fixant les conditions d'achat, de vente et de circulation des blés non loyaux et marchands	169
	13 —	D. mod. les quantités de produits originaires de la zone française de l'empire chérifien à admettre en franchise de droits de douane en France	422
	13 —	D. portant réglementation de la chasse dans les principaux territoires africains	575
	14 — **	D. relatif au comm. des blés de semence	81
	16 —	Arr. relatif à l'import. des pièces détachées de mouton	268
	17 —	D. portant incorporation dans le code pénal des impôts directs et taxes assimilées de textes législatifs mod. certaines dispositions de ce code	381

			<i>Page</i>
1936	17 oct.	D. portant incorporation dans le code des impôts directs et taxes assimilées applicables dans les départements du Bas-Rhin du Haut-Rhin et de la Moselle des textes législatifs modifiant certaines dispositions de ce code	381
"	17 —	D. portant incorporation dans le code de l'enregistrement de textes législatifs mod. certaines dispositions de ce code	406
"	17 —	D. portant incorporation dans le code du timbre de textes législatifs mod. certaines dispositions de ce code	406
"	17 —	D. portant incorporation dans le code des contributions indirectes de textes législatifs mod. certaines dispositions de ce code	406
"	17 —	D. portant incorporation dans le code des douanes de textes législatifs mod. certaines dispositions de ce code	423
"	19 —	Arr. autorisant l'import. de bovins andorrans à destination de la boucherie	312
"	19 —	Arr. constituant un comité de contrôle des prix	339
"	20 —	D. portant règlement d'administration publique pour l'application de la l. du 1 ^{er} août 1905 sur la répression des fraudes (<i>fromages</i>).	350
"	20 —	D. relatif à la fabrication des piquettes et vins de sucre pour la consommation familiale en 1936	537
"	21 —	Arr. autorisant l'import. des légumes frais en provenance des Pays Bas	312
"	29 —	D. relatif au régime de l'export. préalable des blés, farines et produits farineux alimentaires de blé	312
"	30 —	D. relatif à l'org. des syndicats d'élevage et des syndicats de contrôle laitier et beurrier.	723
"	1 ^{er} nov.	D. relatif à l'usage des appellations d'origine contrôlées pour les vins des années 1936 et 1937	190
"	1 ^{er} —	D. déterminant les conditions dans lesquelles les institutions de crédit agricole mutuel libres pourront participer à l'application de la l. sur l'office national interprofessionnel du blé	169
"	3 —	D. relatif à l'exercice du monopole d'import. et d'export. par l'office du blé	169
"	4 —	Arr. mod. l'arr. du 19 octobre 1936 relatif à l'import. des bovins en provenance d'Andorre	312
"	5 —	Arr. fixant les conditions de délivrance des autorisations d'export. préalable et d'import. compensatrice de blé	312
"	5 —	Arr. fixant les régl. d'attribution des autorisations d'export. compensatrice de blé	312
"	5 —	Arr. fixant la quantité de blé tendre indigène à exporter préalablement pour compenser l'import. de 100 kilogr. de blé tendre exotique	312
"	5 —	Arr. fixant le taux de la ristourne prévue par l'article 23 du d. du 29 octobre 1936 par quintal de blé préalablement compensé	423
"	5 —	Arr. relatif aux conditions d'admission à droits réduits des maïs « petit grain » dit de Bessarabie	423
"	6 —	Arr. complétant la liste des denrées, objets et marchandises de première nécessité	191
"	6 —	D. relatif à l'import. de graines de semences de lin	312
"	6 —	D. relatif aux taxes auxquelles sont assujettis les importateurs de certaines marchandises agricoles contingentées	312
"	7-8 —	D. relatifs à la mise en vigueur des allocations familiales en agriculture	859
"	10 —	Arr. fixant les conditions dans lesquelles les subventions de l'Etat peuvent être accordées aux syndicats d'élevage et aux syndicats du contrôle laitier	723
"	12 —	Arr. complétant la liste des denrées, objets et marchandises de première nécessité	191
"	12 —	Arr. relatif à l'attribution de subventions complémentaires aux sociétés coopératives agricoles approuvées	723

			Page
1936	14 nov.	D. relatifs à la définition d'appellations contrôlées en matière viticole	191
"	14 —	Arr. fixant le taux des allocations familiales applicables aux professions agricoles	859
"	15 —	D. relatif aux caisses de surcompensation d'allocations familiales agricoles	859
"	15 —	D. portant réorg. du conseil supérieur de l'enseignement vétérinaire.	648
"	17 —	D. relatif aux droits de douane sur les pommes de terre	423
"	19 —	D. visant les sociétés d'assurances mutuelles agricoles contre la grêle.	729
"	21 —	D. ajoutant l'anémie infectieuse des équidés à la nomenclature des maladies réputées contagieuses	571
"	23 —	Arr. fixant les conditions de délivrance des autorisations de mise en entrepôt fictif des produits soumis au monopole d'import. et d'export. de l'office national interprofessionnel du blé	423
"	25 —	D. portant modification des droits de douane sur les fruits et graines oléagineux	423
"	25 —	D. portant création d'un centre national d'org. scientifique du travail	859
"	25 —	D. relatif au régime douanier des sacs importés pleins	423
"	27 —	Arr. relatifs à l'import. de certaines marchandises étrangères (<i>orge de brasserie</i>)	423
"	28 —	D. ouvrant l'aéroport du Bourget à l'import. des viandes et produits animaux	312
"	28 —	Circulaire c. l'application de la l. du 1 ^{er} janvier 1930 sur les vins et du d. du 8 février 1930	538
"	1 ^{er} déc.	D. portant codification des dispositions législatives relatives à l'assainissement du marché du vin	191
"	1 ^{er} —	D. c. la mise en application à titre provisoire des dispositions contenues dans l'échange de lettres du 31 octobre 1936 portant renouvellement et amodiation du <i>modus vivendi</i> commercial conclu entre la France et l'Italie le 11 août 1936	364
"	2 —	D. portant exonération des majorations du taux de la taxe à l'import. pour les marchandises originaires et en provenance de l'Etat libre d'Irlande	423
"	4 —	Circulaire c. les mesures à prendre pour l'exécution des travaux destinés à prévenir ou combattre le chômage	859
"	5 —	D. et arr. relatifs à l'export. des porcs sur pied ou abattus	312
"	5 —	Arr. autorisant le transit des pommes de terre originaires et en provenance de Belgique, Grande-Bretagne et Pays-Bas	312
"	7 —	Arr. c. l'exécution du d. du 21 novembre 1936 ajoutant l'anémie infectieuse des équidés à la nomenclature des maladies réputées contagieuses	571
"	8 —	D. relatifs à la définition d'appellations contrôlées	191
"	8 —	Arr. relatif à l'application aux exploitations agricoles de la l. du 11 mars 1932 sur les allocations familiales	859
"	10-12 —	Accord conclu par échange de lettres entre la France et les Etats-Unis d'Amérique en vue de la répression des fraudes douanières par l'assistance administrative mutuelle	423
"	11 —	D. relatif aux droits de douane sur les œufs	423
"	11 —	D. relatif à la suppression des taxes auxquelles sont assujettis les importateurs d'œufs congelés et séchés en provenance de l'étranger.	423
"	14 —	D. portant publication et mise en application provisoire de l'accord c. le traitement préférentiel du maïs yougoslave en France, conclu à Belgrade le 8 décembre 1936	423
"	22 —	D. fixant le taux de la prime à la culture de l'olivier pour l'année 1936	473
"	23 —	D. relatif aux obligations incombant aux coopératives de blé et aux négociants inscrits	723
"	25 —	D. fixant le contingent d'import. des lins d'origine étrangère	313

			Page
1936	29 déc.	D. portant publication et mise en application de l'arrangement franco-polonais du 15 décembre 1936	364
"	29 —	D. portant mise en application provisoire de l'échange de lettres franco-australien du 27 novembre 1936	364
"	30 —	D. portant publication et mise en application d'un arrangement prorogeant l'accord commercial signé le 11 janvier 1934 entre la France et l'U. R. S. S.	364
<i>Afrique équatoriale française.</i>			
1935	17 déc.	D. portant réglementation du service des douanes	423
1936	13 juin	Arr. autorisant le prêt gratuit ou la cession à titre remboursable du matériel agricole aux cultivateurs indigènes	762
"	25 —	D. mod. le d. du 12 novembre 1931 instituant le crédit agricole	762
<i>Afrique occidentale française.</i>			
1936	19 sept.	Arr. réglementant l'import. et l'export. des animaux	313
"	17 oct.	Arr. fixant la liste des denrées, objets et marchandises de première nécessité	170
<i>Algérie.</i>			
1935	20 déc.	D. relatif au contrôle des institutions de crédit agricole	762
1936	8 janv.	Arr. portant réglementation de l'exploitation et du colportage des lièges	491
"	2 mars	D. c. l'application du d. du 30 octobre 1935 tendant à instituer les prêts sur gage ou nantissement entre les grainetiers et les récoltants	762
"	5 —	Arr. mod. l'arr. du 19 avril 1935 c. la caisse de prêts agricoles	762
"	23 —	D. visant l'org. et la défense du marché du blé	170
"	1 ^{er} avril	D. visant l'application à l'Algérie de la l. du 1 ^{er} août 1905 en ce qui concerne les vins et les eaux-de-vie	538
"	12 mai	D. relatif au régime économique de l'alcool	538
"	1 ^{er} août	D. relatif à la détermination en Algérie des salaires moyens normaux des travailleurs agricoles	859
"	27 oct.	D. relatif à l'application à l'Algérie de la l. du 15 août 1936 créant un office national interprofessionnel du blé	170
"	17 déc. **	D. réglementant l'import. de semences de pommes de terre	182
"	23 —	D. relatif à la standardisation des produits algériens	191
"	25 —	D. c. la réorg. du crédit mutuel et de la coopération agricoles	762
<i>Dahomey.</i>			
1936	14 mai	Arr. N. 631. portant réglementation de la production et du conditionnement du tapioca	170
<i>Guadeloupe.</i>			
1936	21 avril	D. relatif au régime douanier des plantes vivantes de pépinières, arbres et arbustes fruitiers, forestiers, etc.	423
"	12 août	Arr. relatif à la prime à l'export. des bananes	313
"	22 oct.	D. relatif au régime douanier des futailles	423
<i>Guinée française.</i>			
1935	21 déc.	Arr. visant la taxe de statistique en ce qui concerne les fruits frais.	424
1936	19 sept.	Arr. réglementant l'import. et l'export. des animaux par voie de terre	313
<i>Indochine.</i>			
1936	16 janv.	Arr. portant attribution aux planteurs des primes à la sortie des graines et des huiles de ricin et de sésame	313
"	20 mars	Arr. visant la viticulture et le comm. des vins	191

			Page
1936	7 oct.	D. relatif au régime douanier du café	424
"	7 —	D. relatifs aux prêts fonciers aux petits propriétaires de rizières . .	762
"	21 déc.	D. relatif à la protection de l'agriculture et de l'élevage	443

Madagascar et dépendances.

1936	13 mars	D. relatif à l'amélioration et à la protection des cultures et de l'élevage	443
	12 sept.	D. c. le d. du 18 avril 1930 organisant le crédit agricole	762

Maroc.

1935	17 déc.	Dahir sur les associations syndicales de lutte contre les parasites des plantes	710
"	17 —	Arr. relatif à l'application du dahir du 17 décembre 1935 sur les associations syndicales de lutte contre les parasites des plantes . .	710
1936	7 janv.	Dahir mod. le dahir du 27 août 1918 réglementant le nantissement des produits agricoles	762
"	15 —	Arr. sur la coopération agricole	723
"	28 —	Arr. c. le marché intérieur des vins	191
"	28 —	Dahir c. le dahir du 3 janvier 1935 portant à titre provisoire interdiction de plantation de vigne	473
"	13 févr.	Arr. sur le fonctionnement des caisses de crédit agricole mutuel . .	762
"	13 —	Arr. relatif aux opérations de crédit à court terme des caisses de crédit agricole mutuel	762
"	23 mars	Dahir complétant le dahir du 30 décembre 1926 c. l'export. des animaux de l'espèce bovine	313
"	27 mai	Arr. c. l'import. et le comm. des semences de pommes de terre . .	205
"	16 juin	Arr. c. le recensement des porcs vivants destinés à l'export. . . .	23
"	24 —	Arr. tendant à réaliser l'assainissement du marché du vin	191
"	3 juill.	Arr. visant l'assainissement du marché des vins	191
"	8 —	Dahir instituant une taxe de sortie sur les orges et les maïs	424
"	1 ^{er} août	Arr. relatif à l'application des mesures sanitaires aux pommes de terre, aux tomates et aux aubergines à leur entrée	710
"	14 —	Arr. visant l'import. et le comm. des semences de blé	313
"	17 —	Dahir visant la lutte contre les maladies contagieuses des animaux domestiques	571
"	18 —	Dahir visant le warrantage des blés tendre et dur, des céréales secondaires, etc.	170
"	3 sept.	Arr. visant l'arr. du 1 ^{er} août 1936 relatif à l'application des mesures sanitaires aux pommes de terre, aux tomates et aux aubergines à leur entrée	710
"	8 —	Dahir mod. le dahir du 10 octobre 1917 sur la conservation et l'exploitation des forêts	491
"	10 —	Arr. relatif à la police sanitaire de végétaux à l'import.	710
"	17 oct.	D. mod. celui du 24 juin 1936 tendant à réaliser l'assainissement du marché des vins	191
"	23 — **	Arr. instituant des organismes spéciaux pour la surveillance des prix.	333
"	31 —	Arr. portant dérogation à certaines dispositions de l'arr. du 7 août 1934 portant réglementation de la vinification, et du comm. des vins . .	191
"	21 déc.	Dahir relatif à la fixation du prix des blés durs importés	339
"	21 —	Dahir portant exonération du paiement des droits de douane à l'import. en faveur des blés durs importés	424

Nouvelle Calédonie et dépendances.

1936	18 mars	D. réorganisant la chambre d'agriculture	646
"	10 juill.	D. c. les surtaxes douanières sur certains produits et dépouilles d'animaux	424
"	22 —	D. relatif aux droits de sortie sur les peaux	424

			Page
1936	8 sept.	D. relatif au régime douanier des pommes de terre	424
"	18 nov.	D. c. le fonctionnement du crédit, de la mutualité et de la coopération agricoles	762

Réunion.

1936	12 nov.	D. c. le régime douanier des sucres et des produits sucrés	424
------	---------	--	-----

République Syrienne.

1935	30 nov.	**D. c. l'insaisissabilité des récoltes	733
1936	17 avril	Arr. levant interdiction d'export. de l'outillage mécanique, machines et accessoires, servant aux exploitations industrielles et agricoles .	313
"	14 oct.	D. c. l'impôt foncier	381

RÉGENCE DE TUNIS.

1936	23 janv.	D. c. l'incorporation obligatoire des huiles d'olives tunisiennes dans les huiles servant à la lubrification	211
"	3 févr.	D. relatif au warrantage et au stockage des huiles d'olive	211
"	2 mars	Arr. c. la vente des blés durs stockés	170
"	27 —	D. c. le comm. du lait frais vendu au détail	269
"	1 ^{er} avril	Arr. sur le stockage des huiles d'olive de la récolte de 1936 . . .	211
"	20 —	D. relatif au stockage des huiles d'olive	211
"	30 —	Arr. relatif au déblocage des stocks d'huile d'olive de la récolte 1936	211
"	16 mai	Arr. relatif à la propagation du phylloxera	710
"	22 —	Arr. relatif aux mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxera	710
"	30 —	D. relatif au warrantage des blés de la récolte 1936	170
"	30 —	D. relatif au stockage des blés tendres et durs de la récolte 1936 .	170
"	3 juin	D. relatif aux mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxera	710
"	6 —	D. relatif au warrantage des huiles d'olive	211
"	12 —	Arr. relatif aux mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxera	710
"	22 —	D. relatif au warrantage des huiles d'olive	211
"	26 —	Arr. relatif à la répression des fraudes sur les vins	350
"	8 août	D. portant relèvement des droits de sortie sur les huiles d'olives .	424
"	13 —	D. relatif au warrantage des blés	170
"	13 —	D. c. le d. du 23 août 1934 interdisant la distillation des marcs et lies de vins pressés	538
"	22 —	D. relatif au régime de l'export. des huiles d'olives	313
"	31 —	Arr. relatif à la vente des huiles	211
"	1 ^{er} sept.	D. visant l'Office Public de Crédit Agricole	763
"	3 —	D. rendant applicables en Tunisie les dispositions de la l. française du 15 août, instituant un office interprofessionnel du blé	170
"	15 —	D. relatif au degré maximum d'acidité des huiles « extra »	538
"	29 —	Arr. relatifs aux mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxera	710
"	16 oct.	D. relatif aux droits de douane à l'import. des huiles fixes pures d'arachide	424
"	20 —	Arr. relatif à l'import. des huiles d'arachide	313

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD.

1933	8 nov.	Convention internationale visant la protection de la faune et de la flore	491
1935	27 juin-1936	22 mai Protocoles signés par la France, le Royaume Uni, l'Inde, les Pays-Bas et le Siam modifiant l'Accord du 7 mai 1934 réglementant la production et l'export. du caoutchouc	218

1935	18 déc.	Echange de notes c. le comm. entre les Pays-Bas et Terre Neuve, les Colonies et Protectorats britanniques et les Territoires sous mandat du Royaume Uni	364
1936	6 janv.	Accord de paiements avec l'Espagne	364
"	20 —	Arr. c. les droits d'import. (blé)	424
"	30 —	Arr. c. l'estimation préalable de la récolte du blé	23
"	31 —	Arr. c. l'hypoderma bovis	571
"	17 févr.	Arr. portant des droits de douane spéciaux pour les marchandises provenant de l'Etat-Libre d'Irlande (bovins, équidés, porcins, viande, volaille, gibier, beurre, œufs, crème)	424
"	19 —	Arr. c. le blé	170
"	26 —	Arr. c. la tique des bovidés	571
"	27 —	Arr. mod. celui de 1927 c. la vente de plantes malades	711
"	3 mars	Arr. c. le marquage des marchandises importées	313
"	7 —	Règl. c. les petites propriétés et les parcelles (S. R. & O., n. 195)	833
"	7 —	Règl. c. les petites propriétés et les parcelles (S. R. & O., n. 196)	847
"	9 —	Arr. c. les droits d'import. (huile, tourteaux et farine de soja, huile de tournesol et huile des semences du safran bâtard)	424
"	19 —	* L. c. le lait (extension de dispositions temporaires)	232
"	20 —	Règl. c. le marquage et le classement des extraits de malt et des farines maltées	170
"	23 —	Arr. réglementant le mouvement des porcs	269
"	23 —	Arr. c. les droits d'import. (pommes de terre)	424
"	24 —	Arr. c. les droits de douane supplémentaires (pommes de terre)	425
"	28 —	Règl. c. le classement et le marquage du fromage de Leicester.. . . .	269
"	1 ^{er} avril	Règl. c. le marquage et le classement du fromage de Lancashire	269
"	3 —	Arr. c. l'import. des plantes (restrictions à l'entrée de pommes de terre, légumes crus et pommes à cidre de production belge et de plantes et légumes crus de production française)	711
"	7 —	Arr. c. les droits d'import. (graines de soja)	425
"	9 —	L. c. l'assurance-chômage (agriculture)	729
"	18 —	Arr. c. le lait (designations spéciales)	269
"	21 —	Règl. provisoire c. l'assurance-chômage	729
"	23 —	Règl. c. l'assurance-chômage	729
"	27 —	Règl. c. l'assurance-chômage	729
"	28 —	Règl. c. le fonds de contingentement des meuniers (formulaires de comptes)	170
"	29 —	Arr. c. l'import. de cerises crues	711
"	14 mai	Règl. c. le classement et le marquage du fromage de Wensleydale	269
"	15 —	Arr. c. les maladies des animaux	571
"	18 —	Arr. c. le plan organisant le comm. des porcs	269
"	21 —	* L. portant réorg. de l'industrie sucrière	503
"	26 —	Arr. c. les droits d'entrée (osséine)	425
"	6 juin	Accord modifiant l'accord de paiements du 6 janvier 1936 avec l'Espagne	365
"	8 —	Arr. c. les droits d'import. (modification pour l'huile de graines de lin)	425
"	15 —	Règl. c. le classement et le marquage des prunes	191
"	15 —	Arr. c. l'industrie du bétail	594
"	29 —	Arr. c. les droits d'import. (pommes de terre)	425
"	29 —	Arr. portant des droits d'entrée supplémentaires (pommes de terre)	425
"	29 —	Arr. c. les droits d'import. supplémentaires (amidons)	425
"	9 juill.	Arr. c. les droits d'import. (tracteurs agricoles)	425
"	13 —	Règl. c. le marquage et le classement des sirops de fruits.	191
"	14 —	Règl. c. le classement et le marquage des légumes en conserve	191
"	14 —	L. c. l'enregistrement des biens-fonds	834
"	23 —	Arr. c. les droits d'import. (camomille)	425
"	28 —	Arr. c. le plan réglementant le comm. du lait	269
"	31 —	L. portant des dispositions extraordinaires c. l'industrie du bétail	269
"	31 —	L. c. les dimes (abolition des charges foncières y relatives)	834

			Page
1936	7 août	Arr. c. le froment	170
"	7 —	Arr. c. le froment (<i>contingents</i>)	170
"	10 —	Echange de notes c. les relations commerciales avec le Brésil . . .	365
"	10 —	Echange de notes c. les relations commerciales entre Terre Neuve et le Brésil	365
"	13 —	Arr. c. le froment (<i>constatation du prix moyen</i>)	170
"	2 sept.	Accord c. le comm. et le clearing avec la Turquie	365
"	2 —	Règl. c. le comm. des produits agricoles	191
"	8 —	Arr. réglementant le déplacement des porcs	269
"	14 —	Règl. c. la fabrication du sucre	538
"	17 —	Règl. c. le classement et le marquage des œufs	269
"	9 oct.	Règl. c. l'industrie sucrière	538
"	28 —	Arr. c. les droits d'import. (<i>engrais chimiques</i>)	425
"	29 —	Arr. c. le blé (<i>paiements de contingentement</i>)	313
"	7 déc.	Arr. c. la peste aviaire	598
"	7 —	Arr. c. l'import. de la volaille et des œufs destinés à être couvés .	313
"	7 —	Arr. c. la désinfection des marchés et des récipients pour la vo- laille	598
"	9 —	Arr. mod. l'arr. de 1934 c. l'industrie du bétail (<i>marquage du bétail importé</i>)	313
"	10 —	Arr. c. l'assurance-chômage	729

Ecosse.

1936	6 janv.	Arr. c. l'import. des plants (<i>interdiction pour raisons phytosanitaires</i>). .	711
"	10 —	Règl. c. les semences (<i> pommes de terre de semences</i>).	205
"	24 févr.	Règl. c. les allocations supplémentaires pour les collèges agricoles en Ecosse	649
"	13 mars	Règl. c. le marquage et le classement du beurre de crèmerie . . .	269
"	2 avril	Règl. visant l'amélioration du bétail	561
"	3 —	Arr. c. le plan réglementant le comm. des framboises	191
"	14 —	Arr. réglementant la vente de plantes malades	711
"	17 —	Arr. c. l'import. des plantes de provenance belge et française . . .	711
"	9 mai	Arr. c. l'import de cerises crues	711
"	3 juill.	Arr. c. le lait (<i>dénominations spéciales</i>)	269

CHYPRE.

1936	9 janv.	L. n. 1 c. les terrains pour la plantation d'arbres dans les villages .	491
"	30 mars	L. n. 7 c. les droits de douane et d'accise	425
"	18 avril	Arr. n. 382 autorisant l'import. en franchise de douane du fil de lin	425
"	24 —	L. n. 11 réglementant l'achat de propriété immobilières par des étrangers	834
"	10 juin	L. n. 15 modifiant ultérieurement les l. de 1932 à 1935 c. le tabac .	219

KÉNIA.

1936	4 janv.	Règl. c. le classement des haricots	192
"	4 —	Règl. c. les maladies des animaux	571
"	4 —	Règl. visant la lutte contre les maladies des plantes	711
"	15 —	Règl. c. les peaux et les cuirs	269
"	18 —	Règl. c. l'inspection des pommes de terre cultivées par les indigènes.	192
"	18 —	O. mod. l'o. de 1929 c. les eaux	481
"	10 juin	O. n. 12 c. l'industrie des fibres de sisal	473
"	10 —	O. n. 13 mod. l'o. n. 54 de 1934, c. l'industrie du café	538
"	26 —	Règl. c. le comm. du maïs, des légumes, du sésame et des pommes de terre produits par les indigènes	192
"	26 —	Règl. c. le comm. de l'écorce d'acacia produite par les indigènes .	491
"	26 —	Règl. mod. le règl. de 1933 c. le comm. de l'écorce d'acacia . . .	491

			<i>Page</i>
1936	29 juin	O. n. 18 visant l'assistance aux agriculteurs	763
"	7 août	Règl. c. l'amélioration et l'inspection des produits des indigènes .	192
"	21 —	Règl. c. l'inspection du maïs produit par les indigènes dans les zones européennes	473
"	13 sept.	Règl. c. l'export. et l'import. des semences de chanvre	313
"	5 oct.	Règl. c. les maladies des animaux	571
"	16 —	Règl. c. le règl. de 1935 visant la lutte contre les maladies des plantes (<i>café</i>)	711

MAURICE

1936	29 févr.	Procl. n. 10 c. la lutte contre les maladies des plantes	711
"	5 sept.	Procl. n. 24 c. la lutte contre les maladies des plantes	711

PROTECTORAT DE NYASSALAND.

1936	2 janv.	Règl. c. le tabac	473
"	2 avril	Règl. c. le coton	219

RHODÉSIA DU SUD.

1936	10 avril	L. n. 5 réglementant la vente et l'export. du tabac	219
"	24 —	Règl. visant la l. de 1933 c. l'impôt sur le tabac	407
"	19 juin	L. n. 31 mod. la l. de 1930 c. l'allocation de terres	834

STRAITS SETTLEMENTS.

1936		Not. c. l'import. des plantes (<i>défense phytosanitaire</i>)	711
"	16 mars	Règl. c. l'assiette des impôts pour le caoutchouc	407

GRÈCE.

1935	28 déc.	D. l. c. l'org. de l'Institut du coton	219
1936	13 janv.	D. limitant les impôts spéciaux et locaux sur le raisin	381
"	18 —	D. l. c. l'institution du Conseil administratif du Ministère de l'agriculture	605
"	23 —	D. l. complétant la l. 248 c. l'org. du Service zootechnique et vétérinaire	605
"	25 —	D. l. abolissant le d. l. c. l'institution d'une Direction générale des eaux auprès du Ministère de l'agriculture	605
"	25 févr.	D. mod. certaines dispositions de l'art. 1 ^{er} du d. du 21 février 1934 sur les modalités de la distribution et de l'exploitation des terres asséchées en Macédoine	834
"	4 mars	D. l. complétant les dispositions c. la détermination de l'impôt foncier sur le tabac	381
"	19 avril	D. établissant les compétences, etc., de la Section des plantes de grande culture	605
"	8 mai	D. visant l'application d'un programme spécial pour l'amélioration de la production du blé	473
"	24 juill.	D. établissant le prix des produits forestiers	491
"	15 août	D. n. 5 mod. et complétant la l. 6028 c. la codification des l. sur le Comptoir autonome du raisin sec	192
"	15 —	D. l. n. 8 mod. les l. c. l'impôt sur l'esprit de vin	407
"	19 —	D. l. n. 34 diminuant l'impôt foncier sur le tabac etc.	407
"	24 —	D. l. mod. les l. 5686, 5898, 6195 c. la protection de la production indigène du blé	473
"	26 —	D. l. mod. les l. 5783, 5800, etc., c. la distribution des terres asséchées en Macédoine	834

			Page
1936	26 août	D. l. visant le d. l. du 25 janvier 1936 c. la modification des dispositions des l. sur les forêts	491
"	1 ^{er} sept.	D. établissant le prix de l'esprit de vin et de raisin	339
"	3 —	D. l. mod. la l. du 1933 c. l'institution d'un Bureau pour la protection des figues grecques, etc.	192
"	17 —	D. l. c. les mesures pour la protection de l'export. des produits agricoles, etc.	314
"	24 —	D. l. mod. la l. 4660 c. la culture du tabac	473
"	8 oct.	D. l. visant le terme du moratoire pour les prêts agricoles	763
"	14 —	D. l. mod. les d. l. de 1935 sur l'org. de l'Institut du coton	219
"	19 —	D. l. c. la Caisse de l'olive et les Caisses de prévoyance de la production de l'huile	211
"	19 —	D. l. visant la location des pâturages	847
"	23 —	D. l. approuvant la Convention du 9 octobre 1936 entre l'Etat grec et la banque de Grèce c. l'institution et le fonctionnement de la Banque agricole	763
"	23 —	D. l. visant la l. c. la Banque agricole de Grèce	763
"	23 —	D. l. visant les l. établissant l'impôt sur l'esprit de vin	407
"	28 nov.	D. l. visant les dispositions c. le Bureau de la protection des figues grecques	192
"	28 —	D. l. visant la l. c. l'impôt sur le vin	407

GUATÉMALA

1936	25 janv.	Arr. mod. le régl. de comptabilité et contrôle pour l'Office central du café	192
"	25 —	D. n. 1773 c. les mesures de défense douanière envers les pays dont la balance commerciale présente un solde défavorable pour le Guatemala	425
"	25 —	D. n. 1774 conférant au fisc un droit privilégié de gage à l'égard des machines et matières premières servant à la fabrication des alcools et boissons alcooliques	407
"	25 —	D. n. 1775 incorporant au Code douanier les dispositions des d. n. 1712 et 1726 c. les certificats d'origine	425
"	10 févr.	D. n. 1784 promulguant la l. agraire	834
"	15 —	D. n. 1787 mod. la l. c. les alcools (<i>confiscations en cas de contrebande ou de fraude</i>)	192
"	16 mars	D. n. 1797 attribuant au Secrétariat des finances et du crédit public l'org. de la Direction générale de statistique	23
"	17, 20, 23 —	D. n. 2102, 2110, 2119 et 2120 approuvant respectivement les d. n. 1773, 1756, 1774 et 1779 c. les articles provenant de certains pays; la centralisation des tabacs; le droit de préférence du Fisc sur les machines et produits utilisés dans la fabrication de l'alcool; et le Crédit hypothécaire	407
"	26, 28 —	D. n. 2126, 2127, 2133 approuvant respectivement les d. n. 1770 du 16 décembre 1935 et 1787 du 15 février 1936 (<i>modifications de la l. c. les alcools et boissons alcooliques</i>)	407
"	29 —	Régl. c. le service ou travail obligatoire sur les chemins publics . .	498
"	14 avr.	Arr. approuvant le plan d'études de l'Ecole nationale d'agriculture. .	649
"	27 —	Arr. spécifiant que les douanes de la République devront s'occuper en première ligne des envois contenant des fruits frais, des plantes ou animaux vivants	425
"	29 —	L. agraire	834
"	2-9 mai	D. n. 2165 approuvant et ratifiant la Convention de comm. entre le Guatemala et les Etats-Unis d'Amérique	365
"	4 —	D. n. 1808 mod. l'art. 126 de la l. c. les alcools et boissons alcooliques et fermentées	192
"	5 —	D. n. 1814 c. certains impôts et droits relatifs au sapote	407

			<i>Page</i>
1936	18 mai	D. n. 1817 mod. les art. 243 et 230 du Code douanier (<i>certificats d'origine des marchandises</i>)	425
"	18 —	* D. n. 1820 promulguant la l. c. la statistique	9
"	11 juill.	D. n. 1848 mod. la l. instituant le crédit hypothécaire	729
"	1 ^{er} août	D. n. 1858 portant certaines modifications au tarif douanier (<i>Bière, etc.</i>)	426
"	1 ^{er} —	D. n. 1861 approuvant le « <i>modus vivendi</i> » commercial établi entre le Guatemala et la Suède	365
"	1 ^{er} oct.	Arr. approuvant le plan d'études de l'Ecole nationale d'agriculture.	649
"	10 —	D. n. 1884 publiant les notes échangées entre les représentants du Guatemala et de la Tchécoslovaquie réglementant leurs échanges commerciaux	365
"	10 —	L. (d. n. 1885) c. les impôts sur les terrains en friche et les latifundia	382
"	30 —	D. n. 1892 facilitant l'export. du sucre, etc..	314
"	24 nov.	Règl. sanitaire c. les étables (<i>laiteries</i>)	269

HONGRIE.

1936	8 févr.	* L. n. V de 1936 c. la manipulation et le comm. des vins et l'interdiction de frelatage des vins	522
"	19 mai	L. n. XI c. les fidéicommiss de famille et les petites propriétés fidéicommissaires	834
"	19 —	L. n. XII mod. les dispositions c. le traitement centralisé en matière cadastrale des chemins de fer et des canaux	834
"	19 —	* L. n. XIV c. l'Institut national de crédit rural	734
"	8 juin	L. n. XVII ratifiant la Convention internationale pour la protection des végétaux conclue à Rome le 16 avril 1929	711
"	29 —	L. n. XVIII prorogeant l'autorisation du gouvernement visant à assurer l'org. économique, du crédit et du budget	605
"	13 juill.	L. n. XXIV mod. la l. n. X de 1934 c. l'org. de l'Université des sciences techniques et économiques Palatin Joseph	605
"	13 —	L. n. XXVII c. la colon. intérieure et portant des mesures de politique agraire	834
"	31 déc.	L. n. XXXVI c. l'assurance obligatoire des employés agricoles sur la vie et contre l'invalidité et la vieillesse	729

INDE.

1936	31 mars	L. financière de 1936 (<i>taux de l'impôt et de la surtaxe sur le revenu</i>).	407
"	21 avril	L. n. I interdisant la concession d'emprunts et de crédits à l'Italie.	314
"	21 —	L. n. II prorogeant l'application de la l. de 1931 sur le sel	426
"	27 oct.	L. n. XIII mod. la l. n. IX de 1903 c. l'impôt sur le thé	407
"	27 —	L. n. XV mod. la l. n. XXVIII de 1934 c. le caoutchouc	219
"	27 —	L. n. XVII mod. la l. n. XXIV de 1933 visant le contrôle du thé.	192

Bengale.

1936	29 mars	L. n. VII portant assistance aux débiteurs agricoles	763
"	16 mai	L. n. XIII visant la lutte contre le « <i>Eichhornia crassipes</i> » Solms (« <i>water hyacinth</i> »)	711

Bihar et Orissa.

1936	26 janv.	L. n. I mod. la l. n. III, de 1922 c. l'administration des villages	610
"	5 févr.	L. mod. la l. de 1922 c. l'administration des villages	610

Birmanie.

1936	6 oct.	L. n. VI portant des modifications supplémentaires à la l. de 1902 c. les forêts	491
------	--------	--	-----

Bombay.

1936	21 janv.	L. n. XXXI mod. le Code de l'impôt foncier de 1879	382
"	26 —	L. n. XXXIII mod. la l. de 1932 c. les poids et mesures	352
"	12 févr.	L. n. XXXV de 1935 visant le contrôle du coton	219
"	12 mars	L. n. IV mod. la l. de 1925 c. les usines pour l'égrenage et le pressage du coton	219
"	25 —	Règl. mod. le règl. de 1934 c. les poids et mesures	352
"	26 avr.	L. n. VIII mod. la l. de 1925 c. les sociétés coopératives	723
"	8 mai	Règl. mod. le règl. de 1922 c. le transit des produits forestiers	491

Madras.

1935	16 déc.	L. n. I mod. la l. n. VIII, de 1934 c. la propriété foncière	834
1936	27 mars	L. n. VI mod. la l. de 1908 c. les propriétés foncières	834
"	27 —	L. n. VII portant de nouvelles modifications à la l. de 1882 c. les forêts	491
"	30 —	L. n. IX mod. la l. n. XX de 1933 c. la vente de certains produits agricoles	192
"	5 avril	L. n. XI instituant des commissions pour la conciliation des dettes, afin de secourir les agriculteurs endettés	735
"	29 —	L. n. XIII c. les propriétés foncières (2ème modification)	834
"	2 oct.	L. n. XVI instituant un fonds pour l'assistance en cas de famine	859
"	27 —	L. n. XVIII mod. la l. de 1908 c. les propriétés foncières et la l. de modification de 1934	834

Provinces Centrales.

1936	29 mars	L. n. VIII c. l'impôt foncier	382
"	30 —	L. n. IX c. l'impôt foncier	382
"	8 avril	L. n. XIV mod. la l. de 1920 c. l'aménagement sanitaire des villages	868
"	22 —	L. n. XV mod. la l. de 1933 c. l'aménagement des dettes	763
"	10 sept.	Règl. c. les maladies des animaux	571
"	10 oct.	L. n. XVIII mod. la l. de 1917 c. le revenu foncier (3ème modification)	382
"	27 —	L. n. XXII mod. la l. de 1917 c. le revenu foncier (4ème modification)	382
"	27 —	L. n. XXIV mod. la l. de 1925 c. les usines pour l'égrenage et le pressage du coton	219
"	6 nov.	L. n. XXVI mod. la l. de 1932 c. le marché du coton	219
"	6 —	L. n. XXVII mod. la l. de 1934 c. les maladies du bétail	571
"	6 —	L. n. XXVIII mod. la l. de 1917 c. les revenus fonciers (5ème modification)	382
"	15 —	L. n. XXXI mod. la l. de 1920 c. l'affermage	859

ETAT-LIBRE D'IRLANDE

1935	19 févr.	L. réglementant la vente du lait	269
"	12 avril	L. mod. la l. de 1933 réglementant l'export. des produits agricoles	314
"	29 juill.	L. c. les céréales	171
"	30 oct.	Arr. c. le beurre	269
"	29 nov.	Arr. c. la crème en vrac	594
"	29 —	Arr. c. le beurre (<i>subventions et impôt</i>)	407
"	12 déc.	L. c. l'abatage des animaux	594
"	30 —	Arr. c. les porcs et le bacon	314
"	30 —	Arr. c. le blé de production indigène	171
"	30 —	Arr. c. la crème en vrac	594
"	30 —	Arr. c. le beurre (<i>subventions et impôt</i>)	407
"	31 —	Arr. abrogeant l'arr. de 1935 c. la crème en vrac	408
1936	7 janv.	Arr. c. le tabac (<i>surfaces pour l'ensemencement en 1936</i>)	473

			Page
1936	25 janv.	Arr. c. les porcs et le bacon (2ème arr. relatif aux contingents) . . .	314
"	29 —	Arr. c. l'« hypoderma bovis » (traitement du bétail)	571
"	29 —	Arr. visant la l. de 1894 c. les maladies des animaux.	571
"	31 —	Règl. mod. le règl. de 1931 c. les œufs	270
"	31 —	Arr. c. le blé indigène	171
"	18 févr.	Règl. c. la vente de la farine de maïs	171
"	24 —	Arr. c. le porcs et le bacon.	314
"	14 mars	L. portant exécution de l'accord commercial avec l'Espagne . . .	365
"	25 —	Arr. c. les porcs et le bacon	270
"	26 —	Règl. c. le lait	270
"	31 —	Arr. c. le beurre (réglementation de l'export. en Allemagne) . . .	314
"	31 —	Arr. c. le beurre (réglementation de l'export. en Belgique) . . .	314
"	31 —	Arr. c. les œufs	314
"	31 —	Arr. c. le fromage (impôt)	408
"	31 —	Arr. c. le beurre ne provenant pas des crèmeries	408
"	31 —	Arr. c. les subventions pour le beurre de crèmerie	594
"	31 —	Arr. c. la crème en vrac (impôt)	408
"	31 —	Arr. c. la crème en vrac (subventions)	594
"	31 —	Arr. c. le beurre	594
"	31 —	Règl. mod. le règl. de 1935 c. l'approv. en viande de bœuf . . .	270
"	31 —	Règl. c. l'abatage des bovins et des ovins	594
"	31 —	Arr. c. le fromage (primes)	594
"	31 —	Arr. c. les subventions pour le beurre ne provenant pas des crèmeries.	594
"	31 —	Arr. c. l'impôt et les primes sur le fromage	594
"	31 —	Règl. d'application de la l. de 1935 visant la stabilisation des prix des produits laitiers	339
"	31-29 mai-31 juillet	Arr. c. le beurre de crèmerie	270
"	3 avril	L. c. les semences agricoles	205
"	3 —	L. c. le sucre (contrôle de l'import.)	314
"	7 —	Arr. c. les semences agricoles (herbe et trèfle de toutes espèces, blé, avoine, orge, seigle, légumes)	205
"	23 —	Arr. c. l'approv. en viande de bœuf conservée	270
"	27 —	25 mai, 26 juin, 24 juill, 25 août. Arr. c. les porcs et le bacon .	270
"	29 —	Arr. c. le fromage (2ème arrêté visant l'impôt)	270
"	29 —	29 mai, 31 juill. Arr. c. le beurre autre que celui de crèmerie . .	270
"	29 —	Echange de notes avec l'Allemagne prorogeant l'accord commercial du 28 janvier 1935 pour un an	365
"	30 —	Arr. c. le lait condensé (impôts)	408
"	4 mai	Arr. c. les produits agricoles (période d'exemption pour les pommes de terre)	408
"	6 —	Arr. c. la détermination du classement du blé indigène	171
"	8-29 —	Arr. c. le beurre de crèmerie	270
"	14 —	Arr. c. le bacon (production avec des porcs abattus dans les abattoirs autorisés)	270
"	28 —	Arr. visant la l. de 1934 c. les produits laitiers	270
"	29 —	31 juill. Arr. c. le beurre de crèmerie	270
"	17 juin	Règl. c. le bétail	561
"	13 juill.	Arr. d'application de la l. c. le lin	473
"	17 —	* L. c. le bétail et les ovins.	552
"	22 —	Arr. c. les installations de séchage et d'emmagasinage du blé indigène	171
"	22 —	Règl. c. les œufs	270
"	28 —	Arr. visant les l. de 1934 et 1935 c. l'abatage de bovins et d'ovins. .	595
"	31 —	Arr. c. le beurre autre que celui de crèmerie	270
"	31 —	Arr. c. le lait condensé	270
"	31 —	Arr. c. la crème en vrac (impôts)	270
"	31 —	Arr. c. la crème en vrac (primes)	270
"	8 août	L. c. les mauvaises herbes	711

1936	12 août	Arr. fixant le pourcentage d'achat pour le blé indigène	171
"	12 —	Règl. c. le mélange de farine de maïs	171
"	12 —	Arr. d'application de la l. de 1936 c. les céréales	171
"	14 —	L. mod. les l. de 1875 à 1935 réglementant la vente des denrées alimentaires (<i>lait</i>)	270
"	14 —	* L. n. 43 réglementant l'approv. en lait, le prix du lait, l'assiette d'impôts sur le lait, etc.	233
"	18 —	Règl. d'application de la l. de 1936 c. le chanvre	219
"	25 —	Arr. c. la crème en vrac (<i>interdiction d'export.</i>)	270
"	31 —	Règl. d'application de la l. n. 21 de 1935 visant la stabilisation des prix des produits laitiers	339
"	1 ^{er} sept.	Arr. c. les céréales	171
"	7 —	Arr. c. le beurre de crèmerie (<i>prix</i>)	339
"	7 —	Arr. c. le beurre de crèmerie (<i>impôt</i>)	408
"	22 —	Arr. fixant le prix standard du chanvre	339
"	22 —	Arr. fixant le montant de la subvention pour le chanvre	473
"	23 —	Arr. c. les porcs et le bacon	314
"	30 —	Arr. fixant la valeur minimum du chanvre	219
"	27 oct.	Règl. c. l'enregistrement des laitiers	595
"	27 —	Règl. c. le lait et les laiteries	271
"	28 —	Règl. c. l'abatage des animaux	595
"	28 nov.	L. n. 53 réglementant les salaires des ouvriers agricoles	859

ITALIE.

1935	20 juin	D. l. n. 2573 visant à faciliter les opérations de crédit à l'étranger en vue de faciliter le paiement des import.	314
"	4 juill.	D. l. n. 2265 visant les statuts de l'office national du tabac	473
"	5 déc.	D. l. n. 2235 portant des dispositions en faveur des localités frappées par des inondations, etc., pendant l'année 1935	443
"	5 —	D. l. n. 2236 portant des dispositions pour l'irrigation et l'encouragement de la production de fourrages dans la Province de Ferrara	473
"	5 —	D. l. n. 2262 portant des dispositions pour combattre le « mal secco » des agrumes en Sicile	712
"	5 —	D. l. n. 2363 abrogeant l'obligation d'additionner les huiles d'olive comestibles de 5 % d'huile de sésame.	211
"	9 —	D. l. n. 2426 mod. le d. l. n. 1125 du 19 juin 1924 c. le crédit agricole pour les invalides de guerre	763
"	9 —	D. n. 2549 approuvant l'accord avec l'Espagne conclu à Rome le 7 octobre 1935	365
"	11 —	D. c. la ristourne de la taxe sur les échanges pour les lainages exportés	408
"	15 —	D. c. l'impôt sur les échanges pour les succédanés du café	408
"	16 —	D. l. n. 2344 c. l'Institut italien pour le coton	219
"	19 —	D. l. n. 2226 réglementant l'emmagasiner, le réceptionnement et le salage des peaux crues de bovidés et d'équidés	271
"	19 —	D. l. n. 2419 réglementant la consommation des produits alimentaires	171
"	20 —	D. c. l'impôt sur les échanges pour les essences d'orange, de mandarine, de citron et de bergamote	408
"	22 —	D. c. l'impôt sur les échanges pour le bois résineux d'œuvre	408
"	23 —	D. c. l'impôt sur les échanges pour le bois résineux destiné à la fabrication de la cellulose	408
"	23 —	D. c. l'impôt sur les échanges sur l'esprit de vin pur de production indigène	408
"	28 —	D. c. la réglementation des paiements résultant des échanges commerciaux entre l'Italie et l'Union belgo-luxembourgeoise	314

			Page
1935	30 déc.	L. n. 2245 visant des facilités fiscales pour le transfert des petites propriétés rurales	408
"	30 —	D. l. n. 2491 portant des nouvelles dispositions c. l'industrie nationale du soufre	712
"	30 —	D. l. n. 2548 visant l'approv. de combustibles liquides étrangers et indigènes	375
"	31 —	D. fixant la date de la clôture des vendanges de la campagne vinicole 1935	473
1936	2 janv.	D. l. n. 59 portant des dispositions pour l'oléiculture en Sicile, en Sardaigne, etc.	474
"	2 —	D. l. n. 85 réglementant le marché pour le chanvre	219
"	5 —	D. l. n. 10 approuvant l'Accord avec l'Allemagne	365
"	6 —	D. l. n. 20 approuvant l'Accord avec la Suisse pour la réglementation des paiements réciproques	365
"	6 —	D. l. n. 53 prorogeant les facilités fiscales pour le transfert de la propriété de biens-fonds ruraux grevés d'hypothèques	408
"	6 —	D. n. 60 c. les facilités pour l'import. de dattes originaires et en provenance des colonies italiennes	314
"	6 —	L. n. 155 portant approbation de la Convention internationale pour l'unification des méthodes d'analyse du vin dans le comm. international et du protocole de signature y relatif conclu à Rome le 5 juin 1935	538
"	6 —	D. l. n. 79 visant l'import. des marchandises de l'étranger	314
"	6 —	L. n. 378 portant approbation des conventions conclues à Genève le 20 février 1935 entre l'Italie et d'autres pays: 1) Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux; 2) Convention internationale c. le transit des animaux, des viandes, etc.; 3) Convention internationale c. l'export. et l'import. de produits d'origine animale, etc.	365
"	9 —	D. l. n. 81 destinant à la distillation une partie du vin produit avec le raisin des vendanges de 1935	538
"	9 —	D. l. n. 5 autorisant le Ministre de finances à accorder des garanties et des facilités aux œuvres de colon.	498
"	9 —	D. l. n. 143 c. les « tratturi » et « trazzere »	834
"	12 —	D. c. la distribution du pétrole destiné à être employé dans l'agriculture importé en franchise de douane	375
"	28 —	D. instituant le Comité technique corporatif pour la réglementation de la consommation intérieure des produits horticoles, des fleurs et des fruits	171
"	30 —	D. n. 398 c. la l. n. 1350 du 13 juin 1935 réglementant la production et le comm. des extraits alimentaires d'origine animale ou végétale.	350
"	31 —	D. c. la constitution du Comité technique corporatif pour la réglementation de l'activité économique visant la production zootechnique	561
"	3 févr.	D. l. n. 278 réglementant la production de l'essence de bergamote	192
"	3 —	D. l. n. 279 réglementant le comm. du chanvre	219
"	3 —	D. l. n. 287, mod. le d. l. n. 1509 du 29 juillet 1927 portant des dispositions réglementant le crédit agricole	763
"	3 —	D. l. n. 296 visant les attributions et les services de l'Institut national fasciste pour les échanges avec l'étranger	314
"	6 —	D. n. 247 portant de nouvelles concessions d'import. temporaire (ca-seïne, huile de colza, semences de courge)	315
"	6 —	D. l. n. 248 c. l'import. en franchise douanière de 100.000 quintaux de froment destiné à l'alimentation de la volaille	426
"	8 —	D. c. la dénonciation du vin de la production de 1935	538
"	10 —	D. n. 373 c. la participation de certaines institutions de caractère national à l'action des institutions pour la propagande du blé.	474
"	11 —	D. c. la constitution du Comité technique corporatif pour la réglementation de la production du liège, du peuplier	491

1936	14 févr.	D. n. 258 c. un Accord économique réglementant le comm. en gros du sucre	192
"	14 —	D. n. 259 c. un Accord économique réglementant le comm. en détail du sucre	192
"	17 —	D. l. n. 323 c. un impôt sur la fabrication de fibres textiles artificielles	408
"	22 —	D. c. les conditions générales obligatoires pour les polices des assurances-grêle	729
"	24 —	D. c. la production et la vente des pâtes alimentaires et interdisant l'emploi des farines de blé dur pour la panification	171
"	24 —	D. l. n. 317 réglementant l'achat et la distribution de la laine de production nationale	271
"	24 —	D. l. n. 454 c. l'approv. en peaux nécessaires aux forces armées	271
"	24 —	D. l. n. 455 portant des dispositions en faveur de la production séricicole nationale	598
"	24 —	D. l. n. n. 516 mod. la l. n. 3107 du 13 décembre 1928 c. la création de l'Office national de la soie	598
"	27 —	D. n. 374 approuvant le régl. pour l'exécution du huitième recensement général de la population	23
"	27 —	D. l. n. 799 rationalisant l'exercice des droits exclusifs de pêche dans les eaux douces	575
"	4 mars	D. c. la réorg. de l'Institut national pour les échanges avec l'étranger.	315
"	9 —	D. l. n. 510 portant des dispositions en faveur de l'agriculture	443
"	9 — **	D. l. n. 625 visant le développement des cultures de coton et la production des succédanés	449
"	12 —	D. l. n. n. 375 c. la protection de l'épargne et les opérations de crédit.	763
"	12 —	D. l. n. 376 c. les opérations de crédit des instituts du droit public.	763
"	12 —	D. l. n. 424 portant des facilités pour l'export. des semoules en pâtes alimentaires produites avec du blé tendre importé	315
"	12 —	D. l. n. 435 c. la réglementation définitive de l'impôt supprimé sur le vin	408
"	16 — **	D. l. n. 392 réglementant le marché des céréales	83
"	19 —	D. l. n. 761 étendant l'assurance obligatoire contre la tuberculose aux métayers et colons partiaires	729
"	20 —	D. réglementant l'exercice de la chasse	575
"	24 —	D. l. n. 549 mod. la l. n. 305 du 5 février 1934 réglementant le titre des métaux précieux	352
"	26 —	D. l. n. 499 c. l'application de l'impôt sur la fabrication des fibres textiles artificielles	408
"	26 —	L. n. 572 portant approbation de l'accord avec le Pérou c. les certificats d'analyse des vins	365
"	28 —	D. visant la concession de subventions pour les plantations d'oliviers	474
"	30 —	D. portant des dispositions réglementant le paiement des marchandises originaires ou provenant de l'Islande	315
"	30 —	D. n. 851 c. la réorg. de l'Institut colonial fasciste	605
"	6 avril	L. n. 899 portant conversion en l. du d. l. n. 2085 du 2 décembre 1935 instituant un monopole de l'Etat sur les bananes	193
"	10 —	D. n. 858 portant reconnaissance juridiques et approbation du Statut de la société d'assistance « Usagers de réserves de chasse et de pares pour l'élevage du gibier »	575
"	10 —	D. n. 859 portant approbation du statut de l'association nationale des cultivateurs de plantes herbacées oléagineuses	723
"	10 —	D. n. 861 c. l'approbation du statut de l'association nationale fasciste de l'industrie lainière	595
"	14 — **	D. l. n. 748 c. la protection de la production céréalière contre l'accaparement et les obligations visant ces produits en herbe	84
"	14 —	D. l. n. 836 portant des dispositions pour la réforme de la législation sur la chasse	575

			<i>Page</i>
1936	14 avril	D. n. 862 instituant la « direction générale pour le plan de production agricole et son financement »	605
»	16 —	D. n. 705 mod. le taux des ristournes de droits d'import. pour le coton brut	426
»	16 —	D. l. n. 706 portant des facilités fiscales pour l'esprit de vin distillé et destiné à la production du cognac	538
»	16 —	D. l. n. 816 mod. le répertoire pour l'application du tarif général des droits de douane	426
»	16 —	L. n. 825 portant le budget de prévision du Ministère de l'agriculture et des forêts	605
»	16 —	L. n. 848 c. la réunion au Ministère de l'agriculture et des forêts des fonctions du secrétariat national pour la montagne . . .	606
»	16 —	D. n. 1174 portant des dispositions complémentaires au régl. de la profession de géomètre	606
»	20 —	D. l. n. 1591 réglementant la production et le comm. des essences d'agrumes	193
»	23 —	L. n. 829 portant conversion en l. du d. l. du 3 février 1936, n. 278, portant des dispositions réglementant la production et l'utilisation de l'essence de bergamote	538
»	23 —	D. l. n. 860 portant approbation des accords italo-albanais conclus à Tirana le 19 mars 1936	366
»	24 —	D. fixant le contingent de nitrate de soude brut admis à l'import. en franchise des droits de douane	315
»	25 —	D. l. n. 800 réglementant l'emploi industriel des graisses animales aux fins de la déglycération	595
»	27 —	D. l. n. 635 portant des modifications au régime fiscal sur les alcools	409
»	30 —	D. n. 1138 approuvant le régl. pour la perception des impôts de consommation	409
»	1 ^{er} mai	D. visant la constatation des quantités de peaux brutes et tannées se trouvant dans les établissements industriels, etc.	271
»	4 —	D. n. 974 mod. la composition et les tâches du Comité permanent du blé	632
»	4 —	D. l. n. 982 portant une nouvelle réglementation du concours national pour le blé et les entreprises agricoles.	474
»	4 —	D. l. n. 1046 visant l'encouragement de la production des huiles lourdes provenant de la distillation des roches bitumineuses etc. .	375
»	11 —	D. l. n. 1689 visant la coordination des activités des Instituts et Offices opérant dans le domaine de la production nationale . . .	606
»	18 —	D. réglementant l'établissement des listes des dirigeants d'entreprises agricoles	859
»	18 —	D. n. 1095 mod. les statuts de l'Institut cotonnier italien	219
»	28 —	D. c. les prix de réquisition pour la laine indigène de la tonte de 1936	339
»	28 —	D. n. 1176 mod. les statuts des fédérations nationales appartenant à la confédération fasciste des ouvriers agricoles	723
»	28 —	L. n. 1204 portant de nouvelles allocations pour les travaux de bonification intégrale	498
»	28 —	D. ministériel instituant une commission pour les engrais	633
»	28 —	D. n. 995 c. la réquisition des produits de soie des récoltes de 1934 et des années précédentes	598
»	29 —	D. interdisant l'export. de la Sicile des plants d'agrumes des espèces citron, pamplemousse et cèdre	712
»	1 ^{er} juin	D. l. n. 1019 c. l'org. et l'administration de l'Afrique orientale italienne	606
»	8 —	D. l. n. 1192 instituant une section autonome pour le financement des travaux publics en Ethiopie, etc	498
»	8 —	D. l. n. 1203 portant des dispositions pour la construction des centres urbains de l'Agro Pontino	499

			<i>Page</i>
1936	8 juin	D. l. n. 1579 portant un nouveau système de financement des Fédérations nationales des coopératives, etc.	723
"	9 —	D. l. n. 1146 portant approbation de l'accord italo-albanais conclu à Tirana le 30 mai 1936	366
"	11 — **	D. l. n. 1272, c. le régime du blé sélectionné de semence en relation avec les avances sur le blé en herbe et les amas collectifs . . .	85
"	11 —	D. l. n. 1346 c. l'Institut de crédit agricole pour la Sardaigne . .	763
"	11 —	D. l. n. 1393 visant le d. l. du 2 janvier 1936, n. 85, réglementant le marché du chanvre	220
"	11 — **	D. l. n. 1530 mod. la l. du 18 juin 1931, n. 987, portant des dispositions visant la protection des plantes cultivées	689
"	15 —	D. c. le d. l. du 24 février 1936, n. 455, visant la production indigène de la soie	598
"	15 — **	D. l. n. 1273 réglementant le marché du blé	87
"	18 —	D. l. n. 1335 portant des dispositions c. les canaux appartenant à l'Etat	481
"	18 —	D. l. n. 1338 visant l'encouragement et la propagation de la culture du peuplier	491
"	18 —	D. n. 1508 portant un régl. pour l'exploitation du Monopole Royal des bananes	193
"	18 —	D. n. 1528 mod. le troisième alinéa de l'art. 30 du texte unique du 10 novembre 1905, n. 647, c. la vérification des travaux de l'« Agro Romano »	499
"	21 —	D. l. n. 1149 portant suspension de l'application du droit de douane sur les laines	426
"	26 —	D. attribuant au Ministre de l'éducation nationale la tutelle et la surveillance des institutions culturelles agricoles	606
"	2 juill.	D. l. n. 1460 visant l'accord sur l'export. stipulé entre l'Italie et l'Autriche	366
"	2 — **	D. n. 1640 mod. le régl. visant l'exécution du d. l. du 15 octobre 1925, n. 2033 c. la répression des fraudes dans la préparation et le comm. de denrées destinées à être employées dans l'agriculture.	347
"	9 —	D. l. n. 1461 c. l'accord sur l'export. signé à Rome le 23 février 1932 entre l'Italie et la Hongrie	366
"	9 —	D. l. n. 1462 mod. le traitement douanier de certains produits (soufre, raisin sec, liège)	426
"	9 —	D. l. n. 1467 portant approbation des Accords conclus le 20 juin 1936 avec la Suisse	366
"	9 —	D. l. n. 1526 c. un nouveau contingentement des produits des îles italiennes de l'Égée à admettre en franchise douanière	426
"	16 —	D. n. 1423 accordant la personnalité juridique à l'Observatoire italien de droit agricole siégeant à Rome	606
"	16 —	D. l. n. 1463 c. les concessions d'export. temporaire pour les tissus de coton du type « popeline » en vue de leur finition	315
"	16 — **	D. l. n. 1606 complétant le d. l. du 15 octobre 1925, n. 2033, converti en l. du 18 mars 1926, n. 562, visant la répression des fraudes dans le comm. et la préparation de denrées destinées à être employées dans l'agriculture	348
"	16 — **	D. n. 1634 approuvant le texte unique des l. contenant les dispositions c. la culture des ceps hybrides producteurs directs . . .	451
"	16 —	D. n. 1706 mod. les régl. en vigueur c. les « tratturi » et les « trazzere »	835
"	24 — **	D. l. n. 1644 visant l'exécution du d. l. royal du 9 mars 1936, n. 625, portant des dispositions pour favoriser le développement des cultures de coton	452
"	28 —	D. portant des dispositions c. le régime du blé de semence sélectionné	205
"	29 —	D. réglementant l'import. temporaire de l'étranger de variétés de pommes de terre destinées exclusivement à l'ensemencement . .	205

			<i>Page</i>
1936	6 août	D. portant approbation du barème des cotisations de l'assurance obligatoire contre les accidents dans l'agriculture pour l'année 1936	729
"	7 —	D. l. n. 1639 portant des réformes d'ordre fiscal	382
"	7 — *	D. l. n. 1502 visant à étendre l'assurance-maternité à certaines catégories d'ouvrières agricoles	726
"	7 —	D. l. n. 1694 portant approbation de l'Accord avec le Guatemala conclu par échange de notes le 6 juin 1936 et réglementant les relations commerciales entre les deux pays	366
"	13 —	D. réglementant le paiement des marchandises originaires et provenant de la France	315
"	14 —	D. fixant la superficie destinée à la culture du tabac pour la campagne 1937	474
"	21 —	D. l. 1780 mod. le d. l. du 28 décembre 1931, n. 1684, c. l'org. de l'inspectorat corporatif	606
"	21 —	D. visant l'exécution du d. l. du 8 juin 1936, n. 1579, c. le financement de l'Office national fasciste de la coopération	723
"	21 —	D. n. 1872 réglementant les activités économiques dans les colonies	443
"	22 —	D. fixant les primes revenant, pour le mois de juin, aux vendeurs de produits séricicoles visés par l'art. 7 du d. l. du 24 février 1936, n. 455	598
"	23 —	D. l. n. 1593 diminuant l'impôt sur la fabrication des huiles de graine et le droit de douane supplémentaire correspondant	409
"	25 —	D. réglementant le paiement des marchandises originaires et provenant de la Norvège	315
"	27 —	D. réglementant le paiement des marchandises originaires et provenant de la Grèce	315
"	28 —	D. mod. le d. du 13 août 1936 réglementant le paiement des marchandises originaires de la France	315
"	31 —	D. déterminant les quantités maxima de sucre de mélasses que les fabriques de sucre indigènes pourront fabriquer et mettre en vente pendant la campagne 1936-37	193
"	31 —	D. réglementant les paiements des marchandises originaires et provenant de la Tchécoslovaquie	315
"	3 sept.	D. l. n. 1900 mod. le texte unique des l. sur les conseils et sur les offices provinciaux de l'économie corporative	611
"	5 —	D. réglementant les paiements provenant des échanges commerciaux avec la Suède	315
"	10 —	D. l. n. 1645 portant réduction du prix de l'alcool carburant et du droit fiscal y afférent	339
"	10 —	D. l. n. 1646 mod. le régime fiscal pour les huiles minérales, les résidus de leur distillation et le benzol	409
"	10 —	D. portant des dispositions statutaires déterminant les organes préposés au fonctionnement de l'Institut national fasciste du comm. extérieur	315
"	17 —	D. l. n. 1812 approuvant le « modus vivendi » du 25 août 1936 réglementant les échanges commerciaux avec la Norvège	366
"	17 —	D. l. n. 1814 approuvant le « modus vivendi » du 5 septembre 1936 pour la réglementation des échanges commerciaux avec la Suède	366
"	17 —	D. l. n. 1821 approuvant le « modus vivendi » du 31 août 1936 réglementant les échanges commerciaux avec la Tchécoslovaquie	366
"	17 —	D. n. 1824 approuvant l'accord du 12 août 1936 réglementant les échanges commerciaux avec la Grèce	366
"	17 —	D. l. n. 1830 approuvant l'accord du 4 juillet 1936 avec la Hongrie pour l'achat de blé hongrois	171
"	17 —	D. l. n. 1833 approuvant les accords commerciaux conclus le 11 août 1936 entre l'Italie et la France	366
"	17 —	D. n. 2022 portant obligation de dénoncer les blés moulus et les stocks de blé et de farine existant dans les moulins	171

			<i>Page</i>
1936	21 sept.	D. appliquant le taux réduit de L. 0,50 % de l'impôt sur la vente au produit antiparasitaire « Shell Vi-Va »	409
»	24 —	D. l. n. 1708 portant exemption de l'impôt de consommation pour l'année 1936 du raisin frais destiné à la vinification pour l'usage familial.	409
»	24 —	D. l. n. 1792 c. la perception des contributions syndicales	409
»	27 —	D. l. n. 1936 portant la classification officielle des huiles d'olive. .	211
»	28 —	D. portant de nouvelles dispositions techniques c. l'export. des agrumes	315
»	1 ^{er} oct.	D. réglementant les paiements provenant des échanges commerciaux avec la Pologne.	315
»	2 —	D. déterminant les limites des garanties, de la part de l'Etat, pour les crédits d'export.	315
»	5 —	D. visant la production et le comm. des essences d'agrumes . . .	193
»	5 —	D. l. n. 1743 c. l'émission d'un emprunt 5 % remboursable et l'assiette d'un impôt extraordinaire sur la propriété immobilière. .	382
»	5 —	D. l. n. 1744 instituant un impôt extraordinaire progressif sur les dividendes des sociétés commerciales	409
»	5 —	D. l. n. 1745 mod. le d. l. n. 2325 du 21 décembre 1927 (<i>stabilisation de la lire</i>)	352
»	5 —	D. l. n. 1746 visant à combattre les perturbations du marché national et des augmentations non justifiées du coût de la vie. . .	339
»	5 —	D. l. n. 1747 abolissant le droit de douane « ad valorem » institué par le d. l. du 24 septembre 1931, n. 1187	426
»	5 —	D. réglementant les paiements provenant des échanges commerciaux avec la Lithuanie	316
»	6 —	D. supprimant le Comité de coordination pour l'application des accords de paiement et de compensation entre l'Italie et d'autres Pays .	366
»	6 —	D. diminuant les droits de douane sur les marchandises de grande consommation	426
»	7 —	D. mod. l'article 8 du d. du 25 août 1936 réglementant les paiements provenant des échanges commerciaux avec la Norvège . .	316
»	8 —	D. n. 1926 approuvant les arrangements internationaux du 22 décembre 1934 c. la suppression des visas consulaires sur les patentes de santé	366
»	10 —	D. réglementant les paiements dérivant des échanges commerciaux avec la Bulgarie	366
»	10 —	D. réglementant les paiements dérivant des échanges commerciaux avec la Finlande	367
»	10 —	D. réglementant les paiements dérivant des échanges commerciaux avec la Yougoslavie.	367
»	13 —	D. l. n. 1815 mod. le d. l. du 24 septembre 1936, n. 1708, portant exemption de l'impôt sur la consommation du raisin frais destiné à la vinification pour l'usage familial.	409
»	15 —	D. l. n. 1937 réglementant l'industrie nationale de la transformation du soufre	712
»	15 —	D. l. n. 1947 approuvant l'accord conclu entre l'Italie et la Bulgarie le 30 septembre 1936 pour réglementer les échanges commerciaux et les paiements y relatifs	367
»	15 —	D. l. n. 1948 approuvant l'accord entre l'Italie et la Lithuanie conclu à Rome le 22 septembre 1936, pour réglementer les échanges commerciaux	367
»	15 —	D. l. n. 1952 approuvant le <i>modus-vivendi</i> de caractère commercial conclu à Rio de Janeiro entre l'Italie et le Brésil le 14 août 1936 .	367
»	15 —	D. l. n. 1953 approuvant l'accord entre l'Italie et la Finlande, conclu à Rome le 28 septembre 1936, pour réglementer les échanges commerciaux	367
»	15 —	D. l. n. 1954 approuvant l'accord avec la Yougoslavie du 26 septembre 1936 réglementant les échanges commerciaux	367

			Page
1936	19 oct.	D. fixant le coefficient d'évaluation du revenu du propriétaire des terrains, aux effets de l'impôt complémentaire progressif	382
"	21 —	D. mod. les dénominations des Instituts chargés de l'application du d. du 15 octobre 1925, n. 2033, visant la répression des fraudes . . .	350
"	27 —	D. c. les centres d'échantillonnage pour le riz usiné à destination de l'étranger	171
"	29 —	D. l. n. 2096 approuvant l'accord conclu à Rome le 6 octobre 1936 entre l'Italie et l'Estonie pour réglementer les échanges commerciaux	367
"	29 —	D. l. n. 2123 mod. les plans financiers s'étendant sur plusieurs années pour la bonification intégrale	499
"	30 —	D. portant de nouvelles interdictions d'export. (<i>caillettes et caille-lait d'agneau et de chevreau</i>)	316
"	30 —	D. portant réduction des droits de douane pour le froment et les produits dérivés	426
"	30 —	D. réglementant les paiements commerciaux avec l'Estonie	367
"	8 nov.	D. l. n. 1955 réglementant la production et l'utilisation du chanvre.	474
"	16 —	D. réglementant les paiements pour les échanges commerciaux entre l'Italie et la Grande Bretagne et l'Irlande du Nord	367
"	16 —	D. réglementant les paiements pour les échanges commerciaux entre l'Italie et la Grèce	367
"	17 —	D. mod. les taxes sur le seigle et le maïs.	409
"	19 —	D. n. 2122 portant la reconnaissance juridique et l'approbation du Statut de l'Office national pour les caisses rurales, agricoles. .	763
"	20 —	D. c. la constitution du Comité technique de l'Institut national fasciste du commerce extérieur	316
"	23 —	D. fixant les primes qui seront accordées aux vendeurs des produits de soie pour les ventes pendant le mois de juillet 1936	598
"	23 —	D. fixant les primes qui seront accordées aux vendeurs de produits de soie pour les ventes pendant le mois d'août 1936.	598
"	19 déc.	D. l. n. 2167 portant prorogation des facilités fiscales pour l'ac-quisition de fonds ruraux grevés d'hypothèques	409
"	20 —	D. mod. le régime douanier du beurre fabriqué avec le lait et de certains aliments du bétail	426

Erythrée.

1935	19 déc.	D. n. 2445 mod. le régime douanier en Erythrée pour les vins de haute teneur alcoolique originaire des fles italiennes de l'Egée .	426
1936	13 juill.	D. n. 7675 portant l'institution et l'attribution des Bureaux pour l'A. O. I. du Commissariat pour les migrations et la colon. . . .	859

Lybie.

1936	28 juill.	D. n. 14808 réglementant la consommation, l'abatage et la vente des viandes (<i>abrogation des d. y relatifs</i>)	271
"	7 août	D. n. 1695 portant des dispositions visant l'amélioration du cheptel bovin	561
"	21 oct.	D. n. 20921 portant des dispositions réglant les prix des denrées sur les marchés.	339

JAPON.

1936	7 janv.	O. n. 2 amendant la répartition du personnel entre les différents services du Ministère de l'agriculture et des forêts	606
"	24 —	O. n. 5 portant abrogation de l'o. n. 208 établissant des droits additionnels aux droits de douane d'import. (<i>froment, farine de fro-ment, bois</i>)	427
"	24 —	O. n. 6 amendant l'o. n. 119 de 1934 visant la régularisation du comm. étranger et la sauvegarde des échanges commerciaux dans la Micronésie Japonaise	316

			<i>Page</i>
1936	4 févr.	D. n. 1 c. le cadastre des reboisements des forêts et plaines incultes appartenant au domaine de l'Etat	492
"	4 —	D. n. 2 c. le cadastre des travaux de génie dans les forêts et plaines incultes appartenant au domaine de l'Etat	492
"	5 mars	O. n. 22 portant suppression de l'org. de la Commission d'enquête sur la politique du riz	171
"	5 —	O. n. 23 portant suppression de l'org. de la Commission d'enquête sur le plan de colon. du Hokkaidô	835
"	27 —	O. n. 36 amendant l'o. c. l'augmentation des droits de douane sur le riz et autres céréales	427
"	14 avr.	O. n. 57 amendant la répartition de personnel entre les différents services du Ministère de l'agriculture et des forêts	606
"	23 —	Arr. n. 3 amendant le régl. pour encourager les installations en commun pour l'exploitation de la pêche	575
"	1 ^{er} mai	Arr. n. 4 amendant le régl. pour l'application de la l. autorisant la Caisse centrale de crédit à la coopération à consentir des avances spéciales de fonds	763
"	1 ^{er} —	Arr. n. 11, amendant les régl. c. les avances de fonds envisagés par l'art. 1 ^{er} de la l. sur les prêts fonciers	764
"	18 —	Arr. n. 13 amendant le régl. d'application de la l. c. les périodes d'exemption de l'impôt foncier	382
"	22 —	L. n. 1 amendant la l. n. 45 de 1934 (<i>portant des mesures en vue de la régularisation du comm. étranger et de la sauvegarde des échanges commerciaux</i>)	316
"	25 —	L. n. 9 c. le contrôle sur les opérations en cocons frais	598
"	25 —	L. n. 10 amendant la l. sur les associations séricicoles	598
"	25 —	L. n. 11 amendant la l. sur la sériciculture	598
"	25 —	L. n. 21 amendant la l. sur les associations pour l'assainissement de l'endettement rural	764
"	26 —	L. n. 15 c. la Compagnie pour le développement économique du Nord-Est	724
"	27 — **	L. n. 22 c. l'administration autonome du riz	94
"	27 — **	L. n. 23 amendant la l. c. le contrôle du riz	108
"	27 — **	L. n. 24 tendant à promouvoir le stockage en commun du paddy	109
"	27 —	L. n. 25 amendant la l. n. 40 de 1931 c. le contrôle afférent à la coalition et à l'action concentrée des productions principales . .	340
"	27 —	L. n. 26 c. le contrôle sur les articles principaux d'export.	316
"	27 —	L. n. 27 amendant la l. c. le contrôle sur les tissus de soie destinés à l'export.	316
"	27 —	L. n. 28 amendant la l. sur les associations d'export	316
"	28 —	L. n. 30 c. le contrôle de l'industrie des engrais principaux . . .	207
"	28 —	O. n. 71 amendant la répartition du personnel entre les différents services du Ministère de l'agriculture et des forêts	606
"	30 —	L. n. 36 c. la revision de la valeur locative des terrains	382
"	30 —	L. n. 37 c. les exceptions à l'application de la l. sur le remembrement des terres cultivées	835
"	30 —	L. n. 40 amendant la l. n. 24 de 1924 (<i>droits de douane: huiles végétales essentielles</i>)	427
"	1 ^{er} juin	Arr. n. 15 portant le régl. c. la l. sur la revision de la valeur locative des terrains	382
"	2 —	L. n. 43 c. la société par action pour la colon. de Formose . . .	835
"	12 —	Arr. n. 6 c. le contrôle sur la manufacture du thé	193
"	20 —	Arr. n. 8 portant le régl. pour l'encouragement des travaux d'aménagement hydraulique forestier	499
"	20 —	O. n. 117 c. l'impôt sur les spiritueux dans le territoire ressortissant au Chemin de Fer de la Mandchourie du Sud	409
"	20 —	O. n. 118 c. l'impôt sur le tabac dans le territoire ressortissant au Chemin de Fer de la Mandchourie du Sud	409

			Page
1936	20 juin	O. n. 120 c. l'impôt sur la farine de froment dans le territoire ressortissant au Chemin de Fer de la Mandchourie du Sud . . .	409
"	22 —	Arr. n. 4 amendant le régl. pour l'application de la l. c. le contrôle des tissus de soie destinés à l'export.	316
"	23 —	Arr. n. 10 c. les subventions spéciales en vue de la renaissance des villages agricoles montagneux et de pêcheurs	611
"	23 —	O. n. 123 amendant l'org. de la Station de conditionnement des tissus de soie destinés à l'export.	316
"	24 —	O. n. 124 portant des restrictions à l'import. (<i>farine de froment, déchets de laine, viandes, beurre, etc.</i>)	427
"	24 —	O. n. 125 amendant l'o. n. 119 de 1934 visant la régularisation du comm. extérieur.	316
"	25 —	Arr. n. 5 visant l'application de l'o. n. 124 de 1936 (<i>restrictions à l'import., etc.</i>)	316
"	25 —	Arr. n. 8 visant la régularisation du comm. extérieur	316
"	26 —	O. n. 132 amendant l'org. de la Station expérimentale forestière . .	492
"	26 —	O. n. 133 amendant l'o. portant le tarif des droits pour les analyses effectuées par la Station expérimentales forestière	492
"	27 —	Arr. n. 11 portant le régl. pour encourager l'institution de moyens tendant à réduire le coût de production des cocons	598
"	29 —	D. n. 1 c. le conditionnement des tissus de soie destinés à l'export. .	317
"	30 —	Arr. n. 10 c. le contrôle de l'opium dans la République de Chine. .	220
"	30 —	Arr. n. 11 c. le contrôle des stupéfiants dans la République de Chine	220
"	30 —	Arr. n. 12 c. le contrôle des stupéfiants dans la Mandchourie . .	220
"	30 —	O. n. 145 c. les opérations d'achat et de vente de la soie grège destinée à l'export.	598
"	2 juill.	Arr. n. 12 visant l'application de la l. sur la coopération	724
"	2 —	O. n. 148 visant la l. n. 25 de 1936 (<i>amendant la l. sur la sériciculture</i>). .	598
"	2 —	O. n. 149 mod. l'org. du Comité des cartels	724
"	4 —	O. n. 162 amendant l'org. du Ministère de l'agriculture et des forêts. .	606
"	4 —	O. n. 163 amendant la répartition du personnel entre les différents services du Ministère de l'agriculture et des forêts (<i>élevage des bovins et des chevaux, amélioration des pâturages, etc.</i>)	606
"	4 —	O. n. 164 c. l'org. de la Direction générale de la remonte	606
"	8 —	Arr. n. 13 portant le régl. pour l'encouragement des mesures aptes à promouvoir l'augmentation du taux de natalité des chevaux .	561
"	13 —	D. n. 4 amendant les régl. administratifs de la Station expérimentale forestière	492
"	21 —	O. n. 209 visant la l. n. 25 de 1934 c. la gestion gouvernementale du grainage cellulaire des vers à soie	599
"	21 —	O. n. 210 c. la gestion gouvernementale du grainage cellulaire des vers à soie	599
"	24 —	O. n. 219 amendant la répartition du personnel entre les différents services du Ministère de l'agriculture et des forêts	606
"	25 —	O. n. 228 c. la Société par actions pour la colon. de la Micronésie japonaise.	835
"	28 —	Arr. n. 16 visant à encourager l'amélioration de la transformation des produits de l'aquiculture	575
"	28 —	O. n. 237 c. le traitement tarifaire des droits d'import. pour les articles en provenance de la Syrie et du Liban	427
"	29 —	O. n. 238 c. l'application de la l. sur la société par actions pour la colon. de Formose	835
"	11 août	O. n. 262 amendant l'o. n. 238 de 1921 portant des mesures édictées en vertu de l'art. 9 de la l. sur le tarif des douanes (<i>drawback en faveur des graines d'arachides employées dans la fabrication de l'huile, etc.</i>)	427
"	15 —	Arr. n. 18 c. les installations en commun pour le grainage des vers à soie	599

			<i>Page</i>
1936	18 août	O. n. 268 c. l'application à la peste des poules des dispositions visant le choléra des poules (<i>lutte contre les maladies contagieuses des animaux</i>)	599
"	28 —	O. n. 292 fixant la date de l'entrée en vigueur de la l. n. 11 de 1936 amendant la l. sur la sériciculture	599
"	29 —	Arr. n. 18 visant l'enregistrement des associations pour l'ontillage en commun de la sériciculture	599
"	29 —	Arr. n. 19 amendant le régl. d'application de la l. sur la sériciculture	599
"	29 —	Arr. n. 20 amendant le régl. d'application de la l. sur la filature de la soie	599
"	4 sept.	Arr. n. 21 portant le régl. pour encourager l'élevage des chevaux	561
"	4 —	Arr. n. 22 portant le régl. pour encourager l'élevage des étalons de haras	561
"	4 —	Arr. n. 23 amendant le régl. pour encourager les chevaux de trait	561
"	4 —	O. n. 296 amendant l'org. du Ministère de l'agriculture et des forêts	606
"	15 —	* O. n. 324 fixant la date de l'entrée en vigueur de la l. n. 22 c. l'administration autonome du riz	109
"	15 —	* O. n. 325 c. l'application de la l. n. 22 c. l'administration autonome du riz	109
"	15 —	* O. n. 326 portant la date de l'entrée en vigueur de la l. n. 23 amendant la l. sur le contrôle du riz	117
"	15 —	** O. n. 327 amendant l'o. impériale c. l'application de la l. sur le contrôle du riz	117
"	15 —	* O. n. 328 portant la date pour l'entrée en vigueur de la l. pour encourager le stockage collectif du paddy	118
"	15 —	** O. n. 329 c. l'application de la l. pour encourager le stockage collectif du paddy	118
"	16 —	* Arr. n. 25 portant le régl. pour l'application de la l. c. l'administration autonome du riz	119
"	16 —	* Arr. n. 26 visant la l. sur l'administration autonome du riz	129
"	16 —	O. n. 330 portant organ. de l'Institut de recherches sur la production tropicale	607
"	18 —	O. n. 331 amendant la répartition extraordinaire du personnel entre les différents services du Ministère de l'agriculture et des forêts (<i>élevage des chevaux, etc.</i>)	607
"	19 —	Notification n. 321 c. la vente de riz appartenant au Gouvernement	172
"	22 —	O. n. 349 c. la l. n. 27 de 1936 visant le contrôle des tissus de soie destinés à l'export.	599
"	22 —	O. n. 350 visant la l. c. le contrôle des principaux articles destinés à l'export.	317
"	22 —	O. n. 351 c. la l. n. 28 de 1936 visant les associations pour l'export.	317
"	22 —	O. n. 352 c. les droits d'inspection à percevoir en vertu de la l. sur les associations pour l'export.	317
"	26 —	Arr. n. 8 portant le régl. d'application de la l. c. le contrôle des principaux articles d'export.	317
"	26 —	Arr. n. 9 amendant le régl. d'application de la l. c. le contrôle des tissus de soie destinés à l'export.	317
"	26 —	Arr. n. 10 amendant le régl. d'application de la l. sur les associations pour l'export.	317
"	1 ^{er} oct.	Arr. n. 28 amendant le régl. pour l'application de la l. c. le contrôle de l'export. et de l'import. des plantes	712
"	1 ^{er} —	Not. n. 332 portant la liste des plantes destinées à l'export. pour lesquelles certains pays importateurs exigent le certificat d'inspection du pays exportateur pour en permettre l'import.	712
"	13 —	** Arr. n. 29 c. l'Assemblée générale des associations pour le contrôle du comm. du riz	129
"	21 —	O. n. 383 c. le contrôle sur les opérations en cocons frais	599
"	21 —	O. n. 384 établissant les modalités pour les opérations en cocons	599

			<i>Page</i>
1936	22 oct.	Arr. n. 30 portant le régl. d'application de la l. sur le contrôle des opérations en cocons frais	599
"	29 —	Not. n. 377 c. l'achat de riz indigène aux fins du remplacement des stocks en vertu de la l. sur le contrôle du riz	172
"	6 nov.	O. n. 389 fixant la date de l'entrée en vigueur de la l. n. 10 c. les associations sérícioles	599
"	6 —	O. n. 390 amendant l'o. impériale c. l'application de la l. sur les associations sérícioles	600
"	7 —	Arr. n. 32 amendant le régl. d'application de la l. sur les associations sérícioles	600
"	7 —	Arr. n. 33 amendant le régl. d'application de la l. sur la coopération	724
"	10 —	O. n. 393 amendant l'o. n. 18 de 1919 c. les chaires des différentes facultés de l'Université impériale du Hokkaidô	649
"	10 —	O. n. 395 fixant la date de l'entrée en vigueur de la l. sur le contrôle des principaux engrais	207
"	10 —	O. n. 396 c. les associations pour la fabrication des engrais	207
"	11 —	Arr. portant le régl. d'application de la l. sur le contrôle des principaux engrais	207
"	11 —	Arr. n. 31 c. l'enregistrement des associations pour la fabrication des engrais	207
"	19 — **	Arr. n. 34 c. l'application de la l. sur l'administration autonome du riz	129
"	20 — *	O. n. 407 portant organ. du comité pour l'administration autonome du riz	131
"	24 —	O. n. 408 amendant l'o. n. 219 de 1932 instituant un office pour la renaissance économique	607
"	24 —	O. n. 409 amendant l'org. de la Station expérimentale de sylviculture	611
"	24 —	O. n. 410 amendant l'org. de la station expérimentale d'aquiculture de la Corée	607
"	27 —	Arr. c. les facilités spéciales de crédit en vue de l'assainissement de l'endettement	764
"	7 déc.	Not. n. 440 fixant le pourcentage à servir de base pour le calcul du prix de ménage aux fins de l'alinéa 2 de l'art. 3 de l'o. c. l'application de la l. sur le contrôle du riz	340
"	11 —	O. n. 430 amendant les régl. c. la commission consultative pour la réassurance du bétail	729
"	18 —	O. n. 444 fixant la date de l'entrée en vigueur de la l. c. la gestion gouvernementale des graines cellulaires de vers à soie	600
"	18 —	O. n. 445 portant org. du comité consultatif des races des vers à soie	600
"	19 —	Arr. n. 35 fixant la date de l'entrée en vigueur du régl. d'application de la l. sur la gestion gouvernementale des graines de vers à soie	600
"	21 —	Not. n. 453 établissant les prix du riz indigène	340
"	22 —	Not. n. 454 c. l'achat de riz indigène à effectuer par le Gouvernement	172
"	23 —	Edit impérial n. 12 amendant l'org. de l'office des forêts et des plaines incultes de la Couronne	492
"	23 —	Not. n. 455 établissant les différences de qualité du riz indigène à acheter par le Gouvernement	172
"	24 —	O. n. 452 portant org. du comité pour les principaux engrais	207
"	26 —	O. n. 469 c. l'augmentation des droits de douane sur l'import. du riz	427
"	26 —	O. n. 470 c. l'application à la Corée de la l. foncière pour les étrangers	835
"	26 —	O. n. 471 amendant l'o. c. l'application de la l. foncière pour les étrangers	835

			<i>Page</i>
1936	28 déc.	O. n. 473 abrogeant l'o. n. 124 de 1936 portant des restrictions à l'import.	317
"	28 —	O. n. 474 portant des restrictions à l'import. de la laine.	317
"	28 —	O. n. 475 amendant l'o. n. 119 de 1934 visant la régularisation du comm. extérieur dans la Micronésie japonaise.	317
"	29 —	Arr. n. 14 visant les o. portant des restrictions à l'import. etc. . .	317
"	29 —	Arr. n. 15 c. l'application de l'o. n. 474 de 1936 (<i>portant des restrictions à l'import. de la laine</i>)	317
"	29 —	Arr. n. 36 amendant le régl. d'application de la l. sur la filature de la soie	600
"	29 —	Not. n. 467 c. les qualités de paddy, etc. à acheter par le Gouvernement	172
<i>Corée.</i>			
1935	28 nov.	Arr. n. 139 c. le contrôle des agrumes exportés	317
"	13 déc.	Arr. n. 144 portant la date d'application de l'o. sur les Unions économiques mutuelles	724
"	13 —	Arr. n. 145 portant le régl. d'application de l'o. c. les Unions économiques mutuelles	724
"	13 —	Arr. n. 146 amendant les régl. c. le contrôle administratif sur les opérations des associations populaires de crédit	764
"	13 —	Arr. n. 147 amendant l'arr. n. 111 de 1932 c. l'assainissement des dettes des membres des associations populaires de crédit . . .	764
"	13 —	Arr. n. 148 visant l'application de l'o. c. l'impôt sur le revenu . .	724
"	13 —	Arr. n. 149 c. les modalités d'enregistrement des Union économiques mutuelles	724
"	14 —	Arr. n. 151 visant l'o. c. les associations d'aquiculture	724
1936	11 janv.	Arr. n. 6 c. l'o. sur la sériciculture.	600
"	6 févr.	O. n. 1 c. les poteaux d'arpentage des terres	835
"	12 —	O. n. 2 c. la conciliation en matière de fernages	847
"	26 —	Arr. n. 12 amendant l'o. précédente	847
"	4 mai	O. n. 6 amendant l'o. c. l'exercice du crédit mutuel	764
"	4 —	Arr. n. 34 c. l'o. sur l'exercice de crédit mutuel.	764
"	17 juin	Arr. n. 45 visant l'o. sur la société par actions pour la colon. . .	835
"	25 —	Arr. n. 48 c. l'application de l'o. n. 124 de 1936 (<i>portant des restrictions à l'import.</i>)	318
"	14 juill.	Arr. n. 56 fixant la date de l'entrée en vigueur de l'o. c. les poteaux d'arpentage des terres	835
"	14 —	Arr. n. 57 c. l'application de l'o. sur les poteaux d'arpentage des terres.	835
"	29 —	O. n. 11 c. la Banque pour le développement économique	764
"	14 août	Arr. n. 83 visant la banque pour le développement économique . .	764
"	17 sept.	Arr. n. 86 amendant le régl. d'application de l'o. c. l'impôt sur les spiritueux	410
"	19 —	Arr. n. 89 c. la l. sur l'administration autonome du riz	132
<i>Formose.</i>			
1936	20 sept.	Arr. n. 86 portant le régl. d'application de la l. sur l'administration autonome du riz	132
"	16 oct.	Arr. n. 92 c. la concession à titre de prêt de juments	764
"	15 déc.	Arr. n. 80 amendant le régl. c. le contrôle des graines de ver à soie.	600
"	28 —	Arr. n. 85 amendant l'arr. n. 18 de 1923, visant le contrôle de l'import. et de l'export. des plantes	712
<i>Karafuto.</i>			
1936	5 mars	Arr. n. 3 c. la concession spéciales des terres incultes appartenant au domaine de l'Etat	835
"	5 —	Arr. n. 5 visant l'application de l'arr. c. la concession spéciale de terres incultes appartenant au domaine de l'Etat	835

			Page
1936	5 mars	Arr. n. 6 portant le régl. tendant à encourager le reboisement . .	492
»	18 —	Arr. n. 9 amendant le régl. c. la vente des produits des forêts et des plaines incultes	492
»	18 —	Arr. n. 10 amendant le régl. c. le timbrage des produits des forêts et des plaines incultes	492
»	25 avr.	Arr. n. 15 amendant le régl. c. le contrôle des feux allumés dans les forêts et les plaines incultes	868
»	16 mai	Arr. n. 17 portant les régl. c. les associations pour la culture des betteraves	724
»	21 —	Arr. n. 19 amendant le régl. c. les associations pour la prévention des incendies dans les forêts	492
»	25 juin.	Arr. n. 21 c. l'o. n. 124 de 1936 portant des restrictions à l'import, etc.	318
»	26 août	Arr. n. 28 amendant le régl. sur la chasse	575

Kwantung.

1935	7 déc.	Arr. portant le régl. c. les autorisations pour l'export. d'agrumes .	318
»	30 —	Arr. n. 78 portant le régl. c. les vétérinaires	571
1936	5 mars	Arr. n. 6 amendant le régl. d'application de l'o. sur les associations populaires de crédit	764
»	30 avril	Arr. n. 20 amendant le régl. c. le dédommagement des pertes encourues à l'occasion d'opérations de prêts immobiliers	764
»	27 juin	Arr. n. 28 visant l'o. c. l'impôt sur les spiritueux	410
»	27 —	Arr. n. 29 portant le régl. de l'o. c. l'impôt sur le tabac	410
»	29 juill.	Arr. n. 42 portant le régl. pour le contrôle du comm. du lait . .	271

LETTONIE.

1935	23 juill. **	L. c. la réglementation du marché du bétail de ferme et de la viande	236
»	23 — **	L. c. la réglementation du marché des produits laitiers	235
»	10 sept. **	L. c. la réglementation du marché des graines de trèfle, de fécule, de graines fourragères et de pommes de terre d'export.	202
»	3 oct. **	L. c. l'aide à porter aux agriculteurs ayant subi des dommages par suite de calamités naturelles	441
»	8 — **	L. c. la réglementation du marché des œufs	237
1936	9 janv. *	L. c. la Chambre d'agriculture	634

LITHUANIE.

1936	31 janv.	Régl. relatif au remboursement des dettes des agriculteurs	765
»	31 —	L. mod. la l. su l'org. agraire (<i>remembrement des terres</i>).	836
»	15 févr.	L. mod. la l. sur la police des champs	868
»	6 mars **	Modification des instructions relatives à l'analyse du beurre à exporter. .	238
»	6 —	Régl. pour l'exécution de la l. sur l'obligation de mélange d'alcool à l'essence (<i>pour automobiles</i>)	375
»	14 —	D. du commissaire pour le contrôle des prix c. les prix maxima d'engrais chimiques	340
»	20 —	Modification du régl. pour l'exécution de la l. sur l'obligation de mélange d'alcool à l'essence	375
»	28 — *	L. sur l'Union des cercles de jeunes fermiers	717
»	15 mai	L. mod. la l. réglementant la monte des chevaux	561
»	14 août	L. mod. la l. sur la chasse	575
»	25 —	L. sur la création et l'entretien de l'Académie vétérinaire.	571
»	25 —	L. mod. la l. sur la chambre d'agriculture	646
»	25 —	L. mod. la l. ayant pour but d'alléger le remboursement des dettes des agriculteurs	765
»	22 oct.	Modification du régl. relatif à l'org. du comm. et de l'export. de la filasse et de l'étroupe de lin	318
»	3 déc.	L. mod. la l. sur l'org. agraire (<i>remembrement des terres</i>)	836

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

1935	30 déc.	Arr. relatif à la valeur imposable en ce qui concerne la perception des droits de douane, pour les marchandises facturées en monnaies étrangères	427
1936		Avis. Accord additionnel à l'Accord commercial provisoire du 5 décembre 1933, entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Nouvelle-Zélande	367
"		Avis. Relations économiques entre la République de Haïti et l'Union économiques belgo-luxembourgeoise	367
"	6 janv.	Arr. c. l'emploi des alcools en exemption des droits et la restitution des droits en cas d'export. d'eau-de-vie	427
"	8 —	Arr. relatif à la Convention en vue de faciliter le régl. des créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Italie	367
"	17 —	Arr. relatif au régime fiscal des sucres, des glucoses et des tabacs	410
"	23 —	Arr. ayant pour objet l'institution d'un Conseil National du Travail pour la conciliation des conflits collectifs du travail	860
"	25 —	Arr. c. le tarif des douanes (<i>beurres végétaux, autres que cacao, huiles douces et fixes</i>)	427
"	31 —	Arr. portant modification des taux de mouture et de mélange du froment	172
"	7 févr.	Arr. relatif aux paiements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Allemagne	318
"	13 —	Arr. c. l'arr. du 23 janvier 1936, c. l'institution d'un Conseil National du Travail pour la conciliation des conflits collectifs du travail	860
"	27 — **	Arr. c. la lutte contre le doryphore	693
"	2 mars	Avenant au Traité de Comm. du 30 décembre 1922 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République de Pologne	368
"	10 —	Arr. c. le relèvement des blés panifiables (<i>froment, méteil, seigle</i>) en stock auprès des producteurs de blés	23
"	11 —	Arr. relatif à l'application de la Convention pour favoriser les échanges commerciaux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Lettonie	368
"	13 — **	Arr. c. les taux de mouture et de mélange du froment resp. des farines de froment, du seigle, etc.	132
"	14 — *	Arr. c. la perception d'une taxe uniforme de licence (<i>à l'import. d'animaux des espèces bovine, ovine et porcine, etc.</i>)	401
"	14 — **	Arr. c. l'org. de centres de préparation professionnelle et de colon. intérieure pour les jeunes chômeurs	853
"	24 —	Arr. relatif à l'import. des tissus de coton	318
"	2 avril	Arr. relatif au régime fiscal des sucres	410
"	3 —	Arr. ayant pour objet de simplifier la perception des droits de douane et d'accise	410
"	4 —	Arr. portant introduction de registres de contrôle pour les bovins	561
"	9 —	Arr. c. l'assainissement de certaines créances privilégiées et hypothécaires	765
"	15 — **	Arr. c. la réduction des plantations de vigne	453
"	15 — **	Arr. c. la reconstruction des vignes	454
"	20 —	Arr. c. la réglementation autonome de l'import. et de l'export. de certains produits agricoles	318
"	20 —	Arr. c. l'import. et l'export. de certains produits agricoles (<i>pommes de terre, œufs, pommes, céréales, bovidés, porcs, beurre, etc.</i>)	318
"	21 —	Arr. c. le régime commun existant entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg en matière de réglementation des import., des export. et du transit (<i>bovins, ovins, porcins, chevaux, beurre, crèmes de lait, etc.</i>)	318

			Page
1936	25 avril	Arr. mettant en vigueur la convention pour favoriser les échanges et les régl. commerciaux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Royaume de Bulgarie	368
"	4 mai	Arr. complétant l'arr. du 1 ^{er} août 1935 relatif aux paiements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, le Congo belge, les territoires sous mandat belge et l'Allemagne	318
"	4 —	Arr. portant classement des installations de silos de fourrages verts parmi les établissements industriels dangereux, d'une capacité supérieure à 20 m ³	499
"	29 —	Arr. c. la simplification de la perception des droits de douane et d'accise	427
"	8 juin	Arr. relatif à l'application de la Convention conclue à Rome le 26 mars 1936, c. le régl. des créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Italie	368
"	8 —	Arr. c. la destruction du corbeau-freux	712
"	10 —	Arr. portant fixation du quotient applicable pour le calcul des primes d'emblavement pour 1935	474
"	12 —	Arr. complétant l'article 4 de l'arr. grand-ducal du 1 ^{er} août 1935 relatif aux paiements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, le Congo belge, les territoires sous mandat belge et l'Allemagne	368
"	9 juill.	Arr. c. l'import. des bananes	318
"	18 —	Arr. c. l'import. et l'export. de pommes de terre, de tomates et d'aubergines	318
"	27 —	Arr. approuvant l'accord pour favoriser les échanges commerciaux et les régl. de créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Uruguay	368
"	27 — **	Arr. c. l'exécution de la l. du 21 avril 1908 sur les vices rédhibitoires des animaux domestiques	566
"	3 août	Arr. c. la distribution des primes pour l'amélioration de la race chevaline	562
"	3 —	Arr. relatif aux formalités à remplir lors de l'import. de marchandises en provenance de l'Italie	318
"	14 —	Arr. c. le tarif des douanes (<i>vins mousseux</i>)	427
"	19 —	Arr. c. la perception d'une taxe sur la fabrication des vins mousseux	410
"	21 —	Arr. portant modification des taux de mouture et de mélange du froment	172
"	22 —	Arr. c. le code des assurances sociales	729
"	25 —	Arr. par lequel celui du 29 mai 1936, soumettant à licence l'import. des pores, est abrogé	319
"	25 —	Arr. soumettant à licence l'import. de beurre	319
"	27 —	Accord commercial provisoire entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Chili	368
"	12 sept.	Arr. portant défense d'import. des porcs en provenance de la Belgique	319
"	12 —	Arr. fixant le prix minimum du blé indigène	340
"	14 —	Arr. visant la réorg. de l'administration des eaux et forêts	607
"	4 oct.	Arr. relatif aux échanges commerciaux et aux paiements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Espagne	368
"	19 —	Arr. mod. l'accord pour le régl. par voie de compensation des créances commerciales entre la République Turque et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, conclu à Ankara, le 31 mai 1934	368
"	19 —	Arr. mettant en vigueur l'accord intervenu le 12 août 1936 entre les Gouvernements belge et roumain au sujet du régl. des créances commerciales arriérées sur la Roumanie	368
"	19 —	Arr. mettant en vigueur un arrangement intervenu à Sofia, le 16 septembre 1936, entre les Gouvernements belge et bulgare au sujet du régl. accéléré des créances commerciales arriérées sur la Bulgarie	368

			Page
1936	28 oct.	Arr. c. le tarif des douanes (<i>pamplemousses</i> , etc.)	427
»	30 —	Arr. c. la perception de droits spéciaux sur l'import. de certains produits (<i>saindoux, viandes préparées</i>)	428
»	31 —	Arr. portant l'interdiction de l'export. de la chicorée Witloof	319
»	3 nov.	Arr. c. la perception des taxes spéciales sur l'import. du beurre, du lait et de certains produits dérivés du lait	428
»	3 —	Arr. c. l'expertise des étalons destinés à la monte pendant l'année 1937	562
»	5 —	Arr. c. la perception des droits spéciaux sur l'import. de certains produits (<i>viandes congelées, bovine, ovine et porcine</i>)	428

MEXIQUE.

1935	2 sept.	Accord de comm. stipulé par échange de notes entre le Mexique et le Salvador	368
»	23 nov.	D. réglementant la concession des autorisations visées par la fraction II, art. 4, de la l. organique, relative à l'art. 28 de la Constitution	340
1936		Contrat collectif du travail pour l'industrie du sucre, ainsi que des produits dérivés ou similaires	860
»	20 janv.	D. mod. le tarif de l'impôt général d'import. (<i>biscuits ou pains pour animaux</i>)	428
»	20 —	D. mod. le tarif de l'impôt général d'import. (<i>certaines graminées</i>)	428
»	20 —	D. mod. le tarif des impôts d'export. (<i>os</i>)	428
»	27 —	Ordre de quarantaine extérieure n. 5 mod. l'ordre correspondant du 17 juillet 1927 c. la « mouche des fruits de la Méditerranée » (<i>Ceratitis capitata</i>)	712
»	4 févr.	Arr. réglementant la lutte contre « <i>l'anthonomus grandis</i> » du coton dans l'Etat de Sinaloa	712
»	4 —	Arr. réglementant la lutte contre l'« <i>anthonomus grandis</i> » du cotonnier	712
»	13 —	Arr. créant le Conseil technique de l'éducation agricole	649
»	18 —	D. complétant l'art. 78 de la l. du travail (<i>repos hebdomadaire des travailleurs</i>)	860
»	27 —	Télégramme-circulaire n. 30-I-12285 fixant les droits à percevoir éventuellement sur l'export. du café sans gousse	428
»	2 mars	D. mod. la l. c. l'impôt sur l'exploitation des forêts	410
»	2 —	Règl. visant l'application de la l. c. l'impôt sur l'exploitation des forêts	410
»	6 —	D. réglementant la vente du lait dans le District fédéral	271
»	9 —	D. visant les export. de boissons alcooliques	319
»	11 —	Arr. visant la collaboration, offerte par les Etats-Unis d'Amérique, des inspecteurs du service sanitaire végétal dudit pays en ce qui concerne la lutte contre les fléaux du cotonnier dans la zone-frontière	712
»	16 —	D. fixant la part qui reviendra aux Etats ou municipalités sur les bénéfices provenant de l'exploitation de la résine de sapote dans des forêts nationales	492
»	17 —	Arr. créant une Commission chargée d'étudier la réfrigération des fruits et légumes	193
»	19 —	D. mod. le tarif général d'import. (<i>légumes, fruits, huile d'olives, etc.</i>)	428
»	23 —	D. mod. la l. c. les impôts sur les alcools, eaux-de-vie et miels incristallisables	410
»	24 —	Règl. c. les eaux de propriété nationale	481
»	3 avril	Arr. fixant les périodes durant lesquelles est interdite la chasse de diverses espèces	575
»	6 —	D. mod. le tarif contenu dans l'art. 4 de la l. du 30 décembre 1935 c. l'impôt sur l'exploitation des forêts	410
»	7 —	* L. c. les associations d'éleveurs	718

			Page
1936	8 avril	D. complétant le régl. du 8 septembre 1927 relatif à la l. forestière	492
"	22 —	Arr. indiquant les espèces de cactacées dont on interdit la récolte pour l'export.	319
"	28 —	Arr. autorisant le Secrétariat de l'agriculture à fournir gratuitement des animaux et outillages agricoles aux éjidataires petits éleveurs et petits agriculteurs	443
"	28 —	C. n. 301-33-106 publiant la liste des produits animaux pour lesquels l'inspection sanitaire n'est pas exigée	571
"	4 mai	D. c. les exemptions d'impôts en faveur des sociétés coopératives . .	724
"	11 —	D. mod. le tarif de l'impôt général d'import. (<i>amandes, olives, vins, etc.</i>)	428
"	11 —	D. c. les impôts sur les alcools, eaux-de-vie et miels incristallisables.	410
"	14 —	Régl. c. l'élection des représentants agriculteurs dans les Commis-sion agraires mixtes des Etats	633
"	15 —	D. abrogeant l'art. 2 du d. du 29 décembre 1933 exonérant de l'impôt sur les entreprises commerciales et industrielles les étables de vaches laitières	410
"	15 —	Régl. c. l'industrie du pain dans le District fédéral	172
"	19 —	D. mod. le tarif de l'impôt d'export.	428
"	20 —	D. mod. le tarif de l'impôt d'export.	428
"	31 —	Arr. donnant des instructions relatives à la création de parcs na-tionaux, réserves forestières et réserves de faune sylvestre	492
"	8 juin	D. exonérant des droits d'import. les machines, matériaux et acces-soires destinés à des travaux de captation d'eaux	428
"	8 —	D. mod. le d. du 4 mai 1936 c. les exemptions d'impôts en faveur des sociétés coopératives.	724
"	8 juill.	D. complétant l'art. 1 ^{er} du régl. du 29 décembre 1933 relatif à l'ar-ticle 15 de la l. fédérale de colon.	428
"	20 —	D. mod. le tarif des droits d'export. (<i>bananes fraîches</i>)	428
"	30 — *	D. établissant les Stations nationales d'élevage du bétail et Postes de zootechnie	556
"	4 août	C. n. 301-54-172 énumérant les marchandises qui sont sujettes à la protection douanière	428
"	18 —	L. c. les Chambres de comm. et d'industrie	374
"	20 —	D. spécifiant que l'org. et la réglementation des Expositions nationales d'agriculture ou d'élevage appartiendront exclusivement au Secrétariat de l'agriculture et du Fomento.	646
"	20 —	C. n. 514-8-183 réglementant la manutention de l'alcool par les maga-sins généraux de dépôt	193
"	21 —	D. mod. le tarif de l'impôt général d'export. (<i>résine de sapote, en récipients ou en vrac</i>)	428
"	21 —	Régl. c. l'enregistrement des boissons et comestibles, vendus en réci-pients ou paquets fermés, etc.	193
"	21 —	D. interdisant l'usage de l'huile de navette comme aliment	212
"	24 —	L. générale c. la population (<i>organisation, démographie, migration, tourisme</i>)	23
"	28 —	L. mod. la l. du 18 février 1935 c. le crédit populaire	765
"	29 —	D. mod. l'art. 5 de la l. c. les impôts sur les alcools, eaux-de-vie et miels incristallisables	410
"	29 —	L. c. les impôts sur la fabrication de la bière	410
"	29 —	D. instituant un Comité pour l'encouragement et la surveillance de la production et de l'exploitation des richesses forestières	493
"	11 sept.	Publication de l'accord commercial provisoire conclu entre le Me-xique et le Brésil	368
"	12 —	C. n. 1 déclarant abrogées les dispositions exigeant la présentation de certificats du cadastre lors des transferts de propriétés	411
"	14 —	D. mod. le tarif de l'impôt d'export. (<i>maïs</i>)	428
"	13 oct.	D. autorisant le Secrétariat de l'Economie nationale à établir des « Comités régionaux d'export. »	319

			Page
1936	20 oct.	D. mod. le tarif c. l'impôt d'export. (<i>Chevaux et mulets</i>)	429
"	22 —	C. n. 514-10-222 c. l'export. d'alcool par la Société nationale des producteurs d'alcool	319
"	30 —	D. mod. le tarif de l'impôt général d'import. (<i>sagou, tapioca, manioc et autres féculs agglomérés en pâtes</i>)	429
"	23 nov.	L. c. l'expropriation	836
"	25 —	Arr. autorisant l'établissement d'un service de désinfection des produits dans les localités agricoles qui n'en possèdent pas	712
"	30 —	D. réglementant le paiement annuel de l'impôt sur les alcools, eaux-de-vie et miels incristallisables	411
"	19 déc.	D. mod. le tarif de l'impôt général d'import. (<i>coton brut</i>)	429

NICARAGUA.

1935	20 déc.	L. portant diverses mesures d'assistance en faveur des régions dévastées du Rio Coco	443
"	30 —	D. législatif exonérant le coton produit dans le pays de l'impôt de transport	411
1936	6 févr.	D. législatif établissant un droit de 0.50 cordoba par quintal de sucre introduit dans les ports du Littoral Atlantique	429
"	18 mars	L. autorisant le Pouvoir exécutif à délivrer des titres d'expert-agricole ou vétérinaire aux personnes ayant suivi les cours de l'Ecole d'agriculture de Chinandega	649
"	22 juill. **	L. exonérant de tous droits l'import. des engrais artificiels destinés à la culture du bananier	454
"	28 —	D. c. la défense contre le ver du cotonnier	713
"	31 —	L. établissant un impôt d'un centime de cordoba par litre sur la vente de l'eau-de-vie titrant 50°	411
"	11 août	D. législatif établissant certains impôts (<i>export. du café; production du sucre centrifugé; dépeçage du bétail, etc.</i>)	411
"	17 — 2 sept.	D. approuvant la Convention de comm. conclue à Managua, le 11 mars 1936, entre le Nicaragua et les Etats-Unis d'Amérique	369
"	19 —	D. législatif accordant un crédit de 3 mille cordobas pour la lutte contre les acridiens	713
"	20 —	L. autorisant le Gouvernement à conclure, lorsqu'il l'estimera utile et pour une période de trois ans, des accords commerciaux avec les pays étrangers	369
"	20 —	L. prorogeant pour une période de cinq ans la validité du d. du 10 mars 1927 (<i>subventions aux producteurs de blé</i>)	474
"	1 ^{er} sept.	Règl. sanitaire c. la vente du lait	271
"	1 ^{er} —	D. complétant et unifiant la réglementation c. le dépeçage des porcins	595
"	8 —	D. portant une réglementation relative aux l. du 8 juillet 1933 et du 9 septembre 1934, et complétant le règl. actuel c. l'impôt sur les liqueurs	411

NORVÈGE.

1936	8 janv.	Protocole tarifaire norvégien-polonais ajouté au traité de comm. du 22 décembre 1926	369
"	10 —	Modification provisoire c. les prêts et crédits à accorder à l'Italie	319
"	10 —	Modification provisoire à l'interdiction d'export. de certaines marchandises en Italie	319
"	10 —	Modification à l'interdiction d'import. de certaines marchandises en provenance de l'Italie	319
"	1 ^{er} févr.	L. n. 2 mod. la l. sur l'exécution forcée	765
"	1 ^{er} —	Arr. prorogeant la durée de validité des droits de douane saisonniers sur les pommes et les poires fraîches	429

			Page
1936	21 févr.	Arr. portant réduction aux droits de douane sur les semences de betteraves fourragères	429
»	13 mars	L. n. 2 établissant un nouvel impôt extraordinaire sur la fortune pour l'exercice financier 1936-1937	382
»	13 —	L. n. 4 mod. la l. c. les sociétés d'assurance	729
»	20 —	Règl. c. le paiement etc., des taxes de culture	411
»	27 —	Rés. portant des prescriptions c. les sirops (<i>de baies et fruits</i>) . . .	193
»	17 avril	Arr. c. le paiement d'un impôt extraordinaire sur la fortune . . .	382
»	20 mai	Arr. établissant un droit fiscal sur les terres qui sont exploitées pour la culture du tabac	383
»	20 —	Arr. établissant un droit fiscal sur le sirop destiné à la fabrication de bonbons, sur le maïs et l'amidon de maïs, etc.	411
»	20 —	Arr. portant un droit fiscal sur le débit des boissons gazeuses et non alcooliques	411
»	8 juin	Accord de contingentement et de compensation entre la Norvège et la Turquie	369
»	12 —	L. n. 8 mod. la l. du 2 juillet 1910 sur les brevets d'invention . .	351
»	19 —	L. n. 11 mod. la l. du 12 février 1912 sur la protection des forêts .	493
»	19 —	L. n. 4 mod. la l. du 18 juillet 1919 c. l'école supérieure d'agriculture	649
»	25 —	* L. n. 3 mod. la l. du 29 juin 1934 c. la réglementation des dettes des agriculteurs	738
»	25 —	** L. n. 4 portant certaines dispositions c. les laiteries coopératives .	720
»	25 —	* L. n. 5 mod. la l. du 17 juin 1932, c. le contrôle de la qualité des produits agricoles	293
»	30 —	Arr. c. les impôts sur le revenu et la fortune pour l'exercice financier allant du 1 ^{er} juillet 1936 au 30 juin 1937	383
»	30 —	Arr. établissant un droit fiscal provisoire sur les échanges . . .	411
»	30 —	Arr. établissant des droits de douane à partir du 1 ^{er} juillet 1936 (<i>levain, huile d'olive, sucre, etc.</i>)	429
»	10 juill.	** L. n. 6 portant des dispositions en vue d'encourager les échanges des produits agricoles	238
»	10 —	Résolution royale abrogeant les dispositions provisoires du 10 janvier 1936 (<i>interdisant la concession de prêts et crédits à l'Italie</i>) . .	319
»	10 —	L. n. 8 mod. la l. du 18 août 1911 c. les impôts ruraux	383
»	10 —	L. n. 10 mod. la l. du 25 juillet 1925 c. l'impôt sur le revenu et la fortune à Svalbard	383
»	16 —	L. n. 1 portant des modifications à la législation sur le régime allodial	836
»	16 —	L. n. 5 mod. la l. du 20 août 1909 sur la répartition des dettes agricoles	765
»	16 —	L. n. 11 c. les crédits d'exploitation aux petits agriculteurs . . .	765
»	4 août	Arr. portant des modifications au tarif douanier (<i>café, pommes et poires</i>)	429
»	10 sept.	Circulaire portant des dispositions c. le paiement de marchandises italiennes importées	369

NOUVELLE-ZÉLANDE.

1935	16 déc.	Arr. en conseil portant un règl. c. les débiteurs hypothécaires ruraux	765
1936	8 janv.	Arr. interdisant l'import. d'insectes, etc.	713
»	12 févr.	Arr. portant un règl. fixant le prix du pain	340
»	18 —	Arr. c. le contrôle des vaches laitières	562
»	4 mars	Arr. visant la protection des animaux et la chasse	575
»	4 —	Arr. c. les fournisseurs des entreprises fabriquant des produits de laiterie	595
»	11 —	Arr. en conseil interdisant l'import. de blé, de farine de blé, etc. .	319
»	17 —	Arr. visant les débiteurs hypothécaires de fonds ruraux	765

			Page
1936	18 mars	Règl. douanier (<i>alcool méthylique</i>)	429
»	1 ^{er} avril	Règl. c. la prophylaxie du charbon symptomatique du bétail . . .	572
»	1 ^{er} —	Arr. passant le « <i>Populus nivea</i> » dans la seconde liste annexée à la l. de 1928 c. les mauvaises herbes	713
»	1 ^{er} —	Règl. c. les frais provenant de l'application des dispositions portant secours aux débiteurs hypothécaires.	765
»	1 ^{er} —	Modification du règl. du 23 juin 1924, d'application de la l. de 1908 réglementant la vente des denrées alimentaires (<i>farines</i>)	172
»	15 mai	L. visant à améliorer l'org. de la vente des produits laitiers . . .	244
»	14 juill.	Arr. c. l'import. de semences	319
»	14 —	Arr. portant un règl. de la Commission de Comm. fixant le prix des engrais chimiques	340
»	14 —	Arr. portant un règl. c. l'industrie de la culture du tabac	474
»	22 —	Arr. visant la l. c. le bétail (<i>lutte contre les maladies</i>)	572
»	22 —	Arr. interdisant l'export. du beurre et du fromage	319
»	29 —	Arr. portant un règl. c. l'impôt sur les produits laitiers	411
»	12 août	Arr. visant à restreindre l'export. des pommes de terre	319
»	14 oct.	Arr. c. le tarif douanier (<i>aliments des animaux, farine de semence de caroubier</i>)	429

PARAGUAY.

1936	20 févr.	D. n. 2 instituant le Ministère de l'agriculture	607
»	22 —	D. n. 15 transférant au Ministère de l'agriculture les bureaux publics qui dépendaient du Ministère de l'économie	607
»	13 avril	D. n. 705 suspendant les procédures de congé relatives aux biens-fonds ruraux, dirigées contre les agriculteurs-occupants, colons, etc.	847
»	5 mai	D. l. n. 1060 réformant la l. agraire	836
»	5 juin	D. n. 1767 modifiant le d. n. 140 (<i>exonération de droits d'import. pour le sucre</i>)	429
»	2 juill.	D. n. 2545 adoptant des types d'emballages pour les agrumes destinés à l'export.	320
»	10 —	D. n. 2775 adoptant des types-standards d'emballages pour les agrumes destinés à l'export.	320

PAYS-BAS.

1935	20 déc.	L. réglementant l'import. des nitrates de potasse et de soude et des engrais artificiels	320
»	20 —	L. réglementant l'import. du gruau de toute espèce	320
»	20-28 —	Quatre l. réglementant l'import. de diverses marchandises (<i>tourteaux; plantes d'ornement non ligneuses, etc.; engrais artificiels; pains et pâtes</i>)	320
»	28 —	L. c. le d. du 27 août 1935 instituant un Département dit Ministère de l'agriculture et des pêcheries	607
1936	3 janv.	D. mod. le d. de 1933 c. les org. de crise	724
»	11 —	Règl. c. l'assistance aux cultivateurs de colza	474
»	14 —	D. restreignant l'import. de la viande, des ovins sur pied et des chevaux d'abatage	320
»	24 —	D. portant promulgation au Staatsblad de la Convention de comm. et de navigation conclue à Montevideo, le 29 janvier 1934, entre les Pays-Bas et l'Uruguay	369
»	28 —	D. mod. le plan économique de 1935 c. les bulbes à fleurs (<i>culture</i>).	474
»	3 févr.	Arr. c. l'assistance de crise (<i>élevage de la volaille</i>)	600
»	4 —	Deux arr. c. l'assistance de crise dans le cas des roseaux et de l'osier	474
»	7 —	L. tendant à éviter le recouvrement des capitaux (<i>remboursement des hypothèques</i>)	765

1936	11 févr.	D. ordonnant la promulgation de la convention internationale pour l'unification des méthodes de prélèvement des échantillons et d'analyse des fromages, conclue à Rome le 26 avril 1934	369
	15 —	Règl. c. les arbitrages de crise	443
	22 —	D. réglementant l'import. des superphosphates	320
	22 —	D. c. la l. du 20 décembre 1935 réglementant l'import. des plantes d'ornement non ligneuses	320
	22 — 2 et 3 mars	Six d. visant la l. de 1935 c. les marchandises	193
	22 — et 14 sept.	D. visant l'exécution de l'art. 12, alinéa 2 et 4, du d. de 1935 c. l'attribution, ou le refus, du caractère obligatoire aux ententes de nature économique	724
	26 —	Règl. c. l'assistance aux éleveurs de bovins	562
	3 mars et 9 nov.	D. mod. le d. de 1931 c. les œufs	271
	5 —	D. ordonnant la promulgation au « Staatsblad » de la convention internationale pour le marquage des œufs dans le comm. international, conclue à Bruxelles le 11 décembre 1931	369
	19 —	Arr. se rapportant au d. du 15 mars 1934 visant l'application, au lait et à la crème, de la l. 31 mai 1929 c. l'export. des produits agricoles	320
	25 —	Arr. dit de 1936-I, c. les bovins (org. de crise)	562
	25 —	D. mod. le d. de crise de 1934 c. les cultures de labour	474
	25 —	Règl. c. l'élevage des bovins	562
	25 — et 19 déc.	Deux d. mod. le d. de crise de 1936 c. les groupes d'intéressés aux cultures de labour	320
	26 —	D. réglementant l'import. des tourteaux pour la nourriture du bétail	320
	26 —	L. approuvant la convention de comm. conclue à Ankara, le 23 septembre 1934, entre les Pays-Bas et la Turquie	369
	26 —	L. accordant au gouvernement des Pays-Bas certains pouvoirs de rétorsion au profit des Indes néerlandaises	320
	27 mars	D. ordonnant la promulgation des notes échangées le 18 décembre 1935 à Londres entre les représentants des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne (<i>Convention de comm. entre les Pays-Bas et les colonies britanniques</i>)	369
	27 —	L. approuvant le traité de comm. conclu à Paris, le 28 mai 1935, entre les Pays-Bas et la France	369
	27 — et 29 juill.	D. c. l'industrie des bulbes à fleurs	320
	30 —	Arr. c. l'assistance durant la crise agricole (<i>produits laitiers</i>)	595
	30 —	Arr. visant la restitution du petit-lait aux producteurs de lait	595
	30 —	D. réglementant l'import. du riz du 1 ^{er} avril 1936 au 31 mars 1937	321
	30 —	D. réglementant l'import. de la fleur de seigle et de la farine de seigle	321
	1 ^{er} avril	D. réglementant l'import. de tous pains et de toutes pâtes	321
	3 —	D. ordonnant la promulgation au « Staatsblad » du traité de comm. conclu à Madrid, le 16 juin 1934, entre les Pays-Bas et l'Espagne	369
	6 —	D. visant l'application, au café, de l'art. 11 de la l. de crise agricole	193
	8 —	Arr. et règl. c. l'assistance de crise aux producteurs de chicorée	474
	15 —	Arr. c. la taxe de crise sur le café	411
	28 —	D. visant le d. de crise c. l'horticulture	474
	11 mai	D. abrogeant le d. du 17 mars 1936 réglementant l'import. du café	321
	13 —	Arr. et règl. c. les pommes de terre de semence	475
	14 —	17 juill. 1 ^{er} août, 28 et 31 déc. Dix l. réglementant l'import. (<i>chevaux; viande et moutons sur pied; fleur et farine de seigle; beurre, riz; superphosphates; café</i>)	321
	20 —	Arr. et règl. c. l'assistance pour le lin de la campagne 1936	475
	22 —	Arr. et règl. c. l'assistance relative au froment	475
	23 —	Arr. de 1936 c. les industries de l'élevage du bétail	562
	26 —	Arr. et règl. c. l'assistance relative à la culture de l'orge	475
	26 —	Arr. et règl. relatifs à la culture des grosses fèves	475

1936	3 juin	D. visant l'import. des anguilles	321
"	6 —	Arr. visant les contrats pour la livraison du lait de consommation.	271
"	6 —	D. c. le froment	475
"	8 —	D. visant l'import. de la graisse animale non fondue	321
"	9 —	D. n. 36 visant les dérogations aux dispositions de l'art. 12, alinéa 2, du d. 1936-I c. l'horticulture pendant la crise	475
"	10 et 11 —	Arr. et règl. c. l'élevage des porcs	562
"	12 —	D. n. 24 visant l'application des art. 14 et 15 du d. de crise 1936-I c. l'élevage de la volaille	600
"	17 —	Arr. n. 16801 c. les subsides payables, aux importateurs et commerçants de farine de froment B, pour leurs stocks à la date du 1 ^{er} février 1936	172
"	19 —	Arr. et règl. c. l'assistance en raison de la crise aux producteurs de betteraves à sucre	340
"	20 —	D. c. le froment (<i>mouture, stockage de la farine, etc.</i>)	475
"	26 —	Arr. visant le règl. de 1936 c. la restitution du petit lait	271
"	1 ^{er} juill.	D. réglementant l'import. du beurre.	321
"	4 —	Règl. c. les recours dans les questions relatives aux plantes d'ornement	475
"	8 —	D. visant la publication de la convention internationale de Londres, du 7 mai 1934, c. les restrictions à la production et à l'export. du caoutchouc	370
"	17 —	L. mod. la l. de 1922 c. les accidents du travail dans l'agriculture et l'horticulture.	860
"	27 —	Arr. et règl. c. l'aide aux petites exploitations agricoles	443
"	29 —	Arr. mod. le règl. c. le lin de la campagne 1936 (<i>subside de crise pour ledit produit</i>)	475
"	29 —	D. visant le plan d'assainissement de 1936 c. l'industrie des bulbes à fleurs	475
"	30 —	Arr. publiant, pour 1936, le plan d'assainissement de l'économie des bulbes à fleurs	475
"	1 ^{er} août	Arr. mod. l'arr. de crise de 1935-I c. le lait	271
"	4 —	Arr. c. la dénaturation des céréales et des pommes de terre	172
"	4 —	Arr. c. la ristourne respective payable pour l'export. des produits contenant du beurre	429
"	4 —	Arr. prévoyant un subside de crise payable aux producteurs ou aux vendeurs de pois	475
"	22 —	D. n. 38 établissant une exemption relative à l'art. 10 du d. de crise de 1936-I c. le froment	173
"	24 —	Arr. c. l'élevage des bovins durant la crise	562
"	25 —	Arr. et règl. c. les primes d'assistance par ha. payables aux cultivateurs d'osiers et de roseaux	476
"	5 sept.	Arr. c. les achats de produits de la culture florale	476
"	7 —	Plan économique de 1936 c. les bulbes à fleurs	476
"	10 —	Arr. c. l'application des mesures visant les subsides de crise, indemnités, ristourne, etc., aux domaines situés à cheval sur la frontière du pays	444
"	16 —	Trois d. c. le contrôle frontalier durant la crise en général	321
"	16 —	D. visant l'application, aux légumes et fruits, des articles 8 et 11 de la l. de 1929 c. l'export. des produits agricoles	321
"	18 —	D. c. les org. de crise (<i>export. des produits laitiers</i>)	321
"	25 —	D. c. l'import. de la farine de seigle et de la fleur de seigle	321
"	25 —	D. c. l'import. du riz.	322
"	25 —	D. c. l'import. de la viande, des moutons sur pied et des chevaux à abattre	322
"	25 —	D. c. l'import. des chevaux, en relation avec l'art. 3 de la l. du 1 ^{er} août 1936 réglementant ladite import.	322
"	28 —	Trois d. c. le contrôle frontalier durant la crise (<i>produits des champs et huiles</i>)	322

			Page
1936	29 sept.	D. réglementant les export. à destination du Danemark	322
"	29 —	Arr. accordant un subside de crise aux cultivateurs pour leurs lots de pommes de terre dénaturées	476
"	30 —	L. portant des mesures temporaires c. la lutte contre la hausse des prix	340
"	1 ^{er} oct.	Arr. c. l'assainissement de l'industrie des bulbes à fleurs	322
"	1 ^{er} —	Arr. mod. respectivement divers arr. c. les ristournes durant la crise.	429
"	3 —	Arr. dit de 1935 pour les œufs c. le contrôle frontalier durant la crise	322
"	6 —	Arr. approuvant le régl. de culture de 1936 élaboré par l'org. du froment	476
"	14-16 —	Instruc. aux contrôleurs pour l'export. des légumes et fruits	322
"	26 —	D. réglementant l'import. de tous pains et de toutes pâtes	322
"	27 —	D. c. l'export. des produits laitiers durant la crise.	322
"	3 nov.	Arr. approuvant le régl. d'estimation de 1936, élaboré par l'org. provinciale du froment	173
"	7 —	Arr. et régl. c. le subside relatif au froment pour la récolte 1936.	476
"	21 —	L. approuvant la convention tarifaire conclue à la Haye, le 9 avril 1936, entre les Pays-Bas et la Pologne	370
"	24 —	Arr. c. la laiterie durant la crise (<i>export. des produits laitiers</i>).	332
"	24 —	D. portant des restrictions temporaires à l'import. du sucre	322
"	27 —	D. visant la lutte contre la peste des porcins.	572
"	1 ^{er} déc.	Arr. c. l'élevage des bovins.	562
"	2 —	D. c. les d. de crise 1936-I visant l'industrie de la volaille	600
"	8 —	Arr. mod. les Statuts de la Centrale néerlandaise des produits laitiers	271
"	9 —	D. c. la promulgation de la deuxième convention conclue à Berlin le 6 juin 1934 entre les Pays-Bas et l'Allemagne (<i>douanes et crédit</i>)	370
"	9 —	D. ordonnant la promulgation de l'arrangement conclu à Berlin, le 6 juin 1934, entre les Pays-Bas et l'Allemagne (<i>trafic des marchandises</i>)	370
"	9-23 —	L. c. la convention conclue à Berlin le 23 décembre 1935 entre les Pays-Bas et l'Allemagne et c. la réglementation du trafic des marchandises	370
"	14 —	D. c. le monopole relatif à la vente du bétail et de la viande	272
"	14 —	D. c. l'industrie des bovins en période de crise (<i>abatage des bovins</i>)	272
"	17 —	D. visant le d. de crise 1933-I c. l'horticulture.	476
"	17 —	Arr. VII c. l'industrie de la volaille durant la crise (<i>permis de couvage</i>)	600
"	17 —	Arr. VIII, IX, X et XI c. l'industrie de la volaille durant la crise	600
"	19 —	D. c. le lait durant la crise	272
"	19 —	D. mod. le d. de crise de 1936 c. les porcs	272
"	19 —	D. mod. le d. de crise de 1936 c. les cultures de labour (<i>culture de la pomme de terre, tourteaux, etc.</i>)	476
"	21 —	D. mod. le d. de crise de 1935-I c. les produits de laiterie.	272
"	21 —	D. réglementant, du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1937, l'import. de la graisse animale non fondue	323
"	21 —	D. c. le monopole du bétail et de la viande	323
"	21 —	Arr. de 1936 c. l'achat des arbres fruitiers durant la crise	476
"	21 —	D. abrogeant le d. de crise 1935-I c. la culture florale	476
"	21 —	D. visant l'application, aux plantes horticoles, des art. 9, 13 et 14 de la l. de crise agricole	476
"	21 —	D. abrogeant le d. de crise de 1935 c. l'arboriculture	476
"	22 —	Arr. abrogeant l'arr. du 25 mars 1936 c. l'élevage des bovins, etc.	562
"	28 —	Arr. mod. l'arr. de 1936 c. les bovins (<i>élevage</i>) durant la crise	562
"	28 —	Arr. c. l'élevage des porcs en période de crise	562
"	30 —	Arr. I, II, III, IV, V et VI de 1936 c. le lait en période de crise	272
"	31 —	L. prolongeant la validité de la l. du 17 mai 1934 visant les droits d'import.	429

			Page
1936	31 déc.	Arr. I et III c. l'horticulture en période de crise	477
"	31 —	Arr. c. l'arboriculture en période de crise	477
"	31 —	L. réglémentant la perception de centimes additionnels sur les droits d'import. dans les Indes néerlandaises	429
"	31 —	Arr. c. la culture florale en période de crise	477
<i>Indes Néerlandaises.</i>			
1936	4 janv.	Rés. c. les droits d'accise sur le tabac	412
"	4 —	Rés. visant la l. et le d. c. les droits sur le tabac	412
"	9 —	O. c. l'export. du quinquina (<i>modification de l'o. du 13 février 1934</i>).	323
"	9 —	Arr. mod. l'arr. de 1933 c. l'export. du quinquina	323
"	18 —	Arr. c. les droits d'accise sur le tabac	412
"	30 —	O. réglémentant la production du sucre (transitoire)	538
"	30 —	O. réglémentant la production du sucre (consolidée)	538
"	30 —	O. portant des dispositions restrictives c. l'export. du sucre des Indes Néerlandaises	323
"	30 —	O. portant de nouvelles mesures temporaires contre l'import. du sucre	323
"	30 —	Arr. visant l'application de la réglementation pour 1937-1939 c. le sucre	539
"	30 —	Arr. c. la production annuelle du sucre	193
"	8 févr.	D. c. le contingent d'export. pour le thé	323
"	10 —	Arr. c. les droits d'export. sur le caoutchouc	430
"	10 —	Rés. c. l'export. du quinquina	323
"	18 —	Arr. c. les droits spéciaux d'export. sur le caoutchouc	430
"	22 —	O. mod. et complétant l'o. de crise c. le thé	193
"	22 —	O. mod. l'o. de crise c. le café et le cacao	194
"	22 —	Rés. publiant le d. du 24 janvier 1936 portant promulgation de la convention de comm. conclue entre les Pays-Bas et l'Uruguay	370
"	25 —	Arr. c. l'export. du thé	323
"	11 mars	L. ratifiant l'o. établissant un droit d'export. sur le caoutchouc	430
"	12 —	Deux o. mod. les o. de 1933 et 1934 c. la culture du thé	477
"	26 —	L. c. pour les Indes néerlandaises les mesures de rétorsion (<i>dans le comm. avec les pays étrangers</i>)	323
"	27 —	Arr. c. les restrictions à l'export. du sucre	323
"	4 avril	Arr. élevant les droits d'export. sur le caoutchouc	430
"	17 —	Arr. élevant les droits d'export. spéciaux sur le caoutchouc de la population	430
"	29 —	Rés. visant le traité de comm. conclu à Madrid, le 16 juin 1934, entre les Pays-Bas et l'Espagne	370
"	4 mai	O. c. l'enrôlement de travailleurs nationaux à Java et Madoera	860
"	5 —	O. c. l'impôt sur la richesse (<i>évaluation des biens meubles et immeubles, etc.</i>)	383
"	6 —	O. réglémentant l'export. des plantes et parties de plantes de caféier	323
"	11 —	Rés. visant les droits d'export. sur le tabac	430
"	16 —	Arr. interdisant l'export. de palmes à huile	713
"	4 juin	Arr. c. l'emballage de la margarine	272
"	28 août	D. visant l'o. c. le thé durant la crise	194
"	28 —	D. c. le café et le cacao	194
"	4 sept.	D. c. la convention internationale du 7 mai 1934 conclue à Londres, le 7 mai 1934, pour limiter la production et l'export. du caoutchouc	370
"	19 —	Arr. mod. les droits spéciaux d'export. relatifs au caoutchouc	430
"	19 —	Arr. c. les établissements de préparation du kapok	324
"	21 —	Arr. mod. les dispositions du Code civil c. les conventions de travail	860
"	23 —	D. c. le transport du bétail par mer	354
"	26 —	O. c. l'export. du caoutchouc	324

1936	26 sept.	O. publiant un régl. général des eaux pour les diverses provinces de Java et Madoera	481
"	26 —	O. mod. l'o. c. l'export. du caoutchouc	324
"	3 oct.	Arr. c. les droits spéciaux d'export. sur le caoutchouc	430
"	6 —	O. c. les mesures à prendre en vue d'éviter la hausse des prix	324
"	6 —	Arr. visant l'application de l'o. c. les mesures à prendre pour éviter la hausse des prix	324
"	7, 10, 19, 31 oct.; 2, 5, 7, 17, 18 nov.; 7, 14 déc.	Douze arr. mod. les droits d'export sur le caoutchouc	430
"	8 —	O. c. les restrictions relatives au quinquina	477
"	10 —	O. réglementant l'import. de la bière	324
"	10 —	O. c. les coolies	860
"	12 —	O. mod. l'o. de 1936 c. les embauchages	860
"	15 —	Autorisation accordée aux résidents de Java et Madoera d'établir, des prix maxima pour les aliments	340
"	26 —	O. mod. le tarif des droits d'import. (<i>Fleur et farine de froment en sacs, etc.</i>)	430
"	26 —	Arr. c. l'emballage des farines	173
"	27 —	Arr. c. l'export. du thé	324
"	30 —	Arr. visant l'import. du riz	430
"	16 nov.	O. c. l'abatage des femelles de bétail à grandes cornes	595
"	19 —	O. restreignant l'export. de plantes, ou parties de plantes, de palmier à huile	324
"	23-27 —	O. et arr. portant des droits d'export. extraordinaires	430

PÉROU.

1935	3 janv.	Rés. réglementant la fabrication de la boisson nationale dénommée « chicha »	539
"	30 déc.	D. mod. la l. de la Banque agricole du Pérou	765
1936	3 janv.	D. visant l'emploi d'un minimum de blé indigène dans les moulins. Rés. c. l'industrie et le comm. de la <i>chicha</i>	539
"	27 —	D. réglementant la production de la laine de vigogne	595
"	31 —	Rés. réglementant la culture du coton	477
"	31 —	Rés. c. le contrôle et la réglementation de l'industrie de la brasserie. Rés. c. les déclarations à faire par les moulins relativement au prix du blé, au prix de vente des farines, etc.	539
"	6 févr.	D. déclarant que les vins préparés par la méthode champenoise conserveront leur caractère de vins nationaux en ce qui concerne l'application des impôts	340
"	6 —	D. mod. le d. c. le Conseil supérieur de l'agriculture, de l'élevage, etc.	412
"	18 —	D. c. le régl. du Conseil supérieur de l'agriculture, de l'élevage, etc.	633
"	21 —	Rés. c. l'achat, par les minoteries, du volume déclaré de blé indigène dans le département de Junin	633
"	21 —	Rés. établissant des prix pour récompenser les provinces ayant le plus augmenté leur production de blé en 1935	173
"	21 —	Rés. approuvant avec quelques réserves vingt-huit conventions adoptées par la Conférence internationale du travail de 1919 à 1935 (<i>heures de travail; travail obligatoire, etc.</i>)	477
"	6 mars	Rés. approuvant le régl. du service des administrations techniques des eaux d'irrigation	860
"	7 —	Rés. approuvant le régl. général des stations agricoles et des fermes	499
"	16 —	D. c. les associations dénommées « clubs coopératifs » (<i>cooperatives d'achat, etc.</i>)	611
"	3 avril	L. n. 8305 c. la promulgation du Code civil	725
"	2 juin et 30 août	L. n. 8372 c. les contrats de prêts et hypothécaires	836
"	22 —	D. c. l'immigration	765
"	26 —	D. c. l'immigration	860

			Page
1936	20 juill.	D. c. l'import. des boissons alcooliques et similaires	324
"	25 —	et 2 août Rés. interdisant l'entrée, dans la vallée de Moquega, de toutes sortes de fruits, liqueurs, plantes ou parties de plantes, fleurs, etc.	713
"	1 ^{er} août	Rés. mod. le d. c. les amendes applicables en cas d'infractions aux dispositions relatives à la composition des boissons alcooliques	194
"	12 —	L. n. 8433 c. les assurances sociales obligatoires	730

POLOGNE.

1936	11 janv.	Arr. visant le contrôle de l'élevage des bovins, porcins et ovins	562
"	14 —	Arr. c. l'exécution de la l. relative aux arpenteurs assermentés	607
"	14 — **	D. visant les facilités de paiement pour les engagements des sociétés coopératives agricoles	739
"	20 —	Arr. sur la mouture du froment et du seigle	173
"	20 —	Arr. sur l'établissement du prix de l'alcool	341
"	20 —	Arr. sur la réduction du droit de douane à l'import. des pommes fraîches	430
"	31 —	Arr. sur le mode d'exclusion des terrains des propriétés foncières appartenant à des majorats ou autre exploitations rurales constituant des fideicommiss	836
"	7 févr.	Arr. sur la fixation d'un plan de parcellement pour 1937	836
"	19 —	Arr. sur la classification des terrains boisés	444
"	26 — **	Arr. sur la création de commissions de contrôle du comm. des animaux domestiques et de la volaille, etc.	255
"	26 — **	Arr. relatif à la constatation officielle des prix et à l'enregistrement des contrats de vente d'animaux domestiques et de viandes de boucherie	260
"	3 mars	Arr. sur l'établissement d'une taxe spéciale destinée à certains buts visant la production sucrière	539
"	9 avr.	Arr. relatif à la l. sur l'exécution de la réforme agraire	836
"	17 — **	L. sur l'abatage des animaux domestiques	583
"	22 — *	L. sur l'industrie laitière	585
"	8 mai	Arr. sur les réductions des droits de douane à l'import. des pommes, des raisins, etc.	431
"	11 —	Arr. visant la l. relative au remembrement des terrains	836
"	19 —	Arr. sur la classification des terrains constituant la propriété de l'Etat	836
"	19 —	Arr. sur la classification des terrains administrés par l'administration des forêts domaniales et visés par le plan d'aménagement des exploitations forestières	493
"	3 juin	Arr. sur la notification du tarif douanier d'export.	431
"	15 —	Arr. sur la modification de l'arr. du 31 juillet 1935 portant restitution du droit de douane à l'export. des céréales, des légumineuses, etc.	431

PORTUGAL.

1935	14 nov.	Arr. n. 8276 fixant les caractéristiques de différents vins régionaux destinés à l'export.	194
1936	29 janv.	D. l. n. 26295 autorisant la Caisse nationale de crédit à concéder des prêts aux agriculteurs pour faire face aux frais de cueillette des olives	766
"	15 févr.	L. n. 1934 établissant les conditions de recrutement pour les emplois des cadres de l'Etat	607
"	19 —	D. n. 26363 permettant l'entrée des vins courants dans la région délimitée des vins verts	194
"	9 mars *	D. n. 26408 réunissant en un texte unique toutes les dispositions relatives aux services de statistique agricole	11

1936	14 mars	Arr. n. 8383 approuvant les types de récipients-mesures de verre destinés à la distribution du lait pasteurisé	272
"	17 —	D. l. n. 26422 autorisant la Fédération nationale des producteurs de blé à fournir aux minoteries des blés destinés à la production de farine pour les marchés extérieurs	173
"	17 —	D. l. n. 26423 élevant la limite des emprunts à contracter par la Fédération nationale des producteurs de blé auprès de la Caisse générale de dépôt, crédit et prévoyance en vue de la construction de silos.	766
"	17 —	D. l. n. 26424 visant l'approv. en blé de l'archipel de Madère	324
"	18 — *	L. n. 1936 promulguant différentes dispositions sur les coalitions économiques	721
"	23 —	D. n. 26446 mod. le tarif douanier en vigueur dans les colonies sur les vins généreux et liquoreux	431
"	30 —	D. l. n. 26481 permettant la plantation de pieds de vigne destinés à la production de raisins de table	477
"	2 avril	D. l. n. 26493 déterminant les peines qui seront appliquées aux personnes se livrant à la vente et à la fabrication du pain sans les licences prévues	173
"	3 —	L. n. 1940 promulguant les bases de l'org. administrative	607
"	6 —	Arr. n. 8408 ne permettant pas l'emploi d'appareils pour blanchir les farines, fonctionnant à l'électricité	173
"	15 —	D. l. n. 26517 approuvant la liste des marchandises pour l'import. desquelles une déclaration est obligatoire	324
"	16 —	D. l. n. 26525 autorisant l'ensemencement de toute variété de blé trémois de l'espèce « Triticum vulgare, Host. »	477
"	5 mai	D. n. 26571 promulguant le régl. c. les vérifications relatives aux fruits et produits horticoles exportés	325
"	4 juin	D. l. n. 26655 instituant la Junte nationale du lait et des produits laitiers de Madère	272
"	16 —	D. l. n. 26695 instituant la Commission régulatrice des industries de mouture de farines brutes	174
"	8 juill. *	D. l. n. 26757 visant la création des organismes chargés d'opérer la coordination de la vie économique et sociale dans les activités se rapportant aux produits d'import. et d'export.	294
"	9 —	D. n. 26764 autorisant provisoirement l'export. d'ananas	325
"	9 —	D. n. 26765 réglementant les conditions auxquelles doivent satisfaire les fruits vendus dans les marchés	194
"	10 —	D. l. n. 26773 autorisant une tolérance de 0,3 d'acidité volatile, exprimée en acide acétique, dans la vente de vins	194
"	18 —	D. l. n. 26806 définissant le régime d'imposition applicable aux nouveaux organismes corporatifs, du comm. de l'industrie et de l'agriculture	383
"	27 —	L. n. 1942 réglementant le droit à indemnisation pour accidents du travail	861
"	31 —	D. n. 26855 exonérant de droits et autres taxes douanières, dans la colonie de Timor, l'export. du maïs et du riz	431
"	14 août **	D. l. n. 26889 établissant le régime des céréales de la récolte de 1936	133
"	14 —	D. l. n. 26890 portant création de l'Institut National du Pain	171
"	14 —	D. l. n. 26891 portant création des corporations des industriels de panification	174
"	17 —	D. l. n. 26895 autorisant la Caisse nationale de crédit à accorder son assistance financière dans les opérations agricoles de la campagne du blé 1936-1937	766
"	19 —	D. l. n. 26899 réglementant la quantité de vin de Porto pouvant être exportée	194
"	22 —	D. l. n. 26914 réorganisant l'Institut du vin de Porto	539
"	22 —	D. l. n. 26916 autorisant la plantation et la reconstitution de vignobles	477

			<i>Page</i>
1936	2 sept.	D. l. n. 26973 instituant le syndicat des exportateurs d'huile . . .	325
"	4 —	D. l. n. 26979 autorisant la Fédération nationale des producteurs de blé à émettre et escompter des varrants établis en faveur des syndicats municipaux	766
"	12 —	D. n. 27001 instituant la Junte Nationale des produits résineux . .	493
"	12 —	D. l. n. 27002 mod. certaines dispositions réglementant le syndicat des magasiniers de vins	194
"	29 —	* D. n. 27055 promulguant le régl. c. le contrôle phytopathologique des pépinières	694
"	29 —	D. n. 27056 déclarant en régime de protection prophylactique la zone des districts d'Aveiro et Porto	713
"	19 oct.	D. n. 27129 étendant à tout le maïs colonial les dispositions de l'art. 11 du d. n. 26576	174
"	30 —	D. n. 27148 réorg. la Commission régulatrice du commerce du riz . .	174
"	30 —	D. l. 27149 promulguant le régl. du comm. du riz	174
"	30 —	D. l. n. 27152 réorganisant la Corporation des importateurs et entrepositaires de morue et de riz	325
"	7 nov.	D. n. 27164 portant création de la Junte Nationale du liège . . .	493
"	13 —	Arr. n. 8550 mod. la date, fixée à l'article 1 ^{er} du d. l. n. 26078, à partir de laquelle peuvent être vendus les vins de consommation . .	194
"	15 —	D. n. 26050 approuvant la liste des marchandises qui doivent être obligatoirement déclarées dans les expéditions d'import.	325
"	16 —	D. l. n. 27207 réorg. les services du Ministère de l'agriculture . .	607
"	18 —	Arr. n. 8554 réglementant la dénaturation des farines impropres à la consommation humaine.	174
"	23 —	D. n. 27239 réglementant les déclarations de la production vinicole et les stocks dans les caves ou dépôts	24
"	24 —	D. l. n. 27283 établissant que les minoteries seront tenues de payer à la Fédération Nationale des industriels de mouture les sommes destinées aux fonds autorisés par la l. et toutes autres sommes qui leur seraient dues	174
"	24 —	D. l. n. 27285 permettant la reconstitution des vignobles plantés dans des terres appropriées	477
"	24 —	D. n. 27286 portant création de la Commission régulatrice des blés de l'archipel des Açores	607
"	9 déc.	Arr. n. 8567 éclaircissant certaines dispositions du d. n. 27207 qui réorganise les services du Ministère de l'agriculture	608
"	10 —	D. l. n. 27315 fixant les caractères que doivent posséder jusqu'au 31 décembre 1937 les vins destinés à la consommation intérieure. .	195
"	17 —	D. n. 27339 promulguant le régl. du comm. d'export. des huiles de conserve	325
"	19 —	D. n. 27355 réorganisant la Junte nationale des fruits	325
"	23 —	D. l. n. 27377 réglementant le mode d'établissement et de recouvrement des taxes de vérification des fruits	412
"	31 —	D. l. n. 27424 approuvant le Code administratif	608

ROUMANIE.

1935	28 sept.	D. n. 2242 visant la quantité de bois de noyer dont l'export. est admise en Tchécoslovaquie	325
"	14 déc.	Arr. n. 22594 instituant une commission centrale pour la vérification des prix des marchandises importées et exportées	341
1936		Instr. c. l'application du timbre de contrôle sur le pain	174
"	11 janv.	Arr. n. 17 fixant la prime pour la mise en valeur accordée aux exportateurs de blé et de farine	325
"	16 —	Arr. n. 324248 fixant une valeur moyenne pour l'export. du sucre . .	325
"	21 —	Arr. n. 11729 portant des dispositions c. l'approv. avec des semences de printemps	205

			Page
1936	22 janv.	Arr. n. 12923 c. la distribution des semences de printemps . . .	205
	23 —	Arr. n. 335865 fixant de nouvelles valeurs moyennes pour certains articles du tarif unitaire (<i>huile d'olive, citrons, oranges, mandarines, etc.</i>)	431
	8 févr.	Arr. n. 168 c. la distribution du blé de semence	205
	24 —	Arr. n. 19724 réglementant la vente de différentes variétés de carpes provenant d'étangs artificiels	575
	27 —	Arr. n. 113026 c. l'exécution des travaux techniques d'application des l. de réforme agraire et de la l. organisant le cadastre foncier.	836
	12 mars	D. n. 437 interdisant l'export. de certaines marchandises (<i>peaux de buffles, bœufs, vaches, veaux, certaines espèces de laine, etc.</i>) . . .	325
	19 —	Arr. n. 567 c. la taxation du fil de coton de fabrication indigène .	341
	26 — *	L. n. 575 visant la protection de la viticulture	454
	27 —	L. n. 594 complétant certaines dispositions de la l. réglementant le comm. des devises	352
	4 avril	Arr. n. 740 portant approbation de l'accord commercial provisoire du 16 janvier 1936 avec l'Egypte	370
	4 — *	L. n. 826 c. le régime de la colon.	814
	6 —	Arr. n. 746 portant approbation de l'accord de paiements entre la Banque Nationale de Roumanie et la Banque Nationale de Tchécoslovaquie	325
	6 —	Arr. n. 747 portant approbation de l'accord de paiements du 2 avril 1936 avec la Grèce	370
	6 —	Arr. n. 748 portant approbation de l'accord de paiements du 4 avril 1936 avec la Hongrie	370
	7 —	L. n. 873 visant la liquidation des dettes agricoles et urbaines . .	766
	9 —	Arr. n. 13639 mod. certaines valeurs moyennes du tarif unitaire de l'impôt sur le luxe et le chiffre d'affaires (<i>peaux, laines, racines officinales, extrait de quéracho, lactose, vins et boissons alcooliques, soufre, machines agricoles, saccharine, etc.</i>)	412
	15 —	D. n. 928 interdisant l'export. de l'écorce de chêne	325
	24 —	Arr. n. 837 interdisant la coupe de noyers et l'export. de bois de noyer	493
	28 — *	L. n. 977 instituant le Conseil économique et organisant les chambres professionnelles	615
	4 mai	D. n. 1054 portant approbation de l'arr. du 11 février 1936, n. 228, interdisant l'export. des peaux de poulains	325
	5 —	Arr. n. 93534 interdisant l'import. des plants et des semences de pin (<i>pour raisons phytosanitaires</i>)	713
	6 —	Arr. n. 854 approuvant l'insertion de certaines marchandises sur la liste A de l'arr. du 5 octobre 1935, n. 60955, c. l'export. de marchandises en compensation	325
	14 —	Arr. n. 900 portant approbation de l'accord additionnel du 23 mars 1936 à l'accord de clearing	371
	14 —	Arr. n. 933 portant ratification de l'accord du 7 février 1936 avec la France sur les paiements commerciaux	371
	16 —	Arr. n. 50660 c. l'assiette de l'impôt sur le houblon vieux	412
	28 —	D. n. 1303 visant la lutte contre les maladies des abeilles	601
	4 juin	D. n. 1360 interdisant l'export. de bois de noyer	326
	5 —	Arr. n. 1081 fixant le prix du vin destiné à la fabrication de l'esprit de vin et du vinaigre	341
	10 —	Arr. n. 75117 mod. le tarif unitaire pour l'impôt sur le chiffre d'affaires (<i>marchandises importées</i>)	431
	18 —	D. n. 1418 portant un régl. d'application de la l. visant la protection de la viticulture	478
	23 —	Arr. n. 1173 fixant le montant de la prime de change pour l'import. et l'export. de marchandises	326
	26 —	Arr. n. 1238 portant des dispositions pour la mise en valeur du blé.	174

			Page
1936	26 juin	Arr. n. 133695 visant l'application de dispositions de police vétérinaire	572
"	26 —	Arr. n. 133748 portant des dispositions c. l'écoulement des graisses animales (<i>confisquées pour cause de maladie</i>)	272
"	27 —	Arr. n. 1293 portant approbation de l'Accord des paiements du 28 mai 1936 avec la Grande-Bretagne	371
"	30 —	D. n. 1537 visant le contrôle des aliments, des boissons, et des installations pour leur fabrication	350
"	1 ^{er} juill.	Arr. n. 1322 fixant le prix d'achat pour l'esprit de vin raffiné . .	341
"	1 ^{er} — **	D. n. 1553 c. la valorisation du blé	142
"	2 —	D. n. 1557 mod. le tarif douanier (<i>jute, coton et caoutchouc bruts</i>) . .	431
"	10 —	D. n. 1623 portant un régl. d'application de la l. visant la protection des animaux	575
"	24 —	Arr. n. 1546 c. la taxe sur la semence de sésame	412
"	10 août	Arr. n. 1668 c. l'import de certaines marchandises (<i>farine d'os, farine de pois, etc.</i>)	326
"	14 —	D. n. 1913 abrogeant l'interdiction d'exporter la laine « turcana » .	326
"	29 — **	Arr. n. 1816 c. l'exécution du contrôle phytosanitaire de tous les produits agricoles	697
"	22 sept.	Arr. n. 1965 approuvant l'Accord de paiements du 28 août 1936 avec les Pays-Bas	371
"	24 —	Arr. n. 1964 approuvant le Traité de comm. du 14 août 1936 avec l'Argentine	371
"	24 —	Arr. n. 1966 approuvant le Protocole du 4 avril 1936 complétant l'Accord de paiements avec la Hongrie	371
"	28 —	Arr. déterminant les superficies admises à la culture du tabac. . .	478
"	29 —	D. n. 2159 portant le régl. de la Faculté de Médecine vétérinaire . .	649
"	20 oct.	Arr. n. 217949 fixant les primes de mise en valeur accordées aux exportateurs de blé et de farine	326
"	23 —	Arr. n. 220852 c. l'import. des plantes (<i>défense phytosanitaire</i>). . .	713
"	26 —	D. n. 2372 c. l'application de la l. visant la réforme agraire en Transylvanie, Banat, Crisana et Maramures	836
"	29 —	Arr. n. 2245 approuvant le 2 ^{ème} Protocole additionnel à l'Accord du 24 mai 1935 réglementant les paiements avec l'Allemagne. .	371
"	30 —	Arr. n. 2286 fixant le prix d'achat pour l'esprit de vin raffiné . . .	341
"	3 nov.	Arr. n. 246616 mod. le tarif unitaire pour l'export. (<i>fruits secs, traverses, etc.</i>)	431
"	4 —	Arr. n. 2313 portant approbation de l'accord commercial provisoire du 24 août 1936, avec le Brésil	371
"	6 —	Arr. n. 2377 mod. les dispositions de l'art. 8 de l'arr. n. 2234, de 1935 (<i>export. en compensation</i>)	326
"	10 —	D. n. 2541 réglementant l'import. et l'emploi de la saccharine et des matières sucrées	195
"	11 —	D. n. 2560 approuvant la Convention réglementant l'émigration de la population turque de Dobroudja	861

SALVADOR.

1936	1 ^{er} févr.	Règl. c. l'ouverture annuelle d'expositions et concours nationaux se rapportant au bétail et à la volaille, à la production du lait et des œufs, etc.	647
"	12 mars	D. publiant un nouveau régl. organique pour la Commission de protection de l'industrie sucrière	539
"	17 —	D. n. 20 approuvant l'activité du Gouvernement en 1935 pour les diverses branches (<i>Intérieur, Travail, Fomento, Agriculture, etc.</i>) .	608
"	1 ^{er} avril	D. n. 33 renfermant des mesures contre les fléaux du cotonnier. . .	713
"	5 mai	D. mod. l'art. 3 du régl. organique de la Commission de défense de l'industrie sucrière	539

			Page
1936	7 mai	D. n. 43 instituant une direction générale des recettes douanières. . .	431
"	30 —	D. n. 56 déclarant d'utilité publique la lutte contre les fléaux de l'agriculture et contre les maladies du bétail	572
"	4 juin	D. n. 71 visant les franchises et autres questions se rapportant aux douanes	431
"	27 —	D. n. 82 réformant la l. c. la Banque hypothécaire du Salvador. . .	766
"	7 juill.	Arr. réorganisant le personnel du Ministère de l'agriculture. . . .	608
"	12 sept.	L. c. la Junta de surveillance des banques et [sociétés anonymes . .	766
"	18 —	D. n. 129 mod. la l. en vigueur c. les gages se rapportant à l'agriculture, à l'élevage du bétail ou à l'industrie	766

SUÈDE.

1936	9 janv.	Arr. n. 1 mod. l'arr. du 28 juin 1935 c. la destination des fonds provenant de la perception du droit sur le lait, etc.	412
"	28 févr.	Arr. n. 39 fixant le taux de mouture, etc.	174
"	28 —	D. n. 42 prorogeant la validité du d. du 22 février 1932, n. 30, c. la réglementation de l'import. du sucre	326
"	28 —	Lettre royale n. 43 portant des mesures pour encourager la culture des betteraves à sucre	478
"	28 —	Arr. n. 44 établissant un impôt sur les tourteaux et sur certaines espèces de farines pour l'alimentation du bétail	412
"	6 mars *	Arr. n. 50 c. l'import. de plantes (<i>racines, tubercules, plantes potagères, etc.</i>)	697
"	20 —	Arr. n. 51 mod. certains points du règl. du 13 janvier 1928, n. 10, c. l'institution de primes pour chevaux de race	562
"	20 —	L. n. 52 mod. l'art. 4 de la l. du 23 décembre 1914, n. 451, c. l'inspection obligatoire des chevaux	563
"	20 —**	L. n. 54 mod. les art. 3 et 7 de la l. du 14 juin 1928, n. 289, c. le comm. des graines de semence	203
"	20 —	L. n. 70 mod. les art. 4 et 73 du chap. 11 de la l. sur le régime des eaux	481
"	27 —	Arr. n. 60 mod. l'art. 40 du d. du 25 novembre 1927, n. 416, c. les indemnités aux arpenteurs	608
"	27 —	Arr. n. 61 mod. l'alinéa 2 de l'art. 68 (2) de l'instruction du 11 novembre 1927, n. 407, pour les arpenteurs	608
"	27 —	D. n. 66 prorogeant l'application du d. du 8 juin 1923, n. 155, c. la taxe sur la vente et le débit des boissons alcooliques	412
"	27 —	L. n. 89 mod. l'art. 75 de la l. sur les poursuites pour dettes . . .	766
"	27 —	L. n. 94 mod. l'art. 23 de la l. du 29 juin 1923, n. 286, sur les caisses d'épargne	766
"	3 avril	Arr. n. 73 c. le rassemblement de données statistiques en vue du dénombrement des porcs	24
"	9 —	D. n. 98 mod. le d. n. 379, du 28 septembre 1928 sur l'assiette des impôts	383
"	17 —	Arr. n. 100 c. l'augmentation des subventions d'Etat aux petits agriculteurs	766
"	17 —	Arr. n. 102 mod. l'arr. n. 277, du 7 juin 1935, c. les prêts à accorder aux agriculteurs pour la stipulation de concordats et d'autres contrats	766
"	24 —	D. n. 108 c. les périodes de validité pour certains droits de douane. .	431
"	24 —	Arr. n. 109 fixant le taux de mouture, etc.	174
"	24 —	Arr. n. 110 fixant le taux de production sur l'avoine	174
"	24 —	Arr. n. 113, limitant l'activité subventionnée par l'Etat, qui visait l'élevage du gros bétail	563
"	24 —	Arr. n. 114 limitant les subventions de l'Etat accordées en faveur de l'élevage des porcs	563
"	24 —	Règl. n. 115 c. l'activité, subventionnée par l'Etat, en faveur de l'élevage des moutons	563

			Page
1936	24 avril	Arr. n. 116 c. les subventions de l'Etat en faveur de l'élevage des moutons	563
»	24 —	Arr. n. 117 limitant les subventions de l'Etat accordées en faveur de l'élevage des chèvres	563
»	24 —	Arr. n. 118 limitant l'activité subventionnée par l'Etat en faveur du développement des petites exploitations agricoles	444
»	24 —	Arr. n. 119 mod. l'arr. du 30 juin 1933, n. 435, c. la subvention d'Etat pour la construction de fumières	499
»	24 —	L. n. 123 c. la faculté du Roi de décréter la suspension de crédits	326
»	30 —	D. n. 127 mod. le d. du 4 octobre 1929, n. 316, c. les droits de douane	431
»	30 —	D. n. 128 mod. le d. du 17 mai 1935, n. 176, c. la Caisse hypothécaire	766
»	30 —	Arr. n. 132 mod. l'arr. du 29 novembre 1929, n. 373, portant des prescriptions d'application du d. sur le tarif douanier	432
»	30 —	Arr. n. 139 c. la suspension de crédits à l'Italie	326
»	8 mai	D. n. 140 mod. le d. du 4 octobre 1929, n. 307, c. la restitution des droits de douane	432
»	8 —	Instr. n. 141 pour la commission chargée d'établir les différents types de farine	174
»	22 —	Statut n. 174 sur les laiteries	272
»	22 —	Arr. n. 214 mod. certaines parties de l'arr. du 10 mai 1929, n. 86, visant la lutte contre la gale noire de la pomme de terre	713
»	29 —	Arr. n. 212 c. l'activité visant l'acquisition de terres dans les provinces de Västeröetten et de Norrbotten	836
»	29 —	L. n. 228 mod. l'art. 85 de la l. sur la poursuite pour dettes	766
»	5 juin	D. n. 241 mod. certaines parties du d. du 16 mai 1890 c. la Banque hypothécaire	766
»	5 —	L. n. 278 mod. la l. sur la poursuite pour dettes	767
»	12 —	Arr. n. 294 mod. le d. du 31 janvier 1932, n. 15, portant des majorations ultérieures au tarif douanier en vigueur (<i>animaux vivants</i>).	432
»	19 —	D. n. 310 c. la faculté du Roi d'établir des droits de douane spéciaux	432
»	19 —	D. n. 311 c. la garantie de l'Etat au crédit d'export.	326
»	19 —	L. n. 318 mod. la l. de 1926 c. le remembrement des propriétés foncières rurales	837
»	26 —	* L. n. 333 c. la durée de travail dans l'agriculture	855
»	26 —	Arr. n. 340 mod. le tarif douanier (<i>plantes potagères, fruits et baies, prunes, pommes, poires, etc.</i>)	432
»	26 —	Arr. n. 341 portant des adjonctions au tarif douanier en vigueur (<i>plantes potagères</i>)	432
»	26 —	Arr. n. 356 mod. les dispositions établissant les limites dans lesquelles le livre foncier de la Couronne devra être tenu	837
»	26 —	Arr. n. 358 mod. le d. du 13 juin 1908, n. 74, c. le registre foncier	837
»	26 —	Arr. n. 368 mod. le d. du 17 décembre 1920, n. 850, c. l'arpentage	837
»	26 —	Arr. n. 369 mod. l'instruction du 11 novembre 1927, n. 407, c. les arpenteurs	837
»	26 —	L. n. 373 portant certaines dispositions c. les caisses centrales de crédit agricole	767
»	26 —	D. n. 374 c. les caisses de crédit agricole	767
»	26 —	D. n. 375 c. le droit de la caisse de crédit agricole d'accepter, parmi ses membres, d'autres associations économiques	767
»	26 —	Arr. n. 377 c. la subvention d'Etat destinée à l'administration des caisses de crédit agricole	767
»	26 —	L. n. 378 c. l'administration communale rurale	611
»	26 —	L. n. 380 c. la protection des forêts	493
»	26 —	Arr. n. 406 établissant des périodes de protection temporaire pour certaines espèces d'animaux	575

			Page
1936	27 juin	Arr. n. 416 établissant des périodes de chasse pour certaines espèces d'animaux	575
»	30 —	Arr. n. 404 fixant le taux de mouture, etc.	174
»	30 —	Arr. n. 405 fixant le taux de production sur l'avoine	175
»	30 —	D. n. 410 mod. le d. du 28 septembre 1928, n. 379, sur l'assiette des impôts	383
»	30 —	Arr. n. 412 visant les droits d'accise sur la margarine	412
»	30 —	Arr. n. 413 c. les droits de douane sur la margarine	432
»	30 —	D. n. 417 établissant un droit sur la vente du lait	412
»	30 —	Arr. n. 419 c. l'arr. établissant le monopole d'import. du lait et des produits laitiers	326
»	30 —	D. n. 420 mod. le d. établissant un droit sur l'import. de l'avoine et du maïs, etc.	432
»	30 —	Arr. n. 421 établissant un droit sur l'import. de l'avoine et du maïs etc	432
»	30 —	Arr. n. 422 établissant un impôt sur certaines espèces de tourteaux oléagineux et de farine fourragère	413
»	30 —	Arr. n. 424 prorogeant l'application de l'arr. du 19 octobre 1934, n. 499, c. l'import. d'animaux de boucherie, de la viande et du lait	326
»	8 juill.	Arr. n. 455 abrogeant l'arr. du 30 avril 1936, n. 139, c. la suspension de crédits à l'Italie	326
»	8 —	Arr. n. 472 mod. les dispositions c. le droit sur la vente du lait . .	413
»	24 août	Lettre royale n. 489 visant les conditions et les prescriptions générales relatives aux prêts accordés sur les fonds d'Etat destinés à l'acquisition de céréales	767
»	29 —	Arr. n. 491 établissant un droit sur le froment	413
»	29 —	Arr. n. 492 fixant le taux de mouture.	175
»	29 —	N. 494. Dispositions c. les qualités requises et les échelles pour la réglementation des prix, pour différentes qualités de froment et de seigle, etc.	341
»	5 sept.	Arr. c. l'exécution de l'obligation de paiements dans les rapports avec l'Italie	371
»	5 —	Arr. n. 499 c. le rassemblement de données statistiques en vue du dénombrement des porcs	24
»	11 —	Arr. n. 500 établissant un droit sur l'import. de l'avoine et du maïs, etc.	432
»	11 —	Arr. n. 501 établissant un impôt sur les espèces de farines pour l'alimentation du bétail	413
»	11 —	Arr. n. 503 c. le contrôle de l'export. des viandes	326
»	19 —	Arr. n. 513 établissant les périodes de protection temporaire pour certaines espèces d'animaux	576
»	25 —	Arr. n. 516 établissant un droit d'accise sur la margarine	413
»	25 —	Arr. n. 517 établissant un droit de douane sur la margarine. . . .	432
»	3 oct.	Arr. n. 525 établissant un droit sur l'import. de l'avoine et du maïs.	432
»	10 —	Arr. n. 528, portant interdiction de l'export. de seigle et de froment.	326
»	16 —	Arr. n. 536 c. le contrôle du comm. des fromages	272
»	23 —	L. n. 548 c. la pasteurisation du lait destiné à l'alimentation du bétail	272
»	23 —	Arr. n. 549 c. la pasteurisation du lait destiné à l'alimentation du bétail	272
»	30 —	Arr. n. 558 portant réduction aux droits sur le lait	413
»	20 nov.	Arr. n. 571 mod. l'art. 158 du statut douanier du 7 octobre 1927, n. 391	432
»	27 —	Arr. n. 575 c. la protection de la faune dans certains endroits. . .	576
»	4 déc.	Arr. n. 585 c. l'exécution dans certains cas de l'obligation de paiement dans les rapports avec l'Italie	326
»	4 —	Arr. n. 592 c. le relevé de données statistiques pour l'évaluation des stocks de froment et de seigle, etc.	24

1936	11 déc.	Arr. n. 600 c. les achats pour le compte de l'Etat de produits agricoles, etc.	195
"	11 —	Arr. n. 605 accordant la franchise douanière à l'import. de raisins.	432
"	18 —	Arr. n. 618 portant fixation du taux de mouture	175
"	18 —	Arr. n. 619 fixant le taux de production sur l'avoine	175

SUISSE.

(Confédération).

1934	2 oct.	Arr. approuvant les statuts de l'office suisse de compensation	327
1935	22 mars	Arr. c. les taxes à percevoir par l'office suisse de compensation pour les revisions de comptes et le contrôle des marchandises	327
"	4 sept.	Accord de clearing entre la Confédération suisse et le Royaume de Roumanie	371
"	3 déc.	Accord entre la Suisse et l'Italie c. la régl. des paiements réciproques	327
1936	31 janv.	Arr. c. des mesures destinées à rétablir l'équilibre des finances (<i>perception d'un droit de douane sur les blés, suppléments de prix sur les huiles et graisses, etc.</i>)	608
"	1 ^{er} févr.	Arr. c. le relèvement du taux d'impôt dû sur la bière	413
"	11 —	Arr. c. un impôt fédéral sur les boissons	413
"	11 —	Arr. abrogeant l'o. du 13 juillet 1934 qui tend à promouvoir la consommation du beurre suisse	273
"	14 —	Arr. visant l'arr. du 11 avril 1924 (<i>allocation de subsides fédéraux pour l'abatage ou la mort d'animaux domestiques, etc.</i>)	572
"	14 —	Convention internationale pour l'unification des méthodes de prélèvement des échantillons et d'analyse des fromages	371
"	28 —	Arr. n. 45 relatif à la limitation des import. (<i>racines de manioc</i>)	327
"	10 mars	O. c. le recensement du bétail en 1936	24
"	25 —	Arrangement international relatif à l'export. des os	327
"	27 —	Arr. n. 46 relatif à la limitation des import. (<i>café brut</i>)	327
"	30 —	Arr. n. 47 relatif à la limitation des import. (<i>pain à fourrager, tourteaux de cacao et farine de tourteaux de cacao</i>)	327
"	1 ^{er} avril	Accord additionnel du 23 mars 1936 à l'Accord de clearing entre la Suisse et la Roumanie, conclu le 4 septembre 1935	371
"	3 —	Accord entre la Suisse et l'Italie c. l'application de l'Accord, du 3 décembre 1935, aux paiements afférents aux créances financières.	371
"	7 — **	Arr. c. l'import. du bétail et de la viande fraîche	297
"	8 —	O. c. les certificats de contingentement pour le clearing dans le régl. des paiements avec la Roumanie	327
"	17 —	Arr. c. le régl. de créances financières par voie de clearing italo-suisse	327
"	17 —	Arr. c. l'assainissement des banques	767
"	23 —	Arr. c. l'accord commercial entre la Suisse et les Etats-Unis d'Amérique	371
"	23 — **	Arr. sur une nouvelle prolongation de la lutte contre le chômage par des travaux productifs	855
"	25 — **	Arr. prolongeant l'aide aux producteurs de lait et les mesures prises pour atténuer la crise agricole	590
"	8 mai	Arr. n. 48 relatif à la limitation des import. (<i>café travaillé, décaféiné, pauvre en caféine, non torréfié</i>)	327
"	16 —	Convention internationale pour l'unification des méthodes de prélèvement des échantillons et d'analyse des fromages	371
"	22 —	Arr. prorogeant l'o. du 20 avril 1934 relative à la perception d'une redevance sur le lait	413
"	26 —	Arr. c. le marquage de la viande d'animaux d'origine étrangère	273
"	26 —	O. réglant le comm. des denrées alimentaires et de divers objets usuels.	350
"	30 —	Arr. c. l'emploi de fruits à pépins comme carburant	539
"	20 juin **	Arr. sur le contrôle des prix des marchandises.	335

		Page
1936	20 juin ** Arr. c. une aide à la colon. intérieure et extérieure	855
"	26 — O. c. les certificats de contingentement pour le clearing dans le règl. des paiements avec l'Italie	327
"	29 — O. relative au contrôle des prix des marchandises	341
"	29 — Arr. supprimant le droit d'entrée supplémentaire sur les marchan- dises d'origine italienne	432
"	3 juill. Arr. réduisant le droit de douane sur la benzine pour moteurs agri- coles	432
"	6 — Additif à l'accord c. le trafic de compensation germano-suisse du 17 juillet 1936	371
"	8 — Arr. abrogeant les mesures de sanctions prises contre l'Italie.	327
"	10 — Arr. abrogeant l'article 6 de l'arr. du 18 novembre 1935 sur le règl. des paiements entre la Suisse et l'Italie	327
"	14 — Arr. c. le règl. des paiements entre la Suisse et l'Espagne	327
"	15 — Accord de clearing entre la Confédération Suisse et le Royaume de Bulgarie	372
"	17 — O. n. 2 c. le contrôle des prix de marchandises (<i>fromages en boîtes</i>).	341
"	22 — Arr. c. le trafic de compensation germano-suisse du 17 avril 1935	372
"	22 — Arr. mod. l'arr. c. le règl. des paiements entre la Suisse et l'Espa- gne, du 14 juillet 1936	327
"	23 — O. c. les certificats d'export. dans le règl. des paiements avec l'Espagne	327
"	23 — O. c. les certificats d'export. dans le règl. des paiements avec la Pologne	327
"	24 — Accord commercial provisoire entre la Suisse et le Brésil	372
"	28 — Règl. c. les districts francs et asiles fermés à la chasse	576
"	31 — Arr. c. le règl. des paiements entre la Suisse et la Pologne	328
"	31 — Arr. c. l'encouragement de l'élevage de l'espèce chevaline	557
"	1 ^{er} août O. c. les certificats de contingentement pour le clearing dans le règl. des paiements avec la Hongrie	328
"	5 — O. tendant à promouvoir l'export. et la vente du bétail dans le pays	328
"	10 — O. n. 3 c. le contrôle des prix de marchandises	341
"	13 — O. n. 53 c. la limitation des import.	328
"	14 — Arr. fixant le taux des subventions fédérales en faveur de l'assurance du bétail.	730
"	1 ^{er} sept. * Arr. c. l'utilisation des pommes de terre et l'approv. du pays en pommes de terre	186
"	1 ^{er} — * Arr. c. l'utilisation de la récolte de fruits à pépins de 1936 et l'approv. du pays en fruits de table et en fruits à cuire	534
"	1 ^{er} — * Arr. tendant à protéger la production vinicole	465
"	21 — Arr. c. un impôt fédéral sur les boissons	413
"	22 — ** Arr. c. les dénombrements de bétail destinés à contrôler la limitation de la production animale	16
"	29 — Arr. sur les mesures extraordinaires d'ordre économique	444
"	2 oct. Arr. portant abrogation ou réduction des droits de douane sur les fruits, les légumes et les œufs	433
"	7 — Arr. fixant le prix d'achat du froment indigène	341
"	8 — Arr. tendant à développer l'export. de marchandises	328
"	13 — Arr. réduisant le droit de douane sur les raisins frais	433
"	13 — Arr. c. les prix des denrées fourragères et des litières	341
"	16 — ** Arr. c. le comm. des immeubles agricoles	818
"	16 — Arr. c. l'achat du froment, du seigle, du méteil et de l'épeautre indigènes	175
"	6 nov. Arr. ordonnant un dénombrement des arbres fruitiers cultivés dans des pépinières	24
"	17 — Arr. n. 49 relatif à la limitation des import.	328
"	27 — Arr. n. 50 relatif à la limitation des import.	328
"	27 — O. c. l'allocation de crise aux caisses-maladie reconnues	730

			Page
1936	1 ^{er} déc. **	O. c. la statistique du comm. de la Suisse avec l'étranger	17
"	14 —	Arr. c. la réduction du prix de la farine et du pain	341
"	14 —	O. tendant à favoriser la colon. intérieure et à faciliter l'établissement de citoyens suisses dans d'autres pays d'Europe	837
"	23 — **	Arr. qui institue des mesures juridiques temporaires pour la protection des agriculteurs dans la gène	741
"	23 —	Arr. c. la lutte contre la crise et la création de possibilités de travail.	861
"	23 —	Arr. réglant le service des allocations de crise aux chômeurs.	861
"	29 —	Arr. relatif à la perception des suppléments de prix sur les denrées fourragères	341

TURQUIE.

1936	29 janv. *	L. c. la protection des plantes contre les parasites et les maladies.	701
------	------------	---	-----

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES.

1935	5 déc.	Arr. n. 738 du S. T. D. fixant les prix en détail des lentilles	341
"	15 —	Arr. n. 2659 du C. C. P. c. la nomenclature des moyens de production qui sont fournis par le système du Commissariat du peuple pour l'agriculture de l'U. R. S. S.	608
"	17 —	Arr. n. 2691 c. l'établissement des rapports statistiques des exploitations agricoles collectives	24
"	21 —	Arr. autorisant la vente libre du blé (<i>farine, grains et pain</i>) dans certaines régions	175
"	29 —	D. n. 2759 c. l'impôt de circulation sur le bétail vivant	413
1936		Arr. n. 374 c. les taux de l'impôt de circulation sur les produits agricoles des approv. décentralisés	413
"		Arr. c. le plan gouvernemental pour le développement de l'élevage des ovins à toison fine	563
"		Arr. c. l'application de l'arr. du 29 décembre 1935 visant le fonctionnement de la coopération de consommation dans la campagne pour ce qui se réfère au développement du commerce dans le village.	725
"	4 janv.	Arr. n. 32/5 tendant à accroître les ressources des budgets des villages	611
"	5 —	Arr. n. 10 portant des mesures en vue du développement de l'élevage des chameaux	563
"	5 —	Arr. n. 14 abrogeant certains arr. sur la structure du Commissariat du peuple pour le comm. intérieur	608
"	5 —	Arr. n. 33/12 portant réorg. du Commissariat du peuple pour le commerce intérieur	608
"	5 —	Arr. n. 33/23 amendant la législation fiscale	383
"	7 —	Arr. n. 15 portant les taux de l'impôt de circulation sur les lentilles.	413
"	11 —	Arr. n. 51 c. les sovkhazy de l'O. R. S. (<i>sections de l'approv. ouvrier</i>).	725
"	13 —	Arr. n. 54 c. le paiement afférant au nettoyage et à la désinfection des wagons de chemin de fer après le transport de la volaille	601
"	14 —	Arr. autorisant la vente libre de blé (<i>farine, grain, pain</i>) dans certaines régions	175
"	14 —	Arr. c. le plan économique national de l'U. R. S. S. en 1936	444
"	14 —	Arr. n. 57 portant les taux de l'impôt de circulation sur le sucre.	413
"	16 —	Arr. n. 77 portant des restrictions à l'export. sur certains pays	328
"	20 —	Arr. autorisant la vente libre de blé (<i>farine, grain, pain</i>) dans certaines régions	175
"	21 —	Arr. n. 26 du S. T. D. fixant les prix du pain de farine de seigle au taux de blutage 87 % et 65 %	342

			<i>Page</i>
1936	23 janv.	Arr. n. 114 portant les modalités pour réglementer et contrôler l'exercice correct de la chasse	576
"	26 —	Arr. n. 123 portant les taux de l'impôt de circulation sur la viande de veau du gros bétail à cornes	413
"	2 févr.	Arr. n. 39/61 c. le traitement fiscal des représentants des org. étrangères de comm.	413
"	3 —	Arr. n. 128 tendant à accroître la production des articles de large consommation par la coopération de production et la coopération des invalides	444
"	3 —	Arr. n. 168 amendant la législation de l'U. R. S. S. « réglementant la pêche et la conservation des réserves de pêche »	576
"	3 —	Arr. n. 172 c. la stipulation des contrats pour les tabacs et la « mahorka » de la récolte de 1936	220
"	4 —	Arr. n. 176 c. l'administration des marchés locaux	374
"	10 —	Arr. c. le plan d'Etat pour les ensemencements de printemps de 1936	478
"	11 —	Arr. tendant à stimuler la production de froment et à augmenter le rendement des kolkhozy qui produisent du froment	478
"	13 —	Arr. n. 263 amendant les équivalents de calcul pour les moutons à queue pleine de graisse, rentrant dans le compte des livraisons obligatoires de viande	595
"	17 —	Arr. c. la stipulation des contrats pour les betteraves à sucre de la récolte de 1936	195
"	17 —	Arr. n. 41/322 amendant l'art. 33 de l'arr. du 23 janvier 1934 « sur la contribution pour les besoins de l'org. des logements et de la vie culturelle et sociale dans les villes et les localités rurales »	862
"	17 —	Arr. n. 77 portant des mesures en vue de stimuler la circulation des marchandises au détail	195
"	17 —	Arr. n. 313 portant les taux de l'impôt de circulation sur la farine de seigle au taux de blutage de 87 % et 65 %	414
"	21 —	Arr. n. 79 portant les modalités pour le financement de la circulation des marchandises des sociétés de consommation rurales et des magasins ruraux	725
"	27 —	Arr. c. les livraisons obligatoires de blé, riz, tournesol et pommes de terre au Gouvernement	175
"	28 —	Arr. c. la conclusion des contrats pour le coton grège de la récolte 1936	220
"	28 —	Arr. n. 387 c. les facilités accordées aux kolkhozy et aux exploitations individuelles s'adonnant à la culture du cotonnier, etc.	478
"	28 —	Arr. n. 392 c. l'envoi par la poste du blé, de la farine et des gruaux	354
"	28 —	Arr. n. 397 c. l'org., dans le cadre du Commissariat du peuple pour l'industrie alimentaire, de la Direction générale de l'industrie boulangère	175
"	29 —	Arr. n. 404 portant les modalités pour la liquidation des comptes dans le comm. extérieur et dans les opérations de devises	328
"	3 mars	Arr. n. 47/425 c. la prestation en travail de la population rurale à la construction et à la réparation des routes	499
"	3 —	Arr. n. 413 c. les contrats avec les kolkhozy pour l'approv. en bois et le flottage	493
"	3 —	Arr. n. 414 c. le rémunération du travail dans les approv. en bois	861
"	7 —	Arr. n. 47/454 amendant le « Règl. c. l'impôt sur le revenu des entreprises du secteur socialisé »	383
"	7 —	Arr. n. 47/455 c. les marques de production et les marques de comm.	351
"	7 —	Arr. n. 47/456 mod. l'arr. sur la redevance de pêche en ce qui concerne les entreprises du secteur socialisé	576
"	11 —	Arr. étendant au Territoire Septentrional le paragraphe 4 de la section 1ère de l'arr. « sur le plan gouvernemental des ensemencements de printemps 1936 »	478

			<i>Page</i>
1936	11 mars	Arr. n. 482 c. la liquidation des bureaux conventionnels pour la fixation des prix de vente des produits agricoles	342
"	17 —	Arr. n. 127 portant les modalités pour la concession de crédit et le financement budgétaire des sovkhosy pour l'élevage du bétail . .	725
"	17 —	Arr. n. 522 c. le plan pour la stipulation des contrats et les mesures pour augmenter le rendement des cultures de nouvelles plantes à graines oléagineuses	478
"	21 —	Arr. n. 542 c. l'approv. en produits horticoles	195
"	28 —	Arr. n. 573 c. les modalités d'exécution des livraisons de blé de la récolte 1935	175
"	31 —	Arr. portant des mesures en vue de l'augmentation du rendement, de la conclusion des contrats et des livraisons de graines de trèfle en 1936	206
"	1 ^{er} avr.	Arr. c. la conclusion des contrats pour le lin et le chanvre de la récolte 1936	220
"	1 ^{er} —	Arr. n. 617 c. le plan pour le développement de la production des agrumes dans la République socialiste soviétique de la Géorgie .	478
"	1 ^{er} —	Arr. n. 618 portant des mesures pour faciliter la transformation des associations pour l'exploitation en commun des terres dans la République socialiste soviétique des Tadjiks en artels agricoles .	725
"	5 —	Arr. n. 648 c. le plan pour la conclusion des contrats pour les cultures de nouvelles plantes textiles (<i>Kélmie à feuilles de chanvre, chanvre méridional, chanvre d'Australie</i>)	220
"	9 —	Arr. n. 680 c. les opérations d'approv. des sociétés de consommation de village et tendant à réduire le réseau inférieur d'approv. du Gouvernement	725
"	10 —	Arr. n. 683 c. la conclusion des contrats pour les herbes fourragères.	207
"	19 —	Arr. n. 731 c. la livraison obligatoire au Gouvernement de la laine en 1936	273
"	26 —	Arr. n. 755 c. les modalités d'exécution des livraisons de lait et de viande	273
"	27 —	Arr. n. 55/761 amendant la structure de la Commission des plans gouvernementaux	444
"	28 —	Instr. c. le recensement général de 1937	24
"	28 —	Arr. n. 195 c. le plan pour la conclusion des contrats pour les cultures des plantes oléagineuses pour essences en 1936	212
"	28 —	Arr. n. 767 c. le plan pour la remise de la laine par les sovkhosy en 1936	273
"	28 —	Arr. n. 773 c. le recensement général de la population	24
"	29 —	Arr. c. le plan pour la vente aux kolkhosy par les sovkhosy de taureaux de race, etc.	563
"	29 —	Arr. n. 783 c. le Comité pour les approv. en produits agricoles . .	608
"	29 —	Arr. n. 770 c. l'élevage des chevaux	563
"	4 mai	Arr. n. 801 c. les bureaux gouvernementaux de médiation commerciale.	351
"	14 —	Arr. n. 857 approuvant les taux pour le paiement en nature des travaux effectués par les stations de machines et tracteurs dans les kolkhosy en ce qui concerne le sénévé et le soja	375
"	20 —	Arr. n. 888 c. l'exécution du recensement annuel de exploitations et du bétail	24
"	22 —	Arr. n. 916 amendant les modalités c. le paiement et l'ouverture de crédits pour l'achat des engrais minéraux	207
"	27 —	Arr. n. 60/957 ratifiant le Règl. c. le système des kolkhosy de pêche.	576
"	28 —	Arr. c. le plan gouvernemental pour le développement de l'élevage du bétail	563
"	4 juin	Arr. n. 988 amendant le système de financement de la circulation des marchandises	195
"	13 —	Arr. n. 1023 portant réduction des prix en détail du beurre . . .	342
"	2 juill.	Arr. n. 66/1162 portant création de la Direction générale de la protection des forêts et du reboisement	493

Page

1936	10 juill.	Arr. n. 66/1221 portant réorg. de la Direction des affaires de colon. intérieure	837
"	11 —	Arr. n. 1234 visant les modalités pour le financement de la circulation des marchandises	195
"	20 —	Arr. exonérant des livraisons au Gouvernement de blé, tournesol, riz, pommes de terre, viande et lait les exploitations de kolkhoziens et les exploitations paysannes des individus, inaptes au travail à cause de leur âge avancé	175
"	20 —	Arr. n. 68/1298, portant org. du Commissariat du peuple pour la santé publique	868
"	20 —	Arr. n. 68/1302 remplaçant l'impôt agricole en argent sur les kolkhozy par l'impôt en argent sur les revenus.	383
"	20 —	Arr. n. 18/1311 c. l'auto-imposition de la population rurale	383
"	20 —	Arr. n. 68/1313 prorogeant la validité du régl. sur l'impôt agricole	383
"	20 —	Arr. n. 68/1321 fixant les taux pour l'imposition aux exploitations paysannes individuelles touchant des revenus ne provenant pas du travail de la contribution pour les besoins de l'org. des logements et de la vie culturelle et sociale	383
"	20 —	Arr. c. les citoyens assujettis à l'impôt agricole	383
"	26 —	Arr. n. 1351 portant les taux de l'impôt de circulation sur le beurre	404
"	29 —	Arr. n. 1375 c. le plan d'Etat pour les ensemencements d'hiver en 1936	478
"	31 —	Arr. c. la livraison obligatoire de viande au Gouvernement en 1937.	273
"	1 ^{er} août	Arr. n. 1390 portant le plan des travaux pour les ensemencements de céréales de printemps	478
"	3 —	Arr. n. 1400 portant les taux de l'impôt de circulation sur le thé naturel	404
"	4 —	Arr. n. 1409 visant les modalités pour l'imposition aux kolkhozy de l'impôt sur les revenus en argent	384
"	5 —	Arr. n. 1421 c. le système de financement de la circulation des marchandises	195
"	8 —	Arr. n. 1432 c. la structure de la Direction générale de la protection des forêts et du reboisement	493

RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE SOVIÉTIQUE RUSSE.

1935	27 nov.	Arr. c. le développement de la culture fruitière et de la viticulture	478
1936		Arr. c. la construction économique, soviétique et culturelle	608
"	13 janv.	Arr. c. l'application de l'arr. de l'U. R. S. S. « amendant la législation fiscale »	384
"	3 févr.	Arr. c. le plan d'économie nationale et de construction sociale de la R. S. F. S. R.	444
"	2 mars	Arr. c. la conclusion de contrats pour les semences sélectionnées de plantes légumineuses, de cucurbitacées, et de racines et tubercules fourragères	478
"	4 —	Arr. c. le plan des ensemencements de pommes de terre et de légumes verts	479
"	26 —	Arr. c. les maisons d'accouchement pour les kolkhoziennes	861
"	27 avril	Arr. c. l'exploitation de la tourbe par les kolkhozy	375
"	1 ^{er} juin	Arr. amendant la structure de la commission des plans d'Etat de la R. S. F. S. R.	444

UNION SUD-AFRICAINE.

1936	3 avril	Not. n. 455 portant le texte de l'échange de notes avec la France réglementant les relations commerciales (<i>peaux, cuirs, fourrures, laines, etc.</i>)	372
"	3 —	L. n. 9 mod. la l. de 1926 c. les parcs nationaux	493

			<i>Page</i>
1936	9 avril	Not. n. 490 portant le texte de l'Accord commercial du 30 août 1935 et de l'accord commercial supplémentaire du 10 mars 1936 avec le Royaume-Uni	372
"	24 —	Not. n. 555. Règl. c. l'export. des agrumes	328
"	19 juin	L. n. 18 instituant une fondation pour les indigènes mod. la l. n. 27 de 1913 c. les terrains des indigènes	837
"	19 —	L. n. 20 visant la l. n. 34 de 1933 c. les intérêts sur les hypothèques agricoles	767
"	19 —	Not. n. 2363 portant un règl. c. l'export. outremer de la volaille abattue	328
"	19 —	L. n. 21 mod. la législation c. la Banque foncière et agricole	767
"	23 —	L. n. 25 mod. le tarif douanier (<i>dumping, etc.</i>)	433
"	24 —	L. n. 28 c. le sucre (<i>visant le contrôle de l'industrie sucrière</i>)	539
"	24 —	L. n. 30 mod. la législation c. l'occupation et l'acquisition de biens-fonds dans la Province du Transvaal par des asiatiques et personnes de couleur	837
"	24 —	L. n. 34 c. l'impôt sur le revenu	384
"	31 juill.	Not. n. 2102 portant un règl. c. l'export. des œufs outremer	328
"	14 août	Not. n. 1190 portant un règl. c. l'export. des cuirs et des peaux	328
"	26 oct.	Procl. n. 266 réglementant l'export. de l'écorce d'acacia	328
"	6 nov.	Procl. n. 282, 284, 285, 286, 287 visant l'exécution de la l. de 1911 c. les fléaux de l'agriculture (<i>import. et transport de plantes et semences</i>)	713

URUGUAY.

1935	18 mars	D. mod. la réglementation c. le comm. des flegmes de fruits, ainsi que des flegmes de sucre ou de lie de vin	195
"	18 déc.	D. approuvant la convention commerciale conclue à Londres, le 26 juin 1935, entre l'Uruguay et la Grande-Bretagne	372
"	18 —	D. approuvant la convention de comm. et de navigation conclue à Montevideo, le 29 janvier 1934, entre l'Uruguay et les Pays-Bas	372
"	19 —	L. approuvant un échange des notes effectué avec le Brésil et relatif à la Convention du 23 novembre 1935 c. les fruits frais	372
1936	2 janv. **	L. autorisant la libre export. du froment de la récolte 1935-36	158
"	3 —	L. mod. la l. 5530 du 24 novembre 1916 et spécifiant que les charges publiques ayant trait aux exploitations d'agriculture seront confiées à des ingénieurs agronomes, etc.	609
"	4 —	L. autorisant le gouvernement à supprimer les droits d'import. relatifs aux ananas et à réduire ceux relatifs aux bananes	433
"	7 —	L. portant des dispositions tendant à régulariser la situation des débiteurs retardataires	384
"	7 —	D. exonérant de droit d'import. les ananas venant du Paraguay, et réduisant de 50 % les droits relatifs aux bananes	433
"	8 —	Quatre d. c. le prix de vente des bananes dans certains départements	342
"	15 —	Promulgation de la Convention de comm. conclue le 29 janvier 1934 entre l'Uruguay et les Pays-Bas	372
"	16 —	D. étendant à toute l'année 1936 l'exonération relative à l'obligation de vendre sur la place les traites provenant d'export. de bétail	328
"	16 —	Rés. autorisant l'export. au Brésil de marchandises payées en pesos uruguayens	328
"	16 —	Rés. autorisant la Banque de la République à accorder les demandes à elle présentées visant l'export. des produits agricoles	328
"	20 —	D. portant réglementation relative à la l. du 2 janvier 1936 c. le prix minimum du blé	342
"	22 —	Rés. autorisant l'entrée de certaines quantités de graines oléagineuses destinées à la fabrication de l'huile	433
"	23 —	D. c. la fabrication des flegmes de fruits	539

			Page
1936	23 janv.	Rés. approuvant un nouveau tableau des droits de douane (<i>bétail, produits animaux, céréales, huiles, bois, etc.</i>)	433
"	24 —	D. exonérant de toute charge l'import. des fruits frais du Brésil. .	433
"	27 —	D. c. les facilités en ce qui concerne le paiement d'arriérés de contribution immobilière	384
"	28 —	* D. réglementant l'export. des fruits frais	298
"	3 févr.	D. mod. certaines dispositions réglementaires c. l'import. des bois ronds de quebracho	329
"	3 —	D. rectifiant le d. du 25 novembre 1935 en ce qui concerne les droits applicables aux bois ronds de cèdre.	433
"	5 —	D. promulguant une Convention c. les échanges commerciaux conclue à Londres, le 26 juin 1935, entre l'Uruguay et la Grande-Bretagne	372
"	17 —	Rés. instituant une Commission chargée d'adapter la législation nationale aux conventions internationales du travail	861
"	10 mars	D. énumérant les espèces de bétail à l'export. desquelles s'appliquent des facilités de change (<i>bouvillons, bœufs, taureaux, moutons et brebis</i>)	329
"	10 —	D. déterminant les conditions à remplir par les vins naturels de la vendange 1936	539
"	11 —	D. instituant la division de pathologie végétale et d'entomologie et fixant sa tâche	714
"	18 —	D. c. le contrôle de la fabrication, de l'import. et de la circulation des alcools et boissons alcooliques	540
"	20 —	D. unifiant et réglementant les dispositions c. le contrôle et la vente des produits spécifiques utilisés en zoothérapie	572
"	26 —	D. établissant et réglementant la période de chasse pour l'année 1936.	576
"	23 avril	D. c. l'export. du lin	329
"	29 —	D. c. l'org. du 1 ^{er} concours national de poules pondeuses	647
"	29 —	D. réglementant le fonctionnement de la commission nationale d'amélioration de la production ovine	563
"	26 mai	D. établissant le pourcentage de change c. l'export. de l'extrait de viande	352
"	29 —	Rés. c. l'import. des graines oléagineuses destinées à la fabrication de l'huile	329
"	30 —	D. visant la réexport. des marchandises achetées à l'aide de devises de compensation	329
"	30 —	D. c. la date d'application de la l. du 3 mars 1934 visant le contrôle de la fabrication, de l'import. et de la circulation des alcools et boissons alcooliques	540
"	12 juin	D. interdisant jusqu'à nouvel ordre l'export. du son	329
"	12 —	D. établissant des dispositions tendant à faciliter les prochains enseignements en pommes de terre	479
"	15 —	D. c. les camps d'expérimentation de la Direction de l'élevage . .	611
"	2 juill.	L. accordant des facilités pour le paiement des arriérés de contribution immobilière	384
"	3 —	D. fixant les pourcentages relatifs à la liquidation des traites provenant de l'export. des produits nationaux	329
"	4 —	D. fixant les relations (<i>alcool-acide, alcool-extrait</i>) pour les vins de la vendange 1936	540
"	10 —	D. fixant la proportion de matières grasses pour le beurre destiné à la vente	273
"	23 —	* D. réglementant. en vue d'améliorer l'export. le comm. des œufs	264
"	23 —	D. visant le transport de cuirs et peaux d'animaux des forêts ainsi que leur export.	273
"	23 —	D. établissant des régl. pour le contrôle sanitaire des abeilles et des fléaux des ruches	601

1936	23 juill.**	D. établissant des dispositions réglementant le comm. du miel . .	186
»	23 — *	D. instituant la Commission nationale pour l'encouragement des cultures industrielles	466
»	23 —	D. autorisant la réalisation d'une campagne contre la « Lasperreysia molesta » des vergers	714
»	23 —	D. réglementant la l. du 2 juillet 1936 c. la consolidation des dettes constituées par les arriérés de contribution immobilière	767
»	31 —	D. fixant les prix de vente des pommes de terre, en gros et au détail	342
»	6 août	D. reportant au 30 mai 1937 la date d'entrée en vigueur de la disposition interdisant la vente, en récipients supérieurs à 1 litre, de boissons alcooliques titrant plus de 35°	195
»	8 —	Rés. autorisant un crédit pour l'achat et la fourniture à bon marché, aux agriculteurs, d'outillage agricole	375
»	12 —	Rés. exonérant du paiement de la surtaxe-or les import. de phosphates du Maroc effectuées pour la fabrication d'engrais	433
»	20 —	D. publiant des dispositions spéciales pour la fourniture urgente de semences aux agriculteurs	206
»	28 —	D. exonérant jusqu'à nouvel ordre les pommes de terre importées du paiement de droits-or	433
»	31 —	D. accordant des facilités pour l'import. des machines agricoles et accessoires	433
»	7 sept.	D. prorogeant le délai accordé par l'art. 1 ^{er} du d. du 23 juillet 1936 pour le transport des cuirs et peaux d'animaux sauvages	354
»	10 — **	D. instituant la Division de l'industrie fruitière	467
»	10 —	D. autorisant à titre provisoire la libre import. des pommes de terre destinées à la consommation	433
»	18 —	L. autorisant le Gouvernement à acquérir un million de kgs. de palissades contre les santerelles.	714
»	18 —	D. fixant les prix de vente des pommes de terre importées	342
»	19 —	L. portant des dispositions pour l'achat et la distribution de pommes de terre destinées à l'ensemencement	206
»	25 —	D. mod. l'org. administrative de l'Institut national du travail.	861
»	25 —	D. c. l'import. et l'usage du système métrique décimal	352
»	8 oct.	D. maintenant jusqu'au 31 décembre 1936 les pourcentages de change relatifs à l'export. du lin	329
»	8 —	D. autorisant l'export. de blé jusqu'à la quantité de 15 mille tonnes	329
»	8 —	Six rés. accordant des subsides relatifs à diverses expositions agricoles et d'élevage du bétail	647
»	24 —	D. c. le contrôle douanier relatif au transport et à la sortie des fruits du pays	434
»	30 —	D. c. l'exonération de droits sur les pommes de terre importées pour semence.	434
»	30 —	D. mod. certaines dispositions c. les primes aux producteurs de bétail	563
»	30 —	D. mod. certaines dispositions c. les certificats relatifs aux épreuves avec la tuberculine	572
»	4 nov.	D. accordant une somme destinée à couvrir le déficit du Frigorifique national et à éviter le renchérissement de la viande	273
»	25 —	L. approuvant le traité de comm. conclu à Montevideo le 4 avril 1936 entre l'Uruguay et la Norvège	372
»	26 —	D. réglementant le comm. et la distillation des flegmes de vin, de marcs et de lies	195
»	27 —	L. établissant les conditions et facilités relatives à la construction de logements à bon marché	862
»	15 déc.	D. portant application des dispositions c. le transit des marchandises, à la fibre de coton brut.	329
»	16 —	D. déclarant libre d'export. du blé de la récolte 1936-37	329

VÉNÉZUÉLA.

1936	13 janv.	Rés. établissant le régl. intérieur du Service de statistique	24
"	25 —	Avis informant les cultivateurs que le gouvernement délivre gratuitement des semences sélectionnées de blé	479
"	27 —	D. accordant un crédit additionnel pour fournir, sous forme de primes à l'export., une aide aux producteurs de café et d'autres marchandises	329
"	30 —	Rés. visant le d. précédent	479
"	25 févr.	D. instituant un Ministère de la santé et de l'assistance sociale, ainsi qu'un Ministère de l'agriculture	609
"	2 mars	D. organisant le service des forêts et des eaux et indiquant les crédits assignés audit.	493
"	2 —	D. organisant le service des terres incultes	609
"	14 —	Notes visant la mise en vigueur d'un accord de commerce entre la Colombie et le Venezuela	372
"	20 —	D. accordant au Département de l'agriculture un crédit additionnel pour lui permettre d'accorder, aux agriculteurs et éleveurs, des crédits supplémentaires	444
"	21 —	D. mod. le d. du 27 janvier dernier et instituant des primes à l'export. destinées aux cultivateurs de café	329
"	23 —	Rés. c. le d. du 21 mars courant instituant des primes à l'export. pour les cultivateurs de café, producteurs de cacao, cultivateurs de canne à sucre et éleveurs de bétail	330
"	23 —	Rés. autorisant la Banque du Venezuela à concéder des prêts gagés par le café et le cacao	767
"	24 —	C. c. la protection des forêts	493
"	28 —	Rés. accordant une prime par quintal de farine, ou de tout autre dérivé du blé, transporté à Caracas	175
"	8 avril	Rés. étendant au coton la prime de 25 % ad valorem accordée par l'art. 12 du d. du 21 mars 1936	479
"	8 —	Rés. c. les prêts gagés par du coton et concédés par la Banque du Venezuela	767
"	28 —	Régl. relatif à la l. c. la Banque agricole et d'élevage	767
"	14 mai	D. mod. le d. du 20 mars dernier prévoyant un crédit additionnel de 5 millions de bolivares au budget des dépenses de l'agriculture	444
"	30 —	Notes échangées entre le Ministre des affaires étrangères et le Ministre de France, c. les relations commerciales franco-vénézuéliennes	372
"	5 juin	Rés. c. l'aide accordée aux agriculteurs du pays	768
"	16 —	L. garantissant l'ordre public et l'exercice des droits individuels (<i>dispositions c. les associations et les grèves</i>).	861
"	6 juill.	L. c. le recensement national	24
"	8 —	L. c. la Banque agricole et d'élevage fondée par la l. du 13 juin 1928.	768
"	10 —	* L. c. la défense contre le paludisme	863
"	14 —	L. c. l'expropriation pour cause d'utilité publique	837
"	14 —	L. c. la Société industrielle vénézuélienne d'élevage	563
"	16 —	Rés. réduisant de 10 Bs à 0,10 Bs, en raison de la hausse, la prime accordée aux producteurs de cacao par 50 kg. de poids net	479
"	16 —	L. c. le travail	861
"	17 —	L. c. les Ministères (agriculture, etc.).	609
"	22 —	Notes échangées entre le Ministre des affaires étrangères et le représentant diplomatique du Danemark, c. les échanges commerciaux danois-vénézuéliens.	372
"	22 —	L. c. l'immigration et la colon.	861
"	1 ^{er} août	D. promulguant un régl. relatif à la l. du 17 juillet 1936 c. les ministères	609
"	4 —	Rés. créant un service spécial chargé du département de la statistique	24
"	4 —	D. instituant un office d'immigration et colon. dépendant du Ministère de l'agriculture et de l'élevage	609

1936	6 août	Rés. accordant une bonification sur le transport de la farine de riz en vue d'encourager la culture du riz	354
»	11 —	D. publiant le régl. relatif à la l. c. le recensement national	24
»	19 —	* L. c. les terres incultes et les biens communaux	819
»	21 —	Règl. visant l'application de la l. c. les terres incultes et les ejidos	837
»	21 —	D. portant une réglementation c. le cadastre des terres incultes	837
»	21 —	L. c. la chasse	576
»	22 —	D. instituant les services techniques spéciaux dépendant de l'office national du travail	861
»	2 sept.	Rés. établissant des droits d'import. sur les bovins	434
»	3 —	Rés. accordant une subvention mensuelle à la Fédération vénézuélienne d'agriculture et d'élevage	725
»	5 —	D. spécifiant que, parmi les bovins produits dans la pays, seuls les bœufs et veaux pourront être consommés ou exportés	273
»	7 —	Règl. visant l'application de la l. c. la Société vénézuélienne pour l'élevage du bétail	563
»	11 —	L. c. la pêche	576
»	25 —	** L. c. les engrais, insecticides et fongicides servant à l'agriculture ou à l'élevage	349
»	29 —	* L. c. les eaux et forêts	484
»	30 —	L. c. la Banque ouvrière	768
»	20 oct.	* L. c. le tarif douanier	415
»	20 —	L. c. les magasins généraux de dépôt	768
»	26 —	D. publiant le régl. relatif à la l. c. la banque agricole et d'élevage	768
»	27 —	D. c. le cadastre des biens nationaux	837
»	30 —	Rés. mod. le n. 228 de la l. c. le tarif douanier (<i>tabac en feuilles ou brut, etc.</i>)	434
»	6 nov.	Rés. établissant les bases et procédures c. le calcul de la production du riz	479
»	20 —	Règl. visant l'application de la l. du 10 juillet 1936 c. la défense contre le paludisme	868
»	23 —	Rés. réduisant l'impôt relatif à l'exploitation des « barbasco » lorsque ladite exploitation a pour but la fabrication de produits insecticides	384
»	26 —	Rés. interdisant, en vue d'éviter la disparition des arbres désignés sous le nom de petits orangers (« naranjillo ») et employés pour leur bois, l'exploitation desdits sur les terrains en friche ou appartenant à l'Etat	494
»	1 ^{er} déc.	D. établissant les primes au bénéfice de l'agriculture et de l'élevage du bétail	647
»	6 —	D. instituant un Institut national du café, sous la dépendance du Ministère de l'agriculture et de l'élevage	330
»	19 —	Rés. interdisant péremptoirement l'exploitation du bois des arbres de quinquina, afin d'éviter leur disparition	479

YUGOSLAVIE.

1935	31 déc.	Règl. visant l'application de l'o. du 3 août 1934 c. les cartels	725
1936	30 et 31 janv.	O. accordant aux agriculteurs et petits artisans la faculté de payer en maïs les arriérés d'impôt jusqu'à fin 1932	384
»	28 févr.	O. réglementant la production forestière c. l'assainissement de l'industrie du bois	494
»	14 mars	Instr. visant l'application de l'o. précédente	494
»	18 —	Règl. c. l'exécution en régie des travaux relatifs aux torrents, ainsi que le contrôle et l'examen final de la dite exécution	481
»	1 ^{er} avril	Arr. annulant l'interdiction provisoire c. l'export. du son, du foin, trèfle, luzerne ou vesce, etc.	330
»	17 —	O. prorogeant les exécutions relatives aux dettes d'agriculteurs	768

1936	23 avril	O. c. l'org. du Ministère des mines et forêts et des établissements qui en dépendent	494
"	23 —	Arr. portant mise en vigueur temporaire des notes échangées entre le Président du Conseil de Yougoslavie et le représentant diplomatique de l'Allemagne (<i>droits d'entrée pour les produits servant à la lutte contre les fléaux</i>).	434
"	24 —	Règl. visant l'application des dispositions c. le droit de débiter et de vendre des boissons alcooliques	195
"	30 —	O. c. l'assainissement ainsi que le moratorium pour l'Union centrale des coopératives agricoles	768
"	30 —	O. règlementant le remboursement des prêts concédés en vertu de la l. du 30 mars 1928 c. les prêts sans intérêt aux colons anciens volontaires, aux agriculteurs, etc.	768
"	8 mai	Règl. c. la perception des taxes provinciales de consommation, en relation avec l'o. du 31 mars 1936 sur lesdites taxes	414
"	30 —	O. ratifiant l'accord commercial conclu à Madrid, le 15 mai 1936, entre la Yougoslavie et l'Espagne	373
"	30 —	9 juin Deux o. visant l'application de la l. du 5 décembre 1931 c. la chasse	576
"	9 juin	Règl. c. la communication de renseignements relatifs aux douanes et aux tarifs, ainsi que l'arbitrage de différends s'y rapportant.	434
"	10 —	* O. c. le ravitaillement des fabricants d'huile en graines oléagineuses	208
"	12 —	O. ayant force de l. et c. la concession de terrains forestiers de l'Etat, ainsi que la liquidation des usurpations, dans l'ancienne Bosnie-Herzégovine	494
"	9 et 23 —	Deux arr. mod. le règl. c. la culture et le rachat du tabac et le règl. c. l'emmagasinage, la fermentation et la préparation du tabac.	479
"	22 —	Arr. fixant les prix pour l'achat par wagon des graines oléagineuses.	342
"	22 —	Règl. c. la composition et l'activité du Comité de contrôle c. le ravitaillement de l'industrie de l'huile en graines oléagineuses.	540
"	27 —	Règl. de travail de l'Office central des douanes à Belgrade	434
"	3 juill.	**O. c. l'intervention économique de l'Etat, pour des achats de blé.	301
"	20 —	**O. c. la fixation des prix de rachat du blé	160
"	24 —	Règl. c. l'administration et la surveillance des terrains de chasse délimités et appartenant à l'Etat	576
"	31 août	O. c. l'assurance obligatoire des semencements et récoltes contre la grêle dans la province du Littoral	730
"	31 —	O. approuvant et ratifiant l'Accord commercial et de compensation conclu à Belgrade, le 22 août 1936, entre la Yougoslavie et la Grèce 31 août 1936	373
"	9 sept.	**O. c. le rachat du coton indigène	215
"	25 —	* O. c. la liquidation des dettes agricoles	742
"	29 —	O. c. l'accord conclu à Rome, le 26 septembre 1936, entre la Yougoslavie et l'Italie et visant le règl. de leurs échanges commerciaux ainsi que les paiements y afférents	373
"	16 oct.	** O. c. le développement de la sériciculture	596
"	28 —	O. promulguant l'arrangement commercial conclu entre la Yougoslavie et les Pays-Bas	373
"	29, 30, 31 —	Six règl. particuliers se rapportant à l'o. c. la liquidation des dettes agricoles	768
"	30 —	Règl. visant l'application de l'o. c. la liquidation des dettes agricoles	768
"	11 nov.	* Règl. c. l'org. et l'activité de l'Institut pour l'examen de la laine	591
"	11 —	Règl. visant l'application de l'o. c. la concession de terrains forestiers de l'Etat.	494
"	17 —	Règl. visant l'application de l'o. du 14 octobre 1936 c. les terres de begluks en Bosnie-Herzégovine et la réforme agraire en Bosnie-Herzégovine	837

1936	18 nov.	O. c. l'assainissement de l'Union des coopératives agricoles à Novi-Sad	725
"	28 —	O. c. l'import. en Yougoslavie des marchandises tchécoslovaques (bière, charrues, machines agricoles, etc.)	373
"	14 déc.	O. publiant la Convention de comm. et de navigation conclue à Ankara le 28 octobre 1936, entre la Yougoslavie et la Turquie	373
"	30 —	O. publiant l'arrangement commercial conclu à Londres, le 27 novembre 1936, entre le royaume de Yougoslavie et le royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (contingentements, etc.)	373
"	30 —	O. publiant l'arrangement commercial yougoslave-hongrois, conclu à Belgrade le 17 décembre 1936 (contingents minima et supplémentaires pour les bois, pruneaux, poissons yougoslaves, etc.)	373

TABLE ALPHABÉTIQUE PAR MATIÈRE

TABLE ALPHABÉTIQUE PAR MATIÈRE

A

Abatage des animaux: *Allemagne*, 25 mai 1936, p. 593; 18 septembre 1936, p. 593. — *Australie du Sud*, 8 octobre 1936, p. 593. — *Autriche* (*Vienne*); 29 février 1936, n. 404. — *Irlande* (*Etat-Libre d'*), 12 décembre 1935, p. 594; 31 mars 1936, p. 594; 28 octobre 1936, p. 595. — *Indes Néerlandaises*, 16 novembre 1936, p. 595. — *Pologne*, 17 avril 1936, p. **583.

Abeilles:

MALADIES: *Roumanie*, 28 mai 1936, p. 601.

SURVEILLANCE: *Uruguay*, 23 juillet 1936, p. 601.

Acacia (ÉCORCE): *Kénia*, 26 juin 1936, p. 491; 26 juin 1936, p. 491. — *Union Sud-africaine*, 26 octobre 1936, p. 328.

Accise: *Belgique*, 26 mars 1936, p. 417; 22 mai 1936, p. 417. — *Bulgarie*, 26 août 1936, p. 405. — *Luxembourg*, 3 avril 1936, p. 410; 29 mai 1936, p. 427. — *Suède*, 25 septembre 1936, p. 413.

Accords de clearing: *Autriche*, p. 359; 23 juillet 1936, p. 360. — *Bulgarie*, 13 décembre 1935, p. 361; 13 juillet 1936, p. 361. — *Finlande*, 4 juillet 1936, p. 363; 13 novembre 1936, p. 363. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 2 septembre 1936, p. 365. — *Roumanie*, 14 mai 1936, p. 371. — *Suisse*, 4 septembre 1935, p. 371; 1^{er} avril 1936, p. 371; 8 avril 1936, p. 371; 17 avril 1936, p. 371; 15 juillet 1936, p. 372; 1^{er} août 1936, p. 372.

Accords de commerce: *Autriche*, p. 359; p. 359; p. 359; p. 360; p. 360. — *Belgique*, 30 avril 1936, p. 360; 4 juillet 1936, p. 360; 9 juillet 1936, p. 360; 18 novembre 1936, p. 360. — *Brésil*, 30 décembre 1935, p. 361; 16 novembre 1936, p. 361. — *Egypte*, 12 mars 1936, p. 362; 12 mars 1936, p. 362; 12 mars 1936, p. 362; 29 septembre 1936, p. 362. — *Equateur*, 12 juin 1936, p. 362. — *Espagne*, 21 janvier 1936, p. 362; 28 janvier 1936, p. 362; 14 mars 1936, p. 362. — *Etats-Unis d'Amérique*, 25 avril 1936, p. 354. — *Finlande*, 8 avril 1936, p. 363; 4 juillet 1936, p. 363; 2 octobre 1936, p. 363; 9 octobre 1936, p. 363; 9 octobre 1936, p. 363; 13 novembre 1936, p. 363. — *France*, 6 janvier 1936, p. 363; 22 janvier 1936, p. 363; 4 février 1936, p. 363; 13 février 1936, p. 363; 7 mars 1936, p. 364; 11 mai 1936, p. 364; 10 juillet 1936, p. 364; 18 juillet 1936, p. 364;

13 août 1936, p. 364; 7 septembre 1936, p. 364; 1^{er} décembre 1936, p. 364; 29 décembre 1936, p. 364; 29 décembre 1936, p. 364; 30 décembre 1936, p. 364. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 18 décembre 1935, p. 364; 10 août 1936, p. 365; 10 août 1936, p. 365. — *Irlande (Etat-Libre d')*, 14 mars 1936, p. 365; 29 avril 1936, p. 365. — *Italie*, 9 décembre 1935, p. 365; 6 janvier 1936, p. 365; 26 mars 1936, p. 365; 23 avril 1936, p. 366; 9 juin 1936, p. 366; 2 juillet 1936, p. 366; 9 juillet 1936, p. 366; 7 août 1936, p. 366; 17 septembre 1936, p. 366; 17 septembre 1936, p. 366; 15 octobre 1936, p. 367; 15 octobre 1936, p. 367; 15 octobre 1936, p. 367; 15 octobre 1936, p. 367; 15 octobre 1936, p. 367; 29 octobre 1936, p. 367. — *Luxembourg*, p. 367; 27 juillet 1936, p. 368; 27 août 1936, p. 368; 4 octobre 1936, p. 368; 19 octobre 1936, p. 368; 19 octobre 1936, p. 368; 19 octobre 1936, p. 368. — *Mexique*, 2 septembre 1935, p. 368; 11 septembre 1936, p. 368. — *Nicaragua*, 20 août 1936, p. 369. — *Norvège*, 8 juin 1936, p. 369. — *Roumanie*, 4 avril 1936, p. 370; 4 novembre 1936, p. 371. — *Suisse*, 3 avril 1936, p. 371; 23 avril 1936, p. 371; 6 juillet 1936, p. 371; 22 juillet 1936, p. 372; 24 juillet 1936, p. 372. — *Union Sud-africaine*, 3 avril 1936, p. 372; 9 avril 1936, p. 372. — *Vénézuéla*, 14 mars 1936, p. 372; 30 mai 1936, p. 372; 22 juillet 1936, p. 372, p. — *Yougoslavie*, 30 mai 1936, p. 373; 29 septembre 1936, p. 373; 28 octobre 1936, p. 373; 28 novembre 1936, p. 373; 30 décembre 1936, p. 373; 30 décembre 1936, p. 373.

Accords de paiement: *Autriche*, p. 359; p. 360. — *Belgique*, 13 avril 1936, p. 360; 26 mai 1936, p. 360; 18 novembre 1936, p. 360. — *Bulgarie*, 13 juillet 1936, p. 361. — *Finlande*, 4 juillet 1936, p. 309; 4 juillet 1936, p. 309; 4 juillet 1936, p. 309; 14 août 1936, p. 309; 14 août 1936, p. 309; 3 octobre 1936, p. 309; 13 novembre 1936, p. 363; 14 novembre 1936, p. 363. — *France*, 13 août 1936, p. 364. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 6 janvier 1936, p. 364; 6 juin 1936, p. 365. — *Italie*, 28 décembre 1935, p. 314; 6 janvier 1936, p. 365; 30 mars 1936, p. 315; 13 août 1936, p. 315; 5 septembre 1936, p. 315; 17 septembre 1936, p. 366; 17 septembre 1936, p. 366; 17 septembre 1936, p. 366; 1^{er} octobre 1936, p. 315; 5 octobre 1936, p. 316; 6 octobre 1936, p. 366; 7 octobre 1936, p. 316; 10 octobre 1936, p. 366; 10 octobre 1936, p. 367; 10 octobre 1936, p. 367; 30 octobre 1936, p. 367; 16 novembre 1936, p. 367; 16 novembre 1936, p. 367. — *Luxembourg*, 7 février 1936, p. 318; 25 avril 1936, p. 368; 4 mai 1936, p. 318; 8 juin 1936, p. 368; 12 juin 1936, p. 368. — *Norvège*, 10 septembre 1936, p. 369. — *Roumanie*, 6 avril 1936, p. 325; 6 avril 1936, p. 370; 6 avril 1936, p. 370; 14 mai 1936, p. 371; 27 juin 1936, p. 371; 22 septembre 1936, p. 371; 24 septembre 1936, p. 371; 29 octobre 1936, p. 371. — *Suède*, 5 septembre 1936, p. 371. — *Suisse*, 10 juillet 1936, p. 327; 14 juillet 1936, p. 327; 22 juillet 1936, p. 327; 31 juillet 1936, p. 328.

Activités économiques (RÈGLEMENT): *Italie*, 21 août 1936, p. 443.

Affermage des terres, Voir: Baux ruraux:

Etats-Unis d'Amérique (Iles Philippines), 8 septembre 1936, p. 847. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 7 mars 1936, p. 847. — *Inde (Provinces Centrales)*, 15 novembre 1936, p. 859.

Agrumes:

EMBALLAGES: *Paraguay*, 2 juillet 1936, p. 320; 10 juillet 1936, p. 320.
ESSENCES: *Italie*, 20 décembre 1935, p. 408; 20 avril 1936, p. 193; 5 octobre 1936, p. 193.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Espagne*, 11 janvier 1936, p. 308. — *France*, 14 août 1936, p. 311. — *Italie*, 28 septembre 1936, p. 315. — *Japon (Corée)*, 28 novembre 1935, p. 317. — *Japon (Kwantung)*, 7 décembre 1935, p. 318. — *Union Sud Africaine*, 24 avril 1936, p. 328.

MALADIES: *Italie*, 5 décembre 1935, p. 712.

PRODUCTION: *U. R. S. S.*, 1^{er} avril 1936, p. 478.

PROTECTION SANITAIRE: *Chili*, 21 octobre 1936, p. 709. — *Italie*, 29 mai 1936, p. 712.

TAXES: *Australie (Queensland)*, 27 février 1936, p. 403.

Alcool:

CONTRÔLE DE LA PRODUCTION: *Chili*, 31 janvier 1936, p. 189. — *Cuba*, 28 décembre 1934, p. 537. — *Pérou*, 1^{er} août 1936, p. 194. — *Uruguay*, 18 mars 1936, p. 540; 30 mai 1936, p. 540.

DOUANES: *Luxembourg*, 6 janvier 1936, p. 427.

ENTREPÔT: *France*, 2 octobre 1936, p. 422.

EXPORTATION: *Mexique*, 22 octobre 1936, p. 319.

FRAUDES: *Guatemala*, 15 février 1936, p. 192.

MANUTENTION: *Mexique*, 20 août 1936, p. 193.

PRIX: *Equateur*, 25 août 1936, p. 338; 28 septembre 1936, p. 338. — *Italie*, 10 septembre 1936, p. 339. — *Pologne*, 20 janvier 1936, p. 341.

RÉGIME ÉCONOMIQUE: *France (Algérie)*, 12 mai 1936, p. 538.

RÉGIME FISCAL: *Italie*, 27 avril 1936, p. 409. — *Mexique*, 23 mars 1936, p. 410; 29 août 1936, p. 410; 30 novembre 1936, p. 411.

Alcool de betteraves: *France*, 10 février 1936, p. 190.

PRIX: *France*, 11 août 1936, p. 339.

Alcool de cidres et de poirés:

LIVRAISON À L'ÉTAT: *France*, 10 août 1936, p. 190.

Alcool de vin:

CONSUMMATION: *Espagne*, 20 mars 1936, p. 189.

CONTRÔLE DE LA PRODUCTION: *Espagne*, 24 janvier 1936, p. 189.

DISTILLATION OBLIGATOIRE: *France*, 18 avril 1936, p. 537.

FACILITÉS FISCALES: *Italie*, 16 avril 1936, p. 538.

RÉGIME FISCAL: *Italie*, 23 décembre 1935, p. 408.

Aliments du bétail:

CÉRÉALES: *Allemagne*, 18 avril 1936, p. 211; 27 août 1936, p. 164. — *Irlande (Etat-Libre d')*, 1^{er} septembre 1936, p. 171.

COMMERCE: *Belgique*, 27 août 1936, p. 350.

DOUANES: *Mexique*, 20 janvier 1936, p. 428. — *Nouvelle-Zélande*, 14 octobre 1936, p. 429.

LIVRAISON: *Allemagne*, 30 décembre 1935, p. 207.

POMMES DE TERRE: *Allemagne*, 18 février 1936, p. 211.

PRIX: *France*, 29 septembre 1936, p. 339.

PRODUCTION: *Australie (Victoria)*, 21 septembre 1936, p. 207.

RÉGIME FISCAL: *Pays-Bas*, 26 mars 1936, p. 320. — *Suède*, 28 février 1936, p. 412; 30 juin 1936, p. 413; 11 septembre 1936, p. 413.

Allocations familiales:

CAISSES DE SURCOMPENSATION: *France*, 15 novembre 1936, p. 858.

RÈGLES POUR L'APPLICATION EN AGRICULTURE DE LA LOI: *France*, 5 août 1936, p. 858; 7 et 8 novembre 1936, p. 858; 8 décembre 1936, p. 859.

TAUX DES ALLOCATIONS EN AGRICULTURE: *France*, 14 novembre 1936, p. 858.

TAUX DES COTISATIONS À VERSER PAR LES AGRICULTEURS: *Belgique*, 10 septembre 1936, p. 857.

Amandes: *France*, 3 avril 1936, p. 311.

Améliorations: Voir BONIFICATIONS.

Amidons:

DOUANES: *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 29 juin 1936, p. 425.

Ananas:

DOUANES: *Uruguay*, 4 janvier 1935, p. 433; 7 janvier 1936, p. 433.

EXPORTATION: *Portugal*, 9 juillet 1936, p. 325.

Animaux de boucherie:

COMMERCE: *Allemagne*, 8 avril 1936, p. 265. — *Pologne*, 26 février 1936, p. **255.

DOUANES: *France*, 7 mars 1936, p. 421.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Estonie*, p. 268. — *France*, 7 mars 1936, p. 310. — *Pays-Bas*, 14 janvier 1936, p. 320.

PRIX, *Estonie*, p. 338, p. 338. — *Pologne*, 26 février 1936, p. **260.

Animaux égarés: *Canada (Saskatchewan)*, 1^{er} avril 1936, p. 868.

Animaux utiles à l'agriculture: *Egypte*, 9 janvier 1936, p. 307.

Année agricole (DÉTERMINATION): *Espagne*, 3 mars 1936, p. 846.

Appellations d'origine:

COMITÉS: *Espagne*, 18 avril 1936, p. 308. — *France*, 11 mars 1936, p. 310; 1^{er} avril 1936, p. 537.

DÉFINITIONS: *France*, 15 mai 1936, p. 190; 29 mai 1936, p. 190; 31 mai 1936, p. 190; 29 juin 1936, p. 190; 6 août 1936, p. 311; 11 septembre 1936, p. 312; 11 septembre 1936, p. 312; 1^{er} novembre 1936, p. 190; 14 novembre 1936, p. 191; 8 décembre 1936, p. 191.

Apprentissage agricole:

COMITÉ: *France*, 28 février 1936, p. 648.

COURS PAR CORRESPONDANCE: *France*, 30 mai 1936, p. 648.

ETABLISSEMENTS: *Brésil*, 11 mars 1936, p. 846.

EXAMEN FINAL: *France*, 14 février 1936, p. 858.

Arachides:

- DONNÉES STATISTIQUES: *Etats-Unis d'Amérique*, 24 juin 1936, p. 23.
DRAWBACK: *Japon*, 11 août 1936, p. 427.

Arbres fruitiers:

- COMMERCE: *Pays-Bas*, 21 décembre 1936, p. 476.
DÉNOMBREMENT: *Suisse*, 6 novembre 1936, p. 24.

Arpentage: *Japon (Corée)*, 6 février 1936, p. 835. — *Pologne*, 14 janvier 1936, p. 607. — *Suède*, 27 mars 1936, p. 608; 27 mars 1936, p. 608; 26 juin 1936, p. 837; 26 juin 1936, p. 837.

Asperges: *Allemagne*, 21 avril 1936, p. 187.

Assistance aux Agriculteurs: *Etats-Unis d'Amérique*, 29 février 1936, p. **435; 24 juin 1936, p. 442. — *Lettonie*, 3 octobre 1935, p. **441. — *Vénézuéla*, 20 mars 1936, p. 444; 14 mai 1936, p. 444.

Associations:

- AGRICILES D'UTILITÉ PUBLIQUE: *Espagne*, 19 février 1936, p. 722.
D'AQUICULTURE: *Japon (Corée)*, 14 décembre 1935, p. 724.
DE CRÉDIT: *Danemark*, 7 avril 1936, p. 760; 7 avril 1936, p. 760.
D'ÉLEVÉURS: *Mexique*, 7 avril 1936, p. *718.
DES AGRICULTEURS: *Canada (Nouvelle-Ecosse)*, 8 avril 1936, p. 721; 2 mai 1936, p. 721; 2 mai 1936, p. 722. — *Vénézuéla*, 3 septembre 1936, p. 725.
POUR LA LUTTE CONTRE LES PARASITES DES PLANTES: *France (Maroc)*, 17 décembre 1935, p. 710; 17 décembre 1935, p. 710.
POUR L'EXPLOITATION DES TERRES: *U. R. S. S.*, 1^{er} avril 1936, p. 725.
SÉRICICOLES: *Japon*, 25 mai 1936, p. 598; 6 novembre 1936, p. 599; 6 novembre 1936, p. 600; 7 novembre 1936, p. 600.

Assurance agricole:

- ASSURANCE BÉTAIL: *Allemagne (Bavière)*, 31 octobre 1936, p. 728. — *Japon*, 11 décembre 1936, p. 729. — *Suisse*, 14 août 1936, p. 730.
ASSURANCE-GRÊLE: *Allemagne (Bavière)*, 13 mars 1936, p. 728. — *France* 19 novembre 1936, p. 729. — *Italie*, 22 février 1936, p. 729. — *Yougoslavie*, 31 août 1936, p. 730.
SOCIÉTÉS D'ASSURANCE MUTUELLE ET AUTRES: *Bulgarie*, 28 avril 1936, p. 728. — *France*, 25 avril 1936, p. 728; 20 juin 1936, p. 728. — *Norvège*, 13 mars 1936, p. 729.
TRIBUNAL ARBITRAL DES RISQUES AGRICOLES: *Espagne*, 10 janvier 1936, p. 728.

Assurances sociales:

- ASSURANCE-ACCIDENTS: *Italie*, 6 août 1936, p. 729. — *Luxembourg*, 22 août 1936, p. 729. — *Pays-Bas*, 17 juillet 1936, p. 860. — *Portugal*, 27 juillet 1936, p. 861.
ASSURANCE-CHÔMAGE: *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 9 avril 1936, p. 729; 21 avril 1936, p. 729; 23 avril 1936, p. 729; 27 avril 1936, p. 729; 10 décembre 1936, p. 729.
ASSURANCE MALADIE, MATERNITÉ, INVALIDITÉ, VIEILLESSE, DÉCÈS: *Chili*, 29 septembre 1936, p. 728. — *Equateur*, 4 juillet 1936, p. 728. — *France*, 24 mars 1936, p. 728; 31 mars 1936, p. 728; 15 septembre 1936, p. 728

— *Hongrie*, 31 décembre 1936, p. 729. — *Italie*, 19 mars 1936, p. 729; 7 août 1936, p. *726. — *Pérou*, 12 août 1936, p. 730. — *Suisse*, 27 novembre 1936, p. 730.

INSTITUTS D'ASSURANCES SOCIALES: *Autriche*, p. 728. — *Equateur*, 5 décembre 1935, p. 728.

Aviculture:

EXPOSITIONS ET CONCOURS: *Chili*, 8 mai 1936, p. 597. — *Uruguay*, 29 avril 1936, p. 647.

Avoine:

DOUANES: *Suède*, 30 juin 1936, p. 432.

IMPORTATION: *Finlande*, 23 janvier 1936, p. 309; 5 mars 1936, p. 309.

— *Suède*, 30 juin 1936, p. 432.

TAUX DE CONSOMMATION: *Finlande*, 1^{er} octobre 1936, p. 167.

B

Bacon:

CONTINGENTS: *Irlande (Etat-Libre d')*, 30 décembre 1935, p. 314; 24 février 1936, p. 314; 25 mars 1936, p. 270; 27 avril, 25 mai, 26 juin, 24 juillet, 25 août 1936, p. 270.

PRODUCTION: *Irlande (Etat-Libre d')*, 14 mai 1936, p. 270.

Baies et champignons sauvages: *Allemagne*, 19 juin 1936, p. 187.

Bananes:

DOUANES: *Mexique*, 20 juillet 1936, p. 428. — *Uruguay*, 4 janvier 1935, p. 433; 7 janvier 1936, p. 433.

ENCOURAGEMENT À LA CULTURE: *Nicaragua*, 22 juillet 1936, p. **454.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Australie*, 5 mars 1936, p. 303. —

Belgique, 9 juillet 1936, p. 304. — *Chili*, 24 février 1936, p. 306. —

Equateur, 31 mars 1936, p. 307; 22 mai 1936, p. 308; 17 juin 1936,

p. 308. — *France*, 22 janvier 1936, p. 310; 14 août 1936, p. 311.

— *France (Guadeloupe)*, 12 août 1936, p. 313. — *Luxembourg*, 9 juillet 1936, p. 318.

MONOPOLE D'ETAT: *Italie*, 6 avril 1936, p. 193; 18 juin 1936, p. 193.

PRIX: *Uruguay*, 8 janvier 1936, p. 342.

RÉGIME FISCAL: *Colombie*, 16 juin 1936, p. 380.

Banques: Voir CRÉDIT: *Colombie*, 28 janvier 1936, p. 759. — *Danemark*, 7 avril 1936, p. 760. — *France*, 24 juillet 1936, p. 762. — *Italie*, 12 mars 1936, p. 763. — *Japon (Corée)*, 29 juillet 1936, p. 764; 14 août 1936, p. 764. — *Mexique*, 28 août 1936, p. 765. — *Salvador*, 12 septembre 1936, p. 766. — *Suisse*, 17 avril 1936, p. 767.

BANQUES AGRICOLES: *Grèce*, 23 octobre 1936, p. 763; 23 octobre 1936, p. 763. — *Pérou*, 30 décembre 1935, p. 765. — *Vénézuëla*, 28 avril 1936, p. 767; 8 juillet 1936, p. 768; 26 octobre 1936, p. 768.

BANQUES HYPOTHÉCAIRES: *Equateur*, 22 avril 1936, p. 760. — *Salvador*, 27 juin 1936, p. 766. — *Suède*, 30 avril 1936, p. 766, 5 juin 1936, p. 766. — *Union Sud-africaine*, 19 juin 1936, p. 767.

BANQUES OUVRIÈRES: *Vénézuëla*, 30 septembre 1936, p. 768.

Baux ruraux, Voir AFFERMAGE DES TERRES:

CONGÉS: *Espagne*, 2 juin 1936, p. 846. — *Paraguay*, 13 avril 1936, p. 847.

MESURES DE CRISE: *Allemagne*, 30 septembre 1936, p. 846. — *Espagne*, 28 février 1936, p. 846.

Beaux sites: Allemagne, 1^{er} décembre 1936, p. 488.

Bergamote (ESSENCE DE): Italie, 3 février 1936, p. 192; 23 avril 1936, p. 538.

Bétail, Voir MALADIES DU BÉTAIL:

AMÉLIORATIONS: *Australie du Sud*, 14 mai 1936, p. 560.

COMMERCE: *Allemagne*, 27 mai 1936, p. 265; 11 septembre 1936, p. 266; 11 septembre 1936, p. 266; 11 septembre 1936, p. 266. — *Australie (Victoria)*, 21 septembre 1936, p. 266. — *Lettonie*, 23 juillet 1935, p. **236. — *Pays-Bas*, 14 décembre 1936, p. 272.

CYCLE ÉCONOMIQUE: *Allemagne*, 9 juin 1936, p. **224.

ELEVAGE: *Allemagne*, 17 mars 1936, *541; 26 mai 1936, p. 542. — *Australie*, 15 janvier 1936, p. 560. — *Canada (Manitoba)*, 6 avril 1935, p. 560; 6 avril 1935, p. 560; 30 mars 1936, p. 560. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 15 juin 1936, p. 594. — *Irlande (Etat-Libre d')*, 17 juillet 1936, p. **552. — *Pologne*, 11 janvier 1936, p. 562. — *Uruguay*, 30 octobre 1936, p. 563. — *Vénézuëla*, 7 septembre 1936, p. 563.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Danemark*, 19 février 1936, p. 307. — *Estonie*, 29 mars 1935, p. 308. — *France (Afrique occidentale française)*, 19 septembre 1936, p. 313. — *France (Guinée française)*, 19 septembre 1936, p. 313. — *Roumanie*, 12 mars 1936, p. 325. — *Suisse*, 7 avril 1936, p. **297; 5 août 1936, p. 328.

MARQUAGE: *Canada (Ontario)*, 9 avril 1936, p. 561. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 9 décembre 1936, p. 313.

MONOPOLE: *Pays-Bas*, 21 décembre 1936, p. 323.

PRODUITS: *Canada (Saskatchewan)*, 1^{er} avril 1936, p. 593.

RÉGIME FISCAL: *Autriche*, p. 403; p. 404; (*Basse-Autriche*), 13 mars 1936, p. 404; 25 mars 1936, p. 404; 19 mai 1936, p. 267; (*Carinthie*), 21 mai 1936, p. 267; (*Vienne*), 29 février 1936, p. 404; 21 mars 1936, p. 404; (*Vorarlberg*), p. 404. — *U. R. S. S.*, 29 décembre 1935, p. 413.

TRANSPORT: *Argentine*, 26 août 1936, p. 353. — *Indes Néerlandaises*, 23 septembre 1936, p. 354.

Betteraves à sucre, Voir ALCOOL DE BETTERAVES:

ASSOCIATIONS POUR LA CULTURE: *Japon (Karafuto)*, 16 mai 1936, p. 724.

CONTRATS D'ACHAT: *France*, 12 mars 1936, p. 190. — *U. R. S. S.*, 17 février 1936, p. 195.

IMPORTATION DES SEMENCES: *Autriche*, p. 303.

PRIMES À LA CULTURE: *Finlande*, 28 mai 1936, p. 472. — *Suède*, 28 février 1936, p. 478.

PRIX: *Pays-Bas*, 19 juin 1936, p. 340.

Beurre:

APPROVISIONNEMENT: *Allemagne*, 3 juin 1936, p. 265; 17 novembre 1936, p. 266.

CLASSEMENT ET MARQUAGE: *Grande-Bretagne et Irlande du Nord (Ecosse)*, 13 mars 1936, p. 269.

COMPOSITION: *Uruguay*, 10 juillet 1936, p. 273.

CONSUMMATION: *Suisse*, 11 février 1936, p. 273.

DOUANES: *Belgique*, 18 janvier 1936, p. 417. — *France*, 15 février 1936, p. 421. — *Luxembourg*, 3 novembre 1936, p. 428. — *Pays-Bas*, 4 août 1936, p. 429.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Estonie*, p. 268. — *France*, 1^{er} septembre 1936, p. 311; 15 septembre 1936, p. 312. — *Irlande (Etat-Libre d')*, 31 mars 1936, p. 314; 31 mars 1936, p. 314. — *Lithuanie*, 6 mars 1936, p. **238. — *Luxembourg*, 25 août 1936, p. 319. — *Nouvelle-Zélande*, 22 juillet 1936, p. 319. — *Pays-Bas*, 1^{er} juillet 1936, p. 321.

MÉLANGES: *Belgique*, 15 février 1936, p. *227; 20 février 1936, p. **230.

PRIMES: *Irlande (Etat-Libre d')*, 29 mai, 31 juillet 1936, p. 270; 31 juillet 1936, p. 270.

PRIX: *Estonie*, p. 338. — *Irlande (Etat-Libre d')*, 8 mai, 29 mai 1936, p. 270, 7 septembre 1936, p. 339. — *U. R. S. S.*, 13 juin 1936, p. 342.

RÉGIME FISCAL: *Irlande (Etat-Libre d')*, 29 novembre 1935, p. 407; 30 décembre 1935, p. 407; 31 mars 1936, p. 408; 31 mars 1936, p. 408; 31 mars, 29 mai, 31 juillet 1936, p. 270; 7 septembre 1936, p. 408. — *U. R. S. S.*, 26 juillet 1936, p. 404.

SUBVENTIONS: *Irlande (Etat-Libre d')*, 30 octobre 1935, p. 269; 31 mars 1936, p. 594; 31 mars 1936, p. 594.

SUCCÉDANÉS: *Irlande (Etat-Libre d')*, 29 avril, 29 mai, 31 juillet 1936, p. 270.

BEURRE VÉGÉTAL: *Luxembourg*, 25 janvier 1936, p. 427.

Biensfonds: Voir TERRES.

Bière: *France*, 30 mai 1936, p. 537.

COMMERCE: *Allemagne*, 28 janvier 1936, p. 336. — *France*, 30 mai 1936, p. 537.

IMPORTATION: *Indes Néerlandaises*, 10 octobre 1936, p. 324.

IMPÔTS: *Allemagne*, 10 juillet 1936, p. 402. — *Chili*, 12 septembre 1936, p. 405. — *Mexique*, 29 août 1936, p. 410. — *Suisse*, 1^{er} février 1936, p. 413.

Blé, Voir CÉRÉALES:

CAMPAGNE: *Italie*, 10 février 1936, p. 474.

CLASSEMENT: *Irlande (Etat Libre d')*, 6 mai 1936, p. 171.

COMITÉ PERMANENT: *Italie*, 4 mai 1936, p. 632.

COMMERCE: *Allemagne*, 10 juillet 1936, p. **25; 6 octobre 1936, p. 164; 25 novembre 1936, p. 165. — *Argentine*, 24 octobre 1936, p. 22. — *Danemark*, 7 avril 1936, p. 166; 8 avril 1936, p. 166; 25 août 1936, p. 166. — *Espagne*, 8 avril 1936, p. **40; 3 juin 1936, p. 166; 19 juin 1936, p. 166. — *Etats-Unis d'Amérique*, 26 juin 1936, p. 166. — *France*, 29 février 1936, p. 167; 29 avril 1936, p. 168; 2 mai 1936, p. 168; 27 juin

1936, p. 168; 26 août 1936, p. 169; 12 octobre 1936, p. 169; 5 novembre 1936, p. 423. — *Régence de Tunis*, 2 mars 1936, p. 170. — *Italie*, 17 septembre 1936, p. 171. — *Portugal*, 24 novembre 1936, p. 174. — *Roumanie*, 26 juin 1936, p. 174; 1^{er} juillet 1936, p. **142. — *U. R. S. S.*, 21 décembre 1935, p. 175; 14 janvier 1936, p. 175; 20 janvier 1936, p. 175; 28 mars 1936, p. 175.

CONCOURS: *Italie*, 4 mai 1936, p. 474.

CONSUMMATION FAMILIALE: *France*, 5 janvier 1936, p. 167.

CONTINGENTS: *Espagne*, 4 janvier 1936, p. 308. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 29 octobre 1936, p. 313.

DÉNATURATION: *Espagne*, 22 janvier 1936, p. 166.

ELÉVATEURS: *Australie (Victoria)*, 7 septembre 1936, p. 165.

ENTREPÔTS: *France*, 23 novembre 1936, p. 423.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *France*, 13 mars 1936, p. 310; 16 mai 1936, p. 311; 29 octobre 1936, p. 312; 3 novembre 1936, p. 169; 5 novembre 1936, p. 312. — *Italie*, 12 mars 1936, p. 315. — *Roumanie*, 11 janvier 1936, p. 325; 20 octobre 1936, p. 326. — *Uruguay*, 8 octobre 1936, p. 329; 16 décembre 1936, p. 329. — *Yougoslavie*, 3 juillet 1936, p. **301.

INSTALLATIONS DE SÉCHAGE: *Irlande (Etat-Libre d')*, 22 juillet 1936, p. 171.

MARCHÉS: *Espagne*, 2 janvier 1936, p. 166; 6 janvier 1936, p. 166. — *France*, 31 décembre 1935, p. 167; 24 avril 1936, p. **43. — *France (Algérie)*, 23 mars 1936, p. 170.

MINOTERIES: *France*, 26 mai 1936, p. 168. — *Portugal*, 17 mars 1936, p. 173.

MOUTURE: *France*, 31 août 1936, p. 169. — *Pérou*, 3 janvier 1936, p. 173; 21 février 1936, p. 173.

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL: *France*, 15 août 1936, p. **65; 25 août 1936, p. 168; 26 août 1936, p. 168; 26 août 1936, p. 169; 16 septembre 1936, p. 169; 18 septembre 1936, p. 169; 26 septembre 1936, p. 169; 1^{er} novembre 1936, p. 169. — *Régence de Tunis*, 3 septembre 1936, p. 170.

POURCENTAGE INDIGÈNE: *Irlande (Etat-Libre d')*, 30 décembre 1935, p. 171; 31 janvier 1936, p. 171; 12 août 1936, p. 171.

PRIX: *Argentine*, 12 décembre 1935, p. 336. — *France*, p. 338; p. 339. — *France (Maroc)*, 21 décembre 1936, p. 339. — *Luxembourg*, 12 septembre 1936, p. 340. — *Pérou*, 6 février 1936, p. 340; 21 février 1936, p. 477. — *Uruguay*, 2 janvier 1936, p. **158; 20 janvier 1936, p. 342. — *Yougoslavie*, 20 juillet 1936, p. **160.

RÉCOLTE: *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 30 janvier 1936, p. 23.

SEMENCES ET ENSEMENT: *France*, 14 octobre 1936, p. **81. — *France (Maroc)*, 14 août 1936, p. 313. — *Italie*, 28 juillet 1936, p. 205. — *Portugal*, 16 avril 1936, p. 477. — *Roumanie*, 8 février 1936, p. 205.

SILOS: *France*, 29 août 1936, p. 723.

STOCKAGE: *Espagne*, 30 mai 1936, p. 166. — *France*, 18 février 1936, p. 167; 1^{er} mars 1936, p. 167; 18 mars 1936, p. 167; 20 mars 1936, p. 168; 12 mai 1936, p. 168; 14 mai 1936, p. 168; 14 mai 1936, p. 168;

29 mai 1936, p. 168; 11 juin 1936, p. 168; 20 juin 1936, p. 168; 30 juillet 1936, p. 168; 4 août 1936, p. 168; 24 août 1936, p. 168; 31 août 1936, p. 169. — *Régence de Tunis*, 30 mai 1936, p. 170. — *Italie*, 17 septembre 1936, p. 171.

STOCKAGE COLLECTIF: *Italie*, 11 juin 1936, p. **85; 15 juin 1936, p. **87.

SUBVENTIONS À LA PRODUCTION: *Argentine*, 30 mars 1936, p. 757. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 19 février 1936, p. 170. — *Grèce*, 8 mai 1936, p. 473; 24 août 1936, p. 473. — *Nicaragua*, 20 août 1936, p. 474. — *Vénézuëla*, 25 janvier 1936, p. 479.

WARRANTAGE: *France (Maroc)*, 18 août 1936, p. 170. — *Régence de Tunis*, 30 mai 1936, p. 170; 13 août 1936, p. 170. — *Portugal*, 4 septembre 1936, p. 766.

Bois:

APPROVISIONNEMENT: *Allemagne*, 4 septembre 1936, p. 488; 7 décembre 1936, p. 488, 15 décembre 1936, p. 488. — *Etats-Unis d'Amérique*, 15 juin 1936, p. 490. — *U. R. S. S.*, 3 mars 1936, p. 493; 3 mars 1936, p. 861.

COMMERCE: *Allemagne*, 23 décembre 1936, p. 488. — *Bulgarie*, 27 février 1936, p. 489.

DOUANES: *France*, 6 mai 1936, p. 421.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Autriche*, p. 303. — *Roumanie*, 28 septembre 1935, p. 325; 24 avril 1936, p. 493; 4 juin 1936, p. 326. — *Uruguay*, 3 février 1936, p. 329.

RÉGIME FISCAL: *Canada (Saskatchewan)*, 21 février 1935, p. 405. — *France*, 1^{er} mai 1936, p. 311. — *Italie*, 22 décembre 1935, p. 408; 23 décembre 1935, p. 408.

Boissons:

COMMERCE: *Australie (Queensland)*, 29 octobre 1936, p. 188. — *Etats-Unis d'Amérique*, 25 juin 1936, p. 190. — *Finlande*, 4 décembre 1936, p. 190. — *Mexique*, 21 août 1936, p. 193. — *Uruguay*, 6 août 1936, p. 195.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Mexique*, 9 mars 1936, p. 319. — *Pérou*, 20 juillet 1936, p. 324.

FABRICATION: *Estonie*, p. 189. — *Guatemala*, 4 mai 1936, p. 192. — *Pérou*, 3 janvier 1936, p. 539.

RÉGIME FISCAL: *Bulgarie*, 16 janvier 1936, p. 405; 25 avril 1936, p. 405; 12 août 1936, p. 405. — *Etats-Unis d'Amérique*, 26 juin 1936, p. 406. — *Guatemala*, 26 et 28 mars 1936, p. 407. — *Mexique*, 11 mai 1936, p. 410. — *Nicaragua*, 8 septembre 1936, p. 411. — *Norvège*, 20 mai 1936, p. 411. — *Suède*, 27 mars 1936, p. 412. — *Suisse*, 11 février 1936, p. 413; 21 septembre 1936, p. 413. — *Yougoslavie*, 24 avril 1936, p. 195.

Bonification:

Colombie, 5 février 1936, p. **495. — *Finlande*, 29 février 1936, p. 498. — *France*, 18 août 1936, p. *497. — *Italie*, 9 mars 1936, p. 443; 28 mai 1936, p. 498; 8 juin 1936, p. 498; 29 octobre 1936, p. 499. — *Japon*, 20 juin 1936, p. 499. — *Yougoslavie*, 18 mars 1936, p. 481.

Bornage:

Canada (Saskatchewan), 1^{er} avril 1936, p. 830.

Bovins, Voir ANIMAUX DE BOUCHERIE:

ABATAGE: *Irlande (Etat-Libre d')*, 28 juillet 1936, p. 595. — *Pays-Bas*, 14 décembre 1936, p. 272.

COMMERCE: *Allemagne*, 22 février 1936, p. 265; 15 avril 1936, p. 265. — *Pays-Bas*, 25 mars 1936, p. 562.

DOUANES: *Vénézuéla*, 2 septembre 1936, p. 434.

ELEVAGE: *Autriche*, p. **224. — *Italie (Lybie)*, 7 août 1936, p. 561. — *Pays-Bas*, 26 février 1936, p. 562; 25 mars 1936, p. 562; 24 août 1936, p. 562; 1^{er} décembre 1936, p. 562; 22 décembre 1936, p. 562; 28 décembre 1936, p. 562.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *France*, 19 octobre 1936, p. 312; 4 novembre 1936, p. 312. — *France (Maroc)*, 23 mars 1936, p. 313. — *Uruguay*, 10 mars 1936, p. 329. — *Vénézuéla*, 5 septembre 1936, p. 273.

MALADIES: *Basse-Autriche*, 8 avril 1936, p. 569; 24 avril 1936, p. 569. — *Haute-Autriche*, 23 janvier 1936, p. 569. — *Danemark*, 6 mars 1936, p. 570. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 26 février 1936, p. 571.

REGISTRES DE CONTRÔLE: *Luxembourg*, 4 avril 1936, p. 561.

Brasserie: *Argentine*, 27 décembre 1935, p. 536. — *Pérou*, 31 janvier 1936, p. 539.

Brevets d'invention: *Danemark*, 7 avril 1936, p. 351; 1^{er} septembre 1936, p. 351. — *Equateur*, 7 avril 1936, p. 351. — *Norvège*, 12 juin 1936, p. 351.

C

Cacao: *Colombie*, 20 février 1936, p. 306. — *Equateur*, 15 janvier 1936, p. 420. — *Indes Néerlandaises*, 22 février 1936, p. 194. — *Vénézuéla*, 23 mars 1936, p. 767; 16 juillet 1936, p. 479.

Cactacées: *Mexique*, 22 avril 1936, p. 319.

Cadastre: *Espagne*, 31 mars 1936, p. 832. — *Hongrie*, 19 mai 1936, p. 834. — *Roumanie*, 27 février 1936, p. 836. — *Vénézuéla*, 21 août 1936, p. 837; 27 octobre 1936, p. 837.

Café:

COMMERCE: *Brésil*, 6 janvier 1936, p. 361. — *Colombie*, 5 août 1935, p. 189. — *Guatemala*, 25 janvier 1936, p. 192. — *Indes Néerlandaises*, 28 août 1936, p. 194.

DOUANES: *Mexique*, 27 février 1936, p. 428. — *Indes Néerlandaises*, 22 février 1936, p. 194.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Brésil*, 29 février 1936, p. 305. — *Colombie*, 4 septembre 1936, p. 307. — *Costa-Rica*, 21 juillet 1936, p. 307. — *Espagne*, 17 janvier 1936, p. 308. — *Pays-Bas*, 6 avril 1936, p. 193; 11 mai 1936, p. 321. — *Suisse*, 8 mai 1936, p. 327. — *Vénézuéla*, 27 janvier 1936, p. 329; 23 mars 1936, p. 330.

INSPECTION SANITAIRE: *Colombie*, 12 février 1936, p. 709.

INSTITUT NATIONAL DU CAFÉ: *Vénézuéla*, 6 décembre 1936, p. 330.

PRODUCTION: *Colombie*, 27 septembre 1935, p. 307. — *Kénia*, 10 juin 1936, p. 538. — *Vénézuëla*, 30 janvier 1936, p. 479.
 RÉGIME FISCAL: *Colombie*, 16 juin 1936, p. 380. — *Nicaragua*, 11 août 1936, p. 411. — *Pays-Bas*, 15 avril 1936, p. 411.
 SUCCÉDANÉS: *Italie*, 15 décembre 1935, p. 408.

Caféier:

EXPORTATION DES PLANTS: *Indes Néerlandaises*, 6 mai 1936, p. 323.

Caille-lait: *Italie*, 30 octobre 1936, p. 316.

Caisses d'épargne: *Suède*, 27 mars 1936, p. 766.

Caisse Nationale des marchés de l'Etat: *France*, 19 août 1936, p. 762.

Caisses-maladie, Voir ASSURANCES SOCIALES.

Calamités naturelles: *Nicaragua*, 20 décembre 1935, p. 443.

Camomille: *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 23 juillet 1936, p. 425.

Canaux, Voir EAUX.

Canne à sucre: *Australie (Queensland)*, 23 janvier 1936, p. 757; 24 juin 1936, p. 337. — *Brésil*, 9 janvier 1936, p. 189.

Canneberge: *Canada (Nouvelle-Ecosse)*, 2 mai 1936, p. 471.

Cannelle de Ceylan: *Colombie*, 25 mars 1936, p. 471.

Caoutchouc:

DOUANES: *Costa-Rica*, 6 avril 1936, p. 471. — *Indes Néerlandaises*, 11 mars 1936, p. 430; 4 avril 1936, p. 430; 17 avril 1936, p. 430; 19 septembre 1936, p. 430; 3 octobre 1936, p. 430; 7, 10, 19 et 31 octobre, 2, 5, 7, 17 et 18 novembre, 7 et 14 décembre 1936, p. 430.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 27 juin 1935 et 22 mai 1936, p. 218. — *Straits Settlements*, 16 mars 1936, p. 407. — *Pays-Bas*, 8 juillet 1936, p. 370. — *Indes Néerlandaises*, 10 février 1936, p. 430; 18 février 1936, p. 430; 26 septembre 1936, p. 430; 26 septembre 1936, p. 324.

PRODUCTION: *France*, 3 avril 1936, p. 472; 8 avril 1936, p. 472. — *Inde*, 27 octobre 1936, p. 219. — *Indes Néerlandaises*, 4 septembre 1936, p. 370.

Carburants: *France*, 5 septembre 1936, p. 375. — *Lithuanie*, 6 mars 1936, p. 375; 20 mars 1936, p. 375. — *Suisse*, 30 mai 1936, p. 539; 3 juillet 1936, p. 432.

Cartels: *Japon*, 2 juillet 1936, p. 724. — *Yougoslavie*, 31 décembre 1935, p. 725.

Caséine: *Espagne*, 14 janvier 1936, p. 308.

Cèdre: *Uruguay*, 3 février 1936, p. 433.

Centres agricoles: *Espagne*, 21 janvier 1936, p. 610.

Cercles de fermiers: *Lithuanie*, 28 mars 1936, p. *717.

Céréales, Voir: BLÉ:

COMITÉS DÉPARTEMENTAUX: *France*, 7 septembre 1936, p. 169; 7 octobre 1936, p. 169.

- COMMERCE:** *Allemagne*, 11 juillet 1936, p. 164; 30 octobre 1936, p. 164; 10 novembre 1936, p. 165; 28 novembre 1936, p. 165; 22 décembre 1936, p. 165. — *Argentine*, 17 juillet 1936, p. 165. — *Belgique*, 11 avril 1936, p. **446. — *Bulgarie*, 25 juin 1936, p. 165. — *Irlande (Etat-Libre d')*, 29 juillet 1935, p. 171. — *Luxembourg*, 10 mars 1936, p. 23. — *Portugal*, 14 août 1936, p. **133. — *Suisse*, 16 octobre 1936, p. 175. — *U. R. S. S.*, 28 février 1936, p. 354.
- DÉCLARATION DES RÉCOLTES:** *France*, 8 septembre 1936, p. 169.
- DÉNATURATION:** *Pays-Bas*, 4 août 1936, p. 172.
- DOUANES:** *Allemagne*, 17 juillet 1936, p. 416. — *Pologne*, 15 juin 1936, p. 431.
- EXPORTATION ET IMPORTATION:** *Bulgarie*, 4 février 1936, p. **33; 5 septembre 1936, p. **40. — *Equateur*, 27 octobre 1936, p. 308. — *Nouvelle Zélande*, 11 mars 1936, p. 319.
- MARCHÉS:** *France*, 11 mai 1936, p. 374. — *Italie*, 16 mars 1936, p. **83.
- MOUTURE:** *Allemagne*, 1^{er} février 1936, p. 164. — *France*, 29 août 1936, p. 169. — *Pologne*, 20 janvier 1936, p. 173.
- PÂTES ALIMENTAIRES:** *Allemagne*, 27 août 1936, p. 164.
- PRÊTS DE SEMENCES:** *Canada (Saskatchewan)*, 21 février 1935, p. 759; 21 février 1935, p. 759; 1^{er} avril 1936, p. 759.
- PRIX:** *Argentine*, 13 janvier 1936, p. 337.
- PRODUCTION:** *Irlande (Etat-Libre d')*, 12 août 1936, p. 171. — *Italie*, 14 avril 1936, p. **84.
- RÉGIME FISCAL:** *Autriche (Carinthie)*, 28 mars 1936, p. 404.
- TRANSFORMATION EN SUCCÉDANÉS DE CAFÉ:** *Allemagne*, 24 novembre 1936, p. 165.
- Cerises:** *Belgique*, 20 mai 1936, p. 708. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 29 avril 1936, p. 711. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord (Ecosse)*, 9 mai 1936, p. 711.
- Certificats d'origine:** *Belgique*, 30 mars 1936, p. 303; 8 août 1936, p. 304.
- Chambres d'agriculture:** *France*, 25 septembre 1936, p. 646. — *France (Nouvelle-Calédonie et Dépendances)*, 18 mars 1936, p. 646. — *Lettonie*, 9 janvier 1936, p. *634. — *Lithuanie*, 25 août 1936, p. 646.
- Chambres de commerce:** *Mexique*, 18 août 1936, p. 374.
- Chambres des agronomes:** *Estonie*, p. 646.
- Chambres des ouvriers et des petits propriétaires agricoles:** *Estonie*, p. 646.
- Chameaux:** *U. R. S. S.*, 5 janvier 1936, p. 563.
- Chanvre:** *Bulgarie*, 12 février 1936, p. 536; 3 août 1936, p. 218; 6 août 1936, p. 218. — *Espagne*, 29 janvier 1936, p. 471. — *France*, 17 avril 1936, p. 472. — *Kénia*, 18 septembre 1936, p. 313. — *Irlande (Etat-Libre d')*, 18 août 1936, p. 219; 22 septembre 1936, p. 339; 22 septembre 1936, p. 473; 30 septembre 1936, p. 219. — *Italie*, 2 janvier 1936, p. 219; 3 février 1936, p. 219; 11 juin 1936, p. 220; 8 novembre 1936, p. 474. — *U. R. S. S.*, 1^{er} avril 1936, p. 220.

Chasse: *Allemagne*, 29 juillet 1936, p. 573. — *Autriche (Burgenland)*, p. 573. — *Belgique*, 29 juin 1936, p. 573; 6 août 1936, p. 573. — *Brésil*, 31 décembre 1935, p. 574; 30 avril 1936, p. 574. — *Canada (Manitoba)*, 12 mars 1936, p. 574. — *Canada (Nouveau-Brunswick)*, 4 avril 1935, p. 574. — *Canada (Ontario)*, 9 avril 1936, p. 574. — *Danemark*, 7 avril 1936, p. 574. — *Egypte*, 25 mai 1936, p. 574. — *Espagne*, 8 avril 1936, p. 574. — *Estonie*, p. 574. — *France*, 13 octobre 1936, p. 575. — *Italie*, 20 mars 1936, p. 575; 10 avril 1936, p. 575; 14 avril 1936, p. 575. — *Japon (Karafuto)*, 26 août 1936, p. 575. — *Lithuanie*, 14 août 1936, p. 575. — *Mexique*, 3 avril 1936, p. 575. — *Nouvelle-Zélande*, 4 mars 1936, p. 575. — *Suède*, 26 juin 1936, p. 575; 27 juin 1936, p. 575. — *Suisse*, 28 juillet 1936, p. 576. — *U. R. S. S.*, 23 janvier 1936, p. 576. — *Uruguay*, 26 mars 1936, p. 576. — *Vénézuéla*, 21 août 1936, p. 576. — *Yougoslavie*, 30 mai 1936, p. 576; 24 juillet 1936, p. 576.

Chemins publics: *Guatemala*, 29 mars 1936, p. 498.

Chêne: *Roumanie*, 15 avril 1936, p. 325.

Cherté de vie, Voir: RAVITAILLEMENT: *Bulgarie*, 12 janvier 1936, p. 165; 12 février 1936, p. 165.

Chevaux:

ELEVAGE: *Belgique*, 6 avril 1936, p. 560; 7 avril 1936, p. 560. — *Canada (Manitoba)*, 30 mars 1936, p. 560. — *Estonie*, 19 juillet 1935, p. 561. — *Japon*, 8 juillet 1936, p. 561; 4 septembre 1936, p. 561; 4 septembre 1936, p. 561. — *Lithuanie*, 15 mai 1936, p. 561. — *Luxembourg*, 3 août 1936, p. 562. — *Suède*, 20 mars 1936, p. 562; 20 mars 1936, p. 563. — *Suisse*, 31 juillet 1936, p. *557. — *U. R. S. S.*, 29 avril 1936, p. 563.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Egypte*, 11 janvier 1936, p. 307. — *Pays-Bas*, 25 septembre 1936, p. 322.

MALADIES: *Allemagne (Bavière)*, 12 mars 1936, p. 569. — *Autriche (Burgenland)*, 23 mars 1936, p. 569.

Chèvres: *Suède*, 24 avril 1936, p. 563.

« **Chicha** »: *Pérou*, 3 janvier 1935, p. 539; 27 janvier 1936, p. 539.

Chicorée: *Belgique*, 13 janvier 1936, p. 303; 29 janvier 1936, p. 303; 27 février 1936, p. 303; 1^{er} octobre 1936, p. 304; 1^{er} octobre 1936, p. 304. — *France*, 24 mars 1936, p. ** 447; 8 mai 1936, p. 190; 16 juillet 1936, p. 472; 8 septembre 1936, p. 473. — *Luxembourg*, 31 octobre 1936, p. 319. — *Pays-Bas*, 8 avril 1936, p. 474.

Choléra des poules, Voir: VOLAILLE (MALADIES): *Japon*, 18 août 1936, p. 599.

Chômage. Voir: ASSURANCE SOCIALES (ASSURANCE-CHÔMAGE): *Belgique*, 1^{er} avril 1936, p. 857; 7 avril 1936, p. 857; 7 avril 1936, p. 857. — *France*, 18 août 1936, p. *497; 26 août 1936, p. 858; 4 décembre 1936, p. 859. — *Luxembourg*, 14 mars 1936, p. **853. — *Suisse*, 23 avril 1936, p. **855; 23 décembre 1936, p. 861; 23 décembre 1936, p. 861.

Cidre: *Argentine*, 22 février 1936, p. 536; 19 octobre 1936, p. ** 501.

Coalitions économiques: *Japon*; 27 mai 1936, p. 340. — *Portugal*, 18 mars 1936, p. * 721.

Cocons, Voir: **SÉRICICULTURE:** *Bulgarie*, 7 mars 1936, p. 597. — *Japon*, 27 juin 1936, p. 598; 21 octobre 1936, p. 599; 21 octobre 1936, p. 599; 22 octobre 1936, p. 599.

Code administratif: *Portugal*, 31 décembre 1936, p. 608.

Code civil: *Pérou*, 2 juin et 30 août 1936, p. 836.

Collèges agricoles: *Grande-Bretagne et Irlande du Nord (Ecosse)*, 24 février 1936, p. 649.

Colonies (ORGANISATION): *Italie*, 1^{er} juin 1936, p. 606.

Colonisation: *Allemagne*, 18 janvier 1936, p. 829; 17 octobre 1936, p. 829. — *Chili*, 28 janvier 1936, p. 830; 17 octobre 1936, p. 830. — *Colombie*, 28 décembre 1935, p. 604, 12 février 1936, p. 830; 12 mars 1936, p. 831; 31 octobre 1936, p. 831. — *Equateur*, 31 octobre 1936, p. 832. — *Estonie*, p. 832. — *Etats-Unis d'Amérique*, 29 juin 1936, p. 832. — *Etats-Unis d'Amérique (Iles Philippines)*, 2 janvier 1936, p. 832. — *Finlande*, 22 octobre 1936, p. 833; 23 octobre 1936, p. 833; 6 novembre 1936, p. 833; 6 novembre 1936, p. 833; 6 novembre 1936, p. 833; 6 novembre 1936, p. 833; 18 décembre 1936, p. 833; 30 décembre 1936, p. 833. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 7 mars 1936, p. 833. — *Hongrie*, 13 juillet 1936, p. 834. — *Italie*, 9 janvier 1936, p. 498. — *Italie (Erytrée)*, 13 juillet 1936, p. 859. — *Japon*, 6 mars 1936, p. 835; 2 juin 1936, p. 835; 25 juillet 1936, p. 835; 29 juillet 1936, p. 835. — *Japon (Corée)*, 17 juin 1936, p. 835. — *Roumanie* 4 avril 1936, p. *814. — *Suisse*, 20 juin 1936, p. **855; 14 décembre 1936, p. 837. — *U. R. S. S.*, 10 juillet 1936, p. 837. — *Union Sud-africaine*, 19 juin 1936, p. 837; 24 juin 1936, p. 837. — *Vénézuéla*, 4 août 1936, p. 609.

Colza: *Pays-Bas*, 11 janvier 1936, p. 474.

Combustibles: *Italie*, 30 décembre 1935, p. 375.

Commerce (Voir les rubriques des différents produits):

COMMERCE EXTÉRIEUR: *Brésil*, 22 juillet 1936, p. 305. — *Equateur*, 29 octobre 1936, p. 604. — *Italie*, 10 septembre 1936, p. 315; 20 novembre 1936, p. 316. — *Japon*, 24 janvier 1936, p. 316; 22 mai 1936, p. 316; 24 juin 1936, p. 316; 25 juin 1936, p. 316; 28 décembre 1936, p. 317. — *Pays-Bas*, 26 mars 1936, p. 320.

Commissariats: *U. R. S. S.*, 15 décembre 1935, p. 608; 5 janvier 1936, p. 608; 5 janvier 1936, p. 608.

Commissions agricoles mixtes: *Espagne*, 16 mars 1936, p. 846. — *Mexique*, 14 mai 1936, p. 633.

Communes rurales: *Suède*, 26 juin 1936, p. 611.

Compensation (OFFICES DE): *Suisse*, 2 octobre 1934, p. 327.

Concurrence illicite (MESURES CONTRE LA): *Danemark*, 7 avril 1936, p. 338.

Conditions de vie de la classe rurale: *Equateur*, 30 juin 1936, p. 857.

Congés payés: *France*, 20 juin 1936, p. **848; 26 septembre 1936, p. **849.

Congrès: *Brésil*, 15 octobre 1936, p. 646.

Conifères: *Allemagne*, 26 octobre 1936, p. 302.

Conseils économiques: *Etats-Unis d'Amérique (Iles Philippines)*, 23 décembre 1935, p. 632. — *France*, 19 mars 1936, p. **612. — *Pérou*, 18 février 1936, p. 633; 21 février 1936, p. 633. — *Roumanie*, 28 avril 1936, p. *615.

Conserves: *Estonie*, 2 août 1935, p. 537; 2 octobre 1935, p. 537.

Contingentement: *France*, 31 mars 1936, p. 406; 2 octobre 1936, p. 312. — *Italie*, 9 juillet 1936, p. 426. — *Suisse*, 26 juin 1936, p. 327.

Contrats de culture: *Allemagne*, 3 mars 1936, p. 846.

Contrats de travail, Voir: TRAVAIL ET TRAVAILLEURS (CONTRATS).

Conventions de commerce, Voir: ACCORDS DE COMMERCE ET TRAITÉS DE COMMERCE: *Belgique*, 7 mars 1936, p. 360; 1^{er} avril 1936, p. 360; 5 mai 1936, p. 360; 13 août 1936, p. 360. — *Bulgarie*, 4 avril 1936, p. 361. — *Chili*, 13 juillet 1936, p. 361. — *Colombie*, 25 mars 1936, p. 361; 14 avril 1936, p. 361; 15 mai 1936, p. 361. — *Equateur*, 7 avril 1936, p. 362; 15 juin 1936, p. 362; 2. 4 et 24 juillet 1936, p. 420. — *France*, 9 juillet 1936, p. 364. — *Guatemala*, 2 et 9 mai 1936, p. 365; 1^{er} août 1936, p. 365; 10 octobre 1936, p. 365. — *Italie*, 6 janvier 1936, p. 365; 8 octobre 1936, p. 366. — *Luxembourg*, 8 janvier 1936, p. 367; 11 mars 1936, p. 368. — *Nicaragua*, 17 août et 2 septembre 1936, p. 369. — *Pays-Bas*, 24 janvier 1936, p. 369; 11 février 1936, p. 369; 5 mars 1936, p. 369; 26 mars 1936, p. 369; 27 mars 1936, p. 369; 21 novembre 1936, p. 370; 9 décembre 1936, p. 370; 9 décembre 1936, p. 370; 9 et 23 décembre 1936, p. 370. — *Uruguay*, 18 décembre 1935, p. 372; 18 décembre 1935, p. 372; 19 décembre 1935, p. 372; 15 janvier 1936, p. 372; 5 février 1936, p. 372. — *Yougoslavie*, 14 décembre 1936, p. 373.

Conventions internationales: *France*, 28 mars 1936, p. 364. — *Suisse*, 16 mai 1936, p. 371.

Coopération et coopératives: *Allemagne*, 26 mars 1936, p. 721. — *Canada (Ontario)*, 9 avril 1936, p. 722. — *Canada (Saskatchewan)*, 21 février 1935, p. 722; 21 février 1935, p. 722. — *Chili*, 26 février 1936, p. 722; 6 octobre 1936, p. 722. — *Colombie*, 10 mars 1936, p. 722; 28 septembre 1936, p. 722. — *France*, 31 mars 1936, p. 722; 31 mars 1936, p. 722; 18 avril 1936, p. 723; 23 mai 1926, p. 723; 25 juillet 1936, p. 723; 13 août 1936, p. *715; 26 août 1936, p. 723; 12 novembre 1936, p. 723; 23 décembre 1936, p. 723. — *France (Maroc)*, 15 janvier 1936, p. 723. — *France (Nouvelle-Calédonie et Dépendances)*, 18 novembre 1936, p. 762. — *Inde (Bombay)*, 26 avril 1936, p. 723. — *Italie*, 8 juin 1936, p. 723; 21 août 1936, p. 723. — *Japon*, 2 juillet 1936, p. 724; 7 novembre 1936, p. 724. — *Mexique*, 4 mai

1936, p. 724; 8 juin 1936, p. 724. — *Pérou*, 3 avril 1936, p. 725. — *Pologne*, 14 janvier 1936, p. **739. — *U. R. S. S.*, p. 725; 21 février 1936, p. 725; 9 avril 1936, p. 725. — *Yougoslavie*, 18 novembre 1936, p. 725.

Corbeaux-freux: *Luxembourg*, 8 juin 1936, p. 712.

Corporative (ORGANISATION): *Allemagne*, 23 juin 1936, p. 603. — *Autriche (Burgenland)*, p. 603. — *Autriche (Carinthie)*, 21 décembre 1935, p. 603. — *Autriche (Salzbourg)*, p. 603. — *Italie*, 28 janvier 1936, p. 171; 21 août 1936, p. 606.

Coton:

AVANCES SUR LA PRODUCTION: *Vénézuéla*, 8 avril 1936, p. 767.

COMMERCE: *Argentine*, 19 février 1936, p. 218; 23 mai 1936, p. 218. — *Protectorat de Nyassaland*, 2 avril 1936, p. 219. — *U. R. S. S.*, 28 février 1936, p. 220.

CULTURE: *Brésil*, 6 juillet 1936, p. 471. — *Inde (Bombay)*, 12 février 1936, p. 219. — *Italie*, 9 mars 1936, p. **449. — *Pérou*, 31 janvier 1936, p. 477. — *U. R. S. S.*, 28 février 1936, p. 478.

DOUANES: *Colombie*, 25 juillet 1936, p. 306. — *Italie*, 16 avril 1936, p. 426. — *Mexique*, 19 décembre 1936, p. 429.

EGRENAGE: *Inde (Bombay)*, 12 mars 1936, p. 219. — *Inde (Provinces Centrales)*, 27 octobre 1936, p. 219.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Italie*, 16 juillet 1936, p. 315. — *Luxembourg*, 24 mars 1936, p. 318. — *Uruguay*, 15 décembre 1936, p. 329.

INSTITUT: *Grèce*, 28 décembre 1935, p. 219; 14 octobre 1936, p. 219. — *Italie*, 16 décembre 1935, p. 219; 18 mai 1936, p. 219.

LUTTE CONTRE LES FLÉAUX: *Argentine*, 7 novembre 1935, p. 706; 15 juin 1936, p. 707; 26 août 1936, p. *213. — *Brésil*, 2 janvier 1936, p. 708; 8 janvier 1936, p. 708; 14 janvier 1936, p. 709. — *Chili*, 31 mars 1936, p. 709; — *Mexique*, 4 février 1936, p. 712; 4 février 1936, p. 712; 11 mars 1936, p. 712. — *Salvador*, 1^{er} avril 1936, p. 713.

MARCHÉS: *Inde (Provinces Centrales)*; 6 novembre 1936, p. 219.

MÉLANGES: *Egypte*, 7 juin 1936, p. 218; 1^{er} octobre 1936, p. 218.

PRIX: *Argentine*, 18 février 1936, p. 337; 6 mai 1936, p. 337.

PROTECTION DE LA PRODUCTION NATIONALE: *Bulgarie*, 11 juin 1936, p. 218; 13 juin 1937, p. 218. — *Italie*, 24 juillet 1936, p. **452. — *Vénézuéla*, 8 avril 1936, p. 479. — *Yougoslavie*, 9 septembre 1936, p. **215.

RÉGIME FISCAL: *Argentine*, 9 mai 1936, p. 218. — *Etats-Unis d'Amérique*, 2 mars 1936, p. 406. — *Nicaragua*, 30 décembre 1935, p. 411. — *Roumanie*, 19 mars 1936, p. 341.

STATISTIQUE: *Argentine*, 30 septembre 1935, p. 22.

TOURTEAUX DE GRAINES: *Egypte*, 6 juin 1936, p. 353.

TRANSPORT: *Egypte*, 13 juillet 1936, p. 353; 31 octobre 1936, p. 353.

TYPES OFFICIELS: *Argentine*, 2 novembre 1935, p. 218.

Crédit agricole:

GAGE AGRICOLE: *Canada (Manitoba)*, 6 avril 1935, p. 758. — *Espagne*, 21 février 1936, p. 761; 3 mars 1936, p. 761. — *Salvador*, 18 septembre 1936, p. 766.

INSTITUTS ET CAISSES DE CRÉDIT: *France*, 17 janvier 1936, p. 761; 22 janvier 1936, p. 761; 11 mars 1936, p. 761; 24 mars 1936, p. 762. — *France (Algérie)*, 20 décembre 1935, p. 762; 5 mars 1936, p. 762; 25 décembre 1936, p. 762. — *France (Maroc)*, 13 février 1936, p. 762; 13 février 1936, p. 762. — *Régence de Tunis*, 1^{er} septembre 1936, p. 763. — *Hongrie*, 19 mai 1936, p. 764. — *Italie*, 11 juin 1936, p. 763; 19 novembre 1936, p. 763. — *Japon (Corée)*, 13 décembre 1935, p. 764; 13 décembre 1935, p. 764. — *Japon (Kwantung)*, 5 mars 1936, p. 764. — *Suède*, 26 juin 1936, p. 767; 26 juin 1936, p. 767; 26 juin 1936, p. 767; 26 juin 1936, p. 767.

PRÊTS AGRICOLES: *Allemagne*, 30 septembre 1936, p. 757. — *Bulgarie* 18 juillet 1936, p. 758. — *Canada (Nouveau-Brunswick)*, 4 avril 1935, p. 759. — *Canada (Saskatchewan)*, 4 décembre 1934, p. 759; 21 février 1935, p. 759; 21 février 1935, p. 759; 21 février 1935, p. 759; 1^{er} avril 1936, p. 759. — *Colombie*, 30 novembre 1936, p. 759. — *Espagne*, 17 janvier 1936, p. 760; 24 janvier 1936, p. 760; 31 janvier 1936, p. 760; 20 mars 1936, p. 761. — *Etats-Unis d'Amérique*, 24 juin 1936, p. 761. — *France*, 31 décembre 1935, p. 761; 16 février 1936, p. 761; 24 mars 1936, p. 762. — *France (Afrique équatoriale française)*, 13 juin 1936, p. 762; 25 juin 1936, p. 762. — *France (Algérie)*, 2 mars 1936, p. 762. — *France (Madagascar et Dépendances)*, 12 septembre 1936, p. 762. — *Grèce*, 8 octobre 1936, p. 763. — *Italie*, 9 décembre 1935, p. 763; 3 février 1936, p. 763. — *Japon*, 1^{er} mai 1936, p. 763. — *Japon (Corée)*, 4 mai 1936, p. 764; 4 mai 1936, p. 764. — *Norvège*, 16 juillet 1936, p. 765. — *Portugal*, 17 août 1936, p. 766. — *Suède*, 17 avril 1936, p. 766; 24 août 1936, p. 767. — *Vénézuéla*, 5 juin 1936, p. 768. — *Yougoslavie*, 30 avril 1936, p. 768.

SILOS: *Portugal*, 17 mars 1936, p. 766.

Crédit foncier:

INSTITUTIONS ET BANQUES DE CRÉDIT FONCIER: *Belgique*, 7 janvier 1936, p. 758. — *Bulgarie*, 19 septembre 1936, p. 758. — *Equateur*, 9 juin 1926, p. 760; 25 juin 1936, p. 760.

RÈGLEMENT DES OPÉRATIONS: *Allemagne*, 4 juin 1936, p. 757; 28 septembre 1936, p. 757. — *Argentine*, 12 septembre 1936, p. 757. — *Australie (Australie du Sud)*, 27 août 1936, p. 757. — *Belgique*, 24 février 1936, p. 758; 30 juin 1936, p. 758. — *Equateur*, 6 mai 1936, p. 760; 13 juillet 1936, p. 831. — *Estonie*, p. 761; p. 761. — *Etats-Unis d'Amérique*, 22 juin 1936, p. 761. — *France (Indochine)*, 7 octobre 1936, p. 762. — *Guatemala*, 11 juillet 1936, p. 729. — *Japon*, 1^{er} mai 1936, p. 764. — *Japon (Kwantung)*, 30 avril 1936, p. 764. — *Nouvelle-Zélande*, 17 mars 1936, p. 765. — *Pérou*, 22 juin 1936, p. 765. — *Union Sud-africaine*, 19 juin 1936, p. 767.

Crème: *Allemagne*, 25 septembre 1936, p. 593. — *Canada (Manitoba)*, 19 mars 1935, p. 267. — *Irlande (Etat-Libre d')*, 29 novembre 1935, p. 594; 30 décembre 1935, p. 594; 31 décembre 1935, p. 408; 31 mars 1936, p. 408; 31 mars 1936, p. 594; 31 juillet 1936, p. 270, 31 juillet 1936, p. 270; 25 août 1936, p. 270.

- Crise** (ORGANISATIONS DE): *Pays-Bas*, 3 janvier 1936, p. 724; 15 février 1936, p. 443; 10 septembre 1936, p. 444.
- Cultures arbustives** *Chypre*, 9 janvier 1936, p. 491. — *Pays-Bas*, 21 décembre 1936, p. 476; 31 décembre 1936, p. 477.
- Cultures de labour**: *Pays-Bas*, 25 mars 1936, p. 474.
- Cultures fruitières**: *R. S. F. S. R.*, 27 novembre 1935, p. 478.
- Cultures industrielles**: *Uruguay*, 23 juillet 1936, p. *466.
- Cultures**: (PROTECTION EN GÉNÉRAL): *France (Madagascar et Dépendances)*, 13 mars 1936, p. 443.

D

- Dattes**: *Italie*, 6 janvier 1936, p. 314.
- Denrées de première nécessité**: *Allemagne*, 17 janvier 1936, p. *343.
— *Espagne*, 16 janvier 1936, p. 166. — *Etats-Unis d'Amérique*, 19 juin 1936, p. 189. — *France*, p. 190; 6 novembre 1936, p. 191; 12 novembre 1936, p. 191. — *France (Afrique occidentale française)*, 17 octobre 1936, p. 170.
- Dérivés en poudre de tubercules et de céréales**: *Belgique*, 10 septembre 1936, p. 350.
- Désinfection** (SERVICE DE): *Mexique*, 25 novembre 1936, p. 712.
- Développement économique**: *Japon*, 26 mai 1936, p. 724.
- Devises**: *Allemagne*, 25 mai 1936, p. 352; 26 mai 1936, p. 352; 1^{er} décembre 1936, p. 352; 19 décembre 1936, p. 352. — *Roumanie*, 27 mars 1936, p. 352.
- Dimes**: *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 31 juillet 1936, p. 834.
- Distillation**: *Allemagne*, 27 novembre 1936, p. 535. — *France*, 4 octobre 1936, p. 537. — *Régence de Tunis*, 13 août 1936, p. 538. — *Italie*, 9 janvier 1936, p. 538.
- Domaines paysans héréditaires**: *Allemagne*, 21 décembre 1936, p. **769; 21 décembre 1936, p. 829.
- Doryphore**: *Allemagne (Bavière)*, 23 septembre 1936, p. 706. — *Belgique*, 21 septembre 1936, p. 708. — *France*, 14 mars 1936, p. 710; 3 avril 1936, p. 710. — *Luxembourg*, 27 février 1936, p. **693.
- Douanes** (Voir sous les rubriques des différents produits le sous-titre: DOUANES):
- ACCORDS DOUANIERS INTERNATIONAUX: *Argentine*, 19 novembre 1936, p. 416. — *Chili*, 28 décembre 1935, p. 418; 30 janvier 1936, p. 418; 8 février 1936, p. 418; 6 mai 1936, p. 418. — *Colombie*, 15 mai 1936, p. 419. — *Finlande*, 24 août 1936, p. 421; 31 août 1936, p. 421; 2 octobre 1936, p. 421; 2 octobre 1936, p. 421. — *France*, 3 juin 1936, p. 422; 8 août 1936, p. 422; 10-12 décembre 1936, p. 423. — *Yougoslavie*, 23 avril 1936, p. 434.
- ORGANISATION DOUANIÈRE: *Bulgarie*, 25 août 1936, p. 758. — *Colombie*, 26 août 1936, p. 419. — *Equateur*, 15 août 1936, p. 420. — *Finlande*, 11 sep-

tembre 1936, p. 421; 13 novembre 1936, p. 421. — *France*, 17 octobre 1936, p. 423. — *France (Afrique équatoriale française)*, 17 décembre 1935, p. 423. — *Guatemala*, 27 avril 1936, p. 425; 18 mai 1936, p. 425. — *Salvador*, 7 mai 1936, p. 431; 4 juin 1936, p. 431. — *Suède*, 20 novembre 1936, p. 432. — *Yougoslavie*, 9 juin 1936, p. 434; 27 juin 1936, p. 434.

TARIF DOUANIER: *Allemagne*, 26 février 1936, p. 416; 23 mars 1936, p. 416; 8 avril 1936, p. 416; 9 juin 1936, p. 416; 3 septembre 1936, p. 416; 22 septembre 1936, p. 416; 16 novembre 1936, p. 416; 23 décembre 1936, p. 416. — *Argentine*, 17 octobre 1936, p. 416. — *Belgique*, 27 décembre 1935, p. 417; 21 mars 1936, p. 417; 15 mai 1936, p. 417; 25 mai 1936, p. 417. — *Chili*, 2 janvier 1936, p. 418; 30 janvier 1936, p. 418; 27 août 1936, p. 419; 27 et 28 août 1936, p. 419; 21 octobre 1936, p. 419; 30 octobre 1936, p. 419. — *Colombie*, 24 avril 1936, p. 419. — *Cuba*, 11 janvier 1935, p. 419. — *Egypte*, 28 avril 1936, p. 419. — *Equateur*, 21 avril 1936, p. 420; 14 mai 1936, p. 420; 3 juillet 1936, p. 420; 22 août 1936, p. 420; 31 août 1936, p. 420. — *Espagne*, 18 février 1936, p. 420. — *Finlande*, 25 avril 1936, p. 421; 15 mai 1936, p. 421; 3 septembre 1936, p. 421; 23 décembre 1936, p. 421. — *France*, 26 février 1936, p. 421; 7 mars 1936, p. 421; 3 juin 1936, p. 422; 24 juin 1936, p. 422; 30 juin 1936, p. 422; 31 juillet 1936, p. 422; 13 août 1936, p. 422; 2 décembre 1936, p. 423. — *France (Guadeloupe)*, 21 avril 1936, p. 423. — *France (Indochine)*, 7 octobre 1936, p. 424. — *France (Maroc)*, 21 décembre 1936, p. 424. — *France (Nouvelle-Calédonie et dépendances)*, 10 juillet 1936, p. 424. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 20 janvier 1936, p. 424; 17 février 1936, p. 424; 9 mars 1936, p. 424; 26 mai 1936, p. 425; 9 juillet 1936, p. 425. — *Chypre*, 30 mars 1936, p. 425. — *Guatemala*, 25 janvier 1936, p. 425; 25 janvier 1936, p. 425; 1^{er} août 1936, p. 426. — *Italie*, 16 avril 1936, p. 426; 9 juillet 1936, p. 426; 5 octobre 1936, p. 426; 6 octobre 1936, p. 426; 20 décembre 1936, p. 426. — *Japon*, 24 janvier 1936, p. 427; 24 juin 1936, p. 427; 28 juillet 1936, p. 427. — *Luxembourg*, 30 décembre 1935, p. 427; 28 octobre 1936, p. 427; 30 octobre 1936, p. 428. — *Mexique*, 20 janvier 1936, p. 428; 19 mars 1936, p. 428; 11 mai 1936, p. 428; 19 mai 1936, p. 428; 20 mai 1936, p. 428; 4 août 1936, p. 428; 21 août 1936, p. 428; 20 octobre 1936, p. 429; 30 octobre 1936, p. 429. — *Norvège*, 30 juin 1936, p. 429; 4 août 1936, p. 429. — *Nouvelle-Zélande*, 18 mars 1936, p. 429. — *Pays-Bas*, 1^{er} octobre 1936, p. 429; 31 décembre 1936, p. 429; 31 décembre 1936, p. 429. — *Indes Néerlandaises*, 26 octobre 1936, p. 430; 23 et 27 novembre 1936, p. 430. — *Pologne*, 3 juin 1936, p. 431. — *Roumanie*, 23 janvier 1936, p. 431; 10 juin 1936, p. 431; 2 juillet 1936, p. 431; 3 novembre 1936, p. 431. — *Suède*, 24 avril 1936, p. 431; 30 avril 1936, p. 431; 30 avril 1936, p. 432; 8 mai 1936, p. 432; 12 juin 1936, p. 432; 19 juin 1936, p. 432; 26 juin 1936, p. 432; 26 juin 1936, p. 432; 11 septembre 1936, p. 432; 25 septembre 1936, p. 432; 3 octobre 1936, p. 432. — *Suisse*, 31 janvier 1936, p. 608; 29 juin 1936, p. 432; 2 octobre 1936, p. 433. — *Union Sud-africaine*, 23 juin 1936, p. 433. — *Uruguay*, 23 janvier 1936, p. 433. — *Vénézuëla*, 20 octobre 1936, p. *415.

- Drainage**, Voir **BONIFICATION**: *Canada (Manitoba)*, 7 avril 1936, p. 498.
Droit agricole (**OBSERVATOIRES DE**): *Italie*, 16 juillet 1936, p. 606.
Droits de statistique: *France (Guinée française)*, 21 décembre 1935, p. 424.
Ducroire (**OFFICE NATIONAL**): *Belgique*, 6 mai 1936, p. 304.

E

- Eau-de-vie**. *Autriche*, p. 403. — *Colombie*, 14 septembre 1936, p. 307. — *France*, 12 février 1936, p. 537. — *France (Algérie)*, 1^{er} avril 1936, p. 538. — *Nicaragua*, 31 juillet 1936, p. 411.

Eaux.

- CONSORTIUMS**: *Canada (Saskatchewan)*, 1^{er} avril 1936, p. 480.
CONTAMINATION DES EAUX: *Belgique*, 10 septembre 1936, p. 480. — *Canada (Manitoba)*, 6 avril 1935, p. 480.
INONDATIONS: *Etats-Unis d'Amérique*, 22 juin 1936, p. 481.
IRRIGATION: *Australie (Queensland)*, 15 octobre 1936, p. 480. — *Chili*, 18 avril 1936, p. 480. — *Etats-Unis d'Amérique*, 14 avril 1936, p. 481.
RÉGIME DES EAUX: *Allemagne*, 13 janvier 1936, p. 480. — *Allemagne (Bavière)*, 17 avril 1936, p. 480. — *Canada (Ontario)*, 9 avril 1936, p. 480. — *Canada (Saskatchewan)*, 21 février 1935, p. 480; 1^{er} avril 1936, p. 480. — *Equateur*, 17 juillet 1936, p. 481. — *France*, 18 juin 1936, p. 481; 10 juillet 1936, p. 481. — *Kénia*, 18 janvier 1936, p. 481. — *Italie*, 18 juin 1936, p. 481. — *Mexique*, 24 mars 1936, p. 481. — *Indes Néerlandaises*, 26 septembre 1936, p. 481. — *Suède*, 20 mars 1936, p. 481.
SERVICE DES EAUX: *Colombie*, 27 décembre 1935, p. 480; 13 février 1936, p. 481. — *France*, 1^{er} mars 1936, p. 605; 1^{er} mai 1936, p. 605. — *Grèce*, 25 janvier 1936, p. 605. — *Luxembourg*, 14 septembre 1936, p. 607.
Economie agraire (**INSTITUTS DE RECHERCHES**): *Bulgarie*, 15 janvier 1936, p. 648.
Economie corporative (**OFFICES PROVINCIAUX**): *Italie*, 3 septembre 1936, p. 611.
Electrification rurale: *Etats-Unis d'Amérique*, 20 mai 1936, p. **495.

Eleavage: Voir **BÉTAIL**, **BOVINS**.

- ASSOCIATIONS D'ÉLEVÉURS**: *Finlande*, 10 janvier 1936, p. 722.
INSTITUTIONS POUR L'ENCOURAGEMENT DE L'ÉLEVAGE: *Vénézuéla*, 14 juillet 1936, p. 563.
PLAN POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE: *U. R. S. S.*, 28 mai 1936, p. 563.
SERVICES D'ÉLEVAGE: *Bulgarie*, 23 février 1936, p. 560; 10 septembre 1936, p. 560.
STATIONS NATIONALES D'ÉLEVAGE: *Mexique*, 30 juillet 1936, p. *556. — *Pays-Bas*, 23 mai 1936, p. 562. — *Suède*, 24 avril 1936, p. 563.
Élévateurs: *Argentine*, 27 décembre 1935, p. 165; 11 mai 1936, p. 165.

Emballages: *Argentine*, 22 avril 1936, p. 188. — *Chili*, 8 janvier 1936, p. 306.

Emigration: *Roumanie*, 11 novembre 1936, p. 861.

Emplois agricoles: *Portugal*, 15 février 1936, p. 607.

Endettement agricole: *Allemagne*, 24 février 1936, p. 757; 20 juin 1936, p. 757. — *Argentine*, 1^{er} octobre 1936, p. 757. — *Autriche*, p. 758. — *Bulgarie*, 16 janvier 1936, p. 758; 18 février 1936, p. 758; 21 février 1936, p. 758; 31 mars 1936, p. 758; 27 avril 1936, p. 758; 7 août 1936, p. 758; 25 août 1936, p. 758. — *Canada (Manitoba)*, 16 avril 1935, p. 758. — *Canada (Ontario)*, 9 avril 1936, p. 759. — *Canada (Québec)*, 29 avril 1936, p. 759. — *Canada (Saskatchewan)*, 4 décembre 1934, p. 759. — *Costa-Rica*, 5 août 1936, p. 760. — *Danemark*, 25 janvier 1936, p. 760; 9 avril 1936, p. *731; 21 avril 1936, p. 760; 9 décembre 1936, p. 760. — *Finlande*, 18 décembre 1936, p. 761. — *France*, 20 août 1936, p. **733. — *Inde (Bengale)*, 29 mars 1936, p. 763. — *Inde (Madras)*, 5 avril 1936, p. *735. — *Inde (Provinces Centrales)*, 22 avril 1936, p. 763. — *Japon*, 25 mai 1936, p. 764; 27 novembre 1936, p. 764. — *Lithuanie*, 31 janvier 1936, p. 765; 25 août 1936, p. 765. — *Luxembourg*, 9 avril 1936, p. 765. — *Norvège*, 1^{er} février 1936, p. 765; 25 juin 1936, p. *738; 16 juillet 1936, p. 765. — *Nouvelle-Zélande*, 16 décembre 1935, p. 765; 1^{er} avril 1936, p. 765. — *Pays-Bas*, 7 février 1936, p. 765. — *Roumanie*, 7 avril 1936, p. 766. — *Suède*, 27 mars 1936, p. 766. — 17 avril 1936, p. 766; 29 mai 1936, p. 766; 5 juin 1936, p. 767. — *Suisse*, 23 décembre 1936, p. **741. — *Uruguay*, 23 juillet 1936, p. 767. — *Yougoslavie*, 17 avril 1936, p. 768; 30 avril 1936, p. 768; 25 septembre 1936, p. *742; 29, 30 et 31 octobre 1936, p. 768, 30 octobre 1936, p. 768.

Engrais:

APPROVISIONNEMENT: *Allemagne*, 19 novembre 1936, p. 204.

ASSOCIATIONS POUR LA FABRICATION DES ENGRAIS: *Japon*, 10 novembre 1936, p. 207; 11 novembre 1936, p. 207.

COMMERCE: *Australie (Victoria)*, 19 octobre 1936, p. 207. — *France*, 28 mars 1936, p. 207.

COMMISSION: *Italie*, 28 mai 1936, p. 633. — *Japon*, 24 décembre 1936, p. 207.

CONTRÔLE: *Estonie*, p. 207. — *Japon*, 28 mai 1936, p. 207; 10 novembre 1936, p. 207; 11 novembre 1936, p. 207. — *Vénézuëla*, 25 septembre 1936, p. **349.

CRÉDITS POUR L'ACHAT: *U. E. S. S.*, 22 mai 1936, p. 207.

DOUANES: *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 28 octobre 1936, p. 425. — *Uruguay*, 12 août 1936, p. 433.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Pays-Bas*, 20 décembre 1935, p. 320; 22 février 1936, p. 320.

PRIVILÈGES DU VENDEUR: *France*, 24 mars 1936, p. **732.

PRIX: *Lithuanie*, 14 mars 1936, p. 340. — *Nouvelle-Zélande*, 14 juillet 1936, p. 340.

Enseignement agricole:

CAMPS AGRICOLES SCOLAIRES: *Costa-Rica*, 16 mai 1936, p. 648.

ÉCOLES D'AGRICULTURE: *Autriche (Vorarlberg)*, p. 648. — *Belgique*, 16 juillet 1936, p. 648. — *Brésil*, 18 mars 1936, p. 648; 14 novembre 1936, p. 648. — *Guatemala*, 14 avril 1936, p. 649; 1^{er} octobre 1936, p. 649. — *Hongrie*, 13 juillet 1936, p. 605. — *Japon*, 10 novembre 1936, p. 649. — *Norvège*, 19 juin 1936, p. 649.

SERVICES PRÉPOSÉS À L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE: *Mexique*, 13 février 1936, p. 649.

Enseignement laitier: *France*, 3 juin 1935, p. 648.

Ensemencements (PLAN D'ÉTAT DES): *U. R. S. S.*, 10 février 1936, p. 478; 11 mars 1936, p. 478; 29 juillet 1936, p. 478; 1^{er} août 1936, p. 478.

Ententes de nature économique: *Pays-Bas*, 22 février et 14 septembre 1936, p. 724.

Entreprises: agricoles:

AIDES: *France*, 19 août 1936, p. 762; 7 octobre 1936, p. 443.

DIRIGEANTS: *Italie*, 18 mai 1936, p. 859.

Épargne: *Italie*, 12 mars 1936, p. 763.

Épizooties, Voir MALADIES DES ANIMAUX: *Allemagne*, 16 mars 1936, p. 568.

AVORTEMENT ÉPIZOOTIQUE: *Allemagne (Bavière)*, 16 mai 1936, p. 569.

Esprit-de-vin, Voir ALCOOL:

IMPÔTS: *Grèce*, 15 août 1936, p. 407; 23 octobre 1936, p. 407.

PRIX: *Grèce*, 1^{er} septembre 1936, p. 339. — *Roumanie*, 5 juin 1936, p. 341; 1^{er} juillet 1936, p. 341; 30 octobre 1936, p. 341.

Etables: *France*, 24 juillet 1936, p. 561.

Etablissements insalubres: *Luxembourg*, 4 mai 1936, p. 499.

Étalons, Voir: CHEVAUX.

APPROBATION: *Autriche (Vienne)*, 17 décembre 1935, p. 560; 25 janvier 1936, p. 560. — *Canada (Nouvelle-Ecosse)*, 2 mai 1936, p. 560. — *Luxembourg*, 3 novembre 1936, p. 562.

Évaluation du sol cultivé: *Allemagne*, 31 janvier 1936, p. 378.

Exécution forcée: *Canada (Saskatchewan)*, 1^{er} avril 1936, p. 759.

Experts agricoles: *Nicaragua*, 18 mars 1936, p. 649.

Exploitations agricoles:

DIRECTEURS: *Uruguay*, 3 janvier 1936, p. 609.

PROTECTION CONTRE LES ENDOMMAGEMENTS: *Cuba*, 15 janvier 1935, p. 868.

RÈGLEMENT DES PETITES EXPLOITATIONS: *Colombie*, 25 novembre 1936, p. 831. — *Danemark*, 31 mars 1936, p. 831; 30 avril 1936, p. 831. — *Pays-Bas*, 27 juillet 1936, p. 443. — *Suède*, 24 avril 1936, p. 444.

Exportation: *Colombie*, 16 avril 1936, p. 306.

ASSOCIATIONS D'EXPORTATEURS: *Japon*, 27 mai 1936, p. 316; 22 septembre 1936, p. 317; 22 septembre 1936, p. 317; 26 septembre 1936, p. 317.

AUTORISATIONS: *France*, 5 novembre 1936, p. 312, 5 novembre 1936, p. 312.

- CERTIFICATS:** *Pays-Bas*, 29 septembre 1936, p. 322. — *Suisse*, 23 juillet 1936, p. 327; 23 juillet 1936, p. 327.
- COMITÉS RÉGIONAUX:** *Mexique*, 13 octobre 1936, p. 319.
- CONTRÔLE:** *Bulgarie*, 20 mai 1936, p. 305. — *Colombie*, 11 février 1936, p. 306. — *Equateur*, 15 août 1936, p. 308. — *Japon*, 27 mai 1936, p. 316; 22 septembre 1936, p. 317; 26 septembre 1936, p. 317.
- DEVISES:** *U. R. S. S.*, 29 février 1936, p. 328. — *Uruguay*, 16 janvier 1936, p. 328; 16 janvier 1936, p. 328; 16 janvier 1936, p. 328.
- EXPORTATION EN COMPENSATION:** *Roumanie*, 6 mai 1936, p. 325; 6 novembre 1936, p. 325. — *Suisse*, 22 mars 1935, p. 327; 3 décembre 1935, p. 327.
- GARANTIE DE L'ÉTAT POUR LES CRÉDITS:** *Italie*, 2 octobre 1936, p. 315. — *Suède*, 19 juin 1936, p. 326.
- INSTITUTS D'EXPORTATION:** *Bulgarie*, 27 mai 1936, p. 305. — *Portugal*, 8 juillet 1936, p. *294.
- MESURES POUR LE DÉVELOPPEMENT:** *Suisse*, 8 octobre 1936, p. 328.
- PRIMES:** *Finlande*, 16 avril 1936, p. 309; 9 juillet 1936, p. 309; 24 septembre 1936, p. 309; 21 octobre 1936, p. 309; 10 décembre 1936, p. 310. — *Roumanie*, 23 juin 1936, p. 326. — *Vénézuéla*, 21 mars 1936, p. 329; 23 mars 1936, p. 330.
- RÉEXPORTATION:** *Uruguay*, 30 mai 1936, p. 329.
- RÉGLEMENTATION:** *Belgique (Congo)*, 28 juillet 1936, p. 305. — *Chili*, p. 306. — *Danemark*, 14 décembre 1936, p. 307. — *Egypte*, 20 juillet 1936, p. 307. — *Finlande*, 30 décembre 1936, p. 310; 30 décembre 1936, p. 310. — *Irlande (Etat-Libre d')*, 12 avril 1935, p. 314. — *Luxembourg*, 20 avril 1936, p. 318; 20 avril 1936, p. 318; 21 avril 1936, p. 318. — *Pays-Bas*, 25 mars et 19 décembre 1936, p. 320; 16 septembre 1936, p. 321. — *U. R. S. S.*, 16 janvier 1936, p. 328.
- TRAITES PROVENANT DE L'EXPORTATION:** *Uruguay*, 3 juillet 1936, p. 329.
- Expositions:** *Brésil*, 20 mars 1936, p. 646. — *Chili*, 3 juillet 1936, p. 646; 15 septembre 1936, p. 646. — *Mexique*, 20 août 1936, p. 646. — *Salvador*, 1^{er} février 1936, p. 647. — *Uruguay*, 8 octobre 1936, p. 647.
- Expropriation:** *Equateur*, 13 juillet 1936, p. 831. — *Mexique*, 23 novembre 1936, p. 836. — *Vénézuéla*, 14 juillet 1936, p. 837.

F

Famine: *Inde (Madras)*, 2 octobre 1936, p. 859.

Farine:

- COMMERCE:** *Allemagne*, 28 novembre 1936, p. 165. — *France*, 19 mars 1936, p. 167. — *Nouvelle-Zélande*, 1^{er} avril 1936, p. 172. — *Pays-Bas*, 17 juin 1936, p. 172. — *Indes Néerlandaises*, 26 octobre 1936, p. 173. — *Portugal*, 18 novembre 1936, p. 174. — *Vénézuéla*, 28 mars 1936, p. 175.
- DOUANE:** *Brésil*, 8 mai 1936, p. 417. — *Equateur*, 20 août 1936, p. 420.
- EXPORTATION:** *France*, 1^{er} avril 1936, p. 311.

- FABRICATION:** *Allemagne*, 19 décembre 1936, p. 165. — *Portugal*, 6 avril 1936, p. 173.
- PRIX:** *Suisse*, 14 décembre 1936, p. 341.
- RÉGIME FISCAL:** *Japon*, 20 juin 1936, p. 409.
- TYPES:** *Suède*, 8 mai 1936, p. 174.
- Faune et flore:** *Australie (Australie de l'Ouest)*, 8 octobre 1936, p. 470.
— *Grande Bretagne et Irlande du Nord*, 8 novembre 1933, p. 491. — *Suède*, 27 novembre 1936, p. 576.
- Fermage:** Voir AFFERMAGE DES TERRES, BAUX RURAUX.
- CONCILIATION:** *Japon (Corée)*, 12 février 1936, p. 847; 26 février 1936, p. 847.
- PROTECTION:** *Allemagne*, 22 octobre 1936, p. 846; — *Allemagne (Bavière)*, 27 février 1936, p. 846. — *Australie (Queensland)*, 2 octobre 1936, p. 856.
- RÉDUCTION:** *Australie (Australie du Sud)*, 30 juillet 1936, p. 846.
- RÈGLEMENT DU CONTRAT:** *Canada (Saskatchewan)*, 28 février 1936, p. 846.
- Fèves:** *Pays-Bas*, 26 mai 1936, p. 475.
- Figues:** *Grèce*, 3 septembre 1936, p. 192; 28 novembre 1936, p. 192.
- Financière (PÉRÉQUATION):** *Allemagne*, 30 mars 1936, p. 378.
- Fiscale: (RÉFORME):** *Italie*, 7 août 1936, p. 382. — *U. R. S. S.*, 5 janvier 1936, p. 383; *R. S. F. S. F.*, 13 janvier 1936, p. 384.
- Fléaux agricoles:** *Argentine*, 10 juillet 1935, p. 706. — *Autriche (Carinthie)*, 13 novembre 1935, p. 708. — *Salvador*, 30 mai 1936, p. 572. — *Union Sud-africaine*, 6 novembre 1936, p. 713. — *Australie (Queensland)*, 23 octobre 1936, p. 708.
- Fleurs et culture florale:** *Pays-Bas*, 28 janvier 1936, p. 474; 27 mars, 29 juillet et 29 juillet, p. 320; 29 juillet 1936, p. 475; 30 juillet 1936, p. 475; 5 septembre 1936, p. 476; 7 septembre 1936, p. 476; 1^{er} octobre 1936, p. 322; 21 décembre 1936, p. 476; 31 décembre 1936, p. 477.
- Forêts:**
- CADASTRE:** *Japon*, 4 février 1936, p. 492; 4 février 1936, p. 492.
- CYCLE ÉCONOMIQUE:** *Allemagne*, 20 octobre 1936, p. *482.
- EXPLOITATION:** *Belgique (Congo Belge)*, 4 juillet 1936, p. 489. — *Canada (Saskatchewan)*, 21 février 1935, p. 490. — *Pologne*, 19 février 1936, p. 444.
- GARDES DOMANIAUX:** *France*, 9 juillet 1936, p. 605.
- INCENDIES:** *Australie (Commonwealth)*, 13 mai 1936, p. 867. — *Canada (Nouveau-Brunswick)*, 4 avril 1935, p. 489. — *Canada (Saskatchewan)*, 1^{er} avril 1936, p. 868. — *France*, 22 février 1936, p. **863. — *Japon (Karafuto)*, 25 avril 1936, p. 868; 21 mai 1936, p. 492.
- PÉPINIÈRES:** *Allemagne*, 20 juillet, 1936, p. 488.
- PRODUITS FORESTIERS:** *Colombie*, 11 juillet 1936, p. 490. — *Grèce*, 24 juillet 1936, p. 491. — *Inde (Bombay)*, 8 mai 1936, p. 491. — *Yougoslavie*, 28 février 1936, p. 494.

- PROTECTION:** *Allemagne (Bavière)*, 7 septembre 1936, p. 488. — *Norvège*, 19 juin 1936, p. 493. — *Suède*, 26 juin 1936, p. 493. — *U. R. S. S.*, 2 juillet 1936, p. 493; 8 août 1936, p. 493. — *Vénézuëla*, 24 mars 1936 p. 493.
- REBOISEMENT:** *Allemagne*, 22 avril 1936, p. 488. — *Brésil*, 28 mai 1936, p. 489. — *Japon (Karafuto)*, 5 mars 1936, p. 492.
- RÉGIME FISCAL:** *Mexique*, 2 mars 1936, p. 410; 2 mars 1936, p. 410; 6 avril 1936, p. 410.
- RÈGLEMENT DE L'EXPLOITATION:** *Argentine*, 20 novembre 1935, p. 488. — *Australie (Australie de l'Ouest)*, 13 mai 1936, p. 489. — *Belgique (Congo Belge)*, 13 juin 1936, p. 489. — *Bulgarie*, p. 489. — *Canada (Nouvelle-Ecosse)*, 24 avril 1936, p. 489; *Canada (Ontario)*, 9 avril 1936, p. 490. — *Colombie*, 8 juin 1936, p. 490. — *Espagne*, 14 mai 1936, p. 490. — *Estonie*, p. 490. — *France*, 29 septembre 1936, p. 491; *France (Maroc)*, 8 septembre 1936, p. 491. — *Grèce*, 26 août 1936, p. 491. — *Inde (Birmanie)*, 6 octobre 1936, p. 491; *Inde (Madras)*, 27 mars 1936, p. 491. — *Mexique*, 8 avril 1936, p. 492; 31 mai 1936, p. 492; 29 août 1936, p. 493. — *Pologne*, 19 mai 1936, p. 493. — *Vénézuëla*, 29 septembre 1936, p. *484. — *Yougoslavie*, 28 février 1936, p. 494; 14 mars 1936, p. 494; 12 juin 1936, p. 494; 11 novembre 1936, p. 494.
- SERVICES PRÉPOSÉS:** *Argentine*, 20 novembre 1935, p. 489; 3 juin 1936, p. **482. — *Autriche*, p. 489. — *Japon*, 23 décembre 1936, p. 492. — *Vénézuëla*, 2 mars 1936, p. 493.
- STATIONS EXPÉRIMENTALES:** *Japon*, 26 juin 1936, p. 492; 26 juin 1936, p. 492; 13 juillet 1936, p. 492.
- Fourrages, Voir: ALIMENTS DU BÉTAIL:** *Italie*, 5 décembre 1935, p. 473. — *Suisse*, 13 octobre 1936, p. 341; 29 décembre 1936, p. 341. — *U. R. S. S.*, 31 mars 1936, p. 206; 10 avril 1936, p. 207.
- Framboises:** *Grande-Bretagne et Irlande du Nord (Ecosse)*, 3 avril 1936, p. 191.
- Fraudes:**
- RÉPRESSION:** *France*, 20 octobre 1936, p. 350. — *Italie*, 30 janvier 1936, p. 350; 2 juillet 1936, p. **347; 16 juillet 1936, p. **348; 21 octobre 1936, p. 350. — *Roumanie*, 30 juin 1936, p. 350.
- Fromage:**
- ANALYSE:** *Suisse*, 14 février 1936, p. 371.
- CLASSEMENT ET MARQUAGE:** *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 28 mars 1936, p. 269; 1^{er} avril 1936, p. 269; 18 avril 1936, p. 269, 14 mai 1936, p. 269.
- COMMERCE:** *Suède*, 16 octobre 1936, p. 272.
- EXPORTATION:** *Danemark*, 23 décembre 1935, p. 307; 25 mars 1936, p. 307.
- PRIMES:** *Irlande (Etat-Libre d')*, 31 mars 1936, p. 594; 31 mars 1936, p. 594.
- PRIX:** *Suisse*, 17 juillet 1936, p. 341.
- RÉGIME FISCAL:** *Irlande (Etat-Libre d')*, 31 mars 1936, p. 408; 29 avril 1936, p. 270.

Froment, Voir: Blé et CÉRÉALES.

ASSISTANCE AUX CULTIVATEURS: *Pays-Bas*, 22 mai 1936, p. 475.

COMMERCE: *Pays-Bas*, 3 novembre 1936, p. 173.

CONTINGENT: *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 7 août 1936, p. 170.

CULTURE: *Pays-Bas*, 6 juin 1936, p. 475; 20 juin 1936, p. 475; 6 octobre 1936, p. 476.

DOUANES: *Suède*, 29 août 1936, p. 413.

ESTIMATION DES RÉCOLTES: *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 7 août 1936, p. 170.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Belgique*, 13 janvier 1936, p. 303. — *Finlande*, 17 avril 1936, p. **41; 17 avril 1936, p. **42. — *Italie*, 30 octobre 1936, p. 426. — *Suède*, 10 octobre 1936, p. 326.

IMPORTATION POUR L'ALIMENTATION DE LA VOLAILLE: *Italie*, 6 février 1936, p. 426.

PRIMES: *Pays-Bas*, 7 novembre 1936, p. 476. — *U. R. S. S.*, 11 février 1936, p. 478.

PRIX: *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 13 août 1936, p. 170. — *Suisse*, 7 octobre 1936, p. 341.

TRANSPORT: *Pays-Bas*, 22 août 1936, p. 173.

Frontalier (CONTRÔLE): *Pays-Bas*, 28 septembre 1936, p. 322.

Fruitière (INDUSTRIE): *Uruguay*, 10 septembre 1936, p. **467.

Fruits:

APPROVISIONNEMENT: *Suisse*, 1^{er} septembre 1936, p. *534.

COMMERCE: *Australie (Queensland)*, 13 février 1936, p. 188; 9 avril 1936, p. 188. — *Bulgarie*, 23 mai 1936, p. 189. — *Portugal*, 9 juillet 1936, p. 194. — *Uruguay*, 18 mars 1935, p. 195; 23 janvier 1936, p. 539.

CONSERVES: *Allemagne*, 8 juin 1936, p. 187.

DOUANES: *Estonie*, 30 janvier 1935, p. 420; 1^{er} février 1935, p. 420. — *Pologne*, 8 mai 1936, p. 431. — *Uruguay*, 24 janvier 1936, p. 433; 24 octobre 1936, p. 434.

EMBALLAGES: *Australie (Queensland)*, 27 février 1936, p. 188.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Argentine*, 20 février 1936, p. 302; 15 décembre 1936, p. 302. — *Belgique*, 16 septembre 1936, p. 304. — *France*, 7 juillet 1936, p. 311. — *Pays-Bas*, 14 et 16 octobre 1936, p. 322. — *Portugal*, 5 mai 1936, p. 325; 19 décembre 1936, p. 325. — *Uruguay*, 28 janvier 1936, p. *298.

PROTECTION SANITAIRE: *Argentine*, 20 juin 1936, p. 707.

RÉFRIGÉRATION: *Mexique*, 17 mars 1936, p. 193.

RÉGIME FISCAL: *Chili*, 12 mai 1936, p. 361. — *Portugal*, 23 décembre 1936, p. 412.

Fruits secs: *Australie (Australie du Sud)*, 30 janvier 1936, p. 188.

Fruits tropicaux: *Brésil*, 3 janvier 1936, p. 471; 11 mars 1936, p. 471; 19 juin 1936, p. 471.

Fumières: *Suède*, 24 avril 1936, p. 499.

Futailles: *France (Guadeloupe)*, 22 octobre 1936, p. 423.

G

- Gage agricole**, Voir: CRÉDIT AGRICOLE: *Argentine*, 9 juin 1936, p. 757. — *Equateur*, 14 août 1936, p. *732.
- Gale noire des pommes de terre**: *Autriche*, p. 708; p. *682. — *Suède*, 22 mai 1936, p. 713.
- Géomètres**: *Italie*, 16 avril 1936, p. 606.
- Gibier**, Voir: CHASSE: *Allemagne*, 21 mars 1936, p. 573; 25 novembre 1936, p. 336. — *Egypte*, 4 avril 1936, p. 574; 27 avril 1936, p. 307.
- Glucose**: *Allemagne*, 27 juin 1936, p. 187. — *Belgique*, 16 décembre 1935, p. 404.
- Graisses**: *Danemark*, 24 juin 1936, p. 307. — *Equateur*, 3 janvier 1936, p. 419. — *Italie*, 25 avril 1936, p. 595. — *Pays-Bas*, 8 juin 1936, p. 321; 21 décembre 1936, p. 323. — *Roumanie*, 26 juin 1936, p. 272.
- Grèves**: *Equateur*, 31 juillet 1936, p. 858. — *Vénézuéla*, 16 juin 1936, p. 861.
- Gruau**: *Pays-Bas*, 20 décembre 1935, p. 320.

H

- Habitations**: *Chili*, 8 octobre 1936, p. 862. — *Finlande*, 23 avril 1936, p. 862. — *Indes Néerlandaises*, 12 octobre 1936, p. 860. — *U. R. S. S.*, 17 février 1936, p. 862. — *Uruguay*, 27 novembre 1936, p. 862.
- Haricots**: *Australie*, 8 janvier 1936, p. 303. — *Bulgarie*, 7 août 1936, p. 189. — *Kénia*, 4 janvier 1936, p. 192.
- Herbes nuisibles**: *Inde (Bengale)*, 16 mai 1936, p. 711. — *Nouvelle-Zélande*, 1^{er} avril 1936, p. 713.
- Homesteads**: *Canada (Saskatchewan)*, 1^{er} avril 1936, p. 830.
- Horticulture**: *Allemagne*, 21 octobre 1936, p. *445. — *Bulgarie*, 22 février 1936, p. 471. — *Pays-Bas*, 28 avril 1936, p. 474; 9 juin 1936, p. 475; 17 décembre 1936, p. 476; 21 décembre 1936, p. 476; 31 décembre 1936, p. 477. — *U. R. S. S.*, 21 mars 1936, p. 195.
- Houblon**: *Allemagne*, 3 mars 1936, p. 187; 23 juillet 1936, p. 188; 10 août 1936, p. 188. — *Roumanie*, 16 mai 1936, p. 412.
- Huiles minérales**: *Italie*, 4 mai 1936, p. 375; 10 septembre 1936, p. 409.
- Huiles végétales** (en général): *France*, 11 mai 1936, p. 374; 18 août 1936, p. **386. — *Régence de Tunis*, 31 août 1936, p. 211; 15 septembre 1936, p. 538. — *Japon*, 30 mai 1936, p. 427. — *Portugal*, 2 septembre 1936, p. 325; 17 décembre 1936, p. 325.
- HUILE DE GRAINES**: *Autriche*, p. 417. — *Régence de Tunis*, 16 octobre 1936, p. 424; 20 octobre 1936, p. 313. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 8 juin 1936, p. 425. — *Italie*, 5 décembre 1935, p. 211; 23 août 1936, p. 409. — *Mexique*, 21 août 1936, p. 212. — *Yougoslavie*, 10 juin 1936, p. *208; 22 juin 1936, p. 540.

HUILE D'OLIVE: *Régence de Tunis*, 23 janvier 1936, p. 211; 3 février 1936, p. 211; 1^{er} avril 1936, p. 211; 20 avril 1936, p. 211; 30 avril 1936, p. 211; 6 juin 1936, p. 211; 22 juin 1936, p. 211; 8 août 1936, p. 424; 22 août 1936, p. 313. — *Italie*, 27 septembre 1936, p. 211.

Hybrides producteurs directs: *Allemagne*, 16 septembre 1936, p. 470. — *Italie*, 16 juillet 1936, p. **451.

Hygiène rurale: *Equateur*, 30 juillet 1936, p. 868. — *Espagne*, 12 février 1936, p. 868. — *Inde (Provinces Centrales)*, 8 avril 1936, p. 868.

I

Immeubles agricoles:

COMMERCE: *Suisse*, 16 octobre 1936, p. **818.

Immigration, Voir: EMIGRATION: *Pérou*, 26 juin 1936, p. 860. — *Vénézuëla*, 22 juillet 1936, p. 861.

Importation:

AUTORISATIONS: *Colombie*, 6 juillet 1936, p. 306. — *France*, 7 mars 1936, p. 310. — *Italie*, 6 février 1936, p. 315.

CONTINGENTS: *Espagne*, 9 mai 1936, p. 308; 11 mai 1936, p. 308.

DÉCLARATIONS: *Belgique*, 25 juillet 1936, p. 304. — *Luxembourg*, 3 août 1936, p. 318. — *Portugal*, 15 avril 1936, p. 324; 15 novembre 1936, p. 325.

FACILITÉS: *Allemagne*, 21 février 1936, p. 302; 23 novembre 1936, p. 302.

INTERDICTION: *Autriche*, p. 303. — *Espagne*, 21 janvier 1936, p. 308.

LIMITATION: *Japon*, 25 juin 1936, p. 316; 28 décembre 1936, p. 317; 29 décembre 1936, p. 317. — *Japon (Corée)*, 25 juin 1936, p. 318. — *Japon (Karafuto)*, 25 juin 1936, p. 318. — *Suisse*, 27 mars 1936, p. 327; 30 mars 1936, p. 327; 13 août 1936, p. 328; 17 novembre 1936, p. 328; 27 novembre 1936, p. 328.

PAIEMENTS: *Italie*, 31 août 1936, p. 315. — *Roumanie*, 10 août 1936, p. 326.

RÉGLEMENTATION EN GÉNÉRAL: *Belgique*, 7 mai 1936, p. 304. — *Bulgarie*, 17 avril 1936, p. 305. — *France*, 3 août 1936, p. 311; 18 septembre 1936, p. 312. — *Italie*, 6 janvier 1936, p. 314. — *Pays-Bas*, 14 mai, 17 juillet, 1^{er} août, 28 et 31 décembre 1936, p. 321. — *Indes Néerlandaises*, 26 mars 1936, p. 323.

RÉGLEMENTATION POUR DES PRODUITS DÉTERMINÉS: *France*, 23 mars 1936, p. 310; 29 juin 1936, p. 311; 30 juin 1936, p. 311; 30 septembre 1936, p. 312. — *Pays-Bas*, 20 et 28 décembre 1935, p. 320; 3 juin 1936, p. 321. — *Suède*, 30 juin 1936, p. 326.

Impôts, Voir: TAXES: *Bulgarie*, 12 mars 1936, p. 379.

AGRICOLAS: *Norvège*, 10 juillet 1936, p. 383. — *U. R. S. S.*, 20 juillet 1936, p. 383; 20 juillet 1936, p. 383; 20 juillet 1936, p. 383; 20 juillet 1936, p. 383.

ARRIÉRÉS: *Canada (Saskatchewan)*, 1^{er} avril 1936, p. 380. — *Costa-Rica*, 3 juillet 1936, p. 380. — *Equateur*, 31 décembre 1935, p. 381. — *Uruguay*, 7 janvier 1936, p. 384. — *Yougoslavie*, 30 et 31 janvier 1936, p. 384.

- ASSIETTE: *Canada (Ontario)*, 9 avril 1936, p. 380; 9 avril 1936, p. 380. — *Suède*, 9 avril 1936, p. 383; 30 juin 1936, p. 383.
- CIRCULATION: *U. R. S. S.*, p. 413.
- CODE DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES: *France*, 17 octobre 1936, p. 406.
- CODE DES IMPÔTS DIRECTS: *France*, 17 octobre 1936, p. 381; 17 octobre 1936, p. 406.
- CONSOMMATION: *Brésil*, 9 juin 1936, p. 404. — *Italie*, 30 avril 1936, p. 409.
- CORPORATIONS: *Allemagne*, 27 août 1936, p. 403. — *Portugal*, 18 juillet 1936, p. 383.
- DIVIDENDES DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES: *Italie*, 5 octobre 1936, p. 409.
- DOUBLE IMPOSITION: *Autriche*, p. 379.
- EXEMPTION POUR LES ÉTABLES DE VACHES LAITIÈRES: *Mexique*, 15 mai 1936, p. 410.
- EXTRAORDINAIRE SUR LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE: *Italie*, 5 octobre 1936, p. 382.
- FONCIER: *Allemagne*, 20 janvier 1936, p. 378; 1^{er} décembre 1936, p. *377; 18 décembre 1936, p. 378. — *Argentine*, 30 décembre 1935, p. 379; 28 novembre 1936, p. 379. — *Australie (Queensland)*, 6 février 1936, p. 379. — *Australie (Victoria)*, 19 octobre 1936, p. 379. — *Autriche (Salzbourg)*, p. 379. — *Belgique*, 12 février 1936, p. 379; 30 mars 1936, p. 379; 31 mars 1936, p. 379; 7 avril 1936, p. 379. — *Canada (Manitoba)*, 6 avril 1935, p. 830. — *Canada (Saskatchewan)*, 1^{er} avril 1936, p. 380. — *Chili*, 17 janvier 1936, p. 380; 11 février 1936, p. 380. — *Costa-Rica*, 5 août 1936, p. 380. — *Cuba*, 18 février 1935, p. 380. — *Equateur*, 27 décembre 1935, p. 381; 6 mars 1936, p. 381; 14 novembre 1936, p. 381. — *Etats-Unis d'Amérique (Iles Philippines)*, 6 octobre 1936, p. 381. — *France (République Syrienne)*, 14 octobre 1936, p. 381. — *Guatemala*, 10 octobre 1936, p. 382. — *Inde (Bombay)*, 21 janvier 1936, p. 382. — *Inde (Provinces Centrales)*, 29 mars 1936, p. 382; 30 mars 1936, p. 382; 10 octobre 1936, p. 382; 27 octobre 1936, p. 382. — *Italie*, 19 octobre 1936, p. 382. — *Japon*, 18 mai 1936, p. 382; 30 mai 1936, p. 382; 1^{er} juin 1936, p. 382. — *Mexique*, 12 septembre 1936, p. 411.
- FORTUNE: *Danemark*, 21 avril 1936, p. 381. — *Norvège*, 13 mars 1936, p. 382; 17 avril 1936, p. 382. — *Indes Néerlandaises*, 5 mai 1936, p. 383.
- IMMOBILIER: *Uruguay*, 2 juillet 1936, p. 384.
- PATENTE: *Argentine*, 13 octobre 1936, p. 403.
- REVENU: *Australie (Australie du Sud)*, 22 octobre 1936, p. 379; 19 novembre 1936, p. 379. — *Australie (Victoria)*, 19 octobre 1936, p. 379. — *Bulgarie*, 29 janvier 1936, p. 379; 4 avril 1936, p. 379. — *Canada (Ontario)*, 2 mars 1936, p. 380. — *Colombie*, 23 décembre 1935, p. 380; 16 avril 1936, p. 405. — *Etats-Unis d'Amérique*, 22 juin 1936, p. 381. — *Norvège*, 30 juin 1936, p. 383; 10 juillet 1936, p. 383. — *U. R. S. S.*, 7 mars 1936, p. 383; 20 juillet 1936, p. 383; 4 août 1936, p. 384. — *Union Sud-africaine*, 24 juin 1936, p. 384.

VENTES: *Allemagne*, 9 avril 1936, p. 402; 21 août 1936, p. 403; 18 septembre 1936, p. 403. — *Autriche*, p. 403; p. 403. — *Equateur*, 14 novembre 1936, p. 406. — *Roumanie*, 9 avril 1936, p. 412.

Incendies, Voir: FORÊTS (INCENDIES):

Inondations: *Etats-Unis d'Amérique*, 17 avril 1936, p. 761. — *France*, 27 février 1936, p. 443. — *Italie*, 5 décembre 1935, p. 443.

Insectes nuisibles, Voir: FLÉAUX AGRICOLES: *Argentine*, 27 décembre 1935, p. 707. — *Mexique*, 27 janvier 1936, p. 712. — *Nicaragua*, 19 août 1936, p. 713. — *Nouvelle-Zélande*, 8 janvier 1936, p. 713. — *Portugal*, 29 septembre 1936, p. 713. — *Uruguay*, 23 juillet 1936, p. 714.

Insecticides: *Allemagne*, 6 avril 1936, p. 706; 6 mai 1936, p. 706; 20 mai 1936, p. 706; 20 mai 1936, p. 706; 15 août 1936, p. 706. — *Allemagne (Bavière)*, 7 février 1936, p. 706; 2 avril 1936, p. 706. — *Italie*, 21 septembre 1936, p. 409. — *Vénézuëla*, 23 novembre 1936, p. 384.

Institutions et instituts:

INSTITUTIONS CULTURELLES AGRICOLES: *Italie*, 26 juin 1936, p. 606.

INSTITUT BACTÉRIOLOGIQUE: *Chili*, 29 août 1936, p. 604.

INSTITUT COLONIAL FASCISTE: *Italie*, 30 mars 1936, p. 605.

INSTITUT DE RECHERCHES AGRONOMIQUES: *Espagne*, 21 février 1936, p. 604; 4 avril 1936, p. 605.

INSTITUT DE RECHERCHES TROPICALES: *Japon*, 16 septembre 1936, p. 607.

INSTITUT NATIONAL POUR LES ÉCHANGES AVEC L'ÉTRANGER: *Italie*, 3 février 1936, p. 314; 4 mars 1936, p. 315.

Intérêt hypothécaire (TAUX D'): *Allemagne*, 2 juillet 1936, p. 757; 2 juillet 1936, p. 757.

Irrigation, Voir: BONIFICATION, EAUX: *Argentine*, 16 janvier 1936, p. 498. — *Canada (Saskatchewan)*, 28 février 1936, p. 480. — *Etats-Unis d'Amérique*, 22 juin 1936 p. 498. — *Pérou*, 7 mars 1936, p. 499.

J

Juments: *Japon (Formose)*, 16 octobre 1936, p. 764.

Jurys mixtes du travail: *Espagne*, 30 mai 1936, p. 858; 5 juin 1936, p. 858; 11 juin 1936, p. 858.

K

Kapok: *Indes Néerlandaises*, 19 septembre 1936, p. 324.

L

Laine: *Allemagne*, 1^{er} février 1936, p. 593.

ASSOCIATIONS DE PRODUCTEURS: *Italie*, 10 avril 1936, p. 595.

COMMERCE: *Australie (Australie du Sud)*, 19 novembre 1936, p. 266. — *Australie (Victoria)*, 29 octobre 1936, p. 267. — *Bulgarie*, 23 mars 1936, p. 267. — *Italie*, 24 février 1936, p. 271. — *U. R. S. S.*, 19 avril 1936, p. 273; 28 avril 1936, p. 273.

DOUANES: *Italie*, 21 juin 1936, p. 426.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Japon*, 28 décembre 1936, p. 317; 29 décembre 1936, p. 317. — *Roumanie*, 14 août 1936, p. 326.

FABRICATION: *Pérou*, 31 janvier 1936, p. 595.

INSTITUT DES LAINES: *Argentine*, 10 juin 1936, p. *577.

PRIX: *Italie*, 28 mai 1936, p. 339.

RÉGIME FISCAL: *Italie*, 11 décembre 1935, p. 408.

Lait:

AIDE AUX PRODUCTEURS: *Suisse*, 25 avril 1936, p. **590.

ALIMENTATION DU BÉTAIL: *Suède*, 23 octobre 1936, p. 272; 23 octobre 1936, p. 272.

COMITÉ DU LAIT: *France*, 14 janvier 1936, p. 268; 17 mars 1936, p. 594; 26 mai 1936, p. 268; 11 juillet 1936, p. 268. — *Portugal*, 4 juin 1936, p. 272.

COMMERCE: *Allemagne*, 25 avril 1936, p. 265. — *Belgique*, 4 mai 1936, p. 267. — *Canada (Saskatchewan)*, 21 février 1935, p. 267. — *Cuba*, 30 novembre 1934, p. 268. — *Régence de Tunis*, 27 mars 1936, p. 269. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 19 mars 1936, p. *232; 28 juillet 1936, p. 269. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord (Ecosse)*, 3 juillet 1936, p. 269. — *Irlande (Etat-Libre d')*, 19 février 1935, p. 269; 26 mars 1936, p. 270; 14 août 1936, p. 270; 27 octobre 1936, p. 271. — *Japon (Kwantung)*, 29 juillet 1936, p. 271. — *Mexique*, 6 mars 1936, p. 271. — *Nicaragua*, 1^{er} septembre 1936, p. 271. — *Pays-Bas*, 6 juin 1936, p. 271; 26 juin 1936, p. 271; 1^{er} août 1936, p. 271. — *U. R. S. S.*, 26 avril 1936, p. 273.

LAIT CONDENSÉ: *Irlande (Etat-Libre d')*, 31 juillet 1936, p. 270.

CONTRÔLE SANITAIRE: *Allemagne (Bavière)*, 7 août 1936, p. 266. — *Brésil*, 20 décembre 1935, p. 267. — *Canada (Saskatchewan)*, 1^{er} avril 1936, p. 594. — *Irlande (Etat-Libre d')*, 27 octobre 1936, p. 271. — *Pays-Bas*, 19 décembre 1936, p. 272.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Irlande (Etat-Libre d')*, 30 avril 1936, p. 408. — *Pays-Bas*, 19 mars 1936, p. 320. — *Suède*, 30 juin 1936, p. 326.

PRIX: *Cuba*, 22 janvier 1935, p. 268. — *Irlande (Etat-Libre d')*, 14 août 1936, p. *233. — *Pays-Bas*, 30 décembre 1936, p. 272.

RÉCIPIENTS: *Portugal*, 14 mars 1936, p. 272.

RÉGIME FISCAL: *Belgique*, 6 mai 1936, p. 304. — *Suède*, 9 janvier 1936, p. 412; 30 juin 1936, p. 412; 8 juillet 1936, p. 413; 30 octobre 1936, p. 413. — *Suisse*, 22 mai 1936, p. 413.

Laiteries: *Guatemala*, 24 novembre 1936, p. 269. — *Norvège*, 25 juin 1936, p. **720. — *Suède*, 22 mai 1936, p. 272.

Laitiers (PRODUITS):

ASSISTANCE AUX PRODUCTEURS: *Pays-Bas*, 30 mars 1936, p. 595; 30 mars 1936, p. 595; 21 décembre 1936, p. 272.

CENTRALE DES PRODUITS LAITIERS: *Pays-Bas*, 8 décembre 1936, p. 271.

COMMERCE: *Nouvelle-Zélande*, 15 mai 1936, p. **244.

CONCENTRATION DE L'ÉCONOMIE LAITIÈRE: *Allemagne*, 22 janvier 1936, p. 265; 17 avril 1936, p. *221; 8 juillet 1936, p. 593.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Belgique*, 22 octobre 1936, p. 305. — *Bulgarie*, 9 juin 1936, p. **283. — *Pays-Bas*, 27 octobre 1936, p. 322; 24 novembre 1936, p. 322.

INSTITUT POUR L'INDUSTRIE LAITIÈRE: *Finlande*, 16 octobre 1936, p. 594.

MARCHÉS: *Lettonie*, 23 juillet 1935, p. **235.

PRIX: *Irlande (Etat-Libre d')*, 31 mars 1936, p. 339; 31 août 1936, p. 339.

RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE: *Australie (Australie du Sud)*, 9 janvier 1936, p. 593. — *Australie (Queensland)*, 2 juillet 1936, p. 266; 23 octobre 1936, p. 266. — *Australie (Victoria)*, 19 octobre 1936, p. 267. — *Bulgarie*, 3 juillet 1936, p. *578; 18 juillet 1936, p. 593. — *Canada (Manitoba)*, 19 mars 1935, p. 593. — *Canada (Nouveau-Brunswick)*, 4 avril 1935, p. 267. — *Canada (Ontario)*, 9 avril 1936, p. 593. — *Canada (Saskatchewan)*, 21 février 1935, p. 593; 1^{er} avril 1936, p. 593. — *Irlande (Etat-Libre d')*, 28 mai 1936, p. 270. — *Nouvelle-Zélande*, 4 mars 1936, p. 595. — *Pologne*, 22 avril 1936, p. * 585.

SUCCÉDANÉS: *Belgique*, 30 mars 1936, p. *231.

Lard: *Bulgarie*, 27 février 1936, p. 305; 19 mars 1936, p. 305.

Légumes: *Australie (Queensland)*, 27 février 1936, p. 188. — *France*, 21 octobre 1936, p. 312. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 14 juillet 1936, p. 191. — *Luxembourg*, 18 juillet 1936, p. 318. — *R. S. F. S. R.*, 4 mars 1936, p. 479.

Lentilles: *U. R. S. S.*, 5 décembre 1935, p. 341; 7 janvier 1936, p. 413.

Lichen: *Finlande*, 30 décembre 1936, p. 310.

Liège: *France (Algérie)*, 8 janvier 1936, p. 491. — *Portugal*, 7 novembre 1936, p. 493.

Lin:

COMMERCE: *Estonie*, p. 218. — *Lithuanie*, 22 octobre 1936, p. 218.

CONTINGENTEMENT: *France*, 25 décembre 1936, p. 313.

CONTRÔLE DE LA PRODUCTION: *Irlande (Etat-Libre d')*, 13 juillet 1936, 473.

DOUANES: *Chypre*, 18 avril 1936, p. 425.

ENCOURAGEMENT À LA PRODUCTION: *France*, 24 avril 1936, p. 472; 27 août 1936, p. 472. — *Pays-Bas*, 20 mai 1936, p. 475; 29 juillet 1936, p. 475.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *France*, 13 février 1936, p. 310; 6 novembre 1936, p. 312. — *Uruguay*, 23 avril 1936, p. 329; 3 octobre 1936, p. 329.

Liqueurs: *Allemagne*, 20 mars 1936, p. 535.

Livraison obligatoire des produits agricoles à l'Etat: *U. R. S. S.*, 27 février 1936, p. 175.

Livres généalogiques du bétail: *France*, 28 septembre 1936, p. 561.

Lois agraires: *Guatemala*, 10 février 1936, p. 834; 29 avril 1936, p. 834. — *Paraguay*, 5 mai 1936, p. 836.

Lois foncières: *Japon*, 26 décembre 1936, p. 835; 26 décembre 1936, p. 835.

Lupins: *Allemagne*, 15 juin 1936, p. 187.

M

Machines agricoles:

COMMERCE: *Etats-Unis d'Amérique*, 24 juin 1936, p. 375.

DOUANES: *Bulgarie*, 28 mai 1936, p. 417. — *Mexique*, 8 juin 1936, p. 428; 8 juillet 1936, p. 428.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Uruguay*, 31 août 1936, p. 433.

STATIONS: *U. R. S. S.*, 14 mai 1936, p. 375.

Magasins généraux: Vénézuëla, 20 octobre 1936, p. 768.**Maïs:**

COMMERCE: *Allemagne*, 28 février 1936, p. 164. — *Kénia*, 26 juin 1936, p. 192; 21 août 1936, p. 473.

DOUANES: *Autriche*, p. 404. — *Finlande*, 13 février 1936, p. 420; 30 décembre 1936, p. 421. — *France*, 5 novembre 1936, p. 423; 14 décembre 1936, p. 423. — *France (Maroc)*, 8 juillet 1936, p. 424. — *Mexique*, 14 septembre 1936, p. 428. — *Portugal*, 31 juillet 1936, p. 431.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *France*, 13 mars 1936, p. 310; 22 avril 1936, p. 311; 7 juillet 1936, p. 422; 16 août 1936, p. 422; 18 septembre 1936, p. 422. — *Portugal*, 19 octobre 1936, p. 174.

FARINE: *Irlande (Etat-Libre d')*, 18 février 1936, p. 171; 12 août 1936, p. 171.

SEMENCES: *Espagne*, 4 février 1936, p. 471.

Maladies du bétail: Australie, 18 mars 1936, p. 569. — *Kénia*, 5 octobre 1936, p. 571. — *Inde (Provinces Centrales)*, 10 septembre 1936, p. 571; 6 novembre 1936, p. 571.

MALADIES CONTAGIEUSES: *Allemagne (Bavière)*, 4 février 1936, p. 568. — *Bulgarie*, 20 mai 1936, p. 570. — *Danemark*, 27 novembre 1936, p. 570. — *Estonie*, p. 570. — *France*, 21 novembre 1936, p. 571; 7 décembre 1936, p. 571. — *France (Maroc)*, 17 août 1936, p. 571. — *Nouvelle-Zélande*, 22 juillet 1936, p. 572. — *Pays-Bas*, 27 novembre 1936, p. 572. — *Suisse*, 14 février 1936, p. 572.

POLICE VÉTÉRINAIRE: *Autriche (Basse-Autriche)*, 21 décembre 1935, p. 569. — *Autriche (Burgenland)*, 23 mars 1936, p. 569. — *Belgique*, 5 septembre 1936, p. 569; 20 octobre 1936, p. 569. — *Colombie*, 5 février 1936, p. 570; 15 juin 1936, p. 570. — *Espagne*, 23 mars 1936, p. 570. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 31 janvier 1936, p. 571; 7 décembre 1936, p. 598. — *Kénia*, 4 janvier 1936, p. 571. — *Irlande (Etat Libre d')*, 29 janvier 1936, p. 571; 29 janvier 1936, p. 571. — *Nouvelle-Zélande*, 1^{er} avril 1936, p. 572.

SUBSTANCES THÉRAPEUTIQUES: *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 15 mai 1936, p. 571. — *Uruguay*, 20 mars 1936, p. 572.

TUBERCULOSE: *Danemark*, 25 avril 1936, p. 570; 22 août 1936, p. 570.

Maladies et ennemis des plantes: Australie, 25 mars 1936, p. 707. — *Australie (Australie du Sud)*, 16 janvier 1936, p. 707. — *Autriche (Salzbourg)*, p. 708. — *Brésil*, 2 juillet 1936, p. 709. — *Bulgarie*, 5 mai 1936, p. 709; 7 mai 1936, p. **689. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 27 février 1936, p. 711. — *Grande-Bretagne et Irlande*

du Nord (Ecosse), 14 avril 1936, p. 711; 17 avril 1936, p. 711. — *Kénia*, 4 janvier 1936, p. 711; 16 octobre 1936, p. 711. — *Maurice*, 29 février 1936, p. 711; 5 septembre 1936, p. 711. — *Italie*, 11 juin 1936, p. **689. — *Turquie*, 29 janvier 1936, p. *701. — *Uruguay*, 11 mars 1936, p. 714.

Malt: *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 20 mars 1936, p. 170.

Manioc: *Suisse*, 28 février 1936, p. 327.

Marchandises:

CIRCULATION: *U. R. S. S.*, 17 février 1936, p. 195; 4 juin 1936, p. 195; 11 juillet 1936, p. 195; 5 août 1936, p. 195.

CONTRÔLE: *Pays-Bas*, 22 février, 2 et 3 mars, 15 avril 1936, p. 193.

IMPORTATION: *France*, 6 novembre 1936, p. 191. — *Italie*, 25 août 1936, p. 315; 27 août 1936, p. 315; 28 août 1936, p. 315.

MARQUAGE: *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 3 mars 1936, p. 313.

Marchés: *Allemagne*, 2 juillet 1936, p. 402. — *U. R. S. S.*, 4 février 1936, p. 374.

Margarine:

DOUANES: *Suède*, 30 juin 1936, p. 432.

EMBALLAGES: *Indes Néerlandaises*: 4 juin 1936, p. 272.

FABRICATION: *Belgique*, 27 janvier 1936, p. 267; 28 avril 1936, p. 267. — *Espagne*, 7 janvier 1936, p. 268.

RÉGIME FISCAL: *Belgique*, 28 mars 1936, p. **385. — *Finlande*, 18 décembre 1936, p. 406; 18 décembre 1936, p. 406; 30 décembre 1936, p. 406. — *Suède*, 30 juin 1936, p. 412.

Marques de commerce et de fabrique: *Danemark*, 7 avril 1936, p. 351; 7 avril 1936, p. 351. — *U. R. S. S.*, 7 mars 1936, p. 351.

Maté: *Argentine*, 28 février 1936, p. 188; 17 avril 1936, p. 403.

Mauvaises herbes: *Australie*, 26 février 1936, p. 707; 18 mars 1936, p. 707. — *Irlande (Etat-Libre d')*, 8 août 1936, p. 711.

Médiation commerciale: *U. R. S. S.*, 4 mai 1936, p. 351.

Mercuriales: *Allemagne*, 18 mars 1936, p. 336.

Mesures extraordinaires d'ordre économique: *Suisse*, 29 septembre 1936, p. 444.

Météorologiques (STATIONS): *Cuba*, 4 décembre 1934, p. 604.

Métrique décimal (SYSTÈME): *Uruguay*, 25 septembre 1936, p. 352.

Miel: *Uruguay*, 23 juillet 1936, p. **186.

Migrations intérieures: *Bulgarie*, 13 mai 1936, p. 857.

Ministères: *Colombie*, 30 mars 1936, p. 604. — *Equateur*, 7 septembre 1936, p. 604. — *Vénézuéla*, 1^{er} août 1936, p. 609.

AGRICULTURE ET FORÊTS: *Brésil*, 23 janvier 1936, p. 603. — *Colombie*, 22 janvier 1936, p. 604; 11 février 1936, p. 604. — *Espagne*, 2 janvier 1936, p. 604; 3 mars 1936, p. 604; 1^{er} avril 1936, p. 604; 13 mai 1936, p. 605; 17 juin 1936, p. 605. — *Etats-Unis d'Amérique*, 4 juin 1936, p. 605. — *Grèce*, 18 janvier 1936, p. 605; 19 avril 1936, p. 605. — *Italie*, 14 avril 1936, p. 605. — *Japon*, 7 janvier 1936, p. 606; 14 avril 1936, p. 606;

28 mai 1936, p. 606; 4 juillet 1936, p. 606; 4 juillet 1936, p. 606; juillet 1936, p. 606; 24 juillet 1936, p. 606; 4 septembre 1936, p. 606; 18 septembre 1936, p. 607; 24 novembre 1936, p. 607. — *Paraguay*, 20 février 1936, p. 607; 22 février 1936, p. 607. — *Pays-Bas*, 28 décembre 1935, p. 607. — *Portugal*, 16 novembre 1936, p. 607; 9 décembre 1936, p. 608. — *Salvador*, 17 mars 1936, p. 608; 7 juillet 1936, p. 608. — *Vénézuëla*, 25 février 1936, p. 609; 17 juillet 1936, p. 609. — *Yougoslavie*, 23 avril 1936, p. 494.

Mistelles: *France*, 27 août 1936, p. 537.

Monnaies: *France*, 1^{er} octobre 1936, p. 352. — *Italie*, 24 mars 1936, p. 352; 5 octobre 1936, p. 352.

Montagne: (SECRÉTARIAT NATIONAL POUR LA): *Italie*, 16 avril 1936, p. 606.

Morcellement des terres: *Finlande*, 6 novembre 1936, p. 833.

*Moulins et mouture:

MINOTERIES: *Allemagne*, 16 septembre 1936, p. 164. — *France*, 14 février 1936, p. 167; 26 août 1936, p. 169; 31 août 1936, p. 169. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 28 avril 1936, p. 170. — *Portugal*, 24 novembre 1936, p. 174.

TAUX DE MOUTURE: *Finlande*, 13 février 1936, p. 167; 2 avril 1936, p. 167; 29 octobre 1936, p. 167. — *Luxembourg*, 31 janvier 1936, p. 172; 13 mars 1936, p. **132; 21 août 1936, p. 172. — *Portugal*, 16 juin 1936, p. 174. — *Suède*, 28 février 1936, p. 174; 24 avril 1936, p. 174; 24 avril 1936, p. 174; 30 juin 1936, p. 174; 30 juin 1936, p. 175; 29 août 1936, p. 175; 18 décembre 1936, p. 175; 18 décembre 1936, p. 175.

Moutons:

COMMERCE: *Allemagne (Bavière)*, 24 mars 1936, p. 266; 21 août 1936, p. 266.

ELEVAGE: *Suède*, 24 avril 1936, p. 563; 24 avril 1936, p. 563.

PROTECTION: *Canada (Ontario)*, 9 avril 1936, p. 867. — *Canada (Saskatchewan)*, 21 février 1935, p. 868.

RÉGIME FISCAL: *Bulgarie*, 24 janvier 1936, p. 405.

VIANDE: *France*, 16 mai 1936, p. 311; 16 octobre 1936, p. 268. — *U. R. S. S.*, 13 février 1936, p. 595.

Mouïts: *Allemagne*, 22 août 1936, p. 535. — *France*, p. 537.

Municipalités rurales: *Canada (Saskatchewan)*, 1^{er} avril 1936, p. 610.

N

Nantissement des produits agricoles: *France (Maroc)*, 7 janvier 1936, p. 762.

Nature (PROTECTION DE LA): *Allemagne*, 18 mars 1936, p. 573. — *Bulgarie*, 28 février 1936, p. 489; 21 avril 1936, p. 489.

Navigation: *Allemagne*, 29 juillet 1936, p. 353.

Nitrate de soude: *Italie*, 24 avril 1936, p. 315.

O

Oeufs:

COMMERCE: *Allemagne*, 16 avril 1936, p. 265; 8 mai 1936, p. 265; 24 juillet 1936, p. 266. — *Belgique*, 4 mai 1936, p. 267. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 17 septembre 1936, p. 269. — *Irlande (Etat-Libre d')*, 31 janvier 1936, p. 314; 22 juillet 1936, p. 270. — *Pays-Bas*, 3 mars et 9 novembre 1936, p. 271. — *Uruguay*, 23 juillet 1936, p. *264.

DOUANES: *France*, 11 décembre 1936, p. 423; 11 décembre 1936, p. 423.

EMBALLAGES: *Australie (Australie de l'Ouest)*, 13 mai 1936, p. 266.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Belgique*, 4 mai 1936, p. 304. — *Bulgarie*, 11 décembre 1935, p. 361; 6 juin 1936, p. **274. — *Danemark*, 18 mars 1936, p. 268. — *Finlande*, 14 août 1936, p. 309. — *France*, 22 janvier 1936, p. 310. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 7 décembre 1936, p. 313. — *Irlande (Etat-Libre d')*, 31 mars 1936, p. 314. — *Pays-Bas*, 16 septembre 1936, p. 321; 3 octobre 1936, p. 322. — *Union Sud-africaine*, 31 juillet 1936, p. 328.

MARCHÉS: *Lettonie*, 8 octobre 1935, p. **237.

Offices agricoles: *France*, 26 février 1936, p. 610; 9 juillet 1936, p. 610.

Oignons: *Australie (Queensland)*, 27 février 1936, p. 303.

Oléagineux:

DOUANES: *France*, 25, novembre 1936, p. 423. — *Uruguay*, 22 janvier 1936, p. 433.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *France (Indochine)*, 16 janvier 1936, p. 313. — *Uruguay*, 29 mai 1936, p. 329.

FRUITS ET GRAINES: *Italie* 10 avril 1936, p. 723. — *U. R. S. S.*, 17 mars 1936, p. 478.

PRIX: *Yougoslavie*, 22 juin 1936, p. 342.

OLIVIERS ET OLÉICULTURE: *France*, 19 janvier 1936, p. 472; 22 décembre 1936, p. 473. — *Grèce*, 19 octobre 1936 p. 211. — *Italie*, 2 janvier 1936, p. 474; 28 mars 1936, p. 474. — *Portugal*, 29 janvier 1936, p. 766.

Opium: *Japon*, 30 juin 1936, p. 220.

Orangers, Voir: AGRUMES: *Vénézuéla*, 26 novembre 1936, p. 494.

Organisation administrative: *Portugal*, 3 avril 1936, p. 607.

Organisation économique: *Allemagne*, 26 octobre 1936, p. 603. — *Hongrie*, 29 juin 1936, p. 605. — *Italie*, 11 mai 1936, p. 606. — *U. R. S. S.*, 14 janvier 1936, p. 444; 27 avril 1936, p. 444. — *R. S. F. S. R.*, p. 444; 3 février 1936, p. 444; 1^{er} juin 1936, p. 444.

Orge: *Allemagne*, 23 juillet 1936, p. 188. — *Autriche*, p. 417. — *France*, 7 mai 1936, p. 311; 27 novembre 1936, p. 423. — *Pays-Bas*, 26 mai 1936, p. 475.

Origine: (INDICATION D'): *Belgique*, 15 janvier 1936, p. 303.

Os: *Mexique*, 20 janvier 1936, p. 428. — *Suisse*, 25 mars 1936, p. 327.

Osier: *Pays-Bas*, 4 février 1936, p. 474; 25 août 1936, p. 476.

Outils agricole: *France (République Syrienne)*, 17 avril 1936, p. 313.
— *Uruguay*, 8 août 1936, p. 375.

Ouvriers agricoles: *Autriche (Basse-Autriche)*, 31 janvier 1936, p. 856;
31 janvier 1936, p. 856; 6 mars 1936, p. 856; 6 mars 1936, p. 856. —
— *Espagne*, 14 mars 1936, p. 858. — *Italie*, 28 mai 1936, p. 723. —
Mexique, 18 février 1936, p. 860. — *Indes Néerlandaises*, 10 octobre
1936, p. 860. — *Uruguay*, 17 février 1936, p. 861.

Ovins, Voir: MOUTONS:

DOUANES: *Chili*, 11 janvier 1936, p. 418; 23 mars 1936, p. 418.

ELEVAGE: *Canada (Nouvelle-Ecosse)*, 8 avril 1936, p. 560. — *U. R. S. S.*,
p. 563. — *Uruguay*, 29 avril 1936, p. 563. — *Yougoslavie*, 11 novembre
1936, p. *591.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Chili*, 25 janvier 1936, p. 306.

P

Paddy: *Japon*, 27 mai 1936, p. **109; 15 septembre 1936, p. *118; 15 sep-
tembre 1936, p. **118.

Palements, Voir: ACCORDS DE PAIEMENT.

Pain:

COMMERCE: *Chili*, 19 novembre 1936, p. 165. — *Portugal*, 2 avril 1936,
p. 173; 14 août 1936, p. 174. — *Roumanie*, p. 174.

DOUANES: *Finlande*, 8 octobre 1936, p. 421.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Pays-Bas*, 1^{er} avril 1936, p. 321; 26
octobre 1936, p. 322.

FABRICATION: *Allemagne*, 15 janvier 1936, p. 164. — *Mexique*, 15 mai
1936, p. 172. — *Portugal*, 14 août 1936, p. 174. — *U. R. S. S.*, 28 février
1936, p. 175.

PRIX: *Espagne*, 24 mars 1936, p. 338; 28 mai 1936, p. 338. — *Nouvelle-
Zélande*, 12 février 1936, p. 340. — *U. R. S. S.*, 21 janvier 1936, p. 342.

Palmiers à huile: *Indes Néerlandaises*, 19 novembre 1936, p. 324.

Paludisme: *Equateur*, 14 mai 1936, p. 868. — *Vénézuëla*, 10 juillet 1936,
p. *863; 20 novembre 1936, p. 868.

Papier: *France*, 16 avril 1936, p. 490.

Parcellement des terres: *Equateur*, 17 août 1936, p. 832. — *Pologne*,
7 février 1936, p. 836.

Pares nationaux: *Union Sud-africaine*, 3 avril 1936, p. 493.

Pâtes alimentaires: *Italie*, 24 février 1936, p. 171.

Pâturages: *Australie*, 18 mars 1936, p. 470. — *Etats-Unis d'Amérique*, 26
juin 1936, p. 472. — *Grèce*, 19 octobre 1936, p. 847.

Peaux:

COMMERCE: *Bulgarie*, 15 juillet 1936, p. 267. — *France*, 25 juin 1936,
p. 339. — *Kénia*, 15 janvier 1936, p. 269. — *Italie*, 19 décembre 1935,
p. 271; 24 février 1936, p. 271; 1^{er} mai 1936, p. 271.

DOUANES: *France (Nouvelle-Calédonie et dépendances)*, 22 juillet 1936, p. 424.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Autriche*, p. 303; p. 303. — *Chili*, 17 septembre 1936, p. 306. — *Roumanie*, 4 mai 1936, p. 325. — *Union Sud-africaine*, 14 août 1936, p. 328. — *Uruguay*, 23 juillet 1936, p. 273.

TRANSPORT: *Uruguay*, 7 septembre 1936, p. 354.

Pêche: *Argentine*, 10 juillet 1936, p. 573. — *Autriche (Carinthie)*, 30 janvier 1936, p. 573; 27 mai 1936, p. 573. — *Belgique*, 26 décembre 1935, p. 573; 27 décembre 1935, p. 573; 13 mars 1936, p. 573. — *Brésil*, 24 mars 1936, p. 574. — *Bulgarie*, 7 mai 1936, p. 574. — *France*, 19 mars 1936, p. 574. — *Italie*, 27 février 1936, p. 575. — *Japon*, 23 avril 1936, p. 575; 28 juillet 1936, p. 575. — *Roumanie*, 24 février 1936, p. 575. — *U. R. S. S.*, 3 février 1936, p. 576; 7 mars 1936, p. 576; 27 mai 1936, p. 576. — *Vénézuëla*, 11 septembre 1936, p. 576.

Petite propriété: *Belgique*, 30 mai 1936, p. 404. — *Hongrie*, 19 mai 1936, p. 834.

Petits agriculteurs (AIDE AUX): *Mexique*, 28 avril 1936, p. 443.

Pétrole pour usage agricole: *Italie*, 12 janvier 1936, p. 375.

Peupliers: *Italie*, 11 février 1936, p. 491; 18 juin 1936, p. 491.

Phylloxera: *Australie (Australie du Sud)*, 13 août 1936, p. 708. — *Autriche (Vorarlberg)*, p. 708. — *Régence de Tunis*, 16 mai 1936, p. 710; 22 mai 1936, p. 710; 3 juin 1936, p. 710; 12 juin 1936, p. 710; 29 septembre 1936, p. 710.

Phytosanitaire (CONTRÔLE), Voir: MALADIES ET ENNEMIS DES PLANTES: *Argentine*, 18 février 1936, p. *651. — *Belgique*, 26 mars 1936, p. 708. — *Chili*, 15 juin 1936, p. 709. — *Espagne*, 31 janvier 1936, p. 709. — *Portugal*, 29 septembre 1936, p. * 694. — *Roumanie*, 29 août 1936, p. ** 697; 23 octobre 1936, p. 713.

Plantes:

COMMERCE: *France*, 17 février 1936, p. 710. — *Pérou*, 25 juillet et 2 août 1936, p. 713.

PLANTES D'ORNEMENT: *Pays-Bas*, 4 juillet 1936, p. 475.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Argentine*, 3 juin 1936, p. *653. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 3 avril 1936, p. 711. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord (Ecosse)*, 6 janvier 1936, p. 711. — *Straits Settlements*, p. 711. — *Japon*, 1^{er} octobre 1936, p. 712; 1^{er} octobre 1936, p. 712. — *Japon (Formose)*, 28 décembre 1936, p. 712. — *Pays-Bas*, 22 février 1936, p. 320. — *Indes Néerlandaises*, 16 mai 1936, p. 713. — *Roumanie*, 5 mai 1936, p. 713. — *Suède*, 6 mars 1936, p. *697.

PLANTES OFFICINALES: *Allemagne*, 12 mai 1936, p. 203.

PLANTES OLÉAGINEUSES: *U. R. S. S.*, 28 avril 1936, p. 212.

PROTECTION: *Australie*, 6 mai 1936, p. 470. — *Estonie*, 9 octobre 1935, p. 709.

QUARANTAINE: *Etats-Unis d'Amérique*, 4 juin 1936, p. 709. — *France (Maroc)*, 10 septembre 1936, p. 710.

TEXTILES: *U. R. S. S.*, 5 avril 1936, p. 220.

VARIÉTÉS: *Allemagne*, 12 novembre 1936, p. 204.

Poids et mesures: *Allemagne*, 18 mai 1936, p. 352; 20 mai 1936, p. 352.
 - *Inde (Bombay)*, 26 janvier 1936, p. 352; 25 mars 1936, p. 352.

Pois: *Pays-Bas*, 4 août 1936, p. 475.

Police des champs: *Lithuanie*, 15 février 1936, p. 868.

Pommes, Voir: **FRUITS:** *Allemagne*, 22 octobre 1936, p. 535. - *Norvège*, 1^{er} février 1936, p. 429. - *Pologne*, 20 janvier 1936, p. 430.

Pommes de terre:

APPROVISIONNEMENT: *Suisse*, 1^{er} septembre 1936, p. *186.

CONTRATS DE CULTURE: *Allemagne*, 10 février 1936, p. 846.

CONTRÔLE SANITAIRE: *Belgique*, 18 mai 1936, p. 708. - *Danemark*, 17 octobre 1936, p. 709. - *France (Maroc)*, 1^{er} août 1936, p. 710; 3 septembre 1936, p. 710.

CULTURE: *Allemagne*, 14 février 1936, p. 469. - *Grande-Bretagne et Irlande du Nord (Ecosse)*, 10 janvier 1936, p. 205. - *Kénia*, 18 janvier 1936, p. 192. - *Pays-Bas*, 13 mai 1936, p. 475; 29 septembre 1936, p. 476; 19 décembre 1936, p. 476. - *Uruguay*, 12 juin 1936, p. 476; 19 septembre 1936, p. 206.

CYCLE ÉCONOMIQUE: *Allemagne*, 9 avril 1936, p. 187.

DOUANES: *Allemagne*, 22 juin 1936, p. 416. - *France*, 26 mars 1936, p. 421; 31 juillet 1936, p. 422; 17 novembre 1936, p. 423. - *France (Nouvelle-Calédonie et dépendances)*, 8 septembre 1936, p. 424. - *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 23 mars 1936, p. 424; 24 mars 1936, p. 425; 29 juin 1936, p. 425; 29 juin 1936, p. 425. - *Uruguay*, 28 août 1936, p. 433; 10 septembre 1936, p. 433; 30 octobre 1936, p. 434.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Argentine*, 24 juin 1936, p. 204; 26 juin 1936, p. *200. - *Australie*, 22 mai 1936, p. 303. - *Belgique*, 19 février 1936, p. 303; 26 mai 1936, p. 417. - *Danemark*, 16 septembre 1936, p. 307. - *France*, 5 décembre 1936, p. 312. - *France (Algérie)*, 17 décembre 1936, p. **182. - *France (Maroc)*, 27 mai 1936, p. 205. - *Irlande (Etat-Libre d')*, 4 mai 1936, p. 408. - *Italie*, 29 juillet 1936, p. 205. - *Nouvelle-Zélande*, 12 août 1936, p. 319.

PRIX: *Uruguay*, 31 juillet 1936, p. 342; 18 septembre 1936, p. 342.

Population: *Mexique*, 24 août 1936, p. 23.

Porcs:

COMMERCE: *Allemagne*, 25 mars 1936, p. 265. - *Espagne*, 21 mars 1936, p. 268. - *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 23 mars 1936, p. 269; 18 mai 1936, p. 269; 8 septembre 1936, p. 269. - *Nicaragua*, 1^{er} septembre 1936, p. 595. - *Pays-Bas*, 19 décembre 1936, p. 272.

CONTINGEMENT: *Irlande (Etat-Libre d')*, 25 janvier 1936, p. 314; 23 septembre 1936, p. 314.

DÉNOMBREMENT: *France (Maroc)*, 16 juin 1936, p. 23. - *Suède*, 3 avril 1936, p. 24; 5 septembre 1936, p. 24.

ELEVAGE: *Danemark*, 7 avril 1936, p. 594; 29 août 1936, p. 594. - *Estonie*, 22 mars 1935, p. 561; 17 avril 1935, p. 561. - *Pays-Bas*, 10 et 11 juin 1936, p. 562; 28 décembre 1936, p. 562. - *Suède*, 24 avril 1936, p. 563.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Allemagne*, 16 novembre 1936, p. 302. — *France*, 5 décembre 1936, p. 312. — *Luxembourg*, 25 août 1936, p. 319; 12 septembre 1936, p. 319.

RÉGIME FISCAL: *Danemark*, 28 décembre 1935, p. 405; 15 mai 1936, p. 406.

Prévoyance ouvrière: *Colombie*, 31 mars 1936, p. 759.

Primes à l'agriculture et à l'élevage: *Luxembourg*, 10 juin 1936, p. 474. — *Vénézuëla*, 1^{er} décembre 1936, p. 647.

Prix: *Allemagne*, 7 janvier 1936, p. 336; 4 mai 1936, p. 336; 7 septembre 1936, p. 336; 20 octobre 1936, p. 336; 23 décembre 1936, p. 336. — *Brésil*, 27 juillet 1936, p. 305; 4 août 1936, p. 305. — *Finlande*, 16 janvier 1936, p. 338. — *France*, 5 février 1936, p. 339; 19 août 1936, p. **331; 19 octobre 1936, p. 339. — *France (Maroc)*, 23 octobre 1936, p. **333. — *Italie*, 5 octobre 1936, p. 339. — *Italie (Lybie)*, 21 octobre 1936, p. 339. — *Mexique*, 23 novembre 1935, p. 340. — *Pays-Bas*, 30 septembre 1936, p. 340. — *Indes Néerlandaises*, 6 octobre 1936, p. 324; 6 octobre 1936, p. 324; 15 octobre 1936, p. 340. — *Roumanie*, 14 décembre 1935, p. 341. — *Suède*, 29 août 1936, p. 341. — *Suisse*, 20 juin 1936, p. **335; 29 juin 1936, p. 341; 10 août 1936, p. 341. — *U. R. S. S.*, 11 mars 1936, p. 342.

Production (RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE): *Belgique*, 30 mars 1936, p. 442. — *Chili*, 3 octobre 1936, p. 442. — *U. R. R. S.*, 3 février 1936, p. 444.

Produits agricoles:

COMMERCE: *Canada (Saskatchewan)*, 21 février 1935, p. 189. — *Etats-Unis d'Amérique*, 10 avril 1936, p. 166. — *France*, 30 mars 1936, p. 310. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 2 septembre 1936, p. 191. — *Kénia*, 7 août 1936, p. 192. — *Inde (Madras)*, 30 mars 1936, p. 192. — *Italie*, 19 décembre 1935, p. 171. — *Norvège*, 25 juin 1936, p. *293; 10 juillet 1936, p. **238. — *Suède*, 11 décembre 1936, p. 195. — *U. R. S. S.*, 20 juillet 1936, p. 175.

PRODUITS DU BÉTAIL: *Allemagne*, 23 avril 1936, p. 265.

PRODUITS FORESTIERS: *Japon (Karafuto)*, 18 mars 1936, p. 492; 18 mars 1936, p. 492.

PRODUITS HORTICOLES ET VITICOLES: *Allemagne*, 23 mars 1936, p. 187; 3 avril 1936, p. 470; 27 mai 1936, p. 187; 30 septembre 1936, p. **176; 30 septembre 1936, p. **179.

PRODUITS LAITIERS: *Estonie*, p. 268. — *Nouvelle Zélande*, 29 juillet 1936, p. 411. — *Pays-Bas*, 18 septembre 1936, p. 321.

Propriété foncière: *Australie*, 7 avril 1936, p. 829. — *Bulgarie*, 4 avril 1936, p. 829. — *Canada (Manitoba)*, 19 mars 1935, p. 830; 6 avril 1935, p. 830; 12 mars 1936, p. 830. — *Canada (Saskatchewan)*, 21 février 1935, p. 830. — *Chili*, 24 avril 1936, p. 830; 13 août 1936, p. 380; 25 septembre 1936, p. 830. — *Equateur*, 15 janvier 1936, p. 831; 10 mars 1936, p. 831. — *Estonie*, p. 832; p. 832. — *Etats-Unis d'Amérique (Iles Philippines)*, 11 juillet 1936, p. 832. — *Finlande*, 30 avril 1936, p. 833; 30 décembre 1936, p. 833. — *Chypre*, 24 avril 1936, p. 834. — *Inde*

(*Madras*), 16 décembre 1935, p. 834; 27 mars 1936, p. 834; 29 avril 1936, p. 834; 27 octobre 1936, p. 834. — *Norvège*, 16 juillet 1936, p. 836. — *Pologne*, 31 janvier 1936, p. 836.

FACILITÉS FISCALES POUR LE TRANSFERT: *Italie*, 30 décembre 1935, p. 408.

Protection de l'agriculture et de l'élevage: *France (Indochine)*, 21 décembre 1936, p. 443.

Protection des animaux: *Allemagne*, 27 juin 1936, p. 573; 11 septembre 1936, p. 573. — *Australie (Australie du Sud)*, 26 mars 1936, p. 573. — *Espagne*, 30 avril 1936, p. 574. — *Etats-Unis d'Amérique*, 20 juin 1936, p. 574. — *Roumanie*, 10 juillet 1936, p. 575. — *Suède*, 19 septembre 1936, p. 576.

Protection des plantes: *Espagne*, 30 avril 1936, p. 574.

Prunes: *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 15 juin 1936, p. 191.

Pyrèthre: *France*, 13 août 1936, p. 422.

Q

Quinquina: *Indes Néerlandaises*, 9 janvier 1936, p. 323; 9 janvier 1936, p. 323; 10 février 1936, p. 323; 8 octobre 1936, p. 477. — *Vénézuëla*, 19 décembre 1936, p. 479.

R

Age: *Brésil*, 31 décembre 1935, p. 569.

Raisin:

DOUANES: *Suède*, 11 décembre 1936, p. 432. — *Suisse*, 13 octobre 1936, p. 433.

IMPORTATION ET EXPORTATION: *Argentine*, 16 avril 1936, p. 302. — *Bulgarie*, 9 juin 1936, p. 305. — *Grèce*, 17 septembre 1936, p. 314.

RÉGIME FISCAL: *Grèce*, 13 janvier 1936, p. 381. — *Italie*, 24 septembre 1936, p. 409; 13 octobre 1936, p. 409.

RAISIN DE TABLE: *Portugal*, 30 mars 1936, p. 477.

RAISIN SEC: *Grèce*, 15 août 1936, p. 192.

RATS: *Australie (Queensland)*, 23 juillet 1936, p. 708.

Ravitaillement: *Costa-Rica*, 9 juillet 1936, p. 337.

Réajustement de l'équilibre agricole: *Etats-Unis d'Amérique*, 25 juin 1936, p. 443.

Recensement:

BÉTAIL: *Suisse*, 10 mars 1936, p. 24; 22 septembre 1936, p. **16. — *U. R. S. S.*, 20 mai 1936, p. 24.

HYPOTHÉCAIRE: *Argentine*, 9 octobre 1936, p. 22.

PARCELLES DE CÉRÉALES: *Belgique*, 8 mai 1936, p. * 1.

PLANTATIONS DE MATÉ: *Argentine*, 30 novembre 1935, p. 22.

POPULATION: *Equateur*, 24 janvier 1936, p. 23. — *France*, 14 décembre 1935, p. 23. — *Italie*, 27 février 1936, p. 23. — *U. R. S. S.*, 28 avril 1936, p. 24; 28 avril 1936, p. 24. — *Vénézuëla*, 6 juillet 1936, p. 24; 11 août 1936, p. 24.

Recherches agricoles (FONDATION POUR LES): *Canada (Saskatchewan)*, 1^{er} avril 1936, p. 604.

Récoltes (INSAISSABILITÉ DES): *France (République Syrienne)*, 30 novembre 1935, p. **733.

Réforme agraire: *Espagne*, 3 mars 1936, p. 832; 4 mars 1936, p. 832; 20 mars 1936, p. 832; 7 mai 1936, p. 832; 18 juin 1936, p. 832. — *Pologne*, 9 avril 1936, p. 836. — *Roumanie*, 26 octobre 1936, p. 836. — *Yougoslavie*, 17 novembre 1936, p. 837.

Registre des semences sélectionnées: *Argentine*, 25 janvier 1936, p. *196.

Registre foncier: *Suède*, 26 juin 1936, p. 837; 26 juin 1936, p. 837.

Remembrement: *Autriche (Carinthie)*, 7 décembre 1935, p. 829. — *France*, 1^{er} septembre 1936, p. *811. — *Japon*, 30 mai 1936, p. 835. — *Lithuanie*, 31 janvier 1936, p. 836; 3 décembre 1936, p. 836. — *Pologne*, 11 mai 1936, p. 836. — *Suède*, 19 juin 1936, p. 837.

Résine et produits résineux: *Espagne*, 30 mai 1936, p. 490. — *France*, 7 mars 1936, p. 490; 23 mars 1936, p. 490; 27 mars 1936, p. 490; 9 avril 1936, p. 490; 9 avril 1936, p. 490; 4 juin 1936, p. 490. — *Mexique*, 16 mars 1936, p. 492. — *Portugal*, 12 septembre 1936, p. 493.

Revenus agricoles: *Etats-Unis d'Amérique*, 20 juin 1936, p. 23. — *Inde (Provinces Centrales)*, 6 novembre 1936, p. 382.

Riz:

ADMINISTRATION AUTONOME: *Japon*, 5 mars 1936, p. 171; 27 mai 1936, p. **94; 15 septembre 1936, p. *109; 15 septembre 1936, p. *109; 16 septembre 1936, p. *119; 16 septembre 1936, p. *129; 19 novembre 1936, p. **129; 20 novembre 1936, p. **131; 29 décembre 1936, p. 172. — *Japon (Corée)*, 19 septembre 1936, p. 132. — *Japon (Formose)*, 20 septembre 1936, p. 132.

COMMERCE: *Bulgarie*, 21 mars 1936, p. 165. — *Etats-Unis d'Amérique (Iles Philippines)*, 27 septembre 1935, p. 166; 17 février 1936, p. 166; 5 mars 1936, p. 167. — *Japon*, 13 octobre 1936, p. **129. — *Portugal*, 30 octobre 1936, p. 174; 30 octobre 1936, p. 174.

CONTRÔLE: *Japon*, 27 mai 1936, p. **108; 15 septembre 1936, p. *117; 15 septembre 1936, p. **117; 19 septembre 1936, p. 172; 29 octobre 1936, p. 172; 22 décembre 1936, p. 172. — *Vénézuëla*, 6 novembre 1936, p. 479.

DOUANES: *Chili*, 12 septembre 1936, p. 419; 26 septembre 1936, p. 419. — *Etats-Unis d'Amérique (Iles Philippines)*, 23 avril 1936, p. 167. — *Japon*, 27 mars 1936, p. 427; 26 décembre 1936, p. 427. — *Indes Néerlandaises*, 30 octobre 1936, p. 430.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Italie*, 27 octobre 1936, p. 171. — *Pays-Bas*, 30 mars 1936, p. 321; 25 septembre 1936, p. 322. — *Portugal*, 30 octobre 1936, p. 325.

PRIX: *Argentine*, 1^{er} octobre 1936, p. 204. — *Brésil*, p. 337. — *Japon*, 7 décembre 1936, p. 340; 21 décembre 1936, p. 340; 23 décembre 1936, p. 175.

TRANSPORT: *Egypte*, 6 janvier 1936, p. 353; 12 octobre 1936, p. 353; 12 octobre 1936, p. 353. — *Vénézuéla*, 6 août 1936, p. 354.

Rongeurs: *Argentine*, 21 octobre 1936, p. 707.

Roseaux: *Pays-Bas*, 4 février 1936, p. 474; 25 août 1936, p. 476.

Rose (HUILE DE): *Bulgarie*, 23 mai 1936, p. 536.

Routes: *Costa-Rica*, 10 août 1936, p. 498. — *U. R. S. S.*, 3 mars 1936, p. 499.

S

Sacs: *France*, 25 novembre 1936, p. 423.

Saindoux: *Belgique*, 16 mai 1936, p. 304; 22 octobre 1936, p. 304. — *France*, 18 février 1936, p. 310; 19 août 1936, p. 311.

Salaires: *Brésil*, 14 janvier 1936, p. 857. — *France (Algérie)*, 1^{er} août 1936, p. 859. — *Irlande (Etat-Libre d')*, 28 novembre 1936, p. 859.

Sanctions et abolition des sanctions: *Australie*, 19 décembre 1935, p. 302. — *Belgique*, 7 juillet 1936, p. 304. — *Finlande*, 28 février 1936, p. 309. — *Inde*, 21 avril 1936, p. 314. — *Norvège*, 10 janvier 1936, p. 319; 10 janvier 1936, p. 319; 10 janvier 1936, p. 319; 10 juillet 1936, p. 319. — *Suède*, 24 avril 1936, p. 326; 30 avril 1936, p. 326; 8 juillet 1936, p. 326; 4 décembre 1936, p. 326. — *Suisse*, 8 juillet 1936, p. 327.

Santé publique: *Canada (Saskatchewan)*, 1^{er} avril 1936, p. 868. — *U. R. S. S.*, 20 juillet 1936, p. 868.

Sapote: *Guatemala*, 5 mai 1936, p. 407.

Sauterelles: *Argentine*, 12 novembre 1935, p. 706; 13 décembre 1935, p. 706; 27 décembre 1935, p. 706; 28 avril 1936, p. 707; 28 avril 1936, p. 707; 28 août 1936, p. 707; 22 octobre 1936, p. 707. — *Etats-Unis d'Amérique*, 24 juin 1936, p. 709. — *Etats-Unis d'Amérique (Iles Philippines)*, 31 décembre 1935, p. 710. — *Uruguay*, 18 septembre 1936, p. 714.

Scieries: *Australie (Queensland)*, 24 septembre 1936, p. 489.

Sécheresse: *Brésil*, 7 janvier 1936, p. 442.

Seigle: *Finlande*, 3 septembre 1936, p. 167; 29 décembre 1936, p. 338. — *Pays-Bas*, 30 mars 1936, p. 321; 25 septembre 1936, p. 321. — *U. R. S. S.*, 17 février 1936, p. 414.

Sel: *Inde*, 21 avril 1936, p. 426.

Semences:

APPROVISIONNEMENT ET DISTRIBUTION: *Allemagne*, 19 novembre 1936, p. 204. — *Argentine*, 22 février 1936, p. 204. — *Bulgarie*, 14 juillet 1936, p. 204. — *Lettonie*, 10 septembre 1935, p. **202. — *Roumanie*, 21 janvier 1936, p. 205; 22 janvier 1936, p. 205. — *Uruguay*, 20 août 1936, p. 206.

- CONTRÔLE DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE:** *Allemagne*, 2 janvier 1936, p. 203; 12 mars 1936, p. 203; 6 avril 1936, p. 203; 11 juillet 1936, p. 203; 11 juillet 1936, p. 203; 20 août 1936, p. 203; 22 août 1936, p. 203. — *Argentine*, 4 février 1936, p. 204; 15 mai 1936, p. 204. — *Autriche*, p. 204. — *Bulgarie*, 11 janvier 1936, p. 204; 7 août 1936, p. 205. — *France*, 28 janvier 1936, p. 205; 9 avril 1936, p. 205. — *Irlande (Etat-Libre d')*, 3 avril 1936, p. 205; 7 avril 1936, p. 205. — *Suède*, 20 mars 1936, p. **203.
- DOUANES:** *Norvège*, 21 février 1936, p. 429.
- EXPORTATION ET IMPORTATION:** *Argentine*, 11 février 1936, p. 204. — *Nouvelle-Zélande*, 14 juillet 1936, p. 319.
- REPRODUCTION ET SÉLECTION:** *Allemagne*, 7 août 1936, p. 203. — *R. S. F. S. R.*, 2 mars 1936, p. 478.
- Sériciculture, Voir: SOIE:** *Italie*, 24 février 1936, p. 598; 24 février 1936, p. 598; 28 mai 1936, p. 598; 15 juin 1936, p. 598; 22 août 1936, p. 598; 23 novembre 1936, p. 598; 23 novembre 1936, p. 598. — *Japon*, 25 mai 1936, p. 598; 25 mai 1936, p. 598; 2 juillet 1936, p. 598; 21 juillet 1936, p. 599; 21 juillet 1936, p. 599; 15 août 1936, p. 599; 28 août 1936, p. 599; 29 août 1936, p. 599; 29 août 1936, p. 599; 18 décembre 1936, p. 600; 18 décembre 1936, p. 600; 19 décembre 1936, p. 600; 29 décembre 1936, p. 600. — *Japon (Corée)*, 11 janvier 1936, p. 600. — *Japon (Formose)*, 15 décembre 1936, p. 600. — *Yougoslavie*, 16 octobre 1936, p. **596.
- Sésame:** *Roumanie*, 24 juillet 1936, p. 412.
- Sirops:** *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 13 juillet 1936, p. 191. — *Norvège*, 27 mars 1936, p. 193.
- Sisal:** *Kénia*, 10 juin 1936, p. 473.
- Sociétés pour l'exploitation des immeubles:** *Equateur*, 12 septembre 1936, p. 722.
- Soie, Voir: SÉRICICULTURE:** *Japon*, 27 mai 1936, p. 316; 22 juin 1936, p. 316; 23 juin 1936, p. 316; 29 juin 1936, p. 317; 30 juin 1936, p. 598; 29 août 1936, p. 599; 22 septembre 1936, p. 599; 26 septembre 1936, p. 317.
- Soja:** *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 7 avril 1936, p. 425.
- Son:** *Uruguay*, 12 juin 1936, p. 329. — *Yougoslavie*, 1^{er} avril 1936, p. 330.
- Soufre:** *Italie*, 30 décembre 1935, p. 712; 15 octobre 1936, p. 712.
- Sovkozy:** *U. R. S. S.*, 11 janvier 1936, p. 725; 17 mars 1936, p. 725.
- Spiritueux, Voir: ALCOOL, EAU-DE-VIE:** *Japon*, 20 juin 1936, p. 409. — *Japon (Corée)*, 17 septembre 1936, p. 410. — *Japon (Kwantung)*, 27 juin 1936, p. 410.
- Standardisation des produits:** *France (Algérie)*, 23 décembre 1936, p. 191.
- Stations expérimentales:** *Colombie*, 14 novembre 1935, p. 610. — *Etats-Unis d'Amérique*, 20 juin 1936, p. 610. — *Japon*, 24 novembre 1936, p. 611; 24 novembre 1936, p. 607. — *Pérou*, 16 mars 1936, p. 611. — *Uruguay*, 15 juin 1936, p. 611.

Statistique agricole et commerciale: *Brésil*, 30 janvier 1936, p. 22; 7 juillet 1936, p. 22; 11 août 1936, p. 22; 17 novembre 1936, p. *3; 7 décembre 1936, p. 22. — *Bulgarie*, 12 février 1936, p. 417. — *Colombie*, 23 décembre 1935, p. *8. — *Egypte*, 10 juin 1936, p. 23. — *Equateur*, 29 février 1936, p. 23. — *Guatemala*, 16 mars 1936, p. 23; 18 mai 1936, p. *9. — *Portugal*, 9 mars 1936, p. *11. — *Suède*, 4 décembre 1936, p. 24. — *Suisse*, 1^{er} décembre 1936, p. **17. — *U.R. S.S.*, 17 décembre 1935, p. 24. — *Vénézuéla*, 13 janvier 1936, p. 24; 4 août 1936, p. 24.

Stupéfiants: *Japon*, 30 juin 1936, p. 220; 30 juin 1936, p. 220.

Sucre:

COMMERCE ET MARCHÉS: *Australie (Queensland)*, 19 mars 1936, p. 188; 19 mars 1936, p. 188. — *France*, 28 février 1936, p. 374. — *Italie*, 14 février 1936, p. 192; 14 février 1936, p. 192.

CONTINGEMENT: *Bulgarie*, 29 décembre 1935, p. 189. — *Cuba*, 18 décembre 1934, p. 536. — *France*, 23 avril 1936, p. 537.

DOUANES: *France (Réunion)*, 12 novembre 1936, p. 424. — *Nicaragua*, 6 février 1936, p. 429. — *Paraguay*, 5 juin 1936, p. 429.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *France*, 16 avril 1936, p. 311. — *Guatemala*, 30 octobre 1936, p. 314. — *Irlande (Etat-Libre d')*, 3 avril 1936, p. 314. — *Pays-Bas*, 24 novembre 1936, p. 322. — *Indes Néerlandaises*, 30 janvier 1936, p. 323; 30 janvier 1936, p. 323; 27 mars 1936, p. 323. — *Roumanie*, 16 janvier 1936, p. 325; 10 novembre 1936, p. 195. — *Suède*, 28 février 1936, p. 326.

PRIX: *Australie (Queensland)*, 15 mai 1936, p. 337. — *Cuba*, 1^{er} février 1935, p. 857.

RÉGIME FISCAL: *Belgique*, 16 décembre 1935, p. 404; 28 mars 1936, p. 404. — *Cuba*, 31 décembre 1934, p. 405; 19 février 1935, p. 405; 27 février 1935, p. 405. — *France*, 30 septembre 1936, p. 406. — *Luxembourg*, 17 janvier 1936, p. 410; 2 avril 1936, p. 410. — *Nicaragua*, 11 août 1936, p. 411. — *Norvège*, 20 mai 1936, p. 411. — *Pologne*, 3 mars 1936, p. 539. — *U. R. S. S.*, 14 janvier 1936, p. 413.

RÉGLEMENTATION ET PROTECTION DE L'INDUSTRIE SUCRIÈRE: *Allemagne*, 20 janvier 1936, p. 187; 11 novembre 1936, p. 188; 21 décembre 1936, p. 536; 23 décembre 1936, p. 188. — *Brésil*, 5 août 1936, p. 536. — *Canada (Manitoba)*, 30 mars 1936, p. 536. — *Etats-Unis d'Amérique*, 19 juin 1936, p. 189. — *Etats-Unis d'Amérique (Iles Philippines)*, 21 janvier 1936, p. 190. — *France*, 27 février 1936, p. 537. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 21 mai 1936, p. *503; 14 septembre 1936, p. 538; 9 octobre 1936, p. 538. — *Italie*, 31 août 1936, p. 193. — *Mexique*, p. 860. — *Indes Néerlandaises*, 30 janvier 1936, p. 538; 30 janvier 1936, p. 538; 30 janvier 1936, p. 323; 30 janvier 1936, p. 323. — *Salvador*, 12 mars 1936, p. 539; 5 mai 1936, p. 539. — *Union Sud-africaine*, 24 juin 1936, p. 539.

Suit: *Chili*, 18 mars 1936, p. 268.

Syndicats et contributions syndicales: *Chili*, 14 août 1936, p. 722. — *France*, 30 octobre 1936, p. 723; 10 novembre 1936, p. 723. — *Italie*, 24 septembre 1936, p. 409.

T

Tabac:

COMMERCE: *Equateur*, 8 mai 1936, p. 218. — *Chypre*, 10 juin 1936, p. 219. — *U. R. S. S.*, 3 février 1936, p. 220.

CULTURE: *Argentine*, 5 octobre 1935, p. 603. — *Nyasaland*, 2 janvier 1936, p. 473. — *Grèce*, 24 septembre 1936, p. 473. — *Irlande (Etat-Libre d')*, 7 janvier 1936, p. 473. — *Italie*, 14 août 1936, p. 474. — *Nouvelle-Zélande*, 14 juillet 1936, p. 474. — *Roumanie*, 28 septembre 1936, p. 478. — *Yougoslavie*, 9 et 23 juin 1936, p. 479.

DOUANES: *Indes Néerlandaises*, 11 mai 1936, p. 430. — *Vénézuéla*, 30 octobre 1936, p. 434.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Equateur*, 31 mars 1936, p. 308. — *Rhodésia du Sud*, 10 avril 1936, p. 219.

MALADIES: *Australie (Australie de l'Ouest)*, 12 mars 1936, p. 707; 13 mai 1936, p. 707.

MANUFACTURE: *Argentine*, 22 mai 1936, p. 536.

PRIX: *Equateur*, 25 juin 1936, p. 338; 28 septembre 1936, p. 218.

RÉGIE: *Equateur*, 16 mai 1936, p. 406. — *Italie*, 4 juillet 1935, p. 473.

RÉGIME FISCAL: *Argentine*, 11 septembre 1936, p. 403. — *Belgique*, 16 décembre 1935 p. 404. — *Rhodésia du Sud*, 24 avril 1936, p. 407. — *Grèce*, 4 mars 1936, p. 381; 19 août 1936, p. 407. — *Japon*, 20 juin 1936, p. 409. — *Japon (Kwantung)*, 27 juin 1936, p. 410. — *Norvège*, 20 mai 1936, p. 383. — *Indes Néerlandaises*, 4 janvier 1936, p. 412; 18 janvier 1936, p. 412.

Tapioca: *France (Dahomey)*, 14 mai 1936, p. 170.

Taureaux: *Autriche (Salzbourg)*, p. 560; p. 560. — *Grande-Bretagne et Irlande du Nord (Ecosse)*, 2 avril 1936, p. 561. — *U. R. S. S.*, 29 avril 1936, p. 563.

Taxes, Voir: IMPÔTS:

DE COMPENSATION: *Allemagne*, 18 janvier 1936, p. 402; 15 août 1936, p. 402.

DE CONSOMMATION: *France*, 9 octobre 1936, p. **387. — *Italie*, 17 novembre 1936, p. 409. — *Yougoslavie*, 8 mai 1936, p. 414.

DE CULTURE: *Norvège*, 20 mars 1936, p. 411.

DE FABRICATION: *Guatemala*, 25 janvier 1936, p. 407; 17, 20 et 23 mars 1936, p. 407. — *Inde*, 31 mars 1936, p. 407.

D'ENREGISTREMENT: *France*, 17 octobre 1936, p. 406. — *Italie*, 19 décembre 1936, p. 409.

DE LICENCE: *Luxembourg*, 14 mars 1936, p. *401.

DE TIMBRE: *France*, 17 octobre 1936, p. 406.

DE TRANSMISSION À L'IMPORTATION: *Belgique*, 28 mars 1936, p. 417.

Terres:

ACQUISITION: *Argentine*, 3 décembre 1935, p. 829. — *Suède*, 29 mai 1936, p. 836.

ALLOCATION: *Rhodésia du Sud*, 19 juin 1936, p. 834.

AMÉLIORATION: *Colombie*, 30 avril 1936, p. *798.

- ARPEMENTAGE: *Japon (Corée)*, 14 juillet 1936, p. 835; 14 juillet 1936, p. 835.
- DÉMEMBREMENT: *Autriche*, p. 829.
- DES COMMUNAUTÉS AGRICOLES: *Canada (Saskatchewan)*, 28 février 1936, p. 830.
- DISTRIBUTION: *Grèce*, 25 février 1936, p. 834; 26 août, 1936, p. 834.
- DOMANIALES: *Australie*, 6 avril 1936, p. 829. — *Australie du Sud*, 5 novembre 1936, p. 829. — *Canada (Manitoba)*, 19 mars 1935, p. 829. — *Pologne*, 19 mai 1936, p. 836.
- ENREGISTREMENT: *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 14 juillet 1936, p. 834.
- FACILITÉS FISCALES POUR LE TRANSFERT: *Italie*, 6 janvier 1936, p. 408.
- INCULTES: *Colombie*, 20 février 1936, p. 831. — *Equateur*, 12 mai 1936, p. 831. — *Japon (Karafuto)*, 5 mars 1936, p. 835; 5 mars 1936, p. 835. — *Vénézuéla*, 2 mars 1936, p. 609; 19 août 1936, p. *819; 21 août 1936, p. 837.
- RACHAT: *Finlande*, 28 février 1936, p. *839; 10 mars 1936, p. 833, 6 novembre 1936, p. 833.
- SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES: *Equateur*, 22 avril 1936, p. 831.
- TITRES: *Canada (Saskatchewan)* 1^{er}, avril 1936, p. 830.
- UTILISATION: *Canada (Saskatchewan)*, 21 février 1935, p. 830; 1^{er} avril 1936, p. 830.
- Textiles:** *Italie*, 17 février 1936, p. 408; 26 mars 1936, p. 408.
- Thé:** *Inde*, 27 octobre 1936, p. 407; 27 octobre 1936, p. 192. — *Japon*, 12 juin 1936, p. 193. — *Indes Néerlandaises*, 8 février 1936, p. 323; 22 février 1936, p. 193; 25 février 1936, p. 323; 12 mars 1936, p. 477; 28 août 1936, p. 194; 27 octobre 1936, p. 324. — *U. R. S. S.*, 3 août 1936, p. 404.
- Tomates:** *Argentine*, 24 octobre 1935, p. 302. — *Espagne*, 9 avril 1936, p. 308.
- Tourbe et tourbières:** *Belgique*, 6 mai 1936, p. 375. — *R. S. F. S. R.*, 27 avril 1936, p. 375.
- Tournesol:** *Bulgarie*, 14 juillet 1936, p. 204; 13 août 1936, p. 205.
- Tourteaux:** *Egypte*, 20 octobre 1936, p. 353. — *France*, 4 juin 1936, p. 311.
- Traités de commerce,** Voir ACCORDS ET CONVENTIONS DE COMMERCE: *Autriche*, p. 359; p. 359; 8 avril 1936, p. 359; 24 avril 1936, p. 359; p. 360. — *Chili*, 13 décembre 1936, p. 361. — *Equateur*, 1^{er} avril 1936, p. 362; 16 mai 1936, p. 362. — *Finlande*, 20 mars 1936, p. 362; 13 novembre 1936, p. 363; 30 décembre 1936, p. 363. — *Luxembourg*, p. 367; 2 mars 1936, p. 368. — *Norvège*, 8 janvier 1935, p. 369. — *Pays-Bas*, 27 mars 1936, p. 369; 3 avril 1936, p. 369. — *Indes Néerlandaises*, 22 février 1936, p. 370; 29 avril 1936, p. 370. — *Roumanie*, 24 septembre 1936, p. 371. — *Uruguay*, 25 novembre 1936, p. 372.
- Transcription:** *France*, 11 mars 1936, p. 833.
- Transports:** *Egypte*, 16 mai 1936, p. 353.
- « **Tratturi** » et « **Trazzere** »: *Italie*, 9 janvier 1936, p. 834; 16 juillet 1936, p. 835.

Travail et travailleurs agricoles:

CONTRATS: *Bulgarie*, 1^{er} septembre 1936, p. 857. — *Equateur*, 21 janvier 1936, p. 858; 21 février 1936, p. 858; 6 mars 1936, p. 858; 6 avril p. 858. — *Indes Néerlandaises*, 4 mai 1936, p. 860. — *Vénézuéla*, 16 juillet 1936, p. 861.

CONVENTIONS INTERNATIONALES: *Pérou*, 6 mars 1936, p. 860.

DIFFÉRENDS: *Chili*, 10 septembre 1936, p. 857. — *Equateur*, 24 avril 1936, p. 858. — *Luxembourg*, 23 janvier 1936, p. 860; 13 février 1936, p. 860.

DURÉE: *Allemagne*, 26 septembre 1936, p. 856. — *Suède*, 26 juin 1936, p. *855.

INSTITUTS ET OFFICES: *Colombie*, 18 janvier 1936, p. 604. — *France*, 25 novembre 1936, p. 859. — *Uruguay*, 25 septembre 1936, p. 861. — *Vénézuéla*, 22 août 1936, p. 861.

JOURS FÉRIÉS: *Indes Néerlandaises*, 21 septembre 1936, p. 860.

LOISIRS: *Belgique*, 27 juillet 1936, p. 857.

RÈGLEMENT GÉNÉRAL: *Chili*, 3 décembre 1935, p. 857.

TRAVAIL DES ENFANTS: *Allemagne*, 15 août 1936, p. 856. — *Autriche (Burgenland)*, p. 856. — *Autriche (Salzbourg)*, p. 856. — *Autriche (Styrie)*, p. 857; p. 857. — *Autriche (Tyrol)*, 21 décembre 1936, p. 857. — *Autriche (Vienne)*, 22 mai 1936, p. 857.

TRAVAIL DES FEMMES: *R. S. F. S. R.*, 26 mars 1936, p. 861.

Travaux publics: *Italie*, 8 juin 1936, p. 498.

Tuberculose du bétail: *Belgique*, 20 mars 1936, p. 569; 20 mars 1936, p. *564; 1^{er} avril 1936, p. *565; 2 avril 1936, p. **566. — *France*, 10 juillet 1936, p. 570; 6 août 1936, p. 570; 17 août 1936, p. 571. — *Uruguay*, 30 octobre 1936, p. 572.

U

Unions économiques mutuelles: *Japon (Corée)*, 13 décembre 1935, p. 724; 13 décembre 1935, p. 724; 13 décembre 1935, p. 724, 13 décembre 1935, p. 724.

V

Vaches laitières: *Nouvelle-Zélande*, 18 février 1936, p. 562.

Valets de charrue: *Espagne*, 3 mars 1936, p. 858; 14 mars 1936, p. 858; 23 mars 1936, p. 858.

Végétaux (CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES): *Hongrie*, 8 juin 1936, p. 711.

Verdanges (PÉRIODE DES): *Italie*, 31 décembre 1935, p. 473.

Ventes aux enchères forcées: *Autriche*, p. 829.

Verrats: *Irlande (État-Libre d')*, 17 juin 1936, p. 561.

Vétérinaire:

ENSEIGNEMENT: *Equateur*, 7 janvier 1936, p. 648; 5 août 1936, p. 570.
 - *France*, 25 décembre 1935, p. 570; 15 novembre 1936, p. 648. -
Lithuanie, 25 août 1936, p. 571. - *Roumanie*, 29 septembre 1936,
 p. 649.

Vétérinaires et police vétérinaire: *Allemagne*, 31 mars 1936, p. 568;
 3 avril 1936, p. 568; 25 juillet 1936, p. 568. - *Australie du Sud*, 27
 février 1936, p. 569. - *Autriche (Vienne)*, 29 février 1936, p. 569. -
Belgique, 25 mai 1936, p. 569. - *Grèce*, 23 janvier 1936, p. 605. - *Japon*
(Kwantung), 30 décembre 1935, p. 571. - *Mexique*, 28 avril 1936,
 p. 571. - *Roumanie*, 26 juin 1936, p. 572.

Viande:

APPROVISIONNEMENT: *Irlande (Etat-Libre d')*, 23 avril 1936, p. 270.
 COMMERCE ET CONSOMMATION: *Allemagne*, 24 juillet 1936, p. 265; 22
 septembre 1936, p. 593. - *Espagne*, 28 février 1936, p. 594. - *France*,
 24 avril 1936, p. 268. - *Grande-Bretagne et Irlande du Nord*, 31
 juillet 1936, p. 269. - *Italie (Lybie)*, 28 juillet 1936, p. 271.
 CONGELÉE: *Belgique*, 14 juillet 1936, p. 267.
 CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ: *Allemagne (Bavière)*, 25 février 1936,
 p. 350. - *France*, 13 mai 1936, p. 268.
 DOUANES: *Australie*, 26 février 1936, p. 417. - *Luxembourg*, 5 novembre
 1936, p. 428.
 EXPORTATION ET IMPORTATION: *Allemagne (Bavière)*, 29 janvier 1936,
 p. 302. - *Argentine*, 30 novembre 1935, p. 266. - *Belgique*, 10 juil-
 let 1936, p. 304; 14 juillet 1936, p. 304; 11 septembre 1936, p. 304;
 27 octobre 1936, p. 305. - *Estonie*, p. 268. - *France*, 28 novembre
 1936, p. 312. - *Pays-Bas*, 25 septembre 1936, p. 322. - *Suède*,
 11 septembre 1936, p. 326. - *Uruguay*, 26 mai 1936, p. 352.
 LIVRAISON OBLIGATOIRE: *U. R. S. S.*, 31 juillet 1936, p. 273.
 MARCHÉ: *France*, 17 septembre 1936, p. 268.
 MARQUAGE: *Suisse*, 26 mai 1936, p. 273.
 MONOPOLE: *Pays-Bas*, 21 décembre 1936, p. 323.
 PRIX: *Allemagne*, 22 octobre 1936, p. 336. - *Belgique*, 31 janvier 1936,
 p. 337. - *Chili*, 15 septembre 1936, p. 337. - *Cuba*, 30 novembre
 1934, p. 337; 18 décembre 1934, p. 338; 29 janvier 1935, p. 338.
 - *Irlande (Etat-Libre d')*, 31 mars 1936, p. 270. - *Uruguay*, 4 no-
 vembre 1936, p. 273.
 RÉGIME FISCAL: *Australie*, 20 mai 1936, p. 417. - *U. R. S. S.*, 26 jan-
 vier 1936, p. 413.

Vices rédhibitoires: *Luxembourg*, 27 juillet 1936, p. *566.

Vignes et vignobles:

ARRACHAGE: *Argentine*, 21 octobre 1935, p. 470; 30 novembre 1935,
 p. 470; 11 mars 1936, p. 470. - *France*, 28 mars 1936, p. **447;
 6 juillet 1936, p. 472; 23 juillet, 1936, p. 472.
 GREFFAGE: *Allemagne*, 3 septembre 1936, p. 470.
 INDUSTRIE VITICOLE: *Allemagne*, 21 octobre 1936, p. *500.

INTERDICTION DE NOUVELLES PLANTATIONS: *Autriche*, p. *445; p. 470;
 – *France (Maroc)*, 28 janvier 1936, p. 473. – *Luxembourg*, 15 avril
 1936, p. **453.

IRRIGATION: *France*, 8 juillet 1936, p. 472.

RECONSTITUTION: *Bulgarie*, 22 février 1936, p. 471; 27 août 1936,
 p. **446. – *Luxembourg*, 15 avril 1936, p. 454. – *Portugal*, 22 août
 1936, p. 477; 24 novembre 1936, p. 477.

REGISTRE: *Argentine*, 20 décembre 1935, p. 470.

VIGNES PHYLLOXÉRÉES: *France*, 8 juillet 1936, p. 472.

Villages: *Canada (Saskatchewan)*, 21 février 1935, p. 610; 1^{er} avril 1936,
 p. 610. – *Inde (Bihar et Orissa)*, 26 janvier 1936, p. 610; 5 février
 1936, p. 610. – *Japon*, 23 juin 1936, p. 611. – *U. R. S. S.*, 4 jan-
 vier 1936, p. 611.

Vin:

ANALYSE: *Bulgarie*, 4 juillet 1936, p. 361. – *Italie*, 6 janvier 1936,
 p. 538.

ASSAINISSEMENT DU MARCHÉ: *France*, 30 avril 1936, p. 190; 12 juin
 1936, p. 190; 27 août 1936, p. 190; 25 septembre 1936, p. 190;
 6 octobre 1936, p. 190; 28 novembre 1936, p. 538; 1^{er} décembre
 1936, p. 191. – *France (Maroc)*, 24 juin 1936, p. 191; 3 juillet 1936,
 p. 191; 17 octobre 1936, p. 191. – *Portugal*, 19 février 1936, p. 194;
 13 novembre 1936, p. 194.

AVANCES AUX PRODUCTEURS: *France*, 30 décembre 1935, p. 761.

COMMERCE: *Allemagne*, 4 mars 1936, p. 187. – *Argentine*, 16 avril 1936
 p. 536. – *France*, 26 août 1936, p. 190. – *France (Indochine)*, 20 mars
 1936, p. 191. – *France (Maroc)*, 28 janvier 1936, p. 191; 31 octobre
 1936, p. 191. – *Uruguay*, 26 novembre 1936, p. 195.

DÉNONCIATION DES STOCKS: *Italie*, 8 février 1936, p. 538. – *Portugal*,
 23 novembre 1936, p. 24.

DOUANES: *Italie (Erythrée)*, 19 décembre 1935, p. 426. – *Luxembourg*,
 14 août 1936, p. 427. – *Portugal*, 23 mars 1936, p. 431.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Bulgarie*, 18 juillet 1936, p. 305. –
Portugal, 19 août 1936, p. 194.

FABRICATION: *Allemagne*, 6 mai 1936, p. 535; 22 octobre 1936, p. 535. –
Argentine, 30 décembre 1935, p. 536. – *Chili*, 31 mars 1936, p. 536.
 – *France*, 16 janvier 1936, p. 537; 20 octobre 1936, p. 537. – *Hon-
 grie*, 8 février 1936, p. *522. – *Portugal*, 10 juillet 1936, p. 194;
 10 décembre 1936, p. 195. – *Uruguay*, 10 mars 1936, p. 539;
 4 juillet 1936, p. 540.

FRAUDES: *Argentine*, 20 mai 1936, p. 603. – *Espagne*, 21 janvier 1936,
 p. 537. – *Régence de Tunis*, 26 juin 1936, p. 350.

INSTITUTS ET SYNDICATS VINICOLES: *Espagne*, 21 janvier 1936, p. 537. –
Portugal, 22 août 1936, p. 539; 12 septembre 1936, p. 194.

MISTELLES: *France*, 21 mars 1936, p. **500.

PRIX: *Argentine*, 16 juin 1936, p. 337. – *France*, 11 mars 1936, p. 339.

PROPAGANDE: *France*, 7 mars 1936, p. 537.

PROTECTION À LA PRODUCTION: *Suisse*, 1^{er} septembre 1936, p. *465.

RECENSEMENT: *Argentine*, 22 juillet 1936, p. 22.

RÉGIME FISCAL: *Argentine*, 16 mars 1936, p. 403; 30 juin 1936, p. 403.
- *Grèce*, 28 novembre 1936, p. 407. - *Italie*, 12 mars 1936, p. 408. -
Luxembourg, 19 août 1936, p. 410. - *Pérou*, 6 février 1936, p. 412.

Vin de fruits: *Colombie*, 27 novembre 1936, p. 405.

Viticulture: *Allemagne*, 14 janvier 1936, p. 336; 10 mars 1936, p. 470. -
Autriche, p. 471. - *Autriche (Burgenland)*, p. 471. - *France*, 6 octobre
1936, p. 473. - *Roumanie*, 26 mars 1936, p. *454; 1^{er} juin 1936, p. 473.

Volaille:

COMMERCE: *Pays-Bas*, 2 décembre 1936, p. 600.

ELEVAGE: *Pays-Bas*, 3 février 1936, p. 600; 12 juin 1936, p. 600; 17 dé-
cembre 1936, p. 600; 17 décembre 1936, p. 600.

EXPORTATION ET IMPORTATION: *Union Sud-africaine*, 19 juin 1936,
p. 328.

MALADIES: *Danemark*, 28 décembre 1935, p. 598. - *Grande-Bretagne
et Irlande du Nord*, 7 décembre 1936, p. 598. - *U. R. S. S.*, 13 janvier
p. 601.

Z

Zootchnie: *Italie*, 31 janvier 1936, p. 561.

